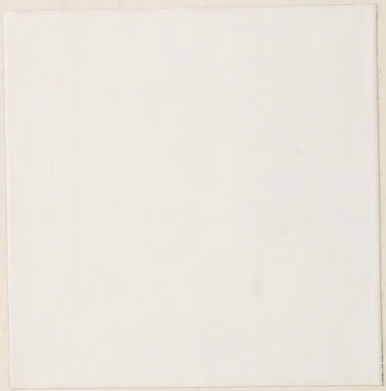
1k
1



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1927unse_2

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XL. — 1^er JUILLET 1927.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

XCVII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1927

THE GETTY CENTER

HAUDEQUIN, DE LYON

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Tonton Chappemoine arriva un matin de Paris et dit à M. Haudequin avec le détachement qu'on a pour annoncer une nouvelle politique :

— Rien à faire l'année prochaine avec les velours.

C'était à l'heure actuelle un homme qui charmait tout le monde et on lui donnait dix ans de moins qu'à M. Haudequin dont il était un peu l'aîné. Il se flattait que dans ses affaires tous ses clients fussent ses amis ; il savait quand les petites filles des grands couturiers avaient la rougeole, quand leurs fils passaient le bachot, et il leur promettait, malgré son insouciant scepticisme, de faire allumer par Benoîte des cierges à Fourvières. Adolphe, qui limitait strictement jusqu'où, dans les affaires, doit aller la familiarité, — un dîner, une poignée de main, un salut, — blâmait de tels rapports qui embarrassent, disait-il, le commerce. Mais le tonton Chappemoine ne pouvait pas ne pas plaire à l'excès. Il était encore à présent le mari lointain dont, à la maison, la femme et la fille idolâtres fêtaient chaque retour avec des Saint-Honoré, du champagne et des baisers enthousiastes.

Lorsque sur le plancher mal lavé du petit bureau d'Adolphe il se fut défait du fardeau de sa mauvaise nouvelle concernant

(1) Voyez la *Revue*, du 15 juin.

les velours, il alluma une cigarette. M. Haudequin, n'éprouvant tout d'abord que du courroux, s'écria :

— Qu'est-ce que vous dites?

Et derrière le miroitement des lunettes simulatrices, d'excellents yeux transperçaient celui qu'on tenait pour responsable de la défaite annoncée.

— Je dis, mon cher, que le velours a vécu. Vous verrez encore, l'hiver qui vient, les dernières apparitions d'une étoffe qui veut se montrer dans son ultime beauté, ce qui a roulé l'an dernier chez nous, à Décine : les velours imprimés sur chaîne, les robes de cent cinquante grammes où s'étale tout un jardin dans la nuit, les robes de forêt rousse pour l'automne des femmes. Et puis ce sera la fin. Elles ont trop pris l'habitude de draper leurs hanches fuyantes de toiles d'araignée. Pas une seule, mais dix l'ont dit à Victor, rue de la Paix, à Maurice et René, rue de Castiglione, à Jean, place Vendôme. « Nous ne voulons plus nous habiller avec des tapis comme des sauvagesses. » Le velours, cette substance divine, celle qui se rapproche le plus par sa douceur et le dégradé de la lumière des tissus organiques et végétaux, — la joue d'une jeune femme, l'enveloppe de la pêche, — leur semble rebelle à leur ligne, indocile à leur toucher. On leur a présenté la pièce 3012, sortie l'année dernière du Mont-Sauvage, notre velours linon, fin comme leurs chemises. Mais tout est carton pour la sensibilité exaspérée de leurs doigts. Elles réclament un tissu nouveau.

— Depuis quand, dit Adolphe, les femmes font-elles la mode ? S'il fallait consulter ce troupeau, ce serait l'anarchie. La mode est l'empire de l'homme, et c'est de Lyon que vient le pouvoir. Ah ! le velours est du carton pour elles? Les robes de cent cinquante grammes, comme vous dites, elles les traitent de tapis? Eh bien ! je leur en fabriquerai, moi, du velours dont les plis se tiendront debout comme des colonnes, et mon plaisir sera qu'elles se l'arrachent. Je voudrais leur faire porter du linoléum. Et si je m'en mêle...

Le tonton Chappemoine prit à deux doigts sa cigarette qu'il considéra tristement :

— Vous n'avez plus qu'à arrêter la fabrication.

— Arrêter la fabrication? Savez-vous ce que j'y perds?

Adolphe se leva d'un bloc, mit son chapeau, se dégaina le cou du veston. L'associé lui demanda où il allait.

— Venez, lui fut-il répondu.

L'auto d'Adolphe attendait à la porte de la rue des Capucins. Pour le chauffeur, le mot : « Mont-Sauvage » sortit, on ne sait comment, des lèvres fermées du maître. Et ils roulèrent une minute. On n'aurait pas lu son journal dans la voiture, bien qu'il fût onze heures et demie. Tout à coup, au carrefour de la Ficelle, un arrêt. Chargé de couffins de soie d'Asie, un camion s'était engagé, le cou déjà pris, dans la montée que ses chevaux-vapeur refusaient péremptoirement d'enfiler. Cinq à six autres voitures descendant la pente venaient se buter sur lui. Deux autres camions, par derrière, le bloquaient, et rue des Capucins un long train de voitures empêchait le recul. Une symphonie, faite d'une quarantaine de cornes d'autos, montait dans le brouillard de ces voies trop étroites : musique industrielle de Lyon, donnée à cœur de jour dans le quartier de la Fabrique place Tolozan ou rue Croix-Paquet, comme à Bellecour les concerts militaires. Et les chauffeurs, instinctivement et sans « rogne », cornaient sur un rythme joyeux en riant de toute leur face joviale, fraîche et carrée de jeunes hommes lyonnais.

Pendant ce temps, Adolphe Haudequin crayonnait des chiffres. Il éclata soudain :

— Il ne se peut cependant que vous n'ayez obtenu quelques commandes?

— Pour le velours, à Paris, zéro. Tout le monde stocke. Cent mètres en Bosnie-Herzégovine, le double à Mexico, mais, je pense, pour recouvrir des fauteuils. A New-York, une quinzaine de pièces.

Adolphe se redressa péniblement; l'estomac le tiraillait. Cette série de déboires survenant par une loi commune, en noir chapelet, le suffoquait à la fin. Il se rappelait les jeunes années de sa maison de commerce; le plaisir grave du joueur qu'il avait eu constamment depuis 1893, à voir chaque coup rapporter, et décupler chaque million jeté au tissage. Il réveillait les frénésies heureuses, aujourd'hui périmées, du jeune homme qui change de classe et sent, à chaque courrier décacheté, le succès le pousser comme un air fort pousse l'oiseau aux ailes étendues.

Certes, il ne serait pas le seul à perdre sur les velours. Les cousins des Chappemoine, grands fabricants de la rue du Griffon, en faisaient leur spécialité. Et plus de cent maisons de troisième ou quatrième ordre avaient des petits ateliers de

façonniers en velours dans la Croix-Rousse. On se réunirait pour aviser à la défense. Et puis après? Le seul résultat serait de rendre le désastre public.

Alors Adolphe songea qu'ainsi Philippe apprendrait tout par le dehors, ce qui serait moins humiliant que d'aller confesser à ce jeune négateur de son génie, une diminution de son expression vivante, la fabrique. Mais le mieux eût été que Philippe ne connût pas ce désastre, que lui, Adolphe, n'eût pas à lire sur ce frais visage de vingt-deux ans une expression de tendresse un peu compatissante.

L'usine du Mont Sauvage, au sommet de la Croix Rousse, côté Saône, vous ramenait à trente ans en arrière, au temps où elle était hangar pour cotons filés. Cent dix mètres de murailles en carreaux de plâtre percées de vitres irisées par les pluies. A l'intérieur, un concierge, M. Chazay, qui se tenait debout à la porte de son bureau, l'eau silencieuse de ses yeux gris recouverte du lorgnon comme d'une couche de glace. Puis, derrière lui, la salle unique, la cathédrale d'industrie où crépitaient dans un tumulte satanique cent soixante-seize métiers en quatre rangées.

Bien que ne craignant Dieu qu'en deux personnes, M. Chazay le servait scrupuleusement dans les intérêts de ses patrons; conscience timorée qui jetait sur Lyon, sur tous ceux qui lui semblaient se rendre coupables d'un gaspillage de la divinité, le regard du prophète attristé devant l'impiété clandestine. Le zèle d'un saint Paul, la chaleur d'un Tertullien, les fureurs d'un Athanase bouillaient dans la cuve secrète de cette âme blindée d'un froid acier. Et il faussait les textes péremptoires de saint Jean et de saint Paul, comme des pièces détachées qu'on veut ajuster à une marque étrangère. Toute sa vie s'était écoulée dans un célibat triomphal; il se croyait effectivement prêtre, confessait dans sa petite salle de la rue des Tables Claudiennes une douzaine de vieilles filles, dont M^lle^ Ollier-Grézieux, et, par une sorte d'empirisme dans la casuistique, en était arrivé à une connaissance émouvante des lois de la perfection humaine, laissant souvent, avec la soumission d'un novice exemplaire, Adolphe malmener ses soixante-huit ans et leur orgueil insidieux.

M. Chazay n'aimait pas Henri Chappemoine qui, dans les tramways, faisait avec le receveur des mots d'esprit, compli-

mentait sur le pont Morand les jolies filles, jetait de la mie de pain aux pigeons de la place des Terreaux, s'arrêtait sans vergogne devant l'hôpital de la Charité pour voir si à la fenêtre du premier étage, la boule de verre rouge des accouchements difficiles était hissée, s'amusait de tous les plaisirs de la rue, tendant de la sorte à introduire dans la fabrique lyonnaise des habitudes de laisser-aller et de sans-gêne parisiens qui en compromettraient aisément la tenue sévère. A ce vieil enfant mal élevé il préférait le rude patron, si correct, qui s'était figé à vingt-cinq ans devant le miroir de son armoire à glace, en s'y habituant à s'emporter les mains dans les poches. Un attachement invisible, inexprimable, s'était tissé entre eux deux qui ne s'adressaient que des paroles de reproche ou de rancune.

— Cela va, Chazay? dit le maître sans nulle dureté, et lui serrant la main.

On aurait dit que, délaissé de son constant bonheur, menacé de perdre l'admiration de Philippe, le prestige que l'accroissement continu de sa fortune exerçait sur sa femme et peut-être, demain, l'émerveillement de Benoîte, il avait une faiblesse et s'agrippait à Chazay, son plus intime instrument, son seul proche.

— Nous venons voir les velours, dit-il encore.

C'était au fond de l'atelier. Il fallait traverser cette forêt de fer secouée d'une tempête titanique, de mouvements excentrés, de coups de battants. Cent soixante-seize moteurs foudroyaient incessamment les métiers convulsés. Mais en même temps du déroulement des cartons perforés, au-dessus de chaque métier, tombait sur les tissus une pluie de fleurs que la navette, avec une sorte de fureur, cousait fil à fil à la chaîne. Et quand on s'engageait dans l'un des cinq sentiers de cette broussaille de fonte et d'acier qu'agitait l'orage artificiel, parmi le bruissement saccadé et infernal d'un ouragan qui menaçait de tout plier, on entrevoyait sur les ensouples l'enroulement des mousselines et des crêpes au jaune ravissant du grège.

Mais au fond de l'atelier, régnait une atmosphère lumineuse et irisée d'arc-en-ciel, annonçant en permanence la fin de la tourmente. C'étaient, sur quatre rangs, les seize métiers de velours, avec leurs cantres dressées derrière chacun d'eux, pareilles à d'énormes porte-bouteilles, garnies, par centaines, de bobines multicolores d'où coulait vers la chaîne un ruissellement de fils verts, roses, orangés, bleus: une chute d'eau

analysant la lumière, la pluie de soie tombée d'un arrosoir géant et où se joue le soleil. Sous cette pluie bienfaisante, dans les entrailles de feu de la machine possédée, des fleurs brochées de velours allaient naître.

— C'est véritablement charmant, s'écria le tonton Chappemoine dans le tumulte.

Les yeux d'Adolphe se tournèrent vers lui ; ses épaules se haussèrent; mais il se retint.

Puis il demanda à M. Chazay combien il avait été convenu qu'on en ferait de pièces.

— Cinq encore, dit M. Chazay.

Le regard du patron épousa les seize métiers, mais il ne donna pour le moment aucun ordre fatal, comme le forestier qui laisse vivre encore un peu le bois taillis condamné. Par une porte de service il sortit, entraînant ses deux compagnons vers la salle de dépôt des tissus. Ici le silence vous prenait soudain aux oreilles, nappes d'une substance nouvelle dans laquelle on plongeait. C'était une petite nécropole garnie de casiers comme un ossuaire. Des stocks y reposaient, marqués de poussière noire à la brisure des plis. Près du plafond, concessions à perpétuité abandonnées et vétustes, les casiers enserraient entre leurs planches les restes poudreux des tulles de soie démodés ; on ne savait plus s'ils avaient été bleu pastel ou orangés. On n'y touchait plus, de peur que des pièces entières ne tombassent en cendres. Puis, venaient les victimes du penchant d'Adolphe à la surproduction, des façonnés satin sur lesquels, déjà, vers quarante ans, moins prompt à saisir les fugacités du goût, il avait insisté trop longtemps, trop confiant aussi dans les possibilités de sa tyrannie. Délaissés, invendables, pour leurs fleurs trop petites ou leurs coloris périmés, ils se flétrissaient depuis cinq ans, dix ans, attendant une hypothétique résurrection.

Le long d'un comptoir, trente-deux pièces de velours roulé, cylindres souples, montraient leur envers de crêpe multicolore. Le patron demanda à M. Chazay :

— Combien de pièces encore au décreusage ?

— Dix-sept.

— Cela va bien, je vous remercie.

Henri Chappemoine se posta devant lui, interdit :

— Vous laissez rouler tout cela ?

M. Haudequin, ironiquement, ferma son œil gauche.

— Mais, sacrebleu, commença le tonton Chappemoine, pâle d'indignation...

Adolphe était déjà à l'autre bout de l'atelier. M. Chazay, dressé à ne demander jamais d'explication, devinait à peu près que c'était l'affaire des tulles qui recommençait. L'associé et le directeur, qui s'étaient compris, se lançaient à la dérobée des clins d'yeux, comme derrière un homme très malade.

De n'avoir aucunement questionné, M. Chazay fut récompensé un instant plus tard quand, à la porte où il reconduisait les visiteurs, on lui pressa la main en l'appelant : « Mon vieux Chazay ». Et il sentit les plaisirs orgueilleux des grenadiers de l'Empire. Pour le tonton Chappemoine, sa fureur d'émissaire bafoué ne tint pas, dans la voiture, devant les ravages qui marquaient la figure d'Adolphe, creusant avec facilité le pli de ses joues molles. Il demanda :

— Que comptez-vous donc faire?

Mais les desseins secrets d'Adolphe n'étaient pas à disperser, et il ne lui fut pas répondu. C'était une vieille habitude du fabricant de ne pas se gêner pour être sourd, le cas échéant. Le tonton Chappemoine ne se fâchait pas, tolérait, par l'accoutumance, ce bloc granitique.

— S'il vous plaît de travailler pour le stockage à outrance... continua-t-il.

Le silence de M. Haudequin finit par user les élancements de sa mauvaise humeur. Il en vint à dire :

— Si vous avez quelque embarras aux échéances de décembre, n'en parlez pas à la banque; il se trouve que je toucherai mes dividendes des teintureries justement à ce moment-là.

— Vous êtes un plus grand imbécile que je ne croyais, prononcèrent enfin les lèvres d'Adolphe.

Le vieil artiste éprouvait des mouvements dans la main droite. C'était qu'il crayonnait mentalement le profil, la moue impériale de cette longue figure plastique, sensible à toutes les impressions du sort et que soutenaient seulement en dureté deux temporaux de pierre.

Le soir, vers onze heures, M^me^ Haudequin vit son mari préparer sans mot dire la vieille valise de cuir retannée depuis vingt ans par les intempéries du P. L. M. Elle comprit qu'il allait prendre à minuit le train des « Soyeux ». Cela n'arrivait plus guère que tous les deux ans. Elle se réjouit de

pouvoir dire le lendemain à l'ouvroir où en visite : « Mon mari est à Paris », ce qui lui semblait donner du lustre aux affaires et même au caractère de M. Haudequin.

Ce ne fut que la semaine suivante qu'on fit arrêter le tissage du velours au Mont-Sauvage.

II

Tout Lyon parlait de la crise du velours, mais il se fit autour de la famille d'Adolphe un silence isolant.

Il eût été de mauvais goût qu'aux mercredis de Mme Haudequin les quinze ou vingt femmes de fabricants ou de marchands de soie, blotties dans le meuble rose du salon Louis XVI, abordassent le sujet. D'ailleurs, comment l'eussent-elles connu ?

Parfois, vers six heures, un imperceptible frémissement parcourait cette couronne de toilettes sévères. C'était quand Adolphe entrait. Il avait, dans ces occasions, une spécialité de conversations pour dames. C'était alors un homme nouveau, appliqué à plaire, à paraître dépourvu de soucis, d'inquiétudes, un fabricant chez qui tout marche à souhait. Car si les femmes sont tenues dans l'ignorance des choses à la fabrique, leurs maris ne les en interrogent pas moins sur l'attitude, l'aspect, l'humeur du confrère intéressant qu'elles ont été assez heureuses pour rencontrer dans le monde. Adolphe semblait donc ouvrir son âme; on le voyait sourire. Toujours frissonnant de froid, il se collait au radiateur. Ginette Chappemoine s'approchait :

— Voulez-vous une tasse de thé, tonton Haudequin ? proposait-elle sous les yeux de tout un cercle féminin, qui critiquait ses docilités aux lois de la mode.

Adolphe refusait, mais gardait le sucrier à portée de sa main. Puis il commençait la gazette lyonnaise.

Ces dames Fuji-Ono, le vendredi précédent, avaient troublé la représentation de Guignol, où l'on jouait *Faust*, en quittant la petite salle cramoisie dès le premier baiser reçu par Marguerite. C'est ce que la mère appelait la bonne éducation. Ces quatre jeunes personnes étaient uniquement élevées en vue d'avoir chacune onze ou douze enfants. Il n'y avait pas là de quoi rire. Une jeune Lyonnaise des Brotteaux, qu'Adolphe connaissait bien, — et tout le monde regardait Ginette Chappemoine, — se vantait de repousser toute idée de mariage, par

indépendance et en vue de se faire un nom dans le barreau. C'était antisocial. Sa punition serait de se faire dévorer un jour par les demoiselles Fuji-Ono, surnommées les Trésors de la maison. Le dragon japonais ne s'enfle pas en vain. Et il invoquait le million de petits enfants jaunes qui naît annuellement aux Iles Fortunées. Pour lui, il venait d'augmenter encore de cent francs par an et par enfant, la prime à la maternité, qu'il accordait aux ouvrières de Villeurbane (car si l'on ne doit point parler d'affaires aux femmes, il est bienséant de leur rendre hommage en leur exposant les œuvres sociales). Et il se vantait de ce que, l'une de ses rattacheuses ayant eu l'autre semaine trois jumeaux, il était allé l'embrasser dans son lit, à la Guillotière, en lui remettant une petite dot pour chacun de ses nouveau-nés. Là-dessus, il partait sur le devoir des classes dirigeantes, relativement à la dépopulation, à la justice...

Si Philippe, d'aventure, se trouvait là, il levait sur son père, avec une sorte d'anxiété, le regard curieux de sa figure immobile. C'était au moment où Adolphe passait de l'humour à la morale, qu'il le saisissait le moins. Les sommets de ce caractère lui échappaient. Il le ramenait volontiers aux dimensions, honorables déjà, d'un grand homme d'affaires. Voir dans ce fabricant un moraliste, lui semblait difficile. Il ne pouvait encore savoir qu'effectivement, l'homme arrivé à ce degré de possibilités qu'avait conquis Adolphe, où il se trouve en situation de saisir à pleines mains et par milliers des fils de destinées humaines, surpasse son propre égoïsme, et s'anime d'inquiétudes et de sollicitudes qui ne viennent ni de sa sensibilité, ni de sa bonté native, ni de sa générosité, mais de leurs objets mêmes. Tel le père par l'instinct paternel, le prince par l'instinct politique, l'industriel un jour se voit conduit par l'instinct patronal. Adolphe, qui aimait le peuple d'un sentiment caché, n'aurait pas obéi à une impulsion affective pour instaurer dans ses groupes d'usines, avec des largesses inouïes à Lyon, les salaires familiaux, les protections maternelles, les crèches, les infirmeries, les maisons jardinières. Mais, que l'idée d'une amélioration bienfaisante pour la main-d'œuvre lui fût suggérée, il se laissait immédiatement entraîner à la suivre, non dans un calcul d'intérêt indirect, mais par impossibilité de résister à une obligation inéluctable qui s'imposait aussitôt, avec l'ampleur des nobles devoirs, à sa cons-

cience sensible. C'était un exemple commun de fidélité à la fonction, d'honnêteté professionnelle.

Philippe, trop jeune encore pour ne pas chercher de l'amour dans les bienfaisances paternelles et, précisément, n'en découvrant pas, l'écoutait avec des réserves quand il parlait, aux thés de Mme Haudequin, d'un idéal de justice et d'altruisme. Il ne comprenait pas que la destinée d'Adolphe, en le haussant sur un piédestal social très élevé, en avait fait un acteur chargé d'un rôle plus grand que lui, mais qui s'y incarne.

La brisure entre le père et le fils n'est visible pour personne, cachée sous la gaieté des repas et des sèches plaisanteries que fait Adolphe pour donner le change sur ses soucis. Aussi Benoîte le foudroie-t-elle un soir en pénétrant dans son cabinet pour lui dire, — elle a ôté son tablier et frotté ses mains d'eau de Cologne : — « Philippe n'est pas si heureux que cela, ici... »

Elle a sa belle figure blanche et triste des heures sérieuses, sa longue robe noire sans une tache. Avant d'en dire plus, elle ramasse à terre, par servilité, des bouts de papier, redresse les porte-crayons et les presse-papiers sur le bureau. Il est rare qu'elle vienne ici, même qu'elle adresse la parole à Adolphe :

— Assieds-toi donc, dit celui-ci.

Personne ne connaît à M. Haudequin cette voix bénigne, cette voix de débiteur qui n'ordonne plus, qui, au contraire, transige, commerce, suggère des accords, propose des remises. Cette voix, qui ne se déguise plus, qui part d'une contrée ignorée dans l'âme de cet homme et en sort directe, comme un écho.

— Ce pauvre enfant... soupire Benoîte en s'asseyant avec cérémonie, sans s'appuyer au dossier du fauteuil.

Elle continue de penser à son cher Philippe, mais Adolphe, lui, n'a jamais vu Benoîte entrer ici, d'aventure (et, chaque fois, avec un certain appareil pathétique), sans ressentir la terreur de son départ éventuel, sans craindre un adieu. Il admet qu'elle aurait droit à sa retraite, qu'il n'y a plus une goutte de sang dans ses joues défaites, que la cuisine la tue. Mais il a peur de parler de ces choses redoutables qui déclencheraient des idées de repos. Et Benoîte lui est indispensable. Voilà trente-trois ans que leurs jours se sont tissés ensemble. Elle est une partie de lui-même. S'en allant, elle laisserait dans la maison un gouffre, et dans son être à lui une plaie mortelle.

Il ne peut vivre sans Benoîte, — pas six mois. Aussi refrène-t-il ses duretés habituelles.

Avec Mme Haudequin, aucune de ces inquiétudes. Une femme mariée ne s'en va pas. Et puis il y a une différence entre celle dont on a eu quatre enfants et pris l'habitude charnelle, et celle qui n'a eu que votre âme, qui est demeurée près de vous sans liens réels, flottante, pour ainsi dire et toujours priée, c'est-à-dire qu'on n'a rattachée à soi, sans cesse, que par une constante et muette supplication, avec la confuse et inconsistante expectative qui reste au cœur d'un homme malgré l'âge et inconsciemment, tant qu'il n'a possédé que les esprits subtils d'une femme aimée.

— Je croyais que tu étais malade, dit Adolphe.

— Il ne s'agit pas de moi, monsieur Haudequin, mais de Philippe que tu traites mal.

C'est probablement le seul reproche que Benoîte ait eu jamais l'audace, et peut-être la possibilité morale d'adresser à l'objet de son idolâtrie. Il faut que ce soit pour Philippe et qu'elle ait ainsi la certitude de ne pas entamer l'aménité, sorte de paix blanche, qui n'a jamais cessé de régner entre ces deux êtres altérés l'un de l'autre, — rançon de leur froide comédie d'indifférence. Mais Adolphe, qui attend moins la critique de Benoîte que de tout autre, réagit comme un fauve rudoyé. Que sait-elle, d'abord, et comment, alors qu'il a dissimulé tous les griefs collectionnés contre Philippe ? S'est-il jamais plaint ? Non. Alors ?

— Tu es folle, dit-il seulement.

Mais Benoîte, répondant à ce qu'elle sait qu'il pense :

— Est-ce qu'un père et un fils comme vous deux, on ne devrait pas les voir toujours ensemble, se promenant, causant, travaillant ? Voilà un enfant désœuvré et qui s'ennuie d'un but. Mais il a des chemins qui ne sont pas ceux d'un homme de ton âge et tu as été trop paresseux pour l'y suivre, pour te déranger des tiens. Tu t'es cru trop grand personnage. Tu as dédaigné ses distractions, ses sports. Tu ne l'as même pas vu, au stade, en maillot bleu, les bras levés, et ses jambes nues ne touchant même pas les pointes de l'herbe, choquant sa grosse tête brune contre le ballon volant, paralysé de ses mains qui ne peuvent toucher que le vent : ou bien ses pieds, mêlés à d'autres pieds se disputant leur proie.

— Tu y es donc allée, Benoîte? demande Adolphe interdit ; un dimanche, manquant les vêpres ?

— Ah ! mon Dieu, quel péché d'aimer à aimer ce qu'il aime? J'ai voulu, moi, connaître ses plaisirs. J'ai vu ce grand cirque en plein vent qui m'a fait penser au temps de Néron et des premiers chrétiens. Mais, dans l'arène, de l'herbe, et au lieu des lions, ces grands innocents qui bondissaient ensemble, légers comme des archanges. Le temps était beau, et assise sur mon banc de pierre, je voyais devant moi, dans le lointain, la Croix Rousse comme une montagne bleue de la campagne, sans maisons, sans habitants, un vrai rêve. L'équipe de Philippe a gagné à sept buts contre deux. C'était assez joli.

— Tu connais le foot-ball, toi, Benoîte?

Il ne s'est jamais aperçu que Benoîte, sans cesse évadée d'elle-même au profit de ce qu'elle aime, a successivement ainsi connu la fabrique, et les pratiques moins familières encore du commerce et de la banque ; la puériculture ensuite ; puis le fourneau. Sa vie plastique et pure comme l'eau s'est passée à se modeler sur les vies aimées, à les refléter. Vidée d'elle-même, elle est prête à toutes les substitutions. Sévère exemple pour l'homme hypertrophié, plein de soi, et ne sachant que s'engraisser d'autrui.

Adolphe sent le souffle adverse de la critique, surtout dans ce que Benoîte n'a pas dit : le blâme est implicite autour de lui pour ses délais à s'associer son fils; c'est là qu'elle veut en venir. A toute autre qu'elle, il dédaignerait de répondre ; mais devant Benoîte, sa rudesse s'amollit.

— Ces sports sont des âneries qui crèvent les garçons, les empêchent d'être tout à leur travail. Autrefois, il n'était pas question de stade. Qu'ai-je à faire dans ma maison de commerce d'un athlète sottement préoccupé de championnats? Philippe et moi, nous ne nous comprenons pas. Le jour où il se décidera à devenir autre chose qu'un acrobate...

Il est retombé le cou dans son veston, heureux de sa mauvaise foi, défiant les reproches comme il en a coutume, et remâchant avec ses pastilles de Vichy l'amertume des déceptions que lui a causées Philippe.

— Tu étais pourtant, toi, un fameux canotier, monsieur Haudequin !

Si la scène se passait au cinéma, on verrait à ce moment

précis se former et croître au-dessus de leurs têtes un disque lumineux dans lequel s'encadrerait, évocation fantomatique, ce souvenir mouvant : un Adolphe et une Benoîte de dix-huit ans, serrés dans un bateau sur la Saône clapotante, lui, grêle adolescent trop vite grandi, ramant à demi nu ; elle, la taille bien ronde dans son corset à la mode d'alors. Le jeune Adolphe déjà taciturne rêve en regardant Lyon dont on reconnaît au loin la silhouette avec Fourvière et sa basilique. Et soudain sa pensée s'échappe toute seule :

— Il s'en fait tous les ans, des millions dans cette ville-là!

Benoîte, qui est à cette époque parfaitement jolie avec ses bandeaux et son ovale de Notre Dame à la Chaise, se penche affectueusement vers son cousin.

— J'ai toujours pensé, Adolphe, que tu ne moisirais pas comme ouvrier et que tu accomplirais quelque chose de grand à Lyon.

Sur ce texte qui consacre ses ambitions inavouées, Adolphe lève vers Benoîte des yeux stupéfaits. Une si précise louange, si conforme à ses désirs, l'enivre, le transporte. Il sait bien le goût que Benoîte a pour lui et il la trouve belle, soudain, lui qui n'a pas d'amie. Alors, laissant le bateau nager un instant au fil de l'eau, il ne tarde pas à saisir cette taille ronde comme une ensouple...

A ce moment, le disque de lumière dans lequel on voyait ces réminiscences doit décroître, se rétrécir, s'éteindre. On ne connaîtra pas la suite. D'ailleurs, il n'y en a pas eu. Adolphe, dégrisé après cette unique partie de printemps, s'est vite repris. Ce n'était pas un garçon à faire des bêtises, à compromettre son avenir en se mariant mal. C'est là-dessus qu'il s'est engagé au Fort de Vincennes pour fuir Benoîte, par scrupule, car sa conscience était sans faiblesse. Adolphe n'a pas grand chose à se reprocher aujourd'hui. Mais il n'aime pas beaucoup voir ce médaillon lumineux flotter dans sa mémoire. Benoîte non plus d'ailleurs, qui en a toujours un peu mal. Alors que tout s'est évanoui dans le néant noir du passé, Adolphe reprend :

— Pourquoi Philippe n'irait-il pas sur la Saône aussi ? Je l'y aurais suivi volontiers. Mais il prend plaisir à s'écarter en tout de mes préférences. Ce garçon-là ne m'aime pas, Benoîte!

— On n'aime pas son père en le copiant. Si tu savais comme il souffre!

— Et moi...

L'aveu est parti sans qu'il le retienne, parce que c'est Benoîte Elle est la seule à qui, deux ou trois fois dans toute sa vie, il a daigné se plaindre. D'ailleurs, ne l'a-t-il pas tenue prisonnière depuis sa jeunesse, afin qu'elle entende tous les dix ou quinze ans les seuls appels de détresse que le sort ait pu arracher à ce Lyonnais? A chaque fois, le silence de Benoîte lui a dit éloquemment la torture qu'on endurait de sa douleur. Hors cette divine compassion de Benoîte, il ne vaut pas d'ouvrir son cœur.

— Philippe, continue le père, les yeux courroucés et fixés dans le vague, il m'a traité comme un vieillard qu'on retranche de son existence.

— Tu te trompes, M. Haudequin, réplique la subtile Benoîte : c'est peur qu'il a de toi.

III

Voici un après-midi de décembre, et Philippe s'achemine sans gaîté vers l'École de droit. Les rues sont cotonneuses de brume, mais au sommet de la Croix-Rousse un soleil rose badigeonne le front des maisons qui émergent de ce lac opalin. C'est l'heure où les hommes peuplent et les trottoirs huileux dans le quartier de la Fabrique, et les vingt ponts éventés de bises hostiles, cortège du Rhône vert ou de la Saône blanche, et les Cours plantés de ramures sèches ou de maisons solennelles aux Brotteaux. Lyon se garnissant ainsi de sa population masculine affirme sa mâle énergie. C'est l'heure où, place des Terreaux, les pigeons frileux attirés en bas par les petits pains du populaire s'écoulent des vieux toits en une nappe liquide, Niagara emplumé, pour s'étaler ensuite sur le pavé, en un lac moutonneux et irisé qui se dandine. Une population affable de commis de soieries et de canuts en retraite les nourrit. C'est l'heure où, le café bu dans la noire cuisine, les fils et les brus du vieux canut qui s'amuse des pigeons, vont en s'essuyant la bouche remettre en marche le moteur de l'atelier familial et allumer du haut en bas de la Grande Côte ou de la montée Saint-Sébastien cette crépitation infernale de la mécanique, dans laquelle il est écrit que la soie façonnée doit venir au monde. C'est l'heure où les fils Ollier-Grézieux, amis de Philippe, le veston coupé chez un tailleur fameux de la rue de la République

quittent, place Tolozan, l'office paternel meublé d'un coffre-fort et de trois petites tables de pitchpin, pour s'en aller, courtiers de leur père, placer dans les sombres bureaux de la rue des Capucins ou de la rue Puits-Gayot, les balles de soies arrivées hier sous l'égide documentaire de la *Chinese Exportation British Bank of Shanghaï*. C'est l'heure où, rue Saint-Polycarpe, à la Condition de la Soie, est amenée à grand fracas de camions et dans une sorte de frénésie qui entasse les uns par-dessus les autres balles d'Italie et couffins d'Asie, la matière soyeuse qui reçoit là le baptême de la vie industrielle. Et l'étrange questionnaire! Dans quelle condition de pureté êtes-vous, ô Soie? Combien de milligrammes d'eau dans un fil de bave? Et de milligrammes de grès dans un mètre de votre substance impalpable? Et combien de fils même dans le fil que vous êtes? Cependant que des jeunes filles vêtues de blanc prélèvent délicatement quelques onces aux balles éventrées, et, Thémis-physiciennes, plongent leur balance même dans de luxueuses étuves blanches décorées comme des vases du Japon. Cérémonial sacré, consécration presque solennelle du fil divin! C'est l'heure où les acheteurs, courtiers, voyageurs des cinq parties du globe, Roumains au profil d'Égypte, Chinois en chapeau melon, Américains au nez bref, Australiens dont la peau de blond s'est cuivrée aux embruns de la traversée, clients d'Algérie, petits hommes noirs et affairés se répandent pour leurs achats de soierie, de matériel électrique, de produits chimiques, d'automobiles, dans des rues étroites et boueuses, étonnés de trouver à cette foire du monde qu'est Lyon, un si vieux visage français. C'est l'heure où, dans les ouvroirs, les dames lyonnaises, plus secrètement tourmentées que d'autres des inégalités sociales et de la misère inguérissable, tirent l'aiguille de toute la vitesse de leurs doigts timorés et compatissants.

Philippe sent la vie de sa ville palpiter autour de lui. Il en connaît toutes les manifestations; elles le condamnent, lui qui, un cahier léger à la main, s'engage dans le pont Lafayette pour aller là-bas, aux Universités, — un dôme de plus dans la silhouette des toits lyonnais chargés de tant de coupoles, — prendre des notes sur le droit romain. Il n'est pas plus nécessaire à la cité que les joueurs de boule qui, au bord du fleuve, menacés par l'eau montante, soupèsent d'une paume souple leur gros fruit de bois avant de le lancer au but. Son existence

est creuse, et il ne comprend plus rien à sa destinée. Quand il n'est pas au stade, à s'enivrer de mouvement, tout croule autour de lui. Pourquoi vivre ? S'il lui arrive de chercher des yeux dans la rue, au concert, l'aventure d'une femme très belle qu'il pourrait aimer, il se moque aussitôt de lui-même. Il ne connaît de sûr, d'absolu que Benoîte, encore qu'elle radote un peu par moments, à ce qu'il lui semble.

Sur l'autre trottoir, enroulée de fourrure comme une petite panthère, Ginette Chappemoine se hâte aussi vers l'École de droit, de son air décidé. Philippe n'aime pas Ginette qu'il trouve sèche, avide, sans abandon. Puis il a cru s'apercevoir que les Chappemoine le priaient trop souvent à dîner dans leur hôtel neuf du parc, — musée Louis XV. Qu'on le marie d'avance à Ginette, comme un prince héritier de maison régnante, tue d'avance les derniers élans de sympathie qu'il pourrait avoir pour cette amie d'enfance.

Ginette et lui se joignent à la porte de la Faculté. Ce regard impassible qui passe droit au ras du petit chapeau glace Philippe. Ils se serrent la main en se disant qu'il fait froid. Ginette, qui aime à vexer les garçons, ajoute :

— Vous avez le nez rouge.

— Mais, vous aussi, riposte Philippe

Voilà la cour qu'ils se font. Et Philippe la quitte pour aller prendre place dans l'amphithéâtre auprès du petit Ollier-Grézieux, le dernier fils du marchand de soie. Une heure durant dans une atmosphère de calorifère et de crayon taillé, Philippe écoute un professeur qui développe, en y mettant l'esprit nécessaire, les questions de l'autorité maritale dans l'ancienne Rome, puis, au dernier mot, il dégringole les gradins pour éviter de dire adieu à Ginette. Il sort. Devant les marches, une seule auto attend. C'est celle de son père. La portière s'ouvre, et il aperçoit M. Haudequin le masque éclairé d'un sourire nerveux. Et il y a dans ce geste d'ouvrir une portière pour happer un jeune homme qui sort de l'École, de l'asseoir à ses côtés dans la mollesse d'une voiture de luxe, une signification de sollicitude intense qui dépasse les apparences de ce petit événement.

— J'ai une course à faire avec toi, Lippo.

Adolphe a dit : « Lippo ». Voici trois mois que le mot n'était sorti de sa bouche. Entre eux les glaçons craquent, se

liquéfient. Il n'en faut pas plus pour que les rancunes du fils n'aient jamais existé ; pour qu'il sente un besoin animal de se recroqueviller dans les coussins, de se blottir contre cette force humaine qui est à côté de lui. Peu s'en faut qu'il ne glisse son bras chargé de joie soudaine sous le bras d'Adolphe. Justement aujourd'hui ce retour du Père prodigue tombe à souhait, car il se croyait positivement dans un désert moral. D'ailleurs il savait bien que son vieil Adolphe lui reviendrait un jour ou l'autre, que ce retrait paternel n'était que joué. Il ne demande même pas ce qui se passe, quelle est cette course à faire, où l'on va. En pareil cas, il convient de ne pas dire grand chose, de n'avoir pas même l'air étonné. Et Philippe se borne à déclarer, en jetant un regard à son poignet...

— Le cours aujourd'hui a duré une heure dix.

— Oui, dit M. Haudequin ; je t'ai attendu là vingt-cinq minutes.

Philippe sourit en songeant à cette attente de vingt-cinq minutes que l'homme le plus important de Lyon a subie pour lui. Le mot lui est plus doux que prononcé par une maîtresse qui se fût morfondue une demi-heure durant dans un taxi en l'appelant de ses vœux. « Un philosophe a dit : On n'a qu'un père », pense Philippe, démangé de plaisanteries et de blagues.

— Oh ! je suis bien fâché, se contente-t-il de prononcer, au lieu d'embrasser M. Haudequin comme il en a envie.

Ils sont enfoncés tous deux dans la voiture. Les cinquante-huit ans de l'un, les vingt-deux ans de l'autre, forment, plutôt qu'un contraste, un rapport harmonieux. Toute la beauté de la destinée de l'homme est dans ce rapport du père au fils qui atteint à la perfection, qui satisfait. Ces deux âges et leur dépendance mutuelle ont la noblesse du cercle.

— J'ai fait un achat, dit M. Haudequin, comme ils commencent à rouler dans la banlieue.

Philippe a un sursaut de plaisir ; il voit trop dans son père le fabricant, pour douter qu'il ne s'agisse d'un marché relatif à la maison de commerce, tussah ou schappe inédits, soie artificielle, machine sensationnelle, une de ces acquisitions dont un industriel éprouve, même vieux, une sorte de fierté puérile qu'il veut partager. C'est sans doute un premier pas vers la fabrique à quoi on l'invite ici, une indirecte initiation. Quel progrès déjà !

— Qu'est-ce que vous avez acheté ?

— Tu vas voir.

L'auto pénètre dans les abords humides d'une grande usine, défoncés par les camions et la vapeur d'eau. Des toits vitrés et bas dessinent des dents de scie. Le tonnerre gronde. Les murs sont d'une blancheur neigeuse, mais le terrain est couvert d'escarbilles. Philippe ignore où il se trouve. Un directeur décoré surgit à la portière.

— Elle est là ? questionne M. Haudequin.

— Elle est là, lui répond en souriant le directeur, heureux de n'être pas en faute.

On présente Philippe au directeur, puis, sans qu'il ait le temps de se reprendre, presque le bousculant, à l'autre personne, *celle qui était là*. C'est dans un hangar, une petite automobile solitaire dont la carrosserie porte l'émail chaud, profond et pur du jais, 6 CV., conduite intérieure, toute une bijouterie au tablier.

Les yeux de M. Haudequin étincellent derrière ses lunettes, dévorent Philippe.

— Comment la trouves-tu ?

Avec Adolphe on a toujours peur d'un piège; Philippe observe son père avant de répondre : il avait cette figure-là quand il lui a donné sa montre, sa bicyclette, son cheval, son épingle. Philippe la reconnaît; d'ailleurs, le père ne prolonge pas outre mesure cette minute théâtrale :

— Elle est à toi, déclare-t-il royalement.

La présence de l'homme du monde qui reste le témoin forcé d'une petite scène familiale dont il est loin de découvrir les symboles à longue portée, retient toute manifestation du père ou du fils.

— Vous me faites une vraie surprise, dit Philippe.

On le voit pâlir, se laisser aller à une hésitation qui n'est pas sans charme, puis accomplir les deux mouvements classiques : le tour de la voiture, la prise de possession du volant...

Adolphe, depuis des semaines, en était à un point où la disgrâce des velours, — contre-temps d'autant plus cuisant que les autres s'étaient garés mieux que lui en réduisant depuis dix-huit mois la fabrication d'une étoffe qui avait cessé de plaire, — passait inaperçue pour lui en regard de l'éloignement de Philippe. Il n'ignorait pas quel jour et dans quelle circonstance

il l'avait mortellement froissé. « Tu n'es pas encore mon successeur... » Mais il refusait formellement de reconnaître que la « faille » venait de lui. Combien il aimait mieux attribuer à Philippe même la responsabilité de son évasion! Ce point de vue, à l'heure où il en vint à trop souffrir de cette fuite, lui permit le geste qui cherche à retenir. Un père qui n'a pas chassé lui-même son enfant, peut se mettre à la fenêtre, quand il s'évade de la maison, et le rappeler. On lui vit de timides coquetteries à l'égard de Philippe. Il pensait au mot heureux de Benoîte : « C'est peur qu'il a de toi. » Adolphe ne tenait pas absolument à ce que son fils le craignît. Mais qu'il le craignît lorsqu'il paraissait au contraire le bafouer implicitement, faisait tomber bien des griefs. Et comme il s'apercevait que sa vie et même sa maison de commerce, sans Philippe, étaient des terres sans soleil, il usait de procédés sournois et un peu honteux pour le supplier de revenir. Ce furent des dîners qu'il offrit aux jeunes gens de Lyon, amis de Philippe : les Ollier-Grézieux, les neveux Chappemoine, le petit Quincieux. Des questions sur le match Lyon-Oxford, sur les règles mêmes du foot ball : « Qu'est-ce que c'était qu'un but? » Philippe tombait des nues. Enfin il prépara la surprise de l'auto. Ce jour-là, Adolphe connut un moment de félicité parfaite, car c'est lui qui triomphait. Il se réinstallait dans l'âme de son fils en grande puissance, en créateur. Et la joie, encore un peu inquiète, de Philippe, dont il était cette fois la seule cause, l'enivrait. Il y eut entre eux une minute de communion absolue. Adolphe riait sans rien dire ; il lança même un crochet du gauche dans le flanc de Philippe, ce qui valait pour lui la plus insigne effusion. Malheureusement, Philippe, en parfaite confiance, en complet abandon, finit par murmurer affectueusement :

— Pourquoi avez-vous fait cette dépense dans un pareil moment?

— Un pareil moment? Qu'a-t-il le moment?

— Vous avez des ennuis...

C'était le cœur de Philippe qui éclatait, dilaté par un trop gros appétit de confidences : confidences paternelles évidemment, car ce n'était pas les siennes qu'il ambitionnait d'inaugurer. Mais lui, si jaloux de ses sentiments cachés, sentait l'échéance bonne pour prétendre à ceux de son père, les estimant d'ailleurs d'un ordre plus aisé à communiquer.

— Quels ennuis? fit Adolphe comme desséché soudain.

— La crise des velours.

Ils étaient si bien ensemble à cette minute précise : ne pouvait-on s'aventurer dans les jardins gardés de la maison de commerce, en fouiller les recoins cachés, les endroits dérobés? Ce fut du moins l'erreur de Philippe de se croire tout permis en un si beau jour.

— Qu'est-ce que c'est que cela, la crise des velours? éclata le fabricant. Qui t'en a parlé? Tu as ramassé des ragots sur ma maison? Les jaloux ont proclamé que j'allais tomber?

— Tout le monde sait... dit Philippe, troublé.

— Le monde ne sait rien. Est-ce pour quatre métiers qui cessent de battre qu'une maison croule? Il y a longtemps d'ailleurs que la transformation des métiers est faite et qu'on tisse des crêpes à la place des poils. Je ne suis pas ruiné encore, tu sais!

Philippe bouillait de s'expliquer, de demander pardon, d'excuser ce désir qui l'avait mordu de compatir aux inquiétudes paternelles. Mais c'était fini; il ne parlerait plus. Rien à dire maintenant. Son père l'avait rendu muet. De sorte qu'à l'aspect de son auto, désormais, devait s'attacher pour lui le souvenir d'un élancement cruel de rancune.

IV

Philippe jouissait de sa voiture; mais il se demanda si son père ne la lui avait pas donnée pour effacer à Lyon l'impression des grosses pertes dues au velours. Ce doute subsista longtemps. Le jeune homme se le reprochait parfois, en était peiné toujours. Il fit de la vitesse sur les routes en remâchant son nihilisme moral d'enfant déçu. Mais Adolphe, comme tous ceux qui ont essayé le premier pas vers leur adversaire, éprouvait une sensation de rapprochement. Satisfait de son cadeau, il s'intéressait davantage à Philippe. Il cherchait à se mettre en frais pour lui. Au mois de janvier, il l'invita chez Alexandrine avec un client.

C'était aux Brotteaux. Ils s'y rendirent à pied. Ils cheminaient de conserve, l'allure parente, mais respirant chacun dans l'atmosphère de sa propre époque. Adolphe, d'un temps où l'on ne vivait que pour s'établir en sécurité, Philippe d'une génération où l'insécurité assure des plaisirs. Adolphe d'un siècle moyen,

Philippe d'un siècle extrême. Adolphe prudent, Philippe imprudent. Adolphe positif, Philippe fantaisiste. Adolphe satisfait des neuf mètres cubes d'air de son bureau, Philippe qui requérait le cubage infini du stade. Adolphe citoyen de Lyon, ne voyant New-York, Berlin, Tokio, qu'à l'état de banques ou d'en-tête de correspondances commerciales; Philippe curieux et altéré d'internationalité, de types mondiaux, d'accents étrangers, d'images lointaines, d'âmes exotiques. Adolphe attaché aux progrès de la science, Philippe, méfiant du palpable, sceptique, incrédule, épris, en fait de connaissance, d'une sorte d'hermétisme. Adolphe ami de l'épargne, Philippe prodigue. Adolphe ayant cherché l'aventure pour la fortune, Philippe désirant la fortune pour l'aventure.

Ils juxtaposaient ainsi deux étapes humaines qui eussent pu, s'ils l'avaient voulu, harmonieusement s'enchaîner. Mais ils appartenaient encore à la crise du premier choc; l'heure n'était pas encore venue; ils vivaient encore secrètement sur le pied de gûerre, les concessions que faisait Adolphe restant tout extérieures à leurs divisions essentielles. Philippe ne devait jamais oublier que ce matin-là, en passant le pont Morand, M. Haudequin, devant le quartier neuf et riche de l'autre rive, lui avait dit :

— Si tout s'arrange comme je veux, et que je puisse acheter le terrain que j'ai en vue, tu auras un jour ton appartement là-dedans. Car je te connais, tu n'aimeras pas établir ton ménage dans le quartier de la fabrique.

Philippe avait bien envie de dire : « Ni ma maison de commerce. » Mais c'étaient là des mots défendus. Il s'agissait d'une personne qu'on ne nommait plus, celle qui avait créé entre eux une rivalité inavouable. La jeune fierté du fils, malgré les traquenards que lui tendait le père, voulait obstinément l'ignorer désormais, et c'était à son tour de faire le sourd aujourd'hui.

Adolphe, ne parvenant pas à lui arracher l'objection qu'il attendait pour amorcer une querelle, y répondit comme si cette objection eût été faite :

— Pour la fabrique, c'est différent, elle doit demeurer où elle est; dans ses rues noires la fabrique a quelque chose de séculaire. La soie doit sentir mauvais; c'est une loi. Les Américains des gratte-ciels ont coutume de venir l'acheter dans nos maisons tassées, délabrées et obscures; il ne faut pas changer

les habitudes des clients. Ils aiment mépriser nos vieilles bâtisses quand ils sont éblouis par nos étoffes, et ils croient ainsi payer celles-ci moins cher. Pour eux, la France doit être sale; c'est à ce prix qu'ils lui pardonnent de les dépasser. Il y a longtemps que leur psychologie n'est plus un mystère pour moi.

Si Philippe avait écouté son envie, il se serait follement récrié à de tels principes. Combien de fois il s'était vu en pensée arrachant la fabrique à ses rues infectes, étalant les tissus dans la gaie lumière de grandes salles vitrées ornementées comme de beaux temples! Mais, à cause de cette subtile jalousie que la maison mettait entre eux, il se tut de nouveau.

D'ailleurs, ils étaient arrivés chez Alexandrine, « marchand de vins ».

On les fit entrer dans la salle du fond, toute blanche où, les pieds dans la sciure de bois, des hommes venus de tous les points de l'Europe mangeaient avec religion la chair parfumée d'un éternel poulet au blanc. On reconnaissait les Allemands à la férocité de leur mastication, les Anglo-Saxons à la légèreté de leur main qui tenait le couteau comme un porte-plume, les Italiens à ce qu'ils ne cessaient de mimer des convictions intenses. Il y avait aussi des Espagnols aux joues verdâtres, des Tchécoslovaques habillés comme des commis, des Parisiens décorés. Une odeur de truffes flottait. Un maître d'hôtel en veston, apercevant le grand fabricant, le conduisit lui-même avec une affabilité ravissante à la table retenue pour trois. Le client arriva ensuite; c'était un Japonais, propriétaire d'une maison de couture européenne à Tokio, M. Omii. Ayant eu vent de la crise des velours qui sévissait à Lyon, il était accouru pour une spéculation, prétendant à débarrasser quelques gros négociants de leurs stocks. Depuis huit jours, M. Haudequin l'avait laissé macérer dans ses refus, les prix offerts par le Japonais pour cette bonne action européenne se trouvant par trop sensiblement inférieurs aux prix de revient. Puis, aujourd'hui, ce déjeuner dans ce lieu où la simplicité était artificielle et les apparences seules modestes, — caractère incomparable de la cité des marchands, — et où, parmi les délectations de la gourmandise la plus française, s'accomplissent les grands marchés de Lyon, carrefour des races.

M. Haudequin et M. Omii s'affrontèrent avec mille saluts. On aurait dit Goliath et David. Délicat comme une figurine, le

couturier de Tokio, ainsi que l'éphèbe d'Israël, recélait aussi des pouvoirs secrets, et, dans le match, on se demandait qui l'emporterait de la puissance de son adversaire, ou de son exquise dissimulation.

A peine assis, on devenait la proie d'une femme de chambre qui s'installait à la bonne franquette aux abords de votre table et ne vous quittait plus que vous n'ayez dévoré de grand appétit les plats servis. Chaque table à peu près avait la sienne. C'étaient pour la plupart de fortes élèves de la Bresse, ou des Lyonnaises aux sourcils noirs et le teint haut. Cependant, de la table des Haudequin s'approcha une mince jeune femme au tablier blanc, aux traits ardents et comme peints qui, conforme aux statuts de la maison, mais avec un accent russe très avéré, les priait de se servir copieusement. Philippe rougit lorsque, se penchant vers lui avec un cliquetis de ses longues boucles d'oreilles, elle lui eut dit : « Messié, c'est bien de manger à votre âge. » Il remarqua ses ongles faits, ses mains de princesse asiatique. Lorsqu'elle s'éloignait, seulement, il osait regarder ses yeux fendus jusqu'aux tempes par le fard. Lorsqu'elle revenait, on constatait qu'il n'y avait aucun fard, que ses paupières s'allongeaient ainsi naturellement, dans un pli qui voisinait avec les cheveux coupés à l'égyptienne. Elle ressemblait à Isis. Elle avait un regard lourd qui pesait sur Philippe comme du plomb. Lui ne savait ce qui l'envahissait, n'avait pas le temps de se demander ce qui se passait. Il se forçait d'avaler sans faim, parce qu'elle avait dit : « Si vous ne finissez pas, je serai si triste ! » Triste ! — quelle comédie elle jouait ! — ne l'était-elle pas déjà sans remède, cette réfugiée qui vraisemblablement venait de choir ici de la plus haute aristocratie ? Le seul geste conscient de Philippe fut de se pencher vers son père : « Avez-vous vu cette femme qui nous sert ? » et il prenait une figure indifférente.

M. Omii mangeait à doses légères, avec des retardements constants, comme un chat qui craint de s'empoisonner. Il assurait que Lyon était une ville imposante, et la France, chevaleresque comme le Japon, le pays qu'il préférait.

— Vous aimez aussi le poulet au blanc d'Alexandrine, dit en fermant son œil ironique M. Haudequin, mais vous ne le croquez qu'à petites bouchées.

M. Omii comprenait tout, sauf le tour de l'esprit français.

Il protesta de son attachement pour la cuisine lyonnaise.

— Et je crois que les dames japonaises aiment aussi beaucoup nos velours, continua le fabricant.

— Détrompez-vous, monsieur; je suis désespéré de vous détromper ; les dames japonaises qui s'habillent à l'européenne détestent les velours... c'est-à-dire que, sans les détester, parce que tout ce qui vient de la France est sacré pour elles, difficilement elles s'habituent à s'en revêtir. Il faudra des années peut-être. De même pour les Anglaises et les Françaises de notre petit pays, car elles ne connaissent que trop les modes parisiennes et se garderaient d'inaugurer à Tokio ce qui ne se porte plus à Paris.

— Je vous suis obligé, monsieur, de me dire toute la vérité, car dans ce cas je préfère attendre pour vous vendre mes stocks de velours que la mode en soit revenue, en quelle occurrence vous me les paierez dix fois plus cher.

M. Omii se mit à rire si convulsivement à cette excellente plaisanterie, et en même temps avec un tel souci de retenue qu'il manqua de s'engouer. C'était à ce moment que Philippe, totalement indifférent au trafic de son père et de ce personnage émaillé, se penchait pour demander : « Avez-vous vu cette femme qui nous sert? » Mais Adolphe se désintéressait encore plus des desseins secrets de Philippe que Philippe des siens. Son seul souci en ce déjeuner, c'était d'étaler devant son enfant une insigne victoire commerciale et il était fâché que Philippe s'occupât des femmes de chambre quand il prétendait l'occuper seul. Il lui répondit évasivement : « Oui, c'est une comtesse russe : Alioutcha on l'appelle. » Puis, cherchant à frapper son attention, il attaqua directement M. Omii.

— Nous reparlerons des velours plus tard, monsieur.

Le couturier japonais, cette fois, ne pouvait plus reprendre son sérieux. La jubilation extraordinaire où le mettaient les paroles de M. Haudequin lui permit à peine de répondre :

— Il y a d'autres veloutiers sur la place de Lyon.

— Mais il n'y a de vrais velours riches que les miens.

Des échos échappés aux tables d'alentour dans les rafales de la conversation annonçaient des marchés faits en pesetas, en livres, en florins, en marks, en lires, en yens, en roupies. La grande salle aux murs blancs devenait une bourse des changes. Les Anglais discutaient nez à nez, en se penchant par-dessus le couvert ; les Allemands sans regarder leur partenaire. Les

courtiers en parfum avaient l'accent du midi. C'était le parler lyonnais qu'on entendait le moins. Il y avait là cependant un des fils Ollier-Grézieux qui avait invité deux fabricants. Mais il ne semblait pas songer aux balles de soie qu'il était venu leur vendre. On servit des cœurs d'artichauts fermés, comme par un sceau noir, de rondelles de truffes géantes. Philippe n'écoutait pas son père, n'avait vu ni le rire de M. Omii, ni le fils Ollier-Grézieux. Il était en proie aux exhortations de la femme la plus extraordinaire du monde, qui s'appelait Alioutcha. A ses affectueuses remontrances il répondit par des mots qu'il lui fut toujours impossible de se rappeler par la suite. Elle s'éloigna définitivement après l'artichaut pour s'occuper d'une autre table. C'est alors que Philippe constata la présence du jeune Ollier-Grézieux près duquel la serveuse se penchait précisément, recommençant ses admonestations. Philippe scrutait le visage de son ami, s'attendant à le voir sidéré, torturé, devant une telle apparition. Ollier-Grézieux, un carnet à la main, crayonnait des chiffres. Il avait 1 pour 100, comme un courtier ordinaire, sur les balles de soie qu'il vendait au compte de son père, et de gros besoins d'argent. Philippe avait envie de lui crier : « Mais tu es donc aveugle! Mais regarde-la donc! » A ce moment Alioutcha se retourna, aperçut Philippe et sourit. Il se dit : « Je dois avoir une tête impossible. » Puis il sursauta : son père venait de le réveiller d'un choc violent du soulier dont toute sa jambe souffrit ; et il se retrouva devant Adolphe et M. Omii. Celui-ci riait toujours. Et il disait, comme enchanté d'une affaire mirifique :

— Nous sommes d'accord : trois cent trente mille payables le 1er avril. Vous voulez faire une traite?

— Oh! monsieur! dit Adolphe indigné.

Et il commanda les liqueurs.

V

Tout le monde, à la maison, s'aperçut que Philippe changeait. Il passait plus de temps dans sa chambre. Elle était empire, avec un lit bateau et des visages de déesses grecques en bronze doré sur les colonnes d'acajou de chaque meuble. Elle donnait, comme la cuisine, comme un logement de pauvre, sur la cour malodorante. Philippe souvent se mettait à la fenêtre,

ne se sachant pas observé. Benoîte cependant, qui le voyait de sa cuisine, se demandait ce qu'il faisait là et, de son côté tentant une contre-expérience, plongeait à son tour dans ce puits de vapeur d'eau. Il n'y avait, au fond, que des pavés gras.

Elle qui avait fini par connaître les jours et les heures de ses cours, se rendit compte qu'il les manquait sans cesse. Il sortait tard, en claquant la porte, et des cols, des cravates, des chaussettes arrachées à l'armoire pour un choix méticuleux, traînaient partout après son départ. Un jour, le trouvant triste, elle voulut l'embrasser. Elle s'entendit répondre : « Laisse-moi tranquille », comme une femme qu'on n'aime plus. Elle ne comprit pas, resta sur place cinq minutes, étouffée. Quand elle commença de pouvoir pleurer, Philippe était déjà au pont Morand.

Ce fut enfin le mois de mars qui charriait à travers la ville les eaux sablonneuses des fleuves et les bilans tumultueux des maisons de soieries pour l'année clôturée. On voyait les milliards passer comme un flot. Au cercle, Adolphe apprit que les fils Quincieux étaient montés à quarante-cinq millions ; on notait les cotes, sauf la sienne, bien entendu ; mais ce n'était pas une raison pour qu'on ignorât qu'il avait été l'année dernière au-dessous du chiffre d'affaires de la maison Quincieux. Cependant, devant Philippe surtout, il faisait beau joueur, se vantant d'obtenir le terrain des Brotteaux et d'y faire construire à l'automne, lançant la phrase qui lui était devenue familière : « Tu as vu le Japonais si je l'ai eu ? »

Cette espèce de dictature fascinatrice qu'il exerçait sur l'acheteur dans un maquignonnage supérieur, ce pouvoir insidieux et inexplicable qui avait fait sa fortune constituait encore aujourd'hui sa sécurité, sa certitude de ne jamais crouler. Il n'était pas fâché d'en avoir fait montre devant son fils. Mais à présent, c'était Philippe qui boudait, restait muet à table, taciturne. Et plus Philippe paraissait concevoir de rancune, — et il devenait exécrable dans la famille, — plus ce père qui se sentait le perdre, en venait aux concessions, aux coquetteries.

Il eut la malheureuse idée d'aller le surprendre au stade, un dimanche, en esprit de rapprochement. Il avait donné cinquante mille francs naguère, sans enthousiasme, pour contribuer à faire surgir d'une banlieue désolée et de terrains vagues ce blanc et gigantesque cratère au fond duquel bouillait aujourd'hui une jeunesse à demi nue ; il y fut reçu en prési-

dent. Pour un peu on eût posé du velours rouge entre son siège et le ciment armé des gradins. Des ondes de curiosité coururent la foule qui remplissait le cirque : « Voilà M. Haudequin, le fabricant, qui s'asseoit là-bas. » Lui cherchait avidement Lippo, touché d'un charme devant ces jeux mâles et légers. Il démêlait difficilement entre ces grosses têtes brunes de Lyonnais, entre toutes ces jambes pâles, trop blanchies dans l'habitude du vêtement de ville, jambes d'albinos qui finissaient par composer une danse avec des bonds, des écarts, des pas, des mouvements d'ensemble sous le ballon volant. Il lui sembla reconnaître Philippe dans un jeune homme qui sans cesse tournait le dos. Alors, il s'intéressa à la partie, suivit les résistances du ballon conduit malgré lui à la prison du but et qui fait en route des caprices. Il croyait retrouver Lippo à quinze ans, les cheveux et l'esprit en désordre. Mais le jeune homme se retourna : c'était le fils d'un libraire de la rue des Capucins. Philippe, parti soi-disant pour le match en plein déjeuner, n'y était pas.

Adolphe fut comme un voyageur paisible qui se trouve tout à coup au bord d'un précipice. Tout son être eut un recul, un ressaut en arrière. Il y avait un mystère dans la vie de son enfant. Jusqu'alors, il le sentait éloigné. Ici commença la grande absence. Puis ce fut l'inquiétude. Il se leva lourdement avant la fin du match. On le vit s'en aller en butant, par le plus prochain vomitoire de ciment armé.

Le dîner les remit face à face. Adolphe ne dit rien. Personne ne sut qu'il était allé au stade. Personne ne sut que Philippe n'y était pas allé. Détaché de la maison, Philippe en était à se plaindre des mets, à dire devant le valet de chambre, qui devait sur l'heure le répéter, que Benoîte vieillissait et que, pour la cuisine, elle requérait une remplaçante. M. Haudequin, à cette attaque de Philippe contre Benoîte, sentit le sang monter à ses tempes.

— Ton humeur pourrait épargner Benoîte, au moins, dit-il sans dureté.

Philippe, étonné, fixa sur son père des yeux de curiosité. Ce ton lui avait semblé singulier. Sans doute était-ce pour défendre Benoîte qu'il avait choisi ce mode mineur. Adolphe se permettait, à son égard, tous les égoïsmes ; mais on n'avait pas le droit d'y toucher devant lui. Philippe eut un attendrissement ; ses

paupières devinrent humides; des images passèrent dans ses prunelles.

— Pauvre Benoîte! dit-il.

Et il mordait ses grosses lèvres.

Le père, en mangeant ses bouillies de laitage parfumées à la fleur d'oranger et salées de pepsine, se demandait :

— Qui est-ce? Qui est-ce? Une femme du monde? Une fille de la Guillotière?...

Il se mit à tourner autour du secret de son fils, dévoré d'anxiétés, s'interdisant de lui enlever de force sa vérité, se calmant comme il pouvait avec les conventions viriles qu'il était fier au fond d'invoquer. Philippe était un homme maintenant. Entre hommes ces choses-là s'admettent dans le silence. On ferme les yeux. On n'en tient pas compte. Mais alors, son contrôle de père...

Parfois il imaginait une liaison infâme, une créature vile et puissante qui le possédait pour toujours. Et *Sapho*, *la Dame aux Camélias*, tous les souvenirs de la littérature du XIX^e^ siècle ressuscitaient en lui, le terrorisaient.

Le dernier soulagement qu'il se fût permis eût été de s'ouvrir de telles inquiétudes près de M^me^ Haudequin. Un homme comme lui épargne à sa compagne le partage de pareils soucis. Il se sentait assez fort pour porter seul son fardeau. Même, dans une sorte de complicité masculine, il s'ingéniait à lui expliquer les sorties intempestives de Philippe, ses retours à trois heures du matin. Il fut stupéfait de l'entendre dire un jour, — comme si une femme, une mère ne devait rien deviner de ces choses :

— Nous aurions dû tenter de marier Philippe. Il y avait cette petite Ginette qui est charmante.

Mais on aurait dit qu'il s'était entendu avec Philippe pour illusionner la mère, car il répliqua d'un ton très tranquille :

— Oh! il est si jeune! le moment n'est pas encore venu.

Cependant son regard embusqué derrière ses verres miroitants suivait impassiblement la désolation, le grand drame muet de l'âme de Benoîte. Jamais ils n'échangèrent un mot sur la vie cachée de l'enfant; mais Adolphe savait qu'elle demandait son après-midi deux ou trois fois par semaine et que c'était pour monter à Fourvières, malgré ses jambes enflées, et ajouter une petite flamme de cire au brasier de cierges, buisson de feu que le moindre déplacement d'air dans la

noire basilique agite comme une forêt sous la tempête. Benoîte priait pour Philippe par ce langage flamboyant. Les mots étaient inaptes; il lui fallait de ce qui brûle. Elle redescendait pâlie, les paupières meurtries. Quand elle rencontrait le regard d'Adolphe, ils soupiraient ensemble.

Philippe eut aussi des accès de gaîté dont la maison bénéficiait. Quelquefois on l'entendait chanter à tue-tête, dans sa chambre, de sa voix fausse qui dénaturait même l'air des chansons de la rue, ou bien les sentiments familiaux le prenaient par crise. Il flattait son père en s'attendrissant sur cette bonne vieille maison où il avait passé son enfance, en rappelant de bons vieux souvenirs; il lui avoua un jour qu'il avait adoré le bon vieux grand père Haudequin, et qu'à sept ans, il avait eu de sa mort une peine inconsolable, ce qu'on n'avait jamais su autour de lui; il alla même jusqu'à lui ouvrir son cœur à propos de cette bonne vieille Benoîte, envers laquelle il était brutal, mais dont il ne pouvait se passer.

— Personne au monde n'a une Benoîte; je suis le seul; c'est un être unique.

Comme les gens qui par de petites aumônes se débarrassent des grands quémandeurs, il imaginait, par ces confidences anodines, apaiser les curiosités qu'il savait bien qu'on avait de sa conduite. Trois personnes, sans échanger un mot, constataient ces faux abandons, recevaient cette menue monnaie, entendaient jusque dans ces effusions des échos d'une gaîté venue d'ailleurs, n'étaient pas dupes.

Leur grand souci, le plus pressant, était qu'au moins Lyon ignorât ce qui se passait. Ils souhaitaient désespérément que la chose eût lieu dans un quartier lointain, au fond de la Guillotière, dans une rue perdue de Saint-Jean. Là, des visions d'amours humbles et dissimulées apaisaient leur inquiétude. Mais ils frémissaient à l'idée qu'on pourrait le voir sortir trop souvent d'une maison de Perrache, ou le rencontrer sur les trottoirs de la Fabrique aux côtés d'une femme; ou que les Ollier-Grézieux ne fussent mis au courant par leurs fils, compagnons des plaisirs de Philippe; ou que Chappemoine, incapable de garder un secret, ne surprît un jour le couple, en flânant, comme il faisait, dans les mauvais quartiers.

Le seul mot même qui échappa dans cette épreuve aux lèvres scellées de la mère mortifiée, la seule allusion directe

qu'elle ne put retenir un jour en présence de son mari, fut :

— Pourvu que cela ne soit pas su!

Et ils se complaisaient dans leur demi-ignorance, gage de celle de la ville.

Ils auraient même pu douter, tant Philippe entourait d'un mystère sacré les jours qu'il vivait à cette époque, de la réalité de leurs soupçons, si, de temps à autre, de petits faits indéniables n'étaient survenus. Un soir, c'était un parfum que le jeune homme apportait avec lui; un matin, un gant de femme qu'on trouvait apparié au sien; la poudre d'une joue sur son veston; un nom extraordinaire que, se trompant, il donna une fois à Benoîte; les couvertures et les draps de son lit rejetés comme après les nuits de fièvre.

Mais la preuve, la véritable, la péremptoire, éclata comme un obus qui annule les pauvres petits coups portés par des armes faibles, écrasa les derniers espoirs qui s'agrippaient encore à la subtilité, à la fragilité des autres témoignages.

On vit arriver un soir M. Crépieux, le directeur de Villeurbane. C'était un homme aux yeux un peu gros qui ne regardaient pas en face, bien que sa bouche de blond fût épaisse, implorante et sincère. Il avait pour un rien des sueurs abondantes, et ce soir-là, s'épongeant, il entra, oubliant tout usage, droit dans la salle à manger, disant que trente pour cent des ouvriers et ouvrières avaient quitté le travail. On semblait ne pas savoir pourquoi. M. Haudequin fit mine de l'ignorer. Il s'agissait au fond d'une demande d'augmentation de salaire, repoussée. Or, on était au mois de mai et l'on venait de monter toutes les mécaniques pour les façonnés de l'été prochain ; les plus grosses commandes qu'on eût jamais reçues pour le crêpe pintade allaient rouler. On ne prononça même pas le mot de grève, trop affaibli pour exprimer l'horreur de ce fait, « la cessation du travail ».

— J'irai demain à la première heure, dit Adolphe.

— Mais votre voiture est en réparation, lui rappela sa femme.

— C'est juste. Eh bien! Philippe me prêtera la sienne.

— C'est que, dit Philippe, la mienne est aussi en réparation.

On le regarda. Il avait envie de rire. Alors, on téléphona à Chappemoine qui se trouvait précisément à Lyon. Mais une fois M. Crépieux parti, saisi d'un pressentiment lugubre, le père demanda sèchement : « Qu'a-t-elle, ta voiture? »

Philippe, sans confusion, sans embarras, avec les hardiesses du martyr qui confesse la vérité, qui affronte ses juges, soutenu par un délire intérieur dont ses persécuteurs ne soupçonnent pas l'ivresse, répondit qu'il n'avait plus sa voiture, qu'ayant passé par des besoins d'argent assez pressants, il l'avait vendue.

— Tu l'as vendue à Lyon même? dit le père, outragé.

Il l'avait vendue à un cousin des Chappemoine, ce qui, en publiant par la ville ses erreurs de jeune homme, portait l'acte au comble de sa gravité.

Le spectre de la grève s'évanouit. Il y eut un silence effrayant. M. Haudequin ressentait plus de douleur encore que de colère, parce que le scandale éclatait et que son fils avait sacrifié le signe le plus manifeste de ses complaisances envers lui, cette auto aboutissement d'une longue campagne de rapprochement.

— Tu peux t'en aller, dit-il sourdement à la fin, sans avoir fait un reproche.

Philippe ne résista pas à sa première vengeance :

— Si j'avais gagné de l'argent, prononça-t-il en sortant, je n'aurais pas fait cela.

Ainsi, de plus en plus sa vie inconnue s'affirmait; on en devinait la terrible intensité; mais, tapisserie éblouissante où passait et repassait, avec celui de la Caucasienne passionnée, son visage idolâtre, tapisserie où tout n'était que fleurs, couleurs ardentes, extases au soleil, clarté, bonheur, sa vie amoureuse demeurait retournée et ceux qui aimaient Philippe ne pouvaient la suivre que par l'envers, fil à fil, fils coupés, défauts, déchets, rugosités, tout ce qui marque le mauvais côté des étoffes où l'endroit n'apparaît que comme une ombre, où le dessin s'estompe en terne, en noir, où l'on s'efforce en vain de déchiffrer un visage...

Colette Yver.

(*A suivre.*)

LE DÉSARMEMENT INTERNATIONAL

LES ESPÉRANCES, LES RÉALITÉS

Le 18 juin 1918, j'avais l'honneur d'être reçu en audience par Sa Sainteté Benoît XV. A ce moment, la guerre mondiale touchait à un tournant décisif. Dans tous les pays belligérants, les volontés et les forces se tendaient jusqu'à l'extrême. Les hécatombes succédaient aux hécatombes. Trois jours auparavant, sur le front du Piave, il m'avait été donné d'assister, aux côtés de Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, dont j'étais l'hôte, au furieux déclenchement de la grande offensive autrichienne... Le Saint-Père était visiblement accablé et comme écrasé par le cataclysme où s'entre-déchirait la chrétienté et dont personne ne pouvait encore augurer la fin si prochaine. Cependant, au cours de cet entretien privé dont tous les détails sont demeurés gravés dans ma mémoire, son visage douloureux s'éclaira un peu. « Au moins, me dit-il, de tant d'horreurs, nous verrons sortir deux grands bienfaits qui empêcheront sans doute de nouvelles guerres : le libre-échange universel et le désarmement international. »

Hélas! qu'il y a loin de ces nobles espérances aux réalités qui viennent d'être soulignées à Genève tant par l'échec de la commission préparatoire du désarmement que par les conclusions de la Conférence économique internationale, constatant la recrudescence du protectionnisme dans tous les pays du monde! A déplorer de telles réalités, on peut s'étonner que de telles illusions aient trouvé accueil dans un esprit aussi averti des choses de l'histoire et de la politique que l'était celui de Benoît XV. Mais, au mois de juin 1918, dans l'atmosphère de

fournaise où nous vivions et luttions alors, souvenons-nous qu'elle ne nous apparaissait nullement chimérique, la perspective d'une humanité enfin convertie à la sagesse par tant d'intolérables sacrifices. L'espoir que traduisaient ces paroles du Pape ne s'exprimait-il pas à la même heure, dans les messages du président Wilson? Ne s'insinuait-il pas dans toutes les offres de paix qui cherchaient à séduire ou à diviser les Alliés? Ne le devinions-nous pas dans les vœux des nations en armes? Ne le sentions-nous pas dans nos propres cœurs? Rappelons-nous qu'au jour de l'armistice, la clameur générale des peuples exsangues somma tous les gouvernements de mettre fin à la course des armements et que le traité de Versailles ne fit guère autre chose que d'enregistrer solennellement cette objurgation.

Si nous sommes aujourd'hui enclins à l'amertume et au pessimisme devant le médiocre résultat des efforts tentés pour le succès d'une cause aussi louable, replaçons-nous donc dans le biais du temps de guerre et ranimons les bonnes raisons qui nourrissaient alors nos espoirs de paix.

***

Cette soif du désarmement, qui se manifestait en 1918, n'est pas autre chose qu'une loi fatale de l'histoire. Chaque fois que l'emploi prolongé de la force a mis trop cruellement les hommes aux prises, l'instinct de conservation a réagi. Il a voulu, il a trouvé des formules à l'abri desquelles protéger la vie des États et des individus.

Parmi ces formules, la suspension des armes, l'armistice, la trêve sont les plus simples et les plus anciennes. Elles marquent un répit plus ou moins long, un entr'acte dans la guerre, une accalmie dans la tempête, parfois la promesse ou l'aurore de la paix. Au moyen-âge, la trêve fut souvent imposée aux belligérants par le magistère suprême de l'autorité pontificale, c'est-à-dire par un pouvoir supranational dont l'influence, pour être d'ordre spirituel, n'en était pas moins efficace. On vit aussi à plusieurs reprises, et jusque dans la période moderne, des trêves acceptées d'un commun accord par les belligérants, comme cette trêve de douze ans que Spinola signait pour l'Espagne avec les sept Provinces-Unies en 1609 et qui devait permettre aux Pays-Bas du sud de respirer et même de retrouver leur prospérité sous le gouvernement de l'archiduc Albert et d'Isabelle.

Avec l'organisation des armées nationales qui date de Frédéric II et de la Révolution française, c'est un nouveau système qui prévaut : celui de la limitation ou de la réduction des armements. Il apparaît sous deux formes qui se retrouvent l'une et l'autre dans le traité de Versailles : limitation imposée et limitation volontaire. En 1808, Napoléon eut recours à la limitation imposée lorsque, après Tilsitt, il obligea la Prusse à ne plus entretenir, pendant dix ans, qu'un maximum de 42000 hommes de troupes. On sait quel en fut le résultat : six ans après, Napoléon trouvait devant lui, à Leipzig, tout un peuple en armes. Exemple éloquent de tout ce qu'offre de précaire et d'illusoire le désarmement unilatéral, auquel le vaincu est condamné par le vainqueur.

Après la chute de l'Aigle, une voix de prudence et d'expérience s'élève : c'est celle de Talleyrand. Elle dénonce le danger de la course aux armements et le cercle vicieux où se trouvent enfermés les peuples dans leur émulation à ne point s'affaiblir les uns vis-à-vis des autres. Admirons la logique et la précision du raisonnement développé par le ministre des Affaires étrangères de France dans le message qu'il adresse, dès 1816, aux souverains de la Sainte-Alliance : « Le fait qu'un État entretient, pour une raison ou pour une autre, de grandes forces militaires en temps de paix, met tous les autres États dans la nécessité de l'imiter, ce qui convertit l'état de paix en un effort de tous contre tous, et fait naître la guerre de ce qui semble destiné à la prévenir. »

La terrible alerte que fut pour elle la période des Cent-Jours contribua sans doute à rendre la Sainte-Alliance sourde à l'appel de Talleyrand. Ses chefs se défiaient de la France et n'étaient point persuadés que cette proposition ne cachât de sa part quelque calcul. Peut-être aussi se défiaient-ils les uns des autres.

Dès ce moment, on voit bien que la condition première de tout désarmement, — et nous entendons ici par ce mot toute limitation conventionnelle des moyens de guerre, — c'est la confiance internationale. Si l'une des parties intéressées redoute chez l'une des autres des arrière-pensées, si elle peut supposer que l'invitation à désarmer n'est que le masque de l'impuissance momentanée de son interlocuteur ou de son désir de refaire ses forces, comment attendre d'elle un consentement à son propre affaiblissement ?

Rien de plus instructif à ce sujet que l'attitude de Metternich, lorsque, le 11 mai 1831, le général Sebastiani, ministre de la Guerre de la jeune monarchie de Juillet, prit à son tour l'initiative de proposer aux Puissances une réduction des armements. L'Europe venait de passer par une nouvelle secousse, qui avait brusquement remis en question les traités de Vienne. Sans l'insurrection polonaise qui retint à Varsovie l'armée du Tsar déjà prête à porter secours au roi des Pays-Bas, débordé par la révolution belge, cette secousse aurait tourné sans doute à une conflagration générale. Quelle fut la réponse faite à l'offre française par le chancelier autrichien, qui était, à ce moment, comme le chef d'orchestre du concert européen?

La réponse fut double. Metternich fit savoir, par son ambassadeur à Paris, qu'il accueillait avec sympathie et reconnaissance la suggestion du gouvernement de Louis-Philippe. Mais en même temps, — le fait fut révélé plus tard, — une dépêche d'un caractère confidentiel qu'il envoyait au même ambassadeur, traduisait, en style lapidaire, l'objection que nous avons vue et que nous verrons surgir chaque fois que l'idée du désarmement apparaîtra dans les conversations diplomatiques. « Le retour au pied de paix au point de vue militaire, écrit Metternich, ne peut être que la conséquence d'un état de paix moral. »

État de paix moral. Sans doute, il ne s'agissait que du « retour » au pied de paix, qui n'est qu'un désarmement tout relatif. Mais ceux qui se figurent volontiers avoir créé un esprit et un langage tout nouveaux, se doutent-ils que la vieille école diplomatique avait ainsi formulé avant eux, voilà près de cent ans, ce principe qu'ils proclament aujourd'hui : « le désarmement moral doit précéder le désarmement matériel »?

Comme si tous les régimes monarchiques français du XIX^e^ siècle avaient tenu à jouer leur rôle dans l'histoire de ces offensives pacifiques, c'est Napoléon III qui, à son tour, en 1863, imagine de proposer une conférence en vue de la réduction ou de la limitation des armements. Dans une lettre autographe qu'il adresse aux principaux souverains d'Europe, le potentat énigmatique, aux velléités contradictoires et souvent généreuses, écrit ceci : « Nos ressources les plus précieuses doivent-elles indéfiniment s'épuiser dans une vaine ostentation de nos forces? Conserverons-nous éternellement un état qui n'est ni la paix avec la sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses? »

Mais c'était dans le même temps qu'il couvait cet œuf des guerres modernes, qui s'appelle « la politique des nationalités ». Les aspirations qu'il encourageait en Italie, en Allemagne, en Pologne ajoutaient aux causes d'inquiétude que donnait aux Puissances cet « empereur complotant », ainsi que l'appelait Palmerston. C'est du Foreign Office que tomba, marteau sur le clou, un refus très prompt et très net à cette proposition mort-née.

***

Après 1870, qui va s'emparer de l'idée? Ce fut, on le sait, le tsar Nicolas II. La course aux armements avait bientôt repris, après le traité de Francfort, une allure de plus en plus pressante. La guerre russo-turque avait fait réfléchir Saint-Pétersbourg. A Berlin, la « Welt-Politik » se faisait de plus en plus menaçante. Dès son avènement, le 24 août 1898, le jeune Empereur voulut déclarer la paix au monde. Dans un mémoire solennel, qui fit peut-être plus d'impression encore sur l'opinion publique que sur les chancelleries, il invitait les Puissances à se réunir en congrès pour « discuter des moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable et de mettre avant tout un terme au progrès des armements actuels ».

La nouveauté très remarquable de cette initiative du Tsar, — et il n'est que juste d'en rendre hommage à la mémoire de l'infortuné souverain, — apparaissait dans la combinaison de deux problèmes dont quelques prophètes de la loi nouvelle se figurent avoir découvert la liaison inéluctable : la sécurité et le désarmement. Les plénipotentiaires convoqués à La Haye devaient rechercher les moyens de développer les procédures internationales de médiation, d'enquête, d'arbitrage. Ils devaient aussi préparer la réduction des armements excessifs qui pesaient sur le monde ou, tout au moins, prévenir leur accroissement futur. On sait que le succès de cette première conférence fut médiocre. A la vérité, les solutions juridiques qu'elle formula ont heureusement contribué à ouvrir la voie à de nouveaux traités d'arbitrage et à une juridiction internationale que nous avons vue fonctionner, dès avant la guerre mondiale. Mais, sur le point le plus délicat, celui du désarmement, elle se borna à exprimer le vœu qu'une seconde conférence pût bientôt reprendre son œuvre et tâcher de la mener à bien.

Entre temps, chacun continuait à s'armer de plus belle. Les effectifs du temps de paix, qui étaient de 2 200 000 hommes en 1869 pour les pays représentés à cette première conférence de la Paix, montaient en 1902 au chiffre de 4 millions d'hommes. Les effectifs du temps de guerre passaient de 7 à 18 millions d'hommes. Les dépenses militaires avaient plus que doublé.

Au lendemain de la guerre russo-japonaise, ce fut Roosevelt qui s'employa le plus activement à la réunion d'une seconde conférence de la Paix. J'entends encore, pendant l'automne de 1904, l'exubérant « Teddy », recevant à la Maison Blanche le congrès de l'Union interparlementaire, nous exposer, avec son éloquence enthousiaste et prenante, la nécessité d'un effort concerté et méthodique pour la réduction des armements. On put constater, lors de cette seconde conférence, qui se tint en 1907, tant de la part de l'Angleterre que de la France, une volonté d'aboutir qui ne se révéla pas, au même degré, du côté de la Russie et surtout de l'Allemagne. Hélas ! cette fois encore, en fait de désarmement, tout se borna à des vœux platoniques. On lit dans l'acte final : « La seconde conférence de la Paix confirme la résolution adoptée par la Conférence de 1899 à l'égard de la limitation des charges militaires, et, vu que ces charges militaires se sont considérablement accrues dans *tous* les pays depuis la dite année, la Conférence déclare qu'il est hautement désirable de voir les Puissances reprendre des études sérieuses sur cette question. » Autant en emporte le vent. Ces « études sérieuses », toutes les Puissances étaient bientôt amenées, les unes avec des pensées d'agression, les autres par un souci de défense, à les orienter dans un sens nettement opposé. En 1914, la course aux armements n'avait pas cessé de s'accélérer, quand le cataclysme se produisit.

***

On comprend qu'au jour de l'armistice, la terrible épreuve que le monde venait de traverser, et qui valait de longues études dans les chancelleries, ait ramené au premier plan l'idée du désarmement. La grande illusion, prédite par Norman Angell, se révélait à tous : vainqueurs et vaincus étaient meurtris et épuisés. Faire désormais « la guerre à la guerre » était devenu le mot d'ordre général. N'était-il pas évident qu'un nouveau conflit des peuples, se manifestant par les méthodes

scientifiques et impitoyables qu'on pouvait désormais imaginer, serait la fin de l'Europe et la mort de la civilisation ?

C'est pourquoi le premier principe directeur du « *novus rerum ordo* » qu'annonce le traité de paix, c'est le désarmement. Le traité le proclame en des termes calculés avec soin. Son article 8 résume toute la charte d'un nouvel établissement militaire international : « Les membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune. Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque État, prépare les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers gouvernements.

Ces plans doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une revision tous les dix ans au moins.

Après leur adoption par les divers gouvernements, la limite des armements ainsi fixés ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil. Considérant que la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections, les membres de la Société chargent le Conseil d'aviser aux mesures propres à en éviter les fâcheux effets, en tenant compte des besoins des membres de la Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions et le matériel de guerre nécessaires à leur sécurité. Les membres de la Société s'engagent à échanger, de la manière la plus franche et la plus complète, tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires, navals et aériens et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

Deux idées sont ainsi affirmées : 1° réduction des armements nationaux au minimum; 2° limitation permanente, sujette à une revision décennale. La pensée qui inspire ces deux idées est très claire : chaque pays pourra avoir assez d'armes pour se défendre. Il ne pourra pas en avoir assez pour attaquer.

En même temps, et dans le même esprit, la partie V du Traité impose à l'Allemagne nouvelle une série de clauses militaires, navales et aériennes. Le total de ses effectifs ne devra pas excéder cent mille hommes. Sa flotte de guerre ne pourra pas dépasser, en bâtiments armés, le nombre de 6 cuirassés, 6 croiseurs légers, 12 torpilleurs. Elle n'aura plus

aucune aviation militaire ou navale. Toutes ces clauses lui sont imposées, non pas à titre de châtiment, mais bien, — le préambule de la partie V le dit expressément, — « en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations ».

***

A peine les Puissances alliées et associées ont-elles arrêté ces dispositions, acceptées par l'Allemagne, qu'elles s'efforcent de traduire en fait l'engagement inscrit à l'alinéa 5 de l'art. 8 du Traité. C'est ainsi qu'elles signent entre elles le 10 septembre 1919 la Convention de Saint-Germain pour organiser le contrôle du trafic des armes dans les régions où leur introduction peut troubler la paix et pour régulariser le commerce des armes, armements et munitions par un système de licences et de publicité. On ne pouvait mieux débuter. Malheureusement, les États ne reconnaissent pas toujours les enfants qu'ils ont faits. Les États-Unis ayant désavoué leur président, la Convention de Saint-Germain, à laquelle ils étaient partie, subit le premier coup de cette défection. Elle tomba, faute de ratifications.

Ce fut pour atténuer en quelque mesure, dans un domaine qui intéressait plus spécialement les nations anglo-saxonnes, les conséquences d'une telle déception que les États-Unis provoquèrent la Conférence de Washington de 1921. Les cinq principales Puissances navales ne purent s'y mettre d'accord pour la réduction des bâtiments de petit tonnage. Mais les grosses unités navales furent limitées en tenant compte d'un classement où les États-Unis et l'Angleterre étaient « contingentés » à égalité, puis le Japon dans des proportions moindres, et enfin, à chiffre égal, la France et l'Italie. C'est, en somme, cette conférence que les États-Unis veulent faire renaître par le rendez-vous qu'ils ont assigné à leurs co-signataires de 1921, rendez-vous que la France n'a pas cru devoir accepter et auquel l'Italie n'entend répondre que par l'envoi de ses « observateurs ».

Cependant la Société des nations, dès qu'elle fut constituée, avait, aux termes de l'article 9 du Pacte, à créer un organisme qui aurait à donner au Conseil son avis sur l'exécution des dispositions relatives au désarmement. Cette commission fut constituée le 17 mai 1920, lors de la session du Conseil à Rome. Elle prit le nom de « Commission permanente consultative pour

les questions militaires, navales et aériennes ». En outre, la première assemblée estimant que le problème de la réduction des armements présentait des aspects qui n'étaient pas exclusivement techniques, proposa au Conseil d'instituer une Commission composée de personnalités possédant une compétence en matière politique, sociale et économique pour lui soumettre toute étude et proposition sur la question de la réduction des armements. Obéissant à ce vœu, le Conseil créa une « Commission temporaire mixte » composée de six personnalités compétentes en matière politique, sociale et économique, de six membres de la Commission permanente consultative, de quatre membres de la Commission économique et financière et de six membres du Conseil d'administration du bureau international du Travail (trois membres patrons et trois membres ouvriers.)

Cette commission reçut le mandat de faire les études préliminaires indispensables pour permettre au Conseil de préparer un plan général pour la réduction des armements. Elle rencontra aussitôt deux obstacles.

Le premier était de caractère pratique et technique : quelle serait la base et quelle serait la mesure de la réduction des armements proposée ? Comment établir le critérium d'armements et celui de la commune mesure d'armements ? Pour établir cette commune mesure, on suggéra successivement le nombre de soldats sous les armes, le nombre d'unités, les dépenses d'armements. Tous ces critères furent trouvés insuffisants et de nature à compliquer plutôt qu'à simplifier le problème.

Le second obstacle, plus sérieux encore, était de caractère politique. C'est celui que l'expérience du passé aurait suffi à révéler. La Commission du désarmement, présidée par M. René Viviani, en reconnut toute la valeur en concluant que « la plupart des gouvernements ne peuvent assurer la responsabilité d'une sérieuse réduction des armements, à moins de recevoir en échange une garantie satisfaisante pour la sécurité de leur pays ». C'était la sagesse même. Sécurité et désarmement sont et resteront toujours étroitement liés. En vain, lord Esher avait-il imaginé de réaliser la réduction des armements sans avoir égard à l'obstacle politique, c'est-à-dire sans considérer l'état défavorable des relations internationales. Son plan, fort beau sur le papier, encore qu'il négligeât l'évaluation des forces navales, se heurtait nécessairement au souci de tout État de ne

pas désarmer inconsidérément au profit d'un agresseur éventuel.

Il est d'une philosophie un peu courte de croire que, pour établir la paix, il suffise de désarmer. En bonne logique, ces deux propositions doivent être renversées.

Puisque la Société des nations, excellent mécanisme de délibération, mais dépourvu des moyens matériels de faire effectivement respecter la paix, ne pouvait assurer aux États cette garantie préalable de sécurité, il fallait trouver autre chose. On s'y ingénia. Les délégués anglais cherchèrent d'abord la formule dans la voie d'un traité général de garantie, les délégués français dans le sens des groupements ou des « îlots » de sécurité. Ces deux thèses, combinées harmonieusement grâce aux efforts de lord Cecil et de M. de Jouvenel, aboutirent au projet de traité d'assistance mutuelle que l'assemblée de 1923 adopta d'enthousiasme. Mais le cabinet de M. Ramsay Mac Donald se mit en travers d'une aussi belle conception. Il redoutait surtout que les articles relatifs aux traités particuliers ne fissent naître des groupements de Puissances orientés contre d'autres Puissances, et de nature à provoquer des tensions redoutables. Les fers furent remis au feu. A l'assemblée de 1924, les forgerons proposèrent le fameux Protocole pour le règlement pacifique des litiges internationaux. On l'a mis en image sous la forme d'une pyramide, qui porterait à sa base la sécurité et l'arbitrage, et à sa pointe le désarmement.

Le système du Protocole proscrit toute guerre d'agression, et ne tolère aucune guerre proprement individuelle. Ce résultat est poursuivi grâce au renforcement des procédures pacifiques par le pacte, procédures qui sont complétées et étendues à tous les différends internationaux sans exception, en rendant l'arbitrage obligatoire. Cette fois encore, les principales appréhensions furent celles du cabinet britannique dont la direction venait de passer au parti conservateur. En acceptant la formule d'une entente générale contre tout agresseur éventuel, celui-ci redoutait de devoir engager un jour, dans des liens trop dangereux ou difficilement acceptables, toutes les forces de l'Empire.

* * *

C'est à ce moment que prend place une nouvelle conférence d'un caractère plus modeste, mais plus réaliste. Le Conseil de la

Société des nations revient à la méthode constructive, inaugurée à Saint-Germain. Puisque, en toute hypothèse, il faudra, au jour où la limitation sera entreprise, régler la fabrication et le commerce des armes, armements et munitions, pourquoi ne pas arrêter, après une étude approfondie et commune, quelles seront les formes et les conditions d'un tel contrôle?

Et tout d'abord, comment organiser et réglementer la circulation des armes et armements à travers le monde? Tel fut l'objet propre assigné à la Conférence qui tint ses séances à Genève du 4 mai au 17 juin 1925 et dont le conseil de la Société des nations voulut bien me confier la présidence. Quarante-cinq Puissances y avaient envoyé des représentants, et nombre d'entre elles d'importantes délégations où des hommes politiques et diplomatiques de haute expérience coudoyaient des généraux et des amiraux entraînés aux choses de la guerre. Le spectacle d'une telle assemblée ne laissait pas d'être impressionnant. L'ordre alphabétique y faisait voisiner des officiers belges et des officiers allemands arborant à leurs revers d'habits de petites « croix de fer » qui évoquaient d'autres rencontres. Côte à côte avec des Éthiopiens du plus beau noir, des sénateurs et amiraux américains, — on connaît les préventions américaines à l'endroit du *black people*, — s'entendirent rappeler très courtoisement et spirituellement que les nations les plus colorées ne sont pas les moins respectables par leur antiquité et que l'indépendance des Abyssins remonte aux temps de la reine de Saba. D'ailleurs, « l'esprit de Genève » opéra ses effets bienfaisants et tout se passa le mieux du monde, dans un souci constant de débattre et de résoudre loyalement et mûrement les problèmes aussi intéressants que difficiles soulevés par le programme même de la Conférence.

Théoriquement, il peut paraître simple de soumettre le trafic international des armes de guerre à une réglementation spéciale ou de réserver aux États, à l'exclusion des particuliers, la faculté d'acheter à l'étranger des armes de ce genre. Mais, à serrer de plus près ces problèmes, que de controverses surgissent! Qu'est-ce qu'une arme de guerre? Qu'est-ce qu'un armement? Faut-il considérer comme armement tout aéronef et toute automobile blindée? Qu'est-ce qu'un État? Faut-il considérer comme État toute unité politique, même si elle est englobée dans une Fédération ou Confédération? Où commence

l'aviation militaire? Où finit l'aviation civile? Enfin, lorsqu'il s'agit de déterminer les zones, dites de prohibition, où l'entrée des armes sera interdite, on devine l'empressement avec lequel chaque État, au nom de sa souveraineté, prétend soustraire son propre territoire ou celui de ses colonies à cette sorte de mise à l'index du commerce international. C'est dans ces débats internationaux, lorsqu'ils doivent aboutir à quelque sacrifice d'intérêt ou d'amour-propre, que se révèle l'éternelle vérité psychologique que le bon La Fontaine a si bien comprise et si finement traduite dans ses *Animaux malades de la peste*.

Néanmoins, la Conférence de 1925 put surmonter tant d'obstacles. Elle parvint à réaliser l'accord de toutes les Puissances sur des textes précis qui font sortir le trafic des armes de guerre de la sphère du droit privé pour l'introduire dans le domaine du droit international public. Ces textes furent complétés heureusement par un protocole interdisant l'emploi pour la guerre des gaz asphyxiants, toxiques et similaires et des moyens bactériologiques. Hélas! jusqu'à ce jour, cette convention si laborieusement échafaudée n'a encore recueilli qu'une seule ratification : celle du Venezuela. On peut le regretter, d'autant plus que sa mise en vigueur aurait eu sans doute des effets immédiatement utiles, en contrariant les armements d'Abd el Krim au Maroc et des insurgés en Chine. Reconnaissons toutefois que beaucoup d'États invoquent, pour justifier ce retard qui se prolonge, un motif très plausible : c'est la connexité qui lie au contrôle du trafic celui de la fabrication privée des armes de guerre. De fait, à défaut d'une réglementation de la fabrication, la situation, qui résulterait du seul contrôle du trafic, pourrait être intolérable pour les États non-producteurs. En attendant cette contre-partie, qui a fait, au mois d'avril dernier, l'objet d'un simple échange de vues de la part d'une commission spéciale présidée par le comte Bernstorff, la Convention sur le commerce international des armes de guerre demeure, au siège de la Société des nations, comme une des pierres d'angle de la grande construction du désarmement dont le plan définitif est encore loin d'être arrêté.

*
* *

Tandis que cette Conférence, dite du trafic, achevait son œuvre, les peuples, à la voix charmeresse de M. Aristide

Briand, s'acheminaient vers Locarno. Dans la session du Conseil du mois de mars 1925, sir Austen Chamberlain, après avoir conclu au rejet du Protocole, fit ressortir que « les malentendus ordinaires, inséparables de la vie internationale, naissent de causes profondes d'hostilité qui, pour des raisons historiques ou autres, divisent de grands et puissants États. La meilleure solution, disait-il, serait de compléter le Pacte par des accords *spéciaux* pour répondre à des nécessités spéciales ; ces accords devraient avoir un caractère purement défensif. Ils devraient lier entre elles les nations les plus directement intéressées et dont les différends pourraient faire naître des conflits. » On revenait, de la sorte, sur la proposition de l'Angleterre, au système des accords particuliers que l'Angleterre avait d'abord combattu Mais on y revenait sous une forme nouvelle et ingénieuse, en englobant, dans le plus important de ces accords particuliers, la Puissance même contre laquelle les anciens Alliés entendaient bien garantir leur sécurité respective. La signature de l'accord de Locarno, en assurant ainsi, mieux que ne l'avait fait le traité de Versailles, la fixité des nouvelles frontières occidentales du Reich, détermina automatiquement l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations.

Aussitôt accueillie à ce foyer commun auquel on l'avait conviée avec insistance, l'Allemagne y fut naturellement attentive à voir se poursuivre de plus en plus activement la grande croisade du désarmement international, puisque, dans cette croisade, le traité de Versailles l'avait obligée, bon gré mal gré, à ouvrir la marche. Elle ne manqua donc pas de s'associer à ses nouveaux collègues pour hâter les travaux préparatoires de la Conférence du désarmement. Dès le 12 décembre 1925, le Conseil de la Société des nations constitua la « Commission chargée de la préparation de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements ». Cette commission était composée : 1° des représentants des États membres du Conseil ; 2° des représentants des pays qui se trouvent vis-à-vis du problème du désarmement dans une situation spéciale par suite de leur position géographique et qui ne sont pas représentés d'une autre façon à la commission. Elle fut autorisée à s'adresser à tout organisme compétent de la Société des nations. Pour l'aider dans l'étude des aspects économiques des questions soumises à ses études, une commission mixte lui fut adjointe, com-

posée : 1° d'un membre de chacune des organisations économique, financière et du transit ; 2° de deux membres du groupe patronal et de deux membres du groupe ouvrier du Conseil d'administration du Bureau international du Travail ; 3° d'autres experts auxquels cette commission mixte pouvait faire appel.

Ainsi outillée, cette commission préparatoire n'a pas chômé. Sa troisième session s'est tenue à Genève, cette année même, du 21 mars au 26 avril, sous la présidence de M. le jonkheer de Loudon, ministre plénipotentiaire des Pays-Bas. L'objet propre de cette session était la rédaction d'un projet de convention destiné à servir de base aux travaux de la grande Conférence future. Deux avant-projets avaient été établis, l'un par lord Cecil, au nom de la délégation britannique, l'autre par M. Paul-Boncour, au nom de la délégation française. Mais, en dépit d'efforts très méritoires, l'accord ne put se faire sur la coordination de ces avant-projets. Il fut impossible d'établir un texte unique et le rapporteur, M. de Brouckère, dut se résigner à juxtaposer des textes qui seront soumis à une seconde lecture au mois de novembre prochain. D'ici là, les gouvernements auront, a-t-il dit, le loisir de réfléchir.

La seule consolation dans cette déception, c'est que la discussion, qui s'est poursuivie au sein de cette Commission préparatoire, a achevé de mettre en évidence les points les plus sensibles du problème. Elle a mieux localisé les désaccords, en obligeant chaque Puissance à découvrir son jeu. De la sorte, elle a fait ressortir le caractère essentiellement politique des obstacles au désarmement général.

Qu'on médite, en effet, sur les principales difficultés qui se sont interposées entre la bonne volonté des délégués et le but qu'ils s'étaient assigné. Quelles sont-elles? C'est la différence dans la conception que les Puissances maritimes ou continentales se font respectivement des nécessités de leur sécurité. C'est le souci des nations moins peuplées de prendre en considération, dans la technique de la limitation, non seulement les effectifs de guerre, mais ce qu'on appelle aujourd'hui le « potentiel » de guerre, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les ressources qui peuvent servir à alimenter les hostilités. C'est aussi la préoccupation de certains États de prévoir une limitation distincte pour leurs forces métropolitaines et pour leurs forces d'outre-mer, tandis que d'autres États, pauvres en

colonies ou qui en sont dépourvus, réclament une limitation unique. C'est surtout la grosse question de l'interdépendance des armements terrestres, navals ou aériens qui, par les uns, est affirmée à l'égale d'un dogme, tandis qu'elle est obstinément méconnue par les autres.

***

A y regarder de plus près, reconnaissons ici la confirmation d'une « vérité première » que Napoléon avait magistralement formulée : « La politique des États est dans leur géographie. » Chacun d'eux s'inspire, à juste titre, des risques particuliers auxquels il est exposé par la nature, soit dans la configuration de son territoire, soit dans la composition de son sous-sol, soit dans le voisinage qu'il doit subir. Peut-on comparer les États-Unis d'Amérique qui ne semblent pas menacés, pas même par le Nicaragua, à des États comme la Pologne ou la Roumanie pour lesquels tout désarmement inconsidéré serait un suicide sans phrases? L'Angleterre ne peut oublier qu'elle est une île. Comment s'étonner que la hantise du sous-marin joue un rôle capital dans ses préoccupations? C'est de très bonne foi qu'elle demande aux Puissances continentales de consentir, par la limitation de leurs forces terrestres, à un sacrifice qu'elle répugne à subir pour ses armements navals. C'est avec une parfaite logique que la France, Puissance à la fois terrestre et maritime, plaide la solidarité de tous les armements quels qu'ils soient et n'entend pas que ses meilleurs amis lui imposent des limitations sur terre, en se réservant la faculté de s'armer eux-mêmes à leur guise sur la mer ou dans les airs. En revanche, l'Italie, venue la dernière au partage des terres lointaines, n'a point les mêmes raisons que la France d'assurer la communication entre ses forces métropolitaines et ses forces coloniales. Celles-ci et celles-là doivent, à son sens, être confondues dans une limitation commune.

La situation géographique, si elle fait naître, chez tel ou tel État, des appréhensions spéciales, peut aussi déterminer des aspirations ou des espérances auxquelles contribuent souvent sa force naturelle d'expansion, son organisation ou son économie interne. L'Italie, appliquant à la matière du désarmement la clause de la nation la plus favorisée, prétend bien, et ne s'en cache pas, se réserver, soit sur terre, soit sur mer, l'égalité

avec celle des Puissances de l'Europe continentale qui aura les armements les plus importants. Gonflé, lui aussi, d'une population débordante, le Japon se déclare trop proche d'une Chine bouleversée pour pouvoir réduire soit sa flotte, soit ses réserves instruites. Que veut-on dire d'ailleurs par ces mots : « réserves instruites et mobilisables »? Dans leur interprétation, l'Italie, attentive à défendre ses milices fascistes, propose une glose qui n'est guère différente de celle que le Reich invoque pour le maintien de sa « schupo ».

Mais voici un autre obstacle, qui ne dépend plus de la nature des peuples, mais de leur caractère : c'est l'idée que chacun d'eux se fait de la souveraineté nationale. Si ce sentiment, qui n'a cessé de se développer dans le droit des gens depuis la Renaissance, ne se résigne pas à quelques concessions au profit de l'intérêt de tous, c'est en vain que les commissions succéderont aux commissions, et que les squelettes de projets s'accumuleront sur les esquisses de protocoles. De même que la réglementation du travail, acceptée aujourd'hui par toutes les législations intérieures, n'a été possible que par des amputations opérées sur la liberté des individus, de même la limitation des armements est inconciliable avec cette hypertrophie d'un « moi » national réfractaire à toute règle et à tout contrôle extérieur. C'est la force de la Société des nations d'avoir inauguré, dans notre vie internationale contemporaine, la conception d'un principe d'autorité qui puisse se superposer aux volontés propres des États. Mais c'est aussi sa faiblesse de ne point disposer d'un pouvoir matériel, ni même spirituel, qui puisse faire accepter son autorité par quiconque veut s'y soustraire. On a vu, aux derniers débats de Genève, — et chacun s'y attendait, — les États-Unis d'Amérique refuser catégoriquement tout désarmement dans le cadre de la Société des nations, dont ils ne font pas partie. Ils ne veulent pas davantage d'une limitation navale en dehors de celle dont ils ont pris eux-mêmes l'initiative à Washington. On fut plus surpris d'entendre l'Angleterre écarter, elle aussi, toute idée d'un contrôle éventuel des armements par l'institution de Genève. Si ce concept d'une souveraineté nationale intransigeante, s'opposant aussi bien, d'ailleurs, à tout contrôle des dépenses militaires qu'à celui des armements, devait prévaloir, — et si un État y persiste, les autres

États feront de même, — comment pourrons-nous jamais arriver à la limitation générale, telle que le pacte l'a annoncée et promise au monde ?

Et, cependant, la promesse faite à Versailles est formelle. L'Allemagne, et pour cause, veillera à ce qu'elle ne soit ni oubliée ni prescrite. Déjà, elle marque une vive impatience. « Le monde est déçu, déclare le comte Bernstorff, interviewé au lendemain de l'échec de la commission préparatoire. La Société des nations n'a pas répondu au vœu des peuples qui attendent le désarmement. » Certes, aucun juriste ne prendra au sérieux la thèse que développent certains publicistes allemands lorsqu'ils soutiennent, en « sollicitant » le préambule de la partie V du pacte, que les Alliés se sont engagés, une fois l'Allemagne désarmée, à désarmer eux-mêmes dans une mesure semblable. Le texte ne dit point cela. Si le désarmement allemand doit être préalable au désarmement général, il ne s'en suit nullement que la réduction doive s'opérer pour les autres États dans la même proportion. Au contraire. Le traité prévoit expressément qu'il sera tenu compte pour chaque État de sa situation géographique, de ses conditions spéciales et des nécessités de l'action internationale. On ne conçoit donc point comment M. Gessler, le ministre inamovible de la Reichwehr, a pu dire, lors de la discussion en seconde lecture de son budget :

Si l'on ne veut pas procéder au désarmement général, il faut permettre à l'Allemagne de s'armer dans les mêmes conditions que les États voisins, car il n'y a pas de raison pour que le Reich renonce à l'égalité des droits. Le traité de Versailles a fait à l'Allemagne, et non sans quelque motif, un sort spécial. Il ne lui confère nullement le droit de subordonner le maintien de son désarmement à la réduction générale qu'il prévoit dans un avenir indéterminé. Et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations ne doit modifier en rien, dit l'Art. 164, les clauses de désarmement qui lui sont fixées par le traité.

Cela dit, il doit être loyalement reconnu que les signataires du traité de Versailles ont assumé, les uns vis-à-vis des autres, une obligation morale et même juridique, à laquelle ils failliraient, s'ils abandonnaient les travaux, commencés depuis 1919, pour aboutir à la limitation générale. Ils pourraient encourir aussi la critique ou le reproche, s'ils enrayaient systé-

matiquement la marche de cette entreprise. Mais il n'a jamais été dit que ces travaux d'Hercule seraient menés à bien dans un délai déterminé. Le préambule parle d'une préparation. C'est qu'il a envisagé toute l'immensité de la tâche, dans l'espace et dans le temps. Quant à la direction même de ces travaux, à qui appartient-elle, sinon au Conseil dont l'Allemagne fait partie, et où il lui appartient de suggérer tous les moyens propres à hâter un aboutissement si désirable?

* * *

Ce qui importe, c'est que chaque État demeure pénétré de l'esprit du traité. Le Traité a voulu, il veut répondre à la volonté des peuples qui, profondément atteints dans leur chair non moins que dans leurs richesses, craignent à bon droit de voir leur restauration encore si précaire compromise par une nouvelle course aux armements qui les entraînerait à de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent. Si nous avions oublié cette volonté proclamée à Versailles, les délibérations de la Conférence économique internationale suffiraient à nous en rappeler quelques-uns des arguments. Un des thèmes qui ont apparu avec le plus de relief dans les discours et les rapports dont cette conférence a été l'occasion, c'est l'incidence du risque de guerre sur le nationalisme économique dont souffre l'Europe. C'est la nécessité de désarmer, afin de pouvoir desserrer le réseau des tarifs douaniers qui ligotent l'ancien monde.

Où serait la sagesse? C'est que chaque État se consacrât surtout, sinon exclusivement, au genre de production que la nature de son sol et de son sous-sol lui permet de réaliser dans les meilleures conditions. Il ne serait nullement impossible, en comparant les ressources de chaque pays, de déterminer le rôle qui lui incombe dans l'effort économique général et d'organiser en conséquence l'ensemble des industries. Par ses propres vertus, le libre-échange préparerait lui-même cette sorte de taylorisation.

Tout au rebours de cette méthode, aucun État ne se spécialise aujourd'hui dans une branche déterminée de la production. On compte en Europe dix-huit États industriels. Or, chacun d'eux pratique à peu près toutes les branches de la production, sans tenir compte de ses propres ressources en matières premières, ni même de la possibilité de trouver des débouchés. D'autre part, depuis la fin de la grande guerre, 18 000 kilo-

mètres de frontières nouvelles sont venues s'ajouter au lacis douanier européen. Tandis que les moyens de communication et de transport se perfectionnent, les marchés deviennent de plus en plus restreints. L'industrie allemande est la plus privilégiée, puisqu'elle peut vendre ses produits à plus de 60 millions de consommateurs sans devoir franchir de barrières douanières. Parmi les autres peuples européens, les plus heureux ont un débit en franchise de 40 millions d'habitants; les autres descendent jusqu'à des chiffres dérisoires. L'exiguïté de ces marchés, si elle n'est pas corrigée par un certain libéralisme économique, doit fatalement contrarier la production et élever les prix de revient. Elle place les petits États vis-à-vis des impérialismes extra-européens dans la situation des boutiquiers vis-à-vis des grands trusts. Or, l'une des causes et des excuses du nationalisme économique est assurément la crainte de la guerre. Chaque pays se préoccupe d'être indépendant de l'étranger pour la fabrication de tout ce qui peut lui être nécessaire en cas d'hostilités, depuis le grand matériel de guerre et les produits chimiques jusqu'aux denrées alimentaires. Chacun entend régler sa vie économique du temps de paix de façon à pouvoir réduire au minimum ses appels à l'étranger et ainsi se préserver des effets du blocus ou de la mauvaise volonté des neutres.

Il s'agit aussi de ne pas se créer, si le risque de guerre surgissait, une dette extérieure trop lourde. C'est pourquoi chaque État crée ou encourage artificiellement des industries pour lesquelles il ne se procure qu'avec peine les ressources nécessaires. Les droits protecteurs à l'abri desquels ces industries vivotent ont à la fois pour effet de livrer à la consommation intérieure des produits médiocres pour un prix élevé et de ravir aux pays voisins un marché sur lequel ils croyaient pouvoir compter. Par conséquent, désarmement international et libre-échange ont, entre eux, des liens étroits et des répercussions certaines. Et l'impérieuse nécessité où se trouve l'Europe de mettre fin à toute surexcitation des tarifs douaniers et d'abaisser, sinon de supprimer, les barrières qui opposent tant d'obstacles aux échanges internationaux s'ajoute à toutes les raisons d'humanité et de salut qui recommandent aux États un effort persévérant pour le désarmement général.

* * *

Malheureusement, si nous pouvons penser dans l'absolu, nous devons vivre dans le relatif. Au moment même où nous travaillons au désarmement et au libre échange, nous éprouvons que notre sentiment ne domine pas la réalité et qu'à supprimer inconsidérément soit nos défenses militaires, soit nos droits douaniers, nous nous mettrions dans la situation d'un homme nu et désarmé qui voudrait combattre contre un homme bien armé et équipé. « Se garder sur la défensive, tout en préparant une convention universelle de limitation des armements, tout le problème est là, dit M. Joseph Mélot dans la *Revue générale*, et il n'offre rien de contradictoire. Il faut assurer à chaque pays assez d'armes pour se défendre, pas assez pour attaquer. »

Un grand pas serait fait dans la voie de la confiance, si le désarmement de l'Allemagne, condition de la sécurité européenne, n'apparaissait pas comme un leurre. Comment conserver des illusions à ce sujet après les publications récentes du général Morgan, après les révélations si précises que M. Gerhardt Seger, le secrétaire-général de la Société allemande pour la paix, nous a livrées dans son ouvrage : *Die Wehrhafte Republik*? Qu'il y ait aujourd'hui des millions d'hommes en Allemagne ayant subi un entraînement militaire et qui sont fortement organisés et encadrés, M. Vandervelde l'a reconnu, à la Chambre des représentants de Belgique, à la séance du 15 février 1927, dans des termes qui empruntent toute leur valeur au pacifisme bien connu de leur auteur :

Avec une population qui se rapproche de 70 millions d'habitants, l'Allemagne, dont le développement industriel s'intensifie d'année en année, pourra, même sans alliance, à l'abri de la couverture défensive que lui fourniraient les sept divisions de la Reichswehr, mettre sur pied, en quelques mois, des millions d'hommes suffisamment instruits et puissamment outillés. D'autre part, les dispositions restrictives du traité de Versailles, en ce qui concerne la fabrication des gaz ou l'aviation militaire, n'empêchent pas, ne sauraient empêcher un développement des industries chimiques et de l'aviation commerciale, dans des conditions telles qu'en très peu de temps le Reich pourrait transformer ses formes d'activité civile en activité militaire. Le développement parallèle de l'aviation et la réunion en un seul cartel de quinze compagnies de transport aérien complètent merveilleusement

l'outillage économique aux mains du consortium des industries chimiques qui semblent devoir être la base de la guerre future.

Dans cette même séance, M. de Broqueville a exposé très nettement comment, en licenciant chaque année, au mépris de ses obligations, 25 pour 100 des hommes de sa Reichwehr, l'Allemagne pouvait renouveler totalement celle-ci tous les quatre ans. Depuis les récentes discussions du budget au Reichstag, qui ont été si fortement commentées au Sénat français par M. Eccard, personne ne peut douter que l'Allemagne ait éludé les mesures de désarmement qu'elle avait acceptées. Comment ne pas s'inquiéter en voyant son budget militaire passer de 450 millions de marks-or en 1924 à la somme formidable de 700 millions en 1927 et en constatant que l'Allemagne dépense, pour ses munitions de guerre, 45 millions de marks-or, soit 40 fois plus que la France?

A de telles réalités s'ajoutent toutes les appréhensions qu'ont fait naître les troubles de Chine et les menées soviétiques, compliquées encore par la tension lithuanienne-polonaise et la rivalité menaçante entre l'Italie et la Yougoslavie au sujet de l'Albanie. Qu'un baril de poudre explose dans l'Europe orientale, le reste de l'Europe, — relié à ce baril par ces mèches que sont les traités d'alliance, — n'échappera point à la conflagration. Autant de motifs de pousser à l'arbitrage. Autant de motifs de prêcher la paix. Autant de motifs aussi d'être vigilants et de nous assurer les moyens de notre propre protection.

La Bible nous montre les Hébreux construisant le Temple, tout en gardant à leur portée les glaives destinés à les défendre. Les peuples d'aujourd'hui veulent vivre dans la paix et le travail. Mais, avant tout, ils veulent vivre. C'est un droit qu'ils ont acheté assez cher. C'est pour cela que, sans cesser de travailler à l'édifice du désarmement général, ils doivent organiser eux-mêmes le minimum d'armements compatible avec leur propre sécurité et se rappeler que toute concession faite à la chimère ou à l'indifférence peut se payer de nouveau pour eux par le sang de leurs fils.

H. Carton de Wiart.

POUR L'ALSACE

LA VIE ET LA MORT DU GÉNÉRAL SERRET

III [1]

LA FIN D'UN HÉROS

Cependant nous ne pouvons demeurer nez à nez avec les Allemands sur cet Hartmann tant disputé. Tôt ou tard il faudra bien en effet *liquider cette question*. L'ennemi y songe comme nous, avec plus de moyens disponibles, car déjà notre Grand Quartier médite l'offensive combinée des Alliés dont il espère tirer la conclusion de la guerre et que le drame de Verdun contrariera, mais ne réussira pas à empêcher. Toute cette fin d'octobre, tout le mois de novembre, il bombarde quotidiennement toutes nos positions de la montagne : l'Hartmann, le Rehfelsen, l'Hilsenfirst, le Sudel, par obus, par torpilles, et nos positions avancées par grenades. Il n'épargne même pas les villes et les villages de la Thur, Thann, Bitschwiller, Willer, etc. La neige et la tempête qui sévironi au début de décembre sur les Vosges apporteront seules un calme relatif à ce déluge de feu qui veut répandre la terreur et nous rendre la situation intenable. Mais le général Serret ne cesse pas de veiller et de

(1) Voyez la *Revue* des 1er mai et 15 juin.

préparer ses hommes au terrible corps-à-corps qui s'annonce inévitable. On peut suivre ses allées et venues dans le journal de ses lettres, à partir de l'affaire du 15 octobre jusqu'à la fin de novembre :

15 octobre. — « J'ai été réveillé ce matin par une violente canonnade qui continue d'ailleurs : c'est à l'Hartmannswillerkopf. Si on me le prend, il faudra encore que je le reprenne. Cela devient monotone.

« Depuis quelques jours, le Boche devenait plus arrogant sur tout mon front. Il veut évidemment, après sa bataille perdue en Champagne, se tailler quelques petits succès qui occupent la galerie et prouvent sa vitalité. L'impression à produire sur la galerie joue un rôle important dans la guerre moderne.

« ... Ils vont peut-être, après des milliers de coups de canon, me prendre un bout de tranchée ou de boyau, et je le leur reprendrai avec quelques centaines seulement.

« Il ne faut pas vous émouvoir des événements des Balkans. Après avoir cherché et avoir raté la décision en France, en Russie, peut-on penser qu'ils la trouveront en Serbie? Ils vont certainement, avant que nous ne puissions organiser une grande attaque encore plus puissante que la dernière, chercher à obtenir par là des succès d'ordre moral, s'assurer des gages. Ils espèrent sans doute qu'un moment arrivera où, fatigués de part et d'autre, on consentira à discuter et à se livrer à un marchandage sur la restitution réciproque des gages. J'espère que nous ne serons pas assez faibles pour l'accepter, et que nous ne nous lasserons pas. Il faut que ce soit une *victoire française en France* qui leur fasse demander la paix, et alors je crois que les gages ne pèseront pas lourd.

18 octobre. — « Samedi nous avons gaillardement en cinq secs repris ce vieux piton que le Boche nous avait enlevé la veille.

« Cela s'est passé comme je vous l'avais dit. Le Boche a tiré une avalanche de coups de canon pour pouvoir sauter dessus. Dans la soirée, je suis allé voir la situation, comment on pourrait faire pour le reprendre et samedi, à onze heures du matin, nous y étions à nouveau. La riposte n'a pas été longue à venir.

« Vous ne pouvez pas vous imaginer ce que cela représente de travail de préparation pour les pauvres bougres qui font cette riposte. Ils ont passé toute la nuit à creuser, transporter

fils de fer, grenades, boucliers, sacs à terre, troncs d'arbres, cartouches.

« Cela vaut bien quelques bonnes paroles après. J'y suis donc allé hier matin (c'est, je crois, la cinquante-deuxième fois que je grimpe là-haut) porter du tabac, quelques croix de guerre, des compliments. On ne s'imagine pas la jouissance que c'est de voir un tas de bons bougres qui se sont bien battus, qui ont réussi et qui vous regardent avec de bons yeux fidèles, contents et fiers !

« Et puis il y a une union extraordinaire entre chefs et soldats et entre corps voisins se battant ensemble.

« Hier la visite a été d'autant plus intéressante qu'on continuait à gagner encore un peu de terrain, à travers les tranchées et boyaux effondrés et que j'ai dû, derrière de vagues patrouilles, me traîner parfois, plus ou moins sur le ventre ou à quatre pattes, pour faire une reconnaissance complète. Tout cela par dessus des cadavres mélangés, des nôtres et des Boches, souvent pas bien beaux à voir. J'ai donné une de ces croix de guerre, entre autres, à un brave chasseur qu'on m'a désigné, et qui est un trappiste de Notre-Dame des Dombes. Ce brave trappiste, qui avait avant l'attaque donné l'absolution à toute sa compagnie, pleurait comme un enfant, quand je lui ai accroché sa croix et donné l'accolade.

19 octobre. — « Je suis encore remonté là-haut, sur la « montagne sanglante ». Braves gens, bonnes figures. On a bombardé fort un quart d'heure pendant que j'y étais. Pas de casse d'ailleurs.

24 octobre. — « ... En réalité, on ne peut jamais être tranquille, car cette situation, tout à fait à bout portant en certains points, permet les coups de main et, serais-je en permanence au bout de mon téléphone, que je n'y pourrais rien. J'use même assez peu du téléphone quand on se bat. Ceux qui se battent ont bien assez à faire et leur demander sans cesse des nouvelles de la situation, c'est une curiosité naturelle, mais ennuyeuse pour ceux qui peinent.

« Je leur envoie des paroles d'encouragement. Je leur porte, avant l'attaque, ma bénédiction, et je fais tout ce que je peux pour eux, et quand je ne peux plus rien, j'attends patiemment, la conscience tranquille !

« C'est pour cela que j'écris très bien une lettre pendant

qu'on se bat. Si je pensais trop aux pauvres gens que j'envoie à la mort, en donnant un ordre d'attaque, je ne vivrais plus et ne serais plus capable de rien.

« ... Hier soir, nous cherchions si on pouvait établir nettement une distinction entre l' « honneur » tout court et l'honneur militaire, et nous n'avons pas trouvé. C'est ce que Rostand a voulu exprimer quand il fait dire à Chantecler chez la pintade : « Annoncez tout simplement : le Coq. »

« L'Honneur tout court, le Devoir tout court, à condition qu'on se fasse de tout cela une idée très grande.

26 octobre. — « Rassurez-vous : je ne fais aucune imprudence inutile. Je n'en fais même aucune et je répète sans cesse : Ne confondez pas imprudence et bravoure.

« Il faut faire ce qu'on doit, ne pas mesurer mesquinement, voilà tout !

« Les chefs qui se disent : « ma place n'est pas en première ligne, donc je n'y vais pas ; mon devoir est de ne pas me faire démolir », ceux-là, les troupes ne les voient pas souvent. J'ai encore une bonne recette pour ces cas-là : Quand on a à choisir entre deux devoirs, ne pas hésiter : remplir le plus pénible.

3 novembre. — « Je suis reparti pour profiter du temps clair et observer des points de ligne ennemie qui m'intéressent. Il a tellement plu depuis deux jours que l'air, aujourd'hui, était transparent. Je me suis donc, pendant une grande heure, traîné plus ou moins à plat ventre, les coudes bien appuyés, pour détailler avec de très puissantes jumelles : sacs à terre, créneaux, fils de fer, etc... Il faut observer le même point très longuement pour arriver à voir ce qu'on veut voir.

« En tout il en est de même : fixer son attention très longtemps et fortement, avec volonté concentrée, sur le même objet, pour arriver à connaître cet objet.

« Quand on ne concentre pas longtemps son attention, on ne connaît que superficiellement. Mais il y a beaucoup de gens que cet effort fatigue. C'est un entraînement comme un autre qu'il faut acquérir, et c'est une partie de l'éducation à donner aux enfants : faire ce qu'on fait de tout son cœur, avec la volonté de réussir.

5 novembre. — « J'ai des travaux de tous genres, pour être aussi bien prêt à hiverner qu'à attaquer ou se défendre : chemin de fer, câbles transbordeurs, routes, traîneaux, camps, et

en même temps cours d'instruction pour perfectionner de jeunes officiers, etc... C'est un champ d'action très étendu. Comment voulez-vous que je trouve le temps de penser à la Serbie ou à tous ces vieux birbes du ministère? Il faut toujours avoir un but pratique et moral. A quoi cela m'avancerait-il de m'occuper d'un tas de choses auxquelles je ne puis rien et dont je ne connais pas les bases et les motifs, non plus que les effets? On s'occupe, en général, de trop de choses qui ne nous regardent pas. Ce n'est pas de l'indifférence de ma part, mais j'ai de plus en plus cette conviction : dans les périodes de crise, — et une guerre en est bien une, — la formule doit être : tout le monde à son poste et tout à son travail.

8 novembre. — « Nous sommes depuis quelques jours dans un brouillard épais qui rend les coups de main plus à craindre. Mais je ne crains rien, on veille avec plus d'attention, voilà tout, et, au moindre mouvement que fait le Boche, on lui tape sur le nez. Au-dessus de sept ou huit cents mètres on trouve soleil et lumière et à ses pieds une mer de nuages blancs, horizontale, comme si on était en train d'emballer la terre avec de l'ouate pour éviter de casser les sculptures. Et quand on quitte ce soleil et cette lumière des sommets, on se replonge dans le brouillard sombre et glacé des bas-fonds, que la course en auto rend encore plus froid.

« La sœur de V... m'a dit savoir par un de ses amis (suisse) qui était allé à Berlin récemment, que l'aspect de la ville était normal, sauf qu'on voyait en beaucoup d'endroits des tirs forains avec cette affiche : « Enfants, apprenez à tirer. » Ils pensent à leur revanche! Ceux qui ne voudraient pas qu'on les écrabouille ou ceux qui veulent les écraser pour que nous puissions désarmer, peuvent méditer cela.

9 novembre. — « Hier j'ai fait un sermon à une dame qui s'insurgeait contre la guerre, sa durée, ses épreuves. Je lui ai démontré qu'elle méconnaissait la base la plus élémentaire de la religion qui est : admettre une Providence qui règle tout ce qui arrive et s'incliner sans discussion devant ses décisions.

12 novembre. — « Je cherche à donner les bonnes habitudes qu'on avait au 17e chasseurs, des granges rangées comme de vraies chambrées. Avec certains corps, j'y arrive ; avec d'autres, c'est pénible, et c'est pourtant avec toutes ces minuties qu'on

dresse les gradés inférieurs. Après, je m'en irai rôder dans les tranchées, épier le Boche entre deux averses, entretenir la vigilance, la haine et le mordant.

19 novembre. — « A chaque jour suffit sa peine. Il ne faut pas d'avance se forger des inquiétudes, ni se bercer de trop douces illusions. Simplement suivre sa route, vigoureusement, en saisissant au vol les occasions de joie et en cassant les cailloux qui pourraient faire mal aux pieds.

« Le thermomètre est descendu à 9°. C'est un joli début et je n'ai pas été fâché, hier, de promener un peu B., qui forcément quitte assez rarement son bureau de R., pour lui faire toucher du doigt les difficultés, les duretés que les exécutants éprouvent, simplement dans leur vie journalière. Faire arriver les convois de ravitaillement en temps utile, en les faisant passer par-dessus une crête de 1 200 mètres d'altitude avec neige et parfois bourrasque, cela correspond à des efforts sérieux souvent. Et puis tout de suite on voit apparaître les cas d'engelures graves, de pieds gelés.

« Je suis content quand je peux traîner un officier d'état-major dans ces sales postes, et il est bon aussi que les pauvres soldats qui peinent voient au moins qu'on vient se rendre compte du mal qu'ils ont. La difficulté est de ne pas s'en apitoyer outre mesure, c'est-à-dire croire qu'on ne peut rien entreprendre à cause de l'hiver. C'est une tendance naturelle des gens qui peinent, de ne pas songer que le Boche, en face, peine de même. Toute la question est dans la dose de souffrance qu'on est prêt à s'imposer pour faire souffrir l'ennemi davantage. Il faut tâcher d'avoir une grande capacité de souffrance, pour faire énormément souffrir l'ennemi.

« J'ai une grande jouissance à faire de grands efforts que je crois sains, et saints. Je grogne souvent de ne pas pouvoir cogner plus à ma guise, quand et comme je voudrais. Mais je suis tout de même, je crois, extrêmement discipliné, au point même de me convaincre, dès qu'un ordre ferme m'est donné, que cet ordre est parfait et de m'y donner corps et âme.

20 novembre. — « Je ne me fatigue pas du tout et crois mener une vie extrêmement hygiénique à tous points de vue, laissant du temps pour tout, travail physique et intellectuel, sport, visite, repos, sommeil remarquable, gaîté, et pas de nervosité. Il faut arriver à être passionné sans être nerveux, et

à encaisser les responsabilités les plus lourdes. Quand on fait tout ce qu'on peut, c'est facile.

23 novembre. — « Les Boches continueront jusqu'au bout la politique du bluff qui leur est habituelle et qui réussit auprès de ceux-là seuls qui le veulent bien.

« Quand la Bulgarie s'est déclarée pour eux, ils ont fait parler de paix. Ils vont finir peut-être par écrabouiller les Serbes — et reparleront de paix. Guillaume entrera à Constantinople et fera parler encore de paix, etc. Comme si tous ces événements pouvaient avancer les choses! Tout cela n'a qu'un effet moral sur les gens qui ont un pauvre petit moral anémié. Ceux qui regardent froidement comprennent qu'il faut les battre, que cela seul comptera et que c'est irrémédiable pour peu qu'on le veuille. Une pièce énorme comme cette guerre ne peut devoir son succès à un rôle secondaire. Ce sont les acteurs principaux qui doivent faire le succès.

« Le simple fait que les Boches le cherchent par les à-côtés est un aveu d'impuissance. En nous obstinant, nous, à les battre, nous prouvons, par avance, qu'ils seront battus.

« Je voudrais pouvoir disposer d'une quinzaine pour faire en France une tournée de propagande, prêcher la croisade. Mais outre sans doute qu'on ne me laisserait pas faire, je ne veux pas lâcher mon poste. Une des questions qui garantissent de plus en plus notre énergie, c'est celle des finances. Il est de plus en plus nécessaire que le vaincu paie énormément, subisse des traités de commerce écrasants. Je crois que cela, tout le monde le comprend.

« Rappelez-vous la belle phrase du maréchal Fabert inscrite sur le socle de sa statue à Metz : « Si pour défendre une place que le Roi m'a confiée, il fallait mettre avec moi sur la brèche ma famille et mes biens, je ne balancerais pas un instant à le faire. »

« On nous a trop rebattu les oreilles avec les belles phrases d'autrefois. D'aucuns finissaient par croire que nous ne pourrions jamais faire de même. Or nous valons peut-être mieux que nos aînés et cette guerre prouve une fois de plus que nous restons ce que Guillaume d'Orange appelait à Nerwinden « l'insolente nation ».

25 novembre. — « Pour le moment, tuons le Boche et avivons sans cesse notre haine contre cette race, de manière à ne pas

nous contenter de tout ce qu'elle pourra nous offrir, et à lui imposer des conditions dures quand, au lieu de faire parler de paix par le Pape ou les États-Unis, elle l'implorera elle-même.

« Reçu la visite du général B... Je l'ai promené jusqu'à la nuit à travers mes routes, cantonnements et camps. Je m'efforce, quand quelque grand chef ou délégué vient dans ma division, de lui faire voir le plus de choses possible, pour qu'ensuite par correspondance on sache bien de quoi l'on parle.

« Il y a si peu d'analogie entre une division quelconque en Artois, ou en Champagne, et la mienne, à tous égards, qu'il faut le voir pour le croire.

25 novembre. — « Nous avons eu aujourd'hui un fort coup de froid, 12 à 15° cette nuit, mais sans aucune espèce de vent. Un beau soleil et une neige superbe. Je ne crois pas qu'on puisse voir quelque chose de plus beau que n'était la vallée ce matin.

« Vous ne pouvez vous imaginer l'effort développé par ces temps de glace pour monter quelques gros canons ou des projectiles à de grandes altitudes par des chemins qui sont superbes à côté de ceux que nous avions l'an dernier, mais qui, cependant, ne sont pas encore en rapport avec ce qu'on met dessus.

1er décembre. — « On voit vraiment de beaux caractères et c'est un réconfort de vivre avec eux. Comme je le répète souvent, c'est par ici sur le front qu'est l'air pur, la source de vie. C'est là qu'on sait vivre et mourir. Ailleurs on ne fait parfois que végéter. »

Le général Serret a raison de mettre sa division à part. Outre qu'elle est aussi nombreuse qu'un corps d'armée, elle occupe un front immense et mène une guerre spéciale, la guerre de montagne. Ses troupes se relèvent elles-mêmes et leur ordre de bataille ne se modifie pas comme ailleurs: elles restent sur place, précisément parce que le haut commandement les sait dressées à cette guerre. De là une connaissance plus approfondie de chaque corps, un lien plus étroit entre la division et les unités, une camaraderie et une émulation plus personnelles entre chasseurs, fantassins, artilleurs.

Le chef voit clair dans la longueur de la lutte, dans la nécessité d'une décision sur le front de France, par le fait des troupes françaises. Il ne se laisse pas séduire par les diversions des fronts éloignés. Il va droit à l'essentiel. Il faut que France

ou Allemagne touche des épaules. Et le vaincu doit payer. Jamais il n'a mis en doute le nom du vaincu, ni la justice immanente de sa future défaite.

Savoir vivre et savoir mourir. Vivre, il en connaît maintenant toute la science, et dans cette science toute la jouissance : se donner à sa tâche, à son devoir de toutes ses puissances de pensée, d'action, d'amour ; être pour tous ceux qui dépendent de soi une source de vie. Il lui reste encore à montrer sa science de mourir.

LA TEMPÊTE SUR L'HARTMANN

Il fallait bien liquider tôt ou tard cette question de l'Hartmannswillerkopf. Quel triomphe pour l'ennemi, s'il parvenait à nous reprendre les trois vallées alsaciennes ! Il avait, je l'ai dit, l'avantage du terrain : voie ferrée aboutissant au pied des pentes et l'on a pu dire avec raison que ce fut le combat du mulet contre le chemin de fer : câble dissimulé entre les deux épaulements de la chaîne et permettant de transporter aisément jusqu'au sommet les matériaux, les munitions et les vivres ; abris favorables dans les roches dures dont la paroi inclinée échappait à la trajectoire de nos obus ; supériorité en artillerie lourde installée dans la plaine, facile à manier, et dissimulée aisément. L'hiver venait aider encore à tous ces avantages, à cause de l'humidité de notre versant qui sans cesse compromettait l'état de nos tranchées, de nos emplacements, de nos routes. L'hostilité de la montagne se manifestait surtout contre nous. Néamoins, le haut commandement des armées de l'Est secouait sans cesse, sur tout le front qui lui était confié, l'esprit d'offensive : offensive dans la forêt de Mort-Mare, au bois le Prêtre, sur Saint-Mihiel, offensive au Linge, dans la vallée de la Fecht, sur l'Hartmann. L'ardeur du général Serret n'avait pas besoin d'être excitée. Plus tard, un Pétain sur Verdun saura mieux contenir la fougue admirable d'un Mangin. Le général de Maud'huy, commandant l'armée des Vosges, aurait voulu retarder l'opération ou obtenir un renforcement de moyens. Il quitta son commandement et fut remplacé par le général de Villaret. L'attaque pour élargir nos positions à l'Hartmann et menacer plus directement Wattwiller fut décidée. Elle serait donnée au premier jour de beau temps à partir du 1er décembre.

En réalité, le mauvais temps, — la pluie, la neige et la gelée rendant les transports plus difficiles, — la devait retarder jusqu'au 21. Dès octobre, le général Serret en prépara minutieusement l'exécution.

Le massif de l'Hartmann était couvert autrefois de hautes futaies, mais huit mois de combats et d'intenses bombardements avaient dénudé la région à l'ouest du sommet jusqu'à Silberloch, le sommet lui-même et les premières pentes, en sorte que les organisations ennemies avaient pu être repérées par observations terrestres et par photographies d'avions. Mais sur la croupe du Rehfelsen et celle d'Hirzstein à l'est, et sur leurs pentes, des rochers et des arbres dissimulaient mieux les emplacements et les défenses. Un travail de recherches patient et méticuleux, exécuté pendant la période de préparation, permit toutefois d'obtenir des précisions suffisantes pour que le tir de destruction de l'artillerie pût être envisagé et réalisé sans des difficultés essentielles. Cependant la nature du sol rocheux, les thalwegs très profonds et les bouleversements et entonnoirs rendaient la progression de l'infanterie et l'organisation du terrain conquis malaisées, sinon impraticables. Et puis, quel serait le temps?

L'attaque devait être menée par deux brigades, la 81e (colonel Goybet) et la 6e brigade de chasseurs (colonel Boussat), la 1re directement sur l'Hartmann et le Rehfelsen, de façon à dépasser la crête de 5 ou 600 mètres sur le versant opposé, la 2e sur l'Hirtzstein de façon à se relier à la brigade Goybet au collet du Sandgrubenkopf. Les unités de travailleurs furent renforcées (67e et 68e bataillons de chasseurs et deux compagnies du 57e régiment territorial) pour créer ou élargir les boyaux, aménager des chemins et des pistes, construire des abris et des postes de commandement, des dépôts de matériel et des postes de secours, transporter à pied d'œuvre des matériaux du service du génie, des grenades et des munitions. Les travaux offensifs proprement dits (tranchées et parallèles de départ, places d'armes et boyaux les reliant entre elles) furent accomplis par des unités prélevées sur les bataillons de première ligne, encore maintenus en arrière, et périodiquement relevés, qui eurent ainsi l'occasion de passer successivement sur le terrain et de se familiariser avec les lieux. L'avantage reconnu par l'expérience des combats antérieurs de placer les

premières troupes d'attaque en avant des barrages ennemis, dès avant l'entrée en action de notre propre artillerie, amena le général à créer pour un bataillon du 152e régiment au sommet de l'Hartmann, et sur la rive gauche du Sihl pour le 7e bataillon de chasseurs, des tranchées ou abris de combat immédiatement en arrière des unités de première ligne.

Qu'on se rende compte ainsi de l'extraordinaire effort de préparation exigé par une offensive à livrer sur un pareil terrain de combat! Cinq heures de marche au minimum séparaient les cantonnements de la vallée de la Thur de la région des attaques. C'était la période des jours les plus courts, et celle des mauvais temps et des brouillards. Pour éviter aux troupes de choc la fatigue avant l'assaut, il fallait pouvoir prendre son dispositif à l'avance. De là, dans une région boisée et montagneuse, l'importance de tenir en état les voies de communication. Au début de décembre, l'immense tâche était menée à bien. Mais la gelée et la neige retardèrent l'installation de deux mortiers de 370, d'une seconde batterie de mortiers de 240 et d'un mortier de tranchée de 340. Le transport de 1500 tonnes de munitions avait exigé 15000 journées de chevaux. Enfin le 14 décembre, l'infanterie était prête à entrer en action. Dans la guerre, comme dans la vie, l'attente est longue et la préparation pénible avant que sonnent les heures qui décideront, parfois si vite, de nos victoires ou de nos défaites.

Quel est, pendant cette période d'attente et de préparation, l'état d'esprit du chef? C'est encore lui-même qui nous le dira :

4 décembre. — « Il faut se promener d'autant plus que le mauvais temps éprouve davantage les travailleurs et inciterait tout le monde à se mettre à l'abri, en attendant la fin de la guerre sans rien faire pour la hâter. Alors, de temps à autre, je donne un bon coup de gueule, amical et violent, et avec quelques boîtes de cigares, je redonne un brin de gaîté à quelque chantier de travail en train de se relâcher.

« J'ai perdu beaucoup de temps, un peu pour faire envoyer poêle et charbon à de pauvres bougres que j'avais trouvés mangeant leur soupe tout à fait froide dans des abris où il y avait un pied d'eau.

« Je m'efforce que mon passage dans un secteur se traduise par une amélioration du sort des gens. De cette façon, on est

content de me voir, et ce n'est pas cependant ce qu'on peut appeler la recherche de la popularité, mais il y a tant de gens auxquels les ennuis personnels font oublier tout le reste que, par ces temps de chien, il n'y a pas de petits détails pour moi.

5 décembre. — « Il faut être très exigeant pour soi-même, c'est-à-dire chercher toujours à faire mieux. C'est ainsi qu'on fait des progrès et cela met le cœur en joie parce que la conscience est en paix.

« ... J'ai bien à travailler moi aussi, et suis rarement content de ce que j'ai fait ou obtenu. Il n'y a pas toujours beaucoup de ma faute, mais je tâche d'appliquer ce précepte que je trouve bon : *ne jamais rien reprocher aux autres, tant qu'on a la moindre chose à se reprocher à soi-même.*

16 décembre. — « Hier soir, en rentrant à 6 heures dans la forêt, le tableau était joli au possible. Des files de mulets rentrant dans la vallée après avoir monté aux troupes leurs ravitaillements; de petits camps un peu partout où les hommes mangeaient la soupe en racontant des histoires ou leurs réflexions. Je m'arrête souvent pour écouter ou causer avec eux. Dans la nuit, avec mon costume bleu et mon képi simple ou le casque, la plupart ne me reconnaissent qu'au bout d'un certain temps et ainsi causent plus librement. J'ai constaté une fois de plus combien ces gens-là font simplement leur devoir, avec calme, sans geindre, en hommes qui savent que cela ne peut être autrement et qu'il n'y a qu'à continuer jusqu'au bout... Tout cela, voyez-vous, ce sont des preuves de force, de confiance, de succès.

« Il faut avoir et propager cette foi obstinée qui est, en tout, le salut.

18 décembre. — « Ce matin, j'ai couru beaucoup. Vu un tas de bataillons différents, travaillant avec de bonnes figures. Je cause beaucoup avec eux. Ils sont en confiance. Braves types ! Quelle belle race nous sommes, — chevaux de pur sang, emballeurs ou rétifs parfois, mais avec des ressources inépuisables. On a de fortes et saines jouissances.

21 décembre. — « Je vais m'installer pour quelques jours sur les Hauts. Peut-être mes nouvelles vous arriveront-elles avec quelque retard... Je respirerai un air plus pur. »

Le général s'installe au camp Renié, sur les pentes du Molkenrain, qui est une hauteur en arrière de l'Hartmann et qui lui offre un bon observatoire. La 81e brigade et la 6e brigade de chasseurs ont pris leur dispositif : la première, entre le chemin forestier de Bonnegoutte et le Faux-Sihl ; la deuxième, entre le Faux-Sihl et le Ravin sans Nom. Dans chacun des secteurs ainsi définis, le commandement passe aux deux commandants de brigade et chaque bataillon d'attaque met en ligne le nombre de compagnies correspondant à son front de départ, les intervalles restant tenus par la garnison propre du secteur, dont les excédents sont refoulés latéralement dans les secteurs voisins. Enfin, les gros des brigades viennent occuper les camps, suivant un échelonnement, réglé de telle sorte que le dispositif d'attaque complet puisse être utilement pris dans un délai de trois heures sur un simple coup de téléphone. Il était, en effet, nécessaire, en raison de la rapide tombée du jour et de la durée prévue pour le tir de préparation (cinq heures), que ce tir pût être déclenché à neuf heures et demie du matin au plus tard, tous mouvements entièrement terminés.

Dans la nuit du 20 au 21, le général a donné l'ordre téléphonique : *Aujourd'hui exécution*, prévu par un ordre d'opérations du 18 décembre. Entre sept et huit heures du matin, le 21, toutes les troupes sont en place. Le temps, beau la veille et pendant la nuit, est devenu froid et brumeux ; une légère chute de neige masque les parapets des tranchées ennemies et souligne à l'artillerie ses objectifs. Mais les plus sages prévisions humaines se heurtent aux forces impondérables du destin. Les éléments, comme les dieux dans l'*Iliade*, vont combattre avec les hommes. Un soldat du 213e régiment a déserté, le 20 au soir, et l'on saura plus tard, d'après les dépositions des prisonniers, qu'il avait annoncé à l'ennemi la date de l'attaque. La trahison d'un misérable peut suffire à conduire à la mort ou à la captivité des centaines de camarades.

Vers neuf heures cependant, la brume disparaît en partie. Notre tir préparatoire s'ouvre à neuf heures un quart. Jusqu'à midi, la visibilité est bonne et permet de rectifier et préciser le tir, mais, à partir de midi, la brume revient et s'épaissit et la neige empêche toute observation. A une heure et demie de l'après-midi, une éclaircie permet d'assurer dans des conditions meilleures le tir de destruction. A deux heures et quart, la

dernière salve est tirée sur la première ligne et les batteries, continuant invariablement la même cadence, allongent leur tir par bonds successifs. A cette même heure, l'attaque se déclenche sur tout le front. Nos troupes de choc avaient peu souffert du feu de l'artillerie ennemie dirigé tout entier en arrière d'elles.

A ce moment, le vent souffle violemment et fait tourbillonner la neige. Un brouillard opaque obscurcit le champ de bataille. A gauche de la brigade Goybet, le 1er bataillon de chasseurs atteint les organisations ennemies et peut opérer son mouvement de conversion autour de l'Hartmann, mais la résistance est sérieuse au Rehfelsen qu'attaquent, sur la droite de la brigade, le 15e bataillon de chasseurs et deux compagnies du 27e régiment. Au centre, les trois bataillons du 152e régiment ont dépassé la crête de quatre ou cinq cents mètres, — cette crête qu'ils ne devront jamais plus repasser ; mais leur liaison est précaire, soit sur leur gauche, avec le 5e bataillon de chasseurs alpins, soit sur leur droite, avec le 15e bataillon de chasseurs alpins. Déjà, le commandant de la brigade doit faire appel à ses réserves.

A la 6e brigade de chasseurs qui opère à l'Hirtzstein, le 28e bataillon a franchi le ravin du Sihl avec une rapidité qui ne laisse pas aux flanquements ennemis de Wattwiller le temps d'intervenir et atteint d'un seul élan ses objectifs. Mais le 27e bataillon est arrêté sur le versant du Faux-Sihl par une fusillade partie de tranchées dont les défenses en fils de fer ne sont pas détruites. Seule la fraction d'extrême droite passe par une brèche contiguë au front du 28e et se porte sur le rocher d'Hirzstein. Le commandant de la brigade fait établir solidement la liaison entre les deux bataillons : le 27e s'efforcera de progresser de nuit pour prendre à revers les blockhaus ennemis.

Au soir du 21, notre attaque a donc réussi aux deux ailes et s'est arrêtée au centre. A notre gauche, le 5e bataillon et le 153e régiment ont atteint leur but et se sont installés à 300 mètres en contre-bas du sommet, sur le versant ennemi. A notre droite, le 28e bataillon entoure Hirzstein par l'est. Pourtant au centre, le 15e bataillon, malgré des difficultés et une résistance terribles, a fini par dépasser sur la croupe du Rehfelsen les premières organisations adverses et déborder le rocher par le sud. Seulement, nos disponibilités ont commencé d'être employées.

Le général Serret donne l'ordre de poursuivre l'attaque le 22, pour achever au centre notre conquête et relier plus étroitement ses unités. Mais l'ennemi a machiné la sienne que favorisera la tempête. Tempête qui enveloppera d'un brouillard épais le sommet de l'Hartmann, rendra inutiles les fusées signaux et les feux des appareils optiques, contraindra le commandant à se servir de coureurs, les liaisons téléphoniques permanentes n'ayant pu être maintenues. Les ordres ne pourront ainsi être transmis qu'avec de grands retards. L'artillerie allemande est entrée en action dans la nuit avec une violence extrême. Au petit jour, la contre-attaque, dirigée par l'arête du Siegelrucker, crève notre ligne entre le 5e bataillon et la gauche du 152e qui se trouve ainsi en flèche, et qui, bientôt, est coupé, l'ennemi étant parvenu, par la brèche ouverte, à atteindre le sommet de l'Hartmann. Le commandant de la brigade, pour le dégager, fait appel à ses réserves, trois compagnies du 23e régiment qui se forment dans nos tranchées de première ligne et tâchent à s'orienter dans le brouillard et à entrer en contact avec les bataillons aventurés du 152e. Mais comme elles se réunissent, une nouvelle attaque allemande surgit, qu'elles doivent enrayer, afin de déblayer le sommet et de réoccuper nos anciennes lignes. Le 5e bataillon, à notre gauche, pour résister de son côté, doit se replier sur la crête dite du Pain de sucre. A notre droite, le 27e bataillon de chasseurs achève sa manœuvre d'encerclement des blockhaus qui l'avaient arrêté la veille. Là, nous sommes les maîtres de l'Hirtzstein et de la Grande-Clairière. On n'a pas cessé de se battre dans l'ouragan et la neige, et le vent souffle contre nous, aveuglant nos hommes.

Dans la journée du 21, nous avions fait plus de mille prisonniers et balayé les pentes autour du sommet. Sauf l'arrêt du centre, notre attaque avait été couronnée de succès. Il suffisait d'atteindre notre objectif et fortifier ensuite notre ligne entre le rocher d'Hirzstein et le Fitztann devant le Rehfelsen et de consolider la liaison entre le 152e régiment et le 5e bataillon de chasseurs sur la cuisse gauche de l'Hartmann pour que nous fussions les vainqueurs de cette longue bataille livrée depuis des mois. La tempête avait donné à l'ennemi, connaissant à fond le terrain qu'il venait de lâcher, l'occasion d'une contre-attaque qui, profitant de notre ligne étirée, avait pris à revers le 152e régiment. Le chef de ce beau régiment perdu

(trois bataillons détruits ou faits prisonniers), le lieutenant-colonel Semaire, à la fin de son rapport, prend sa défense avec émotion : « Le 152e, dit-il, avait donné le 21 décembre un exemple magnifique d'élan et d'énergie. Il s'était montré digne de son passé et de sa réputation. L'événement déplorable dont il devait être le lendemain la victime ne peut entacher en rien son honneur militaire. Il avait prouvé la veille, une fois de plus, son mépris du danger, son esprit d'offensive, rempli une mission de confiance et remporté un succès considérable malgré les conditions les plus difficiles. Il avait fait à l'ennemi 700 prisonniers. Après un tel précédent, s'ajoutant à tant d'autres, on n'a pas le droit de supposer qu'une seule de ses unités ait pu se conduire le lendemain de façon moins honorable. La perte est cruelle, mais l'honneur est sauf. » Entouré dans l'épais brouillard, aveuglé par la neige qui tourbillonne, ses liaisons coupées, ses bataillons eux-mêmes isolés, trébuchant sur un terrain inconnu où il n'a pu encore organiser la moindre défense, que pouvait faire le malheureux régiment? Le colonel Semaire a raison de rappeler son beau passé, garant de sa fidélité. Quant au rapport du général Serret, il en sera question plus loin.

Du 23 au 27 décembre, il n'y eut, de part ni d'autre, aucune action d'infanterie. Le général Serret avait ordonné pour le 23 une attaque en vue de dégager les éléments du 152e dont quelques indices, — si incertains qu'ils fussent, — pouvaient révéler encore la présence au delà des lignes allemandes. La pluie et le brouillard épais qui durèrent toute la journée l'eussent rendue délicate, quand les renseignements reçus par radio allemand ne permirent plus aucune illusion sur le sort du régiment. Il fallait d'ailleurs remettre de l'ordre dans les unités et reconstituer des disponibilités. La 2e brigade de chasseurs (52e bataillon de chasseurs, 229e régiment d'infanterie et 2 bataillons du 23e régiment) releva la 81e brigade dans le secteur de l'Hartmann et dans celui du Rehfelsen. Et la 6e brigade de chasseurs tint du Faux-Sihl au Sihl avec les 27e et 68e bataillons de chasseurs, tandis qu'un bataillon du 23e régiment, les 12e, 7e et 11e (2 compagnies) bataillons de chasseurs constituaient les réserves de division. La ligne restait celle du 22 au soir, sauf une rectification à l'avant de l'Hartmann où le 5e bataillon, en se repliant, s'était adossé à un ravin.

A partir du 25, l'activité de l'infanterie ennemie ne laisse plus de doutes sur sa volonté de reprendre la lutte. Ses pertes et notre solidité l'ont empêché de profiter immédiatement du succès de sa contre-attaque du 22. Mais il prépare sans nul doute un nouvel assaut : des batteries inconnues se révèlent, et le bombardement sur tout le front revêt une violence inouïe. Fidèle à sa tactique, le général Serret le devancera, et, le 28, c'est lui qui reprendra l'offensive.

La fête de Noël s'est passée dans cette tempête de fer et de feu. Mais il a griffonné pour les siens quelques lignes où l'on retrouve son moral intact :

25 décembre. — « Noël! Noël! Depuis quatre jours, je me bats. J'ai donné au Boche une forte pile. Il a riposté avec quelque succès. Ce n'est pas fini.

« Avec cela, boue, pluie, neige, vent. Bref, je suis dans un poste de commandement au-dessus duquel passent les marmites. Cela me rappelle les beaux jours d'Ypres et me rajeunit. C'est la lutte ardente, l'action. Dépense d'énergie. Mais vous savez, j'en ai à revendre... »

Le 26, au camp Renié, sous les marmites en effet, le général rédige tranquillement son rapport sur les journées des 21 et 22 décembre. Rapport unique que je citerai en partie et dont je soulignerai le ton de franchise magnifique et le calme qui révèle l'homme supérieur. Rapport qu'il interrompt fréquemment pour donner ses ordres ou veiller par lui-même à leur exécution.

« Il me paraît indéniable, écrit-il à propos du 152e régiment, que le 152e, après sa brillante attaque et même en portant toutes ses unités en ligne, s'est trouvé très étiré et a manqué de profondeur, de même que ses voisins, le 5e bataillon et le détachement du 23e régiment. Il y a là le résultat d'une erreur initiale qui peut m'être imputée : insuffisance des effectifs d'infanterie par rapport au front à atteindre et aux réactions immédiates à prévoir. Malgré cet événement, les communications latérales et avec l'arrière n'ont pas cessé d'exister. Les détachements de travailleurs ont pu, toute la nuit, porter son matériel à la 1re ligne. Jusqu'au matin le lieutenant-colonel Semaire n'a cessé d'être en liaison avec ses commandants de bataillons et a pu, à juste titre, n'avoir aucune inquiétude sur la situation. Le craquement et l'effondrement

de toute la ligne du 152e proviennent évidemment de l'absence de réserves en arrière de la ligne de feu. Un bataillon du 23e avait été mis, le 21 au soir, à la disposition du colonel Goybet comme réserve de brigade. J'ai eu le tort de ne pas spécifier que ce bataillon devait être posté, au plus vite, immédiatement derrière le 152e, en avant des barrages ennemis, comme avait été placé le dispositif d'attaque et j'ai été surpris d'apprendre, au cours de la matinée du 22, que le gros de ce bataillon était encore au camp de Pierres. Mais il faut considérer que l'étendue du front de la 61e brigade pouvait nécessiter l'intervention de cette réserve soit sur le front nord, soit sur les pentes sud, et qu'il eût été peut-être prématuré de la coller *a priori* au centre du front.

« En résumé, personne ne s'est étonné de la grandeur de la tâche et n'a douté un instant du succès. Les excellentes troupes engagées n'ont pas songé un seul instant à se trouver aventurées et à crier au secours. Cet excès de confiance et de calme a permis à une riposte ennemie préparée et menée avec des forces nombreuses de submerger les unités fatiguées et étirées du 152e et de ses voisins. L'enseignement à tirer de cette malheureuse affaire est que, derrière un front d'attaque aussi étendu, un effectif égal aux troupes d'attaque est immédiatement nécessaire derrière le front, sans préjudice des relèves ultérieurement nécessaires. J'ai eu le tort de ne pas m'en rendre compte d'avance. Je n'ai point trouvé d'autre erreur grave commise sous mes ordres. »

Ce rapport, le dernier du général Serret, est adressé à la VIIe armée, l'armée des Vosges. Je ne crois pas que beaucoup de chefs, à la suite d'un revers, aient écrit de cette encre. Celui-ci prend à son compte toutes les responsabilités, loin d'en décliner aucune. Il se charge de toutes les fautes, s'il y en eut de commises. Il n'invoque, pour se couvrir, ni le temps qui fut une des causes les plus évidentes de l'encerclement du 152e, ni l'avertissement donné la veille à l'ennemi par un déserteur, ni l'insuffisance des moyens dont il disposait et dont le commandement des armées de l'Est aurait pu être averti par notre échec devant Saint-Mihiel le jour de Pâques 1915, et par tant d'autres offensives limitées qui sur son front n'avaient pas donné, tant de fois au cours de l'année, des résultats appréciables, ni le commandement des brigades maîtresses de leur

action sur le terrain, ni celui des unités engagées, ni la fatigue ou la surprise de ses hommes dont il n'accepte pas de douter. Joffre, après les premières et terribles journées du drame de Verdun à la fin de février 1916, Foch, après le franchissement de l'Aisne le 27 mai 1918, accepteront pareillement les faits accomplis.

Un capitaine de cavalerie anglaise, pendant la guerre du Transvaal, a été envoyé en éclaireur avec son escadron. Il a trouvé les Boërs installés sur une position où on ne les attendait pas. Cette surprise contrarie tous les plans du commandement. Au retour, comme il rend compte de sa mission, il est fort mal accueilli et il prend congé du grand chef avec ces mots: « Ma responsabilité finit avec mon rapport... » Cette histoire qui sue la vérité est racontée par Rudyard Kipling dans *le Chemin qu'il prit*. Le petit capitaine obéira, si le grand chef, malgré son rapport, ordonne la marche en avant. Mais la responsabilité du chef commence exactement où finit celle du subalterne. La plus haute marque d'un chef est de savoir prendre ses responsabilités et de ne pas se défiler derrière ses subordonnés. La gloire d'un savant, celle d'un écrivain, d'un artiste sont personnelles. La gloire d'un général est différente. Elle ne s'adresse pas qu'à lui. Elle contient, avec lui, tous ceux qui ont contribué à ses victoires, et spécialement ses hommes. Par cela même, elle est plus vaste, plus étendue, mais elle oblige aussi davantage. Elle ne permet pas l'égoïsme, elle appartient à tous. Ce même 28 décembre, un capitaine de chasseurs, Ferdinand Belmont, est tué à l'Hirzstein. Dans ses lettres à ses parents, il écrivait : « Vraiment, j'éprouve souvent pour mes hommes une admiration profonde en considérant le mérite qu'ils ont à mener, sans se plaindre, loin de leurs foyers et de leurs familles, cette existence humble, effacée, presque impersonnelle, à accepter sans révolte, et même avec bonne humeur, d'être les véritables instruments de la victoire, tout en restant dans l'ombre et dans l'oubli. » Mais ces hommes-là, — et leurs descendants, — ont besoin qu'on leur parle. Il faut qu'ils respirent une atmosphère de fierté, de noblesse, de grandeur, de confiance française. Un général Serret qui prend sur soi le destin de son armée est un grand professeur de cette école de la guerre de qui dépendent toutes les Écoles de guerre.

Le général Serret, nullement abattu, va reprendre, dès le

28 décembre, l'affaire de l'Hartmann en recommençant d'attaquer. Nul doute que, survivant, il ne l'eût menée à bien. Ni son énergie ni sa confiance ne sont atteintes. Il donne dans les difficultés sa mesure et sort grandi de l'épreuve. La sagesse d'un Joffre ne s'y fût pas trompée : quel rôle n'eût-il pas joué à Verdun, quel entraîneur d'hommes et quel organisateur de terrain n'eût-il pas été sur les collines sacrées? Le chef et l'homme intérieur ne font qu'un. *Ne jamais rien reprocher aux autres, tant qu'on a la moindre chose à se reprocher à soi-même*, écrivait-il à sa femme. Son rapport est l'illustration de cette maxime. Précédemment, il écrivait encore : *Quand on a à choisir entre deux devoirs, ne pas hésiter, remplir le plus pénible.* Il ne s'est jamais dérobé devant la vie, il ne se dérobera pas devant la mort.

Le 27 décembre, à six heures du soir, ayant quitté le camp Renié au Molkenrain pour se rapprocher encore du terrain de son attaque prochaine, il adresse à son foyer cette dernière lettre :

6 h. soir, 27 décembre 1915. — « Je suis dans un poste de commandement, dans la montagne, la forêt et surtout la boue.

« On tire le canon, on en reçoit des coups. Preuve, mon cheval en a reçu un éclat ce matin. Mais ça ne fait rien, on a le sourire. On tape sur le Boche et vive la France ! Au moins, c'est la guerre. Le Boche m'a repris une partie de ce que je lui avais pris, mais je tiens le reste solidement, j'espère.

« ... Ceux qui ont la peine au cœur peuvent encore trouver du bonheur dans la foi et le sacrifice.

« La foi, dans son sens général, c'est le secret de bien des choses. Vous rappelez-vous ces jolis vers :

Soyez ingénument ces pèlerins sublimes
Qui s'en vont, ne doutant jamais,
Et suivez, éperdus, dans votre amour des cimes
Ceux qui montent vers les sommets.

« Nous grimpons, en haut, en haut, toujours plus haut! Avec un idéal élevé on ne doute jamais de rien.

« Je voudrais que toute la France ait la même foi que moi... »

C'est une sorte de testament. Il va mourir dans un acte de foi. Foi dans son idéal divin, et foi dans les destinées d'une

patrie à qui il donnera, comme un maréchal Fabert, ce qu'il a de plus cher au monde, sa vie et le cœur des siens.

LE TÉMOIGNAGE DE LA MORT

A la suite du repli de la ligne autour du sommet de l'Hartmann, et faute des troupes disponibles pour reprendre l'attaque, il ne pouvait être question de donner suite au projet d'englober en entier la croupe du Rehfelsen et de pousser jusqu'au collet du Sangrubenkopf. Mais il fallait fortifier les positions conquises autour d'Hirzstein. Une reconnaissance personnelle du général dans la région du Faux-Sihl le convainquit de la nécessité de porter la ligne de défense de la rive gauche du Faux-Sihl à contre-pente sur le versant sud-ouest de la croupe du Rehfelsen. Le 12e bataillon de chasseurs fut chargé de l'attaque dans la journée du 28.

La nuit du 27 au 28 fut extrêmement agitée. L'ennemi ne cessait pas de bombarder et, du côté du Rehfelsen, son infanterie avait tenté deux fois de sortir des tranchées. Le 12e bataillon, néanmoins, était en place à l'heure fixée, mais les communications téléphoniques étaient interrompues d'une part entre les observateurs avancés et les commandants de batterie, d'autre part entre ces derniers et leurs unités. Les liaisons étant rétablies, l'opération fut décidée pour midi 50 : deux heures dix de tir de destruction; puis à trois heures de l'après-midi, départ des chasseurs sur les deux rives du Sihl. Malgré des réseaux électrifiés mal détruits et des contre-attaques sur la droite, les objectifs sont atteints, mais il faut envoyer des renforts. Les chasseurs ont fait plus de 200 prisonniers.

A la même heure, au Rehfelsen, l'ennemi sort de ses tranchées et attaque sur le 23e régiment qui le repousse, mais après une lutte opiniâtre, car des éléments se sont introduits au centre des bataillons de gauche. Vers huit heures du soir, avec l'aide des compagnies de soutien, la ligne est reformée. Le général reconstitue dans la nuit du 28 au 29 ses réserves de division avec deux compagnies du 11e bataillon de chasseurs appelées au camp Renié.

Le 29, après une matinée relativement calme, le bombardement ennemi prend une intensité qui dépasse encore celle des jours précédents. Les compagnies du 12e bataillon de chasseurs,

dont l'organisation sur le terrain gagné est après une seule nuit restée forcément précaire, en éprouvent de lourdes pertes. Cependant l'infanterie allemande ne sort pas de ses positions. La partie qui se joue est si grave que l'adversaire hésite et redoute la continuation de nos attaques. Il se terre dans ses trous et compte sur son déluge de feu pour nous déloger. Son succès du 22 ne l'a pas enhardi. Les prisonniers du 152e ne l'ont pas rassuré sur la qualité de nos chasseurs et de nos fantassins. Ses hésitations qui nous furent si favorables dans la suite de ces dures journées sont dues incontestablement à l'ascendant moral qu'a pris sur lui le général Serret au cours d'une année de commandement et dont son offensive du 28 porte encore témoignage.

Cependant le général Serret est blessé à mort dans l'après-midi du 29 décembre. Un article célèbre de Maurice Barrès, publié un an plus tard dans *l'Écho de Paris* et qui fait partie de l'admirable *Chronique de la Grande Guerre*, a raconté dans ses détails les circonstances de cette mort. Barrès avait puisé les éléments de son récit dans la relation écrite sur place et au jour le jour, pendant les événements, par le sous-officier Chabrières, porte-fanion du général. Pour les nécessités du journal il avait été amené çà et là, rarement, à quelques suppressions, et le porte-fanion Maurice Chabrières avait désiré que son nom ne fût pas cité. Ce témoignage unique, le voici intégralement. Je n'y ajouterai aucun commentaire : lui seul peut ici prendre place et nous livrer les dernières heures de cette noble vie, les derniers battements de ce cœur :

29 décembre 1915. — « Pendant toute la nuit le bombardement de nos positions a continué : notre artillerie répond coup pour coup ; nous sommes sous la trajectoire de nos pièces et des pièces ennemies. Un certain nombre d'obus tombent sur notre camp sans nous faire, heureusement, trop de mal.

« Le général passe sa matinée avec ses officiers d'état-major dans sa cagna. Il déjeune à 12 heures. A 13 h. 30, il me demande. Le général a déjà pris place en auto ; je saute à côté du chauffeur ; nous partons pour les « bains douches » où nous arrivons vers 13 h. 45. Il passe des obus qui démolissent quelques arbres.

« Nous partons à pied pour l'Hartmann *vid* le camp Renié.

C'est la soixante-sixième fois que nous y montons ensemble depuis février 1915.

« Le général me parle tranquillement tout le long du chemin; il est calme et ne paraît pas inquiet. Il dit en passant à des soldats de refaire le talus de la route qui avait été abîmé par le bombardement, et de disposer, en plusieurs tas séparés, des torpilles et des grenades, afin d'éviter qu'un seul obus ennemi puisse les faire sauter toutes en même temps.

« Nous passons le cimetière de Renié, le mur de pierres sèches, et descendons dans le Faux-Sihl, par le boyau. La fusillade vers le Rehfelsen est assez vive, il arrive pas mal de balles perdues. Le tir de l'artillerie ennemie est trop long, les obus tombent sur les pentes à 100 mètres en arrière. Le ciel est couvert, il tombe par moments une pluie fine, presque de la neige; nous pouvons cependant apercevoir de temps en temps la plaine.

« Après avoir traversé le Faux-Sihl (petit torrent coulant au fond d'un ravin), nous prenons le boyau qui mène au sommet, et le suivons jusqu'à la cagna du colonel du 23e de ligne, à environ 150 mètres de la première ligne. Nous y arrivons vers 14 h. 15.

« Le général entre chez le colonel. Je reste dans le tunnel qui précède la cagna, avec les téléphonistes. L'abri est à l'épreuve des gros éclats, mais un obus percutant y entrerait comme chez lui.

« Je constate que les obus boches qui tombaient un peu partout sur les flancs et le sommet, se dirigent maintenant plus spécialement sur le boyau que nous avons pris pour venir et que nous devrons prendre pour retourner. Vers 17 heures, le général sort de l'abri, accompagné par le colonel et l'officier d'ordonnance de ce dernier. Le colonel fait observer que le boyau n'est pas praticable. Le général se tourne vers moi et dit : « Qu'en pensez-vous, Chabrières? — Mon général, nous ne pourrons pas passer. — Je vais attendre dix minutes », — et il est rentré dans l'abri avec le colonel. — Le tir de l'ennemi se concentre de plus en plus sur le boyau ; des pièces de plusieurs calibres y participent : cela devient un tir de barrage sur la partie du boyau du Faux-Sihl strictement limitée par le torrent et le mur de pierres sèches, sur une longueur d'environ 300 mètres. Tous les obus sont percutants. Je compte

les arrivées (45 à 52 arrivées à la minute). Nous sommes bien placés pour observer le tir, puisqu'il a lieu à 300 mètres de nous, sur le versant opposé à celui que nous occupons.

« Au bout de dix minutes, le général, accompagné du colonel, sort de nouveau. Il me demande, tout en regardant le boyau marmité qu'il doit traverser, si le bombardement est toujours aussi intense : « 45 à 52 obus à la minute », lui dis-je.

« Le colonel : « Mon général, il est imprudent d'essayer de passer ».

« Le général : « *Il faut que je passe.* »

« Et s'adressant à moi : « Chabrières, nous en avons vu bien d'autres. J'ai foi en mon étoile. »

« Il serre la main du colonel et part en courant. Le boyau descend; en quelques secondes, nous sommes au fond du ravin. Le général saute le torrent, se courbe un instant sous une rafale, puis se relève pour faire un bond en avant de 30 mètres. Le boyau monte très fortement entre les rochers. Nous allons moins vite. Le général fait trois bonds successifs; au moment où il venait de se relever pour en faire un quatrième, une rafale arrive sur nous et il tombe en arrière en me disant : « Je suis touché. » Je m'accroupis auprès de lui et j'aperçois à quelques mètres de nous une excavation creusée dans la paroi de la tranchée.

« Mon bras et ma main droite sont immobilisés par des éclats qui m'ont frappé en même temps que le général; c'est peu de chose. Je propose au général d'aller dans l'excavation, et je l'aide à ramper. Malgré sa blessure à la jambe, il a l'énergie de m'aider à le traîner. Il essaie d'entrer dans l'excavation, étendu sur le dos et les jambes en avant. Je m'asseois dans la tranchée contre le mur qui fait face; je le pousse en appliquant mes pieds contre les épaules, puis je me glisse à côté de lui. L'abri dans lequel nous sommes a environ 1 m. 60 de long et 1 m. 30 de large. Il n'est pas suffisamment haut pour que je puisse rester assis par terre sans me courber. L'entrée est si étroite, qu'étendu sur le dos, le général a dû replier un bras, pour faire passer les épaules; sur nous il y a deux mètres de rochers et de terre. Nous sommes à l'abri des gros éclats.

« Le général a perdu et perd beaucoup de sang; la plaie coule par intermittence. Je comprime l'artère fémorale avec la main gauche et la perte de sang s'arrête. Le général ne se plaint

pas. Il me dit : « Dès qu'un soldat passera, vous lui direz de se rendre au premier poste téléphonique et de faire prévenir le poste de commandement que le général de division est blessé, et que le commandement passe au colonel Sicre. » Puis : « Maintenant, ma famille : vous direz à ma femme que mes dernières pensées sont pour elle, pour ma fille, pour la France ; — j'ai l'artère fémorale sectionnée, je suis gravement blessé. »

« Depuis le moment où le général a été frappé jusqu'à celui où il a été installé dans l'abri, il a perdu beaucoup de sang. Je propose de serrer la jambe avec mon ceinturon ; mais, après avoir réfléchi un instant, le général me dit tranquillement que, tout compte fait, il ne faut rien changer à ce que nous faisons.

« Le bombardement n'a pas diminué d'intensité. La tête du général est presque dans l'ouverture de l'abri et, à différentes reprises, les éclats s'incrustent dans les rondins qui en soutiennent l'entrée. Le général dit, en les entendant : « Passez, muscades. » Il est toujours étendu sur le dos, ses pieds appuyés contre la paroi du fond de l'abri. Malgré la douleur que ce mouvement lui fait éprouver, il consent à plier sa jambe blessée de façon à ce que sa tête et ses épaules puissent un peu avancer. Son casque de tranchée lui sert d'oreiller, et mon casque de dragon lui couvre la tête.

« Je lui dis : « Mon général, vous devez beaucoup souffrir. »

« Il me répond : « Il y a une belle pensée dans l'*Imitation de Jésus-Christ* : « Si vous ne pouvez souffrir avec joie, souffrez tout au moins sans vous plaindre. » Et il ne s'est pas plaint.

« Le bombardement du boyau est toujours aussi intense ; un obus éclate si près que le déplacement d'air déplace le général et me renverse, quoique assis. Le général me demande si l'hémorragie a repris pendant que j'ai lâché sa jambe. Je lui dis que non.

« Il est maintenant dix-sept heures quarante-cinq ; personne n'a pu encore passer, et pourtant c'est le seul boyau qui mène à l'Hartmann et au Rehfelsen. La fusillade boche est vive. Une marmite éclate de nouveau si près de nous que mon casque est enlevé de la tête du général. Il le remet tranquillement lui-même. Nous sommes à 200 mètres du Boche.

« Le général a les yeux fermés ; je lui embrasse la main. Il ouvre les yeux et me dit : « J'ai la foi », puis : « Je me repose. »

« La canne du général est restée au fond du boyau, devant l'abri. Enfin! un homme passe, il se baisse pour la ramasser. Je lui crie que c'est la canne du général Serret et de m'écouter. Tout d'abord, il ne veut pas me croire, mais je le mets au courant, je lui transmets l'ordre du général en lui disant de nous envoyer d'urgence un médecin et des brancardiers.

« Dix minutes plus tard un médecin arrive. Dans notre abri, il fait presque nuit; je prends ma lampe électrique et j'éclaire la plaie. Le major qui a sa trousse chirurgicale et des pansements, coupe la culotte et soigne la plaie. La blessure est dans la cuisse droite, à environ 5 centimètres au-dessus du genou qu'elle traverse pour aboutir au haut du mollet. Le major donne l'assurance au général que l'artère n'est pas sectionnée et que tout danger d'hémorragie est écarté.

« L'officier d'ordonnance du colonel du 23e arrive; il se penche à l'entrée de notre abri et parle au général qui lui dit : « Rejoignez vite votre poste. Ne restez pas ici, c'est un endroit inhospitalier. »

« Le bombardement est moins intense; deux brancardiers arrivent avec un brancard; ils se mettent dans un abri à quelques mètres de nous.

« Il est 16 heures; les arrivées sont moins nombreuses. Nous proposons au général, qui accepte, de le transporter au poste de secours de Renié. Il risque d'être fauché par un nouvel obus; mais, de l'avis même du médecin, il est urgent qu'il soit soigné. Nous le mettons sur le brancard, il fait presque nuit. Nous avons 400 mètres à faire; il nous faut plus d'une demi-heure pour les franchir, car le boyau est complètement catastrophé; les roudins de soutien l'obstruent. Nous ne pouvons pas passer hors du boyau, à cause de la fusillade qui est vive.

« Nous arrivons enfin à l'ambulance du camp Renié. Le casque du général a roulé sur le brancard; un infirmier le place sur sa tête. Le général lui dit : « Pas comme ça : les étoiles en avant... toujours. » Puis, comme le major quitte deux chasseurs blessés pour se porter vers lui : « Veuillez soigner d'abord ces deux chasseurs; je ne passerai qu'à mon tour. »

« Pendant l'exploration de la plaie et le pansement, le général ne s'est pas plaint. Il a même parlé aux médecins sur un ton naturel, leur demandant des détails sur sa blessure, comme

s'il s'était agi d'un autre; quand ils lui demandaient ce qu'il désirait, il leur répondait de faire leur devoir de soldat et de médecin, qu'il s'en remettait à eux, et que la crainte de le faire souffrir ne les empêchât pas de nettoyer à fond sa plaie. A partir du moment où il fut blessé, le général m'a dit plusieurs fois que ce qu'il craignait le plus, c'était l'infection.

« On lui fait une injection de sérum anti-tétanique. Avant de repartir, le général prend une tasse de thé. Il me dit de télégraphier à Mme Serret pour lui annoncer qu'il est blessé et la prier de venir. Il ajoute : « Vous savez, Chabrières, ma femme est énergique; c'est une Française : vous pouvez lui dire la vérité. » Il insiste pour que je fasse panser mon bras. Nous transportons le général du poste de secours aux bains douches. Les obus tombent plus loin. Il fait nuit; nous avançons péniblement à cause des mulets et des hommes porteurs de matériel qui nous croisent sur le sentier qui est étroit. Le général me dit qu'il veut s'arrêter à son poste de commandement pour serrer la main à ses officiers d'état-major et qu'il a à leur parler. Il me dit aussi qu'on a raison de prescrire dans les règlements que les brancardiers ne doivent pas marcher au pas; — puis : « Je comprends maintenant que les blessés aient si soif ! » Il nous faut quinze minutes pour arriver aux « bains douches » où nous attend une ambulance américaine qui s'est proposée volontairement. On installe le général dans l'auto; il prend du thé. La nuit est très sombre. Je m'assieds auprès du chauffeur, le major monte auprès du général. — La route est étroite; les mulets, le ravitaillement l'encombrent; il est interdit d'allumer une lanterne. Pourtant, les fusées lumineuses qui partent des tranchées nous éclairent un peu.

« Nous nous arrêtons au poste de commandement. Le général prend du thé et s'entretient quelques minutes avec ses officiers d'état-major : le colonel Sicre, le commandant Guinard et le capitaine Pelliot (tous deux tués depuis). Le général est mis dans une voiture d'ambulance française mieux suspendue.

« Deux routes s'offrent à nous pour aller à Moosch : l'une est plus courte que l'autre. C'est par la longue qu'on doit descendre. Je dis au conducteur de prendre la plus courte; le général m'entend, il me fait appeler et me dit que l'ordre est applicable à tout le monde.

« Il me semble que nous n'arriverons jamais à Moosch, et

depuis le début, je n'ai qu'un désir, c'est que le général soit vite installé dans un lit d'hôpital. Le major demande au général s'il désire aller à l'ambulance 3/98 à Moosch ou à l'ambulance alsacienne à Saint-Amarin. Il répond qu'il veut suivre le règlement.

« Nous arrivons donc à Moosch. On porte directement le général à la salle d'opération. On l'endort. L'opération dure plus de 40 minutes. Le général met longtemps à reprendre toute sa connaissance, la jambe est dans un plâtre, deux drains traversent le genou.

« Nuit calme. Le général dort peu; il ne se plaint pas. Moosch est bombardé pendant la nuit.

30 décembre 1915. — « Après le pansement du matin, les médecins ne paraissent pas inquiets; à 13 heures, il y a consultation. Les médecins disent au général que l'amputation peut devenir nécessaire. Il leur répond à peu près ceci : « Je crains l'infection; si vous croyez devoir me couper la jambe, faites votre devoir; je suis en dehors de la question. » A 14 heures, on décide de couper la jambe. Le général se confesse à l'abbé Cabanel, aumônier de la division, et reçoit la sainte Communion.

« Je l'accompagne à la salle d'opération. Il me dit : « Ne soyez pas ému, Chabrières; vous voyez que je ne le suis pas. » Il demande à l'abbé Cabanel de placer sous sa tête la photographie de Mme Serret et de sa fille. Au moment où on va lui mettre le masque, il demande à la sœur Ignace de lui arranger les moustaches. « Je veux mourir en beauté. »

« L'opération dure une heure et demie. Quand le général redescend, il a toute sa connaissance. Il m'aperçoit, me serre la main et me dit : « Ce n'est pas si terrible que ça de se faire couper la jambe; » — puis, apercevant un de ses capitaines : « Venez ici; je veux vous serrer la main. »

« Le général a dormi une partie de la nuit. Moosch est de nouveau bombardé légèrement.

31 décembre 1915. — « Le général a reçu la cravate de commandeur. Je l'ai embrassé après la cérémonie.

« Mme Serret et sa fille arrivent en auto vers 17 heures, accompagnées du médecin d'armée.

1er janvier 1916. — « Le général a beaucoup de fièvre. J'ai quand même confiance.

2 janvier 1916. — « Toujours de la fièvre.

3 janvier 1916. — « Le général va légèrement mieux ce matin. Apprenant que je vais à Wesserling, il me dit de prier le lieutenant de G. (qui s'occupe de ses chevaux) de liquider son écurie, mais de conserver sa jument de pur sang et de la dresser pour le cas où il pourrait remonter à cheval!

4 janvier 1916. — « Je vais, sur la demande de Mme Serret, chercher à Urbis le docteur T. Il découvre un abcès dans la plaie, l'opère, et la fièvre baisse un peu dans la soirée.

« Moosch reçoit plusieurs bombes et obus dans la journée. Sœur Ignace est tuée en allant voir une de ses amies blessée le matin...

« Le général fait appeler le médecin chef de l'ambulance pour lui demander de le faire évacuer, s'il pensait que sa présence était cause du bombardement de l'hôpital.

6 janvier 1916. — « Le général nous a quittés ce matin à 7 h. 15; il n'est pas mort, parce que son souvenir et son exemple vivront... »

PAROLES DE VIE SUR UNE TOMBE

Quand on sut le général blessé, nos trois vallées alsaciennes connurent l'inquiétude. On abordait ceux qui paraissaient venir de Moosch pour obtenir des nouvelles. Et bientôt on connut qu'il n'y avait plus d'espoir. Cependant le canon tonnait toujours sur l'Hartmann, la bataille n'était pas finie : à la tristesse de ce deuil prochain s'ajoutait l'angoisse de la menace ennemie.

Cependant Paris était déjà informé. Ces derniers jours de décembre (1915), Edmond Rostand qui, de son séjour à Wesserling, au quartier général de la 66e division, devait rapporter l'inspiration de son *Vol de la Marseillaise*, — ce *Vol de la Marseillaise* qu'il publia dans la *Revue* le 1er février 1917 et qui nous montre les douze victoires, immobiles autour du tombeau de l'Empereur aux Invalides, se réveillant pour accueillir leur sœur, la Marne, — Edmond Rostand envoyait ses vœux de fin d'année au général et le suppliait de le prendre, de l'employer en Alsace et, comme sa lettre allait partir, il recevait la nouvelle mauvaise, et ajoutait un post-scriptum :

A Monsieur le général Serret

Décembre 1915.

Mon général.

Recevez mes vœux ardents. Je repense avec émotion aux heures de Wesserling, à la joie puissante que j'éprouvais d'être parmi vous, à vos paroles étincelantes et fières.

Que ne puis-je vivre en Alsace à côté d'un homme comme vous!... Avez-vous, pour l'administration, besoin d'un secrétaire? Que j'aimerais à m'occuper de la reconquête pacifique de certaines âmes, encore un peu déconcertées là-bas!

Pas de jour que je ne me sois souvenu de ces bonnes et réconfortantes minutes que je vous dois! Je tenais à vous l'écrire ces jours-ci.

Vous m'avez prouvé avec grâce que vous aimiez, et même saviez par cœur les poètes, et ne les jugiez pas trop inutiles : accueillez donc ma sympathie, mon amitié, mon admiration, mon souvenir!

Tout vôtre,

Edmond Rostand.

P.-S. — 1er janvier 1916. — Mon général, je venais de vous écrire la lettre ci-jointe quand, demandant au ministère votre adresse, j'ai été bouleversé d'apprendre ce qui vient de vous rendre plus glorieux encore et plus cher à la France. Alors, mon général, permettez-moi de vous embrasser respectueusement. Si j'étais auprès de vous, je sais que, d'un mot d'alacrité sublime, vous m'auriez consolé... Mais je sais aussi que bientôt vous servirez de nouveau de façon éclatante. *Personne* ne le souhaite si passionnément que moi. Si vous aviez besoin maintenant, et pendant votre convalescence, d'un secrétaire dévoué, vous n'avez qu'à m'appeler, ce me serait bien doux. Si vous vouliez aller achever de vous remettre dans le Midi, ma maison de Cambo vous appartient. Tenez-moi, désormais, pour votre admirateur enthousiaste et pour votre serviteur.

E. R.

Ce poète qui offre sa maison et sa personne au blessé, n'a passé que quelques jours dans la compagnie du général Serret. Mais, comme Barrès, qui écrira *la Mort du chef*, il n'a pas eu

besoin d'une longue fréquentation pour reconnaître l'étoffe supérieure de l'homme, son mélange de charme et de force, son prestige moral, son autorité, sa vertu d'animateur.

Quand sa mort fut connue, le 6 janvier (1916), la vallée ne fut qu'une famille réunie dans le même deuil. Ce général, tué à quarante-huit ans, — l'un des plus jeunes de l'armée, — devenait le Marceau de la Grande guerre. Son corps fut enseveli au cimetière de Moosch.

Le cimetière de Moosch est adossé à la pente d'un petit mamelon dénudé à forme conique, minuscule contrefort qui se détache de la chaîne de l'Hartmann. Lui-même dessine un triangle régulier. A l'angle supérieur du tertre, est planté un grand mât qui porte un immense drapeau tricolore. A l'ombre de ce drapeau que le vent déroula pendant la cérémonie, repose le général Serret, au milieu des autres tombes, dont la plupart portent des noms de chasseurs et qui se pressent, alignées, en ordre, comme si elles montaient à l'assaut. Il semble commander, comme son armée, l'assemblée des morts.

Le général de Villaret, commandant l'armée des Vosges, vint présider aux obsèques. Des discours qui furent prononcés, je relève dans celui de l'abbé Cabanel, aumônier de la 66e division, qui fut l'ami et le confesseur du général Serret, ces souvenirs. Quand l'aumônier rejoint le blessé à l'ambulance, il lui reproche affectueusement sa bravoure légendaire : — « N'avez-vous pas tenté Dieu? » — Mais le général se défendit d'avoir été inutilement téméraire. Sa présence était nécessaire ailleurs, il fallait qu'il franchît le barrage. Et puis il demanda la confession et la communion avant de se livrer au chirurgien. Après l'opération qui l'avait amputé d'une jambe, l'aumônier lui dit : « Le cœur et le cerveau suffisent à servir la France, quand on ne peut plus marcher pour elle... » Quoique très affaibli, le général répondit d'une voix forte : « Je la servirai jusqu'à mon dernier souffle. »

L'aumônier protestant, le pasteur Monnier, qu'il estimait et aimait, voulut aussi honorer sa mémoire. « Nous nous souviendrons toujours, dit-il, de cette belle matinée de juillet où il est venu s'asseoir dans notre chapelle à l'occasion de la Fête nationale. Lui, le catholique fervent, il avait voulu donner un témoignage de sympathie à la tradition de fidélité à la France que cette maison a toujours représentée... » Et plus

loin, il explique à merveille la foi d'un Serret dans la vie et dans la mort : « Le Christ apparaît sous des aspects différents, suivant le caractère de ceux qui le prennent pour Maître. Chacun de ces aspects correspond à une part de son être dont aucune méditation individuelle ne peut épuiser l'intégralité. Il y a le maître doux et humble de cœur, le prophète qui, sur la montagne des Béatitudes, a glorifié les débonnaires, les miséricordieux, les pacifiques. Il y a aussi le Héros, l'Être qui a porté l'effort humain à son paroxysme, le prédicateur de sacrifice qui a proclamé que, pour le suivre, il fallait « haïr » tout ce que l'on avait aimé, et sa propre existence d'abord. Il y a le Martyr qui, du don de soi, a fait sortir la vie. C'est devant Celui-là que notre chef s'était incliné, devant l'Homme de Douleurs. Et il n'était pas venu, comme tant d'autres, au déclin de la vie, apportant les misérables restes des dons reçus naguère de Dieu, mais galvaudés au service du siècle. Il s'était consacré au Christ dans l'épanouissement de son admirable personnalité. Il avait apporté au Roi des âmes tout ce qu'il avait, et il avait tout : l'intelligence la plus vive et la plus brillante, un charme incomparable, tant de vaillance et tant de bonté, une volonté de fer et un cœur vibrant : l'offrande d'or, d'encens et de myrrhe... »

Tandis que les funérailles se déroulaient à Moosch, dans la vallée de la Thur, avec les sonneries de clairon, le défilé militaire et le cortège des habitants, le canon ne cessait pas de tonner sur l'Hartmann. C'était la musique qui convenait à la cérémonie. Roland écoute, mourant, s'il n'entend pas les cors de Charlemagne répondant enfin à ses appels désespérés. Cet autre chevalier s'en va au tumulte de sa bataille. Or, cette bataille, il l'avait gagnée avant de mourir. Il l'avait gagnée avec ses derniers ordres qui étaient des ordres d'attaque, avec leur exécution dans la journée du 28 décembre par le 12e bataillon de chasseurs qui avait affermi notre position autour d'Hirzstein et fait plus de 200 prisonniers. Nul doute que, sans cette offensive qui, malgré la perte du 152e dans la journée du 22, refoula l'ennemi et qui fut pour celui-ci un étonnement salutaire et une redoutable indication, les Allemands n'eussent été poussés à reprendre plus vite et avec plus de confiance l'opération qui leur eût assuré la possession de l'Hartmann.

Ils la reprirent, certes, avec opiniâtreté et violence, le

1er janvier sur le Rehfelsen, et le 8 janvier sur Hirzstein. Ils nous obligèrent à nous aligner sensiblement sur nos anciennes lignes. Mais les 22 bataillons qu'ils avaient lancés contre nous au cours de cette bataille, soutenus par une cinquantaine de batteries, n'avaient pu avoir raison des excellentes troupes formées par Serret. Jusqu'au 10 janvier, le bombardement ne diminua guère sur la montagne ravagée par la tempête, où il ne cessait de neiger. Puis il se ralentit peu à peu, et à partir du 18 ou du 20, le secteur d'Alsace devint un secteur calme. Verdun se préparait.

Mme Serret, avant de quitter l'Alsace, avait distribué entre les bataillons de chasseurs et les régiments de la 66e division quelques souvenirs de leur général. Elle reçut alors du commandant Dussauge, qui commandait le 15e bataillon, cette lettre plus émouvante encore que tous les hommages officiels, parce qu'elle explique le lien qui unit le chef à ses hommes :

« Nous portons encore et nous porterons toujours le deuil de notre cher disparu. Nous étions fiers d'avoir conquis son affection et son estime et nous cherchions sans cesse à les mériter. Lorsqu'après les opérations du mois de juin (1915), celui qu'on appellera dans l'histoire le vainqueur de Sondernach et de Metzeral vint prendre la tête du 15e bataillon pour le conduire en personne à ses cantonnements, il y eut, entre tous mes chasseurs et lui, comme une vibrante communion d'âmes. Près de la mairie de Saint-Amarin, mes compagnies, réduites chacune à cinquante hommes, suivies de leurs brancards encore tachés de sang, défilèrent avec une telle allure, un tel enthousiasme, une telle sensation de gloire, que le général ne put s'empêcher de pleurer. Depuis, il fit de nous tout ce qu'il voulut. Chaque fois qu'il y avait une opération, il nous plaçait à l'avant-garde et nous faisions de notre mieux pour le satisfaire. Il nous aimait comme ses enfants.

« J'avais beaucoup appris sous sa direction bienveillante et éclairée ; j'essayais d'être un de ses bons élèves, d'acquérir surtout ses qualités d'énergie, de bonté, de droiture, qui faisaient de lui le modèle des hommes de cœur. Chaque fois que mon bataillon avait remporté un succès, j'étais fou de joie à la pensée de lui envoyer la bonne nouvelle, et lorsque nous nous retrouvions, il m'embrassait comme un fils.

« Avant de subir son opération, le général dit à l'aumônier de la division : « Si je dois mourir, remerciez pour moi Dussauge. » Cette parole restera gravée en moi. Me remercier ? et de quoi ? De m'avoir fait du bien, d'avoir eu pour moi les attentions les plus délicates, de m'avoir dressé à son image, de m'avoir permis de le considérer comme un grand ami, de m'avoir considéré comme un frère d'armes ? Mon dévouement lui était acquis depuis longtemps. Je garderai pieusement son souvenir... »

Le commandant Dussauge, — dans *la Résurrection de la chair* je l'ai peint sous le nom transparent de Duffauge et ne lui ai pas retiré le numéro de son bataillon, — devenu colonel, n'a pas survécu longtemps à la guerre. Il en était revenu épuisé. Il s'était donné de tout son être à ses hommes et à son pays, comme son chef et son maître, Serret. L'animateur se reconnaît à la qualité de ses disciples, de ses continuateurs. Dussauge est mort; morts avant lui, et pendant la guerre, le commandant Pelliot, le lieutenant de Rochambeau, le lieutenant Simon, tout cet entourage que le général Serret avait formé à son image et à sa ressemblance. Mais au cimetière de Moosch, sur la terre d'Alsace où il est resté à l'ombre du drapeau tricolore, il demeure comme un exemple pour les nouvelles générations. Puisse-t-il y faire germer ses vertus : l'art de hausser les cœurs, l'esprit de sacrifice !

Un pèlerinage au cimetière de Moosch sera toujours tonifiant. On y guérira de l'inertie, du doute et de la désespérance. Les faibles et tous ceux qui nient aujourd'hui la consistance de la personne humaine en se revendiquant des contradictions d'un Dostoïevski et des refoulements d'un Freud transposés dans la littérature contemporaine, pourront apprendre ici comment un caractère refuse de se dissoudre jusque dans la mort. Un caractère, c'est-à-dire une individualité aux traits continus et dominants. L'attaché militaire à Berlin a vu venir la guerre, prévu sa durée, connu d'avance le nom du vainqueur. Jusque dans les horreurs de la lutte, — de cette lutte qu'il préparait avec un soin minutieux et habile, — et jusque dans la plus forte tension de l'être, le chef demeure sensible à la musique de Beethoven, au parfum des roses, à l'humble odeur des anémones cueillies sur l'Hartmann, à la splendeur

des bois que l'automne caresse et colore, à la douceur du foyer lointain, à la souffrance et au péril de ses hommes. Mais raison et sensibilité se sont d'elles-mêmes soumises à la faculté maîtresse, à la volonté. Plus l'homme est riche et complet, plus il a de peine à fixer nettement les contours de sa personnalité. Celle-ci puise son rayonnement dans sa force intérieure, c'est-à-dire en dernière analyse dans sa foi. Épictète est corrigé par l'*Imitation*. Pascal est atténué par Montaigne. Et sans doute, de quelques extraits de ses lettres, il serait aisé de tirer un manuel du stoïcisme. Mais ce stoïcisme, au fond, n'est qu'acceptation religieuse, de soi et offrande d'amour au pays.

Le récit de sa mort est digne de nos chansons de gestes ou de la *Jérusalem délivrée*. Il y a chez Marcel Serret une sorte de grâce chevaleresque qui tempère l'invincible fermeté. Dans son insuffisant refuge, perdant son sang et sa vie, il a la force de sourire aux obus qui tombent : *Passez, muscades*. Il passe le commandement, après quoi seulement il pense aux siens. Il demande à l'*Imitation* l'art de souffrir, sinon avec joie, du moins sans plainte. Il écarte la pitié en deux mots : *J'ai la foi, je me repose*. Il refuse tout régime de faveur et veut être pansé à son rang de blessé, non à son rang de chef. Il exige la soumission aux règlements quand on veut le transporter par un chemin plus court, mais qui n'est pas la route prescrite. Il réclame la pose exacte de son casque : *Les étoiles en avant, toujours!*

Les étoiles en avant, toujours! Ah! mes amis, mes frères alsaciens, quand vous êtes tentés de douter de la France, venez au cimetière de Moosch vous souvenir de ce que fut dans la guerre un de ces Français qui vécurent et moururent pour la libération de l'Alsace! Trouvez donc ailleurs l'équivalent, et si vous ne le pouvez rencontrer, fiez-vous à l'avenir d'un pays, le vôtre, qui enfante sans les compter de tels exemplaires humains et aidez-nous à les mettre à leur place, au premier rang, pour le bien du service...

Henry Bordeaux.

DANS LA LUMIÈRE DE RIO

JUILLET-SEPTEMBRE 1926

L'ARRIVÉE A RIO DE JANEIRO

— Monsieur, levez-vous ! Venez voir !

Je n'aime pas les gens qui m'éveillent à trois heures du matin, sous prétexte de me faire admirer les spectacles de la nature : maudissant la tête qui m'est apparue par la fenêtre de ma cabine, j'essaie de me rendormir. C'est en vain ; déjà les passagers s'émeuvent et s'agitent ; il faut bien que je les rejoigne sur le pont. Je suis de fort méchante humeur.

Elle se disperse dans l'air léger, cette humeur maligne ; elle se fond dans la douce nuit qui semble dissoudre nos corps, fantômes ombreux sur les eaux noires. Toutes les voix sont assourdies ; tous les bruits tombent sans écho. Devant nous se dressent des rochers monstrueux, gardiens du port : si fiers et si étranges, que le bateau se glisse humblement parmi eux. Et plus loin, sur des rives qu'on devine sans les voir, toutes les fées ont allumé leurs lumières : lumières alignées par files, lumières en colliers, en chapelets, en grappes ; folles lumières, piquées au hasard sur un décor obscur ; lumières qui montent à l'assaut de l'inconnu. Cet amas de perles laiteuses ou dorées, ces feux qui palpitent, ces tendres veilleuses obstinées, c'est Rio qui dort sous les étoiles.

Or voici que peu à peu, la nuit se trouble et se décompose ; le ciel cesse de peser sur les eaux ; l'éclat des flambeaux lointains se ternit ; les étoiles s'en vont, pâlissantes et fatiguées, sauf une seule, qui longtemps s'obstine à scintiller, à mourir,

à renaître, et à mourir. La grande masse noire qui nous baignait se désagrège en plans successifs, en valeurs étagées ; nos yeux n'ont plus à percer la nuit, et voient renaître la vie des lignes avant celle des couleurs : nous commençons à distinguer devant nous, vaguement, une rive, des arêtes, des dentelures, des pics. La mer redevient liquide ; des barques s'approchent, et se mettent à rôder autour de nous ; les voix retrouvent leur sonorité, les mots rebondissent sur l'eau frissonnante ; un bruit de moteurs fait vibrer l'air matinal.

Tous les voiles se déchirent ; adieu, gris inquiets ; adieu, ombres vaincues ! Les couleurs s'avivent, et sourient, heureuses de se sentir renaître avec le jour. La ville apparaît, blanche et fraîche : on aperçoit les figures des maisons ; les grands palmiers nous font des signes amicaux. Un peu de patience, ô sveltes palmiers fuselés : nous allons venir.

A l'Orient s'allume un brasier gigantesque, qui projette au loin sous le ciel ses lueurs d'incendie. Pendant quelques minutes s'éploient les rougeoiements et les incandescences, s'épandent les laves en fusion, et ruisselle le sang de l'espace. Puis tout change encore ; ces frénésies se calment, ces violences s'apaisent ; le ciel hésite entre ses diverses parures, essaie l'effet des ors sur les pourpres, étend les violets sur les bleus, imite le clapotis des vagues, ou les larges stries qui serpentent sur les lacs ; il se décide pour une chevauchée de nuages pommelés, qui envahissent l'azur.

Quels sont ces gens qui grimpent le long des flancs du paquebot, comme les Lilliputiens escaladaient les côtes de Gulliver ? Ce sont les représentants de la civilisation, ceux qui sont chargés d'arrêter les voleurs et les épidémies ; la police, la santé. Que tous les passagers descendent au salon, et comparaissent devant ces juges ! Cependant le bon navire, sachant bien ce qui lui reste à faire, se remet à vibrer et reprend sa marche, avec les précautions d'un monstre trop vigoureux, qui démolirait le quai, s'il se permettait le moindre geste maladroit. Il aborde ; et nous débarquons.

C'est ici l'un des plus beaux lieux du monde, et peut-être le plus beau. Nous sommes sur les bords d'un lac enchanté, tout ruisselant de lumière ; sa courbe est douce aux yeux ; le bleu de ses eaux, moins intense peut-être que celui de notre Méditerranée, est plus délicat ; un voile transparent, une gaze

légère, filtrant les tons et les couleurs, ne laissent rien passer que d'harmonieux et de tendre : et le ciel est à l'unisson. Mais il ne ressemble pas à ces lacs qui sont faits pour les nacelles, les voiles blanches, les rengaines et les romances ; à ces lacs qui appellent irrésistiblement les mandolines et les guitares. Son immensité même, son aspect de mer océane, souveraine de ses bords ; sa pureté, sa splendeur ; les rochers noirs qui émergent au milieu de ses eaux, et parsèment son azur de taches vigoureuses ; les montagnes, les âpres et rudes montagnes qui l'enserrent, et consentent à peine à s'écarter pour faire place à la ville ; la forêt, qui commence à sa limite même, s'étageant autour de lui en sombres étendues : tout cela lui donne une force et une puissance qui défient la banalité. Tout est joie, sérénité, beauté : tout est grandeur.

LA NATURE

Oui, la nature a organisé pour les habitants de ce pays la plus pompeuse fête, que l'hiver même n'interrompt pas. J'arrive au milieu de juillet, c'est le cœur de l'hiver : où sont les brouillards et le froid ? L'hiver n'est qu'un nom venu d'Europe ; nos printemps, nos mais fleuris sont moins aimables ; nos étés, souvent aigres-doux, ne connaissent pas ce pur soleil. L'air est humide et chaud comme dans une serre ; les arbres verdoient ; tous les matins, sous mes fenêtres, je vois baigneurs et baigneuses s'ébattre dans la mer, puis s'étendre sur le sable tiède : c'est l'hiver...

Suivez la promenade qui longe la baie, s'accroche au flanc des rocs, borde et enlace le massif de la Tijuca : vous dominerez les eaux transparentes, les îles qui semblent frémir avec l'écume du flot, la symphonie des bleus qui déroule à l'infini ses ondes, décor de rêve, et rêve vrai : quel éclat! quelle harmonie! quelle impression d'inaltérable bonheur! Regardez la forêt, si dense, si drue, qu'elle semble faite d'une seule masse compacte : quelle sève! quelle ardeur! quelle force de vie! Entrez au Jardin botanique : c'est Alice au pays des merveilles ; c'est Suzanne au Pacifique ; c'est la nature du Théâtre en liberté, ivre de sa propre fantaisie, et qui se livre follement à ses inépuisables jeux. Vous y verrez des racines qui ressemblent à des reptiles, des lianes qui ressemblent à des serpents, des fleurs en papier, en étoffe, en soie, en brocart :

vous ne saurez plus si ce sont les fleurs qui volent, ou les papillons qui poussent au bout des tiges. Les produits qu'on voit chez nous dans les tiroirs des épiceries ou dans les bocaux des pharmaciens, le camphre, la canelle, ou le boldo, poussent en liberté : le café fleurit. Les plantes que, dans mon pays de brumes, on élève amoureusement dans de petits pots, araucarias étiques ou caoutchoucs souffreteux, sont des arbustes ou des arbres : et ce sont des arbres aussi que les fougères, honneur de nos suspensions. Des palmiers s'élèvent d'un seul élan jusqu'à trente mètres de hauteur; il y a des palmiers nains, des palmiers velus, des palmiers qui s'appuient tendrement les uns sur les autres, et le savant qui en connaîtrait le compte, devrait en citer trois mille espèces; rien de plus noble que cette file de palmiers, bordant une allée couleur de rouille, et agitant fièrement, tout en haut de leur tête altière, les pennons de leurs cimiers. Vous avez l'arbre à savon, l'arbre à pain, l'arbre à eau : vous vous imaginez bientôt qu'il suffit de les connaître pour partir en expédition à travers le Brésil, sans provisions, sans vivres, avec un simple couteau pour fendre les écorces ou détacher les fruits.

Les femmes vont de surprise en surprise, s'émerveillent, se récrient : voyez, disent-elles, cet arbre qui fait pousser des houppes à poudre de riz; et cet autre, qui forme à lui seul toute une tonnelle; elles ne se calment que lorsqu'on leur montre des sensitives, en ajoutant que ces plantes effarouchées s'appellent « malices de femmes » dans la langue du pays. Les enfants se sentent chez eux, parce qu'enfin leur imagination est satisfaite, et ne peut rien concevoir de plus étrange ou de plus capricieux. Ces fruits aux formes bizarres, ces rideaux qui sont faits de lianes pleureuses, cette végétation parasite qui s'installe sur les arbres, ces parasites des parasites, étonnent encore moins nos yeux par la nouveauté du spectacle, qu'elles n'éblouissent notre esprit devant ces richesses infinies et cette folle profusion. Sans doute, on ne rencontre pas en tous endroits, complaisamment assemblés comme ils le sont ici, les échantillons de la flore de tous les pays chauds. Mais partout la poussée de sève est la même; une goutte d'eau, une trace d'humus, c'en est assez pour que germe une graine, pour qu'une tige s'accroche, et pour que triomphe éperdûment la vie.

Heureuse contrée, pense le voyageur fraîchement débarqué;

heureuse contrée, et qui rendrait jaloux nos paysans de France ! N'est-ce pas le paradis terrestre? Les plus beaux fruits n'y viennent-ils pas sans effort? Aussi bien les habitants semblent-ils vouloir lutter de magnificence avec la nature : c'est la première impression. Le luxe des autos, toutes brillantes, toutes neuves, qui filent sur la piste de Beira Mar, s'appareille à l'éclat de la baie. On entreprend avec aisance de gigantesques travaux : un immense champ de courses a fait pousser ses tribunes, ses remises, ses barrières, toute sa végétation de ciment, sur une lagune qu'on a comblée. Cette montagne qui gênait l'extension de la ville, coupons-la, jetons-la dans la mer : nous établirons des jardins sur l'espace ainsi conquis. Ce ne sont que constructions, que terres remuées, que pans de rochers écartelés à la dynamite : on entend les coups de mine. Les visiteurs qui reviennent au bout de quelques années se déclarent surpris de la rapidité, de l'étendue des transformations. Il n'y a pas si longtemps que Copacabana n'était encore qu'une plage déserte : à présent, c'est une vraie ville qui prolonge Rio, et qui elle-même cherche à s'étendre. Comment résister à la tentation d'illuminer les rues et les chemins depuis le crépuscule jusqu'à l'aube, quand on voit au ciel tant d'étoiles? De sorte qu'une harmonie s'établit entre cette nature inlassable, et cette ville qui poursuit sans cesse son embellissement. On se laisse aller au charme d'une beauté partout répandue; on bénit cette nature opulente et bonne; on se demande comment la douleur est possible, sur cette terre féconde, sous ce doux ciel; et l'on songe enfin à ces Iles heureuses d'où la souffrance était bannie, et où l'homme oubliait même la mort.

POUR MIEUX COMPRENDRE

Rien de tel que les esprits paradoxaux : ils contredisent par principe; et l'ennuyeux pour les autres hommes, c'est que, le plus souvent, ils ont raison. Ce Brésilien que j'ai connu à Paris, que je rencontre souvent sur la Praia flamengo, et auquel j'éprouve le besoin de manifester mon enthousiasme lyrique, me regarde avec un petit air de pitié. Avant qu'il ait ouvert la bouche, je sens que j'ai tort.

— Vous aussi! me dit-il en brandissant sa canne; vous aussi! Vous faites comme ces voyageurs qui restent ici le temps

d'une escale, courent du Pain de Sucre au Corcovado, achètent des cartes postales et des ailes de papillon, et puis s'en vont en déclarant que les Brésiliens sont d'heureux hommes : ils n'ont qu'à dormir sous un ciel enchanteur, disent ces gens-là : car la nature travaille pour eux. M'ont-ils agacé avec leur nature ! Ne comprendront-ils jamais qu'elle nous écrase sous sa splendeur ? qu'elle nous déteste, parce que nous voulons lui imposer une contrainte, et qu'elle la rejette ? Si les Brésiliens se relâchent une seule saison, elle se hâte d'effacer jusqu'à la trace de leur effort. La nature ! la nature ! Mais il nous faut lutter contre elle, ici plus qu'en aucun autre lieu du monde ! Ces forêts, que vous admirez tant, nous devons les incendier, si nous voulons les transformer en terres arables : nous n'avons pas d'autre moyen, la cognée n'y suffirait pas. Tout pousse et pullule : je parie que si je plantais cette canne, elle donnerait des feuilles : c'est désespérant ! Mais les touristes croient qu'elle ne favorise que les plantes comestibles, la nature. Et toutes ces vies qui rôdent autour de nous, et qui nous menacent ? Sans doute, est-ce encore un avantage de la nature ? Toutes ces bêtes des montagnes et des bois, qu'elle nourrit, qu'elle fortifie, tandis qu'elle nous trempe dans ses moiteurs, qu'elle nous brûle par la flamme de son été, — c'est encore un avantage, n'est-ce pas ? Les savants de nos laboratoires ne sont appliqués qu'à nous défendre, jour par jour ; et s'ils réussissent à nous préserver, c'est au prix d'une vigilance qui n'a pas sa pareille en Europe. Notre tâche est rude, je vous l'assure. Quand vous irez à notre Institut d'hygiène, faites-vous raconter l'histoire de ces insectes qui percent les tuyaux de plomb. Parfaitement : il y a quelques années, nous nous sommes aperçus que nos canalisations électriques fonctionnaient mal ; des arrêts, des courts-circuits, sans raison apparente. Nous avons cherché, et nous avons fini par découvrir qu'un insecte cheminait à travers les tuyaux de plomb les plus épais, pour aller se nourrir du caoutchouc qui protège les fils.

« Voilà la force que la nature prête à nos ennemis : je ne parle pas de ceux que nous portons en nous-mêmes, le compte en serait long. Sortez la nuit ; faites-vous transporter loin de la ville, allez jusqu'à la forêt ; vous écouterez alors tous les bruits, les froissements d'ailes, les cris des oiseaux nocturnes, les ululements, les plaintes : vous vous sentirez en présence

d'une seconde vie, non moins intense et peut-être plus douloureuse que celle du jour. L'ombre est animée et se plaint. Ici, monsieur, la nature ne se repose pas la nuit : la nuit comme le jour, elle travaille pour elle et contre nous. Sauf le respect que je vous dois, je vous souhaite d'être pris par un de nos orages, comme celui qui a démoli toute une partie de notre promenade : vous en voyez les traces. Vous constaterez alors la fureur, la brutalité, la rage destructrice de ces puissances que vous trouvez, ce soir, si tendres et si douces. Vos bons chênes d'Europe, quand on les transplante chez nous, deviennent fous; ils trouvent un terrain trop riche, des saisons trop belles; la vérité, c'est qu'ils manquent de résistance et ne sont pas assez forts. Il faut de la résistance pour vivre ici, monsieur; il faut une force défensive et offensive. Dieu est Brésilien, dit le proverbe. Soit : mais au milieu de cette nature sublime, le diable rit.

Et mon ami s'éloigne, satisfait de son propos. Ma foi! je veux profiter de la leçon. Certes, je continuerai à admirer le paysage grandiose qui fait partie de mon être, pour quelques mois; mais non plus avec un sentiment de paisible abandon. Maintenant, c'est à l'effort humain qu'ira ma sympathie; et non pas seulement aux conquérants d'autrefois, qu'on loue volontiers pour se dispenser de parler des vivants; non pas seulement à ceux qui ont engagé la lutte, mais à ceux qui la continuent : aux hommes d'aujourd'hui. Je crois mieux comprendre leur âme profonde, depuis que mon ami m'a parlé. Il faut à cette race une énergie contenue, et je ne sais quelle vertu vivace pour résister aux forces naturelles qui mènent contre elle un incessant assaut. J'admirerai les constructeurs de routes, appliqués à relier par le ruban qu'ils lancent à travers les montagnes les parties les plus éloignées de cet immense empire; les ingénieurs et les ouvriers qu'on voit penchés sur ces routes rougeâtres, pour les pousser chaque jour plus avant. J'admirerai les bâtisseurs de villes; et aussi les défricheurs qui cultivent par le feu cette terre trop chargée. Plutôt que de me mêler au troupeau de ceux qui raillent les retards, les nonchalances et les paresses, je tâcherai de rendre justice à la grandeur de l'œuvre accomplie; je ne serai pas de ceux qui exaltent le Paradis terrestre pour critiquer Adam.

L'INSTITUT FRANCO-BRÉSILIEN

Et rien n'est plus difficile que de parler en public; et bénis soient les effrontés qui aiment ce métier-là! et dans un pays étranger, comment faire? et mieux vaudrait encore un auditoire hostile qu'un auditoire bienveillant, parce que des auditeurs bien disposés exigent davantage; et c'est bien la dernière fois... A cette nervosité, à ces craintes, à cette déraison, on reconnaît un professeur qui va, dans dix minutes, inaugurer son cours.

— Vous verrez, me dit l'aimable recteur de l'Université de Rio, le comte Affonso Celso, vous verrez : vous êtes au Brésil, et vous serez en France tout en même temps.

Il me prend sous son égide pour me conduire au lieu fatal où je dois m'exécuter. Cette allée paisible, bordée de palais qui sont les vestiges d'une ancienne exposition, et qui a comme décor l'immensité de la baie, — ce n'est pas la France. Mais ce blanc palais, qui répète trait pour trait le petit Trianon; quand on entre, ces vases de Sèvres, ces tapis, ces tentures azurées, ces fauteuils de style, ces lustres, — c'est la France; et c'est le siège de l'Académie brésilienne des Lettres, fidèle gardienne de la plus noble tradition. Les Académiciens, laissant pour ce jour-là le chapeau à plumes et l'habit brodé, laissant les discours et le dictionnaire, simplement, bonnement, viennent prêter au professeur français l'appui de leur courtoisie et de leur autorité. Le président en personne, M. Coelho Netto, rappelle qu'après leur propre langue, il n'est pas de langue au monde que les Brésiliens préfèrent au français : ils l'aiment, dit-il, passionnément. Si bien qu'on se rassure; on énonce le sujet du cours, ma foi, sans trop de crainte; bientôt on reconnaît le son de sa propre voix, c'est bon signe : devant un tel auditoire, qui ne prendrait confiance et ne s'enhardirait?

C'est un auditoire ami des lettres. Cette foule qui s'assemble dans le salon bleu de l'Académie, ces femmes élégantes, ces médecins, ces avocats, ces officiers, ces journalistes, forment le public le plus averti, le plus fin. Sensibles aux moindres nuances (parlez comme vous parleriez en France, me conseille M. Conty, qui joint aux hautes qualités de l'Ambassadeur un goût littéraire très sûr, et qui est lui-même membre de l'Académie brésilienne; parlez comme vous parleriez à Paris : toutes

les allusions seront saisies au vol), ce public brésilien me frappe non seulement par sa bienveillance, mais par son attention soutenue et profonde : vous le retiendriez pendant deux heures — ce qu'à Dieu ne plaise ! — que vous ne surprendriez, je pense, ni départs brutaux, ni fuites discrètes, ni toux épidémiques, ni fâcheux bâillements. Deux heures ! à cette seule idée, un lecteur français s'épouvante : et moi aussi.

Attardez-vous bien plutôt, une fois le cours fini et l'heure écoulée, à ces conversations familières qui sont comme le prolongement amical de la leçon : vous rencontrerez des hommes qui ont à leur disposition deux ou trois existences, n'en doutez pas : tant ils ont lu, tant ils savent de choses, tant ils écrivent, tant ils trouvent le moyen d'ajouter à leurs multiples activités professionnelles, l'information la plus étendue, sans rien perdre de leur fraîche sensibilité ! — Ce temps est passé pour nous : temps heureux, où nos imaginations vagabondaient de connaissance en connaissance et se donnaient le luxe du jeu. Sans doute faudrait-il remonter jusqu'à la Renaissance pour retrouver pareilles délices. Pour nous mieux spécialiser, nous nous bornons étroitement : et nous construisons nous-mêmes les murs de notre prison.

L'Institut franco-brésilien de haute culture n'est pas une de ces organisations compliquées qui mobilisent secrétaires et dactylographes, et dont l'existence se manifeste exclusivement par un grand bruit de machines à écrire. A Rio et à Paris, deux comités paisibles s'entendent pour que, chaque hiver, quelques professeurs français aillent à Rio, quelques professeurs brésiliens à Paris : et chacun fait de son mieux. De paperasses, aucune ; beaucoup de bonne volonté réciproque et d'amitié. Demain, l'Institut aura sa maison, voire son palais : j'ai vu les magiciens qui ont frappé le sol de leur baguette. Aujourd'hui, il est l'hôte soit de l'Académie brésilienne des Lettres, soit de l'École polytechnique : c'est à l'École polytechnique que Mme Curie a fait son cours. Sans le moindre soupçon de rhétorique, en évitant les plus simples effets oratoires, d'une voix toujours égale, d'une voix presque timide, en contraste avec la pensée qui s'élevait par degrés jusqu'aux espaces infinis, jusqu'aux problèmes de la matière et de la vie, aussi loin qu'elle pouvait aller pour sonder l'inconnu ; devant un public enthousiaste ému, reconnaissant, elle a dit l'épopée du radium.

RIO ET PARIS

La question n'est pas d'aimer la France : dans tous les pays, vous entendrez dire qu'on l'adore ; il y a même des gens qui la chérissent au point de vouloir se l'annexer. La question est de savoir comment on l'aime. D'un air jaloux ? d'un air hargneux, pour signaler au monde tous ses défauts ? d'un air hypocrite, en la plaignant ? d'un air protecteur, avec dédain ?

A Rio, on l'aime d'amour : tout simplement.

Il est doux de trouver ici une atmosphère de sympathie profonde, une affection qui vient à la fois d'une affinité instinctive, et d'un traitement de choix Même quand on ne nous préfère pas, on nous aime.

On préfère notre culture à toutes les autres. Ces Brésiliennes qui bavardent entre elles, parlent français : elles ont été élevées chez nos religieuses, et chaque fois qu'elles se retrouveront, elles reprendront spontanément le langage qu'elles pratiquaient au couvent ; elles lisent nos journaux, nos livres ; certaines d'entre elles s'expriment si purement, connaissent si bien nos œuvres et notre esprit, qu'on leur demande dans quelle ville de France elles ont fait leur éducation : or, elles n'ont jamais quitté le Brésil. — Ces deux grandes librairies, où les écrivains se rendent volontiers pour feuilleter les nouveautés, pour causer entre eux, pour discuter, sont des librairies françaises. — Nous avons vu jouer, au Grand Théâtre, une comédie écrite en français par un Brésilien ; nous en avons emporté une autre, en vers français, dans nos bagages.

De cette action profonde, même un Français peut parler sans fausse pudeur : car il ne s'agit pas d'une influence oppressive, dont l'idée serait intolérable dans ce libre pays, mais d'une influence spontanément choisie, parce qu'elle provoque le jeu de la pensée, excite les réactions personnelles, dégage les valeurs nationales, et se traduit en originalité créatrice ; il s'agit d'une parenté d'esprit : nous sommes entre cousins.

Ah ! l'exquise soirée ! Les deux races étaient si intimement confondues, qu'on ne les distinguait plus l'une de l'autre. Il y avait là quelques Français, les invités ; et quelques Brésiliens, les hôtes : un professeur de mathématiques, qui est, à ses moments perdus et pour se distraire, un admirable architecte ; un physiologue considéré comme un maître en Amé-

rique et en Europe, et admirable musicien; un industriel, qui s'occupe de la fabrication des étoffes pendant la journée, et revient le soir à sa passion, l'étude des bonnes lettres et la critique littéraire. Aux murs, des tapisseries achetées au Salon d'automne; sur le piano, du Ravel, du Honegger. La conversation allait son train, bondissante, ailée : parisienne, si le mot n'avait été galvaudé; française, suivant toutes les règles du jeu : dire vite l'essentiel, éviter les lourdeurs, ne jamais insister, surtout si on a raison, partir gaiement par les chemins de traverse, gaiement revenir à la grande route, serrer les idées d'un air négligent, s'émouvoir sans le paraître; ainsi de suite, à l'avenant. On passait de Victor Hugo à Machado de Assis, pour revenir de Magalhaens à Lamartine; tour à tour tintaient les oreilles d'Afranio Peixotto, ou de Georges Dumas; les Françaises racontaient leur visite à Ouro Preto, et les Brésiliennes à la cathédrale de Chartres; les Français parlaient du milreis, et les Brésiliens du franc; du même mouvement, sur le même ton, avec les mêmes curiosités, les mêmes inquiétudes, Brésiliens et Français, Françaises et Brésiliennes parlaient religion, politique ou philosophie : pénétrés d'un sentiment si profond de nos parentés spirituelles, que nous pensions être tous à Paris, sous la Croix du Sud.

PROJET DE LOI DEVANT LA CHAMBRE

« A été admis comme objet de délibération, hier, à la Chambre, le projet suivant.

« L'Assemblée nationale décide :

« ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement est autorisé à créer à Paris la Maison de l'Étudiant brésilien...

« Exposé des motifs. La France est le pays qui exerce le plus d'influence sur l'esprit brésilien. Dans le domaine des sciences et des arts, cette influence est flagrante. Il est d'une grande utilité pour la formation de notre culture nationale que beaucoup de nos nationaux étudient dans les milieux européens, pour que leurs connaissances se perfectionnent, et pour que s'améliorent les conditions pratiques de leur apprentissage artistique et scientifique.

« A Paris, les Brésiliens rencontrent le milieu propice à leur développement scientifique et artistique, surtout pour

acquérir les connaissances théoriques et pratiques qui constituent le meilleur lest d'un esprit moderne, étant donné les affinités intellectuelles du Brésilien et du Français.

« Il y a dans la capitale française une cité universitaire; M. et Mme Deutsch de la Meurthe ont doté la France d'une somme considérable pour que fût construite la merveilleuse Maison de l'Étudiant français, qui comprend, dans une atmosphère salubre et dans un milieu pittoresque, les installations les plus commodes, les plus hygiéniques, les plus modernes. Pour une somme relativement faible, l'étudiant trouve là chambre, restaurant, club, terrain de sports, etc.

« D'autre part, plusieurs pays d'origine latine, comme la Belgique, le Canada et l'Argentine, possèdent déjà, soit désormais construite, soit en construction, leur Maison de l'Étudiant.

« L'exemple qui doit nous stimuler le plus est celui de l'Argentine, qui ne perd aucune occasion de témoigner à la France son amitié et son respect, et qui n'épargne pas ses efforts pour prouver ses aspirations à son perfectionnement moral et son désir de se rapprocher du plus intellectuel de tous les peuples latins. Le Mexique aussi est en train de construire sa Maison de l'Étudiant. Je puis témoigner personnellement de la grandeur de telles entreprises, dont chacune resserre davantage les liens de la latinité ; et le Brésil, qui s'est toujours montré un des pays les plus fermement enthousiastes de l'Union américaine et de l'Union latine, ne laissera pas d'aider, par l'intermédiaire de son gouvernement, une œuvre de progrès aussi significative qu'utile.

« Le pays qui a choisi une forme de gouvernement inspirée des idées philosophiques françaises, qui a fait du 14 juillet une fête nationale, qui a largement aidé la construction de l'Institut Pasteur, à Paris, qui a créé l'Institut franco-brésilien de haute culture, qui s'est allié à la France dans les durs moments de la grande guerre, ne peut laisser de contribuer à établir ce nouveau lien d'amitié spirituelle entre nos Universités nationales et la grande Université parisienne, entre l'esprit brésilien et l'esprit français.

« A. Austregesilo, député. »

UN AMI

Il n'y a d'amitiés profondes, dit-on, que celles qui datent de la jeunesse. Excusez-moi : je n'en crois rien. A force de courir le monde, on finit par avoir sur la carte des points de repère du cœur. Comme si la distance remplaçait la durée ; ou comme si les êtres que nous avons aimés dans une autre existence, dispersés sur le globe par le caprice des dieux, attendaient notre venue, espéraient notre retour : on rencontre, aux pays lointains, des amitiés éternelles. J'ai des amis à Londres, à Rome et à Madrid ; j'en ai à New-York, à Buenos Ayres et à Santiago ; j'en ai plusieurs au Brésil : dont celui qui est entré dans ma vie comme si je l'avais retrouvé, comme s'il m'avait reconnu.

Il ne nous a pas concédé des parcelles de son temps, ainsi qu'on fait d'ordinaire dans les grandes villes affairées : une heure, au passage ; un déjeuner, un thé ; rencontres à l'européenne, rencontres à la façon de Paris, qui semblent avoir lieu dans un buffet de gare, entre deux trains : on est pressé, il faut partir. C'est un des hommes les plus occupés de Rio ; et pourtant, il a pensé qu'il pouvait fort bien nous donner ses dimanches, et ses mardis, en somme, et une partie de ses jeudis, si nous voulions. Sans compter toutes ses soirées, naturellement. Lui ferions-nous le plaisir d'accepter son auto, pour nos courses? Elle est à notre disposition, avec le chauffeur. Il apparaît avec des billets pour l'Opéra, pour la Comédie, pour la Revue nègre, avec des cartes pour les courses, pour le foot-ball. Gardons-nous d'exprimer un désir, quand nous sortons avec lui : il se mettrait en quatre pour le réaliser aussitôt. Tout cela, en s'excusant du peu, et désolé de ne pouvoir mieux faire. Il arrange les excursions au Corcovado, à Paqueta ; si nous nous rendons dans quelque ville brésilienne, il court au télégraphe, avertit ses connaissances : nous serons attendus à la gare, guidés, choyés ; et nous sentirons encore l'effet de sa présence, quand il sera loin de nous. C'est lui qui nous fait goûter à la *feijoada*, la seule, la vraie, préparée selon les rites, haricots noirs et viande séchée au soleil ; qui nous initie aux délices de la confiture de goyaves mélangée au fromage blanc ; qui nous conduit aux restaurants du port, près du marché où s'amoncellent oranges et bananes, devant la mer : mais ne le dites pas, nous sommes en escapade, ces restaurants populaires

sont indignes de nos mérites. C'est lui qui, nous voyant prendre sans méfiance du piment, et du coup grimacer, éternuer, pleurer et boire, ne peut s'empêcher de rire : mais il a l'idée que ce rire risque de nous déplaire, se montre navré, assure qu'il ne manque jamais de pleurer lui-même, quand il prend du piment, et raconte l'histoire du Portugais poli. Le Portugais poli, ayant mangé d'un plat trop épicé chez son hôte et versant des larmes, déclarait qu'un sien cousin était mort, et qu'il pleurait de souvenir.

Délicat, discret, toujours attentif, jamais importun, il a exercé toute la diplomatie, pratiqué toutes les ruses qu'exige l'amitié parfaite. Je le cherche autour de moi ; il me manque ; s'il n'est plus là, qui va me gâter à Paris ? Et quand pourrai-je le gâter en retour ?

ANTICIPATION

« Je ne crains pas de le dire, l'Américain, en qui tant de races se sont confondues ; l'Américain, fier de son climat, de sa richesse, de ses institutions, viendra un jour visiter l'Europe comme nous portons nos pas vers les ruines de l'antique Égypte. Il demandera alors des souvenirs poétiques à cette terre qui aura brillé de tant d'éclat ; il lui paiera un juste tribut de reconnaissance. L'Europe a fondé la grandeur du Nouveau Monde : mais ce sera peut-être un jour son plus beau titre de gloire... »

De qui sont ces lignes ? De quelque moderne prophète, vaticinant sur la décadence de l'Europe ?

Elles sont d'un des premiers intermédiaires entre le Brésil et la France, qui s'appelait Ferdinand Denis ; et elles datent de 1821.

LA DÉESSE FORTUNE

Y a-t-il du radium au Brésil ? se demande le journal dont je fais ma lecture quotidienne : je lis l'article avec passion. « Pays doué par la nature de toute sorte de biens, riche en matériaux de toute espèce, le Brésil ne pouvait manquer de posséder le radium, cette précieuse matière dont un gramme vaut une fortune. Il faut une fortune aussi pour le trouver, pour l'isoler des autres métaux : et cependant, on peut se procurer des richesses équivalentes au radium avec bien peu

d'argent, puisqu'il suffit de se rendre rue Ouvidor, et d'acheter... »

C'est fait; j'avais juré qu'on ne m'y prendrait plus, et encore une fois m'y voilà pris. Je suis victime d'une réclame pour une loterie. Hier, c'était l'histoire de ces aviateurs argentins qui, avec une sage lenteur, volent de New-York à Buenos Ayres, et qui, disait le journal, se sont détournés de leur chemin, pourquoi? pour acheter des billets de loterie. Demain, quelle sera l'invention nouvelle? On pourrait faire collection de ces articles rusés. Voyez, dans l'illustré qui traîne sur la table du salon, cette jongleuse renversée sur le dos, et qui s'occupe à faire tourner une boule avec ses pieds. Elle ne jonglera plus; plus de boules, ni d'anneaux, ni d'assiettes, ni de poignards, ni de torches : en sortant de la représentation, elle a acheté... Le reste se devine. Et ce provincial qui est allé voir son député, à la Chambre; le député ne l'a pas reçu : alors il s'est promené dans la capitale, et par désœuvrement, a pris un billet de loterie : il a gagné dix contos. Ah! si tout le monde pouvait croire qu'on gagne toujours quelque chose, quand on manque son député!

Je suis obsédé; je suis vaincu. Je ne passerai plus devant les boutiques où les billets sont suspendus par files, et où sont affichés les numéros gagnants, sans avoir envie d'entrer pour tenter ma chance. Le négociant au chapeau troué qui m'aborde sur le trottoir, et m'offre ses coupons, prend à mes yeux les traits du Sort. Le négrillon qui s'est accroché à la portière de l'auto, et qui, de sa patte noire à paume rosée, me tend des billets, ressemble à une breloque porte-bonheur. — J'ai joué; le jour de l'extraction est arrivé; j'ai gagné cent contos, mille contos : et là-dessus, je me suis réveillé.

A la manière des romantiques français. — « L'ombre s'étendait sur la forêt vierge; c'est à peine si on recueillait encore les dernières plaintes des jéquitibas et des jacouparis. Émus par ce silence même, les voyageurs s'arrêtèrent, et unirent leur âme à l'âme de la solitude. Tout à coup, un abobora, déployant ses ailes immenses, prit son vol : et se répondant d'écho en écho, comme s'ils n'attendaient que ce signal, les hurlements des quiabos déchirèrent la nuit... »

Seulement, le jéquitiba est un arbre, le jacoupari est un fruit; l'abobora est un légume, comme le quiabo.

LES PLAISIRS DE PARIS

Nous étions dans un de ces hôtels qu'on voit dans toutes les capitales du monde, faits en série sur les plans de la tour de Babel. Des convives de tous les pays parlaient toutes les langues, sauf le brésilien. Les hommes fumaient ces gros cigares qui leur font une si vilaine lippe; il y avait encore du champagne dans les coupes, et l'on dansait d'un bout à l'autre du grand hall. Les baies, larges ouvertes, laissaient entrer tout le bleu de la nuit. Et la mer aussi voulait entrer : si proche, si lisse, faite ce soir-là d'une matière si ferme, qu'on s'attendait à voir les couples quitter le parquet ciré pour glisser sur les eaux. Dans notre coin, la conversation s'anima, quand on se mit à parler des plaisirs de Paris. Les femmes prirent des airs entendus; un étranger aux cheveux huilés évoqua les dancings, avec extase; un autre établit un parallèle entre Montparnasse et Montmartre; on fit la chasse aux restaurants fins. Bref, la revue des frivolités fut complète. Quelqu'un dit :

— Pour moi, je suis de la ville dont les habitants connaissent le moins tous ces plaisirs. Je suis de la ville où du matin au soir on travaille; et quand vient la nuit, on est si las qu'on ne songe plus à sortir : c'est l'heure des étrangers. Je suis de la ville fièvreuse où chacun gagne durement sa vie. Dans ma ville, les bibliothèques sont toujours pleines, et les salles de cours, et les musées, et les églises. Les habitants se tiennent si serrés entre eux, si renfermés dans leurs familles, qu'il n'y a pas un voyageur sur mille qui puisse se vanter justement de les avoir connus. Les hommes y sont âpres au gain, et mesquins quand il s'agit des petites choses : mais aussi, généreux jusqu'à donner leur vie, si les intérêts de la patrie ou de l'humanité entrent en jeu. Je ne suis pas allé deux fois dans ma vie à Montmartre, dont on m'a dit que c'était maintenant une colline russe où l'on parlait anglais. De Montparnasse, je ne connais que la bonne vieille gare. Je suis de Paris.

PROBLÈMES

Le général Tasso Fragoso, chef d'état-major de l'armée brésilienne, m'a fait l'honneur de m'inviter à voir la mission militaire française en plein travail : volontiers... Dans l'auto qui nous emmène hors de la ville, nous causons : nous

parlons du Brésil, qui sait allier l'esprit le plus résolument pacifique au souci de sa propre sécurité ; de la très heureuse collaboration des officiers français avec les officiers brésiliens ; nous parlons même littérature, à mes dépens. Car le général est un fin lettré, et il y a des livres français qu'il connaît mieux que moi.

La brousse. Un cercle attentif d'officiers brésiliens. Un commandant d'artillerie, qui dirige l'exercice. La détonation des pièces, et les fumées qui marquent l'éclatement, là-bas, au pied de la montagne... Me voilà loin de mes paisibles fonctions.

Le général me conduit à l'école de perfectionnement, où les officiers de troupe passent à tour de rôle pour connaître les leçons de la récente guerre ; à l'école de sous-officiers, où j'assiste à une démonstration de culture physique ; à l'école des tanks : c'est ici que j'en veux venir.

— A quelle race appartiennent ces soldats ?

Ils sont gras, roses, blonds ; leur garde à vous est impeccable ; leurs yeux de faïence ont une immobilité absolue.

— Ma foi ! mon général, je dirais que ce sont des Allemands, si j'étais bien éveillé...

— Ce sont des fils d'Allemands, en effet ; à peine savent-ils quelques mots de brésilien : ils sont restés groupés dans leur colonie, et ont continué à parler tranquillement leur langue maternelle. C'est leur passage à l'armée qui va les fondre dans la nation...

Voilà l'exemple frappant de problèmes dont nous n'avons pas idée. Quand un bourgeois français lit dans son journal qu'un mouvement a éclaté dans une province du Brésil (cette nouvelle étant d'ailleurs, en règle générale, démentie le lendemain), il s'étonne. Les provinces du Brésil, pense-t-il, doivent être quelque chose comme la Bretagne ou la Gascogne : la chose est grave. Que vont faire les Brésiliens ?

Il oublie que chaque État a sa vie particulière ; que la capitale de certains de ces États est aussi éloignée de Rio que Paris l'est de Moscou ; que les communications sont lentes et difficiles : et qu'il est impossible, dans de telles conditions, que ce corps immense et distendu ait l'existence uniforme d'une antique nation qui depuis des siècles est centralisée. Il oublie que les hommes manquent pour remplir ces vastes territoires ; qu'il a fallu ouvrir les portes toutes grandes à des immigrations très diverses : et que, dès lors, surgissent des problèmes

inconnus aux races parfaitement assimilées. Ces crises sont des crises de croissance ; il n'est pas étonnant qu'elles se produisent ; il est prodigieux, au contraire, qu'elles ne soient ni plus fréquentes, ni plus fortes. Le miracle n'est pas que telle ou telle province, par moments, se mette à tressaillir : il est bien plutôt dans la cohésion tenace d'éléments si divers. Il s'explique par la sagesse d'un pays qui ne connaît, ô merveille ! ni divisions religieuses, ni luttes sociales, et qui possède le sentiment que j'ai trouvé partout au plus haut degré, amour de la patrie brésilienne, et vive sensibilité nationale.

TODA A AMERICA

D'où vient le pittoresque de Rio ? De sa lumière, assurément ; de ses vives couleurs, que la fumée du charbon ne ternit pas, ainsi qu'elle fait dans nos tristes villes, devenues sa proie. Des types variés qui circulent dans ses rues, nègres et négrillons, mulâtres et mulâtresses : lesquels ne sont pas relégués dans un coin de la cité, mais participent à la vie commune, dans des conditions d'égalité parfaite. Du mélange des caractères qui fait d'une seule et même ville une capitale, un port, une plage, où viennent aboutir ensemble la montagne et la forêt. De bien des traits, ma foi ; et sans doute de celui-ci.

On y saisit du premier coup d'œil le mélange de deux civilisations qui se tolèrent encore : les progrès de la nouvelle venue ne réussissent pas à empêcher l'ancienne de subsister. Tout l'affairement des banques, des bureaux de navigation, des grands journaux, des riches magasins ; et les palmiers nostalgiques, rois des solitudes. Les autobus les plus perfectionnés, venus des ateliers de l'Amérique du nord, glissent à toute allure sur l'asphalte luisante ; et aussi bien, des marchands colportent leur poisson, leurs bananes, dans deux corbeilles tressées que relie un fléau posé sur leur épaule : engin primitif. Un tramway électrique circule en haut d'un aqueduc bâti par les Portugais, au temps de la colonie. De vieilles églises toutes d'or couvertes voisinent avec la Chambre des députés, flambant neuf. Les ouvriers qui coulent le bitume ou font sauter le roc s'arrêtent pour acheter, à un pâtissier qui promène dans les rues sa grande boîte de verre, des petits gâteaux au miel ou à la noix de coco. Des nonchalances, des flâneries : et partout, sur les terrains vagues, partout où l'on peut pousser

un ballon, des enfants, des adolescents qui jouent au foot-ball, avec une agilité, une vigueur, une science, à rendre les Anglais jaloux. Dans le port, la petite Ile Fiscale, bijou tombé dans la mer, bijou désuet; et à l'autre bout de la ville, des immeubles modernes, comme disent avec orgueil les entrepreneurs, des cinémas, des affiches lumineuses, des réclames électriques d'un vert désespéré ou d'un rouge funèbre, et des mégaphones hurleurs.

Mais nos yeux, qui ne voient là qu'oppositions pittoresques, ne s'abusent-ils pas? Ne croient-ils pas saisir des contrastes, où s'établit un nouvel accord?

Europeu! filho da obediencia, da economia e do bom senso,
Tu não sabes que é ser Americano!

Européen, fils de l'obéissance, de l'économie, et du bon sens, — tu ne sais pas ce que c'est que d'être Américain, nous dit Ronald de Carvalho, le poète. L'Europe? un échiquier dont chaque case est trop pleine; des paysages qui se reflètent tout entiers dans la boule argentée des petits jardins. L'Amérique? Ivresse d'avoir devant soi une nature infiniment vaste; ivresse de la liberté illimitée, de la grandeur sauvage; allégresse d'inventer, de découvrir, de courir; allégresse de créer son chemin en posant le pied!

Alegria de inventar, de descobrir, de correr!
Alegria de criar o caminho com a planta do pé!

Mais être Américain, ce n'est pas seulement « sentir son esprit flotter sur les choses, sur toutes les choses divinement âpres » : c'est éprouver une autre ivresse encore : celle de la vie moderne, intense, fiévreuse, avide de toutes les conquêtes et de tous les progrès. L'Amérique, c'est à la fois le désert et les villes où les hommes sont plus nombreux que les brins d'herbe des prairies, la pampa et l'usine, les cowboys et les ingénieurs, le bruit du vent qui souffle dans les cimes inexplorées et les sifflets des locomotives, le silence des mornes et le tumulte de Wall Street, la marée où se dissolvent les races autochtones et les aventuriers apportés par le dernier paquebot; *toda a America*, toute l'Amérique, immense domaine qui n'a de frontières que les océans, jeune patrie qui fond dans sa force neuve tous les apports, celui de New-York, celui de Buenos Ayres, ou celui de Rio.

Joaquim Nabuco, qui écrivait aussi bien en français que dans

sa langue maternelle et aussi bien en anglais qu'en français ; Joaquim Nabuco, homme d'État, moraliste et psychologue, appartenant à la génération qui a précédé la nôtre, précisait comme il suit les rapports de l'Amérique et de l'Europe tels qu'ils les voyait s'établir dans l'âme brésilienne. « Nous, Brésiliens, — et la même chose peut se dire des autres peuples américains, — nous appartenons à l'Amérique par le sédiment nouveau, flottant, de notre esprit ; et à l'Europe par ses couches stratifiées. Dès que nous avons la moindre culture, on voit commencer la prédominance de celles-ci sur celui-là. » Aujourd'hui, la proportion est-elle tout à fait la même? L'Amérique n'a-t-elle pas une plus vive conscience de sa force, de son originalité? Et si elle affirme désormais le sentiment de son unité totale et de son être propre, que dira-t-elle demain?

Quand nous serons au pays des morts, souvent nous voudrons revenir sur la terre, pour savoir comment se sont achevés des mouvements d'idées dont les débuts avaient passionné nos esprits curieux : partir avant de savoir la fin, c'est grande peine. Une des questions les plus capables de nous ramener, fantômes, parmi les vivants, est sans doute de savoir ce que la vieille Europe et la jeune Amérique deviendront par rapport l'une à l'autre, dans quelque cent ans.

BELLO HORIZONTE

De Bello Horizonte, la ville toute fraîche et qui sent encore la terre remuée, je rapporte une double impression.

Ce qui me frappe d'abord, c'est la façon hardie dont ce pays tire une lettre de change sur l'avenir. Comme l'État de Minas Geräes trouvait que sa vieille capitale, Ouro Preto, était incommode et lointaine, il a décidé d'en créer une autre. Rien n'est plus simple, et voici comment on fait. On choisit un bel horizon, un vaste plateau salubre; on appelle des architectes qui établissent le plan des rues, des places, des jardins, des édifices publics, des ministères, du palais présidentiel ; les entrepreneurs arrivent et se mettent au travail : la ville surgit du sol, et n'attend plus que des habitants. Cette méthode est simple ; elle ne demande pas seulement de larges espaces, et de l'argent; elle veut encore de l'audace, de l'énergie, de la foi : qualités qui courent les rues, comme chacun sait.

O l'étrange cité, si vaste, si vide! Boulevards immenses,

faits pour les grandes foules, silencieux et déserts ! Arbres centenaires des avenues, étonnés d'avoir vu s'élever, autour d'eux, les maisons adolescentes et les palais enfants! Fière église cathédrale que les fidèles ne parviennent pas à remplir !

Elle se remplira, la cité de la confiance et de l'espoir. Déjà ses fils se multiplient, par vastes familles courageuses : chaque foyer a son essaim d'enfants. Dix enfants, quinze enfants par maisonnée ne sont pas chose rare, me dit mon aimable guide, M. Mario de Lima. Heureuses les villes qui comptent plus d'enfants que de vieillards !

Elle est ouverte aux hommes de bonne volonté venant de tous les points du monde. C'est le soir ; nous sommes assis à la terrasse de l'Automobile club ; nous écoutons un jeune secrétaire d'État (quel âge peut-il avoir? trente ans?) qui nous parle de son pays. Avec quelle ardeur, avec quel amour il évoque les œuvres entreprises, décrit les routes nouvellement tracées, les communications établies, les champs de culture conquis sur la forêt ! Avec quel orgueil il fait valoir les multiples richesses du sol ! Avec quelle sûreté de vues il développe un plan d'immigration, qui appellera dans la province non point des aventuriers ou des parias, mais des colons dont le caractère doit s'adapter aux Brésiliens en général, et aux habitants de Minas en particulier, montagnards à la fois doux et volontaires, équilibrés et forts ! L'arc des globes électriques qui illuminent les avenues désertes projette dans l'air je ne sais quelle palpitation. Nous semblons être dans une chambre de garde ; nous avons l'impression d'attendre quelque événement mystérieux ; une matière obscure vibre autour de nous. C'est l'effort des travailleurs futurs ; c'est la grandeur de la ville qui s'apprête ; c'est toute une vie en devenir que nous pressentons, diffuse dans la nuit.

L'autre impression, déjà je l'ai éprouvée en d'autres lieux ; mais il faut la redire encore, tant et tant que nul Français n'ignore, à la fin, le culte que le Brésil professe pour les idées françaises ; et qu'il en naisse à la fois un sentiment de reconnaissance, et l'idée d'un devoir à remplir pour ne pas démériter. A Bello Horizonte, les étudiants de tous les États du Brésil se sont réunis en congrès ; il en est arrivé de Belem et de Recife, de Saint-Paul et de Porto Alegre, de partout : on est allé chercher au train les délégations successives, et la gare

s'est emplie des plus joyeuses clameurs. Pendant plusieurs jours, avocats en herbe et magistrats futurs seront les rois de la cité.

Or ils ont appris qu'à Bello Horizonte se trouvait un professeur français, et ils ont résolu d'organiser une manifestation en l'honneur de son pays, qu'ils aiment. Pourrais-je mieux faire que de reproduire ici le discours de leur délégué, M. Irven de Araujo ? — Vous voyez la scène : les étudiants (dans tous les pays, ils se ressemblent) qui ont envahi en masse le grand salon de l'hôtel ; les acclamations, les hourrahs ; le cercle qui se forme, l'orateur qui s'avance... Vous voyez la scène, écoutez le discours :

« Ces paroles sont presque un impromptu. Je désirerais vous dire d'un seul jet le sentiment de la jeunesse qui se réunit maintenant en un Congrès juridique, dont font partie les fils de tous les États du Brésil, envers la France ; envers la France glorieuse, qui est le cerveau du monde, et dont nous avons reçu dès le berceau les magnifiques et nobles influences ; envers la France qui nous a fait aimer d'un amour que rien ne saurait effacer les idées triomphales et ensoleillées de liberté et de justice. Quand on parle de justice, on ne peut oublier les leçons qu'elle nous a données, au temps où l'humanité s'efforçait de rompre les oppressions et les tyrannies. On ne peut laisser s'endormir l'admiration qui nous a animés et encouragés, nous autres Brésiliens, dès ces années lointaines.

« Anatole France, dans son livre, *M. Bergeret à Paris*, regrettait le temps où la jeunesse s'émouvait et s'agitait, enthousiaste et frémissante, pour les grandes idées ; et il se désolait de ce que cette jeunesse fût morte.

« Il était bien loin de la vérité. Cette jeunesse n'est pas morte ; elle veut élever sa voix à tous les moments où apparaît un idéal.

« Vous êtes, au Brésil, au service d'un idéal de beauté et de culture : la jeunesse brésilienne qui, en ce moment, fraternise avec la jeunesse française, par ma voix sans vertus oratoires vous apporte sa salutation la plus émue et la plus vive. »

On m'a demandé quelquefois, depuis mon retour, les sentiments que la jeunesse brésilienne professait à notre égard : à l'avance, le délégué des étudiants a répondu.

OURO PRETO

Le petit train poussif qui nous emmène n'est pas confortable, mais il est courageux. Longtemps il a circulé à travers les cimes, contournant les montagnes, franchissant les éperons noirs, dédaigneux des plaines entrevues au fond des gorges, et n'ayant de cesse qu'il n'arrive, de solitude en solitude, jusqu'à Ouro Preto. Hérissement des pics sauvages, immenses horizons, massifs que colore l'affleurement des métaux, allons-nous vous perdre pour trouver quelque triste ville, et les réclames, et les tramways ?

Or voici que nous attend la pure merveille, la cité dormante dont le nom doit s'écrire à côté de Tolède, de Sienne, de Bruges, et de tous les lieux où l'histoire et la beauté s'unissent pour toucher le cœur des hommes. Au milieu d'un cercle de montagnes attentives, des géants qui jouaient ont laissé tomber sur les pentes, à travers les ravins, au milieu d'un plateau disjoint, les petites maisons bariolées que leurs gros doigts n'ont pas su retenir. Elles se sont agrippées au sol, épaulées, poussées, les vaillantes ; elles ont formé tant bien que mal des rues à pic, des places, des quartiers qui ressemblent à des éboulis, une étrange ville où rien n'est d'aplomb, et qu'il faut non seulement gravir, mais escalader.

En vérité, ce sont bien des géants qui l'ont bâtie, voilà deux siècles ; des géants capricieux et prodigues : les *bandeirantes*, les aventuriers qui partaient, bannière en tête, à la conquête de l'inconnu ; chercheurs de diamants et d'or. Ils ont bâti la ville de l'or, de l'or noir, comme on l'appelle, de l'or brut à peine sorti de la terre par eux remuée ; et pour remercier le ciel qui avait conduit leur marche, ils ont fondé, sur douze pics, douze églises bourrées d'or. Même les nègres, enrichis et libérés, ont voulu avoir leur église, en l'honneur de sainte Iphigénie, princesse de Nubie, en l'honneur des saints qui font surgir de leur manteau d'or leurs têtes noires et leurs yeux blancs. Généreux, fastueux et bizarres, quand on transportait le Sacrement d'une église ancienne à une église nouvelle, les mineurs s'enduisaient la tête de poudre d'or ; et à l'arrivée, ils lavaient leurs cheveux dans les bénitiers, qui recueillaient alors cette offrande inouïe. Enfermé dans son château fort, — murs crénelés, chemins de ronde, sentinelles aux guérites ; en face,

la prison ; et non loin, le gibet, — le gouverneur portugais donnait ses ordres : et il envoyait vers la mer les lourds lingots que l'on chargeait sur les galions. Telle était Ouro Preto dans sa gloire, qui n'a pas duré.

La vie s'en est allée. Lorsque les grandes pluies lavent les montagnes et que les eaux s'écoulent au fond de la vallée, les habitants des villages voisins trouvent encore dans le lit du fleuve des parcelles d'or, maigre aubaine. Les filons sont épuisés ; une mine fonctionne non loin de la ville : elle n'est ni portugaise, ni brésilienne, elle est anglaise, à présent. Il n'y a plus de diamants que dans les collections de l'École des Mines, ou au chaton des bagues anciennes : l'améthyste pour les prêtres, l'émeraude pour les médecins, le rubis pour les avocats, le saphir pour les ingénieurs, la topaze pour les pharmaciens, — et, pour les professeurs, la timide et triste opale. Ouro Preto n'est plus que la ville des légendes, des souvenirs et des regrets.

Depuis la fin du XVIII^e^ siècle, elle s'est recueillie dans son passé. Par un miracle ; parce qu'elle est trop écartée des grandes voies pour appeler les spéculateurs, qui auraient eu vite fait de l'embellir à mort ; parce qu'elle est si raboteuse, que les voitures mêmes n'y peuvent circuler, et qu'elle n'admet que les chevaux de selle ou les mules montagnardes ; parce qu'elle a cessé d'être la capitale, Ouro Preto est intacte et préservée. Aucune bâtisse moderne ne dépare l'élégance de ses maisons, celle-ci rose pâle, cette autre mauve et violette, cette autre encore de teinte jaune, avec des linteaux verts et des portes ocrées. Aucune coupole en zinc ne surgit parmi ses toits de tuiles patinées au soleil. Elle a gardé ses balcons de fer forgé, ses escaliers, ses cours. Ses églises sont lièrement baroques ; tours ventrues, colonnes torses, vastes fresques aux couleurs voyantes étalant les splendeurs d'un Olympe chrétien, anges grandiloquents, dais pompeux, chaires somptueuses, bas-reliefs et statues qu'inspira l'école du Bernin. Les saints et les saintes qui servaient aux processions veillent sur les richesses et sur la solitude des sacristies : saint François, raide, gauche, et maigre dans sa robe de bure ; sainte Rose de Lima, sainte Rose de Hongrie, dans leurs robes en dentelles ; et tant d'autres saints grandeur nature ; et les Mal Mariés ; et saint Maurice, articulé de sorte qu'on peut le hisser sur un vrai cheval, et qui brandit

son sabre d'un air si terrible, qu'il épouvante les petits enfants. Rien n'est changé : voici la maison du poète Manoel, qui composait des vers d'Arcadie, suivant la mode italienne qui poussa jusqu'ici ses lointaines vagues; voici la maison de la tendre Marilia, qu'il aimait : va-t-elle sortir au bruit de nos pas, apparition légère que sa curiosité ressuscite ?

Restons dans cette oasis au bord de laquelle le présent vient mourir; oublions le chemin de fer qui se dissimule dans la vallée, derrière une montagne complice. Nous prendrons nos repas à dix heures et à cinq heures, comme faisaient nos aïeux, comme font les gens d'ici. Nous verrons passer les cavaliers du voisinage, fièrement appuyés sur leurs étriers d'argent; nous entendrons les fers s'approcher et décroître au long des rues, bruit du passé. Nous regarderons les Madones sculptées par l'Alejadino, le sculpteur sans mains, qui s'aidait de deux crochets pour travailler la pierre tendre, la pierre savon. Nous lirons le distique latin qui s'inscrit encore au-dessus de la fontaine éteinte :

Is quæ potatum cole, gens, pleno ore senatum :
Securi ut sitis nam facit ille sitis (1).

Nous irons nous agenouiller, dans les églises, sur les tombes des moines; et nous rêverons sur les statues mutilées dans les jardins déserts.

Trois négrillons, descendants des chercheurs d'or de Nubie, s'avancent avec dignité : l'un frappe sur un tambour, l'autre sur un triangle et le troisième porte un panneau de cinéma. O bonheur! nous verrons ce soir comment un cavalier au galop peut rattraper un train rapide, et pénétrer par la portière juste au moment où le traître va porter la main sur l'héroïne infortunée. Un arc électrique blanchira la rue paisible; la sonnette de l'entr'acte grésillera : et tous nos rêves s'envoleront du coup.

Patience. Cette brusque offensive ne durera pas longtemps; dans deux heures, la représentation du cinéma sera terminée, jusqu'à l'autre semaine; dans deux heures, le silence, la paix et l'oubli reprendront leurs droits. Les habitants rentreront dans leurs demeures, et l'on entendra le bruit des portes qu'on ver-

(1) « Peuple qui viens boire à cette fontaine, rends pleines grâces à ton Sénat : car son œuvre fait que les assoiffés n'ont plus soif. »

rouille; puis Ouro Preto s'endormira dans l'ombre. Seul, le passé hantera les rues désertées; et tout autour de la ville, les feux rougeoyants qui défrichent les montagnes ressembleront à des torches couronnant un antique tombeau.

SAUDADES

J'ai vu Saint-Paul, la ville affairée, Manchester ou Glasgow brésilien; c'est aux sciences qu'elle s'intéresse, voire aux sciences pratiques, ainsi qu'il convient à son goût du progrès; et pourtant, une fleur de poésie, fraîche et hardie, jaillit au milieu de ses usines, de ses entrepôts, de ses comptoirs. J'ai vu le lycée franco-brésilien, fondé par Georges Dumas et ses amis Paulistes, où j'aurais voulu être élève, tant les élèves y ont l'air heureux; et l'École normale, où j'ai entendu de jeunes Brésiliennes parler français comme vous et moi. « Monsieur, m'a dit leur déléguée, l'École normale de São Paulo vous reçoit aujourd'hui avec une profonde sympathie et une grande émotion. Vous comprenez bien la raison de cette sympathie : depuis les premiers pas de notre éducation, ce sont vos livres qui nous ouvrent, sous la direction de nos professeurs, le petit horizon de notre culture. Ce sont eux qui nous font connaître tout ce qu'il y a de beau, de grand, de noble dans la vie. Et cela, nous l'apprenons dans votre belle langue si claire et si harmonieuse. Nous nous habituons à aimer vos idées, à admirer le grand idéal humain qui dirige l'esprit français... » Ainsi de suite : et si je ne cite pas tout entier cet émouvant discours de Mlle Vera Pacheco Jordão, c'est que je devrais me répéter à chaque ville. J'ai vu Santos, et le temple du café, et le port: j'ai vu Guaruja, qui serait bien l'île la plus charmante du Brésil, s'il n'y avait Paqueta, qui doit être l'île la plus charmante du monde : du moins je n'en puis rêver de plus harmonieuse, de plus lumineuse et de plus fine. J'ai vu Bahia, la ville aux antiques églises : et si je renonce à rendre à l'hospitalité brésilienne les grâces qui lui sont dues, c'est que je devrais me répéter, à chaque ville.

Mais tout cela, trop vite; avec l'envie de recommencer le voyage pour approfondir ce qu'on a pu seulement effleurer; pour reprendre ces feuilles de carnet, ces feuilles de route, et saisir plus fermement les multiples richesses dont on n'a vu

que les reflets. Bien que mon séjour ait dépassé en durée celui des touristes ordinaires, j'ai l'impression que tout a passé devant mes yeux comme au cinéma les paysages : au moment où on voudrait les retenir, ils s'en vont. Mais c'est moi qui m'en allais... A ce jeu, on finit par éprouver un sentiment mélancolique, et même douloureux. Vivre à Bahia ; flâner dans les bas quartiers du port ; s'attarder dans la grande église franciscaine, errer, en compagnie d'une robe de bure, dans le cloître que décorent les majoliques bleues, qui sont déjà comme des reflets du ciel ; s'emplir les yeux du pittoresque de la ville et des couleurs des maisons, à la fois tendres et vives ; peu à peu vivre de la vie du pays, participer à ses progrès, à ses efforts, oublier son métier, sa race... Non, monsieur ; le bateau attend, la sirène appelle, il faut partir.

Il y a un mot que les Brésiliens déclarent impossible à traduire ; comme il en est d'intraduisibles dans toutes les langues, parce qu'ils expriment une manière d'être particulière, un sentiment national, une irréductible nuance de pensée : c'est le mot *saudades*. *Saudades*, dit le dictionnaire, « regret de l'absence ; tendre regret ; triste, tendre, doux souvenir ». Oui, je quitte avec un regret attendri, avec une nostalgie qui me fait me plaindre moi-même, ce pays dont je n'ai pas épuisé le charme : mais peut-on l'épuiser jamais ? Je vais revoir notre sol bien peigné, nos champs qui ressemblent à des jardins, nos haies que l'on rentre tous les soirs pour les replacer tous les matins, nos petits fleuves aimables, nos forêts dont les arbres, poliment, s'écartent les uns des autres pour permettre à tout le monde de vivre : ils voisinent, et sans doute ils font la conversation. La lumière de Paris me paraîtra ternie ; même dans la grande douceur de la patrie retrouvée, je regretterai l'harmonie de la baie, et les sveltes palmiers, et le Corcovado.

J'emporte la nostalgie de ce peuple qui n'est pas seulement aimable, mais humain : peu de Français quittent le Brésil sans éprouver le même sentiment, le même regret.

— Nous sommes avant tout des sensibles, me dit un de ces médecins psychologues et lettrés dont on trouve ici de si fins exemplaires. On veut bien nous attribuer une intelligence assez alerte, et nous n'ignorons pas que nous possédons une certaine promptitude d'esprit : mais davantage encore, nous tenons aux qualités du cœur. Ce qu'on n'obtient pas chez nous

en frappant du poing et en revendiquant âprement son droit, il est aisé de l'obtenir par l'amitié. Nous avons nos défauts, et même nous les connaissons fort bien : par exemple, nous sommes susceptibles, au moins autant que vous : nous ne faisons pas assez de place au mot *économie* dans notre vocabulaire, et nous faisons trop de place au mot *demain*. Mais nos défauts mêmes ne sont jamais mesquins ou vils, comme il arrive à d'autres peuples : si nous changions de défauts avec tel ou tel, que je ne veux pas nommer, nous risquerions de perdre au change. Un Anglais m'a fait bien rire, un jour, en prétendant que Rio était la seule ville latine où l'on n'entendait ni cris, ni disputes dans les rues : où les gens ne jouaient pas des coudes, ne se bousculaient pas ; et où même les chauffeurs de taxis étaient aimables, prévenants : quand je raconterai cela en Europe, personne ne voudra me croire, disait-il. Le fait est que l'ordre règne chez nous, moins par esprit de discipline que par instinctive courtoisie. Nous avons un vif sentiment de la liberté : de celle d'autrui, de la nôtre. Et nous aimons qui nous aime...

Sur le bateau qui va m'emmener, c'est un défilé ininterrompu de personnes qui n'hésitent pas à venir de l'autre bout de la ville, sans ménager leur temps ni leur peine, pour me saluer une dernière fois avant le départ. Je crois fermement, pour mon compte, aux liens invisibles, aux liens de sympathie qui s'établissent entre les hommes. Quand le quai paraîtra s'éloigner lentement, quand nous franchirons l'entrée de la baie, quand nous reprendrons la route des eaux, ces liens ne s'aboliront pas. Et peut-être me ramèneront-ils un jour au Brésil. *Saudades...*

Paul Hazard.

LA MAITRISE DE L'AIR

III [1]

LE PERSONNEL

Après avoir vu ce que doit être l'infrastructure de l'aéronautique, et ses besoins en matériel, parlons du personnel.

La question est complexe, de solution difficile sur bien des points, et tout le long de notre exposé reviendront comme un leit-motiv les dépenses à prévoir. Il ne saurait être question en effet de médiocrité ni d'à peu près. L'aviation ne peut utiliser qu'un personnel de choix dans toutes les branches; même pour ses services courants.

Il va de soi que la réussite de grands voyages à fortes étapes successives comme ceux de Pelletier d'Oisy et de Pinedo en Extrême-Orient, ou le circuit des capitales d'Arrachart, les records français de parcours en ligne droite par Costes et Rignot, d'endurance par Drouhin et Coupet, d'altitude par Callizo, les traversées de l'Atlantique par Lindbergh et Chamberlin pour ne parler que des dernières, ou même des voyages d'étude tels que ceux de Cobham d'Angleterre en Australie, de l'escadrille Pulford du Caire au Cap et retour en Angleterre, ou des Allemands Knauss et von Winterfeldt de Berlin à Pékin et retour pour recueillir des données météorologiques et préciser les possibilités d'exploitation d'une ligne commerciale, exigent d'exceptionnelles qualités physiques jointes à une préparation intelligente, à des connaissances techniques multiples, à une énergie peu commune qui caractérisent une élite.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars et 1er mai.

Le personnel, navigant ou non, de l'aviation civile, est recruté uniquement à la convenance des industriels ou des compagnies de navigation qui l'emploient. L'État ne peut leur imposer personne, mais il fixe des règles pour l'obtention de diplômes exigés du personnel navigant et accordés à la suite d'un examen physique et d'épreuves de capacité professionnelle, stages, temps de pratique, etc., de manière à garantir la sécurité des passagers.

On entend souvent dire que l'aviation commerciale, quand elle se sera suffisamment développée, fournira en temps de guerre à l'aviation militaire et navale de nombreux réservistes, navigants et spécialistes. Il ne faut pas se leurrer d'espoirs exagérés à ce sujet.

Les seules lignes de navigation aérienne supprimées en temps de guerre, et dont par suite le personnel deviendra disponible, seront celles reliant aux pays ennemis (1). Celles avec les pays neutres et alliés continueront à fonctionner : elles auront donc besoin d'autant de personnel navigant, sinon davantage. D'ailleurs, le nombre des pilotes de ligne est très peu élevé : actuellement, une centaine en France, 200 environ en Allemagne. Les pilotes réceptionnaires des constructeurs, également de nombre limité, ne pourront pas non plus être rendus à l'armée, car ils seront plus nécessaires que jamais.

Les mécaniciens des lignes de navigation y seront retenus pour la même raison que les pilotes. Ceux des usines, loin de rejoindre l'armée, devront être renforcés par des réservistes pour permettre une production intensive (1).

Les pages qui suivent s'appliqueront donc surtout au personnel de l'aviation militaire et navale. Mais il y sera question du personnel civil à l'occasion de son passage dans l'aviation militaire où il fait ou complète son apprentissage.

LE PERSONNEL NAVIGANT

Recrutement du personnel navigant. — Au lendemain de la guerre mondiale, les pilotes civils se sont recrutés partout

(1) Leur personnel navigant sera tout particulièrement précieux en raison de sa connaissance de la zone de guerre à survoler et des conditions de navigation sur cette zone.

On conçoit combien il est dangereux de laisser survoler couramment le territoire national par des pilotes de nations susceptibles de devenir ennemies.

parmi ceux qui venaient de passer de longs mois dans l'aviation militaire. Depuis ils ont continué à en provenir, parce que la formation des pilotes coûte trop cher pour être, sauf très rares exceptions, assumée par des particuliers (1).

Ceux des membres du personnel navigant qui ne restent pas comme professionnels dans l'armée et la marine, y reviendront comme réservistes. Il est donc logique que l'armée et la marine continuent à assurer elle-mêmes l'instruction du personnel navigant.

Celui-ci doit satisfaire à la fois aux conditions de *qualité*, qui passent avant tout, et de *quantité*. Cette double obligation domine toute la question.

D'une part, en effet, ce personnel ne comportera que des volontaires (2), car on ne peut pas forcer quelqu'un à piloter un avion ni même à y remplir des fonctions navigantes. Le nombre de ces volontaires variera selon les avantages matériels et la considération attachés à la fonction. Si ces facteurs s'améliorent, le nombre des candidats, et par suite le choix à exercer, augmenteront, et inversement.

D'autre part, la pratique de l'aviation exige non seulement chez les pilotes, mais chez les autres catégories de personnel navigant, des aptitudes physiques dont l'insuffisance fait éliminer un grand nombre de candidats.

Ces deux conditions concourent à établir en tout pays un *plafond*, variable, mais inévitable, de l'effectif du personnel navigant. On ne saurait trop énergiquement souligner que cette considération, généralement perdue de vue, est absolument impérative : *les qualités physiques et intellectuelles à exiger des volontaires, seuls aptes à constituer le personnel navigant de l'aviation, créent des limites au développement de celle-ci.* Toutes choses égales par ailleurs, un pays à population plus nom-

(1) Dans un pays ne possédant pas officiellement en temps de paix d'aviation militaire, les organisations civiles peuvent servir à en dissimuler l'existence et à préparer sa mise en œuvre par l'entraînement du personnel et par l'entretien d'une certaine quantité de matériel, par exemple sur des lignes de navigation qu'on supprimerait en temps de guerre. Ce cas est celui de l'Allemagne. Nous y reviendrons en parlant de l'organisation générale.

(2) En France, tous les officiers reçus à l'École supérieure de guerre sont tenus, sauf inaptitude physique, à faire un stage dans l'aviation comme observateurs.

En Angleterre, une décision récente vient de prescrire que tous les officiers de marine et marins pourront être appelés à voler à bord d'avions ou hydravions. Mais il s'agit là de militaires de carrière dont la bonne volonté n'est pas douteuse.

breuse recrutera plus facilement un personnel navigant plus nombreux. Celui-ci se trouvera en temps de guerre, où les risques sont grands pour tout le monde (1), plus aisément qu'en temps de paix.

Le personnel navigant remplit diverses fonctions dont certaines se retrouvent dans l'aviation civile comme dans l'aviation militaire, et dont d'autres sont seulement militaires. Plusieurs d'entre elles peuvent être exercées simultanément ou successivement par les mêmes personnes; selon leur nature, elles n'exigent pas les mêmes qualités physiques ni les mêmes conditions d'instruction militaire et générale.

Voici les catégories du personnel navigant :

Civiles et militaires : pilotes, navigateurs, radiographes, et mécaniciens navigants.

Militaires seulement : observateurs, torpilleurs, mitrailleurs, mitrailleurs-bombardiers.

Il convient de distinguer entre le personnel de carrière et les réservistes. Nous compterons parmi le personnel navigant de carrière celui des compagnies de navigation et des maisons de construction dont la pratique est constante et l'entraînement particulièrement complet.

Les pilotes. — Les mêmes qualités physiques, strictement constatées par le médecin, sont à exiger de tous les pilotes sans exception, car, outre leur propre sécurité, celle des passagers en dépend. L'examen médical, en plus de l'aptitude générale au service militaire, porte sur les points principaux suivants :

Intégrité de la circulation et de l'appareil respiratoire qui permettra de résister aux changements d'altitude;

Vision parfaite;

Rapidité des réflexes;

Sens de l'équilibre.

Il convient toutefois que le médecin apporte quelque souplesse dans l'application des règles établies, de manière à tenir compte dans une certaine mesure de la valeur intellectuelle et

(1) Même à la fin de la guerre mondiale, où le pourcentage des pertes du personnel navigant de l'aviation était devenu beaucoup plus dur, il est resté inférieur à celui de l'infanterie.

Un autre facteur qui a beaucoup facilité le recrutement de l'aviation pendant la guerre, a été le confort relatif dont disposaient les aviateurs sur leurs terrains par comparaison avec les privations supportées par les autres armes, par l'infanterie en particulier.

de l'énergie morale des individus. Plus d'un des as de la guerre rachetait des défectuosités physiques par ses qualités morales (1).

La conservation des qualités physiques par les pilotes de carrière se constate au jour le jour par la pratique; en cas de maladie grave, il est prudent de les soumettre à un nouvel examen. Il est indispensable de vérifier l'état physique des pilotes de réserve n'ayant pas volé depuis plusieurs années avant de les admettre de nouveau à l'entraînement.

En Angleterre et aux États-Unis, il avait été posé en principe que tous les pilotes militaires seraient officiers; ces pays ont dû renoncer à cette condition qui rétrécissait trop la base du recrutement. Du reste la pratique de la guerre a montré en France et en Allemagne que des militaires non officiers sont parfaitement capables de remplir à complète satisfaction les fonctions de pilote.

Les navigateurs. — Le pilote est trop absorbé par la surveillance de son moteur et la conduite de l'avion pour pouvoir résoudre des questions délicates de navigation. Un navigateur est indispensable à bord des avions appelés à de longs parcours sur mer ou sur des pays déserts, ou de nuit et par temps de brouillard. Il doit être capable non seulement de s'orienter d'après la carte, mais encore de se servir des instruments de navigation, de calculer son cap et de faire le point.

Ses connaissances techniques sont de l'ordre et de celles qui exigent des officiers. Souvent il sera en même temps pilote pour pouvoir relayer celui-ci. En ce cas, les conditions physiques seront les mêmes.

Les radiographes et mécaniciens navigants. — Les fonctions de radiographe seront, selon la composition de l'équipage, remplies soit par un personnage spécial, soit par le navigateur ou le mécanicien, et sur les avions militaires biplaces par l'observateur.

Le mécanicien navigant est nécessaire sur les gros appareils multimoteurs au fonctionnement compliqué, et tout particulièrement sur les gros hydravions appelés à de très longs parcours et qui peuvent amerrir pendant l'exécution de petites réparations.

Si les radiographes et mécaniciens n'ont pas à cumuler

(1) Guynemer fut plusieurs fois refusé à la visite médicale avant d'être autorisé à piloter.

leurs fonctions avec d'autres et ne sont pas en particulier appelés éventuellement à piloter, on peut atténuer pour eux les exigences physiques imposées aux pilotes.

Les observateurs. — L'observateur est un besoin spécial de l'aviation militaire et navale où, dans les escadrilles destinées au travail en liaison avec les autres armes et la marine, son rôle prend le premier rang, quoiqu'il ne faille pas oublier que le pilote est étroitement associé à son travail, et a une bonne part dans le succès des missions.

On demande à l'observateur l'exercice de fonctions multiples et délicates exigeant une instruction militaire et générale étendue et correspondant au grade d'officier :

Observer les mouvements des troupes sur des navires, et en rendre compte, ce qui est un métier d'état-major;

Régler ou contrôler le tir de l'artillerie ;

Faire les photographies nécessaires pour certaines reconnaissances ;

Assurer la navigation et l'emploi de la T. S. F. ;

Se servir des mitrailleuses pour le combat ;

Exécuter les bombardements.

L'instruction complète d'un bon observateur est au moins aussi longue que celle d'un pilote, et son maintien en condition demande autant d'efforts et de pratique.

On exige, en France, que tous les officiers pilotes de l'armée active prennent leur brevet d'observateur. On n'en aurait cependant pas assez en temps de guerre si on ne puisait à deux autres sources : *a*) Officiers de réserve, *b*) Officiers des autres armes, qui sont observateurs seulement. On pourrait donc atténuer pour ceux-ci certaines des exigences physiques imposées aux pilotes. Toutefois, sur les avions biplaces, il est souhaitable qu'en cas de blessure de son pilote, l'observateur soit capable de diriger l'avion et de le faire atterrir ; on s'efforce donc en temps de guerre de donner des notions de pilotage aux observateurs.

Ces deux sources de recrutement présentent certains inconvénients qu'il ne faut pas ignorer.

Les jeunes observateurs de réserve, malgré leur valeur intellectuelle et leur très bonne préparation théorique, manquent forcément de pratique : de fréquentes périodes seront nécessaires pour les maintenir en état, et le budget doit prévoir des crédits en conséquence.

La préparation d'officiers de carrière aux fonctions d'observateur est très utile à l'aviation : les opérations au Maroc et en Syrie l'ont montré. Mais ce prélèvement sur les cadres professionnels déjà trop peu nombreux de ces armes privera les autres armes de précieux éléments.

Les torpilleurs. — Dans la marine, les torpilleurs doivent posséder toutes les qualités de l'observateur et, en plus, la connaissance de cette spécialité. Ils sont donc toujours des officiers.

Les mitrailleurs et mitrailleurs-bombardiers. — Le personnel militaire comprend une dernière catégorie navigante constituée par les mitrailleurs et les mitrailleurs-bombardiers, selon qu'il s'agit de l'observation ou du bombardement.

Ce sont des sous-officiers ou caporaux préparés à remplir certaines des fonctions de l'observateur. Sur les appareils biplaces, on leur confie les missions les moins difficiles pour ménager les officiers observateurs. Sur les appareils multiplaces, ils déchargent le navigateur-observateur des détails du combat en surveillant le ciel, mettent en action les mitrailleuses et les lance-bombes, et lui permettent de remplir avec calme ses multiples fonctions.

Dans certains cas, surtout sur les gros avions, le mitrailleur sera en même temps radiographe ou mécanicien.

Aviation navale. — En raison des particularités de la tactique navale, l'*aviation navale doit être pratiquée par des marins* ; une pratique approfondie de la mer est nécessaire pour les équipages des hydravions, et même des avions marins éventuellement appelés à flotter. Quant au personnel embarqué, quel qu'il soit, il faut qu'il soit marin pour ne pas être exposé à se trouver hors d'état de servir en cas de mal de mer.

Même dans les pays où l'on a voulu constituer une armée de l'air, on a maintenu pour tout le personnel embarqué et pour les observateurs travaillant en liaison avec la flotte de haute mer l'obligation de se recruter dans la marine.

Cumul des spécialités. — Nous venons de voir combien sont variées les fonctions du personnel navigant. Le service sera d'autant plus facilité qu'un plus grand nombre de ses membres seront interchangeables. Les militaires de carrière, servant de longues années, ont tout le temps de s'instruire et de posséder plusieurs spécialités.

Pour les y encourager, il serait équitable de créer des

brevets multiples, comportant des primes pouvant se cumuler. Il est d'une justice évidente que l'officier, qui est à la fois observateur et pilote, reçoive des primes de fonctions plus élevées que celui qui n'est que l'un ou l'autre. Il en est de même pour les gradés subalternes, qui pourraient cumuler des primes de mitrailleur, de mécanicien et de radiographe; on pourrait créer pour eux un brevet spécial de photographe, etc.

Ce serait la meilleure manière d'arriver à l'homogénéité du personnel, tout en facilitant son recrutement et en l'engageant à perfectionner sans cesse son instruction.

Maintien de l'entraînement. — Il va de soi que les réservistes ont besoin de maintenir leur entraînement.

Les pilotes bien confirmés, ayant fait de 250 à 300 heures de vol, s'y remettent très vite, même après une interruption de plusieurs années; mais les autres ont parfois besoin de reprendre l'entraînement dès son début. Cet entraînement peut se faire soit dans les régiments, soit dans des centres spéciaux militaires ou civils : le choix de l'une ou l'autre des ces solutions doit être fondé sur les dépenses occasionnées et sur les commodités des réservistes à qui il faut faciliter cet effort au maximum. Une bonne partie de l'entraînement peut sans inconvénient se faire sur des avions légers et économiques pour diminuer les frais; mais il doit comporter quelques vols sur appareil de guerre.

Il est un autre point essentiel qu'il ne faut pas oublier. *Tous les membres du personnel navigant sont des combattants individuels : leur vie dépend de leur habileté à manier la mitrailleuse,* et bientôt peut-être des canons légers, pour se défendre contre les aviateurs ennemis et pour attaquer les objectifs aériens ou terrestres. Nous n'en excepterons pas les équipages des lignes de navigation commerciale exposés à des attaques aériennes. *L'entraînement au tir doit être aussi soigneusement maintenu que celui au pilotage, à l'observation et au bombardement.* Cela exige l'exécution d'écoles à feu, annuelles si possible, ou tout au moins fréquentes, *tant pour tout le personnel de l'armée active sans exception que pour celui des réserves.* L'aviation ne dispose actuellement ni des champs de tir, ni des crédits nécessaires pour cela. Il reste un très gros effort à réaliser en ce sens, beaucoup d'argent à dépenser en premières installations et en allocations annuelles importantes.

L'instruction du tir et du combat ne peut être assurée que par les soins des troupes d'aviation dans des exercices appropriés exécutés en partie sur les champs de tir. L'entraînement pratique des observateurs et des mitrailleurs-bombardiers exige également le passage par les camps avec les autres armes et des exercices spéciaux relevant entièrement de l'autorité militaire.

Mais, même si on accorde tous les crédits nécessaires à l'entraînement des réservistes, ceux-ci ne viendront le recevoir que si, dans toute l'armée, l'exécution des périodes d'instruction est véritablement et strictement rétablie pour toutes les armes. Tant que cette condition ne sera pas remplie, ce serait un leurre de croire que tous les réservistes de l'aéronautique viendront seuls volontairement accomplir les leurs (1).

Or, il est indispensable que l'aviation dispose de la quantité de personnel réserviste navigant parfaitement entraîné, nécessaire non seulement pour compléter les unités existant ou à former au début de la guerre, mais pour combler les pertes pendant les semaines et même les mois nécessaires à la remise en condition des autres réservistes et à la formation de personnel nouveau.

Cette remise en main de tout le personnel navigant dans les troupes ne suffirait pas encore. Il ne faut pas perdre de vue que l'aviation militaire et l'aviation navale sont appelées à conjuguer leurs efforts dans certaines opérations sur les côtes ou à portée de celles-ci. Les aviateurs de l'armée doivent être préparés à cette éventualité par toute une série d'exercices spéciaux en liaison avec les bâtiments de la flotte, et ceux de la marine par la participation à des exercices des troupes de terre. Ce résultat ne sera obtenu lui aussi qu'au prix des crédits nécessaires.

Faute de consentir ces efforts constants et ces dépenses renouvelées, on n'aurait pas une aviation véritablement prête au combat.

LE PERSONNEL NON NAVIGANT

On ne soupçonne pas en général l'importance numérique du personnel non navigant nécessaire à l'aviation : il y a de

(1) En fait, il n'y a pas plus de 20 pour 100 des pilotes et 12 pour 100 des observateurs qui suivent l'entraînement nécessaire, et le nombre des mitrailleurs est insignifiant.

15 à 30 hommes selon les pays par appareil en service de l'aviation militaire. La grande ligne postale civile américaine, New-York-San-Francisco, a en chiffres ronds 750 employés non navigants pour 42 pilotes, 60 avions en service et 80 avions en tout; or, elle n'a pas, comme une aviation militaire, à entretenir de grands établissements contenant un abondant matériel de réserve et de rechange et un armement important.

Dans le personnel non navigant, nous distinguerons les techniciens, le service météorologique et les non techniciens. L'exposé de leur origine et de leurs fonctions, qui va suivre, se rapporte surtout à l'aviation d'État; il conserve sa valeur pour l'aviation commerciale. Ici également nous allons trouver des fonctions très variées exigeant de multiples connaissances.

Le *personnel technicien* comprend les catégories suivantes : — Ingénieurs; — Chefs d'établissement et leurs cadres supérieurs; — Commandants de parc; — Contrôleurs; — Mécaniciens; — Électriciens, photographes, etc.; — Magasiniers.

Les *ingénieurs* se sont recrutés initialement dans toutes les écoles d'ingénieurs, et on aurait pu continuer cette pratique à condition que des cours spéciaux vinssent compléter l'enseignement général. Mais, déjà avant la guerre, on avait senti en France le besoin de spécialiser davantage celui-ci : des initiatives privées ont alors fait naître l'*École supérieure d'aéronautique* de laquelle sortent dès maintenant la presque totalité des jeunes ingénieurs de l'aviation. Un nombre appréciable d'élèves de l'École supérieure d'électricité s'intéressent également et collaborent aux constructions aéronautiques.

Un corps d'ingénieurs d'État a été constitué de toutes pièces en 1925 au moyen d'officiers et d'ingénieurs qualifiés. Il pourra encore s'annexer quelques personnalités marquantes, mais il se recrutera normalement parmi les anciens élèves de l'École. Les ingénieurs libres travaillent chez les constructeurs, le plus souvent en rapports étroits avec les services techniques de l'État.

La plupart des élèves de l'École supérieure d'aéronautique font leur service militaire dans l'aviation, en général comme observateurs; quelques-uns deviennent en outre pilotes. Ceux qui ne sont pas aptes au service aérien, sont préparés à devenir officiers dans les parcs, établissements et commissions d'expériences, où ils apporteraient en temps de guerre de très précieuses qualités techniques.

Il y a donc un contact très intime entre les ingénieurs civils de l'aéronautique et l'aviation militaire. Celle-ci leur rend, au moment de leur sortie de l'École, le grand service de leur faire toucher du doigt tous les côtés pratiques que l'enseignement reçu par eux jusque-là n'a pu envisager suffisamment.

Les *commandants des établissements militaires, ceux des parcs* des régiments et établissements, sont de véritables chefs d'industrie. Il leur faut donc de sérieuses connaissances techniques qu'ils n'acquerront pas sans une préparation spéciale. Il en est de même des cadres supérieurs à leur disposition.

Il n'est nullement indispensable que les officiers employés dans les parcs et établissements proviennent tous du personnel navigant. Il est cependant bon qu'une proportion suffisante en soit originaire pour mieux comprendre les besoins de celui-ci.

Le rôle des *contrôleurs* est de vérifier la qualité des matières employées à la construction et à la réparation des avions et les conditions de leur mise en œuvre. Que ces contrôleurs soient officiers ou sous-officiers, ou agents civils, ils doivent joindre des connaissances approfondies à une parfaite honorabilité et à un sentiment élevé du devoir. Le soin apporté à leur recrutement a une importance capitale. Ils proviendront le plus souvent des mécaniciens.

Les *mécaniciens* constituent un facteur essentiel de l'aviation. La sécurité du personnel navigant est en quelque sorte dans leurs mains. C'est dire qu'ils ne seront jamais trop bons. Nous en dirons autant des *mécaniciens-électriciens*, des *radiographes*, *photographes* manipulants, etc.

Ce n'est pas trop d'un véritable mécanicien professionnel par avion en service, et avec celui-ci au moins un aide qualifié. Le fonctionnement des parcs et établissements en exige également un nombre important. Ce sont donc des centaines, et même des milliers de mécaniciens confirmés dont a besoin une aviation importante.

Tous ces spécialistes sont assurés de trouver dans l'industrie des salaires élevés. On ne les retiendra donc au service militaire que par des avantages équivalents. Mais le paiement d'une solde ne suffit pas. Il faut améliorer l'installation des familles, les conditions d'éducation des enfants. Il faut surtout que ce personnel modeste, mais de choix, se sente entouré de la considération qu'il mérite.

Actuellement, les mécaniciens ne font qu'une carrière de sous-officier; leur seul débouché est le corps des contrôleurs. Par analogie avec ce qui s'est passé dans toutes les marines, et en raison de l'importance des questions techniques, on sera certainement amené à créer un corps d'officiers mécaniciens qui se développera peu à peu et tiendra une place importante dans les régiments comme dans les établissements et inspections diverses.

Les *magasiniers* constituent également une catégorie intéressante. Ce serait une grosse erreur de croire que n'importe qui peut faire un bon magasinier. A des qualités d'ordre et de méthode, il faut joindre la connaissance des innombrables pièces de rechange à manipuler et classer, et savoir les entretenir en bon état. Une longue préparation pratique à ces fonctions est indispensable.

Le service météorologique. — Un facteur très important de la sécurité de la navigation aérienne militaire et civile est l'existence d'un service météorologique fonctionnant aussi bien que possible.

On a réuni dans l'*Office national météorologique* à peu près tous les organes qui s'occupent de météorologie et qui jadis relevaient de diverses autorités. Sa direction est confiée à un certain nombre d'officiers et de fonctionnaires spécialisés, à haute culture scientifique. Cet office centralise tous les renseignements recueillis non seulement en France, mais dans les pays voisins, car il faut qu'ils proviennent d'une zone aussi étendue que possible. Ses informateurs sont donc :

a) Les services météorologiques étrangers (à titre d'échange).

b) Sur tout le territoire de la France et de l'Afrique du nord, des postes civils, militaires ou mixtes. Par motif d'économie, le personnel militaire est de beaucoup le plus nombreux (1).

Dès maintenant, les moyens d'investigation et de transmission existant (postes radios spéciaux, priorité sur les lignes téléphoniques) permettent d'assurer d'une manière très satisfaisante la couverture météorologique des déplacements aériens signalés d'avance à l'Office national. Mais il y a encore des progrès à réaliser : coordination plus étroite avec d'autres services (la

(1) Les jeunes gens affectés à ce service ont besoin d'une instruction générale assez étendue et seraient capables souvent de devenir officiers de réserve. Pour ne pas priver d'eux les troupes combattantes, il conviendrait de les recruter, autant que possible, parmi les hommes du service auxiliaire.

marine par exemple), personnel spécialisé plus nombreux, transmissions plus solidement assurées.

Le personnel non technicien. — Reste enfin le personnel non technicien, c'est-à-dire les administrateurs, les comptables, dans l'armée les gradés d'encadrement, et toutes les catégories de subalternes indispensables, secrétaires, téléphonistes, conducteurs d'automobiles, hommes de corvée, etc...

Bien que leur service touche de moins près aux avions et aux moteurs, il n'est pas moins nécessaire qu'il soit assuré d'une manière irréprochable, si on veut que les établissements, parcs et terrains soient en ordre. Or cet ordre est lui aussi un des facteurs de la sécurité du personnel navigant, et il est la garantie du fonctionnement sans gaspillage d'organes terriblement coûteux.

LES ÉCOLES MILITAIRES D'AVIATION

Il serait trop long de donner le détail du fonctionnement de toutes les écoles et de tous les cours d'instruction par lesquels passe forcément pour sa formation le personnel navigant et technicien, mais quelques renseignements généraux sont nécessaires pour montrer la complexité de l'enseignement à donner, la difficulté de la tâche et les dépenses qui en résultent inévitablement.

Le rendement peut beaucoup varier selon la valeur des professeurs et instructeurs, l'installation, le matériel d'instruction dont on dispose. Ce serait une économie bien mal comprise de ne pas assurer au personnel enseignant de ces écoles, souvent installées dans des camps ou de petites localités dépourvues de ressources, des logements confortables, des indemnités équitables, un avancement mérité, et la possibilité d'assurer l'éducation des enfants. Les élèves, eux aussi, ont besoin d'un confort suffisant; leur travail se ressent du plus ou moins de facilités procurées par l'agencement des salles de cours et d'étude, des laboratoires, des ateliers, et par la faculté de disposer de tout le matériel d'instruction utile : matières premières, croquis et planches murales, avions et moteurs à démonter, remonter et régler, moteurs coupés, outillage, etc...

Des progrès appréciables ont déjà été réalisés à ces divers points de vue, mais il reste encore beaucoup à faire.

Études techniques supérieures. — L'armée et la marine envoient chaque année à l'École supérieure d'aéronautique et à l'École supérieure d'électricité un certain nombre d'officiers particulièrement qualifiés pour en suivre les cours, et destinés à fournir à l'aviation militaire et navale les techniciens nécessaires à leurs commissions d'essais et d'expériences.

Il serait très utile de créer un cours spécial, — qui nous fait actuellement défaut, — pour préparer les commandants des régiments et des établissements et les cadres des parcs, au côté technique et administratif de leurs fonctions et à la direction logique et économique des travaux d'atelier.

Si on crée le corps d'officiers mécaniciens dont nous parlions un peu plus haut, une école spéciale sera nécessaire pour leur formation. C'est une question dont la solution doit être étudiée dès maintenant.

Écoles d'officiers. — Pour l'aviation terrestre, toutes les écoles d'officiers se rattachent à l'*École militaire et d'application de l'aéronautique* de Versailles, dont l'*École d'observateurs* et l'*École spéciale de pilotage des officiers* d'Avord sont des annexes. La plupart des officiers de l'arme reviennent à Versailles deux ou trois fois pendant leur carrière pour y suivre des « cours de franchissement de grade » qui sont l'occasion d'une revision générale et d'une mise à jour des doctrines tactiques et des questions techniques; ces cours offrent en outre l'avantage de les mettre en contact avec des officiers de toutes armes venant suivre des cours analogues.

Les jeunes officiers, — qu'ils proviennent de l'École polytechnique, de Saint-Cyr ou du rang, — passent tous un an dans cette école pour y recevoir l'instruction générale et technique, et celle d'observateur en ballon et en avion. Ils vont ensuite à Avord recevoir le dressage de pilote et continuer en même temps leur instruction d'observateur. Avant de rejoindre leurs régiments, ils suivent tous un *Cours pratique de tir et de bombardement* à Cazaux.

L'École de Versailles, au prix d'un travail des plus méritoires de ses organisateurs, et grâce à l'aimable coopération de la plupart des constructeurs, est devenue un très bel établissement, possédant de vastes locaux, des installations électriques et des laboratoires photographiques très complets, de magnifiques collections techniques de tout genre et des ateliers qui

y facilitent beaucoup le travail. Ces installations permettent de faire passer avec fruit par l'École des élèves officiers de réserve techniciens, en principe anciens élèves des écoles supérieures d'aéronautique ou d'électricité, qui y reçoivent un complément d'instruction pratique.

La marine a tenu, pour que les officiers aviateurs soient vraiment marins, à les former d'abord comme tels à l'École navale et par le service à bord. Ce n'est que dans le grade d'enseigne qu'ils passent par les diverses écoles d'observation et de pilotage.

Écoles de pilotes. — En France, on estime à 40000 francs le prix de revient d'un élève pilote au moment où il obtient son brevet; mais, à ce moment, il est bien loin d'être déjà confirmé. En Italie, au moment de la discussion du budget de 1926, on a donné les prix suivants pour la formation complète d'un pilote des diverses subdivisions d'arme :

Chasse ou reconnaissance, 70 000 lires,
Bombardement 90 000 lires.

On peut être assuré que le prix de revient n'est pas moindre dans les autres pays.

Voyons de plus près ce qui se passe chez nous.

Des écoles de *boursiers de pilotage* reçoivent les jeunes gens de manière qu'ils aient obtenu leur brevet de pilote au moment où ils auront entre dix-huit et vingt ans. Ils entrent alors au service par devancement d'appel, de manière à accomplir comme pilotes tout leur temps de service militaire. Ces écoles sont confiées à des entrepreneurs civils qui, moyennant un prix forfaitaire, fournissent les instructeurs et le matériel pour un nombre d'élèves donné. Mais il est indispensable, avant d'envoyer ceux-ci en escadrille, de les faire passer par l'école militaire de pilotage, d'Istres pour l'armée, d'Hourtin pour la marine, afin de compléter leur entraînement sur appareil de guerre de la subdivision d'arme où ils entreront suivant leurs goûts ou leurs aptitudes.

On reçoit aussi à Istres et à Hourtin des engagés volontaires qui y font tout leur dressage, et même des jeunes gens du contingent incorporés comme non navigants dans les troupes d'aéronautique, et qui demandent à piloter.

En prenant tout ce qui vient de ces trois sources, nous arrivons juste à faire face à nos besoins en pilotes hommes de troupe.

Les boursiers de pilotage ont en moyenne 50 heures de vol avant de venir à l'École de pilotage militaire où ils en font de 15 à 25; ils sont donc envoyés dans les régiments au bout de 75 à 80 heures de vol. Ceux qui sont entièrement formés à Istres en sortent au bout de 60 heures en moyenne. Mais il s'en faut de beaucoup que les uns et les autres soient complètement utilisables, et ils ont besoin d'être surveillés et suivis de près pendant encore plusieurs mois.

Pour l'aviation navale, il faut ajouter quelques heures de plus à cause de la nécessité de piloter avion et hydravion.

La formation des pilotes officiers de carrière est effectuée dans une école spéciale aux officiers pour l'armée, commune aux officiers et à la troupe pour la marine.

Celle des pilotes élèves officiers de réserve, qui ont au préalable suivi d'ordinaire un cours spécial de boursiers de pilotage, s'achève en même temps qu'ils suivent le cours préparatoire des observateurs.

Écoles d'observateurs. — En Angleterre où l'*Air Force* est indépendante, le pilote tient la première place, et une partie seulement des pilotes reçoit l'instruction complète d'observateur; la presse militaire anglaise a enregistré d'assez nombreuses plaintes au sujet de l'insuffisance de préparation des escadrilles autres que celles spécialisées dans la coopération avec l'armée, au travail avec les troupes de toutes armes.

Pour éviter en France pareille lacune, les jeunes officiers de l'aviation militaire reçoivent tout d'abord l'instruction d'observateur (en avion et en ballon) avant d'aller piloter. Les officiers aviateurs de la marine passent d'abord par l'école d'observateurs et font ensuite comme tels du service en escadrille avant d'être autorisés à aller à l'école de pilotage.

Les officiers de carrière venus dans l'aviation avant l'organisation actuelle sont tenus de recevoir la formation d'observateur. Ils s'y préparent dans les régiments, de même que les officiers des autres armes désireux d'en obtenir le brevet.

Les observateurs de réserve sont préparés dans des cours qui durent six mois (à Avord pour les aviateurs, à Versailles pour les aérostiers, à Rochefort pour la marine). Leur préparation dans un aussi court délai est rendue possible par la sélection dont ils sont l'objet au point de vue de leur instruction générale : presque tous ont suivi les cours des grandes écoles civiles. Ceux

d'entre eux qui veulent devenir pilotes, terminent leur pilotage, tout en suivant les cours d'observation.

Tir et bombardement. — Nous avons insisté déjà sur l'obligation, pour tous les membres du personnel navigant, d'être des combattants individuels, mitrailleurs habiles. Tous les observateurs doivent avoir reçu l'instruction de bombardier, et dans l'aviation navale celle de torpilleur.

Actuellement, dans l'aviation terrestre, cette instruction du tir et du bombardement, commencée pour les officiers dans les écoles de formation, se donne tout entière dans les régiments, sauf des cours de quelques semaines destinés à la formation d'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers de carrière, comme instructeurs de tir et de bombardement. C'est absolument insuffisant.

Les régiments ne possèdent pas près de leurs garnisons les champs de tir et de bombardement nécessaires, et ne passent chaque année que très peu de temps sur ceux qui existent en nombre trop limité. Il leur est impossible d'y donner un entraînement complet à leurs observateurs et mitrailleurs-bombardiers. Le brevet de ces spécialités ne devrait pouvoir être obtenu qu'après des épreuves pratiques exécutées auprès d'un cours de tir et de bombardement.

L'emploi des mitrailleuses de capot par les pilotes contre objectifs au sol se fait en piquant sur l'objectif pour s'en rapprocher à petite portée. C'est un exercice dangereux qu'on ne doit faire exécuter que par des pilotes confirmés : il ne peut donc se faire que plusieurs mois au moins après la fin de l'instruction de pilotage. Lui aussi ne peut être enseigné que sur des champs de tir spéciaux.

Dans la marine, le personnel navigant étant moins nombreux que dans l'aviation terrestre peut passer tout entier par des cours de tir qui coïncident avec les écoles d'observation et de pilotage.

Écoles de mécaniciens. — La formation des mécaniciens est un des problèmes les plus graves pour l'aviation, en raison à la fois de l'importance de leur valeur pour la sécurité du personnel navigant, et du grand nombre nécessaire de ces spécialistes.

L'Angleterre a trouvé une solution excellente que sa richesse lui permet. Des jeunes gens de quinze à seize ans

entrent dans une école dont les cours durent six semestres : le programme, en dehors du travail manuel et des connaissances pratiques, donne une très large part à l'instruction générale. Cette école compte maintenant 3 000 élèves, dont 500 sortent chaque semestre en contractant un engagement de douze ans dans l'*Air Force* comme mécaniciens. Les électriciens sont formés dans une autre école d'après des procédés analogues; leur instruction technique est tout à fait remarquable. Grâce à ces efforts, l'aéronautique anglaise est dotée de professionnels d'une incontestable valeur.

L'état de nos finances et l'organisation générale de nos forces militaires ne nous permettent pas un tel luxe. Nous nous contentons, pour l'aviation terrestre, d'écoles dont les cours durent de six mois à un an selon que les élèves ont plus ou moins d'aptitudes. Trois écoles civiles fonctionnent (paiement à forfait par élève formé), d'après les mêmes principes que les écoles de boursiers de pilotage, sauf que les jeunes gens contractent avant d'y entrer un engagement de trois ans ou davantage. Une quatrième école, dite « École des spécialistes de l'aéronautique », est entièrement militaire ; les élèves s'y engagent directement ou y sont envoyés des régiments et établissements qui peuvent également préparer eux-mêmes leurs candidats à aller passer directement l'examen de sortie de cette école. Les mécaniciens brevetés ainsi obtenus, sans pouvoir se comparer à ceux des écoles anglaises, donnent néanmoins satisfaction. Jusqu'à ces dernières années, le déficit en brevetés atteignait plusieurs centaines : il a beaucoup diminué et tend à disparaître.

Le cours de mécaniciens de l'aviation navale a comme élèves des jeunes gens ayant déjà reçu l'instruction de l'école des mécaniciens de la marine.

Cours de spécialités. — Des cours de formation et de perfectionnement pour les photographes, radios, mécaniciens électriciens, armuriers mécaniciens, contrôleurs du matériel, etc., sont faits soit à l' « École militaire et d'application » de Versailles, soit à l' « École des spécialistes ». Ils y sont organisés économiquement et dans de bonnes conditions grâce aux professeurs et instructeurs, et au riche matériel d'instruction dont disposent ces écoles.

L'aviation militaire et l'aviation navale devraient-elles avoir

des écoles communes? — La question est sujette à controverse. Les besoins de l'une et de l'autre ne sont pas identiques, mais l'enseignement comporte beaucoup de parties communes que nous allons indiquer.

Tout le pilotage pourrait être enseigné dans des écoles communes dont les cadres seraient mixtes, quitte à ce que les marins fussent entièrement chargés de l'enseignement du pilotage des hydravions et amphibies et de l'enseignement relatif à l'aviation embarquée (lancement par catapulte, atterrissage et envol sur les navires porte-avions). Il ne serait pas inutile d'ailleurs que les pilotes de l'aviation terrestre en reçoivent des notions, en prévision d'opérations dans les régions comportant beaucoup d'eaux et peu ou pas de terrains propices, comme c'est le cas pour certaines colonies et théâtres extérieurs d'opérations. Mais étant donné la nécessité d'avoir plusieurs écoles de pilotage, on peut maintenir séparées celles de l'armée et de la marine, sous réserve qu'on y enseigne une doctrine unique et des procédés identiques.

Les écoles d'observateurs répondant à des besoins très différents, il est logique de les laisser distinctes. Mais il serait très utile que des officiers y aillent faire des stages par échange entre armée et marine, pour se préparer aux opérations combinées.

L'école de tir et de bombardement pourrait être unique, mais, en ce cas, il faudrait en compléter les cours par des exercices pratiques spéciaux à la mer pour l'aviation navale, en particulier pour le lancement des torpilles.

Il y aurait grand profit à faire passer quelques officiers de l'aéronautique militaire et navale par échange entre armée et marine dans les écoles supérieures de la guerre et de la marine. On préparerait ainsi le travail des états-majors pour les opérations combinées exigeant le concours de l'armée, de la marine et des deux aviations.

Un cours de navigation aérienne a été organisé pour les officiers de l'aviation terrestre à Brest, où il est dirigé par des officiers de marine. C'est une excellente combinaison dont il faudrait tirer parti, non seulement pour l'enseignement de la navigation, mais aussi pour créer un contact intellectuel aussi complet que possible entre les deux aviations et entre l'aviation terrestre et la marine.

ORIGINE ET STATUT DU PERSONNEL

On conçoit sans peine que le statut du personnel de l'aéronautique militaire joue un grand rôle dans son recrutement et influe sur sa valeur.

Pendant la grande guerre, dans toutes les armées belligérantes, le personnel navigant de l'aéronautique s'est recruté au moyen de volontaires provenant de toutes les armes. Pilotes et observateurs continuaient à compter dans leur arme d'origine, où ils pouvaient retourner. La présence d'officiers de toutes armes apportait dans l'aviation des connaissances militaires variées. Les fonctions multiples et délicates des observateurs se trouvaient ainsi confiées à des officiers connaissant les besoins des troupes. La possibilité de rentrer dans l'arme d'origine permettait de ne pas conserver dans l'aviation des officiers n'ayant plus les aptitudes ou la vocation voulues, alors qu'ils restaient susceptibles de rendre encore ailleurs de bons services. En revanche, il y avait une grande inégalité dans les conditions de l'avancement, qui continuait à se faire au titre de l'arme d'origine. Les besoins considérables et urgents en personnel ont forcé à conserver cette règle pendant toute la guerre malgré ses inconvénients qu'atténuaient l'esprit de devoir et l'abnégation des officiers. Avec la paix, il n'en fut plus de même, et certains bons officiers, déçus, quittèrent l'aviation.

On estima que le personnel de l'aéronautique serait plus homogène, aurait plus d'esprit de corps et se recruterait plus facilement, s'il formait une arme spéciale, ayant son avancement propre. De ces considérations sortit la loi de 1922, qui, à côté d'avantages sérieux, a laissé sans solution certains besoins qu'elle voulait satisfaire, et présente en outre quelques très graves inconvénients.

Le plus visible et le plus criant est d'avoir réuni dans un même corps tout le personnel, navigant ou non, de l'aéronautique. Cette disposition a été adoptée en vue de procurer dans les fonctions non navigantes un débouché à ceux qui ne voudraient plus voler; mais elle ne donne aucune garantie que des fonctions administratives ou techniques ayant besoin d'une préparation spéciale seront bien remplies. Il en résulte que le personnel navigant et le personnel non navigant concourent

ensemble pour l'avancement. Or on n'a pas à en exiger les mêmes aptitudes et les mêmes qualités ; leurs titres ne sont pas comparables ; en raison de leurs origines différentes, leur avancement antérieur n'avait pas été réglé sur les mêmes bases. On a beau s'efforcer de tenir compte de tous ces facteurs dans l'administration de l'avancement, il n'a pas été, et il n'est pas possible de réparer les inégalités initiales qui en résultent. Les aérostiers et les officiers non navigants, dont beaucoup ont eu dans leur arme l'origine de très brillants services de guerre et dont certains possèdent des connaissances techniques précieuses, croient trop souvent se voir préférer le personnel navigant, et s'en plaignent parfois amèrement.

Naguère encore, l'entrée dans l'arme de l'aéronautique était interdite aux officiers des autres armes, même à ceux dont les services comme observateurs étaient reconnus indispensables au Maroc et en Syrie, et qui avaient des services de guerre aériens très distingués. On a tellement senti ce qu'avait de choquant cette situation qu'une décision récente vient de prévoir l'admission des officiers de cette provenance, à condition qu'ils soient âgés de moins de trente ans et qu'ils aient servi comme observateurs pendant au moins deux ans. Elle a prévu également le passage dans l'aéronautique d'officiers d'infanterie et de cavalerie pour y remplir des fonctions d'encadrement ou administratives, mesure rendue indispensable par l'impossibilité constatée de puiser dans le personnel navigant la totalité des comptables et administrateurs nécessaires.

Mais c'est encore insuffisant. La législation en vigueur ne permet pas à des officiers d'état-major, à des techniciens de valeur, — alors que l'aviation souffre de déficit en officiers de ces catégories, — d'être admis dans l'aéronautique alors qu'ils sont observateurs, et même parfois pilotes d'avion.

La fermeture à l'entrée du corps d'officiers de l'aéronautique est d'autant plus anormale que l'arme continue à puiser largement dans toutes les autres ses sous-officiers de carrière qu'on admet dans le personnel navigant comme élèves-mitrailleurs, et dans toutes les fonctions non navigantes.

Elle entraîne une conséquence grave : la fermeture du corps à la sortie. Il est impossible à un officier ne pouvant plus voler, pour raison de santé par exemple, mais restant apte au service de guerre, de rentrer dans une autre arme. Il serait pourtant

prudent de donner cette soupape de sûreté à l'aéronautique. Il faut craindre en effet d'y voir l'avancement, et par suite le moral des militaires de carrière, compromis par un arrêt dû à l'existence de cadres supérieurs très jeunes d'âge et bouchant l'accès des grades élevés. La solution ne se trouvera pas dans des mises à la retraite prématurées qui ne causeraient pas de moindres rancœurs et nuiraient encore plus au recrutement et à l'avenir de l'arme.

Il n'a pas été logique non plus de réunir en une même arme l'aviation et l'aérostation. La formation intellectuelle, les règles techniques, les réflexes à développer ne sont pas les mêmes pour l'une et pour l'autre. Les pilotes d'avion affectés aux régiments d'aérostation, s'ils veulent continuer à voler, passent hors de leur régiment, pour faire leurs épreuves aériennes, des semaines pendant lesquelles leur service n'y est pas assuré. Mais surtout il est illogique de faire les grosses dépenses nécessaires à la formation et au maintien de l'entraînement d'un pilote pour un officier aérostier dont l'instruction peut être obtenue à bien meilleur compte.

Il est encore possible, et il serait logique, d'apporter à la loi de 1922 les modifications suivantes :

Séparer le personnel navigant et le personnel non navigant et leur assigner des règles et des tableaux d'avancement distincts, de manière que les officiers navigants aient des avantages certains, et que les non navigants aient la garantie de conditions d'avancement analogues à celles des officiers des autres armes.

Rendre au ministre le pouvoir de faire passer dans l'aéronautique tous les officiers et militaires de carrière des autres armes dont elle peut avoir besoin, en raison d'insuffisance de ressources dans ses rangs ou de nécessités d'organisation (brevetés d'état-major, techniciens, comptables, personnel d'encadrement, etc...), comme il peut le faire pour les autres armes.

Prévoir en conséquence les règles d'entrée dans l'aéronautique des officiers et militaires de carrière, et les règles de sortie, en tenant compte des intérêts particuliers (origine, services aériens, aptitudes techniques, aptitude au service dans une autre arme ou au commandement de troupes de toutes armes, ancienneté à fixer dans la nouvelle arme, etc...).

Sortir les régiments d'aérostation de l'aviation, comme on en a sorti l'artillerie antiaérienne, tout en les laissant à l'instar

de celle-ci sous les ordres des brigades et des divisions aériennes. Les régiments d'aérostation pourraient appartenir à l'arme du génie, qui les possédait autrefois (1), ou constituer une subdivision d'arme spéciale dans l'aéronautique. Cela n'empêcherait pas ses officiers de passer par l'École militaire et d'application de l'aéronautique, ni de donner dans cette École aux officiers aviateurs l'instruction d'observateur en ballon qui s'est affirmée à l'usage comme un stade précieux d'instruction avant l'observation en avion, ni même de détacher chaque fois qu'on le jugera utile, pour un but d'instruction et afin d'assurer l'unité de doctrine, des officiers aviateurs dans les régiments d'aérostiers et inversement.

L'aviation navale n'est pas sans connaître aussi des difficultés au sujet du statut de son personnel. Nous avons vu qu'il fallait à juste titre qu'il fût et restât marin. Il en résulte que, pour obtenir de l'avancement, il doit remplir les conditions d'embarquement prévues pour les autres officiers et gradés de carrière et qu'il est trop souvent forcé de sortir de l'aviation pour pouvoir avancer en grade. Contrairement à l'aviation de l'armée de terre, l'aviation navale, complètement ouverte à l'entrée et à la sortie, manque de la stabilité nécessaire.

Cette situation s'améliorera quand il y aura vraiment de nombreux avions embarqués, soit sur les porte-avions, soit sur les navires de combat. Mais il restera toujours une très forte portion de l'aviation navale affectée à la défense des côtes et, par suite, n'embarquant pas.

Il serait indispensable de mieux fixer son statut et de prévoir pour ses membres des conditions spéciales d'embarquement n'entravant pas leur avancement. Il faut d'autant plus se préoccuper du statut du personnel de l'aéronautique que le service d'un an, actuellement à l'étude et dont il faut envisager la mise en application dans un délai de quelques années, sera, pour l'aviation, une très rude épreuve.

Déjà, avec le service de dix-huit mois, on avait senti le besoin que les pilotes du contingent, appelés à revenir plus tard comme réservistes, entrassent au service déjà munis de leur brevet (boursiers de pilotage); et, malgré cela, ils passent

(1) En Allemagne, on prévoit le rattachement de l'aérostation (ballons captifs) à l'artillerie, parce qu'elle travaille surtout au profit de cette arme. Elle a été passée à cette arme dans l'armée tchécoslovaque.

souvent dans la réserve avant d'être entièrement confirmés. Pour les mécaniciens, on exige un engagement de trois ans au moins. Nul ne sait quelles seront les répercussions du service d'un an sur le recrutement du personnel troupe navigant et technicien de l'aéronautique. Il sera sage de porter pour elle au maximum possible le nombre des militaires de carrière.

C'est que, si important que soit, dans une arme technique comme l'aviation, le facteur matériel, le personnel l'est encore bien davantage.

Des pilotes, des observateurs, des techniciens, des commandants d'escadrille, de groupe et de régiment ne s'acquièrent pas qu'à prix d'argent. Certes, il faut, si on veut les attirer et les retenir, leur assurer une vie matérielle convenable et, plus encore, la certitude que, s'ils meurent en volant, leur famille sera assurée contre le besoin. L'Italie a accordé à tout son personnel aéronautique navigant des *assurances* contre les accidents, payables à la famille en cas de décès. Un projet analogue attend en France depuis des années sa réalisation, retardée par de mesquines considérations financières. Rien ne serait plus utile pour assurer à l'aéronautique un large recrutement. Mais ces facteurs matériels ne sont pas tout. Pour que ces volontaires, — et les réservistes eux-mêmes le sont, — affluent dans l'aviation, il faut aussi leur accorder les avantages de carrière, les récompenses honorifiques, la considération auxquels le péril couru chaque jour leur donne le droit de prétendre.

Il faut enfin que tout soit fait, largement et sans lésiner, pour que leur instruction d'aviateurs et de combattants *soit parfaite.*

On n'y arrivera que par de longs efforts et de grosses dépenses, et plus encore par la présence à la tête de l'aviation militaire et navale de *chefs* de l'arme, responsables de son instruction, écoutés du haut commandement et des ministres, comme nous le montrerons en parlant de l'organisation générale de l'aéronautique.

Général A. Niessel.

(A suivre.)

LE POSTE DANS LA BROUSSE

Le nouvel adjoint arriva l'après-midi. Quand le résident, M. Warbuton, apprit que le *Prahu* (1) était en vue, il se coiffa de son casque colonial et descendit au débarcadère. A son passage, les huit petits soldats dyaks, toute sa troupe, se figèrent au garde à vous. Il constata avec satisfaction leur tenue martiale, la propreté des uniformes et l'astiquage impeccable des fusils. Vraiment, ses hommes lui faisaient honneur. Du débarcadère, ses yeux cherchèrent le coude du fleuve où dans un instant glisserait le bateau. Avec son pantalon immaculé et ses souliers blancs, M. Warbuton respirait l'élégance. Sous le bras, il tenait une canne de Malacca à pomme d'or, présent du sultan de Pérak. Cette arrivée lui inspirait des sentiments mitigés. La surveillance du district passait les forces d'un seul homme et, pendant sa dernière tournée, il avait regretté de devoir confier le poste à un agent indigène. Mais quand on a été si longtemps le seul blanc de l'endroit, comment ne pas envisager avec inquiétude la venue d'un compatriote? Il s'était fait à l'isolement. Pendant trois ans de guerre, il n'avait pas vu un visage anglais, et quand, un jour, il fut informé de la visite d'un inspecteur des forêts, une telle panique le saisit qu'au moment de l'arrivée de l'étranger, après avoir tout organisé pour le rece-

(1) *Prahu*, mot malais désignant le canot dont se servent les indigènes.

voir, il prétexta un déplacement urgent et s'enfuit. Il ne reparut qu'une fois certain de ne pas retrouver son hôte.

Le *prahu* se montrait sur la large nappe du fleuve. L'équipage était composé de détenus, — Dyaks frappés de peines diverses, — et deux gardiens attendaient au débarcadère pour les ramener à la prison. L'eau rejaillissait sous les coups d'aviron puissants des gars musclés. Quand le bateau accosta, un homme se glissa hors de la tente et sauta à terre. Les soldats présentèrent les armes.

— Enfin nous y voilà! Sacrebleu, j'avais des fourmis dans les jambes. Je vous ai apporté votre courrier.

Il parlait avec une exubérance joviale. M. Warburton lui tendit poliment la main.

— M. Cooper, j'imagine?

— Lui-même. Attendiez-vous quelqu'un d'autre?

Cette question, qui voulait être facétieuse, ne fit pas sourire le résident.

— Permettez-moi de me présenter : Warburton. Je vais vous montrer votre installation. On apportera vos bagages.

Il précéda Cooper dans l'étroit chemin et ils pénétrèrent dans un enclos où s'élevait un petit bungalow.

— Je l'ai rendu aussi habitable que j'ai pu, mais voilà des années qu'il est abandonné.

Le bungalow était construit sur pilotis. Une salle spacieuse donnait sur une large véranda; au fond, de chaque côté d'un corridor, se trouvaient deux chambres à coucher.

— Ça fera tout à fait mon affaire, dit Cooper.

— Vous devez avoir envie de prendre un bain et de vous changer. Je serai très heureux de vous avoir à dîner. A huit heures, voulez-vous?

— Moi, l'heure, je m'en moque.

Le résident eut un sourire un peu déconcerté, et se retira. Il retourna au fort où il habitait. Allan Cooper ne lui avait pas fait bonne impression, mais M. Warburton était équitable : il trouvait injuste de se former une opinion à première vue. Cooper, un grand garçon dégingandé, portait environ trente ans. Ni le long nez crochu, ni les yeux bleus, ne relevaient le visage ingrat au teint uniformément blême. Quand, en arrivant au bungalow, le nouveau venu avait jeté son chapeau à un boy, M. Warburton avait remarqué le contraste bizarre

entre son crâne puissant où poussaient dru de courts cheveux bruns et le menton fuyant et débile. Sa culotte et sa chemise kaki étaient usés et tachés, et depuis des jours nulle brosse n'avait dû effleurer le chapeau défraîchi. Mais M. Warburton se dit qu'après tout le jeune homme venait de passer une semaine sur un caboteur et les dernières quarante-huit heures étendu dans le fond d'un prahu.

— Nous verrons de quoi il aura l'air quand il viendra dîner.

Il entra dans sa chambre où ses affaires étaient préparées avec un soin méthodique, tout comme par un domestique de Londres. Puis, il se déshabilla, descendit à la salle de bain, et s'y aspergea d'eau froide. Par concession au climat, il portait un smoking blanc, mais sa chemise empesée à haut faux col, ses chaussettes de soie et ses souliers vernis étaient dignes d'un dîner à son club de Pall Mall. En maître de maison méticuleux, il passa à la salle à manger pour vérifier la disposition de la table. Des orchidées l'égayaient et l'argenterie n'aurait pas eu plus d'éclat en sortant des mains d'un maître d'hôtel anglais. Les serviettes étaient pliées avec art. Sous leurs petits abat-jour, des bougies plantées dans des chandeliers d'argent répandaient une lumière tamisée. M. Warburton approuva d'un sourire et retourna au salon. Bientôt Cooper entra. Il avait conservé sa culotte et sa chemise kaki, et le veston déchiré du voyage. Le sourire d'accueil de M. Warburton se figea.

— Bigre! Vous voilà sur votre trente et un, admira Cooper. Je ne m'y attendais pas. Un peu plus, je venais en *sarong* (1).

— Cela n'a pas d'importance. Vos boys devaient avoir fort à faire.

— Vous n'auriez pas dû prendre la peine de vous habiller pour moi.

— Mais je m'habille toujours pour dîner.

— Même quand vous êtes seul?

— Surtout quand je suis seul, riposta M. Warburton, glacial.

Ses joues s'empourprèrent : un éclair de malice avait passé dans le regard de Cooper. M. Warburton était de caractère emporté, comme l'indiquaient son visage sanguin aux traits combatifs et ses cheveux roux qui tournaient au gris. L'indignation pouvait faire jaillir la flamme de ses yeux bleus, à

(1) *Sarong*, mot malais désignant un pagne.

l'ordinaire froids et scrutateurs. Mais, avant tout, il était homme du monde et, il s'en flattait, des plus corrects. Il se devait de supporter cet individu.

— Autrefois, à Londres, je vivais dans un milieu où l'on aurait jugé aussi extravagant de ne pas s'habiller pour dîner que de ne pas prendre un bain tous les matins. Lors de mon installation à Bornéo, je ne vis aucune raison de renoncer à une si bonne habitude. Pendant trois ans, au moment de la guerre, je n'ai pas rencontré un seul blanc. Jamais quand j'étais en état de descendre pour le dîner, je n'ai manqué de m'habiller. Vous arrivez dans ce pays : croyez-moi, c'est le meilleur moyen d'y conserver votre dignité. A mon avis, si un blanc se laisse aller le moins du monde, il la perd très vite et alors, soyez-en certain, les indigènes cessent bientôt de le respecter.

— Enfin, si vous comptez que, par cette chaleur, je vais m'empêtrer d'une chemise et d'un col empesés, vous vous faites de rudes illusions.

— Pour dîner dans votre bungalow, vous vous habillerez bien entendu à votre guise. Mais quand vous me ferez le plaisir de venir à ma table, peut-être finirez-vous par admettre que la politesse élémentaire impose le costume en usage dans la société civilisée.

En *sarongs* et *songkoks* (1) que complétaient d'élégantes tuniques blanches à boutons d'or, deux boys malais entrèrent. L'un portait des cocktails, l'autre un plateau chargé d'olives et d'anchois. Cooper et le résident passèrent à la salle à manger. Très fier de son chef chinois, le meilleur de Bornéo, M. Warburton tenait à avoir une cuisine aussi soignée que le permettaient les ressources du pays. Il tirait parti de tout avec beaucoup d'ingéniosité.

— Voulez-vous voir le menu ? proposa-t-il à Cooper.

Les termes français les plus choisis en désignaient les plats. Deux Malais servaient. Au fond de la pièce, deux autres boys agitaient d'énormes éventails et combattaient ainsi la lourdeur de l'air. La chère était somptueuse et le champagne de première qualité.

— Fichtre ! si c'est là votre ordinaire..., s'étonna Cooper.

M. Warburton jeta négligemment un coup d'œil sur le menu.

(1) *Songkok*, mot malais désignant un fez.

— Je ne vois rien d'exceptionnel, fit-il; je mange très peu, mais j'exige qu'on me serve chaque soir un dîner convenable. Ainsi le cuisinier s'entretient la main et c'est d'une bonne discipline pour les boys.

La conversation languissait. M. Warburton se montrait d'une courtoisie raffinée et peut-être prenait-il un malin plaisir à mettre ainsi son hôte dans l'embarras. Cooper n'avait passé que quelques mois à Sarawak et M. Warburton connut bientôt toutes les nouvelles de ses amis de Kuching.

— A propos, dit-il soudain, avez-vous rencontré un certain Hennerley? Il a dû, je crois, débarquer récemment.

— Pour sûr. Il est de la police. Un sale moineau.

— Vous m'étonnez. C'est le neveu de mon ami lord Barraclough. J'ai même reçu avant-hier une lettre de lady Barraclough me demandant de m'intéresser à lui.

— J'ai entendu dire en effet qu'il avait des parents dans la haute. Voilà, sans doute, ce qui lui a valu sa situation. Il sort d'Eton et d'Oxford et il n'oublie pas de vous en informer.

— J'ai peine à le croire, dit M. Warburton. Depuis deux siècles, tous les siens sont élevés à Eton et à Oxford. Cela doit lui paraître tout naturel.

— Il m'a eu l'air d'un rude poseur.

— Quelle école avez-vous suivie?

— Je suis né à la Barbade. J'y ai fait toutes mes études.

— Ah! je comprends.

M. Warburton réussit à mettre tant d'impertinence dans cette brève réponse que Cooper rougit. Il y eut un instant de silence.

— J'ai reçu deux ou trois lettres de Kuching, reprit M. Warburton, et j'avais l'impression que ce jeune Hennerley plaisait beaucoup. On le dit sportsmann de premier ordre.

— Oh! oui, il est très populaire. C'est tout à fait le genre de garçon qu'on apprécie là-bas. Moi, les sportsmen de premier ordre ne m'épatent pas. A quoi diable cela vous mène-t-il de mieux jouer au golf et au tennis que les autres gens? Et la belle affaire qu'une série de soixante-quinze au billard! En Angleterre, vous y attachez beaucoup trop d'importance.

— Croyez-vous? J'avais cru remarquer qu'à la guerre, les sportsmen ne s'étaient certes pas montrés les moins brillants.

— Oh! si nous parlons de la guerre, là, je suis sur mon

terrain. J'étais dans le même régiment qu'Hennerley et je puis vous affirmer que les hommes ne pouvaient pas le sentir.

— Qu'en savez-vous ?

— J'étais un de ses hommes.

— Comment, vous n'étiez pas officier ?

— J'avais tous les atouts dans mon jeu, en effet! J'étais un colonial, je ne sortais pas d'une grande école, et je n'avais pas de piston. Pendant toute cette sale période, je suis resté dans le rang.

Cooper se renfrogna. Il semblait se contenir avec peine. Clignant ses petits yeux bleus, M. Warburton l'observait : il se formait une opinion. Pour changer de conversation, il commença à mettre Cooper au courant de ses attributions, et quand la pendule sonna dix heures, il se leva.

— Allons, je ne veux pas vous retenir plus longtemps. Vous devez être fatigué par le voyage.

Ils se serrèrent la main.

— A propos, monsieur, reprit Cooper, ne pourriez-vous pas me dénicher un boy? Le mien m'a lâché au moment où je quittais Kuching. Il a disparu après avoir apporté tout mon fourbi à bord. Je ne m'en suis aperçu qu'en mer.

— J'en parlerai à mon premier boy. Il vous trouvera certainement quelqu'un.

— Parfait. Dites-lui qu'il m'envoie le boy et si sa tête me revient, je le prendrai.

Il faisait un si beau clair de lune que Cooper put traverser sans lanterne du Fort à son bungalow.

Comment ont-ils pu m'encombrer d'un pareil goujat? se demanda M. Warburton. Si c'est le genre d'individus qu'ils vont commencer à nous sortir, je ne leur fais pas mon compliment.

Il s'engagea dans son jardin. Le fort était bâti au sommet d'une petite colline et le jardin descendait jusqu'au fleuve. Sur la rive se trouvait une tonnelle où il avait l'habitude de venir fumer son cigare après le dîner. Et souvent, du fleuve qui coulait à ses pieds lui parvenait une voix, la voix de quelque Malais trop timide pour se montrer à la lumière du jour. C'était une plainte ou une accusation qu'on lui murmurait à l'oreille, un avis, un renseignement qu'on n'eût jamais osé

porter ouvertement à sa connaissance. Il se laissa tomber sur une chaise-longue en rotin. Cooper! Un garçon mal élevé, jaloux, suffisant, présomptueux. Mais l'irritation de M. Warburton ne résistait pas à la silencieuse beauté de la nuit.

Un arbre en fleurs qui poussait à l'entrée de la tonnelle répandait son odeur capiteuse et les lucioles étincelantes fuyaient de leur vol indolent et argenté. La lune traçait sur le large fleuve un sentier pour le pied léger de la fiancée de Siva. Sur l'autre rive, une rangée de palmiers se détachaient, délicats, sur le ciel. La paix entrait dans l'âme du résident.

C'était un original que M. Warburton. Sa carrière avait été singulière. A sa majorité, il avait hérité d'une fortune considérable, cent mille livres, et quand il sortit d'Oxford, il se jeta à corps perdu dans la vie de plaisirs qui s'offrait alors, — M. Warburton avait aujourd'hui dépassé la cinquantaine, — aux fils de famille. Il eut son appartement à Mount Street, sa voiture et son pied-à-terre dans le Warwickshire. Il alla partout où allaient les gens élégants. Le charme de ses manières, son esprit, sa bourse large ouverte l'avaient servi : il avait réussi à se faire une place dans la société de Londres, à cette époque encore très fermée et très brillante. La guerre des Boers qui l'avait ébranlée était oubliée et seuls les pessimistes prophétisaient la grande guerre qui la détruisit. Pour un jeune homme riche, la vie n'offrait qu'agréments. Pendant la saison, les cartes d'invitations encombraient la cheminée de M. Warburton. Il les laissait volontiers en évidence. Car M. Warburton était snob. Non pas le snob timide qu'impressionnent encore ses belles relations, ni le snob qui cherche à se lier avec les célébrités de la politique ou des lettres. Et pas davantage celui qu'éblouit la richesse : il était le snob pur et simple, prêt à porter l'hommage de son admiration au premier lord venu. Si susceptible, si emporté qu'il fût, il préférait la morgue d'une personne de qualité aux avances d'un roturier. A la faveur d'une lointaine alliance, son nom figurait dans le *Burke's Peerage* et il fallait voir de quelles subtilités et de quels détours il usait pour arriver à révéler cette noble parenté. Mais jamais il ne soufflait mot de l'honnête manufacturier de Liverpool à qui, par sa mère, une miss Gubbins, il devait sa fortune. C'était la terreur de sa vie brillante qu'un jour à Cowes, par exemple, ou à Ascot, quand il se trouverait auprès d'une duchesse ou même d'un

prince du sang, un de ses cousins surgit et vint afficher leur lien de famille.

Cette faiblesse était si évidente qu'elle devint bientôt notoire, mais elle dut à son exagération même de ne pas paraître simplement méprisable. Les grands qu'il prisait tant se moquaient bien de lui, mais, au tréfonds de leur cœur, ils ne laissaient pas de trouver cette admiration fort naturelle. Un snob incorrigible, ce pauvre M. Warburton, mais aussi quel brave garçon, toujours prêt à régler une note pour un galant homme à court d'argent! Et si, d'aventure, vous vous trouviez démuni, il se faisait une joie de vous glisser cent livres. Il donnait de bons dîners. Mauvais bridgeur, avec des partenaires sélects il ne regrettait jamais de perdre. La chance ne lui souriait guère, mais il était beau joueur : comment ne pas admirer l'impassibilité avec laquelle il se voyait allégé de cinq cents livres dans une partie? Sa passion pour les cartes, presque aussi forte que sa passion pour les titres, le ruina. Aux dépenses de son train de vie s'ajoutaient de formidables pertes de jeu. Il tenta de se rattraper aux courses, puis à la Bourse. Une certaine ingénuité faisait de lui une proie facile. Comprit-il jamais que, derrière son dos, ses élégantes relations riaient de lui? Son instinct, en tout cas, lui disait qu'il devait affecter un total mépris de l'argent. Il tomba aux mains des usuriers. A trente-quatre ans, il n'avait plus rien.

L'esprit de sa caste le possédait trop pour qu'il eût la moindre hésitation : quand un homme de son milieu se trouve à bout de ressources, il part pour les colonies. Nul n'entendit M. Warburton se plaindre. Pas un mot de reproche ne lui échappa envers le brillant ami qui l'avait entraîné dans une spéculation désastreuse; il ne chercha pas à rentrer dans les sommes importantes qu'il avait prêtées. Est-ce le sang dédaigné du manufacturier qui parla soudain en lui? Le fait est qu'il paya ses dettes. Il ne fit appel à la générosité de personne, et lui qui de sa vie n'avait travaillé, il se mit en quête d'un gagne-pain. Il continua à se montrer gai et enjoué, il afficha l'insouciance. A quoi bon infliger à tout le monde le récit de ses malheurs? M. Warburton était un snob, mais il était aussi un gentleman.

L'unique faveur qu'il sollicita de ses amis influents, ses camarades de tous les jours depuis des années, fut une

recommandation. L'homme habile qui était alors sultan de Sarawak le prit dans ses services. La veille du départ, M. Warburton dîna pour la dernière fois à son cercle.

— J'ai entendu dire que vous nous abandonniez lui dit le vieux duc d'Hereford.

— Oui, je vais à Bornéo.

— Grands dieux! Et pourquoi?

— Je suis ruiné.

— Bah! vous m'en voyez navré. Faites-nous signe à votre retour. Je vous souhaite bien du plaisir.

— Oh! j'ai bon espoir. Il doit y avoir de belles chasses là-bas.

Le duc s'inclina et le quitta. Quelques heures plus tard, M. Warburton regardait les côtes d'Angleterre s'estomper dans la brume, et il s'éloignait de tout ce qui pour lui faisait le charme de la vie.

Vingt ans avaient passé. Il entretenait une correspondance assidue avec plusieurs grandes dames et son style demeurait spirituel et léger. Plus que jamais entiché d'aristocratie, il dévorait dans le *Times* qu'il recevait avec six semaines de retard la rubrique mondaine. Il suivait les naissances, les décès et les mariages, et jamais il n'aurait omis une lettre de félicitations ou de condoléances. Dans les journaux illustrés, il voyait les portraits de nombre de ses amis et, à chacun de ses voyages périodiques en Angleterre, capable de rétablir aussitôt le contact interrompu, il savait tout des personnalités nouvelles qui avaient émergé dans la société depuis son départ. Son goût du monde restait aussi vif qu'au temps de son brillant passé. Rien d'autre ne comptait vraiment pour lui.

Mais, peu à peu, un intérêt nouveau était entré dans sa vie. La situation qu'il occupait flattait sa vanité. A l'adulateur qui guette les sourires des grands s'était substitué le maître dont la parole fait loi. Chaque fois qu'à son passage, la garde des soldats dyaks présentait les armes, sa poitrine se gonflait d'orgueil. Il aimait à rendre la justice, à apaiser les différends entre les chefs rivaux. Autrefois, quand les coupeurs de têtes faisaient parler d'eux, il partait en expédition de représailles. L'amour-propre stimulait son courage. On en citait des traits remarquables. Ainsi, un jour, il s'était aventuré seul jusqu'à la palissade d'enceinte d'un village pour exiger la reddition d'un pirate sanguinaire. Avec ses qualités de précision, d'équité et

d'intégrité, M. Warburton devint le modèle des administrateurs.

Et, peu à peu, il s'attacha profondément aux Malais. Leurs usages, leurs traditions l'intéressaient. Jamais leurs histoires, sans cesse et longuement répétées, ne lassaient sa bienveillante patience. Il admirait leurs vertus; avec un sourire et un haussement d'épaules, il excusait leurs vices.

— Jadis, disait-il, j'ai vécu dans l'intimité des plus grands seigneurs d'Angleterre, mais je n'ai jamais rencontré gentlemen plus accomplis que certains Malais bien nés : je suis fier de les appeler mes amis.

Il appréciait leur courtoisie, la distinction de leurs manières, leur grâce, jusqu'aux explosions de leurs passions farouches. Son instinct lui inspirait le geste, les paroles appropriés au caractère de cette race ombrageuse. Il éprouvait pour eux une véritable tendresse. Mais jamais il n'oubliait qu'il était un gentleman anglais et c'était sans indulgence qu'il voyait certains de ses compatriotes se laisser gagner aux mœurs malaises. Il n'admettait aucune concession. Et il n'imita pas tant de blancs qui prennent une femme du pays : une intrigue de cette nature, même consacrée par la coutume, lui paraissait non seulement déplacée, mais dégradante. Un homme qu'Albert-Édouard, prince de Galles, avait appelé George pouvait-il se permettre de vivre avec une indigène? Désormais, après ses séjours en Angleterre, il revenait à Bornéo avec une impression de soulagement. Ses amis avaient vieilli et la nouvelle génération le considérait comme d'un autre âge. L'Angleterre d'aujourd'hui lui semblait avoir beaucoup perdu de ce qu'il aimait dans l'Angleterre de sa jeunesse. Mais Bornéo ne changeait pas. A présent, c'était son pays. Il resterait dans le service jusqu'à la limite de ses forces et l'espoir de son cœur était de mourir avant d'être condamné à la retraite. Dans son testament, il exprimait le désir que, quel que fût le lieu de sa mort, son corps fût rapporté à Sarawak et enterré au milieu de ceux qu'il aimait, sur le bord du fleuve au cours harmonieux. Mais il cachait soigneusement ses sentiments. Personne, à la vue de cet homme vigoureux et élégant, au visage glabre et énergique sous les cheveux grisonnants, si sûr de soi, n'eût soupçonné en lui tant de sensibilité.

Il connaissait les exigences du poste et, pendant plusieurs jours, il étudia son adjoint. Bientôt il put constater sa con-

science et sa compétence. Tout ce qu'il trouva à lui reprocher fut sa brusquerie avec les indigènes.

— Les Malais sont timides et ombrageux, lui fit-il observer. Vous obtiendriez, je crois, de bien meilleurs résultats en vous montrant toujours poli, patient et aimable.

— Je suis né à la Barbade, ricana Cooper, et j'ai fait toute la campagne d'Afrique. Je me flatte de connaître les nègres.

— Moi, je ne les connais pas du tout, riposta sèchement M. Warburton. Mais ce n'est pas d'eux qu'il s'agit. Nous parlons des Malais.

— Ne sont-ce donc pas des nègres?

— Votre ignorance est profonde, se contenta de répondre M. Warburton.

Le premier dimanche qui suivit l'arrivée de Cooper, il l'invita à dîner. Bien qu'ils se fussent rencontrés la veille au bureau et, le jour même, vers six heures, sur la véranda du fort, — ils y avaient pris un whisky-soda, — il lui fit porter par un boy un mot cérémonieux. A contre-cœur, Cooper endossa son smoking. M. Warburton, satisfait de cette marque de déférence, n'en remarqua pas moins la coupe inélégante du vêtement et la chemise de confection. Mais, ce soir-là, M. Warburton était dans ses bons jours.

— A propos, dit-il en serrant la main de son hôte, j'ai demandé à mon premier boy de vous trouver quelqu'un et il recommande son neveu. Je l'ai fait venir. Il paraît éveillé et plein de bonne volonté. Voulez-vous le voir?

— Volontiers.

— Il attend.

M. Warburton donna un ordre. Un adolescent élancé, au profil pur et aux grands yeux sombres, entra bientôt. Il pouvait avoir vingt ans. Bien pris dans son sarong et sa petite veste blanche, coiffé d'un fez sans gland en velours prune, Abas, c'était son nom, ne manquait pas de distinction. M. Warburton le regarda d'un air approbateur et sa voix s'adoucit, tandis qu'il lui parlait en un malais limpide et correct. S'il se montrait souvent sarcastique à l'égard des blancs, il s'adressait en revanche aux indigènes sur un ton de condescendance et de bonté. Ne représentait-il pas le Sultan? Il savait à la fois garder sa dignité et mettre un Malais à l'aise.

— Fera-t-il votre affaire? demanda-t-il en se tournant vers Cooper.

— Oui. Il ne me semble pas plus canaille que les autres.

M. Warburton informa le boy qu'il était engagé et le congédia.

— Vous avez de la chance d'avoir ce boy. Il appartient à une très bonne famille. Ses ancêtres sont venus de Malacca, il y a près d'un siècle.

— Je me moque bien que le boy qui nettoie mes souliers et m'apporte à boire quand j'ai soif ait du sang bleu dans les veines! Tout ce que je demande, c'est qu'il m'obéisse, et rondement.

Les lèvres de M. Warburton se pincèrent. Il ne répondit pas. Le dîner était excellent et le vin parfait. Son effet se fit bientôt sentir et ils causèrent non seulement sans acrimonie, mais avec sympathie. M. Warburton aimait la bonne chère et le dimanche soir il corsait le menu. Après tout, n'était-il pas injuste envers son adjoint? Certes, Cooper n'était pas un gentleman, mais il n'y pouvait rien, et peut-être qu'en le connaissant mieux on arrivait à l'apprécier. Ses défauts venaient sans doute d'un manque d'éducation. Actif, franc, consciencieux, il s'acquittait bien de son travail. Au dessert, la bienveillance de M. Warburton s'étendait à l'humanité entière.

— Pour votre premier dimanche, je vais vous offrir un porto exceptionnel. Il ne m'en reste guère plus de deux douzaines de bouteilles et je les garde pour les grandes occasions.

Il sonna et la bouteille fut bientôt apportée. M. Warburton regarda le boy la déboucher.

— C'est mon vieil ami Charles Hollington qui m'en a fait cadeau. Il le possédait depuis quarante ans et voilà pas mal de temps qu'il est chez moi. La cave de Hollington passait pour être la meilleure d'Angleterre.

— C'est un marchand de vins?

— Pas précisément, répondit M. Warburton, en réprimant un sourire. Je parle de lord Hollington de Castle Reagh. C'est un des plus riches pairs d'Angleterre. Un vieil ami à moi. J'ai été à Éton avec son frère.

Jamais M. Warburton ne manquait l'occasion de placer cette petite anecdote dont le seul intérêt était de souligner son intimité avec un duc. Le porto était vraiment remarquable, il

en but un verre, puis un autre. Il perdit toute réserve. Depuis des mois, il n'avait parlé à un blanc. Il se lança dans des histoires. Il se montra dans la compagnie des grands. A l'entendre, la composition des ministères et l'orientation politique semblaient alors dépendre des suggestions qu'il murmurait à l'oreille d'une duchesse ou des vues qu'il prodiguait à table, recueillies avec reconnaissance par le conseiller intime de Sa Majesté. Les beaux jours d'Ascot, de Goodwood et de Cowes remontaient à son souvenir. Encore un verre de porto. Et les grandes réceptions dans les châteaux du Comté d'York et d'Écosse où il allait tous les ans!

— J'avais alors le meilleur des valets de chambre, Foreman, et devinez pourquoi il m'a donné son congé? Vous n'ignorez pas qu'à l'office les femmes de chambre et les domestiques sont placés selon le rang de leurs maîtres. Il en avait assez, déclara-t-il, de ces séjours dans des maisons où j'étais le seul roturier. Il se trouvait toujours relégué au bout de la table, et quand les plats lui parvenaient, tous les bons morceaux étaient pris. Je racontai l'histoire au vieux duc d'Hereford et il pensa mourir de rire. « Morbleu ! s'exclama-t-il, si j'étais roi d'Angleterre, je vous ferais vicomte, rien que pour donner de l'avancement à votre homme. — Prenez-le vous-même, monsieur le Duc, répondis-je, c'est le meilleur valet que j'aie eu. — Ma foi, Warburton, dit-il, s'il est digne de vous, il est digne de moi. Envoyez-le moi. »

Et Monte-Carlo, où M. Warburton et le grand duc Fédor avaient à eux deux fait sauter la banque un soir! Et Marienbad! A Marienbad, M. Warburton avait joué au baccara avec Édouard VII.

— Alors il n'était bien entendu que prince de Galles. Je l'entends encore me dire : « George, si vous tirez à cinq, vous perdrez votre chemise. » Il avait raison. Il n'a jamais prononcé un mot plus vrai de sa vie. Quel homme étonnant! J'ai toujours dit qu'il était le premier diplomate d'Europe. Mais, dans ce temps-là, j'étais un jeune fou, je n'ai pas eu la sagesse de suivre son avis. Si je l'avais écouté, si je n'avais jamais tiré à cinq, j'ose affirmer que je ne serais pas ici.

Cooper l'observait. Ses yeux bruns, enfoncés dans leur orbite, se faisaient maintenant durs et arrogants; sur ses lèvres s'esquissait l'ironie d'un sourire. A Kuching, il avait beaucoup

entendu parler de M. Warburton. Un brave type, disait-on, et qui menait son district au doigt et à l'œil, mais, bon Dieu, quel snob! On riait de lui sans méchanceté, car il était impossible de ne pas aimer cet homme si généreux et si courtois. Cooper connaissait déjà l'histoire du prince de Galles et de la partie de baccara. Mais il écoutait sans indulgence. Dès le début, l'attitude du résident l'avait exaspéré. Il était très susceptible. Son amour-propre souffrait des sarcasmes polis de M. Warburton et de cette façon d'opposer à certaines réflexions un silence glacial. Cooper avait toujours vécu hors d'Angleterre et ses compatriotes lui inspiraient une aversion singulière. Il se cabrait surtout devant les élèves d'Oxford et de Cambridge. Dans sa crainte d'être traité de haut en bas, il se donnait de tels airs que chacun voyait en lui le plus insupportable des poseurs.

— En tout cas, la guerre a eu pour nous un résultat heureux : c'en est fait du prestige de l'aristocratie.

— Les grandes familles anglaises sont condamnées, dit M. Warburton avec la complaisance mélancolique de l'émigré qui évoque la cour de Louis XV. Ils n'ont plus les moyens de vivre dans leurs splendides châteaux et leur hospitalité princière ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

— Je m'en consolerai, je vous en réponds.

— Mon pauvre Cooper, que connaissez-vous de la gloire de la Grèce et de la grandeur de Rome?

M. Warburton fit un grand geste. La vision du passé emplit ses yeux de rêve.

— Eh bien! croyez-moi, nous en avons soupé de toute cette pourriture. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement d'affaires aux mains d'hommes d'affaires. Je suis né aux colonies et j'y ai passé presque toute ma vie. Je ne donnerais pas ça pour un Lord. La plaie de l'Angleterre, c'est son snobisme. Et rien ne me porte autant sur les nerfs qu'un snob.

Un snob! Le visage de M. Warburton s'empourpra et ses yeux flambèrent. Toute sa vie, ce mot l'avait poursuivi. Les grandes dames, délices de sa jeunesse, ne jugeaient certes pas son admiration excessive, mais même les grandes dames se mettent en colère et plus d'une fois M. Warburton s'était vu lancer l'affreux mot à la tête. Il ne pouvait l'ignorer, des gens odieux le traitaient de snob. Quelle injustice! Comment,

lui qu'aucun ridicule ne choquait davantage! S'il aimait à frayer avec les gens de son monde, s'il ne se trouvait à l'aise qu'avec eux, pouvait-on vraiment voir là du snobisme?

— Je partage tout à fait votre avis, répondit-il. Un snob, c'est quelqu'un qui admire ou méprise tout homme d'une classe supérieure. Voilà l'erreur déplorable de notre bourgeoisie.

Une lueur d'ironie passa dans les yeux de Cooper et l'effort qu'il fit pour réprimer un sourire ne fit que le souligner. Les mains de M. Warburton tremblèrent un peu.

Sans doute, Cooper ne sut-il jamais combien il avait offensé son chef. Très chatouilleux lui-même, il ne comprenait rien aux sentiments d'autrui.

Leur travail rapprochait les deux hommes plusieurs fois par jour, et à six heures le coktail les réunissait sur la véranda du fort. C'était une vieille coutume du pays et pour rien au monde M. Warburton n'y aurait renoncé, mais ils prenaient leurs repas à part, Cooper dans son bungalow, M. Warburton au fort. En sortant du bureau, chacun se promenait de son côté jusqu'au dîner. Les sentiers étaient rares dans cette région où la jungle étreignait les plantations, et quand M. Warburton apercevait la silhouette dégingandée de son assistant, il faisait un détour. Têtu, vulgaire, suffisant, Cooper l'agaçait déjà, mais deux mois après l'arrivée du jeune homme, un incident changea cette aversion en haine implacable.

M. Warburton dut partir en tournée d'inspection. Désormais, l'honnêteté, les capacités de Cooper lui inspiraient confiance. Il lui remit le poste sans arrière-pensée. En somme, il ne lui reprochait que son manque d'indulgence. L'adjoint n'éprouvait que mépris pour les naturels. N'était-il pas grotesque, le spectacle de ce butor aux prétentions égalitaires qui traitait en inférieurs, en vil troupeau, toute une catégorie d'êtres humains? Ignorant de la mentalité indigène, dur, arrogant, il fut bientôt détesté autant que craint. M. Warburton ne tarda pas à s'en apercevoir. Ce n'était pas pour lui déplaire. Il préférait se réserver le privilège de la popularité. Les préparatifs achevés, chaque détail du voyage réglé avec méthode, M. Warburton partit. Il revint au bout de trois semaines. Pendant son absence le courrier était arrivé. Quand, suivi de Cooper, le résident entra au salon, la première chose qui

frappa son regard fut une pile de journaux dépouillés de leur bande. Il jeta un regard courroucé à son domestique et lui demanda des explications. Cooper se hâta de les fournir.

— Il me tardait de connaître les détails du crime de Wolver Hampton et j'ai parcouru vos *Times*. Je les ai tous rapportés. Je pensais que ça vous serait égal.

Pâle de colère, M. Warburton se tourna vers lui.

— Mais ça ne m'est pas égal, ça ne m'est pas du tout égal.

— Je le regrette, dit Cooper avec calme; vraiment, je ne pouvais pas attendre votre retour.

— Je m'étonne que vous n'ayez pas aussi ouvert mes lettres.

Devant l'exaspération de son chef, Cooper impassible sourit.

— Oh! il y a une nuance. Comment aurais-je pu deviner que vous vous en formaliseriez? Il n'y a pourtant pas de secrets dans un journal.

— Je n'admets pas qu'on lise mes journaux avant moi.

Il s'approcha de la pile, elle comprenait au moins trente *Times*.

— Je trouve ce procédé de la dernière impertinence. Ils sont pêle-mêle.

— Ce n'est pas malin de les remettre en ordre, fit Cooper en le rejoignant près de la table.

— N'y touchez pas! cria M. Warburton.

— Voyons, c'est enfantin de faire une scène pour une bêtise pareille!

— Comment osez-vous me parler sur ce ton?

— Oh! la paix! lança Cooper, et il sortit en claquant la porte.

Et M. Warburton, tremblant d'émotion, fut laissé en contemplation devant ses *Times*. Son plus cher plaisir venait d'être profané par ces mains brutales et vulgaires. Dans les pays lointains, la plupart des gens se précipitent sur les journaux et jettent d'abord un coup d'œil sur les plus récents pour connaître les dernières nouvelles. M. Warburton n'agissait pas ainsi. Son marchand de journaux avait l'ordre d'inscrire la date sur la bande de chaque exemplaire et à l'arrivée du courrier, il numérotait lui-même ses *Times* au crayon bleu. Tous les matins, son premier boy devait en apporter un sur la

véranda avec le petit déjeuner et c'était la grande joie de M. Warburton de faire sauter la bande en buvant son thé à petites gorgées. Il lui semblait se retrouver en Angleterre. Chaque lundi, il lisait un *Times* vieux de six semaines, mais daté d'un lundi. Jour après jour, il continuait ainsi. Le dimanche, il savourait l'*Observer*. Cette habitude, comme celle de s'habiller pour le dîner, constituait un lien avec le monde civilisé. Et il tirait gloire de n'avoir jamais cédé à la tentation de regarder un journal avant la date assignée, quel que fût l'intérêt des événements. Pendant la guerre, l'incertitude parfois le torturait. Quelles heures d'anxiété à la nouvelle qu'une attaque était déclenchée ! Et comme il eût été simple d'en connaître l'issue en étendant la main vers un journal plus récent, tout à portée, là, sur une tablette. Jamais il n'avait surmonté de plus dure épreuve. Et ce lourdaud qui venait à présent de tout saccager pour savoir si quelque mégère avait assassiné son dégoûtant mari !

M. Warburton appela son boy et l'envoya chercher des bandes. Aussi bien qu'il put, il replia ses journaux, les remit sous pli, les numérota. Mais c'était une triste besogne.

« Jamais je ne lui pardonnerai, se dit-il. Jamais. »

Bien entendu, son boy l'accompagnait dans ses voyages. En aucun cas il ne s'en fût séparé, car lui seul connaissait ses habitudes et M. Warburton n'était pas de ces coureurs de la jungle qui renoncent à leur confort. Mais depuis leur arrivée, le boy avait déjà bavardé avec les autres domestiques. Cooper, disait-on, avait eu des ennuis domestiques. Sauf le jeune Abas, tous ses serviteurs venaient de le quitter. Abas les aurait volontiers suivis, mais placé là par son oncle sur l'ordre du résident, il n'osait pas.

— Je lui ai dit qu'il avait bien fait, Tuan, dit le boy. Mais il se plaint. Ce n'est pas une bonne maison et il voudrait savoir s'il peut s'en aller comme ses compagnons.

— Non, il restera. Le Tuan ne peut pas se passer de domestique. Ceux qui sont partis ont-ils été remplacés?

— Non, Tuan. Personne ne veut entrer là.

M. Warburton fronça le sourcil. Cooper avait beau être odieux, il occupait une situation officielle et les convenances ne permettaient pas qu'il manquât de personnel.

— Où se trouvent les boys qui se sont enfuis?

— Au *kampong* (1), Tuan.

— Va les voir ce soir et dis-leur que je veux qu'ils soient chez Tuan Cooper demain au point du jour.

— Ils disent qu'ils n'y retourneront pas.

— Même sur mon ordre ?

Le boy vivait depuis quinze ans auprès de M. Warburton et il connaissait les moindres inflexions de sa voix. Il ne le craignait pas. Trop de dangers les avaient rapprochés. Un jour, en pleine jungle, son maître lui avait sauvé la vie, et une autre fois, entraîné dans un rapide, le résident, sans son aide, eût été noyé. Mais il sentait quand il fallait obéir sans discuter.

— J'irai au kampong, dit-il.

M. Warburton s'imaginait que son subordonné profiterait de la première occasion pour s'excuser de sa grossièreté. Mais Cooper, gauche comme tous les gens mal élevés, ne savait pas exprimer ses regrets. Le lendemain matin, au bureau, il se borna à ignorer l'incident. Le voyage de M. Warburton leur imposa un entretien prolongé. Enfin M. Warburton le congédia.

— Je ne vois pas autre chose, je vous remercie.

Cooper se détournait déjà quand M. Warburton le retint.

— On me dit que vos boys vous ont donné des ennuis ?

Cooper eut un rire de triomphe.

— Ces messieurs ont voulu me faire chanter. Ils ont même eu l'audace de décamper, tous, sauf cet imbécile d'Abas. Mais j'ai tenu bon. Ils sont de nouveau à la botte.

— Qu'entendez-vous par là ?

— Ce matin, ils avaient tous rappliqué, y compris le cuisinier chinois. Ils étaient là, comme si de rien n'était, à croire qu'aucun d'eux n'avait jamais quitté la maison. Sans doute ont-ils fini par comprendre que je ne suis pas aussi poire que j'en ai l'air.

— En aucune façon. Ils sont revenus sur mon ordre formel.

Cooper rougit.

— Je vous serais obligé de ne pas vous mêler de mes affaires privées.

— Ce ne sont pas vos affaires privées. Quand tous vos domestiques vous lâchent, cela vous couvre de ridicule. Vous

(1) Mot malais signifiant village indigène.

êtes parfaitement libre de faire des bêtises, mais je ne puis tolérer qu'on se moque de vous. Il est inadmissible que votre maison ne soit pas convenablement tenue. Dès que j'ai appris le départ de vos boys, je leur ai ordonné de reprendre leurs fonctions à l'aurore. En voilà assez.

M. Warburton s'inclina pour marquer la fin de l'entrevue. Cooper n'en tint pas compte.

— Voulez-vous savoir ce que j'ai fait? J'ai fichu toute la bande à la porte. Je leur ai donné dix minutes pour déguerpir.

M. Warburton haussa les épaules.

— Qui vous dit que vous réussirez à les remplacer?

— J'ai chargé mon secrétaire de s'en occuper.

M. Warburton réfléchit un instant.

— A mon avis, vous avez eu grand tort. Vous ferez bien de vous rappeler à l'avenir que les bons maîtres font les bons serviteurs.

— Avez-vous encore autre chose à m'apprendre?

— J'aimerais à vous apprendre à vivre, mais ce serait au-dessus de mes forces et je n'ai pas de temps à perdre. Je vais m'occuper de vous procurer des boys.

— Ne prenez pas cette peine, je vous en prie. Je suis parfaitement capable de m'en procurer moi-même.

M. Warburton sourit avec aigreur. L'aversion de Cooper, il le sentait, égalait la sienne. Rien n'est plus vexant que d'être forcé de subir les faveurs d'un homme qu'on déteste.

— Permettez-moi de vous faire observer que vous n'avez pas plus de chances de trouver ici des domestiques malais et chinois qu'un maître d'hôtel anglais ou un chef français. Personne n'acceptera d'entrer chez vous, sauf sur mon ordre formel. Voulez-vous que je le donne?

— Non.

— A votre aise. Au revoir.

M. Warburton suivit le développement des événements avec une âpre ironie. Ni Dyaks, ni Chinois, ni Malais ne se laissèrent persuader d'entrer chez un pareil maître. Abas, le seul boy fidèle, ne connaissait que la cuisine indigène et le robuste appétit de Cooper se révoltait contre les éternels plats de riz. Il n'y avait plus de porteurs d'eau, et, par cette chaleur, l'adjoint ne pensait qu'aux bains dont il était privé. Il harcelait Abas, mais Abas lui opposait une inertie constante et

n'en faisait qu'à sa tête. L'idée qu'il fallait l'ordre formel du Résident pour retenir ce gamin exaspérait Cooper. Quinze jours passèrent. Puis, un matin, il trouva dans sa maison tous les domestiques qu'il avait renvoyés. Il entra en fureur. Pourtant, assagi par l'expérience, sans un mot il les garda. Il contint son indignation, mais le mépris irrité qu'il éprouvait pour le caractère de M. Warburton se mua en haine profonde : ce coup du Résident venait de le rendre la risée des indigènes.

Les deux hommes brisèrent toutes relations. Ils renoncèrent à la traditionnelle coutume qui réunit à six heures autour des cocktails, malgré les inimitiés, tous les blancs d'un même poste. Chacun vivait chez soi comme si l'autre n'eût pas existé. A présent que Cooper était initié à ses fonctions, leurs entretiens au bureau devenaient moins nécessaires. Pour les détails, M. Warburton envoyait un planton à l'adjoint et quant aux instructions, il les lui notifiait sur un ton strictement administratif. Dans leurs rencontres, ils n'échangeaient pas dix paroles par semaine. Le fait de ne pouvoir s'éviter augmentait la tension. Ils ressassaient leurs griefs et la promenade journalière de M. Warburton se passait à méditer sur l'horreur que lui inspirait son subordonné.

Et le pire était que, selon toutes probabilités, ils demeureraient ainsi à s'épier avec cette animosité mortelle jusqu'au prochain congé de M. Warburton. Cela pouvait durer trois ans. Il ne voyait pas de raison de se plaindre à ses chefs : Cooper s'acquittait bien de son travail et ne serait pas facile à remplacer. A la vérité, de vagues plaintes lui parvenaient. La dureté de Cooper créait du mécontentement. Mais, au fond, M. Warburton n'avait rien de sérieux à lui reprocher. Tout au plus Cooper se montrait-il sévère là où lui-même eût marqué de l'indulgence. Rien ne justifiait une réprimande. Mais M. Warburton le surveillait. La haine rend souvent clairvoyant : Cooper, tout en respectant la loi, ne rudoyait-il pas les indigènes dans la seule intention d'exaspérer son chef ? Peut-être un jour passerait-il la mesure. Personne ne savait mieux que M. Warburton l'effet de la chaleur incessante sur les nerfs et combien il est difficile de se maîtriser après une nuit blanche. Il rit sous cape. Tôt ou tard, Cooper se mettrait dans son tort.

Quand enfin l'occasion se présenta, M. Warburton jubila.

Cooper était chargé des prisonniers. Ceux-ci devaient faire les routes, bâtir des hangars, ramer quand le prahu remontait ou descendait le fleuve. Ils assuraient aussi la propreté des rues. On les employait à toute sorte de besognes d'utilité publique. S'ils montraient de la bonne volonté, ils étaient même à l'occasion acceptés comme boys. Cooper les faisait travailler dur. Il aimait à les voir peiner et s'ingéniait à inventer des corvées. Les prisonniers ne tardaient pas à s'apercevoir de la stérilité de leurs efforts et se relâchaient. Alors il leur infligeait des heures supplémentaires. Le règlement s'y opposait. Dès que M. Warburton en fut informé, sans même l'annoncer à son assistant, il les fit supprimer. En quittant le bungalow, Cooper eut la surprise de rencontrer ses hommes qui regagnaient la prison : il les avait condamnés pourtant à travailler jusqu'à la nuit. Le gardien l'informa qu'il ramenait les prisonniers sur l'ordre du Résident.

Blême de colère, Cooper courut au fort. Tout en blanc, coiffé de son casque impeccable, M. Warburton, la canne à la main et suivi de ses chiens, s'apprêtait à partir pour sa promenade. Il avait vu Cooper sortir et le croyait au bord de l'eau. Cooper enjamba les marches et alla droit au Résident.

— Je voudrais savoir ce qui vous a passé par la tête pour révoquer l'ordre que j'avais donné de faire travailler les prisonniers jusqu'à six heures ? s'exclama-t-il, hors de lui.

M. Warburton ouvrit tout grands ses yeux bleus et froids et prit un air de grande surprise.

— Avez-vous perdu l'esprit ? Ignorez-vous par hasard que ce n'est pas une façon de parler à votre chef ?

— Oh ! allez au diable ! Les prisonniers, c'est moi que ça regarde et vous n'avez rien à y voir. Occupez-vous de vos affaires et je m'occuperai des miennes. Pourquoi diable vous acharnez-vous à me rendre grotesque ? Tout le monde va savoir dans le pays que vous annulez mes décisions.

M. Warburton ne perdit rien de son sang-froid.

— Vous n'aviez pas le droit de donner cet ordre. Il était cruel et tyrannique. Voilà pourquoi je l'ai révoqué. Ne me reprochez pas de vous ridiculiser. Vous vous en chargez bien tout seul.

— Vous m'avez pris en grippe dès mon arrivée. Vous avez fait tout ce que vous pouviez pour me rendre la vie insuppor-

table parce que je me refusais à lécher vos bottes. Vous me persécutez parce que je ne m'abaisse pas devant vous.

Cooper, dans sa rage, s'aventurait sur un terrain dangereux et le regard de M. Warburton se fit soudain plus froid et plus pénétrant.

— Vous vous trompez. Je vous ai toujours considéré comme un goujat, mais j'étais parfaitement satisfait de vos services.

— Snob ! Ignoble snob ! C'est parce que je n'ai pas passé par Eton que vous me traitez de goujat. Oh ! à Kuching, on m'avait bien prévenu. Ne savez-vous donc pas que vous êtes la fable du pays ? J'ai eu peine à me tenir quand vous avez commencé votre fameuse histoire du prince de Galles. Il fallait voir comme ils se tordaient au cercle en la racontant ! Ma foi, je préfère encore être le goujat que je suis plutôt que le snob que vous êtes.

M. Warburton était touché au vif.

— Si vous ne sortez pas à la minute, je vous casse la figure, hurla-t-il.

L'autre s'approcha et le regarda dans les yeux.

— Essayez donc un peu, dit-il, je voudrais bien voir ça. Faut-il vous le répéter encore ? Snob ! Snob !

Cooper, solide et musclé, dépassait le Résident d'au moins une tête. M. Warburton avait cinquante-quatre ans passés. Il lança son poing crispé, Cooper l'attrapa par le bras et le repoussa.

— Pas de ces façons-là, dites-donc. Souvenez-vous que je ne suis pas un gentleman. Je sais me servir de mes mains.

Une grimace tordit son visage anguleux et blafard. D'un bond, il descendit les marches de la véranda. Le cœur battant, M. Warburton s'affaissa sur une chaise. Tout son corps brûlait comme si on l'eût roulé sur des orties. Il eut l'impression horrible qu'il allait pleurer. Mais soudain il devina la présence de son boy sur la véranda et d'instinct il se maîtrisa. Le boy s'avança et lui présenta un verre de whisky-soda. Sans un mot, M. Warburton le prit et l'avala d'un trait.

— Qu'y a-t-il ? demanda-t-il, un sourire contraint sur ses lèvres serrées.

— Tuan, le Tuan adjoint est un méchant homme. Abas veut de nouveau le quitter.

— Dis-lui de prendre patience. Je vais écrire à Kuching et demander qu'on envoie Tuan Cooper ailleurs.

— Tuan Cooper n'est pas bon avec les Malais.

— Laisse-moi.

Le boy se retira. M. Warburton s'abandonna à ses pensées. Il vit le cercle de Kuching. Autour des whiskies et des cocktails, on y tournait en ridicule sa fameuse histoire du prince de Galles à Marienbad. Le rouge de la honte et du dépit lui montait au front. Un snob! Pour tous ces gens-là il n'était qu'un snob! Et lui qui les croyait de si bons garçons! Il avait toujours été assez grand seigneur pour ne pas tenir compte de leur condition plus qu'inférieure. A présent, ils lui faisaient horreur. Mais sa haine pour eux n'approchait pas de sa haine pour Cooper. Et dire que tout à l'heure, s'ils en étaient venus aux mains, c'est Cooper qui l'aurait rossé. Des larmes de mortification roulaient sur sa face empourprée. Près de deux heures, il demeura là à fumer cigarettes sur cigarettes. Il eût voulu être mort.

Enfin le boy revint et lui demanda s'il ne s'habillerait pas pour le dîner. Bien entendu. Et pourquoi pas? Il se leva avec effort et passa dans sa chambre. Bientôt il en sortit redressé, impeccable comme le plastron rigide de la chemise fraîche. Puis il s'assit à la table décorée avec élégance. Comme toujours deux boys faisaient le service, et deux autres agitaient les grands éventails. A deux cents mètres dans son bungalow, Cooper en *sarong* et en *baju* (1) mangeait une infâme ratatouille. Ses pieds étaient nus et sans doute lisait-il un roman policier. Après dîner, M. Warburton s'installa pour écrire. Le Sultan était absent, mais il s'adressa à titre privé et confidentiel à son représentant. Cooper, lui disait-il, s'acquittait fort bien de ses fonctions, mais les relations avec lui étaient impossibles. Il y avait entre eux incompatibilité d'humeur. Et il serait très reconnaissant si l'on transférait Cooper à un autre poste.

Il expédia la lettre le lendemain matin par messager spécial. La réponse arriva au bout de quinze jours avec le courrier mensuel. C'est un billet personnel.

« Mon cher Warburton,

« Je ne veux pas répondre à votre lettre officiellement, et je préfère vous écrire quelques lignes plus intimes. Bien entendu,

(1) *Baju*, mot malais désignant une sorte de camisole.

si vous insistez, j'exposerai votre cas au Sultan, mais je vous conseille d'y renoncer. Cooper, je le sais, est un manant, mais il a de l'expérience et il en a vu de dures à la guerre. Il mérite d'être encouragé. A mon avis, vous avez tendance à attacher trop d'importance à la situation sociale. Certes, il est utile d'être un gentleman, mais plus encore de se montrer capable et laborieux. Avec un peu de bonne volonté, vous finirez, je crois, par vous entendre très bien avec Cooper.

« Amicalement à vous.

« Richard Temple. »

La lettre lui tomba des mains. Il était facile de lire entre les lignes. Dick Temple, qu'il connaissait depuis vingt ans, Dick Temple qui sortait d'une très bonne famille de province, le trouvait snob et pour cette raison se refusait à prendre sa requête au sérieux. M. Warburton connut soudain un grand dégoût de la vie. Le monde dont il faisait partie avait sombré et l'avenir était aux mains d'une classe inférieure. Cooper, l'affreux Cooper, en était le symbole.

Il étendit la main pour remplir son verre et à ce geste le boy s'approcha.

— Tiens, tu étais là!

Le boy ramassa la lettre du fonctionnaire. Ah! voilà pourquoi il attendait.

— Tuan Cooper va-t-il s'en aller, Tuan?

— Non.

— Alors, il y aura un malheur.

Pendant un instant, un instant seulement, ces mots ne représentèrent rien à la lassitude de M. Warburton. Puis, vivement, il se redressa et regarda le boy. Son attention se tendit.

— Que veux-tu dire par là?

— Tuan Cooper n'est pas bon pour Abas.

M. Warburton haussa les épaules. Comment un Cooper aurait-il su se comporter avec les domestiques? M. Warburton connaissait les gens de cet acabit : familiers à l'excès, brutaux et inconsidérés, la minute suivante.

— Laisse Abas retourner dans sa famille.

— Tuan Cooper retient ses gages pour l'empêcher de se sauver. Depuis trois mois, il ne lui a pas payé un sou. J'ai dit à Abas d'attendre encore, mais il est à bout, il ne m'écoute plus.

Si le Tuan continue à le traiter ainsi, il y aura un malheur.

— Tu as bien fait de me prévenir.

L'imbécile ! Fallait-il qu'il connût mal les Malais pour croire qu'il pouvait les provoquer impunément. Ce serait bien fait si on lui plantait un kriss dans le dos. Un kriss. Il sembla à M. Warburton que son cœur s'arrêtait. Il suffisait de laisser aller les choses. Les événements, un beau jour, se chargeraient de le débarrasser de Cooper. Il sourit au moment où le principe « surtout, pas de zèle » lui vint à l'esprit. Et maintenant son cœur battait à coups précipités : il voyait un sentier de la jungle et l'homme qu'il haïssait écroulé sur le ventre, un couteau dans le dos. Voilà la fin qui convenait à ce butor. M. Warburton soupira. C'était son devoir de l'avertir et il n'y faillirait pas. Il écrivit à Cooper un mot bref et courtois pour le prier de passer tout de suite au fort.

Dix minutes plus tard, Cooper était devant lui. Ils n'avaient pas échangé une parole depuis le jour où son chef avait voulu le frapper. M. Warburton ne le pria pas de s'asseoir.

— Vous désirez me voir ? dit Cooper.

Il était débraillé et d'une propreté douteuse. Des piqûres de moustiques avaient laissé sur son visage de petites pustules rouges. Il s'était gratté jusqu'au sang. Sa face amaigrie révélait la mauvaise humeur.

— J'ai appris que vous avez eu de nouvelles discussions avec vos domestiques. Abas, le neveu de mon premier boy, se plaint de n'avoir pas touché ses gages depuis trois mois. Le procédé est inadmissible. Ce garçon veut vous quitter et certes ce n'est pas moi qui l'en blâmerai. J'insiste pour que vous lui payiez son dû.

— Je n'admets pas qu'il me quitte. Je retiens ses gages comme garantie de sa bonne conduite.

— Vous ne connaissez pas ce peuple. Les Malais sont très sensibles aux affronts et au ridicule. Ils sont passionnés et vindicatifs. En poussant ce garçon à bout, vous courez un grand risque. Je dois vous en prévenir.

Cooper ricana avec mépris.

— Que voulez-vous qu'il me fasse ?

— Je pense qu'il vous tuera.

— Ça vous gênerait ?

— Oh ! nullement, répliqua M. Warburton, avec un rire sec.

Je supporterais l'événement avec une parfaite sérénité. Mais j'ai le devoir professionnel de vous mettre sur vos gardes.

— Vous imaginez-vous que je redoute un misérable nègre ?

— Voilà qui m'est tout à fait indifférent.

— Une fois encore, je n'ai que faire de vos conseils. Cet Abas n'est qu'une ignoble canaille et, s'il bronche, je lui tords le cou.

— Je n'ai plus rien à vous dire, coupa M. Warburton. Bonsoir.

D'un petit signe de tête, il le congédia. Cooper rougit. Il parut hésiter, puis il pivota sur les talons et sortit d'un pas mal assuré. Un sourire hautain aux lèvres, M. Warburton le regarda s'éloigner. Son devoir était accompli. Mais qu'eût-il pensé, s'il avait su que cette brute de Cooper, à peine rentré au bungalow, s'était jeté sur son lit et que, dans sa solitude lamentable, ses nerfs, soudain, avaient faibli ? Des sanglots lui déchiraient la poitrine et de lourdes larmes tombaient sur ses joues creuses.

A partir de ce jour, M. Warburton ne vit Cooper qu'à de rares occasions et ne lui adressa plus jamais la parole. Les journées s'écoulaient monotones. Après la lecture du *Times*, le bureau. Après le bureau, la promenade. Il s'habillait, dînait, et allait fumer son cigare au bord de l'eau. Lui arrivait-il de croiser l'adjoint, il l'ignorait. Sans oublier jamais que l'être détesté vivait là, tout près, chacun agissait comme si l'autre n'eût pas existé. Le temps n'apaisait pas leur animosité. Ils s'épiaient sans cesse et connaissaient leurs moindres actes. Autrefois tireur remarquable, M. Warburton s'était peu à peu dégoûté de massacrer les animaux sauvages. Les dimanches et les jours de fête, Cooper, lui, prenait son fusil et s'enfonçait dans la jungle. Rapportait-il quelque chose, c'était une victoire sur M. Warburton. S'il revenait bredouille, M. Warburton haussait les épaules et ricanait. Ces calicots qui se prennent pour des sportsmen ! Noël fut un mauvais jour pour eux deux. Chacun dîna chez soi et se grisa de propos délibéré. Pas un blanc à deux cents kilomètres à la ronde et eux vivaient à portée de voix l'un de l'autre.

Au début de l'année, la fièvre força Cooper à s'aliter et quand il se releva, M. Warburton remarqua avec surprise combien il

avait maigri. Il paraissait malade et à bout de forces. La solitude, encore plus lourde parce qu'elle aurait pu être évitée, agissait sur ses nerfs. Elle agissait aussi sur ceux de M. Warburton, qui souvent ne dormait plus la nuit. Il se tournait et se retournait dans son lit, en ressassant la situation. Cooper s'était mis à boire et sûrement le dénouement approchait. Mais, dans ses démêlés avec les indigènes, il prenait soin d'éviter tout ce qui aurait pu lui attirer une réprimande de son chef. La sourde et angoissante bataille se poursuivait. C'était une épreuve d'endurance. Les mois passaient et ni l'un ni l'autre ne témoignait de lassitude. Ils étaient comme emprisonnés dans une nuit éternelle et leurs âmes oppressées n'espéraient plus le retour de l'aube. Sur leur vie semblait peser à jamais la hideuse monotonie de la haine.

Quand enfin se produisit l'inévitable, M. Warburton éprouva tout le choc de l'imprévu.

Cooper accusa Abas d'un vol de vêtements et comme le boy protestait, il le saisit au collet et d'un coup de pied le culbuta sur les marches du bungalow. Abas réclama ses gages. Une bordée d'injures lui répondit : si d'ici une heure il n'avait pas déguerpi, la police le coffrerait. Le lendemain matin, comme Cooper se rendait à son bureau, le boy l'arrêta au passage. Il voulait son argent. D'un coup de poing au visage, Cooper l'abattit. Le boy se releva, le nez en sang.

Cooper s'éloigna. Mais c'est en vain qu'il essaya de travailler. Son attention était distraite. La vue du sang avait fait tomber sa colère et il comprenait qu'il avait passé la mesure. L'inquiétude l'oppressait. Il se sentait misérable et découragé. Dans le bureau contigu se trouvait M. Warburton. Fallait-il aller le trouver et lui avouer son acte brutal? Il fit le geste de se lever, mais à la pensée de l'accueil hautain et du sourire protecteur de son chef, il se rassit. Un instant, il se demanda avec anxiété ce qu'Abas pouvait bien méditer. Warburton l'avait averti. Il soupira. Quelle folie il venait de commettre! Mais il haussa les épaules. Pour l'agrément que lui donnait cette chienne de vie, peu importait. Tout venait de ce Warburton de malheur. Sans lui, rien ne serait arrivé. Dès le début, il l'avait persécuté. L'infâme poseur! Parce qu'il n'était, lui Cooper, qu'un colonial, c'était à qui l'abreuverait d'humiliations. Et voilà pourquoi il n'était pas passé officier pendant la guerre. Pourtant il le méri-

tait autant et plus que n'importe qui. Un ramassis d'ignobles snobs. Plutôt crever... ce n'était pas maintenant qu'il calerait. Warburton ne manquerait pas d'apprendre ce qui s'était passé. Le vieux démon savait tout. Mais Cooper n'avait pas peur. Il n'avait peur d'aucun Malais à Bornéo et il se souciait de Warburton comme d'une guigne.

Il ne se trompait pas. M. Warburton connut bientôt l'affaire. Son boy l'en informa à l'heure du déjeuner.

— Où est ton neveu à présent?

— Je ne sais pas, Tuan, il est parti.

M. Warburton garda le silence. D'habitude après le déjeuner il faisait une petite sieste, mais aujourd'hui il n'avait aucune envie de dormir. Involontairement ses yeux cherchaient le bungalow où reposait Cooper.

L'imbécile! Un scrupule traversa l'esprit de M. Warburton. Cet homme savait-il à quoi il s'était exposé? Ne fallait-il pas l'envoyer chercher? Mais chaque fois qu'il s'était efforcé de raisonner Cooper, Cooper l'avait insulté. Sa colère, une colère frénétique monta dans le cœur de M. Warburton. Les veines de ses tempes se gonflèrent et il serra les poings. Il l'avait averti. A présent, tant pis pour lui! Cela ne le regardait pas et si quelque chose arrivait, il s'en lavait les mains. Mais peut-être regretterait-on à Kuching d'avoir négligé son conseil et de n'avoir pas transféré Cooper à un autre poste.

Ce soir-là, une étrange anxiété le tourmentait. Après dîner, de long en large il arpenta la véranda. Comme le boy allait se coucher, M. Warburton lui demanda s'il avait des nouvelles d'Abas.

— Non, Tuan. Peut-être est-il descendu au village de son oncle.

M. Warburton lui jeta un coup d'œil pénétrant : le boy baissait la tête et leurs yeux ne se rencontrèrent pas. M. Warburton descendit au bord de l'eau et s'assit sous sa tonnelle. Mais la paix le fuyait. Du fleuve, on eût dit un grand serpent sinueux glissant indolemment vers la mer, du fleuve silencieux montait une inquiétude. Et les arbres de la jungle penchés sur l'eau ployaient comme accablés sous le poids d'une angoisse croissante. Pas un oiseau ne chantait. Nulle brise ne froissait les feuilles des acacias. Alentour, tout semblait dans l'attente.

Il traversa le jardin jusqu'à la route. De là on pouvait voir

le bungalow de Cooper. Une lumière brillait au salon. On entendait son gramophone qui nasillait la mélodie syncopée d'un *rag-time*. Les nerfs de M. Warburton se crispèrent. Jamais il n'avait pu surmonter son horreur instinctive pour cet instrument. Autrement, il aurait été parler à Cooper. Il se détourna et rentra chez lui. Après avoir lu jusqu'à une heure avancée, il s'endormit enfin. Mais son repos fut bref. D'horribles cauchemars l'obsédaient. Il s'éveilla en croyant entendre un cri. Il rêvait encore sans doute : eût-on crié au bungalow, que jamais la voix ne fût parvenue jusqu'à lui. L'aurore le trouva éveillé. Soudain il perçut un bruit de pas précipités, des voix. Tête nue, le boy fit irruption dans la chambre, et le cœur de M. Warburton se glaça.

— Tuan, Tuan.

M. Warburton bondit hors de son lit.

— J'y vais.

Il enfila ses pantoufles, et en sarong et en veste de pyjama, il traversa le jardin, courut au bungalow. Cooper gisait sur son lit, la bouche ouverte, et un kriss planté dans la poitrine. Il avait été tué pendant son sommeil. M. Warburton tressaillit. Non qu'il se fût attendu à autre chose. Il tressaillit de la jubilation qu'il sentait monter en lui. Un lourd fardeau venait de lui être ôté des épaules.

Cooper était déjà froid. M. Warburton arracha le kriss de la blessure. L'arme avait été enfoncée avec une telle force qu'il lui fallut un effort pour la retirer. Il la reconnut. C'était le kriss qu'un marchand lui avait proposé quelques semaines auparavant, et que Cooper, il le savait, avait acheté.

— Où est Abas ? demanda-t-il sévèrement.

— Abas est chez son oncle.

Le sergent de la police indigène attendait au pied du lit.

— Prends deux hommes, descends au village et va l'arrêter.

M. Warburton avisa au plus pressé. Le visage impénétrable, il donna ses ordres. Ses paroles étaient brèves et péremptoires. Puis il retourna au fort. Il se rasa, prit son bain, s'habilla et descendit au salon. A côté du plateau, le *Times* sous bande l'attendait. Il choisit un fruit. Le premier boy lui servit son thé, tandis qu'un autre lui présentait un plat d'œufs. M. Warburton mangea de bon appétit. Le premier boy ne s'en allait pas.

— Que veux-tu ? demanda M. Warburton.

— Tuan, Abas mon neveu a passé toute la nuit chez le frère de sa mère. C'est facile à prouver. Son oncle est prêt à jurer qu'il n'a pas quitté le kampong.

Le sourcil froncé, M. Warburton se tourna vers lui.

— Tuan Cooper a été tué par Abas. Tu le sais aussi bien que moi. Justice doit être faite.

— Tuan, vous n'allez pourtant pas le laisser pendre ?

M. Warburton hésita et, bien qu'il demeurât impassible, un changement s'opéra dans son regard. Cette détente n'échappa pas au Malais et dans ses yeux passa une lueur d'intelligence.

— La provocation a été manifeste. Abas ne sera condamné qu'à la prison. — M. Warburton s'interrompit et se servit de la marmelade. — Quand il aura subi une partie de sa peine, je le prendrai ici comme boy. Tu pourras le former au service. Il a dû, je n'en doute pas, contracter de mauvaises habitudes chez Tuan Cooper.

— Faut-il qu'Abas aille se livrer, Tuan?

— Je le lui conseille.

Le boy se retira. M. Warburton prit son *Times* et fit avec précaution sauter la bande. Il adorait déplier les lourdes pages bruissantes. L'air du matin était frais et vivifiant et, un instant, ses yeux errèrent sur le jardin avec satisfaction. Comme il se sentait léger aujourd'hui !... Il chercha dans le courrier mondain les annonces des naissances, des décès, des mariages. C'était toujours par là qu'il commençait la lecture de son journal. Un nom qu'il connaissait attira son attention. Lady Ormskirk venait enfin d'avoir un fils. Quelle joie pour la vieille douairière ! Il lui écrirait un mot de félicitation par le prochain courrier.

Abas ferait un excellent domestique.

Ce goujat de Cooper !

W. Somerset Maugham.

Traduction de Mme E. R. Blanchet.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

NEWTON ET LAPLACE

Un double anniversaire rapproche cette année les noms de Newton et de Laplace. C'était le 5 mars dernier le centenaire de la mort de Laplace; Newton est mort cent ans plus tôt presque jour pour jour. Nous voudrions commémorer ce double anniversaire, en rappelant la vie et l'œuvre du fondateur de la Mécanique céleste et du plus illustre continuateur de son œuvre; on aura ainsi une esquisse d'un des plus beaux chapitres de l'histoire de la science.

Isaac Newton naquit en 1642, à Volstrop, dans la province de Lincoln. Pendant sa première jeunesse, il travailla seul, montrant beaucoup de goût pour les combinaisons mécaniques, ce qui lui donna le désir d'étudier la géométrie. Ses biographes ont beaucoup vanté sa précocité, et Fontenelle lui applique ce que Lucain a dit du Nil, dont les anciens ne connaissaient pas la source : « Il n'a pas été permis aux hommes de voir le Nil faible et naissant. » Il y a souvent quelque exagération dans ce qu'on dit de la précocité des hommes célèbres. Entré à dix-huit ans au Collège de la Trinité à Cambridge, Newton ne paraît pas avoir été un de ces étudiants particulièrement brillants, et au concours pour une place de *fellow*, il n'obtint que le second rang. Un des premiers livres qu'il étudia à l'Université fut la géométrie de Descartes. La généralité des méthodes de la géométrie analytique fit sur lui une profonde impression, et cepen-

dant, dans ses écrits, Newton s'est toujours montré très froid, et parfois injuste, à l'égard de Descartes. On pourrait voir là le prélude de la lutte si vive au siècle suivant entre les cartésiens et les newtoniens.

Les ouvrages de Wallis sur l'arithmétique de l'infini furent ensuite l'objet des méditations de Newton. Il semble que celui-ci posa, vers 1666, les fondements de sa *Méthode des fluxions*. Sous la forme géométrique qu'il lui donne, les variables appelées *fluentes* sont assimilées à des points en mouvement; on envisage en même temps leur vitesse ou *fluxion*, et le problème général est d'étudier les variations simultanées entre *fluentes* et *fluxions*. Mais Newton ne fit alors rien connaître de ses travaux qui ne virent le jour qu'avec le *Livre des principes*; il se réservait de les utiliser pour l'étude des phénomènes naturels. Or, en 1684, Leibniz exposait dans une note de six pages des *Acta eruditorum* de Leipzig, les principes d'un calcul analogue à celui de Newton, et fondé sur la considération des infiniment petits de différents ordres. Un échange de correspondance s'ensuivit entre Newton et Leibniz; mais, tandis que Leibniz faisait connaître complètement sa méthode avec la notation différentielle qu'il employait et qui est restée en usage, Newton cachait la sienne sous un anagramme, procédé d'ailleurs en usage chez les savants de cette époque. Peu à peu, la querelle s'envenima, et rien ne serait plus affligeant qu'une telle lutte entre deux grands génies, si l'on ne savait, comme l'a dit Pascal, que « les grands hommes, quelque élevés qu'ils soient, sont semblables aux moindres par quelque endroit ». Le mieux est de reconnaître aux deux rivaux des droits égaux, et on peut résumer ainsi ce débat historique. Newton n'a pas voulu séparer de leurs applications l'exposition des règles du nouveau calcul, et il s'est laissé devancer dans la publication. Leibniz, plus philosophe que géomètre, et soucieux surtout des lois de l'esprit humain, a donné des préceptes généraux, laissant à d'autres le soin de cultiver les plantes dont il avait fourni les graines. D'ailleurs, l'un et l'autre avaient eu des précurseurs. Sans remonter, comme il serait possible, jusqu'à Archimède, on doit rappeler que Lagrange et Laplace regardaient Fermat comme le véritable inventeur du calcul différentiel avec sa méthode *de maximis et minimis*. Pascal de son côté avait montré la légitimité du calcul des infiniment petits, et Leibniz lui

a rendu justice, en reconnaissant ce qu'il devait à ses écrits.

La première édition de l'ouvrage immortel intitulé : *Philosophiæ naturalis principia mathematica* parut en 1687. Les points essentiels en avaient été élaborés bien des années auparavant. Mais une vérification qui exigeait une connaissance assez exacte du rayon terrestre n'ayant pas donné à Newton le résultat attendu, il avait renoncé à publier son livre ; c'est seulement en 1682, qu'une mesure plus exacte des dimensions de notre globe vint apporter la confirmation désirée. Les deux premières parties du *Livre des principes* traitent des principes généraux du mouvement, à l'établissement desquels avaient antérieurement contribué Galilée, Descartes et Huyghens, pour ne citer que quelques noms. L'exposé didactique de Newton est resté célèbre, au point que, oubliant d'illustres précurseurs, on donne constamment le nom de Mécanique newtonienne à la Mécanique classique. Dans la troisième partie, Newton, partant des lois relatives au mouvement des planètes autour du soleil que Képler avait trouvées par l'observation, démontre que, pour chacun de ces astres, la force le retenant dans son orbite est dirigée vers le soleil, sa grandeur étant en raison inverse du carré de la distance, et que, à égalité de distance au soleil, cette attraction est proportionnelle à la masse de la planète. De ces faits particuliers Newton s'élance par une induction d'une extraordinaire hardiesse au principe de la gravitation universelle, d'après lequel deux points matériels s'attirent proportionnellement à leur masse et en raison inverse du carré de leur distance.

Il y a dans cette manière de voir toute une philosophie de la science. On élève, si j'ose dire, à la dignité de loi générale de la Nature les résultats des calculs faits en partant d'observations relatives à quelques planètes ; c'est l'accord avec l'expérience des résultats déduits de cette loi, qui devra la légitimer.

Au point de vue où se plaçait Newton, la pesanteur apparaissait comme un effet de l'attraction terrestre, et le mouvement de la lune autour de la terre offrait pour ses idées une vérification. Comme je l'ai dit, celle-ci réussit seulement quand le rayon terrestre fut connu avec une approximation suffisante. En faisant cette vérification, Newton se trouva tellement ému qu'il ne put continuer son calcul et pria un de ses

amis de l'achever. C'est qu'il apercevait déjà les conséquences les plus éloignées de la gravitation universelle, conséquences qu'il suivit avec une hardiesse et une continuité de pensée dont on ne verra jamais peut-être d'autre exemple. On sait que, comme on lui demandait de quelle manière il était parvenu à ses découvertes, il répondait : « En y pensant toujours », et il écrivait au docteur Bentley : « Croyez-moi, si mes recherches ont produit quelques résultats utiles, ils ne sont dus qu'au travail et à une pensée *patiente* », mot qui fait penser à une phrase célèbre de Buffon.

Il suffira de rappeler quelques-uns des plus admirables résultats du *Livre des principes*. Après avoir démontré que deux sphères composées de couches concentriques s'attirent comme si leurs masses étaient réunies à leurs centres, Newton peut, dans l'étude du mouvement des grosses planètes du système solaire, réduire ces astres à des centres attractifs. Il détermine les masses du soleil et de la terre, ainsi que celles des planètes ayant des satellites. Une de ses plus remarquables découvertes est la cause de la *précession des équinoxes*. Dans son mouvement autour du soleil, l'axe de la terre ne reste pas parallèle à lui-même. Il décrit lentement en vingt-six mille ans un cône autour de la perpendiculaire au plan de l'écliptique ; c'est le phénomène de la précession des équinoxes révélé par l'observation à Hipparque, le plus grand astronome de l'antiquité. Newton devina que cette précession est due à l'aplatissement de la terre, et provient des actions du soleil et de la lune sur le renflement équatorial. Quant à cet aplatissement, il a pour cause la rotation de la terre autour de son axe, quand elle était encore à l'état liquide, ce qui conduisit Newton à la détermination des lois de variation de la pesanteur à sa surface.

On trouve aussi, dans le *Livre des principes*, une théorie de la lune. Newton reconnut que plusieurs inégalités de son mouvement, ainsi que le mouvement rétrograde de ses nœuds, sont dus à l'action du soleil sur notre satellite. On lui doit de même l'explication des marées, qui proviennent de l'attraction exercée par la lune et le soleil sur les eaux des océans, phénomène que beaucoup attribuaient à la respiration de la terre regardée comme un animal gigantesque. Rappelons encore que les comètes cessèrent d'être les astres mystérieux qu'elles avaient été si longtemps, quand Newton eut montré qu'elles

satisfaisaient aux lois de Képler et se mouvaient sous l'influence de la gravitation universelle.

A la vérité, toutes ces découvertes ne sont qu'ébauchées dans le *Livre des principes*. Sur beaucoup de points, l'état de l'analyse ne permettait pas alors d'aller plus loin. Mais l'instrument mathématique, créé en grande partie par le génie de Newton, allait se développer pendant le XVIII^e^ siècle, et la voie était ouverte où d'illustres géomètres, pour la plupart Français, allaient remporter d'éclatants triomphes.

Il s'en faut de beaucoup que les contemporains aient salué d'une admiration unanime l'apparition du *Livre des principes*. Tout d'abord, peu de personnes étaient capables de suivre les déductions profondes de cet ouvrage, dont la lecture était rendue plus difficile encore par une forme synthétique donnée aux raisonnements, forme très différente, on n'en peut pas douter, des méthodes analytiques qui avaient servi à la découverte. Les uns prétendaient, ce qui est exact, que l'idée d'une tendance au rapprochement, d'une attraction entre les corps célestes avait déjà été émise, et qu'on avait même parlé de la raison inverse du carré de la distance. Hooke, l'adversaire opiniâtre de Newton à la Société royale de Londres, prétendait avoir tout découvert dans cette question. Mais il n'avait émis, en réalité, que des vues très vagues, et sans aucune preuve. Comme le disait Newton dans une lettre à Halley : « Hooke n'a rien fait, mais cependant il s'est exprimé comme s'il savait tout, et qu'il eût tout approfondi, excepté ce qui exigeait l'ennuyeux tracas des observations et des calculs. » Newton a raison ; on a rencontré dans tous les temps des gens habiles qui, donnant à leur pensée une forme vague et peu précise, prétendent après coup avoir tout découvert.

D'autres adversaires de Newton, se plaçant à un point de vue philosophique, l'accusaient de faire revivre avec l'attraction les qualités occultes de la vieille scolastique, qui faisaient horreur aux Cartésiens. Ainsi, Huyghens écrivait à Leibniz, à propos des marées : « Pour ce qui est de la cause du reflux, que donne M. Newton, je ne m'en contente nullement, ni de ses autres théories, qu'il bâtit sur son principe d'attraction, qui me paraît absurde. » Huyghens se trompait, en cherchant dans l'attraction une explication au sens cartésien. Newton, au contraire, la prenait comme un fait. Nous nous exprimons un peu différemment

aujourd'hui, en disant que l'étude du mouvement des planètes, en partant des lois de Képler, a conduit Newton à trouver la forme des équations différentielles de la mécanique céleste. Quoi qu'en pensât Huyghens, il n'y a rien d'absurde *a priori* dans une théorie scientifique. Les théories servent à classer et à prévoir les phénomènes, et c'est de ce point de vue qu'on doit les juger. A cet égard, aucune théorie n'a vu tant de ses prédictions réalisées que celle de la gravitation universelle. Au jugement de Laplace, l'œuvre de Newton réunissait aux mérites des découvertes, celui d'être le meilleur modèle que l'on puisse se proposer dans les sciences, la méthode newtonienne consistant à s'élever par une suite d'inductions à un fait très général reliant entre eux un nombre considérable de faits particuliers.

En France, le cartésianisme jouissait d'une grande faveur au début du XVIII^e^ siècle. A peu d'exceptions près, les géomètres de l'Académie connaissaient mal Newton, et Fontenelle, si habile à répandre la lumière et les grâces sur les sciences abstraites, ne lui était guère favorable. Dominique Cassini, directeur de l'Observatoire de Paris, voulait substituer une courbe du quatrième degré à l'ellipse de Képler, et on discutait alors dans les ruelles sur la forme allongée ou aplatie du sphéroïde terrestre. Dans un livre de vulgarisation, *Éléments de philosophie de Newton*, Voltaire donna, en 1738, un exposé fidèle du système newtonien et contribua ainsi à le faire connaître en France, où il allait rencontrer, quelques années plus tard, d'ardents partisans.

En même temps qu'un grand géomètre, Newton a été un grand physicien. C'est dans ses leçons d'optique, données à Cambridge vers 1670, mais publiées seulement en 1704, que Newton établit le fait si inattendu de la composition et de la décomposition de la lumière blanche. Après avoir prouvé que les différentes couleurs qui la composent sont inégalement réfrangibles, il fait une synthèse des rayons diversement colorés, et démontre que les sept couleurs du spectre, quand elles sont réunies, reconstituent la lumière blanche. Le soin avec lequel toutes ces expériences sont faites, l'ordre dans lequel elles sont présentées, font de cet ensemble une œuvre justement classique. Newton a donné encore dans ses leçons une explication des couleurs de l'arc-en-ciel, se montrant d'ailleurs dans cette circonstance très injuste pour Descartes, et il a étudié aussi les

couleurs des lames minces. Ces travaux peuvent être regardés comme des modèles dans l'art d'expérimenter; les faits observés avec une rare sagacité sont décrits avec une exactitude singulière.

En optique, Newton fut moins heureux comme théoricien que comme expérimentateur. Alors que Huyghens posait les bases de la théorie des ondulations, appelée à un si grand avenir, dans laquelle la lumière résulte de la propagation d'ondes dans un *éther* élastique, Newton reprenait avec le système de l'émission une idée des atomistes de l'antiquité. Dans ce système, de petits corpuscules, émanés des corps lumineux, produisent la vision en frappant notre rétine, ce qui n'empêche pas d'ailleurs Newton d'admettre l'existence d'un milieu animé de vibrations très rapides dans lequel se meuvent ces corpuscules, et qui détermine ceux-ci à produire certains effets. Les molécules lumineuses qui se suivent sur un même rayon ne se trouvent pas dans les mêmes circonstances physiques. Newton les regarde comme différemment orientées par suite d'un mouvement de rotation sur elles-mêmes; aussi, quand elles rencontrent un corps qui puisse les réfléchir ou les réfracter, elles ne sont pas également disposées à subir son action; d'où des accès de *plus facile réflexion* et de *plus facile transmission*. Ces vues devaient par la suite se montrer peu fécondes; mais, au XVIII^e^ siècle, elles triomphèrent complètement. Euler reste à peu près seul alors partisan de la théorie des ondulations, et nous verrons que Laplace n'a jamais abandonné la théorie de l'émission.

Que de travaux de Newton sur l'algèbre, qu'il appelle arithmétique universelle, sur la géométrie analytique, sur la propagation du son nous pourrions encore citer! Le grand géomètre apparaît surtout à la postérité comme l'auteur du *Livre des principes*. « Ce livre, a écrit Laplace, restera comme un monument de la profondeur du génie, qui nous a révélé la plus grande loi de l'Univers. »

Les découvertes essentielles de Newton étaient faites à l'apparition du *Livre des principes;* il avait alors 45 ans. Nommé peu après directeur de la Monnaie à Londres, il se consacra à cette fonction, en même temps qu'il devint membre du Parlement, et son activité scientifique paraît s'être bornée depuis lors à la publication d'éditions successives de ses ouvrages. Certaines additions et suppressions furent la cause de polé-

miques acerbes où Newton n'eut pas toujours le beau rôle, notamment en ce qui concerne l'invention du calcul infinitésimal. Dans la seconde édition du *Livre des principes*, Newton, sortant de la réserve philosophique qu'il avait gardée jusque-là, voit dans l'admirable arrangement du soleil et des planètes l'ouvrage d'un être intelligent et tout puissant, mais il pense que, par suite des perturbations provenant des actions mutuelles de ces astres, cet arrangement ne pourra pas se maintenir, et il croit que le système solaire aura besoin un jour d'être remis en ordre par son auteur. Cette intervention de la Divinité fut vivement critiquée par Leibniz, qui trouva que c'était là une idée bien étroite de la sagesse de Dieu, ce à quoi Newton répliqua en traitant de miracle perpétuel l'harmonie préétablie de Leibniz.

Newton se délassait de ses immenses travaux par des études de chronologie et de théologie. Il a commenté longuement l'Apocalypse et les prophéties de Daniel. A l'égard de l'Église de Rome, ses antipathies étaient violentes. Ses biographes nous le montrent comme un chrétien fermement convaincu de la vérité de la révélation, mais, quoiqu'il appartînt à l'Église anglicane, il professait des doctrines antitrinitaires. Les témoignages des contemporains sur son caractère sont assez contradictoires. Il paraît avoir recherché surtout sa tranquillité, et ce n'est pas sans peine que Halley le décida à publier le *Livre des principes*. S'il témoigne parfois de quelque dédain pour ses adversaires, on le trouve à d'autres moments d'une grande modestie; il disait de lui-même qu'il n'était qu'un enfant occupé à ramasser des cailloux sur le rivage, tandis que l'immense océan de la vérité s'étendait inexploré devant lui.

Newton mourut le 20 mars 1727. Il fut inhumé dans l'Abbaye de Westminster, où un magnifique monument lui fut élevé quelques années après. On y lit une longue épitaphe se terminant par ces mots :

> Sibi gratulentur mortales, tale tantumque exstitisse humani generis decus.

Certes, c'est un honneur pour le genre humain qu'un tel homme ait existé. On ne peut que souscrire à cet éloge du législateur de la Mécanique et du fondateur de l'Astronomie mathématique.

C'est en France que vont se trouver pendant le XVIII^e^ siècle les successeurs les plus éminents de Newton. En dehors de notre pays, Euler seul mérite d'être cité à côté de Clairaut, de d'Alembert, de Lagrange et de Laplace. Des difficultés considérables se présentaient pour suivre dans tous leurs détails les conséquences de la doctrine de la gravitation universelle. Le livre de Clairaut sur la figure de la terre est un chef-d'œuvre, et sa théorie de la lune a réalisé un progrès important dans l'étude du problème des trois corps. Clairaut eut l'audace d'entreprendre le calcul des perturbations de Jupiter et de Saturne sur la comète de Halley ; et l'heureuse prédiction du retour de cet astre en 1759 rendit son nom populaire.

D'Alembert publie en 1743 ses recherches sur la *précession des équinoxes* ; les vues géniales, mais singulièrement audacieuses de Newton étaient ainsi confirmées par une analyse rigoureuse, en même temps que se trouvait rattachée au système newtonien la *nutation* découverte antérieurement par Bradley. Sans nous arrêter à d'autres remarquables recherches de l'auteur du *Discours préliminaire* de l'Encyclopédie, nous arrivons à deux des plus grands noms dont s'honore la science française, Lagrange et Laplace. Leurs travaux ont bien des points de contact ; aussi le nom de Lagrange reviendra-t-il plus d'une fois dans l'esquisse que j'ai maintenant à tracer de l'œuvre de Laplace.

* * *

Pierre-Simon Laplace naquit à Beaumont-en-Auge près de Pont-l'Évêque le 23 mars 1749, dans une famille de modestes cultivateurs. Sa vive intelligence et sa mémoire prodigieuse frappèrent ses premiers maîtres, et lui attirèrent la sympathie de quelques habitants de la petite ville. Il fut autorisé à suivre les cours du collège de Beaumont, tenu par des Bénédictins de Saint-Maur. Tout l'intéressait dans ses études, et il acquit une connaissance sérieuse des langues anciennes. La théologie le passionna un moment, et il eut d'ailleurs toute sa vie le goût des controverses religieuses.

Après avoir professé quelque temps les mathématiques à l'École militaire établie à Beaumont, il vint à Paris à l'âge de vingt ans. N'ayant pas été reçu par d'Alembert, pour lequel il avait une lettre de recommandation, il lui envoya une note sur

les principes de la mécanique qui le frappa vivement, à ce qu'assure Fourier qui eut plus tard ce travail entre les mains. Grâce à la protection de d'Alembert, Laplace fut nommé professeur à l'École militaire de Paris. Mais il rencontra d'abord, semble-t-il, peu d'encouragement de la part de l'Académie des sciences. En 1772, il ressent quelque dépit de n'avoir pas été élu adjoint-géomètre, et, d'Alembert l'ayant recommandé à Frédéric II, il songe à accepter une pension du roi de Prusse. L'affaire heureusement en resta là sur les conseils de Lagrange, qui présidait alors l'Académie des sciences de Berlin, et connaissait les difficultés du milieu où il vivait.

Il est facile de caractériser l'œuvre de Laplace en astronomie. Son dessein, obstinément poursuivi, est de montrer que la loi de l'attraction suffit à expliquer toutes les particularités du mouvement des astres du système solaire. Il s'agit d'achever l'œuvre dont les bases ont été posées dans le *Livre des principes*, et Laplace a pu être appelé justement le Newton français. Rien ne le détourne de son but; il ne se laisse pas tenter par la beauté des problèmes de mathématiques pures qu'il rencontre. Peu lui importent la longueur des calculs et la dissymétrie des formules, bien différent en cela de Lagrange, soucieux de la belle ordonnance et de l'élégance dans la rédaction de ses mémoires.

Un des premiers travaux de Laplace se rapporte à la stabilité du système solaire. Newton, nous l'avons dit, avait été amené à supposer que ce système ne renfermait pas des éléments de conservation indéfinie. Laplace démontrait dès 1773 que les moyens mouvements et les grands axes des ellipses décrites par les planètes ont des variations périodiques, du moins en se bornant dans les développements aux premières puissances des masses. Lagrange et Poisson étendirent ensuite ces résultats en poussant plus loin les approximations. On put croire alors qu'il y a dans notre système un ordre maintenu par la puissance de la masse centrale, ce qui faisait dire à Fourier : « Émanée une seule fois de la sagesse suprême, la loi de la gravitation préside depuis l'origine des temps, et rend tout désordre impossible. Newton ne connaissait point encore toutes les perfections de l'Univers. » N'oublions pas toutefois que les calculs sont seulement approchés, et que les planètes envisagées ont été réduites dans ces analyses à des points mathématiques.

En fait, si des circonstances particulières, comme la grandeur de la masse du soleil par rapport à celles des planètes, ne s'étaient présentées, les procédés d'intégration employés par les astronomes n'auraient conduit à aucun résultat. Il y a des étoiles multiples où les composantes ont des masses à peu près égales; les planètes de ce système tournent autour de plusieurs soleils, et leurs habitants, si leur intelligence n'est pas plus aiguisée que la nôtre, doivent avoir les plus grandes difficultés à analyser des mouvements aussi complexes.

Dans la théorie des perturbations des planètes, c'est-à-dire dans l'étude des mouvements de ces astres autour du soleil en tenant compte de leurs attractions mutuelles, on distingue en particulier les perturbations ou inégalités séculaires, et les perturbations périodiques. La période correspondant à ces dernières peut être très longue, si le rapport entre les moyens mouvements de deux planètes est très voisin d'une fraction simple. C'est ce qui arrive pour Jupiter et Saturne. Il y a cent cinquante ans, le mouvement du premier s'accélérait, et il y avait ralentissement dans le mouvement du second. C'est une des plus belles découvertes de Laplace d'avoir trouvé la cause de ces irrégularités : elles sont dues à une perturbation à longue période de plus de neuf cents ans.

Des faits analogues se présentent dans l'étude des satellites de Jupiter, où on rencontre d'étranges anomalies. Ce fut encore pour Laplace l'occasion d'un travail mémorable. Il trouva entre les longitudes des trois premiers satellites une relation numérique remarquable, et les circonstances des éclipses de ces petits astres purent alors être déterminées.

La théorie des satellites de Jupiter conduisit Laplace à une autre découverte capitale, l'explication de l'accélération séculaire dans le mouvement de la lune. De même que la variation séculaire de l'excentricité de l'orbite de Jupiter produit une accélération dans les moyens mouvements des satellites, l'accélération séculaire de la lune tient pareillement à la diminution de l'excentricité de l'orbite de la terre, comme l'a montré Laplace. Cette excentricité ne diminuera d'ailleurs pas toujours; elle aura atteint son minimum dans vingt-quatre mille ans.

Il n'est guère de partie de la mécanique céleste à laquelle Laplace n'ait imprimé la marque de son génie. Il revint à maintes reprises sur la théorie de la lune. Les inégalités pério-

diques de notre satellite résultent, le [illegible] de la distance du soleil à la terre, les autres de l'aplatissement de celle-ci, d'où la possibilité d'obtenir ces deux éléments fondamentaux en comparant la théorie aux observations. Laplace complète aussi les recherches célèbres de Lagrange sur la libration de la lune, en montrant que les inégalités séculaires qu'il avait découvertes ne modifieront pas l'état de choses d'après lequel la lune tourne toujours la même face vers la terre. On éprouve un profond sentiment d'admiration devant un tel ensemble de recherches, où l'analyse mathématique est maniée avec une sureté, et, on peut le dire, un flair extraordinaires.

La carrière de Laplace dans l'enseignement fut courte. C'est à la recherche scientifique qu'il consacra sa vie. Aucun événement n'arrêta ses travaux. Membre de la commission des poids et mesures, il est révoqué pendant la Terreur, en même temps que Lavoisier et Coulomb, à cause de l'inutilisance de ses vertus républicaines, et cependant il figura un jour à la tête d'une députation qui jura haine aux tyrans à la barre de la Convention. A la fondation de l'Institut national des sciences et arts en 1795, Laplace est nommé avec Lagrange membre de la section de mathématiques de la première classe par arrêté du Directoire. Ses relations avec Bonaparte lui valurent d'être nommé ministre de l'Intérieur au lendemain du 18 brumaire, mais il resta peu de temps dans ce poste qui ne lui convenait pas. Quelques lignes du comte Daru, écrites à ce sujet, semblent refléter l'opinion que l'on avait en ce temps sur les mathématiciens : « Il est possible, écrit le comte Daru, que, pour le maniement des affaires, il manque quelque chose à ceux qui ont passé leur vie dans l'étude des sciences exactes. Ils ne sont pas accoutumés à se tromper. La méthode des abstractions leur garantit la justesse des résultats, mais dans les affaires, les points ont de la surface, les lignes des aspérités. Le calculateur toujours sûr de convaincre ne s'est jamais avisé de penser qu'il faudrait descendre jusqu'à persuader. »

Laplace entra peu après au Sénat conservateur, dont il devint bientôt chancelier. Les divers régimes qui se succédèrent comblèrent de dignités l'illustre savant, à qui les formes de gouvernement paraissaient sans doute bien contingentes à côté des lois immuables du système du monde. L'Empire le fit comte, la Restauration, marquis et pair de France. Laplace aimait l'auto-

rité et l'influence qu'on n'obtient guère en restant dans l'opposition. Quel contraste avec Lagrange, indifférent aux honneurs et regardant avec bonhomie la comédie humaine, et Biot combattant à l'Institut en 1804 une motion qui demandait l'établissement de la dignité impériale !

Les anecdotes abondent sur le caractère de Laplace ; plusieurs proviennent d'Arago, qui n'avait peut-être pas oublié que Laplace avait combattu sa candidature à l'Institut, d'autres de Poinsot, dont la bienveillance n'était pas la vertu dominante. Vers la fin de sa vie, Biot a raconté ses premières relations avec Laplace, qui faisait alors imprimer sa *Mécanique céleste*. Il lui écrivit pour le prier de permettre que les feuilles du livre lui fussent envoyées à mesure qu'elles s'imprimaient, ce qui fut accordé. C'est ainsi que Biot eut accès chez Laplace. Il ne craignait pas de lui soumettre les difficultés qu'il rencontrait dans la lecture, et aucun savant ne s'étonnera que ces difficultés se présentaient surtout aux endroits où l'auteur avait écrit : « il est aisé de voir ». Biot se souvenait aussi de la délicatesse avec laquelle Laplace avait accueilli son premier travail, lui montrant, seulement après avoir présenté le mémoire à l'Institut, un manuscrit déjà ancien où il avait traité la même question et s'était arrêté aux mêmes difficultés. Nous avons une note différente dans une conversation de Lagrange. Celui-ci demandait à un jeune géomètre pourquoi, dans un travail présenté à l'Académie, il citait Laplace à propos d'une question dont ce dernier ne s'était jamais occupé. Il en reçut cette réponse : « On m'a dit que je n'aurais pas de rapport, si je ne citais pas M. de Laplace. » Lagrange sourit et continua l'examen du mémoire.

Mais laissons la petite histoire, très digne souvent de l'attention du psychologue, mais qui intéresse peu l'histoire de la science, et revenons au savant, au philosophe et à l'écrivain. Nous nous sommes arrêté plus haut sur quelques-uns des points les plus importants de l'œuvre de Laplace en mécanique céleste. Que de recherches du grand géomètre nous pourrions encore citer sur l'attraction des sphéroïdes, sur la figure de la terre, sur le mouvement des corps célestes autour de leur centre de gravité, sur l'anneau de Saturne, cette merveille du monde solaire, dont il a démontré la rotation, observée plus tard par Herschell ! Quoique Laplace s'intéressât peu aux mathématiques en elles-mêmes, n'y voyant qu'un instrument, d'ailleurs indis-

pensable, pour l'étude des phénomènes naturels, son nom revient souvent dans les travaux des analystes. L'attraction le conduisit à la notion du potentiel et à l'équation célèbre dite « de Laplace »; certaines fonctions d'un point sur une sphère, appelées fonctions de Laplace, sont utilisées dans les développements d'une fonction de deux angles, qui généralisent les séries trigonométriques.

Il est une question à laquelle Laplace a consacré de très grands efforts, je veux parler des marées. Newton avait considéré la mer comme un fluide recouvrant entièrement notre globe et prenant à chaque instant une figure d'équilibre sous l'action de la lune et du soleil. Il fallait étudier la manière dont ces astres troublent cet équilibre. La théorie des mouvements relatifs fait connaître les forces mises en jeu. Elles sont petites, mais, comme le remarque Laplace, dans une masse fluide, les impressions que reçoit chaque molécule se communiquent à la masse entière. C'est par là qu'une action insensible sur une molécule isolée produit sur l'océan des effets appréciables; plus une mer est vaste, plus les marées doivent y être sensibles, et les courants horizontaux sont l'élément principal du phénomène. Jamais peut-être Laplace n'a montré plus de pénétration que dans l'étude de ce problème alors presque entièrement neuf, que d'Alembert avait inutilement tenté de résoudre. Son analyse lui fit connaître aussi la condition générale de la stabilité de l'équilibre de la mer, d'après laquelle la densité de celle-ci doit être inférieure à la densité moyenne de la terre; les marées dépendant de circonstances locales trop compliquées pour qu'il soit possible de les soumettre au calcul. Laplace consacre un de ses mémoires à une étude empirique, et c'est à lui que l'on doit de pouvoir prédire les circonstances intéressant les marées. Avec quelle ingéniosité il combine les observations et les compare à la théorie ! Un sens pratique averti et un esprit théorique élevé sont constamment unis dans ces difficiles recherches, et Laplace est même conduit par cette voie indirecte à une détermination de la masse de la lune.

Laplace a porté de bonne heure ses méditations sur le calcul des probabilités. Les applications de ce calcul dans la vie civile lui apparaissaient nombreuses, et il y trouvait un grand intérêt philosophique. Des questions sur le jeu posées à

Pascal par le chevalier de Méré avaient été jadis l'origine de ces recherches. En formant pour résoudre le *problème des partis* une équation aux différences finies, Pascal inventait une des méthodes analytiques de la doctrine nouvelle, et la considération de telles équations a constitué plus tard pour Laplace la méthode la plus générale et la plus directe pour résoudre les questions de probabilité. Sa *théorie analytique des probabilités* est une œuvre considérable, d'une lecture assez difficile, bien qu'il ait écrit : « La théorie des probabilités n'est que le bon sens réduit au calcul ; elle fait apprécier avec exactitude ce que les esprits justes sentent par une sorte d'instinct. » Peut-être Daniel Bernoulli qualifiait-il plus justement ce calcul de « *non minus nodosus quam jucundus* ». Et Laplace d'ailleurs n'en disconvenait pas quand il parlait de « la logique fine et délicate qu'exige le maniement des principes ». On sait à quelles difficultés peut donner lieu dès le début la définition des cas également possibles. A ce sujet, Laplace écrit : « Cas également possibles, c'est-à-dire tels que nous soyons également indécis sur leur existence » ; et il ajoute que leur appréciation est un des points les plus délicats de la théorie des hasards. Au début de son *Essai philosophique sur le calcul des probabilités*, Laplace fait une sorte de profession de foi souvent citée : « Une intelligence qui, pour un instant donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ces données à l'analyse, embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome : rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir comme le passé serait présent à ses yeux. » Ainsi le hasard est nié par Laplace au nom du déterminisme scientifique. Les philosophes de l'antiquité avaient distingué le permanent de l'accident, ce dernier ne pouvant être objet de science. Dans les temps modernes, un profond penseur, Cournot, reprenant au fond une pensée d'Aristote, estimait que « des chaînes de causes et d'effets peuvent être indépendantes, et que les événements qui appartiennent à des séries indépendantes les unes des autres, sont ce qu'on nomme des événements fortuits ou des résultats du hasard ».

On pourrait disserter là-dessus indéfiniment, ainsi que sur le déterminisme, dont un idéaliste, comme Jules Tannery, disait

un jour : « Le déterminisme en soi tout seul n'a pas de sens. Il suppose une pensée ; c'est pour une pensée que les choses sont déterminées. » Mais je dois me rappeler qu'un humoriste a défini la philosophie « l'explication du clair par l'obscur », et que, comme disait Joseph Bertrand, sur un sujet vaguement défini on peut raisonner sans équivoque. J'indique seulement que la recherche des lois, suivant lesquelles les probabilités approchent de leurs limites à mesure que les événements se multiplient, a conduit Laplace à des études sur l'approximation des fonctions de grands nombres, qui font l'admiration des mathématiciens. La probabilité des causes l'a aussi beaucoup occupé, sujet délicat, car il revient à comparer la probabilité de l'existence d'une cause aux raisons que nous pouvons avoir par ailleurs de la rejeter. C'est ainsi qu'il remonta à la cause des anomalies observées dans les mouvements célestes, telles que l'accélération du mouvement lunaire et les grandes inégalités dans le mouvement de Jupiter et de Saturne.

Laplace fut presque aussi grand physicien que grand géomètre ; en cela encore, il est le digne successeur de Newton. Ami de Lavoisier, il publie en 1780, en collaboration avec lui, un mémoire sur la chaleur. On y trouve une méthode nouvelle pour mesurer les chaleurs spécifiques, avec des applications à la recherche de la chaleur dégagée dans les combinaisons, et de curieuses remarques, premiers linéaments d'une mécanique chimique, sur l'équilibre entre la chaleur, qui tend à écarter les molécules des corps, et leurs affinités réciproques. Le langage employé est en général celui de la théorie du calorique, mais on trouve aussi des vues sur la chaleur envisagée comme le résultat des mouvements insensibles des molécules et représentant la force vive de ces mouvements, ce qui est fort intéressant à la date de 1780. Le mémoire de Laplace sur la vitesse du son dans les gaz montre encore combien il avait médité sur les phénomènes calorifiques ; il corrige la formule donnée à ce sujet par Newton, en tenant compte de la chaleur développée dans le gaz par sa compression.

L'analyse des actions moléculaires près de la surface d'un liquide a permis à Laplace de donner la première théorie de la capillarité. En optique, il resta partisan de la théorie newtonienne de l'émission ; dans ses mémoires sur les cristaux, son souci constant a été de ramener l'explication des phénomènes à

des forces attractives ou répulsives agissant à petites distances. Laplace, s'il eût vécu plus longtemps, se serait-il rallié à la théorie ondulatoire de la lumière que Fresnel venait de développer avec tant d'éclat? Je ne sais, quoiqu'il ait suivi avec beaucoup d'intérêt les travaux du grand physicien sur la diffraction. N'oublions pas d'ailleurs que la théorie primitive de la lumière chez Newton était à la fois une théorie d'émission et une théorie ondulatoire. Ne semble-t-il pas qu'on revienne aujourd'hui, sous d'autres formes bien entendu, à la combinaison des deux points de vue avec la théorie des *quanta* de lumière?

Il faudrait encore rappeler les recherches de Laplace sur la réfraction astronomique, sur la mesure des hauteurs par le baromètre, sur l'électricité statique. On devrait citer aussi ses remarques, curieuses pour l'époque, sur les principes de la mécanique; il donne une exposition générale de la mécanique, en supposant que l'impulsion de la force, au lieu d'être proportionnelle à la vitesse, est une fonction quelconque de celle-ci, ce qui fait dépendre la masse de la vitesse, comme dans certaines théories modernes. En mécanique, en physique, en astronomie, rien ne lui fut étranger de la science de son temps. Comme l'a dit Fourier, « Laplace était né pour tout approfondir, pour reculer toutes les limites, pour résoudre ce que l'on aurait pu croire insoluble. »

Un volume entier des œuvres de Laplace est consacré à l'*Exposition du système du monde*. Laissant de côté les symboles mathématiques, Laplace y trace, dans un style d'une élégante simplicité et qui parfois n'est pas sans grandeur, le tableau du mouvement des corps célestes, et montre comment la théorie de la pesanteur universelle donne l'explication de ces déplacements. Cet admirable ouvrage est vraiment un hymne à la gloire de l'astronomie. Les pages qui le terminent marquent les points de vue auxquels Laplace envisageait la science. Rappelons-en les dernières lignes : « L'astronomie, par la dignité de son objet et par la perfection de ses théories, est le plus beau monument de l'esprit humain, le titre le plus noble de son intelligence. Séduit par les illusions des sens et l'amour-propre, l'homme s'est regardé longtemps comme le centre du mouvement des astres, et son vain orgueil a été puni par les frayeurs qu'ils lui ont inspirées. Enfin plusieurs siècles de tra-

vaux ont fait tomber le voile qui cachait à ses yeux le système du monde. Alors il s'est vu sur une planète presque imperceptible dans le système solaire, dont la vaste étendue n'est elle-même qu'un point dans l'immensité de l'espace. Les résultats sublimes, auxquels cette découverte l'a conduit, sont bien propres à le consoler du rang qu'elle assigne à la Terre, en lui montrant sa propre grandeur dans l'extrême petitesse de la base qui lui a servi pour mesurer les cieux. Conservons avec soin, augmentons le dépôt de ces hautes connaissances, les délices des êtres pensants. Elles ont rendu d'importants services à la géographie et à la navigation, mais leur plus grand bienfait est d'avoir dissipé les craintes produites par les phénomènes célestes, et détruit les erreurs nées de l'ignorance de nos vrais rapports avec la nature, erreurs et craintes qui renaîtraient promptement, si la lumière des sciences venait à s'éteindre. »

C'est dans une courte note de l'*Exposition du système du monde* que Laplace a fait connaître son hypothèse cosmogonique sur la formation du système solaire. Son esprit positif ne paraît pas y avoir attaché une grande importance. A son insu, il avait été devancé par Kant, qui se plaçait même à un point de vue plus général en ne considérant pas le système solaire comme soustrait à toute action extérieure. De nombreuses objections ont été faites à l'hypothèse de Laplace, et depuis lors il y a eu une riche floraison de systèmes cosmogoniques. Nos idées dans ce domaine évoluent nécessairement avec les progrès de nos connaissances, qui mettent en évidence des faits insoupçonnés, sans parler de notre ignorance des conditions très différentes de celles qui nous sont connues, où peut se trouver la matière dans les immenses laboratoires que sont les nébuleuses spirales et les amas d'étoiles.

Telle fut dans ses grands traits l'œuvre du savant que la France a perdu le 5 mars 1827. Il n'est pas sans intérêt de rechercher ce que pensaient de lui, non pas seulement ses émules, bons juges de son génie mathématique, mais les esprits cultivés s'intéressant de loin aux choses de la science. C'est le côté esthétique de l'œuvre du grand géomètre, c'est l'harmonie que la loi de la gravitation universelle fait régner dans les cieux, qui les séduisait; c'est aussi la stabilité du système solaire démontrée par Laplace qui les enchantait, j'allais dire les rassurait. J'en ai déjà rappelé plus d'un témoignage; citons encore

une phrase du discours de réception à l'Académie française de Royer-Collard, disant en 1827 de son prédécesseur : « Il a été réservé à Laplace d'absoudre la loi de l'Univers, c'est-à-dire la sagesse divine, de ce reproche d'imprévoyance ou d'impuissance, où le génie de Newton était tombé. Le premier, il a démontré que le système solaire reçoit dans les conditions qui lui sont imposées le gage de son imprescriptible durée. »

Nous ne tenons pas aujourd'hui un langage aussi ambitieux. Nous savons que les développements de forme trigonométrique employés en mécanique céleste sont en général divergents, et que si, grâce à certaines circonstances, leur utilisation courante est légitime pour d'assez longues durées, il n'est pas permis d'y faire croître le temps indéfiniment. Malgré d'immenses efforts, le problème primordial de la mécanique céleste, celui du mouvement de plusieurs points matériels s'attirant suivant la loi de Newton, n'a pas fait, au point de vue pratique, de progrès sensibles depuis le temps de Lagrange et de Laplace ; il faut toujours recourir à des séries divergentes dont le calcul est très laborieux.

Il y a vingt ans, on put avoir quelque espérance d'utiliser d'autres développements ; une solution complète du problème des trois corps était trouvée par un astronome finlandais, M. Sundmann. Celui-ci exprime, à l'aide d'une variable auxiliaire, le temps et les coordonnées des divers points par les développements toujours convergents, et on peut ainsi obtenir la position du système pour une époque quelconque, ce qui donne une solution théorique rigoureuse du problème. Malheureusement, ce beau résultat semble sans intérêt pour la mécanique céleste usuelle. Il est impropre à mettre en évidence le caractère à peu près périodique de tant de phénomènes célestes, et il ne peut donner aucun renseignement sur les questions de stabilité. Ajoutons aussi que, dans le problème de M. Sundmann, il peut y avoir des chocs, au delà desquels un artifice analytique prolonge la solution, ce qui n'a aucun sens au point de vue physique.

On voit les difficultés que rencontrent les mathématiciens, même dans des questions très simplifiées, à faire des prédictions pour des temps très lointains. Une question d'un autre ordre, celle de l'uniformité de la rotation terrestre, a très anciennement préoccupé les astronomes, et Laplace tout particulière-

ment, qui a déduit de la discussion des mouvements de la Lune, que la durée du jour n'a pas varié en moyenne d'un centième de seconde depuis deux mille ans. La mesure du temps est rapportée à la rotation de la terre autour de son axe, la vitesse angulaire étant regardée comme constante. On ne pouvait guère espérer mettre en défaut cette hypothèse et démontrer la variation de la durée du jour que par la constatation d'une anomalie attribuable à la terre, commune à plusieurs astres. Or, des astronomes éminents croient aujourd'hui trouver des preuves décisives de la variation du jour sidéral dans des anomalies du mouvement de la lune et de certaines planètes, que n'expliquerait pas la théorie de la gravitation; ces fluctuations de la rotation terrestre seraient même considérables. Voilà qui ne va pas simplifier l'astronomie de l'avenir, après que la théorie de la relativité a déjà singulièrement troublé nos idées sur le *temps*.

Le physicien va-t-il nous apporter quelques renseignements sur l'avenir de l'Univers? Il y a quelque soixante ans, la réponse, inspirée par une extrapolation gigantesque du principe de Carnot, était formelle. Sir William Thomson signalait la tendance universelle à la dissipation de l'énergie mécanique dans un monde supposé fini. Il développait cette idée que la chaleur est l'agent communiste par excellence, et que cette tendance vers l'égalisation doit conduire fatalement l'Univers à sa ruine; quand tout sera ramené à la même température, ce sera la fin du monde. Depuis lors, d'autres points de vue se sont introduits dans la physique; tel celui des probabilités. Toutes les combinaisons offertes par les constituants en nombre immense d'un système ne sont pas également probables, et on admet que les phénomènes marchent dans le sens de la plus grande probabilité, de telle sorte que l'événement le plus probable tend à se réaliser. Les lois de la nature n'apparaissent plus alors que comme des lois de plus grande probabilité. Des fluctuations peuvent cependant se produire au bout de temps suffisamment longs, et il n'est pas absolument impossible que le monde retourne quelque jour en arrière. Certains ont pu même ressusciter la vieille doctrine du *retour éternel*. Comme les livres, les théories ont leurs destins.

Laplace savait mieux que personne quelles approximations il avait dû faire dans ses profondes recherches. Son esprit positif, s'appuyant sur l'expérience et le calcul, se refusait à de trop

vastes généralisations, et dans son œuvre, il a témoigné en général de la plus grande prudence. Les lignes suivantes résument bien sa pensée à ce sujet : « On peut représenter, a-t-il écrit, les états successifs de l'Univers par une courbe dont le temps serait l'abscisse, et dont les coordonnées exprimeraient ses divers états. Connaissant à peine un élément de cette courbe, nous sommes loin de pouvoir remonter à son origine, et, si, pour reposer l'imagination toujours inquiète d'ignorer la cause des phénomènes qui l'intéressent, on hasarde quelques conjectures, il est sage de ne les présenter qu'avec une extrême réserve. » Ce que Laplace dit là du passé, peut se dire aussi du lointain avenir.

Au témoignage de ceux qui ont assisté à la mort de Laplace, ses derniers mots ont été : « Ce que nous connaissons est peu de chose, ce que nous ignorons est immense. » On croit entendre l'écho des paroles de Newton se comparant à un enfant jouant avec des cailloux devant l'Océan inexploré. Malgré tant de découvertes accumulées depuis deux siècles, ces *ultima verba* restent toujours vraies ; elles rappellent aux générations de chercheurs combien dur est le labeur de ceux qui veulent arracher ses secrets à la nature.

Émile Picard.

POÉSIES

ÉLÉGIE (1)

Pourquoi n'est-ce en mes bras que Clymène sommeille,
Cependant que la lune argente le rideau ?
Pourquoi n'est-ce en mes bras que Clymène s'éveille,
Cependant que bourdonne une première abeille
Dans la verte glycine où rient des gouttes d'eau?
Lumière de l'aurore, amère inquiétude.
Un jour encore ! Un jour pareil aux autres jours.
Chambre mélancolique où vit ma solitude,
Chambre mélancolique où dansaient mes amours.

Tout vous attend ici, tout ici vous appelle :
Et je songe à la mer qui porte vos destins,
Au soleil inconnu qui dore votre ombrelle,
Tandis qu'au peuplier tremble une tourterelle
Dans la tristesse des matins.
Ne reviendrez-vous pas entendre la fontaine ?
Clymène, serez-vous toujours aussi lointaine ?
Mes soirs ne pourront-ils enfin se reposer ?

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 15 juillet 1926 et 15 février 1927.

Le mois succède à la semaine.
Compagnons de la Marjolaine,
Je ne sais quel bourreau me mène.
Ah! pauvre cœur, toujours en peine
Et que rien ne peut apaiser.
O cœur impatient et qui voudrait enclore
Et sa Clymène et l'univers,
Nous t'entendrons gémir encore,
Nouant aux branches de l'aurore
La plainte sombre de tes vers.

Dansez, Nymphes, dansez dans la blanche rosée.
Je vous entends sous ma croisée.
La lune est transparente au bord de l'horizon,
Et je vois tournoyer au souffle de vos voiles
La mourante lueur des dernières étoiles
Qui veillaient, cette nuit, sur ma triste maison.
Dansez; il n'est qu'ivresse en la neuve saison.
C'est l'heure où les mortels rêvent de découvertes,
D'une aurore nouvelle et qui jamais ne point,
De golfes inconnus qu'ils ne connaîtront point,
Où seraient à jamais les délices offertes.
Avril, n'est-ce le mois des songes amoureux?
La lumière sourit et les collines vertes
Exhalent au soleil l'odeur des jours heureux.
Quel est donc celui qui soupire
Et qui se fait un triste honneur
De pleurer en touchant les cordes de sa lyre?

— Bienheureux qui dans son navire
S'il embarque l'amour, embarque le bonheur!
Heureux à qui sourit une rive lointaine,
Tandis que l'océan sommeille sous l'azur;
Heureux qui, se fiant au jeune capitaine,
Ne démêle en son rêve un orage futur!
Premiers jours du bonheur, ô fiévreuse pensée,
Cependant que la mer rêve sous le vaisseau.
Matelots de l'amour, tentons la traversée;
La volupté de vivre est aux vagues bercée;
L'espoir au bout du mât chante comme un oiseau.

— Clymène, aux tourbillons de cette mer sauvage,
Devais-je voir l'écume et le vent de l'orage
Noyer les rossignols qui berçaient mes destins?
Et pourquoi suis-je seul, couché sur le rivage,
Lamentant ma ruine et pleurant mon bel âge,
Parmi les rameaux noirs et les flambeaux éteints?
Verrai-je de l'azur les portes toujours closes,
L'ombre déserte et les vallons toujours fermés
Où les mains du bonheur étaient pleines de roses?
Et pourtant je vous aime et pourtant vous m'aimez,
Clymène; et les moineaux que vous aviez charmés
Vous appellent encore aux branches du troène.
Ils becquetaient le pain jusque sur vos genoux,
Puis ils buvaient à la fontaine.
Hélas! pourquoi la mer mugit-elle entre nous?
Faut-il qu'à mes tourments sa voix seule réponde?
Pourquoi soupirez-vous à l'autre bout du monde,
Ou pleurez-vous, pendant que mon rêve sur l'onde
A chaque heure s'embarque en ses mille vaisseaux?

Lumière, ce n'est plus que guirlandes fanées.
Pourquoi ne suis-je loin des sombres Pyrénées,
Et ne verrai-je point fleurir mes destinées
Au pays où Clymène est parmi les oiseaux?

Je ne distingue, hélas! que des rives confuses
Que j'orne tristement d'une vaine couleur.
Passez, beaux jours! Je n'ai que ma peine et les Muses
Qui parfois d'un sourire enchantent ma douleur.

DIALOGUE

Qu'il n'est rien de nouveau sous l'antique soleil :
Et non pas même de le dire...

— J'étais seul, l'autre...

— ... *soir, au Théâtre-Français.*
Vous riez! C'est un vers de Musset. Je le sais.

— Que le diable vous casse un membre!
Allez cacher ce triste front.
Quel est le sot qui m'interrompt
Quand je cite un vers de Scarron?
« *J'étais seul, l'autre jour, dans ma petite chambre* »,
Quand parut un seigneur qui me voulait parler.
Je vis à sa mine inquiète
Que ce jeune homme était poète.

— Béni soit le destin qui nous sait rassembler
Et qui mena mes pas jusqu'en votre ermitage,
Commença-t-il en son langage;
A servir Apollon je mets tout mon orgueil;
De l'immortel azur j'ai su baiser le seuil,
Et les Muses, monsieur, m'attendent au rivage.

— Asseyez-vous, lui dis-je; au creux de ce fauteuil,
Vous parlerez tout à votre aise.
Des Muses, je l'entends, vous êtes nourrisson;
Et j'écoute votre chanson.

— Il ne convient que je la taise,
Et je suis un auteur à thèse.
De mes jours voici le plus doux.
Mon cœur en gratitude est prêt à se répandre...

— Craignez, monsieur; vous l'allez fendre.

— ...Et je me réjouis de rencontrer chez vous
Une oreille sévère et qui daigne m'entendre.
Sachez que je ne trouve beaux
Que les desseins qui sont nouveaux.

— Il suffit : vous ne trouvez belles
Que les œuvres qui sont nouvelles.
« *Docteurs en lieux communs sont chez moi sans crédit,*
Je ne prends pas la peine de les lire :
Ces gens-là n'auraient rien à dire
Si les autres n'avaient rien dit. »

Durant ces quatre vers, j'observais son visage,
Car je redoutais quelque orage;
Mais il ne vit que le matin
J'avais relu l'abbé Cotin.

— Oui, fi du lieu commun! s'écria le jeune homme.
Je sens, mon cher ami, que vous me comprenez.
Pour mes chants inouïs je veux qu'on me renomme;
Ma gazette pourtant n'a pas quatre abonnés.

— A sortir des chemins l'on se casse le nez;
On le risque, du moins; mais ne perdez courage;
Les cieux, à l'impourvu, se montrent indulgents.
Comme disent les bonnes gens,
Le beau temps vient après l'orage.
Les destins sont capricieux,
Mais sourient aux audacieux.
Continuez; nagez hors des mers et des fleuves;
Dédaignez la rivière et les petits ruisseaux;
Nagez, dis-je, nagez selon ces règles neuves
Qui n'ont aucun souci de l'absence des eaux.
En ce temps éclairé, convient-il que l'on nie
Que le poète en soi porte tout son génie?
Sans bagage il s'élance, et chante sans remords!
« *Quel mal cela fait-il? Ceux qui sont morts sont morts!* »
Qu'est-il besoin, jusqu'au lever des alouettes,
De pâlir sur les vieux poètes?
C'est se donner de l'embarras.
Mieux vaut ronfler entre deux draps!
Faible esprit, celui qui s'enivre
A tourner les pages d'un livre.
Mais parlez-moi de ces hardis explorateurs
Qui ne connaissent rien des antiques voyages.

S'ils n'ont que peu d'admirateurs,
C'est que ce siècle est des moins sages.
Tout paraît à leurs yeux objet de nouveauté ;
La face de la terre est pour eux embellie ;
Ils découvrent que l'ombre est suave en été
Et que Rome est en Italie.
Disons-le, tous les deux, c'est un sort enchanté.
Ils sont heureux. Ils font, certes, d'autres trouvailles ;
Et vous ne les voyez trop longuement rêver,
Si l'on connaît déjà ce qu'ils pensent trouver.
La porte est là : mon cher, ils percent les murailles.
Qui leur interdirait de murmurer entre eux
Qu'ils sont poètes vigoureux?

— Il est vrai. C'est plaisir de vous l'entendre dire.
Mais si vous saviez leur martyre!
Oui, de leur seul effort ils forment l'univers,
Et personne ne lit leurs vers.
C'est mon cas. Entendez que ce siècle barbare
Ignore les succès que le temps me prépare.
Mes poèmes pourtant demeurent sans lecteurs.
Le moindre quinquina trouve plus d'amateurs.
Mais je porte sous ma flanelle
Un cœur qui bat et se rebelle.
Ce manque de lauriers ne me laisse en repos.
J'ai fait des vers sur ce propos ;
J'en crois l'idée assez nouvelle.
Vous la verrez. Je l'ai rencontrée en rêvant.
Autant en apporte le vent.

Mon livre vint et les libraires
En vendirent trois exemplaires.

Livres vendus... Ah ! parlons d'eux :
Sur les quais, j'en ai revu deux.

Le troisième, sa couverture
Couvre des pots de confiture,

Et l'épicier que je connais
De ses pages fait des cornets.

O la plus noire des boutiques!
Le sucre y poisse mes distiques;

Et mon sourire et mes sanglots
Enveloppent des berlingots;

Et parfois, dans une élégie,
Le garçon roule une bougie...

Quoi! n'êtes-vous séduit par tant de nouveauté?
N'est-ce quelque Sirène inédite et surgie
D'un flot où nulle voix n'avait jamais chanté?
Le papier du poète enferme la bougie...

— Beau symbole, en effet, de cette obscurité...
Ne pensez point pourtant que la page soit neuve.
Vous naviguez sur un vieux fleuve.

— Ai-je donc plagié quelque fameux auteur?...

— Vous voit-on de ces gens qui se plaisent à lire?
Avant de plagier, il faut être lecteur,
Et vous ne devez rien qu'à votre seule lyre.
Mais elle fait sonner des airs déjà connus.
Que vous disais-je tout à l'heure?
O jeunesse charmante! O transports ingénus!
La nouveauté, n'est-ce un beau leurre?

Croyez-vous qu'il soit neuf de penser au cornet
Où s'enroulent les vers d'une ode ou d'un sonnet,
Et que ce soit enfin nouvelle allégorie
Qu'un livre qui s'effeuille en quelque épicerie?
Je me souviens d'un temps où, songeant à mes vers
Et qu'ils pourraient remplir des offices divers,
Je disais : « Pauvres vers, dont les hommes n'ont cure,
Vous vous noierez sans bruit en la rivière obscure;
Et si, dans le pays aimable où nous tombons,
Mon livre encor ne sert de cornet à bonbons,
Du moins pourra-t-on voir l'amour que nous sentîmes
En étalage au prix de quarante centimes... »

Je rêvais comme vous, mais je n'ignorais pas
Que sur ma vieille route avait sonné le pas
De quatre-vingt-douze poètes,
Que je ne vois jamais cités dans vos gazettes.
Plaisants poètes que vous êtes,
Qui pensez conquérir le Parnasse et les cieux
Sans demander conseil aux livres des aïeux!
Vos cornets et vos vers, ce n'est point chose neuve.
Je vous en veux donner la preuve
Et sans même évoquer ce que dit Ragueneau
A l'acte II de *Cyrano*.
Lisez-vous Despréaux? Fort peu, je l'imagine.
Chez lui, de votre image, on trouve une origine :
« *Vous pourrez voir, un temps, vos écrits estimés*
Courir de main en main par la ville semés,
Puis, de là, tout poudreux, ignorés sur la terre,
Suivre chez l'épicier Neuf-Germain et la Serre...
Puis, en tristes lambeaux semés dans les marchés,
Souffrir tous les affronts au Jonas *reprochés...* »
Et vous n'ignorez point le piment qu'on respire,
C'est en la troisième satire,
Quand, du poivre parlant, l'hôte se plaît à dire :
« *J'en suis fourni, Dieu sait! et j'ai tout Pelletier*
Roulé dans mon office en cornets de papier. »
Ce n'était point vaine menace,
Et déjà vos cornets sont nombreux au Parnasse.
Cela vous donne du souci?
Votre orgueil se plaint et soupire.
Cependant ne quittez d'ici;
Écoutez Charles d'Assoucy
Et ce bruit de son aigre lyre :

« *Esprit fat, esprit malappris,*
Pourquoi fâcher ces beaux esprits
Et choquer tant de doctes plumes?
Que feraient-elles dans Paris
Les beurrières sans leurs écrits,
Les charcutiers sans leurs volumes? »

En voulez-vous d'autres encor?
Je n'aurais qu'à sonner du cor

Pour voir mille et mille poètes,
Raillant vos mines inquiètes,
Apparaître sur le chemin,
Un vieux cornet dans chaque main.

Quittons notre langage et, s'il vous plaît qu'on erre
En un langage différent,
Errons jusqu'à Clermont-Ferrand,
Afin d'y rencontrer Sidoine Apollinaire.
Nos valde... Bref, il dit que ses vers sont chansons,
Que de sa Muse, hélas! nul esprit ne s'enivre,
Qu'il vaudrait mieux enfin des feuillets de son livre
Trousser le poivre et les poissons.

Bel auteur, vous pensez qu'aujourd'hui je m'amuse
Et qu'autour d'un cornet je gaspille mon temps.
J'ai parlé des cornets pour suivre votre Muse,
Mais de vous suivre ailleurs mes vers seraient contents.
Considérant vos découvertes
Et malgré vos cris éclatants,
Je vous dirais : « Déjà les feuilles étaient vertes,
Et c'était avant vos printemps.
D'autres hommes ont eu vingt ans...
Ils ont levé les mêmes armes;
Ils ont rêvé des mêmes cieux;
Ils ont versé les mêmes larmes,
Car ils avaient les mêmes yeux.
Ils ont eu cet espoir de vivre
A la façon des demi-dieux;
Et parfois de leur songe ils ont fait un beau livre.

Partez à votre tour : j'ai bondi comme vous.
Maintenant mon cœur est plus doux.
Mais songez à tous ceux qui firent le voyage.
Ils sont assis, là-haut, sous l'éternel ombrage.
Ils vous aiment déjà; vous le saurez demain.
Je les vois qui baissent la main,
Afin de vous montrer les pierres du chemin. »

TRISTAN DERÈME.

POUR LE 5E CENTENAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

Délégué par l'Académie française pour la représenter aux fêtes du cinquième centenaire de l'Université de Louvain, M. Joseph Bédier a prononcé ce discours en présence de Leurs Majestés le Roi et la Reine des Belges :

Sire,
Madame,
Messieurs,

En 1909 déjà, lorsque l'Université de Louvain fêta le 75e anniversaire de sa restauration, l'Académie française délégua vers elle l'un des siens, M. René Bazin : déjà, elle tenait à honneur de s'associer à vous dans le culte de votre passé. Puis, en 1915, comme le nom de Louvain était devenu le pathétique symbole des périls que courait la civilisation et des vertus qui la sauveraient et qui l'ont sauvée, notre Compagnie envoya au Havre son secrétaire perpétuel, M. Étienne Lamy, pour confirmer ce pacte d'amitié et le renforcer ; et elle s'est réjouie tout entière quand ici même, le 28 juillet 1921, parlant en son nom, mais aussi au nom de tous les Français, un autre encore de ses membres, M. Raymond Poincaré, salua à la fois cette maison et la Belgique, si grande, et « les augustes souverains qui président à ses destinées et que l'histoire célébrera l'un et l'autre comme d'incomparables personnifications des vertus civiques et de l'honneur chevaleresque ».

Et me voici à mon tour devant vous : comment en serait-il autrement? La tradition est établie et le rite fixé. Je vous apporte

le même message fervent ; et puisqu'en ce jour, dans la splendeur de la paix reconquise et dans la joie du travail repris, c'est vers vos plus lointains devanciers que vous élevez vos cœurs rassérénés, il est juste et bon qu'un instant j'évoque aussi ces vieux maîtres, discrètement, mais pieusement : ils ont bien mérité de la nation qui est chère à la France entre les nations ; mais ils ont d'autres titres encore à la gratitude française !

Votre histoire et la nôtre s'entremêlent. Dès la seconde moitié du xve siècle, c'est-à-dire dès que l'Université de Louvain fut sortie de l'enfance, des philosophes, des humanistes venus du Brabant et des Flandres enseignèrent à Paris : un Jean Wessel, un Jean Standonck, un Robert Gaguin ; en retour, au siècle suivant, notre Jacques Amyot occupe l'une de vos chaires ; et, dans l'intervalle et depuis, que de liens, de contacts, d'échanges jusqu'au jour où un jeune clerc de Louvain, l'abbé Désiré Mercier, vint suivre à la Salpêtrière les leçons de Charcot ! « Croyez, a dit Rabelais, que chose divine est prester ; debvoir, vertu héroïque. » Prêteuse tour à tour et emprunteuse, la France s'enorgueillit de ses emprunts autant que de ses largesses ; mais ce sont de préférence quelques-unes de nos dettes envers Louvain qu'il convient à cette heure de mettre en relief, — et quoi de plus facile et de plus doux ?

C'était aux alentours de l'an 1530. Trois humanistes régnaient sur l'humanisme : Budé, Érasme, Vivès. Érasme et Vivès étaient alors les hôtes de ce Collège des Trois Langues qu'un riche bourgeois de Malines, Jérôme Busleiden, venait d'instituer à Louvain, et que gonflait la sève de la Renaissance. Renseigné par Budé, le roi François Ier se prit à envier ce bourgeois flamand et voulut l'imiter : à l'instar du Collège louvanien, il créa le Collège de France, qu'il entendait, a-t-il dit magnifiquement, bâtir non pas en pierres, mais en hommes. Il y appela d'abord six humanistes, des Français, puis un septième, de Louvain celui-ci, Barthélemy Masson : et ce furent les sept pierres d'assise de l'étrange édifice, dont d'autres pierres s'appellent Champollion, Claude Bernard, Ampère, Laennec, Gaston Paris, Berthelot.

Or, voici que, vers la fin de ce même xvie siècle, part de Louvain une autre inspiration, que la France recueillera. Cette fois, c'est une doctrine imprévue, cet art nouveau de vivre et de mourir que, durant les guerres de religion et pour servir

d'antidote aux misères du temps, avait élaborée votre Juste Lipse. Les traités où il a essayé de transposer au mode chrétien la morale d'Épictète et de Sénèque, ses *Dialogues de la Constance* et son *Introduction à la philosophie stoïcienne*, se propagent au loin, remuant les âmes jusqu'en leur tréfonds : pendant la Ligue et bien après, les néo-stoïciens forment en France un groupe distinct, un parti, on pourrait dire une secte. On a établi que l'esprit de ces livres imprègne aussi bien les *Entretiens* de Balzac que les *Lettres* de Descartes *à la Princesse Élisabeth*, et qu'il anime dans le même temps certains des héros cornéliens : en sorte que le plus grand écrivain en prose qu'ait produit la France de Richelieu, Balzac, et son plus grand poète, Corneille, et son plus grand philosophe, Descartes, furent tous trois en quelque mesure des disciples de Juste Lipse.

Mais Juste Lipse avait eu un autre disciple, plus immédiat, car il s'était réellement assis au pied de sa chaire, et le maître, — ses lettres en témoignent, — avait pris en singulière amitié ce tout jeune homme, venu des confins les plus reculés de la France, des Pyrénées basques. Il s'appelait Jean Duvergier de Hauranne : c'est le futur abbé de Saint-Cyran, celui qui, pour avoir recueilli à Louvain, outre l'enseignement de Juste Lipse, l'enseignement contraire de Jansénius, devait introduire l'*Augustinus* à Port-Royal. Port-Royal! Ne suffit-il pas d'avoir redit ce nom ? et n'est-il pas évident que si, par hasard, aux rives de la Dyle, la tour qui subsiste encore n'avait pas abrité les méditations de Jansénius, la face du siècle de Louis XIV était changée ? Ainsi, pas n'est besoin de fouiller laborieusement vos archives universitaires : il suffit à un lettré de France de songer un instant au passé pour y rencontrer, reparaissant par trois fois au moins en cent ans, et mêlé non pas à l'histoire anecdotique, mais à la plus grande histoire de son pays, le nom de Louvain.

De telles influences ont abondé : doit-on contester le bienfait de celle-ci ou de celle-là ? Mais est-on tenu en ce jour de choisir entre Érasme et Dorpius ? Grandes controverses doctrinales, actions et réactions, les Halles aux drapiers ont retenti du heurt de maints systèmes, et c'est par là-même, par la diversité et l'ardeur de ces luttes, qu'elles sont vénérables. Quoi qu'il puisse sembler légitime à chacun de nous, selon ce qu'il est, selon sa créance religieuse ou philosophique, de retenir

ou de négliger du passé, ce que tous aujourd'hui nous commémorons d'un même cœur, c'est le fait qu'en ce lieu, — et de tels lieux sont rares sur la terre, — des hommes se sont succédé pendant cinq siècles qui pour la plupart avaient fait un vœu, le vœu d'aller au vrai avec toute leur âme, et qui ont tenu parole. Et cela dans les domaines les plus divers de l'activité spirituelle. Songeons à la longue suite des livres sortis de vos presses universitaires, à partir des incunables de Jean de Westphalie et de Thierry Martens, à tant d'éditions et de commentaires des auteurs profanes et sacrés, aux travaux juridiques de Gabriel Mudée, historiques de Valère André; songeons aux éditions de la Vulgate procurées par Jean Henténius, puis par Luc de Bruges, et dont l'influence se fait encore sentir, puisque le texte en a servi de base au texte de l'édition clémentine; rappelons-nous la part prise par Louvain à la préparation de la Bible polyglotte d'Anvers... Tant d'initiatives si hautes ne s'expliquent que si ces docteurs du temps jadis ont travaillé tous sous un même signe, celui du plus entier désintéressement de l'esprit; elles supposent qu'ils ont tous reconnu, comme la loi de leur vie, un même principe, celui qui s'exprime ainsi : « Il faut marcher résolument en avant, avec la confiance inébranlable que la vérité se mettra toujours tôt ou tard d'accord avec la vérité. »

Ce principe, qui l'a exprimé en ces termes? Votre grand cardinal. Lui qui s'était donné pour mission de « démontrer l'harmonie virtuelle de la foi catholique avec les données de la raison », il a aimé de la raison tous les efforts sincères et n'en a point redouté les hardiesses. Il savait bien, le cardinal Mercier, que là où il n'y a pas investigation personnelle et souci d'innover, il n'y a pas même commencement de science, et que rien ne doit égaler la prudence qu'un homme de science apporte à la vérification d'une hypothèse, sinon l'audace qu'il a mise à la former, et c'est pourquoi il s'est plu à répéter que « la première condition de la recherche fructueuse, c'est la liberté scientifique ». « Il faut, disait-il, cultiver la science pour elle-même, sans y chercher aucun intérêt d'apologétique. » Il recommandait à ses étudiants « le respect de la vérité scientifique, d'où qu'elle vînt, où qu'elle fût », et presque chaque année il ouvrait son cours de psychologie par une leçon où il développait cet aphorisme de Herbert Spencer : « Il y a en toute erreur une âme de

vérité. » Il disait que « l'erreur est la devancière et la compagne habituelle de la vérité »; qu' « une conclusion vraie n'est souvent que l'aboutissement d'une longue suite d'erreurs »; que « la loi commune du progrès, c'est que les générations qui se suivent s'approchent par des inductions fragmentaires et souvent au prix de plus d'une méprise de ce qui doit finalement constituer un progrès pour la pensée »; et que, par suite, celui qui a une idée se doit de la pousser en ses conséquences : « les sentiers détournés où l'on croit qu'il s'égare sont la voie la plus praticable pour lui et peut-être, en somme, la plus droite de toutes vers la vérité ». « Soyons modestes, disait-il encore, sachons ignorer... » Ce credo de tous les hommes de science, quel homme de science l'a jamais exprimé d'un plus fier accent? Mais il avait étudié à Louvain, enseigné à Louvain; il y avait filialement recueilli la tradition persistante des vieux maîtres; et s'il est vrai, comme il est vrai, que leurs leçons ont contribué à embellir sa grande âme droiturière, honneur à cette maison! et c'est à juste titre que tant d'hommes voués aux travaux de l'esprit s'unissent aujourd'hui pour la fêter et qu'à cet instant ils la saluent par mon indigne voix.

O fida sedes artium et fructu bona,
Lateque spargens nomen et lumen tuum!...

« Louvain, siège constant des arts, et fécond en bonnes moissons, et qui répands au loin ta renommée et ta lumière!... » Les autres Universités de la Belgique, Gand, Liége, Bruxelles, n'ont pas eu la bonne fortune d'être célébrées en vers par Juste Lipse; mais pareillement lumineuses, pareillement orientées vers la vérité, la beauté, la vertu, elles n'en sont pas moins, elles aussi, riches en bonnes moissons. *Facies non omnibus una :* cette diversité même est chose nécessaire et précieuse. En tout pays de noble culture, les forces contrastées, mais solidaires, des Universités sont les composantes de cette force une et indivisible que l'on appelle la patrie : et il y paraît chaque fois que la mère commune a besoin de tous ses fils. Vous l'avez bien éprouvé quand on vit, aux jours récents, les diverses familles spirituelles de votre nation se ranger et s'ordonner toutes comme une belle chevalerie autour du Roi-Chevalier, fières de lui et dignes de lui.

JOSEPH BÉDIER.

SPECTACLES

COMÉDIE-FRANÇAISE : *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset, en 28 tableaux. — THÉATRE DES ARTS : M. Pitoëff dans l'*Hamlet* de Shakspeare.

Nous remercions et complimentons la Comédie-Française du culte intelligent et plein d'amour qu'elle rend fidèlement à Alfred de Musset, « le jeune homme vêtu de noir » qui, après cent ans révolus, est toujours salué comme un frère par la jeunesse. Ce « convive vêtu de noir » qui apparaît à Musset dans la *Nuit de Décembre* et lui ressemble, il passe aussi dans Lorenzaccio, « à Florence, au fond des palais ». Là, c'est la mère de Lorenzo qui voit dans un rêve l'ombre sombre et belle de son fils. Ce double mystérieux, toujours, hanta le songe du poète. En lui, deux hommes s'opposent, jour et nuit de son astre tourmenté. Dans *les Caprices de Marianne*, Octave et Célio, ces amis, ne sont que le dédoublement du seul Alfred : Célio, tendresse, passion, pureté, loyauté; Octave, ivresse, libertinage, folie, ironie, scepticisme et dédain de tout sentiment. Célio, qui meurt frappé dans l'embuscade amoureuse, est l'image de tout ce que l'expérience rapide de la vie a tué dans l'âme du poète, y laissant régner seul Octave, le débauché mélancolique. « Adieu les longs soupers à l'ombre des forêts! » Ce soupir d'Octave à la fin des sublimes *Caprices*, n'est-ce point tout l'adieu à la gaie jeunesse, à son printemps, à ce luxuriant verdoiement dont les premiers espoirs sont enchantés?

Plus sombre encore est Lorenzo, le jeune homme qui veut tuer, pour offrir un vengeur en holocauste à tout ce qui est mort en lui-même; sacrifice expiatoire pour lequel il a choisi le tyran,

le duc orgueilleux, jouisseur et néfaste, le « garçon boucher » aux lèvres épaisses qu'est Alexandre de Médicis. C'est bien là une image du vice, de l'orgueil, de la débauche toute-puissante, avilie et inepte. Certes, Lorenzo tuera pour rendre Florence libre; mais il ne croit pas à la liberté et, par là, de quelle grandeur désolée s'augmentent son acte et son caractère ! Il ne croit pas non plus à la liberté que chacun possède en soi de rester droit, loyal, honnête.

« J'ai été pur comme un lis » : ce soupir de Lorenzo tout sali de vices infâmes, ce soupir qui jaillit de ce cœur déchiré, comme une fleur intacte d'un fumier boueux, ce soupir est l'explication d'une âme. Toujours, en tous ses héros, en tous ses drames, en tous ses poèmes, le poète de la jeunesse regrettera son aube, cette heure où elle était « pure comme un lis ». Lorenzaccio est sans doute, dans toute l'œuvre de Musset, l'expression la plus forte, la plus violente, de ce regret perpétuel, de ce deuil. Lorenzaccio... Rolla... le Franck de *la Coupe et les Lèvres* qui sanglote en regardant dormir une enfant... Pourquoi rien n'est-il assez beau? rien n'est-il assez pur? assez clair? assez immaculé? De là le goût, la tendresse que Musset eut toujours pour les jeunes filles, pour cet instant de limpidité d'où fleurit la vie féminine et qui la nourrit toute de sa fraîcheur et de sa désaltérante innocence. Buveur d'âpres vins, comme il aimera tendre sa bouche vers ces eaux transparentes ! Aux femmes déjà il en veut de ne pas se couronner de l'auréole des saintes. Tout ce qui n'est pas parfait le blesse, lui fait presque horreur; alors, mieux vaut ne pas chercher la beauté de l'amour, sa pureté, son intensité, son rêve; mieux vaut ne pas espérer; mieux vaut ne pas croire; détruire en soi toutes les forces qui veulent fleurir vers le ciel et, jeune encore, plein de dégoût et d'amertume, être vide plus « qu'une statue de fer-blanc ».

Ainsi fut peut-être une part d'Alfred de Musset, celui-là qui ressemblait, dit-on, « à un bois de lilas foudroyés ». Ainsi est son Lorenzo, enfant déchu qui ne peut plus chercher sa réhabilitation que dans le crime. Quelle scène que celle-là, où Lorenzo se confie, se confesse au vieux Strozzi, au coin d'une petite place déserte ! Cette scène où il explique son âme, son cœur, sa déchéance, sa désespérance, est une des plus admirables du théâtre de tous les temps. Certes, quand il était un jeune étudiant et qu'il se jura de devenir un Brutus, de tuer un tyran

(d'abord il pensa à assassiner Clément VII), il ne savait encore rien de la vie, des hommes, du vice, du mal. Il « travaillait pour l'humanité », il voulait « prendre corps à corps la tyrannie vivante, la tuer ». Alors il croyait à la vertu, à la liberté; il pensait que les hommes ne demandent, n'attendent que cette liberté et la justice et la bonté pour être heureux, pour être vertueux.

Mais il vécut : « L'humanité souleva sa robe et me montra sa monstrueuse nudité. J'ai vu les hommes tels qu'ils sont... » Or, certains esprits ne supportent pas de voir la réalité dans toute sa bassesse : ce sont des faibles. Lorenzo est faible. Par dégoût de la fange, il s'y vautre, pour s'y accoutumer. Pour pouvoir tuer Alexandre, l'approcher à toute heure, lui inspirer confiance et amour, Lorenzo se fait esclave de tous les vices du duc; tous dégoûts vaincus, abject, ne reculant devant rien, cachant son noir projet sous des faiblesses féminines, s'évanouissant en face d'une épée, jouant la lâcheté, entremetteur, cynique, complaisant, peu à peu Lorenzo s'habitue à son masque; ce qu'il a feint d'être, il l'est; pour débarrasser sa patrie d'un monstre, il est devenu, lui-même, par dédain et horreur de tout, un autre monstre. Pour se venger de ce que rien n'est assez beau, il s'est juré d'accomplir un grand meurtre, et pour se hausser jusqu'à cet orgueil il est devenu pire que tous ceux qui lui ont inspiré mépris et dégoût. Et il ne croit même plus en son crime; ce crime ne changera rien; ce crime ne libérera pas Florence; et tout recommencera sans mieux ni pire. Les hommes ne veulent pas être sauvés; Lorenzo tuera pour un grand rêve; mais les grands rêves ne se réalisent pas et, s'ils se réalisaient, ils ne transformeraient pas la condition des hommes. L'espoir de ce crime est devenu la seule vertu du misérable Lorenzaccio et, peu à peu, à ses yeux, le tyran Alexandre, « le garçon boucher », aviné, débauché, ivrogne, sensuel, superbement immonde, est devenu le symbole du vice; ce vice qui a perdu Lorenzo et que Lorenzo croira tuer en tuant Alexandre. Mais, une fois le crime accompli, le crime inutile, Lorenzo, dont la tête est mise à prix, Lorenzo qui n'a pas donné, par ce meurtre, la république tant désirée à sa patrie, et qui n'a pas non plus donné à son âme, à lui, l'absolution sanglante, le rouge et nouveau baptême qu'il avait peut-être espéré, Lorenzo, déchiré par la foule qui l'a reconnu à Venise où il s'est réfugié, est mis à mort et précipité dans la lagune.

« Même pas un tombeau! » s'écrie le vieux Strozzi avec un désespoir fatigué, car il est las d'avoir trop souffert et trop longuement des ducs de Florence et surtout dans ses enfants persécutés... Même pas un tombeau pour Lorenzaccio! Le repos n'accueille point les ombres de ces êtres terribles et tristes. Celle de Lorenzo doit errer à jamais, cherchant, parmi les asphodèles des rives funèbres, ce lis, ce beau lis dont il avait la nostalgie, ce pâle, ce pur, ce parfait, ce parfumé lis de l'âme, qui, une fois flétri, ne refleurit jamais.

On comprend que le rôle de Lorenzaccio doit être tenu par un homme; ce masque de faiblesse, de vicieuse langueur, de désenchantement énervé, pour frapper le spectateur et captiver son imagination, doit être appliqué avec le fard sur un viril visage; et c'est le jeune corps d'un garçon qui doit ployer dans les bras vigoureux d'Alexandre de Médicis, quand le favori feint de défaillir en face d'une épée nue. Je pense que, à la Comédie-Française, M. Luguet, qui a campé un si jeune, si fort, si vivant et véhément Pierre Strozzi, aurait, grâce à son talent, su se plier aux exigences du rôle redoutable et l'aurait tenu avec fermeté. Cela dit, on comprend aussi qu'aucune actrice ne peut, quel que soit son talent, nous représenter avec vraisemblance Lorenzaccio. Mme Piérat n'a que plus de mérite à en supporter le poids écrasant. Elle a de beaux moments et, dans la scène du meurtre, elle est admirable. Néanmoins, on a pensé que le public n'admettrait jamais que cette frêle créature vînt à bout toute seule du robuste duc (rôle joué avec beaucoup de force et d'éclat par M. Alexandre), et on lui fait appeler à la rescousse le spadassin Seroncocolo qui, dans le texte, n'entre que lorsque tout est accompli. Cette scène du meurtre est réglée merveilleusement et produit une impression profonde.

Cette impression profonde, tout le drame l'impose et rarement ai-je vu, — un soir quelconque, non littéraire et non choisi, — public plus angoissé, plus curieux, plus attentif, plus subjugué. A part quelques périodes déclamatoires qui ont vieilli, ce style n'a pas une tache. Ce langage direct, net, souvent brutal, ce dialogue plein, naturel, en ses violences, ses beautés, ses hardiesses (inouïes pour l'époque où la pièce fut écrite), frappe l'auditeur en plein corps et en pleine âme.

L'aisance et la liberté de l'enchaînement des faits sont d'une vie extraordinaire. L'effet scénique est prodigieux et on ne se rend pas compte, à la lecture de ce chef-d'œuvre, à quel point il est « théâtre ». Et puis, c'est un chef-d'œuvre de « jeune », gonflé d'un sang frais et vif, d'une sève abondante, prodiguée. Cela vit, cela crie ; cela palpite, cela souffre. L'influence de Shakspeare? certes ; ou, bien plutôt, une parenté. Cette parenté de l'instinct profond du dramaturge né, qui comprend ce qu'exige son génie, rejette certaines lois qui l'entraveraient, s'accorde la liberté absolue dans la conception et l'exécution de l'œuvre, le féroce bonheur d'aller jusqu'au bout de l'expression de l'idée sans aucun souci des nécessités et des pudeurs de la scène. Ainsi se dresse une force vivante, audacieusement immortelle

Car peu de scènes offrent des hardiesses comparables, par exemple, à celles, successives, entre la marquise Cibo et Alexandre, la marquise et le cardinal son beau-frère, la marquise et son mari. Ces trois rôles sont fort excellemment tenus. Mme Robinne, très belle en ses argents et ses roses, majestueusement voluptueuse, a fort bien joué ce rôle de noble « gaffeuse ». M. Denis d'Inès est un étonnant cardinal Cibo, traînant avec une onctueuse perfidie le manteau de velours rose, pourpre éteinte de pape ou de doge. Ai-je dit que Mlle Renaud est une ravissante Louise Strozzi? Il me faudrait énumérer tous les acteurs pour les complimenter d'avoir tenu leurs rôles avec un si louable souci de vie et de simplicité, du vieux Strozzi au jeune peintre Tebaldeo, à Julien Salvati, Thomas Strozzi, au prieur de Capoue, etc., etc., sans oublier les figurants, costumés si pittoresquement et de si belles couleurs, dont les « mouvements de foule » ont tant de vérité mouvante et populaire. Car rien n'a été négligé pour la réussite complète de ces représentations. Les costumes sont tous beaux, copiés sur les plus frappants portraits et tableaux de l'époque; les étoffes somptueuses. Citons : le tableau sur la terrasse du duc (je ne reproche à son ciel qu'un excès d'azur) ; tous les personnages y sont vêtus de rouges et de pourpres divers, de l'écarlate au grenat jusqu'au violet, en passant par les incarnats et les vermillons, des cardinaux jusqu'aux pages et au Duc éclatant et vicieux. Ces couleurs de sang et de vin, lourdes, intenses,

chaudes, violentes, sont les teintes mêmes de l'orgie et du crime. Elles font grand effet.

Certains décors aussi sont saisissants : la chambre de Lorenzo, la sanglante alcôve, le Ponte Vecchio au crépuscule, d'une évocation si juste qu'elle nous émeut; la sortie de l'église à la foire de San Miniato, avec les chants liturgiques, les jeunes filles claires, les moines, les noirs bannis, maudissant avant l'exil leur Florence marâtre ; le dîner tragique des Strozzi terminé par la brusque mort de Louise Strozzi empoisonnée, autour de la longue table servie comme celle des noces de Véronèse... Et surtout j'aime cette mystérieuse petite place, ce détour de ruelle, cette borne, cette fenêtre grillée, le décor de la scène entre Lorenzo et le vieux Strozzi, emblème de tout ce que le destin le plus hardi a d'emprisonné, d'arrêté.

L'habile jeu des rideaux, dont les couleurs diverses sont choisies pour offrir un fond à certains costumes, sert de transition entre les changements de décors, évite toute lenteur.

En somme, très belle et somptueuse réussite à laquelle ne songeait pas George Sand lorsque, dans le voyage d'Italie avec Musset, elle prit à Florence des notes dans de vieilles chroniques et ébaucha la première un *Lorenzaccio*. Puis, George y renonça et fit don à Musset de son idée et de ses notes. Il y a ainsi, dans la vie des artistes, des heures qui semblent vouées à tout autre chose qu'à leur but véritable; beaucoup de graines diverses sont nécessaires, pour que, d'une âme de poète jaillisse une fleur nouvelle. De toutes les déceptions, de toutes les douleurs d'Alfred de Musset, a jailli la poésie, en poèmes ou en proses. Aux plus déchirantes peut-être il ne donna pas de grands noms, mais il les intitula simplement : *Comédies et proverbes*.

***

On a souvent comparé Lorenzaccio et le prince Hamlet. Ils se rapprochent par leur jeunesse, leurs tourments, leurs crimes, mais non par les causes de ces tourments et de ces crimes. J'ai tâché plus haut de définir l'angoisse lorenzaccienne, et son origine est purement psychologique et personnelle avant de se mettre au service d'une idée. Hamlet, lui, n'a que trop de raisons de douleur et d'anxieuses haines. La mort subite de son père,

le mariage hâtif de la veuve, sa mère; la répulsion que lui inspire son oncle beau-père, l'instinct secret dont la voix lui révèle que son père a été assassiné... toutes ces horribles réalités n'expliquent-elles pas les tourments d'Hamlet? Et, dans de telles circonstances, rester un joyeux garçon ne serait-il pas encore plus extraordinaire?

En écoutant Hamlet, — texte intégral de la très belle traduction de Marcel Schwob et d'E. Morand, — dont la représentation au Théâtre des Arts dura cinq bonnes heures, j'ai compris, admis, apprécié la nécessité de certaines coupures. C'est pourquoi je ne désapprouve pas la Comédie-Française d'avoir supprimé certaines scènes de *Lorenzaccio*, après le meurtre, et d'avoir habilement soudé en une seule les deux scènes à Venise avec le vieux Strozzi.

Hamlet, malgré sa splendeur et la très curieuse interprétation de M. Pitoëff, me parut long. Et quelle erreur d'avoir supprimé l'apparition du spectre! Ce spectre du père d'Hamlet, ce fantôme inévitable, il faut qu'on nous le représente en ombre et en fumée, tel que le voient les yeux d'Hamlet et aussi ceux de ses amis. La forme du spectre est d'autant plus saisissante que lorsqu'il apparaît à Hamlet dans la scène avec sa mère, sa mère, la coupable, ne le voit pas. Je me souviens d'avoir vu, voilà quelques années, le grand acteur italien Zacconi jouer Hamlet; et je n'ai pas oublié la terrasse de son Elseneur. Le spectre y semblait monter comme un brouillard lunaire, hibou interminable, fumeux et argenté, matérialisation de la hantise secrète et du tourment caché; et Zacconi le priait et balbutiait, à genoux comme à l'église. M. Pitoëff a dédaigné cet effet pourtant si beau. Mais lorsqu'il aperçoit celui que Shakspeare appelle « la Chose », il se rejette en arrière entre les bras de ses amis avec une terreur vraiment magnifique. Tout au long de ce rôle qui semble devoir excéder les forces humaines, il a des trouvailles nouvelles, des originalités subites; il n'est pas un Hamlet absorbé, déjà funèbre; il est un homme jeune, tour à tour obsédé par son tourment, épouvanté par sa mission, ou repris par la vie, tenté par l'amour. Il est admirable auprès d'Ophélie (et, d'ailleurs, Ophélie, c'est Ludmila Pitoëff, si délicieuse, et si innocemment folle et désespérée); il est admirable dans l'odieuse et splendide entrevue avec la reine, sa mère, lorsqu'il tue Polonius. M. Pitoëff

a vêtu Hamlet de noir, et traîne le manteau que Rossi a rendu célèbre et qui se déplie toujours dans le si beau sonnet de José Maria de Heredia :

O Rossi! je t'ai vu traînant ton manteau noir...

Ce manteau l'accompagne comme l'aile de sa destinée; Pitoëf en joue avec un instinct sûr et nombreux. Il faut l'avoir vu tenir ce grand rôle en grand artiste, très singulier, souvent bizarre, très personnel, en ses qualités et en ses défauts mêmes.

Le décor, composé de grands cubes argentés, dont les combinaisons varient selon les nécessités du drame, tour à tour serrés en couloirs, ouverts en terrasse, disposés en murailles, en gradins, en chambre, etc., est peut-être un peu monotone, mais très ingénieux. Car il se prête au jeu des lumières et des ombres, avec tant de reflets et de déformations visionnaires, que les personnages semblent souvent prolongés ou accompagnés par leurs fantômes. C'est une belle idée et qui trouve en plusieurs scènes son effet total. Et quelle intensité dans ces gris argentés prennent les costumes tout blancs de Fortimbras et de ses soldats! Après l'hécatombe finale, lorsque se sont affaissés comme des rois de cartes tous les personnages de la tragédie, sur le mur d'argent, le grand manteau noir étendu là, avant la mort, semblait déjà, vaste et funèbre, porter le deuil du prince Hamlet, de « l'aimable prince ». A l'ordre de Fortimbras, les guerriers blancs soulèvent le corps vêtu de noir et, à bras tendus, sur le pavois, le présentent au ciel affamé, comme un gibier nocturne. Mais pourquoi Hamlet est-il mort? Pourquoi ne survit-il pas à tous, et, abandonné par ses amis qu'épouvante sa détresse, ne traîne-t-il à jamais son manteau noir sur ses terrasses désertées, ne parlant plus qu'à des fantômes?

GÉRARD D'HOUVILLE.

REVUE MUSICALE

THÉATRE DE L'OPÉRA : *Le Diable dans le beffroi*, ballet d'après Edgar Poe, de M. Inghelbrecht. — A propos de *Mors et Vita*. — THÉATRE DE LA PETITE SCÈNE : *le Rêve de Cinyras*, comédie lyrique de MM. Xavier de Courville et Vincent d'Indy.

Ce fut peu de chose que l'opuscule chorégraphique et musical représenté le mois dernier à l'Opéra. Il dura trois quarts d'heure à peine. Le sujet est tiré d'Edgar Poe. Pour jouer un tour aux habitants d'une paisible ville hollandaise, un petit homme noir s'introduit dans le beffroi municipal et s'amuse à en détraquer le mécanisme, aiguilles et sonnerie. D'où s'ensuit, par le désaccord entre l'horloge publique et les montres particulières, une démonstration, peut-être relative elle-même, de la relativité du temps. Plus quelques incidents sans importance.

Il nous souvient — vaguement — d'une musique honorable, quelque chose comme un de ces devoirs qui jadis, au collège, obtenaient la note « assez bien » ou « passable seulement ». M. Inghelbrecht est un chef d'orchestre, un bon chef d'orchestre. Et le bon chef d'orchestre connaît ses instruments et ses instruments le connaissent. L'invention mélodique ne lui paraît pas non plus tout à fait étrangère. Il a quelquefois une idée et même il sait la suivre, la développer, sinon tout à fait en symphonie, au moins en un semblant de fugue. Bon début, assez original, parce que peu bruyant. Quelques *pizzicati* légers, pas davantage; commencement discret, à demi silencieux et qui promettait. Mais il manque surtout à cette musique dansée d'être dansante, et de l'être avec joie comme avec poésie. Un peu sèche, pointue, elle a moins de grâce que d'exactitude et de précision. Aussi bien il se peut que dans une histoire d'horlogerie ces qualités-là soient à leur place. Ajoutons que le musicien a cédé

quelquefois à l'esprit de cacophonie qui souffle aujourd'hui. Cela s'appelle marcher avec son temps. Reste à savoir si la marche se fait en avant ou en arrière.

Pour aider à l'achèvement de l'ossuaire de Douaumont, un prêtre généreux et musicien n'a pas craint d'organiser et de conduire, en artiste ma foi, deux exécutions, l'une au Trocadéro, l'autre en son église de Saint-Nicolas des Champs, de l'oratorio de Gounod *Mors et Vita*. La Fortune, ou la Providence, est venue en aide au courage et au talent de M. l'abbé Lepage. Aussi bien, pour honorer de saintes dépouilles et leur assurer un asile, on ne pouvait mieux choisir que cette œuvre sacrée. Non seulement par sa beauté, mais par son sujet et par son titre même, elle était digne entre toutes de nos morts immortels.

Au printemps de 1865, Gounod écrivait de Saint-Raphaël, où il travaillait à *Roméo et Juliette* : « C'est aujourd'hui, 4 mai, l'anniversaire de la mort de mon pauvre père... Quand on pénètre un peu cette grande question de la mort et qu'on sent vivre en soi avec une inébranlable espérance l'idée de la vie, qui est l'acte éternel de Dieu, on se dit que ce grand et inévitable travail de la dissolution qui s'acccomplit sous nos pieds, n'est qu'un immense et merveilleux laboratoire où les acteurs de notre destruction ne sont que les artisans de notre grande toilette, et dégagent de son enveloppe et de sa chrysalide ce beau et riche papillon jusqu'alors captif, et dont nous sentons si souvent les ailes impatientes de ciel bleu, de lumière et de liberté. Oh ! c'est bien cela, j'en suis sûr. Cette infatigable et invisible révolte de l'humanité contre ce sort inévitable et dont elle est témoin ou victime à chaque instant de la durée, n'est pas autre chose que le droit que nous avons de ne pas mourir. ET NOUS NE MOURRONS PAS. »

C'était, vingt ans à l'avance, l'idée de *Mors et Vita*, la même qu'en termes un peu différents, Gounod devait exprimer de nouveau dans la préface de son dernier oratorio. « Cet ouvrage est la suite de ma trilogie sacrée *Rédemption*. On se demandera peut-être pourquoi j'ai placé, dans le titre, la mort avant la vie. C'est que si, dans l'ordre du temps, la vie précède la mort, dans l'ordre éternel c'est la mort qui précède la vie. La mort n'est que la fin d'un « mourir » continuel; mais elle est le premier instant et comme la naissance de ce qui ne meurt plus. »

Voilà l'esprit de l'œuvre, et la lettre, — c'est-à-dire ici la note, —

y répond et le manifeste partout. Encore une fois il était juste, il était pieux de l'associer à la vie immortelle de nos gloires et de nos espérances.

Quarante ans n'ont pas écrasé, ni même appesanti cette musique. Elle n'a rien ou presque rien perdu de sa puissance et de sa douceur. On y pourrait seulement reprendre une longueur excessive, de la monotonie, enfin je ne sais quelle surabondance de charme et de grâce. Mais en mainte page elle est d'une hauteur et d'une force qui suffiraient à faire de Gounod un grand musicien religieux. L'« *Ego sum* » est célèbre et digne de sa renommée. Ce qu'on appelle « un bel enterrement » n'a pas sans lui toute sa beauté. Beauté purement d'église, où le goût liturgique le plus pur ne saurait trouver rien à reprendre. Beauté mélodique à peine, effet d'intonation, de déclamation, plus encore que de chant proprement dit. Rien que deux notes, la tonique et sa voisine; l'une qui monte vers l'autre et s'y appuie, pour retomber aussitôt sur soi-même et s'y tenir. Une voix seule d'abord énonce à quatre reprises la brève et grandiose formule, promesse de résurrection et de vie. Puis le chœur tout entier, quatre fois aussi, la renouvelle. Au-dessous de la psalmodie invariable, des accords changeants la détournent de sa tonalité première, mais finissent par l'y ramener et solidement l'y rétablir. Le ton souverain, définitif, est celui d'*ut* majeur, où Gounod disait volontiers qu'il aurait voulu se bâtir une humble cellule. Il y a construit ici comme un porche magnifique et qui s'ouvre tout grand sur le sanctuaire où la messe des morts, première partie de l'oratorio, va maintenant se chanter.

Rappellerons-nous, au cours de l'œuvre, d'autres « élévations sur les mystères » ? C'est le *Judex*, aussi fameux que l'« *Ego sum* », tableau symphonique d'abord, choral ensuite, d'une assemblée immense, emplissant le ciel entier d'une universelle acclamation. Musicien de la multitude, le Gounod des opéras le fut rarement. Celui des oratorios a su l'être et dans l'ordre du nombre, et de l'espace, il nous donne ici l'impression et l'émotion de l'infini.

Si le temps, en quarante années, a répandu son ombre sur certaines pages, d'autres ont de nouveau paru brillantes de clartés : par exemple, certaine invocation à l'archange Michel, « *Signifer sanctus Michael* », dont la mélodie s'élève, se déploie et semble resplendir elle-même comme l'étendard que tient en main le porte-enseigne sacré.

Il n'est pas jusqu'à la langue latine qui n'ajoute en de telles ren-

contres à l'ampleur de la musique. Les paroles du Christ surtout, chantées ou déclamées, en reçoivent un surcroît de majesté ; que ce soit l'affirmation première, « *Ego sum resurrectio et vita* », ou plus loin, à l'heure du jugement universel, le partage des bons et des méchants aux côtés du juge, et le prononcé de la double sentence. Lorsque l'oratorio fut joué pour la première fois à Paris, en cette même salle du Trocadéro où nous venons de le réentendre, l'admirable artiste qui s'appelait Faure, par sa diction non moins que par son chant, fit acclamer tous ces récitatifs. Et Gounod, dans son langage imagé, de s'écrier alors : « Il a chanté en lettres majuscules. » C'est que vraiment ici les notes sont aussi grandes que les mots.

Ailleurs, quand ils sont tendres, elles le sont encore plus qu'eux. Gounod disait souvent : « Moi, d'abord, il faut qu'on m'aime. » Musicien profane ou religieux, on sait qu'il a toujours aimé le premier. *Mors et Vita* pourrait se définir une longue effusion d'amour. Tel est le signe de l'œuvre entière : non seulement du sentiment général qui l'inspire, mais de telle ou telle forme particulière à la musique de Gounod, qui la caractérise et la fait aisément reconnaître. C'est d'abord le double mouvement de la mélodie. Écoutez, je dirais presque regardez comme elle monte, et puis, et surtout, avec quelle douceur, quelle grâce aimable, aimante même, elle s'incline, redescend et se pose (« *Felix culpa* » — « *Qui Mariam absolvisti* »). Ailleurs, (voir le *Judex* et le « *Signifer sanctus Michael* »), sous le chant, pour le soutenir et l'élever par degrés et comme par étages, se développent de longues, souvent trop longues théories de triolets (trois notes ou trois accords par temps).

A propos de cette cadence et de ce rythme, également familiers à Gounod, une page de Veuillot, lequel d'ailleurs ne songeait nullement alors au futur auteur de *Mors et Vita*, nous paraît signaler, dans l'ordre de ce qu'on pourrait appeler la psychologie musicale, de subtiles, mais assez curieuses correspondances.

« Le rythme ternaire est le mouvement de l'amour, de l'humilité, du saint abaissement de soi-même. Tout ce qui est salutation et révérence, tout ce qui se courbe et s'incline noblement, tout cela est du rythme ternaire.

« D'où vient le vent ? A l'eau, à la fleur, à l'arbre, au brin d'herbe, il communique le souple mouvement de l'amour.

« L'eau se gonfle d'émotion, la fleur baisse la tête, l'arbre se plie par un effort grandiose, et un tressaillement parcourt son feuillage d'où sortent des chants merveilleux.

« Le brin d'herbe s'incline et se courbe jusqu'à terre.

« Au plus léger souffle, il prend l'attitude de l'adoration. Il a son chant aussi, que l'oreille n'entend pas. Où trouver une plus prompte expression de l'amour ?

« ... Ce pauvre brin d'herbe semble n'avoir d'autre affaire que de s'humilier. Votre pied qui est venu le fouler l'a trouvé déjà courbé. S'il peut se relever, ce sera pour s'incliner encore. »

Poésie, dira-t-on. Sans doute, mais intelligence aussi, et je ne sais quelle divination de rapports mystérieux par où le sentiment religieux et la musique de Gounod sont liés. Nobles inclinaisons, humbles abaissements de la mélodie, salutation pieuse et tendre révérence, tout cela fait les pures beautés de *Mors et Vita*, et tout cela c'est « le souple mouvement », c'est la « prompte expression de l'amour ».

M. Vincent d'Indy, le plus grave de nos maîtres, a voulu sans doute faire son *Falstaff*, ou plutôt le sujet de son choix étant grec et moins relevé, sa *Belle Hélène*. Ce sujet, de l'invention et de la façon de M. Xavier de Courville, est le suivant.

Cinyras et la belle Cinchreis sa femme règnent heureux, amoureux, sur l'île de Chypre, sans prendre, eux et leurs sujets, nul souci de la guerre que les autres princes et peuples de la Grèce ont portée et soutiennent depuis sept années là-bas, sous les murs d'Ilion. Or voici que les alliés délèguent Ulysse et Diomède auprès des Chypriotes embusqués pour exiger leur assistance. Et ce pince sans rire de Cinyras de remettre aux deux envoyés, pour tout renfort, quelques régiments en terre cuite, les soldats de plomb n'étant pas encore inventés. Pour répondre à la plaisanterie, le subtil Ulysse ne trouve rien de mieux que de faire prendre un soporifique à Cinyras et de l'emmener, endormi, sur le front. Les trois tableaux suivants se déroulent, avec un peu de lenteur, dans le camp des Grecs. Ils y sont tous, les héros d'Homère et d'Offenbach. Cinyras réveillé, mais croyant rêver, n'y reçoit d'autre grade et d'autres fonctions que celles de cuisinier et de chanteur. Il les exerce d'ailleurs avec bonhomie. Ironique, satirique même, la comédie ne manque pas, comme bien vous pensez, de multiplier ici les allusions de tout genre et parfois assez pénibles à une autre guerre moins ancienne et pas du tout légendaire.

Dernier acte. Cinyras, endormi de nouveau par les deux compères, est ramené par eux et réveillé dans son palais auprès de sa femme. Alors, se souvenant de son aventure militaire, il doute s'il rêvait hier

ou si c'est maintenant qu'il rêve. Enfin Ulysse et Diomède mettent les choses au point et concluent par un dialogue sur la guerre, même heureuse, et ses suites, qui parut plein de scepticisme et de mélancolie.

« Soyons gais, je le veux », disait-on dans je ne sais plus quelle vieille opérette. Et M. d'Indy sans doute a voulu l'être, et que nous le soyons — ou fussions? — avec lui. Il a voulu cela fortement, comme il veut toute chose. Mais la volonté, et la force moins encore, ne pouvaient rien en cette affaire. « Le caractère enjoué » dont parle Molière est peut-être le plus difficile à prendre, ou à feindre, quand naturellement on ne le possède pas. Or, de tous les héros homériques, Achille « aux pieds légers » est assurément celui que M. d'Indy rappelle le moins. En vain, pour assouplir sa manière, il n'a pas craint, ni rougi de recourir à des formes faciles et familières, où ce n'est guère sa coutume de condescendre : valses, romances, chansons et couplets. Il y a paru mal à l'aise, elles ne sont pas faites pour lui. Bravement il s'y engage, mais tout de suite, loin de s'y jouer, il s'y embarrasse. N'est-ce pas dans *Fervaal* naguère qu'il invoquait « la joie, la libre joie »? A son appel, ici même, elle n'a pas répondu. Une fois, une seule, au cours de cette opérette, le souffle allègre et léger de la vie a passé. Découpés en ombres chinoises, des soldats sortaient des tranchées, au chant approximatif de la *Madelon*. Des soldats grecs? Non pas : les nôtres. Ici du moins, l'allusion parut heureuse et l'on dut au joyeux et glorieux refrain quelques minutes d'héroïque gaieté.

Parmi les très nombreux interprètes, M. Lemarc'hadour (le roi Cinyras) s'est placé hors concours par la voix et le talent.

CAMILLE BELLAIGUE.

LE COMTE PRIMOLI

La société de Rome et celle de Paris ont appris, avec un douloureux regret, la nouvelle de la mort du comte Primoli, qui s'est éteint le 15 juin, dans son palais, près du Tibre. Arrière-petit-fils de Lucien et de Joseph Bonaparte, il était apparenté par sa mère, la princesse Charlotte, à toute l'élite de l'époque impériale et, par son père, à de grandes familles romaines. Il a été, pendant un demi-siècle, une des personnalités les plus représentatives et les plus connues de toute une période, désormais entrée dans l'histoire.

Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié les charmantes études, qu'il a publiées ici en ces dernières années. C'étaient de simples récits, alertement contés, des anecdotes, des souvenirs touchant le monde littéraire ou politique du Second Empire : feuillets détachés d'un livre de Mémoires, que le comte Primoli aurait été capable d'écrire mieux que personne, et qu'il laissait à l'état fragmentaire, un peu par indécision, beaucoup par scrupule, et aussi par l'effet d'un penchant mélancolique et résigné pour l'inachevé.

Il avait été le témoin de trop d'événements pour ne pas sentir l'inutilité de beaucoup de choses et n'avoir pas quelque fatalisme. Né dans les États pontificaux, élevé à Paris sous le Second Empire, il vit, dès sa jeunesse, la fondation du royaume d'Italie et la chute de Napoléon III. Il entra dans la vie au moment où le monde qu'il avait connu et pour lequel il avait été formé, subissait un changement profond. Ainsi se trouva-t-il, à l'heure même de ses débuts, comme en exil dans son époque, partagé entre le souci des fidélités respectables et le goût des temps nouveaux, qui sollicitaient son esprit curieux. Ce fut son mérite et son originalité d'accorder l'un à l'autre avec bonne grâce et beaucoup de tact. Au delà des vicissitudes des princes et des déchéances des régimes, il garda un sentiment noble

des grandeurs historiques. Tout se fondait et s'harmonisait pour lui dans le culte naturel et sincère de ce qui contribue à l'éclat d'un pays. Étranger à toute politique, il se contenta d'être, avec une fierté discrète, le survivant d'un passé, et, avec sympathie, le témoin du présent. Il sut être à l'aise partout, au Quirinal comme au Vatican, à l'Élysée comme chez la princesse Mathilde. Il admirait M. Raymond Poincaré et il vénérait M. Mussolini.

L'Italie, sa patrie, la France, sa seconde patrie, lui inspiraient un égal amour. Il ajoutait volontiers qu'il se sentait un peu plus romain à Paris et un peu plus parisien à Rome. En toutes circonstances, il a été le serviteur dévoué des deux pays. La Villa Médicis et le Palais Farnèse le comptaient parmi leurs meilleurs amis, et nul ne goûta plus profondément la société de Mgr Duchesne. Il se plaisait à rapprocher les hommes politiques, les ambassadeurs, les hôtes passagers de toute sorte qui, dans son palais du Tibre ou dans son appartement ensoleillé de l'avenue du Président-Wilson, se plaisaient à le venir voir. Tous les ans, quand paraissait le mois de mai, il arrivait à Paris et y passait souvent tout l'été. L'automne ou au plus tard les fêtes de Noël le ramenaient à Rome. Ce rythme fut longtemps d'une régularité absolue, tant que vécut sa mère, atteinte d'une lente maladie, et tant qu'il put lui donner avec adoration les soins les plus tendres. Il ne faisait d'exception à cette règle que pour se rendre à l'appel de quelques-uns des innombrables amis qui auraient voulu le faire voyager avec eux, surtout de l'impératrice Eugénie qui le conviait au cap Martin ou sur son yacht. Ces absences n'interrompaient que fort peu son existence, remplie par la vie de société.

Bien qu'il se tint résolument à l'écart des affaires sérieuses, il était trop informé, il entendait trop de propos, pour n'avoir pas un mot utile à dire selon l'occasion. Jamais il ne manqua de travailler à resserrer l'amitié des deux pays qu'il aimait, et à mettre en lumière ce qui unit, non ce qui divise. Tous ceux qui l'ont connu savent quelles ont été ses angoisses durant la guerre. Le jour où l'Italie se rangea du côté des Alliés, il en éprouva une joyeuse fierté; il put rassembler les deux nations qu'il chérissait dans les mêmes vœux et dans les mêmes espoirs, et célébrer plus tard la même victoire. Alors on put sentir combien ce descendant inoccupé d'une race illustre et active avait gardé au fond du cœur le culte de la gloire et quel sang coulait dans ses veines.

Le comte Primoli avait un goût très vif des lettres : il avait vite compris que, s'il n'était pas destiné à jouer un rôle politique qu'il ne

souhaitait point, il pouvait être entre Rome et Paris un ambassadeur de l'esprit. Cette mission, il l'a remplie avec toute la finesse d'un Latin, avec toute la bonne volonté agissante d'un amateur qui avait une prédilection vraie pour les écrivains et pour les artistes. Dès le temps de ses études, il s'était lié d'une étroite amitié avec Dumas fils. Un peu plus tard, il connut dans le salon de la princesse Mathilde, qui le traitait en neveu, toutes les célébrités de cette époque. Il eut à cœur, après la disparition de la princesse, de continuer ce qu'elle avait si bien fait, de garder ses anciennes relations, et d'y joindre chaque année de nouveaux venus, accueillant à tous, courtois, malicieux, amusé peut-être, du moins parfois. Il connaissait tout le monde et, à Rome comme à Paris, son salon était largement ouvert. Il aimait à être entouré. Il appréciait les visites, les réunions intimes, les habitués, et aussi le va-et-vient des réceptions nombreuses, les rencontres rares, les mélanges savoureux et bariolés. Son plaisir était d'avoir à sa table les plus illustres et les débutants, Gabriel d'Annunzio, Anatole France, Sarah Bernhardt, la Duse et le plus récent lauréat du prix Goncourt.

Il fallait toutes ses qualités personnelles pour réussir à présider ces cérémonies. Le centre de ces réunions, c'était vraiment lui-même, par la seule puissance de sa bonhomie un peu caustique, de ses parfaites manières, de sa nonchalance ingénieuse et du don suprême de la simplicité. De taille moyenne, corpulent comme un seigneur vénitien, le visage frais, la barbe soignée, il avait les yeux à la fois enfantins et doux sous une paupière lourde, enjoués, avec une lueur maligne. Bien qu'il ne fût dupe de rien, il était indulgent, serviable, et on lui savait un fond de grande bonté désabusée. Il était capable, quand il voulait, de gravité. Dès qu'un sujet lui paraissait en valoir la peine, il exprimait son opinion, sans insister, de sa voix lente et très posée. Il disait : « Je ne m'y connais pas, mais il me semble que », et son avis était toujours plein de sagesse. Il lui arrivait même de donner, sans avoir l'air, une petite leçon. Un très jeune homme, dans le laisser aller d'une fin de soirée, s'amusait à secouer un coussin et constatait qu'il était ancien et perdait ses plumes. Et déjà vieux alors, le comte disait doucement : « Eh ! oui, il est ancien, il perd ses plumes... mais on s'appuie encore sur lui. » Mais les mots de ce genre étaient rares. Il aimait mieux courir à la surface des choses. Par tradition, ce sage, qui avait entendu toute sa jeunesse parler des grandes affaires, usait volontairement sa vie parmi les petites, goûtant leur délicieuse inutilité.

Ce n'était pas chez lui frivolité. L'histoire, qu'il avait vécue, lui avait montré l'importance des petites causes, l'imprévu des relations entre les faits, la complexité et les contradictions des âmes. Quand le temps a passé, le partage s'accomplit entre ce qui compte et ce qui ne compte pas, et la hiérarchie des êtres et des événements s'impose. Mais dans le présent, tout est confus pour le témoin, tout se mêle sur le même plan, et le comte Primoli accueillait tout avec une curiosité où il y avait un peu d'indifférence et une sorte d'impossibilité de choisir. Il s'amusait de la variété des sujets qui retenaient son attention. En bon Romain, il connaissait tout ce qu'il y a de philosophie dans la comédie italienne. Il souriait en montrant pêle-mêle ses meubles capitonnés, tout un bric-à-brac de bibelots, les plus précieux souvenirs de l Empire, et un admirable dessin d'Ingres. Il éprouvait on ne sait quelle intime satisfaction à paraître selon son gré seigneurial ou puéril, et tel qu'il était, il était aimable et on l'aimait.

A mesure que les années passaient, bien des vides se faisaient autour de lui. Tour à tour, la princesse Mathilde, sa mère, son frère, l'impératrice Eugénie avaient disparu. La maladie ne l'épargnait pas et assombrissait ses dernières années. Alors il revint à ses souvenirs. Il pouvait être, à lui seul, le mémorialiste de toute une époque, d'Octave Feuillet à Maupassant, de Winterhalter à Bonnat. Il classa les papiers que lui avait légués la princesse Mathilde, toute une correspondance de Théophile Gautier, de Flaubert, de Renan, de Sainte-Beuve, de tant d'autres. Il mit de l'ordre dans les feuilles multiples qu'il avait écrites toute sa vie, sur ce qu'il avait entendu dire de Compiègne et des Tuileries, sur ce que lui avaient conté les membres de sa famille. Il relut même quelques-uns des carnets personnels, où il avait librement inscrit, au jour le jour, toute sorte de notes. Et ces retours au passé n'allaient pas sans mélancolie. Il se plaignait doucement d'avoir été irrésolu, et d'avoir eu une destinée singulière à laquelle avaient manqué les biens les plus simples, ceux que la condition humaine donne ou impose si aisément, une famille et un travail. Son vrai trésor et sa vraie joie avaient été l'amitié. Tout Paris apprit avec tristesse, il y a quelques semaines, que le comte Primoli souffrant abandonnait son appartement de l'avenue du Président Wilson, qu'il ne viendrait pas à Paris cet été, puis qu'il ne viendrait plus... Peu d'hommes, en disparaissant, ont laissé à plus d'êtres le sentiment qu'ils venaient de perdre un ami.

André Chaumeix.

RÉCEPTION
DE M. PAUL VALÉRY
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Qui niera ton pouvoir, ô Poésie? Jamais, à l'Académie, depuis les réceptions des maréchaux, qui furent des journées historiques, le public n'avait été si pressé qu'il le fut, le 23, quand M. Paul Valéry vint prendre séance. Cette foule brillante montrait à l'auteur d'*Eupalinos* la plus sincère, la plus chaleureuse admiration. Et cet enthousiasme était d'autant plus émouvant que les trois quarts de ces fidèles n'avaient pas lu un vers du poète et que le dernier quart n'entendait pas son langage. On eût dit un pèlerinage à un sanctuaire fermé, et dont nul ne savait quel saint il contenait. C'était vraiment l'hommage à la poésie pure.

M. Paul Valéry, qui descend de navigateurs corses, a un visage nerveux, des sourcils noirs et mobiles, des traits sculptés, des cheveux en mèches d'argent et de grandes rides verticales, hardies et parlantes, qui lui tailladent les joues. Il n'y a pas d'homme qui s'amuse autant de sa propre pensée; il est vrai qu'elle joue aussi avec lui : elle s'élève comme une fusée, rentre dans une coque de noix, se met en boule, tourne autour d'elle-même, et pirouette dans les étoiles. A l'Académie, c'était une pensée des dimanches, d'une belle tenue, et dont on sentait tout de même qu'elle avait envie de danser.

Le style aussi, au moins celui de la première page, était dans la manière noble, en dix-septième reconstitué, nombreux et plein, avec des mots à seize quartiers et des cadences qu'on n'avait pas entendues depuis la mort d'Henriette de France, reine d'Angleterre. « En ce point singulier d'une existence, où l'on paraît un instant

devant votre compagnie, avant que de s'y confondre, toutes nos raisons d'être modestes, qui sont assez souvent paresseuses et profondément retirées, se font vives et puissantes. Nous sommes inspirés d'être pour nous plus sévères et plus difficiles que ne le fut l'Académie. Notre poids nous semble léger. Nos ouvrages nous sont une pincée de cendre ; et sur le seuil de votre audience, éprouvant invinciblement ce que l'on doit à votre faveur, on éprouve ce que l'on est et l'on se dit que tout arrive. » M. le duc de Maulevrier n'eût pas mieux dit. La magnificence de ce morceau s'est un peu perdue, parce que M. Valéry le coupait de trois mots en trois mots, et le débitait en hachis. Cet exercice ne l'a, d'ailleurs, diverti que quelques instants. Il a mieux aimé penser à son ami Boylesve, qui n'est plus là, et à leur commune jeunesse ; et il a composé la première partie de son remerciement en traçant un état de la littérature en 1890.

A travers mille aperçus, il en est venu du symbolisme à la seconde partie de son discours, qui est, sinon l'éloge, au moins le portrait, et, sinon le portrait, au moins un certain dessin qui a un air de famille avec M. Anatole France. Oh ! le dessin est charmant. Et quelles phrases subtilement mélodieuses ! « Le public sut un gré infini à mon illustre prédécesseur de lui devoir la sensation d'une oasis... Il sembla que l'aisance, la clarté, la simplicité revenaient sur la terre. Ce sont des déesses qui plaisent à la plupart... Il y avait dans ses livres un art consommé de l'effleurement des idées et des problèmes les plus graves. Rien n'y arrêtait le regard, si ce n'est la merveille même de n'y rencontrer nulle résistance. »

Cela est assez notoirement injuste. Il serait aisé de montrer que France, si clair en apparence, est un écrivain beaucoup plus hermétique que M. Paul Valéry, et qu'il enferme, dans la profondeur transparente de son style, et sous des ondes changeantes, une philosophie invariable, le matérialisme même d'Épicure, accommodé aux idées contemporaines et ajusté aux sciences, dont France était fort curieux. L'homme est une machine qu'il s'est diverti cent fois à démonter. La plus étonnante de ces décompositions en rouages, c'est peut-être *les Dieux ont soif*, qui est une aventure d'automates. Mais quarante ans plus tôt, *Jocaste* aussi était une aventure d'automate. Ces jeux mécaniques sont, dans la pensée de France, une vue du monde, qui est, lui aussi, une mécanique aux mains du hasard. Pour ces pauvres machines, qui ont tout de même inventé la beauté et l'amour, France ressent une pitié et une tendresse fraternelles. C'est par une longue pente qu'il est venu au peuple. Il aimait qu'on le dise

aimé de Pallas; mais il n'eût pas voulu d'une sagesse sans générosité. Il n'imagine point les poètes retirés du monde : mêlés aux hommes, ils sont les bienfaiteurs de ces ingrats... On eût souhaité que cette justice fût rendue à l'écrivain qui n'a pas voulu mettre toute sa pensée à la surface de ses livres, ni l'exposer à l'étalage. Mais ni M. Valéry, ni M. Hanotaux n'ont cru devoir le faire. Tous deux ont célébré dans l'auteur de *Thaïs* l'habile écrivain. C'est peu.

M. Valéry a trouvé dans ce jugement même un biais ingénieux pour venir à la troisième partie de son discours, où il définit l'art classique et ce qu'il appelle son paradoxe et ses contradictions. Assurément il a un peu négligé ce qui, dans son sujet, était de l'ordre des contingences, c'est-à-dire Anatole France lui-même : par une innovation, qui a été assez remarquée, il a réussi à louer son « futur prédécesseur » sans une fois le nommer. Mais d'ailleurs, à travers les prodigalités de sa rêverie, il n'a pas perdu de vue un dessein secret, qui reparaît de place en place, et qui est l'éloge de l'art difficile. Il n'est personne à qui on puisse objecter plus justement qu'à M. Valéry qu'il est orfèvre.

M. Hanotaux lui a répondu d'un très bon style, en homme qui aime ardemment les Lettres, et qui, étant historien, est lui aussi, en quelque façon, un poète. Qu'on relise ce tableau de la France à la mort de Henri IV, qu'il a tiré de sa grande histoire de Richelieu : c'est le rêve d'un peintre qui a le goût de la phrase heureuse. L'ancien ministre des Affaires étrangères s'est donc trouvé de plain pied pour aborder son sujet, et après avoir concédé à la première ligne que M. Valéry était un auteur difficile, il l'a expliqué dans un langage éloquent. Il a même eu la coquetterie de donner une exégèse de *la Jeune Parque*. Il en a lu des vers: sa voix un peu grasse s'est soudain unie en un son musical, et il a récité avec beaucoup de sentiment et de charme. Il a suivi M. Valéry de sa phase philosophique à sa phase historique : car l'histoire de chaque homme est l'histoire même du monde. Il a montré au sujet d'*Eupalinos* (et il eût pu le faire au sujet du *Serpent*) quelle cosmogonie était un poème. Ayant enfin montré quelles contradictions opposaient Anatole France et M. Valéry, il les a rapprochés, comme a fait l'Académie elle-même, dans l'unité de la langue française, dont il a fait, pour conclure, un éloge digne de cette journée.

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La 45e session du Conseil de la Société des nations, qui s'est ouverte à Genève le 13 juin et close le 17, ne laissera pas dans l'histoire une trace lumineuse. Pourtant les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, d'Allemagne, de France, et quelques autres encore, s'étaient mobilisés pour y participer. On attendait, particulièrement en Allemagne, de grands résultats de leurs délibérations et surtout de leurs entretiens privés. L'Europe ne manque pas de graves soucis : le régime sanglant qui pèse sur la Russie et qui menace d'empoisonner les autres pays, les difficultés aiguës entre l'Italie et la Yougoslavie à propos de l'Albanie, un différend germano-lithuanien à propos de Memel, un autre à propos de Dantzig entre Pologne et Allemagne, sans parler de la Rhénanie, dont les Allemands réclament l'évacuation prochaine, et des forteresses allemandes voisines de la frontière de Pologne, dont il reste à constater la démolition. Le Conseil, avec dextérité, est passé à côté des difficultés et s'est ingénié à ajourner les solutions. A la fin, sir Austen Chamberlain, comme s'il entendait souligner cette singulière réserve de la Société des nations, a proposé de réduire de quatre à trois le nombre des sessions annuelles du Conseil.

C'est là, il faut d'abord le redire, une conséquence de l'habitude que les ministres des Affaires étrangères ont prise de venir siéger en personne au Conseil. *De minimis non curat prætor.* Mais ces petites affaires, que de si hauts personnages n'ont pas le temps d'étudier, sont le pain quotidien de la Société des nations, et c'est l'équitable solution de ces menus litiges qui confère au Conseil l'autorité nécessaire pour trancher les plus importants. En outre, l'opinion publique, dans les divers pays, s'imagine que des conciliabules des ministres doivent sortir des nouveautés importantes, alors que, souvent, c'est le maintien de l'état de choses existant qui est à désirer. Si les ministres consentaient à rester dans leurs

cabinets, — au lieu de s'exposer aux hasards d'entretiens sans doute cordiaux, mais souvent mal préparés et où la courtoisie des défendeurs est trop aisément portée à concéder quelque avantage à l'insistance des demandeurs, — et à déléguer leurs pouvoirs à des représentants qualifiés, chacun s'en trouverait mieux, à commencer par la Société des nations elle-même, dont le jeu normal est faussé par l'intervention trop fréquente de ces importants personnages. Il y a là un danger pour l'avenir de l'institution de Genève qui reste le seul organisme que les nations civilisées aient imaginé pour prévenir les conflits internationaux. Quant aux entretiens particuliers entre les ministres des Affaires étrangères, ils semblent avoir porté surtout sur la Russie soviétique. Ils ont été inopinément interrompus par le brusque retour à Paris de M. Briand, souffrant d'un douloureux « zona » ophtalmique. Ce qui fait dire spirituellement, mais un peu sévèrement peut-être, à M. Buré, dans *l'Avenir* : « On n'a rien décidé à Genève. Tant mieux, car ainsi la France n'aura consenti à l'Allemagne aucune concession nouvelle. Comme c'est la première fois que cela lui arrive depuis longtemps, le fait mérite bien d'être relevé avec éclat. »

La presse allemande, qui est en grande partie responsable de la nervosité de l'opinion publique, avait promis monts et merveilles à ses lecteurs. Les Allemands-nationaux exigeaient de M. Stresemann qu'il rapportât de Genève au moins une importante réduction des effectifs d'occupation. Leur esprit, fertile en combinaisons, imaginait de réclamer cette concession en échange d'une constatation des destructions opérées sur la frontière de Pologne en vertu de l'accord du 12 décembre. C'est à eux-mêmes qu'ils doivent s'en prendre si M. Stresemann a trouvé à Genève une ambiance dans laquelle il ne lui a pas semblé possible même de poser explicitement les questions qui intéressent particulièrement l'Allemagne. C'est pourtant contre M. Stresemann et la politique de Locarno qu'ils se déchaînent aujourd'hui. Si le ministre des Affaires étrangères du Reich lui-même n'avait pas fait promettre à la politique de Locarno des avantages qu'elle ne comporte en aucune manière, il se serait épargné ces déboires. Il semble d'ailleurs qu'il ne soit pas revenu les mains vides, s'il est vrai que sir Austen Chamberlain et M. Briand aient accepté en principe que le Reich obtînt un siège à la commission des mandats : concession imprudente d'où sortiraient des difficultés de toute nature. Quant à la question des effectifs, même si M. Briand était resté un jour de plus à Genève, ses conversations

n'auraient rien changé aux résolutions prises par le gouvernement. Dans l'entretien prolongé qu'il eut le 14 juin avec M. Stresemann, c'est lui et non le ministre allemand qui fut en droit de faire entendre, sans acrimonie, des plaintes et des observations.

L'offensive des nationalistes contre M. Stresemann a naturellement redoublé; ils accusent de faillite la politique de Locarno à laquelle ils se repentent d'avoir fait des concessions; ils affectent toujours de voir, dans les traités de Locarno, ce qui n'y a jamais été, à savoir une réduction des effectifs d'occupation, et, dans l'entrée de l'Allemagne à la Société des nations, une obligation d'évacuation de la rive gauche du Rhin (*Gazette de la Croix* du 17 juin, entre autres). L'intransigeance des partis nationalistes rend évidemment l'action de M. Stresemann délicate et sa position gouvernementale difficile. Les partis de gauche le soutiennent, il est vrai, énergiquement, mais ils critiquent la politique intérieure d'un gouvernement « bourgeois » qui laisse aux partis nationalistes de droite une influence prépondérante; ils attribuent à ces combinaisons de politique intérieure ce qu'il leur plaît d'appeler la stérilité d'une politique extérieure, qui pourtant ne leur a pas donné que des déboires et dont ils auraient lieu de se montrer satisfaits s'ils n'en avaient attendu que des résultats raisonnables. Le Centre catholique lui-même, parti dont le chancelier Marx est le chef, semble se lasser d'une collaboration avec des groupes nationalistes dont les prétentions restent toujours incontentées et s'amplifient à mesure qu'on cherche à les satisfaire. En tout cas, si le Centre reste encore, dans le Reich, le pivot d'une coalition de droite, on le voit demeurer non moins fidèle, en Prusse, à une coalition de gauche fondée sur une entente avec la social-démocratie. Telle est l'étrange combinaison par laquelle s'équilibrent, en Allemagne, les deux tendances opposées et qui permet au Centre de ménager ses deux clientèles.

La question de la réduction des effectifs d'occupation est surtout, pour les Allemands, affaire d'amour-propre. Les habitants des pays occupés ne sont pas d'avis, eux qui sont les plus directement intéressés, que la politique de Locarno ne soit qu'un trompe-l'œil. La *Gazette de Voss* écrivait le 11 mai : « La situation s'est améliorée au point que le nom abhorré de « Territoires occupés » ne se justifie plus, tout au moins en ce qui concerne les stations balnéaires et climatiques. » Le docteur Horion, à la diète de la province rhénane tenue à Dusseldorf, constatait la prospérité croissante de la région; la production industrielle augmente, le chômage diminue. Un journal

du Palatinat, la *Neue Pfälzische Landeszeitung* du 13 mai, organe centriste, écrivait : « Avant tout, il faut respecter la vérité. Il est inexact, par exemple, de prétendre que, dans les territoires occupés, on ne remarque rien de Locarno, Thoiry et Genève. Quiconque est sincère doit avouer qu'il souffle un autre vent depuis cette époque et que les rapports avec l'armée d'occupation sont devenus bien plus supportables. Il ne faut pas parler sans cesse d'insuccès de la politique extérieure allemande et maugréer contre la « mauvaise volonté » du voisin, alors que des résultats partiels ont été réellement obtenus et que la bonne volonté se manifeste par-ci par-là. » Il n'est certes jamais agréable, pour une nation, de supporter la présence, sur une partie de son territoire, de troupes étrangères : c'est pourquoi les sincères constatations du journal palatin sont à retenir et à opposer aux calomnies qui abondent dans la presse du Reich, d'autant plus nombreuses et mensongères qu'on s'éloigne davantage des régions intéressées. Les tendances que l'on résume sous le nom de « politique de Locarno » continuent d'inspirer les relations franco-allemandes; elles n'ont fait faillite qu'aux yeux de ceux qui en attendaient ce qu'elles ne pouvaient ni ne devaient donner, c'est-à-dire la destruction des traités et des résultats de la guerre. Si la politique de Locarno n'a jusqu'ici apporté que des résultats préliminaires et incomplets, c'est à l'attitude et au langage d'une nombreuse partie de la nation et à l'influence prédominante que cette fraction exerce sur le peuple tout entier et sur le gouvernement, que les Allemands doivent l'attribuer.

C'est cette vérité que M. Raymond Poincaré a constatée, avec la loyale sincérité qui lui est habituelle, dans son discours de Lunéville, le 19 juin. C'est donc sans raison que certains journaux français de gauche ont prétendu opposer la politique de M. Briand à celle de M. Poincaré ; la solidarité ministérielle n'est pas un vain mot dans le cabinet d'union nationale ; le discours de M. Poincaré n'a pas été prononcé à l'insu de M. Briand qui n'en ignorait pas le contenu. N'est-ce pas d'ailleurs lui-même qui, dans les longues négociations franco-britanniques qui ont précédé Locarno, a nettement spécifié que les accords à conclure avec l'Allemagne ne pouvaient se concevoir que dans le cadre des traités et en vue d'en assurer la complète exécution dans des conditions aussi « humaines » que possible et dans un esprit de bonne entente? M. Poincaré et M. Briand interprètent, chacun avec son tempérament et son éloquence, une politique qui est, dans son essence, la même, celle que

le pays, dans sa très grande majorité, comprend et approuve.

Les Français, a dit le président du Conseil, ne cherchent pas « dans leurs effroyables souvenirs de guerre, des motifs de ressentiments éternels contre une nation voisine. Si, dès sa défaite, l'Allemagne avait ouvertement désavoué le gouvernement et la caste militaire qui l'ont conduite à la guerre, si elle avait imité notre propre répudiation de 1870, si elle n'avait pas contesté contre toute évidence les responsabilités écrasantes de la politique impériale, il ne serait jamais venu à l'esprit de personne de confondre un peuple avec un régime déchu et d'attribuer à la généralité des Allemands les abominables attentats dont nous avons été les témoins. » La France, chaque fois qu'elle a été victorieuse, a tendu la main au vaincu, mais c'est à la condition « qu'on ne cherche ni à lui contester cette victoire, ni à la lui reprendre... La France n'a jamais rien cherché ni en dehors, ni au delà du traité; elle n'a demandé et ne continue à demander que la sécurité de sa frontière et le paiement de ses réparations. » Puis M. Poincaré donne des exemples des trop nombreuses occasions où les ministres du Reich eux-mêmes ont tenu un langage incompatible avec les accords de Locarno et l'interprétation qu'ils en avaient officiellement acceptée. D'autre part, les hautes autorités financières allemandes laissent entendre dès maintenant qu'avant deux ans le Reich demandera une revision du plan Dawes et n'effectuera plus les paiements prévus, et cela au moment où il résulte du rapport de M. Parker Gilbert que l'Allemagne sera, l'année prochaine comme cette année, malgré l'accroissement de l'annuité, en état d'y faire face sans compromettre sa monnaie ni son budget. Pour notre sécurité enfin, nous attendons encore de l'Allemagne certaines garanties de sécurité que M. Poincaré énumère. Et il conclut : « Non seulement nous, Lorrains, nous détestons la guerre parce que cette contrée en a souffert plus horriblement encore que d'autres régions de France; mais nous avons, plus aussi que le reste de notre pays, intérêt à reprendre de bonnes relations avec nos voisins. Nous souhaitons de pouvoir les reprendre en pleine confiance mutuelle et sans arrière-pensée... La France n'a plus rien à désirer que la paix dans l'observation des traités. Elle n'a pas voulu autre chose hier; elle ne veut pas autre chose aujourd'hui; elle ne voudra pas autre chose demain. » Les Allemands devraient être reconnaissants à M. Poincaré, au lieu de l'attaquer maladroitement et sans raison, d'exprimer sans détours et sans l'envelopper d'idéologie, le sentiment juste et raisonnable qui est ancré dans

l'esprit et dans le cœur de tous les Français qui ne renient ni leur patrie, ni leur histoire, ni l'intérêt général de l'Europe. Il est équitable de reconnaître que la plupart des journaux qui comptent en Allemagne ont fait au discours de Lunéville un accueil réservé, mais exempt d'une acrimonie trop agressive.

Il convient, pour apprécier le discours que M. Stresemann a prononcé le 23 au Reichstag en réponse à M. Poincaré, de se replacer dans l'ambiance allemande et parlementaire. Si l'on tient compte du milieu et des circonstances, on jugera que le ton du ministre des Affaires étrangères a été modéré, exempt de médiocres chicanes. C'est dans l'avenir qu'il cherche un terrain d'entente, non par d'insolubles débats sur le passé. On regrette, à ce point de vue, qu'il revienne sur « les responsabilités morales » de la guerre. Il n'y a pas plusieurs catégories de responsabilités ; il y a une Puissance, la France, qui, toujours, et notamment en juillet 1914, a voulu de toute son énergie la paix, et une autre, l'Allemagne, qui, à ce même moment, a voulu la guerre : voilà les responsabilités ; tout le reste n'est que stériles discussions. M. Stresemann affirme que la réduction des effectifs rhénans a été promise solennellement et sans conditions après Locarno. Les seuls engagements qui comptent sont ceux qui sont inscrits dans les traités et ratifiés par le Parlement ; les autres, d'où qu'ils viennent, restent subordonnés aux circonstances. Nous avons dit pourquoi l'évolution politique intérieure de l'Allemagne ne donne pas à ses anciens adversaires toute sécurité. M. Stresemann affirme sa fidélité à la politique de Locarno ; M. Poincaré l'a déclaré de son côté : voilà, pour le moment, ce qu'il importe de retenir. Mais, de grâce, que M. Stresemann laisse de côté les vieux clichés du Kaiser et ne nous parle pas de « la psychose de guerre » qui régnerait en France !

Invisible et présente, la question de la Russie soviétique et de sa propagande internationale a dominé la session de Genève et alimenté les entretiens des hommes d'État. Le problème, posé par la rupture entre la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S., est devenu plus aigu et plus immédiatement menaçant après le meurtre, à Varsovie, du représentant diplomatique de la Russie soviétique auprès de la République polonaise. Ce Voïkof est celui-là même qui, président du Soviet du gouvernement d'Ekaterinenbourg, signa l'ordre de massacre de la famille impériale. Que ces services vraiment exceptionnels lui aient valu un brillant avancement dans la diplomatie soviétique, on ne saurait s'en étonner ; mais de tels hommes, respon-

sables de tant de sang, devraient s'attendre, lorsqu'ils circulent dans des pays où vivent de nombreux réfugiés, victimes du terrorisme communiste, à rencontrer, au coin d'une rue, un Russe animé de la passion de la vengeance. C'est un jeune Russe de dix-neuf ans, nommé Kowerda, élève du lycée de Vilno, qui, le 7 juin, sur le quai de la gare de Varsovie, supprima Voïkof d'un coup de revolver. Ce fut là, de toute évidence, l'acte d'un isolé, contre lequel aucune police n'est efficace ; les dirigeants de Moscou résolurent aussitôt d'en tirer parti pour relever le prestige bien compromis de l'U. R. S. S.

Il y eut, on peut le croire, chez eux, comme dans la plupart des actes politiques, un mélange de sincérité et de comédie. La sincérité venait de la peur. Depuis la rupture des relations diplomatiques avec l'Angleterre, les bolchévistes de Russie se croient menacés d'encerclement et d'agression ; ils se représentent le gouvernement britannique plus machiavélique qu'il ne l'est en réalité et disposé à employer tous les moyens pour venir à bout du communisme de Moscou. Ajoutez que la situation économique et politique des bolchévistes n'a jamais été plus précaire, ni leurs divisions plus aiguës. Nous savons, par l'histoire et la psychologie, que les tyrans vivent sans cesse sous la hantise de l'assassinat. Crurent-ils réellement que l'attentat de Kowerda, suivant de près la rupture avec l'Angleterre, et coïncidant avec deux autres attentats anticommunistes en territoire soviétique, était le signal d'une offensive générale contre le gouvernement communiste et ses agents, ou bien feignirent-ils de le croire pour en tirer un effet diplomatique? Ce qui est certain, c'est qu'avec la décision dont ils ont souvent fait preuve, ils agirent. Par simple décision du Gepeou, qui n'est autre chose que la Tcheka sous un autre nom, de nombreux Russes enfermés dans les prisons, membres des partis non communistes, émigrés rentrés par nostalgie de la patrie ou sur la foi d'un apaisement passager, furent fusillés sans jugement. On choisit de préférence des hommes connus, tels que le prince Dolgoroukoff, tracassé sous le tsar pour son libéralisme, des officiers des anciennes armées blanches, et on jeta, comme un défi, leurs noms à l'Europe avec la cause ou le prétexte de leur mort. Presque tous étaient, affirmait-on, convaincus d'avoir fait de l'espionnage au profit de l'Angleterre. Cette imposture grossière était destinée à la propagande. Le gouvernement de Moscou se flattait d'obtenir un double résultat : il se débarrassait de Russes qu'il considérait comme des adversaires, et, par une recrudescence de terrorisme sanglant, il intimidait les révoltes prêtes à éclater sur tous les points du territoire

dès que faiblirait le pouvoir central ; en second lieu, il cherchait à compromettre le gouvernement britannique et à le représenter comme fomentant des complots et des attentats à l'intérieur de l'U. R. S. S. Ainsi jadis, en France, les terroristes guillotinèrent des centaines d'innocents comme « complices de Pitt et Cobourg ». Encore pouvaient ils alléguer que la France était en état de guerre et menacée d'invasion.

Le gouvernement polonais se montra, dès qu'il connut l'attentat, préoccupé d'éviter, par une extrême correction, toute complication politique. Le maréchal Pilsudski, persuadé que la Pologne a besoin de travail et de tranquillité, déplora un attentat qui pouvait compromettre la paix. Il regrettait en Voïkof un agent qui, au dire du journal polonais l'A. B. C., s'était toujours montré partisan d'une politique de rapprochement, et avec lequel le gouvernement de Varsovie négociait un traité de commerce et un pacte de garantie. L'expression sincère et spontanée de ces regrets fit croire au gouvernement de Moscou qu'il pourrait se tailler, aux dépens de la Pologne, un succès diplomatique. M. Litvinof, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, remit aussitôt à M. Patek, ministre de Pologne, une note très montée de ton par laquelle il se plaignait que le gouvernement de Varsovie laissât toute liberté sur son territoire à « l'activité criminelle des organisations contre-révolutionnaires russes » et le rendait responsable de l'attentat auquel venait de succomber son représentant. Le 9 juin, M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères de Pologne, répondait par une note très conciliante, mais ferme, dans laquelle, tout en offrant des regrets et des réparations, il déclinait toute responsabilité dans l'acte de Boris Kowerda. Le 12, M. Litvinof ripostait par une note comminatoire où il réclamait le châtiment de tous les coupables, comme s'il y en avait plusieurs, la participation du chargé d'affaires soviétique à l'instruction, la dissolution de toutes les organisations « terroristes » dirigées contre l'U. R. S. S. et l'expulsion de leurs membres. La Pologne naturellement se refuse à toute mesure de nature à porter atteinte à sa dignité et à sa pleine indépendance : elle a hâté le jugement de Kowerda qui a été condamné à quinze ans de travaux forcés, mais elle ne se laissera pas intimider par les menaces soviétiques dont elle est bien placée pour connaître l'inanité. Les choses en sont là à l'heure où nous écrivons et nous serions fort surpris qu'elles allassent plus loin. On n'ignore pas à Moscou qu'une guerre, quelle qu'en soit l'issue, serait fatale au gouvernement bolchéviste et que d'ailleurs la Pologne, si elle souhaite ardem-

ment la paix, ne craint pas la guerre. Une offensive militaire désespérée de Moscou ne serait à craindre que le jour où les maîtres actuels de la Russie se sentiraient définitivement perdus et préféreraient succomber dans une mêlée générale plutôt que par une émeute ouvrière. Pour le moment, il est permis d'augurer que les fureurs de Moscou s'apaiseront peu à peu et que la paix ne sera pas troublée.

M. Tchitcherine vient, en effet, de rentrer à Moscou, rapportant d'Europe l'impression d'horreur soulevée dans tous les pays par les nouvelles violences terroristes de son gouvernement. S'il faut en croire des informations fort intéressantes apportées par le *Bulletin de la Société d'Études et d'informations économiques*, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères serait arrivé à Baden-Baden fort dépité de l'accueil qu'il avait trouvé chez M. Poincaré, « le plus froid, aurait-il dit, de sa carrière de diplomate ». M. Poincaré se serait refusé à toute discussion d'ordre politique avec les Soviets tant que la question des dettes et des biens privés français en Russie n'aurait pas été réglée. L'entretien de M. Tchitcherine avec M. Stresemann à Baden-Baden ne lui aurait pas laissé beaucoup plus de satisfactions. Le ministre des Affaires étrangères du Reich aurait nettement refusé de se prêter au désir du gouvernement de Moscou et d'offrir sa médiation pour apaiser le différend entre l'Angleterre et la Russie ; il n'aurait pas pris au sérieux les promesses de M. Tchitcherine de renoncer à une propagande révolutionnaire qui est toute la raison d'être du régime bolchéviste.

Ce qui est certain, c'est que, durant la session de Genève, les Allemands traînaient comme un boulet leur alliance de Rapallo et se sentaient fort gênés de leurs relations avec les terroristes de Moscou. Avant la reprise de la fureur sanguinaire, nombreux étaient les Allemands, surtout parmi les nationalistes, qui guettaient l'occasion d'un conflit éventuel entre Moscou et Varsovie pour mettre à prix leur neutralité ou leur concours. Cette opération leur apparaît maintenant moins reluisante et ils s'aperçoivent qu'entre Londres et Moscou, la raison aussi bien que l'honneur ne leur laisse guère le choix. L'Allemagne, comme alliée, n'a pas pu refuser, après la rupture, d'assumer la protection des intérêts russes en Angleterre, mais elle ne s'en montre pas plus fière. Toute la presse réprouve les tueries ordonnées par le Gepeou. Il n'y a décidément rien à faire avec un gouvernement qui élève le massacre à la hauteur d'une institution et dont, au surplus, la situation paraît fort ébranlée. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique, finançaient jusqu'ici le commerce de

la Russie. L'Allemagne avait avancé, en 1926, 360 millions de marks. L'Angleterre renonce à ces pratiques et il semble que la Reichsbank ait donné, ces jours derniers, avis aux industriels allemands que la garantie qu'elle leur accorde pour les commandes qu'ils reçoivent de Russie ne serait plus, en aucun cas, augmentée et qu'il serait prudent de restreindre les crédits employés au développement des affaires en Russie. L'Arcos, qui espérait trouver un siège en Allemagne, ne sera pas autorisé à s'y installer. La politique de rapprochement avec les Soviets, préconisée par le comte Brockdorf-Rantzau, se révèle à l'usage compromettante et dangereuse. Si l'Angleterre, dans l'avenir, cherchait à pousser plus loin son offensive contre le siège de la IIIe Internationale, l'Allemagne sans doute chercherait à faire valoir son concours et à tirer avantage de sa coopération. Il suffit, pour le moment, de constater que, par suite des fautes monstrueuses du gouvernement soviétique, l'attitude de l'Allemagne, sa réserve à l'égard du gouvernement de Moscou constituent, dans l'Europe orientale, un facteur important de paix. Ainsi le meurtre de Voïkof et les incidents qui s'en sont suivis ont compliqué la situation politique européenne, mais aboutiront sans doute finalement à l'éclaircir.

En Grande-Bretagne, terre classique de la liberté individuelle et de l'*habeas corpus*, les exécutions sans jugement, les déportations par mesure administrative, soulèvent les consciences; même la presse radicale et travailliste est révoltée par ce regain de barbarie asiatique, elle retrouve, en de tels actes, la marque des plus intolérables tyrannies. « C'est une tragédie sans exemple, écrit le *Manchester Guardian*, que, dix ans après la révolution, on assiste à la victoire non pas du socialisme ou du système soviétique, et encore moins de la démocratie et de la liberté politique, mais bien de la terreur. » L'historien Henri Martin, dans son livre *la Russie et l'Europe*, qui date de 1866, mais qu'il est curieux de relire aujourd'hui, écrivait : « Toutes les guerres entre Européens sont guerre civile : avec les Moscovites, c'est la guerre étrangère, la guerre pour l'existence. » Ne faudra-t-il pas bientôt voir dans ces lignes un avertissement prophétique et y chercher l'esquisse d'un programme politique qui paraît encore chimérique aujourd'hui, mais qui s'imposera peut-être demain?

En présence de ces terribles convulsions du vieux monde, l'arrestation, à Tirana, du drogman Djourachkovitch paraîtrait un fait divers d'assez mince importance, si l'histoire ne nous apprenait que les

incidents balkaniques ne sont jamais négligeables et que les petits incendies, lorsqu'ils éclatent dans ces régions, provoquent les grands embrasements. M. Djourachkovitch est d'origine monténégrine et depuis longtemps employé comme drogman par le gouvernement serbe; il a même, en cette qualité, été reçu plusieurs fois en audience par Ahmed Zogou lui-même. Lorsque le chef du gouvernement albanais le fit arrêter et incarcérer sous prétexte d'espionnage, il avait donc sans aucun doute l'intention de créer un incident diplomatique et de provoquer une rupture avec le gouvernement yougoslave. Y était-il incité par l'Italie à laquelle le lie le traité de Tirana? Il n'est pas nécessaire de le supposer. Peut-être au contraire voulait-il forcer la main à M. Mussolini et l'entraîner dans des complications que le *Duce* ne souhaite pas? Peut-être enfin cherchait-il à tirer d'un tel incident quelque bénéfice matériel moins compliqué, car les gouvernements albanais sont toujours besogneux?

Quoi qu'il en soit, l'incident prit rapidement des proportions alarmantes et aboutit à une rupture des relations diplomatiques entre Belgrade et Tirana. En Serbie, l'opinion publique, très nerveuse, attribuait le défi audacieux d'Ahmed Zogou à l'influence de l'Italie. Les ministres des Affaires étrangères, profitant de leur réunion à Genève, ont cherché une issue diplomatique permettant d'éviter un conflit. Il fut entendu, avec le plein assentiment du gouvernement italien, que les cabinets de Londres, Berlin, Rome et Paris, afin de ménager l'amour-propre des deux parties, proposeraient de régler le différend par une initiative simultanée de Tirana et de Belgrade. Ahmed Zogou remettrait en liberté M. Djourachkovitch en même temps que le gouvernement de Belgrade retirerait, dans ce qu'ils peuvent avoir de trop vifs, les termes de la note par laquelle il a protesté à Tirana contre l'arrestation de son drogman et la saisie du courrier dont il était porteur. La reprise des relations diplomatiques serait la conséquence de cette double démarche. Il y a tout lieu d'espérer, bien que le fait ne soit pas encore acquis, que l'incident sera réglé suivant cette procédure. Les gouvernements de Rome et de Belgrade ont fait preuve, l'un et l'autre, d'un esprit de conciliation qui permet d'augurer une solution heureuse et prompte.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

S'il ne manque point d'un certain ridicule à écrire un livre sur Venise, le risque en est compensé par le plaisir qu'il y a à le courir. C'est, du reste, le sentiment de plus d'un et je n'en veux pour preuve que les nombreux ouvrages qui ont Venise pour sujet ou pour cadre. On en formerait une bibliothèque à laquelle ont contribué la poésie et le roman aussi bien que l'histoire et l'érudition. Le puissant et magique attrait qu'a exercé la Ville incomparable diminue le péril d'y céder à son tour. On est si aisément confondu dans la foule de ses admirateurs que l'on peut impunément se donner la satisfaction de s'ajouter à leur nombre et de prendre place dans leurs rangs.

Je n'ai pas, je l'avoue, attendu jusqu'aujourd'hui pour me joindre au cortège. Les personnes qui ont bien voulu parcourir mes divers écrits ont pu s'apercevoir qu'il n'en est guère, depuis vingt-cinq ans, où le nom de la glorieuse cité n'apparaisse. Poèmes, contes, romans, tout me fut bon à dire ma passion pour elle. On pourrait donc penser, et je l'ai pensé moi-même, qu'un si fréquent usage de ce que Venise peut four-

Copyright by Henri de Régnier, 1927.

nir d'émotion et de pittoresque aurait suffi à épuiser les impressions recueillies au cours des nombreux séjours que j'y ai faits. La beauté de Venise est un thème d'une rare richesse, mais chacun n'en joue que suivant sa virtuosité, et il m'a paru parfois que j'avais fait résonner toutes les variations qu'il comportait pour moi.

Néanmoins, il me semblait, en appuyant à mon oreille la conque harmonieuse, toute sonore de l'écho des souvenirs, que j'y entendais encore des voix qui, si elles n'étaient plus l'appel impérieux auquel j'avais obéi tout d'abord, mêlaient si doucement à leur sollicitation le murmure de mon passé et de ma vie, que je ne pouvais me retenir d'écouter leur intime et secrète confidence. C'est ce qu'elles m'ont redit de ce passé et de cette vie que je voudrais rapporter ici, de tant d'heures si proches et si lointaines, si douces, si belles, si vivantes et que je dédie en mon cœur à cette ombre que nous devenons trop vite nous-mêmes.

Ce sont donc des « mémoires » de ma vie vénitienne que j'entreprends d'écrire. Ce que j'essaie est un ouvrage de souvenirs où celui de la cité marine se mêlera à l'image des êtres que j'y ai connus. Parmi eux, il en est un dont je me souviendrai peut-être trop. J'en demande, d'avance, pardon au lecteur. Il m'excusera de cet égoïsme, comme il m'excusera aussi de n'avoir pas cherché à ordonner ces pages. Les livres de ce genre ne se prêtent guère à une composition rigoureuse. Je ne m'y astreindrai point. Le souvenir a ses caprices et je me soumettrai à leurs fantaisies. Je les laisserai s'entrelacer, se rencontrer, se séparer, se retrouver à l'exemple des canaux de la Ville inextricable. Je n'écris pas une histoire, ni un roman, ni un guide.

D'ailleurs, comment guiderais-je qui que ce soit en ce labyrinthe enchanté où je me suis perdu avec délice et d'où je n'ai jamais pu sortir? Si j'y ai rencontré Ariane dans le tableau de Tintoret, elle ne m'a pas donné le fil qui conduit aux issues du sortilège. Il en est dont rien ne délivre. Venise est de ceux-là. On n'échappe plus à son pouvoir, même si l'on est familier avec l'artifice par quoi il vous lie. Et pourtant, je

la connais bien, l'Artificieuse! Parfois même, j'ai cru être las d'elle, mais quand je m'éloignais, je l'emportais tout entière en moi. La Magicienne m'avait passé au doigt l'anneau symbolique et, du jour où je suis entré dans le cercle de son enchantement, je ne l'ai plus jamais quittée.

J'ai souvent réfléchi à cet étrange ascendant, à cet attrait singulier qu'exercent sur moi ces lieux auxquels m'attache une tendre fascination. Venise est une ville admirable, d'une beauté unique, et elle a suscité bien des ardentes curiosités et bien des fidélités passionnées. Elle compte des admirateurs et des fervents. Les uns aiment en elle la « Ville d'art », les autres la « Ville à la mode ». Leur amour est fait de snobisme ou d'esthétisme. Certains recherchent en elle un décor propre aux sentimentalismes romanesques, aux exaltations sensuelles ou aux mélancolies romantiques. Certains sont attirés par le renom d'un passé magnifique et par la célébrité mondiale de cette Cité des Eaux dont les prestiges ont atteint jusqu'aux imaginations les plus humbles et les plus ignorantes. Certes, à ces prestiges d'un fastueux et voluptueux passé, je ne nie pas d'avoir été plus sensible qu'à celui du romanesque et du snobisme, contre lequel je me suis toujours défendu de toutes mes forces. Ce n'est pas par mode et par imitation que j'ai aimé Venise et ma passion pour elle n'est pas plus d'origine sentimentale que de provenance esthétique. Certes, l'art vénitien, en ses manifestations architecturales, picturales ou décoratives, m'a charmé. J'ai goûté les merveilles de ses artisans, leurs verreries délicates comme des dentelles et qui s'irisent de toutes les nuances de son ciel et de sa Lagune, mais ce n'est pas par ces voies que Venise m'a conduit jusqu'à son cœur. Mon envoûtement vient d'ailleurs. Je cherche en vain la clé qui m'a ouvert ses portes secrètes et les a refermées sur moi.

Que de fois ai-je poursuivi en moi-même et en elle le mot de cette tendre énigme! Pourquoi, dès que je respire l'air vénitien, éprouvé-je ce plaisir à vivre où les actes les plus insignifiants et les pensées les plus quotidiennes prennent une valeur particulière, un sens exceptionnel et me communiquent un bien-être inaccoutumé? Pourquoi m'y sens-je si intime-

ment adapté aux choses, si près d'elles et si à elles, en une sorte de convenance profonde? Pourquoi le son des cloches dans le ciel, le bruit d'un pas sur les dalles me font-ils battre le cœur d'une certaine façon? De quelle prédisposition me vient cet accord avec tout ce qui m'entoure? De quelque lointaine influence atavique peut-être? N'ai-je pas dans mon ascendance deux aïeules qui portaient un nom à consonance italienne et qui m'auraient transmis d'obscures affinités?

Je ne sais, et que savons-nous d'avant nous-mêmes? Que conservons-nous en ce que nous sommes de ce que nous avons peut-être été? Or, de ces vies antérieures que nous nous plaisons à nous imaginer et dont nous croyons volontiers reconnaître en nous quelques traces, il en est une dont je retrouve ici le souvenir et qui fait que je m'y sens vénitien autant que le Doge au *corno* doré dont j'admire le portrait ducal, ou que le pauvre *rampino* qui, du bout de son crochet de fer, aide à l'accostage de ma gondole.

Mais ce n'est pas cette vie antérieure que je tente d'évoquer en ces pages, c'est celle que j'ai vécue à Venise. Peut-être aurais-je préféré m'y voir le contemporain de la Venise du XVIII^e^ siècle, de la Venise de Goldoni, de Gozzi et de Casanova, au temps de la Sérénissime République où l'existence vénitienne atteignit son point le plus délicat dans ses plaisirs et sa nuance la plus exquise en sa molle et voluptueuse décadence; mais si j'éprouve quelque regret de n'avoir pas porté la *baüta* de satin noir et la *maschera* de carton blanc, je n'en rends pas moins grâces au destin bienveillant qui m'a permis de vivre avec la Venise d'hier et d'aujourd'hui.

Ce sont de longues heures d'intimité passionnée dont j'essaie de fixer le souvenir, les heures où, errant de *calle* en *calle*, de *campo* en *campo*, voguant sur la solitude lumineuse de la Lagune, balancé aux coussins d'une gondole ou accoudé à la rampe de bois d'une *altana* (1), Venise m'a confié, en échange de mon attentive tendresse, quelques-uns des secrets de son silence et de sa beauté.

(1) L'*altana* est une sorte de belvédère en bois, muni d'une rampe, installé sur les palais vénitiens.

SUR L'ALTANA

Septembre 1899.

Les yeux fermés, j'écoute, au roulement du train, résonner à mes oreilles les deux syllabes entendues tout à l'heure, au dernier arrêt. Elles m'avertissent qu'approche l'instant si longtemps désiré. Que de voyageurs les ont entendues, ces syllabes annonciatrices ! Elles devancent un nom qui porte en lui tant de magies ! Il me semble qu'elles n'ont dû jamais émouvoir personne au point où elles me troublent, tandis que je me les répète moins pour en savourer le pronostic que pour me retenir d'en proférer tout haut d'autres dont l'harmonieuse sonorité est sur mes lèvres. Je le pourrais cependant sans trop attirer l'attention, dans ce wagon nocturne où je suis enfermé depuis de longues heures et dont les vitres matinales ou crépusculaires se sont tour à tour éclairées et assombries, où, les yeux fermés, je me laisse engourdir par le bruit monotone des essieux.

Comme il va lentement, ce train ! Pour me distraire de mon impatience et de mon attente, je pourrais regarder par la portière, car un beau clair de lune inonde la campagne silencieuse, mais je ne veux rien voir qui m'éloigne de la pensée qui m'occupe, pas même consulter ma montre qui me dira l'heure tardive de l'arrivée. Je reste assis sur la banquette, immobile, heureux. Je respire l'odeur du wagon, cette odeur de drap, de cuir, de charbon à laquelle se mêle depuis un moment une odeur nouvelle, particulière et que je ne connais pas. Il semble que l'air se soit comme distendu pour se laisser pénétrer d'une sorte de langueur humide, molle qui sent l'herbe et l'eau, la prairie et le fossé, le jonc et la terre, et qui, tout engourdissante qu'elle soit, a réveillé les voyageurs somnolents. Quelques-uns sont debout dans le couloir. Un employé passe, portant une valise. Une vieille Anglaise, son Bædecker sous le bras, se tient, le nez collé à la vitre, puis l'abaisse. La singulière odeur se fait plus perceptible. Le sifflet de la locomotive déchire la nuit. Peu à peu le train se ralentit, puis s'arrête le long d'un quai. Des portières s'ouvrent. Des porteurs courent sur le trottoir sous la lumière crue des globes électriques. La

semelle au marchepied, je descends en face d'une pancarte où sont inscrites les lettres de ce nom magique : Venezia !

Gaîment, des voix connues nous interpellent. Nos amies sont là qui nous attendent avec les paroles de bienvenue : « Enfin, vous voilà! » — « Ah! ces trains d'Italie! » — « Une grande heure de retard! » — « Donnez vos valises à Carlo qu'il les porte à la gondole. » — « Nous avons fait mettre le *felze*, il fait un peu frais, ce soir. » Carlo est là, en effet. C'est un grand, souple et maigre gaillard, avec un teint basané, un long nez, des yeux très rapprochés de ce nez, des moustaches noires, des cheveux drus. Il est nu-tête, vêtu de toile blanche, le col ouvert, les reins serrés d'une ceinture bleue à longues franges jaunes. Nous nous dirigeons vers la sortie et nous suivons un étroit couloir. Soudain, nous foulons les larges dalles d'un quai qui domine une eau sombre, toute scintillante de reflets argentés. Au delà de cette eau on distingue une rangée de maisons, une église surélevée de quelques marches, et que surmonte un gros dôme au-dessus duquel brille une ronde, pleine et merveilleuse lune de septembre.

C'est elle, cette lune merveilleuse, qui fait luire si étrangement à la proue des gondoles ce singulier bec de métal dentelé qui leur donne je ne sais quel air pharaonique, car elles sont là, les gondoles de Venise, alignées, noires et longues, à la fois funèbres et vivantes. Elles forment une espèce de troupeau, de bétail marin, à la fois bêtes de course et bêtes de somme. Plusieurs s'éloignent déjà, chargées. Celles qui restent se pressent et s'offrent, dans un clapotis d'eau, dans un bruit de voix, d'appels. Ne dirait-on pas que celle-là qui s'avance va mordre le rebord du quai de sa luisante denture de métal? Cette autre vire et penche avec une grâce nonchalante et cambrée. Carlo a disparu, mais le voici qui revient. Notre gondole est là, à ces marches un peu à l'écart. Le felze la charge de sa petite cahute noire. Nous y voici enfermés. Carlo a clos sa porte vitrée, mais a laissé ouvertes les deux étroites fenêtres latérales. Il fait signe au gondolier de poupe. Je le vois, de dos, se courber sur la rame et se relever en mesure. La gondole glisse sur une eau de clair de lune, loin de ce quai bruyant et de cette gare d'où, une fois sortis, commence pour nous une vie nouvelle, la mystérieuse, la paradoxale, la douce vie vénitienne.

Nous y entrons sous le signe du silence et de l'ombre. La molle odeur lacustre de tout à l'heure s'est changée en une odeur saline plus âcre, plus forte, une odeur de port et de marée. Nous glissons sur de minces canaux qui creusent des coupures entre de hautes façades de marbre ou de brique où le clair de lune laisse apercevoir de bizarres incarnats, des sculptures en saillie, des avancées de balcons. Tantôt ces façades ont leur base dans l'eau, tantôt elles reposent sur d'étroits quais dont la dalle résonne au pas d'un rare passant. Il est tard et c'est une Venise déjà endormie qui s'offre à nous, où veille seule la lumière des réverbères et de quelques fenêtres encore éclairées. J'entends dans le silence, aux croisements des canaux, le cri rauque et mélancolique des gondoliers dont je vois parfois se dessiner, grandir, se casser sur un mur côtoyé, l'ombre ramante qui se courbe à l'approche d'un pont arquant son arche unique ornée d'un mascaron grotesque. Ne semble-t-il pas nous railler, ce gnome barbu, et nous avertir que nous ne sortirons jamais de ce labyrinthe nocturne, mais soudain, à l'angle d'un haut palais où sont encastrés des médaillons byzantins, apparaît le Grand Canal!

Il s'étend, magnifique et lunaire, mais nous ne faisons que l'entrevoir un instant, car la gondole l'a traversé de biais pour s'insinuer de nouveau dans le dédale de l'autre rive, et c'est de nouveau la même vogue silencieuse, ces mêmes façades obscures ou enlunées, ce même cri guttural des rameurs, ces mêmes ponts courbes où grimacent des mascarons barbus, la même odeur marine. Puis le Grand Canal reparaît en sa splendeur lunaire retraversée et la gondole, qui en a atteint la rive adverse, la suit de près jusqu'au moment où elle s'insère entre de grands pieux qui émergent de l'eau et se range le long d'humides marches de marbre d'où Carlo, un falot d'une main, nous tend l'autre pour nous aider à prendre pied, avant de gagner un grand vestibule pavé de dalles, humides aussi, et qu'éclairent de hautes lanternes dorées.

Elle est gaîment illuminée aussi, la grande salle à manger où l'on nous fait asseoir pour souper à une table amicalement prévoyante, mais il est tard et les voyageurs ont besoin de sommeil. La chambre où l'on me conduit est au troisième étage du Palais. Elle est meublée dans le goût anglais, pourvue de bibliothèques basses surmontées d'étagères pratiques, mais

compliquées. Au plafond se balance un gros poisson plat de laque rouge. La chambre donne sur une loggia. En bas je distingue un étroit jardin où coule une fontaine. J'écoute son doux bruit et il me semble qu'il me répète tout bas ces mots magiques : Tu es à Venise, tu es à Venise...

Je n'ai pas envie de dormir. Où peut bien conduire le petit escalier dont j'ai aperçu sur le palier, en entrant dans ma chambre, les premières marches? Sans doute à quelque grenier? Essayons. Il s'arrête à une porte qui n'est fermée que par un loquet. Je l'ouvre et je me trouve en plein air sur une plateforme en bois entourée d'une rampe à hauteur d'appui. Cette terrasse, ce belvédère est posé sur le toit du Palais. De là je domine ses vieilles tuiles en pente et je voisine avec ses hautes cheminées dont l'une s'achève en forme de dé et dont l'autre se termine en entonnoir. Que vois-je encore? un coin luisant du Grand Canal, le dôme arrondi d'une église, puis d'autres toits, d'autres cheminées, tout cela baigné dans la clarté nocturne d'une lune éblouissante, enveloppé d'un silence profond où je perçois cependant, lointain et comme sourdement rythmé, un murmure qui est une présence et que je saurai plus tard être le murmure de la mer montante sur les plages du Lido; mais, ce soir, ce murmure n'est pour moi que la respiration de la magicienne endormie et le vivant soupir de sa beauté. Ce soir, je ne sais qu'une chose, en cette belle nuit de septembre de l'année 1899, c'est que ce silence, ce clair de lune, ce palais, cette terrasse aérienne que je n'appelle pas encore une « altana », tout cela, c'est Venise et que je suis heureux...

Ce matin, quand je suis descendu pour faire ma première promenade dans Venise, je me suis arrêté avec surprise sur la dernière marche de l'escalier. Devant moi s'étend le vestibule du Palais. L'eau recouvre le pavage de marbre et se joue en reflets au plafond. Elle entoure les orangers nains qui, en leurs grands pots de terre cuite jaune, reposent sur d'autres pots, renversés pour leur servir de supports et les maintenir au-dessus de l'eau où se mirent leurs feuillages vernis. Au delà, par la porte, j'aperçois le Grand Canal et son flot agité. C'est la forte marée dont j'entendais la montée dans le murmure lointain de l'Adriatique. Elles se font sentir à l'intérieur de Venise, ces grandes marées, elles la gorgent d'une eau

fraîche et dont se purifient ses petits canaux. C'est une sorte de jeunesse marine qui s'insinue aux veines de la ville. A cause de ces marées surabondantes, beaucoup de palais ont des portes de ferronnerie. Autrement, on ménage au bas des vantaux de bois un espace libre pour laisser passer le flot. Aujourd'hui, pour pouvoir gagner la gondole, on a établi sur des tréteaux un chemin de planches.

Elle nous attend, attachée aux grands pieux de couleur, aux *pali* comme on les appelle, et la voici qui vient, longue, souple, docile, fière et noire. Je la regarde avec amitié. Ne sera-t-elle pas une compagne et une servante quotidienne? N'est-ce pas elle déjà qui, hier soir, m'a amené ici et qui, chaque jour, me promènera à travers Venise? Je la parcours tout entière des yeux. Sur sa poupe élevée que recouvre un tapis se tient en équilibre un des gondoliers, sa longue rame appuyée à une sorte de champignon de bois. La proue aiguë se termine par le fer dentelé. Un cornet de cuivre sert à fixer, le soir, un fanal et, le jour, s'orne d'une fleur. Sous la poupe s'incline un dossier de cuir noir comme les coussins du siège auquel s'ajoute un escabeau quand les deux banquettes parallèles au bordage ne suffisent pas. Sur ce bordage deux petits hippocampes de cuivre soutiennent une cordelière à houppes de soie qui aide à se lever du siège. Tout cela luisant, astiqué et simple. Toutes les gondoles sont de même forme et se distinguent seulement par la qualité de leur cuir, le brillant de leur vernis. Les gondoles de maître sont à deux rameurs. L'été, ils sont vêtus de toile blanche et portent des ceintures de couleur. C'est le gondolier de poupe qui dirige la vogue, pousse le cri d'avertissement. Le gondolier de proue le seconde, transmet les ordres de route, aide à l'embarquement des passagers, les éclaire, le soir, de sa lanterne et étend sous leurs pieds un lé de tapis pour éviter les glissades sur les marches humides des escaliers d'eau. Quand il pleut ou qu'il fait froid, on surcharge la gondole du bizarre abri qu'on nomme le *felze* et qui, avec son toit bombé, ses étroites fenêtres munies de vitres à glissières ou de panneaux de bois plein, a un air, posée là, d'une moitié de carrosse sans roues. Mais, ce matin, il n'est pas question de felze. Ce matin est un radieux matin de soleil et c'est dans cette lumineuse bienvenue que nous quittons pour la première fois le Palais Dario après un

coup d'œil à sa blanche façade de marbre où s'incrustent des disques de serpentin et que dominent son toit de belles tuiles rousses, ses hautes cheminées baroques et son altana, d'où j'ai entendu hier soir, sous la lune, le bruit lointain de la mer.

On n'est pas un « vénitien » tant que l'on n'a pas posé le le pied sur les dalles de marbre de la Piazzetta et c'est vers la Piazzetta que nous allons. Entre les deux rives élargies du Grand Canal, la gondole file vers le *baccino*. A droite, au-dessus de ses nobles escaliers, avec ses volutes de marbre et ses contournements architecturaux, se dresse la Salute, semblable à quelque énorme coquillage et, dans le ciel, brille, au sommet de la Dogana di Mare, la statue d'or de la Fortune. A gauche, à partir du Palais Correr della Cà Grande s'alignent d'autres vieux palais patriciens transformés en hôtels. Nous croisons des gondoles, des barques, le *vaporetto* qui siffle au ponton. Puis la perspective s'élargit. De la Lagune émerge dans son île San Giorgio Maggiore avec sa façade palladienne et son campanile rouge. En face se développe la Riva qui allonge son quai et le prolonge jusqu'à la verdure lointaine des Jardins publics. Qui donc m'avait parlé de la tristesse de Venise? Il n'a donc jamais vu cette lumière, ce ciel ardent et délicat, ces eaux généreuses, ce mouvement, cette vie marine? Il n'a donc jamais respiré cet air salin, entendu ces cloches et vu monter d'un jet triomphal ces deux colonnes de porphyre dont l'une porte, à son sommet, sur la table de son chapiteau byzantin, le vol stable du Lion aux ailes de bronze?

Je les regarde tandis que la gondole aborde aux escaliers du Môle. Au-dessus d'arcades à piliers trapus et ouvragés, le Palais Ducal carre sa masse suspendue que festonne la dentelure guerrière de ses merlons et que strient des arabesques rosées comme on en voit dans les travaux de sparterie. La Bibliothèque de Saint-Marc lui fait face de toute sa blanche pierre d'Istrie que surmontent des statues. Le soleil chauffe doucement les larges dalles de la Piazzetta que prolonge la place Saint-Marc dont l'étendue s'encadre des doubles Procuraties où s'opposent les rigidités du gothique et la fastueuse grâce de la Renaissance. Au pied du Campanile, la charmante logetta de Sansovino sourit à la grave basilique de Saint-Marc qui abrite ses frontons de mosaïques et son quadrige sous ses

cinq coupoles, couleur d'étain, et qui veille, immuable et vénérable, dans l'éclat de ses marbres et la splendeur amortie de ses ors. Elle n'est pas, comme une Notre-Dame de Paris, isolée en l'île natale de la Cité; elle est restée mêlée à la vie de la ville dont elle résume le passé magnifique. Venise vit en familiarité avec son antique sanctuaire. La place Saint-Marc est le cœur de Venise, son grand promenoir de flâneries et de rencontres, le centre de ses élégances et de ses plaisirs. Sous les arcades des Procuraties, les boutiques et les cafés voisinent. On y débite marchandises et friandises vénitiennes. Les *graniti* et les sorbets ressemblent à du verre gelé, les verreries imitent les dentelles en leurs fantaisies compliquées. La place Saint-Marc est à tous, aux étrangers comme aux Vénitiens. Elle appartient aussi aux pigeons. Ils grouillent sur la dalle comme une sorte de vermine ailée, y picorent les grains qu'on leur jette et y prennent leurs aises. Parfois leur vol vous évente au visage. Ils posent pour leurs cartes postales. Ils sont chez eux, mais attendez. Sur le cadran de la vieille tour de l'Horloge, l'aiguille approche de midi et, quand le canon de San Giorgio Maggiore l'annonce, toute la pigeonnerie affolée s'envole en un tourbillon d'ailes stupides, sous le regard indulgent des quatre rois barbares qui, au bas-relief encastré à l'angle de Saint-Marc, le glaive au flanc et le casque en tête, s'accolent dans le porphyre, d'une étreinte armée et d'un baiser cuirassé ..

De même que « je ne l'ai pas fait exprès » d'arriver à Venise par un soir de clair de lune, je me suis bien promis de m'y interdire le plus possible tout lyrisme et tout romantisme. Pourquoi surajouter aux impressions reçues? Venise n'a pas besoin de panégyristes. Sa beauté se suffit à elle-même et il est superflu, pour en ressentir le charme, de se l'exagérer. Il faut s'efforcer de la goûter telle qu'elle est, dans un esprit de justesse et de sincérité. On peut aimer Venise sans y adopter un état d'exaltation et sans s'y attendre à des sensations exceptionnelles. Il faut accepter d'elle, simplement, ce qu'on en éprouve. Elle enveloppe de tant de douceur que l'on y vit vite dans une sorte de bonheur particulier, dans une espèce de détente amicale, de joie discrète, de tendre reconnaissance, dont il faut accepter le délicat plaisir. C'est cet acquiescement raisonnable à ce qui vous entoure, cette réserve vis-à-vis de toute exaltation

factice, ce laisser-aller aux tranquilles délices d'un beau loisir dans le plus beau lieu du monde que nos amies du Palais Dario appellent « être bon Vénitien ». Or il me semble que je me sens bon, très bon et même excellent Vénitien.

Si bon que j'aurais honte de noter, même pour moi seul, sur un ton exagéré, ce que j'ai ressenti en entrant à Saint-Marc ou en visitant le Palais Ducal. J'aurai dit tout ce que j'ai à dire en disant que Saint-Marc m'a paru autant un reliquaire qu'une église. On en pourrait réduire les proportions à la mesure du corps d'un saint et l'y enchâsser. Cette châsse monumentale, Venise l'a enrichie du fruit de ses rapines, mais elle l'a ornée des merveilles de son art. Avec quelle somptueuse ingéniosité ont été utilisés les marbres précieux et les précieux débris! Quel bel emploi des traditions de Byzance dans les mosaïques hiératiques des voûtes et dans les mosaïques ornementales du pavage! Comme j'en aime les parties non restaurées avec leurs inégalités, leurs fléchissements! En entrant à Saint-Marc, on a l'impression de pénétrer dans un trésor et l'on y est attiré par le mystère de prodigieux coins d'ombre où scintillent des lampes dont la lumière a on ne sait quoi de secret et de lointain. Mais en l'honneur de qui est-il édifié, ce temple que, parfois, aux jours des plus hautes marées, vient baigner le flot débordé de la Lagune? A qui l'ont-ils dédié, ces grands marchands d'outre-mer, est-ce à l'Évangéliste léonin ou au génie même de la Cité?

A côté, ils ont bâti leur demeure, ces puissants seigneurs de la terre ferme et des eaux, et ils l'ont faite magnifique et singulière. C'est là qu'ils vivaient, l'hermine à l'épaule, le *corno* de toile d'or au front, au milieu de leur sénat, de leurs inquisiteurs, de leurs procurateurs, de leurs provéditeurs, de leurs sages, de la mécanique compliquée qui régissait la Sérénissime République, dans les vastes salles surdorées dont les fenêtres s'ouvrent sur la Lagune et les passes de la mer et d'où ils pouvaient voir leurs rouges galères groupées autour du Bucentaure nuptial. Ils y vivaient du jour de leur couronnement au haut de la Scala d'Oro jusqu'à leur mort, où ils allaient dormir en de somptueux tombeaux, sur lesquels s'allongent ou se dressent encore, aux Frari ou à San Giovanni e Paolo, leurs statues hautaines ou gisantes. C'est tout ce qui reste d'eux avec leurs noms dans l'histoire, car leur palais n'est plus main-

tenant qu'un musée. Il appartient à Tintoret, à Titien, à Véronèse, aux touristes, aux cicerones...

Grâce aux amies qui m'y guident, ce n'est pas en touriste que je visite Venise. Leur aimable expérience me mène au plus essentiel et au plus beau ; aussi en emporterai-je, de ce premier et trop bref séjour, une image, sinon complète, du moins bien composée. La véritable connaissance de Venise exige de longs mois d'intimité. Nos amies la possèdent, mais ne demandent pas mieux que de refaire avec moi, en partie, leur éducation vénitienne. Aussi modifient-elles un peu, en ma faveur, leur existence ordinaire pour m'accompagner en mes promenades, tout en me mêlant assez à leurs habitudes pour que j'aie l'impression de participer avec elles à cette vie « à la vénitienne » qui est la leur et que j'aie le sentiment de ne pas être à Venise, « de passage ». Leur hospitalité m'évite les banalités de l'hôtel, et leur amitié fait plus encore. Par elles, j'apprends maints détails des coutumes et des usages locaux. Mon initiation se fait ainsi peu à peu en visitant un musée, une église, un palais, une *scuola* ou un magasin, en errant en gondole par les canaux ou à pied par les *calli*, en flânant sur la Piazza ou la Piazzetta, en m'arrêtant aux devantures des Procuraties ou de la Merceria, en fouillant les boutiques du Rialto, aux longues stations chez les antiquaires, à table ou, après le repas, sur l'altana où l'on sert souvent le café, autour du guéridon qui nous rassemble pour prendre le thé, car il vaut mieux ne pas se trouver dehors au moment où le soleil se couche et où l'air se refroidit brusquement.

Souvent, le thé pris, on retourne avant le dîner sur la Piazza, où l'on est déjà allé le matin attendre le coup de canon de midi. C'est une heure délicieuse que celle où, au crépuscule, Venise s'allume. Elle prend un air de mystère et de secret. La gondole nous attend à la Luna ou à San Moisè et nous rentrons au Palais par le dédale des étroits *rii*. Ce n'y est pas encore le grand silence nocturne, mais Venise a sa façon à soi d'être bruyante. Les voix, les pas y résonnent dans l'air aisément sonore et tout se répercute dans ses longs couloirs de pierre et d'eau. Parfois, une lourde péotte obstrue un rio qu'encombre aussi parfois un véritable embarras de gondoles. Or, les gondoliers ne sont pas toujours patients. Des injures s'échangent, mais tout finit par s'apaiser assez vite. Les bordages se frô-

lent, les proues ont l'air de vouloir se heurter, les rames font semblant de s'enchevêtrer, puis chacun reprend sa route, tandis que les curieux, rassemblés un instant sur un pont, s'en vont à leurs affaires en sifflant quelque refrain de chanson.

Parfois, en ces fins de journées, nous regagnons le Palais Dario, en faisant à pied quelque pittoresque détour. Toutes les calli de Venise sont dallées; aussi la marche y est-elle assez dure, rendue plus dure encore par les degrés qu'il faut monter et descendre au passage de chaque pont, et ils sont nombreux. Chaque calle a son nom inscrit, avec souvent l'indication du quartier, *sestiere*, et de la paroisse, *parrochia*, mais ces indications ne suffiraient pas pour s'y diriger. Il faut se laisser aller à une sorte d'instinct que l'on acquiert bientôt. A Venise, les voies directes sont rares; on ne se rend d'un point à un autre qu'à travers un entrelacement de *calli* à peu près semblables, qu'elles soient qualifiées de *via*, de *strada*, de *salizzada*, de *ruga*, de *rughetta*, ou soient dénommées *rio terra* parce qu'elles occupent l'emplacement d'anciens canaux desséchés; mais aussi quel plaisir de croire s'égarer en cette pittoresque diversité, de traverser un vaste *campo* ou un petit *campiello*, de passer sous un *sotto portico*, de suivre une *fondamenta* de s'engager dans un *ramo*, qui nous ramène au même point, dans une *corte* ou une *cortile* sans issue, ou d'aboutir à un rio transversal qui vous barre la route et vous oblige à revenir sur vos pas, tandis que quelque polisson ou quelque commère vous crie narquoisement : « *Aquà! aquà!* »

C'est en fréquentant familièrement les calli et les campi que l'on entre en contact avec la Venise populaire, qu'on l'apprend en sa douce et pittoresque pauvreté. Que de détails charmants et touchants on y observe! Ce balcon où sèchent des hardes colorées, cette cage d'oiseau suspendue entre deux pots de fleurs, ce petit panier qui vacille au bout d'une ficelle et où le facteur dépose les lettres, cette fiasque qui grimpe le long du mur tirée par une corde, cette vieille femme qui transporte avec prudence, dans une moitié de coquille d'œuf, le sel qu'elle vient d'acheter, et ces pauvres petites boutiques : boucheries minables, épiceries chétives, fruiteries aux étalages multicolores qui semblent bariolées aux couleurs d'Arle-

quin, friperies haillonneuses, cabarets borgnes où l'on fait une *cucina casalinga* et où l'on vend les *vini nostrani*, où se voit une bouteille de *grappa* dans laquelle verdit un plant de basilic! Et c'est dans ces calli que l'on croise les Vénitiens et les Vénitiennes du commun, bourgeois et ménagères, boutiquiers et artisans, ouvrières des ateliers ou employés de commerce; c'est là que l'on rencontre les rieuses ou graves filles de la Lagune qui drapent sur leurs épaules étroites leurs longs châles à franges, des peignes et des épingles d'écaille piqués dans leur chevelure aux coques gonflées comme des coquillages marins.

Mais il faut rentrer et si parfois on est loin, le secourable *traghetto* est là. En voici un justement. Ses pareils s'échelonnent sur les deux rives du Grand Canal. Tous se ressemblent et se composent d'un embarcadère de bois quelquefois abrité d'une tonnelle où grimpe la vigne ou la glycine. On y trouve des gondoles de louage et, à toute heure du jour et de la nuit, une gondole de trajet. Les gondoliers d'un traghetto assurent le service à tour de rôle. Si la gondole de trajet n'est pas sur la rive où vous êtes, vous n'avez qu'à l'appeler du cri de *Poppe :* aussitôt vous la voyez se détacher et venir à vous. Le passage se paie d'une minime monnaie que l'on dépose en débarquant sur le banc de la gondole. Tantôt on y est seul, tantôt en compagnie. Les Vénitiens s'y tiennent d'ordinaire debout. Il n'est pas très agréable d'habiter dans le voisinage trop proche d'un traghetto. Les gondoliers sont bavards et bruyants, et ce sont entre eux des conversations et des discussions interminables. Ils n'échangent pas toujours, comme ils le faisaient, dit-on, jadis, des stances du Tasse. On m'en a cependant montré un qui, paraît-il, est poète. C'est un gros homme à la face rasée, à la bouche distante du nez, ce qui lui donne l'air d'un niais de comédie. Il s'appelle Pasqualino. Il écrit dans les journaux et mène sa gondole. Il unit la rame à la rime. Son traghetto est à San Gregorio, non loin du Palais Dario et correspond avec celui de Santa Maria Zobenigo, situé sur l'autre rive du Grand Canal. Nous nous en servons parfois pour aller à la place Saint-Marc ou en revenir lorsque la gondole de Carlo n'est pas à la porte du Palais.

Au plaisir de la promenade dans Venise s'en ajoute un autre. Autour de Venise il y a la Lagune et les îles. Elles sont nombreuses sur la vaste étendue des eaux plates qui entourent Venise, et Venise elle-même se compose de plusieurs dont les deux plus grandes sont séparées l'une de l'autre par le Grand Canal et dont une troisième, la Giudecca, groupe ses maisons basses, ses jardins, ses terrains vagues sous la protection des trois églises, Santa Eufemia, le Redentore et les Zitelle, qui unissent leurs cloches aux innombrables sœurs sonores balançant leur branle dans les campaniles vénitiens. Elles portent des noms harmonieux, ces îles de la Lagune. L'une d'elles ne s'appelle-t-elle pas la Grazia? Voici San Giorgio in Algà. Voici San Clemente et Santa Elena. Plus loin San Lazaro où Byron allait visiter les moines arméniens qui l'occupent encore. Ce sont celles de la Lagune vive où la marée se fait le mieux sentir, tandis qu'elle atteint à peine le fond de la Lagune morte où San Francesco nel Deserto émerge des algues et des vases et où s'égrène le chapelet de l'Archipel vénitien : Burano la Dentellière, Mazzorbo, Torcello la Solitaire, Murano où les verriers soufflent le verre, San Michele qui est le séjour des morts et dont les cyprès dépassent la haute muraille rouge. Pour les visiter, il faut de plus ou moins longs trajets en gondole, mais c'est en ces trajets que l'on apprend la Lagune et ses méandres.

Cette surface d'eau, merveilleusement unie et qui est un merveilleux et docile miroir de toutes les nuances du ciel, est aussi incertaine et mystérieuse que le mystérieux et compliqué labyrinthe vénitien. On ne peut la parcourir au hasard et il faut en connaître les heures et les habitudes. Sous l'uniformité de son aspect la Lagune a ses routes, ses chemins, ses carrefours et ses impasses. Pour s'y risquer, il faut en savoir les fonds et les chenaux. La Lagune est une immense plaine d'algues que l'eau recouvre souvent d'une faible épaisseur liquide et qu'elle découvre par places lorsque s'abaisse son niveau. Ses profondeurs sont variables. Elle est continuellement modifiée par le travail des courants qui creusent, rejettent, étalent ses vases et ses limons. Par endroits, elle est presque solidifiée; des îlots en formation y affleurent et y apparaissent aux heures de reflux. La Lagune cache des pièges. Il ne faut pas se fier à ses apparences navigables. Elle demande une pra-

tique habile, sans quoi c'est l'échouage. La souple gondole elle-même n'y échappe pas.

Elle le peut cependant éviter. Voyez sur la mouvante étendue marine ces gros pieux goudronnés liés trois par trois comme des asperges du jardin de Neptune. Ce sont les *pali*. Ils indiquent la route à suivre; ils jalonnent le chenal praticable. Leurs groupes noirs épinglent le tissu moiré de la Lagune. Grâce à eux, vous aborderez sûrement à Murano, vous atteindrez la lointaine Torcello, vous pourrez vous asseoir sous les cyprès et les pins qui ombragent le couvent franciscain de San Francisco nel Deserto ; vous pourrez jouir en paix, au bercement de la gondole, du prestigieux spectacle de la Lagune de Venise et je n'en connais pas de plus étrange et de plus captivant.

On y est dans la solitude et le silence de la lumière. Elle a là toutes ses splendeurs et toutes ses finesses, toutes ses joies et toutes ses mélancolies. Elle y joue ses jeux les plus délicats et les plus éclatants. Le ciel de Venise trouve dans la Lagune son écho lumineux, son miroir liquide. Il y reflète ses matins et ses midis; il la glace de ses clairs de lune et la paillette de ses étoiles. Parfois il lui confie un de ces magnifiques nuages gonflés et cornus comme un bonnet de Doge. Il l'empourpre des trésors dorés de ses couchants, tend sur elle les voiles de ses crépuscules. La Lagune lui obéit, taciturne et fidèle. Elle entoure Venise de sa vigilante présence; elle en préserve la beauté et, sur sa nappe transparente, elle l'offre aux yeux comme une merveilleuse corbeille tressée par le Génie de la Terre et par l'Esprit des Eaux.

Rien n'est plus émouvant et plus beau que de voir, du fond de la Lagune morte, le soir tomber sur Venise. Les braises du couchant éteintes, toutes les couleurs s'apaisent en une cendre aérienne qui les atténue et peu à peu les confond et les efface. Au loin Venise surgit, indécise et pourtant réelle. Aucun bruit que celui des rames. Les gros pali noirs semblent comme carbonisés par les feux disparus du couchant. La gondole glisse lentement. Son fer dentelé semble mordre le silence. Des algues affleurent. L'espace est pacifique et le temps n'existe plus pour les ombres heureuses que l'on devient. Et pourtant, de ce silence, de cette solitude n'émane nulle tristesse, mais une impression de repos et de certitude. Demain, tout ce qui, à cette heure, s'estompe, s'efface, reparaîtra. La lumière dissipera

les cendres qui la voilent. Demain, Venise renaîtra, souriante et douce, aux caresses du soleil matinal sur ses vieilles pierres et ses antiques marbres. En attendant, la voici qui s'allume dans l'ombre. La gondole a glissé sous l'arche si noble du Ponte dei Mendicanti. San Giovannni e Paolo domine l'étroit campo où, sur son piédestal, Bartolomeo de Bergame, dit le Colleone, continue, équestre, dans le bronze, son geste de bataille. Voici Santa Maria Formosa, puis le Grand Canal et, là-bas, la blanche façade de marbre du Palais Dario, où la vie est douce, où l'on est heureux...

Le Palais Dario, à San Gregorio, a sa porte marine sur le Grand Canal, entre la Salute et l'Accademia, en face du Palais Correr della Cà Grande, et son entrée de terre au bout de la petite calle Barbaro qui le sépare du Palais Volkoff, de même que le petit rio della Torresella le sépare du bâtiment que l'on appelle la Macerata. Il est de style lombardesque et date de la fin du xv^e^ siècle. Il fut bâti par un marchand dalmate, enrichi dans les commerces de la mer, qui le dédia au génie de la ville, ainsi que l'atteste l'inscription latine gravée à sa base dans le marbre où l'on peut la lire encore et qui porte ces mots : *Urbis genio Johannes Darius*. Comme tous les palais de Venise, sa façade seule est revêtue de marbre. Ses parois latérales et son arrière sont teints d'un crépi rougeâtre. Cette façade de marbre blanc, veiné de gris et de rose, est ornée de disques de différentes grandeurs en marbres de diverses couleurs où dominent le serpentin et le vert antique et que cercle une bordure multicolore. Est-ce par suite d'un tassement de ses pilotis ou d'un fléchissement de sa structure, le Palais Dario penche légèrement, ce qui ajoute à sa grâce irrégulière et ouvragée. Pas très grand, il est d'un aspect particulièrement précieux avec sa décoration d'un caractère élégamment byzantin mêlé de gothique. Les fenêtres de ses trois étages sont curieusement disposées. Sur la gauche, elles se superposent quatre par quatre. Sur la droite, à chacun des étages, s'en ouvre une seule, séparée de celles de l'étage correspondant par une large table de marbre où s'incrustent les disques dont j'ai parlé. Au rez-de-chaussée, des fenêtres en nombre égal accompagnent de chaque côté la porte que ferme une grille de ferronnerie. C'est aux marches de cette porte que vient accoster la gondole.

Le vestibule où l'on pénètre en entrant au Palais Dario est pavé et revêtu de marbre. Des orangers nains taillés en boules et plantés en des grands pots de terre cuite ocre le décorent. Le Palais est éclairé à la lumière électrique. C'est elle qui a remplacé dans cette belle lanterne de galère, toute sculptée et dorée, les antiques cires d'autrefois. Du fond du vestibule part l'escalier qui dessert les trois étages du Palais. Il est étroit, assez roide, sans rampe ni main courante. Ses marches, comme ses parois, sont de marbre blanc. A chaque étage il s'interrompt par un étroit palier.

Des diverses pièces du premier étage, la principale est une galerie qui occupe en sa longueur toute la profondeur du Palais. Sur ses dalles sont jetés d'harmonieux tapis d'Orient. Le plafond est fait de poutres apparentes qui s'appuient à une corniche en relief. Tout un côté de cette galerie est garni de stalles et de boiseries de chœur provenant de quelque ancienne église. D'autres meubles complètent ce décor de beau style : tables massives, fauteuils majestueux, sièges divers, sans compter deux grands globes armillaires, l'un terrestre, l'autre céleste. Au fond de la galerie est creusé un petit bassin où murmure un mince jet d'eau. Cette galerie se répète à l'étage au-dessus, où se trouvent la salle à manger et le salon rose.

Il est, en effet, tendu d'une étoffe de soie ancienne, rose, brochée de petites fleurs, disposées en rubans, d'un rose éteint et très doux. On y entre par une porte qui donne sur le palier et qui est, à l'intérieur, revêtue de carrés de miroirs. Le panneau de fond de ce salon est occupé presque en son entier par une magnifique console de bois doré que surmonte une haute et large glace en un somptueux contournement de rocailles d'or, dans le goût fastueux et surchargé du XVIII^e^ siècle vénitien. De la même époque est aussi le poêle rococo en faïence blanche qui se dresse à l'angle de la pièce. En retour est placée la cheminée qui fait face à une autre glace dont le cadre est formé d'un bizarre entrelacement de câbles, d'ancres, de boussoles, d'instruments de navigation, fantaisie marine de quelque armateur du vieux temps. Aux murs sont accrochés un certain nombre de tableaux : un grand portrait de patricienne par Longhi, une autre dont le visage est caché par un de ces curieux petits masques noirs de forme ovale en usage à

Venise. Çà et là beaucoup de charmants bibelots et un grand paravent où, sur un fond clair, un peintre fort habile a figuré des imitations de scènes chinoises, car les chinoiseries furent fort à la mode, à l'époque où le bon Carlo Gozzi portait à la scène l'histoire de la belle Turandot, princesse de la Chine. C'est dans ce salon rose que l'on reçoit d'ordinaire les visiteurs qui viennent au Palais à l'heure du thé. J'y ai vu un musicien, un médecin, une lady anglaise et un charmant petit prince viennois, parfumé, fardé et corseté, comme un archiduc d'opérette.

A l'étage supérieur se trouve, entre autres, la chambre que j'habite, la chambre à la loggia d'où l'on domine le jardin du Palais. Je descends parfois m'y promener. Il n'est pas grand. Un mur de brique rouge l'entoure qui le sépare du Campiello Barbaro. Quelques parterres de fleurs y accompagnent une tonnelle dont les piliers de bois ont pour support des femmes engainées jusqu'au ventre et le torse nu. Elles doivent être des bacchantes, car elles sont coiffées de pampres et offrent des visages joyeux et des poitrines abondantes et généreuses. Leurs seins se gonflent et pointent. Au-dessus de leurs têtes empamprées se suspendent de vraies grappes de raisins. J'aime les caresser quand leur bois vermoulu est tout craquant et tout chaud de soleil. Est-ce pour leur enseigner la tempérance que fait ce doux bruit d'eau la discrète fontaine adossée au vieux mur rouge? Elle s'écoule dans une cuve de marbre et mêle son murmure au frémissement du feuillage, au bourdonnement des insectes et au grésillement ailé des moustiques, car les moustiques, qu'on les appelle *zinzari* ou *mussati*, ne manquent pas à Venise, mais n'a-t-on pas pour s'en défendre les amples tulles de la moustiquaire et les fumées résineuses qui se dégagent du cône consumé des « fidibus » que l'on achète chez le signore Zampironi, pharmacien, Calle San Moisè?

Les jours passent, et chaque jour croît l'enchantement de cette amicale et douce vie, et cependant la Venise d'aujourd'hui n'est plus la Venise d'autrefois, ville de plaisir, de luxe, de jeu, d'intrigue et d'amour. Elle n'est plus la Venise des grands Doges du xv^{e} siècle, ni la Venise de la Renaissance, celle de l'Arétin, de Titien, de Tintoret et de Véronèse, ni la

Venise de Candide que visita le spirituel président de Brosses, la Venise de Tiepolo et de Longhi, de Canaletto et de Guardi, de Goldoni, de Gozzi et de Casanova. Où sont ses masques? Qu'est devenue son ancienne richesse? Et sa délicieuse décadence des derniers jours de la Sérénissime République? Fermé son Ridotto. Disparues ses courtisanes du temps où, sur la place Saint-Marc, se croisaient les Turcs à turbans et les Esclavons aux longues moustaches, où s'y exerçaient les bateleurs et les acrobates, où s'y pressaient sur le Broglio les sénateurs en robes rouges et en amples perruques! Au Môle ne s'amarrent plus les galères et le Bucentaure en sa pourpre dorée. En vain, sur la Piazza, devant la basilique, flotte encore, aux jours de fête, l'étendard de Saint-Marc. Ses plis n'ondulent plus qu'au vent du passé. Parfois encore, les palais du Grand Canal tendent à leurs fenêtres de brillantes étoffes et des tapis éclatants, à l'occasion de quelque régate ou de quelque joute; mais que sont ces pauvres oripeaux auprès des royales entrées d'autrefois et des grands anniversaires de la cité, avec leurs processions et leurs cortèges, leurs arcs de triomphe, leurs barques à figures mythologiques où Neptune et Amphitrite venaient saluer les rois de la Lagune et les maîtres de la Mer?

De ce grand passé, Venise ne conserve plus que le décor; mais, dans ce décor, le souvenir de ce passé se décompose en une mélancolie délicieuse et comme encore comblée d'une faveur inappréciable. De tout ce qu'elle fut et de tout ce qu'elle ne sera plus jamais, Venise conserve une beauté que rend plus émouvante un caractère à la fois de déchéance et d'achèvement. D'avoir vécu sa vie en toute sa courbe, de la splendeur à la décrépitude, de l'apogée à la décadence, Venise a gardé de cette perfection de son destin une dignité et une sérénité. Sa grandeur perdue condescend à des familiarités. Son juste orgueil lui permet de les accorder sans s'en sentir diminuée. Elle se repose de sa gloire dans le silence qui ajoute une beauté à sa beauté, et cette beauté n'est pas celle d'une morte. Venise vit toujours en la noblesse de ses pierres et de ses eaux, en une sorte de repos humblement magnifique, en un apaisement tranquille, et elle en communique le bienfait à ceux qui la fréquentent. Là, plus que nulle part ailleurs, on est à l'abri de tout désir. Nul lieu n'est plus propice que celui-là au détachement de

soi et à la paix intérieure, et ce détachement se fait sans regret et cette paix s'acquiert sans tristesse. Où mieux que dans cette ville d'illusion, où tout est mirage et reflets, où la plus massive architecture repose sur de pauvres pilotis, où la terre n'est que de l'eau épaissie et de la vase solidifiée, sentir que nous ne sommes nous-mêmes qu'un assemblage d'artifices mentaux et de perspectives spirituelles, et que nous avons en nous, comme la cité fraternelle, des palais qu'habite le souvenir, des façades décrépites et mutilées, des dédales et des impasses qu'entourent, comme sa Lagune, de vastes étendues de rêverie que sillonnent des barques noires? De là, l'attrait de Venise sur certains esprits, mais son sortilège s'exerce encore par bien d'autres moyens. Son nom seul suffit à attirer et à retenir.

Est-ce à la magie de ce nom ou à quelque autre appel plus intérieur et plus profond qu'ont cédé nos amies du Palais Dario? Je ne sais. Sans qu'aucune d'elles soit arrivée au déclin de la vie, elles ont toutes deux cependant atteint l'âge de l'expérience. Toutes deux ont assez vécu pour ne plus rechercher que les plaisirs de l'intelligence et les joies du cœur. Toutes deux ont souffert, et cette souffrance les a rendues clairvoyantes sur elles-mêmes et indulgentes à autrui, leur a donné le goût du repos et de la paix, non par le désintéressement de tout, mais pour y mieux jouir de la beauté des choses, des spectacles de la nature et de l'art. C'est ce même sentiment qui a été la cause de leur amitié. Une rencontre à Bayreuth les a fait connaître l'une à l'autre. De cette rencontre sont nées des relations bientôt quotidiennes où se fortifiait leur amitié réciproque. L'une et l'autre, par des circonstances d'existence et par des similitudes de situation, se trouvaient libres. Une année, elles vinrent à Venise et jugèrent qu'il leur serait agréable d'y revenir, non plus seulement en passantes, mais de façon à y faire de longs séjours, sans subir les ennuis de l'hôtel. Peu à peu, ce projet prit corps, et ce fut l'une d'elles, la comtesse de la Baume-Pluvinel, qui se chargea de le réaliser.

Parmi les palais alors à vendre, il y en avait deux qui fixèrent son attention, tous deux sur la même rive du Grand Canal et à peu de distance l'un de l'autre : le Palais Manzoni-Angarani et le Palais Dario-Angarani. Le Manzoni-Angarani,

qu'on appelait aussi le Montecuculli, est un des plus beaux de Venise avec sa magnifique frise d'aigles sculptés dans le marbre ; il est beau par son architecture lombardesque et par la noble proportion de ses pièces. Le Dario l'est aussi, mais il est par surcroît délicieux, plus petit, mais plus singulier et ce fut sur lui que se porta le choix de Mme de la Baume. A cette époque, il servait de pension de famille, comme son voisin le Palais Venier, connu sous le nom de Casa Barbier. La destination qu'il avait subie nécessitait au Palais Dario de nombreuses réparations. La façade avait été défigurée par l'adjonction de balcons et la distribution intérieure était à refaire. Grâce à Mme de la Baume, il reprit bientôt sa vraie figure. Une fois restauré et remis en état, il s'agissait de le meubler. A Venise, les antiquaires ne manquent pas, et peu à peu le Palais devint ce qu'il est maintenant, pourvu du plus agréable confort et orné de maintes belles vieilles choses vénitiennes.

A ces soins, Mme de la Baume fut aidée par son amie Mme Bulteau et à ces recherches communes s'affirma l'accord de leurs goûts. Cet accord se manifestait également dans le genre de vie qu'elles entendaient mener. Elles ne souhaitaient nullement faire figure de personnes importantes et « en vue », mais de se ménager une existence discrète et un peu retirée sans les rigueurs d'une solitude complète. Toutes deux avaient de vives curiosités d'esprit, le goût de la lecture et de la réflexion. Elles étaient attirées l'une et l'autre par les questions d'art et de littérature. Nullement mondaines, elles étaient sociables. Leur parfaite entente n'empêchait pas cependant qu'elles fussent d'une diversité de caractère très marquée.

Cette diversité s'annonce d'ailleurs dans leur aspect physique. Je les regarde adossées à la rampe de bois de l'altana. Elles sont grandes toutes deux, mais Mme de la Baume est la plus grande, quoiqu'elle se tienne d'habitude un peu courbée. Sa tête s'incline volontiers. Elle a le visage long et pâle, éclairé par des yeux très bleus. Elle aime à porter des vêtements amples, simples et commodes. Mme Bulteau s'habille d'une façon plus stricte qui convient à son corps robuste et à sa prestance décidée, à son visage énergique et intelligent. Elle a une vue très nette des êtres et des choses, un sens remarquable de la « direction » de soi-même et d'autrui. A ce don de connaissance intérieure et extérieure se joint une riche culture litté-

raire et artistique. C'est une femme qui pense et qui agit. A ses actes, à ses pensées, elle apporte une décision réfléchie. Elle attire par sa bonté et en impose par sa volonté. Elle se met volontiers au service de ses amis. Son intelligence et son cœur sont des conseillers précieux et de fermes appuis. Accueillante à toutes les confidences, elle est sûre et secrète. C'est une inspiratrice et un guide. Elle aime à susciter autour d'elle des énergies.

C'est la sienne, son sens de la direction qui a attiré à elle Mme de la Baume, volontaire aussi, mais d'une volonté sourde, d'une volonté intermittente, incertaine. Ses incertitudes viennent, non de faiblesse de caractère, mais d'une singulière subtilité d'analyse, et, cette subtilité, elle l'applique à l'examen et à la discussion de ses actes et de ses pensées. Elle ne cesse de se scruter. De là sa peine à se résoudre. Elle s'attarde en raisonnements, en scrupules, s'enchevêtre en elle-même, et alors se décourage et piétine. A cette complication naturelle s'ajoutent une nervosité un peu maladive, une sensibilité aiguë et rétractée. Elle est fort instruite, très douée littérairement, mais, là encore, elle tâtonne, s'embrouille. Son esprit est prompt à saisir des rapports curieux, des analogies lointaines, mais avec un certain penchant au saugrenu et au cocasse, avec une sorte d'humour tout particulier. Pour finir par une image vénitienne, Mme Bulteau me fait penser à ces fortes barques robustes qui remontent le Grand Canal, chargées de beaux fruits ; Mme de la Baume à ces gondoles qui glissent dans les étroits rii, mystérieuses et comme perdues.

Malgré ces diversités de natures, l'accord règne au Palais Dario, car chacun y conserve sa liberté dans l'emploi de son temps et le choix de ses promenades. Parfois, chacun va seul de son côté. De ces promenades solitaires, il en est une que je fais souvent, celle des Zattere. La Fondamenta delle Zattere est un long et large quai qui borde le canal séparant Venise de l'île de la Giudecca. Il a pris son nom du mot *zattere* qui désigne les radeaux et les trains de bois qui y abordaient autrefois. Maintenant, la Fondamenta delle Zattere et le canal de la Giudecca servent de port marchand. C'est là que s'amarrent les navires et qu'ils déchargent leurs cargaisons. Ils y trouvent une eau profonde et un bon ancrage et y accomplissent les formalités de douane. C'est en effet à la pointe

de Venise où se dresse la Dogana di Mare que commencent les Zattere. Pour y arriver, je quitte le Palais Dario par sa porte de terre qui donne sur l'étroite calle Barbaro. En passant, je jette un coup d'œil sur la charmante Badia di San Gregorio et son cloître abandonné et j'atteins la Salute. Je m'arrête un instant sur son esplanade au haut de ses escaliers de marbre d'où l'on a une des plus belles vues de Venise, mais je ne m'attarde pas et, la Dogana contournée, me voici sur mon promenoir favori. Il s'étend devant moi, tantôt dallé, tantôt pavé de brique, tantôt en terre battue. D'abord il longe des magasins et des entrepôts, puis une caserne, franchit le Ponte Lungo, suit le mur rouge de l'hospice des Incurables que dominent des groupes d'amours joufflus, passe le Ponte della Calcina, atteint ensuite le Palais Zen, où logea José-Maria de Heredia, arrive aux Gesuati dont la façade est ornée de statues contournées et dont Tiepolo peignit à fresque la voûte. Plus loin, au coin du rio San Trovaso, il y a une maison qu'enguirlande une glycine et, au delà, le Palais Dary, avec son beau marteau de porte en bronze où est figuré un Neptune. On va ainsi jusqu'à la Calle del Vento où finit la fondamenta et l'on revient sur ses pas. Cette fois, c'est du côté de l'eau que je regarde. Elle berce doucement les navires ancrés dans le canal. Des mouettes volent dont les cris imitent le gémissement des amarres. En face, se développe la longue île de la Giudecca aux trois églises. Parfois mugit la sirène d'un bateau en partance ; parfois un voilier hisse sa voilure. Et que le soleil couchant est donc beau, ô Zattere, sur votre lumineux promenoir !

Je vous aime aussi, autres fondamente de Venise. Je vous aime, étroites et longeant quelque bout de rio, solitaires ou encombrées et, sous le nom de Riva del Carbon ou de Riva del Vin, quand vous bordez le Grand Canal aux approches du pont du Rialto. Je vous aime, quand vous devenez les Fondamente Nuove. Celles-là s'étendent à l'est de Venise, de San Francisco della Vigna à la Sacca della Misericordia. C'est là qu'on s'embarque pour Murano et les îles. De là on découvre toute la Lagune morte en sa merveilleuse étendue ; mais, cette fois, je n'en connaîtrai pas les confins, pas plus que ceux de la Lagune vive vers San Lazaro et Chioggia. Je me contenterai d'être allé jusqu'à Murano saluer sa madone de

mosaïque et visiter son charmant Musée du Verre. D'ailleurs, je n'ai pas perdu mon temps. Que de choses j'ai entrevues de la mystérieuse Venise, que de souvenirs j'en emporterai !

Déjà ces souvenirs, à mesure qu'ils s'accumulent, je les classe dans mon esprit. Tous ils y font de la joie et contribuent à mon bonheur vénitien, à cette sorte de calme ivresse où l'on vit ici, car, à Venise, la hâte et l'agitation sont inconnues. La conformation même de la ville impose à tout une sage lenteur. A quoi bon se hâter à travers les mille détours des calli où, à chaque pas, on est retenu par quelque détail charmant ou pittoresque? Comment ne pas obéir au lent rythme de l'obéissante gondole d'où l'on voit tout dans la perpétuelle oscillation d'un demi-rêve qui fait les choses instables et comme dansantes? Cependant, malgré cette indolence distraite, des images se fixent dans la mémoire qui se superposent, se complètent et peu à peu aident à comprendre Venise ou plutôt les différentes Venises qui composent celle d'aujourd'hui où se mêlent la Venise byzantine du moyen-âge, la Venise de la Renaissance, la Venise baroque du XVII^e^ siècle, la Venise rococo du XVIII^e^...

C'est à cette dernière que l'actuelle nous ramène le plus aisément. Certes, les adjonctions modernes en ont bien modifié certains aspects, mais elle a gardé le plus caractéristique des architectures et des perspectives que nous ont transmises les Guardi et les Canaletto. Ce palais, cette maison, sont encore tels que nous les voyons figurer sur les toiles de ces maîtres exacts, précis et charmants. Évidemment, le pont de la voie ferrée, la passerelle de fer de l'Accademia, les pontons des *vaporetti* sont de fâcheuses nouveautés, de même que certaines bâtisses plus ou moins récentes, mais la Venise du XVIII^e^ siècle n'en est pas moins reconnaissable. Aussi est-ce elle que l'on évoque de préférence. Elle est encore très proche et certaines de ses façons de vivre se sont conservées jusqu'à nous. Les cafés de la place Saint-Marc sont à peu près ce qu'ils étaient quand s'y attablaient Goldoni et Gozzi et que les y venait rejoindre l'abbé Chiari. Le théâtre de la Fenice a gardé un aspect d'autrefois. Certes, on n'y voit plus de spectateurs portant le *tabaro*, la *baüta* et la *maschera*, mais il est facile de se les imaginer.

Personne, à Venise, n'échappe à cette hantise de son charmant passé goldonien. Les peintures de l'Accademia, les souvenirs de la vie vénitienne que renferme le Museo Civico aident à cette évocation. N'avons-nous pas, pour nous y guider, les scènes de mœurs peintes par Pietro Longhi ou par Domenico Tiepolo? Et, derrière cette Venise de décadence, d'autres Venises nous apparaissent, la Venise triomphale de Véronèse, de Tintoret et de Titien, et celle de Carpaccio et des Bellini. Cette Venise des grands doges, nous la retrouvons à la Scuola San Rocco et à la Madonna dell'Orto, aux Frari et à San Sebastiano, à San Giorgio dei Schiavoni. C'est elle dont l'âme habite la délicieuse église dei Miracoli où sont sculptés, dans un marbre blanc comme le sel marin, des Tritons squammeux et d'écailleuses petites Sirenes, de même que le goût de la Venise du XVIII^e^ siècle s'exprime à la facade contournée des Gesuati et aux draperies de marbre vert qui enroulent leurs volutes, aux Gesuiti, avec des grâces d'alcôve et des pompes d'opéra.

Cette Venise du *settecento,* allons y vivre une heure dans un lieu qui en a conservé le parfum lointain et suranné. Du Palais Dario, il n'y a que le Grand Canal à traverser. Nous voici devant la charmante Casetta Rossa qu'habite un ami de nos amies. Elle est petite, carrée et revêtue d'un crépi rouge. C'est elle qu'a choisie le prince Frédéric de Hohenlohe pour y reconstituer le décor vivant de la vie d'autrefois, car, Autrichien de naissance, le prince est Vénitien de cœur. En des boiseries blanches s'encadrent des toiles dans la manière de Longhi, puis nous passons dans un autre salon dont la tenture rose est parcourue de bandes ornées et sur laquelle sont suspendus des pastels de Rosalba. De chaque côté de la cheminée flottent de larges cordons de sonnette en soie. Sur les tables, maints bibelots dont un bourre-pipe en porcelaine qui a la forme d'une jambe, et d'une jambe où l'on distingue une puce minuscule. Les murs de la salle à manger sont peints d'oiseaux, de fleurs, de fruits. Sur des dressoirs sont exposées des pièces de vieux Venise. Des *baüte* et des *maschere* sont pendues dans le vestibule, comme si le maître du logis allait les revêtir pour aller au Ridotto tailler une banque de pharaon, mais les salles du Ridotto ne retentissent plus du bruit des sequins ; elles servent maintenant de

magasin à un antiquaire. C'est chez eux que l'on retrouve des vestiges de la Venise d'autrefois.

Si la Venise d'aujourd'hui n'est plus celle de *Candide*, et si l'on n'y voit pas, comme dans le roman de Voltaire, souper à la même table quatre rois découronnés, on y rencontre pourtant un roi en exil. Il s'appelle Don Carlos de Bourbon et on l'aperçoit prenant le frais sur la place Saint-Marc, accompagné de la princesse, et, marchant sur leurs talons, un grand dogue danois. C'est un gros homme barbu et qui s'ennuie. Regardez-le arpenter la Piazza, d'un pas lourd, ou sortir pesamment du Palais Loredan où il habite, au coin du campo San Vio. Sur le parapet du petit pont qui relie le Palais au Campo est enchaîné un perroquet qu'agace un serviteur nègre vêtu de rouge, en attendant que le Roi s'embarque dans la chaloupe à vapeur qui, le pavillon royal d'Espagne flottant à la poupe, le conduira au Lido où il trouve une calèche attelée de deux chevaux pour le mener à la plage; car si les rois sont admis à Venise, les chevaux y sont proscrits, à l'exception de celui du Colleone et de ceux du quadrige de bronze qui orne la façade de Saint-Marc. Cependant il n'en fut pas toujours ainsi, puisqu'il y a encore à Venise une *via delle Carrozze*. Ne cite-t-on pas aussi l'exemple de ce patricien qui y entretenait un carrosse à seule fin de faire le tour de la cour intérieure de son Palais?

La vie actuelle de Venise ne se permet plus de ces fantaisies équestres. Elle est sans plaisirs et pourtant elle est le plaisir même, un plaisir qui vous enveloppe de son charme apaisant, qui pénètre en vous par la lumière, par l'air, par le silence qui vous entoure. Il vient d'un rayon de soleil sur la pierre, d'un reflet de lune dans l'eau, d'un nuage au ciel, d'une ombre portée, d'un bruit de pas, du timbre d'une voix, d'une nuance, d'une couleur, de tout, de rien, de vous-même. Et peu à peu en naît pour Venise un reconnaissant et tendre amour, un désir de la mieux connaître, de la posséder tout entière, de la contempler d'un seul regard. Pour cela elle offre ses deux hauts campaniles, celui de San Giorgio Maggiore, celui de Saint-Marc. Entrons-y par la petite porte basse qui y donne accès. On y monte non par un escalier, mais par un plan habilement incliné. Lente et assez pénible ascension, au bout de laquelle on atteint une plate-forme d'où partent

des colonnes qui soutiennent le toit conique au sommet duquel se pose l'ange doré qui dresse en plein ciel son vol immobile. Penchons-nous sur la rampe de marbre et regardons.

Au-dessous, Venise s'étale en son étendue et son détail, en sa forme de conque merveilleuse, joyau d'Amphitrite et de Neptune. Elle est là, avec ses maisons, ses palais, ses églises, ses canaux, ses campi, ses calli, avec autour d'elle ses îles et sa Lagune aux nuances diverses selon la profondeur des fonds, toute veinée de courants, toute marbrée de marines prairies d'algues, différente selon les heures, selon que le flux la nourrit ou que le reflux l'épuise, mais toujours docile et variable miroir de toutes les couleurs et de toutes les teintes du ciel, en ses eaux et en ses boues. Là, Venise repose en sa splendeur et son infirmité, sur l'innombrable secret de ses pilotis, à la fois logique et paradoxale, traversée par la courbe de son Grand Canal, sur lequel le Pont du Rialto est comme la moitié d'un anneau qui serait un arc de triomphe, ce Rialto où elle est née, pauvre fille de pêcheurs et de matelots, d'un amas de boue durcie, en cet antique quartier du Dorsoduro qui est comme son échine, et d'où elle s'est répandue victorieusement, gagnant peu à peu sur la Lagune pour, de là, remplir les mers, de sa gloire étendue et de son étonnante destinée. C'est de cette plate-forme que l'on comprend sa prodigieuse structure et le patient effort humain qu'elle représente, au haut de ce campanile, Doge des airs, où la Marangona, bourdonnant et ducal bonnet de bronze, semble être la ruche sonore d'où est né l'essaim des innombrables cloches vénitiennes.

Nous ne montons pas tous les jours au Campanile, mais, presque chaque jour, nous passons quelques instants sur l'altana du Palais Dario. Nos amies aiment à s'y tenir. On y tend contre le soleil une tente et de grands rideaux de cette étoffe de coton, couleur d'ocre, que l'on achète dans les boutiques du Rialto et qui est si en usage à Venise. De là on observe le va-et-vient du Grand Canal. Le soir, les chants des barques de musique qui visitent les grands hôtels avec leurs lanternes illuminées y parviennent d'assez loin pour ne pas troubler la causerie. C'est à la fois un lieu de repos et une vigie. C'était là que les dames du temps passé venaient sécher leurs chevelures récemment teintes.

Aujourd'hui, un autre intérêt nous a réunis sur l'altana. Depuis quelques jours, Gabriele d'Annunzio est l'hôte du prince de Hohenlohe à la Casetta Rossa et, comme tout se sait à Venise, nous savons que le poète part aujourd'hui. En effet, la gondole du prince est accostée devant la Casetta Rossa et bientôt nous verrons le poète s'y embarquer. Le moment approche. Le gondolier apporte les valises. Soudain apparaît un homme encore jeune, de petite taille, d'allure souple, vêtu d'un complet élégant et coiffé d'un chapeau melon. Je ne distingue pas son visage, mais je songe avec une sincère admiration que cette silhouette entrevue est celle du plus grand écrivain de l'Italie.

Je songe aussi que bientôt une autre gondole viendra se ranger le long des marches du Palais Dario et emmènera vers la gare un autre poète moins illustre... et l'enchantement de ces semaines sera fini. Mais non, car je sens que, même loin d'elle, on ne quitte jamais Venise et que le souvenir qu'on en emporte vous y ramène infailliblement. En attendant, allons faire encore un tour sur les Zattere, prendre un café au Florian, acheter quelques-uns de ces colliers de verre que vend dans la Calle Larga le vieux Berengo et flâner sur la Piazza en mangeant de ces pâtes de fruits enfilés à une longue paille, sœur de celle qui traverse le corps noir des « virginia » dont la fine fumée accompagne si bien les douces oisivetés de la chère vie vénitienne.

HENRI DE RÉGNIER.

(A suivre.)

LA TECHNIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU BOLCHÉVISME

Les dernières semaines écoulées marquent une évolution extrêmement rapide de l'opinion vis-à-vis du bolchévisme. Successivement menacés par l'ingérence des agents de la IIIe Internationale dans leur politique intérieure, les plus grands États, après nombre de petites puissances, abandonnent l'attitude de tolérance dédaigneuse qu'ils avaient jusqu'ici adoptée, et marquent leur volonté d'en finir.

Déjà le temps est passé, où il fallait dénoncer l'étroite communauté entre le gouvernement des Soviets et la IIIe Internationale, insister sur l'irréductible antagonisme du code soviétique et du code romain, accuser l'existence d'un état de guerre effectif entre ces deux régimes (1) : les preuves abondent, qui démontrent dans tous les États de vieille civilisation l'existence d'organes créés par la IIIe Internationale en vue de leur destruction. S'étendre sur ces sujets, hier, c'était jouer les Cassandre au milieu de l'indifférence générale ; s'y étendre aujourd'hui, ce serait déjà répéter des lieux communs : quelques jours ont suffi pour faire une réalité vivante d'un péril où l'opinion ne voulait voir qu'un vain fantôme.

Aujourd'hui, chacun voit le gant jeté par le bolchévisme à la civilisation. Chacun sait qu'il faut le relever : que déjà, même, on le relève, car si la volonté du gouvernement français ne s'est exprimée que par des paroles, celle du gouvernement anglais s'est déjà réalisée par des actes. Certes, les esprits timorés, ainsi que les partisans avoués ou occultes des Soviets,

(1) Voir notre article : *l'Héritage romain et le bolchévisme*, dans la *Revue* du 15 avril.

ont beau jeu à crier qu'on entre dans l'inconnu : que derrière les agents de la IIIe Internationale, on va trouver les Soviets, et derrière les Soviets... qui sait ?... l'Allemagne peut-être. Ceux-là même, qui hier niaient le péril de ces collusions, l'existence de ces communautés d'intérêts occultes, s'empressent de les lier en un seul épouvantail, et de montrer jusqu'où, par voie de conséquences, la vieille Europe peut être entraînée, si elle s'avise de réagir. Certes : mais si elle ne réagit pas ?

Ne pas réagir, c'est laisser à l'œuvre révolutionnaire le temps et les moyens de se préparer, et de choisir son heure : le conflit, évité aujourd'hui, éclatera plus tard ; or, il est bon de savoir quel il est, comment il se prépare et s'exécute, et quel genre d'ennemi on pourrait avoir à combattre.

LE VIEUX JEU EN RÉVOLUTIONS

L'idée d'un conflit inéluctable entre la civilisation et le bolchévisme est presque contemporaine de la naissance de celui-ci. Nombre d'esprits, aptes aux généralisations et aux anticipations, ont immédiatement prévu la sauvagerie formidable et l'ampleur de cette lutte. Certaines de ces anticipations, transposant des tableaux épars de la Révolution bolchévique en Russie, ont réussi à évoquer des images à la fois simples et grandioses, colorées et saisissantes comme des images d'Épinal, susceptibles de captiver l'attention de la foule, comme le film de *la Cavalière Elsa*. Malheureusement, l'invraisemblance forcée de certaines situations outrancières, la certitude que nous sommes encore fort éloignés du jour ou des dizaines de millions d'Asiatiques, fortement encadrés, ébranleront de leurs lourdes bottes le sol d'Europe, a plutôt rassuré les esprits : certains de la vanité de cette invasion théâtrale, ils ne se sont pas attardés à chercher si d'autres formes de conquête, plus insidieuses et plus scientifiques, n'étaient pas exécutables par voie de révolution.

Le péril de révolution est-il un péril réel ?

L'histoire, de la plus haute antiquité à nos jours, ne connaît que deux genres de révolution : les révolutions prétoriennes, et les révoltes populaires.

Les révolutions prétoriennes s'exécutent par la tête, et à l'aide de l'armée : un personnage de premier plan, tribun, consul, général victorieux, membre d'une famille royale,

s'assure des complicités certaines, marche inopinément à la tête de ses troupes, se saisit du chef de l'État, s'assoit sur son trône et continue : c'est le type des révolutions du Bas-Empire romain. Rien n'est, par ailleurs, changé dans l'État, sauf les bénéficiaires de quelques postes importants, et la signature au bas des décrets : l'administration continue comme devant, avec le même personnel.

Les révoltes populaires, suscitées par un mouvement d'opinion, par l'oppression ou la misère, partent d'en bas, et éclatent par des violences non disciplinées, provoquées parfois par un événement tout à fait fortuit. Ce sera, par exemple, une manifestation qui, ayant pris plus de corps qu'on ne s'y attendait, balayera le pouvoir, en dehors de toute direction hiérarchisée et de toute participation de l'armée. Ce sera la Jacquerie, ou la Commune; ce sera peut-être même la Révolution, avec des essais successifs d'organisation après la victoire; la caractéristique reste toujours la même : le manque de discipline, l'incapacité d'organiser la victoire. Pas de chefs, ou trop de chefs surgis au hasard, sans programme arrêté : et tandis que les émeutiers délibèrent et légifèrent, une force organisée les balaye. C'est tantôt une troupe restée fidèle, tantôt une révolution prétorienne qui se substitue à l'anarchie.

Ces formes de révolution sont cataloguées et connues : tous les gouvernements au monde savent ce qu'ils ont à faire pour les prévoir, les éviter, et au besoin les réprimer. Mais périmées et désuètes, elles sont à la révolution bolchévique ce qu'est le fusil à pierre à la mitrailleuse.

LE TYPE NOUVEAU

On commettra toujours les pires erreurs si, jugeant du bolchévisme par les sanglants excès d'une populace déchaînée, on en conclut à une anarchie confuse.

La caractéristique initiale du bolchévisme, c'est d'être l'œuvre personnelle d'un petit nombre de chefs essentiellement techniciens et hommes d'étude. Ils ont délibérément déchaîné et exploité la violence populaire : mais, par essence, c'étaient des hommes d'étude et de science, — science spéciale évidemment, puisqu'il s'agit de science révolutionnaire, — et ils avaient poussé l'étude de cette science de façon méthodique aussi loin qu'il était

possible. Ils ont réellement créé de toutes pièces un type nouveau de révolution. On peut discuter la rigueur scientifique de leurs conceptions sociales; on ne saurait discuter la rigueur scientifique de leur technique révolutionnaire, qu'il est essentiel de connaître si l'on veut y faire échec.

« L'insurrection est un art », dit Marx.

« Ce ne sont pas les peuples qui préparent les révolutions : on prépare les peuples à les faire », écrit Lénine.

Et ce dernier, après avoir minutieusement étudié les révolutions antérieures et leurs causes d'échec avec un état-major de réfugiés politiquement experts en insurrections et complots, réussit à mettre sur pied l'organisation qui, en 1917, s'empara du pouvoir en Russie, pour ainsi dire sans coup férir.

Les doctrines étudiées en chambre, de la même manière qu'un exercice d'état-major, acquéraient la consécration d'une expérience victorieuse. Mais, en même temps, l'expérience faisait ressortir de graves et nombreuses lacunes. Entre la prise du pouvoir à Pétrograd et l'asservissement total de la Russie, la révolution russe avait à faire face, de 1917 à 1920, à de puissants mouvements contre-révolutionnaires: et, dans la Russie asservie, elle avait mille difficultés à assurer, même d'une façon élémentaire et précaire, la continuation de la vie économique. Enfin, transportant à l'extérieur ses essais d'application des méthodes révolutionnaires, la IIIe Internationale tentait, jusqu'en 1921, les essais directs de révolution bolchévique dans presque tous les États limitrophes de la Russie, en Lithuanie, Pologne, Bulgarie, Yougoslavie, Hongrie, voire en Allemagne, en Italie, en Espagne, pour ne parler que de l'Europe et des tentatives ayant reçu un commencement d'exécution : et chacune de ces expériences diverses était utilisée pour perfectionner la méthode.

Nul enseignement, fût-il même tiré des opérations militaires de la grande guerre, n'était laissé sans consécration officielle; comme dans un état-major bien stylé, chaque expérience étant suivie de notes et instructions du haut-commandement, tandis que les écoles d'agitateurs, dépositaires de la doctrine, la complétaient et l'épuraient sans cesse.

D'une grande guerre le public ne voit que les scènes d'horreur et les massacres confus, là où les techniciens discernent l'exécution de directives, de plans raisonnés et ordonnés. De

même, le public ne voit en ces dix années de troubles multiples que les mouvements d'une formidable anarchie. Là où des techniciens peuvent discerner des offensives successives et logiques, en reconstituer les plans et les idées directives. Ces champs de bataille ont, tout comme ceux de la grande guerre, livré une partie de leurs secrets, documents surpris, organisations dévoilées : il existe désormais, pour les observateurs attentifs de ces opérations, une documentation assez sûre et assez complète pour reconstituer l'ensemble de la technique adoptée, et nous tenterons ici la tâche difficile de l'exposer en quelques pages avec une suffisante clarté.

SCIENTIFIQUE ET MILITAIRE

A la révolution bolchévique scientifiquement organisée, il faut avant tout une haute direction scientifique.

Fi des révolutions prétoriennes, qui changent quelques hommes sans changer le régime; fi des révoltes spontanées, qui, sans chefs et sans buts, vont on ne sait où, vers la ruine. Il faut des chefs, une doctrine, des troupes disciplinées, des buts précis, une exploitation du succès prévue dans tous ses détails. Cette organisation est littéralement calquée sur les grandes organisations militaires, et fortement hiérarchisée en vue d'assurer au commandement une autorité illimitée, et d'obtenir des organes subordonnés une discipline passive.

C'est un ensemble créé de toutes pièces sur des plans nouveaux, et dont chaque organe correspond à un besoin précis.

L'organe directeur, le haut-commandement, c'est la direction de la IIIe Internationale, qui a pour mission précise de diriger l'entreprise révolutionnaire destinée à renverser les gouvernements de vieille civilisation.

Les bureaux de la IIIe Internationale correspondent exactement aux besoins d'un grand état-major : bureau de renseignements sur l'ennemi, centralisant pour le monde entier tous renseignements politiques et militaires nécessaires; bureau d'organisation mettant sur pied les organisations nécessaires dans chaque pays; bureau d'opérations, préparant des plans qui doivent être ponctuellement exécutés par les troupes fixant l'opportunité, l'heure et la modalité des actions.

C'est une organisation rigoureusement moderne : en nier

l'existence, ou en discuter les fonctions, serait une entreprise par avance vouée à l'échec. Irréfutables et nombreux, les documents saisis existent. S'il faut citer quelque chose, au hasard, parmi les plus récents, il suffira du télégramme de M. Rosenholz demandant de Londres à Moscou la documentation nécessaire pour une campagne politique à mener en Angleterre ; pour la France, l'arrestation de nombreux agents d'une entreprise d'espionnage systématiquement organisée. La fonction est saisie sur le vif : recueillir des renseignements, et traduire en directives ce que l'on juge possible de réaliser d'après la situation, c'est, par essence, la fonction d'un grand état-major.

A côté des bureaux, organe de commandement, il existe dans toutes les armées des comités chargés de transformer en doctrines les résultats des expériences acquises, et des écoles théoriques, telles que les différentes écoles de guerre, chargées de transmettre cette pure doctrine. Ces organes existent également, et, comme il a été dit plus haut, les expériences de dix années de campagnes révolutionnaires ont abouti à créer une doctrine. Réduite à l'essentiel, elle pourrait être résumée en une phrase.

Toute tentative révolutionnaire prématurée, c'est-à-dire passant à l'exécution avant une préparation minutieuse et aboutissant à un échec, est à condamner. Elle retarde le succès au lieu de le hâter.

C'est une doctrine qui s'impose au point de vue militaire : le succès est fonction de la minutieuse préparation de l'attaque, de la parfaite instruction des troupes, de leur mise en place rationnelle : et chacun sait que nos plus beaux succès ont coûté moins cher que les opérations manquées. Par conséquent, nous rencontrerons chemin faisant, et exposerons successivement, nombre de points de doctrine relatifs à l'instruction de la troupe, à son aguerrissement, à sa mise en place pour l'attaque, et à sa préparation ; encore faut-il avoir des troupes et des chefs pour les commander : car l'organisation d'un si formidable état-major serait paradoxale, si cet état-major ne devait disposer d'aucune armée.

Nous touchons, ici, à un point mis en lumière par des expériences successives et fâcheuses du bolchévisme. En 1917, Lénine, ayant réussi la révolution russe, a cru que l'exemple

russe suffirait pour éclairer les prolétariats occidentaux, et que les innombrables armées, fatiguées de la guerre, allaient spontanément suivre les traces de l'armée russe, renverser leurs gouvernements et se rallier à lui. Espoir déçu : au cours des années suivantes, les essais de révolutions hâtivement préparées, même celle de Bela Kuhn en Hongrie, qui a pourtant assez fidèlement copié la révolution russe, ont toutes dû plier devant des répressions militaires sanglantes. Les prolétariats, pourtant lassés des longs sacrifices de la guerre, se sont révélés incapables de comprendre spontanément toutes les beautés de l'idéal bolchévique, peu désireux de le réaliser, voire même rebelles aux actions de ceux qui voudraient faire leur bonheur malgré eux.

Par conséquent, — et c'est ici que nous nous écartons grandement du film de *la Cavalière Elsa*, et de l'invasion chinoise, — toute idée d'une réalisalion immédiate, avec intervention de forces intérieures, a été écartée : cela, exactement, depuis l'échec de l'invasion en Pologne. La doctrine est extrêmement nette : c'est à chaque prolétariat qu'il appartient de conquérir lui-même, dans son propre pays, le pouvoir, sous la conduite de ses propres chefs; et jusqu'à l'heure où ce sera possible, il appartient au parti de l'instruire et de l'organiser.

Par conséquent, tout le travail de la IIIe Internationale, porte, à partir de cette date, sur « l'organisation du parti » et cela dans des conditions qui sont nettement militaires :

— le commandement, qui est la direction du parti communiste dans le pays envisagé;

— les troupes, savoir le parti organisé, composé d'éléments du prolétariat « politiquement éduqués ».

Le caractère de hiérarchisation militaire est formel. En effet il n'existe de communistes que les communistes affiliés à la IIIe Internationale, et de qualifiés pour la direction du parti que ceux agréés par Moscou : chacun sait qu'un citoyen quelconque, se présentant sans investiture du parti sous étiquette communiste, serait hautement répudié; et chacun sait aussi, par cent exemples célèbres en France et à l'étranger, qu'un chef de parti qualifié peut, du jour au lendemain, être exclu du parti sur exclusive de Moscou. Il y a donc dépendance étroite : de même qu'un état-major d'armée opérant sur un théâtre extérieur, par exemple, n'a d'initiative propre que dans le cadre des directives reçues du grand état-major, de même la direction du parti

communiste français ou anglais n'aura d'initiative que dans le cadre des directives reçues de Moscou. Tout comme un général malheureux ou incapable, le chef de parti peut, à l'occasion, être blâmé ou révoqué.

C'est le Ve Congrès de la IIIe Internationale qui, à la suite des échecs subis par l'action communiste hors de Russie, s'est consacré à l'étude des partis communistes et à leur réorganisation, et aux méthodes à suivre pour les amener le plus tôt possible « à la conception de la lutte révolutionnaire »; c'est lui qui s'est terminé par les instructions unifiant cette réorganisation pour le monde entier, cette réorganisation devant être terminée à la date du 1er janvier 1925.

Dès le 3 janvier 1925, M. Hector Ghilini donnait dans *l'Illustration*, l'organisation supérieure et le plan de travail du parti, en ces termes :

« M. Semard, secrétaire général, a le contrôle et la responsabilité de toute la vie du parti devant le bureau politique qui en a la direction. En outre, il a la direction des ressorts suivants : 1° liaison avec la C. G. T. U.; 2° travail syndical; 3° jeunesses communistes; 4° liaison internationale.

« M. Marran, secrétaire-adjoint : 1° présidence du bureau d'organisation; 2° cellules d'entreprise et fractions communistes; 3° travail parmi les ouvriers étrangers et indigènes en France; 4° provisoirement, travail dans les corporations et chez les locataires.

« M. Louis Sellier, conseiller municipal de Paris, secrétaire-adjoint : 1° travail parmi les paysans; 2° écoles et cours marxistes, formation de correspondants ouvriers; 3° travail municipal.

« Mme Suzanne Girault : 1° secrétariat politique du bureau politique; 2° direction de la région parisienne et de la Seine-Inférieure; 3° travail dans l'armée.

« M. Doriot, député de la Seine : travail dans les colonies.

« M. Calzan : 1° direction des éditions; 2° contrôle de la presse. »

Tel est cet état-major. Point n'est besoin d'insister sur l'activité de ses divers bureaux, ni par exemple sur la notoriété et la continuité du travail accompli aux colonies par M. Doriot.

L'Humanité, en des articles quotidiens, dénonce vivement l'offensive menée contre le communisme, et s'exprime comme si son parti était uniquement suspect de communauté intellec-

luelle avec Moscou ou de sympathie envers les peuples opprimés; et, dans *le Quotidien*, M. Pierre Bertrand appuie sur le danger de persécuter « un parti, c'est-à-dire l'opinion, l'idée ».

Évidemment, ce lourd état-major pourrait n'être consacré qu'à une besogne d'ordre purement intellectuel; il n'est pas illicite, ni criminel de diffuser dans l'opinion les doctrines qui ont votre préférence, et de prendre à Moscou, par exemple, toute la documentation voulue, pour les faire triompher dans la jeunesse, parmi les ouvriers français ou étrangers, dans les administrations municipales ou dans l'armée. Seulement, les instructions transmises par Moscou visent-elles simplement une action sur l'opinion, sont-elles uniquement de même ordre que celles qu'on adresserait à un ambassadeur chargé de faire, par la persuasion, triompher une idée?

En Esthonie, en Pologne, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Allemagne lors du *putch* de Hambourg, les instructions de Moscou aux divers partis communistes ont été saisies et étalées au grand jour. Identiques et concordantes pour des partis communistes identiquement pareils au nôtre, elles étaient exactement de même nature que les ordres adressés à un commandant d'armée chargé d'enlever une victoire par la force; en outre, elles étaient accompagnées de moyens matériels, argent, armes. Il est fort probable qu'avant de souscrire au coup de main sur les bureaux de l'Arcos, l'Angleterre a fait quelque distinction de ce genre entre les encouragements moraux qui eussent pu être donnés à ses mineurs, et l'argent étranger qui a soutenu leur attitude.

Peut-on pousser l'impartialité et l'esprit de scrupule assez loin pour se refuser de juger par analogie? Tout, même l'aveu des intéressés, prouve qu'il n'y a pas un parti communiste français, un parti communiste anglais ou bulgare, mais bien un seul parti communiste, celui de Moscou, ayant une armée par théâtre d'opérations, exactement comme l'armée française a une armée du Maroc et une armée du Levant. Qu'elles aient des instructions, une technique et des buts identiques doit être logiquement certain; et, à défaut des instructions qui eussent pu être envoyées de Moscou au parti communiste français, nous avons l'organisation de ses troupes, et les instructions fournies aux dites troupes par le parti.

La formation purement militaire du parti communiste

Français en cellules, rayons, fédérations, se révèle en effet entièrement identique à celle qui a fonctionné en Bulgarie, par exemple : et il est inutile de s'appesantir sur une organisation que toute la presse a commentée, dès janvier 1925, de la façon la plus détaillée.

Toutefois, les journaux n'ont pu signaler, à cette époque, quelle méthode rigoureusement scientifique présidait à son instruction, et surtout à sa mise en place. Recrutement et préparation militaire par les jeunesses communistes; instruction militaire prise dans l'armée nationale au cours du service obligatoire, dont les adhérents au parti sont tenus par de nombreuses notes de tirer tout le profit possible, en vue de la lutte à venir : ils sont même sérieusement exhortés à acquérir des brevets de spécialités, grades, ou emplois utiles au parti; enfin, instruction théorique subséquente assurée par cours et conférences. Ces points ont déjà été relevés à plusieurs reprises.

En revanche, il n'a pas été signalé de façon assez claire combien sa mise en place, étudiée en raison d'un véritable plan de mobilisation, a été organisée de façon savante.

De même qu'une armée ne se compose pas d'éléments quelconques, disposés au hasard dans des garnisons quelconques, mais bien d'une proportion raisonnée de troupes différentes disposées en vue de missions distinctes, de même l'armée communiste ne se compose pas de groupements fortuits. Précises et impératives, les instructions se succèdent : il faut « truffer » d'abord les postes et les transports, occuper le gaz, l'électricité, l'eau, les spécialités, conquérir les municipalités. Voici pour la marine. Voici pour l'armée. Voici pour les campagnes. Voici des éloges pour telle branche, des blâmes pour l'insuffisance de résultats dans telle autre. Renseignez-nous en détail sur tels points : établissez le relevé des entreprises tenues par vos cellules, établissez celui des entreprises rebelles à la pénétration communiste. Relevez la liste des entreprises de transport; relevez celle des fabriques ou entrepôts d'armes, munitions, explosifs..., etc., etc.

Nous verrons, plus loin, à quelles missions précises sont destinées les différentes catégories de groupements, et de quelle minutieuse technique s'inspire l'ensemble. D'ores et déjà, le caractère de machine de guerre, et non de machine électorale,

s'affirme. S'il s'agissait d'un groupement politique désireux, comme les autres, de faire triompher par le bulletin de vote les idées qu'il croit les meilleures, le nombre des votants recrutés lui importerait seul. Radicaux ou radicaux socialistes, républicains, voire monarchistes, ne se désintéressent pas du souci de recruter le plus grand nombre possible de voix : mais aucun de ces partis n'a jamais cherché à les organiser militairement, et à les distribuer stratégiquement sous un commandement hiérarchique. Il y a là une différence capitale, qui, à défaut de documents écrits, aurait dû suffire à démontrer que l'action poursuivie dépasse les limites électorales, et vise bien le coup de force : chose, d'ailleurs, qui n'a jamais été discutée, tous les journaux du parti exposant avec la plus grande franchise que la politique à suivre est une politique de force à réaliser à coups de fusil.

Reste un point digne de remarque : l'anonymat des ordres, l'impersonnalité des chefs. Il n'y a que des numéros. Cette disposition est une disposition de sécurité, en cas de poursuites : mais, très explicitement aussi, les circulaires de Moscou lui assignent un autre but, celui d'empêcher toute popularité personnelle susceptible d'ériger un jour une volonté dissidente en face de la volonté du parti. Le souci de démolir par exemple la popularité d'un Trotsky, de l'amener à la soumission complète, en est un exemple frappant : nulle volonté, nulle personnalité ne doit exister en dehors de la direction de la III[e] Internationale, disposition qui écarte toute possibilité de coup d'État prétorien à l'intérieur de celle-ci.

Aucune discipline militaire, dans aucune nation civilisée, n'a jamais été aussi loin.

LA PREMIÈRE PHASE

Nous venons de voir, exposée en raccourci, l'organisation de la machine de guerre.

Son emploi, rigoureusement étudié d'après les dernières données de l'art militaire, ressort et des expériences faites, et des instructions saisies.

Le maréchal Pétain, alors qu'il n'était encore que le général Pétain, sortit, dit-on, lors de la première attaque qu'il eut l'honneur de préparer, le premier des tranchées, la canne à la

main. Il entendait prouver, par l'exemple personnel, qu'une attaque rigoureusement montée, scientifiquement étudiée dans ses moindres détails, doit s'exécuter sans difficultés ni pertes, — aboutissement facile, naturel et logique d'un travail consciencieusement établi par un bon ouvrier.

Je n'avais pas l'honneur d'être présent à cette action mémorable, mais j'aimerais que la légende fût l'histoire : car elle exprime une vérité. Cette vérité, la technique révolutionnaire des soviets en est imprégnée : une attaque correctement préparée doit réussir sans pertes, et seule une attaque bien préparée doit être lancée, car toute autre entraîne des pertes et ne procure aucun résultat.

Dans la révolution, la phase capitale et principale est la phase de préparation. La phase d'exécution n'est rien, si la première est parfaite.

Il y a donc à envisager dans une action de révolution : la phase préparatoire, la phase d'exécution et la phase d'exploitation, la première commandant la réussite de la seconde.

Pour la clarté du sujet, j'exposerai, d'abord sous forme de tableau, les mesures préconisées dans la première de ces phases, quitte à les expliquer après.

L'action révolutionnaire est délibérément conçue comme l'action d'une minorité agissante, qui a en face d'elle deux adversaires : le gouvernement capitaliste d'une part, adversaire qu'il s'agit d'abattre, et la masse amorphe du peuple qui peut être ou nettement hostile, comme « les bourgeois » ou encore indifférente. Lénine estimait au maximum à 500000 hommes le parti communiste, devenu maître souverain d'un peuple de 120 millions d'habitants au moins ; mais, à l'époque du coup d'État bolchévique, ils n'étaient pas encore 500 000 ; ils n'étaient guère que quelques milliers de militants conscients : c'est bien le règne d'une minorité qu'il s'agit d'établir sur des masses.

Il y a donc deux ordres d'idées très distincts :

— l'action sur les masses, par voie de conquête et d'organisation pour ceux qui peuvent être amenés à l'idéal communiste, par voie de désagrégation pour les autres ;

— l'action sur le pouvoir.

Dès lors, le tableau de travail s'établira comme suit :

TECHNIQUE DE PRÉPARATION

ACTION SUR LES MASSES

A. — CLASSE OUVRIÈRE.

1° *L'éduquer par :*

a) La presse de propagande. Tracts. Brochures. Journaux. Films.

b) Les conférences de propagande, semaines de bolchévisation.

c) Les écoles et cours de propagande.

2° *L'organiser :*

a) Dès la jeunesse par les jeunesses communistes.

b) Dans la nation par l'organisation du parti en cellules, rayons, fédérations.

3° *La tenir en haleine :*

a) Par l'immixtion dans tous les conflits du travail.

b) Par les procès d'opinions.

4° *L'aguerrir* par des manifestations progressives.

B. — CLASSE BOURGEOISE.

Détruire les influences bourgeoises :

a) Clergé.

b) Famille (mouvement féministe).

c) Œuvres bourgeoises (spécialement charité).

ACTION SUR LE POUVOIR

1° *Pas de participation au pouvoir*, pour ne pas y compromettre le parti, mais appui à toute action des gauches.

2° *En revanche, conquête des organes administratifs*, en particulier municipalité.

3° *Assurer sa liberté d'action*, en s'appuyant sur les lois bourgeoises : liberté d'opinion, liberté de presse, liberté de réunion, liberté d'association.

4° *Affaiblir la volonté du pouvoir*, en lui arrachant des capitulations successives dans toutes les questions ouvrières, spécialement de grèves (non intervention, amnistie, réintégrations) et en l'habituant à des « manifestations pacifiques ».

5° *Affaiblir l'armée*, en appuyant toute mesure de nature à diminuer sa puissance. Si l'on ne peut la pénétrer, accentuer la défiance entre le gouvernement et l'armée (spectre du coup d'État prétorien). Obtenir sa non intervention dans les troubles ouvriers (protestations contre les « provocations militaires »), annihiler l'esprit d'initiative par la question de subordination stricte aux ordres du pouvoir civil. Action sur les rengagés, sur les réservistes, sur les mutilés et les pensionnés.

Cette sèche énumération pourrait suffire à des initiés. Elle réclame quelques éclaircissements et il faut s'excuser de les donner simplement dans l'ordre des points étudiés, sans essai nouveau de classification.

La distinction entre la classe ouvrière, seule apte à l'action collective, et la bourgeoisie, qui ne l'est pas, repose sur une idée fondamentale dont on ne saurait contester la justesse. Les ouvriers, de quelque nature qu'ils soient, ont aisément des besoins communs, parce que ces besoins sont surtout maté-

riels. Qu'ils soient ouvriers en fer ou en bois, on peut les grouper sur les mêmes questions de retraites ouvrières, de réglementation des heures du travail, de lois sur le chômage et les accidents du travail ; le prolétariat peut être groupé et agrégé en un tout. Le reste, non. Les bourgeois, — ingénieur, officier, avocat, courtier, industriel, — habitant la même maison, n'ont aucun intérêt matériel commun. Plus on s'élève dans l'ordre intellectuel, plus les besoins sont différenciés, et moins les hommes sont faciles à rallier en vue d'une action commune.

La presse communiste est donc délibérément rédigée en vue du prolétariat seul. La direction des éditions établit les brochures : on peut se les procurer à la direction de *l'Humanité*. Il existe neuf grands journaux du parti : beaucoup sont distribués aux portes des usines. Quant à la propagande par le film, qui atteint de façon sûre les illettrés, elle est l'objet des soins les plus grands, et une étude spéciale pourrait être consacrée à cet objet.

Les écoles et cours marxistes existent à Paris, 120, rue Lafayette. Pour former des « correspondants ouvriers » adultes choisis dans les usines, on les fait assister à une série de cours et conférences, si possible à la faveur d'un congé payé par le patronat ; s'ils ne peuvent obtenir de congé payé, ils reçoivent une indemnité réglée par la caisse du parti.

La propagande est faite par congrés, par semaines d'agitation au cours desquelles une équipe d'orateurs travaille un centre ouvrier désigné, et par tournées parcourant la France entière.

Inutile de reparler de l'organisation des cellules : elle est connue. Mais il est bon de rappeler que, peu à peu, elles sont arrivées à se constituer non seulement dans les plus grandes usines, mais encore, selon le programme établi, *dans les principaux organes administratifs et militaires* qui sont, selon la formule consacrée, ainsi « noyautés ». Des listes impressionnantes ont été fournies récemment par la presse.

L'immixtion de l'action communiste dans les conflits du travail est un fait connu. Ce qui l'est moins, c'est la doctrine régnante en matière d'action directe et de procès. L'action directe collective est sévèrement condamnée pour éviter des échecs et un affaiblissement du parti. Les violences individuelles sont considérées comme nécessaires pour avoir des

« martyrs » de la cause, permettant un développement théâtral des opinions avec la publicité gratuite du procès et ses commentaires dans la presse. Les procès politiques sont recherchés dans le même ordre d'idées. Un exemple typique en sera le procès Cornavin, pour séquestration, alors qu'il s'agissait au fond d'une violence des plus modérées, l'honorable député ayant été enlevé un peu vivement et conduit d'office à un déjeuner à la campagne, à l'heure même où il eût dû prendre la parole dans une réunion publique. Évidemment il ne s'agissait, ni pour M. Cornavin, ni pour son avocat, maître Berthon, de poursuivre la réparation d'une dangereuse violence, mais bien de saisir une occasion unique d'exposer, avec un maximum de publicité, les théories du parti.

Quant à l'aguerrissement des membres organisés du parti par des manifestations fréquentes, mais pacifiques, qui leur permettent de se compter et de s'habituer à tenir la rue avec le sentiment de leur force, on en a eu un exemple frappant avec le transfert des cendres de Jaurès. Le résultat a toutefois dépassé les intentions du parti, car cette fois-là, les pouvoirs publics ont eu trop nettement l'impression que les bornes du licite étaient dépassées, et que l'on atteignait une limite réellement dangereuse : aucune manifestation de la même ampleur n'a été tolérée depuis.

La tactique à suivre vis-à-vis de la classe bourgeoise découle des idées les plus justes. Nous l'avons dit plus haut, elle ne peut être organisée sur la base d'intérêts matériels communs : elle n'offre donc aucun intérêt matériel de combat et n'est pas assimilable par le communisme. Mais elle offre une singulière force de résistance et elle fournit dans tout État la majorité du personnel dirigeant. Il est important de l'affaiblir : comment ?

C'est ici qu'intervient cette remarquable idée que les bourgeoisies, en l'absence d'intérêts matériels communs, ont cependant toujours présenté dans l'histoire une puissante cohésion fondée sur des liens moraux : la religion, la famille, le loyalisme envers le régime (royaliste, etc...), ou le patriotisme. Supprimez ce dévouement collectif à des idées morales, vous supprimez tout lien entre une collectivité aussi disparate que celle des bourgeois : c'est en ces points, en ces points seuls, qu'il faut attaquer la bourgeoisie, et lui enlever toute force.

La lutte contre la religion ne se présente pas sous la forme

périmée de l'antique anticléricalisme. « L'homme noir » appartient à un vieil arsenal, et la puissance temporelle d'un clergé quelconque n'effraie plus personne. Ce n'est ni une religion, ni un clergé donnés qui sont visés : ce que le communisme poursuit, c'est la doctrine chrétienne de résignation, l'acceptation d'une loi qui sanctionne l'existence de riches et de pauvres, et qui enseigne aux malheureux à supporter leurs souffrances avec l'espoir d'une récompense dans la vie ultérieure. D'un chrétien convaincu, aussi bien d'ailleurs que d'un bouddhiste réfugié dans sa vie intérieure, on ne peut faire un révolté contre les inégalités sociales : c'est un homme perdu pour la cause. Le mot de Lénine, « La religion est de l'opium pour le peuple » dit exactement ce qu'il veut dire, et porte pour la première fois la lutte sur un terrain nouveau.

Il y a moins d'originalité dans la lutte contre la famille : elle se poursuit sur le terrain de l'éducation et sur le terrain féministe, avec une violence extrême. Depuis les Grecs, tous les projets de société communiste ont prévu l'éducation des enfants hors de la famille, et la coéducation des sexes : essai d'ailleurs tenté pendant la Révolution française au Champ de Mars, et réalisé en Russie avec de bien pénibles résultats. Depuis les Grecs également, les théories d'émancipation des femmes, — jusqu'à leur nationalisation inclusivement, — ont été prônées. Il serait malséant de revenir sur certains excès russes : mais à Paris, au Congrès du 16 novembre 1924, il nous a été donné d'entendre quelques phrases vraiment effrayantes : « Aucune révolution ne sera possible tant que la famille et l'esprit familial existeront. » « La famille est une institution bourgeoise, inventée par l'Église... Il faut détruire la famille : pour avoir la femme, il faut la sortir de son foyer. » « La femme n'est qu'une chienne, une femelle, si elle aime ses enfants. » Ce ne sont que des phrases... Mais elles apportent la certitude que dans tout projet de loi concernant la famille et ses intérêts, l'action communiste s'exercera à fond, conformément à sa doctrine, contre la solidité des liens familiaux, déjà très affaiblis depuis un siècle. Inutile de continuer sur ce sujet par l'exposé d'une action universellement connue en faveur du malthusianisme.

Quant à la lutte contre le loyalisme envers l'État : patriotisme, nationalisme, — sentiments théoriquement sans valeur

pour des internationalistes, — elle est difficile à mener de front en attaquant le patriotisme, trop vivace dans les cœurs français. C'est cependant le seul lien assez fort pour rallier, comme l'a prouvé le bloc national, des bourgeois différant d'idées, par ailleurs, sur bien des points. Elle est donc menée par un biais assez peu subtil, qui consiste à accuser de fascisme tout essai de groupement sur une base nationale. Bon nombre de Français, pénétrés de l'esprit de liberté hérité de la Révolution, tremblent à la seule évocation du spectre prétorien d'un dictateur. Le jeu qui consiste à créer l'équivoque entre toute tentative nationaliste et une entreprise dictatoriale est encore efficace ; mais il est possible que le bon sens reprenne ses droits.

L'étude de la lutte contre les influences bourgeoises serait incomplète si l'on négligeait une des formes de propagande des plus spécieuses, des plus curieuses et des plus efficaces. Il s'agit de la lutte entreprise contre toutes les œuvres d'instruction ou d'assistance bourgeoises. On peut en concrétiser les principes en les ramenant à la lutte contre la charité : et son but est de démontrer que toutes les fois où le capital crée une œuvre en apparence utile ou bienfaisante pour les ouvriers, c'est dans l'unique dessein de les mieux asservir.

Cette thèse paradoxale est soutenue par le fameux romancier espagnol, Blasco Ibanez, dans un livre intitulé *la Cité des futailles*, dont le thème est emprunté aux troubles communistes de Catalogne.

L'ouvrier est un opprimé, l'esclave du capital. Il faut, pour la réussite de sa juste cause, qu'il soit et reste révolté. En endormant sa souffrance par des soins, en le nourrissant quand il meurt de faim, en le soignant quand il est malade, la charité bourgeoise ne poursuit que des buts égoïstes, et cherche à le lier par une reconnaissance imméritée. Pour ces soins, pour ces dons, l'ouvrier ne doit aucune reconnaissance ; car il a droit, non seulement à tout ce qu'on lui donne, mais encore à tout ce qu'on lui refuse, et c'est lui qui devrait être maître absolu du capital : il lui appartient.

Il est aisé d'en conclure qu'en aucun cas on ne peut compter sur la bienveillance du communisme pour les tentatives d'améliorations sociales, ni se flatter de s'en approcher assez pour désarmer son hostilité. Bien au contraire, car les œuvres

sociales retardent la révolution. Les théories de Lénine sur la technique révolutionnaire sont formelles en cette matière. Dans ses considérations sur l'opportunité immédiate de la révolution, il considère qu'elle est d'autant plus difficile que l'État considéré est politiquement plus évolué : en Hongrie, pays proche de la féodalité médiévale où existait nettement une minorité aristocratique, il considérait comme facile de jeter sur les châteaux l'immense masse des opprimés : on l'a vu avec Bela Kuhn ! Il revient à plusieurs reprises sur la difficulté qu'il y a à susciter un mouvement analogue en France, pays de petite propriété où la distinction entre le capital et le prolétariat est beaucoup moins tranchée, où l'oppression est moins évidente.

Vis-à-vis d'améliorations sociales qu'il ne peut condamner sans perdre sa clientèle, mais qu'il déplore parce qu'elles retardent l'heure des revendications par la force, le communisme est donc réduit à une tactique de surenchère dont il est aisé de trouver des applications.

La partie de la préparation qui concerne les pouvoirs publics peut être étudiée à l'aide de documents français et étrangers.

Pour la non participation au pouvoir, les déclarations communistes sont par elles-mêmes assez nettes. Il est évident que le parti n'a aucun intérêt à risquer l'entreprise de participer au gouvernement sans réaliser « ses » réformes, et tout avantage à critiquer, sans avoir fait la preuve qu'il est capable de mieux faire, la gestion bourgeoise ; il est non moins certain qu'il a tout avantage à soutenir provisoirement ceux qui, par surenchère démagogique, ont l'imprudence de se rapprocher le plus de lui, quitte à se substituer à eux plus tard. La comparaison historique extrêmement juste du rôle de ces imprudents avec celui de Kerensky, a été si souvent répétée qu'il est inutile d'y revenir.

Quant à la conquête des organes administratifs, c'est une nouveauté qui répond à une nécessité tactique. Les techniciens de la révolution bolchévique n'ont pas eu de peine à constater que l'on tient un pays beaucoup moins par les organes de commandement que par les organes administratifs. Les révolutions de type prétorien ont pu faire se succéder en

France, en quelques années, la République, l'Empire, la Royauté, sans rien changer matériellement à la vie économique, parce que l'administration (des ministères aux municipalités) restait en place et continuait son métier quotidien sans changement. Or, il s'agit, dans la révolution bolchévique, de modifier radicalement la vie économique du pays. D'où, la conquête nécessaire, spécialement des municipalités. Depuis que l'ordre en a été donné en 1924, on peut mesurer les progrès de la « ceinture rouge » de Paris, ceux qui ont été réalisés en province et dans nos ports.

Pour saisir sur le vif, avec toute la précision d'un cours d'école, l'ensemble de la technique bolchévique dans la période préparatoire, il convient de se reporter à un document historique extrêmement curieux. C'est le livre intitulé : *Dragon rouge et Chemises noires* et publié par sir Percival Philipps, correspondant du *Daily Mail* en Italie pendant la crise bolchévique.

On y voit la suite des cortèges avec drapeau rouge, meetings et réunions, appels à la haine des classes, qui préparent le mouvement ouvrier de Turin. On y suit les protestations véhémentes, au nom de la liberté, par lesquelles le parti obtient peu à peu la carence du pouvoir. Les grèves se succèdent ; et, chaque fois, les tentatives de « conciliation » du gouvernement dégénèrent en pression sur le patronat, et en satisfactions régulièrement données aux exigences croissantes des ouvriers. On y voit chaque « victoire » du parti suivie d'une audace croissante des meneurs, au point que la vie matérielle devient impossible à tout ouvrier non affilié ; puis, la majorité électorale étant atteinte grâce à cet enrôlement forcé, les municipalités tombant peu à peu, au besoin par la force au service de la fraude électorale, entre les mains communistes : en deux ans, les communistes étaient maîtres de toute l'Italie du nord, et les cheminots maîtres des voies ferrées.

Cependant, au Parlement, les députés socialistes appuyaient le mouvement communiste, au point d'en arriver à quitter le Parlement en criant : « A bas le roi ! » ; et, à la même époque, nulle force militaire régulière n'était déjà plus en état de s'opposer au mouvement. Comment en était-on venu là ?

L'armée avait été sapée par une patiente campagne de désagrégation. Action sur les réformés et sur les blessés de guerre,

objets d'une insultante commisération pour avoir, en échange d'une maigre pension, perdu leur santé et leurs membres « au service du capital ». Action contre le corps d'officiers, insulté, bafoué dans la rue : on arrache aux « galonnés » leurs décorations, en pleine voie publique, et des incidents trop naturels s'en étant suivis, on crie à la brutalité militaire ; les cheminots se refusent à admettre les officiers en tenue dans les trains. En 1920, le gouvernement ne trouvait rien de mieux, pour mettre un terme à cette situation, que d'inviter les officiers à ne plus paraître en public en uniforme avec des armes.

Entre temps, de capitulations en capitulations, on en arrive au coup de force de Turin : et lorsque les ouvriers, forçant les usines, chassant les patrons, massacrant les ingénieurs, eurent inauguré une ère de violence indescriptible, le gouvernement se trouva entièrement désarmé. Certes, il donna l'ordre d'envoyer, enfin, des troupes : mais les mécaniciens se refusaient à faire partir les trains. Il était trop tard.

L'Italie était sur l'extrême bord du précipice. Alors que le mouvement ouvrier était déjà maître de la rue, le Parlement séparé en factions hostiles, l'armée amoindrie et immobilisée, le pouvoir sans autorité, on peut dire que la révolution était virtuellement faite. D'ailleurs elle eut lieu, sans coup férir : mais pas du fait des communistes. Ceux-ci ne possédaient pas encore l'organisation et la technique mises au point depuis août 1924 par la III^e^ Internationale : et l'organisation s'étant trouvée meilleure dans le camp adverse, chez les « Chemises noires », ce sont ces derniers qui les ont gagnés de vitesse et ont imposé leur volonté à des pouvoirs publics suffisamment affaiblis.

La préparation de la révolution en Italie comporte, sur la valeur de la technique créée par le bolchévisme, le plus précieux enseignement expérimental connu.

ON PASSE A L'EXÉCUTION

Nous venons de dire que le passage à la période d'exécution n'offre, dès lors, aucune difficulté : tous les éléments destinés à coopérer à son exécution sont déjà à pied d'œuvre et assurés de n'être contrariés en rien dans la besogne qui leur est fixée. Ici encore, il y a une tactique à suivre à l'égard des masses, une autre à l'égard du pouvoir.

TECHNIQUE D'EXÉCUTION

ACTION SUR LES MASSES

Terrifier le bourgeois par la descente en masse dans la rue. Postes, patrouilles, mitrailleuses, autos blindées.

Le désarmer, en supprimant les journaux afin qu'il ne sache rien, l'argent en fermant les banques; le priver des moyens de transport (autos) et l'empêcher de s'organiser (contrôle des réunions).

Nationaliser banques, usines, industries, maisons privées (rôle des cellules).

S'assurer de l'argent nécessaire par mainmise sur les banques, par contributions sur les caisses publiques et privées.

Établir une police et une justice populaires, régler la circulation par l'exigence d'une « carte d'identité ». A partir de ce moment, le bourgeois ne peut plus s'échapper.

Contrôle des armes privées, prétexte à perquisitions et à amendes.

ACTION SUR LE POUVOIR

Isoler le pouvoir central par la mainmise sur les communications : P. T. T., transports. (Rôle des cellules correspondantes.)

Isoler par la même méthode les organes subordonnés, provinces, commandements militaires, supprimer les personnalités gênantes.

Dresser un pouvoir des soviets en face de l'ancien pouvoir, partout où le mouvement a une supériorité évidente, et seulement alors renverser les anciennes autorités.

Ne pas toucher aux points (campagnes, provinces) où le parti gouvernemental a la supériorité, mais se borner à les isoler complètement. Ils tomberont faute d'ordres, de nouvelles, d'argent, de ravitaillement et seront réduits aisément une fois que le régime soviétique aura pris de la solidité ailleurs.

Au point de vue administratif, n'y pas toucher : substituer dans chaque administration noyautée la cellule d'administration à la direction correspondante. Le reste sera exécuté à la phase d'exploitation.

Au point de vue armée, ne pas chercher les conflits. Isoler les commandements, isoler les casernes, empêcher les chefs de rejoindre leurs postes pour paralyser l'ensemble. Tâcher d'obtenir des défections d'abord d'isolés, ensuite de groupes constitués, et les regrouper aussitôt pour montrer que la révolution est soutenue par l'armée : s'en servir pour débaucher d'autres unités. Propagande, ruses.

Toute la technique concernant les masses est imbue des procédés de l'état de siège. Une population qui sent les rues gardées par des postes dont elle ignore les consignes et la force, qui est confinée dès la tombée de la nuit dans ses demeures, qui ne peut circuler librement sans exhiber à chaque carrefour sa carte rouge; qui ne sait rien de ce qui se passe, sauf ce que le « commandement » veut bien lui laisser savoir, est entière-

ment désorientée et inapte à la réaction. Par ailleurs, l'ennemi, — en l'espèce le bourgeois, — privé de ses autos, de ses trains dont il ne peut user sans autorisation du soviet local, mis dans l'impossibilité de réaliser ses fonds dans les banques, et de fuir avec sa famille, faute d'argent, incapable de s'organiser, puisqu'il ne peut entrer par voie de réunion en contact avec ses concitoyens, restera là, prisonnier, obligé d'attendre l'heure où la « justice populaire » lui demandera ses comptes et fera main basse sur tout ce qu'il possède : nulle évasion possible de « matière imposable ». Ceux qui ont vécu la Russie de 1917-1918 reconnaîtront ce tableau : il a été brossé trop souvent pour n'être pas déjà connu également de la majorité du public lettré. Que faire, où fuir, et comment? Certes, la suppression des moyens matériels de transport est une difficulté ; mais tous ceux qui ont vécu des journées de ce genre déclareront hautement que la difficulté n'est pas tant dans le manque de moyens matériels (on peut vendre des bijoux, payer des complicités) que dans le manque de renseignements. Ne rien savoir de ce qui se passe au monde, est atroce. Quitter l'endroit où l'on est, mais pourquoi? Aller ailleurs? Peut-être la révolution y est-elle également établie, et on y trouvera les mêmes dangers. Se renseigner même est dangereux. Agir, dans un sens quelconque, est passible de cette « justice populaire » établie à chaque carrefour. Avoir découvert l'importance de la lutte pour les journaux, lutte menée à coups de mitrailleuses à Pétrograd aussi bien qu'à Buda Pesth, est un des traits de génie de la technique bolchévique.

D'ailleurs, l'ensemble du système de combat contre le pouvoir gouvernemental est dominé par une idée profonde d'une admirable justesse.

Les gouvernements du xx^e^ siècle sont abusivement centralisés. C'est quelquefois une force, mais, en ce cas, c'est une faiblesse. A l'époque des puissants gouverneurs de province et des parlements provinciaux, il eût fallu préparer autant de révolutions simultanées que de provinces : et une province non touchée par la révolution restait organisée pour prendre l'offensive et dégager le pouvoir central. Actuellement, les autorités subordonnées d'un État ne représentent que des agents d'exécution subalternes, dépourvus d'initiative légale, ou, au minimum, mal préparés à user d'une initiative sans objet dans la vie

commune : ils sont habitués par un usage quotidien à ne prendre nulle décision tant soit peu importante sans en référer au préalable, au moins par téléphone ; et d'ailleurs les moyens matériels leur manquent, l'argent et les ravitaillements nécessaires à la vie quotidienne leur étant mesurés régulièrement par l'administration centrale.

On pourrait trouver un point de comparaison dans ces puissants cuirassés modernes que commande, d'un seul poste de commandement, une seule centrale électrique, et dont toutes les tourelles aveugles, mais conjuguées, virent simultanément au déplacement d'une seule manette pour cracher en même temps sur un même point leurs vingt tonnes de projectiles. C'est d'une puissance incomparable ; mais un seul pétard dans le poste de commandement, un seul fil coupé... et rien n'existe plus. Aussi a-t-on pris soin de dédoubler les commandes et de donner à chaque tourelle, à chaque organe, un commandement de secours décentralisé.

En tout cas, dans la révolution russe, comme dans tous les essais de révolution ultérieurs menés sur les mêmes principes, on a toujours dirigé l'attaque de la même façon. Les vieilles révolutions marchaient sur le Palais et sur les Chambres, et, tandis que la foule perdait son temps à essayer de renverser des *personnes*, la troupe alertée venait au secours du pouvoir. La révolution bolchévique ne s'occupe absolument pas des personnes, au moins au début : elle marche sur les téléphones et télégraphes, sur les postes et journaux, de façon qu'il n'y ait ni ordres envoyés, ni renseignements reçus ; elle ne renverse pas, elle paralyse.

Et à quoi bon marcher sur les P. T. T. ? Ce n'est que pour les protéger contre une reprise par l'ennemi, car, *en fait*, c'est dans la période préparatoire qu'on les a conquis en les truffant de cellules. Les P. T. T. sont la cheville ouvrière de la révolution bolchévique, et si la préparation est bien faite, ils sont de longue date occupés par les cellules communistes. Un signal d'exécution suffit pour qu'ils cessent de transmettre quoi que ce soit venant du pouvoir, ou adressé au pouvoir. De la révolution le chef de l'État peut tout ignorer, alors qu'elle est déjà réalisée ; il peut dormir tranquille en son palais, sans que le téléphone familier vienne troubler son somme. Cela n'est pas un paradoxe : en dehors du cas de Kerensky, ne sachant ni où

étaient ses ministres, ni où étaient ses troupes, il y a un cas historique intéressant à méditer.

Je ne voudrais en aucune façon rien dire qui parût dirigé contre M. Mussolini; mais les conditions mêmes de la lutte entreprise par lui contre le bolchévisme, au moment d'une carence complète du gouvernement officiel, l'ont mis dans l'obligation d'appliquer, par une sorte de mimétisme nécessaire, exactement les mêmes méthodes que ses adversaires. Il faut lire, dans le livre de M. Perceval Philipps, l'histoire d'une certaine séance du Conseil des ministres où les plus hautes autorités de l'État, enfin rassemblées à Rome et conscientes du danger, décident d'envoyer des ordres aux divers commandants de corps d'armée, de décréter l'état de siège et d'arrêter ces forces qui, illégalement, marchent sur la capitale; l'impossibilité où ces mêmes autorités sont d'expédier le télégramme qui contient leurs ordres, ignorant d'ailleurs que les commandants de corps auxquels ils s'adressent sont déjà passés à l'ennemi, ou isolés par lui. Le lendemain matin exactement, les chemises noires entraient à Rome : grâces en soient rendues aux dieux tutélaires de Rome, ce n'étaient que les chemises noires et non pas les chemises rouges, circonstance entièrement indépendante de l'action ou plutôt de l'inaction gouvernementale!

Le fait en lui-même prouve que, le téléphone une fois coupé, un chef de gouvernement, un gouvernement tout entier, ne sont rien, — moins que rien, — dans la marche des événements.

L'auteur du présent article a personnellement passé quelques heures avec Kerensky dans la nuit qui vit sa fuite en Finlande. La situation de cet homme, encore nominalement chef d'un puissant État, avide de savoir ce qui se passait à Pétrograd, à quelques kilomètres de lui, et si un secours quelconque était en route des armées vers son palais de Gatchina, touchait à la tragédie antique. Le drame du silence enveloppait sa garde et ses derniers séides : tous, anxieux, scrutaient cette ombre hostile, et les cœurs, glacés, supputaient chacun leurs chances individuelles de salut. Furtive, sans qu'aucun bruit de moteur l'eût révélée, l'auto du dictateur s'enfonçait déjà dans la nuit noire, vers une problématique Finlande. Personne n'a soupçonné sa fuite.

Qui n'a pas vécu dans cette atmosphère n'a pas le droit de parler d'un danger qu'il ignore. Le technique révolutionnaire

des Soviets était parfaitement inattendue en 1917 pour les autorités russes, qui ne pouvaient pas ne pas être mises hors de combat, sans possibilité de se défendre. J'ai, personnellement, entendu blâmer l'incapacité, l'inertie, l'ignorance des chefs vaincus, et j'ai cent fois aussi entendu dire : « Cela ne se passerait pas comme cela chez nous... je ferais... j'ordonnerais... » Faire quoi, quand on est tout seul? Ordonner quoi, quand la possibilité vous manque de transmettre vos ordres?... Il est trop tard ! C'est avant l'événement qu'on a été vaincu !

Pour bien se représenter l'efficacité de cette technique, et tâcher d'en comprendre le danger, il importe de faire effort de volonté, et de se mettre dans l'état d'esprit d'une situation vécue. Prenons, par exemple, celle du commandant de la XII[e] armée à Pskov, au jour de la révolution.

Il est là, entouré de son formidable état-major, assez incertain de ce que sont et font ses troupes, et de ce qui peut se passer à Pétrograd où est le gouvernement, aussi bien qu'à la Stavka où se trouve le commandement suprême. Il sait bien qu'il y a dans son service des transmissions des comités, — nous dirions, selon la terminologie actuelle, des cellules, — qui ont la possibilité d'arrêter ou de laisser passer à leur gré les télégrammes... Et, pour l'heure, il ne reçoit rien. Voici pourtant un télégramme, des plus réguliers, venant du ministère, chiffré au chiffre de l'état-major. « Nous avons pris le pouvoir. Je vous ordonne de vous trouver avec votre état-major à l'arrivée du train X... par lequel je vous apporte mes ordres. Signé : Krylenko... ministre de la Guerre. » — Krylenko, hier, était aspirant. — Que faire? Certes, consulter la Stavka ; mais le fil reste muet. Qu'existe-t-il encore en Russie? Quel est ce pouvoir qui télégraphie de Pétrograd, et qui a, pour continuer notre comparaison de tout à l'heure, cambriolé le poste de commandement du cuirassé? D'ailleurs, l'a-t-il cambriolé, ou lui a-t-on donné la clef ? Ses ordres sont, selon toutes les formes, réguliers. Agir? Bien sûr : arrêter ce train, se saisir de cet usurpateur. Oui, mais comment donner des ordres? On ne peut faire venir de troupes par voie ferrée : le comité des transports, — lisez cellule, — ne fournira ni wagons, ni locomotives. D'ailleurs quel indice, sinon une conviction intime, établit que l'aspirant Krylenko usurpe les fonctions de ministre de la Guerre? On a changé dix fois de ministres, déjà, sans en avertir les comman-

dants d'armée. Bref, à l'heure fixée, immobile et muet devant un état-major figé, le chef d'armée attendait, tête nue, l'arrivée du train ministériel, tandis qu'à quelques centaines de kilomètres, également isolée, la Stavka, coupée de ses commandants d'armée, agonisait dans le silence.

Nettement inspirée des doctrines de la grande guerre sur la réduction des centres de résistance, la technique révolutionnaire isolait, de même, les provinces séparées.

Second exemple vécu, à Omsk. Le gouverneur civil constate que, depuis quelques jours, rien ne vient de Pétrograd. Les trains du transsibérien mis en route vers la capitale sont partis régulièrement, mais nul ne revient ; et les ingénieurs, soucieux, voient diminuer la quantité du matériel roulant dont ils disposent : à leur insu, ils en font journellement cadeau à l'ennemi. Or, si les organes officiels ne reçoivent aucune nouvelle, il semble bien que la poste transmette à des groupements politiques privilégiés certains renseignements précis : car ils affichent une extrême audace, et parlent d'une révolution maîtresse de Pétrograd et de toute la Russie. Le commandant territorial des troupes locales ne reçoit nul ordre du gouverneur civil ; lui aussi est dans l'ignorance de ce qui se passe : qui a pris le pouvoir, et comment? Cependant, dans le personnel civil, voici des changements qui se produisent : aujourd'hui la municipalité, demain telle ou telle administration. Puis, sans avertissement, la nouvelle de la fuite ou de l'arrestation, et du remplacement du gouverneur civil; et voici les trains qui reparaissent, venant de la capitale, mais apportant cette fois, en vertu d'ordres des plus réguliers signés de noms nouveaux, des troupes identiques aux autres. Et voici des ordres : se soumettre ou entrer en prison. Il est trop tard pour agir.

Ce serait une souveraine injustice, et une injure à la mémoire d'honnêtes gens, dont beaucoup sont morts à leur poste, d'imputer à leur impéritie, à leur faiblesse, à leur ignorance, l'incapacité où ils se sont trouvés d'inaugurer une riposte heureuse à une attaque aussi savante qu'imprévue. La vérité, c'est que la partie est à peu de chose près perdue, avant que d'être engagée, si la faiblesse gouvernementale laisse mettre en place aux points vitaux les troupes de l'adversaire. Or, qu'on ne s'y trompe pas, les points vitaux sont avant tout les organes de transmission d'ordres, les P. T. T. ; ensuite les transports, chemins de fer,

puis autres transports en commun; enfin l'eau, l'électricité, le gaz, qui permettent de réduire à merci une ville en quelques jours. Les cellules dans la marine ou dans la troupe, utiles par la suite pour entraîner des défections, n'ont qu'une importance de beaucoup secondaire. Il n'a pas manqué de régiments fidèles, en Russie ; mais ils ne savaient que faire ni comment faire, qui les eût transportés et ravitaillés. En revanche, les régiments passés aux Soviets, ayant déposé leurs officiers et confié le commandement au comité, — lisez cellule, — de régiment, étaient abondamment ravitaillés, transportés partout où leur présence était utile, et parfaitement renseignés sur tout ce qu'il leur était utile de savoir. Par rapport aux régiments fidèles, ils étaient dans la situation d'un homme clairvoyant en attaquant un autre qui aurait les yeux bandés. Partie inégale, et perdue d'avance.

En Russie, la machine révolutionnaire mise en place était encore imparfaitement montée. En Italie également : et il y en avait une autre, pour la combattre sur le même terrain, les faisceaux autonomes. En France, si l'on en croit les statistiques électorales, il y aurait 800 000 communistes. Plus qu'en Russie. Certes, il faut compter que bien des milliers de voix vont aux communistes par ignorance, ou par protestation, sans conviction bien établie. Mais quel est le nombre exact de cellules militantes déjà mises en place à leur poste de combat dans des administrations vitales pour le fonctionnement de la machine gouvernementale? A cette question nul État ne peut donner la réponse exacte. Et cependant, je ne sais s'il existe un État au monde qui puisse aujourd'hui affirmer que ses administrations n'ont pas été pénétrées... Rien, avant l'heure de l'attaque, ne doit le déceler, si le travail révolutionnaire de mise en place est bien fait.

Reste la troisième phase que nous avons annoncée plus haut dans le plan de la révolution bolchévique : la technique d'exploitation du succès. Les soviets ont eu, à organiser leur victoire, les plus grandes difficultés : et faute d'avoir songé à l'exploitation, ils ont laissé leurs troupes victorieuses détruire, dans l'ivresse du succès, à peu près tout ce qui était nécessaire à la vie administrative et économique du pays. Mais cette technique nous importe peu, si nous sommes décidés à ne pas être battus. *Et nous ne devons pas être battus, sous peine de périr avec le monde civilisé tout entier.*

LA FRANCE EST AVERTIE

N'allons pas croire en effet que la technique révolutionnaire, — si neuve, si hardie et redoutable que nous l'ayons montrée, — soit sans riposte possible.

Les Russes n'ont su que faire. C'est normal, ils n'étaient pas avertis. Si nous nous laissions surprendre, nous serions coupables et mériterions notre défaite : nous avons eu dix ans pour voir, comprendre, et méditer. Qui connaît son adversaire doit savoir ce qu'il peut lui opposer.

Pour la période préparatoire, tout, dans l'attaque bolchévique, se passe sur le terrain légal de la propagande révolutionnaire d'une part ; et sur le terrain, en marge de la légalité, d'une mise en place clandestine d'organes camouflés dans les administrations publiques et privées. Rien ne décèle l'action, l'action directe surtout : tout s'exécute à l'abri des lois bourgeoises, en se servant même, si possible, des facilités données par les institutions bourgeoises. Il n'y a de riposte possible que sur le terrain légal : si la loi a des fissures, ou si elle offre une protection incomplète, on peut toujours la modifier et l'améliorer.

La France et l'Angleterre, pays de vieilles libertés, conscients de leur force et de leur résistance aux influences extérieures, n'ont pas jusqu'ici réagi comme elles le devraient. Presque tous les petits pays visés par les entreprises bolchéviques l'ont fait depuis longtemps. Ils ont considéré que l'action d'un parti dont les visées tendent ouvertement à renverser le gouvernement n'est pas en soi illégale... car enfin l'histoire de nombre de pays voit se succéder au pouvoir des partis républicains, royalistes ou impérialistes sans qu'ils cessent d'être nationaux ; mais que l'action d'un parti qui prend son mot d'ordre à l'étranger cesse de l'être. Ils ont jugé également que des fonctionnaires, placés dans des services d'État et à sa solde, commettent un acte de trahison dès l'heure où ils acceptent d'obéir à des ordres autres que ceux de l'État.

A ce titre, nombre d'entre eux ont simplement mis hors la loi les partis affiliés à la IIIe Internationale, leur refusant avec assez de logique le droit de se prononcer sur les affaires publiques et de se faire représenter à la Chambre, puisqu'elle n'a à connaître que des questions nationales. Bien entendu, les

partis ainsi mis hors la loi se sont camouflés, comme par exemple en Bulgarie où ils sont devenus agrariens ; mais la question de transmission des ordres et des subsides est devenue singulièrement difficile, lorsqu'il s'est agi pour ceux qui s'en occupaient d'encourir des poursuites en haute trahison. Les procès retentissants, entraînant les plus lourdes condamnations, et pour les parlementaires la levée de l'immunité, ont été jugés en Pologne, en Esthonie, en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie.

Ils ont, d'ailleurs, été suivis d'instructions spéciales de la IIIe Internationale. Celle-ci a communiqué à ses agents, sous le titre « d'Instruction pour le travail illégal dans les pays où le parti communiste n'est pas reconnu », une circulaire des plus détaillées sur tous les procédés à suivre tant pour l'organisation que pour la conservation des archives, ainsi que pour la transmission des documents.

Par une seconde conséquence naturelle, ces petits États, séparément visés, et gênés par leurs nombreuses frontières communes pour une action efficace, se sont décidés à entrer en pourparlers en vue d'une législation commune contre le péril communiste. Voie nouvelle et logique — car si l'on admet que la IIIe Internationale est, par essence, un danger international, tout fait prévoir qu'on n'y pourra parer que par une législation internationale. C'est une question que l'avenir aura à résoudre infailliblement.

Pour la période d'exécution, que la parade doive être obligatoirement moderne, et entièrement différente de celles auxquelles on pouvait avoir recours avant 1917, c'est l'évidence même : à technique nouvelle, riposte nouvelle. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit, par avance, connue des communistes ; mais il s'impose qu'elle soit minutieusement réglée par ceux qui ont le devoir de la lutte contre le communisme. Stupéfaits et passifs devant l'imprévu, leur énergie rompue, quantité de glorieux soldats russes ont sombré sous l'attaque bolchévique. Beaucoup auraient agi, s'ils avaient su comment, et dans quel sens diriger leur initiative. Et un malheur immense aurait été épargné à l'humanité.

* * *

LE LIVRE DE RAISON

XIII[1]

UN ANIMATEUR

I. — LA REFONTE

Lorsque la nouvelle se répandit dans le pays que Jacques d'Arblade revenait, ce fut parmi nous tous, ses amis d'enfance, un mouvement de joie. Quelques-uns ne l'avaient pas revu depuis quinze ans. Fils d'une vieille souche autochtone, mais ruinée, par le fait du temps, des hommes et des fléaux agricoles, n'ayant même plus trouvé après les années de régiment, au moment où l'on rentre au foyer, le coin d'un âtre où s'asseoir, de tant de biens possédés, il avait pris l'âpre résolution de refaire sa fortune, dût-il y laisser force et vie. Après un dernier repas chez un parent, après avoir contemplé l'horizon natal, où les beaux jours passés se levaient à mesure que ses yeux en parcouraient le cercle, il partit, le cœur étouffant de souvenirs et de regrets.

C'était le temps où les châtelains d'Armagnac ne regardaient pas à leur fortune. Ils vivaient avec une insouciance joyeuse. Les surprises de l'existence ne corrigeaient personne. L'abondance était telle, la sécurité si parfaite sur une terre généreuse, facilement et économiquement cultivée, à l'abri encore des désastres, qui n'avait point connu le phylloxéra ni subi les maladies cryptogamiques, que chacun croyait à la

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

pérennité de cet âge d'or. Si l'année d'aventure était mauvaise, si la vigne fléchissait, d'où l'on tirait l'argent de ses plaisirs et de son faste, on songeait un instant devant la brèche ouverte, et puis on secouait les épaules comme pour rejeter le souci importun ; on se disait « Bah ! l'année prochaine comblera le vide. » Le luxe dans les maisons n'en baissait point d'un bouton de livrée. L'office était peuplé de gens, l'écurie de bêtes. Le chenil abondait en portées autant que le poulailler en couvées. Les épagneuls noir et feu, les chiens bleus de Gascogne étaient alors à la mode. On se serait cru déshonoré de n'en posséder point des meutes, entretenues suivant les règles, qui emplissaient l'environ d'abois sonores. Les maîtresses de maison elles-mêmes, de leurs belles mains, allaient flatter toutes ces têtes hurlantes qui aidaient à dévorer l'héritage.

Les chevaux menaient plus loin encore. On commençait les croisements anglo-arabes. On cherchait à alimenter la cavalerie légère de sujets affinés et musclés ensemble, susceptibles d'endurance et de vitesse, de perçant, sous un modèle relativement réduit, types de montures que j'ai entendu célébrer plus tard par un général inspecteur d'un mot significatif : « mes hirondelles ». De grands étalons d'Angleterre, tout en lignes, au pas oblique de félins, et d'autres venus de Syrie, plus ramassés, quoique étendus encore, débarquèrent chez nous au milieu de l'émerveillement général. Ils étaient affectés aux haras de Tarbes et de Pau. Et l'on voyait ceux-là descendre avec calme des wagons, et stationner immobiles sur les quais en érigeant l'encolure; et ceux-ci se précipiter à l'air libre, et piaffer ensuite, pivoter sur leurs membres antérieurs et hennir, tournés vers l'Orient, comme des fils de grande tente habitués à saluer le soleil... Ils firent fureur. Tout le monde voulut élever. Et, comme il se trouva que nos terres levaient des fourrages riches en calcaire, poussant à l'os, et promettaient des individus hors de pair, il n'y eut point de dépenses que l'on n'engageât pour confirmer et fixer la sélection. Dans l'espoir, certes, d'en tirer profit ; mais plus encore par esprit d'ostentation chez les « petits » comme chez les « grands », signe caractéristique des mœurs du temps comme de la race, par orgueil de posséder des bêtes rares, des fleurs de sang, et d'être princièrement monté ou attelé.

D'aucuns entretenaient toute une cavalerie. J'ai connu, enfant, un de ces fastueux seigneurs. Il avait hôtel à la ville et château à la campagne. A l'époque des grands travaux de la terre, pendant la fenaison, la moisson, les vendanges, il allait aux champs avec les siens. Il déménageait à cheval, escorté de ses fils et de son régisseur, montés aussi, et il prenait la tête du convoi : landau de ces dames, break des gens, char-à-bancs aux provisions, une file de véhicules échelonnés à intervalles réguliers, comme un train régimentaire, à cause de la poussière ; et partout, sous le trait comme sous la selle, des animaux d'origine. L'exode était attendu. Tout le pays se mettait aux portes. On entendait de loin le roulement des voitures et le trot des bêtes. Je courais comme tout le monde assister sur la grand route au défilé fringant. Je restais là, bouche bée, jusqu'au dernier flot de poussière, ne sachant ce qu'il fallait admirer le plus : la beauté des silhouettes, l'éclat des cuivres ou le rythme martelé de l'allure.

Mais, surtout, on mangeait. L'abondance et le luxe de la table étaient inouïs. Même entre soi on voulait une chère plantureuse et ordonnée. Les restes nourrissaient l'office. Il n'y avait qu'une cuisine pour tous. Les gens de maison prenaient vite de l'embonpoint. Les paysans, leurs pères ou leurs frères, leur disaient : « Tu as la peau tendue, tu deviens luisant comme un sou. » La moindre invitation était prétexte à festins. Six et sept services, de quatre plats chacun, n'étonnaient point, flanqués d'autant de hauts crus savamment choisis suivant les viandes.

Lors des événements de famille, baptêmes, mariages ou funérailles, on tenait table ouverte, la veille, le jour de la cérémonie, le lendemain, pour permettre aux gens de loin de se reposer un peu. On engloutissait à les traiter le revenu d'une année. D'aucuns s'endettaient pour faire figure. Voici un trait de cette dépense alimentaire. Dans nombre de châteaux, en tout temps, gibier et poisson paraissaient, supplément de saison sur le fond du menu. Durant les grands passages, quand les palombes gagnaient l'Afrique ou en revenaient, quand s'abattaient les bécasses ou les cailles, que se posaient les nuées des oiseaux savoureux, on captait en masse les migrateurs, pour les convertir en pâtés, pour les lâcher dans des volières que l'on vidait ensuite au long des jours. Et pour ce faire, parmi

le domestique, se trouvait un serviteur à part, chasseur et pêcheur à la fois, dont l'unique fonction était d'approvisionner la maison. Il partait à l'aube et revenait à la nuit. Un local lui était réservé, empli de pièges, de cages, de filets et d'appeaux. Jamais antre sacré plus respectueusement abordé que ce réduit. L'homme y vivait seul, distant des autres, silencieux, imbu de son personnage de pourvoyeur de mets fins, enveloppé de ce mystère qui s'attache aux familiers de la nature, dont ils percent les secrets.

Les d'Arblade aimaient les chiens, les chevaux, la chère succulente. Ce fut l'affaire de deux générations. L'aïeul entama le vieux patrimoine, le fils l'acheva ; quand survint le petit-fils, il ne restait pas une miette. Je ne sais qui dit : « Ils sont morts d'une indigestion de panache... » Il est juste d'ajouter qu'un fléau terrible, la grêle, accéléra leur ruine. Déjà branlantes, leurs vignes furent hachées quatre ans de suite. Les ceps à la fin refusaient de bourgeonner. Parfois l'orage prend ainsi le même chemin. Quelque mobile et fluide que soit l'atmosphère, et sans bords, il s'y enfonce comme englué, soit nouvelle orientation des vents, soit évaporation intense à la suite de pluies, plus torrentielles là qu'ailleurs, pareil à une autre colonne de feu qu'un doigt infernal dirige. De la dévastation la terre reste comme écrasée avec ses fruits et comme consumée...

Jacques d'Arblade avait alors vingt-cinq ans. C'était un grand garçon svelte et charnu, large d'épaules, étroit de flanc, de pas rapide, avec un léger balancement du torse, voire un imperceptible fléchissement. Car il portait volontiers la tête en avant, autant par mouvement d'attention que par facture de corps ; une tête au teint mat, aux yeux chauds, aux narines ouvertes, d'une rare abondance de cheveux, qui disait la sève de cet organisme ; visage plutôt pétri que modelé, respirant la volonté, l'énergie, la décision. L'âme répondait à l'enveloppe. Elle était active, hardie, avide, éprise de risque ; généreuse et compatissante aussi, humaine, fidèle en amitié. Et les défauts des qualités : le contentement de soi, le besoin de se singulariser et d'étonner, et l'entêtement, l'emportement... Un de ces hommes qui frapperaient le sol du pied pour en faire sortir des pierres animées... En résumé, un individu puissant et attachant.

Et, comme accoutrement, le négligé d'un homme de sport, toujours botté, éperonné, cravaté haut, coiffé été comme hiver d'un feutre à larges bords, qui faisait une ombre circulaire sur sa face.

Il voulut se stabiliser, il se maria. Cavalier hors de pair, ayant monté dès sa petite enfance, à cru, sur tout ce qui pouvait s'enfourcher; possédant le sens inné du cheval, ce je ne sais quoi qui fait deviner l'humeur d'un animal, comment se servir de lui et jusqu'où; s'étant rompu, affiné dans l'art équestre par une longue et savante pratique, partout où une leçon était à recevoir, une théorie à approfondir; alliant enfin, en selle, le doigté à la force et l'instinct à l'expérience, il résolut de tirer parti de ces dons et d'aborder la vie sur ses étriers, et plus outre la fortune. Joignez qu'il était doué d'un coup d'œil infaillible d'amateur. Enfin, instruit, lettré, citant volontiers Xénophon, dans son traité de l'équitation, où paraît un animal type, sans nul doute le grand étalon syrien que nous avons nous-mêmes importé... Il engagea tout de suite la dot de sa femme, il prit la suite d'une école de dressage et d'équitation dans une station d'hiver et d'été renommée de nos régions, battue de l'Océan, aux portes de l'Espagne.

L'école végétait, il la ranima. Leçons de manège, d'extérieur, leçons de rênes, il fit florir le triple enseignement. Une ardente impulsion était entrée dans la méthode à l'image du maître écuyer. Il y eut de savantes séances de piste, de hardies randonnées à travers les landes pierreuses et ravinées, semées d'obstacles. On battit le pays, fouet en main, au bruit de cuivre des grelots. On chassa à courre. Homme du monde autant que de métier, le professeur devint bientôt l'ami de ses élèves et clients. Mais les bêtes acquises avec le fonds ne répondaient pas à ses visées. Au premier argent gagné, il partit pour l'Irlande. Il y toucha quand l'île est verte d'herbe haute comme les flots qui la ceignent. D'admirables chevaux paissent là, partout, de ce modèle appelé *hunter*, massif, ramassé, près de terre, à l'ossature carrée, aux membres épais, le tout dominé par la ligne, de l'encolure étendue à la hanche oblique comme chez le pur-sang. Bref, une bête type unique d'extérieur, élastique et musclée, que nous envions toujours.

Le lot importé ravit les amateurs. Quelques sujets vendus firent prime. Il en fut de même les années suivantes, et l'école

posséda dès lors comme une marque propre. Une prouesse hippique mit le comble à cette renommée. Le premier en France, le premier ex æquo en Europe, monté sur Canéla, *hunter* de choix, mis plus loin qu'un autre avec un incomparable instinct de ses ressources, le maître emporta le prix du concours international de saut en hauteur, par 1 m. 95 sur barre fixe. Ce fut à Paris, en août 1900. La performance n'avait point encore été atteinte dans cette partie du monde. Ce jour-là, d'Arblade prit figure de champion occidental.

La vogue, le succès s'accentua. De hauts personnages visitaient l'école et s'y remontaient, des souverains même. Un surtout, en qui le sang français déborde. Cavalier éprouvé, solide et fin, friand de l'obstacle, dans sa vive jeunesse alors, il hantait la ville languide et ardente. A l'ordinaire, il suivait les chasses sur un des chevaux de l'école. Il força ainsi un jour, avec des familiers, un renard de longue haleine. Enchanté plus que de coutume de sa monture, il se fouilla abondamment au retour, en demandant : « Que dois-je ? — Pour les chevaux de ces messieurs, c'est tant. Quant à celui que vous montiez, Sire, permettez-moi de dire à Votre Majesté qu'il ne se loue pas : c'est le mien. » — Le Prince sourit, et tendit la main à ce cadet de Gascogne. Il lui envoya un brevet de fournisseur de la cour ; et quand, au ralenti, il le croisait depuis par la ville, il lui criait : « Bonjour, d'Arblade », à la manière du Béarnais. L'autre faisait face, et saluait d'un grand coup de son feutre à larges bords, comme avec une épée.

Cependant, un grand désir inapaisé le hantait. Celui de posséder de la terre. Bien qu'il ne vînt que rarement au pays, et en courant, souffrant toujours d'entendre prononcer le nom de patrimoines morcelés, passés en d'autres mains, comme un exilé tressaille au nom douloureux de la patrie, il n'en poursuivait pas moins l'idée d'acheter chez nous, de matérialiser, d'incarner là sa réussite dans un bien-fonds, où vivre libre et maître après Dieu. Les voix des générations disparues se répondaient en lui, mêlées aux échos du terroir, ces voix du sang qui ne se taisent plus, une fois éveillées. Il m'écrivit : « Trouve-moi quelques hectares, un toit dessus, fût-ce une métairie, une place où me fixer, où renouer la chaîne rompue. L'état m'en importe peu ; j'ai l'habitude de la sueur. Seulement, que je voie de là le Houga. » C'est-à-dire le coin sans pareil pour lui dans

le vaste monde, où il avait pour la première fois respiré.

Je trouvai : une métairie, « la Moulo », du nom d'un petit ruisseau qui la longe, un toit rustique à souhait, et trente hectares autour. Ils formaient un vaste enclos qui, d'un plateau central, descendait de tous côtés en pentes douces. Fonds pauvre, en désuétude depuis des années sous l'action incessante des eaux et des vents, de la nature insuffisamment combattue par l'homme, un sol à refaire sans nul doute, mais aussi à brasser et à repétrir à son gré, dont le prix modéré rachetait le mauvais état. Et puis on dominait de là tout l'environ.

Marché proposé, marché conclu. La première fois qu'il mit le pied sur son bien, par une matinée de printemps toute radieuse de ciel cristallin et d'herbe noyée de pierreries, et que, se tournant vers la lumière qui s'épanchait, la lumière natale, il vit la haute tour de l'église assise sur son porche dans l'ombre, rutiler sous le firmament, il leva les bras en silence, dans un geste de salut filial, et le cœur lui battit si fort qu'il en pâlit...

Alors un vaste labeur de refonte commença, compliqué par le va-et-vient d'un chantier à l'autre, l'hippique et l'agricole, qui se copénétraient et se complétaient. Il dura vingt ans ou plus. D'Arblade usa, abusa de son corps de fer. Il ne connaissait quelque repos que durant les mois de morte-saison de la côte qu'il passait à la Moulo. Il entreprit à la fois maison et terre. Il ravauda pour ainsi dire la vieille demeure toute en rez-de-chaussée sous sa toiture comme une écaille immense de tortue, consolidant, colmatant et reliant les murs, taillant une distribution nouvelle dans l'ancienne : où l'on vit la grange dessiner un vestibule carrelé, bicolore, sous plafond en pente de bois verni, entre des parois peintes, qu'une haute porte et une baie vitrées inondaient de jour ; où la cuisine devint une salle à manger, à la cheminée de grès flammés s'irradiant sous la lumière ; où le courtil, attenant à la grange, fut une pièce intime, mi-bureau, mi-boudoir, percée de hublots comme dans un navire, qui ne laissaient rien voir qu'une ligne d'horizon. Et les chambres, les plus humbles réduits à l'avenant, avec le même souci d'air et de clarté... Car il voulait respirer, avoir vue sur tout, plonger de l'œil sur ce pays si regretté, le toucher pour ainsi dire du cœur avec chaque regard... Bien plus, pour la contempler à son aise, il avait fait ménager, du côté du

Houga, une ouverture où la petite cité s'encadrait toute comme un tableau au mur, éternellement vivante du changement des saisons, du jeu des rayons et des ombres, de l'incessante magie de l'infini. Peinture qui chantait encore avec la voix des cloches et le cri fluide des oiseaux, la rumeur du vent. Et, par les hublots de l'ancien courtil, du coin du feu, les jours clairs d'hiver, quand les cimes des Pyrénées sont chargées de neige, on les apercevait écumer dans les lointains du firmament comme des flots tourmentés par le souffle.

En même temps, le travail du sol allait son train. Frappé du nombre et de l'étendue des jachères sur son bien, enclin aux déterminations radicales, il résolut de les supprimer. Il estimait le système périmé. Il divisa sa terre en deux parts. Un tiers fut converti en prairies permanentes créées pour six ans; le reste en cultures variées. Il y établit deux roulements : l'un pour l'ensemble, où tous les six ans les prairies, labourées, devenaient champs, et un espace égal de champs défoncés, prairies; l'autre, pour les cultures, triennal celui-là, où les céréales et les plantes sarclées succédaient aux fourrages artificiels. Ceci, le début à peine franchi, car il aimait opérer vite, prodigue de son argent comme de ses peines.

Voici comme il s'y prenait. Après un défrichement de fourrage au brabant, au printemps, et une fumure, il commençait le roulement triennal par du maïs ou des plantes sarclées, et récoltait; donnait deux ou trois façons au cultivateur (sorte de canadienne sur roues et plus puissante), semait du blé sans fumure, et récoltait; se remettait au sol, par six ou sept passages cette fois du même outil, fumait, faisait de l'avoine, et récoltait; et là, de nouveau, reprenait le cycle comme au départ.

A ce régime, la terre, de nature argileuse et caillouteuse, dure, maigre, érosée, se fendant facilement l'été, devint souple, grasse et nourrie, prête à toute fructification. Elle prit un aspect de luxuriance rare en notre pays, et tout ce qu'elle germait paraissait charnu, brillant et comme lubrifié par la sève épaisse qui circulait dans les tissus. Quand on la retournait, elle avait je ne sais quoi d'onctueux, elle rappelait à la mémoire ce verset biblique où il est question, parmi les bénédictions souhaitées aux patriarches, hommes de Dieu, de jouir des richesses et « de la graisse de la terre ». D'Arblade préten-

dait qu'on se rendait compte de sa substance en la foulant seulement...

Il visitait incessamment son bien. En mai, lorsque les blés montent sous les premiers soleils, au passage des vents alanguis qui les plissent; en août, alors que le maïs s'élève comme un taillis hérissé de fruits compacts, il aimait à parcourir ses moissons. Il y entrait à grands pas, suivant le fil des sillons, sans briser jamais une tige, et s'attardait à aller et venir dans la masse nourricière, et s'y plongeait, comme s'il voulait prendre un bain de sève et de vie végétales. Il se renseignait sur tout. Rien ne lui échappait chemin faisant : ni un ameublissement trop hâtif ici, ni un épandage irrégulier de fumier là, qui déséquilibrait la pousse, moins encore la nature ingrate du sol en cet autre endroit. On le voyait arrêté devant une place vide. Une sorte de tache au milieu de l'exubérance environnante, ce que nous appelons « un puits d'argile », où toute plante hésite, se demandant par quel apport d'éléments nutritifs féconder cette cuvette aride... Il avait le souci de la moindre marque de fléchissement sur sa terre comme on a celui d'une ride aperçue sur un visage aimé...

Il ne manquait à cet Éden agricole que l'arbre et la vigne, ces premiers nés du sol chez nous. Il n'en voulait point, par un esprit de contradiction poussé à la manie. Il disait : « Il y a assez d'arbres sur la route où rien ne vient. Quant à la vigne, il lui faut trop de soins comme à une femme. »

De fait, à la Moulo, pas un cep; et un seul arbre stérile, un immense poirier. Venu de soi, en face de la maison, se gorgeant d'air et de soleil, il avait pris cette taille de fils des bois. Il obtint grâce, parce qu'il marquait le temps. Il se tord et sifile au long de la rafale, l'hiver, et semble ramasser l'été toute l'ombre autour de son pied, de ses feuilles maigres : on sait alors que l'air brûle...

Les progrès continus étaient dus à des moyens d'exploitation sans cesse accrus : graines sélectionnées, engrais méthodiques, outillage perfectionné ; car il fut le premier à user ici d'un tracteur, à installer un moteur pour scier son bois, tailler ses légumineuses et concasser ses grains, à monter un bélier sur une source profonde pour jouir d'une eau fraîche et renouvelée en tout temps ; venaient surtout de fumures copieuses, rationnellement étendues, sous lesquelles sol ou prés disparais-

saient comme un carreau de jardin. Il constitua, à cet effet, dès le début, un cheptel vif considérable. Cependant, craignant toujours de manquer de cet apport naturel, et estimant celui de ses bœufs trop froid pour sa terre, il eut l'idée d'amener les chevaux trop fatigués de l'école et de les mettre au repos dans ses enclos. Il y trouvait double avantage : refaire ses bêtes, doter son fonds par elles fortement avoinées, de ferments chauds, particulièrement actifs. Ce fut comme un coup de fouet. Ses herbes s'en ressentirent singulièrement. Outre la consommation sur place, il en tira une bonne partie du fourrage de ses écuries à la mer. Il le disait de même de ses avoines. C'est par là que les deux chantiers se complétaient.

Mais tout s'enchaîne sur un domaine. Les bâtiments se multiplièrent d'année en année, on aurait dit à l'excès. Logis du personnel, étables cimentées, écuries faites de box séparés et bâtis, face à face, autour d'une cour rectangulaire, granges où entrer des chars pleins côte à côte, hangar pour entasser les excédents de fourrage, poulailler clos : un ensemble de dimensions vastes, dont le plateau était comme encombré, qui débordait de toutes parts la maison, pareil à une enceinte autour d'un réduit.

Un jour, devant cette débauche de pierres, je dis à d'Arblade en riant : « Tu dois comprendre Louis XIV. » — Riant aussi, il répondit : « Oh ! si bien... Quel sens grandiose de l'installation ! » — Et les bruits qui sortaient de là faisaient croire à une entreprise inconnue mi-agricole, mi-industrielle. Lorsque l'on passait sur la route qui longeait la Moulo, et que, couvrant les voix humaines ou animales, on entendait sans le voir le tracteur haleter, ou claquer le moteur, à explosions saccadées, on se demandait quelle œuvre de chair et de métal mêlé se poursuivait à l'abri de tous ces toits rassemblés...

L'outil se taisait le soir. Les hennissements des chevaux impatients de leur provende, les mugissements des bœufs à l'abreuvoir rendaient au lieu ses échos rustiques. Seul encore, à l'heure silencieuse de la lune, le bélier élevait son battement lointain. On l'écoutait, tout en causant sur les portes. Il arrivait, assourdi par la cage de briques, comme la palpitation lente et rythmée du cœur de la terre...

II. — LES LEÇONS

J'allais souvent à cheval prendre d'Arblade pour sortir. Dès que nous avions jeté notre feu, ou plutôt celui de nos bêtes, par des pointes dans les landes rases, les prés fauchés, les sentes des bois, par un long temps de trot botte à botte sur les bas-côtés de la route pour gagner un chemin de crête d'où découvrir le pays tant admiré toujours, nous passions au pas, et nous causions intarissablement. Et vite de la terre. Un rien, une culture rencontrée, « une tête de bétail » qui nous croisait amorçait les propos. Et il revenait sans cesse à la même préoccupation : il se demandait la cause du rendement médiocre de nos céréales. Fait actuel; car nos grands pères et leurs métayers, ignorant l'engrais chimique, fumant peu, n'usant d'aucun de nos instruments perfectionnés, produisaient plus que nous et plus régulièrement.

— Comprends-tu? disait-il. On invoque le temps, qui a changé, les pluies au moment des floraisons, l'épuisement de la terre. Sornettes. Depuis que ce pays est ce pays, le même régime atmosphérique y règne, réglé par la respiration, par l'haleine de l'océan. Pour le sol, regarde l'envahissement de la matière végétale.

— Je ne crois pas non plus à ces influences, bien plutôt à nos erreurs. Je me souviens des récoltes d'autrefois. Enfant, je m'ébahissais au défilé des chars de grains devant la maison. Mon père le comptait à haute voix pour en faire honneur à son monde. C'était un dénombrement homérique.

— Te rappelles-tu les charrues de bois, les herses de même, à dents courtes, les rouleaux faits d'un fût de tauzin? Le tout léger, maniable du doigt.

— Que oui. Les petits socs soulevaient à peine la terre, de dix à douze centimètres, en une multitude de billons étroits, friables au possible, et que la façon suivante faisait ruisseler comme de la cendre sur les joues de l'outil.

— Eh bien! j'y pense depuis longtemps, si c'était là la vérité?

— Que veux-tu dire?

— Si la terre, justement, demandait ce travail superficiel, cette façon douce sans retournement du sol, ni déchirement?

Si nous la blessions avec nos coutres de fer qui l'éventrent, la bouleversent? Si nous la stérilisions au lieu de la féconder?

— Tu en parles comme d'une créature vivante.

— Tu as dit le mot. Il condamne peut-être les méthodes en cours.

— Il faut en prendre et en laisser. Tu les suis peu. J'en reviens. Mais je reconnais que d'autres s'y tiennent toujours. On nous a enseigné trente ans la culture profonde : des labours à figure de défoncements, des hersages avec des outils à roue, massifs, armés de longues pointes de fer, des émottages au rouleau volumineux de métal, hérissé d'épines géantes. J'ai toujours moi-même, quelque part, sous un hangar où il luit vaguement les jours de grand soleil, un coutre d'Avignon, haut et puissant comme l'étrave d'un navire. Je l'achetai dans ma première ferveur de maître, sollicité par le bruit élevé autour de l'instrument rénovateur. C'était si lourd, il entrait si avant dans le sol, jusqu'à 50 centimètres ou mieux au besoin, qu'il y fallait atteler trois paires de bœufs. « Et non des chèvres », disait mon premier bouvier : des bêtes énormes, « osseuses comme des montagnes ». On choisissait pour le tirage des chaînes épaisses, aux maillons comme le doigt, qui l'entraînaient pesamment à pas lents, en rendant une vibration sourde, telle qu'on appréhendait de les voir rompre. Les attelages étaient las, au bout de quelques sillons; ils fumaient de sueur; on laissait souffler. Et derrière se creusaient des sortes de tranchées palpitantes, dont les pans par endroits croulaient, où l'on descendait jusqu'aux genoux, comme dans une fosse. Et, ramenés à la surface, des sables, des silex arides remontaient silencieusement du fond, perdus là depuis l'origine...

— C'est le système des grands. Les petits, ne pouvant se payer le formidable instrument, s'y prennent autrement. Ils attellent deux paires de bêtes à deux charrues ordinaires. Et puis ils les poussent l'une derrière l'autre dans le même sillon, aussi loin que possible, à plein joug. Ils font une brèche respectable... Puisque tu te confesses, j'avoue aussi que j'ai péché au début... J'employais le système des petits... Je le proscris maintenant... Ce n'est point question de mesure : prendre et laisser. Je n'en veux plus. J'ai remarqué, chez des voisins, que les récoltes baissaient en raison directe de ces pratiques. J'estime qu'elles mènent à la quasi-stérilité... D'aucuns font de

cinq à six pour un : entends six sacs récoltés pour un de semé... Et cela appuie ma thèse.

— Si nous blessions... si nous stérilisions...

— Oui, écoute. Tu sais comme moi que le sol arable fourmille de bactéries, de microbes en nombre inconcevable, puisqu'on assure (un Pasteur, un Berthelot) qu'un centimètre cube de terre en contient au moins quarante millions... On en a le vertige... Et ces microbes vivent intensément, et comme tous les êtres vivants accomplissent une fonction. Bien entendu, après s'être sélectionnés, éliminés : c'est la loi de l'existence animale... Cette fonction, pour ce qui nous occupe, le blé, consiste à nourrir la céréale d'azote, puisée au réservoir sans fin de l'atmosphère, à en alimenter abondamment la plante. J'ose avancer qu'ils le font en quantités telles qu'elles paraissent suffire. J'en ai cherché la preuve pour moi-même. Tu as vu, ces dernières années, ici ou là dans mes champs, une pièce de blé travaillée en lignes. Soit, sur un sol superficiellement ameubli, un semis fait de bonne heure, à l'automne, en lignes espacées de 40 centimètres, sur des planches de terrain de 3 mètres de large.

— Tout le monde a vu, et l'on dit : « Il n'a point besoin de pain sans doute, pour laisser tant de terre vide... »

— Qu'ils parlent...! Une bande sur deux, et alternativement, reçoit de l'azote sous forme de sulfate d'ammoniaque, à raison de 150 kilos à l'hectare. Tout le temps, à partir de la levée du grain, la pièce est également travaillée dans les interlignes pour fixer l'azote, maintenir l'ameublissement, détruire l'herbe, enfin empêcher l'évaporation en obstruant les vaisseaux capillaires du sol. Eh bien ! à aucun moment de la végétation, n'apparaît de différence entre les lignes qui ont reçu ou non du sulfate d'ammoniaque ; non plus que dans le rendement. N'est-ce point démontrée l'efficacité capitale du travail de l'infiniment petit, capable de balancer, de remplacer l'apport artificiel d'engrais?

— Va toujours. Je te suis.

— Ce travail ne s'exerce pas seulement sur l'azote aérien, il s'exerce aussi sur l'organique, sur celui, par exemple, qui est extrait d'une parcelle de fumier. Il y a transformation en nitrate. Et donc, ces milliards et ces milliards de microbes, cette poussière infinie d'êtres, sont autant de creusets vivants, ne cessant de triturer, de muer, de rendre assimilables des

quantités incalculables d'azote. Mais, ils ne le peuvent que dans certaines conditions d'aération et de température. Ici, nous serrons le problème. Ils ont impérieusement besoin d'être en contact avec les agents de l'éther. Loin d'eux ils s'étiolent et meurent. Ils ont soif d'eau, d'air, de soleil. Depuis le départ des sèves, le matin ou le soir surtout, baignés de crépuscule ou d'aurore, rafraîchis, jusqu'au début de l'hiver où la terre entre en sommeil, où ils y entrent avec elle, ils s'attellent au labeur prodigieux, faiseurs de substance sans qui le monde resterait infécond...

— Je connaissais ce rôle. Tu l'agrandis prodigieusement.

— Pas encore à sa mesure... La plante s'enfonce. Elle aborde la seconde assise du sol. Elle y rencontre des calcaires, des phosphures, des silicates, du fer : toutes choses difficilement réduites, partant assimilables. Or, la plante tout de même absorbe, puisqu'elle croît, s'épanouit, fructifie. C'est qu'il y a d'autres microbes prêts encore à la transformation à son profit. J'ai lu, je ne sais plus où, que ces infiniment petits sont doués d'une puissance chimique incroyable. Ils arrivent, par les ferments qu'ils exsudent, à attaquer, à dissocier des rocs même. Ils mettraient de la poudre de granit à la disposition d'un grain de mil. Quel miracle! Oh! j'en parle confusément. Je ne suis pas un érudit. J'erre peut-être. Pourtant, cette action est sûre. Et, comme celle des premières bactéries, elle doit être soumise, elle l'est, à des conditions spéciales d'accomplissement. Se trouver apte ici, à vivre, dans l'ombre, dans la nuit, sans lumière et privé d'air : tout organisme, quelque rudimentaire qu'il soit, étant adapté au milieu où il lui faut agir...

— Somme toute, il y a pour toi comme un corps immense, constitué par la glèbe entière elle-même, où pullule la vie, et demeurant astreint à des nécessités d'ambiance, à des lois.

— Sans conteste. Et voici la fin... La plante, comme tout ce qui élabore et se nourrit, abandonne des déchets de ce travail, de cette nutrition. Ces déchets sont des poisons. Plonger, stagner dans leur amas revient à s'intoxiquer. Livrée à elle-même, la plante y périrait, y pourrirait. C'est là qu'intervient une troisième espèce qui la débarrasse de ces toxines, des hydrates de carbone, je pense, et assure comme un service de voirie. Certainement en les désagrégeant. Mieux : en les rendant aux racines en solutions minérales, comme du sucre dans de l'eau.

Car les bactéries ne font rien sans but. Elles remplissent un double rôle : d'assainissement et d'alimentation... On va d'étonnement en étonnement... Et là encore joue la loi de l'adaptation au milieu. J'entends que ces microbes, comme les seconds, plus peut-être, ne sauraient vivre qu'à l'abri de l'air et de la lumière, dans un éloignement solaire complet, parmi ces limbes natales que sont les entrailles aveugles de la terre... Commences-tu à me saisir?

— C'est la deuxième fois que j'ai vent de ces choses... Non, certes, avec cette ample intuition d'homme du sol... Mais, l'application?

— J'y suis. Ces trois couches de bactéries occupent donc le sol productif de haut en bas. Toutes trois soumises à des conditions inéluctables d'ambiance et de vie; de plus à la stabilité indispensable à tout effort... Alors, en déchirant et en bouleversant ces lits vivants de nos socs de fer, nous portons la perturbation dans ce monde impondérable de travailleurs; nous balayons, nous dispersons cette poussière d'êtres, jetant à la lumière qui les brûle les fils de l'ombre, à la nuit, à l'ombre qui les glace ceux de la lumière; nous tuons des myriades et des myriades d'auxiliaires, nourriciers naturels de nos plantes... Et je me tais sur le procédé purement cultural qui enfouit la terre engraissée et exhume la terre maigre : tu l'as décrit...

— Tandis que nos pères, qui ne labouraient que superficiellement avec leurs petites charrues de bois si légères, si douces, quatre ou cinq fois avant les semailles, en n'élevant que de fins billons, tout de suite pulvérisés par la façon suivante; qui brassaient le sol comme à la main et ne touchaient jamais aux zones inférieures (n'y atteignant pas), servaient considérablement cette fécondation microbienne. Ils respectaient sans le savoir ces assises organiques superposées, ces lits d'enfantement inouï. Tout restait en place, dans l'ordre où la nature l'avait mis. Même ce doux brassage ne faisait que baigner, qu'inonder plus encore de soleil les bactéries de la surface.

— Tout juste. C'est pourquoi, si je commence par un labour mon cycle triennal (puisque j'enterre du fourrage), j'abandonne après mon brabant et n'use plus que du cultivateur. Il trace des raies légères. Par malheur, un fonds détruit est long à refaire.

— Conclusion : abandon, à ton avis, de tous nos us brutaux de culture profonde, et retour aux coutumes ancestrales, com-

plétées par l'emploi d'engrais chimiques rationnels. L'expérience vivifiée par la science...

— Je le crois.

* * *

D'autres fois, il discutait de la théorie nouvelle sur le fumier « reflet du sol », c'est-à-dire qui rend à la terre, dans les déjections des animaux, l'élément dont elle surabonde. En conséquence, tenir compte de ce retour dans l'apport chimique que l'on fait. Ne point risquer d'accroître, par exemple, l'acidité génésique d'un sol par des épandages de superphosphate... Il la trouvait curieuse, en se demandant si elle était tout à fait juste... C'est que la transformation alimentaire des plantes, des grains consommés s'opère dans un organisme qui élabore avant tout à son profit, multiplie les combinaisons suivant ses besoins, est susceptible de muer les corps ingérés dans des proportions insoupçonnées. L'âge, la force, la santé, le travail de l'animal influe. Autant de causes de changement dans la restitution. Et encore l'espèce. Ni la brebis, ni le cheval, ni le bœuf ne donne une fumure de composition égale. Pour nourrir, en effet, à équivalence un bon sol, il faut 22 000 kilos de fumier de bergerie, 30 000 d'écurie, 40 000 d'étable. Et l'on sait que le mélange de fumiers fermentés ensemble avive ou éteint considérablement leur action. Enfin, où l'urine de bœuf féconde, celle de porc brûle. Il m'interrogeait :

— Qu'en penses-tu?

— Il y a certainement une suggestion à retenir. Et la formule frappe, avec l'image qui l'éclaire.

Ou bien il insistait sur les enseignements cachés de la nature. On gagne toujours à les suivre. Dans les us courants même, comme les semailles. Que l'on interroge vingt paysans, chacun a son moment de semer, et sa routine. La nature a aussi le sien. Et, comme dans tout ce qu'elle fait, elle agit avec raison et se ménage du temps suffisant, pour parer aux éventualités. Si elle se permet une débauche de semences qui paraît sans limite, à cause du nombre incalculable de celles qui se perdent, elle ne livre jamais ses graines qu'à l'instant de la maturité complète, quand elles possèdent et gardent leur plus grande puissance de germination et de prise. Elle n'a cure, comme l'homme pour ses ensemencements, des révolutions

solaires ou lunaires, de l'avance ou du retard de la saison. C'est comme une sorte d'époque physiologique où elle opère, invariable de cause. Ce temps dure de quarante-cinq à cinquante jours, à compter de celui où la graine tombe d'elle-même. Pendant quoi la graine garde toute sa force de vie... Et puis elle fléchit... Il convient de l'envisager. Cela va chez nous de la première semaine d'août environ à fin septembre pour l'avoine, au commencement d'octobre pour le blé. Il s'agirait donc d'enfouir le grain dans ce laps de temps. La plante elle-même fixerait. Quelques épis laissés pour témoins, et dégrainant sur pied, marqueraient chaque année le départ de la période.

Il ajoutait :

— Je n'en ai point fait l'expérience; je vais la tenter. — Et ceci : — Figure-toi, nous rejoindrions par là les habitudes de nos pères. Ils seraient bien étonnés de nous voir, parfois, semer encore à la Saint-Martin. Un de leurs axiomes était : « L'avoine ne doit pas rentrer au grenier. » Ils battaient longuement au fléau. L'avoine la dernière. Battue, ils l'enterraient. Le blé suivait. Cela coïncide avec l'époque physiologique.

On le devine, cavaliers impénitents tous deux, nous glissions volontiers vers le cheval, son étude, sa sélection. Nous nous enchantions de la science et de l'attrait de monter, où tout est domination, possession intime d'un être, et silencieux contact.

Je préférais le pur-sang, plus vibrant; lui, le grand irlandais de chasse, sauteur et « galopeur » éprouvé. Il en possédait un appelé Inconnu, de poitrail si ouvert, de reins si puissants, de si vaste structure qu'il faisait penser à ces profondes machines de train de luxe, forces articulées et huilées, avec la ligne d'encolure et de hanche toujours. A le voir, il était capable de mener une charge de barriques; monté, une plume...

— Ah! disait-il, je ne retrouverai jamais le pareil. On rencontre ainsi une ou deux fois dans sa vie l'animal à part, « le cheval de tête ». Il faut savoir en jouir pour en jouir longtemps. Je ne me suis jamais senti « lié » à aucun comme à celui-ci : à ce point qu'il me semble que nous sommes nés ensemble. Nous ne faisons qu'un. Il me devine. Un soupir le rend attentif. C'est tout à fait la fable du Centaure, où le torse et la tête de l'homme sont à l'avant-main pour conduire l'allure.

« Je voudrais tant en faire de ce modèle. C'est une question de sang, d'ossature et de musculature à égal degré. A l'ordinaire, plus un hunter est charpenté et charnu, plus il est élastique et vite. En Irlande, on voit de ces bêtes splendides à toutes les portes. Rien ne m'a plus étonné la première fois que j'y abordai. Il faut dire que tout le monde monte là-bas, couci-couça, mais monte. Un petit gentilhomme terrien, un fermier laboure ou herse : une chasse passe : il dételle, plie une couverture sur le dos de son travailleur, le sangle, saute à cheval, et suit... Renard pris, il revient, il rattelle... De là les aptitudes de ces bêtes pour l'extérieur. Je ne t'assurerai pas qu'elles sont mises, connaissant les aides, de bouche fine. Mais elles passent partout, sans ralentir, droit devant elles.

« Cette envie de faire de l'Irlandais me poursuit. Je couvre mes prairies naturelles de scories, qui abandonnent tant de chaux ; je nourris mes fourrages pour y accumuler les sucs, sachant que le cheval est avant tout herbivore, que le râtelier importe autant que la mangeoire avec ses grains, ses carottes ou fèves, et le son barbotté ; je mets enfin de l'eau courante à la disposition de la bête, qui peut ainsi manger une bouchée et boire un coup comme nous : et elle se repaît tranquillement dans des box séparés, où sa ration n'est ni enviée ni pillée par le voisin.

« Ce sont là les soins matériels, avec l'air, la lumière, et l'errance quasi perpétuelle dans les enclos.

« Restent le sang et l'éducation. Le dosage du sang qui fait l'espèce est chose délicate. J'ai importé une jument prise au trait, et toutefois harmonieuse. Elle est placide, rustique, bonne mangeuse; toute prête à devenir mère et nourrice. Comme générateurs, je connais non loin des étalons de grande classe qui m'apporteront les afflux vitaux, soit pour les imprégnations, soit pour les corrections. Installé sur mon bien, à même de suivre ces courants nerveux ou sanguins, je vais essayer.

« J'ai un programme d'éducation pour les poulains. Ce qui importe le plus en eux est l'habitude et l'attrait du saut. Je voudrais les leur voir acquérir naturellement. Imagine-toi des enclos herbeux, en terrain varié, où par des couloirs, des débouchés offerts, pour satisfaire leur gourmandise ou leur besoin d'ébats, ils seraient obligés de passer des obstacles. L'adresse, la confiance dans le saut leur viendrait vite, et le

plaisir de le tenter. Rompus à l'exercice, sûrs de leurs aptitudes, habiles à retrouver leur aplomb, ensuite ils n'hésiteraient pas plus montés que libres. L'animal livré à lui-même est d'une ingéniosité, d'une sûreté d'allure surprenante... Après quoi, je les prendrais sur la piste, au manège pour les discipliner, les encadrer et les rendre maniables, les équilibrer. On ne saurait autrement en tirer un parti complet. Plus qu'un autre, en effet, le cheval a tendance à s'employer tout entier dès le départ. Il ne sait point soufiler. Il s'excite de son action. Au cavalier de ménager, d'utiliser, d'exploiter ces ressources. Encore faut-il être le maître, sans lutte aucune, capable d'intervenir instinctivement, car l'extérieur a ses surprises, d'un geste prompt comme la pensée.

« Dans tout cela, combien de tâtonnements!... Mais l'expérience féconde l'expérience... De tâtonnements et aussi de mécomptes... Il est des sujets qui ne prendront jamais cet appétit du saut. D'autres qui resteront irrémédiablement maladroits, soit manque de moyens, soit insuffisance de vue. Et puis, il faut pouvoir y mettre le temps. Un long atavisme, des lignées sélectionnées promettent seules des séries d'individus fixes, de modèle et d'aptitudes, comme en Irlande.

« Il est enfin un impondérable : le cœur. On n'a pas trouvé d'autre mot pour exprimer l'émulation ardente, le désir incoercible de primer, je ne sais quelle étincelle qui couve en certains animaux, au fond de cette argile inférieure. La race n'y est pour rien. C'est un don. On rencontre des fils de grand sang, d'une apathie inouïe, qui redoutent l'effort et renoncent dès l'abord à la lutte. Aucun défi ne les fouette... De plus humbles se dépensent à se tuer...

— Comme chez les hommes... Parité de générosité, d'émotivité, ou absence égale d'élan qui ne laisse pas de troubler l'esprit. Déjà, il y a des milliers d'années, l'Ecclésiaste, devant tant d'impressions communes, écrivait : « Les hommes et les bêtes respirent de même... » Il entendait : sont animés... Et tout tiendrait dans la qualité du souffle...

Ainsi nous devisions.

L'âge arrivant, d'Arblade avait cédé son école d'équitation, et résidant dès lors sur son bien s'enivrait plus que jamais de l'attrait du sol. Sa tête fermentait de projets. Il rêvait d'étendre ses méthodes et d'agrandir son champ d'action. Il me dit en

confidence : « Je ne serai content que le jour où il me faudra monter à cheval pour visiter mes labours. » Il loua une métairie attenante, et il cherchait partout autour de lui d'autres biens à affermer ou à acquérir, où rayonner et enfoncer ses pas.

Tout à coup, un matin, au jour éclos, un de ces matins d'été où la terre entre tout de suite dans la flamme et la vie, un homme à lui frappa à ma porte. Il s'écria :

— Monsieur d'Arblade est mort cette nuit subitement.

Je restai muet de saisissement et d'affliction. L'homme pleurait...

III. — L'EFFRITEMENT

Ces expériences, ces redressements, cette création continue, exigent une suite dans la méthode, l'effort et la surveillance qui ne souffre pas l'absence. Ni de corps, ni de cœur, ni d'esprit ; sur le chantier agricole plus qu'ailleurs il faut résider ; il faut s'attacher à son œuvre, y penser et contrôler toujours. Le changement dans la conception, le changement dans l'exécution est également néfaste. Tant vaut le maître, tant vaut le bien. Il y a là une manifestation de personnalité d'autant plus marquée qu'il n'est point possible d'éliminer la nature, collaboratrice infidèle, obstinément régressive. On ne s'impose que difficilement. Dès que l'on s'abandonne, elle profite de la défaillance. Elle retourne avec hâte à son état originel, espace nu ou étendue sauvage encombrée de masses végétales... Je connais un coin où elle a été laissée à elle-même faute de bras et d'argent. Il y a peu. C'est le monde primitif. Les herbes rudes, les osmondes, les houx piquants, les ronces et les épines y abondent, d'une densité telle que l'on pourrait y tailler des repaires ou des défilés, entre des murs vifs, et les arbres de toutes essences, et d'inconnus même, y ont crû d'un tel jet tumultueux au-dessus qu'ils s'étouffent déjà par endroits pour se disputer la lumière et le ciel. Et, comme l'homme ne vient plus, les bêtes y pullulent, les petits carnassiers en bas, les oiseaux pilleurs sur les cimes, tous les maraudeurs du croc et du bec qui s'y sentent à l'abri. On m'a dit qu'ils dévastaient de là les poulaillers et les jardins des environs.

D'Arblade mourut sans postérité. Personne ne recueillit sa pensée, son amour, ses méthodes. Où il faisait œuvre de foi, un

fermier fait besogne de gain. Où il y avait hardiesse, initiative, intuition, prodigalité, il y a conception rudimentaire et action routinière, appréhension d'avancer au fonds. Resté longtemps sans revenir sur ce bien tant parcouru, où son souvenir et son image demeureront toujours attachés pour moi, j'y suis allé errer l'autre jour. A peine le cycle cultural, le roulement de ses assolements s'achève, et déjà un amaigrissement, un rétrécissement de toutes choses est perceptible. Ce n'est plus ce faire large qui semblait agrandir la terre même, étaler les hectares comme dans une munificence de geste dispensateur... Les espaces vides recommencent, ou du moins occupés par les vaines pâtures. L'étendue des cultures se resserre. Une apparence, un rien à côté indique encore le fléchissement. Je veux dire la tenue négligée du sol, autrefois si attentive : haies faites, tertres entretenus, caniveaux retaillés qui maintenaient aération régulière et circulation d'eau; allées rectilignes pour ne point empiéter sur les pièces; passages distribués au mieux du va-et-vient de l'exploitation : cet aménagement qui donne au sol sa figure et sa commodité ensemble.

On cherche ces maïs hauts comme la lance du Prophète, dont ils portent la touffe de crins; ces blés si lourds à la fin que le vent semblait plisser des flots de métal ; ces fourrages charnus surtout, aux reflets sombres, qui, séchés et pressés, avant d'être expédiés, s'accumulaient en balles grises sous le haut hangar là-bas, béant aujourd'hui sur les quatre horizons.

Les enclos où erraient les grandes bêtes de selle, les pistes cavalières sont à bas. On n'entend plus les hennissements jetés comme des cris d'airain, les naseaux rafraîchis de rosée, entre deux bouchées de lotier ; ni le bruit des galops qui croissait ou diminuait dans la profondeur de l'herbage. Les champs sont muets aussi. La respiration haletante du tracteur ne monte plus des pièces travaillées, et de la grange le crépitement du moteur. D'Arblade se plaignait parfois du poids de son tracteur. Il opérait une sorte d'écrasement en terrain moins compact ; après les pluies, il enfonçait longtemps dans les labours. Son emploi risqua plus d'une fois d'en être tardif. Il se proposait d'en acquérir un plus léger. Souci périmé : tout est vendu. Si l'on entre, la solitude vous accueille. Les écuries sont vides. Les portes battent à peine poussées, puisque rien ne saurait s'en échapper, et de longs éclats de jour traversent par endroits

la tuile éclatée. Et, par terre, des flaques d'eau achèvent de sécher, signe de l'invasion des éléments. L'étable a l'air d'une nef rustique, désaffectée. Elle est pleine de la mélancolie des murs désertés ou devenus trop spacieux : et dès l'abord, en mettant le pied sur le sol cimenté qui se fendille, on est enveloppé d'ombre froide, attiédie autrefois par l'haleine profonde de la foule animale. Bêtes de travail et de croît, bêtes de trafic achetées sevrées et vendues, accouplées, qui se pressaient là sous leurs robes fauves ou gris d'argent et toutes de cornes courtes. Quand j'y passai, une paire de bœufs y ruminaient seuls, debout malgré la litière abondante, de peur de se sentir plus perdus encore, s'ils se couchaient dans cette étable dépeuplée.

Partout même impression, ou celle d'inutilité. Nombre de ces communs que le bien emplissait de ses fruits paraissent maintenant sans objet, assez vastes pour une autre exploitation encore, sous lesquels les instruments aratoires mêmes groupés ont l'air épars. Quand on arrive du côté du couchant, que l'on prend de l'œil en enfilade cette masse de constructions d'où rien ne sort, ou seulement le fermier, sa femme, un ouvrier saisonnier, on ne peut se garder d'en ressentir la tristesse, celle des choses veuves d'un espoir ou d'un homme. On dirait que le souffle s'est retiré de la terre en même temps que du maître disparu, parti pour la grande absence du tombeau.

Joseph de Pesquidoux.

HAUDEQUIN, DE LYON

TROISIÈME PARTIE (1)

I

Depuis douze jours, sous un soleil de révolution, la troupe en bonnet de police et dans un débraillé militaire de cantonnement, campait parmi les fusils en faisceaux sur la place de l'église à Villeurbane. Avec les hommes en faux-col, les femmes en chapeau, le faubourg faisait dimanche.

Chaque matin, dans un taxi anonyme, devant les consommateurs prolétaires assis à la terrasse des Porte-Pots, passait sans qu'on le sût M. Haudequin. Un enfant casqué, en capote bleue et baïonnette au canon, arrêtait le grand patron à la grille de son usine ; M. Haudequin devait parlementer avant que sa voiture d'emprunt qui sonnait la ferraille ne fît un virage solennel sur le gravier de la cour, devant la haute façade blanche. M. Crépieux venait lui ouvrir la porte. En se retournant, il voyait des visages silencieux collés aux grilles.

Pendant qu'au dehors battait son plein la fête de la grève, trois cents métiers arrêtés dans la cathédrale centrale, dix cuves pleines d'une eau de savon stagnante dans l'atelier de décreusage, vingt auges multicolores à la teinturerie au-dessus desquelles le tourniquet pour le déroulement des pièces ne tournait plus, attestaient la mort et la ruine : une panne colossale dans la naissance de la soie; les navettes restées dans les

Copyright by Colette Yver, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 1er juillet.

boîtes, les fils restés levés sur les métiers, les crochets restés engrenés là-haut, dans les trous de la mécanique. Et l'on ouvrait les vasistas pour que le soleil entrât, que les fils de chaîne n'eussent pas froid ; ni les crêpes sur l'ensouple, de congestions. Trois fois par jour, le chef d'atelier venait au thermomètre. A la teinturerie, le séchoir était pavoisé de longues pièces, ici rouges et noires, pendantes, comme pour une Fédération internationale du travail, ici rouges et jaunes comme dans une rue d'Espagne, lors d'une procession du Saint Sacrement. Mais pas un bruit.

— Dites donc, monsieur Crépieux, demandait Adolphe dont la tête blanche disparaissait dans le pardessus, ils doivent commencer d'avoir le ventre creux.

— Pour sept cents d'entre eux, voilà quinze jours que cela dure, répondait le directeur aux lèvres prudentes. Malheureusement, ils reçoivent de l'argent et ne souffrent pas encore véritablement.

— Monsieur Crépieux, dit Adolphe, qui lui fit baisser les yeux, vous avez une âme répugnante.

— La directrice de l'école maternelle, continua M. Crépieux, et les directeurs des écoles de filles et de garçons ont touché, dit-on, d'une main anonyme, une allocation de cinq mille francs chacun, à charge de nourrir les enfants des grévistes.

Adolphe ferma son œil gauche.

— Cela vous chiffonne, hein, Crépieux ? Vous auriez aimé prendre appui sur la faim des enfants : excellent moyen de faire céder les ouvriers. Quand les marmots auraient commencé de maigrir, les parents seraient rentrés sans condition. Mais vous êtes un imbécile, monsieur Crépieux, qui ne comprenez pas qu'au premier petit proclamé malade par les mauvais journaux, c'est moi qui aurais mis les pouces.

Le lorgnon donna un éclair de douceur à ses gros yeux de blond, quand M. Crépieux dit :

— Au fond, monsieur, vous vous intéressez à cette racaille.

Adolphe, les nerfs tendus, éclata :

— Taisez-vous, Crépieux, fils d'une horrible classe intermédiaire, qui haïssez à la fois en haut et en bas, vos patrons et la racaille, vos ouvriers et moi. Voilà cent ans que vos pères, petits employés, s'enflent pour se faire plus gros que les tisseurs. Vous n'avez été capable ni de l'effort des mains qui for-

gent durement la soie comme un or spécial, ni de l'audace qui vous fait riche en dix ans. Ni la Force, ni l'Argent. Vos générations ont petitement vécu en veston, méprisant le travail manuel, mettant des sous à la Caisse d'épargne, limitant leur progéniture. Mais moi, Crépieux, qui ai brûlé votre étape, la racaille, il y a cinquante ans, j'en étais. J'ai polissonné dans la grande Côte, avec une marmaille abondante. J'ai grandi dans les prodigalités du pauvre qui seul sait dépenser royalement, c'est-à-dire sans compter; et ma mère, quand nous buvions de l'eau dans la semaine, achetait pour le dimanche une bouteille d'Arquebuse, et l'on invitait les cousins tant qu'il y en avait. On était de la graine de révolutionnaires et, quand on n'avait pas le sou, on parlait de jeter les seaux d'équevilles à la tête des patrons. Mais le jour où M. Quincieux, le fabricant pour qui mon père poussait le battant depuis l'enfance, venait à la maison et m'embrassait en m'appelant son « petit ami », ma mère qui était au dévidoir, pleurait de tendresse, et mon père serrait la main de son patron comme celle d'un dieu. Je sais ce que c'est qu'un patron, Crépieux, car je suis de la classe généreuse. Je sais qu'il y a entre mes ouvriers et moi des liens subtils. Et je crève d'envie de sortir, d'aller les trouver, d'affronter leur masse, de les regarder dans les yeux. Et ils ne me jetteraient pas les pavés de la rue, je vous le jure, Crépieux, parce que je suis leur patron, à ces pauvres bougres, et que vous ne pouvez pas savoir ce qu'est le patron pour les ouvriers.

— Vous ferez ce que vous voudrez, monsieur, dit l'homme au regard fuyant, mais ces guignols-là, je n'en réponds pas.

Un éclat de rire partit là-bas, à la grille, et Adolphe reboutonna son pardessus, reprit son masque, car c'était Chappemoine qui plaisantait avec la sentinelle récalcitrante. Il arrivait tranquillement par le tramway, signalé de loin aux grévistes par les ailes de son grand chapeau.

— Vous avez tort, Chappemoine, lui dit Adolphe. M. Crépieux prétend que c'est dangereux.

— Ce qui est dangereux, déclara l'associé en haussant les épaules, c'est de laisser toutes ces chaînes de crêpes se distendre aux métiers, et d'arrêter la vie dans tout cela. Où en est la pièce 5087? New-York est fou du crêpe pintade, et en attend cinq mille mètres en septembre. Nous sommes en juin. Voyez. Les frais généraux tombent dans le vide. Si la grève se prolonge

encore quinze jours, les manque à gagner vous coûteront plus cher que l'augmentation de salaire qu'ils réclament.

Et il se mit à établir laborieusement une règle de trois pour savoir ce que ces vingt-cinq centimes d'augmentation produiraient à la fin de l'année.

— Laissez donc, dit Adolphe : nos calculs sont faits.

— Et vous n'avez jamais pensé, dit le vieil artiste, que par un geste généreux vous stimuleriez les sympathies, et obtiendriez un meilleur rendement, une main-d'œuvre plus dévouée...

— Dites-moi, Chappemoine, fit M. Haudequin en mettant debout sa longue carcasse, au cours du change, aujourd'hui, combien vaut la roupie de singe? Si je cède pour cinq sous, j'encourage la grève, et dans six mois ils recommenceront pour cinquante centimes. Mais, si je les brise cette fois, je suis leur maître.

— Très bien! dit M. Crépieux.

Puis, songeant à ces coups multiples qui fondaient sur sa maison de commerce blessée par le crédit, les hasards du goût, la lutte des classes, et à ce reste de sentimentalité qu'il fallait achever de tuer dans le fond de son cœur peuple, il prit une pastille de Vichy en déclarant à Chappemoine qu'il le ramenait à Lyon dans son taxi.

Sur les petites tables des Porte-Pots, tout le long du faubourg, près des verres de vin rouge, étaient disposés des quignons de pain et des tranches marbrées de saucisson, comme dans les natures mortes. Les ménages mangeaient là, l'homme en manches de chemise, le chapeau sur la tête.

— Moi, je serais d'avis de céder, dit Henri Chappemoine.

M. Haudequin était impassible au fond de la voiture. Son col se fermait sur ses maxillaires rasés, rejoignait les bords de son chapeau gris. On n'aurait pu reconnaître que ses lunettes d'écaille.

Chappemoine, voyant qu'il ne lui répondait pas, poursuivit :

— Tenez, j'ai envie de sauter sur ce trottoir, d'aller à eux, de leur expliquer...

— Quoi? dit Adolphe en lui saisissant le bras comme pour briser tout élan intempestif. Que nous acquiesçons à leurs revendications? Alors, pas besoin de harangues. Que nous n'y acquiesçons pas, préférant inscrire à nos bénéfices les trois millions que représentent leurs cinq sous en clôture d'exercice?... Inutile, Chappemoine.

Ils débouchaient du cours Morand devant une Croix-Rousse crayeuse sous le soleil comme une casbah cubiste, coupée d'équerres d'ombres, crénelée de cheminées, trouée de verdures. Pendant que la maison Haudequin, sur le flanc, perdait ses millions comme une cuve qui fuit, les autres fabriques, ivres de travail, dans ce lourd été lyonnais, éclataient de prospérité.

Adolphe se redressa :

— La voix du patron, savez-vous ce que cela doit être, Chappemoine? Pas autre chose que l'appel irrésistible de la sirène, le terrible angélus industriel qui déchire les petits matins brumeux de banlieue, au son duquel des milliers d'hommes et de femmes, fascinés, courent sans se défendre, s'engouffrer dans les usines; l'ordre magnétique, auquel on ne peut se soustraire, le commandement anonyme, sans figure, sans âme, voilà le patron.

— Vous êtes lugubre ce matin, mon vieil Haudequin, dit l'associé. Je vous ai connu plus débonnaire aux jours où vous avez créé les cités-jardins en vous attendrissant sur le prolétariat. Prenez garde à votre bile. Vous auriez besoin d'un être jeune à vos côtés. Tenez, Philippe tempérerait vos aigreurs.

— Je n'ai besoin de personne. De Philippe moins que d'un autre, car c'est un enfant.

— Mais lui aurait besoin de vous; et l'assiduité à la fabrique lui vaudrait mieux que celle qu'on lui voit près de la comtesse Borangine, la serveuse chez Alexandrine, qui lui fait perdre complètement la tête.

Il y eut dans la caisse mal fermée du taxi une seconde étouffante. Puis le père s'écria :

— Comment avez-vous appris?

— Mais, mon cher, tout le monde sait qu'il est avec elle depuis trois mois.

II

Alioutcha! C'était pour cette demi-Persane qu'il mentait, qu'il blessait les cœurs, qu'il se défaisait à la brocante, comme un profanateur, des présents encore tièdes de l'amour de son père, de ces gages sacrés, seul langage que sût parler Adolphe. Et, qu'allait-elle faire de ce possédé?

Au milieu des soucis de la grève, qui s'aggravait, — car le

dix-neuvième jour, par solidarité, vingt-cinq pour cent des ouvriers du Mont-Sauvage quittèrent le travail; et le vingt et unième, l'usine d'impressions de Décine se vida d'un bloc, sans que le personnel eût demandé un centime d'augmentation par pièce, simplement pour soutenir Villeurbanne. — M. Haudequin se mit à déchiffrer, avec une curiosité fiévreuse, l'envers du roman de Philippe.

Il possédait maintenant, pour s'y reconnaître, la clef de l'autre visage. Il savait ce qu'aux repas, trop longs au gré du jeune amant, les yeux de Philippe voyaient dans l'espace : à quels autres yeux invisibles s'adressait ce pathétique regard. Pourquoi son pas dans l'escalier, quand il quittait la maison, avait la cadence de l'assaut; pourquoi, quand il rentrait, celle d'un dominateur. Et peu à peu apparaissait aussi l'envers de la figure d'Alioutcha. Ses malheurs se peignaient dans cette pitié aiguë que Philippe montrait maintenant pour les grévistes. Il attaquait son père, le rendant responsable des privations que les ouvriers subissaient, analysant ces privations matérielles, reconstituant les repas de charcuterie, ou de légumes secs, les sensations de la faim, puis celles des nourritures intolérables; et il était à la fois si expérimenté et si frémissant qu'on savait bien qu'il ne s'agissait plus des grévistes. La descendante des hospodars transcaucasiens, avec son teint d'ocre, son nez acéré, sa bouche ardente, on la voyait hâve de besoin, écroulée dans les prisons soviétiques, ou s'enfuyant la nuit à travers les marais; les abdications d'Odessa, la déportation dans une île grecque, puis Constantinople, la Côte d'Azur, les bars à Nice; enfin Lyon.

Bien entendu, ce fantôme éclatant, Adolphe le gardait seul. Il n'avait pas mis Mme Haudequin dans le secret, trouvant une amère compensation à le partager seul, et frauduleusement, avec Philippe. Et s'il concevait une fureur du pouvoir que cette femme exerçait sur Philippe, il était de temps en temps gagné par cette compassion qui faisait trembler l'âme de son enfant devant l'énormité de telles épreuves. Avec quels soins les bras du jeune homme heureux et comblé ne devaient-ils pas enlacer ce mince corps marqué du fer rouge! L'opposition, toujours si pitoyable, de la beauté et de la douleur, devait mettre dans son amour une note poignante et cette soif de l'homme triomphant qui se flatte de réparer seul et à jamais le sort brisé

d'une femme. Alors on comprenait les bijoux, les présents jetés à ses pieds. Adolphe en venait à pardonner la vente de la petite auto.

Mais si dans le Lyonnais, qui avait préféré son ascension sociale à l'amour, des coulées de romantisme s'égaraient, comme des veines ardentes dans un marbre incolore, ses prudences renaissaient vite. D'abord, c'était sa frayeur de la passion, comme de toute chose insolite, sans contrôle ni mensuration possible. Puis, il avait décidé que Philippe épouserait Ginette Chappemoine à cause de ses dix-sept millions de dot, car il aimait sa maison de commerce par delà le tombeau. C'était seulement à cette échéance reculée qu'il était possible à ses esprits jaloux d'imaginer un continuateur de lui-même, et c'était bien assez tôt à son gré. De Philippe, inférieur à lui-même, mais supérieurement riche, on pouvait attendre quelque bien dans la fabrique. Ainsi, gouvernait-il dans le futur, comme nos rois. Mais la liaison de Philippe venait saper sa politique. Et à l'heure où, dans son grand cabinet vert olive de la rue des Capucins, il téléphonait à M. Crépieux qu'il refusait toute entrevue, préférant saigner aujourd'hui sa maison pour vaincre d'avance le retour éventuel de l'offensive démagogique, la peur d'Alioutcha le saisissait. Ce qu'il craignait, c'était son port de tête, l'héraldisme de sa démarche, tout ce qui décelait sa race. Ah! que n'était-elle une vraie servante d'auberge! Mais elle avait une figure redoutable de résignation et de dédain, qui donnait peu d'espoir. Se pouvait-il que, misérable et fière comme elle était, Philippe n'eût pas songé à l'épouser?

Alors, il désira la revoir et retourna seul, un matin, chez Alexandrine, prêt à lui faire subir l'examen le plus partial, le plus outrageant. Il s'assit et déchiqueta dans son assiette, sans y toucher, une aile du fameux poulet au blanc. Les clients lyonnais, le reconnaissant, exhalaient vers ce fabricant, qui venait faire bombance pendant que ses ouvriers crevaient de faim, une silencieuse et âpre réprobation. Il subit les sollicitudes et les remontrances des bonnes de la Bresse. Ses yeux cherchaient dans toute la salle. Alioutcha n'était plus là.

Jamais la force de l'amour de Philippe n'avait surgi à ses yeux avec une évidence si aveuglante. Dans son saisissement, il se répétait à lui-même : « Il l'a ôtée d'ici, il l'a ôtée d'ici. » C'était comme s'il trouvait dans cette salle de restaurant les

traces du crime, comme s'il venait de ramasser à terre la première preuve. La liaison de Philippe lui était devenue tangible. Il se fit servir une tasse de camomille et sortit le corps droit, le regard haut, ce qui fit dire le soir, en ville, qu'il était venu pour réfuter les mauvais bruits qui couraient sur sa maison.

Il n'eut plus qu'une idée : intervenir, parler à Philippe, faire sentir aux épaules de son enfant ce pouvoir sous lequel un monde avait plié. Et, après les repas, il lui offrait des cigarettes pour le retenir. Il renvoyait même d'un signe la mère pour qu'elle les laissât tranquilles. Mais quand il se trouvait seul en face de ce visage un peu marqué, bien qu'encore tendre, par les nuits sans sommeil, l'inquiétude de l'amour, l'insondable gravité de la passion, gravé de ces traits à peine imperceptibles qui, dès le printemps de l'homme, annoncent son viril été, M. Haudequin se sentait pris d'une timidité étrange. Dans tous les gestes adoucis de Philippe passait l'image caressée d'Alioutcha. Entre ses cils, tremblait le visage toujours présent de l'idole. Ses grosses lèvres s'étaient amincies pour la supplication de l'amour, et une timidité le prenait.

— Tu n'as rien à me dire, Lippo? demandait-il seulement à son fils.

On voyait nettement se mobiliser tous les nerfs de Philippe, tous ses émois, pour défendre l'objet chéri de leur constante agitation. Il se hérissait comme un jeune mâle attaqué au nid.

— Je n'ai rien à vous dire.

Les malédictions, les menaces, les prohibitions, les injures préparées s'évanouissaient dans un soupir du père. Il essayait de vagues avis :

— Fais attention. Tu es mal parti. Une impasse. On ne gâche pas sa vie à vingt-quatre ans.

Sur Alioutcha, pas un mot. Il n'osait plus. A travers Philippe elle devenait intangible. Puis la terreur d'Adolphe était qu'excédé, Philippe ne partît avec elle pour Paris. Sans répondre, le jeune homme jetait sa cigarette et s'en allait.

Dans quel taudis la rejoignait-il? Quel meuble obscur au fond duquel, avec son teint d'ocre et ses longues boucles d'oreille, elle devait ressembler à une icone?...

Ce fut le vingt-huitième jour de la grève. Adolphe, fatigué de calculs, ne savait plus combien de centaines de mille francs il perdait par jour. Impossible de trouver dans toute la Croix-

Rousse un façonnier qui se chargeât dans son atelier familial de quelques pièces pressées. On n'allait pas, objectaient les petits patrons, monter un métier pour un travail sans suite. Au fond, ils prenaient parti, tout imprégnés encore de camaraderie, pour les grévistes contre M. Haudequin ou, comme ils disaient, « pour les petits contre le gros ».

Jean, le couturier de la place Vendôme, débarqua un matin à Perrache, inquiet de ses commandes, de la fameuse pièce 5087, du crêpe pintade, de ses mousselines imprimées. Il voulait circonvenir le grand patron, le presser de reprendre à tout prix le travail, tout au moins de recevoir les délégués. Le lendemain, c'est le Préfet lui-même qui manda officieusement M. Haudequin pour lui faire savoir combien le gouvernement désirait une solution prompte. Mais devant les candélabres officiels de la cheminée préfectorale comme sous le tube de lumière violette du petit bureau où il reçut le couturier, Adolphe, repris par le sourire narquois de l'athlète qui lutte et se sent le plus fort, répliqua tranquillement que mieux que personne il connaissait ses ouvriers et savait les traiter et qu'il entendait décider seul du jour où se terminerait la grève. Enfin, il priait qu'on ne dérangeât point ses plans. Et par jeu, se renfrognant avec ironie dans son veston, comme un Louis XI secret et inexpugnable, il donna successivement à ses deux interlocuteurs l'impression que tous les conseils extérieurs viendraient s'effriter à l'entêtement absurde de son génie.

Le matin du trentième jour, il s'enferma dans son petit bureau. Inutilement M. Crépieux et M. Chazay, Chappemoine et les comptables vinrent, entre onze heures et midi, frapper à la porte verrouillée. Un grognement leur répondit. Le déjeuner même ne le ramena pas à l'appartement. Ce fut dans l'après-midi que Mme Haudequin, oppressée d'une crainte, lui dépêcha Benoîte. Elle frappa doucement :

— Es-tu malade, monsieur Haudequin?

On tira le verrou.

— C'est toi? Entre. Tu comprendras, toi.

Il n'avait voulu ni faire le jeu des meneurs en recevant les délégués, ni user du mélodrame en haranguant publiquement les grévistes dans la rue. Mais, l'heure étant venue, il allait les frapper d'un coup inattendu, qui les atteindrait au fond d'eux-mêmes, d'un trait direct allant de lui à eux et personnel, chacun

se sentant visé en particulier par le patron, de sorte que les liens subtils qui lui attachaient chaque homme et chaque femme de ses usines, se réveillassent et frémissent en eux.

Et il mit sous les yeux de Benoîte le fruit de sa laborieuse inspiration, cette lettre individuelle aux grévistes qui devait rester célèbre à Lyon comme un monument d'autocratisme et d'habileté, d'impulsion sentimentale et de ruse, de générosité et de calcul, de séduction presque ingénue et d'art suprême, de tout ce qui constituait enfin le divers, complexe et déroutant Adolphe Haudequin :

Monsieur, écrivait-il à chaque ouvrier, *Madame*, écrivait-il à chaque ouvrière, *voici trente jours que, contre votre gré, nous le savons, et cédant à des volontés étrangères, vous avez quitté nos ateliers qui sont aussi les vôtres, compromettant ainsi jusqu'aux possibilités de vie d'une entreprise dont nous tirons tous en commun notre pain quotidien. Nous avons suivi avec une douloureuse émotion la ténacité dans l'erreur avec laquelle vous vous êtes obstinés aux plus cruelles privations pour entraîner de notre part une dérogation aux budgets établis pour la main-d'œuvre, dérogation à laquelle il nous était formellement impossible de souscrire. Ces souffrances, monsieur (ou madame), n'ont que trop duré. Nous y avons été assez sensibles pour tenter aujourd'hui près de vous une démarche patronale où il vous sera loisible de lire notre sollicitude. Nous vous convions à reprendre le travail lundi prochain. N'ignorant pas la situation difficile où le crédit auquel vous avez dû recourir pendant la grève vous a réduits, nous avons décidé qu'à chaque ouvrier rentrant, il sera versé quarante pour cent des salaires qu'il aurait normalement touchés pendant le mois écoulé, n'eût été la cessation du travail, cette prime étant calculée sur la dernière paye régulière touchée avant la grève par chaque ouvrier rentrant. Les ouvriers qui ne se présenteront pas aux ateliers dans la journée de lundi seront irrémissiblement rayés des listes du personnel.*

— Ces pauvres diables, tu comprends, Benoîte, c'était du soixante pour cent que j'eusse désiré leur donner ; mais alors, cela m'eût coûté plus cher que l'augmentation qu'ils exigeaient.

Benoîte le contemplait.

— On ne se doute pas, dit-elle, de ce qu'il y a dans le cœur d'un patron.

Les larmes vinrent aux yeux d'Adolphe.

— Dès mardi, je parcourrai les ateliers : sauf une cinquantaine que je sais, ils seront tous à l'ouvrage, et je serrerai la main à chacun d'eux.

Il était sûr du succès, et le branle-bas commença. Ce furent d'abord des coups de téléphone dans toutes les directions. Il sommait tout le monde d'accourir, son associé, ses directeurs, ses dactylos, même les dessinateurs qui allaient devoir passer la nuit pour la suscription des enveloppes, relevée sur les listes du personnel. La lettre devait être également imprimée avant l'aube. La rue des Capucins s'engorgea de taxis. On ne reçut pas les journalistes qui venaient aux nouvelles. Les Quincieux qui avaient une cour commune avec la maison Haudequin flairèrent qu'il se passait quelque chose. On le répéta jusqu'à la place Tolozan. Mais la vérité ne fut point connue; le soir encore, sur le petit théâtre cramoisi, caché dans une maison humide des quais de la Saône, on vit s'avancer Guignol; et sa petite figure de bois, amie des canuts, parut s'imprégner de philosophie pour réciter avec son rire carré, géométrique et à double entente, *la Grève des Forgerons*, — de quoi la salle trépigna. Il fallait que la lettre éclatât le lendemain comme un coup de tonnerre.

Le grand événement social qui avait oppressé la ville tout un printemps, prit fin sans résultat. Adolphe avait prévu que cinquante tisseurs résisteraient. Il s'était trompé; il n'y en eut que quarante-sept. En spéculant sur l'éblouissement des pauvres devant une somme imprévue, le grand fabricant avait renouvelé un vieux procédé psychologique des gouvernements habiles. Tout Lyon déclara qu'il avait « eu » ses ouvriers au rabais. C'était un compliment. Mais, comme il savourait le triomphe d'avoir étonné une fois de plus le monde de la fabrique, ce Gallo-romain satisfait reçut au plus sensible de son impérialisme un coup mortel. Il rentrait un soir du cercle et gravissait les premières pentes de l'acropole du même pas pesant et volontaire que ses ancêtres lointains, les soldats de Jules César. Un couple furtif frôlait les maisons de la rue Saint-Polycarpe. Adolphe reconnut le pas du jeune homme qui ressemblait au sien et il crut défaillir.

Secrète, la faute de Philippe avait encore pu le fléchir, presque l'intéresser. Mais une sorte d'audace mauvaise com-

mençait de la rendre inexpiable dès qu'elle s'étalait dans les rues mêmes où régnaient la puissance du père et l'atmosphère sacrée de la famille. Il voyait les deux silhouettes unies s'enfoncer dans le crépuscule épaissi des lointains; la femme semblait visiter une ville inconnue, conduite par le génie même de la cité. Ils avaient l'air de se presser l'un contre l'autre pour qu'une image unique de ce quartier où Philippe, enfant, avait connu le monde extérieur, envahît leurs âmes. Ils étaient là, devant le père cloué au pavé de la rue Saint-Polycarpe, qui suivait leur lente disparition derrière l'église, l'église semblable à un temple antique accroupi sur ses piliers bas.

III

Les Ollier-Grézieux, depuis 1741, en six générations renchérissant l'une sur l'autre de raffinements, de bonne éducation, d'élégance, s'étaient comme anoblis dans le commerce de la soie. Sortes de princes-marchands, ils commandaient en Perse, en Chine, au Japon, avec des comptoirs à Canton, à Changhaï, à Milan, à Messine. Leurs doigts oisifs ne se mêlaient pas de leur trafic. Ils n'écrivaient pas de lettres d'affaires. Leurs ordres partaient sur les fils du télégraphe, et leurs mots représentaient des chiffres qui signifiaient des phrases : ainsi ne partageaient-ils même pas la langue commune. Les bateaux ne cessaient de leur apporter la provende lyonnaise dans ces couffins d'Asie qui, pleins d'une soie âcre, sentent encore la figue sèche et le café. Mais aussitôt passée par la « condition », la précieuse marchandise tombait dans des caves invisibles où elle demeurait secrète. Ils ne touchaient pas à l'argent, ne maniaient pas de billets douteux, n'encaissaient pas de lourdes sommes. Comme une électricité, leur fortune était un courant qui circulait de banque en banque, lancée par le mystère des ordres avec un voltage sans cesse accru.

Depuis cent ans la maison résidait au pied de la Croix-Rousse, dans ce retrait des quais du Rhône, tout noirci de la suie des affaires, qu'est la place Tolozan. Les plaques de cuivre qui luisent à la cimaise des immeubles, attestent que derrière ces plates fenêtres, du haut en bas on vend de la soie. Aucun bruit dans les bureaux, que le chuchotement des téléphones.

Dehors, dans le rectangle du retrait, la musique impatiente des camions et des autos enchevêtrés.

M. Henri Ollier-Grézieux vivait dans son Office du premier étage, manchettes glacées, une chevalière au doigt, toujours en noir, comme un notaire, mais avec des cravates divines ornées d'une perle qui n'était pas tous les jours la même. Dans l'après-midi, il recevait là des confrères; ils parlaient bas à cause des deux commis curieux qu'on ne voyait rien écrire sur la page blanche de leur petit registre. Il était question des fautes du gouvernement, de la politique étrangère, des singularités d'Adolphe Haudequin dont on était fier à Lyon, tout en le critiquant, comme de Fourvières, du corps de ballet ou du stade en ciment armé avec ses quatre portiques gigantesques. On évaluait les diminutions de son chiffre d'affaires avec de la sincérité dans l'air chagrin. S'il avait voulu former une nouvelle société, avec de nouvelles actions, un nouveau capital social, cent fabricants seraient accourus, la plume dans leurs mains loyales, car les Soyeux ont la sociologie supérieure des fourmis qui, loin d'achever par férocité ou animale jalousie l'unité affaiblie, la soutiennent noblement et la relèvent. Mais Adolphe Haudequin n'en était pas à ce point.

Un jour, la porte de l'office s'ouvrit : et ce fut le fils de celui dont l'atmosphère vibrait encore ici, que l'on vit entrer, bien différent du jeune homme revenu l'an dernier du service militaire, deux rides estompées à ses joues, filles de celles qui coupaient verticalement le visage d'Adolphe. Il contempla d'abord quelques secondes avec hésitation l'homme si élégant, aux cheveux encore noirs, tout empreint d'une douceur mondaine qui attendait devant lui qu'il parlât. Puis ses lèvres sinueuses essayèrent de rire.

— Je viens vous demander un emploi, dit-il.

M. Ollier-Grézieux comprit tout, dès ce premier mot, et avant tout discours ultérieur de Philippe. Lyon blâmait sous le manteau le système de M. Haudequin écartant son fils de la fabrique, à quoi l'on donnait tout bas son vrai nom de jalousie paternelle. On allait jusqu'à imputer à cette erreur du père celles dont le fils affligeait la société lyonnaise, ce qui rendait indulgent pour l'espèce d'inconscience sereine avec laquelle Philippe dissimulait si mal son grand amour d'Alioutcha et commettait, à la lettre, un scandale. Puis Philippe

avait encore trop de jeunesse pour ne pas émouvoir un homme de soixante ans sensible à tout charme, à toute séduction, à tout spectacle humain par habitude des raffinements. Il le tira par la main vers le petit salon des visiteurs de marque, meublé surtout d'une fenêtre qui introduisait la place Tolozan, les quais et leur frondaison et le pont voisin sur le Rhône, dans la pièce.

C'est là que se dégonfla le cœur de Philippe dépourvu d'appui.

— Monsieur Ollier, ne me jugez pas mal. Je suis, au sens propre du mot, un déshérité. Peut-être croyez-vous que je n'ai pas voulu travailler chez mon père, que les petits emplois de bureau m'ont rebuté, que j'ai refusé le métier de calicot qui consiste, le « quart de pouce » en main, à démailloter devant les clients anglo-saxons des pièces de soie douillettes, à faire jouer leurs chatoiements sous la lumière électrique dans une salle humide, pleine de casiers. Ah! comme vous vous trompez! Mais la dernière des places de commis, je l'aurais prise avec joie pour me mêler à la fabrique et participer au grand travail de la soie. Je suis un soyeux né. J'ai souvent rêvé la nuit à des étoffes splendides. Je sais parfaitement les tissus que je fabriquerais, si, même à défaut de la maison de mon père, j'avais pu mettre debout la moindre petite boîte avec seulement vingt métiers de façonniers dans la Croix-Rousse. Mais tout cela m'est défendu. Mon père a l'air de détester en moi les goûts que son hérédité même m'a imposés; de ne s'intéresser à moi que dans la mesure où je me désintéresse de la fabrique; de voir en moi un adversaire, et, je le crains, hélas! un imbécile, dès que se dessine en moi le futur fabricant. Comme il m'eût aimé avocat ou pharmacien! En tout cas, je n'ai pas la permission de gagner chez lui ma vie. Alors, comme je veux vivre, je viens chercher un emploi chez vous, monsieur Ollier.

M. Ollier-Grézieux, en signe d'incertitude, frappa plusieurs fois l'une dans l'autre ses blanches paumes. Puis, avec cette sagesse des grands marchands de soie lyonnais formée par un jugement continuel des hommes et des choses, un exercice constant de la psychologie universelle, une surveillance mondiale qui leur fait suivre journellement le bulletin de santé des vers, en Chine, et la statistique de leur appétit, la pousse des mûriers en Italie, le cours du change à New-York, le prix

de la cellulose en Norvège, la turbulence des travaillistes dans le Northumberland, les conventions commerciales avec la Suisse, bref tous les impondérables qui jouent dans les prix de la soie grège, il déclara :

— Mon cher Philippe, Dieu sait si je t'aime, Dieu sait si après t'avoir vu naître et grandir, je m'intéresse à toi. Dieu sait si je te veux du bien...

Les yeux de Philippe, qui s'étaient fendus d'un franc sourire de confiance, d'abord, riaient encore, mais différemment, quand, là-dessus, il se mit debout pour partir.

— Je conçois que vous ne puissiez rien pour moi, monsieur, je regrette de vous avoir dérangé.

Il avait ouvert déjà la porte ; la main de M. Ollier-Grézieux le saisit doucement à l'épaule, le força de revenir, de s'asseoir.

— Ton père est mon meilleur ami. Si je te prenais chez moi, vis-à-vis de toute la Fabrique, ce serait pour lui un soufflet.

— Alors, vous vous liguez avec mon père contre moi ! Je le savais bien : l'âge met une barricade entre les êtres. Les jeunes sont seuls. Je n'ai rien à faire ici.

— Tu ne comprends donc pas ce qui se passe entre ton père et toi, et que c'est ta jeunesse qui insidieusement a commencé.

— Ah ! je voudrais savoir...

— ... En le menaçant. La jeunesse est une menace pour nous. Elle ne se contente pas d'annoncer notre déclin, elle a l'air de le réclamer. Et l'on dit qu'en nous succédant vous nous continuez : c'est faux, car les fils sont en réaction contre les pères au même titre qu'une époque naissante contre celle qui va finir. Ainsi les générations se sont toujours bousculées l'une l'autre, comme des ministères en France, pour prendre le contrepied de ce qu'avait accompli la précédente. Crois-tu, mon enfant, que ce soit agréable pour un père, notamment pour un Adolphe Haudequin qui fut un tel créateur.

— Mais je n'aurais pas défait sa création.

— Ah ! le plus charmant adolescent porte en lui le génie féroce de la contradiction. Ta politique, jeune Dauphin, ira à l'opposé du règne actuel. Adolphe Haudequin ne le sent que trop, ce colosse contre lequel tous tes goûts ont réagi. Alors il a sa première faiblesse : celle de t'écarter avec prudence de son royaume. Mais dans quarante ans seulement tu comprendras.

— Il faut que je vive, pourtant ! s'écrie Philippe.

Comme tout Lyon a connu Alioutcha chez Alexandrine, M. Ollier à cet instant voit très bien se dessiner à travers le fils Haudequin, avec ses traits ardents que pas un homme d'affaires en ville n'a oubliés, avec ses cheveux tumultueux, ses bras sans gestes, la tragique maîtresse pour qui Philippe assassinerait son passé. Philippe n'est plus à cette minute « l'enfant qu'on a vu naître ». C'est l'homme alourdi de la destinée d'une femme, qui en a assumé secrètement les besoins, les insécurités, les craintes, la faiblesse, l'avenir; qui s'effraye parfois de ce fardeau, qui rassemble ses forces, mesure sa vigueur. Tout cela se voit sur sa figure ravagée comme le masque maternel chez la femme qui porte un enfant. M. Ollier-Grézieux feint, pour mieux fustiger Philippe coupable, d'ignorer la catastrophe qu'est sa liaison.

— Tu as le temps, dit-il légèrement.

— Et si je désirais me marier dès maintenant, réplique Philippe, tout hérissé pour défendre cette Destinée chérie.

M. Ollier-Grézieux, dans le grand trouble où ce qu'il vient d'entendre l'a mis, va d'abord instinctivement fermer la fenêtre. Sans doute a-t-il peur que la place Tolozan, où l'esprit de Lyon s'est condensé depuis des siècles, ne perçoive l'abominable secret. Puis il revient à Philippe.

— Philippe, dit-il d'une voix sourde, pense à ta famille, à tes sœurs mariées, à Mme Haudequin, qui est née de Monthaloup.

— Elle n'a cependant pas pour cela de sang royal dans les veines, elle, réplique Philippe avec l'insolence de qui possède pour jamais l'infini.

La courtoisie solennelle de M. Ollier-Grézieux croule à l'idée sacrilège qui menace non seulement la famille Haudequin, mais en même temps l'autre noble famille, pure comme le fer, qu'est la Fabrique, et par-dessus tout la société lyonnaise qui vomit les scandales. Les voilà entre hommes, Philippe et lui, et, ce qui est terrible, défendant chacun ce qui lui est le plus sacré. La fenêtre étant fermée, le marchand de soie n'hésite plus sur les mots. La descendante des seigneurs de Titlis n'est plus qu'une réfugiée douteuse: il l'appelle « la fille de bar ». Il est impitoyable à ses sourires de serveuse que tout Lyon a reçus; il les interprète, équivoque sur eux, torture Philippe, en ayant soin toutefois de ne pas provoquer un éclat du jeune homme par une affirmation. Puis, quand il a prouvé

l'impossible état social de l'étrangère, il évoque sa Maison à lui, Philippe, couverte depuis des siècles comme d'un pavillon par ce nom d'Haudequin qui représente une patrie idéale si nette, si probe, si ordonnée. Le petit monde de la Croix-Rousse, il en fait la source pure et intarissable de la bourgeoisie lyonnaise. Il utilise tout ce qui traîne dans sa mémoire sur les Haudequin, la bonne grand mère en bonnet blanc ; le vieux puritain de grand père ; des traits d'honneur sur Adolphe, son mariage à l'église d'Ainay, — lui et la charmante M^lle^ de Monthaloup formant deux parcelles de Lyon dans un reliquaire sombre et mystique ; Benoîte, une vraie sainte, ajoute-t-il. Puis il joue des de Monthaloup, des puretés de Bellecour, des portraits d'ancêtres. Et quand, à force de pathétique dosé, contenu, à force d'accumuler tout ce que, d'une famille, le Passé pare et embellit, et de faire vibrer en Philippe cette corde héréditaire qui est comme le faisceau central, le grand sympathique de tous nos sentiments, il a réussi à tirer de ses yeux deux pleurs essuyés furtivement, du bout du doigt, sur les joues puériles, et qu'il attend un désaveu, une reddition, Philippe se tourne du côté de la fenêtre. La comtesse Borangine est là, présente. C'est elle qu'il voit au lieu des frondaisons du quai, au lieu du Pont Morand. Il a une sorte de sourire béatifique et à ce qu'il vient d'entendre, aux insinuations sur Alioutcha, au rappel de ses vieilles affections, il répond par un mot qui ne s'adresse pas à M. Ollier-Grézieux, mais à celle même qu'il voit devant lui et qu'il lui est impossible de trahir :

— Tout cela n'est rien à côté de ce qu'Elle a souffert.

IV

L'entretien de M. Ollier-Grézieux avec Adolphe, le lendemain, dans le bureau vert olive, dura trois heures, dialogue éteint, sans éclat de voix, sans interjections, sans coups de poings sur les tables.

Adolphe ensuite sortit. Il n'avait pour cela ni but, ni raison. Instinctivement il retourna vers Saint-Polycarpe. C'était la sortie des employés ; les immeubles de la Fabrique fuyaient par toutes leurs portes, se vidaient, avec un bourdonnement humain, de toute leur jeunesse. Adolphe, au passage, reconnaissait sur le dos des dactylos, habillées comme des girls d'un

coupon de soierie et les jambes prêtes à danser, les impressions à bon marché de Décine. Il était le père des élégances de la rue. C'était lui qui avait donné la soie au peuple. Il n'avait fait que le bien. Voilà comme il était récompensé aujourd'hui : Philippe apportant un scandale dans la famille, préparant la pire union. M. Haudequin aurait préféré qu'il épousât l'une de ces petites sauterelles de la grande Côte. L'exotisme de la comtesse Borangine avait l'odeur perverse, suspecte, morbide des forts parfums qu'on n'a jamais respirés.

Sa dynastie lui appartenait assez, croyait-il, pour qu'il y fût le maître de toutes les unions. N'avait-il pas marié ses filles à la manière d'un sélectionneur? Son fils ne possédait pas le droit de défaire l'harmonie de cette architecture. Et le vieil esprit romain qui sommeille dans chaque Lyonnais renforçait encore ses possibilités de père de famille.

Les esprits déréglés, sans savoir où le conduisait son pas sec, il approchait ainsi de Bellecour. En arrivant, par ce soir orageux d'été, au retrait gothique où s'ouvre le portail de l'Hôtel-Dieu rendu plus moyen âge encore par l'heure sombre et accablante, il sentit au creux de l'estomac une douleur plus vive qui le pressa d'entrer. M. Haudequin connaissait à l'officine publique de l'hôpital une jeune sœur pharmacienne à laquelle il aimait venir demander des consultations, soit par une confiance gratuite dans ses suaves lumières, soit, plus simplement, pour éviter les frais excessifs qu'une visite médicale entraîne souvent sans le moindre profit. Et il pénétra sous le cloître que charmait la fraîcheur du jardin central, oasis de ce quartier de voitures et de poussière. M. Haudequin goûtait beaucoup le chant des petits oiseaux et il en était là plus de cent, réfugiés dans des arbres, qui piaillaient pour leur gîte nocturne. Au fond du cloître, s'ouvrait la pharmacie monacale. A cause des hautes boiseries de chêne, une nuit hâtive y régnait comme dans une sacristie ; et de blanches religieuses dont la coiffe était un hennin de linge empesé s'affairaient à servir les clients. L'une d'elles, dans M. Haudequin, reconnut le sien et accourut. Elle était de la campagne et à ce titre lui semblait devoir posséder infuse la médecine naturelle. Il lui dit qu'il souffrait toujours davantage et voulut savoir d'elle si l'usage prolongé de la camomille n'était pas pernicieux. Et un peu penchées par-dessus le comptoir, les ailes de sa coiffe sem-

blaient s'ouvrir pour s'enfler de confidences. Elle avait perdu dans cet air de juleps, de menthol, de réglisse et de camphre son teint sanguin de paysanne; mais haute encore en couleur et la physionomie chaude due à son type brun, elle avait la double autorité du costume et de sa bonne santé. Et il était doux à Adolphe d'entendre cette sainte fille s'occuper de ses maux, y proposer des remèdes, le supplier d'éviter les émotions, les peines. Attendri par le recueillement de ce monacal commerce, les mouvements silencieux de ces religieuses qui pesaient des poisons et rendaient la monnaie sans bruit, leurs blanches silhouettes éclairant seules les sombres murailles de chêne sculpté, Adolphe ne put s'empêcher de murmurer :

— Ah! ma sœur! c'est justement ce qui me tue.

Tout le culte que Lyon professait pour le grand fabricant passa dans l'apitoiement discret de la champêtre religieuse.

— Pauvre monsieur! qui croirait qu'un homme comme vous...

Adolphe soupira et partit sans avoir accepté sa monnaie. Le lendemain, on apprit en ville qu'il s'était alité. C'était la première fois.

On lui fit une chambre de malade avec une table pharmaceutique, les rideaux mi-clos et des pas en demi-pointes encadrant le lit où ses cheveux métalliques éteignaient le blanc de l'oreiller. L'odeur tragique de chloroforme flottait, et lui ne disait rien, ne se déplaçait jamais. Quand la porte s'ouvrait, ses yeux se tournaient vers le nouveau venu, simplement, et si c'était Benoîte, ils se fermaient en signe de repos.

Philippe, ne doutant plus que M. Ollier-Grézieux ne l'eût trahi, et que l'annonce de ce qu'il avait résolu n'eût porté seule ce coup à son père, hésitait à entrer, craignant un éclat. Une horrible inquiétude avait divisé son cœur en deux domaines égaux et adverses de bonheur et d'infortune. Une partie de son cœur baignait dans l'ivresse, et l'autre était tristement dégrisée. Ce fut lui qui exigea une consultation. Cependant, l'après-midi, il n'y tint plus, et, le malade se trouvant seul, il se décida.

M. Haudequin sans lunettes avait un regard presque timide, comme gêné de n'être plus habillé. Ce regard embusqué dans le creux de l'oreiller suivit Philippe depuis la porte jusqu'à la ruelle du lit. Le jeune homme était résigné à toutes les malédictions et il en attendait l'explosion fatale. La main d'Adolphe

aux phalanges noueuses qui s'était allongée, effilée, affinée à tâter le grain des étoffes languissantes et ténues, main d'aveugle qui se moquait des verres grossissants du « quart de pouce » pour déterminer le nombre de fils de bave dans un brin de soie grège, se tendit silencieusement. Philippe la saisit avec une affectueuse avidité, ne demandant qu'un signe de paix, redoutant toujours néanmoins ces affreux reproches des malades : « C'est toi qui me tues; c'est ta conduite qui m'a réduit où je suis. »

— Vous avez très mal? questionna-t-il.

Il lui fut répondu par un sourire forcé qui avouait des tortures, qui était plus fait pour ravager l'âme d'un fils assailli de remords que mille cris et plaintes, qui posait implacablement cette fois pour Philippe le dilemme : *Elle ou Lui?*

Entrèrent là-dessus, introduits par Benoîte, trois professeurs de la Faculté qui se firent à la porte des politesses. C'étaient les trois plus grosses réputations médicales de la cité. Ils entourèrent le grand homme vaincu et, après les questions d'usage, l'un d'eux arracha lentement la couverture, dénuda un épigastre cave sous un thorax d'une maigreur puissante. Adolphe semblait subir cet examen comme une offense, mais son silence acquiesçait à sa défaite physique. La famille angoissée se tenait debout un peu plus loin. Mme Haudequin, coiffée de son diadème démodé, devenait si totalement pâle qu'on pouvait craindre, en prolongeant le supplice de sa sensibilité, de la conduire à la syncope. Philippe ne donnait pas de signes extérieurs d'émotion. Cependant, après que Benoîte se fut penchée à son oreille, on le vit sortir. Ce qu'il n'avait pas eu la force de supporter, c'était un dur jugement échappé à ces lèvres aimantes, l'épithète de « mauvais fils », intolérable en un pareil moment.

Le cabinet vert olive servit de chambre de conseil pour les délibérations des médecins. Il en vint, un instant, le bruit d'une discussion, chocs de mots, heurts de trois diagnostics trempés comme de l'acier. Le patient lissait le drap sur son corps rigide comme un grand insecte dont on a dérangé les élytres. Quand Mme Haudequin fut allée rejoindre les docteurs, Benoîte s'approcha du lit. Les rôles étaient changés, et la faiblesse, aujourd'hui, devenait le lot de l'homme terrible mis à sa discrétion. Il n'est pas de femme qui ne trouve une tendre volupté à cette revanche.

— Prends courage, monsieur Haudequin, dit-elle, tu guériras bientôt avec de pareils savants.

Il la regarda en fermant son œil gauche. Elle était trop habituée à ses silences opiniâtres pour attendre une parole de lui. Alors, tentée par cet abandon de l'homme malade, le premier qu'elle lui eût connu, elle se pencha avec des gestes d'infirmière, heureuse d'arranger l'oreiller, la couverture, l'édredon. Et elle se mit avec une docilité qui était de la domination, et comme une possession innocente, à lui proposer un peu d'eau, un peu de lait, une pastille. Puis au moment où, patiente, elle attendait des réponses, la haute charpente osseuse en chemise de nuit eut un soubresaut. Adolphe, du coup, fut sur son séant :

— La paix ! hurla-t-il.

Les trois docteurs rentrèrent avec des ordonnances et un arbitrage, et comme Adolphe avait repris son immobilité, le plus âgé résuma le triple avis en parlant d'une petite intervention chirurgicale qui rendrait sans doute la santé au grand industriel. En attendant, il lui était formellement interdit de manger, presque de boire, encore plus de songer à la maison de commerce, de recevoir associé, caissier, directeurs, d'entendre parler de soieries, d'échéances, de nouveaux cartons. En revanche, il devait ingurgiter, heure par heure, un certain nombre de liquides barbares. Leur arrêt rendu, eux aussi prirent avantage sur l'homme le plus considérable de Lyon réduit à leur merci, et lui firent, en partant, l'adieu protecteur de qui vous a en son pouvoir, une bonne fois.

L'idée de l'opération, sous réserve d'une radiographie, avait été agitée préalablement entre Philippe, sa mère et les trois médecins qui n'avaient pas caché la tristesse qu'ils ressentaient de sa gravité. Philippe restait depuis lors dans sa chambre empire, la tête dans les mains, à se demander s'il n'aimait pas mieux son père que sa maîtresse. Le soir, il revint au chevet du malade, suppliant qu'on le laissât passer la nuit.

Et quand la chambre se fut remplie d'ombres, M. Haudequin fit semblant de dormir pour apercevoir entre ses paupières mal closes Lippo, plus défait que lui et roulant sa grosse tête pleine de souci sur le dossier du fauteuil. On ne pensait qu'à lui à cette heure, il le savait. Et, en effet, dans la

terreur de perdre avant peu ce père somptueux à l'héroïque cerveau, à l'âme secrètement affamée d'affections. Philippe se faisait volontairement souffrir en rappelant ses souvenirs d'enfance, Adolphe vivant les yeux sur lui, le gâtant imprudemment, à genoux, quand ils jouaient ensemble, pour que les hautes épaules paternelles vinssent au niveau des siennes. Jamais il n'aurait cru tant l'aimer. A l'idée que demain la fabrique pourrait tomber entre ses mains, Adolphe disparu, il ressentait un mouvement d'horreur. Il n'en voulait pas de cette maison de commerce tiède encore d'Adolphe Haudequin, battant encore des contractions de son cœur, sentant encore sa sauvage odeur de chef. Il s'en irait plutôt que de toucher à un registre, à un carton, à un échantillon d'étoffe. La fabrique, c'était l'expression de son père, sa vraie forme, son réel visage, tout serait sacrilège pour celui qui se mêlerait de la gouverner après lui.

Et comme, par ruse, alors, Adolphe jouait l'homme profondément assoupi, Philippe se leva, glissa ses pas feutrés vers le lit. Une seule lampe voilée de bleu veillait. Le jeune homme contempla longtemps son père endormi. Les courbes de ce front olympien, les rides dans la peau jaune et sèche des joues longues, ce nez d'empereur lui paraissaient autant de sujets d'admiration. Littéralement, il avait oublié Alioutcha lorsque, mesurant combien il adorait ce grand gisant, il ne put se retenir et se pencha avec des précautions incroyables pour baiser ce front embroussaillé de cheveux blancs. Et quelle crainte de le réveiller, quelle terreur que le père n'eût connaissance de ce baiser, même de cet amour qui gonflait à ce moment sa poitrine! Mais Adolphe n'ouvrit pas les yeux, n'ouvrit pas les bras pour entourer son enfant revenu, n'eut pas un soupir, pas un frémissement de ses nerfs maîtrisés, et sa comédie du sommeil continua dans une torpeur victorieuse.

Au milieu de la nuit, Benoîte, qui entra dans la chambre, ne fut pas entendue. Cette fois, tous les deux dormaient véritablement. Benoîte venait pour la potion verte dont c'était l'instant et réveilla M. Haudequin qui la trouva devant lui, la cuiller à la main. Il éclata de rire.

— Crois-tu, dit-il, dans une colère rendue bénigne par son contentement intérieur, que je veuille me laisser empoisonner?

— Monsieur Haudequin, pense à ta guérison!

— Assez.

Lorsqu'il la vit consternée, il la pria d'aller quérir dans son pardessus une boîte de poudre achetée deux jours plus tôt. C'était la réglisse de la sœur pharmacienne. Il en prit deux petites cuillers, comme elle avait dit, but là-dessus une gorgée d'eau, et enjoignit à Benoîte de jeter à la rue toutes les fioles recommandées par les maîtres de la science.

Au matin, Mme Haudequin, avec cette sorte d'humilité dorée, entretenue en même temps par le despotisme et le respect d'Adolphe, qu'elle montrait dans toutes ses indécisions, attendait pour entrer dans la chambre silencieuse un appel, un signal. Mais on aurait dit que le père et le fils, brisés de fatigue, se fussent entraînés l'un l'autre à un sommeil incoercible. Pas une parole, pas un mouvement. Mourante d'inquiétude, à neuf heures, elle ouvrit la porte. Philippe, entouré d'une couverture, dormait lourdement en face du lit vide. Son réveil fut tragique. Avait-il donc laissé fuir le malade sans rien entendre, mauvais gardien après mauvais fils? Le cabinet de toilette révélait que M. Haudequin s'y était habillé.

On n'eut pas à le chercher bien loin. Il était allé à son heure s'asseoir à son petit bureau, vérifier son courrier, ses échéances, ses commandes, son journal de fabrication, donner ses ordres en banque, téléphoner à Villeurbane, à Décine, au Mont Sauvage; signer. On l'y trouva, ayant récupéré, avec ses lunettes, son implacable regard d'ironie.

— Ils peuvent toujours aiguiser leur bistouri, déclara-t-il aux deux femmes angoissées dont les genoux s'entrechoquaient. Ne m'ouvrira pas qui voudra. Je suis le maître de ma carcasse. Autre chose est de livrer son corps à un médecin, pour y prendre des hypothèses, autre chose de le confier au chirurgien dont on ne peut jamais prévoir ce qu'il vous dérobera de précieux. Je ne suis pas un ignare; je sais ce qu'ils cherchent, mais ils ne le trouveront pas; la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a. Moi, je possède une gastrite nerveuse, un point, c'est tout.

— Mais on vous avait défendu le moindre souci d'affaires, dit Mme Haudequin, et vous voilà ici!

Adolphe, apercevant Philippe derrière les femmes, le regarda en face :

— Je suis assez grand pour reconnaître sans les médecins

l'instant où je suis guéri. La crise est finie. Si ces messieurs reviennent, excusez-moi et dites-leur que je ne les avais jamais invités.

On fut alors témoin qu'il prenait là-dessus, dans une boîte, deux cuillerées d'une poudre noire. Une odeur caramélisée se répandit; même le verre d'eau était apporté sur son bureau. Il en but un trait en disant :

— Il y en a pour cent sous là-dedans.

Philippe sentit son horrible inquiétude de la nuit se détacher de lui, tomber d'un coup de son être, comme ces maux, qui se décollent du corps dans les eaux de Lourdes. Il disparut. Bientôt, comme Adolphe se flattait de l'avoir vaincu et repris, on entendit retentir dans l'escalier cette espèce de pas de charge auquel le père soudain désabusé ne se trompa point...

V

Philippe échoua aux examens de droit où Ginette Chappemoine fut reçue. Le jour de l'oral ils revinrent ensemble de la Faculté, et Ginette lui dit, un peu gauche de son succès gênant :

— Ne vous en faites pas, Philippe.

Ce mot parut gentil à Philippe et lui plut, ayant une portée indéfinissable, sans proportion avec le sens littéral et bien vulgaire des paroles. Ginette ne pouvait rien ignorer de sa vie cachée. Elle savait pourquoi Philippe avait passé vainement des heures sur ses livres de droit sans pouvoir fixer son esprit à un seul article ; pourquoi il manquait sans cesse les cours ; pourquoi on le rencontrait si souvent sur le pont de la Guillotière. Ce mot était donc l'octroi affectueux d'une indulgence au moment où Philippe se débattait cruellement dans l'envers de son roman que chacun à présent déchiffrait à sa guise : sa famille, les Ollier-Grézieux, les Chappemoine, ses cousins de Monthaloup, son beau-frère de l'Ain, le sénateur. Il riait, en pensant à son échec, mais son rire ressemblait à une moue de chagrin.

— Vous comprenez, Ginette, je suis très embêté à cause de papa.

— Alors, venez d'abord à la maison. Justement, mon père est arrivé de Paris ce matin ; il présentera au vôtre la mauvaise nouvelle.

Chappemoine revenait à Lyon chargé de cartons multico-

lores pour la saison d'été de l'an prochain. Paris est le jardin, la serre éclatante où éclosent les plus belles fleurs de la soierie. Avant de s'incarner dans les étoffes, elles naissent, d'abord, là-bas, sur un simple papier, dans un bureau de dessin. L'artiste les apportait lui-même, jalousement, les couchant près de lui dans son wagon-salon, ne les quittant que dans le petit bureau de la rue des Capucins, après les avoir étalés sous l'œil critique de son associé, dans la lumière solaire du tube électro-chimique.

— Mais oui, venez donc, Philippe, insista Ginette : papa comprendra, lui.

Ginette non plus ne nommait pas Alioutcha, mais Philippe lui était reconnaissant de ne pas le honnir, de ne pas le juger et de s'adoucir même un peu, semblait-il, parce qu'il aimait une femme. Elle n'avait plus, à son adresse, les petites moqueries d'autrefois et son ton devenait fraternel. Un jeune homme, rendu par l'amour plus subtil, ne laisse pas échapper de si fins, mais si doux indices.

— Ah! dit-il avec lassitude, avec un abandon qui ajoutait, et bien au delà, à ses paroles, je ne demande pas mieux que de vous laisser faire : j'ai tant d'ennuis!

— Ne vous plaignez pas : cela empêche de s'ennuyer.

— Vous vous ennuyez quelquefois, vous, Ginette?

— Non! je soigne trop affectueusement pour cela la chère petite chose que je me suis à moi-même... mais quel art! et qu'un garçon est trop stupide pour concevoir. Je me comble moi-même d'intérêts divers, travail, lectures, distractions, plaisirs qui ne laissent jamais place à l'ennui. Je me dois beaucoup à moi-même, vous savez.

— Pourquoi êtes-vous si égoïste, Ginette?

— Et vous, Philippe?

Ils suivaient à pied les quais ombreux de la rive gauche. Le Rhône, accablé par l'été, pris de nonchalance, s'ensablait : Philippe, à la hauteur de la place Morand, s'arrêta au parapet même où il s'était accoudé à son retour du régiment, devant la Croix-Rousse. Les choses avaient tourné depuis lors bien autrement qu'il n'avait cru. Au lieu d'être absorbé par ce père redoutable, dont l'impérialisme lui faisait peur, il avait été rejeté par lui. « Je ne regrette rien pourtant, se disait-il religieusement ; je ne regrette rien. »

Ginette regardait l'eau. Elle était petite, dorée par la clarté de soleil couchant que recevait son profil, effroyablement à la mode, respirant à Lyon, mais perpétuellement refaite, modelée, dessinée rue Saint-Honoré, ayant pris, dans le quartier parisien de la haute couture, jusqu'à ce marcher rectiligne des élégantes maigriottes, qui cherchent sans cesse sur le trottoir la corde raide. Tout Lyon se retournait quand elle passait, en rayures grises et roses, son petit chapeau vissé comme un casque sur ses cheveux coupés. Philippe n'était pas fâché d'être son cavalier, s'attendrit même un peu.

— Comme vous êtes une bonne fille, Ginette!

— Bonne pour moi, oui, dit Ginette.

— Pourtant si je vous demandais un service?

— A condition que cela me fît plaisir, je vous le rendrais.

— Ah! calomniatrice! Accepterai-je ou non vos dépréciations systématiques? Je veux gagner ma vie, Ginette. Il le faut. Je suis arrivé à un moment... Des circonstances nouvelles m'obligent... Je dois...

— Mon vieux, dit Ginette, je devine. Au but!

Alors il raconta ses démarches. Il avait cherché un emploi dans la soierie. Mais les fabricants, sous prétexte de faire bloc avec son père, qui l'avait récusé comme collaborateur, refusaient d'infliger à M. Haudequin une sorte d'affront. Au fond, tous voyaient en lui le futur chef de la maison fameuse qu'il gouvernerait un jour, et ne se souciaient pas, en attendant, de mettre à sa disposition leurs procédés commerciaux, pour qu'il en bénéficiât un jour. De sorte qu'il avait pensé aux teintureries Chappemoine.

— Pour que j'en parle à mes cousins. Mais vous n'êtes pas chimiste, Philippe?

— Ah! une place de manœuvre... Quelle importance?...

Elle le regarda, effarée des ravages de l'amour dans son équilibre de garçon pondéré. C'était donc cela, aimer? Philippe rayonnant à l'idée d'essorer des pièces de soie dans des cuves vineuses, les bras nus et teints jusqu'aux biceps?

— Mon pauvre Philippe! dit-elle avec une compassion de jeune fille forte et bien assurée.

Les Henri Chappemoine habitaient l'un des premiers hôtels du boulevard des Belges qui, par derrière, semblent mordre dans le Parc de la Tête-d'Or. C'est ici que s'établit, héritière de

celle de Bellecour ou de Perrache, l'aristocratie des Brotteaux, celle du Lyon futur. Irrésistiblement, la ville suivant les plus ordinaires décrets se déplace; elle déborde le Rhône; elle s'écoule sans que rien ne puisse l'arrêter vers la grande plaine de l'est qu'elle submerge. Ses escaliers princiers et lépreux de Saint-Jean; ses hautes maisons de la Croix-Rousse dont les cours étroites, cheminées d'aération, emportent en ronflant les mauvaises odeurs avec le bruit industriel des métiers; ses immeubles Directoire à six étages, étranglés d'un lacet par les rues de la Fabrique; ses noires façades, ses balcons intérieurs suintant d'humidité, ses caves pleines de soie vont se vider peu à peu de leur âme intense, âme si ardente au travail qu'elle faisait fi de ce pauvre corps urbain tombé en vétusté.

Cette âme aujourd'hui va changer de place. Une évolution moderne à retardement semble l'atteindre; elle passe les ponts pour se loger plus largement. Les siècles qui viennent ne connaîtront plus l'atmosphère des quartiers à la fois sordides et riches enfermant la plus belle matière du monde, et l'on regrettera l'âpre poésie de la Croix-Rousse. Mais Lyon continuera, secrète capitale du commerce français, de travailler sans chicanes, sans duplicité, sans ostentation, sans distractions, pour le travail, dans sa chrysalide de brouillard.

Ginette Chappemoine, en faisant à Philippe ce jour-là, les honneurs du blanc hôtel Louis XV des Brotteaux, accomplissait sans le savoir un de ces mille gestes par lesquels, à l'heure où s'écrivent ces lignes, les Lyonnais procèdent au déménagement de leur âme séculaire. Ici, tout était lumière, espace, netteté. Les baies cristallines qui avaient la ligne incomparable de la coquille prolongeaient l'habitation jusqu'aux sous-bois bleutés du parc, et dans de pures boiseries d'un éclat neigeux, par un amour inné de la tradition, on avait rassemblé non pas les meubles somptueux et confortables, inventions du siècle de la force industrielle, mais ces sièges et ces curiosités du règne futile, mondain et charmant où une femme n'était plus qu'esprit et atours; un homme, une épée, des manchettes de dentelles.

Ce soir, Chappemoine allait et venait entre ses deux salons qui sentaient l'encaustique et le vieux bois des musées, mettant au grand jour ses cartons multicolores, se les exposant à lui-même dans ce noble décor périmé où le style en zigzag

des dessins cubistes, la géométrisation de la nature formulaient d'eux-mêmes la chevauchée du goût à travers les siècles. C'est là qu'il reçut Ginette et Philippe, et qu'il apprit l'échec de ce dernier. Quand Ginette se fut éclipsée, l'aimable homme se mit à dire :

— Me trompé-je, Philippe ? N'es-tu pas puni d'une grande folie ? Ne t'es-tu pas désappliqué de tout travail pour errer dans des parages qui n'avaient rien de classique ?

Le silence de Philippe était comme un effort qui défendait la vérité de sa tragédie.

— Moi, dit encore l'associé, je ne possède ni pouvoir, ni droit pour te moraliser. Mais tu m'inspires de l'inquiétude. Un bruit fâcheux court, que tu veux épouser ta maîtresse...

Ce terme fit rougir Philippe, comme atteignant de son horrible banalité une créature unique au monde. Puis ses lèvres enfin laissèrent passer trois mots qui étaient une sorte de révélation sacrilège, qui livraient aux fauves de l'opinion l'attestation audacieuse qu'elle existait, celle qu'il n'avait jamais nommée à personne :

— La connaissez-vous ?

— C'est précisément parce que je la connais, mon pauvre Philippe...

Le jeune homme pâlit cette fois et se levant, sans un geste :

— Je vous interdis, tonton Chappemoine, d'avoir une pensée mauvaise, d'avoir un soupçon, une sévérité, d'avoir l'ombre d'un sourire malveillant, tout ce qui exprime non seulement une critique, un jugement, mais un doute, ou même ce qui peut faire naître un doute, sur celle dont ce sont les femmes de ma famille qui ne sont pas dignes. Entendez-vous ?

Le vieil artiste, qui fuyait volontiers le tragique et ne s'attendait pas à cette violence, se trouvait embarrassé. D'autant qu'il comprenait malheureusement les conflits de l'amour et y portait de l'indulgence.

— Je ne savais pas que c'était à ce point-là, s'écria-t-il.

Il était le contraire de la sévérité, et son cœur sensible l'entraînant, comme gage de sa mansuétude, presque de sa complicité, il promit de fléchir Haudequin, de l'apitoyer sur Philippe, refusé à son examen de droit pour avoir aimé une trop belle femme.

Mais dans l'instant même, il avait été devancé, car à l'heure

où avec une certaine complaisance romanesque il s'attendrissait sur l'envers mystérieux de la passion de Philippe, Ginette, qui dans la remise avait sauté sur sa petite conduite intérieure pour se précipiter rue des Capucins, au scandale des passants du pont Morand et de la place Tolozan, frappait audacieusement à la porte du cabinet aux rayons mauves.

— Qui est là ? questionnait sans accent d'hospitalité la voix redoutable du grand Patron.

Malheureusement, il ne terrorisait pas Ginette, qui aimait mieux ne pas reconnaître les supériorités que d'avoir à s'abaisser devant elles.

Sans répondre, elle entra. Il s'écria, s'étant toujours entêté à ne pas entendre ce nom à la mode, à le défigurer, à le remplacer par un nom de son temps, hostile comme toujours à l'unisson de tout le monde, irréductible :

— Tiens, c'est toi, Janette?

Dans la lumière insoutenable du tube électro-chimique, une liasse d'échantillons désépinglés, soies ardentes, arrivées à l'instant du Mont-Sauvage, coulaient en moires, en éclairs, en cassures de feu. Les couleurs du jardin le plus riche se décomposaient en nuances indiscernables, et parmi les rectangles flambant vert, flambant groseille, flambant noir, trois essais de la fameuse pièce 5727, le façonné aux feuilles triangulaires, formaient un massif profond de parc romantique, agité de reflets.

— C'est moi, Ginette, corrigea froidement l'étudiante.

Ainsi s'affrontaient le grand homme et la petite fille sans peur qui commença par venir froisser entre ses gants d'auto ces crêpes, ces satins qui avaient la fragilité d'un pétale, et l'irisation d'une aile de diptère.

— Défense de toucher ! Janette.

Elle continua, plissa les étoffes, agita de petites vagues de soie d'où sortit l'odeur chimique du teint en pièce, s'accrocha dans les fils guimpés d'or, finit par lancer carrément :

— Philippe a échoué à l'oral.

Les yeux froids s'enfonçaient dans ceux d'Adolphe qui avaient, eux, le masque des lunettes. Mais il était plus fort qu'elle ; il répondit tranquillement :

— Toi, tu es reçue, je pense, Janette ?

— Bien entendu.

— J'aurais mieux aimé que ce fût lui, dit Adolphe.

Ginette ôta son casque de Minerve. Ses cheveux se gonflèrent. Elle avait la carrure lyonnaise du visage et une petite bouche peinte impertinente.

— Tonton Haudequin, — et elle croisait ses bras nus, — pourquoi dites-vous cela? Moi, j'ai besoin de mes grades, parce que je ne veux pas me marier; mais Philippe, qui est marié d'avance avec votre Fabrique, n'a que faire de son droit.

Adolphe sentit passer sur ses nerfs les plus sensibles l'affront de Ginette. Ginette, — Janette comme il disait mentalement, — n'aimait pas Philippe, mais elle se liguait avec lui contre la vieillesse du père, parce que l'âge de Ginette à lui seul suffisait à les rendre amis; et cet âge même si troublant, si blanc, si frais, si fugitif, attirait Adolphe, le charmait, venait à lui en souriant et lui jetait des liens.

— Tu ne comprends rien, Janette, dit-il, exclusivement homme du monde devant elle et soumis à toutes les contraintes de la courtoisie. Je te parais un vieux bonhomme parce que tu es le printemps même : mais sache bien que mes forces, je les ai pour longtemps encore et suffisantes pour rassembler en moi tous les fils conducteurs de ma maison de commerce. Irais-tu, toi, ma chère Janette, demander à ton père de partager avec toi la direction artistique de la Fabrique? Deux têtes? Deux sources d'inspiration? Il se moquerait! Alors, pourquoi s'entête-t-on à réclamer de moi la même ambiguïté de commandement? Jamais deux têtes, retiens cela, Janette. Mais comme il est nécessaire que Philippe occupe son esprit, je l'avais mis au droit. Or il y réussit fort mal. Je suis plus contrarié que je ne le parais.

La petite bouche peinte souriait ironiquement.

— Tonton Haudequin, pensez-vous véritablement me réduire avec cette explication rudimentaire? Je vous connais trop bien pour m'en contenter. Je vous sais par cœur. Vous avez assez encombré mon enfance de votre réputation pour que j'aie grandi devant vous les yeux ouverts comme des portes cochères, à vous contempler, à vous admirer, à essayer de vous comprendre. Cette autonomie dont vous avez joui en ce petit bureau, régentant seul votre empire de soie, vous ne pouvez concevoir de la partager avec ce pauvre Philippe. Vous avez peur de lui : ne dites pas non; peur qu'il ne vienne vous remplacer; peur qu'il ne rende votre Suprême Nécessité inutile

dans cette maison ; peur qu'il ne s'empare de votre petit bureau, ce saint des saints où personne n'entre. Nul encore n'a osé vous dire cela, n'est-ce pas? Mais moi, je ne peux plus tenir ma langue, car vous êtes en train de gâcher la vie de Philippe qui est jeune, qui a droit que l'on respecte et même que l'on prépare sa carrière; et je vois là une injustice, c'est-à-dire un acte qui m'est intolérable. Je suis mal élevée, c'est vrai, tonton Haudequin, mais je vous aime presque autant que papa; j'aime ce que j'admire. Je suis sans doute la Lyonnaise qui voit le plus clair en vous, parmi toutes celles qui vantent le grand homme d'affaires que vous êtes; en tout cas, je vous suis la plus attachée. Je sais que cela doit être dur d'abdiquer. Mais un fils, même s'il ne vous ressemble pas, c'est malgré tout votre continuité. Il y a un petit effort à faire pour renoncer à soi-même au profit de sa progéniture ; puis on se sent ensuite revivre en elle, et l'on n'en est alors que plus chic...

Tout en parlant, Ginette n'avait pas été assurée contre une mise à la porte menaçante. Puis elle avait vu son vieil interlocuteur terrible se ramasser des coudes, des épaules sur sa petite table noire, se recroqueviller sous l'averse cinglante. Maintenant, ses larges omoplates infléchies semblaient protéger comme une grosse carapace tout son être courbé. Lorsque la jeune voix se fut arrêtée, il demeura ainsi, masse immobile qu'on ne sentait même pas respirer. Ginette attendait un mot, un reproche, un éclat de colère. Rien. Elle conçut de l'inquiétude; avec sa fringale de sincérité, elle n'était pas méchante, et enfin, malgré tout, sa jeunesse était tendre. Elle se leva, promena sa petite main le long de ce dos accablé; elle ne tira aucun signe de l'homme muet. Elle devina qu'elle l'avait blessé grièvement, peut-être vaincu.

Alors elle vissa son petit chapeau à bloc sur ses cheveux endiablés et se retira sur la pointe des pieds pour ne pas troubler le silence.

Colette Yver.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

L'AVENIR DU PLAN DAWES

Au cours de son existence de trois années, le plan Dawes a donné naissance à une science nouvelle, celle des Transferts : science hermétique pour les profanes, mais qu'il faut bien connaître, au moins dans ses grandes lignes, pour être fixé sur le sort de cette autre question, qui a rempli toute l'histoire de ces dernières années : le paiement des réparations.

Bien avant l'heure présente, et sous deux aspects différents, la *Revue* a déjà exposé le mécanisme de ce plan et les difficultés que devait rencontrer l'application au débiteur, comme au créancier, de cette nouvelle thérapeutique financière.

Dès 1925, nous avons recherché les solutions possibles pour résoudre la question du Transfert, c'est-à-dire pour obtenir le plein rendement du plan Dawes en ce qui concerne le paiement des réparations, et plus récemment, en 1926, nous avons montré quel service pouvait rendre, au cours des opérations de stabilisation monétaire, la mobilisation des obligations allemandes de chemins de fer et d'industrie, qui ont mis à la disposition des Alliés le meilleur des actifs allemands en valeur or (1).

Alors que le plan entre, le 1er septembre prochain, dans sa quatrième année d'existence, les mêmes difficultés se dressent d'autant plus menaçantes que les annuités doivent passer dans le prochain exercice de 1 500 à 1 750 millions de marks-or, pour atteindre leur rendement normal, soit 2 milliards 500 millions de marks-or, à partir de 1928-1929, sans compter le supplément à provenir d'un indice de prospérité en Allemagne, qui peut encore augmenter ce chiffre de quelques centaines de millions. Sur ce total, la part française,

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet 1925 et 1er août 1926.

qui est de 52 pour 100, d'après l'accord de Spa, s'élèvera à 1 300 millions de marks-or, représentant près de 10 milliards de francs, au cours du change, de 6 francs pour 1 mark, tandis que le montant dont la France dispose sur l'annuité de 1926-27 reste encore aux environs de 800 millions de marks-or, dont la plus grande partie est réglée sous la forme de prestations en nature (1).

La France se trouve donc en face d'un formidable inconnu : comment diriger le flot toujours croissant de produits allemands qui vont être déversés sur notre marché, en concurrence avec notre production, et qu'il nous faudra, bon gré, mal gré, absorber, sous peine de laisser toute espérance à la porte du Bureau des réparations?

C'est le tournant dangereux dans la marche du plan Dawes, et l'on comprend que le gouvernement de M. Poincaré, en un moment où il doit faire état de toutes les ressources, tant intérieures qu'extérieures, de la France pour consolider sa grande victoire financière, se préoccupe, à quinze mois de distance, de ce qu'il adviendra, dans un exercice normal, lorsque nous aurons à transférer, pour notre part, environ 1 300 millions de marks-or. Le Sénat vient d'être saisi de la question par un remarquable rapport de M. Chéron, rapporteur général du Budget, et le Conseil national économique, dans sa session de mars, a été également invité à présenter des solutions pratiques pour l'utilisation des prestations en nature de l'Allemagne.

UN PROGRAMME DE PRESTATIONS

L'avenir du plan Dawes est lié à l'utilisation plus large des prestations allemandes, c'est-à-dire à la mise en vigueur de nouvelles méthodes pour absorber une quantité croissante de services, de travaux ou de produits allemands, suppléant à l'insuffisance des versements en espèces, dont le montant est laissé à la décision de l'Agent général des paiements de réparations, M. Parker Gilbert. Ici, une première remarque

(1) Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1926-1927, la part déjà reçue par la France s'élève à 516 millions de marks-or, soit environ 3 milliards de francs au cours actuel du change, sur lesquels, après le prélèvement des frais d'occupation dans les territoires rhénans et le fonctionnement du Reparation Recovery Act frappant les importations allemandes, il a été réparti en espèces 56 millions de marks-or, tandis que près de 300 millions étaient transférés en marchandises, dont 161 millions pour le charbon et 31 millions pour les engrais chimiques.

s'impose pour comprendre la position de la France dans l'application du plan Dawes. Il ne faudrait pas croire que son exécution dépende de l'Allemagne seule, et qu'il n'y ait pour nous qu'à passer à la caisse de notre débiteur pour toucher le montant des réparations.

L'Allemagne s'est bien engagée à constituer à Berlin les provisions en marks-or destinées au paiement des réparations, mais, en revanche, — et ceci est la grande innovation du plan Dawes par rapport au traité de Versailles, — elle a été déchargée du soin de transférer elle-même ces sommes à l'étranger. La France a reconnu à son débiteur allemand la faculté de s'acquitter de sa dette en la payant chez lui et dans sa propre monnaie, tandis qu'auparavant, il devait payer au domicile du créancier, et dans la monnaie de celui-ci, c'est-à-dire aux périls et risques du débiteur et non du créancier.

Nous avons donc en quelque sorte notre part de responsabilité dans l'exécution du plan Dawes, si son fonctionnement n'est pas assuré par l'utilisation des marks-or que met à notre disposition à Berlin l'Agent général des paiements, et nous pouvons même être les victimes de ce plan, si nous arrivons à un aveu d'impuissance pour le transfert des marks-or accumulés dans les caisses de la Reichsbank. En effet, il ne faut pas perdre de vue, — et ceci est une autre innovation du plan Dawes, — que l'obligation de paiement de l'Allemagne sera suspendue, dès que les fonds non transférés auront atteint 5 milliards de marks-or, ou même avant, si la stabilisation du mark était en cause. A ce moment, notre débiteur, qui n'a pas d'autre dette extérieure que celle qui résulte des réparations, et une dette intérieure devenue presque nulle par les effets de l'inflation, se trouverait délesté de toute charge, alors que, vainqueurs et créanciers, nous aurions à porter le lourd fardeau d'une dette intérieure de 289 milliards de francs et d'une dette extérieure vis-à-vis de nos Alliés de 37 milliards de francs-or. Singulière position que celle qui nous transformerait en vaincus de la paix, sur le terrain économique et financier.

Tel se présente à nous le plan Dawes, comme instrument de paiement de l'Allemagne et véritable arme à deux tranchants entre nos mains; aussi importe-t-il, dès maintenant, de prévoir comment et sous quelle forme pourront se faire les transferts,

à partir de l'exercice 1928-29, alors que l'annuité normale de 2 500 millions de marks-or doit nous assurer au minimum 1 300 millions d'or, c'est-à-dire près de 8 milliards de francs.

Si le Comité des Transferts et l'Agent des paiements continuent à protéger le mark-or avec autant de sollicitude contre les transferts en espèces et, d'autre part, si notre marché arrive à saturation et ne peut pas absorber une quantité supérieure de produits allemands importés, comment pourrons-nous utiliser le montant des annuités que le plan Dawes met à notre disposition, à Berlin, en marks-or?

Jusqu'à présent, le système des prestations en marchandises a pu fonctionner régulièrement par suite de circonstances, qu'il faut qualifier d'exceptionnelles, telle la grève des mineurs en Angleterre, qui nous a permis d'absorber en charbons allemands plus de la moitié des prestations en nature. L'avenir, au contraire, peut nous mettre en face de sérieuses difficultés du fait que les experts ont tenu, non seulement à sauvegarder la stabilité de la monnaie allemande, mais encore ont cherché à ne pas entraver le mouvement normal des exportations allemandes par la concurrence des prestations du plan Dawes. Ces exportations étant la voie la plus naturelle pour assurer à l'Allemagne une contre-partie en devises étrangères, il faut éviter que les prestations en nature ne viennent les contrecarrer, d'autant plus qu'elles se règlent par des paiements en espèces, dont l'Allemagne a besoin pour assurer l'équilibre de sa balance commerciale.

Aussi convient-il de rechercher de nouveaux éléments de transferts, en dehors de la voie courante des échanges, et c'est ici qu'apparaît la nécessité d'étudier des prestations nouvelles, sous la forme de grands travaux publics, exécutés en France ou dans les Colonies, avec le concours de l'industrie allemande et du capital allemand. Le projet est assurément intéressant dans la mesure où son exécution constituera un enrichissement réel pour le pays, et en supposant, bien entendu, que notre industrie nationale, et surtout notre main-d'œuvre, puissent prendre leur part dans l'exécution de ces travaux. C'est ainsi qu'on a envisagé, tour à tour, l'aménagement d'une force motrice considérable sur le Haut-Rhône, à Bellegarde, pour établir la traction électrique sur une partie du réseau du P.-L.-M., la mise en valeur de forces hydrauliques dans le sud-

est ou sur le Rhin, le dragage de la Seine, l'extension des ports du Havre et de Bordeaux, la création de canaux, la modernisation du réseau télégraphique ou téléphonique, l'établissement du frein continu sur notre matériel roulant. Les travaux de ports ou de chemins de fer aux Colonies pourraient également être accomplis suivant cette formule, avec le concours de techniciens et du matériel allemand. Combien désirable, par exemple, apparaît l'intervention du plan Dawes, s'il est possible de le faire servir à cette grande œuvre de civilisation que sera la construction du chemin de fer Transsaharien?

Assurément, il serait préférable, en principe, que tous ces travaux fussent exécutés par l'industrie française, avec du capital et de la main-d'œuvre françaises ; mais il faut se placer dans la réalité des faits et considérer qu'en l'état actuel de ses ressources, notre pays ne peut entreprendre à lui seul ces immenses travaux, qui comportent un grand mouvement de capitaux, sans cependant leur assurer des revenus immédiats. C'est donc à prendre ou à laisser, et mieux vaut utiliser sous cette forme les prestations allemandes, plutôt que de laisser nos marks-or improductifs en Allemagne, ou même d'arrêter cette accumulation en suspendant les obligations de paiement de l'Allemagne, avec toutes les conséquences qu'elles impliquent, tant au point de vue politique qu'économique.

De tous côtés et par toutes les voix, on réclame du gouvernement une politique de prestations qui les orienterait vers un programme d'outillage national et colonial, sans oublier, bien entendu, l'achèvement de l'œuvre primordiale de la reconstitution de nos régions dévastées. C'est pour préparer l'exécution de ce programme qu'a été constituée, sur l'initiative du ministre des Finances, et avec le concours des représentants les plus qualifiés de l'industrie, du commerce et de la finance, la « Société pour le développement de l'outillage national, par l'utilisation des prestations en nature » qui doit être un organisme d'étude, ouvert à toutes les suggestions des administrations compétentes, et au sein duquel industriels et financiers étudieront en commun tous les moyens que l'initiative privée peut mettre en œuvre pour s'associer à la réalisation d'un ensemble de travaux d'intérêt général.

Assurément, un tel programme, aussi étendu dans l'espace et dans le temps, et nécessitant d'énormes mouvements de

capitaux, ne peut être exécuté que dans un sentiment de confiance et par un concours de bonnes volontés. Plus encore que pour les prestations en produits, des difficultés nombreuses peuvent être soulevées lorsqu'il s'agira de prestations en travaux pour des entreprises dont l'exécution doit être répartie sur plusieurs années et qui devront s'effectuer en collaboration avec l'industrie française, moyennant de larges facilités de crédit consenties par le Gouvernement. Comment concevoir l'exécution et surtout le financement de ces entreprises, si les engagements de l'Allemagne ne s'appliquent pas à toute la durée des travaux et que, dans le cas de manquements, ou même de revision du plan Dawes, la charge de continuer et de payer ces travaux retombe sur la France?

C'est là surtout qu'une solution doit être recherchée pour garantir à longue distance l'exécution de ces engagements, et il serait à désirer que la finance allemande, qui a manifesté, en ces derniers temps, l'intention de s'associer à une politique de rapprochement dans l'ordre industriel, proposât une formule d'intervention pour assurer la bonne fin de ces travaux.

Ainsi, comme nous le disions au début de cette étude, la question du transfert procède d'une science nouvelle, pleine encore d'inconnu, en raison même de sa connexion avec tous les grands problèmes nationaux. Cette science ne paraît pas avoir fait plus de progrès en Angleterre qu'en France, si l'on en juge par les déclarations de deux hommes d'État, également éminents, également qualifiés, deux successifs chanceliers de l'Échiquier, qui ont formulé sur elle des opinions diamétralement opposées, sir Robert Horne disant : « Pour que le chômage cesse en Angleterre, il faut que l'Allemagne paye »; M. Mac Kenna affirmant, au contraire : « Plus l'Allemagne payera, plus nous aurons de chômeurs. »

Et le plus fort, dit M. Clerc, expert à la Conférence de Londres, qui a signalé cette contradiction, c'est que ces deux hommes d'État avaient raison! — sir Robert Horne, parce qu'il envisageait le premier stade de l'opération : le prélèvement sur le producteur germanique des impôts en marks destinés aux réparations, impôts qui accroîtraient ses prix de revient et rendraient sa concurrence moins redoutable; M. Mac Kenna, parce qu'il considérait le second stade, le transfert des

marks en monnaie anglaise, et tous les inconvénients qui pouvaient en résulter pour l'industrie britannique.

Mais, pensera-t-on, avec juste raison, nous n'avons pas devant nous le seul problème des réparations à résoudre : il y en a un autre non moins urgent, non moins actuel, c'est celui des dettes interalliées. Alors, pourquoi ne pourrions-nous pas diriger vers nos créanciers ce que nous recevons de l'Allemagne comme marchandises, au titre des réparations ? La solution est vraie en théorie, puisqu'en supposant même que nous acceptions de régler nos dettes anglaises et américaines, suivant les accords non ratifiés de Londres et de Washington, il nous resterait, sur les versements allemands en marks-or, un important excédent pour l'allègement de nos charges.

Là encore, nous ne devons compter que sur nous-mêmes pour absorber les prestations allemandes, car c'est une monnaie qui n'a pas cours dans le règlement de nos dettes vis-à-vis de l'Angleterre et des États-Unis, nos créanciers ne voulant connaître, pour ces paiements, que les livres ou les dollars. Force est donc d'écarter la solution idéale, qui, évitant des circuits inutiles, consisterait, en somme, à faire livrer directement par l'Allemagne, notre plus gros débiteur, sous la forme de marchandises, ce que nous devons aux États-Unis, notre plus important créancier. Solution idéale, qui fuit malheureusement devant nous, car chaque État, sous le régime économique actuel, tend de plus en plus à élever des barrières douanières contre l'introduction des produits étrangers, afin de mieux protéger sa production nationale.

TENTATIVE ALLEMANDE POUR LA REVISION

Pour que ce vaste programme de prestations s'exécute, il faut compter avec la bonne volonté de l'Allemagne, et ici se dresse malheureusement un autre point d'interrogation, plus grave encore que la question des transferts. Dès à présent, le plan Dawes est remis en discussion par le pays qui en a été le principal bénéficiaire : l'Allemagne elle-même, vient aujourd'hui prétendre que sa situation financière et budgétaire ne lui permettra pas de porter le poids des annuités lorsqu'elles auront atteint leur montant normal de 2 milliards et demi de marks-or à transférer à partir de 1928-1929.

C'est à cette menace de revision que vient de faire allusion M. Poincaré en affirmant, une fois de plus, dans son discours de Lunéville du 19 juin, l'esprit pacifique de la France qui ne demande que la sécurité de sa frontière et le paiement des réparations. « Mais, ajoute-t-il, pourquoi de hautes autorités financières du Reich laissent-elles, dès maintenant, entendre qu'avant deux ans l'Allemagne demandera une revision du plan Dawes et n'effectuera plus les paiements prévus? Sont-ce là vraiment, sur des questions que la France est obligée de tenir pour vitales, des paroles de sagesse et de conciliation? »

Bien instructive est, à ce point de vue, la séance du Reichstag du 31 mars dernier, au cours de laquelle tous les partis allemands ont apporté leur argument pour la revision du plan Dawes. Un député du Centre, le Dr Dessauer, parlant de cette annuité de 2500 millions de marks-or, a repris à son compte la théorie du microbe des transferts pour en donner une nouvelle édition, nous montrant les dangers de ce qu'il appelle un prélèvement de sang allemand, destiné à être transfusé dans la circulation d'autres pays.

« Tous les économistes-nationaux du monde, a-t-il dit, sont unanimes sur ce point qu'il n'y a pas d'exemple d'une aussi grande transfusion dans l'histoire économique, et qu'elle n'est pas sans risques, non seulement pour le donneur de sang, mais peut-être aussi pour celui qui le reçoit. En physiologie, la transfusion du sang présente ce double danger : aucun organisme ne supporte sans réaction la perte de son propre sang et l'afflux d'un sang étranger. De même en matière économique, l'expérience de transfusion n'est possible que dans certaines limites, presque fixées par la nature. On doit maintenir en pleine force le donneur de sang, auquel on a fréquemment recours, et d'autre part, le preneur lui-même ne peut supporter le sang étranger que si son organisme est apte à l'assimiler; sinon, le sang étranger agit comme un poison organique. »

Ainsi s'exprime le Dr Dessauer, et après lui, même langage est tenu, dans la même séance, par le député démocrate Dietrich, par le Dr Quartz du parti populaire allemand, enfin par le leader du parti gouvernemental, le comte Westarp. Il n'est pas jusqu'au député communiste, le Dr Rosenberg, qui n'ait dénoncé l'impossibilité d'exécution du plan Dawes en se plaçant sur un autre terrain pour démontrer que les prestations

n'ont pu être exécutées jusqu'à présent que grâce à l'afflux des dollars, qui ont permis de faire des paiements en espèces sans compromettre la stabilité de la monnaie allemande.

Constatons que nos débiteurs ne se mettent pas en frais d'imagination : après comme avant le plan Dawes, ils nous préviennent charitablement que cette transfusion du sang allemand, qui appauvrit l'organisme de l'Allemagne, peut en en même temps nous empoisonner par sa virulence.

Le Gouvernement allemand a gardé, jusqu'à présent, un silence prudent. Il se rend compte que cette question de la revision du plan Dawes, si elle était officiellement soulevée, ferait échouer toute une politique qui est aujourd'hui la suprême pensée de l'Allemagne : affirmer que les engagements de 1924 ont été strictement exécutés pour obtenir, dans l'esprit du pacte de Locarno, l'évacuation définitive de la Rhénanie.

La crainte de mécontenter l'opinion américaine, en mettant en question le principe même du plan Dawes, est aussi le commencement de la sagesse. C'est ce qu'a bien compris M. George Bernhard, directeur de la *Gazette de Voss*, dans son éditorial du 30 avril dernier, sous le titre *Détente internationale* :

« Toute la politique des dernières années et, avant tout, ce que l'on classe sous le nom générique de politique Dawes, a été poursuivie avec pleine conscience pour la fin suprême de la libération des territoires allemands occupés. Le point de vue juridique de l'Allemagne dans la question de l'évacuation se fonde sur le fait que le Traité de Versailles fournit la possibilité de changer les délais d'occupation, à condition que les obligations allemandes aient été remplies. Or, tous les engagements financiers de l'Allemagne ont été satisfaits par l'exécution du plan Dawes. »

Donc, le Gouvernement allemand se tait, mais les faits que nous observons ces jours-ci parlent éloquemment. L'Allemagne ne veut pas que nous nous fassions illusion sur sa capacité de paiement en 1928-1929, lorsqu'il s'agira de payer le plein des annuités. Par des voix autorisées, elle nous fait savoir d'une part qu'elle n'a pu satisfaire à ses obligations qu'avec le concours des capitaux empruntés aux États-Unis, 825 millions de dollars depuis 1924, et d'autre part, elle s'efforce de créer l'atmosphère favorable pour la revision du plan Dawes, en manifestant, dans toute circonstance, que les transferts de fonds à

l'étranger pourraient compromettre son relèvement financier et la stabilité de sa monnaie.

Si le nouveau Ministre des Finances, Dr Köhler, ne s'est pas associé directement aux attaques dirigées contre le plan Dawes, le comte Westarp s'est chargé de démontrer, au nom des partis gouvernementaux, que l'Allemagne, écrasée sous le poids des impôts, taxes ou contributions, ne sera plus capable, dans l'avenir, d'assurer l'exécution de ses engagements. Son discours, dans la séance du 1er avril, éclaire mieux la situation que toutes les réticences ministérielles :

« Les charges des réparations, a-t-il dit, se font sentir de plus en plus, surtout parce que leur paiement n'a pu être effectué que par l'afflux de crédits étrangers et non par des excédents de la production nationale. Ici se posent déjà, pour la prochaine année fiscale, les plus graves problèmes. La situation du marché monétaire en Allemagne, qui a été influencée par ce courant venu de l'étranger, provoque une trop grande surévaluation de la force contributive du peuple allemand. Les partis de gouvernement considèrent comme leur devoir, en se référant notamment aux charges encore croissantes des réparations, d'insister sur la gravité de cette situation et d'indiquer, une fois de plus, que le peuple allemand ne peut continuer à supporter le montant des charges fiscales actuelles, par suite des pertes énormes provenant de la guerre et de l'inflation. »

C'est dans le même sens que l'on a pu interpréter, non sans quelque vraisemblance, les mesures restrictives prises, en mai dernier, par la Reichsbank, réduisant brusquement les crédits mis à la disposition du marché financier pour les reports de titres à la Bourse de Berlin. Une panique en est résultée et la spéculation internationale vient d'apprendre à ses dépens qu'il était prématuré d'escompter le relèvement de l'Allemagne, sous le régime du plan Dawes. Après s'être ruiné volontairement par l'inflation pour ne pas payer les réparations, le Reich cherche à dissimuler son rapide relèvement pour obtenir la revision de ses engagements contractuels. Il n'y a rien de nouveau dans la politique allemande.

Heureusement pour nous, la réalité des faits s'oppose à cette conception sur l'avenir du plan Dawes. L'expérience de trois années prouve que l'Allemagne en a supporté facilement la charge, même dans la période la plus critique, celle des pre-

mières années de réorganisation. Aucun fait nouveau tiré de la situation économique ou financière ne permet de décréter, par avance, que le peuple allemand ne sera plus en état de remplir des engagements fondés sur sa capacité de paiement, dont on ne peut mettre en doute l'accroissement régulier depuis 1924.

Voici d'ailleurs, sur ce sujet, l'importante déclaration qui se trouve consignée dans le dernier rapport de M. Parker Gilbert sur le fonctionnement du plan Dawes, dans les neuf premiers mois de l'exercice 1926-1927 :

« Les rapports précédents ont résumé les résultats obtenus pendant les deux premières années d'application du plan, que l'on peut considérer comme des années de stabilisation, de reconstruction et de redressement, riches de promesses. Le présent rapport enregistre les nouveaux progrès qui ont été réalisés depuis le début de la troisième année d'application du plan, tant dans le domaine des paiements de réparations, que dans celui du redressement économique de l'Allemagne. La troisième année d'application fait entrer le plan dans la période appelée par les experts période de transition ; elle fait suite à la période dite période préliminaire de relèvement économique. Dans cette période transitoire, les paiements de réparations subissent une augmentation sensible et l'Allemagne commence à prélever sur son budget de plus importantes contributions. Ces prélèvements correspondent aux progrès que l'Allemagne a réalisés et que les experts avaient escomptés. »

Nous trouvons les mêmes constatations rassurantes au sujet de l'équilibre budgétaire qui, d'après le rapport de M. Parker Gilbert, se trouve pleinement assuré par la progression constante des recettes, mais accompagnée, il est vrai, d'un accroissement correspondant des dépenses, comme le constate d'ailleurs le rapporteur, en insistant pour leur compression. Les dépenses sont, en effet, sur certains points, très discutables comme ayant un caractère plus politique que financier, tels, par exemple, les reversements aux États et aux Communes, ou les avances trop libéralement consenties pour financer les fournitures de l'industrie allemande à la Russie :

« Dans le domaine du budget allemand, les prévisions des experts, en ce qui concerne les recettes, se sont entièrement justifiées et, malgré les réductions d'impôt, les budgets des exercices 1926-27 et 1927-28 font ressortir des augmentations

de recettes supérieures à l'accroissement des contributions budgétaires prévues par le plan. Mais les dépenses, y compris les reversements aux États et aux Communes, se sont relevées, en général, d'une façon si marquée qu'elles dépassent actuellement les recettes. Pour la première fois depuis la mise en vigueur du plan des experts, un recours à l'emprunt a été indispensable afin d'équilibrer le budget du Reich. Les excédents des années antérieures ont, par conséquent, fait place à une situation budgétaire moins exceptionnelle; il faut, pour maintenir l'équilibre, économiser et soumettre les engagements nouveaux de dépenses à un strict examen d'une part, et étudier de près le rendement des impôts, d'autre part. Cependant, l'équilibre fondamental du budget demeure intact et il n'y a aucune raison de douter qu'on puisse réussir à le maintenir si le Gouvernement allemand prend les précautions normales qui sont indispensables dans son propre intérêt. »

Après l'équilibre du budget, le plan Dawes a réalisé son second objet, la stabilité du mark, ainsi que l'atteste encore M. Parker Gilbert, dans la déclaration suivante :

« La Reichsbank, gardienne de la devise allemande, a d'amples ressources et une autorité intacte; la stabilité de la monnaie allemande reste donc pleinement garantie. »

A ces constatations remplies d'intérêt, on peut encore ajouter des renseignements plus récents tirés des rapports publiés, pour le mois de mai, par les Chambres de commerce et d'industrie, notamment de la Prusse, d'où il ressort qu'industriels et commerçants se déclarent presque tous satisfaits de la situation. Les producteurs de houille eux-mêmes, qui avaient cependant bénéficié, l'an dernier, de circonstances anormales, dues à la grève anglaise, voient leur tonnage d'extraction et de vente se relever en mai au delà des chiffres correspondants de 1926. Pour le fer, la note d'optimisme ne s'accompagne à peu près d'aucune nuance; les commandes s'accumulent et toutes les usines sont à l'avance assurées de travailler à plein rendement, durant au moins trois mois. Dans le textile, c'est la grande prospérité : pour le coton aussi bien que pour la laine, les producteurs débordés doivent solliciter de la clientèle de longs délais de livraison. Sans être aussi exceptionnellement favorable, la situation est très bonne dans la soierie, l'électricité, les produits chimiques, le papier, l'automobile. On constate

une augmentation sérieuse des constructions navales, et enfin, le bâtiment va. Il va même tout à fait bien, puisque, dans les quatre premiers mois de 1927, le nombre des bâtiments en construction a été de 29 100 contre 15800 durant la période correspondante de l'année précédente.

Tous ces faits se trouvent consignés dans une lettre d'Allemagne au journal *le Temps*, du mois dernier. Mais, là où est le fait inquiétant, c'est que, pour presque toutes les branches d'industrie, le marché intérieur constitue l'acheteur essentiel. La production, visiblement inférieure aux besoins de la consommation nationale, ne parvient pas à exporter. Au contraire, le pays doit importer, en quantités presque régulièrement croissantes, des masses énormes de matières premières : laine, coton, cuivre, etc., pour reconstituer des stocks détruits par la guerre, l'inflation et aussi, dans une proportion plus faible, par le courant momentané et excessif d'exportations qui fut la conséquence de la grève anglaise.

Cette puissance d'acquisition du peuple allemand atteste au moins le relèvement de son commerce et de son industrie, mais comme le marché intérieur absorbe la meilleure part de cette production, on peut entrevoir, pour l'année en cours, un déficit de la balance commerciale par suite de l'insuffisance des exportations. En réduisant cette branche de son mouvement commercial, l'Allemagne tarit la rentrée des devises sur lesquelles nous sommes en droit de compter pour l'exécution du plan Dawes, sous la forme de versements en espèces.

LA MOBILISATION DES ANNUITÉS

En face de cette situation pleine de promesses, comme aussi d'incertitudes, il importe que tous les signataires du plan Dawes, et notamment les États-Unis, continuent à tenir fermement la main pour l'exécution des engagements, sans s'attarder aux plaintes de la pauvre Allemagne, alors que le rapport de M. Parker Gilbert nous révèle qu'elle a connu, pour l'exercice 1926-27, les douceurs d'un abaissement du taux des impôts et du relèvement de l'exonération à la base.

S'il doit y avoir revision du plan Dawes, la parole ne doit pas être laissée à l'Allemagne, mais à la France qui peut avoir convenance à demander une modification de conditions, dans

une mesure concordant avec ses propres règlements pour les dettes interalliées. Restons les maîtres de l'heure, et puisque, dans le drame franco-allemand, nous ne sommes pas encore au dernier acte, que tous nos efforts tendent au moins à déjouer la manœuvre que commence actuellement l'Allemagne, en sous-évaluant sa capacité de paiement, ou en s'embusquant derrière les difficultés du transfert du mark, au risque de rouvrir cette irritante question des réparations, si heureusement rentrée dans la voie des solutions pratiques et raisonnables. Aujourd'hui, l'Allemagne paie, c'est un fait, et nous pouvons dire à présent, avec plus d'assurance qu'avant 1924 : l'Allemagne paiera. Mais il y a cependant une condition, c'est que les Allemands ne puissent pas dire, en 1928-29, lorsqu'ils auront à régler le plein de l'annuité de 2 milliards et demi : « La France ne peut plus absorber les paiements de réparations. »

En vue d'assurer l'exécution du plan Dawes, il y a encore un autre moyen consigné dans le rapport des experts et confirmé depuis lors par ceux qui ont assumé la charge de son exécution. Pour utiliser, en partie du moins, le capital que représentent les annuités, dont la valeur actuelle est estimée à 40 milliards de marks or, et alléger, par conséquent, le poids des prestations en nature, le plan a prévu la mobilisation des 16 milliards de marks-or d'obligations allemandes qui ont été remises aux Alliés, dont 11 milliards pour les chemins de fer et 5 milliards pour l'industrie. Ces obligations, dont le service est plusieurs fois couvert par le rendement de ces entreprises, ne possèdent pas seulement une garantie hypothécaire de premier rang : elles ont encore reçu, comme gage supplémentaire, l'affectation des plus importants revenus de l'Allemagne : douanes, tabacs, sucre, alcool et bière. Aussi peut-on entrevoir le moment où ces titres, créés au taux de 5 pour 100, qui est, du reste, celui du dernier emprunt du Reich, trouveront un facile écoulement, aux environs du pair, sur tous les grands marchés internationaux.

Toutefois, pour faciliter le succès de cette opération, il importe que la Reichsbank, comme elle en a le devoir dans l'esprit des accords, assure le service de cette dette en monnaie étrangère, par privilège à tout autre paiement. C'est d'ailleurs ce qui a été fait pour elle-même en 1924, lors de l'émission sur tous les grands marchés, d'un emprunt de 800 millions de

marks-or, dont le produit a servi à la reconstitution de ladite Reichsbank, comme première mesure d'exécution du plan Dawes pour le relèvement financier de l'Allemagne. Cette obligation morale pour le Reich de faciliter les transferts par tous les moyens en son pouvoir, est inscrite expressément dans le plan; il serait curieux, en vérité, que la Reichsbank eût été la seule à profiter de cette disposition, et non les Alliés.

Sur ce montant indivis entre les Alliés de 16 milliards de marks-or, à réaliser par étapes successives, la part de la France est de 52 pour 100, soit près de 8 milliards et demi, somme correspondant à plus de 2 milliards de dollars, à la parité actuelle du mark. Ainsi, sans engager une fois de plus sa signature dans des emprunts extérieurs ou des crédits étrangers, la France pourrait utiliser cet actif allemand en or, d'une incontestable valeur, en le faisant entrer dans le plan de mobilisation de sa monnaie, comme aussi dans le règlement des dettes interalliées; et cela non sous la forme d'un service rendu par l'Allemagne à la France, mais en exécution d'un droit de propriété que nous confère le plan Dawes.

Cette question de la mobilisation des obligations allemandes de réparations a été déjà posée en juin 1926 dans le rapport de l'Agent des paiements, qui, en s'appuyant sur l'opinion du délégué belge, M. Delacroix, Trustee des obligations de chemins de fer, nous a fait entrevoir des perspectives de réalisation :

« Le placement de ces obligations, a-t-il dit, dépend, pour une large part, du progrès de la stabilité dans les pays européens en général, non seulement en raison de la relation directe entre la stabilisation monétaire dans les pays environnants et l'évolution de l'économie allemande elle-même, mais aussi par suite de la nécessité de faire naître la confiance des capitalistes dans la reconstruction économique de l'Europe, avant de faire appel aux marchés pour placer un grand nombre d'obligations. La vente des obligations de chemins de fer allemands pourrait fort bien contribuer à la stabilisation progressive, mais les conditions préalables de cette stabilisation ne peuvent être réalisées que dans les différents pays eux-mêmes. »

Une année s'est écoulée depuis cette déclaration, et il est permis de se demander si, après cette période, qui a été marquée par un nouveau progrès dans le relèvement de l'Allemagne et une tenue beaucoup plus ferme des monnaies dépré-

ciées, y compris la nôtre, l'heure n'est pas venue de faire servir les obligations de réparations à cette stabilisation progressive, évoquée dans le rapport de M. Parker Gilbert, et pour laquelle les experts avaient prévu le placement de ces titres.

Le dernier rapport de l'Agent général des Paiements et celui des Trustees des obligations de réparations, ne font qu'une modeste allusion à cette question de la mobilisation, posée l'an dernier, bien que les conditions de réalisation se soient grandement améliorées, d'après tout ce que ces mêmes rapports nous apprennent au sujet de la solidité et du rendement des gages sur lesquels repose cette opération. Il en est de même en ce qui concerne les dispositions des grands marchés étrangers qu'on ne saurait qualifier de réfractaires au placement des valeurs allemandes, quand M. Parker Gilbert nous donne le chiffre de 3 850 millions de marks-or comme montant des emprunts allemands, publics ou privés, émis à l'étranger depuis la mise en application du plan Dawes. Mais il est non moins vrai que les marchés de Londres et de New-York restent dans l'expectative, en attendant la solution d'un autre grand problème, celui du règlement des dettes interalliées.

En résumé, l'avenir du plan Dawes doit être entrevu, autant que possible, à travers le présent, au bénéfice de la génération qui a souffert de la guerre, dont il serait d'un commun intérêt de liquider définitivement les comptes, en mobilisant dans la plus large mesure le capital, plutôt que par une série indéfinie de problématiques annuités.

C'est donc, pour la France, dans un vaste programme de développement de son outillage national et colonial, et avec de sérieuses garanties d'exécution, qu'il faut rechercher l'utilisation des prestations allemandes par l'escompte d'une grande quantité de livraisons matérielles. La même politique de réalisation, fermement appliquée, doit également donner, par la mobilisation des obligations de réparations, une monnaie d'échange pour le règlement de nos propres dettes à l'étranger et des ressources en valeurs-or, qui assureront la bonne fin des opérations de notre stabilisation monétaire.

Maurice Lewandowski.

LETTRES DE RENAN
AU DOCTEUR GAILLARDOT

III [1]

A la fin de 1867, tout en continuant à travailler à cette *Mission de Phénicie* qui lui tient tant au cœur, à son *Corpus des inscriptions sémitiques*, à son *Saint Paul* qui s'achève, Renan s'apprête à publier ses *Questions contemporaines*. Son esprit prend une orientation nouvelle ; la politique l'intéresse et l'attire chaque jour davantage. Ces préoccupations vont laisser leur trace çà et là dans ses lettres à Gaillardot, s'y mêlant aux discussions érudites et aux causeries familières qui n'ont pas cessé d'en former la trame.

Paris, 6 mars 1868.

Mon cher ami,

Votre lettre nous a fait un grand plaisir ; il y avait si longtemps que nous n'avions eu de vos nouvelles ! Je vois que, malgré tous vos soucis, vous avez encore le temps de songer à l'achèvement de la mission... Je crois pouvoir affirmer que le manuscrit sera terminé cette année, et que l'impression sera terminée l'année prochaine...

La santé de ma mère m'attriste beaucoup. Elle ne souffre pas extrêmement ; elle est pleine de courage et possède un fond de vigueur qui refleurit dès qu'elle a quelque répit ; mais elle perd beaucoup de sang, elle s'affaiblit. C'est quelque chose de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin.

navrant d'être impuissant devant le mal. Sa gaieté seule nous soutient et nous redonne du cœur.

Je viens d'achever l'impression d'un volume de Mélanges (1) que je vous ferai envoyer. *Saint Paul* s'imprime ; il paraîtra en mai, j'espère. Sûrement, je voudrais bien revenir vers vous, entreprendre de nouveau avec vous quelque voyage. Si, pour l'hiver prochain, Mariette voulait organiser quelque course aux environs des lacs Nadron, et au couvent de Saint-Antoine pour la recherche des manuscrits, je n'hésiterais pas à partir. Mais il y a loin de là, et bien des choses peuvent se passer dans l'intervalle. M. Berthelot n'est pas bien ; il a passé un mauvais hiver. C'est lui qui aurait besoin de l'Égypte et que j'amènerai si je reviens jamais chez vous. Ne dites pas un mot de tout ceci à personne. Vous allez donc perdre M. Outrey ; je le regrette pour vous. Les hommes honnêtes et sérieux deviennent si rares!

Ici, tout va au plus mal. L'injustice, la sottise, la calomnie règnent en maîtres dans un pays désemparé, qui a perdu la notion du bien et du mal, de l'honneur et de la bassesse. L'Empereur, qui seul corrigeait un peu les défauts de son gouvernement, s'endort de plus en plus.

Paimpol (Côtes-du-Nord), 24 septembre 1868.

Mon cher ami,

Je vous écris du fond de la Basse-Bretagne, où je fais un voyage pour ranimer de vieux souvenirs. Pardon de mon long silence. La mort de ma mère, des travaux d'impérieuse urgence, quelques voyages que j'ai dû faire pour aller chercher ma femme à Creuznach (2), où elle a été prendre les eaux avec Ary, m'ont absorbé tout l'été. Puis je suis parti pour ce petit voyage, où j'ai trouvé quelques bons moments. Ma femme m'a accompagné comme toujours. Dans deux ou trois jours, nous serons de retour à Paris, où je reprendrai mes travaux. Je suis affreusement arriéré ; que n'ai-je deux ou trois vies à mener de front pour faire face à toutes les obligations que j'ai contractées?

Le rapport à la Société Asiatique, dont je suis chargé, est à peu près terminé ; je vous en enverrai le tirage à part. Quant à *Saint Paul*, il exigera encore deux mois de travail. Cet

(1) Ce sont les *Questions contemporaines*.
(2) En Rhénanie.

ouvrage terminé, je me mettrai une dernière fois à la *Mission*, et ne la lâcherai que quand j'aurai fini le manuscrit. Vers mai prochain, j'aurai fini; croyez-le, je suis honteux d'être si fort en retard; mais je ne manque jamais à ce que j'ai moralement promis.

Quant au *Corpus* sémitique, je m'y mettrai ensuite, *in sch' Allah*. Nous avons acquis dans la commission Vogüé, bonne recrue assurément; mais il nous faudrait un secrétaire *factotum* rétribué. J'ai proposé un Allemand, très capable. La commission a pensé qu'il fallait attendre, à tort, selon moi. Il y a dans ce travail une part énorme de matériel et de compilation, pour laquelle un adjoint est nécessaire. Ni Waddington, ni Vogüé, ni moi ne pouvons faire cela. Longpérier est très malade; Saulcy, Mohl, de Slane ne seront guère en ce travail que des volontaires amateurs.

Depuis dix jours, je vis dans le désert, au milieu des rochers et de bonnes gens peu au courant des choses du monde. Je suis peu au courant des mouvements de ces derniers jours. Je crois à la guerre, naturellement tout en la trouvant funeste. On ne calcule pas les conséquences; on ne connaît pas les Allemands; on va à des abîmes. Mon espoir est dans la prudence et dans l'humeur cauteleuse de l'Empereur; je ne comprends pas comment il prendra sur lui de faire un acte après lequel il ne pourra plus reculer; j'espère que la main lui tremblera. Plus je vais, plus je trouve que les Orientaux sont les sages, eux qui voient en toute chose une fatalité contre laquelle il est inutile de lutter, et qui se consolent de tout dans le *kief*...

Sèvres, 17 septembre 1869.

Mon cher ami,

Pardonnez-moi mon long silence. Je ne suis ces derniers temps bien peu appartenu...

Nabab pacha a bien voulu, en effet, m'inviter de la part du vice-roi pour l'inauguration de l'isthme. J'ai remercié, par la raison qu'ayant déjà fait le voyage, je ne voulais pas abuser des bontés du Khédive. M. Berthelot ira certainement. Je vous le recommande vivement. Berthelot a une santé très particulière, résistante au fond, mais accessible à toute sorte de petites misères; et puis, il s'écoute un peu trop et y met un peu de manie. Il a assez de génie pour que ses meilleurs amis lui

reconnaissent sans difficulté ce petit défaut. Gouvernez-le bien et remontez-le. M. Robin, le célèbre physiologiste, sera probablement avec lui. Peut-être mon beau-frère, Arnold Scheffer, ira-t-il aussi. S'il va, je lui donnerai une lettre pour vous. Arnold est atteint de la poitrine d'une façon qui nous cause parfois de l'inquiétude, quoique pour ma part je ne croie pas que son mal ait la gravité que certaines personnes lui prêtent. Je le mets entre vos mains ; son départ, du reste, n'est pas encore assuré.

J'ai reçu votre épreuve corrigée du plan de la nécropole, accompagné des coupes d'un certain nombre de caveaux. Depuis deux jours, je suis réattablé à la *Mission*. Je ne la quitterai plus qu'elle ne soit finie, tout à fait finie. Le manuscrit sera terminé vers le mois de décembre. Alors, je pousserai l'impression avec vigueur.

Ç'aurait été sûrement un grand plaisir pour moi de vous revoir, vous et quelques autres amis d'Orient. Mais, après le beau voyage que j'ai fait avec vous et Mariette, je n'ai pas voulu en tenter un autre, qui sûrement se fera dans de moins bonnes conditions. Et puis, vraiment, j'ai craint d'abuser d'une générosité qui ne peut être utile et honorable que si les honnêtes gens en usent avec discrétion. Je crains aussi que la compagnie ne soit un peu mêlée de petit journalisme et de presse vénale. Nous vous reverrons, j'espère, plus tard et à un moment plus favorable. Quelle étrange situation politique ! Il est impossible de faire une prédiction avec quelque vraisemblance.

Mille amitiés à Mariette, quand vous le verrez.

Sèvres, 5 octobre 1869.

Mon cher ami,

Cette lettre vous sera remise par M. Berthelot. Je n'ai pas besoin de vous recommander un tel homme ; soyez pour lui ce que vous avez été pour moi, le meilleur des conseillers, et rendez-nous le sain et sauf ; vous nous le devez.

Saulcy m'a dit que vous allez l'accompagner en Syrie. Je le regrette pour nos amis voyageurs ; mais je m'en réjouis pour vous. Il m'a dit que vous comptiez faire le plan de Tyr. *Bravissimo !* Votre plan de la nécropole et la planche que vous y avez jointe sont chez Erhard. Envoyez-nous le plus tôt que vous pourrez le plan de la ville et du port. *Fervet opus*. Je travaille énormément ; cela va très vite.

***

Renan n'eut pas trop à regretter de n'avoir point assisté à l'inauguration du canal de Suez, si l'on en juge par le « journal » que lui envoya Berthelot. On y voit le troupeau effaré des invités promené à toute vitesse d'Alexandrie au Caire, du Caire à Louxor, de Louxor à Port-Saïd, les bagages qui s'égarent, les places prises d'assaut dans les bateaux et les trains, et, quand il s'agit d'aller en caravane visiter une hypogée ou un sphinx, un membre de l'Institut, dépité de rester sans monture, criant au passe-droit et répétant que les ânes devraient être répartis « par ordre hiérarchique ».

Dans les premiers mois de 1870, Renan se crut à la veille d'être réintégré dans sa chaire d'hébreu. Le nouveau président du Conseil était son vieil ami, Émile Ollivier. Le Collège de France et l'Académie furent invités à faire les présentations, et il obtint 30 voix sur 34. Mais le plébiscite et bientôt les menaces de guerre vinrent absorber toutes les pensées. Il ne devait reprendre possession de sa chaire qu'après la chute de l'Empire.

Paris, 18 avril 1870.

Mon cher ami,

... Mon affaire du Collège de France serait maintenant finie sans ce déplorable plébiscite. Ollivier se figure qu'il ne faut rien faire de caractéristique d'ici-là. Je le regrette ; car je tenais beaucoup à ouvrir mon cours avec le second semestre. Je ne ferai pas de discours de réouverture ; je ferai une seconde leçon ; on me rend cela difficile par la nécessité d'une affiche particulière ; mais je viendrai à bout de tout cela ; le difficile est fait.

Il est certainement fâcheux qu'on ait compromis une belle et bonne situation politique par cette fâcheuse idée de plébiscite. Tout le monde sortira de l'épreuve affaibli. J'espère cependant que ce ne sera pas une faute mortelle. Le navire, bien qu'ayant quelques boulets dans sa coque, a assez de vapeur pour opérer son sauvetage ; mais il ne faut pas faire de fausse manœuvre.

Nous allons tous assez bien. Croyez à ma vive amitié.

Au commencement de l'été, Renan partit avec le prince Napoléon pour une croisière en Écosse et en Norvège. Ils étaient

à Tromsoë le 19 juillet, quand un télégramme qui disait la guerre prête à éclater les rappela en France. Renan vécut à Paris pendant le siège et les premières semaines de la Commune. La guerre l'avait consterné et navré ; la Commune l'ébranla plus profondément encore. « Dire, écrivait-il à Berthelot, que nous n'étions séparés que par un pouce du cannibalisme et de l'enfer! » Deux de ses lettres au docteur sont datées de ces jours funèbres.

Paris, 12 mars 1871.

Quelles épreuves, mon pauvre ami ! Quelle horrible année! Que de fois j'ai pensé à vous, à vos angoisses patriotiques pour notre pays en général, pour votre pauvre Lorraine en particulier ! On a peine à se rattacher à la vie après de telles secousses ; on le fait par devoir. Nous sommes restés à Paris, ma femme et moi ; nous avions envoyé nos enfants en Bretagne. Nous sommes restés sains et saufs, malgré les obus qui sont tombés en grand nombre sur notre quartier ; nous avons seulement été obligés de quitter notre maison pendant quelques jours.

Et quel avenir devant nous ! Il faudrait une réforme profonde, une refonte des mœurs et des caractères, et je doute que la république nous la donne. Et une sérieuse restauration monarchique est rendue presque impossible par la division des partis ! Disons comme Septime Sévère : *Laboremus* ; faisons notre devoir de tous les jours ; c'est le meilleur service que nous puissions rendre à la patrie.

Ma femme a vu votre fils aîné (1) en septembre ; j'étais sorti malheureusement quand il est venu. C'était quelques jours avant l'investissement. Il venait de s'engager à Épinal, et allait rejoindre son corps à Saint-Malo. Depuis, nous n'avons pas eu de ses nouvelles. Nous espérons, mon bon ami, que vous nous rassurerez pleinement à son sujet.

L'impression de la *Mission* a fort avancé pendant le siège. Presque tout le livre consacré à Saïda est tiré. Il ne reste plus que le livre de Tyr, dont le manuscrit est achevé. Plus que jamais nous devons tenir à ce que ce grand travail s'achève dignement. Dans vos dernières lettres, vous me parliez de dessins que vous aviez des masques de lions et des clous qui ont été, si je ne me trompe, achevés par Rey et donnés par lui

(1) M. Gaillardot bey.

au Louvre. Vous me proposiez de me les envoyer. Envoyez-les moi; je trouverai moyen de les placer.

J'ai repris mon cours au Collège de France. Dans sa séance semestrielle du mois de novembre dernier, l'assemblée des professeurs demanda au ministre, Jules Simon, de donner suite aux présentations qui avaient été faites de moi en avril 1870. Jules Simon s'y est prêté de très bonne grâce, et un décret du gouvernement de la Défense nationale m'a rendu mon titre de professeur. Le cours va bien; j'ai quelques auditeurs sérieux et attentifs, qui, je crois, profitent de mes leçons.

Et vous, comment avez-vous passé ce cruel hiver à Alexandrie? Rappelez-nous aux souvenirs de tous les amis que nous y avons, et croyez, cher ami, à notre bien vive affection...

Sèvres, 17 juillet 1871.

Quelles angoisses, mon pauvre ami, nous avons traversées, et qu'il est cruel d'assister ainsi au spectacle de l'insanité humaine sans y pouvoir porter remède! Nous sommes restés à Paris le plus longtemps que nous avons pu; nous n'avons quitté que le 27 avril. A peine avions-nous atteint Sèvres, non sans de grandes difficultés, que nous en avons été chassés par les obus de la Commune. Nous nous sommes alors réfugiés à Versailles, où nous avons passé tranquillement le reste de ce temps désastreux.

On ne se soutient dans ces moments cruels que par le sentiment du devoir. J'ai donc repris mes travaux, mais comme quelqu'un qui s'acquitte envers sa conscience, et n'est pas sûr du lendemain. L'horizon est si troublé que je m'interdis toute conjecture sur l'avenir. En un sens, la république paraît avoir de meilleures chances qu'elle n'en a jamais eu; mais je doute qu'elle puisse réformer sérieusement la nation. Nous nous enfoncerons de plus en plus dans nos défauts, et dans deux ou trois ans, l'esprit superficiel et présomptueux de l'armée, la coupable légèreté des journalistes, la badauderie du public nous engageront dans une guerre qui aura des conséquences plus désolantes encore. Dieu veuille que je me trompe! Mais jusqu'ici, j'ai toujours été excessivement pessimiste, et toujours la réalité a prouvé que je ne l'avais pas été assez.

Sèvres, 3 septembre 1871.

Mon cher ami,

Nous sommes bien sensibles à la perte que vous avez faite. Je connais ces douleurs; il n'en est pas de plus vives. Vous avez dans vos fils d'amples consolations; mais je sais combien, en ces tristes situations, ce que l'on garde console peu de ce que l'on perd...

Voici donc une petite accalmie dans nos affaires; Dieu soit loué! M. Thiers peut, sinon faire beaucoup de bien, du moins empêcher beaucoup de mal. Malheureusement, les grandes réformes dont la France aurait besoin voudraient autre chose qu'un état provisoire. Ces réformes devraient être avant tout intellectuelles et morales. C'est par là que nous avons été tout à fait inférieurs. La réforme de l'éducation à tous les degrés serait surtout nécessaire; or on en est à souhaiter que de pareilles questions ne viennent pas à l'ordre du jour; car l'Assemblée n'a sur ces sujets que les idées les plus étroites et les plus arriérées. J'imprime en ce moment quelques réflexions que j'ai mises par écrit vers la fin du siège; mais je sais que je prêche dans le désert... (1).

* * *

En octobre et novembre, Renan parcourut la Provence et le nord de l'Italie jusqu'à Venise.

Sèvres, 10 octobre 1871.

Mon cher ami,

Dans trois ou quatre jours, nous allons quitter Paris, ma femme et moi, pour un petit voyage ou plutôt pour une promenade dans le nord de l'Italie, à Venise. Cela ne nous prendra pas plus d'un mois; c'est une simple distraction que nous prenons après une année remplie de cruelles émotions...

Broca ne m'a plus parlé de vos crânes; je les lui rappellerai quand je le verrai. Je ne vous cacherai pas que j'ai une confiance limitée dans sa craniologie, et que je ne crois pas que la lumière qui éclairera nos sarcophages vienne de là. Enfin, il ne faut rien négliger...

(1) *La Réforme intellectuelle et morale.*

Sèvres, 1er décembre 1871.

Mon cher ami,

Nous voilà de retour de notre petit voyage qui nous a fait grand plaisir et nous a distraits un moment de tant d'autres tristes préoccupations. Je me suis tout de suite remis au travail pour l'achèvement de la *Mission*...

Dans quelques jours, Lévy publie le volume où j'ai réuni quelques réflexions sur le temps présent. Elles sont tristes, comme le temps lui-même. Puissé-je me tromper. En tout cas, *Laboremus*.

Croyez à ma plus vive affection.

Paris, 23 avril 1872.

Mon cher ami,

... Ici rien de nouveau. Le pays a pris le parti du provisoire jusqu'à l'évacuation. Au début de l'Assemblée à Bordeaux, ou même pendant la guerre, il y aurait eu peut-être mieux à faire. En tout cas, maintenant il faut se prêter à la politique du pays et y servir. Je doute qu'avec cette république, adoptée comme un pis-aller, on fonde grand chose de sérieux; mais on peut vivre quelques mois, et c'est beaucoup. M. Thiers a hérité de la confiance que le pays a pour habitude de départir si largement à ses gouvernants. Le lourd stock des plébiscitaires, des votants officiels, est maintenant pour lui. C'est quelque chose d'avoir réussi à agglutiner quelque chose au milieu de cette complète désorganisation.

Nous sommes allés voir, il y a quelques jours, cette pauvre Mme Cornu, à Longpont, près Montlhéry. Vous savez qu'elle a perdu son mari. Nous l'avons trouvée bien triste, bien pauvre, si pauvre (ceci répond à bien des calomnies) qu'elle ne peut plus habiter Paris, et va probablement quitter la France. Écrivez-lui; cela lui fera plaisir.

*
* *

A la fin de septembre, Renan alla voir le prince Napoléon à Prangins, sur les bords du lac de Genève; après quoi, il se dirigea vers Florence et Rome où il corrigea les épreuves de l'*Antéchrist*. Il y était venu une première fois en 1849, chargé par le ministère de l'Instruction publique d'explorer les bibliothèques italiennes.

Paris, 7 décembre 1872.

Mon cher ami,

Nous voici de retour de notre voyage d'Italie, qui nous a été à tous les points de vue fort agréable. Ma femme a vivement joui de ce voyage que je lui promettais depuis longtemps, et pour moi ç'a été une vraie fête de retrouver mes souvenirs d'il y a vingt-trois ans. Maintenant, je me remets à mes travaux, et quoique les temps soient pleins de tristes préoccupations, je veux y mettre une grande activité.

L'état politique est si triste qu'on hésite à en parler. Tout est noir. Vous savez que je ne suis pas républicain de principes; cependant, dans l'état actuel, j'estime qu'il valait mieux continuer l'essai. La droite elle-même reconnaît qu'elle ne peut pas faire la monarchie, à l'heure qu'il est. Cela étant, je ne lui trouve aucun titre à gouverner la France; car son gouvernement serait un triste gouvernement, et tout à fait antipathique à la France. La France est monarchique; mais elle n'est pas *droitière*. Ces messieurs se font une étrange illusion. S'ils réussissaient dans leur projet, qui est d'amener M. Thiers à une démission et de le remplacer par un gouvernement militaire, qui ferait des coups d'État et des proscriptions, ce gouvernement militaire ne ferait pas la dictature pour les beaux yeux de l'Assemblée; il ferait une restauration bonapartiste. Ce soir, on parle, du reste, d'une sorte de réconciliation. Dieu le veuille; le temps est un grand pacificateur; le fanatisme de la droite ne peut que perdre à attendre...

***

Au printemps de 1873, ainsi que Renan l'avait prévu, le scrutin du 24 mai amenait Thiers à donner sa démission, et faisait du maréchal de Mac-Mahon le président d'une république très peu républicaine. Pour faciliter la lecture des lettres qui suivent, il est bon de rappeler en peu de mots les efforts tentés pour réconcilier le comte de Chambord avec les princes d'Orléans; la ruine de cette combinaison par le refus du prétendant, au mois d'août, d'adopter le drapeau tricolore; le vote, le 19 novembre, du septennat qui ne devait être aux yeux de la droite qu'un acheminement à la restauration monarchique; le conflit entre les légitimistes qui, pour mettre le comte de Cham-

bord sur le trône, se proposaient d'abréger le plus possible le septennat, et les orléanistes qui entendaient le mener jusqu'à son terme normal, pour atteindre la mort du dernier Bourbon et devenir alors les maîtres; au milieu de ces intrigues le maréchal, remplaçant tour à tour, et sans contenter aucun parti, le duc de Broglie en 1874 par le général de Cissey, Cissey par Buffet en 1875, Buffet par Dufaure, et Dufaure par Jules Simon en 1876, Jules Simon par le duc de Broglie le 16 mai 1877, le duc de Broglie par le général de Rochebouet, Rochebouet par Dufaure, et finalement réduit en 1880 à donner sa démission. Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière, Bismarck nous surveille, nous guette, et de temps à autre nous menace.

Les lettres à Gaillardot nous font connaître quelques-unes des réflexions qu'une situation si troublée et si inquiétante inspirait à Renan.

Sèvres, 10-11 juin 1873.

Mon cher ami,

Enfin je jouis de quelques instants de liberté. Mon quatrième volume des *Origines du christianisme*, intitulé l'*Antéchrist*, est fini : vous en recevrez un exemplaire probablement par le même courrier qui vous portera cette lettre. Ce volume est chargé de tant de détails que l'achèvement en a été pour moi très laborieux et m'a mis en retard avec tous mes amis...

Vous avez raison; le coup de scrutin du 24 mai a été une faute; le nouveau gouvernement ne fera pas autre chose que ce qu'a fait M. Thiers et sa maladresse ne fera qu'exaspérer le mal du pays. Faire de la politique monarchique sans établir la monarchie, est une puérilité; or l'établissement régulier d'une monarchie est chose impossible. La coalition a pu se former pour renverser M. Thiers; mais elle se défera au moment d'établir l'une ou l'autre des monarchies. Pauvre pays!

Sèvres, 25 août 1873.

Mon cher ami,

... Voilà donc les plus graves questions engagées d'une façon qui ne permet plus de reculer. Le complot de restauration légitimiste, qui semblait si près de réussir il y a huit jours, paraît maintenant manqué. Les Orléans n'y vont pas de franc jeu; ils gardent mille arrière-pensées. En outre, le comte de Chambord

ne fera aucune concession. Quoique je préfère la monarchie constitutionnelle à la république, je ne peux regretter une combinaison qui eût livré la France à une bande de fanatiques et d'insensés. La première condition d'un gouvernement est d'être possible et d'avoir chance de durer. Mais ce que nous aurons vaudra-t-il beaucoup mieux que le comte de Chambord? On se prend par moments à en douter, tant il y a dans le pays peu de lumière, peu d'esprit politique.

A part le chagrin que nous avons eu de la perte de ce pauvre Arnold (1), nous allons assez bien. Courage; croyez toujours à notre bonne amitié.

Sèvres, 26 septembre 1873.

Mon cher ami,

... Vous avez raison d'être mécontent de ce qui se passe ici. Nous sommes livrés à une bande d'Épiménides, réveillés subitement de leur caverne. Vous savez que je préfère la royauté constitutionnelle éclairée à la république; mais ce qu'on nous prépare serait le dernier coup porté à l'intelligence déjà si affaiblie de ce pauvre pays. Et, pour comble de malheur, cela ne donnerait même pas la stabilité. Une guerre désastreuse serait inévitable; c'est alors qu'on pourrait dire *finis Franciæ*. L'intrigue est très avancée; il ne faut pas se le dissimuler; cependant, ce n'est pas fait encore; on ira se heurter à des difficultés terribles, et peut-être l'on échouera. Mais, en toute hypothèse, l'avenir est bien sombre. C'est une raison pour travailler de plus en plus; il n'y a que cela qui vaille quelque chose et qui console.

Paris, 25 janvier 1874.

Mon cher ami,

Nous touchons à la fin de la *Mission*. L'index même est fini; je l'ai fait très étendu. Il sera, je crois, commode. Tâchons de paraître le plus tôt possible. Il y a de graves et tristes choses dans l'air. Le parti étroit et obstiné qui tient en mains les destinées de ce pauvre pays fait tout ce qu'il faut pour le perdre. Je suis navré. Avec un aveuglement sans égal, on a renversé le 24 mai le seul gouvernement qui pût maintenir la situation de

(1) Son beau-frère Arnold Scheffer.

la France en Europe ; les présomptueux étourdis qui ont fait le coup ne trouvent maintenant autour d'eux en Europe qu'abandon et mauvais vouloir. Espérons que la paix ne sera pas troublée; mais la situation à l'intérieur reste pitoyable.

Paris, 16 février 1874.

Mon cher ami,

... La situation est un peu détendue. Il y a moins d'appréhensions du côté de l'Allemagne, et le gouvernement affirme le septennat avec plus de sérieux. Il est singulier qu'on en soit à faire un mérite aux gens de ne pas conspirer contre eux-mêmes ; mais nous en sommes là. La chance d'une restauration bourbonienne est plus faible que jamais; au contraire, le bonapartisme gagne beaucoup. La droite ne réussira pas à faire la monarchie de son choix; mais elle sera peut-être assez forte pour détruire la république et pour préparer les voies à la monarchie qui n'est pas de son choix. C'est le cas de dire : *Allah a'lam*.

Sèvres, 26 juillet 1874.

Mon cher ami,

Enfin, tout est fini. La dernière livraison est mise en vente; l'ouvrage est complet. La voilà donc achevée, cette entreprise où nous avons mis tant de prudence et de conscience. Laissez-moi vous serrer la main et vous dire combien il m'a été doux dans cette longue collaboration d'être associé à un homme tel que vous.

Thobois n'a pas disparu, comme nous avions pu le craindre; il est à Paris, la tête fort affaiblie, et rêvant des chimères de ballons dirigeables, etc. Le pauvre homme! Mme Cornu nous fit (bien malgré elle, du reste) un triste cadeau. Il y a pourtant des parties du travail que nul n'aurait faites mieux que lui.

Cette pauvre Mme Cornu a une maladie de cœur bien grave; du reste, toujours la même, pleine d'ardeur pour le bien public, pour la justice, pour la grandeur de la patrie...

Je suis heureux que notre affaire soit liquidée avant les tristes temps qui se préparent. Tout va au plus mal. Il est probable que nous allons traverser une dictature Mac-Mahon-de Broglie, une dictature de généraux vaincus, sotte, bornée, cléricale, exposant la France aux plus grands dangers de guerre, destinée peut-être à finir comme le second Empire. La semaine

qui s'ouvre va décider de tout cela; mais le parti républicain est si maladroit que je crains qu'il ne perde les dernières cartes qui lui restent. Puissé-je être trop pessimiste!

Sèvres, 30 octobre 1874.

Mon cher ami,

J'ai été bien sensible à la douleur que vous avez éprouvée. Hélas! je sais ce que c'est que de perdre sa mère; voilà plus de six ans que j'ai perdu la mienne, elle me manque plus que le lendemain de sa mort. Je savais quelle affection, quel respect vous aviez pour la vôtre. Pauvre ami! quelle triste école que la vie! Vous voir, du moins, sera pour moi une grande joie. La perspective que vous nous en donnez, nous a été d'une grande consolation.

Demain, nous quittons Sèvres pour Paris. Je ne sais si nous recommencerons ce système de villégiature, qui a pour moi de gros inconvénients. Ces jours-ci, en particulier, j'ai été pris d'un rhumatisme très tenace au pied, qui ne m'a pas beaucoup fait souffrir, mais m'a considérablement gêné. Du reste, la maison va bien, et le travail aussi. Mon cinquième volume avance à ma pleine satisfaction.

L'avenir est plus triste que jamais. Si le septennat centre-droit se continue, nous traverserons une pitoyable réaction cléricale. Vous croiriez à peine la sottise, la nullité qui dirigent tout au ministère de l'Instruction publique. Et cela dans un moment où il faudrait tout renouveler! Tout cela m'attriste extrêmement: je n'ai de goût qu'à mes travaux. Notre pauvre pays est voué à de funestes erreurs, qui le mèneront à une ruine près de laquelle ce que nous avons vu se trouvera avoir été peu de chose.

Paris, 15 mai 1875.

Mon cher ami.

Il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit; vous me pardonnerez; l'hiver, à Paris, on est si peu libre! Vos bonnes lettres nous ont fait une grande joie, quoique nous ayons vu avec peine s'éloigner la date où nous pouvions espérer de vous voir. Puissiez-vous nous apprendre bientôt que vous nous arrivez et que nous reprendrons à loisir nos longs entretiens d'autrefois!

A l'heure où je vous écris ces lignes, cette pauvre M^me^ Cornu

a probablement cessé d'exister. Hier déjà on l'avait crue morte, et sa vie n'est plus que la dernière étincelle d'un flambeau qui s'éteint. C'est un noble cœur de moins. Quelle élévation de cœur et d'esprit! Quel patriotisme épuré! Quel désintéressement! Sans ses amis, elle eût été exposée à une véritable pauvreté, elle qui a manié des millions! Ses derniers jours ont été très douloureux; l'organisme était décomposé, et la vie résistait toujours dans cette tête puissante et lucide. Son courage et sa philosophie ne se sont pas démentis un moment. Elle a empêché beaucoup de mal; elle a fait du bien et voulu en faire plus encore. Peu de personnes avaient le droit de quitter la vie avec plus de calme et de sérénité (1)!

La situation s'est sérieusement améliorée à l'intérieur; mais un gros orage a failli éclater du dehors. Le danger paraît conjuré pour le moment. Toutefois, il ne faut pas oublier que notre grand ennemi, M. de Bismarck, appuyé du parti militaire allemand, veut la guerre immédiate, pour écraser la France qui se relève trop vite à leur gré. Je crains que le malheur ne soit que différé. Il faudrait une prudence et une habileté consommées pour contremine ces intrigues; malheureusement, ces qualités n'ont pas précisément élu domicile à l'hôtel de la présidence à Versailles. Attendons et travaillons toujours.

Houlgate, 10 août 1875.

Mon cher ami,

Quelle surprise charmante vous nous avez faite, et quels regrets de ma part que je n'aie pas su plus tôt votre arrivée! Oui, il est probable que le 16 août j'arriverai à Paris. Mais cela n'est que probable. Je suis pris depuis six semaines d'un rhumatisme goutteux, qui fait qu'à tous mes projets je suis obligé d'ajouter *in shâ allah*. Ce qui serait bien mieux, c'est que vous vinssiez ici. Partout, je suppose, jeudi matin à neuf heures, vous passeriez avec nous la soirée et la nuit (nous avons une petite cabine de chalet à vous offrir). Le lendemain matin, vous repartiriez, et seriez à Paris vers cinq heures et demie. Il va sans

(1) Dix jours plus tard, Renan consacra à Mme Hortense Cornu un article, recueilli depuis dans *Pages détachées*, où il payait dignement sa dette de reconnaissance. Il est intéressant de noter que plusieurs des phrases qu'on vient de lire y sont répétées, presque mot pour mot, avec cependant je ne sais quoi de plus fini, de plus parfait.

le dire que, si vous pouviez nous donner davantage, ce serait bien mieux encore. Je serais justement enchanté de causer avec vous de mes misères et d'avoir vos conseils.

Si vous ne pouvez venir, je ne perds sûrement pas l'espérance de vous voir à Paris le 16 ou les jours suivants; mais je ne puis être certain de rien. Mon plan était de partir vers le 20 pour Palerme où je dois assister à un congrès, après quoi j'aurais fait avec mon ami Amari (1) un voyage en Sicile, puis une cure d'eau à Ischia. Mais mon indisposition se prolonge tellement que tout devient douteux pour moi. Quoique je ne souffre presque plus, je ne puis marcher, et certainement je ne pourrais partir dans l'état où je suis. Serai-je rétabli d'ici à cinq ou six jours? C'est possible; mais le contraire est possible aussi. Il se peut que je sois cloué ici pour des semaines encore. Alors je renoncerais nécessairement à Palerme (le congrès a lieu le 29 août), et je tâcherais plus tard de gagner Ischia ou tout autre point d'eaux méridionales.

Tâchez donc de nous venir voir ici; sans cela, il n'est pas sûr que nous nous voyions, et j'en serais désolé. Pour venir ici, on prend, à la gare Saint-Lazare, un billet pour Trouville (départ à neuf heures du matin). De Trouville, il y a des voitures qui vous mèneront à Houlgate en une heure un quart. Avertissez-nous d'avance, et nous nous arrangerons pour qu'à Trouville toutes les difficultés vous soient aplanies.

Ma femme est au moins aussi désireuse que moi de vous revoir. Venez, restez-nous deux ou trois jours. Houlgate est charmant; on ne saurait voir quelque chose de plus frais, de plus agréable.

Cette lettre est la première où Renan parle à son ami des douleurs rhumatismales qui allaient dès lors le tourmenter et l'entraver souvent. Pour la première fois aussi, il allait parler de lui et de sa santé au public dans un charmant article de la *Revue* (15 novembre) où il prélude en quelque sorte à ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, où il se met lui-même en scène avec la plus aimable bonhomie, avoue qu'il commence à sentir le poids des ans, et, tout en regrettant de le sentir déjà, se félicite d'avoir pu du moins achever l'essentiel de son œuvre.

(1) Il avait fait la connaissance d'Amari, philologue et homme d'État italien longtemps proscrit pour son libéralisme, au temps où tous deux avaient un petit emploi à la Bibliothèque nationale, vers 1851.

Casamicciola (Ischia).
maison Zavota,
27 septembre 1875.

Mon cher ami,

Conformément à votre indication, je vous écris par notre consul général. Nous sommes à Ischia jusque vers le 7 octobre. Si donc vous partez de Marseille le 30 septembre, la chose est toute simple. Si vous faites séjour à Naples, avertissez-moi, et nous vous joindrions ici ou à Naples. Si vous ne faites que passer, télégraphiez-moi, et j'arriverai à Naples le plus vite possible.

Si vous ne partez que le 7 octobre, le cas est plus difficile. Le 9 ou le 10, nous devrions être à Rome. Mais certes, si nous étions sûrs que vous dussiez arriver, nous vous attendrions.

Le voyage de Sicile s'est heureusement effectué, et les eaux me font beaucoup de bien. Nous désirons vivement, ma femme et moi, que cet agréable voyage ne se termine pas sans que nous vous ayons serré la main.

Naples, octobre 1875.

Mon cher ami,

Samedi dernier, nous sommes revenus d'Ischia, à neuf heures du matin, pensant vous trouver à Naples. Grande a été la déception. Que voulez-vous? Il était écrit que nous ne nous verrions pas cette année. Nous serons à Rome jusqu'au 23. Passé ce moment, écrivez-nous à Paris, où nous serons vers le 1er novembre. Croyez-nous, avec mille regrets, vos bien bons amis.

Fontainebleau, 13 septembre 1876.

Mon cher ami,

Comme cette année nous n'avons fait aucun voyage, nous sommes venus ici passer quelques semaines pour nous éventer un peu la tête. Nous sommes fort contents de ce petit séjour; la forêt de Fontainebleau est sûrement une des plus charmantes choses qui se puissent voir.

Votre nomination à la direction de l'École de médecine du Caire m'a fait le plus grand plaisir. Vous voilà enfin arrivé, mon cher ami, à la position que vous méritez si bien. Vous y rendrez les plus grands services, et je connais assez la manière dont le

moral chez vous commande au physique pour être sûr que vos forces ne vous trahiront pas.

J'ai naturellement bien pensé à vous, depuis que la question d'Orient est passée à l'état de crise aiguë. A aucun point de vue, vous ne courez de danger en Égypte, l'Égypte ayant pris le bon parti de faire à temps à la civilisation européenne les concessions convenables. Quant au reste de la Turquie, je crois qu'on verra des scènes atroces. Au lieu de régenter la Turquie par un conseil européen, en retour du soutien qu'on lui donne, on a laissé le fanatisme augmenter sans cesse, on a laissé l'islamisme faire d'immenses conquêtes au nom du sultan; on a souffert que ce dernier devienne de plus en plus le pape de l'Islam. J'ai toujours pensé que l'islamisme finirait par des massacres; mais je ne croyais pas que la politique européenne en viendrait à ce degré d'imprévoyance et de faiblesse. L'Allemagne est, à l'heure qu'il est, la plus coupable de tout cela. C'est la tête de Méduse de M. de Bismark qui pétrifie tout le monde par la terreur qu'inspirent ses coups fourrés. Quant à nous, il est clair que nous devons observer la neutralité la plus absolue. Nous n'avons plus de générosités à faire, ni le droit d'avoir des protégés. Nous ne devons avoir qu'un seul objectif, l'Alsace et la Lorraine; mais cela ne nous oblige pas à nous faire les soutiens de causes illibérales ou odieuses, et c'est avec un vif regret que je vois quelques-uns de nos journaux les plus sérieux, *le Temps*, *les Débats*, s'engager dans une politique tout à fait déplorable.

Je pense comme vous que la Syrie verra de terribles événements. Il n'y a qu'un moyen de prévenir d'affreux malheurs, c'est de s'emparer du sultan à Constantinople et de gouverner en son nom. On aurait bien dû le faire dans les derniers temps d'Abdul-Aziz. Je pense souvent à Suquet, bien que sûrement il soit le moins exposé; quant à nos amis de la montagne, je tremble pour eux. Pauvre pays, on l'aime toujours, quels que soient les défauts de ses habitants.

A mon départ de Paris, il y a six semaines, le départ de Clermont-Ganneau pour Alexandrie était décidé; mais il paraît que depuis il est retombé dans de nouvelles hésitations. C'est un esprit admirablement doué pour les études philologiques et archéologiques; mais c'est un singulier caractère. S'il va réellement en Égypte, soutenez-le, conseillez-le; car à quelques égards il est vraiment éminent.

Paris, 22 juillet 1878.

Mon cher ami.

...C'est pour nous une grande joie, comme vous pouvez croire, d'avoir ici Suquet. Il vient à peu près tous les jours nous voir, et paraît s'amuser beaucoup. Nous l'avons trouvé très peu changé; il ne vieillit pas; je crois que nous nous en chargeons pour lui, n'est-ce pas, cher ami? Ce n'est pas que nous ne soyons contents de notre sort, moi, ma femme et mes enfants. Nous allons assez bien, nonobstant quelques petites misères. Nous partirons dans trois semaines pour un petit voyage de Suisse et d'Italie, qui, j'espère, nous redonnera de la sève pour aller encore. J'ai promis d'aller au congrès des orientalistes qui doit s'ouvrir à Florence le 12 septembre. Je n'aime pas beaucoup les congrès; mais j'aime Florence et plusieurs des personnes que j'y rencontrerai. Nous serons, je pense, de retour à Paris vers le 20 octobre.

Je vois que vous luttez avec courage contre les obstacles sans nombre qu'on trouve à faire le bien dans un pays comme celui que vous habitez. Quelles crises étranges va traverser l'Orient? Pour moi, je ne regrette nullement que nous n'ayons eu aucune part dans ce démembrement. Nos devoirs sont ailleurs, et, tant qu'il y aura des Alsaciens et des Lorrains sans patrie, nous ne pouvons avoir de clients au bout du monde. Attendons; je ne sais si, dans dix ans, les mieux lotis ne seront pas ceux qui n'auront rien pris. Ce qui importe, c'est que la France soit toujours représentée en Orient par des hommes tels que vous et Suquet.

Il fait très chaud, et je vais peu à l'Exposition, où les visites sont très fatigantes. Il y a des parties instructives, d'autres qui sentent un peu le bazar. Enfin cela calme et endort bien des choses. Dans l'état actuel de notre pauvre espèce humaine, on ne peut demander davantage. On est effrayé, quand on songe par quelle mince cloison on est séparé de la barbarie et de la férocité.

Paris, 16 juillet 1880.

Mon cher ami,

Quel mauvais correspondant je suis, n'est-ce pas? Mais je suis bon ami; j'écris peu à mes amis absents; mais je pense

à eux. Croyez bien que vous êtes du nombre de ceux vers qui se tourne le plus souvent ma pensée.

Je prends cette année mes vacances en août et septembre. En août, j'irai à Plombières, qu'on m'a recommandé et où m'attire le docteur Liétard, médecin des eaux, en qui j'ai grande confiance. L'année n'a pas été mauvaise. J'ai été hanté, obsédé, serré de près par mes misères rhumatismales plutôt que sérieusement pris. Après Plombières, nous irons faire un tour en Suisse et dans le nord de l'Italie.

Et l'année prochaine? Eh bien, l'année prochaine, cher ami, il est bien probable que nous nous verrons. J'aurai fini mes *Origines du Christianisme*. Je serai près d'entamer, si j'ai vie et force, mon *Histoire du peuple juif*. Je veux voir encore une fois la Syrie, le Liban, Jérusalem. Je veux voir le Sinaï (nous ferons cette course-là ensemble, n'est-ce pas?). Notre plan serait de donner trois mois à ce voyage (septembre, octobre et novembre). C'est un rêve, peut-être; mais il nous amuse et nous réjouit fort.

Je suis accablé de travail. Le *Corpus*, mes *Origines*, mes devoirs académiques de toute sorte pèsent lourdement sur moi. Mais je me vois tout de même maître de la situation; je ne laisserai pas une œuvre trop inachevée. Temps bien incertain que le nôtre, attachant néanmoins. Tout en voyant de gros points noirs, j'espère.

Talloires (Savoie), 27 septembre 1881

Mon cher ami,

Je reçois votre bonne lettre, ici, en Savoie, à la veille de partir pour l'Italie. Nous serons de retour à Paris le 1er novembre. Je n'ai pas besoin de vous dire que ma première visite sera pour la rue Oudinot. Si vous avez à m'écrire d'ici là, écrivez-moi à Rome, poste restante. Si vous avez besoin de quelqu'un pour vous rendre un service, écrivez à mon neveu Henri Renan, astronome-adjoint à l'Observatoire de Paris, rue Sainte-Catherine d'Enfer. Il sera tout à votre disposition.

Nous allons assez bien. Le séjour de la Savoie nous a bien convenu. Un mois de soleil d'Italie achèvera, j'espère, de nous réconforter. Au revoir, très cher ami; croyez à ma bien vive amitié.

Menthon Saint-Bernard,
4 août 1882.

Mon cher ami,

Chaque jour, depuis des semaines, j'attends un mot de vous, de n'importe qui, qui m'apprenne où vous êtes et comment vous avez traversé cette affreuse crise. Je vous en prie, cher ami, dès que vous aurez reçu ce mot, écrivez-moi ; car nous sommes très inquiets. Nous nous reprochons presque le repos que nous prenons ici, pendant qu'un de nos meilleurs amis est dans ce péril. Nous lisons avidement les journaux pour y chercher quelque mention de vous. Aujourd'hui, nous avons appris l'arrivée de Maspéro. Nous vous prions, cher ami, n'importe où vous recevrez ce mot, répondez-moi ou faites-moi répondre un mot. Quelles horreurs! Nous en sommes navrés. Croyez à toute notre amitié.

Le docteur Gaillardot mourut l'année suivante, et cette correspondance, témoignage d'une si durable amitié, s'achève sur le billet que je viens de transcrire. Elle ne constitue sans doute pas une biographie de Renan de 1860 à 1882 ; envisagée de la sorte, elle présenterait bien des lacunes. Renan n'y dit rien, par exemple, de ses candidatures électorales en 1869 et 1871, rien de son élection à l'Académie française en 1878, non plus que de sa promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur en 1880. Nulle vanité, nulle pose ; il s'adresse à un ami simple et bon devant qui il lui déplairait de prendre une attitude officielle, de jouer un rôle, d'être l'homme de ses doctrines, avec qui il se montre tel qu'il est dans son intimité, à son foyer, au naturel, avec qui il goûte la douceur d'être tout à fait sincère, de laisser voir le fond de son cœur. Mais c'est précisément cette bonhomie qui fait le charme de ses lettres à Gaillardot.

André Le Breton.

LA FRANCE
DES CINQ PARTIES DU MONDE

VII[1]

DANS L'ATLANTIQUE

I. — SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Sur les plus anciennes cartes du XVI[e] siècle, les terres les plus septentrionales de l'Amérique du Nord, sont appelées « Terre des Bretons. » Ce fait nous prouve l'ancienneté des relations entre Saint-Malo et ces lointains rivages où de hardis marins, sur des barques de faible échantillon, n'hésitaient pas à aller pêcher la morue.

A cette époque on ne savait pas encore que Terre-Neuve fût une île et nous ne notons aucune mention spéciale des îles Saint-Pierre et Miquelon. En 1518, le baron de Léry tenta un établissement à Terre-Neuve. En 1527, un capitaine anglais John Rut rencontra sur les bancs douze navires français. Le 10 mai 1534, le Malouin Jacques Cartier s'arrêta à Terre-Neuve au cours de son premier voyage (20 avril-5 septembre 1534). Il y revint à la fin de son second voyage, de mai 1535 à juillet 1536, celui où il avait, le premier, planté le pavillon royal sur la terre canadienne. Au cours de ce retour, cet illustre navigateur séjourna quelques jours aux îles, où il avait rencontré lui

Copyright by Octave Homberg, 1927.

(1) Voyez la *Revue*, 15 décembre 1926-15 juin 1927.

aussi des pêcheurs bretons, et il eut le mérite d'établir que Terre-Neuve n'était pas rattachée au continent.

Sans être explicitement mentionnées dans les actes diplomatiques, les îles de Saint-Pierre et Miquelon suivirent, jusqu'au traité de Paris 1763, la fortune de Terre-Neuve. Au début du XVII[e] siècle, nos négociants normands et bretons armaient de nombreux navires pour la pêche à la morue ; nous possédons un règlement établi par des armateurs malouins, à la date du 25 mars 1640, qui fixe la police de la pêche à Terre-Neuve. A la fin du siècle, à la suite de la guerre de Hollande, le nombre des bâtiments affectés à cette pêche fut réduit de moitié (150 environ au lieu de 300).

En 1697, d'Iberville s'empara de Saint-Jean et de l'île presque entière. Au traité de Ryswick, signé à la fin de cette même année, l'Angleterre fut remise en possession de ses établissements. Le traité d'Utrecht (11 avril 1713) confirma le précédent : Terre-Neuve appartiendra à l'Angleterre, mais les Français auront le droit de pêcher et de sécher le poisson sur la partie de la côte appelée « le Petit Nord » (entre le cap Bonavista et le cap Saint-Jean). Les pêcheurs français n'auront pas la liberté de construire à terre des habitations permanentes. Ce texte fut l'origine de discussions juridiques multiples sur le sens qu'il fallait donner à ces dispositions : convenait-il d'entendre que dans la partie accessible à nos pêcheurs ceux-ci avaient l'exclusivité de la pêche? Dans ce cas, n'existait-il pas un véritable rivage français, un *French Shore*? Les jurisconsultes internationaux ont écrit pendant près de deux siècles de savantes dissertations pour et contre (1). La question a été réglée par l'accord franco-anglais du 8 avril 1904. Il a fallu l'Entente cordiale pour aboutir.

Le traité de Paris (10 février 1763) nous reconnut la propriété complète des îles Saint-Pierre et Miquelon, où vinrent s'établir un certain nombre de Canadiens français qui ne voulaient pas se soumettre à la domination anglaise.

La guerre de l'Indépendance américaine eut pour conséquence directe, le 24 mai 1778, la prise des îles par une escadre anglaise. Toutes les familles françaises furent aussitôt expulsées. Elles ne revinrent qu'après la signature du traité de Versailles

(1) Émile Bourgeois, *Nos droits à Terre-Neuve*, dans les *Annales de l'École libre des Sciences politiques*, année 1899.

(3 septembre 1783), en vertu duquel notre souveraineté nous fut rendue (au prix de quelques modifications dans nos zones de pêche à Terre-Neuve) : 1 223 anciens habitants furent rapatriés par l'État français (510 en 1783; 713 l'année suivante).

Sur la vie de la colonie depuis cette date, nous avons trouvé un petit livre composé au cours de la guerre, en 1916, par M. Daniel Gauvain, avocat, pour célébrer le centenaire de la réunion définitive de Saint-Pierre à la France. Cette brochure est émouvante; c'est un véritable livre d'or du loyalisme. Sous forme de simples éphémérides, elle nous donne, à chaque jour de l'année, le souvenir de quelque événement mémorable pour les familles locales; quels sont ces événements? le plus souvent des naufrages, des ouragans qui jettent à la côte les goélettes des Terres-Neuvas. Que la vie doit être dure sur ces terres lointaines! A plusieurs reprises, des incendies dévastent une partie de Saint-Pierre. Les joies sont rares; une escadre qui passe et que l'on fête, l'inauguration de l'éclairage électrique, d'un câble, d'un service postal avec la mère-patrie. Quelquefois, elles nous paraissent puériles : à la date du 20 octobre 1893, nous lisons : on entend pour la première fois le phonographe à Saint-Pierre, — mais combien cette puérilité même nous fait-elle mieux connaître « ce pauvre pays où passe et disparaît si vite tout ce qui n'est pas la famille », comme a écrit M. Gauvain!

Bornons-nous à transcrire en les regroupant quelques-unes des « éphémérides Saint-Pierraises »; on croirait lire le journal de bord d'un brave petit navire perdu sur l'Océan.

1793. 11 avril. — Plusieurs membres de l'Assemblée de la commune contestent à la France le droit de faire des lois pour la colonie. Après discussion, l'Assemblée déclare se conformer aux lois métropolitaines. *12 avril.* — Plusieurs familles miquelonnaises émigrent aux Iles de la Madeleine, sous la conduite de leur curé l'abbé Allain, qui a refusé de prêter le serment constitutionnel. *5 mai.* — Des chaloupes venant de Terre-Neuve annoncent la déclaration de guerre entre la France et l'Angleterre. L'Assemblée communale, convoquée par le commandant, nomme un comité de défense. *9 mai.* — En raison de la guerre entre la France et l'Angleterre, l'Assemblée communale décide de mettre une batterie en état. *14 mai.* — Une escadre de trois frégates et quatre autres bâtiments anglais sous les ordres du vice-amiral King s'empare de la colonie.

Ses 1 502 habitants sont conduits à Halifax et de là en France.

1816. 22 juin. — Deux transports de l'État, la *Caravane* (pour Miquelon) et la *Salamandre* (pour Saint-Pierre), ramènent dans la colonie 150 familles, comptant 615 personnes qui avaient dû abandonner leurs foyers en 1793.

1870. 6 septembre. — La loterie en faveur des victimes de la guerre contre la Prusse produit net 1 175 francs.

1871. 16 février. — Le prince Adalbert de Prusse discute le traité franco-allemand et demande l'annexion des Iles de Saint-Pierre et Miquelon à l'Allemagne.

1914. 6 août. — Départ du chalutier *Jeannette*, avec 32 mobilisables dont le lieutenant Benâtre (et un garçon de dix-sept ans, Turpin Faston, pour engagement avec consentement de son père).

19 novembre. — Eugène Benâtre, chevalier de la Légion d'honneur, lieutenant de réserve, est tué à Sainte-Menehould, à la tête de sa compagnie. Il a cinquante-trois ans et laisse sa femme et dix enfants.

1915. 3 février. — Départ du premier contingent, après une retraite au son des cloches, accompagné par toute la population, par le transatlantique *Chicago*.

1916. 27 juillet. — Robert le Buf, aspirant-officier né à Saint-Prerre, meurt pour la Patrie dans sa vingtième année.

... Voilà le ton. Que pourrions-nous ajouter? Est-il possible de mettre plus de simplicité dans l'accomplissement du devoir? Une telle simplicité, une telle loyauté, une telle bravoure, ne sont-ce pas les plus belles qualités françaises, et nous faut-il d'autres preuves pour affirmer que nos colonies sont la France même?

La seule production des Iles Saint-Pierre et Miquelon est la pêche. Voici, pour l'année 1925, le tableau des exportations.

Morues	20 166 tonnes	valant	33 928 598 francs
Harengs	130 —		72 000 —
Poissons de conserve . . .	79 —		146 000 —
Huile de foie de morue . .	340 —		1 420 000 —
Poissons congelés	125 —		158 000 —
Soit au total	20 840		35 724 598 francs

Le total est nettement supérieur à la moyenne des dernières années, qui ne dépassait pas 20 millions de francs. Il pourrait sans doute être plus élevé encore si, comme le projet en a été formé, certaines usines s'installaient aux îles (en dehors du frigorifique auquel on doit la dernière ligne du tableau ci-dessus)

pour conserver ou utiliser sous des formes variées les produits et sous-produits de la pêche.

Quant aux importations, elles consistent presque entièrement en vins, eaux-de-vie et liqueurs, et se sont élevées à près de 80 millions l'an passé pour ces divers articles. Chose curieuse! c'est l'Angleterre qui est la principale importatrice de ces produits. Elle compte dans le total pour 61 millions, la France pour 9 millions seulement, dont 3 millions de vins de champagne. La raison est simple, c'est elle qui pratique le mieux la contrebande contre les lois américaines de prohibition. Les importations de cet ordre aux Iles Saint-Pierre et Miquelon sont un curieux thermomètre à la fois de la contrebande américaine et de la répression de cette contrebande : de 43 millions en 1919, le commerce général de la colonie était passé à 97 millions environ en 1922 et à 299 millions en 1923. En comparant ces chiffres à ceux de 1925, on peut constater que l'âge d'or de la contrebande paraît passé.

Envers cette petite colonie si loyale et si active, la France a des devoirs : limiter le plus possible, dans toute la mesure où l'art de l'ingénieur peut y réussir, les dangers de la navigation aux atterrages de ces îles : créer des phares, des signaux sonores pour temps de brume, améliorer les ports et leur outillage. Un programme a été tracé, un accord a été conclu entre les services de la marine marchande et ceux des colonies; il convient de passer à l'exécution : tout retard augmente sur la liste des « éphémérides Saint-Pierraises » le nombre des naufrages; il ne fut déjà que trop élevé.

En second lieu, il convient de créer des lignes commerciales nouvelles entre ces îles et les autres terres françaises. Au cours d'un voyage effectué en 1924, mon ami M. Albert Sarraut est parvenu à établir, avec le concours d'un actif armateur Saint-Pierrais M. Legasse (dont un proche parent est un de nos prélats d'Afrique les plus éminents) une ligne de navigation servie par quatre vapeurs entre la colonie et les Antilles françaises. Pour les sels de Saint-Martin, les rhums, les sucres, les cafés des Antilles, Saint-Pierre et Miquelon sont un débouché important. Ce groupe d'îles peut fournir, en échange, des poissons salés et séchés dont la population antillaise fait une appréciable consommation.

Par de telles initiatives, se resserreront les liens des diverses parties de la France atlantique.

II. — LES ANTILLES

De la pointe sud de la Floride au delta de l'Orénoque, une série d'îles forment un arc de cercle de grand rayon : ce sont au nord les îles Bahama ou Lucayes et les grandes Antilles : Cuba, Jamaïque, Saint-Domingue, Porto-Rico; puis du nord au sud, les îles du Vent : Saint-Christophe, Nevis, Montserrat, la Guadeloupe, Marie-Galante, la Dominique, la Martinique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Barbade, la Grenade, Tabago et la Trinité. Des îles sous le Vent parallèles à la côte du Venezuela nous aurons à mentionner seulement Curaçao et les îles Aves.

Un simple coup d'œil sur la carte fait voir quelles facilités pouvaient offrir ces archipels aux ennemis de l'Espagne lorsque cette puissance tirait de l'Amérique centrale l'argent et l'or dont elle soutenait sa grandeur en Europe. Le premier rôle des Antilles fut donc un rôle stratégique; mais elles valaient plus et mieux en elles-mêmes : ceux qui les occupèrent connurent peu à peu leur fécondité, toutes les denrées précieuses qu'elles pouvaient fournir. Elles jouèrent alors dans la vie européenne, spécialement dans la vie commerciale française, un rôle économique de premier plan. Enfin, depuis le percement de l'isthme de Panama, un grand courant commercial nouveau tend à s'établir entre l'Europe et le Pacifique : si l'on tire deux lignes droites de la sortie de la Manche et du détroit de Gibraltar à l'entrée du canal de Panama, ces routes directes passent à la charnière, entre les grandes et les petites Antilles, légèrement au nord de la Guadeloupe : on voit ainsi l'importance que nous devons attacher à nos possessions antillaises, au triple point de vue d'un passé glorieux, des richesses présentes de leur sol, et du rôle qu'elles peuvent jouer encore à l'entrée d'un carrefour mondial, où convergent les voies commerciales de l'avenir.

Les Français du XVI^e^ siècle entendaient par « Pérou » l'Amérique centrale et par « Isles du Pérou » les Antilles. Il n'est pas chez les notaires de Normandie, spécialement au Havre, à Honfleur, à Fécamp (elles furent brûlées à Dieppe), d'anciennes

archives où ne soient conservées les minutes de multiples contrats d'armement pour ces îles. Bien avant que certaines d'entre elles fussent occupées par des représentants du roi de France, nos marins n'hésitaient pas à traverser l'Atlantique pour surprendre quelque galion, séparé par la tempête du convoi bien gardé où ces précieux transports étaient groupés à date fixe. Le plus souvent nos corsaires opéraient à deux, à l'imitation de certains oiseaux de proie, et l'on pourrait citer comme type de ces opérations le raid de deux Dieppois, la *Barbe* et la *Marguerite*, qui, en 1553, prirent en chasse le convoi espagnol à hauteur de Porto Rico, le suivirent pendant 40 jours à travers l'Atlantique, jusqu'à l'heure où ils purent s'emparer de deux galions chargés d'or et de perles.

Certains de ces corsaires, comme François Le Clerc, dit *Jambe de Bois* (anobli pour sa valeur en 1551 par le roi de France), jetèrent la terreur parmi les grands chefs de la flotte espagnole : lorsqu'un tel ennemi était signalé, le fils du vice-roi des Indes restait lui-même toute la nuit au banc de quart. Leur audace ne connaissait pas de limite : en 1572, l'Anglais Drake et le Havrais Guillaume le Testu (qui fut aussi un cartographe célèbre) débarquèrent dans l'isthme de Panama et pillèrent les trésors que des convois de mulets apportaient de la côte orientale du Pacifique. Le Testu perdit la vie dans ce coup de main, mais au partage du butin chaque matelot reçut soixante mille écus.

Il ne faudrait pas prendre ces corsaires pour de vulgaires pirates. Le gouverneur du Havre, celui de Brest, participaient à leurs armements. Le père de M^lle^ de Scudéry, lieutenant de Villars, gouverneur du Havre, partit, en 1606, avec 70 bâtiments armés en course pour razzier les côtes brésiliennes. Si le jeu rapportait gros, il n'était pas sans danger : les Espagnols faisaient subir à leurs prisonniers les plus horribles supplices; l'équipage du capitaine dieppois Thomas Jacob étant tombé entre leurs mains, les habitants d'Hispaniola enduisirent de miel les corps de ces malheureux et les exposèrent nus aux piqûres des moustiques.

Tels furent les précurseurs; ils agissaient, on le voit, en « enfants-perdus », isolément, sans plan d'ensemble, pour leur compte. Avec le cardinal de Richelieu, fils d'armateur, armateur

lui-même, va commencer la conquête des Antilles pour le compte de la France.

Le 2 octobre 1626 était constituée, au capital de 45 000 livres, la Compagnie de *Saint-Christophe et des Antilles*. Le capital avait été souscrit par des commis en service dans les bureaux du grand maître de la navigation, ou par des marchands qui voulaient obtenir des lettres de noblesse. L'année précédente, le capitaine Urbain de Roissey avait été forcé, après un combat avec un galion espagnol, d'aller radouber à Saint-Christophe. A sa grande surprise, il y avait trouvé installé un Français de Lyon, Chantail, que nous aurons l'occasion de nommer à propos de la Guyane. Une partie de l'île appartenait aux Anglais : nos compatriotes construisirent deux petits forts et ne tardèrent pas à entrer en lutte avec leurs voisins. Une escadre de secours sous les ordres de Cahuzac, partie du Havre le 5 juin 1629, força les Anglais de respecter la place que nous avions prise.

Le 11 août, Cahuzac plantait le pavillon français sur Saint-Eustache, mais il commettait la faute de disperser ses vaisseaux. Le 8 septembre, l'amiral Fadrique de Toledo arrivait devant Saint-Christophe avec 53 bâtiments. Français et Anglais, sous les ordres de Belain d'Esnambuc, s'unissent et opposent aux Espagnols une résistance acharnée, mais ils succombent sous le nombre, et les survivants se réfugient à l'île d'Antigoa. Ils furent recueillis dans cette île par le fameux capitaine dunkerquois Giron qui les ramena à Saint-Christophe. En récompense de ces épreuves, le Roi réserva au tabac exporté de cette île le privilège d'entrer en franchise dans tout le royaume.

Le 12 février 1635, la Compagnie de Saint-Christophe, avec le concours d'associés nouveaux parmi lesquels nous ne serons pas surpris de trouver le nom de Fouquet, devint la *Compagnie des Iles de l'Amérique*. Elle s'engagea, en retour de ses privilèges, à importer dans les îles, au minimum, 4 000 colons des deux sexes en moins de vingt ans. Elle n'éprouva aucune peine à tenir cet engagement. Les enrôlements volontaires affluèrent sur la côte normande : Honfleur fournit à lui seul 600 colons. Et puis il y avait un moyen bien simple à employer : acheter des noirs; à cette date, le prix moyen en était de 200 livres.

En peu de temps, le domaine de la Compagnie s'enrichit : le 28 juin 1635, Charles Liénard de l'Olive et Jean du Plessis d'Ossonville occupent la Guadeloupe; le 15 novembre 1635,

Belain d'Esnambuc installe à la Martinique une garnison de 80 hommes sous les ordres de Jean du Pont; deux jours après, le 17 novembre, c'est le tour de la Dominique confiée à Philippe Le Vayer de la Vallée.

Le Roi crée le 15 septembre 1638, une « Lieutenance ès isles d'Amérique » et confie ce poste à un officier qui s'était couvert de gloire dans la Méditerranée sur les galères de Malte et était devenu chef d'escadre de Bretagne, le commandeur Philippe de Longvilliers de Poincy. Il arrive à Saint-Christophe le 20 mai 1639.

Sous son autorité, la prospérité de la colonie s'affirme. En 1640, il envoie le Vasseur avec 50 hommes prendre l'île de la Tortue, sur la côte nord de Saint-Domingue, nid d'aigle où quelques Français venaient d'être massacrés par les Anglais. Dès 1642, il occupe Marie-Galante, la Grenade, Tabago. Le total des îles soumises au roi de France s'élève à quatorze. Elles sont groupées en trois secteurs : Saint-Christophe, la Guadeloupe, la Martinique. Elles comptent déjà une population blanche supérieure à 5000 âmes.

Malheureusement, cet essor fut brisé par une rivalité terrible entre Poincy et l'intendant des îles, gouverneur de la Guadeloupe, Patrocle de Thoisy. Celui-ci n'avait d'autre mérite que d'être favori de la Reine. L'intrépide commandeur, loin de se laisser relever de son commandement par son rival, le fit arrêter. Le Roi ferma les yeux, mais la Compagnie dut liquider; elle vendit ses trois secteurs : celui de la Guadeloupe à Hoüel; celui de la Martinique à Dyel du Parquet; celui de Saint-Christophe à l'ordre de Malte.

Une troisième Compagnie des Antilles fut fondée en 1664 par Colbert, sous le nom de *Compagnie des Indes occidentales*. A partir de 1665, elle racheta ces îles à leurs divers propriétaires. Soit parmi les armateurs de France, soit parmi les planteurs de la colonie, cette création du grand ministre fut l'objet d'une opposition violente : on la traita de « loup garou ».

Le nouveau lieutenant général, marquis de Tracy, commença par mettre à la tête de chaque île un gouverneur énergique, pris dans une phalange d'officiers éprouvés qu'il avait amenés avec lui. Cette mesure ne fut pas inutile, car plusieurs de nos possessions, Saint-Christophe notamment, soutinrent de nom-

breux combats contre les Anglais en 1666 et en 1667. En juillet 1667, l'escadre de la Compagnie fut détruite à la Martinique, devant Saint-Pierre, par l'amiral anglais John Harman.

A côté des forces régulières que nous entretenions aux Antilles, il existait une force irrégulière et puissante dont nous nous servions à l'occasion : les boucaniers et flibustiers de l'île de la Tortue, appelés aussi « les frères de la Côte » pour l'aide absolue qu'ils se donnaient en toute circonstance. Le récit de leurs exploits, qu'il faut lire dans Oexmelin (1), semble un tissu de légendes; il est cependant exact que jamais hommes ne reculèrent plus loin les bornes de la bravoure française. C'est à eux que nous avons dû de posséder au cours du XVIIe siècle la plus belle, la plus riche, avec Cuba, des Grandes Antilles : Saint-Domingue.

Nous ne parlerons pas ici de Moubars l'Exterminateur, ni de Nau d'Olonnois qui mourut haché, rôti et mangé par les Indiens du Darien. Mais nous devons dire quelques mots de celui qui fut leur chef, de Bertrand d'Ogeron, dont une inscription rappelle encore le souvenir dans l'église Saint-Séverin de Paris.

Comme beaucoup d'autres Parisiens, nous le verrons, Bertrand d'Ogeron s'était laissé prendre aux promesses mirifiques de quelques aigrefins au sujet de la Guyane. Arrivé dans ce pays en 1657, il perdit ses illusions comme il avait perdu sa fortune. Il vint se fixer à la Tortue, dont il fut nommé gouverneur en 1665. Ce n'était pas un brigand, loin de là; s'il faisait venir des colons de France, il les recommandait avec une ferme bonté au capitaine du navire, et rien ne lui causait plus de fierté que la pensée de ne pas en avoir perdu un seul en cours de route. De ce qu'il était capable de faire, on peut juger par ce petit détail : en février 1673, après un naufrage, il fut emmené prisonnier à Porto-Rico où les Espagnols laissèrent mourir de faim ses compagnons. Avec deux flibustiers il

(1) *Histoire des Avanturiers Flibustiers qui se sont signalés dans les Indes.* Trévoux, 1744, 2 vol. in-12. C'est le pendant pour le XVIIe siècle de l'*Histoire véritable de certains voyages périlleux et hazardeux sur la mer*, publiée à Niort en 1599, qui est l'odyssée des corsaires antillais du XVIe siècle. Parmi les exploits des flibustiers, il faut citer la traversée de l'isthme de Panama et la prise de cette ville le 17 janvier 1671, un siècle après l'expédition similaire où Le Testu avait trouvé la mort.

s'échappa sur un petit canot : tous trois *revinrent en ramant avec leurs chapeaux et en se servant de leurs chemises comme de voiles.* Quelque temps après, *of course*, Porto-Rico était mis à feu et à sang. Tel est l'homme qui implanta les premiers colons français à Saint-Domingue. Il mourut en 1677, nous laissant « une colonie de quatre-vingts lieues de pays sur neuf ou dix de large, quatre à cinq mille habitants qui font tous les ans pour deux millions de livres de tabac ». Le tiers occidental de l'île nous fut reconnu en 1697 par le traité de Ryswick.

La guerre entre la France et la Hollande fut marquée aux Antilles par des combats terribles, dont certains mériteraient d'être célébrés si « l'histoire-batailles » n'avait pas encouru depuit quarante ans le mépris de tous les pédagogues. Les anciens combattants de Verdun et de la Marne exigeront peut-être que l'on enseigne à leurs enfants les qualités morales dont ils ont fait preuve. Pourquoi ne rendrions-nous pas à nos pères l'hommage que nous espérons recevoir de nos fils? Voici un exemple de cette « histoire-batailles », à quoi, pour notre part, nous avons la fierté de nous intéresser.

Le 19 juillet 1674, arrive devant la Martinique (dont la population totale était alors de 5000 âmes) une escadre hollandaise de quarante-huit vaisseaux, portant 4 336 marins, 3 386 soldats, 1 142 canons. Elle est commandée par Ruyter, le plus fameux chef d'escadre des Provinces-Unies, celui dont le pavillon est réputé invincible sur toutes les mers. Au pied du Fort-Royal, sont ancrés dans le cul-de-sac du Carénage quatre bâtiments de commerce et un seul bâtiment de guerre, les *Jeux*, de 34 canons, commandé par le capitaine Claude d'Amblimont. Pour armer le fort, en prenant les matelots des navires de commerce et tous les hommes valides, nous arrivons à ameuter cent soixante et un hommes. Le 20 juillet, Ruyter débarque cinq mille soldats et marins; l'assaut contre le fort est repoussé par le capitaine de Cacqueray et l'enseigne de Martignac; sur le camp que l'ennemi essaie de former au bas des pentes, le capitaine d'Amblimont et le capitaine Beaulieu, commandant un des navires marchands, le *Saint-Eustache*, de Saint-Malo, concentrent leur tir à mitraille de plein fouet. Le tas de morts s'élève vite. La nuit, l'ennemi rembarque son monde, — il avait perdu

574 hommes ; nous *seize*. — Le grand Ruyter avait été vaincu.

Les Hollandais essayèrent alors de remplacer ces opérations d'ensemble par des entreprises de détail. Partout ils furent repoussés : à la Grenade en mars 1675 ; à Saint-Domingue en juillet 1676.

A notre tour nous passons à l'offensive : le 19 juillet 1677, arrive à la Martinique l'amiral Jean d'Estrées, avec dix vaisseaux de ligne et six navires légers, portant au total 446 canons. Un mois plus tard, le 20 février, cette escadre formée en deux lignes force la passe de Tabago, se lance à l'abordage sur la flotte de Binckes et jette à terre une troupe d'assaut pour enlever la citadelle. Il faut vaincre ou mourir ; il serait impossible de sortir vaincu d'un pareil cul-de-sac. Un effroyable combat s'engage où l'incendie fait sauter à la fois amis et ennemis. De son navire en feu, d'Estrées passe sur un canot : un boulet le coule ; l'amiral arrive à terre à la nage, soutenu par deux matelots, et repousse une patrouille qui veut le faire prisonnier. Si la flotte hollandaise est détruite, la citadelle a résisté. D'Estrées revient le 10 décembre ; au troisième obus, la citadelle saute : de Binckes et des seize officiers qui étaient à sa table, on ne retrouva aucune trace.

La fortune se lassa de sourire à d'Estrées. Le 7 mai 1678, il cingle sur Curaçao avec 18 vaisseaux royaux et 12 corsaires. Mais, dans la nuit du 11 mai, n'ayant pas pris à bord de bons pilotes, il vient donner avec toute sa flotte dans les brisants des îles Aves. 7 vaisseaux, 500 canons, 3 transports, 3 navires de flibustiers s'engloutissent au milieu des roches. Quelque temps après, une flotte de secours venue de Brest put repêcher 364 canons et 3000 boulets.

Au milieu de ces luttes, les plantations (surtout les plantations de cannes) ne cessaient de prospérer (1). En 1687, la population des îles s'élevait à 18000 blancs et 28000 noirs. Dès 1682, les Antilles faisaient avec la France un commerce de 26 millions, 200 navires de commerce étaient armés pour elles dans les ports de Rouen, Nantes, la Rochelle et Bordeaux. En

(1) Il n'en fut pas de même pour la Compagnie des Indes occidentales que les planteurs, nous l'avons vu, considéraient comme une intruse. Elle n'avait pas payé les terres qu'elle avait achetées ; elle disparut en 1674, et les îles furent alors réunies au domaine royal.

1700, la population atteignait 25 000 blancs et 70 000 noirs. La quantité de sucre que nous recevions des Antilles représentait le double de notre consommation. Ces colonies ne souffrirent pas sensiblement des guerres qui éprouvèrent si cruellement la France pendant les dernières années du règne de Louis XIV. Au traité d'Utrecht (1713), nous perdîmes seulement Saint-Christophe.

Toutefois, les cultures « riches » avaient fait négliger les cultures vivrières. Le ravitaillement des îles était en grande partie assuré par la métropole. La colonie, à plusieurs reprises, fut menacée de famine pendant la guerre de la Succession d'Autriche; nous dûmes organiser de grands convois, à la tête desquels s'illustrèrent du Bois de la Motte, Guichen, Duchaffault, chefs d'escadre dont certaines unités de notre marine nationale conservent encore les noms. Il convient de noter tout spécialement le combat du cap Finisterre (25 octobre 1747), où le chef d'escadre de l'Estanduère se sacrifia pour faire passer son convoi : 280 navires, qui arrivèrent à destination.

La guerre de Sept ans fut beaucoup plus cruelle pour la France de l'Atlantique; les croisières anglaises, spécialement celles de Rodney, causèrent à notre marine des pertes terribles sur les côtes de France et dans la colonie elle-même : la Guadeloupe, la Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Tabago furent occupées par l'ennemi. Quant à la Martinique, après avoir repoussé un débarquement au début de la campagne, elle succomba en mars 1762, huit jours avant l'arrivée d'une escadre envoyée de France pour la soutenir sous les ordres de Blénac-Courbon. Les cinq mille hommes de cette escadre vinrent renforcer la garnison de Saint-Domingue.

Le traité de Paris, du 10 février 1763, nous laissa ou nous rendit Saint-Domingue, la Guadeloupe, la Martinique et Sainte-Lucie, mais nous enleva la Dominique, Saint-Vincent, Tabago, la Grenade et les Grenadines.

Au cours de la guerre de l'Indépendance américaine, la mer des Antilles fut le théâtre de nombreux combats entre les flottes anglaises et françaises; les îles avaient repris toute leur valeur stratégique d'autrefois. Les campagnes les plus célèbres furent celle de d'Estaing contre les amiraux anglais Barrigton et Byron (1778-1779), au cours de laquelle la France reprit Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Vincent, la Grenade; celle de

Guichen en 1780, contre Rodney, où l'amiral français montra plus d'habileté manœuvrière que d'audace offensive (il avait soixante-sept ans); celle de de Grasse, en 1781 et 1782, contre Hood et Rodney, pendant laquelle nous reprîmes Tabago et Saint-Christophe, mais qui se termina si tristement le 12 avril 1782 à la bataille des Saintes, lorsque le vaisseau amiral français, la *Ville de Paris*, dut amener son pavillon.

Au traité de Versailles (3 septembre 1783), la France et l'Angleterre se rendirent mutuellement leurs conquêtes aux îles; nous reçûmes Tabago en échange de la Dominique prise au début de la campagne, en 1778, par le gouverneur marquis de Bouillé.

Toutes ces campagnes, si étrange que cela paraisse, n'avaient pas ruiné la prospérité des îles; au cours de l'occupation anglaise pendant la guerre de Sept ans, la Guadeloupe avait même reçu beaucoup d'esclaves noirs. En 1780 elle comptait près de 100 000 habitants, la Martinique 86 000, Saint-Domingue un demi-million (dont 45 000 esclaves). Depuis 1782 une nouvelle richesse était venue s'ajouter aux plantations de cannes: le café. A cette date, le capitaine Déclieux avait acclimaté à la Martinique un pied de caféier que Jussieu lui avait remis au Jardin des plantes de Paris. On sait comment, pendant la traversée, le navire ayant été retardé par des calmes, cet officier avait sacrifié une partie de sa ration d'eau, pourtant strictement mesurée, pour maintenir la vie de cette petite plante fragile, qui valait plus qu'une conquête.

Il est difficile de chiffrer, en l'absence de toutes statistiques précises, le montant du commerce des îles avec la France pendant les dernières années du règne de Louis XVI: les estimations varient de 260 à 450 millions. Une des plus précises évalue à 185 millions les matières premières que les îles nous fournissaient et à 78 millions les marchandises qu'elles nous achetaient. Pour traiter ces matières premières, des industries de transformation s'étaient créées en France, dont le chiffre d'affaires dépassait 150 millions. 15 000 matelots vivaient de ce transit et il n'est pas téméraire d'estimer la part du commerce des îles au quart du commerce général de la France à la fin du XVIII^e^ siècle.

Toute l'aristocratie française était intéressée dans les affaires

de la colonie : il en existe aux Archives nationales une preuve bien curieuse qui n'a pas encore été suffisamment exploitée. Dans la série où se trouvent conservés les papiers saisis chez les émigrés ou chez les condamnés des tribunaux révolutionnaires (série où M. Lenôtre a relevé tant de détails si précis pour ses vivantes études), il n'est pour ainsi dire pas de dossier concernant une famille qui ne contienne des titres de propriété, des contrats d'association, des comptes divers attestant des participations importantes dans les affaires antillaises. Cette aristocratie formait à Versailles auprès du souverain « un parti colonial » nombreux et puissant; il serait plus juste de dire un « parti antillais », car l'influence de ce parti sur les souverains et les ministres fut de limiter aux seules Antilles les aspirations coloniales de notre pays. On ne saurait s'étonner dès lors qu'au traité de Paris le Canada ait servi de rançon aux Antilles.

Ce magnifique édifice était construit sur des fondations peu solides : le pacte colonial, la dépendance trop étroite entre les colonies et la mère patrie; l'interdiction faite aux colons, depuis Colbert, de commercer avec d'autres qu'avec des Français n'avait cessé d'être combattue par les planteurs qui voyaient d'année en année des débouchés nouveaux, — spécialement en Amérique, — s'ouvrir à leurs productions.

Dès le début de la Révolution, ceux qui résidaient dans la métropole fondèrent le « Comité colonial de France » dont le rôle, continué plus tard par la « Société des colons français » ou « Club Massiac », fut extrêmement actif et mit en échec à plusieurs reprises la Convention elle-même. Le 8 mars 1790, les colonies furent déclarées « partie intégrante de l'empire français ». Toutes les compagnies privilégiées furent supprimées, tous les citoyens français qui y résidaient eurent dès lors le droit de commercer librement. Contre « la Société des amis des noirs », fondée à Paris en 1787 et dont 29 cahiers présentés aux États généraux avaient soutenu les revendications en faveur de l'émancipation des esclaves, le « Club Massiac » fit admettre qu'il ne convenait pas de prendre une mesure générale à ce sujet, sans tenir compte des circonstances et des lieux. Le 15 mai 1791, sous la même pression, l'Assemblée nationale décréta que la future Assemblée législative « ne pourrait jamais délibérer sur l'état politique des gens de couleur

qui ne seraient pas nés de père et de mère libres, sans le vœu préalable, libre et spontané des colonies ».

On sait quelles conséquences terribles entraînèrent dans nos colonies les mesures prises par la Convention, mesures inspirées par les sentiments les plus généreux comme le patriotisme ou la conscience de la dignité humaine, mais dont les conséquences pratiques n'avaient pas été étudiées avec soin, ainsi qu'il était à attendre de décisions prises dans le tumulte et l'enthousiasme. L'acte de navigation du 26 mars 1793, en vertu de quoi le pavillon français devait seul assurer la navigation de port français à port français, parut aux planteurs rétablir au nom du patriotisme « le pacte colonial », dont ils avaient eu si longtemps à se plaindre. Dans le décret du 4 février 1794, ordonnant l'abolition « immédiate et absolue » de l'esclavage, sans fixer aucune modalité d'application pratique, aucune disposition transitoire pour assurer la continuité du travail sur les plantations, tous les propriétaires des îles virent leur ruine « immédiate et absolue », au nom de l'humanité.

En avril 1794, le drapeau tricolore ne flottait plus qu'à Saint-Domingue et à la Guyane, toutes les petites Antilles étaient perdues. Ce fut l'honneur de la Convention de réagir avec vigueur. Elle envoya à la Guadeloupe Victor Hugues en qualité de commissaire extraordinaire : dès la fin de septembre, cette île était reprise et peu après ses satellites : la Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, etc., l'étaient à leur tour. Nos corsaires reprenaient la mer et pourchassaient l'Anglais jusque dans le golfe du Mexique. Grâce à ces succès, la partie espagnole de Saint-Domingue nous fut cédée à la paix de Bâle ; à la paix d'Amiens, tout notre ancien domaine colonial nous fut rendu.

A Saint-Domingue, Toussaint Louverture, qui avait conservé notre drapeau et repoussé des expéditions anglaise et espagnole, enivré de ses succès, écrivit au Premier Consul en qualité de Premier des noirs s'adressant au Premier des blancs. On sait quelle fut la réponse : l'expédition de Leclerc et de Villaret-Joyeuse, 35000 hommes et 41 vaisseaux : toute l'île fut soumise.

Le décret du 27 avril 1802, rétablissant l'esclavage, provoqua une insurrection générale. Leclerc mourut le 2 novembre de la même année et son successeur, Rochambeau, se rendit le

30 novembre 1803 au commodore Loring. Seul, le général Ferrand, qu'une escadre partie de Brest, en décembre 1805, sous Leissègues, essaya vainement de soutenir (elle fut vaincue par Duckworth, le 6 février 1806, et dut se jeter à la côte et s'incendier elle-même), tint dans la partie orientale de l'île jusqu'en 1809, jusqu'au suicide.

Le 29 novembre 1803, l'île se déclarait indépendante; le 8 octobre 1804, Dessalines se proclamait empereur; le 20 avril 1805, il faisait massacrer tous les blancs, dans d'affreuses « vêpres haïtiennes ».

Après la rupture de la paix d'Amiens, toutes les Antilles françaises, danoises, hollandaises, furent reprises par les Anglais (capitulation de Villaret-Joyeuse à la Martinique le 24 février 1809, d'Ernouf à la Guadeloupe en 1810). Au traité de Vienne, si nos possessions actuelles nous furent rendues, nous perdîmes Sainte-Lucie et Tabago; les Hollandais, Demerary (en Guyane), Ceylan, et le Cap (occupé depuis 1806). L'Angleterre consommait sur les ruines de la marine française l'œuvre commencée par la guerre de Sept ans.

Quant à Saint-Domingue, une ordonnance du 17 avril 1825 reconnut son indépendance, moyennant une indemnité de 150 millions, bientôt réduite des deux tiers. Seuls, quelques missionnaires bretons maintiennent encore la langue française dans cette île que Bertrand d'Ogeron avait voulu donner à sa patrie.

* * *

Aujourd'hui, la principale richesse des Antilles est encore le sucre, et les sous-produits de la canne (rhums, tafias, mélasses.) En 1925, la Martinique a exporté pour un peu plus de 50 000 tonnes de sucre valant 79 millions, et la Guadeloupe près de 38000 tonnes valant près de 70 millions, soit au total 68000 tonnes et 149 millions. Si élevé qu'il soit, ce chiffre représente encore un peu moins du dixième de la consommation annuelle française. Or on sait combien notre production métropolitaine de sucre de betterave a été diminuée par la guerre. Sur 240 fabriques de sucre existant en 1914, 135 ont été détruites au cours des hostilités. On s'explique aisément le renouveau de faveur connu depuis la paix par nos sucreries coloniales. Toutefois la reconstitution des régions dévastées ayant bénéficié d'un magnifique effort, les sucres polonais, tchéco-slovaques, et

autrichiens étant favorisés à leur entrée en France, par des cours de change propres à nos achats, il y a lieu pour nos sucreries coloniales de prévoir un avenir moins facile que le présent et de songer à des débouchés plus nombreux que le seul marché métropolitain.

Les rhums figurent en 1925 pour 211 880 hectolitres valant 78 millions et demi de francs dans les exportations de la Martinique et pour 123 432 hectolitres valant un peu plus de 57 millions de francs dans celles de la Guadeloupe, soit au total 335 312 hectolitres et près de 136 millions de francs pour les deux îles.

Ensuite viennent le café, dont la culture reprise avec énergie à la Guadeloupe a permis d'exporter l'an passé 978 tonnes valant 13 millions, tandis que la Martinique vendait seulement à l'extérieur 3 tonnes et demi pour 20 000 francs environ.

Notons encore la vanille dont la Guadeloupe a vendu 31 tonnes et demi en 1925 pour plus de 7 millions et demi, tandis que les exportations de la Martinique étaient seulement de 1 282 kilos valant environ 163 000 francs.

Le cacao pourra devenir une ressource précieuse pour les deux îles, si les plantations de la Guadeloupe continuent à se développer et si elles sont imitées plus activement à la Martinique. Elles ont fourni à l'exportation l'année dernière 632 tonnes valant près de 3 millions et demi pour la première de ces îles, un peu plus de 500 tonnes valant un million sept cent mille francs pour la seconde.

A la Guadeloupe, qui paraît, d'après les statistiques, s'orienter plus activement que la Martinique dans la voie prudente des cultures variées, nous relevons la vente de 26 tonnes de coton en laine et de 95 tonnes de graines de coton (cédées en majeure partie aux colonies anglaises voisines) pour une somme totale proche de 700 000 francs.

Il est surprenant que ces îles, dont les fruits faisaient rêver les premiers colons venus de France, n'aient pu encore réussir à mettre sur pied, grâce aux progrès de l'industrie du froid, une organisation puissante pour le ravitaillement de la métropole en fruits exotiques, particulièrement en bananes. Les colonies anglaises voisines font des millions de livres sterling d'affaires pour ce seul produit avec le Royaume-Uni; l'Amérique centrale est mise en coupe réglée par l'*United Fruit* amé-

ricaine, une des plus puissantes sociétés mondiales, dont le chiffre d'affaires s'élève à des centaines de millions de *dollars* chaque année. Alors que la France est désignée par la nature pour être la pourvoyeuse de l'Europe entière en fruits exotiques, alors qu'elle possède des colonies comme les Antilles ou la Guinée, il ne s'est trouvé encore ni capitalistes, ni armateurs, ni planteurs, ni commerçants, pour monter *ensemble* une belle affaire de culture, de transport et de vente des fruits exotiques. Ce serait cependant une mine d'or inépuisable, plus riche que tous les filons, car si les filons s'épuisent, la sève de la terre féconde ne tarit pas.

Pour mettre en valeur toutes les richesses latentes des Antilles qui sont bien loin d'être exploitées à plein rendement, il faudrait que la France pût revenir sur la faute qu'elle a commise (et qu'elle n'ose guère s'avouer à elle-même) en dotant ce pays de libertés qu'il n'était pas encore digne d'exercer.

La politique! voilà le fléau de nos vieilles colonies. Elle paralyse les initiatives, elle donne aux indigènes, en échange du bulletin de vote, le droit au moindre effort (ce qu'ils appellent la liberté du travail) : que de temps perdu en palabres stériles, en discussions de personnes! Dans des pays où l'indigène est en mesure de satisfaire à peu de frais des besoins modestes, à quoi bon, pense-t-il, se donner du mal, produire, exporter? Qu'importe si la métropole manque cruellement de matières premières, si elle est obligée de les acheter à l'étranger au poids de l'or, si elle tremble de fermer ses usines, de ne plus donner de pain à ses ouvriers? Ce n'est pas seulement la mère patrie qu'il convient d'éveiller à la conscience de la solidarité indissoluble qui unit toutes les parties du territoire national, ce sont aussi les colons et les indigènes de nos colonies; à eux comme à nous il paraît nécessaire de faire comprendre que la première des politiques, c'est la politique économique; avant de discourir éperdument sur les idées ou sur les hommes, il faut se nourrir, il faut se vêtir, il faut en un mot vivre dignement, largement, librement. La pire des servitudes, c'est l'emprise économique de l'étranger; le premier devoir d'un Français est de s'en affranchir. Tant qu'il ne l'aura pas fait, il n'aura pas le droit de se croire libre, et de se livrer, en toute insouciance, aux agitations stériles de ce qu'il appelle la liberté.

Que les Français clairvoyants des Antilles et de la métropole regardent d'ailleurs avec soin une carte et songent à certaines éventualités qui peuvent se produire : déjà les États-Unis « contrôlent », pour employer un des mots qui leur sont chers, Cuba et Haïti. Ils ont achevé le canal de Panama pour n'avoir plus leur flotte de guerre partagée entre deux océans : leur flotte de guerre, joujou tout neuf dont ce peuple neuf est si fier! Que se produirait-il, si une nouvelle guerre d'Indépendance venait à éclater, d'indépendance économique celle-ci, et, pour tout dire, d'hégémonie commerciale mondiale? Comme aux XVI^e^, XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, les Antilles, sans perdre leur valeur propre si précieuse, reprendraient un rôle stratégique de premier plan. Écartons même ces éventualités tragiques : les guerres ne sont que les crises violentes d'une lutte implacable qui se poursuit sous les dehors trompeurs de la paix. Les courants commerciaux se déplacent, et de ces déplacements aussi importants que la production ou la transformation des matières premières, certaines nations peuvent un jour se trouver ruinées.

Qu'avons-nous fait pour surveiller, utiliser au besoin, les conséquences de l'ouverture du canal de Panama? Si la question eût été d'ordre parlementaire, nous aurions nommé une commission. Comme elle ne l'était pas, nous avons trouvé l'équivalent : nous avons envoyé une mission. Que les anciens chefs de cette mission ne voient dans nos paroles aucune critique à leur adresse ; ils ont très sérieusement, très intelligemment travaillé et fourni un excellent rapport. Ils ne pouvaient rien faire de plus, mais à notre gouvernement il appartenait de faire davantage : de donner aux ports de la Guadeloupe et de la Martinique les moyens de se développer dans la paix, de faire respecter leur indépendance en cas de guerre. Rien n'a été fait; la politique, la hideuse politique était là. Ne disons pas que ces colonies sont trop lointaines pour être défendues : les ombres de Bertrand d'Ogeron, de Claude d'Amblimont, de Jean d'Estrées nous interdisent de pareils renoncements : ces vaillants nous ont montré ce que le Français peut faire avec un minimum de moyens. Refuser aux Antilles l'équipement nécessaire à leur progrès économique et à la sauvegarde de leur nationalité, serait une trahison envers le passé comme envers l'avenir.

III. — LA GUYANE

Lorsqu'en 1596 parut à Londres l'ouvrage de Raleigh sur *la Découverte du vaste, riche et bel empire de Guyane*, tous les peuples colonisateurs de l'Europe rêvèrent de cette ville de Manoa, l'*el Dorado* où les trésors des Incas semblaient attendre la ruée de toutes les convoitises.

Par lettres patentes du 8 mai 1602, Henri IV autorisa René-Marie de Montbarrot, gouverneur de Rennes, à lever quatre cents soldats, à armer des vaisseaux, à recruter des colons pour fonder une colonie en Guyane. Montbarrot confia la direction de l'expédition à son associé, Daniel de la Touche de la Ravardière. Celui-ci partit de Cancale le 12 janvier 1604, avec un navire et une patache. Il releva avec soin la rivière de Cayenne, visita Sainte-Lucie, les pêcheries de perles de l'île de la Marguerite et, le 15 août, rentra à Cayenne. Peu de temps après, il fut nommé lieutenant-général en Guyane, à la place de Montbarrot qui, tout compte fait, préférait garder son gouvernement de Bretagne.

Parmi les premiers colons qui tentèrent sur cette côte un établissement sérieux, il convient de citer le Lyonnais Chantail que nous avons déjà rencontré à Saint-Christophe. Nous lui devons notre premier comptoir sur les bords du Sinnamari. En 1626, un Dieppois, Belleville, lui amena vingt-six hommes de renfort sur la *Fleur de Lys* ; en 1628 quatorze nouveaux colons, cinquante en 1630, soixante en 1632 ; les Hollandais ayant voulu acquérir à prix d'argent et sans coup férir cette petite colonie, les nôtres repoussèrent avec mépris cette proposition.

Le 27 juin 1633, la Compagnie rouennaise Rosée-Robin reçut le monopole du commerce sur les rivières d'Avau et du Maroni. Elle ne tenta aucune entreprise sérieuse ; aussi son monopole fut-il transféré en décembre 1638 à Jacob Bontemps. En échange de ce monopole d'une durée de trente ans, le concessionnaire s'engageait à transporter mille à douze cents personnes en Guyane (à ce moment, il ne restait plus que six Français à Cayenne, quatre au Maroni, sept à Surinam).

Peu de temps après, se forma une expédition qui nous apparaîtrait seulement ridicule, ou comme l'on disait alors « burlesque », si elle n'avait eu des résultats tragiques : un Parisien,

Charles Poncet de Brétigny, après avoir été nommé lieutenant-général en Guyane, engagea un nombreux domestique, enrôla de plus nombreux colons et partit de Dieppe le 1er septembre 1643 en pompeux apparat. Le 27 novembre, il débarquait à Cayenne et ne tardait pas à indisposer contre lui les rares colons de la Compagnie Rosée-Robin et les malheureux qui avaient suivi sa fortune. La révolte gronde, on le traite de « Néron » et de « Caligula ». La fatalité qui semble peser sur la Guyane s'annonce déjà : tous ces pauvres gens prétendent être au « bagne ». Le 4 mars 1644, ils arrêtent leur tyran et se déclarent en « république ». Le nouvel État sera dirigé par un « Sénat » où siégeront les officiers. Un détachement réoccupe Surinam. A force d'énergie et de volonté, la petite colonie va-t-elle vivre, s'agrandir? Un coup de théâtre se produit : Brétigny est délivré. Les nôtres évacuent Surinam, se fient à la promesse d'amnistie qui leur est faite, mais leur chef est repris de la folie des grandeurs; il se donne à lui-même une couronne fermée et prétend fonder un royaume. Les Indiens se révoltent; dans un combat Brétigny est tué; tous nos établissements sont pillés et détruits, les survivants sont évacués sur Saint-Christophe.

Cette pénible expérience n'empêcha pas, quelques années après, une nouvelle expédition de se former à Paris. Des affiches avaient vanté les richesses et les beautés de la Guyane comme celles d'un petit Paradis; les badauds qui se laissaient prendre à ces vagues promesses se donnèrent comme « chef moral » un savant astronome, l'abbé de Marivaux. En s'embarquant près du Pont-Neuf sur le coche d'eau qui emmenait à Rouen les membres de cette équipée, l'abbé, embarrassé de ses livres et de ses instruments, tomba à l'eau, sans qu'il fût possible de le repêcher. C'était un mauvais présage. Arrivés à Cayenne où rien n'était préparé pour les recevoir, ces infortunés périrent de misère. Cela n'empêcha pas les responsables de cette escroquerie, les sieurs de Maucourt et d'Aigremont, de revenir à Paris où ils se livrèrent à un bluff impudent, devant un énorme coffre-fort plein de richesses, disaient-ils, mais dont les clefs se trouvaient toujours égarées (Mme Humbert n'a rien inventé). Lorsque le lieutenant de police finit par faire ouvrir le coffre-fort, il était vide, comme bien on pense. Que reste-t-il de cette aventure? Une fable de La Fontaine : *l'Astronome qui se laisse tomber dans un puits.*

Le 12 octobre 1663 fut fondée, par Lefebvre de la Barre, la *Compagnie nouvelle du Cap du Nord ou de Cayenne*. Lefebvre de la Barre débarqua 750 hommes à Cayenne, le 15 mai 1664, et fit capituler les Hollandais, qui avaient subrepticement repris le pays depuis nos lamentables aventures.

Peu après, en 1665, la Compagnie nouvelle du Cap était rachetée, comme les Antilles, par la *Compagnie des Indes occidentales*, que nous connaissons déjà et qui, dans la pensée de Colbert, devait monopoliser le commerce de l'Atlantique comme la Compagnie des Indes orientales devait « truster » le trafic de l'Océan indien et du Pacifique.

Lefebvre de la Barre installait ensuite comme gouverneur son frère Lefebvre de Lézy.

Après son attaque de la Martinique, l'amiral anglais, John Harman, se rendit devant Cayenne, et s'en empara le 22 septembre 1667. Mais cette conquête était vaine : depuis le 31 juillet 1667, la paix de Breda était signée et nous rendait nos colonies (la nouvelle de la paix ne parvint aux Antilles que le 15 octobre). Deux des petites Antilles, Montserrat et Antigoa, servirent de rançon à la Guyane et à l'Acadie.

Pendant la guerre de Hollande, l'amiral Jacob Binckes enleva Cayenne le 31 mai 1676. Le 17 décembre, l'amiral Jean d'Estrées jetait à terre 800 hommes, et, dans la nuit du 21 décembre, enlevant ses hommes comme un enseigne, emportait la place d'assaut, faisant 219 prisonniers. Lefebvre de Lézy fut remis à la tête de son gouvernement.

Pendant la fin du XVII^e^ siècle, nos pionniers reconnurent tout le pays situé au nord de l'Amazone et nous en rendirent maîtres. Mais le traité d'Utrecht (11 avril 1713) restreignit singulièrement la surface de notre occupation. L'article 8 céda au Portugal tous les territoires situés entre l'Amazone et la rivière Oyapock (ou Vincent Pinson, du nom de son premier explorateur), que les missionnaires et commerçants français ne pourront pas dépasser.

Le Maroni limitera les Guyanes française et hollandaise. Ces clauses furent l'origine de multiples contestations diplomatiques au cours des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, « contesté franco-hollandais » et « contesté franco-portugais », devenu plus tard « contesté franco-brésilien ». Nous n'entrerons pas dans les détails de toutes les négociations relatives à ce sujet.

Au XVIII^e^ siècle, nous assistons à une nouvelle et triste aventure guyanaise. En 1764, Choiseul envoya en Guyane sous la direction du chevalier Turgot et de l'intendant Champvallon plusieurs milliers de pauvres gens, dont beaucoup, venus de l'Acadie, n'avaient pas voulu, après le traité de Paris, passer sous la domination anglaise. Amenés sur les bords du Kourou, ils ne trouvèrent ni habitations, ni magasins, ni hôpitaux et périrent presque tous de misère et de maladies. De cette nouvelle tentative de colonisation officielle, il ne subsista rien que le renom d'insalubrité de la Guyane.

Une Compagnie fondée en 1777 se chargea de coloniser Cayenne, moyennant le privilège exclusif de la traite des noirs et du commerce de la gomme sur les côtes d'Afrique depuis le Cap vert jusqu'à la Casamance. Elle ne fit que donner un nouvel exemple d'inertie : elle perdit le monopole de la traite des noirs et conserva seulement le commerce de la gomme dans la rivière du Sénégal.

En 1784, la Compagnie du Sénégal lui succéda dans les mêmes monopoles, en acceptant de transporter tous les ans quatre cents nègres à Cayenne et de payer les frais d'administration de la colonie ; celle-ci était affermée à des négriers!

Pendant la Révolution française, cette colonie, en pleine anarchie entre « Petits Blancs » et « Grands Blancs », fut dédaignée par les Anglais; les noirs émancipés y cessèrent tout travail, et elle commença à servir de territoire pour la relégation des prisonniers politiques, royalistes d'abord, terroristes ensuite.

Sous l'Empire, la Guyane fut prise par une flotte anglaise le 12 janvier 1809, après un essai de résistance par Victor Hugues. Elle nous fut restituée par le Portugal (allié de l'Angleterre) au traité de Vienne (9 juin 1815) et réoccupée en 1818.

Le gouvernement de la Restauration fit en 1823 une tentative de colonisation à la Guyane, en transportant des artisans et des cultivateurs sur les bords de la rivière Mana, où fut fondée la ville de la Nouvelle-Angoulême.

L'inertie des colons fit échouer tous les efforts du gouvernement. Une entreprise privée conduite par une Supérieure des sœurs de Saint-Joseph de Cluny, M^me^ Jahouvey, connut peu après le même insuccès.

En 1854, furent découverts des gisements aurifères et les

aventuriers se ruèrent sur les *placers*. On pourrait dire, malgré les apparences, que cette date fut néfaste pour la Guyane, car, depuis lors, toute la main-d'œuvre néglige les plantations, et d'autre part le gouvernement de Napoléon III, voulant donner des travailleurs aux mines, organisa le pénitencier.

D'autres découvertes d'or au Carsevène envenimèrent en 1895 les démêlés franco-brésiliens relatifs au « Contesté ». Le 15 mai, à Mapa, petit poste fondé par nous en 1836, se produisit un incident sanglant entre un petit détachement français, commandé par le capitaine Lunier, l'enseigne de vaisseau d'Esgriennes et le lieutenant Destoup, et une bande brésilienne dirigée par Cabral. Le capitaine Lunier fut tué, le lieutenant d'Esgriennes blessé et le *Bengali* rentra à Cayenne le 17 avec ses blessés et ses morts. Cet incident donna lieu à un arbitrage confié à la Suisse ; la décision arbitrale du 1er décembre 1900 fut favorable au Brésil. Le « contesté » lui fut attribué et prit le nom d'Aricary (1).

***

La principale exportation de la Guyane reste l'or ; les chiffres des exportations officielles sont loin de correspondre à l'extraction réelle, car, ainsi que le notait en 1914 un voyageur averti (2), « l'or fuit devant la douane ». Ces chiffres officiels ont été en 1925 de 1 209 kilos valant 14 millions et demi de francs. Viennent ensuite l'essence de bois de rose pour 92 tonnes valant un peu plus de 10 millions, la gomme de balata pour 437 tonnes et près de 10 millions; les bois pour 6 000 tonnes, d'une valeur légèrement supérieure à 3 millions. Les cultures qui demandent un effort de défrichement sont presque nulles : 5 tonnes de cacao valant 26 000 francs.

Pour comprendre les maux qui paralysent en Guyane tout développement économique, il convient de lire l'enquête si vivante et si clairvoyante qu'un jeune reporter de talent, M. Georges Le Fevre, a publiée sous le titre *Bagnards et chercheurs d'or*. Ce titre nomme les deux seules sortes de main-

(1) Le colonel Peroz, un des pionniers du Soudan, a donné un dramatique récit de l'incident de Mapa dans son livre de souvenirs, *Par Vocation*. Paris, Calmann-Lévy, in-18, s. d., pages 519 à 527.

(2) Albert Bordeaux, *La Guyane inconnue*. Paris, Plon, 1914, in-18.

d'œuvre que possède la colonie. Des chercheurs d'or nous ne parlerons pas. Du bagne il faut dire, avec tous les observateurs impartiaux, qu'il est surprenant de voir le gouvernement tolérer, organiser même le conflit de deux administrations : l'administration coloniale, responsable devant la France du progrès économique de ce pays, et l'administration pénitentiaire qui emploie des condamnés et des relégués à servir de « garçons de famille », — lisez de « Maître-Jacques », — chez les bourgeois de Cayenne. Pendant ce temps, aucun ouvrage d'utilité publique n'est accompli, la route coloniale n° 1 de Cayenne à Saint-Laurent du Maroni n'a été exécutée que sur 25 kilomètres et il faut 30 heures pour accomplir en bateau un trajet qui s'effectuerait facilement en 4 heures si cette route était achevée.

Mais l'exécution de cette route est devenue, le croirait-on ! une question politique où se déchaînent les passions locales. Suivant que l'on est rouge ou blanc, on est pour ou contre la route. Tant que l'utilisation de la main-d'œuvre pénitentiaire échappera aux ordres du gouverneur, le rendement économique de la Guyane sera toujours aussi médiocre.

Et cependant les possibilités de ce pays sont grandes. L'arbre à caoutchouc, l'hévea, y rencontre des conditions d'habitat aussi favorables qu'au Brésil; de beaux spécimens y existent à l'état sauvage qui restent négligés; des plantations pourraient être entreprises. Tout défrichement ouvrirait aux cultures tropicales les plus riches une terre qui ne demande qu'à produire sous un minimum de travail humain.

Mais, une fois encore, cet état d'inertie durera aussi longtemps que la politique sera la principale industrie du pays. Avec les Antilles, la Guyane est le plus triste exemple des dangers que comporte la politique d'assimilation. Il est pénible pour elle, et plus fâcheux encore pour la France, de lui voir jouer ce rôle d'ilote ivre.

Octave Homberg.

(A suivre.)

ON JOUE *PROMÉTHÉE* A DELPHES

PARTIR !...

« Le poète grec Angelos Sikelianos va faire représenter le *Prométhée enchaîné....* »

Conversation parisienne. Propos vagues... Le poète grec Angelos Sikelianos ? On a déjà de la peine à connaître tous les poètes français : s'il fallait encore y joindre les étrangers !... Et puis c'est loin, la Grèce ; on croit du moins que c'est loin, il faut prendre le bateau, ou passer des jours en chemin de fer. Les Français sont sédentaires, surtout maintenant que les voilà si pauvres, et que presque tout les froisse dans le dur univers.

Pourtant, c'est bien beau, le *Prométhée enchaîné*. Il faudrait avoir tout à fait oublié ses souvenirs d'humaniste pour ne pas évoquer aussitôt, et non sans une horreur tendre et sacrée, l'image du Titan vaincu, torturé, cloué, et l'on pourrait dire crucifié sur son rocher. Quel avait donc été son crime ? Il avait trop aimé les lamentables hommes, il avait eu pitié d'eux quand ils erraient encore, sauvages et terrifiés, parmi les épouvantes de la terre primitive. En dépit de Zeus furieux et jaloux, — plus semblable ici au Jéhovah de la Bible qu'au Jupiter serein, au calme dieu, quadragénaire à peine, qu'on voit dans les musées, — le doux, l'héroïque Prométhée avait dérobé à la foudre une étincelle, et l'avait livrée aux chétifs humains : de là, pour ces malheureux, un peu moins de souffrance, d'abord ; puis le moyen de se mieux défendre, et contre les bêtes fauves, et contre leurs semblables, déjà pleins

de haine : de là enfin le principe de tous les arts. A cause de sa bonté profonde, à cause de sa magnanime faiblesse envers les mortels, Prométhée s'était donc vu condamné par Zeus farouche à demeurer rivé pour toujours sur un rocher dans la solitude atroce des cimes, au milieu des neiges et des aigles. Il avait en somme donné sa vie, il s'était sacrifié pour le salut des hommes. C'était la plus grandiose, noble et palpitante création du génie religieux des Grecs. Il aurait peu de cœur, celui qui ne se sentirait point ému, aujourd'hui encore, par ce mythe sublime. Au seul mot de Prométhée, on s'éveille un peu, l'âme du plus étourdi, s'il a quelques lettres, éprouve au moins une secousse légère.

« La tragédie d'Eschyle, traduite presque mot à mot, sera jouée par des acteurs qui porteront, comme jadis, masque et cothurne, ĕt sur le théâtre même, sur le théâtre antique de Delphes, tel que les fouilles françaises nous l'ont rendu, tel qu'il resplendit aujourd'hui, déblayé, nu et à peu près intact, sous le soleil des dieux. »

Delphes, maintenant... Autre rêve, autres prestiges : on songe cette fois au Parnasse couronné de nuées, aux vallons vertigineux, à la Pythie en transes, au grand silence des roches et des ruines, à la fontaine de Castalie qui chante peut-être en quelque coin frais, à la mer qu'on aperçoit sans doute à vol d'oiseau là-bas, là-bas... Eh bien! qui est-ce donc, cet Angelos Sikelianos ?

« Un poète, un pur poète, un apôtre de la beauté, le défenseur d'un merveilleux idéal spirituel : il veut ranimer, à Delphes, le foyer d'émotion que l'on y voyait brûler au temps qu'Apollon, dieu de lumière, y était révéré. Angelos Sikĕlianos pense que l'âme grecque doit de nouveau s'unir et refleurir, et communier, pour ainsi dire, esthétiquement dans le site admirable où déjà les ancêtres helliènes venaient consulter la Pythie, rendre hommage au dieu, entendre des tragédies et assister à des jeux. Il a décidé d'organiser deux journées de fêtes : au cours de la première, sera représenté sur le théâtre antique le *Prométhée enchaîné*; lors de la seconde, il y aura des jeux et, comme autrefois, des concours de sport dans le stade. Aidé de Mme Sikelianos, toute dévouée à son œuvre magnifique, le poète accomplit des miracles pour cette résurrection de Delphes : il ne compte pas, il jette les drachmes par mil-

lions. Et son désintéressement se trouve tel que la traduction en grec moderne du *Prométhée* n'a même pas été faite par lui : si bien qu'en somme c'est l'œuvre d'un autre qu'il va faire connaître à si grands frais. Cherchez beaucoup d'hommes de lettres capables d'en faire autant ! »

Évidemment, le portrait est fort séduisant, la tentative grandiose et surprenante. Que celui qui parlait ajoute seulement : « Quelques écrivains seront conviés aux fêtes de Delphes. Et le Parthénon est sur la route... Venez-vous ? »

C'est entendu, l'on partira, l'occasion est trop belle.

Quoique ce soit assez pénible, de partir... Partir !... La tradition veut qu'aujourd'hui l'on ne prononce ce mot-là que d'un air égaré par une espèce de délire sacré. Quiconque oserait déclarer ingénument qu'il n'aime pas les voyages, se perdrait à jamais dans l'opinion des artistes et des femmes. Il faut voir de quel air celles-ci soulèvent un sourcil languissant pour murmurer en souriant : « Ah ! ailleurs... » Il faut entendre le ton habitué, presque blasé de ceux-là, quand ils prononcent les mots : « Le paquebot... le *steward*... » et comme ils mettent l'accent à ravir sur ce dernier terme. Prenez-en votre parti, vous vous déshonorez intellectuellement, et même sentimentalement, si vous ne défaillez de bonheur à la pensée de monter à bord d'un bateau ou dans l'Orient-Express.

C'est avec les yeux brillants, selon l'usage, et la mine convenablement exaltée que l'auteur de ces lignes est parti, lui aussi, pour la belle croisière. Il s'est écrié, comme les autres : « Partir !... » Et même, il était vaguement ému.

L'ARRIVÉE DES SIRÈNES

Certaines gens s'ennuient vite sur un bateau.

Sans doute, il y a le rêve, le suave balancement des vagues, pour peu que celles-ci ne soient point trop furieuses ; il y a, en Méditerranée, le double azur du ciel et de la mer. N'oubliez pas, enfin, l'obligation où l'on se trouve de s'étendre sur ces douces chaises longues en toile, disposées sur le pont et inventées par un dieu bienfaisant pour la volupté des hommes : dans la vie de Paris, quelques personnes impatientes, et que je connais bien, se reprocheraient de flâner si effrontément, et de s'abandonner aux songeries avec tant de laisser aller que, neuf fois sur dix, un bon sommeil s'ensuit

sans guère tarder. « Je perds mon temps, se diraient-elles : mon cerveau n'acquiert pas grand chose et, en outre, je m'alourdis : j'engraisserai. »

Mais, sur mer, on n'a pas le choix, il faut bien en venir tôt ou tard à s'étendre, à rêvasser, finalement à dormir, comme tant d'autres : dès qu'il navigue, le plus scrupuleux s'engourdit sans péché.

Toutefois, plus d'un agité se lasse vite d'une telle paresse, et s'ennuie... Qu'il n'en convienne jamais ! Le plaisir raffiné de se trouver sur un bateau fait partie, répétons-le, des sentiments que ne doit manquer d'éprouver un être comme il faut, et artiste, ce qui s'appelle artiste. Si vous jugez que cela devient fastidieux, à la longue, les vagues, encore et toujours les vagues, quelle âme plate cachez-vous donc, et où avez-vous été élevé ? Vos paradoxes fatiguent, on ne vous invitera plus à dîner.

Nous voici donc en mer, et qui rêvons, ou qui déjà dormons. Le jour s'éteint dans une sorte de feu de bengale gris. La nuit passe vite : non pas qu'on ne dorme à merveille dans ces cabines pareilles aux cellules d'un couvent de luxe ; mais si vous n'êtes levé dès l'aube, aurez-vous la salle de bains, qu'on se dispute ? Et puis, quand même ils se trouveraient derrière une cloison, les voisins vous imposent leur présence, ils font du bruit, ils sont chez vous. Bref, nulle solitude possible, si ce n'est à l'aurore. On ne sait quel rappel de caserne se dégage des paquebots : caserne en acajou et cuir, certes, caserne choisie.

Dès le lendemain, des côtes paraissaient, défilaient lentement comme à la parade, s'éloignaient à regret. Un matin, le vieux volcan Stromboli se montra, magnifique et tranquille au milieu de l'eau bleue : il paraissait fumer bien sereinement sa cigarette sous le ciel de neuf heures, tel un géant heureux. Un village est blotti à ses pieds comme un nid sous la roche, entre le flot et le feu : on passe si près qu'on en peut compter les maisons, les jardins, et même quelques villas. Un amoureux ne dira-t-il jamais à celle qu'il courtise : « Suivez-moi, je vous enlève : je possède une paisible retraite, bien loin de tous les yeux ?... » Et cette retraite sera là, au flanc du Stromboli... Deux heures après l'arrivée du couple ému, éclatera l'éruption, bien entendu : le romantisme est toujours puni.

La Sicile, le détroit, la mer encore, les heures s'écoulent. Mes compagnons parlent des héroïnes de l'antique Hellade. Ils évoquent la première femme de Pâris, Œnone, accablant de mépris frémissants et d'injures passionnées son ancien époux, alors que, blessé, celui-ci revient tout en larmes au logis, afin de se faire soigner par elle : « Va-t'en retrouver ton Hélène, lâche infidèle ! » Et pourtant, en apprenant que le bellâtre est mort enfin de sa blessure, Œnone, folle de douleur, court se jeter sur le bûcher de ce mari sans foi, qu'elle a toujours et malgré tout aimé... Ou bien aussi cette autre femme, plus femme encore peut-être, la reine des Amazones, Penthésilée. Lorsque Achille l'eut défaite en combat singulier, quelle pensée eut-elle, aussitôt qu'elle se vit à terre ? « Ne pourrais-je le corrompre, se dit-elle, pour qu'il me laisse au moins la vie? Après tout, il n'est qu'un homme. » Et déjà elle songeait « à lui promettre en abondance l'airain et l'or, qui charment les âmes des mortels, même les plus audacieux... » Quoi ! tant de dédain pour la vertu des hommes, fière Amazone?... Le héros l'ayant tuée, cependant, il lui enleva son casque et, alors, la trouva si belle qu'il souffrit en son rude cœur d'avoir détruit cette merveille...

Rien qu'à l'approche des premières îles grecques, on le voit, la mythologie nous envahissait. Il ne fallait plus que rencontrer une troupe de dauphins faisant la roue autour du bateau pour que l'illusion fût complète : ainsi, le monde sur lequel régnait Poseidon nous entourait, se jouait autour de nous, Protée veillait sur ce troupeau de monstres, Aphrodite naîtrait dans un instant, les Sirènes allaient venir, peut-être ?

Elles sont venues, mais tard. Nous étions rassasiés de beauté : après s'être glissé au milieu des îles charmantes, des îles Anadyomènes, le bateau était entré sans bruit dans ce long golfe, posé si mollement, ainsi qu'un bras d'azur, entre le Péloponèse et la rive de Missolonghi, du Parnasse et de l'Hélicon. Sous une ronde d'hirondelles qui ne nous quittaient plus et parmi le ballet des mouettes, nous voguions le long de monts ciselés et de plages d'ambre, en vue de jolies villes qui « semblaient peintes sur le penchant de la colline ». Nous avions admiré Patras et son château-fort, qu'on eût cru fait par un bijoutier, Lépante endormie au fond de sa baie silencieuse (comment, toute une bataille, jadis, et tant de fracas sur ce lac de prome-

nade?), la cime blanche du Parnasse, des bois sacrés en miniature, des cyprès de vitrine, et des rosiers sans doute, que l'on croyait sentir, tant on était heureux.

Puis le soleil pencha, les mouettes devinrent beiges, les roches commencèrent à rougir : le paysage entrait en extase, avant le coucher du soleil. Le bateau semblait s'arrêter peu à peu, par volupté, par langueur; quelqu'un murmura : « les Sirènes... » Je crois bien que je les ai vues.

La nuit, en tout cas, pendant la chaude nuit, je sais qu'elles ont chanté.

L'ATTAQUE DU PARTHÉNON

Le Parthénon, aller au Parthénon, tout de suite !... Depuis trente ans, quarante ans qu'on nous en a parlé, de ce temple sans pareil au monde !... Il domine tout, dans Athènes, on ne voit plus que lui, dès qu'on est sorti de l'affreux Pirée. C'est donc là-haut, sur cette colline sacrée, qu' « il y a un lieu où la perfection existe » ? Vraiment, Renan a-t-il pu écrire, sans exagérer, une chose pareille? Il n'est plus du tout à la mode, Renan : il y a quelque élégance aujourd'hui à trouver sa pensée faible et frivole. Au sujet du Parthénon, il a dû se tromper aussi... Et puis, juger d'après nos yeux, enfin, d'après nos bons yeux, bien attentifs et clairs !... Je n'étais pas le moins avide d'examiner l'illustre merveille, dont un échafaudage immense dérobe d'ailleurs tout un côté, comme on l'aperçoit aussitôt de la ville. Je n'étais pas le moins en garde, ni peut-être le moins malveillant. Je songeais tendrement à Pœstum ; Agrigente avait tout mon cœur...

Dès l'arrivée à l'Acropole, d'abord, voici les rails d'une voie ferrée : celle-ci escalade le mont, passe sur un escalier de marbre, pénètre impudemment entre les colonnes des Propylées, aboutit presque aux degrés du Parthénon. Sans doute, elle est utile pour les travaux que l'on fait çà et là sur l'Acropole, cette voie ferrée : mais ne pourrait-on l'ôter dès qu'elle n'est plus indispensable ? Serait-ce donc une telle dépense que de la replacer en temps voulu? Elle ne doit pas servir souvent, vu que les rails sont complètement rouillés... C'est très laid, et horriblement choquant.

Je monte cependant vers le seuil d'Athéna, entre des ruines splendides et le long des escaliers rompus, je monte toujours,

pèlerin anxieux et vaguement ébloui... Voici maintenant sous mes yeux le Parthénon abrupt et pur, le Parthénon de neige et d'or, le Parthénon immense!

Encore un saut : je baigne dans l'ombre de ses colonnes. Je me caresse la vue à leurs cannelures, je me régale de leur alignement puissant et doux, je me tais, je m'humilie. C'est plus beau que tout ce qui est beau. Tout à l'heure encore, je faisais l'esprit fort, je voulais combattre. Or, il n'y a qu'à rester là sans souffler mot, comme dans la tendresse, quand on est parfaitement heureux.

Mais qu'est-ce qu'on nous a raconté? Le Parthénon serait petit? Plus petit qu'une cathédrale gothique ?... Non pas, il est énorme, et si nos églises le dépassent en hauteur, plus d'une n'a ni la longueur, ni la largeur de ce temple formidable. Quant à sa majesté!... Voyez ces blocs de marbre, couleur de pêche et d'hermine, durs comme du diamant, et en outre cyclopéens : l'esprit le plus délicat les assembla comme en se jouant, pour former le palais gigantesque d'une déesse.

Pourquoi faut-il cependant que le Parthénon admirable ressemble à un chantier de démolitions? Tout un côté se trouve d'abord sous un échafaudage : on consolide, on répare ce qu'il est permis de réparer, rien de mieux. Seuls, des maçons infiniment habiles se voient chargés de ce travail très difficile et ces maîtres ouvriers sont en petit nombre, forcément. Soit, mais n'y a-t-il pas un peu d'excès dans la lenteur inouïe de ces réparations? Hélas! tout cela est très cher, on le sait bien ; et la Grèce vient de subir douze années d'état de guerre; elle a reçu chez elle un million et demi de réfugiés d'Asie-Mineure...

Quant à l'autre côté, c'est bien pire. Nul n'ignore qu'un tremblement de terre a jeté bas cinq ou six colonnes, voilà nombre d'années : et elles gisent là, les pauvres, sur le sol, alignées bien sagement les unes à côté des autres, et rompues, par malheur, quoique en blocs réguliers, non en fragments ni en poussière. Il semble qu'il n'y aurait qu'à les relever tout bonnement, que le premier architecte venu les remettrait debout, aussi aisément qu'un enfant refait une tour avec des cubes ou des dominos.

Toutefois, ces blocs de marbre, patinés comme la plus fine agate, sont d'un poids écrasant. Il faudrait, pour les remuer seulement, des machines considérables, une grosse main-

d'œuvre, bref une dépense des plus imposantes. Or, nous l'avons dit, le gouvernement grec a de très lourdes charges; il ne peut prendre, en outre, des décisions en un tournemain : il est extrêmement parlementaire... Tant il y a que les colonnes, presque intactes, encore que brisées, demeurent répandues sur la roche, et le Parthénon est comme éventré d'un côté, tandis que de l'autre, un échafaudage le cache.

Le Parthénon est grec avant tout, et c'est l'honneur de cette nation, si intelligente et respectueuse de son passé, que d'en prendre un tel soin, en dépit de tous les obstacles, parfois de toutes les souffrances. Mais ce même Parthénon fait aussi partie des trésors intellectuels de tous les peuples civilisés par la culture classique. Seul le communisme asiatique et moscovite, dans sa guerre inexpiable contre notre Occident, pourrait trouver intérêt à voir s'effondrer à jamais la demeure d'Athéna, de la déesse entre toutes à laquelle l'anarchie fait horreur, et qui, jusqu'à ce jour, nous a tous plus ou moins élevés, plus ou moins armés contre la Barbarie, nous autres Gréco-Latins, et même Anglo-Saxons d'instruction classique, respectueux de la raison et du droit, de l'intelligence, et d'une certaine harmonie des âmes avec les choses.

Pourquoi donc, en ce cas, toutes les nations civilisées, tant d'Europe que d'Amérique, ne s'uniraient-elles pas en une sorte de croisade financière, afin de fournir les sommes nécessaires au salut du Parthénon, ou, en tout cas, au relèvement des colonnes abattues, et à peu près intactes, insistons sur ce point? La Grèce s'offenserait, elle n'accepterait point?... Fierté plus qu'honorable, mais ici excessive. Une fois encore, tout récemment, M. Rockefeller vient de donner 40 millions à notre pays — que la guerre a ruiné, lui aussi, — pour l'entretien de Versailles et de Fontainebleau : nous avons accepté fort bien, et avec une reconnaissance profonde. Or la France, que nous sachions, n'est pas un pays sans honneur.

Hélas! une bien autre catastrophe encore menace le Parthénon, l'a menacé du moins. On voudrait croire que l'ignoble péril est tout à fait écarté. Il n'y a pas un Athénien de bonne race qui ne frémisse à la pensée d'une telle honte : mais certaines gens d'affaires, on le sait, sont tenaces, et défigureraient la moitié de l'univers pour gagner trente francs.

Vis-à-vis de l'Acropole, une autre colline, — plus haute

encore, je crois, — s'élève brusquement : c'est la colline du Lycabette. Imaginez une sorte de pic solitaire et feuillu, planté comme un immense pieu vert au milieu des maisons. Tout en haut se dresse, bien malheureusement, une méchante petite église moderne, assez indésirable déjà. Or, de cyniques vandales n'avaient-ils pas imaginé de bâtir en outre, au sommet jusque-là respecté du Lycabette, un palace, un « dansoir », je ne sais quoi ?... Notez que cette infâme bâtisse-là dominerait alors l'Acropole. Non très loin des ruines augustes, on verrait se dresser dans le ciel un *Splendid-Hotel* colossal, une espèce de casino. Ce ne serait plus seulement le Parthénon sacré qui semblerait planer sur Athènes et garder la ville, mais aussi la rebutante silhouette d'un bastringue.

Jamais, non, jamais ne se trouverait plus justifié, — pour une fois, — le droit à l'insurrection, que si l'on apercevait un matin des maçons sur le Lycabette! Ce jour-là... Mais un ministre de beaucoup d'esprit nous a dit, là-bas : « Avant un tel sacrilège, il en faudrait commettre tant d'autres dans Athènes!... »

Rassurons-nous donc. Pas trop, cependant, monsieur le ministre. Le huitième péché capital est l'optimisme, vous ne l'ignorez pas : et vous savez bien aussi que c'est le péché des hommes d'État, principalement.

L'ÉCHELLE DES LIEUX COMMUNS

On ne peut nier que ce qu'on appelle la vie de société s'animerait beaucoup, si du moins les gens parlaient avec plus de sincérité, et comme des êtres sensibles qu'ils sont, ou qu'ils devraient être, s'ils disaient plus franchement d'une chose qu'ils aiment : « Ceci me plaît, ceci m'enchante, » ou d'une autre qui les laisse froids : « Voilà qui ne m'émeut guère. » De cette manière, ils différeraient enfin presque tous les uns des autres, on leur connaîtrait des goûts curieux et divers, ils auraient des opinions relativement originales, on pourrait s'amuser à les écouter, et le monde en deviendrait moins morne.

Mais un entretien, de nos jours, ne se déroule pas ainsi, tant s'en faut. On croirait, à entendre causer tant de Parisiens, qu'on les fabrique en séries, qu'ils pensent tous les mêmes choses, dès qu'ils appartiennent à la même classe et au même milieu, on jurerait qu'ils éprouvent des goûts fixés d'avance

selon les mondes où ils fréquentent, les générations dont ils sont. Dans tel salon, dans tel quartier, on prononce invariablement telles ou telles phrases en réponse à telles ou telles autres. Les lieux communs suivent les lieux communs dans la conversation, — sauf exceptions charmantes et, grâce au ciel, encore nombreuses, — comme un uniforme suit un uniforme quand le régiment passe. On peut évidemment se féliciter qu'une fantaisie brouillonne ne vienne pas sans cesse dérégler l'esprit des humains : mais tant de prudence, tant de craintive discipline dans leurs propos, ce n'est pas très divertissant.

Vous aurez en outre remarqué qu'il y a deux genres, ou plutôt deux classes de lieux communs, de clichés, comme on dit couramment. Les plus nombreux, les plus vulgaires, ceux de la foule banale, ne sont que des avis sans nuances sur des sujets très simples, par exemple : « L'humanité marche dans la voie du progrès... » Autant de sottises, mais autant d'articles de foi pour le concierge ou votre voisin endormi, autant de clichés élémentaires.

Au-dessus de ceux-là se trouvent les lieux communs du degré supérieur, ceux qui ont trait à la psychologie des femmes ou des peuples, à la politique extérieure, à la philosophie, si l'on peut s'exprimer ainsi, à la littérature, à l'art. Ces derniers truismes, forcément un peu moins répandus, ces vulgarités plus choisies, et en quelque sorte ces clichés de luxe, on aurait bien tort de croire qu'ils valent mieux que les autres : c'est même tout le contraire, car il s'y ajoute chez ceux qui en usent on ne sait quel air consternant de suffisance, si bien qu'à l'ennui de les entendre une fois de plus se mêle l'envie qu'on a de jeter, comme Louis XIV, sa canne par la fenêtre, afin de n'être point tenté de bâtonner parfois un honnête homme, mais vraiment trop content de sa niaiserie.

A propos de la Grèce, on vous offrira n'importe où des clichés du premier ou du second degré, à votre choix et tant que vous en voudrez. Voici d'abord l'un des primaires : « C'est bien beau, la Grèce, mais on y mange si mal! On y mourrait de faim. »

On mange mal en Grèce?... Quoi, dans les palaces? Mais la cuisine de palace est celle que vous savez, de Rome à Christiania, de la Haye à Bucarest, de Londres à Athènes. Dans les

maisons particulières, où l'on reçoit des hôtes à dîner?... On vous y servira les mêmes dîners qu'à Paris, exactement, à une épice près. Et vous avez les vins grecs qui, s'ils n'approchent point, sans doute, de nos bordeaux ou de nos bourgognes, sont pourtant fort jolis, et ressemblent beaucoup à ceux de Sicile. Le vin aromatisé, spécialité de Grèce, le vin résiné? Il a son charme, et d'ailleurs qui vous force d'en boire, quand il y en a tant d'autres? L'un des vins grecs, le *Mavro Daphné*, est même de grande race : couleur d'ambre et d'or fin, parfumé de soleil, il vieillit noblement comme le porto.

On mange mal en Grèce?... Il n'a jamais goûté aux poissons du *Crétois*, celui qui répète nonchalamment cette sottise; il ne s'est point assis dans ce charmant cabaret de Phalère où la minuscule vague méditerranéenne s'en vient mourir à deux pas des tables, sous les chaises mêmes des convives, croirait-on. Il n'a point connu, après l'*ouzo* national et les olives, sans égales dans l'univers, ce canard embaumé par tous les aromes du bois, et que l'on vous sert sous les pins, en cet autre restaurant nommé — en grec — le *Cochon de lait*, non très loin de Tatoï, l'ancien domaine royal aujourd'hui plein d'oiseaux, de fleurs, de tristesse et de souvenirs. Il n'a pas rêvé à Kiphissia, devant les verdures paisibles de la *Renaissance*, au delà desquelles paraît flotter à l'horizon Athènes assoupie, pendant que le plus habile des chefs compose en cette maison de gastronomes des coulis surprenants et des sauces parfaites.

Mais contre un lieu commun, que faire, sinon d'attendre qu'on en soit las?... En revanche, menez dans la plus sale auberge cet homme qui se méfiait, par ouï-dire, de la cuisine grecque raffinée : qu'on lui apporte là, sur des assiettes mal essuyées, du lait caillé gélatineux et de tièdes morceaux d'agneau, que le servant retient avec ses mains afin qu'ils ne tombent point du plat, — cela, pour le coup, c'est de la couleur locale, et notre voyageur met les bouchées doubles. A Paris, il parlera longtemps de ce régal « dans un petit caboulot ». La poésie est partout.

Un second cliché, de qualité supérieure, cette fois, un lieu commun de luxe : celui-ci est réservé, nous l'avons dit, aux personnes d'un cerveau infiniment distingué. Il concerne ce goût pour l'art archaïque, goût si considéré, goût du tout à fait dernier bon ton, goût qui vous classe un amateur, aujourd'hui,

comme l'étiquette « fabrication anglaise » classe immédiatement un chapeau ou une paire de gants.

Nul ne peut ignorer l'étrangeté dont il s'agit. Des sculpteurs inégalables, Phidias le premier, puis les Polyclète, les Praxitèle, si voluptueux, les Scopas, pleins de passion, les Lysippe, dont le ciseau nous a donné, à un millimètre près, la beauté sans commentaire, tous ces démiurges ont laissé des statues riches de sens et d'émotion, modèles de force élégante et d'une grâce robuste, on dirait royale, des statues parfaites enfin. Or, toute sorte de dilettantes, à Montparnasse et chez les antiquaires, non moins que dans les salons du faubourg Saint-Germain ou du XVI^e^ arrondissement, ne connaissaient point ces poignantes merveilles. Et soudain ils ont décidé qu'on était fatigué de ces « gestes trop ronds », que la décadence commençait après, et bien mieux, avant Phidias, qu'il n'y avait de saveur véritable que dans les roides idoles de l'art grec primitif, encore gauche et presque égyptien, que l'aurige de Delphes lui-même, dont la tunique forme déjà des plis sinueux, se trouve entaché de corruption esthétique, que l'éternel sourire, — inévitable, assez gauche, et en somme un peu bête, — des dieux, déesses, héros et autres figures taillées aux premiers siècles, représentait le fin du fin de la délicatesse psychologique, tandis que les Aphrodites de Praxitèle, par exemple, ressemblaient à des demoiselles de magasin, simon, — horreur! — à la Joconde, cette caissière de café de province, cette vendeuse de maison de couture!

Et s'il n'y avait eu encore que des amateurs mondains, des marchands pleins d'astuce ou des esthètes de café pour nous accabler de leurs idoles ankylosées! Mais les archéologues s'en sont mêlés, à cette heure : et ces derniers ne plaisantent pas souvent, on le sait peut-être. Ils ont certaine façon de vous dire : « Quand on s'est habitué à l'art préphidiaque... » dont un esprit profane demeure à jamais épouvanté, on peut même dire dompté.

Donc, avant Phidias, l'art s'arrête, et si l'on prétend au moindre bon ton, que l'on n'aille pas oublier ce précepte sacré! Tel est un des clichés les plus indispensables aux gens de tenue recherchée, et qui, loin de se satisfaire d'un luxe purement somptuaire ou d'apparat, prétendent en outre aux coquetteries exquises du goût et de la pensée.

A cause, précisément, de cet ostracisme qui, depuis quelque quinze ou vingt ans, frappa les grands chefs-d'œuvre de l'art grec, en faveur des idoles archaïques...

(Que l'on nous permette ici une parenthèse, un rapprochement dont on pourra sourire. Cette fureur d'archaïsme n'a rien de nouveau : elle est vieille comme le monde, au contraire, et ne représente qu'une élégance fatiguée. Au temps d'Horace, on s'y plaisait déjà. Sans remonter si haut, qui ne se rappelle l'agacement de Maurice Barrès, à l'époque où il écrivait *Du sang, de la volupté et de la mort*, contre tant d'esthètes affectés, ses contemporains? Les infortunés ne pouvaient trouver d'émotion, en leurs âmes renchéries, que devant les tableaux des Primitifs, et non point même les Botticelli, les Ghirlandajo, déjà décadents à leur gré, mais les Cimabue, les Byzantins les plus morts. Barrès savourait un plus subtil et opulent plaisir dans l'art plein de belles nuances d'un Véronèse, par exemple : « Combinaison psychique et de couleurs, s'écriait-il, qui passe singulièrement les dures et niaises, avouons-le, tentatives d'un tas de Giotto pour Anglaises! »)

A cause donc de cet ostracisme qui frappe désormais les plus admirables œuvres du génie hellène en toute sa force, il y a aujourd'hui un émouvant et merveilleux Hermès en exil au musée d'Athènes. C'est, je pense, une réplique de l'Hermès, si justement fameux, qui se trouve au Vatican, dans la salle de l'Apoxyomène. Splendide corps, puissant et fin, souple et musclé, paisible et sain ; figure un peu triste de ce dieu des athlètes et des calculateurs, toujours en route, toujours au travail, toujours perdu en des combinaisons, projets, missions, entreprises, et qui enfin, suprême devoir, est chargé d'escorter aux enfers les âmes des morts. Qu'est-ce qu'Hermès, en somme? Le mouvement, l'activité. Le sculpteur l'a montré ici dans le moment furtif et charmant où le mouvement se trouverait peut-être au point d'aller jusqu'à la lassitude, où l'activité pourrait tout à l'heure connaître l'ennui.

Or, croyez-vous qu'on le regarde, ce noble et divin Hermès, qu'on s'arrête seulement au passage ?... Le vulgaire, oui. Mais non pas les archéologues éminents, non plus que les dilettantes un peu comme il faut. Pour ceux-ci comme pour ceux-

là, c'est de l'art en pourriture ; qu'on leur parle d'un tronc d'arbre dont les jambes et les bras sont encore à peine détachés, et qui se termine par un visage inexorablement souriant, à la bonne heure ! Si bien que la pauvre statue, si belle, demeure là, dédaignée, punie d'être trop intelligente et trop insolemment parfaite, exilée enfin.

Certes, on trouvera bien d'autres merveilles dans le musée d'Athènes, les stèles funéraires, notamment, pleines d'une dignité si tendre et d'une douceur infinie : cette jeune femme, par exemple, à laquelle, pour la dernière fois, une servante présente le cher coffret à bijoux ; ou cette sainte famille, unie, aimante et triste ; ou ce jeune homme mort d'un accident de chasse, et dont voici le chien fidèle et l'esclave favori, qui pleure. On s'attardera délicieusement devant une Léda debout, bien inquiétante, et des faunes que l'on imagine embusqués dans l'ombre bleue des bois ; ou devant les fameux lécythes, sinon les ors de Mycènes. Rien de tout cela ne m'a tant ému que le bel Hermès méprisé.

Un Athénien très aimable, — et très patriote, — qui passait devant le dieu, lui lança même une suprême injure : « C'est romain », fit-il d'un ton rebuté. L'art grec de la grande époque ne compte plus, en effet, ni l'art hellénistique : et tout ce qui n'est point archaïque, à Athènes, on l'appelle négligemment romain.

O Grecs d'aujourd'hui, ô nation charmante et si intelligente, mais si mobile, vous devez cependant aimer Hermès, le dieu du mouvement ! Vous qui ne connaissez ni les titres de noblesse, ni les décorations, sinon militaires, ni les appellations honorifiques, ni les raideurs si lourdes des vaines hiérarchies, vous qui n'avez une académie moderne que pour en sourire, vous qui n'appréciez les hommes que selon leur mérite, et point selon leur nom, il est naturel que vous vénériez en sa plus merveilleuse image Hermès, le dieu errant qui ne s'arrête à rien et entreprend toujours... Méfiez-vous, d'ailleurs : Hermès commença trop de choses, il avait trop d'idées. Quelque miracle tire invariablement d'affaire un dieu, dès que l'aventure tourne mal. Mais tout le monde ne peut disposer des miracles : et les pauvres nations, rien qu'humaines, ont parfois besoin d'un épais et pesant repos. Et même une dérisoire hiérarchie, digne assurément des Barbares, mais qui tant bien

que mal conserve, retient, arrête, une bonne grosse hiérarchie peut avoir son prix.

LA MER CONTRE LE MARBRE

Et vous, ô Niobide sauvé des eaux, vous regarde-t-on, vous aime-t-on plus que les autres œuvres de la meilleure époque grecque, au musée d'Athènes?...

Car il s'agit d'un Niobide, je le jure, quoique les archéogues, il me semble, nomment autrement cette statue; mais j'ai bien reconnu le geste épouvanté des enfants de la triste Niobé, au moment qu'Apollon farouche les tue à coups de flèches. Le massacre des Niobides forme l'un des sujets les plus chers à l'art ancien, et l'on ne saurait guère s'y tromper.

Or, la pauvre statue n'est pas seulement très belle : elle a souffert, elle vit, elle est blessée. Elle représente un jeune garçon qui, un genou en terre, s'abrite, le bras levé, contre les coups d'un ennemi. Lorsqu'on l'a trouvée sur une plage, elle gisait par moitié sur le sable humide : le dos seul, les épaules et le bras droit émergeaient, tandis que le genou gauche, la cuisse gauche et une partie du ventre étaient demeurés depuis des siècles enfouis dans la vase marine. Si bien que les deux tiers du Niobide sont intacts sous une admirable patine rousse, mais que toute la partie enfouie, l'autre tiers enfin, se trouve noirâtre, usée, presque détruite, comme rongée par quelque affreux ulcère. La mer s'attaque au marbre, et à la fin le tue, il le faut bien : quelle patiente, douce et longue défense, pourtant, n'oppose-t-il pas, durant des mille et mille ans, à l'eau qui le noie et l'empoisonne, à la tempête qui l'assaille et l'effrite, grain par grain !

Au cap Sunium également, au pied même de la falaise, une guerre est commencée entre le marbre et l'eau.

A quiconque vit Sunium de ses yeux, il paraît désormais scandaleux, et pis, invraisemblable, impossible, qu'autrui ignore ce lieu sans pareil. Tout le monde devrait avoir accompli, — avoir pu accomplir, hélas ! — ce pèlerinage, comme on fait, quand on est chrétien, sa première communion. Un cap, un promontoire vertigineux, du haut duquel on n'aperçoit de toutes parts que la mer ronde, à peine rompue par une île lointaine. Sur le sommet du cap, face à l'immensité, tout blanc,

tout nu, un temple en ruines. Et c'est tout. Rien qui vive à l'entour : des mouettes, l'herbe, l'azur.

Quand on redescend du promontoire, à vrai dire, on aperçoit au bord d'une baie silencieuse, — assez loin heureusement, — quelques infâmes petites villas, huit ou dix horribles bicoques modernes, dressées là pour la chasse aux cailles, paraît-il. Espérons qu'une loi grecque, touchant le classement des sites, viendra sous peu défendre un décor devant lequel on demeure comme en prière, et une solitude sans quoi tout serait souillé, perdu.

Par l'effet des bourrasques, cependant, et des pluies furieuses, il est arrivé que deux colonnes du temple se sont non seulement écroulées comme nombre d'autres, mais encore ont roulé sur la pente de l'immense falaise et, entraînées par leur poids, ont bondi jusqu'au bord même de la mer. Arrivées tout en bas, sur les rochers, elles se sont brisées, et reposent là, maintenant, rompues en plusieurs morceaux. Les vagues soupirent à deux mètres de ces blocs polis et cannelés. Deux ou trois d'entre eux ont même glissé jusque dans l'eau : on les distingue à travers le flot transparent, comme s'ils étaient enfermés sous un cercueil de cristal... Mais le marbre antique ne meurt pas sans peine : des siècles passeront qu'en dépit de toutes les tempêtes, on verra toujours les blocs submergés, de plus en plus pâles, de plus en plus réduits, de plus en plus arrondis, luire confusément sous le glauque linceul. A la longue, le marbre fondra, sans doute, mais la mer éternelle sera lasse d'avoir lutté, — si même, auparavant, elle ne recule!

En revenant du cap Sunium, nous avons traversé le bourg de Laurium : à l'auberge, on parlait français. Chez l'épicier, chez un marchand de poteries, on parlait encore français. Comme notre automobile s'était arrêtée, plus loin, dans un humble village, des gamins accourus riaient de toutes leurs dents et nous adressaient tous les mots français que déjà ils avaient appris à l'école. L'un d'eux nous regardait avec des yeux étincelants de plaisir, et quand nous repartîmes, il nous cria joyeusement : « Merci bien! Félicitations!... » C'était le français de choix et de courtoisie qu'il se sentait bien fier de savoir, ce petit.

A Athènes, dans la rue, dans les magasins, dans le moindre bureau, partout, il n'est pour ainsi dire pas un habitant qui

ne parle français. Dans les salons, on entend autant de français que de grec. Si l'on veut, la conversation ne sera que française pendant tout un dîner, y eût-il trente convives, et pendant toute une soirée, quand on aurait prié cent invités. Les librairies françaises sont admirables, et fournies comme celles de Paris. Par toute la ville, comme d'ailleurs dans la campagne, il n'y a témoignages spontanés de gentillesse et de prédilection que l'on ne prodigue aux Français. Un Grec, une Grecque de distinction ne se distinguent par aucune nuance, ni de toilette, ni de geste, ni de façons, ni de finesse, ni de culture, d'une Parisienne ou d'un Parisien du meilleur sang. Ils parlent seulement beaucoup mieux notre langue que nous-mêmes, le plus souvent : à peine s'ils ont un rien d'accent, et encore.

Cette vivace et profonde influence de la culture française, nous la perdrons, comme le reste, puisque nous laissons tout aller par nonchalance, pour ne dire que cela. La culture anglo-saxonne, voire saxonne tout court, est là qui nous menace, et travaille sans repos, elle, comme sans défaillance.

Néanmoins, rappelons-nous le combat infini de la vague violente ou plaintive contre le marbre précieux : celui-ci résiste. Or, l'esprit français est encore aujourd'hui d'un grain bien serré : lui aussi, comme le marbre, pourrait défier plus d'une tornade, et sans doute les siècles. Espérons.

LES AIGLES

Vers Delphes, ou la route parmi les souvenirs.

Après des lieues à travers le pays le plus artistement sculpté, voici d'abord une belle plaine, et c'est la Béotie, où l'on trouve enfin du blé, de l'herbe. Au loin, le lac, l'immense lac Copaïs... Un lac? Mais on n'aperçoit à perte de vue que des champs et des prés... Oui, car le lac n'existe plus guère à présent : il a disparu en partie, les hommes le dessèchent peu à peu. C'est un souvenir paisible et doux.

Voici Thèbes, où nous déjeunerons... Thèbes?... Eh quoi! cette bourgade à demi orientale, encombrée d'une foule pouilleuse, — c'est dimanche, et jour de marché, je crois, — cette rue sale et sans poésie? Sous les platanes, on vend des gâteaux rances et des viandes environnées de mouches. Dans l'auberge, où rien n'est lavé, mangez, si vous pouvez, parmi les restes

graisseux des premiers arrivés. Le sol poudroie, l'air empeste...

Soit, mais glissez-vous hors de la multitude, gagnez ce tertre éblouissant, à deux pas de la rue : à vos pieds repose et chatoie la plaine sans fin, où jadis campèrent les troupes ameutées par Polynice contre la cité illustre d'Étéocle, son frère exécré. C'est là, c'est sur ce tertre même que lamentaient les femmes thébaines, lorsqu'étincelaient les casques innombrables autour de la ville assiégée. Derrière les assaillants se trouvaient les tentes des sept chefs, les chariots de leurs armées, le bétail, les chèvres : on distinguait celles-ci aussi nettement que vous voyez à l'œil nu grouiller ces moutons, là-bas, pareils à des vermisseaux dans la prairie... Souvenir tragique, souvenir de batailles et de haines atroces, au milieu desquelles monte la grande et tendre voix d'Antigone, comme un sanglot de violon s'élèverait au-dessus d'un charnier.

Voici Chéronée... Une solitude encore, et plus rien que des pâturages ou des cultures en la place où fut autrefois une ville. Plutarque y vécut, chargé de gloire littéraire, et néanmoins plein de sagesse, contant, écrivant, pérorant, écrivant de nouveau et toujours. Souvenir d'un bavard délicieux : commérages, chronique, propos de table... Sa ville n'est plus.

Le jour tombe. Voici maintenant le soir, voici la lune : c'est une féerie que ces bois d'oliviers, dont l'argent frissonne. Puis le chemin monte, monte... Où sommes-nous ? Des montagnes immenses, des précipices : de gorge en défilé, la magnifique et large route serpente et s'insinue. On l'appelle « la route des Alliés » : elle fut en effet construite pendant la guerre par les Français et les Anglais, afin de gagner plus commodément Salonique par voie de terre... Enfin, des maisons éclairées : est-ce Delphes?... Non, il faut franchir une autre montagne. Un second village, une montagne nouvelle, scintillante et poudrée, car la lune règne, le trajet semble interminable... Ah ! encore des lumières : c'est bien Delphes, cette fois, du moins le village, ce soir illuminé, qu'on appelle aujourd'hui Delphes. Les ruines se trouvent à côté, toutes proches. L'auto fait halte devant un hôtel, nous mourons de faim. Un homme au bel et fin visage est là qui nous attend, le regard clair, la main tendue : c'est Angelos Sikelianos.

Il est cordial et charmant, ce moderne grand-prêtre d'Apollon. Bien mis, rasé, le cou dégagé, l'air à demi sport,

à demi « rêverie dans les musées », il ressemble tout ensemble à un lord et à un esthète. Il ne parle ni ne rit comme un lord, cependant : entendez qu'il parle avec une animation méditerranéenne, et rit beaucoup, non sans exubérance. Ainsi que presque tous les Grecs, il est heureux de recevoir des Français, et son accueil le montre bien. Vraiment émus, nous serrons la main de l'animateur, du chef, qui a voulu que Delphes revécût, et avec la collaboration d'une épouse admirable, y est patiemment, énergiquement, généreusement parvenu.

La nuit a passé vite : dès le lendemain matin, nous étions en dévotion parmi les ruines augustes. Elles se trouvent, on le sait, dans une échancrure de la montagne. On voit, tout proche, croirait-on, le sommet du Parnasse couvert de neige. Il semble porter son ombre formidable jusque sur le temple, jusque sur le théâtre, le stade, la voie sacrée, la silencieuse et pieuse assemblée de pierres et de vestiges, jusque sur les pentes et les vallées qui s'inclinent, tombent, s'évanouissent enfin à l'horizon dans la baie d'Itéa : car cette petite flaque bleue, ce rond de satin, là-bas, sous nos pieds, au bout du monde, c'est la mer.

Entre le village moderne et les ruines s'étendent des terrasses d'herbe, étayées par de la pierraille : c'est là que les gars en fustanelle et les paysannes en costumes brodés des environs dansaient sans trêve au son de clarinettes bien aigres, bien fatigantes, mais auxquelles on pardonnait à cause de la passion sauvage des musiciens; l'un d'eux ressemblait à un vieux faune, plus honnête toutefois que ceux du musée d'Athènes. Elles étaient gentilles, du reste, ces paysannes, dans leurs costumes un peu raides; leurs compagnons, bien découplés, agitaient en mesure leurs fustanelles empesées, leurs longs bas blancs, leurs souliers à houppe, leurs petites vestes. « Ce sont des soldats, me dit un Grec fièrement, des vétérans de nos guerres. Ils ont tous servi. » Il y a une âme nationale très forte en Grèce. Bien fou qui n'en tiendrait pas compte.

La fête populaire allait son train, on riait, on tournoyait. Nous déjeunerions là, tout à l'heure, sur les terrasses d'herbe brûlée que surplombe la montagne; il faisait très beau, chacun était heureux... Soudain, il me parut que mon cœur s'arrêtait : un aigle, un aigle bien vivant survolait les terrasses, les danses, la fête. Il était descendu de ses roches silencieuses et glaciales, surpris sans doute par tout ce bruit. Et il daignait planer,

noblement, hautainement, faisant à peine, parfois, un mouvement d'ailes, — quelles ailes! — si près de nous par instants que l'on distinguait ses serres à merveille. Roi méprisant des airs, il passa, vira, revint sans hâte, s'en fut enfin, quand le spectacle de notre chétive humanité l'eut suffisamment édifié, et dégoûté sans doute.

Jamais, jusqu'à ce moment, n'avais-je vu d'aigles qu'en cage, dans les jardins zoologiques. Le vol splendide et insolent de ce condottière de proie rayait le ciel comme un défi tranquille. Ah! pauvre chose que l'effort des hommes! Faites des vers inégalables, lâchez des avions à travers les nuages : un aigle paraît, et tout cela devient gaucherie, travail et mécanique.

Comme si Zeus lui-même eût voulu marquer sa bienveillance à Angelos Sikelianos, d'autres aigles se sont montrés au cours de la journée. Pendant la représentation du *Prométhée*, notamment, tandis que le Titan bienfaisant et vaincu criait sa sublime souffrance, tandis que dans l'énorme théâtre antique, rempli jusqu'au dernier gradin, la foule muette suivait le poème, vers par vers, et les évolutions harmonieuses du chœur, tandis que, par une autre merveille, les échos du Parnasse redoublaient au loin certains mots, certains cris, tandis que le soleil enfin penchait un peu, et déjà dorait plus délicatement le prodigieux décor, c'est-à-dire la montagne, les vallées, l'horizon, des aigles encore sont apparus. Deux, trois aigles, et qui, cette fois, volaient très haut dans le ciel, couronnant Prométhée d'un triple et mouvant diadème, plus beau qu'aucun de ceux dont l'eût jamais honoré la main des hommes.

Au stade, le jour suivant, le public n'était pas moins dense : de beaux athlètes nus, et que le soleil avait faits couleur de bronze, disputaient, comme jadis, des prix d'athlétisme ; d'autres, coiffés du casque antique, avec la lance et le bouclier en main, dansaient des pyrrhiques guerrières, d'autres aussi couraient ou lançaient le javelot. Or, pour la troisième fois, un aigle encore est venu survoler le stade : et il s'approcha si négligemment de l'arène sablée, son vol atteignit à une telle majesté, il accomplit une courbe si lente, si orgueilleuse, si belle, que tout à coup la foule entière éclata en applaudissements!... Oui, la foule applaudissait l'aigle, qui s'éloigna au bout d'un moment, quand il lui plut, et regagna son aire vertigineuse, parce que tel était son bon plaisir.

Pour la première fois depuis tout le temps que je suis vivant, j'aurai donc vu, ce jour-là, une foule applaudir spontanément à la beauté sans éloquence et sans art, à la beauté nue sous le ciel... Elle a donc une espèce d'âme, la foule? En cette minute de splendeur et d'émotion, j'étais optimiste : qu'Athèna me pardonne !

Au théâtre de Delphes où l'on joua le *Prométhée*, il n'y eut point seulement les aigles dans le ciel, qui m'ont comme emporté le cœur : mais on voyait aussi, en faction tout en haut d'un mur, un petit soldat grec. Je le regardais avec une sympathie profonde :

« O soldat d'une patrie qui n'est pourtant pas la mienne, lui criais-je tout bas, je t'adjure, j'espère en toi. Tu ne comprends sans doute pas grand chose à ce drame bien vieux, bien savant : mais c'est le rêve ancien de ton pays qui palpite là, sous tes yeux. Ce sont tes lointains ancêtres qui ont créé tant de surhumaine beauté. Cet héritage sublime est à toi d'abord : tu en as la garde, la lourde garde. Sois-en fier. Cette fête-ci t'est consacrée plus qu'à nul autre : car elle contribue à former pour toi et tes enfants, avec mille autres souvenirs, l'âme de ta Grèce natale. Eschyle était grec, comme toi, et le sol de Delphes est grec, tout est grec ici, même les aigles, que tu peux abattre à coups de fusil, si tu le veux, et si tu es un misérable sauvage. Mais ton devoir est terrible, ô soldat : il faut que tu défendes tout cela contre les barbares, contre le rival qui t'envie, contre le Moscovite haineux qui se glisse partout, dans ton village, à ton foyer peut-être. Dure tâche ! Redresse-toi, fils d'Eschyle ! Ouvre les yeux, race d'Ulysse ! »

Après la représentation du *Prométhée*, on criait : « Vive la Grèce ! » Non sans raison, certes. Il y avait une exaltation nationale, en effet, dans cette fête de l'esprit et de la beauté. Deux jours après, une seconde représentation était offerte aux gens des villages voisins : or ils sont venus par milliers, faisant des lieues et des lieues dans la poussière, sur des ânes ou des chevaux, en carriole, à pied; et ils ont écouté pieusement, comme à l'église. Un gamin dépenaillé, après cela, jouant « a Prométhée » sous une marche d'escalier, à Delphes même, s'exerçait à déclamer de tout son cœur : il inventera peut-être plus tard, ce petit, le chant de la Grèce nouvelle.

LES DERNIERS SALONS OU L'ON CAUSE

Un matin, à Delphes, je suis entré dans une admirable taverne grecque. C'était en l'une de ces maisons du village, où l'on avait organisé une fort jolie exposition d'art populaire national : robes et vestes brodées des costumes locaux, objets de bois sculpté par les bergers, dentelles, tapis, étoffes tissées et travaillées dans les hameaux de Grèce, objets de toute sorte, parfois bien naïvement décorés, parfois exquis, dus au labeur, à la poésie naturelle, à l'invention des plus ingénieux ou des plus rêveurs parmi les paysans, pâtres ou gars de mer, parmi ceux enfin qu'on appelle en tous pays pêcheurs de lune ou écouteurs d'herbe qui pousse. L'une des dames qui patronnaient cette exposition, m'en avait clairement expliqué le but :

« Chaque année, l'exposition que voici aura lieu dans une province différente : c'est afin que nos paysans n'aient pas l'impression qu'on ne se soucie point d'eux à Athènes et dans les villes, qu'on les dédaigne, ou que l'on tient en peu d'estime leur art toujours sincère et souvent charmant, leur industrie minutieuse et attentive. Nous les aimons, nos paysans, pour leur courage et leur fidélité aux traditions locales, pour leur patriotisme aussi : combien d'entre eux sont morts pour le pays pendant nos douze années de guerre ! Cette exposition annuelle d'art populaire sera un nouveau trait d'union entre les citadins et les campagnards. Encore un peu plus d'âme commune, d'âme nationale : celle-ci ne saurait jamais être ni assez grande, ni assez forte. »

L'union, l'âme nationale..., combien de fois n'aurai-je pas noté ces mots en Grèce ! Ils émeuvent toujours, en quelque patrie qu'on les entende.

Tandis que nous parlions ainsi, nous arrivions devant une porte donnant sur un clos, d'où l'on apercevait la baie d'Itéa dans le lointain, et toute la dégringolade splendide des vallées. Dans le clos même s'ouvrait, à peine plus bas que le sol, le rez-de-chaussée d'une assez grande maison campagnarde. « Entrez donc là, me dit mon interlocutrice, qui me guidait. Nous avons arrangé dans cette espèce de sous-sol une taverne grecque. Vous verrez. »

En effet, j'ai vu des tonneaux alignés, entassés, quelques chaises, une pénombre savoureuse, et des gens heureux qui

riaient, qui buvaient l'*ouzo*, ou un gros vin résiné, dont la pourpre enfermait toute la saine brutalité de la mer, sinon le parfum rugueux et violent de la forêt jalouse. J'ai goûté moi-même à ce vin sauvage : ainsi pris, à jeun, c'est un encouragement à la force, à la vie qui ne cédera pas, à l'audace têtue et sans fracas. On vous offre, en même temps, quelques olives noires, grosses comme des pruneaux, ou un peu de fromage de chèvre posé sur une feuille de vigne : Théocrite...

L'ombre était allègre, néanmoins, dans la taverne rustique, à peine artificielle, et les buveurs élégants de midi reprenaient de ce vin robuste, ou de l'*ouzo*, une espèce d'anisette commune, vaguement aromatisée, que l'on mélange d'eau. On ne s'enivre guère, en Grèce, on se laisse un peu aller, voilà. *Indulgere genio*, disait seulement Horace d'un homme qui faisait remplir de nouveau sa coupe, parce qu'il avait soif, et puis derechef, par plaisir, et même une fois de plus, afin que Dionysos lui pût envoyer, selon le caprice divin, soit la pensée du philosophe, soit la phrase du poète, soit l'émotion de l'amant. Cette taverne grecque avait beaucoup d'innocence : on y souriait, encore un coup, plutôt qu'on n'y rêvait. Et il me parut naturel que des femmes très jolies, en robes de Paris, y fussent assises dans le rayon de soleil des fenêtres, devant le vin amer du pays ou l'*ouzo* national. L'une d'elles portait orgueilleusement l'étrange costume macédonien, au lieu du « tailleur » de chez nous, qu'elle laissait dans sa valise : c'est qu'elle était très fière de sa province. Le patriotisme ardent des jeunes femmes grecques n'est pas sans beauté : il portera ses fruits.

Nous devons d'ailleurs le constater, les femmes de la société grecque étonnent, et ce n'est point assez dire, enchantent, émerveillent au besoin par leur intelligence et leur culture. Si on les voit fréquemment fort jolies, et le plus souvent d'une élégance qu'un Parisien reconnaît aussitôt, elles témoignent en outre d'une lecture étendue, comme d'une rare pénétration d'esprit. Ayant quelque chose à dire, elles parlent volontiers, — avec un usage de la grammaire française dont nos belles amies font tristement fi, chez nous, hélas! — et comme elles se voient bien secondées par la courtoisie fine de leurs compagnons, il arrive que les réceptions soient aujourd'hui là-bas ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être nulle part, c'est-à-dire une occasion, sinon d'échanger les idées de Pascal, du

moins de goûter encore, pendant une heure ou deux, ce que Talleyrand nommait le plaisir de vivre. C'est à Athènes, maintenant, que se trouvent sans doute les derniers salons où l'on cause...

— Alors, on n'y danse pas, on n'y joue pas?

Mais si fait. Il y a temps pour tout. Dans un dîner, renoncerez-vous à l'entremets sous prétexte qu'on vous aura donné auparavant du gibier, ou au poisson, parce qu'il y avait eu d'abord un potage?

TRISTESSE DU CÉRAMIQUE

Que dirons-nous de l'endroit le plus triste d'Athènes?

N'y allez pas, ô voyageur, gardez-vous bien d'entrer au Céramique! En cet ancien cimetière, dont presque toutes les sculptures se trouvent maintenant au Musée, que reste-t-il, sinon le tracé âpre et nu de quelques voies, l'emplacement d'une porte, le souvenir lointain des jardins d'Academos, situés non très loin de là, mais dont les autos et les camions tiennent aujourd'hui lieu, et des vestiges au ras de terre, et une église pouilleuse qui domine lugubrement ce morne désert de pierres?

Nulle part ne se montre plus agressivement la désobligeante aridité de l'archéologie, qui parfois, néanmoins, sait se révéler si séduisante. Fuyez ce schéma en cailloux, ce plan tracé en ciment sur le sol, ce vieux carrefour des morts, recouvert çà et là d'un gazon pelé, et où plus une seule âme ne subsiste, ô vous qui n'emporterez d'Athènes que des sourires, des souvenirs de formes pures et de belles nuances!

— Cependant, dit quelqu'un, ces fouilles sont fort intéressantes. L'Allemagne, qui en assume la charge, les poursuit avec beaucoup de science et d'intelligence. Il lui en coûte bel et bien par an une somme que je ne sais pas au juste, mais enfin une très grosse somme.

— Le prix d'une ferme à rebâtir en Artois?

REVENIR

Et puis, nous sommes revenus. Nous sommes de nouveau montés sur cette île flottante, le paquebot, parmi les mêmes passagers, et nous voguâmes sur les mêmes flots, par la même route, environnés des mêmes mouettes et des mêmes hiron-

delles : mais nous ne portions plus tout à fait les mêmes âmes.

On parle avec un grand émoi de « partir ». Nul ne dit mot de ce qui s'appelle revenir : et pourtant, quelle aventure qu'un retour! Quiconque revient ne regarde plus exactement comme auparavant les gens, ni les choses de chez lui : tel va ramener secrètement en son cœur une seconde patrie, et que semblera-t-il à tel autre de sa maison, jusque-là si charmante, ou d'une amie, hier encore tant aimée? L'incertitude de la rentrée ne va ni sans émotion, ni sans péril. Heureux était Ulysse après son long voyage : mais, une fois les prétendants tués, de quel œil a-t-il contemplé Pénélope?

Les Japonais disaient jadis d'une jeune mariée qu'elle « revenait » dans la demeure de son nouvel époux, plutôt qu'elle n'y arrivait : ils entendaient par là que son fiancé l'avait attendue depuis l'enfance, qu'elle se trouvait déjà auprès de lui, en quelque sorte, avant sa venue réelle. Et néanmoins il s'agissait bel et bien d'une petite femme inconnue, qui faisait son entrée dans la maison fleurie pour elle : ainsi faut-il imaginer celui qui revient d'une croisière ou d'une longue randonnée.

Quinte-Curce raconte aussi qu'Alexandre le Grand rencontra en Asie une colonie d'anciens prisonniers grecs, autrefois martyrisés et abandonnés par les Perses. Le héros victorieux voulut les rapatrier. Les pauvres gens ont refusé. « Non pas, firent-ils humblement, non pas. Nos femmes nous trouveraient à présent trop changés. Nous ne sommes plus ce que nous étions. Et puis, nous avons ici des champs, des cabanes. Laissez-nous, et passez, grand roi. »

Tout voyage ressemble plus ou moins à une partie d'échecs : on ne fait que d'y préparer longuement et délicieusement le dernier coup, qui est la rentrée au logis. A chacun, alors, de décider dans le secret de son cœur s'il a gagné ou perdu. Mais on n'en convient pas souvent.

MARCEL BOULENGER.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

COMMENT FUT INVENTÉ L'ÉMIR FEYÇAL [1]

L'année 1917 fut l'année des surprises : la Russie s'effondrait, notre offensive échouait et l'Amérique entrait en scène. C'est alors que les journaux commencèrent à parler d'un nouvel allié. L'émir Hussein, chérif de la Mecque, se déclarait contre les Turcs et se proclamait roi du Hedjaz. On parlait surtout de son fils aîné, l'émir Feyçal, jeune prince de la famille d'Ali, qui paraissait promis à de hautes destinées. Le public savait mal sans doute ce qu'était le Hedjaz, mais on était bien aise, au milieu de nos déboires, qu'il y eût un endroit où les choses allaient mieux. C'était une revanche sur l'ennui de ces jours de fer. Cette légère poussière arabe dissipait les regards et les distrayait un moment de la nécessité.

Tout cela fut bientôt emporté dans le tourbillon des événements du front occidental. A la fin de la guerre, on ne fut pas trop surpris de voir apparaître parmi les vainqueurs le bel Émir qui venait prendre sa part de la joie unanime. A ce moment, rien n'étonnait : le monde était en fête, et dans ce carnaval on trouvait presque naturelle la présence de ce personnage de *Shéhérazade*. Les salons se le disputaient. Paris tenait à faire voir au bel Oriental que toutes les houris ne sont pas à Bagdad.

(1) T. E. Lawrence, *Revolt in the Desert*, 1 vol. in-4° avec une carte et des portraits, New-York, George H. Doran édit. 1927.

A Strasbourg, le général Gouraud lui donnait l'accolade et lui attachait la plaque de grand officier de la Légion d'honneur (je crois même que c'était la sienne). Débuts aimables, qui bientôt devaient tourner à l'orage.

Au mois de mars 1919, j'eus l'occasion d'apercevoir l'Émir au palais de Mayence, à la table du général Mangin. Mangin était d'un naturel magnifique et, quand il le voulait, il était la grâce même. Dans cette circonstance, pour recevoir un prince d'Orient, il redoublait de prévenances : il était éclatant de noblesse et de prestige. Feyçal parut, drapé dans un manteau de laine noire; un voile de mousseline blanche, retenu sur le front par des cordelettes d'or, encadrait son élégant visage. Il glissait lentement sur des bottes de maroquin jaune, presque sans gestes, les traits immobiles, au milieu de nos uniformes, sans étonnement parmi cette jeunesse victorieuse. Seul de son espèce, il apportait dans les plis de son manteau la solitude du désert : c'était un mage de Tiepolo devant qui nous nous sentions tous vulgaires et étriqués et lorsque, la main sur le cœur, il s'inclina devant Mangin, il fallut un effort pour reconnaître la vraie gloire.

Tout cela sentait la comédie, mais le comédien était sublime. On se demandait cependant où était l'auteur du scénario, qui tenait les fils de la pièce? Mon voisin, un Syrien huileux déguisé en officier d'état-major, essayait de m'expliquer la grande manœuvre de l'Émir, l'immense randonnée à travers le désert, qui était venue, au bon moment, porter une armée arabe sur les derrières de la déroute turque; il essayait de me démontrer le rôle décisif de cet ouvrier de la onzième heure. J'avoue que ce compère me mettait en défiance. Qui diable trompait-on ici?

On sait la suite. Tout cet imbroglio appartient à l'histoire. Mais il vient de paraître, sur les origines de l'affaire, un document de premier ordre; l'auteur du mystère se raconte et dévoile son *incognito*. C'est un chapitre bien curieux de psychologie anglaise. Cette histoire est d'ailleurs aussi amusante qu'un roman, et nul roman, depuis des années, n'a eu plus de lecteurs dans le monde anglo-saxon.

En 1914, il y avait au Caire un archéologue de vingt-six ans, du nom de T. E. Lawrence, attaché au British Museum et occupé depuis plusieurs années aux fouilles de Karkemich, place forte

du royaume hittite sur l'Euphrate. Ces monuments, antérieurs à ceux de l'Assyrie, et qui offrent de si étranges rapports avec la sculpture chinoise, passionnaient le savant. La guerre le surprit comme il venait de publier le premier volume d'un mémoire sur la civilisation de ce peuple oublié (1). Il semblait si peu vigoureux, que le conseil de revision ne voulut pas de lui. Il réussit pourtant à entrer à titre d'auxiliaire dans un bureau de l'État-major, ce que nous appelons le Deuxième bureau ou le Bureau des renseignements, et ce qu'on appelle en anglais l'*Intelligence service*; on y utilisait sa connaissance du pays et surtout des tribus et des dialectes arabes. Déjà, simple étudiant non diplômé d'Oxford, il avait entrepris tout seul un voyage de deux ans à travers les peuplades de l'intérieur de la Syrie, dans cette région infréquentée qui est une des grandes articulations du monde, la route de Darius et de Xerxès, de Xénophon et d'Alexandre. Voyageur pauvre, il avait eu le bénéfice de la pauvreté, se mêlant avec les petites gens, tantôt avec les chameliers et les nomades de caravanes, tantôt chez les imans, le peuple des *médersas*, ailleurs dans les boutiques, chez les petits artisans des bazars et des souks. Il avait recueilli une foule d'observations, noué des relations précieuses et surtout il y avait gagné une sorte d'intimité, une connaissance de l'âme arabe assez rares chez les fonctionnaires britanniques, pour qui tout ce qui est indigène est synonyme de canaille.

On sent quel genre de services un tel spécialiste pouvait rendre dans les bureaux du Caire. Pour l'Angleterre, le nœud de la guerre ne se trouvait pas précisément entre la Marne et le Rhin; il se trouvait bien plutôt entre le Jourdain et l'Euphrate. Le point vital pour elle était le canal de Suez. C'est aux Indes que l'Angleterre se sentait vulnérable. De tous les projets de l'Allemagne, aucun ne l'avait inquiétée davantage que la menace du Hambourg-Bagdad, qui traçait une voie directe entre la mer du Nord et le Golfe Persique : cette ligne l'atteignait au cœur. L'expédition des Dardanelles, au printemps de 1915, avait pour but de la couper, et celle du général Townshend dans le Chatt-el-Arab devait s'emparer de son débouché oriental. On sait ce qu'il advint de la première; le désastre de Kut-el-Amara termina la seconde.

(1) *Carchemish*, fouilles de C.-L. Woolley, M. A. et T. E. Lawrence. T. I, *Introduction*, par G. Hogarth, 1914.

Notre archéologue assistait impatiemment aux fautes des militaires. Le *War office* lui semblait une machine rouillée, une impotente bureaucratie. Il avait son idée. Pour terminer la guerre et abattre la Turquie, il fallait soulever les peuples qu'elle opprimait, tarir ses réservoirs de troupes et s'en servir contre elle. Des chicanes de tranchées ne menaient à rien : c'est du dedans qu'il fallait s'y prendre. En retirant aux Turcs la sécurité dans le pays qu'ils occupaient, en faisant jouer contre eux la population vagabonde du désert, on pouvait les inquiéter jusqu'au fond de leur empire : tout le tapis arabe sur lequel ils s'étendaient jusqu'à Médine et à Bagdad, se dérobait brusquement; la terre leur manquait sous les pieds.

Ce plan de campagne était une petite révolution. Il fallait la faire accepter dans les bureaux, et c'était le plus difficile. Cette façon de conduire les opérations sans armées régulières, de miner le terrain, de remuer les impondérables paraissait une pure hérésie aux brevetés de l'École de guerre : c'était contraire à tout *kriegspiel*. C'est la vieille querelle du militaire et du civil. Les civils, en temps de guerre, ont souvent le travers d'en remontrer aux gens du métier, et ceux-ci ont quelquefois le tort de manquer d'imagination.

Ce n'est pas ce qui faisait défaut à notre héros. La vérité est qu'il étouffait dans son bureau. Il ne cessait de rêver à ses amis de la tente. Est-il vrai qu'il descendît d'un sir Robert Lawrence, mentionné au temps des croisades parmi les compagnons de Richard Cœur-de-Lion? La légende le dit. Il faut croire plutôt que son démon le poussait et qu'il y avait à son insu dans le jeune archéologue l'étoffe d'un aventurier et d'un entraîneur d'hommes. C'était chez lui, sans qu'il s'en doutât, affaire de tempérament. Les Arabes étaient devenus sa marotte. Il se persuadait que son projet était le véritable secret d'abattre la Turquie et de disloquer le bloc des Empires centraux : il y voyait la clef de la paix. C'était peut-être beaucoup dire. Mais tous les chemins mènent à Rome, et celui-là en était un. Pour soulever l'Arabie, il ne lui manquait qu'un levier. C'est sur ces entrefaites qu'arrivèrent les nouvelles de Hussein et de la révolte du Hedjaz. Lawrence demanda à ses chefs un congé, qu'ils s'empressèrent d'accorder et, en octobre 1916, sans mission, sans argent et de sa propre autorité il débarquait à Jeddah, port de la Mecque sur la mer Rouge, pour se

mettre en liaison avec les rebelles. L'aventure commençait.

Lawrence ne connaissait personne. Il était resté jusque-là étranger à l'affaire. C'était un travail qui était parti d'un bureau politique du Caire, et M. Lawrence faisait partie de l'état-major : le système des cloisons étanches, le système où la main droite se cache de la main gauche, est le mal commun des bureaux. Sir Ronald Storrs, chef du service des affaires d'Orient à la Résidence générale, avait eu l'idée de fomenter le soulèvement du Hedjaz pour créer aux Turcs des inquiétudes sur leurs arrières; c'était une riposte à leur attaque du mois d'août sur le canal de Suez. Tout cela s'était passé en dehors de l'armée. Lawrence n'en avait rien su. Maintenant la ventouse avait joué, on laissait la mèche s'éteindre, et l'ennemi se disposait à mettre le pied dessus. Lawrence venait voir sur place si l'on ne pourrait pas sauver les restes de l'affaire, utiliser pour son projet une dernière étincelle. Storrs l'accompagnait.

Les affaires allaient mal. Les Turcs étaient en train de revenir en forces, et le pauvre roi Hussein ne pesait pas lourd devant leur masse. Il allait payer cher sa surprise éphémère. Bientôt il ne lui resterait plus qu'à se faire tuer devant la Mecque. C'est ce que Lawrence apprit, pour commencer, de son fils Abdullah. Du reste, derrière la Turquie, qu'y avait-il? L'Allemagne. Notre voyageur en eut tout de suite la preuve. Le prince qui, malgré une situation assez grave, ne perdait rien de sa bonne humeur, eut l'idée de donner un concert à ses hôtes : c'était la musique d'un régiment turc capturé à Médine. Le prince n'était pas peu fier d'une prise si remarquable. Pendant toute une nuit, notre héros eut le régal d'entendre une clique turque écorcher alternativement *Deutschland ueber alles* et *Eine feste Burg*, comme ces pianos mécaniques qui broient dans les villages, au fond de l'Andalousie, *l'Enchantement du Vendredi saint* ou *le Sommeil de la Walkyrie*.

La grande difficulté était de pénétrer à l'intérieur, dans les montagnes où campait la petite armée rebelle. Ce voisinage des villes saintes était naturellement inabordable à un chrétien. Grâce à Storrs, qui obtint le consentement d'Hussein, Lawrence put trouver à Jeddah un guide et un chameau et, à la fin d'octobre, parvenait à Hamra, au camp de Feyçal.

C'était le soir. L'Émir attendait, sur le seuil, debout dans le cadre d'une porte, tout blanc sur un fond noir. Lawrence ne

l'avait jamais vu. « Il paraissait très grand, d'une attitude monumentale, très svelte dans ses amples enveloppes de soie blanche, avec son turban sombre retenu par un fil d'or et d'écarlate. Il tenait les paupières baissées; et son visage mat encadré d'une barbe noire semblait un masque posé sur la profonde attention du corps. Les mains croisées caressaient le manche de son poignard. »

Ce fut le coup de foudre : au premier regard, dit Lawrence, je fus sûr d'avoir trouvé mon homme. « C'était celui que je cherchais, le chef qui allait conduire l'Arabie à la gloire. » Qu'en pouvait-il savoir ? Feyçal n'avait pas dit un mot, pas même levé les yeux, il n'avait rien fait d'éclatant, et le plus curieux, c'est que dans tout le cours du récit, il n'agit pas davantage. Nulle part, pendant toute la campagne qui va suivre, on ne lui voit jouer un rôle actif : ce chef n'est jamais au premier rang, il ne commande pas, laisse tout le temps les autres se risquer à sa place. Mais peu importe : sans doute on ne lui en demandait pas davantage. Le personnage qu'il devait jouer pouvait être un rôle immobile et à la rigueur un rôle muet. Il suffisait de deux mérites : une certaine naissance, chose très considérable dans ces tribus arabes où ce qui divise les sectes, ce sont les branches diverses de la famille des califes et où la religion se confond presque avec la généalogie, et une certaine prestance, un prestige décoratif; il n'en fallait pas davantage pour remplir très suffisamment le rôle de Prophète.

Feyçal ne manquait d'ailleurs pas de quelques qualités qui, dans un milieu fort grossier, ou tout au moins fort ignorant, lui assuraient aisément la supériorité. Élevé à la cour d'Abdul-Hamid, à Stamboul, il s'y était initié à la politique du sérail et connaissait les vices et les faiblesses de l'ennemi; il avait quelque idée d'un État moderne, de ce qu'était un Parlement : du moins il en avait vu la copie en Turquie. Il connaissait l'Europe par ce qu'on en aperçoit dans les hôtels de Péra. Il y avait même appris quelques mots de français. Ce vernis d'éducation ne faisait pourtant que recouvrir une nature profondément arabe, rusée, puérile et sauvage. Au camp d'Hamra, au moment de l'arrivée de Lawrence, Feyçal était à sec; les fonds manquaient; les troupes n'étaient plus payées, et c'était un danger plus pressant que la menace turque. Feyçal eut recours à une supercherie d'enfant. Il fait secrètement remplir

un coffre de pierres et le fait charger devant lui, dans les marches, comme si c'était un grand trésor : la nuit, le coffre est dans sa tente, sous la garde de deux sentinelles. Le succès de cette imposture peint le chef et les soldats. Il y a une historiette semblable dans la légende du Cid, et l'on montre encore dans la cathédrale de Burgos le coffre que Rodrigue remit, rempli de sable, en gage à deux juifs de la ville. Il est plaisant de penser que cette fable, bonne pour un conte de fées, puisse être encore quelque part un moyen de gouvernement. L'Émir payait ses crédules sujets d'une monnaie qui avait cours dans l'Espagne du XI^e^ siècle.

Cette impression d'une société encore primitive, demeurée dans l'état où elle pouvait se trouver à la fin du moyen âge, peut-être même à l'époque des enfants d'Ismaël, ressort de cent endroits du livre. On se trouve dans un monde encore tout féodal, chez les contemporains de la *Chanson de Roland*. Les troupes de Saladin, celles que trouva devant lui Sir Robert, le compagnon de Richard Cœur-de-Lion, devaient ressembler aux Arabes de Feyçal ; elles étaient peut-être plus civilisées. Dans cette armée, il n'y avait qu'un fusil par famille; chaque homme se battait un jour à tour de rôle. Cent rivalités de personnes ou de clans, des haines, des *vendette* rendaient toute discipline impossible ; c'est dans le maniement de ces amours-propres que Feyçal déployait de l'adresse et du tact. Les troupes ne concevaient guère dans le combat que le butin. Elles ne tenaient pas sous le canon. Ce qui les étonnait, comme tous les enfants, c'est le dehors, l'aspect matériel des choses. Un vieux bateau anglais qui tenait la mer Rouge et qui leur apporta des vivres, leur parut imposant : il avait quatre cheminées. Ce spectacle accrut beaucoup le prestige de M. Lawrence.

Il y a d'ailleurs dans cette barbarie une certaine noblesse, beaucoup de côtés aimables, et même de la beauté morale. Ce sont les mœurs d'Antar, c'est la rudesse et la grandeur de la vie héroïque. C'est l'hospitalité de la tente, le cérémonial des *diffas*, les montagnes de riz et de mouton, les interminables récits, le charme du conteur, l'imagination spontanée, la littérature avant la lettre ; ces réjouissances sont coupées par des semaines de courses, de soif et de solitude dans des étendues de misère. Les guerriers s'apostrophent et se défient avant le combat. Parmi eux, on rencontre des figures d'une puissante saillie, des

types d'énergie superbe, infiniment plus sympathiques que n'est l'Émir lui-même, comme l'indomptable Auda, le vieux lion du désert. L'absence de l'élément féminin, comme de tout ombrage, l'absence de culte et de passions tendres, achèvent la physionomie de cette société pleine de rudesse virile.

L'idée de réunir cette poussière si sèche, d'en faire une figure ou un corps de nation, était assurément une étrange entreprise : il était encore plus étrange de s'en faire l'apôtre, quand on était, comme M. Lawrence, un étranger et un chrétien. Le nationalisme arabe est une pensée qui semble totalement étrangère à tous les personnages de cette curieuse histoire. On l'a souvent remarqué : il y a un monde musulman, mais à l'intérieur de ce monde, aucune division, nulles frontières ; le musulman est chez lui de Benarès à Marrakech, de Tombouctou à Ispahan, partout où il y a des frères qui ne connaissent d'autre Dieu que Dieu, d'autre prophète que le Prophète, un peu comme le Romain de l'Empire se trouvait citoyen du monde et le pèlerin du XII^e^ siècle, citoyen de la chrétienté. L'unité musulmane est une idée religieuse, ou plutôt une création morale fort simple, une légère demeure de toile, bien différente des temples qu'ont élevés les autres théologies, et qui suffit à abriter tous les peuples de la même famille. Les distinctions de races comptent fort peu dans cette unité. Qu'est-ce que la patrie pour le nomade qui roule sa tente et pousse sa tribu à travers des lieues de solitudes, jusqu'à ce qu'il trouve une source, quelques dattes et de l'herbe pour la pâture de ses chameaux ? Quant à l'indépendance, en dépit de la souveraineté nominale du sultan, que manque-t-il à cet égard à des hommes qui vivent de rien, possèdent peu, ne cultivent point et sont libres comme le vent dans les limites du désert?

Le plus fort était de grouper ces individualismes forcenés et de les amener à combattre des coreligionaires, au nom de principes et de systèmes qu'ils étaient incapables d'entendre; c'était une poignée de sable dont il s'agissait de faire une arme, et une arme contre la Turquie. Sans doute, cette invention était une riposte assez habile aux Allemands qui parlaient de prêcher la guerre sainte et de faire le soulèvement général de l'Islam, du Maroc aux Indes, dans toutes les possessions des pays de l'Entente. La révolte arabe contre les Turcs rendait cette manœuvre impossible; elle tranchait en deux le cordon

électrique qui devait mettre le feu aux poudres. Remplacer le lien religieux par un lien national, créer un patriotisme arabe contre l'élément turc, c'était, en théorie, quelque chose de très séduisant ; pratiquement, cela ne pouvait se faire. L'Arabe n'a point la haine du Turc : il se contente d'un peu de dédain pour ce mameluck parvenu, le dédain de l'aristocrate guerrier pour un peuple d'agriculteurs et de paysans sédentaires. Il les tenait un peu pour les Béotiens de l'Islam. Ces cheiks, ces émirs cavaliers méprisaient ouvertement la lourde et impuissante machine des pachas, cette organisation de médiocres fonctionnaires. Leur tyrannie, ailleurs brutale, expire dans le désert ; elle arrive diluée au seuil du vide, au bord de ces domaines stériles qui n'ont jamais eu de maîtres. Exploiter, dans ces conditions, le sentiment national était une chimère : c'était prêcher la liberté à une liberté séculaire. Ces anarchistes du désert, sans autre patrie que leurs tentes vagabondes, sans autre règle que leur caprice et leurs traditions sauvages, sans autres frontières que l'illimité, n'avaient que faire des biens dérisoires que leur apportait un Breton de bonne volonté. Le nationalisme n'était dans ce pays qu'une illusion de l'auteur : mirage de voyageur, ajouté aux mirages et aux illusions de l'Orient.

Il est bien probable que Feyçal n'en était pas la dupe. Avec sa finesse orientale, il était assez au fait des théories de l'Occident et de l'illuminisme humanitaire, pour en retenir quelques bribes qu'il adaptait à son usage ; c'est un vocabulaire dont il savait se servir, et qu'il employa habilement, dès qu'il y vit la condition de l'appui britannique, sans lequel il ne pouvait rien. Mais ce ne fut jamais autre chose pour lui qu'un moyen de se servir lui-même. Son ambition ne vit que l'espoir de se tailler un royaume ; tout lui était bon pour ce dessein. Pour M. Lawrence, son dévouement à la cause arabe cachait-il une arrière-pensée? Démêlait-il les intentions de l'Émir et les secrets de sa politique personnelle? Peu importe : leur alliance, comme tous les pactes de ce genre, reposait sur des intérêts que chacun entendait un peu différemment, et qu'il valait mieux ne pas trop approfondir. Il suffit que jusqu'à un certain point ces intérêts fussent les mêmes. Feyçal cherchait à pêcher une couronne dans les décombres de l'Empire turc ; Lawrence ne souhaitait que la ruine de cet Empire. Il lui fallait une allumette pour enflammer le désert ; cette allumette fut Feyçal.

Son plan de campagne fut bientôt fait. Dans cette immense péninsule sans fleuves et sans routes, sur cette plate-forme désolée qu'est l'Arabie déserte, où seules circulent les caravanes le long de quelques pistes, marquées par des points d'eau connus des chameliers, il n'existe, en dehors de la côte, qu'une seule voie de communication : c'est le chemin de fer du Hedjaz, long embranchement détaché du chemin de fer de Bagdad, et qui gagne Médine à travers la Palestine et la Syrie. Il est clair que cette voie ferrée n'a pas été construite pour transporter les dévots, les *hadjis*, comme on les appelle, qui se rendent en pèlerinage au tombeau du Prophète et vont vénérer à la Mecque la pierre noire de la Kaâba. Cette ligne coûteuse à travers le néant n'a qu'un intérêt stratégique. La route est un instrument de domination. Le commandeur des croyants ne pouvait se désintéresser des villes saintes de son Empire, joyau sacré de sa couronne et raison d'être de sa puissance. Il redoutait toujours qu'elles ne vinssent à lui échapper. Un coup de main sur ces lieux saints, toujours à redouter chez ces peuplades libertaires, eût mis entre leurs mains les talismans de l'Islam. C'est ce qui venait d'arriver par la révolte du Hedjaz. Le chemin de fer devait servir à transporter rapidement au cœur de l'Arabie une force de taille à écraser les rebelles ; c'était un coup de massue auquel l'armée d'Hussein était incapable de résister.

C'est ce que Lawrence reconnut aussitôt avec le coup d'œil le plus juste : une troupe mal armée et sans cohésion était vouée à la déroute devant une force organisée. Contre cette force, elle ne pouvait user que d'un seul avantage, qui était sa mobilité. Elle était très dangereuse à une armée moderne, que ses ravitaillements, dans un pays stérile, faisaient esclave de communications que leur longueur démesurée rendait d'ailleurs indéfendables. Toute l'armée turque n'eût pas suffi à la protection du chemin de fer. Tout cela était très bien vu. Pour rendre vaine la menace des Turcs contre Médine et y mettre leurs forces dans une situation délicate, il suffisait de couper le cordon ombilical, cet immense intestin qui les rattachait à leurs bases ; il fallait, bien entendu, faire cette opération le plus près possible de la Syrie, dans le voisinage de Damas, à ce nœud du Hauran qui commande les embranchements de Haïfa et de Jérusalem.

C'est ce qu'exécuta M. Lawrence avec un parti de cavaliers ou plutôt un petit escadron de méharistes. Son expédition se décompose en deux parties. La course de 1 500 kilomètres à travers le désert, du 6 mai au 5 juillet 1917, cette longue chevauchée qui fit gagner d'un seul coup aux rebelles un immense territoire et, du sud de la mer Rouge, les amena au golfe d'Akaba, à la base orientale de la presqu'île du Sinaï, est un exploit, un *raid* éclatant, dont le souvenir méritait de ne pas être oublié. Ce récit passionne; c'est de beaucoup la partie supérieure du livre. Feyçal ne paraît pas. C'est un drapeau qu'on garde roulé à l'arrière dans les bagages. Cette marche, digne d'un excellent capitaine de cavalerie légère, amenait Lawrence, sans coup férir, mais au prix d'un effort soutenu d'endurance, à portée de la zone des opérations, sur le front de Gaza. Le maréchal (alors général) Allenby est, avec l'amiral Wemyss, un des rares officiers auxquels l'auteur daigne accorder quelque talent : ils lui firent l'honneur de s'intéresser à lui. Grâce à eux, il obtint des secours, quelque matériel, un peu d'artillerie et des avions. On ne voit pas du reste à quoi cela servit. La rupture des lignes de Gaza, en novembre 1917, s'accomplit sans que les bandes arabes y fussent pour rien. Lawrence ne parvint même pas à couper, comme il l'avait promis, le chemin de fer du Hauran. Pour la bataille de Naplouse, en octobre 1918, victoire qui entraîna la débâcle de la Turquie, Allenby avait demandé à Lawrence de paraître sur les derrières de l'armée en retraite, afin de consommer la déroute. C'était une simple démonstration; quatre hommes y suffisaient avec deux pistolets. Les Arabes égorgèrent un ou deux milliers de fuyards, qui venaient eux-mêmes, il est vrai, de massacrer un ou deux villages qui n'en pouvaient mais. Ce fut un coupe-gorge écœurant. Cette boucherie ne changeait d'ailleurs rien au résultat. Allenby a tout fait. Il n'y aurait eu ni Feyçal, ni Lawrence, ni rebelles, les choses se seraient passées de même. Quoi qu'en pense notre archéologue, le dernier mot est resté aux soldats. C'est à eux seuls qu'a succombé l'Empire turc. Un homme qui reçoit un coup de canon et une piqûre de guêpe, ne meurt pas de la guêpe.

On conçoit qu'il en coûte à l'auteur de reconnaître cette vérité. Il est plus flatteur de se dire qu'on a eu l'honneur d'être un des ressorts de la victoire, et la distinction suprême de voir

mettre sa tête à prix par la Turquie. Je n'ai garde de contester que l'auteur ait cru bien mériter de la cause des Alliés; peut-être s'exagère-t-il les services qu'il lui a rendus. M. Lawrence, comme beaucoup d'Anglais, a un peu le tort de confondre la guerre avec le sport. Il cherche trop les voies excentriques. Dans la guerre de tout le monde, il a réussi à se tailler une petite guerre individuelle. Toute cette aventure qui a failli avoir de si graves conséquences, est née de l'ennui d'un subalterne qui se morfondait dans son bureau.

Du reste, avec la victoire, commencèrent les désillusions. La première fut de voir la foule bariolée des armées victorieuses s'installer sans façon dans les villes de Syrie et les jardins de Damas : ils expropriaient le silence. C'était une colonie de vacances, une populace des dimanches, qui mettait dans un lieu fragile et enchanté sa gaieté de banlieue. On lui détruisait sa rêverie ! Il y a là quelques pages que je voudrais citer, quelques pages d'un mépris incroyable pour l'armée : la haine quasi cléricale de l'intellectuel, de l'universitaire, avec sa nuance spéciale d'Oxford, pour ce que Vigny appelle la « servitude militaire », ne s'est peut-être jamais exprimée plus clairement. « Le caractère du désert, c'est la silhouette de l'individu se détachant tout seul et se déplaçant avec lenteur sur l'immobile décor : noble enfant de la route, solitaire sous le soleil torride comme dans le tombeau. Ces troupes, ou plutôt cette cohue, n'étaient pas dignes de la gloire de l'espace. » Pauvre M. Lawrence! Ce n'était plus « sa » guerre.

D'autres déceptions l'attendaient à Versailles. Elles étaient prévues. Le mysticisme arabe est un cas bien connu, dont les exemples ne manquent pas. Que de voyageurs avant lui ont été séduits par le vague enchantement et la nostalgie des déserts! Le charme du Bédouin, la magie de l'horizon, le désencombrement, l'aventure, la vie réduite à ses grandes lignes, le dépouillement de l'inutile, la féerie des mirages ont de singuliers attraits, un pouvoir qui agit sur certaines âmes à l'égal de la mer. Il y a une sirène au fond de ces solitudes. Ces terres arides sont fertiles en songes, c'est la terre des Messies : ne connaissons-nous pas l'exemple d'une Esther Stanhope, dont Mlle P.-H. Bordeaux vient de renouveler brillamment la mémoire et, dans le même temps, celui du marquis de

Lascaris, conté par Lamartine dans le merveilleux *Récit de Fatallah Sayeghir*? On ne pouvait imaginer que ces fantaisies, cette « Orientale » toute personnelle d'un archéologue anglais, fussent prises au sérieux par la diplomatie.

Mais il arriva qu'après tout les bureaux du *Colonial Office* s'avisèrent que le nationalisme arabe ne serait pas inutile à leurs desseins en Orient. Un royaume arabe de Syrie pouvait compléter le bastion de l'État sioniste, c'est-à-dire former un glacis en avant du canal de Suez, couvrir les avenues des Indes. Il est, dit Montesquieu, trois grandes choses dont le peuple anglais a toujours su se prévaloir : la religion, le commerce et la liberté. L'indépendance arabe servait cette politique; on ramassa la marionnette laissée pour compte dans les coulisses du traité, et le roitelet Feyçal recommença de s'agiter un moment sur la scène du monde. Mais ceci est une autre histoire...

Depuis longtemps M. Lawrence avait tourné le dos aux incapables puissants de la terre, et s'était enfoncé dans la retraite avec ses rêves trahis. Je n'ai pas lu, et je le regrette, le livre que cite M. Maurice Pernot : *les Sept lampes de la sagesse* sont introuvables à Paris. On y glanerait sans doute des lueurs sur cette figure originale. « De toutes les espèces de danger, écrit-il quelque part, donnez-moi celui qui se court seul. » C'est un de ces hommes qu'on pourrait appeler, si le mot était français, des « solipses » : comme l'explorateur, l'inventeur, il est de la race des solitaires. Les honneurs et la gloire qui venaient au-devant de lui, il les a écartés. Si la légende dit vrai, ce colonel de l'armée anglaise a donné ce scandale inouï : il a refusé publiquement une décoration des mains du roi. Il a tout abdiqué, dépouillé les vains titres et sa personne elle-même. Il s'est engagé comme simple soldat dans un régiment de chars d'assaut. Il sert aujourd'hui sous un faux nom, dans l'aviation, aux Indes.

Louis Gillet.

REVUE LITTÉRAIRE

LA POÉSIE DE RACINE (1)

Un de nos plus ingénieux et plus féconds essayistes, M. Gonzague Truc, nous a donné récemment un *Jean Racine* qui, sans nous faire oublier, certes, celui de Jules Lemaitre, se lit avec agrément et avec profit. M. Gonzague Truc est un « racinien » de la première heure : il a publié, il y a quelques années, une intéressante étude sur *le Cas Racine*; il a édité, dans la *Collection des chefs-d'œuvre méconnus*, qu'il dirige, les *Lettres de Racine à son fils et les lettres de J.-B. Racine*. Il n'ignore assurément pas, et il utilise, les travaux de ses devanciers, les études de Sainte-Beuve et de Nisard, de Taine et de Brunetière, de Masson-Forestier et d'Émile Faguet, de M. Lanson, de M. Le Bidois, de M. Michaut, de M. Le Goffic, de M. Bellessort. Mais il ne croit pas que l'érudition apporte désormais de bien grandes lumières pour l'intelligence de l'œuvre du grand écrivain. Il s'est surtout attaché à lire et à relire son auteur favori dans la belle édition de Paul Mesnard; il s'est laissé faire par lui. C'est la bonne méthode. C'est celle qui, naguère, a suffi à Jules Lemaitre pour écrire, sur le poète qu'il venait de relire « pour la centième fois (à coup sûr, je n'exagère pas), » disait-il, un livre qui est un charmant chef-d'œuvre d'intelligente sympathie critique et de goût. C'est celle que je voudrais essayer de suivre pour parler à mon tour, après tant d'autres, notamment après M. Paul Valéry, de la poésie de Racine.

La poésie : savez-vous, dans la langue française, un mot qui soit plus difficile à définir? Que dis-je ! « difficile » : c'est impossible qu'il

(1) *Jean Racine : L'Œuvre, l'Artiste, l'Homme et le Temps*, par M. Gonzague Truc, 1 vol. in-16 de la *Bibliothèque d'histoire littéraire et de critique*, Garnier frères, 1926. — Cf. Gabriel des Hons, *Anatole France et Jean Racine, ou la Clef de l'art racinien*, Armand Colin, 1927.

faudrait dire. Ceux qui s'y sont essayés ne se sont tirés d'affaire que par d'adroites ou piquantes métaphores. Je ne m'en étonne point. La poésie répugne aux formules abstraites, aux rigides précisions de l'esprit scientifique ou philosophique; elle s'en joue, elle s'en irrite, elle leur échappe; elle se sent, elle ne se définit pas. Et pour être indéfinissable, — comme la vie peut-être, et comme l'âme, — elle n'en est pas moins une réalité, — une réalité dont on s'enchante et dont on peut disserter. J'ai toujours pensé qu'il y avait bien du bon sens dans ce geste du philosophe antique, devant qui on niait le mouvement, et qui, pour réfuter victorieusement son contradicteur, se mit tout simplement à marcher.

***

Un des éléments essentiels de la poésie racinienne, est ce parfum d'antiquité qu'on y respire, et dont on ne trouve l'exact équivalent chez aucun de ses contemporains, fût-ce chez La Fontaine ou chez Fénelon. Nourri des anciens dès sa plus tendre jeunesse, Racine a littéralement passé sa vie à les étudier, à les annoter, à les commenter, à se les « convertir en sang et en nourriture » : les plus fervents humanistes du XVI^e^ siècle l'auraient reconnu pour l'un des leurs. Et c'est toute l'antiquité classique qu'il a explorée et qu'il s'est lentement assimilée. A la différence de la plupart des grands écrivains de son temps, — un Corneille, un Molière, un Boileau, même un Bossuet, — qui connaissent très bien les Latins, mais assez mal les Grecs, il possède admirablement toute la littérature hellénique, et il citera dans ses lettres Denys d'Halicarnasse tout aussi bien qu'Homère. On se rappelle l'anecdote célèbre, rapportée par Valincour, qui nous le représente chez Boileau s'emparant d'un *Œdipe Roi* et traduisant à livre ouvert le texte grec avec une telle flamme « que tous les auditeurs éprouvaient les sentiments de terreur et de pitié dont cette pièce est pleine ». Je ne sais si Fénelon lui-même eût été capable d'une telle prouesse d'helléniste.

A cette ardeur d'humanisme nous sommes redevables de quelques-unes des qualités les plus précieuses de Racine. Et d'abord son style, ce style exquis, où tant de finesse s'allie à tant de force, et dont la souveraine élégance est faite de sa justesse spirituelle, de sa concision alerte, de son harmonieuse discrétion; style savant et naturel tout ensemble, dont les plus grandes hardiesses s'enveloppent de simplicité et de grâce et souvent ne se révèlent qu'à la réflexion; style enfin qui rivalise avec celui des meilleurs poètes de l'antiquité

latine et surtout grecque, et cela, non pas seulement à cause des multiples réminiscences et des subtils emprunts qui sont comme fondus dans sa souple trame, mais encore parce que le poète français, en vivant dans leur familiarité, s'est fait le même idéal de diction que ses illustres devanciers. Il ne s'est d'ailleurs pas contenté de leur dérober des expressions ou des images dont il faisait discrètement son profit ; il leur a emprunté la forme d'art la plus haute et la plus riche dont l'antiquité nous ait légué le modèle, cette tragédie que les Grecs avaient portée à la perfection, et que les Romains, avant Corneille, avaient essayé de rajeunir. Élève des Romains, élève aussi de Corneille, Racine a été surtout un disciple des Grecs. Il a retrempé le genre dans ses origines historiques. Avec toutes les différences que l'on sait, il a refait, à sa manière, des tragédies grecques. Ses drames sont au total plus proches de ceux d'Euripide, ou même de Sophocle, que de ceux de Corneille. Et enfin il s'est si bien pénétré de ses chers anciens, il s'est si bien assimilé leur tour de sensibilité, d'imagination et de pensée qu'il a su reconstituer sans effort l'atmosphère où ils ont fait vivre leurs héros. La Grèce de la légende et la Rome de l'histoire revivent avec leurs mœurs, leurs croyances, leurs habitudes d'esprit et d'âme, même avec leurs paysages, dans ces poèmes dramatiques d'où la vraie couleur locale n'est point absente. Si de la lecture d'Homère ou d'Euripide on passe à celle de Racine, à quelques différences de langage près, on n'a pas changé de monde : c'est bien la même tonalité générale, ce je ne sais quoi de lumineux, de simple et de gracieux qui caractérise la beauté hellénique, que l'on rencontre chez les anciens et chez le moderne. La poésie de l'antiquité grecque, personne chez nous, avant André Chénier, ne nous en a donné la sensation aussi profondément que Racine.

Dira-t-on que cette poésie, à travers l'œuvre du poète français, ne nous arrive qu'un peu adoucie, et parfois trop dépouillée de ses naïvetés et de ses rudesses? Admettons-le, encore que certains critiques, trompés par l'élégante modération de la langue, aient singulièrement exagéré en ce sens. Notre vision de l'antiquité, plus réaliste peut-être, est assurément un peu différente de celle de Racine. Sommes-nous bien certains qu'elle lui soit supérieure? Nous savons beaucoup de choses que Racine ignorait; nous avons lu Curtius, Grote et Fustel de Coulanges ; qui oserait affirmer que nous comprenons mieux l'âme grecque que ce poète helléniste qui serait sans doute un peu dépaysé parmi nos archéologues? Supposez un contemporain de Périclès revenant au monde : il ne nous est point

prouvé qu'il reconnaîtrait mieux ses compatriotes dans les poèmes de Leconte de Lisle que dans *Andromaque* ou *Iphigénie*. Il est probable qu'il trouverait ces deux interprétations également infidèles. A voir la difficulté que nous avons, par exemple, à un siècle de distance, à nous représenter l'état d'âme romantique, on conçoit l'impossibilité où nous sommes d'entrer pleinement dans les âmes d'autrefois. Tout ce que l'on peut exiger d'un écrivain, poète ou historien, c'est de nous en offrir une image suffisamment approximative et vivante. A travers d'inévitables transpositions, comme toutes les générations successives en exécutent, l'âme hellénique revit pour nous dans les vers de Racine; nous en goûtons la subtile poésie ; nous en respirons le délicat parfum.

***

Poète de l'antiquité, Racine a aussi été le poète de la passion. Personne n'a mieux compris qu'il y avait dans la passion, cette puissance quasi fatale qui domine et asservit les âmes, à la façon des grandes forces de la nature, un élément de poésie incomparable, et avec une tranquille audace, il s'est efforcé de la peindre dans sa vérité douloureuse et brutale. Il n'a pas évoqué toutes les passions humaines, — la forme d'art qu'il avait choisie ne s'y prêtait guère; — mais il en est au moins deux dont il a tracé des portraits inoubliables : l'amour et l'ambition. Son Agrippine, son Athalie expriment avec une sorte de grandeur sinistre tous les ravages que la passion du pouvoir peut exercer dans une âme de femme : pudeur, humanité, sentiment maternel, l'instinct de domination a tout aboli. Ce que nous appelons crime est devenu, pour ces consciences perverties, synonyme d'action indifférente. Nous éprouvons devant elles quelque chose de cette horreur sacrée que nous inspire la vue de certaines monstruosités morales ou d'un grand cataclysme cosmique. Et notre rêverie s'alimente des fortes impressions que nous emportons toujours d'un spectacle rare ou d'une rencontre inédite.

Mais plus encore que des âmes ambitieuses Racine est par excellence le peintre des passions de l'amour. Dans ses *Mémoires* sur la vie de son père, Louis Racine nous dit qu'il a voulu par là se créer une originalité par rapport à Corneille. Louis Racine exagère. Corneille lui aussi a peint l'amour, mais, il est vrai, avec moins de continuité que Racine, et surtout, d'une tout autre manière que lui. Quand d'ailleurs l'auteur du *Cid* eût exploité cette veine aussi largement que son successeur, celui-ci n'en eût pas moins pris pour thème général

d'inspiration l'analyse des troubles du cœur. Plus complètement poète peut-être que Corneille, il sentait que les passions de l'amour sont une mine inépuisable, que les originalités les plus diverses y peuvent trouver leur compte, et il était trop sûr de son génie pour hésiter à exploiter à son tour et suivant ses aspirations propres une matière si fertile et si propice aux chefs-d'œuvre. De fait, depuis qu'il y a des hommes, et qui vivent, et qui rêvent, et qui écrivent, l'amour n'est-il pas la grande source éternelle de poésie, et la littérature universelle comme la vie elle-même ne nous en sont-elles pas de sûrs garants ? Averti par son expérience d'homme, Racine a donné libre cours à son inspiration naturelle : il a peint l'amour sous presque tous ses aspects : l'amour chaste, discret, timide, qui éclôt dans une âme virginale comme une fleur innocente dans un jeune sol que caresse la douce lumière d'un matin printanier ; l'amour sanctifié par la maternité et qui, plus fort que la mort, n'admet ni oubli, ni partage, et survit, flamme inextinguible, à la disparition de l'être élu auquel il s'est donné sans retour; l'amour brutalement sensuel que tout obstacle exaspère, qu'aucun frein ne réprime, que la jalousie aveugle et entraîne, à travers mille compromissions, à la folie, au crime, au suicide. Ce que chacune de ces données peut recéler de poésie délicate ou violente, Racine l'a exprimé avec une finesse et, en même temps, une vigueur admirables. Il dresse en pied des personnages vivants dont la vie intérieure se traduit dans le plus poétique langage, et, en même temps, il analyse leur cas avec l'implacable lucidité du plus réaliste des psychologues. Il est tout à la fois poète et analyste. Et son analyse est si aiguë, si pénétrante, qu'elle dépasse l'ordre purement sentimental et qu'elle s'engage hardiment dans ces troubles régions de l'âme où la chair et le sang exercent leur empire, où les sensations naissent et se heurtent, où les désirs s'allument... Aucun poète peut-être, non pas même Shakspeare, n'a mis plus fortement en relief les origines physiologiques de la passion.

Oreste, Hermione, Roxane, Ériphyle, Phèdre, autant de victimes de leurs sens, autant d'images symboliques des aberrations morales auxquelles certaines natures trop faibles se laissent entraîner par la fougue d'une imagination sensuelle, par les mille fatalités physiques qui, plus ou moins fortement, pèsent sur chacun de nous. De ces aberrations morales les rencontres de la vie, les faits divers des journaux ne nous offrent, hélas ! que trop d'exemples. Racine a transposé, poétisé, parfois ennobli ; il n'a rien inventé ; il a puisé à pleines

mains dans la réalité quotidienne ; il a exploré et, aux regards exercés, il a bien fait sentir qu'il connaissait les tristes dessous de la vie ; il a peint sans illusion notre humanité douloureuse. Un beau cri de passion comme celui de Roxane :

Bajazet, écoutez, *je sens* que je vous aime

nous en dit plus long sur les secrètes ardeurs de l'impudique sultane que les plus minutieuses notations de la psychanalyse. Rappelons-nous encore les vers de Phèdre :

Je le vis, *je rougis, je pâlis* à sa vue,
Un trouble s'éleva dans mon âme éperdue ;
Mes yeux ne voyaient plus, je ne pouvais parler ;
Je sentis tout mon corps et transir et brûler...
Je l'évitais partout. O comble de misère !
Mes yeux le retrouvaient dans les traits de son père.

Pressez ces suggestives paroles du plus discret et du plus hardi des poètes. Ce que Racine a su enclore en ces quelques vers, ce n'est pas seulement une psychologie du coup de foudre ; c'est encore, en raccourci, toute une « physiologie » de l'amour éternel ; il n'y manque même pas l'indication d'une sorte de perversion sexuelle, comme il s'en mêle si souvent dans les grandes passions coupables : car enfin, Phèdre aimerait-elle avec cette fureur Hippolyte, si celui-ci n'était pas le fils de Thésée? Plus on étudiera cette étonnante tragédie de *Phèdre*, plus on sera émerveillé de la terrible lucidité du regard que le poète a jeté

Sur le fond désolé du gouffre intérieur.

Cette étrange acuité de vision, où Racine l'avait-il acquise ? La lecture des poètes et des moralistes, l'observation quotidienne, son génie même n'y eussent pas suffi. N'en déplaise au candide Louis Racine, qui voudrait nous faire croire que son père, « quoique né si tendre, n'avait jamais été esclave de l'amour », l'expérience de son propre cœur lui a ici servi de guide. Nous sommes peu renseignés sur la vie amoureuse de Racine : assez cependant pour pressentir qu'une fois au moins, dans son intrigue avec la Duparc, il dut être pris tout entier et vider jusqu'à la lie la coupe amère des passions charnelles. La pauvre fille mourut en couches, peut-être à la suite de manœuvres abortives ; et si le poète, un moment compromis dans l'affaire des poisons, a pu se justifier des accusations que la Voisin avait dirigées

contre lui, il n'en reste pas moins qu'il dut être mêlé à de bien ténébreuses histoires et faire de bien douloureuses réflexions sur les tragiques réalités des amours illégitimes.

Et un jour vint où son passé et son œuvre se dressèrent devant lui pour accabler sa conscience troublée des plus sanglants reproches. Relisons ici Louis Racine : « Il avoua que les auteurs de pièces de théâtre étaient des empoisonneurs publics; et *il reconnut qu'il était peut-être le plus dangereux de ces empoisonneurs*. Il résolut non seulement de ne plus faire de tragédies, et même de ne plus faire de vers : il résolut encore de réparer ceux qu'il avait faits par une rigoureuse pénitence. La vivacité de ses remords lui inspira le dessein de se faire chartreux. » Nous ne connaissons pas les circonstances de cette crise; mais nous en saisissons le trait essentiel. Les durs anathèmes de Nicole contre les « faiseurs de romans » et les « poètes de théâtre », « empoisonneurs publics, non des corps, mais des âmes », lui étaient remontés au cœur; il en avait vérifié sur lui-même l'accablante justesse. Ces passions qu'il avait peintes sans les flatter, mais avec une secrète complaisance, dont l'âpre poésie l'avait séduit, qu'il avait revêtues de tous les prestiges de son art, il n'en pouvait plus douter, elles avaient, représentées par lui, une force de séduction qui les rendait contagieuses. Ces héroïnes de l'amour coupable auxquelles il avait insufflé la vie, elles étaient belles, elles étaient troublantes et attachantes, quels que fussent leurs désordres, et même leurs crimes; qui oserait affirmer qu'elles n'iraient pas troubler des sensibilités trop préparées à les comprendre et à les imiter? Le terrible problème de la responsabilité de l'écrivain se posait à lui, comme il s'est posé à tant de consciences chrétiennes, et il n'hésitait pas à conclure comme Manzoni devait le faire plus tard, « qu'on ne doit pas parler d'amour de manière à incliner l'âme des lecteurs vers cette passion ». L'amour! Hélas! il savait trop où cette passion pouvait conduire, et à la pensée des déchéances dont elle était si souvent l'origine, saisi de crainte et de remords, il se réfugiait dans la religion la plus austère comme vers l'unique port de salut où il pût fixer sa barque errante. On m'a conté qu'un médecin anglais totalement incroyant, ayant entrepris d'étudier les passions de l'amour sous tous leurs aspects, avait été si terrifié des conclusions de ses recherches, qu'il s'était converti au catholicisme : seul le catholicisme lui avait paru capable de fournir le frein moral et social qui pût s'opposer au déchaînement des instincts. C'est là toute l'histoire, singulièrement émouvante, de la conversion de Racine : en plein triomphe, en pleine

fièvre de production, en pleine possession de son art, il a sacrifié son génie à ses scrupules de moralité.

Que ce sacrifice, qui avait quelque chose d'héroïque, lui ait prodigieusement coûté, c'est ce que l'on imagine aisément, quand on se représente cette âme de poète, irritable, orgueilleuse, avide de gloire, plus passionnée que tendre ; et c'est ce qu'on entrevoit dans les *Mémoires* de son fils.

Je trouve deux hommes en moi,

gémissait Jean Racine, et ces deux hommes, le chrétien et l'artiste, se faisaient perpétuellement la guerre. Le chrétien « ne laissa ignorer à personne qu'il eût voulu pouvoir anéantir ses tragédies profanes dont on ne lui parlait point à la cour, parce qu'on savait qu'il n'aimait point à en entendre parler ». Le chrétien « n'allait jamais aux spectacles, et ne parlait devant ses enfants ni de comédie, ni de tragédie profane » ; « toute sa crainte était d'avoir un fils qui eût envie de faire des tragédies ». Le chrétien se désintéressait des éditions de ses œuvres, et abandonnait à Boileau le soin d'en examiner les épreuves. Mais le poète se laissait aller parfois à composer de mordantes épigrammes ; il exhalait tout le lyrisme qui était la pente secrète de son génie dans d'admirables *Cantiques* spirituels ; ses premiers scrupules évanouis, il eut un extrême plaisir à écrire ses deux tragédies sacrées et à « exécuter un dessein qui lui avait souvent passé dans l'esprit ». Enfin l'insistance d'un libraire ayant obtenu de lui qu'il revît un exemplaire de ses œuvres, « il ne put s'empêcher d'y faire plusieurs corrections ». Mais l'esprit de Port-Royal veillait : avant de mourir, le poète fit jeter au feu par son fils aîné l'exemplaire corrigé. Le chrétien avait fini par tuer en lui l'homme de lettres ; « la piété avait éteint en lui la passion des vers ».

Et ces luttes intimes, ces contradictions, ces faiblesses, ces reprises d'humanité qui durent avoir, elles aussi, leur secrète et intense poésie, achèvent de nous rendre plus touchante et plus pathétique encore l'histoire morale de Jean Racine.

* * *

Il aurait pu si, moins sévère qu'il ne l'a été pour lui-même, il avait voulu se justifier auprès de ses maîtres, il aurait pu soutenir que, même dans ses tragédies profanes, il ne leur avait jamais été pleinement infidèle, ayant su, à la poésie des passions et à la poésie

de l'antiquité, mêler un peu de cette poésie du christianisme, qu'ils lui avaient jadis révélée.

C'est un lieu commun, depuis Chateaubriand, de dire que les héros de Racine sont, à l'insu même du poète, tout pénétrés d'esprit chrétien. Par réaction contre cette tendance, on est aujourd'hui assez disposé à souligner, au contraire, le « paganisme » dont ils sont encore imprégnés. Il est bien certain, par exemple, qu'Andromaque, qui, pour sauver son fils, n'a pas hésité, jadis, à lui substituer un autre enfant, et qui, pour le sauver une fois encore et pour demeurer fidèle à la mémoire d'un époux mort, imagine de tout concilier en violant un engagement solennel et en se tuant, ne saurait passer pour une chrétienne bien scrupuleuse. Et, pareillement, on voit assez tout ce qu'il y a de peu conforme au christianisme dans le caractère et la conduite de Phèdre. Mais, d'autre part, rappelons-nous, sur Phèdre, le mot du grand Arnauld, qui voyait en elle une chrétienne, à qui la grâce avait manqué; songeons à ses luttes intérieures, à ses aveux, à ses remords. Phèdre, — et c'est le cas de tous les héros de Racine, — ne s'abandonne pas à sa passion avec la belle sérénité d'une païenne; elle souffre et elle s'en veut d'y céder; elle voudrait avoir la force d'y résister. Elle a conçu un idéal tout chrétien de vertu, de pureté, de fidélité conjugale et elle se meurt de ne pouvoir le réaliser. Dans ses longs débats intimes, dans ses confessions désolées, dans ses douloureuses alternatives de relèvements et de chutes, le poète a exprimé avec une force singulière tout le trouble, et toute la poésie, d'une conscience chrétienne que ses hautes aspirations trahissent et qui, abandonnée de Dieu, tout en obéissant à l'appel de l'instinct, se condamne d'y obéir.

La marque chrétienne, nous la retrouvons encore dans ces caractères de femmes aimantes et vertueuses que Racine a excellé à peindre et qui sont parmi les plus exquises créations de la littérature universelle. Andromaque, nous l'avons indiqué, n'agit pas toujours comme une chrétienne; mais, à l'ordinaire, elle pense et elle sent en chrétienne : son amour conjugal et son amour maternel ont *un accent* qu'ils n'ont pas dans Homère, dans Euripide et dans Virgile. Il y a dans toute son attitude et dans son caractère une dignité, une réserve, une profondeur de sensibilité, où les héroïnes antiques n'ont jamais atteint. Pareille observation s'applique à ces délicieuses figures de femmes, Bérénice, Monime, Iphigénie, que le poète a parées de toutes les grâces de son génie, de toutes les délicatesses de son âme, de toutes les séductions de son art. Leur tendresse s'enveloppe de tant

de pudeur, leur franchise de tant de finesse, leur émotion de tant de fierté, tant de noblesse en elles s'allie à tant de discrétion, qu'en vain dans toute la littérature antérieure on leur chercherait des modèles. Ses modèles, ce n'est pas dans la littérature, ce n'est même pas dans Corneille que Racine les a pris, c'est en lui-même, dans les plus hautes aspirations de son cœur, et dans la vie réelle, telle que seize siècles de christianisme l'avaient peu à peu transformée. Veut-on voir ce que le christianisme a fait pour la femme, à quel point il a affiné son esprit, épuré sa conscience, élevé son âme? C'est dans les tragédies de Racine qu'on peut s'en faire une vivante idée. Ce qu'il y avait de meilleur, de plus pur dans l'âme d'une La Vallière ou d'une Henriette d'Angleterre, il l'a fait passer dans les émouvants discours d'une Bérénice ou d'une Monime. N'ai-je pas naguère fait observer que la touchante prière d'Iphigénie à Agamemnon semble un écho direct, une poétique transposition de la lettre célèbre où Jacqueline Pascal demande à son père la permission d'aller faire une retraite à Port-Royal? Même mélange de respect et de tendresse, d'habileté et de franchise, d'humble obéissance et de fière dignité; mêmes intonations et, parfois, mêmes formules. Ces âmes féminines, dont le christianisme a exalté en tous sens les puissances d'aimer et de sentir et de se sacrifier, qu'il a enrichies de mille sentiments nouveaux, de mille nuances délicates, qu'il a, en un mot, rendues si profondes et si hautes, Racine les a devinées; il en a goûté le charme pénétrant et complexe, il en a rendu à merveille la chaste et intime poésie.

A-t-il eu conscience de tout ce qu'il entrait d'inspiration chrétienne dans ses tragédies profanes? En tout cas, une fois converti, il ne se peut pas qu'il n'ait assez souvent rêvé d'une réconciliation entre son art et son christianisme. Pourquoi, devait-il songer, serait-il interdit au poète de mettre son talent au service de sa croyance? Si la poésie, trop souvent, sert d'entremetteuse à des passions peu respectables, pourquoi ne pourrait-elle pas s'employer à célébrer et à faire aimer les beautés de la religion chrétienne? L'exemple et l'autorité du *Polyeucte* de Corneille n'étaient-ils pas de nature à encourager cette tentative? Et poursuivant le cours de ses pensées, le poète en venait à rêver d'une forme d'art qui serait, pour les chrétiens que nous sommes, ce que fut la tragédie grecque pour les anciens : un grand poème religieux, à la fois dramatique, lyrique et musical, où la grandeur des idées et des sentiments serait encore rehaussée par la pompe et la beauté du spectacle. Ce

rêve, tout intérieur, que d'inquiets scrupules d'ascétisme auraient pu faire aisément avorter, d'heureuses circonstances en ont favorisé la réalisation. Une première fois dans *Esther*, mais surtout dans *Athalie*, Racine a pu donner carrière à toute son inspiration de poésie religieuse. L'âpre et grandiose poésie de la Bible y est ressaisie et exprimée dans toute sa force; mais çà et là, par le personnage de Josabet et par celui de Joas, cette rudesse s'humanise, s'adoucit et déjà se christianise ; la tendre poésie de l'Évangile s'insinue dans ce sombre drame qui se joue à l'ombre mystérieuse du temple de Salomon et y fait luire ses consolantes perspectives. Le cœur, l'imagination, la pensée, les sens mêmes sont intéressés à ce somptueux déploiement de poésie et d'histoire sacrée. Jamais Racine n'a été plus profondément et plus largement poète que dans cette dernière œuvre où il a mis tout son génie et toute son âme. « *Athalie*, a dit Sainte-Beuve, est belle comme l'*Œdipe-Roi*, avec le vrai Dieu de plus. »

Ce sont là, semble-t-il, les principaux traits qui caractérisent la poésie racinienne et qui en font quelque chose d'unique dans notre littérature. En mêlant, dans des proportions inédites, ces inspirations différentes, l'auteur de *Phèdre* nous a dotés d'une poésie dont le charme complexe et subtil ne se révèle tout entier qu'aux exprits exercés et affinés par une longue culture. Les jeunes gens goûtent rarement cette fluidité élégante et discrète, cette harmonie aux délicates résonances, cette simplicité qui recouvre tant de profondeur. Les étrangers demeurent encore plus rebelles aux finesses et aux grâces secrètes d'une poésie qui met sa gloire à côtoyer la prose et qui s'en voudrait d'un éclat de voix comme d'un geste de mauvais goût. Il leur arrive parfois de comprendre et Corneille et Molière; Racine leur échappe totalement. Le plus français peut-être de nos poètes ne sera jamais bien compris que des Français.

Le plus français, et sans doute aussi le mieux équilibré et le plus complet. On a beaucoup, ces derniers mois, discuté sur « la poésie pure ». On voulait dire apparemment que, dans son essence intime, la poésie tend vers la musique comme vers sa limite extrême, et que ce qui constitue le vrai poète, c'est la faculté d'assembler des sonorités verbales et d'en tirer de mystérieux accords. Nul à cet égard n'est plus digne du titre de pur poète que Racine ; nul n'a mieux su tirer parti des ressources musicales de la langue et composer, avec

des mots subtilement groupés et soumis à un certain rythme, des ensembles plus harmonieusement évocateurs :

> Ariane, ma sœur, de quel amour blessée,
> Vous mourûtes aux bords où vous fûtes laissée...

Les plus habiles artisans de la langue poétique, — un Victor Hugo, un Baudelaire ou un Verlaine, — n'ont jamais mieux fait chanter le vers français que ce disciple et cet ami de l'honnête Boileau. Mais la poésie n'est pas seulement une musique; elle est aussi une peinture et une idéologie; elle a le rythme, mais elle a aussi l'image, l'idée et le sentiment; elle s'adresse à l'oreille, mais aussi aux yeux, à la pensée et à la sensibilité. La poésie complète est celle qui sait utiliser tous ces moyens d'action et d'expression, qui ne sacrifie pas les uns aux autres, qui les multiplie en quelque sorte et les équilibre les uns par les autres. Le vrai poète, le grand poète, — *poeta sovrano*, — est celui qui, dans une langue puissamment musicale, sait émouvoir et peindre, et faire penser. N'est-ce pas là la définition même de Racine? Son vers est une caresse pour l'oreille; ses rythmes, ses rimes, ses agencements de syllabes nous ouvrent tout grand le monde de l'âme. Ses images, toujours si sobres, mais si justes, et d'un éclat voilé et comme pudique, évoquent à nos yeux sans les travestir les objets ou les êtres dont la représentation concrète est exigée par notre instinct de la vie et notre besoin d'illusion. Son pathétique est d'autant plus profond, d'autant plus pénétrant, qu'il semble involontaire, et qu'il se dégage tout naturellement du douloureux, mais véridique spectacle de la destinée humaine. Enfin, parmi les idées qu'il exprime ou qu'il suggère, il en est une, éminemment philosophique, puisqu'en un certain sens, elle est tout le christianisme, qui s'impose plus particulièrement à notre méditation : c'est cette idée du péché originel que son éducation janséniste lui avait profondément inculquée et que son expérience de la vie lui rendait partout présente. Racine avait tort de se considérer comme un « empoisonneur public ». Il ne serait pas le grand poète que nous aimons, si toute son œuvre n'était pas l'émouvante illustration de cette « misère de l'homme sans Dieu » que, vers le même temps, les *Pensées* de Pascal dénonçaient avec une si âpre éloquence.

VICTOR GIRAUD.

UNE GRANDE MANIFESTATION PROVINCIALE

LE CONGRÈS DE DIJON

La presse parisienne a tellement coutume d'ignorer la province qu'on hésite toujours un peu à enfreindre un usage d'autant plus impérieux qu'il n'est inscrit dans aucun code. Au risque de faire scandale, je voudrais cependant esquisser ici en quelques lignes ce qui vient de se passer dans une ville de province qui est Dijon.

Le 12 juin dernier, l'Association bourguignonne des Sociétés savantes y conviait ses adhérents pour assister à un Congrès.

Tout le monde sait plus ou moins ce que sont ces sortes de réunions. Le ministère de l'Instruction publique en organise chaque année, ici ou là. Des communications s'y succèdent, souvent intéressantes certes, mais réglées par la seule fantaisie des auteurs et formant une poussière de documents. Or, le propre de la poussière est d'étouffer qui la respire. Par bonheur, quelques palmes académiques et le plaisir d'approcher les desservants administratifs de la science officielle aident les assistants à respirer; mais, quoi qu'on fasse, ce sont toujours cérémonies glacées.

D'initiative privée, le congrès de Dijon était libre, lui, de renoncer aux usages, et c'est pourquoi aux sections ordinaires il avait joint une section spéciale destinée à recevoir uniquement des communications sur un thème donné. C'est là, qu'on ne s'y trompe pas, une petite révolution. Il est clair en effet que, grâce au sujet commun, on a toutes chances de réunir un corps de travaux cohérent. Si, de plus, ce sujet est heureusement choisi, il y a chance encore pour qu'au public normal de ces sortes de réunions vienne se joindre spontanément nombre de collaborateurs du dehors. On l'a bien vu

à Dijon, ou l'on traitait de saint Bernard et du temps de saint Bernard.

Il n'est point de figure plus nettement bourguignonne que celle de ce grand moine, c'est entendu : mais il n'en est point non plus dont le caractère s'affirme plus européen, sa cellule ayant été, durant un demi-siècle, le centre politique du monde chrétien. Quant au temps de saint Bernard, — bien qu'un peu délaissé aujourd'hui par la mode archéologique, — on put constater en cours d'étude combien les révolutions qui l'agitèrent demeurent proches de celles que nous appréhendons.

Donc unité de sujet et sujet excellent : on ne s'étonnera pas dès lors qu'à cette annonce la plupart des sociétés savantes de l'étranger aient été émues et que beaucoup aient décidé de participer à l'effort tenté.

Du coup, l'humble tentative provinciale prit une ampleur imprévue. Plus de sept cents congressistes répondirent à l'appel de l'académie de Dijon et de son remarquable animateur M. Baudot. On put voir M. Hanotaux y présider avec l'autorité qu'on lui connait, ayant à ses côtés le représentant du ministre de l'Instruction publique, M. Mâle, M. Bédier, Dom Cabrol, des délégués officiels des Universités de Cambridge, Oxford et Harvard, le général des Cisterciens et nombre de savants venus de tous les points d'Europe. Là où l'on avait été en droit de n'attendre qu'un petit congrès local, apparaissait une sorte d'assise internationale d'autant plus importante qu'elle était l'œuvre de volontés individuelles.

Ce n'est pas le lieu ici de parler de l'œuvre scientifique accomplie durant les trois jours que dura le congrès de Dijon. Deux volumes qui seront publiés sous peu, permettront aux érudits d'en juger en connaissance de cause. Comment taire en revanche ce qui, plus que ce travail lui-même, donna à ces jours de réunion un caractère inoubliable ?

Dans la vie de telles assemblées, comme dans celle des individus, c'est toujours l'impalpable qui domine. Ici fallut-il l'attribuer à une subite plongée dans un moyen âge que l'on s'étonnait de trouver si proche de nous? Il y eut en effet, avant l'ouverture du Congrès, une extraordinaire cérémonie à la cathédrale de Dijon, — dans cette même église où fut enterrée jadis la mère de saint Bernard, — avec, pour officiants, l'abbé de Cîteaux entouré de ses moines, vêtus encore de la robe qui se voit au *Saint Bernard* de Filippino Lippi, cependant qu'une maîtrise incomparable, et d'ailleurs célèbre bien au delà de nos frontières, chantait la *missa brevis* de Palestrina. Et le

soir encore, au théâtre, on vit représenter, sous les auspices d'un éminent érudit dijonnais, M. Roy, le mystère du « Chevalier qui a vendu sa femme au diable ».

Représentation, comme Paris n'en a point vu, où, sur une scène plantée de décors multiples, s'apercevaient d'un côté le Ciel et de l'autre l'Enfer. O surprise, nul n'a souri d'entendre la Vierge discuter avec son fils la légalité du miracle qu'elle prétendait faire : en revanche, quelle révélation que la force dramatique de ce conte naïf et quelle découverte d'un art méconnu faute d'être vu aux chandelles !

Une plongée dans un moyen âge reconnu proche de nous, disais-je : oui, voilà peut-être l'une des raisons de l'atmosphère spéciale que nous avons respirée au cours de ces fêtes : mais elle n'est point la seule et, à distance, il me semble en apercevoir une autre beaucoup plus émouvante.

Aux yeux de tous, en effet, est apparue, durant ces jours de labeur en commun, une France qui est la France vraie, arrachée aux vaines excitations de parti, unie dans la recherche objective de la sereine vérité, aussi tolérante en fait qu'elle paraît l'être peu dans sa politique quotidienne, une France enfin accueillant, avec un égal respect, le magnifique plaidoyer d'un Pierre Lasserre pour Abélard et l'évocation magistrale de l'âme de son rival par M. Hanotaux. Et quel plus noble spectacle que ce banquet de clôture où l'on put voir se lever tour à tour des protestants, des anglicans, des chefs d'ordres catholiques, les représentants du Danemark, de l'Autriche, de l'Angleterre, de la Suisse, — j'en passe, — pour célébrer, chacun à sa manière, et à l'occasion du thème donné, le grand pays qu'ils découvraient !

« Une manière de Société des nations a paru aujourd'hui, murmura alors l'un des assistants, et non des moindres, — mais une Société où tous sont bénévoles ! »

On ne saurait mieux dire : et cela résume, je crois, une admirable manifestation provinciale qui fut surtout une grande manifestation française.

Édouard Estaunié.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Un ardent désir de paix et de travail : c'est, après tant de souffrances chez tous les peuples de l'Europe, le trait caractérisque de notre époque. Qui ne tient pas compte de ce facteur risque de se tromper dans ses pronostics d'avenir. Les démagogues qui, en aucun pays, ne sont gens scrupuleux, exploitent cette passion si naturelle en dépeignant leurs adversaires comme des fauteurs de guerre. Les affaires, même lorsqu'elles paraissent compliquées et dangereuses, s'arrangent parce qu'un moment vient où, si elles ne s'arrangeaient pas, il faudrait recourir à l'*ultima ratio* avec tous ses risques et ses horreurs. C'est ainsi que l'été européen s'annonce paisible. Les conflits pendants sont en voie de règlement amiable.

Le gouvernement de Moscou s'est abstenu jusqu'ici, et vraisemblablement s'abstiendra définitivement, d'envoyer à la Pologne une troisième note qui serait un ultimatum. M. Patek, qui représente la Pologne à Moscou, est revenu à Varsovie où il a rendu compte au maréchal Pilsudski de ses négociations avec M. Tchitcherine ; on paraît s'acheminer vers l'adoption de quelqu'une de ces formules balancées qui ont le mérite, ne disant rien, d'être acceptables pour les deux parties. L'attitude du gouvernement polonais dans cette péripétie mérite les éloges des amis de la paix ; sans rien compromettre de sa dignité, sans rien abandonner de ses intérêts, il a su donner, même à Moscou, une si nette impression de sa loyale bonne volonté que sans doute le meurtre de Voïkof, dont on a d'abord redouté les pires complications, deviendra, entre les deux pays, l'origine ou l'occasion de relations moins tendues et peut-être d'un traité d'arbitrage et de bonne entente. La Pologne semble avoir pris à tâche de faire mentir les prophètes de malheur qui annonçaient que, surtout sous le gouvernement d'un militaire, elle ne saurait pas plus vivre en paix avec ses voisins que se gouverner et développer ses richesses. Le gouvernement britannique lui-même commence à s'en

apercevoir et à comprendre que l'ordre en Europe dépend de la paix en Pologne, et que la Pologne n'aura la paix que si elle est forte. Au mois d'avril, sir Austen Chamberlain disait à un rédacteur d'un journal polonais : « Il fut un temps où l'opinion anglaise connaissait mal la Pologne. Certaines personnes s'imaginaient qu'elle constituait un volcan en éruption dans le centre de l'Europe. C'était une erreur. Après Locarno on a commencé à se rendre compte que la Pologne était un centre puissant pour la consolidation européenne, et qu'il fallait la considérer comme un des facteurs principaux de cette consolidation. » Mieux vaut tard que jamais ! Que de malheurs une perception plus claire et plus rapide des réalités continentales n'aurait-elle pas épargnés à l'Angleterre elle-même et aux autres pays !

Dans un livre curieux qui vient de paraître à Londres, Augur examine le problème européen par excellence, c'est-à-dire les moyens d'articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée; mais la question, passant par un cerveau anglais, subit une déformation et devient celle-ci : comment faut-il s'y prendre pour que l'Allemagne abandonne complètement la Russie soviétique et la politique de Rapallo pour aider l'Angleterre dans sa lutte contre le bolchévisme et servir de rempart à l'Europe? Nous aurions beaucoup de réserves à faire sur ce livre, dont *Pax* nous donne une analyse très précise; mais, pour le moment, ce qu'il nous convient d'en retenir, c'est ce fait curieux que, parmi les sacrifices qu'Augur demande à l'Europe, — c'est-à-dire, en fait, à la France, — de consentir à l'Allemagne, ne figure pas celui de ces territoires, qu'il appelle d'un mot qu'on devrait bien abandonner, « le corridor polonais ». Pour de nombreuses raisons historiques, militaires, économiques, Augur estime que le « corridor » de Dantzig doit être laissé intact à la Pologne. Décidément, l'Angleterre s'est aperçue que, dès lors qu'il existe une Pologne, elle devient le point sensible de l'Europe, la clef de voûte de l'équilibre et que, par conséquent, il faut qu'elle soit forte. C'est un progrès que nous nous plaisons à constater.

Comme nous le laissions prévoir il y a quinze jours, les difficultés entre la Yougoslavie et l'Albanie sont aplanies; sous les auspices des grandes puissances, Angleterre, Allemagne, Italie, France, le gouvernement de Belgrade a retiré sa première note et lui en a substitué une autre dont les termes ont été acceptés par Ahmed bey Zogou, tandis que, en même temps, le ministère albanais libérait le drogman arrêté. L'incident aigu est donc liquidé, mais la question d'Albanie, telle que l'a posée le traité de Tirana, reste intacte et c'est

la plus dangereuse qui subsiste sur l'horizon d'Europe. Attendons-nous, tôt ou tard, de ce côté-là, à de graves complications. Ahmed Zogou a établi son pouvoir par la force, mais il s'en faut qu'il ait avec lui tout le pays; un jour ou l'autre, il sera emporté par quelque coup de main des partis adverses, et alors on verra l'Italie, qui a lié ses intérêts, par le traité de Tirana, à l'existence ministérielle d'Ahmed Zogou, envoyer des troupes pour soutenir ses partisans; la Yougoslavie mobilisera, et il ne restera plus que le recours à la force, puisque l'Italie, par avance, décline l'intervention de la Société des nations. Et une fois l'incendie allumé dans les Balkans, qui sait où il s'arrêtera? Il faut sans doute compter sur cette sagesse et ce désir de paix de tous les peuples dont nous parlions tout à l'heure; mais encore faut-il que les peuples aient voix au chapitre et moyen de faire entendre leur volonté. Le traité de Tirana est un danger pour l'Europe, dans toute la mesure où il porte atteinte, non pas aux intérêts légitimes et aux droits de l'Italie qui ont été reconnus par la Conférence des ambassadeurs, mais à l'indépendance de l'Albanie.

M. Mussolini, qui a rendu à sa patrie des services que personne ne conteste, inspire à ses fascistes une telle confiance en l'avenir qu'il n'en est pas un qui ne considère l'hégémonie de l'Europe comme réservée à la nouvelle Rome. Il apparaît à ces fascistes que le peuple-roi, par le seul fait qu'il est destiné à l'Empire et qu'il jouit d'un gouvernement que tous les autres lui envient, possède tous les droits et toutes les sagesses. Il n'est que de lire leur presse pour s'en convaincre. Malheureusement, dans leur zèle, ils confondent parfois la brutalité avec la force et le mépris des droits des autres avec le libre exercice des leurs. Les incidents de Lans-le-Bourg, après bien d'autres, en sont une nouvelle preuve. Aux habitants de cette commune frontière qui possèdent des terres sur le plateau du Mont-Cenis, devenu italien, et qui y séjournent l'été avec leurs troupeaux, le traité de 1861, article 3, assure que la fixation de la nouvelle frontière ne portera « aucune atteinte aux droits de propriété et d'usage » des particuliers ou des communes. Jamais, jusqu'à présent, aucune difficulté n'était survenue, bien que, souvent, l'autorité militaire italienne ait fait procéder sur le plateau à des exercices de tir au canon. Il n'en est pas de même cette année; les habitants des chalets de la montagne, brusquement éveillés à l'aube, conduits avec leurs troupeaux dans une grotte de la montagne par des soldats sans mansuétude, tenus enfermés jusqu'à midi, tandis que

leurs bêtes s'égaillent et s'égarent, exposés, s'ils bougent, à recevoir des obus, font parvenir au gouvernement français leurs doléances. On peut espérer que l'incident sera réglé par les autorités compétentes; il n'aurait d'ailleurs qu'une mince importance si, de toute la frontière, n'arrivaient, comme un écho, des rapports du même ton. Entre les deux peuples, les relations de voisinage avaient toujours été faciles et amicales; elles ne le sont plus. On ne sait quelle morgue, quel orgueil hautain, gonfle les narines du moindre fonctionnaire italien et rend trop souvent les relations désagréables. Nous ne voyons vraiment pas quel plaisir ou quel bénéfice le gouvernement de M. Mussolini y peut trouver. Les Français ont le très vif regret d'être obligés de le constater. L'abus de pouvoir n'a jamais passé pour un signe de force.

Les relations franco-allemandes, depuis le discours de M. Poincaré à Lunéville et ceux de M. Stresemann au Reichstag et à Oslo, continuent d'occuper la presse de tous les pays. Nous constaterons d'abord que la vérification de la destruction des ouvrages fortifiés le long de la frontière de Pologne va être faite; on est arrivé à un accord; la constatation sera effectuée par deux officiers experts techniques, l'un belge et spécialement compétent pour avoir étudié sur place les ouvrages en question, l'autre français. La solution est donc satisfaisante, et l'on a quelque peine à s'expliquer pourquoi si, comme il l'affirme, le gouvernement allemand est parfaitement en règle, il n'a pas lui-même offert ou tout au moins accepté sans difficulté une vérification qui, de toute évidence, s'imposait. Pourquoi, à propos de tout et à propos de rien, soulever des incidents, élever des difficultés? Question de caractère, de mentalité, peut-être aussi de politique intérieure; nous avons connu ces procédés du temps de Bismarck et de 1905 à 1914. Il en résulte un état permanent de mauvaise humeur, d'aigreur, qui n'aide pas à l'amélioration des relations.

M. Stresemann avait répondu une première fois, devant le Reichstag, à M. Poincaré; il a éprouvé le besoin de s'expliquer une seconde fois à Oslo, — qui s'appelait naguère Christiania, — où il était allé le 28 juin recevoir le prix Nobel de la paix qu'il partage avec M. Briand et Sir Austen Chamberlain. Peut-être n'était-ce pas le lieu ni l'heure de faire de la politique. Il s'agissait, en l'espèce, d'une manœuvre d'opinion. Il est toujours utile de faire accroire aux étrangers que la pacifique Allemagne est persécutée, malgré ses intentions irréprochables et sa bonne volonté, par le méchant Poincaré. Le président du Conseil français n'a pas été nommé, à Oslo, par M. Stre-

semann, mais c'est lui qui, à chaque ligne, est visé. Tout le monde sait, en Europe, que la politique de M. Stresemann est gênée et attaquée par les Allemands-nationaux et les populistes, qui soutiennent le ministère Marx un peu comme la corde soutient le pendu. Cette situation, M. Stresemann voudrait qu'on l'oubliât : il est cependant obligé d'avouer : « La lutte entre l'ancienne et la nouvelle Allemagne n'est pas terminée : mais personne ne songe à rétablir les choses passées. » Il y a, dans cette phrase, un aveu et une contradiction. Si la lutte n'est pas terminée, pouvons-nous en prévoir avec certitude l'issue, surtout dans un pays qui a la discipline dans le sang et où le pouvoir issu d'un coup de force monarchiste et nationaliste serait obéi et suivi comme l'est aujourd'hui le pouvoir républicain? Il n'aurait ni plus ni moins d'adversaires. Les scrutins, en effet, qui seuls nous fournissent quelques indications précises, nous montrent une Allemagne divisée en deux camps presque exactement égaux. Selon l'objet de la consultation, la majorité se déplace : le maréchal Hindenburg fut élu de préférence à M. Marx; mais contre les indemnités à allouer aux membres des familles naguère régnantes, il y eut aussi une majorité. Les élections législatives ont jusqu'ici manifesté un progrès croissant des partis de droite.

Comment donc M. Stresemann peut-il affirmer que personne ne songe à rétablir l'ancien ordre de choses et qui espère-t-il tromper? Sans doute il ne lit pas les journaux de son pays. Il y aurait appris que le dimanche 26 juin, quatre jours avant qu'il prononçât son discours d'Oslo, à Ahrensdorf, près de Francfort-sur-l'Oder, un groupe de républicains appartenant à l'association « Bannière d'Empire » rentraient tranquillement chez eux quand ils furent assaillis par une bande d'adhérents du « Casque d'Acier », — cette même association nationaliste et monarchiste qui fit, le 8 mai, défiler plus de 50 000 personnes dans Berlin ; — un républicain fut tué et dix grièvement blessés. S'il s'agissait d'un incident isolé, il n'y aurait pas lieu de s'y arrêter; mais, à cette occasion, les journaux démocrates et social-démocrates ont rappelé que de tels attentats sont fréquents et que, chaque fois, les tribunaux se montrent particulièrement indulgents pour les nationalistes. A Breslau, dernièrement, un membre du « Casque d'Acier » qui avait tué un « Bannière d'Empire », fut acquitté. Surtout dans les pays prussiens de l'Est, l'opinion se montre scandaleusement favorable aux vieux partis. Si la République n'était pas menacée, il n'aurait pas été nécessaire de voter

dernièrement une loi pour la défendre. M. Stresemann veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes quand il nous représente le président Hindenburg comme symbolisant la nouvelle Allemagne, alors qu'il est l'incarnation même de la vieille Prusse des hobereaux, de l'État-major et de la monarchie. Nous croirons volontiers M. Stresemann s'il nous dit que la démocratie allemande est pacifique, mais qu'il prenne garde de ne pas détruire sa propre thèse en l'exagérant.

Nous avons, sur l'état des esprits en Allemagne, d'autres moyens d'information que les discours du ministre des Affaires étrangères. Les nationalistes se taisent pour le moment, parce qu'ils espèrent que M. Stresemann obtiendra de l'Angleterre et de la France les concessions qu'ils espèrent, mais leur politique exigeante, envahissante, pèse si lourdement sur les autres groupes de la majorité que la cohésion de la coalition et la solidité du ministère ne paraissent pas assurées. Une grande partie des catholiques se rendent compte qu'ils jouent un jeu dangereux en se compromettant dans la compagnie des hobereaux. Nous remarquions, dans la précédente chronique, que, participant pour le gouvernement du Reich à une coalition où entrent les nationalistes, les catholiques ont grand soin de participer aussi, pour le gouvernement de la Prusse, à une coalition où entrent les social-démocrates et qui est nettement dressée contre les hobereaux. Certains organes catholiques se refusent à être dupes de la fiction commode qui oppose M. Briand à M. Poincaré et qui fait retomber sur celui-ci certaines déceptions dont la responsabilité incombe aux Allemands eux-mêmes. « Le mot de Poincaré, disait la *Germania* du 24 juin, que les Français ne sont pas les derniers à souhaiter un rapprochement franco-allemand, s'applique également à nous, que ce rapprochement soit effectué en France par Briand ou par Poincaré. »

Il serait naturel, encore qu'il ne soit pas certain, que les catholiques allemands, le parti du Centre, fussent les premiers à comprendre que le rapprochement qu'ils désirent ne peut avoir de valeur et de durée que s'il est réalisé ou au moins accepté, en France, par la grande masse des partis de gouvernement, radicaux et modérés, car le jour où ceux-ci s'y décideraient c'est qu'ils seraient convaincus de la bonne foi des Allemands et de leur résolution d'exécuter les traités. C'est l'un des chefs du Centre, celui qui représente les tendances les plus démocratiques et qui n'a pas approuvé la coalition avec les Allemands-nationaux, M. Wirth, qui a dit récemment le mot le plus juste sur ces malentendus franco-allemands et les polé-

miques de presse qui en résultent : « La discussion d'une affaire, l'examen d'une situation, courent le danger de s'égarer si l'on ne prend pas également en considération le point de vue de la partie opposée... Les Français espéraient créer à l'aide de Locarno une nouvelle atmosphère de confiance, l'esprit de Locarno. La période de la haine devait prendre fin; on était disposé à tracer une barre sur le passé, mais pas à l'effacer. » La dernière phrase est significative. Effacer le passé, ce serait, en effet, détruire les traités avec les satisfactions matérielles et morales qu'ils nous ont apportées après tant de souffrances; c'est ce que veulent, qu'ils le disent ou non, un très grand nombre d'Allemands, mais c'est ce que ne veulent pas les Français, pas plus M. Briand que M. Poincaré. Tout est là et c'est toute la question. M. Wirth va plus loin et se rend compte que, dans la politique de Locarno, c'est la France qui donne et l'Allemagne qui reçoit : « Nous n'avons peut-être pas fait assez attention que la cadence, pour celui qui a quelque chose à donner, peut difficilement être la même que pour celui qui a quelque chose à attendre. » Il est évident que nous devons avoir reçu ou être moralement assurés de recevoir les satisfactions inscrites dans le traité avant de pouvoir donner ce que les Allemands attendent des accords de Locarno. Mais les Wirth sont rares en Allemagne...

La plupart des journaux allemands, faisant écho à M. Stresemann, mettent M. Poincaré en face de l'alternative : politique de la Ruhr ou politique de Locarno. Ils oublient que la politique de Locarno n'a été possible que grâce au plan Dawes et que le plan Dawes n'a été obtenu que par l'occupation de la Ruhr. Il n'y a pas contradiction, mais succession. La *Gazette de Cologne* (30 juin) écrit : « Notre temps a un visage de Janus, un double visage tourné l'un vers la paix, l'autre vers la guerre. Le visage de paix est frappé à la ressemblance de M. Stresemann et de M. Briand, le visage de guerre à la ressemblance de M. Poincaré. Le problème de notre époque peut se poser sous cette forme : Oslo ou Lunéville. » M. Wirth a répondu par avance. Si les Allemands s'obstinent à poser la question sur ce terrain, ils n'obtiendront rien. Qui veut trop prouver ne prouve rien. Le même journal nous raconte : « les idées de M. Stresemann sont véritablement communes à tout le peuple allemand, qui veut loyalement la paix pourvu qu'elle soit honorable. Il serait désirable d'apprendre de la France à qui est dévouée la majorité du peuple français; est-ce à l'homme de Locarno, de Thoiry et de Genève, M. Briand, ou à l'homme de Lunéville, M. Poincaré? » Il est

bien facile de répondre à de telles absurdités maladroites par les propres paroles de la *Gazette de Cologne* que « tout le peuple français veut loyalement la paix pourvu qu'elle soit honorable ». Il peut exister, entre le président du Conseil et son ministre des Affaires étrangères, certaines nuances dans l'expression d'une pensée qui est la même ou dans les modalités d'une action qui est commune ; mais les divergences profondes qu'inventent certains journaux sont imaginaires. En est-il de même en Allemagne ? Nous avons vu tout à l'heure que non. M. Stresemann lui-même l'avoue. Et M. Victor Basch, avec lequel nous sommes d'accord sur ce point seulement, dit dans *la Volonté* : « Avec combien plus de raison M. Poincaré n'aurait-il pas pu adresser à M. Stresemann cette question : Locarno ou la politique nationaliste ? »

M. Stresemann est réduit à louvoyer entre deux écueils. Il est obligé, pour faire vivre le ministère, de donner des satisfactions aux Allemands-nationaux et aux populistes, mais ces satisfactions, il faut qu'il les obtienne du bon vouloir de la France et de l'Angleterre. Mais, justement, la dépendance dans laquelle il se trouve à l'égard des partis de droite est, pour les Alliés, une raison très forte de ne rien abandonner de leurs droits et de leurs positions. Lorsque M. Stresemann dit aux Alliés que s'ils ne lui accordent pas ce qu'il demande et ne facilitent pas sa tâche, il s'en ira et laissera le pouvoir aux nationalistes, comment ne lui répondraient-ils pas qu'il serait déraisonnable de lui faire des concessions que l'on pourrait regretter le lendemain ? Comment faire confiance à une politique qui ne vit que de concessions à l'extrême-droite ? Ainsi présentée par M. Stresemann, la politique de Locarno se rétrécit et se fausse jusqu'à n'être plus qu'un incident de la vie parlementaire allemande. Elle ne doit être cependant qu'une politique à longue échéance, large et ample, et non pas une politique de petites satisfactions immédiates, de nature à compromettre les résultats plus importants que l'avenir peut mûrir.

Malheureusement, la politique britannique, si pratique et parfois si forte, semble redouter, surtout lorsqu'il s'agit des puissances continentales, les vues d'avenir et les larges horizons ; elle croit avoir assez fait quand elle a résolu, tant bien que mal, les difficultés de chaque jour. La question des relations franco-allemandes lui apparaît surtout, actuellement, en fonction du problème russe ; c'est du moins l'impression qui se dégage des journaux. Le livre d'Augur, dont nous parlions tout à l'heure, en est une autre preuve. A son

tour, la presse anglaise manque de nuances quand elle croit pouvoir poser à l'Allemagne le dilemme : Londres ou Moscou, Locarno ou Rapallo? Comment le gouvernement britannique ne voit-il pas que, dès lors qu'il se ferait demandeur et chercherait à entraîner l'Allemagne à prendre parti tout de suite, il lui donnerait du jeu, se prêterait à ses manœuvres et consentirait à des abdications dont la France seule ferait tous les frais. Il y a lieu d'espérer que le gouvernement britannique, plus sage que la presse, aperçevra à temps les écueils. En tout cas, le discours de Lunéville n'aurait-il servi qu'à préciser la position de la France qu'il aurait, dans les circonstances actuelles, rendu un très grand service. La réduction des effectifs de l'armée d'occupation n'est qu'un détail, une modalité qu'il appartient aux autorités militaires de régler d'accord avec les Affaires étrangères et le gouvernement tout entier; la question des relations franco-allemandes est infiniment plus large et plus importante. Elle trouvera sa solution, avec l'aide du temps, par la continuation et le développement de la politique actuelle.

Ce n'est pas seulement dans la politique internationale que la continuité est la condition première du succès ; il est également vrai de le dire en matière de finances. M. Poincaré a déposé sur le bureau de la Chambre le projet de budget pour 1928, précédé d'un solide exposé des motifs qui montre clairement ce qui a été fait et ce qui reste à faire. Il n'y a pas encore un an que M. Poincaré a pris en charge nos finances dont la détresse paraissait désespérée : on peut mesurer le chemin parcouru. Le danger de la dette flottante est pratiquement écarté : pendant les neuf mois qui vont venir, le budget n'aura à faire face à aucune échéance de bons, alors que, l'année dernière, les échéances atteignaient environ 8 milliards par mois. De grosses économies ont été réalisées ; elles se chiffrent par un total de 1 974 millions. Elles ont été obtenues d'abord par la réduction des charges de la dette. La caisse de gestion des bons de la Défense se suffit à elle-même avec les ressources propres qui lui ont été affectées, sans que l'État soit obligé de lui fournir une annuité. Dans le budget de 1927, cette annuité était de 490 millions ; elle est nulle dans celui de 1928. Une seconde source d'économies a été la hausse du franc et l'accroissement des versements allemands prévus par le plan Dawes. Les recettes attendues de l'Allemagne en 1928 suffiront à couvrir les charges de nos dettes extérieures, alors qu'il fallut, l'année dernière, inscrire 833 millions pour y faire face. Le remboursement fait à la Banque d'Angleterre a réduit la charge annuelle

de nos dettes extérieures : d'où économie de 300 millions par an.

Ces opérations n'ont pas eu seulement pour effet de rendre au Trésor des disponibilités, de relever le cours du franc et de provoquer la hausse des fonds d'État; les excédents de recettes et les économies ont permis de réaliser d'importantes réformes. Se tournant vers les hommes du cartel, M. Poincaré s'écriait dernièrement : « Vos promesses? C'est nous qui les avons tenues! » Il a été possible, sans compromettre l'équilibre du budget, d'améliorer le sort des fonctionnaires, non seulement pour 1928, mais même, sous forme de rappels, pour 1927. Pour les fonctionnaires, le budget de 1928 inscrit 1 700 millions d'augmentations, pour les retraités 600 millions, pour les pensionnés de guerre 660 millions. Sans doute reste-t-il encore quelque chose à faire; mais la pire des injustices serait d'aller trop vite et de compromettre l'équilibre financier retrouvé : personne n'y gagnerait et la France y perdrait tout. Il n'est pas nécessaire de se demander si les revendications des professeurs de l'enseignement secondaire sont, au fond, justifiées, pour avoir le droit de dire, que, dans la forme où elles se produisent, de la part d'hommes qui ont la charge de l'éducation de la jeunesse, elles sont coupables et ne devraient pas être tolérées.

Les économies et les excédents de recettes ont encore permis d'inscrire, pour les besoins de la défense nationale, d'importants crédits : alors qu'en juillet 1926, on négociait la vente du stock de cuivre du ministère de la guerre, le cabinet d'union nationale a entrepris la reconstitution des stocks de mobilisation, l'armement de nos frontières et le renforcement de notre marine militaire. En outre, plus de 300 millions sont appliqués à assurer le bon fonctionnement de la loi d'organisation militaire qui vient d'être votée et qui exige, pour l'instruction des soldats d'un an, des cadres plus nombreux et l'emploi de fonctionnaires civils dans les services. Enfin la loi sur les assurances sociales, depuis longtemps votée à la Chambre, est sur le point d'aboutir, très remaniée, au Sénat, grâce au zèle de M. Chauveau, rapporteur, et à la bonne volonté générale. C'est parce que la situation financière est assainie et le budget équilibré que de pareilles réformes sont devenues réalisables.

Un emprunt de consolidation de 18 milliards, transformant en rentes sur l'État les effets à court terme, a parfaitement réussi. Une nouvelle émission d'obligations 6 pour 100, amortissables en 50 ans, est actuellement en cours; elles sont destinées à consolider une partie des fonds dont le Trésor est dépositaire sous forme de comptes

courants et qui se sont multipliés en ces derniers mois. Les bons du Trésor à un mois, à un an, ont été supprimés : seuls subsistent les bons à deux ans dont l'intérêt vient d'être réduit de 5 à 4 et demi pour 100. Il est singulier de constater, à moins d'un an de distance, que le danger qui préoccupe actuellement le Trésor, c'est l'excès de confiance du public qui apporte trop d'argent aux caisses de l'État ! Il ne semble pas cependant que nous soyons à la veille d'une stabilisation légale de la monnaie dont le cours, depuis six mois, est, en fait, parfaitement fixe. L'exposé des motifs du budget de 1928 commence par ces mots : « Pour améliorée qu'elle soit, la situation de nos finances publiques est encore loin d'une stabilité définitive. » Le budget de 1928, après avoir fait face aux dépenses nouvelles que nous avons indiquées, ne s'établit qu'avec un excédent insignifiant de 200 millions sur un total de dépenses de 41 milliards et demi. Il ne faudrait pas beaucoup de surenchères démagogiques, ou d'accidents imprévus, pour compromettre cet équilibre. Un élément d'instabilité et d'incertitude subsiste : c'est la politique.

C'est une idée politique, non une conviction financière, qui a fait rejeter par la Chambre le projet d'affermage du monopole des allumettes qui se traduisait par un accroissement de recettes et, tout d'abord, par un crédit de 80 millions de dollars. M. Gaston Jèze, professeur de finances publiques à la Faculté de droit, qui fut, en maintes circonstances, le conseiller financier des ministères cartellistes, juge ainsi ce vote dans le *Journal des finances* : « On a le regret de constater une fois de plus l'incompréhension incorrigible des leaders démocrates touchant les problèmes financiers. Leur faculté d'adaptation aux circonstances a été à peu près nulle. Le rejet de la convention sur l'exploitation du monopole des allumettes prouve qu'ils n'ont réalisé aucun progrès. Ils n'ont rien appris. Ils ont tout oublié. La majorité n'a absolument pas compris ou n'a pas voulu comprendre que le problème en jeu était non pas l'exploitation du monopole des allumettes, mais la constitution d'une masse permanente de devises venant renforcer la masse précaire actuelle. Comme cette masse est indispensable pour la stabilisation légale de la monnaie, la majorité n'a pas compris ou n'a pas voulu comprendre qu'en retardant ou en rendant impossible la constitution de cette masse permanente de devises, elle retardait ou rendait impossible la stabilisation légale de la monnaie. En d'autres termes, entre le souci de flatter une clientèle électorale et

l'assainissement monétaire, la majorité a choisi la clientèle électorale. C'est lamentable ! »

La politique pure, — ou plutôt impure, — se donne carrière, en ce moment, autour de la loi électorale. Quelques hommes politiques sont convaincus que l'arrondissement est la cellule vivante de la vie sociale en France, donc le meilleur cadre électoral ; quelques autres estiment plus juste le scrutin de liste; mais combien ne voient, dans l'un ou l'autre système, que leurs chances personnelles de réélection ? Le président de la Commission du suffrage universel, M. Joseph-Barthélemy, et le rapporteur, M. Baréty, ont fait des efforts méritoires pour apporter quelque clarté dans le projet gouvernemental, sur lequel, au surplus, le gouvernement n'a garde de s'engager à fond; ils n'y ont guère réussi, tant les passions de parti et les intérêts individuels ont compliqué leur tâche. Le premier scrutin important fut le rejet de la question préalable par 258 voix contre 222. Mais cette faible majorité, que les « arrondissementiers » considérèrent comme favorable à leur thèse, ne s'effritera-t-elle pas en route ? M. Joseph-Barthélemy, dans un bref et ironique discours, a dit : « Les décisions de la Commission n'ont été prises qu'à des majorités minimes et après des variations dont l'histoire serait trop longue. » Il se pourrait que la Chambre aussi connût des variations.

Aussi bien l'essentiel, pour le salut du pays, n'est-il pas le régime électoral, mais la volonté des élus de continuer et d'achever l'œuvre admirable de restauration financière si bien commencée par M. Poincaré et ses collaborateurs. L'un d'eux, M. André Tardieu, a prononcé, le 3 juillet, à Belfort, un discours dont la force persuasive, la forme vigoureuse et directe, a produit une profonde impression au Parlement et dans le pays. Il y montre l'échec des formations politiques opposées, sorties des élections de 1919 et de 1924, et l'éclatant succès de la formule d'entente nationale réalisée par M. Poincaré : « Le jour où, pour une tâche déterminée, la majorité de chacune des deux fractions ennemies a loyalement uni ses forces à celles de l'autre, le succès a brillé au ciel de la patrie. Voulons-nous que le succès soit total ? Il s'agit de continuer. » Tout le programme de demain tient en un seul mot : « Achever. »

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

II [1]

LA BELL'UVA

Je me revois, un des premiers jours d'octobre de l'année 1901, dans la salle à manger d'un hôtel, à Bâle, où je me suis arrêté en cours de route pour l'Italie et Venise. C'est une salle à manger banale. Peu de dîneurs et cuisine médiocre. Je me sentais fatigué et sans appétit et j'avais hâte de regagner ma chambre, quoiqu'elle fût peu avenante, avec son mobilier revêche, sa propreté stricte et sa petite étagère où reposait, reliée en basane noire, une grosse Bible protestante. J'attendais donc, non sans impatience, la fin de cet insipide repas, tout en regardant les rares convives attablés, lorsque je remarquai que leur attention était attirée vers la porte. Elle venait, en effet, de s'ouvrir pour laisser entrer un groupe singulier.

Deux domestiques s'avançaient, portant une espèce de chaise pourvue de brancards sur laquelle gisait un être étrange. C'était un homme d'un certain âge et qui avait dû être d'assez haute taille, mais le recroquevillement de tout son corps lui donnait un aspect presque nain. Il présentait l'apparence d'une loque humaine, d'un résidu vivant, qu'on eût dit décroché de

Copyright by Henri de Régnier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

quelque pilori après une séance de torture et d'estrapade. On distinguait mal son visage, tant la tête s'inclinait bas sur la poitrine. Ses épaules remontées faisaient de lui un bizarre bossu et ses genoux touchaient presque à son menton. Ses pieds déformés étaient chaussés d'énormes bottines de feutre, et, au bout de ses bras inertes, pendaient des mains prodigieusement noueuses. A la fois podagre, chiragre, paralytique, il offrait l'image même de l'impotence et de l'infirmité. Cependant les serviteurs avaient approché le brancard d'une table auprès de laquelle s'empressait le maître d'hôtel, et le plus âgé des deux serviteurs, une cuiller à la main, se préparait à ingurgiter un potage à ce cauchemar ambulant, car il était visible que le misérable était incapable de tout mouvement. Ce spectacle avait je ne sais quoi de comique et de navrant. Que venait faire en cette salle à manger d'hôtel ce convive extravagant, devant qui je sentais s'accroître le malaise dont je souffrais depuis mon départ de Paris?

Quoique la curiosité ne soit pas mon principal défaut, je ne pus m'empêcher d'interroger le maître d'hôtel.

— Qui est donc ce monsieur qui ?...

C'était un riche Anglais, lord C... Atteint d'un mal incurable, cloué sur sa chaise-brancard, paralysé, sourd et presque aveugle, lord C..., qui avait la passion des voyages, partait pour faire une dernière fois le tour du monde. J'avoue que ma surprise fut fortement mêlée d'admiration. Quel encouragement, quel exemple et quelle leçon il me donnait, cet Anglais! Quoi, pour un simple malaise, pour un peu de fatigue, je me demandais s'il ne vaudrait pas mieux me reposer quelques jours à Bâle avant de continuer ma route vers Venise, et j'avais sous les yeux un homme qui, perclus, impotent et à demi mort, entreprenait le tour de la planète! Ma résolution était prise : aussi, malgré une mauvaise nuit et malgré l'avertissement qu'eût dû me donner une assez grave maladie qui, l'année précédente, m'avait tenu longtemps alité, dès le surlendemain, je franchissais le Gothard et je pénétrais en Italie. D'ailleurs, je me sentais mieux, assez bien même pour m'arrêter à Vérone et y saluer sur la Place aux Herbes, au sommet de sa colonne de marbre, le lion de Saint-Marc, souvenir de la domination vénitienne sur la cité des Scaliger et dont l'aile de bronze me semblait éventer et rafraîchir mon front quelque peu fiévreux... Venise

était proche et l'air salin de la lagune achèverait de me remettre !

Le Palais Dario, en ce mois d'octobre 1901, abritait, outre Mme de la Baume, Mme Bulteau et sa vieille amie Mme W..., l'excellent peintre, Maxime Dethomas. A ces hôtes, s'ajoutaient le docteur V... et sa femme, mais ces derniers ne logeaient pas au Palais. Pour les héberger, Mme de la Baume avait loué et fait aménager l'ancienne Casa Barbier ou, plus exactement, le Palais Venier, majestueuse construction inachevée, d'un seul étage, dont la robuste façade, toute enguirlandée de verdure, domine le Grand Canal, entre la Macerata et le Palais da Mula, et arrondit gracieusement, au ras de l'eau, deux petites terrasses. Elles portent chacune une statue rustique et leurs balustrades se parent de vigne vierge et de glycine. L'entrée de terre du Palais Venier se trouve, à côté de la Macerata, dans la courte calle San Cristoforo, sur laquelle ouvre la porte de son jardin, car le Palais Venier en possède un assez grand.

Je retrouvais, cette fois, Venise, en sa beauté presque automnale et j'y retrouvais l'enchantement qu'avait interrompu une longue année d'absence. Oui, c'était bien la Venise de mon souvenir et, cependant, j'éprouvais à la revoir une impression singulière. Présente, elle m'apparaissait comme lointaine, derrière une sorte de voile, à travers lequel j'en percevais une image amortie, vacillante et irréelle. Les moindres événements de la vie quotidienne y avaient le même charme, grâce à l'amitié de nos amies, toujours délicieuse et attentive. Le peintre Maxime Dethomas était un aimable et cordial compagnon ; le docteur V... était éloquent, sa femme silencieuse et belle. Venise était toujours Venise et, cependant, quelque chose y était changé. Son ciel pur portait une imperceptible fêlure, par où se glissait une ombre de mélancolie. Les cloches n'y avaient plus tout à fait le même son, les voix le même timbre, les objets la même couleur, les couleurs les mêmes nuances. Certes, je m'y sentais heureux, mais mon bonheur n'avait plus la même légèreté. L'air que je respirais me semblait plus lourd, moins subtil et ne m'exaltait pas de la même allégresse. Certaines promenades me causaient une lassitude physique qui en diminuait le plaisir. Monter en gondole et en descendre était un effort pour cette sorte de paresse dont je me sentais

atteint. Les marches des ponts me paraissaient plus hautes que jadis. Le docteur V..., attentif et discret, m'observait en passant la main dans sa belle barbe blonde.

Ce fut à une fin de journée que le mystère s'éclaircit, d'une belle et douce journée où l'air immobile était comme décoloré. La gondole nous avait menés au Lido. La Lagune s'étendait en teintes atténuées. Nous avions abordé au petit port et nous étions allés à pied jusqu'à la plage. La saison finie, on avait enlevé les cabines de bains et les tentes. La plage s'étendait déserte et nous marchions lentement sur le sable fin, parsemé de coquillages. L'Adriatique était calme et bleuâtre. Un saltimbanque faisait, au son d'un petit orgue triste, danser des singes affublés de loques rouges. Un gamin s'approcha de nous pour nous vendre des petits hippocampes desséchés, minces momies marines, légères à la main comme des feuilles sèches. Au retour, nous avons croisé de lourdes péottes. Leurs voiles, orange et ocre, semblaient promener sur la Lagune un reflet d'automne. L'eau était douce aux yeux. Et, à mesure que nous approchions du Palais Dario, je sentais ma fatigue s'appesantir. A peine dans le vestibule du Palais, un frisson me saisit. Quelques instants après, j'étais debout devant le docteur V. L'oreille collée à ma poitrine et à mon dos, il m'écoutait. L'auscultation ne lui laissait pas de doutes...

J'ÉTAIS couché dans la haute chambre du Palais Dario. Je ne souffrais pas. Je sentais en moi la brûlante présence de la fièvre. La congestion pulmonaire qui venait de se déclarer allait me tenir au lit pendant de longs jours, peut-être des semaines. De Venise, momentanément interdite, je ne connaîtrais, durant ce temps, que ce lit, cette chambre. Au dehors, sur les pierres et les eaux, le noble automne vénitien accomplirait ses féeries quotidiennes auxquelles je ne prendrais pas part. Ce voyage, ce séjour dont je me promettais tant de plaisir aboutissaient à une réclusion de malade. Tous mes projets se trouvaient arrêtés : longues flâneries sur la Piazza, rôderies au hasard des calli, visites de musées et de palais, promenades sur la Lagune, excursions aux îles, de Torcello à Chioggia, courses chez les antiquaires. Je ne connaîtrais, cette fois, de Venise, que les insomnies ardentes ou les troubles sommeils de la fièvre, la lassitude des journées, toutes les gênes de la maladie et les fai-

blesses surveillées de la convalescence. De plus, pour nos amies, je devenais une préoccupation et un ennui, quoique je fusse sûr que leur amitié supporterait de bon cœur et avec une infinie bonne grâce les incommodités que je leur apportais. Décidément, le milord anglais de l'hôtel de Bâle m'avait mal conseillé. J'aurais mieux fait, au premier malaise éprouvé, de retourner à Paris. Au lieu de cela, j'étais à Venise!

A Venise... Dois-je l'avouer, cette pensée, qui aurait dû m'inspirer un sincère regret de mon imprudence, me causait sourdement une sorte de joie sournoise et de secret bonheur. De ce que j'eusse dû considérer comme une malchance, je tirais un singulier contentement. J'acceptais presque avec reconnaissance les perspectives en elles-mêmes peu agréables qui m'étaient réservées. D'ordinaire, l'arrivée de la maladie cause de l'appréhension, de la mauvaise humeur, de la crainte même, car on ne sait jamais si cette visiteuse n'amènera pas avec elle la sombre Intruse. A sentir son corps au pouvoir d'une force obscure, hostile, on éprouve un sentiment de répugnance et de révolte. On s'en veut de se laisser ainsi dominer. Or, au contraire, je me soumettais à l'épreuve avec une sorte d'acquiescement docile. Je me résignais au contre-temps. Je m'inclinais devant lui. La fièvre pourrait me brûler ou m'accabler, je lui pardonnerais ses entreprises. Elle n'était pas une ennemie, mais une mystérieuse complice qui me glissait à l'oreille ce mot magique : Venise!

Je ne sais comment définir cet étrange état d'esprit, mais je n'ai pas oublié le contentement intérieur qu'il m'apportait. Nulle part, en de telles circonstances, je n'en eusse ressenti un pareil. Dans mes brûlantes songeries, il me semblait jouir d'un sort privilégié. Lorsque la maladie apparaît en notre existence ordinaire, nous lui opposons des résistances maladroites. Elle nous veut tout à elle et nous ne nous laissons pas faire. Nous nous refusons à rompre les mille liens qui nous rattachent à la vie extérieure. Au lieu d'entrer franchement dans la région où elle nous entraîne, nous gardons nos préoccupations et nos soucis et nous perdons ainsi une partie de nos forces défensives, tandis qu'en cette haute et tranquille chambre du Palais Dario, j'étais comme isolé de tout et comme dépouillé du tissu aux mille mailles des réalités quotidiennes. Déjà le voyage m'avait préparé à une rupture de mes habitudes, la

maladie achevait de m'en détacher. Nous étions pour ainsi dire seul à seul, elle et moi, et je me jugeais capable de déjouer ses ruses et ses pièges. Rien ne me distrairait de cette lutte courtoise. Je l'entreprenais presque gaiement. Évidemment j'y perdais les plaisirs que je m'étais promis. Venise n'était plus à moi, mais j'étais à elle et j'en éprouvais un sentiment de réconfort et de protection.

Je la sentais autour de moi comme une présence secourable et familière. J'avais eu raison de venir à elle et d'accueillir la maladie non comme une disgrâce, mais comme un moyen de demeurer plus longtemps dans son intimité. Elle m'offrait sa paix et son silence. Elle m'entourait de ses eaux tranquilles sur lesquelles elle étendait son ciel bienveillant. J'étais au centre de son labyrinthe et elle me laisserait un jour en dérouler le fil d'or. En ces heures de rêveries fiévreuses, elle devenait presque une personne. Je lui aurais presque donné un visage, et qui aurait été fait des ressemblances superposées des êtres les plus aimés. Elle m'aurait parlé avec les voix qui m'étaient les plus chères. Je l'aurais vêtue de mes couleurs préférées, parfumée des odeurs les plus pareilles à l'amour. Parfois, lorsque, les yeux fermés, j'entendais dans ma chambre un pas léger, il me semblait que le visage qui se pencherait sur moi serait si pareil au sien que je n'aurais plus besoin de lui en imaginer un.

Si je note ces rêveries, c'est parce qu'elles représentent bien l'état d'esprit dans lequel je vécus ces premiers jours de maladie. Alors on se concentre volontiers sur une idée ou sur une image qui exclut toutes les autres et prend une importance prépondérante. Une chambre de malade est un lieu propice à ces accaparements. Bientôt, cependant, à cette période aiguë s'en substitua une autre plus apaisée et qui conservait le même caractère de contentement singulier et de bizarre bonheur. Certes, on y est encore isolé dans l'atmosphère que l'on s'est créée, mais quelques souffles du dehors commencent à y pénétrer. On s'intéresse à autre chose qu'à soi. Le temps du grand égoïsme est passé. L'amitié reprend son vrai visage et on ne lui prête plus des masques de fièvre. On éprouve un sentiment de reconnaissance pour les soins reçus, de gratitude pour les préoccupations dont on a été l'objet. On se remet à vivre peu à peu de la vie de tous. La curiosité renaît. On reprend contact

avec la réalité, non sans une certaine timidité. Quelques faits, pour d'autres insignifiants, sont les points par où l'on se relie à ce qui vous entoure. Ils aident le malade à sortir de l'état d'exception.

Je me rappelle que, durant cette période de réaccoutumance, une des premières impressions à laquelle je fus sensible fut le bruit des voix qui, de l'étage inférieur, parvenaient jusqu'à ma chambre située au-dessus de la salle à manger. J'entendais les conversations qui s'y tenaient, sans que j'en pusse distinguer les paroles, et cette indistincte rumeur m'était agréable comme une sorte de prélude dont je me sentais, pour le moment, un instrument désaccordé, mais dont j'aimais à m'imaginer les thèmes. Parfois, l'un ou l'autre des conversants m'en apportait l'écho dans ma solitude. Avec eux, c'était un peu de Venise qui venait à moi. J'apprenais telle emplette à la Merceria, tel achat chez l'antiquaire, qu'on avait erré par les calli, flâné sur la Piazza, qu'on s'était promené sur la Lagune. On me contait la journée commencée ou finie. Et j'écoutais, pensant qu'un jour je remonterais dans la gondole de Carlo pour aller rendre à la douce Venise les visites de rêve qu'elle m'avait faites aux heures d'insomnie.

Parfois, la fièvre survenait encore avec le crépuscule et je constatais avec patience sa lente montée. Sa présence me vaudrait un jour pareil à celui qui venait de s'écouler. J'en attendais sans regret le monotone recommencement. Je savais d'avance en quoi il consisterait : les soins de toilette, l'examen du docteur, quelques instants de causerie, un peu de lecture, et le temps passerait, scandé par les trois coups de canon tirés à San Giorgio, à huit heures du matin et à huit heures du soir, pour annoncer l'ouverture et la fermeture du port, et à midi, pour régler les montres et les horloges des bons Vénitiens et faire tourbillonner les pigeons de la place Saint-Marc au branle de toutes les cloches de la ville.

Quelques-unes d'entre elles pénétraient dans ma chambre solitaire et elles étaient les fidèles compagnes de mes heures. Parfois, à leurs sonneries régulières du matin, de midi et du soir, s'en ajoutaient d'autres annonçant quelque office ou quelque fête. Elles se mêlaient sans se confondre, car elles avaient chacune sa voix particulière, son timbre propre. Il y en avait de proches et de lointaines. Je reconnaissais les cloches

voisines de la Salute, celles aussi des Gesuati. Selon l'état de l'air, les sons arrivaient plus ou moins vibrants. La petite cloche grêle de la pauvre église de Sant'Agnese prenait humblement part au concert. Parfois, par-dessus le canal de la Giudecca, le Redentore envoyait jusqu'à moi ses volées. Toutes, elles étaient l'animation sonore de mes longues journées et, lorsqu'elles cessaient leurs battements espacés, mon attention ne manquait pas d'objets où fixer ses rêveries. Il en était un vers lequel elles allaient souvent : le gros poisson de laque rouge qui se balançait au plafond de ma chambre avec des oscillations imperceptibles. Quelle influence déterminait donc ses mouvements ? D'insensibles frémissements dans la structure du palais, l'action de l'atmosphère sur le cordon de soie qui le suspendait à la poutre? Je ne sais, et cependant il se mouvait, tantôt se présentant de profil, arquant à son dos sa nageoire épineuse et gonflant son gros ventre laqué, tantôt se montrant de face et me regardant de ses yeux saillants ou bien me narguant de sa queue triangulaire. D'ailleurs, il ne s'occupait sûrement pas de moi et conversait avec le masque japonais placé au-dessus de mon lit et dont les orbites vides, dans une face convulsée et grimaçante, contenaient deux ampoules de verre qui dardaient d'étincelants rayons de lumière électrique. Ce poisson, ce masque, étaient certainement liés par quelque parenté secrète avec les Chinois du paravent qui se trouvait dans le salon rose, et tous trois, paravent, masque, poisson, me faisaient songer à mon lord anglais de Bâle, parti pour faire le tour du monde. Où était-il maintenant? J'avais grande pitié de ce voyageur acharné. Pourquoi aller si loin quand il y a une Venise, un Palais Dario, un salon rose et, dans ce salon rose, un portrait de femme au noir petit masque ovale.

Souvent je pensais à cette mystérieuse personne dont le secret visage m'intriguait. Sous cet ovale de taffetas, j'imaginais une figure, des joues, un nez, des yeux, une bouche, un sourire, et cette figure, un caprice l'avait dissimulée aux curiosités indiscrètes. Nul n'en pénétrerait l'incognito. Elle le garderait, comme gardait le sien cette autre Vénitienne peinte par Pietro Longhi, avec un même masque, dans le petit tableau où elle est représentée assistant à l'exhibition d'un rhinocéros dont la corne nasale imite grossièrement le bonnet d'un Doge. Et ce rhinocéros ramenait encore ma pensée à mon lord anglais

et à son tour du monde. J'étais moins ambitieux que lui. Le tour de Venise m'aurait suffi. Je rêvassais ainsi jusqu'à ce que, au soir tombant, j'entendisse la voix du *povero Marco*.

Je l'entendais aussi, cette voix, chaque matin. Elle montait vers moi, encore à moitié endormi, du petit rio della Torresella sur lequel donnait une des fenêtres de ma chambre, et, du même ton, elle répétait toujours les mêmes mots traînés en mélopée. Je savais que le possesseur de cette voix s'appelait Marco, « *il povero Marco* » et que, sur sa barque ambulante, il parcourait Venise pour vendre du raisin. Son appel sollicitait le client. Il povero Marco criait sa « *bell'uva* » et son cri monotone, un peu rauque, se prolongeait longtemps dans le silence et se mêlait au bruit de la rame dans l'eau du rio. Je ne l'avais jamais vu, il povero Marco, mais comme je l'imaginais bien, assis dans sa barque parmi ses paniers de raisins aux belles grappes juteuses! « *La bell'uva, la bell'uva* », le cri s'éloignait... Le silence se rétablissait dans la chambre où s'épaississait le crépuscule. Alors j'allumais les étincelants yeux électriques du masque japonais. Il les dardait sur le gros poisson de laque du plafond qui semblait flotter dans de l'ombre, tandis que je demeurais pris sous le filet de tulle de la moustiquaire avant de tomber dans la nasse du sommeil.

Le jour arriva enfin où je pus goûter avec plaisir à ce raisin que vendait il povero Marco, à la « bell'uva », de l'espèce qui s'appelle *fragola* parce qu'il a un goût de fraise. Bientôt après je pus quitter mon lit et faire quelques pas dans la chambre et ensuite descendre au salon rose. La dame au masque ovale m'y attendait. Ces temps de convalescence ne sont pas sans charme. On fait des « progrès », on prend mieux part à la conversation, on peut écrire une lettre. On se mêle de nouveau à la vie commune. Elle était pleine de douceur. Je me plaisais infiniment aux propos d'une intelligente éloquence du docteur V... dont j'acceptais avec reconnaissance l'amicale surveillance et la sage discipline. Enfin ses prudentes rigueurs se relâchèrent, et il me permit ma première sortie, en gondole, sous le felze.

Je ne me rappelle pas où nous allâmes, ce jour-là, mais je me souviens du plaisir que j'éprouvai à m'allonger sur les coussins de la gondole, sous la chaude couverture. C'était une nouvelle Venise qui m'apparaissait en sa différente beauté.

L'hiver était presque venu ou du moins ce qu'en laisse prévoir l'extrême automne en son air refroidi, en ses soleils plus brefs, en ses ciels plus instables, tantôt d'une limpidité comme cassante, tantôt voilés de brume. La molle Venise de septembre prend, à ces fins de novembre, une figure plus sévère et plus grave. Elle ne cache plus ses mélancolies sous les fards favorables de sa magique lumière. Elle se laisse voir telle qu'elle est et comme nue. Parfois les longues larmes de la pluie ruissellent sur le marbre vieilli de ses façades, mais elle ne perd rien de sa fierté. Elle se retrouve plus elle-même qu'aux jours où elle s'offre à la curiosité des touristes et aux regards indiscrets de ceux qui ne cherchent en elle qu'un décor et un prétexte à leurs vulgaires sentimentalismes et à leurs banales exaltations romanesques.

Comme je l'ai aimée en ces jours plus intimes, cette Venise redevenue vraiment vénitienne! C'était pour se montrer à moi dans toute sa vérité qu'elle m'avait imposé ces semaines d'éloignement et de captivité. Comme la mystérieuse dame au masque ovale du salon rose, elle dissimule son vrai visage jusqu'à l'instant où elle vous juge digne de contempler son grave et solitaire sourire. Je comprenais maintenant le sens de l'épreuve que j'avais subie. Venise avait voulu se donner le temps de chasser ses visiteurs importuns. On ne les rencontrait plus foulant de leurs pas pressés les longues dalles de loisir de la Piazza, s'entassant aux tables des cafés, stationnant aux boutiques des Procuraties ou de la Merceria. De rares passants traversaient maintenant le noble promenoir où soufflait parfois la rude *bora* ou le *garbino* qui s'embusquent au coin des calli et agitent les flots de la Lagune où les gondoles font le gros dos sous leur felze bombé. Plus de barques de musique et de lanternes multicolores! Desdémone ne paraissait plus au balcon ouvragé de son palais. Elle chauffait ses belles mains à l'âtre où elle avait allumé de ces grosses bûches qui, des montagnes du Frioul, arrivent à Venise sur les radeaux que lui porte la Lagune et dont la fumée s'échappe par les hautes cheminées en forme de cloche renversée, qui s'élèvent, bizarres et baroques, dans le ciel vénitien où elles semblent les figurants d'on ne sait quel carnaval aérien.

Ils semblaient, eux aussi, sortis de quelque comédie du temps de Goldoni les deux singuliers petits personnages qui se

tenaient au bord de l'eau sur la double terrasse du Palais Venier, de chaque côté de la grande porte fermée d'une grille de fer qui laissait apercevoir les arbres défeuillés du jardin. Ils se détachaient sur la basse et robuste façade de marbre que ne rougissait plus sa vigne vierge des traînées de sa pourpre ducale. Taillés dans la fine et friable pierre d'Istrie, ils offraient à la vue deux jeunes garçons d'aspect rustique, coiffés de tricornes et chaussés de gros souliers à boucles. Couverts d'un bon manteau, avec une mine importante de valets de théâtre, l'un portait à la main une lanterne et l'autre un chaufloir. Ils avaient l'air d'attendre, avec un sage empressement, la Venise d'hiver rentrant chez elle, en ses atours de gel, Reine de Saba des Lagunes. Lorsque l'un l'aurait aidée à descendre de gondole aux marches de la porte marine, il l'éclairerait de sa lanterne et l'accompagnerait aux vastes salles de son palais délabré où l'autre placerait sous ses pieds le réchauffant *scaldino* plein de braise. Je les voyais, ces jeunes drôles de pierre, lorsque je rentrais au Palais Dario et comme je les enviais! Tout l'hiver, ils seraient là, avec leur chauffoir et leur lanterne et, dans un ciel étoilé d'Épiphanie, ils entendraient les mille cloches de tous les campaniles de Venise sonner Noël! Et en regagnant le cher Palais Dario, je songeais au départ inévitable et proche. Décembre s'avançait et dans le rio della Torresella, de sa barque, il povero Marco ne criait plus « la bell'uva »! Toute grappe, hélas, a son dernier grain!

D'UNE LETTRE

Venise, mai 1903.

C'est donc de Venise que je vous écris. Le train qui, de Ferrare, nous y a menés était un lent train s'arrêtant à toutes les petites stations. La nuit était étincelante d'étoiles. Par la portière ouverte, on entendait un chœur assourdissant de grenouilles. Naturellement, ce train avait du retard et nous ne sommes arrivés à Venise qu'après minuit. Cela m'a rappelé notre arrivée nocturne d'il y a deux ans où vous étiez venue nous attendre à la gare. Cette fois, vous n'étiez pas là et la gondole ne nous a pas conduits au Palais Dario, mais à l'hôtel Vittoria. Gœthe y habita et c'est là que loge votre humble

serviteur et ami. Ne croyez pas que j'y aie été attiré par le souvenir de ce grand homme.

« Nous avons parlé plus d'une fois, au cours de nos promenades dans Rome, de l'auteur des *Élégies romaines*, et vous savez que je n'ai pas pour lui une extrême admiration. Son portrait par Tischbein, au milieu des ruines de la Ville éternelle, révèle un fond de niaiserie que je retrouve dans ses plus célèbres productions. Avec sa longue figure d'olympien et de conseiller aulique, ses vêtements de meunier, son grand feutre, sa mine et sa pose prétentieuses, il a l'air quelque peu sot, mais je ne vous écris pas pour vous parler de Gœthe; ma lettre est pour vous dire que je suis à Venise, ce qui ne vous étonnera pas. Florence, malgré ses beautés, n'a pas pu me retenir. J'y ai passé une dizaine de jours, puis j'ai pris la route de la Lagune. M'y voici. J'y ai retrouvé « le bonheur vénitien », son enchantement d'autant plus délicieux qu'il se teinte de mélancolie. Venise m'attirait de toutes les forces de son printemps. Je voulais la voir dans sa lumière rajeunie. Ah! qu'elle y est belle!

« Ne croyez pas cependant que je sois ingrat envers cette Rome que vous m'avez fait connaître, comme vous m'aviez auparavant appris Venise. Je n'ai pas été insensible à la grandeur des ruines et à la majesté des monuments. J'ai admiré la Rome antique des Empereurs comme j'ai admiré la Rome ancienne des Papes, la Rome des temples comme celle des églises, toutes les Romes. J'en ai emporté de magnifiques souvenirs et une affectueuse reconnaissance de l'infatigable patience que vous avez mise à me la faire parcourir. Vous m'avez mené du Forum à l'Aventin, du Capitole aux Thermes de Caracalla, du Panthéon au Colisée, du Janicule au Pincio, des jardins de la Villa Borghèse à ceux de la Villa Pamphili, à Saint-Pierre et aux grandes basiliques. Nous avons erré place Navone et nous nous sommes arrêtés devant la Fontaine de Trevi. Avec vous j'ai vu Frascati et Tivoli et je me suis assis au bord des bassins de la Villa d'Este où l'eau est tour à tour verte, bleue, grise et noire comme si elle était le miroir même des saisons; j'ai marché sous les hauts cyprès de la Villa Hadriana et sur les dalles millénaires de la Via Appia. Vous fûtes une parfaite amie romaine comme vous aviez été une incomparable amie vénitienne. Auprès de vous j'ai entendu

dans le beau ciel d'avril les cloches vaticanes annoncer le jour de Pâques, et si je n'ai pas vu le Pape, ce ne fut pas votre faute...

« Est-ce votre faute aussi si les cloches romaines n'ont pas pu me faire oublier les cloches vénitiennes, si Venise n'a cessé de me parler de sa douce voix dans cette Rome pourtant si magnifiquement éloquente ? La sublime rumeur de la ville des Consuls, des Empereurs et des Papes n'a pu m'empêcher d'écouter le silence de la ville des Doges. Ses eaux taciturnes ont des séductions muettes plus fortes que les avances oratoires des fontaines dont le rythme fluide se règle au geste des Dieux, des Héros et des Saints. Et cependant le Triton de la place Barberini darde bien haut son étincelante et flexible fusée d'eau ! Et cependant l'Olympe aquatique qui parade sur la place Navone impose l'obéissance ! La comique Barcaccia de la place d'Espagne a bien des attraits, non moins que les ruisselantes tortues de bronze de la place Tartaruga et que la vasque qui murmure auprès du rond temple de Vesta ! Certes, j'admire Rome, mais c'est Venise que j'aime. Je préfère à la sévère majesté de la campagne romaine les lumineuses étendues de la Lagune, le lion ailé de Saint-Marc à la louve qui allaita les divins jumeaux. C'est pourquoi je suis ici une fois encore, tandis que vous foulez les dalles du Corso et lisez l'heure à la double horloge de l'église de la Trinita del Monte au lieu de la demander au cadran azuré de la Torre dell'Orologio sur la Piazza di San Marco.

« Car j'en suis proche, de cet hôtel Vittoria où je suis descendu. Il est médiocre, mais à peine l'a-t-on quitté que l'on se trouve dans la Frezzaria et, de là, à la Piazza. Mais je ne vais pas vous apprendre les itinéraires vénitiens; vous les savez tous, pédestres ou nautiques, mieux que moi. Et puis, êtes-vous vraiment à Rome ? Plus d'une fois déjà j'ai cru reconnaître votre allure au coin de quelque calle ou à l'angle de quelque campo, tant vous êtes présente à mon amicale pensée. C'est sur un campo que vous logeriez certainement si vous n'aviez pas à vous l'un des plus beaux palais du Grand Canal, ce Dario délicieux que vous aimez. Car vous l'aimez, votre Dario et vous en êtes fière. Je le sais, j'ai vu la façon dont vous le regardez; aussi est-ce de lui que je veux vous donner des nouvelles. Je suis allé lui rendre visite dès mon arrivée. J'avais

à lui porter vos souvenirs et mes hommages. Sa beauté ne mérite-t-elle pas des courtoisies?

« J'ai pris à San Zobenigo le traghetto pour San Gregorio. De la gondole j'apercevais la chère façade. Elle était déjà dans l'ombre, car l'ombre gagne vite cette rive du Grand Canal, mais cette ombre légère et transparente sied à ce charmant visage de marbre. Sous les disques de porphyre et de serpentin qui ressemblaient à des couronnes suspendues là en l'honneur du printemps, la porte marine était close, mais plusieurs fenêtres étaient ouvertes. Le diligent Carlo profitait sans doute du beau temps pour aérer le Palais. De San Gregorio j'ai vite gagné l'entrée de terre et tiré la chaîne de la sonnette. A une lucarne, j'ai vu apparaître la tête de Carlo, son long nez, ses moustaches. Il est descendu et nous avons conversé tant bien que mal. Il voulait me faire entrer, mais j'ai préféré m'asseoir un instant dans le jardin, près de la cuve de marbre où l'eau coule si doucement. Je l'écoutais. Elle m'interrogeait, me parlait de Rome et de vous. Il faisait très doux. Des hirondelles volaient. Sur le campiello Barbaro, derrière le mur rouge, des femmes jacassaient, puis se sont tues. Parfois, un bruit de pas, ce pas si caractéristique que donne aux femmes du peuple à Venise l'usage des socques. En sortant, je suis allé m'accouder à la rampe du petit pont qui franchit le rio della Torresella. Il povero Marco, dans sa barque, ne criait plus « la bell'uva », mais tout était si calme, si silencieux, si vénitien! Rien n'est plus beau que Venise...

« Cependant, il lui manque une de ses beautés. Je m'en suis aperçu devant son Campanile écroulé. Il s'est abattu en « galant homme », sans endommager la basilique de Saint-Marc, mais son absence change le décor de la place. Elle est comme déséquilibrée et infirme, et cet aspect d'infirmité est augmenté par l'obligation où l'on fut d'étayer les Vieilles Procuraties. Du Campanile, il ne reste que la base qu'entoure une palissade. Les débris ont été déblayés et enlevés et la cour du Palais Ducal abrite maints fragments de sculptures. Il est aussi en réparation, le Palais Ducal. On consolide la grande salle où était le *Paradis* du Tintoret. La secousse de la chute gigantesque a dû se faire sentir rudement.

« Puisque j'en suis aux « nouvelles de Venise », j'en ai encore bien d'autres à vous donner. Une des premières figures que j'y

ai reconnues est celle de l'aimable prince de Hohenlohe. Il marchait sous les arcades des Procuraties, bien redressé en sa petite taille, le jarret tendu, le torse bombé. Il m'a paru que sa barbe avait un peu grisonné. Il avait l'air de fort bonne humeur. Sans doute avait-il fait quelque heureuse trouvaille chez l'antiquaire et rapportait-il à la Casetta Rossa quelque menu et précieux bibelot. A côté de lui, s'avançait une jeune dame brune. Peut-être, un jour, prendrai-je au campo San Maurizio l'étroite et courte calle del Dose pour aller sonner à la porte de la petite maison, mais j'ai fait aussi une autre rencontre que je veux vous dire. C'est celle de ce nain bossu à qui vous donniez toujours en passant quelque monnaie. Il n'a pas grandi et il est toujours de la taille d'un enfant de huit ou neuf ans. Sa bosse est toujours bien en place. Il vend toujours des allumettes. On le rencontrait un peu partout, vous rappelez-vous? Il vous connaissait. Quand il vous voyait passer en gondole, il vous saluait du haut d'un pont ou du bord d'un quai, cérémonieux, courbé sur sa petite canne avec l'air d'avoir figuré à un festin de Véronèse ou d'avoir porté le turban à aigrette dans quelque fresque de Tiepolo. Eh bien ! il m'a reconnu et m'a adressé son plus grimaçant sourire, et ce sourire m'a causé plus de plaisir que ne m'en aurait fait celui de la dame brune qu'accompagnait le prince de Hohenlohe sous les Procuraties. A être ainsi reconnu de ce petit bossu, je me suis senti moins étranger et moins intrus à Venise et j'en ai tiré une vive satisfaction, car depuis mon arrivée j'étais poursuivi par une préoccupation que je dois vous avouer.

« Oui, maintenant que je suis à Venise, à l'hôtel, j'ai peur de prendre « l'esprit touriste », de perdre la charmante et sage façon d'y vivre que j'ai apprise de vous, d'être moins ce que vous appelez « bon Vénitien ». Parmi tous les étrangers, Anglais, Américains, Allemands, qui m'environnent, je me surprends à de singulières occupations. Figurez-vous que j'ai acheté un plan de Venise et un Bædecker. Est-ce que, par hasard, j'aurais la prétention de ne plus m'égarer dans le dédale des calli? De ne plus me trouver au Rialto quand je veux aller à Santa Maria Formosa, à San Polo quand je me dirige vers San Barnaba? Plus mauvais indice encore. Je me suis mis, l'autre jour, à me « faire un itinéraire » et à dresser un « dispositif » de ma journée, heure par heure. Et cela, n'est-ce pas

la honte des hontes? Il ne me reste plus qu'à prendre un guide pour visiter Saint-Marc et à suivre un cicerone à l'Accademia. J'y ai vu, l'autre matin, une tribu allemande. Ils étaient une vingtaine, hommes et femmes, accoutrés à la munichoise, quelques-uns étendus sans façon sur le parquet pour écouter plus commodément la démonstration que leur faisait une sorte de professeur doctoral et barbu à tête de Christ germanique. Dieu! que cette horde de barbares était laide, et que les beaux et sveltes archers de Carpaccio eussent mieux fait de diriger sur elle les flèches empennées de leurs carquois au lieu d'en ensanglanter la pointe aux vierges corps des compagnes innocentes de sainte Ursule! Néanmoins, je ne mérite pas encore un pareil traitement. Je résiste aux mauvaises influences touristiques et je me répète les principes qui forment « le catéchisme du bon Vénitien ».

« Le point essentiel et le précepte fondamental en est de vivre à Venise comme on vivrait partout ailleurs, d'y rester soi-même et de ne pas s'y faire une âme factice. Si vous aimez voir des églises, visitez des églises; si vous aimez voir des tableaux, regardez des tableaux, mais ne vous y croyez pas obligé. Venise n'oblige à rien, pas plus à se grimer en romantique qu'à se déguiser en esthète. Si vous aimez contempler les couchers de soleil ou les clairs de lune, ils sont à votre disposition, mais ils peuvent fort bien se passer de vous. Si vous préférez flâner devant les boutiques, donnez-vous-en le plaisir ; si vous préférez visiter les antiquaires, visitez-les. Aimez-vous le café? asseyez-vous aux petites tables du Florian ou du Quadri. Avez-vous envie de lire ou d'écrire? enfermez-vous dans votre chambre. Ne posez pas devant vous-même, un pigeon sur chaque bras. Marcher vous plaît, ne prenez pas de gondole. Ne sacrifiez pas vos aises et vos goûts au souci de la couleur locale. Ne demandez à Venise que votre agrément. Êtes-vous amateur des beaux jeux de lumière sur les pierres et sur les eaux? elle vous en offrira. Recherchez-vous le silence ? Elle vous le donnera. Venise ne s'impose pas, elle se prête. Contentez-vous d'être heureux des beautés qu'elle vous propose. Ne vous efforcez pas à l'évoquer dans son passé plus ou moins lointain, si elle vous suffit dans son présent. Ne gémissez pas parce qu'on n'y rencontre plus de masques et que son Carnaval est mort avec la Sérénissime République, mais imaginez-vous ce temps

si ces imaginations vous divertissent. Venise vous offre l'occasion de vous laisser aller à toutes vos fantaisies d'esprit et de cœur. Elle est un repos, un détachement momentané de ce qui nous occupe d'ordinaire. Elle est propre à certaines heures de rêverie tendre ou mélancolique. Accueillez-les si elles se présentent à vous. Elle vous permet d'oublier que vous vivez à l'époque des chemins de fer et des tramways, mais elle n'est pas seulement une ville d'art et de passé, elle a aussi sa vie actuelle et quotidienne où se superposent de l'hier et de l'aujourd'hui, et ce mélange est un de ses charmes. Elle continue humblement sa glorieuse destinée. Elle n'est pas toute aux touristes, et sa vie populaire est charmante à observer. Si vous êtes en route vers quelque église ou quelque musée et que vous vous arrêtiez à telle silhouette pittoresque, à tel amusant détail, ne considérez pas cela comme du temps perdu. Vous n'êtes pas sous la conduite de Cook et sous la domination de Bædecker. Obéissez à votre fantaisie, au libre cours de vos pensées, à vos goûts. Recueillez docilement les impressions de beauté que vous éprouvez et n'en tirez pas vanité. Vous n'êtes ni le premier ni le dernier à les ressentir. Être à Venise ne constitue pas un fait extraordinaire. Cent cinquante mille êtres humains jouissent continuellement de ce privilège, sans compter les chevaux de Saint-Marc, les pigeons, les chiens et les chats.

« Car il y a beaucoup de chats à Venise. On les rencontre en nombre dans les petites calli ou les campielli solitaires, tapis, sournois ou fuyards, disparaissant par une lucarne, reparaissant par un soupirail. Ils sont maigres, mais heureux. On mange beaucoup de poisson à Venise et ils aiment le poisson. De cette ichtyophagie, les enfants semblent se trouver moins bien. L'enfance vénitienne est malingre et chétive. Que de misérables petits visages ! La vieillesse, en revanche, y est souvent belle. On rencontre souvent de charmantes et touchantes vieilles qui sont les mères ou les grand mères de ces jolies filles que l'on voit passer, le châle aux épaules et le peigne au chignon, au bras parfois de jolis garçons. Il en est parmi les gondoliers et ils ont, paraît-il, des succès. N'oublions pas que Venise a eu Casanova et Pagello et qu'elle a compté des beautés célèbres. Elle en compte encore et l'une d'elles que vous connaissez bien est presque votre voisine.

Je ne l'ai jamais vue, mais votre ami G... nous en raconte maintes anecdotes, car G... est ici.

« L'autre jour, je l'ai croisé en sortant de l'hôtel. A notre vue il a fait de grands gestes d'amitié, s'est félicité de la bonne chance qui nous réunissait au Vittoria où il loge aussi. Depuis, nous nous retrouvons presque chaque jour. C'est un aimable et gai compagnon, toujours de bonne humeur, toujours affairé et fertile en belles histoires. Il nous les raconte ordinairement à table ou au café, car je fréquente le café, moi qui, à Paris, n'entre jamais dans ces établissements ; mais à Venise il y a le Florian ! Nous nous installons dans une de ses petites salles peintes à fresque, dans celle où est représenté un Chinois, et le temps passe agréablement. G... nous réclame des nouvelles de Paris, des gens qu'il y a connus, et, ses curiosités satisfaites, il ne se refuse pas aux nôtres. Et puis il nous fait les honneurs des restaurants vénitiens et grâce à lui je connais les ressources gastronomiques de Venise, mieux que vous qui leur préférez la succulente cuisine du Palais Dario.

« Vous saurez donc qu'on ne mange pas mal au Vapore où nous allons souvent et que c'est un drôle d'endroit. On y voit figuré, sur un panneau de verre dépoli, un *vapore*, un pyroscaphe, comme on disait jadis. Le restaurant se compose de plusieurs salles que parcourt un personnage en livrée qui vous propose sur un plateau en hors-d'œuvres des *gambarriti*, des *periosti* et autres *frutti di mare*. Il paraît que jadis ce brave homme offrait ces friandises marines, habillé en doge. On lui épargne maintenant cette mascarade. Le menu choisi, le service est lent, irrégulier, mais cordial. Les *scampi* sont excellents et on apporte à la fin du repas un appareil commode et bizarre : la *candela*. Sur deux supports de nickel vous y couchez votre « virginia » pour l'allumer à une vacillante petite flamme. Parfois nous délaissons le Vapore pour l'Anticho Cavalletto sur le baccino San Gallo, à moins que nous n'allions, dans la calle dei Fabbri, à la Bella Venezia. Mais ne voilà-t-il pas que j'ai l'air de vous apprendre Venise ? Ma seule excuse à cette nomenclature est qu'elle me rappelle nos déjeuners de Rome, chez Constantin, sur l'Aventin ou à la petite *trattoria* de Buci où l'on ne mange que du poisson. Il me semble voir encore à votre table la belle prestance napoléonienne du comte Primoli et la fine figure ecclésiastique du

spirituel abbé Duchesne, dont l'œil noir me fait penser à celui du Gilles de Watteau.

« Avec tous mes bavardages, je m'aperçois que je ne vous ai pas encore parlé du printemps, et c'est pourtant lui que je suis venu voir à Venise, après avoir salué auprès de vous celui de Rome dont j'ai emporté quelques belles images. Je n'ai pas oublié les gais étalages des fleuristes, au bas de l'escalier de la Trinité du Mont, la glycine gigantesque du palais Colonna, les parterres de la villa Pamphili et le beau paon de la Villa Borghèse qui, fou d'amour, rouait son magnifique bouquet de plumes ocellées, et les champs d'asphodèles d'Albano. Venise aussi a ses jardins dont les roses débordent les vieux murs, mais ce n'est pas là qu'est son printemps. Il est dans la fraîcheur de la lumière, dans le rajeunissement des pierres et des eaux, dans je ne sais quoi de joyeux et de délivré, dans la furie ailée des hirondelles, dans l'éclair de leur vol sous l'arche de quelque pont. Il est aussi dans les grandes averses qui parfois tombent du ciel. J'en ai subi une tout à l'heure. Rien ne l'annonçait. Nous avions pris une gondole pour aller jusqu'à l'Arsenal. J'aurais dû remarquer cependant que l'eau des canaux était sournoise et comme anxieuse. On la sentait pleine de ces courants secrets, de ces mouvements intérieurs que les gondoliers connaissent si bien et savent si bien utiliser pour ménager leur effort avec un art délicat et une paresseuse précision. Tout à coup, sans que nous ayons vu le nuage se former, il s'est mis à pleuvoir, une pluie forte, chaude, abondante, qui criblait l'eau du petit canal où nous nous trouvions. Le gondolier a cherché un abri sous un pont. Justement, il avait choisi un des rares ponts de fer dont le tablier est à claires-voies. Nous attendîmes là la fin du déluge. Parfois une grosse barque pansue et ruisselante frôlait au passage la gondole avec un frottis de bois mouillé et continuait sa route silencieuse, et je pensais à nos promenades de l'autre année, à mes premières sorties de convalescent. Je me rappelais l'une d'elles. Comme il pleuvait, ce jour-là ! Le pont suspendu qui, par-dessus le rio, relie à son jardin le Palais Albrizzi s'égouttait de tous les sarments de sa vigne vierge. Nous sommes entrés dans le Palais : vastes salles patriciennes, galeries à tableaux mythologiques et à portraits de Doges familiaux, et cette salle de bal, comique et charmante, où se groupaient et gambadaient des amours en stuc...

« Puisque nous sommes sur le chapitre des amours, j'aime mieux vous dire que G.. n'a pas tardé à nous raconter les siennes. Il y en eut de romaines, de napolitaines, de siciliennes, de florentines, de vénitiennes et même de parisiennes. Ce sont de celles-là que G.. est le plus vraiment fier.

« Malgré tout, on ne laisse pas de nous faire bonne figure. Les Vénitiens sont gens gracieux et courtois et Venise est la plus accueillante des villes. Je l'aime, et puis elle est si belle, la Venise printanière, toute en nuances, toute en reflets, toute irisée d'une tendre jeunesse de lumière! Ah! que n'y êtes-vous avec nous! Nous sortirions à pied et nous irions à la recherche de cette petite boutique où l'on vend du corail et qui ensanglante l'ombre d'une calle obscure de son éclatante devanture, ou bien nous tâcherions de retrouver non loin du campo San Polo cet oiseleur qui vend aussi des souris blanches, à moins que nous ne nous dirigions vers la Pescheria pour y admirer les corbeilles pleines de ces gros crabes qui, avec leurs pinces croisées, ressemblent à des cadenas et font penser à quelque fermoir marin du glauque manteau d'Amphitrite... »

CASA ZULIANI

Octobre-novembre 1904.

J'ai dans ma poche une grosse clé et je la tâte tout en marchant. Quand j'aurai traversé le Campo San Vio, j'arriverai à l'endroit où, venant des Zattere, le rio della Torresella tourne à angle droit avant de gagner le Grand Canal, en longeant le campiello Barbaro et la face latérale du Palais Dario. Entre son point angulaire et le campiello Barbaro, le rio est bordé par une double fondamenta. Celle que l'on suit, si l'on vient de San Vio, dessert des maisons dont l'une assez grande, peinte en jaune ocreux et pourvue de volets bruns, présente une façade légèrement courbe et un peu renflée. Elle a deux étages. Sur la porte est fixé un petit écriteau de cuivre où est inscrit ce nom, Zuliani, auprès duquel se trouve une sonnette, mais, cette sonnette, je la regarde avec dédain. Je n'ai qu'à sortir de ma poche une grosse clé, à l'introduire dans la serrure, et la porte s'ouvre.

Elle s'ouvre et me voici aux premières marches d'un escalier qui monte droit jusqu'à un palier entre deux murs

de pierre blanche dans l'un desquels est pratiquée une sorte de niche en forme de coquille. Au-dessus du palier, l'escalier continue et aboutit à un couloir, meublé d'une table où repose, dans un cache-pot de faïence, une plante verte. A côté de la table, un canapé en bois d'acajou, couvert d'un velours usé et verdâtre. A droite et à gauche de ce couloir, plusieurs portes. Je me dirige vers l'une d'elles et je pénètre dans une chambre assez vaste. Elle est éclairée par deux fenêtres. Son *pavimento*, fait d'une mosaïque brunâtre, tiquetée de blanc, est en partie recouvert d'une natte. Les murs de cette chambre sont tendus d'un papier brun à grands ramages sur lequel sont accrochés quelques cadres dont l'un contient une vue de Saint-Marc brodée en soie. Au milieu de la chambre, une table. Pour autres meubles un lit avec sa moustiquaire, quelques fauteuils, des chaises et une armoire. Entre les deux fenêtres un poêle à bois en terre cuite rosâtre. L'ensemble est d'humble aspect bourgeois, avec on ne sait quel air de 1840. On se croirait assez chez une tante de Pagello, si une ampoule électrique abritée sous un abat-jour ne se balançait au plafond peinturluré de vagues rosaces. Les fenêtres donnent sur la fondamenta Venier dont la maison porte le numéro 709, et le rio della Torresella. De l'autre côté du rio, sur la fondamenta adverse, se dresse une sorte de portail au fronton armorié par où l'on aperçoit un campo avec son puits, quelques maigres arbres, des linges séchant à des ficelles. En se penchant, on voit à gauche le dôme de la Salute.

Cette vue, ce logis, c'est ce que m'assure ma grosse clé. La signora Z... maîtresse du lieu et logeuse, me l'a remise poliment lorsque j'ai pris chez elle mes quartiers. La Signora est une personne entre deux âges, à longue figure, le nez chevauché d'un lorgnon retenu par une chainette de cuivre. Elle est de noir vêtue et couvre ses épaules d'une palatine de laine, au crochet. Elle tient cette pension de famille avec l'aide de ses deux sœurs. A elles trois, elles sont les « Sorelle. » Une domestique les seconde, qui répond au nom d'Eufemia. Elles habitent au bout du couloir, et, derrière leur porte discrètement fermée, on entend le jappement d'un petit chien. Ce jappement hargneux salue chaque coup de sonnette, car tout le monde n'a pas les honneurs de la clé. D'ailleurs, en ce mois d'octobre, les pensionnaires ne sont pas nombreux à la Casa Zuliani. Cepen-

dant les Sorelle se sont excusées de ne pouvoir nous loger dans les chambres qui ont vue sur le jardin du Palais Venier. Ce jardin, les Sorelle ne l'apprécient pas beaucoup. Elles le déclarent *troppo verde*, ses verdures obscurcissant les chambres, et elles ajoutent avec dédain : « *Non è una roba di giardino, è una roba di bosco.* » Elles ne lui reconnaissent de mérite que le silence qu'il procure aux locataires. Elles craignent que les cris des marchands ambulants sur la fondamenta et les palabres des gondoliers sur le rio ne nous importunent. On crie beaucoup, c'est vrai, sur la fondamenta Venier. Les marchands de légumes y promènent leurs paniers et les vendeurs de *calamai* y exhibent leurs bassines de cuivre, mais peut-être y entendrai-je aussi il povero Marco offrir sa bell'uva, car j'ai déjà des souvenirs vénitiens et je ressens une grande joie à la pensée de les augmenter, à la pensée de passer à Venise tout le beau mois d'octobre. Et puis n'y retrouvé-je pas nos amies du Palais Dario?

Elles sont à Venise, en effet, mais elles n'habitent pas le Palais Dario qui n'est guère habitable. Mme de la Baume y loge seule parmi les ouvriers qui le réparent. Il a fallu lui appliquer un traitement rigoureux. On lui a enlevé son beau visage de marbre et on est en train de le ceinturer d'une chaîne de fer, car sa solidité était menacée. On remplace également quelques-uns de ses pilotis. Mme de la Baume a profité de cette circonstance pour y accomplir certaines modifications domestiques. Elle y a supprimé les cuisines et a acheté pour les y installer une petite maison située sur le campiello Barbaro. C'est là que se tient désormais le personnel de bouche du Palais dont la garde a été confiée à Carlo. Mme de la Baume a maintenant pour gondoliers Amedeo et Simeone. Simeone, gondolier de poupe, est un gros blond dont le type rappelle les temps de la domination autrichienne; Amadeo est brun et maigre. Il est de corps élégant et s'acquitte bien de tout ce qui concerne son état. Quand on lui parle, il ôte avec grâce son bonnet. Le soir, à l'embarquement et au débarquement, sa grosse lanterne éclaire curieusement son profil bronzé et romantique.

Le Palais Venier a aussi subi des remaniements, afin qu'y logent plus commodément Mme Bulteau et sa vieille amie Mme W. On a remis en état une pièce qui sert de salon, d'atelier et de salle à manger. On y apporte les repas dans un réchaud sous

une cloche de métal posée sur un brancard. Le repas desservi, cette salle redevient salon et atelier. Elle est très vaste, meublée de vieilles choses disparates et a pour principal ornement un grand panneau peint dans la manière de Longhi. Le Vénitien de jadis qui s'y est fait représenter, coiffé du tricorne, en *tabaro e baüta*, a eu la singulière fantaisie de s'y montrer de dos. Il a ainsi l'air de vouloir entrer dans le mur et ressemble assez à une sorte de chauve-souris humaine. Son aspect fantastique va fort bien avec cet étrange vieux palais inachevé qui, le soir, vu du Grand Canal, avec ses fenêtres éclairées, fait penser à quelque ruine hantée par les « esprits » de la Lagune.

C'est là que nous venons, chaque jour, partager le repas de nos amies et retrouver à leur table notre voisin de la Casa Zuliani. Henri Gonse est un ami romain de ces dames, qui connaît admirablement l'Italie et qui a fait à Rome un long séjour dans le poste d'attaché à notre ambassade auprès du Vatican. Je l'y ai vu en 1903 et je le revois ici avec plaisir. Il aime les livres et les bibelots; il aime Venise, comme l'aime le peintre Maxime Dethomas qui excelle, d'un sûr crayon, à en fixer les aspects et les types. Si Maxime Dethomas est un observateur passionné de la Venise d'aujourd'hui, Henri Gonse est infiniment curieux de la Venise d'autrefois et je me plais à rôder avec lui dans les salles rétrospectives du Museo Civico où, l'autre jour, j'ai remarqué, entre mille autres, un singulier objet. C'est un modèle en bois du Palais Venier, tel qu'il aurait dû être si la Sérénissime République n'en eût interdit l'achèvement. Il eût été de proportions et d'étendue considérables, et, du Grand Canal, il eût atteint le rio della Torresella, de telle sorte qu'il eût occupé l'emplacement de l'actuelle Casa Zuliani, mais la jalouse Sérénissime mit bon ordre aux ambitions architecturales de la puissante famille dogale dont la vanité a laissé pour témoin de ses entreprises cette noble ruine de marbre, toute couverte de verdures jaunissantes ou pourprées, avec son charmant jardin où fleurissent autour d'un cadran solaire des parterres de sauges.

Est-il rien de plus beau qu'un bel automne vénitien vécu à la vénitienne? Aussi avec quel plaisir je la retrouve, cette douce vie d'ici, avec ses amitiés et ses loisirs, ses causeries et

ses promenades, qui consiste si doucement à écouter, à regarder, à rêver, à se laisser vivre, cette vie qui, en son humble réalité quotidienne, a quelque chose d'irréel et d'enchanté, au point que l'on se demande parfois si on n'y fait pas de soi-même un personnage imaginaire et transposé. Tout ce qui vous entoure ne sollicite-t-il pas à cette illusion en vous rejetant hors du temps actuel et en vous replaçant dans le passé? Hier y semble très loin et demain paraît plus éloigné encore. A Venise les heures ne sont pas les heures d'ailleurs. Il y a des journées infiniment courtes et des journées infiniment longues. Les lettres qui vous parviennent apportent des nouvelles qui semblent venir d'un autre monde où tout est sérieux, utilitaire, pratique, tandis qu'ici on a la détente délicieuse d'exister dans de l'inutile et du superflu. On est sur la scène d'un théâtre où tout concourt à une action dont le sens est indifférent, mais dont les péripéties ne peuvent être qu'heureuses et plaisantes. Cette impression, je l'éprouve partout à Venise. Elle m'attend à l'angle de chacun de ces couloirs dallés que sont les calli et qui semblent être le chemin des hasards favorables. L'écho d'un pas y promet une rencontre avec l'imprévu; l'écho d'une voix y annonce un visage désiré et cependant on sait que rien n'arrivera, que derrière le masque qu'on lui imagine le Destin n'aura que le sourire qu'on lui souhaite, que rien ne troublera la charmante monotonie des journées, que les mêmes événements qui en font le charme se reproduiront indéfiniment.

Ce sentiment de comédie et d'opéra où l'on est vis-à-vis de soi-même, Venise le confirme, par maintes vivantes surprises. Je l'ai ressenti, l'autre jour, avec une vivacité singulière. J'étais entré un instant dans le vieux et charmant cloître de la Badia, si solitaire, si humide, si décrépit et sur lequel s'étend l'ombre de l'antique église désaffectée de San Gregorio. Tout près de là, il y a une blanchisserie. Soudain j'ai entendu les ouvrières au travail qui chantaient un chœur, et ces voix se répondaient si amoureusement, si joliment, avec tant de gaîté et d'expression qu'on eût dit qu'un rideau allait se lever et que les chanteuses allaient apparaître dans le décor et le costume de leur musique. A quelle comédie lui aussi n'est-il pas mêlé, l'antiquaire de la fondamenta Venier dont je vois la boutique, de ma fenêtre, en face de la Casa Zuliani? Il en est toujours absent, de sa boutique, cet étrange antiquaire! En travers de

la porte ouverte, il place une planche pour empêcher qu'on entre. Parfois il se contente d'y dresser une barrique vide. D'ailleurs, son magasin ne contient rien de bien tentant. Sur une vieille table, un vase de pharmacie et quelques faïences ébréchées. Sur des rayons, des objets vagues et poussiéreux. Au dehors, comme une enseigne, est suspendue à un clou, dans un cadre doré, une peinture représentant une Sainte... A quelles mystérieuses occupations peut bien se livrer cet antiquaire toujours invisible? Dans quel imbroglio d'intrigue peut bien s'agiter sa figure inconnue?

Je ne crois pas, si jamais j'écris une pièce de théâtre vénitienne, que j'en place la scène dans la librairie de l'excellent signore C... Il y ferait pourtant un excellent personnage, mais il me semblerait trop l'avoir emprunté à Goldoni, tant on le dirait sorti d'une comédie de l'auteur de *la Bottegha di Caffè* ou de *Il Bugiardo*. Néanmoins, entrons un moment dans la très goldonienne boutique du signore C... Sa devanture prévient en sa faveur. La porte ouverte, on est accueilli par une bonne odeur de papier imprimé, cette odeur de bibliothèque chère aux amateurs de bouquins. De grandes armoires appliquées aux murs en contiennent sur leurs rayons un assortiment considérable. D'autres s'entassent empilés dans les coins de la pièce. Sur une table s'étalent des portefeuilles gonflés et débordants de gravures. Derrière cette table siège le signore C... Il a le visage puissant et coloré, un corps solide, une bedaine de bon vivant. Il est d'ordinaire coiffé de son chapeau. A côté de lui se tient son fils, qui vous offre une chaise, pour que vous puissiez plus commodément feuilleter les volumes et compulser les cartons. Si vous êtes reconnu pour connaisseur, on vous présente bientôt quelque livre rare ou quelque estampe de choix. Vous aurez chance de trouver là quelque Alde en bon état ou quelque gravure d'après Guardi ou Canaletto... Peut-être y découvrirez-vous la suite des délicieux *Caprices*, gravés de la main même du grand Tiepolo, ou la série des scènes de chasse de Pietro Longhi, où l'on voit les Vénitiens d'autrefois montés dans des barques, abattant les gibiers d'eau de la Lagune et de la Brenta et guettant au ciel le passage des vols de canards. Alors, observez l'excellent signore C... regardant ces giboyeux exploits. Son œil s'anime à la pensée des fins rôtis et des succulentes fricassées, des beaux pâtés en croûtes ou en

terrines. La gourmandise se peint sur son visage, et il vous fera bientôt ses confidences gastronomiques. Certes, un beau livre est un beau livre, mais une belle viande, mais un bon vin ne sont pas à dédaigner et, tout en parlant, l'excellent signore C... lève un regard attendri vers la rangée de grosses fiasques aux ventres rebondis en leur clissage d'osier et aux cols effilés qui s'alignent au-dessus de l'une des armoires. Et ne croyez-vous pas qu'entre deux notices de catalogue et deux ventes avantageuses, l'une ou l'autre de ces corpulentes bouteilles vient offrir le réconfort que contient sa panse généreuse, en attendant que, la journée finie, les deux doctes et gourmands libraires de la calle San Moisè aillent en fêter l'heureux cours par quelque agape bien ordonnée? Ne la voyez-vous pas, cette boutique, faire figure pittoresque dans quelque plantureuse comédie de mœurs d'autrefois?

Elle n'est pas la seule qui conserve encore à Venise des personnages de comédie ou un décor de passé. Je sais une pharmacie où Pantalon et Tartaglia pourraient se venir pourvoir d'ingrédients et de mixtures, où Brighella pourrait acheter quatre grains d'ellébore, et Arlequin se faire composer un élixir. Elle a gardé tout son attirail du vieux temps, ses armoires sculptées, ses bocaux à devises, son comptoir, ses balances... Mais nous n'avons besoin aujourd'hui ni d'onguents, ni d'emplâtres, pas même de cette thériaque de première qualité et recherchée dans toute l'Europe que composaient les apothicaires de Venise. Ce ne sont pas des drogues que nous venons chercher dans cette étroite échoppe de la Calle Larga San Marco, mais de ces colliers de perles colorées que vend l'honorable signore Berengo. On en trouve, de ces perles en colliers, dans tous les magasins de la place Saint-Marc, mais ceux du signore Berengo nous plaisent particulièrement, parce qu'il les assortit à notre goût et en fait toutes les combinaisons que nous désirons. Il nous présente, en de grandes boîtes à compartiments, les échantillons de toute sorte de perles, et nous choisissons en leur variété celles que nous voulons qu'il emploie. Il y en a de grosses et de menues, de rondes, d'ovales, de carrées, il y en a d'or uni ou guilloché, d'une seule couleur ou de bariolées, de jaspées ou de striées, qui ressemblent à des pois ou à des dés, de transparentes, d'opaques, d'émaillées, de grenues, de toutes les couleurs et de toutes les nuances.

Elles ne remplissent pas seulement les casiers, elles pendent du plafond et le long des murs, enfilées ou par paquets, se balançant et oscillant, pour la porte qui s'ouvre ou se referme, toutes tintantes au moindre attouchement, sensibles à un souffle d'air, à un frôlement, toutes vibrantes d'un gazouillis cristallin qui semble l'écho de cloches infiniment lointaines. Elles sonnent le carillon du verre, et chantent, de leurs minuscules voix, la gloire des industrieux verriers vénitiens.

Ces amusements auxquels, ailleurs, on ne songerait pas, paraissent ici tout naturels. La vie vénitienne est faite de ces gentils plaisirs, et on y devient sensible à des riens auxquels on est d'ordinaire indifférent. Ce n'est pas seulement par ses glorieuses magnificences que Venise conquiert et séduit, mais aussi par ses charmes les plus minimes et par ses plus humbles agréments. Il n'est pas nécessaire pour y être heureux d'habiter un noble Palais Dario; la pauvre Casa Zuliani y suffit, et le petit rio della Torresella, le long de la fondamenta Venier, est aussi captivant que la vue du Grand Canal. Avec quel plaisir, dans le silence de la nuit, y entends-je le choc des gondoles au repos, contre la pierre du quai qu'elles heurtent légèrement et discrètement! On est bien dans cette modeste Casa Zuliani où les fenêtres ferment si mal, où le *pavimento* inégal fléchit sous les pas, mais dont on a la grosse clé au fond de sa poche, comme un talisman familier. J'aime ce coin de Venise, sa calle San Cristoforo qui ne compte que deux maisons où logent un boucher et un maëstro et qui aboutit à une porte surmontée d'une statuette de saint Christophe. Le bon saint semble être tout enivré de l'odeur vineuse que répand la Macerata, car la Macerata est un *Deposito di vino* où s'entassent barriques et futailles, et je suppose que le saint Christophe a été placé là pour protéger les futurs ivrognes des accidents dont le moindre ne serait pas d'aller rafraichir et humecter leur intempérance dans l'eau de quelque canal.

Puisque, cette année, la Casa Zuliani nous accueille à défaut du Palais Dario, allons voir où en sont les travaux entrepris pour le consolider. Il est singulier ainsi, ce beau et charmant Palais, avec ses murs étayés et sa façade démontée. Il repose maintenant sur ses pilotis à sec. On l'a isolé du canal au moyen de claies imperméables et on a pompé l'eau à l'inté-

rieur de cette sorte de cuve. Elle est vide et l'on aperçoit son fond boueux. J'y suis descendu et j'ai marché parmi les pilotis. On en remplace quelques-uns et on les enfonce au moyen d'un poids suspendu par des cordes et qu'on laisse retomber en cadence. Ce bruit de marteau se mêle à celui des pompes d'épuisement. Mais ce désordre n'est que passager et bientôt le Dario retrouvera son beau visage de marbre. De nouveau les pilotis disparaîtront dans l'eau et la bizarre machine à enfoncer ira travailler ailleurs. Parfois on la rencontre, consolidant les gros pali de la Lagune, portée sur une barque ventrue et mêlant ses chocs sourds aux coups de maillets des calfats et des charpentiers de l'Arsenal, car toutes les choses marines ont souvent besoin de réparations, aussi bien les palais que les coques de navires ou de gondoles.

Il y a dans Venise, çà et là, de petites plages où l'on repeint, où l'on radoube les gondoles. Cela s'appelle un *squero*. On les y voit retournées, rapiécées, inertes, noires, le ventre à l'air, ressemblant à la fois à des poissons morts ou à de sombres tranches de melons. Il y a un squero à San Trovaso. J'ai passé auprès, l'autre jour, en revenant de la Giudecca. Lentement, nous avions fait le tour de l'île. Nous longions des maisons basses, des jardins. Un coq chanta. Au loin, la Grazia montrait sa verdure marine et nous songions à la très vieille Venise, à celle d'avant les palais et qui émergeait pauvrement des boues de la Lagune primitive. Une autre fois, nous avons débarqué devant Santa Eufemia. Nous avons suivi des calli anguleuses et malpropres, d'étroites fondamente où mendiaient des enfants déguenillés. L'eau était basse. Le fond vaseux des canaux apparaissait. Des murs de brique montraient à découvert leurs bases rongées. On respirait une odeur de marée et de goudron. Nous avons ainsi fini par atteindre la Lagune. Elle s'étendait calme, lumineuse et douce. Nous la regardions, les pieds dans un sol fangeux et mou, semé de détritus, où des linges déchirés séchaient à des piquets. Dans le silence de l'heure et du lieu, des hommes réparaient une vieille barque, à coups de marteaux, égaux, puis presses, et qui s'arrêtaient.

Ces misérables et sordides aspects de Venise ne sont pas sans une sorte de beauté. Elle les offre en certains de ses quartiers, au Castello, au Canareggio, à la Giudecca, et aussi à Murano, et cependant la Giudecca, Murano furent jadis des lieux de plai-

sance, des îles de délices. A la Giudecca, les Nobles avaient leurs jardins, à Murano, leurs casini, à côté de ces galants couvents où des filles pas très sages, des nonnes trop jolies, le sein découvert et la fleur de grenadier à l'oreille, conversaient derrière les grilles de parloirs peu sévères avec les élégants visiteurs de leurs grâces recluses, et où les venaient distraire quelques montreurs de marionnettes aussi habiles à manier leurs poupées qu'à glisser aux tendres spectatrices le billet doux prestement dissimulé dans les plis complaisants de la guimpe. De ce passé de piété mondaine et d'intrigue amoureuse, on ne retrouve rien à Murano. Ses palais morcelés effritent leur décrépitude lamentable. Ses canaux abritent quelques pauvres barques. Où êtes-vous, charmante M-M., belle religieuse de Murano, qui risquiez de si hardies escapades amoureuses et nocturnes en faveur du gentil abbé de Bernis et de l'ardent Casanova? La grande Vierge en mosaïque de la cathédrale San Donato n'a plus, de son beau geste byzantin de médiatrice, à vous pardonner vos péchés.

Comme Burano sans ses dentelles, Murano sans ses verreries serait une île aussi morte que la solitaire Torcello, presque déserte. Murano survit grâce aux brasiers de ses fournaises, et l'art du verre y est toujours en honneur. Il a conservé ses beaux procédés d'autrefois, et les ateliers de l'île fameuse comptent encore d'habiles ouvriers, mais leurs créations actuelles marquent une regrettable décadence. Les nouveaux modèles sont d'un mauvais goût déplorablement compliqué, surchargés d'inventions baroques et d'ornementations saugrenues. Les seules pièces acceptables sont celles qui s'inspirent des anciennes formes ou les reproduisent. Cependant l'antique habileté de main subsiste. On le constate, en visitant les fournaises, à voir la brûlante matière sortir du four incandescent et se prêter aux façons où on l'adapte. Comme ils la traitent, l'étirent, la gonflent en bulles, l'amenuisent en fils, souple encore et élastique, et semblent s'en jouer avec une merveilleuse dextérité! Quels prestidigitateurs ces verriers! C'est miracle de regarder naître sans effort un vase, une coupe, se composer une fleur, se dérouler une arabesque, de voir le verre en suspens au bout de la creuse canne de fer par où passe le souffle qui l'enfle et le distend, tandis que la pince le contourne, le gaufre avec une délicate précision.

Ce sont ces mêmes outils, ces mêmes gestes qui ont créé les admirables verreries anciennes que renferme, à Murano, le petit Musée du verre. Sur les rayons des vitrines, elles sont là en leur fine et capricieuse beauté à laquelle le temps a ajouté. Certaines en vieillissant ont pris de froids reflets d'acier, d'autres de délicates irisations. Les unes ont gardé toute la fraîcheur de leur transparence, les autres tout l'éclat de leur émail, car il y en a qui simulent des matières imitées, jouent la porcelaine ou l'agate, se font laiteuses ou jaspées, opaques ou translucides. Et l'on éprouve une sorte de respect attendri pour ces ravissantes fragilités qui ont échappé à tant de périls, et qui, au toucher, tintent, finement sonores, qui furent des objets usuels ou n'eurent d'autre but que d'offrir aux yeux le spectacle de leur frêle beauté. Toutes elles sont nées de cet art du verre fait de fantaisie, de caprice et d'harmonie, art du feu et du souffle, où entre un peu de magie, comme semble l'attester le mystérieux appareil d'alchimiste qui, dans un cabinet obscur, laisse entrevoir ses cornues et ses tubes, ses bocaux et ses pipettes, ses alambics et ses cuves, ses bouteilles à grosses panses que l'on dirait soufflées dans la canne d'un Vulcain, par quelque Éole de la fournaise.

Ces bouteilles énormes qui prennent là un air de sorcellerie, nous les retrouvons dans les vastes magasins de Toso à l'état de simples ustensiles, destinés à d'honnêtes usages commerciaux. Les plus corpulentes bonbonnes y voisinent avec les plus minces flacons. Il y a des corbeilles pleines de fioles minuscules qui ressemblent au fretin d'une pêche miraculeuse. On dirait que toute cette verrerie a été retirée du fond de la Lagune par quelque coup de filet gigantesque. Elle a un aspect refroidi et poissonneux et on en garde au bout des doigts comme une odeur marine. Nous en faisons une ample provision que l'on transporte dans la gondole. Cette cargaison servira d'amusement à nos soirées du Palais Venier où nous nous occupons à décorer au pinceau, avec des couleurs à l'huile et des poudres d'or et d'argent, ces menus objets de verre et à les orner de fleurettes, d'arabesques, de devises, d'emblèmes et même de bonshommes, à quoi excelle particulièrement l'industrieux et patient Henri Gonse que j'imite sans grand succès, à moins que, délaissant le jeu, je ne regarde au mur de l'atelier, le grand portrait, de dos, du Vénitien de Longhi et que je ne griffonne à son adresse, sur

une page de carnet, une de ces petites proses cadencées dont je veux former un jour un recueil d'*Esquisses vénitiennes*.

Hier, je suis entré chez la Signora pour lui payer le prix de nos chambres. Pendant qu'elle m'en signait le reçu, mon regard a été attiré par une armoire qui était ouverte. Sur les rayons s'alignaient des flacons de toutes formes à étiquettes variées. Je me suis approché discrètement et j'ai vu que ces flacons vides étaient de vieux flacons de parfumerie, de marques diverses. La Signora avait dû les recueillir, au départ, dans les chambres de ses pensionnaires. Pourquoi avait-elle réuni cette bizarre collection? Je n'ai osé interroger la Signora et j'ai mis mon reçu dans ma poche, à côté de ma grosse clé qu'il faudra restituer bientôt, car le temps passe et novembre est commencé. Cela se sent à maints indices. Dans le jardin du Palais Venier, il y a encore de délicieuses heures de soleil, mais les feuilles rousses se mêlent aux feuillages verts. Les parterres de chrysanthèmes exhalent une odeur forte et triste. Le gros chat fauve rôde frileusement sous les feuillages rouges. L'autre jour fut un jour de grand vent. La Lagune était mauvaise et écumait aux marches de la Piazzetta. Le Grand Canal était houleux, la marée forte. Cet air du large, ce souffle marin apporte avec lui je ne sais quoi d'héroïque et de turbulent. Venise gonflée d'eau, avec ses vestibules de palais inondés, ses escaliers battus par le flot, ses ponts qui semblent s'être abaissés, donne l'impression qu'elle commence à s'immerger et qu'elle va disparaître dans la montée mouvante de la Lagune.

Néanmoins, à certains jours, l'été semble revenir et nous en profitons pour faire de longues promenades en Lagune. Par une de ces journées lumineuses, nous sommes allés à San Nicolo del Lido visiter son antique église. Sa rude façade de brique rousse se creuse au-dessus du portail pour encastrer un sarcophage que surmonte une statue, celle du doge Domenico Contarini, son fondateur. L'église est sur une petite place déserte. A gauche, quelques arbres, des jardins, un beau pont courbe sur un petit canal. Nous nous sommes assis au soleil sur le parapet de marbre. Venise lointaine apparaissait au ras de l'eau... La gondole nous a menés ensuite vers la Passe jusqu'au moment où le flot puissant de l'Adriatique s'est fait

sentir et nous sommes revenus en longeant le vieux Fort Saint-André. Il se carre sur une base de pierre que rehausse, de loin en loin, un mufle de lion noblement sculpté et que dominent des bastions maçonnés. On y entre par une porte digne d'un palais où des colonnes trapues soutiennent un fronton palladien. On dirait la demeure de quelque Dieu marin, comme en montrent les vieilles gravures de mythologie et l'on s'attend à en voir sortir, chevauchant des dauphins, un cortège de Néréides coiffées d'algues et de Tritons qui soufflent en des conques torses.

Ce fut aussi une belle journée, celle où la gondole nous conduisit à Chioggia. La route est longue, aussi ne nous sommes-nous arrêtés ni à San Lazaro, ni à San Spirito, ni à Poveglia, ni à Malamacco, ni Pellestrina. En approchant de Chioggia, le chenal était si peu profond que les longues algues du fond affleuraient à la surface ; on pouvait toucher leurs souples lanières vertes ou rougeâtres, molles et gluantes. Nous avons débarqué devant l'église. Elle possède un singulier Christ en bois peint, émouvante et grossière image qui, avec sa tête énorme et barbue, son torse maigre, ses jambes grêles, ressemble au Christ que l'on montre à San Nicolo del Lido et qui fut repêché dans les vases de la Lagune.

Chioggia consiste en une large calle dallée, entre ses maisons décrépites. A côté, un canal passe sous un pont de marbre, d'une courbe admirable. Ce canal est rempli de barques de pêche, pressées les unes contre les autres, lourdes coques peinturlurées qui deviennent, une fois leurs voiles déployées, de merveilleux papillons marins. Ce sont ces voiles que l'on voit dans la lumière qui les avive, sur l'eau qui les reflète, étendre leurs grandes ailes, bariolées de dessins bizarres, gonflées de brise ou comme mortes le long des mâts, avec leurs damiers, leurs losanges, leurs cercles, leurs grimoires cabalistiques. Elles sont de plusieurs couleurs et de plusieurs tons qui se dégradent. Il y en a de tous les bleus, de tous les rouges, de tous les ocres et elles ont une vie étrange, ces ailes qui sont des voiles. Elles palpitent, s'enflent, retombent. Elles sont royales et loqueteuses, linceuls misérables de la vieille gloire marine et guerrière de Chioggia !

Nous sommes allés, avant de partir, jusqu'à Sotto Marina, voir l'Adriatique du haut des *Murazzi*, puis nous avnos

repris le long chemin vers Venise. Au soleil couchant la Lagune était violette, verte, rose, vineuse, ensanglantée. C'était comme une vendange et un massacre célestes vus en reflet dans un immense miroir. Il y avait, çà et là, de grandes places herbeuses. Par endroits, la marée était si basse que des pêcheurs, hors de leurs barques immobiles, marchaient dans l'eau où ils enfonçaient à mi-jambes, avec des airs de miracle, des airs évangéliques de pêcheurs d'âmes.

Malgré ses cent églises, les impressions religieuses sont rares à Venise et je n'en garde pas une très profonde de la fête de la Salute. On a établi deux ponts de bateaux sur le Grand Canal pour faire passer la procession qui va de Saint-Marc à la Salute. Elle est médiocre, cette procession : quelques bannières, quelque clergé, les membres des confréries et le Conseil municipal. C'est maigre, mais j'ai eu pourtant le plaisir de voir *il Sindaco* monter les marches de l'église. En chapeau haut de forme et en redingote, ce Sindaco est pourtant le dernier descendant de l'illustre famille dogale des Grimani.

Durant toute la journée, le peuple de Venise a défilé devant la Madone et c'est dans tout le quartier une animation inaccoutumée. Sur le petit campo dei Catecumeni des marchands d'images se sont établis et circulent des vendeurs de cierges peints. A la porte de la Salute on peut lire sur une pancarte cet avis : « En l'honneur de Dieu et de Sa Sainte Mère, on est prié de ne pas cracher par terre et de se servir, de préférence, de son mouchoir. »

Novembre va finir. Pour se préparer au départ proche, il est peut-être sage d'aller une fois « en terre ferme », de façon à rompre la première maille du sortilège qui nous attache à Venise. Où irons-nous? A Padoue, demander au bon saint Antoine de nous rendre, l'an prochain, cette Venise que nous allons perdre dans quelques jours? Irons-nous à Strà, visiter la Villa Pisani, ses jardins et son labyrinthe ? Non, nous serions capables de n'en plus vouloir sortir. M^me^ de la Baume nous propose la Villa Foscari, à Malcontenta, sur la Brenta et nous voici en route pour Fusine. Lentement la terre émerge de la Lagune, plate et basse. Fusine ne se compose guère que de quelques maisons et d'une auberge, auprès de la station des tramways à vapeur qui vont à Padoue. Il fait une belle et claire

journée de novembre. Aux arbres pendent encore des feuilles rousses. La route file droite, longe et coupe les canaux de la Brenta, et la Brenta elle-même, large et grise. Le soleil fait briller les branches en corail des saules dépouillés. Deux chasseurs traversent la route. Çà et là des fermes. Des fossés pleins d'eau. On arrive enfin à une maison isolée au croisement de trois routes : celles de Fusine et de Mestre à droite ; à gauche, celle de Mirà que nous prenons.

La Villa Foscari est placée dans une boucle de la Brenta. C'est Palladio qui l'a construite pour la puissante famille patricienne dont elle porte le nom. Elle est haute et carrée avec une colonnade et un fronton où l'on distingue mal une inscription à demi effacée. C'est à la fois rustique et noble. Derrière la villa il y a une cour ombragée d'un vieux platane et des vignes, séparées par une allée droite qui va jusqu'à un petit canal. La villa est maintenant une ferme. Les fermiers sont attablés dans la cuisine et l'un deux se lève pour nous conduire à un escalier qui aboutit à une vaste salle autrefois peinte à fresque et qui donne sur la colonnade formant terrasse d'où l'on descendait par un autre escalier extérieur et dont les marches sont rompues... Quelques chambres sont encore habitées. Dans l'une subsiste une décoration de figures et de masques, assez bien conservée. Des vêtements pendent, accrochés à des clous auprès d'un lit étroit, recouvert d'une courtepointe d'indienne. Ailleurs des pièces vides où sèchent des graines et des courges.

HENRI DE RÉGNIER.

(A suivre.)

LES JOURNÉES TRAGIQUES

DE JUILLET 1914

De tous les témoignages que l'histoire s'efforcera de recueillir sur les origines de la Grande Guerre, aucun sans doute ne lui paraîtra plus décisif que celui de l'homme d'État qui gérait alors la politique extérieure de la Russie, M. Serge Dimitriévitch Sazonov. Il importe en effet de rappeler que, sous le régime tsariste, les questions diplomatiques n'étaient jamais portées devant le Conseil des ministres : elles relevaient de l'Empereur seul, qui en délibérait exclusivement avec son ministre des Affaires étrangères. On se représente ainsi combien fut lourde la responsabilité de M. Sazonov durant la semaine tragique de juillet 1914.

Les pages qui suivent, extraites de ses Mémoires, démontreront avec quel esprit de sagesse, quelle fertilité de ressources, quelle hauteur de conscience, il s'est ingénié à déjouer les manœuvres des Puissances germaniques et à sauvegarder la paix. Il en ressort cette éclatante vérité : de même que son alliée française, la Russie a tout fait, tout essayé pour conjurer la guerre. Et les historiens futurs sauront mettre en valeur cet argument suprême : quand le tsar Nicolas, agissant motu proprio, *a suggéré à l'empereur Guillaume de soumettre le conflit à la cour arbitrale de la Haye, l'infatué Kaiser n'a même pas daigné lui répondre.*

I. — L'ULTIMATUM AUTRICHIEN

« Cette guerre est le plus grand crime qui ait été commis contre l'humanité. Ceux qui en sont responsables sont désormais dévoilés. » (Mon discours à la Douma le 22 février 1916.)

Le 20 juillet 1914, M. Poincaré arriva à Cronstadt à bord du cuirassé *France*, en compagnie du président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, M. Viviani.

La rencontre de l'Empereur et du Président eut lieu en rade de Cronstadt. Elle fut solennelle et très amicale. L'Empereur avait invité l'ambassadeur de France, M. Paléologue, tout nouvellement arrivé, M. Iswolsky et moi-même, à l'accompagner sur le yacht impérial *Alexandra*, à bord duquel M. Poincaré vint le saluer. Le yacht nous emporta ensuite vers Péterhoff où des appartements avaient été préparés, au grand Palais, pour le Président.

La journée était belle et ensoleillée. Péterhoff ne m'a jamais produit une aussi complète impression de beauté que ce jour-là, quand il s'orna de toute sa magnificence souveraine pour la réception du chef de la démocratie française, dont la modeste silhouette se dessinait comme un point sombre sur le fond de toute cette splendeur.

Le séjour du Président en Russie dura trois jours. Ces trois journées ont marqué dans l'histoire de l'humanité. C'est en effet pendant ces mêmes journées qu'ailleurs étaient prises les décisions criminelles qui devaient causer à l'Europe des souffrances inouïes, la couvrir de ruines et, pour de longues années, arrêter son développement normal.

Toutes les causes de complications internationales avaient été aggravées, au milieu de l'été de 1914, par un événement dont l'importance réelle ne se révéla pas tout de suite. L'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, périt victime d'un attentat, le 28 juin 1914, à Sarajevo. Son épouse morganatique, la duchesse de Hohenberg, fut tuée à ses côtés. L'assassin fut arrêté sur place. C'était un jeune Serbe, d'origine bosniaque, donc un sujet autrichien. Le premier moment d'horreur passé, l'agitation, causée par ce crime en Autriche et dans le monde entier, commençait à se calmer, quand soudain

des renseignements nous parvinrent de Vienne indiquant que le gouvernement autrichien considérait l'assassinat de Sarajevo comme le résultat d'un complot dont les fils remontaient jusqu'à Belgrade. L'opinion publique, qui avait été préparée, pendant de longues années, par une campagne systématique, que menait contre la Serbie la presse officielle et officieuse austro-hongroise, s'empara de ces rumeurs : au bout de quelques jours, toute l'Autriche-Hongrie et même l'Allemagne, convaincues que le gouvernement serbe avait pris part à la préparation de l'assassinat de l'archiduc, étaient en proie à une effervescence très dangereuse. L'enquête judiciaire ouverte à Sarajevo, immédiatement après l'attentat, ne donna aucune indication en ce sens. Les recherches confiées à un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, et destinées à démontrer la participation du gouvernement de Belgrade, établirent de leur côté, avec une netteté absolue, l'inanité de ces accusations. Le gouvernement austro-hongrois et, à sa suite, toute la presse de Vienne et de Budapest, n'en poursuivirent pas moins contre la Serbie une campagne violente qui aboutit bientôt à des assassinats et à des pillages dans plusieurs villes de la monarchie où la population était en majorité serbe.

La propagande politique la plus éhontée était ainsi menée, sous le couvert de l'indignation patriotique, dans le dessein évident de trouver enfin le prétexte dont avait besoin la double monarchie pour régler définitivement ses comptes avec la Serbie.

Le gouvernement russe, préparé par l'expérience des cinq dernières années, prêtait une oreille inquiète aux mauvaises nouvelles de Vienne, s'attendant d'un jour à l'autre à un acte nettement hostile du Cabinet viennois contre la Serbie.

Le séjour du Président de la République à Saint-Pétersbourg se passa donc sous l'impression pénible d'une catastrophe imminente. Le retour à Saint-Pétersbourg, avant la fin de son congé, de l'ambassadeur d'Autriche, le comte Szapary, n'était pas non plus pour me tranquilliser. Néanmoins, on se cramponnait encore, chez nous, à l'espérance que l'empereur François-Joseph, âgé de quatre-vingt-quatre ans, ne se déciderait pas à assombrir par une effusion de sang les dernières années de son règne.

La non-participation du gouvernement serbe au crime de Sarajevo était si évidente pour nous, que nous ne perdions pas

l'espoir de voir, bon gré, mal gré, le gouvernement austro-hongrois renoncer à accuser les représentants du gouvernement serbe de complicité dans le crime d'un jeune fanatique, crime qui ne pouvait d'ailleurs être pour la Serbie d'aucun profit. La tentative faite par le Cabinet viennois pour assimiler l'assassinat de l'archiduc à un complot tramé à l'étranger, me paraissait d'autant plus vaine, que la politique du comte d'Æhrenthal, suivie aveuglément par le comte Berchtold, avait amassé dans la Double Monarchie elle-même une énorme masse de matière inflammable qui pouvait prendre feu à la moindre occasion.

Mais bientôt nous nous trouvâmes en présence d'une réalité qui dépassait de loin tout ce que les esprits les plus pessimistes pouvaient imaginer.

Le cuirassé *France* quitta Cronstadt le 23 juillet pour Stockholm. A peu près au même moment, le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade remit au ministre des Affaires étrangères l'ultimatum qui causa la stupeur et l'indignation de toute l'Europe et qui allait ouvrir une ère nouvelle non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier.

Le texte de cet ultimatum est assez présent à l'esprit de tous pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir. Il suffit de faire remarquer que les exigences qu'il contenait n'avaient jamais été encore signifiées à aucune puissance européenne et que leur acceptation totale par les Serbes, aurait équivalu de leur part à une abdication volontaire de toute indépendance nationale.

Le moment choisi par le gouvernement viennois pour la remise de l'ultimatum coïncidait avec le départ de Russie du Président de la République française. L'heure et le jour de ce départ lui étaient connus par l'entremise de l'ambassadeur d'Allemagne, qui s'était renseigné au ministère des Affaires étrangères. Vienne, par crainte de susciter nos soupçons, avait évité de charger son propre représentant de cette démarche. En réglant ainsi la remise de l'ultimatum, le comte Berchtold voulait empêcher les gouvernements russe et français de profiter de la présence en Russie du Président de la République et de son ministre des Affaires étrangères, pour élaborer de concert un plan d'action destiné à faire face à la situation nouvelle que créait l'ultimatum autrichien. On avait donc décidé de laisser MM. Poincaré et Viviani quitter la Russie avant de faire

éclater la bombe autrichienne; leur retour en France, même sans escales, demandait au moins quatre jours.

Ayant appris la remise de l'ultimatum dans la nuit du 23 au 24 juillet, je quittai Tsarskoié-Sélo le lendemain matin : il n'était que trop évident que nous nous trouvions à la veille d'événements de la dernière gravité. Le délai pour l'acceptation des conditions de l'ultimatum autrichien était fixé à quarante-huit heures. Il était impossible, dans un si court laps de temps, aux puissances de la Triple Entente, de se concerter pour décider des mesures d'apaisement à prendre vis-à-vis du gouvernement de Vienne.

Je m'efforçai tout d'abord d'obtenir un plus long délai au profit des Serbes. Le comte Berchtold répondit à ma demande de prolongation par un refus catégorique. Mes tentatives en vue d'obtenir le concours de l'Allemagne, tant par l'entremise de notre ambassadeur à Berlin que par mes entretiens personnels avec l'ambassadeur d'Allemagne, demeurèrent sans résultat, ce qui fortifia ma conviction que cette fois, comme en 1909, le gouvernement allemand se solidarisait complètement avec l'Autriche-Hongrie et, peut-être encore, étant donné l'importance des événements, d'une façon plus énergique. Le refus du comte Berchtold d'accorder un plus long délai à la Serbie n'était motivé d'aucune façon.

L'attitude de l'Allemagne nous fut expliquée ainsi : le cabinet de Berlin ne se reconnaissait pas le droit de s'interposer dans un conflit entre son alliée et la Serbie, parce que ce conflit ne regardait qu'elles deux et aussi parce qu'il fallait le circonscrire entre ces deux pays, s'il se transformait jamais en lutte armée. Le ridicule de cette dernière affirmation était plus qu'évident et prouvait que l'Allemagne, bien décidée à protéger l'Autriche, refusait de tenir compte de toute l'histoire balkanique pendant le dernier siècle. Il était visible maintenant que nous n'avions pas affaire à l'initiative inconsidérée d'un ministre autrichien peu prévoyant et agissant à ses risques et périls. Celui-ci paraissait bien avoir obtenu d'avance le consentement du gouvernement allemand, sans le soutien duquel l'Autriche-Hongrie ne se serait jamais décidée à pareille entreprise.

Cette conclusion nous était dictée par le simple bon sens. La publication en 1919 des documents secrets du gouvernement austro-hongrois et des documents allemands insérés la même année par Kautsky, dans son recueil spécial, devait nous

en apporter la confirmation irréfutable, en nous découvrant, dans les moindres détails, tous les fils du complot viennois et l'appui qu'il trouva auprès de l'empereur Guillaume et de son gouvernement.

L'ultimatum autrichien mettait tout à coup l'Europe au bord du gouffre, parce qu'il créait une situation à laquelle il était presque impossible de trouver une autre issue que la guerre européenne. L'histoire ne connaît pas, parmi tant d'actions humaines, dont les conséquences furent innombrables, de décision aussi grave prise avec plus de légèreté inconsciente. Le gouvernement austro-hongrois, pour rétablir sa très précaire situation intérieure, en même temps que le prestige extérieur qu'une politique malhabile lui avait fait perdre, se jetait tête baissée dans la guerre, sans avoir pris la peine d'évaluer ses propres forces, et sans se préoccuper de connaître le nombre possible de ses adversaires, se contentant de compter uniquement et aveuglément sur l'aide de sa puissante alliée. Pour le malheur de l'Autriche et de toute l'humanité, cette puissante alliée, qui aurait pu arrêter d'un seul mot, comme elle l'avait fait pendant la deuxième guerre des Balkans (1), cette décision insensée, ne voulut pas, cette fois, prononcer les indispensables paroles d'avertissement. C'était plus que suffisant pour rendre inutiles les efforts de la Russie et des puissances de la Triple Entente en vue d'éviter une guerre qui, aux yeux de toute personne sensée, ne pouvait engendrer dans tous les pays intéressés que les malheurs les plus terribles, et peut-être même leur ruine totale.

Après la défaite de l'Allemagne et l'anéantissement de l'Autriche-Hongrie, les hommes que l'Europe rendait responsables de la guerre et de ses conséquences fatales, éprouvèrent le besoin, — y compris l'empereur Guillaume, — de se disculper au moins devant leurs compatriotes, sinon devant le monde entier, d'accusations qui n'émanaient pas seulement de leurs adversaires, mais aussi de leurs concitoyens déçus et indignés par la fin tragique de cette guerre à laquelle on les avait menés comme à une fête.

Ces responsables ont cherché à prouver, dans d'innom-

(1) En 1913, l'Italie, et à sa suite l'Allemagne, refusèrent de prendre part à la guerre que l'Autriche voulait déclarer à la Serbie.

brables livres et brochures, qu'ils n'avaient pas désiré la guerre, qu'elle leur fut imposée par des adversaires astucieux et qu'ils ne l'avaient entreprise qu'en état de légitime défense...

Mais alors, à quels motifs purent obéir les hommes d'État allemands quand ils souscrivirent au programme politique qui fut présenté à l'empereur Guillaume II, accompagné d'une lettre de l'empereur François-Joseph, le 6 juin 1914, c'est-à-dire deux semaines avant l'ultimatum autrichien, et qui avait pour but l'anéantissement de la Serbie?

Dans cette lettre de François-Joseph, où l'on voit le rôle important dévolu à la Bulgarie par l'Autriche dans la lutte contre la Serbie, nous trouvons le passage suivant qui, par sa netteté, ne laisse aucun doute sur les intentions de la politique viennoise : « Les aspirations de mon Gouvernement, écrit François-Joseph, doivent être dirigées vers l'isolement et la diminution (*Verkleinerung*) de la Serbie. » Et plus loin : « Ceci, — c'est-à-dire la création d'une nouvelle alliance balkanique sous la protection de la Triplice, autrement dit l'assujettissement complet des Balkans à la politique de l'Autriche-Hongrie, — ne deviendra possible qu'après que la Serbie, qui est le centre de la politique panslave, aura été anéantie comme facteur politique dans les Balkans (1). » Les considérations politiques, qui accompagnent la lettre de l'empereur d'Autriche, datent d'avant l'assassinat de l'archiduc héritier : or, elles ne font que développer l'idée d'une lutte sans merci contre la Serbie.

Comment répondirent l'empereur Guillaume et son chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, à la lettre de François-Joseph et au mémoire du comte Berchtold?

Après avoir pris connaissance du contenu de ces deux documents et entièrement approuvé les intentions autrichiennes concernant la Serbie, l'empereur Guillaume déclare à l'ambassadeur d'Autriche, Szœguyeny, « que, si les choses en venaient à une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, les Autrichiens pouvaient être certains que l'Allemagne, fidèle à son alliance, se trouverait à leurs côtés. Du reste, la Russie, dans les circonstances actuelles, est encore loin d'être prête et y regardera sans doute à deux fois avant de prendre les armes ».

(1) Recueil des documents diplomatiques austro-hongrois de 1919, p. 3.

Du rapport détaillé que l'ambassadeur d'Autriche adresse au comte Berchtold, j'extrais ce passage suffisamment significatif : « Comme votre Excellence a pu s'en rendre compte par mes récentes communications télégraphiques, et aussi par les impressions personnelles du comte Hoyos (1), l'empereur Guillaume et les autres dirigeants d'ici ne sont pas seulement fidèles alliés de la monarchie austro-hongroise. Ils nous encouragent (*ermunteren*) de la façon la plus nette à ne pas laisser échapper le vrai moment et à agir avec toute l'énergie possible contre la Serbie, afin d'en finir une fois pour toutes avec ce nid de conspirateurs et de révolutionnaires, nous laissant entière latitude quant au choix des moyens qui nous paraîtraient les meilleurs (2). » J'extrais du même rapport cet autre passage aussi caractéristique : « J'aurais encore à vous dire que les sphères gouvernementales allemandes et, encore plus qu'elles, l'empereur Guillaume lui-même, nous poussent (*drängen*) à entreprendre une action militaire contre la Serbie. »

Le témoignage de Szæguyeny reçoit une entière confirmation du recueil des documents officiels allemands publié par Kautsky, en même temps que le *Livre Rouge* autrichien d'où j'ai tiré ces citations. Quelques extraits de ce recueil verseront un jour éclatant sur la manière de voir des dirigeants allemands concernant l'agression que le comte Berchtold et ses complices projetaient contre la Serbie.

L'empereur Guillaume avait l'habitude de couvrir les marges des documents qui lui étaient présentés d'innombrables annotations autographes. Kautsky en a reproduit textuellement un grand nombre. Je prends dans son livre la note suivante qui ne laisse rien à désirer pour la brièveté et la netteté : « Maintenant ou jamais. » Elle figure sur le rapport de l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirsky, en face du passage où celui-ci parlait du désir des Autrichiens de régler définitivement leurs comptes avec la Serbie (3).

Sur ce même rapport, quelques lignes plus bas, l'Empereur

(1) Le fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères qui porta à Berlin la lettre de l'empereur François-Joseph, et qui était, avec le comte Forgach, un des plus proches collaborateurs du comte Berchtold.

(2) Recueil des documents diplomatiques austro-hongrois, 1919, n° 15, pp. 48, 49, 50.

(3) *Recueil de Kautsky*, I, n° 7, p. 11.

note, en regard de la remarque très juste de son ambassadeur, qu'il serait indispensable de mettre les Autrichiens en garde contre des décisions inconsidérées. « Qui l'en a chargé? C'est très bête; ce n'est pas du tout son affaire. » Et il termine ainsi : « Tschirsky doit laisser ces bêtises. Il faut en finir avec les Serbes, et le plus tôt possible. »

Voilà comment fut jugé des hauteurs du trône le premier conseil de prudence qu'un diplomate allemand donna au Cabinet de Vienne. Il n'y a pas lieu de s'étonner, après cela, si ce premier conseil fut aussi le dernier. Quant à Tschirsky, il n'oublia pas la leçon; il changea son rôle de conseiller prudent contre celui d'ardent instigateur.

Je citerai encore deux de ces annotations de l'Empereur, dont l'une sur un rapport de ce même Tschirsky, où celui-ci écrit que la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie avait été reportée jusqu'au départ de Russie du Président de la République française. En face de ce passage, l'Empereur écrit : « Quel dommage! » La seconde note, peut-être une des plus caractéristiques, orne les bords du rapport du prince Lichnovsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, sage et prudent diplomate qui, considérant avec inquiétude la fièvre subite qui s'était emparée de son Gouvernement, communiquait à son ministre des Affaires étrangères les craintes de sir Edward Grey, sur la brièveté du délai de l'ultimatum autrichien qui rendait d'après lui la guerre presque inévitable. Le ministre anglais avait déclaré à Lichnovsky qu'il était disposé à faire, de concert avec l'Allemagne, des représentations afin d'obtenir une prolongation de l'ultimatum, croyant qu'il serait possible de trouver par ce moyen une solution satisfaisante du conflit. En face de ce passage Guillaume II écrit : « C'est inutile. »

Je pense que ces citations suffisent à illustrer l'état d'esprit de l'empereur Guillaume qui semble, par moments, avoir perdu tout empire sur lui-même et tout équilibre moral.

Pour faire connaître les idées du secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, M. de Jagow, il me suffira de citer le télégramme suivant adressé à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne : « La *Norddeutsche allgemeine Zeitung* publiera sur le différend austro-serbe une note volontairement très atténuée à cause de la diplomatie européenne. Un organe

aussi officieux ne doit pas donner l'alarme trop tôt. Je vous prie de vous assurer que ce fait ne soit pas faussement interprété comme une divergence de notre part avec la décision manifestée par Vienne. »

En dehors des efforts faits par l'empereur Nicolas et le gouvernement russe pour obtenir à Vienne l'intervention conciliatrice du Cabinet allemand, efforts sur lesquels j'aurai encore à revenir, des efforts similaires furent tentés par le roi Charles de Roumanie, dont l'opinion jouissait d'une importance particulière auprès de l'empereur Guillaume et du gouvernement allemand. Le plus sage des Hohenzollern exprima, au cours de son entretien avec le représentant de son ancien pays, quelques idées qui auraient dû faire réfléchir le Kaiser et les diplomates berlinois, mais qui furent cette fois sans effet. Les Autrichiens avaient réussi à convaincre le gouvernement allemand que la Russie projetait la création d'une nouvelle Alliance balkanique dirigée contre l'Autriche-Hongrie. Quand le représentant allemand développa devant le roi de Roumanie les conséquences qui résulteraient pour l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne elle-même, du projet prêté à la Russie, celui-ci lui répondit qu'il n'était pas au courant de l'existence d'un tel projet. La remarque était d'autant plus digne d'attention que l'entretien en question avait lieu à peine un mois après l'entrevue à Constanza, où l'Empereur et moi-même avions, en toute sincérité, entretenu le roi Charles et ses ministres de nos objectifs concernant les questions balkaniques telles qu'elles nous apparaissaient après deux guerres et la paix de Bucarest. En ce qui concernait la participation de la Serbie à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, qui était acceptée à Berlin comme parole d'évangile, le roi Charles déclara qu'il ne croyait pas que ce crime pût être en aucune façon imputé au gouvernement serbe et qu'il s'en était ouvert au ministre d'Autriche, le comte Czernin, en lui demandant si l'on en possédait à Vienne des preuves sérieuses.

Le Roi ajouta que la situation politique lui paraissait grave, mais non désespérée. A son avis, Vienne avait perdu la tête. Il estimait qu'il serait très utile que Berlin usât de son influence sur le gouvernement austro-hongrois pour calmer ses velléités guerrières. Le Roi ajouta que, lors de notre entrevue à Constanza, je lui avais dit que la Russie ne pensait pas à la guerre

pour des raisons de tranquillité intérieure (1), mais qu'elle ne pourrait admettre une agression de l'Autriche contre la Serbie. « Dans ce cas, déclara le Roi, la Roumanie n'aurait plus aucune obligation (2). »

L'opinion du roi Charles de Hohenzollern aurait dû exercer une influence modératrice sur l'empereur Guillaume et le gouvernement allemand. Malheureusement, les accusations du comte Berchtold et de ses satellites contre la Serbie, maintenues à l'encontre des renseignements officiels, avaient trouvé en Allemagne un terrain si propice et s'y étaient tellement enracinées, qu'il était impossible de démontrer aux Allemands que ces accusations manquaient totalement de preuves. La culpabilité de la Serbie, que rien ne prouvait et qui était au contraire démentie par l'enquête sur place d'un fonctionnaire austro-hongrois, s'était transformée à leurs yeux en une vérité indiscutable qui fut le point de départ de toutes les discussions sur le différend austro-serbe. Je me rappelle combien cette opinion préconçue m'indignait quand elle était soutenue par l'ambassadeur d'Allemagne au cours de nos discussions sur cette question. Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, le comte de Pourtalès appartenait à ce type d'Allemand qui est prêt à défendre le point de vue officiel même contre toute évidence. J'étais ainsi amené malgré moi à reconnaître la justesse d'une observation que j'avais entendu faire, il y a longtemps, à M. Milovanovitch, un des hommes d'État serbes les plus éminents, qui affirmait que la grande majorité des Allemands était, par nature, incapable d'impartialité vis-à-vis d'un Français et encore plus d'un Slave. Il y avait un grand nombre de gens de cette catégorie à Berlin en 1914, — l'empereur Guillaume II dans le nombre, — chez qui cette particularité s'expliquait par une haine innée de la race slave. La volonté de ces gens-là eut, sans aucun doute, une influence fatale sur le cours des événements au moment du conflit mondial.

Intéressés politiquement et économiquement à voir toute l'Europe orientale attirée dans l'orbite germanique, ils raisonnaient très judicieusement à leur point de vue en estimant

(1) La mémoire a fait ici défaut au Roi. La Russie n'avait aucune raison, ni aucune intention de faire la guerre à qui que ce fût, tant que ses intérêts n'étaient pas menacés. C'est dans ce sens que j'ai parlé au roi Charles.

(2) *Recueil de Kautsky*, n° 41, p. 61.

qu'ils avaient avantage à ne pas attendre le moment où la réorganisation des moyens de défense de la Russie, — à laquelle on ne s'était mis sérieusement que quatre ou cinq ans après la guerre du Japon, — rendrait les ambitions allemandes sinon impossibles, du moins extrêmement difficiles à réaliser.

En même temps qu'ils poussaient l'Autriche à une guerre contre la Serbie, les diplomates de Berlin insistaient pour localiser avant tout le conflit, sans comprendre que cette exigence était absolument irréalisable. Les groupements politiques entre lesquels se répartissaient les Puissances ne permettaient pas, en effet, d'empêcher qu'une guerre entre deux d'entre elles n'aboutît fatalement à une guerre européenne.

L'insuffisance des renseignements dont disposait le cabinet de Berlin était surprenante. Un ambassadeur d'Allemagne avait-il l'occasion et le courage de prononcer une parole d'avertissement, on n'y prêtait pas attention, attribuant son pessimisme à un excès de nervosité. Ce fut le cas du prince Lichnovsky. C'est pourquoi peu nombreux étaient ceux qui s'enhardissaient à communiquer à leur Gouvernement ce qu'ils voyaient et entendaient, sachant que leurs rapports ne répondraient pas à l'état d'esprit de Berlin. La plupart des diplomates allemands, le comte de Pourtalès, par exemple, se montraient très sincèrement convaincus de l'infaillibilité de leurs supérieurs. C'étaient ceux dont les rapports étaient ornés des plus aimables annotations marginales. D'autres, comme Tschirsky, aussitôt qu'ils s'apercevaient n'être pas dans le ton, changeaient immédiatement leur langage pour l'accorder avec celui de Berlin.

Il faut rendre cette justice à la diplomatie austro-hongroise: elle avait une politique plus logique et plus suivie que celle de sa puissante alliée. Le comte Berchtold savait ce qu'il voulait. Il poursuivait l'accomplissement du plan qu'il avait élaboré lui-même, encore qu'il dût compter, pour le réaliser, sur des forces étrangères; au contraire, Guillaume II et ses conseillers ne faisaient que s'atteler au char délabré de l'Autriche, depuis longtemps si profondément embourbé qu'il semblait difficile de le sortir de l'ornière, même avec l'assistance allemande. Parvenue à un point où l'on peut tout risquer sans danger, l'Autriche-Hongrie, pour arriver à ses fins, n'avait d'autre ressource que de rechercher l'appui de

l'Allemagne. Pour celle-ci, au contraire, malgré la concordance de son programme avec les ambitions de son alliée, se désister de sa liberté d'initiative et, d'un cœur léger, se lancer dans une aventure, présentait un très grand risque, étant donné l'instabilité de la situation politique générale. Le 5 juillet, — jour où eut lieu à Potsdam le conseil où il fut décidé de soutenir l'Autriche-Hongrie, fut ainsi une journée fatale à l'Empire et au peuple allemand. Ce jour-là, l'Allemagne abdiqua son rôle de dirigeante de la Triplice pour se livrer entièrement à son alliée impuissante, et se mettre au service d'une cause désespérée.

Le plan de la diplomatie austro-hongroise, préparé avant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, et pour l'accomplissement duquel elle obtint, le 5 juillet 1914, une promesse de soutien et d'assistance effective de la part de l'empereur Guillaume et de M. de Bethmann-Hollweg, était des plus simples. Il peut se résumer en ce peu de mots : anéantir la Serbie sans tenir compte de la Russie (*ohne Rücksicht auf Russland*). Dans cette brève formule tenait un vaste problème politique, dont la difficile solution aurait donné à réfléchir à plus d'un homme d'État sérieux. Mais, à Vienne, tout fut décidé avec une extrême hâte, au cours d'une séance du Conseil des ministres, où le plan du comte Berchtold ne rencontra d'objections que de la part du président du Conseil hongrois, le comte Tysza, qui d'ailleurs se rallia à la majorité, dès qu'il sut que l'empereur François-Joseph avait obtenu le consentement du Kaiser.

Désormais, ayant, à ses côtés, une alliée qu'elle tenait pour invincible, l'Allemagne, — qui lui avait promis son concours, qui la pressait de commencer son offensive, et qui se chargerait du gros de la besogne, — l'Autriche-Hongrie était résolue à une attaque immédiate contre la Serbie. Aussi, l'ultimatum fut-il rédigé de façon à exclure toute possibilité de le voir accepté. Le rapport du conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Vienne, le prince de Stolberg, en date du 18 juillet, adressé au secrétaire d'État von Jagow, présente à cet égard un intérêt extrême. J'en cite le passage suivant (1) : « En réponse à ma question sur ce qu'il adviendrait si l'on n'obtenait aucun résultat (c'est-à-dire si la Serbie acceptait l'ultimatum austro-hongrois), le

(1) *Recueil de Kautsky*, n° 87, p. 113.

comte Berchtold exprima l'avis qu'il faudrait avoir recours, pendant l'exécution des clauses de l'ultimatum, à une « ingérence profonde » (*Weitgehende Ingerenz*); Hoyos (le chef de cabinet de Berchtold) vient de me dire que les exigences formulées étaient telles qu'aucun État, ayant quelque amour-propre et respect de soi-même, ne pouvait les accepter. »

Tout avait donc été prévu. Si la Serbie rejetait, comme elle le devait, les demandes du cabinet de Vienne, elle était immédiatement attaquée. Si elle se décidait, contre toute attente, à les accepter, elle devait être victime de chicanes insupportables qui eussent quand même abouti à une invasion autrichienne. L'anéantissement de la Serbie était résolu. Quoi qu'elle fît, elle ne pouvait y échapper.

***

Lorsque je pris connaissance de l'ultimatum viennois, qui me fut communiqué le 24 juillet par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, je ne connaissais naturellement pas les documents diplomatiques que je viens de citer. Néanmoins, à la seule lecture du texte, je ne doutai pas un instant que la position de la question ne fût celle que je viens de dire.

Une mauvaise volonté irréductible perçait entre chaque ligne de ce document unique en son genre. Je n'avais aucune raison de cacher mon impression au comte Szapary ; je lui déclarai donc que je ne doutais pas que l'Autriche ne cherchât la guerre avec la Serbie et que, dans ce dessein, elle ne brûlât tous les ponts derrière elle en formulant des exigences inacceptables. J'ajoutai qu'elle risquait, par ses actes inconsidérés, d'allumer un incendie européen.

Sir Edward Grey déclarait, le même jour, à l'ambassadeur d'Autriche à Londres, le comte Mensdorff, « qu'il était extrêmement inquiet pour le maintien de la paix entre les Grandes Puissances », et à son collègue allemand, le prince Lichnovsky, « que le danger d'une guerre européenne deviendrait immédiat dans le cas d'une invasion du territoire serbe par l'Autriche ». Lichnovsky traitait lui-même de « foudroyante » l'impression produite en Angleterre par l'ultimatum autrichien. Les représentants autrichiens durent entendre les mêmes remarques à Paris et à Rome. Ce ne sont pas les avertissements qui leur firent défaut. Mais l'empereur François-Joseph, le comte

Berchtold et le général Conrad von Hoetzendorff étaient prêts à tout : rien ne pouvait les écarter du chemin qu'ils avaient choisi et dont ils attendaient un renouveau de l'ancienne gloire et un relèvement de puissance pour la monarchie des Habsbourg.

Mon premier mouvement fut d'essayer de gagner du temps : je m'adressai au Cabinet de Vienne, en le priant de prolonger de quarante-huit heures le délai de l'ultimatum qui était beaucoup trop court. Je reçus un refus, qui ne fut même pas motivé. Ma demande ne trouva non plus aucun soutien à Berlin. Au cours de mon premier échange de vues avec le ministre de Serbie à Saint-Pétersbourg, après la remise de l'ultimatum autrichien, je lui avais déclaré que je ne voyais pas d'autre conseil pratique à donner à son Gouvernement que de consentir à toutes les clauses de l'ultimatum, sauf celles qui attentaient aux droits souverains de la Serbie, et qu'aucun gouvernement soucieux de son indépendance ne pourrait jamais accepter. Je donnai le même conseil par télégraphe à Belgrade, où le pouvoir était aux mains de M. Pachitch, un homme d'État sur la sagesse et la fermeté de qui je pouvais compter, pour prendre des mesures qui auraient été impossibles de la part de tout autre ministre, ne jouissant pas de sa position en Europe et de son prestige dans son propre pays. Pachitch fut à la hauteur de la situation terrible et des responsabilités en face desquelles le mettaient ces circonstances. Il eut le courage de faire le sacrifice qui nous semblait l'unique chance pour sa patrie d'éviter une prompte invasion.

La Serbie accepta toutes les clauses de l'ultimatum autrichien, sauf une, celle qui concernait la participation de fonctionnaires austro-hongrois à l'enquête destinée à rechercher la complicité des sphères gouvernementales serbes dans le crime de Sarajevo. Encore ce refus n'était-il prévu que pour le cas où les formes de cette participation ne répondraient pas au droit international. En même temps, Pachitch se déclara prêt à remettre la question entre les mains du Tribunal international de la Haye, si l'Autriche présentait de nouvelles exigences. La coupe amère était vidée jusqu'à la lie, et il semblait bien que la Serbie ne pût aller plus loin dans la voie de la soumission aux exigences tyranniques de sa puissante voisine.

Pendant ces journées tragiques, le prince régent, Alexandre,

se tourna vers l'empereur de Russie, de qui seul il pouvait espérer un soutien efficace. Dans sa réponse, l'empereur Nicolas exprimait ses sincères sympathies pour le peuple serbe et pour le Prince lui-même. En faisant mention des efforts entrepris par le gouvernement russe pour surmonter les difficultés du moment, il affirmait ne pas douter du désir de la Serbie de trouver au conflit une issue qui évitât les horreurs de la guerre, tout en sauvegardant l'honneur du pays. « Tant qu'il existera le moindre espoir d'éviter une effusion de sang, déclare l'Empereur à la fin de son télégramme, tous mes efforts seront dirigés vers ce but. Si, malgré notre plus sincère désir, nous n'y parvenons pas, Votre Altesse Royale peut être certaine que la Russie ne restera pas indifférente au sort de la Serbie. »

Cette réponse contenait tout ce qu'on pouvait attendre d'un souverain russe en cet instant tragique. Tout le profond désir de paix de l'empereur Nicolas y était exprimé en même temps que la ferme décision, partagée par toute la Russie, qui l'avait affirmé dès le début de la crise, de ne pas permettre que la Serbie fût victime de l'offensive autrichienne. La précipitation avec laquelle la légation d'Autriche s'empressa de quitter Belgrade, dès que la réponse serbe lui fut remise, faisant preuve ainsi d'un complet dédain de ce qu'elle contenait, acheva de prouver que la rupture était décidée d'avance. L'accusation portée contre le gouvernement serbe d'avoir participé à l'assassinat du seul représentant de la maison de Habsbourg, qui eût marqué quelque sympathie pour le peuple serbe, ne pouvait être qu'un prétexte pour aboutir à l'anéantissement politique, depuis longtemps préparé, de l'État serbe par-dessus les ruines duquel l'Autriche-Hongrie espérait tendre la main à son protégé et complice, Ferdinand de Cobourg.

D'après les documents officiels, nous connaissons maintenant le rêve du Cabinet de Vienne de créer une nouvelle alliance balkanique, sous la domination des Empires centraux ; rêve qu'approuvait alors Berlin et qui devait en se réalisant détruire une fois pour toutes, dans les Balkans, toute influence russe, fruit d'un siècle et demi d'efforts constants et de lourds sacrifices, et livrer l'Orient slave, pieds et poings liés, au pouvoir des Austro-Allemands. Du même coup, auraient été ouverts aux Autrichiens l'accès de Salonique et celui de Constantinople aux Allemands qui le convoitaient ardemment. L'installation

définitive de l'Allemagne sur le Bosphore et les Dardanelles aurait équivalu à une condamnation à mort de la Russie, exactement comme l'occupation de Calais ou d'Anvers par l'Allemagne serait fatale à la Grande-Bretagne ou à la France.

On prévoyait évidemment à Vienne l'impression que la rupture avec la Serbie ne manquerait pas de produire sur le gouvernement et l'opinion publique russes. Aussi l'ambassadeur austro-hongrois fut-il chargé, par acquit de conscience, de me donner l'assurance, en me remettant l'ultimatum, que son gouvernement n'avait aucune intention d'annexer une partie du territoire ou d'attenter aux droits souverains de la Serbie. Ces assurances paraissaient d'autant plus étranges que tout l'ultimatum était un attentat à peine déguisé contre l'indépendance politique de la Serbie. Toutes les promesses autrichiennes étaient donc sans valeur aucune.

Il est intéressant de confronter ces affirmations mensongères avec ce qui avait été dit, au Conseil des ministres austro-hongrois du 7 juillet 1914, au sujet de l'intégrité territoriale de la Serbie et de son indépendance, et de la façon dont on les comprenait à Vienne. Le compte rendu officiel de la séance, publié dans le recueil des actes diplomatiques austro-hongrois de 1919, contient ce passage que je cite textuellement : « Puis commença la discussion des objectifs d'une action militaire contre la Serbie. Sur l'avis du président du Conseil des ministres hongrois, il fut décidé que la Serbie, une fois diminuée territorialement, ne devait pas être complètement anéantie par égard pour la Russie. Le président du Conseil des ministres austro-hongrois fit remarquer qu'il serait aussi très désirable que la dynastie des Karageorgévitch fût éloignée du trône et que la couronne serbe fût offerte à un souverain européen (1), enfin qu'il fallait prévoir également l'instauration d'une certaine dépendance économique de la Serbie amoindrie par rapport à la Double Monarchie (2). »

Voilà comment on entendait à Vienne le respect de l'indépendance de la Serbie et de son intégrité territoriale.

La déclaration de guerre survenue quarante-huit heures après la remise de l'ultimatum à Belgrade rendait la continuation de tous pourparlers fort difficile. La brièveté du délai fixé

(1) Lisez : allemand.

(2) *Recueil des documents diplomatiques austro-hongrois*, 1919, n° 8, p. 33.

par Vienne avait été escomptée dans cette intention. Je n'en continuai pas moins à faire tous les efforts possibles pour éviter qu'ils ne fussent rompus. Nos amis et alliés me prêtèrent leur concours en cette occasion. Je pouvais entièrement compter sur l'assistance du gouvernement français, connaissant les tendances pacifiques qui avaient dominé à Paris dès le début des guerres balkaniques. Il était donc beaucoup plus important pour moi d'obtenir sans retard du gouvernement britannique une déclaration formelle de solidarité avec la Russie et la France dans la question des négociations concernant le conflit austro-serbe. Dès le premier instant, il me parut évident, bien que le coup eût été porté par Vienne, qu'il fallait agir sur Berlin pour parer au terrible danger qui menaçait la paix européenne. J'étais convaincu que le meilleur et peut-être le seul moyen d'arriver à un résultat, était d'obtenir du gouvernement anglais une ferme déclaration dans le sens d'une telle solidarité. Je gardais encore toute fraîche dans ma mémoire l'impression produite partout, — et en Allemagne plus qu'ailleurs, — par le discours du Premier anglais, en 1911, quand, à la suite de l'incident d'Agadir, l'Europe semblait à la veille d'une guerre générale. Une seule déclaration catégorique de solidarité de la part de l'Angleterre avec la France avait alors suffi pour dissiper les menaces d'orages qui s'amoncelaient.

J'étais fermement convaincu, — et je conserve toujours cette conviction, — que si une semblable déclaration de solidarité entre les puissances de la Triple Entente dans la question austro-serbe avait été faite par la Grande-Bretagne en temps utile, Berlin, au lieu de pousser à la guerre, ferait entendre des conseils de modération et de prudence. Ainsi l'heure du règlement de comptes entre les deux camps adverses qui partageait l'Europe eût pu être ajournée pour très longtemps, peut-être même pour un avenir indéterminé.

Dans cette conviction, je consacrai la première entrevue que j'eus avec l'ambassadeur d'Angleterre, sir George Buchanan, — pendant l'intervalle qui s'écoula entre le moment de la remise de l'ultimatum autrichien, le 23 juillet, et la réponse serbe du 25, — à le persuader de la nécessité d'expliquer à Londres notre manière de voir et d'obtenir le consentement de son gouvernement pour la déclaration décisive que je sollicitais. Ayant sous la main le *Livre Bleu* anglais de 1914, c'est sur lui que je

vérifie mes souvenirs concernant mes premières conversations avec l'ambassadeur d'Angleterre, en présence de l'ambassadeur de France, M. Paléologue, qui soutint énergiquement mes arguments.

Tout d'abord en invitant l'ambassadeur par téléphone à venir me voir, je lui confiai que la démarche de Vienne, d'après mes premières impressions, annonçait la guerre. Puis, au cours de notre entrevue, je lui exprimai ma conviction que l'Autriche-Hongrie n'aurait pas pris une attitude si provocante, si elle n'avait pas obtenu préalablement le consentement de l'Allemagne. J'ajoutai que j'espérais que le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne tarderait pas à affirmer sa solidarité avec la Russie et la France. A la réponse de sir George Buchanan que les intérêts de l'Angleterre étaient insignifiants en Serbie et qu'une guerre déclenchée au profit de ce pays ne serait jamais acceptée par l'opinion publique anglaise, je répliquai que l'Angleterre ne devait pas oublier qu'il s'agissait d'une question d'une importance générale, la question serbe n'étant pas seulement une affaire balkanique, mais bien une affaire européenne, que la Grande-Bretagne n'avait donc pas le droit de se désintéresser des questions soulevées par l'Autriche en connexion avec l'incident serbe. Comme nous insistions, M. Paléologue et moi, pour que le gouvernement anglais affirmât sa solidarité avec nous, sir George nous donna à entendre que peut-être son gouvernement consentirait à déclarer à Berlin et à Vienne que l'action de l'Autriche contre la Serbie susciterait vraisemblablement l'intervention de la Russie, ce qui entraînerait l'Allemagne et la France dans le conflit et rendrait difficile à l'Angleterre de se tenir à l'écart d'une guerre devenue générale. Je lui répondis que si la guerre éclatait, les Anglais seraient forcés tôt ou tard d'y prendre part et qu'en ne se mettant pas, dès le début de la crise, ouvertement aux côtés de la Russie et de la France, ils ne faisaient que rendre la guerre plus inévitable. En même temps, j'exprimai l'espoir que le gouvernement britannique déclarerait sa vive désapprobation des décisions prises par l'Autriche-Hongrie (1).

Le lendemain de cette première entrevue, je renouvelai mes instances, l'ultimatum autrichien expirant le soir même, et signalai le danger de tout retard. J'informai encore l'ambassa-

(1) *Livre Bleu*, édition française, première partie, n° 4, p. 14, 15, 17.

deur d'Angleterre que j'avais appris que la Serbie comptait s'adresser aux Puissances pour leur demander secours. Il me semblait qu'un pareil recours pourrait être utile. Je considérais qu'il fallait à tout prix s'efforcer de donner à ce différend une base internationale, d'autant plus que les engagements formulés par la Serbie en 1908, au sujet de ses rapports de bon voisinage avec l'Autriche-Hongrie, et dont il était question dans l'ultimatum du 23 juillet, avaient été pris devant toutes les Puissances et non pas seulement devant l'Autriche-Hongrie. Si la Serbie s'adressait aux Puissances, la Russie était disposée à s'abstenir, laissant à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne et à l'Italie le soin de régler le différend. Il était d'ailleurs possible qu'outre son appel aux Puissances, la Serbie proposât de soumettre son cas à un arbitrage.

Je confirmai à sir George que la Russie n'avait aucune intention belliqueuse, et qu'elle n'entreprendrait rien, tant qu'elle n'y serait pas forcée. Les agissements de l'Autriche-Hongrie étaient en somme dirigés autant contre la Russie que contre la Serbie, puisqu'ils avaient pour objet le renversement du *statu quo* actuel dans les Balkans en y établissant son hégémonie. Si l'Angleterre prenait immédiatement position aux côtés de la Russie et de la France, il n'y aurait pas de guerre. Si, au contraire, elle ne les soutenait pas en ce moment critique, des fleuves de sang couleraient, et elle serait quand même, tôt ou tard, entraînée dans le conflit. Le malheur voulait que l'Allemagne fût convaincue qu'elle pouvait escompter la neutralité de l'Angleterre. Pour conclure, je dis à l'ambassadeur que la Russie ne pouvait permettre à l'Autriche-Hongrie d'écraser la Serbie et de devenir la Puissance prédominante dans les Balkans et que, si la France nous prêtait son concours, nous ne reculerions pas devant les risques de la guerre. Je répétai encore une fois à sir George Buchanan que nous ne cherchions pas à provoquer un conflit, mais que, si l'Allemagne ne retenait pas l'Autriche-Hongrie, la situation nous semblait désespérée (1).

Dans ses *Mémoires sur les causes de la guerre*, M. Asquith, qui était alors premier ministre, s'étend longuement sur mes pourparlers avec sir George Buchanan et avance, pour expliquer la position prise par son gouvernement, « qu'il n'a été donné

(1) *Livre Bleu*, 1re partie, n° 9, p. 27, 30, 31.

jusqu'à présent aucune preuve sérieuse qu'une attitude menaçante ou irréductible de la Grande-Bretagne aurait réussi à amener l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à quitter le chemin qu'elles avaient choisi ».

En tenant ce langage, M. Asquith oublie l'intervention du gouvernement anglais dans la controverse entre la France et l'Allemagne, en 1911, qui avait un aspect peut-être plus dangereux encore pour la paix européenne que le conflit austro-serbe de 1914. Il semble difficile de mettre en doute les résultats salutaires qu'aurait pu avoir cette intervention, quand des hommes l'État allemands, non exempts de chauvinisme, comme l'amiral Tirpitz, se voient obligés de reconnaître, tout en niant les intentions belliqueuses de leur gouvernement, que l'intervention anglaise de 1911 fut la cause d'une défaite diplomatique de l'Allemagne. On était en droit d'espérer qu'un précédent si heureux pourrait avoir une grande influence sur l'attitude de M. Asquith, surtout quand on sait le prix que les Anglais attachent aux précédents dans toutes les questions politiques. D'ailleurs, est-il encore permis de supposer que M. de Bethmann-Hollweg avait prévu la participation de l'Angleterre à la lutte contre l'Allemagne, après la publication du rapport de sir Edward Goschen, ambassadeur britannique à Berlin, où celui-ci rend compte des circonstances de la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne à la suite de la violation de la Belgique? Ce rapport, désormais célèbre, prouve irréfutablement que la déclaration de guerre anglaise fut une surprise terrible pour le chancelier. Nous pouvons donc croire qu'un avertissement du gouvernement anglais, fait au bon moment, aurait dégrisé l'Allemagne. On ne peut naturellement pas prouver, d'une façon positive, qu'un événement qui ne s'est point produit aurait eu tel ou tel résultat. Il reste une forte présomption en faveur d'une conviction que, sans aucun accord préalable, nous avons défendue tous les deux, M. Poincaré à Paris et moi, à Saint-Pétersbourg (1).

Le refus du gouvernement anglais de faire une démarche décisive, en ce moment angoissant, était d'autant plus difficile à comprendre que ni en France ni en Russie, personne ne pouvait douter des efforts de l'Angleterre pour prévenir la guerre européenne. Nous avons comme garantie de cette attitude la

(1) Rapport de sir Francis Bertie, *Livre Bleu*, n° 99.

tradition libérale du gouvernement à la tête duquel se trouvait M. Asquith, et aussi la haute personnalité morale du ministre des Affaires étrangères, sir Edward Grey, qui fut toujours considéré, et non sans raison, comme un pacifiste convaincu.

Je dus donc reconnaître, avec une inquiétude croissante, que les premières tentatives du gouvernement russe, pour trouver une solution pacifique au conflit austro-serbe, n'avaient pas produit les résultats désirés; cela, en dépit de la bonne volonté de la Serbie, qui ne fit pas seulement tout ce que nous en attendions, mais alla encore dans cette voie beaucoup plus loin que nous n'osions l'espérer. L'Angleterre s'abstint de faire la déclaration que nous lui demandions, et qui aurait apporté la clarté indispensable dans la situation trouble et dangereuse créée par les Empires centraux. A Berlin, nous n'entendions parler que de la nécessité de localiser le conflit austro-serbe, tandis qu'on affirmait en même temps la décision de soutenir jusqu'au bout l'Autriche, ce qui était le moyen le plus sûr de rendre la situation encore plus inextricable. Le 23 juillet, von Jagow soutenait à notre chargé d'affaires qu'il n'avait pas eu connaissance du contenu de l'ultimatum autrichien; nous savions cependant pertinemment que Tschirsky le lui avait communiqué *in extenso* dès le 21 juillet (1).

Von Jagow télégraphia dans le même sens au prince Lichnovsky (2). Il est difficile de comprendre quel intérêt il avait à induire en erreur non seulement ses adversaires, mais aussi ses propres représentants. A Paris, on comprit l'importance européenne du conflit, dès le début, sans se laisser dérouter par son origine balkanique.

Il ne nous restait donc rien d'autre à faire que de poursuivre, avec la même énergie, nos efforts pour paralyser la mauvaise volonté de l'Autriche et obtenir, au moyen d'une médiation des Puissances, la revision des exigences inadmissibles du gouvernement de Vienne, même après la rupture des relations entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Malgré toutes les difficultés occasionnées par cet événement, je me décidai à défendre ce point de vue au Conseil des ministres qui devait se réunir le lendemain 26 juillet sous la présidence de l'Empereur, et j'en fis part la veille à l'ambassadeur de France.

(1) Recueil austro-hongrois, n° 26, p. 146, 147.
(2) *Recueil de Kautsky*, n° 126, p. 146, 147.

Convaincu que le gouvernement italien désapprouvait la manière d'agir de l'Autriche-Hongrie, je chargeai notre ambassadeur à Rome, M. Kroupensky, de prier le marquis de San Giuliano d'exprimer nettement à Vienne sa désapprobation de l'initiative autrichienne et de faire comprendre au comte Berchtold l'impossibilité de localiser un conflit, qui devait fatalement provoquer l'intervention de la Russie décidée à soutenir l'indépendance serbe.

L'Italie prit, dès le début du conflit austro-serbe, comme je l'appris plus tard, une attitude nettement hostile à celle de l'Autriche. Les intentions agressives du gouvernement de Vienne envers la Serbie furent vite connues à Rome et y suscitèrent une grande inquiétude. Déjà, avant mon recours au marquis de San Giuliano, celui-ci avait informé l'ambassadeur d'Allemagne qu'il refuserait de faire aucune représentation au gouvernement serbe au sujet de l'assassinat de l'archiduc héritier, puisque ce crime avait été commis par un sujet autrichien. Les personnes qui approchaient le ministre affirmaient ouvertement que l'Autriche-Hongrie s'était mise en mauvaise posture en formulant des exigences exorbitantes et qu'elle ne devait pas compter sur le concours de l'Italie. San Giuliano évitait tout échange de vues personnelles avec l'ambassadeur d'Autriche à Rome, mais il ne cachait pas son opinion à l'ambassadeur allemand von Flotow, à qui il fit savoir que l'Italie ne prendrait en aucun cas part à une politique d'oppression des nationalités. Flotow en informa consciencieusement la Wilhelmstrasse en ajoutant que le gouvernement italien n'était pas disposé à soutenir les exigences autrichiennes, pour ne pas se trouver en contradiction avec le sentiment unanime de son peuple. Ces communications de von Flotow inquiétèrent le gouvernement allemand, mais elles ne modifièrent en rien son attitude sympathique et encourageante à l'égard du Cabinet de Vienne.

En même temps que je m'adressais à Rome, je proposai au comte Berchtold de permettre à l'ambassadeur austro-hongrois à Saint-Pétersbourg d'examiner avec moi, à titre privé, le texte de l'ultimatum, pour essayer de trouver un moyen d'y changer d'un commun accord certains passages qui me paraissaient inacceptables.

Après quarante-huit heures d'attente, je reçus une réponse

du comte Berchtold par laquelle il me déclarait, par l'entremise de notre ambassadeur à Vienne, M. Chébéko, qu'il ne pouvait ni rétracter, ni discuter avec moi les conditions de l'ultimatum autrichien. Il chargea encore le comte Szapary de me dire que, dans sa conversation avec M. Chébéko, il avait souligné l'impossibilité d'accepter des propositions de ce genre.

Les nouvelles de Berlin n'étaient pas meilleures. A la demande que notre chargé d'affaires, Bronevsky, lui avait adressée, d'exercer à Vienne une influence conciliatrice, von Jagow répondit qu'il ne pouvait pas donner de conseils de modération à son alliée (1).

Ma proposition se croisa avec celle de sir Edward Grey concernant la médiation des quatre Puissances non intéressées dans le conflit. Cette offre avait pour origine la déclaration que j'avais faite à sir George Buchanan, et par laquelle le gouvernement russe offrait, tout en restant lui-même à l'écart, de remettre la médiation du conflit austro-serbe entre les mains des quatre grandes Puissances qui y étaient moins directement intéressées. Cette initiative poursuivait un double but : 1° la réunion des représentants des Puissances à Londres, sous la présidence de sir Edward Grey, pour trouver un moyen de résoudre le conflit ; 2° la suspension des préparatifs de la part de l'Autriche-Hongrie et de la Serbie jusqu'à la fin de la Conférence des médiateurs.

La proposition de sir Edward Grey, inspirée par le plus sincère désir de paix des gouvernements anglais et russe, et à laquelle s'associa immédiatement le gouvernement français, avait encore cet avantage que les Puissances chargées de la médiation appartenaient en nombre égal à la Triple Entente et à la Triplice, ce qui rendait d'avance impossible toute décision partiale. Cette proposition reçut à Berlin un aussi mauvais accueil que les deux précédentes qui venaient de moi seul. L'ambassadeur de France à Berlin, M. Jules Cambon, fut chargé par son gouvernement de proposer la formule suivante, adoucie à dessein et que le vague de ses termes devait rendre plus acceptable : « S'abstenir de toute action qui puisse rendre plus aiguë la situation actuelle. »

MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow repoussèrent avec la même énergie la proposition de sir Edward Grey et la for-

(1) *Livre Orange*, édition française, n° 38, p. 54.

mule de M. Jules Cambon. La réponse négative de l'Allemagne eut pour premier résultat de retarder la dislocation de la flotte britannique réunie dans la mer du Nord pour les grandes manœuvres. En prenant cette mesure, sir Edward Grey déclara à l'ambassadeur austro-hongrois que l'Angleterre n'avait pas l'intention de convoquer les réservistes, que la décision prise concernant la flotte n'était pas une menace, mais que l'éventualité d'une guerre européenne ne permettait pas au gouvernement anglais de disséminer ses forces.

Le jour même où le comte Berchtold répondit par un refus à ma proposition de continuer les négociations avec l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, c'est-à-dire le 29 juillet, l'Autriche déclara la guerre à la Serbie et attaqua la flottille serbe du Danube. On attendait à Saint-Pétersbourg d'un moment à l'autre la mobilisation autrichienne. Notre consul à Prague m'avait déjà informé, le 25 juillet, de la publication d'un ordre officieux de mobilisation qui devait être évidemment suivi de l'ordre de mobilisation générale, lequel fut en effet signé le 28 juillet, c'est-à-dire la veille de la déclaration de guerre à la Serbie.

Sous l'impression de la situation politique qui empirait d'instant en instant, j'envoyai, ce même jour, le télégramme suivant au comte Benckendorff à Londres : « Mes conversations avec l'ambassadeur d'Allemagne confirment ma conviction que l'Allemagne soutient l'obstination de l'Autriche. Le cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter le développement de la crise, n'influence aucunement ses alliés. L'Allemagne considère que la réponse serbe n'est pas satisfaisante. Il me semble que l'Angleterre pourrait, plus que toute autre puissance, tenter une action à Berlin pour pousser le gouvernement allemand à prendre les mesures nécessaires. La clef de la situation se trouve manifestement à Berlin. »

S. Sazonov.

(A suivre.)

HAUDEQUIN, DE LYON

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Ce fut l'hiver suivant que Benoîte, un matin, apporta une lettre à Philippe qui dormait encore.

Il était couché sur le dos ; le front et les cheveux semblant choir en arrière dans cette apparence de glissement vers l'abîme que donne souvent le sommeil, comme la mort. La bise humide de février entrait par la fenêtre ouverte, éventait sa poitrine nue ; et ses deux mains avaient empoigné le bord des couvertures qu'elles défendaient contre une attaque imaginaire. Benoîte demeura debout un long moment devant son soleil endormi. Elle aussi cherchait à travers ses traits d'homme qui commençaient à se durcir, le petit garçon si religieusement chéri naguère, celui qu'elle appelait du nom médité et raisonné de « son ange ». Il dormait aujourd'hui dans le péché. Dieu savait quels rêves se formaient en ce moment sous cette tête lourde. Pourtant il avait une respiration calme, et malgré sa conduite scandaleuse, Benoîte lui trouvait dans l'attitude, dans la tranquillité, comme une pureté céleste qui faisait croire qu'il ne songeait à rien de mal, et qui retenait même Benoîte de l'éveiller pour la lettre. Mais soudain, de lui-même, il ouvrit les yeux.

Copyright by Colette Yver, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 1er et 15 juillet.

Ce jour-là, obligatoirement, sa première et unique pensée fut pour celle qu'il vit devant lui et à laquelle il sourit amoureusement, un instant. Mais ce fut court. Ses yeux tombèrent aussitôt sur la suscription de l'enveloppe où les majuscules de son nom présentaient un faux style de signes grecs, et à son air, à cet effroi qui figea ses brunes prunelles, Benoîte comprit qu'elle devait s'enfuir, qu'elle avait apporté là une mauvaise lettre, et à peine dans sa cuisine, instinctivement se savonna les mains à la fontaine.

Un grand silence suivit. L'esprit de Benoîte était obsédé par l'idée de cette lettre dont elle eût dû refuser de se faire la messagère. Pas un bruit dans la chambre. Philippe ne se lassait pas de la relire sans doute. Et de sa fenêtre, à travers la cour sombre, elle épiait la fenêtre de Philippe qu'on ne refermait pas. Le temps passa ; une heure, puis deux. Aucun mouvement. Chaque jour, à pareil moment, il était loin d'ici. L'inquiétude la pressa d'aller voir ce que devenait son enfant, car tout semblait insolite avec cette première lettre suspecte qu'on recevait rue des Capucins. A onze heures, elle n'y tint plus et frappa doucement à la porte. On parut l'inviter à entrer.

Rien n'avait changé dans la chambre empire. Philippe, dans le même creux du matelas, la tête semblant se renverser pour un glissement infini ; la lettre sur le drap, le drap tiré sur le lit, empire comme la chambre : un ordre parfait. Par contenance, Benoîte alla fermer la fenêtre, glissa les rideaux, ouvrit le radiateur.

— Benoîte ! appela Philippe.

Elle accourut, vit ses joues du blanc des draps et son regard sans force.

— Quoi ! dit-elle, s'interdisant toute curiosité, tu ne te lèves pas ? Tu n'es pas malade ?

— Je vais très bien, mais je ne me lève pas.

— A ton aise, dit-elle, affreusement troublée, mais faisant mine de s'en aller.

A la porte, il la rappela impérieusement :

— Benoîte, reste !

Elle revint, s'assit au bord du lit ; il la regardait fixement sans parler. Elle saisit sa grosse main qui s'était encore élargie depuis le service militaire, les monts de la paume gonflés, les

articulations plébéiennes, les doigts spatulés, et il lui semblait reprendre possession de son enfant.

— Pourquoi m'aimes-tu, Benoîte ?

— Ah ! fit-elle, je ne me le demande jamais.

— Dieu merci, ma pauvre vieille : tu ne trouverais pas. Je ne t'ai causé que des peines et ne suis bon à rien. D'ailleurs, es-tu bien sûre de m'aimer encore ?

Elle récita comme un credo, la main sur son corsage noir :

— Je sais que tu es ici, tout entier, que je te porte en moi depuis ta naissance, que tout ton jeune passé vit et s'agite dans ma mémoire, et que ton pauvre présent, ton affreux bonheur actuel ne peuvent m'empêcher de te chérir. Que Dieu me pardonne de tant te pardonner !

— Mon bonheur ? Ah ! Benoîte, tu ne sais pas comme tu tombes mal.

Elle prit un air glacé ; ses lèvres se fermèrent avec la brutalité d'une porte ; elle était confuse d'avoir fait une allusion si claire au péché de son enfant, son remords était déjà apparent. Philippe s'en aperçut, et dit, en essayant de rire :

— En tout cas, ma vieille, réjouis-toi, car tout est fini.

Mais le poids dans l'air de ses propres paroles, ce mot « fini » qui n'avait pas été dit encore et qui fut si lourd, détruisirent le léger échafaudage de son stoïcisme, si artificiel, construit en brindilles de vanité ; rien n'en resta. Benoîte le vit faire dans son lit une volte-face, et il se précipita comme vers le néant dans le creux de l'oreiller où l'on ne voyait plus que la masse embrouillée par la nuit de ses cheveux bruns et agitée par les soubresauts de l'homme qui étouffe de pleurer.

Alioutcha, à cette heure même, s'embarquait pour l'Extrême Orient, et Philippe savait avec quel compagnon : un Russe aux noirs sourcils obliques et qui portait, — détail lamentablement comique, — le nom de Wasseline.

Benoîte ne triompha point, n'eut pas de vertueux transports, ne célébra pas le crime puni. Une seule chose comptait, elle voyait la première douleur de son enfant, et c'était en elle d'assez grands ravages. Enfin il lui était permis d'aimer l'amour de Philippe, puisqu'il n'était plus coupable, et jusqu'à la créature invisible qu'elle se mit à regretter soudain avec lui, louant Dieu, au fond, de n'avoir pas le pouvoir de la lui rendre, car alors, que se fût-il passé ?... Son blanc visage s'abattit sur

la tête de Philippe, et elle lui fit en tremblant, épouvantée de son horrible perversité, cet aveu, cette confession :

— Je puis bien te le dire maintenant, mon petit ; moi aussi, je l'aimais.

Elle l'avait imaginée sous mille figures différentes, tantôt brune, tantôt blonde, incarnant tantôt le vice et tantôt la beauté. Tantôt grande et impérieuse, retenant Philippe de ses bras nus ; tantôt petite et touchante, comme un enfant ; poudrée comme Mlle Ginette, ou peinte comme les mauvaises femmes de la rue de l'Hôtel-de-ville, mais toujours et sous quelle forme que ce fût, vêtue comme d'une vertu des baisers de Philippe. Pendant un an, Benoîte n'avait pas cessé de penser à cette femme inconnue. Elle laissa échapper encore :

— J'aurais voulu la connaître.

— Ah ! s'écria Philippe qu'un réflexe souleva cette fois ; si tu l'avais connue, toi non plus tu n'aurais pas résisté, Benoîte.

— Je la devinais comme elle devait être, dit Benoîte avec une tendresse ineffable.

— Comme tu me fais du bien ! murmura Philippe.

Celle qui, à ce moment, sur une Méditerranée moins incertaine qu'elle-même, fuyait, en abandonnant son jeune amant lyonnais, le plus magnifique amour, le plus spontané, le plus élevé, le plus romanesque, le seul qu'il dût jamais donner de sa vie, reçut là, de Philippe et de Benoîte unis dans le chagrin, un hommage ignoré. Ils parlèrent d'elle. Enfin Benoîte entendait ce nom, qui maintenant ne cessait de passer sur les lèvres religieuses et comme gonflées de baisers de son enfant : « Alioutcha, Alioutcha. »

Ils étaient à présent tous les deux solidement fédérés pour elle contre Adolphe, contre la famille, contre Lyon.

II

L'anéantissement de Philippe, sa douleur, Adolphe ne les apprit point par Benoîte ; tous les deux étaient complices maintenant. Il les connut tout seul, sans qu'un mot fût dit, sans qu'un rapport fut fait. Il y eut la mine de papier mâché de l'enfant prodigue, ses repas sans faim, ses soirées sans paroles, ses journées sans promenades et sur ses lèvres abondantes,

cette contraction presque imperceptible du désespoir chez un jeune homme. Il achetait des livres, et les lisait dans sa chambre, pris par cette crise intellectuelle qui succède aux grandes dépressions sentimentales et veut que l'âme, comme décrochée, essaye de se retenir à l'Esprit seul. Parfois, c'était la nuit qu'il sortait, — las sans doute d'insomnies, — et M. Haudequin, qui lui non plus ne dormait pas, entendait cette fois se perdre dans l'escalier un pas de défaite.

« Il n'y a pas de doute, pensait-il, c'est fini. »

Il n'en fit cependant point part à Mme Haudequin, avant le jour où Chappemoine, chargé par le sort de confirmer tous les soupçons, lui eut dit :

— Eh bien! ce pauvre gosse, comment prend-il le départ de la comtesse Borangine?

— Mal, dit Adolphe, apprenant ainsi que la délivrance était plus complète, plus décisive qu'il n'espérait. Mais où est-elle donc allée?

— Au diable, dit Chappemoine qui savait toujours tout, curieux et bavard. Et, au surplus, avec un certain courtier russe dont la pacotille ne pèse pas lourd à la douane. Ce monde est interlope.

— Philippe revient de loin, dit le père sans le moindre éclat de joie, mais l'instant est cruel pour lui. Je cherche une compensation, un dérivatif. J'ai pensé à l'associer, pour le distraire.

Henri Chappemoine interdit se demanda si le paradoxal Haudequin ne lançait pas là une plaisanterie démesurée et de mauvais goût, s'il ne lui tendait pas un piège, s'il ne jouait pas une comédie d'où il faudrait, comme souvent, conclure au contraire; si ce n'était pas une façon de parler, une ironie, une proposition à retourner. Et le grand fabricant s'aperçut lui-même des moires d'étonnement qui passaient sur la physionomie de l'associé. Il se contenta d'affirmer :

— J'y pense réellement.

Sans ajouter, bien entendu, qu'il avait nourri bien des réflexions désobligeantes pour lui-même, depuis le coup de massue reçu des frêles mains de Ginette, un soir, dans son petit bureau. Il y avait sept mois de cela, et personne ne s'en était douté. Les difficultés où se débattait depuis lors la maison de commerce, l'énorme déficit sur le chiffre d'affaires de l'an précédent justifiaient trop les silences et les tourments du grand

patron, pour qu'on devinât que, dans le même temps, il se décantait douloureusement de son orgueilleux égoïsme d'autocrate. Où en était-il aujourd'hui de cette méticuleuse opération de conscience? Lui-même n'en savait rien. Mais un désir nouveau s'éveillait dans son impérialisme, celui du vieux mâle qui appelle les jeunes pour une part du gâteau trouvé. L'instinct de nourrir son enfant, même de sa propre royauté, croissait en lui. Jamais il n'avait tant aimé Philippe. Et pas un échange entre eux. Mais quand il se rappelait la veille de Philippe à son chevet, et ce baiser que l'enfant avait pensé donner à son sommeil, il croyait que les fibres de son cœur allaient éclater.

Il avait fait quelques efforts (oui, lui, géant obéissant à une petite fille, — et elle était bien la seule qui pût commander à ce despote) pour donner à Philippe des gages de l'héritage fatal. Deux ou trois fois, dans son cabinet de la rue des Capucins, le vieux coq avait caqueté au poussin pour picorer de chétives graines perdues : tantôt, il s'agissait d'échantillons qu'il lui avait mis sous les yeux ; tantôt d'une lettre de Tokio, où M. Omii commandait cinquante nouvelles pièces du stock des velours ; tantôt d'un nouveau tulle de soie artificielle avec poil panné, qu'il appelait le velours de demain, fruit de cent nuits sans sommeil. Philippe avait palpé les étoffes d'une main distraite, lu la lettre japonaise sans s'étonner. Alioutcha, pour lui alors, remplissait le monde. Tout ce qui n'était pas elle prenait la nature du déchet. Il était trop tard.

Aujourd'hui, l'immense pitié de son enfant avait suffi. Il souffrait pour Philippe comme Benoîte, sans même songer à la victoire remportée, pour elle sur le péché, pour lui sur la sottise. Chappemoine, incapable de comprendre ce divers Haudequin, n'en croyait pas ses oreilles.

— Vous consentiriez maintenant à vous adjoindre Philippe?

— Pourquoi pas? demanda ironiquement Adolphe, qui ferma son œil gauche.

— Moi, je n'y vois pas d'inconvénient, conclut Chappemoine. Il faut lui apprendre au plus vite cette bonne nouvelle qui lui fera oublier...

— Surtout, tenez votre langue! Le moment n'en est pas venu. On n'opère pas un malade à chaud. Attendons.

Il savait surtout, avec sa haine lyonnaise du gaspillage, qu'on ne hasarde pas le gâteau magnifique, la proie unique, en l'offrant aux petits qui n'ont pas faim. Économiste de la vie, il avait la science de l'opportunité, l'intérêt.

Le malheureux héros de ces tendres soucis, pendant ce temps, s'appliquait à un stoïcisme difficile, se flattant que personne autour de lui ne connût son effroyable peine, la dissimulant, donnant, croyait-il, le change aux ennemis de son amour, c'est-à-dire son père, sa mère, les Ollier-Grézieux, le tonton Chappemoine. Mais il ne pouvait faire que du jour au lendemain la ville ne se fût dépouillée, comme par un cataclysme, de toute sa vie. La première fois qu'il avait mis le pied dans la rue des Capucins, après la lettre, il avait cru marcher dans une cité détruite. Un morne matérialisme lui montrait des pierres, de la boue, un ruisseau sale, là où il voyait naguère une âme urbaine familière, au grave sourire. Pour la première fois, il analysa sèchement la nudité des façades, cette absence de balcons, d'ornement, de caprice, qui plaçait strictement les vitres des fenêtres au ras du mur comme des yeux mal enchâssés et toujours pareils. Pour la première fois, les odeurs de la Croix-Rousse lui levèrent le cœur et l'austérité de Lyon, que ne dorait plus aucun soleil, l'accabla.

Il ne fit plus rien, sinon penser et lire. Quand les yeux le brûlaient, il sortait, et pour fuir ses amis, les Ollier-Grézieux, les fils Quincieux ou les neveux Chappemoine, s'écartait de Perrache, gravissait, romanesque, cette montée des Fantasques où Benoîte avait dévidé de la soie dans son jeune âge. Toute la Croix-Rousse déclive apparaissait d'en haut comme une cité de cheminées. C'était une armée figée de petits soldats, un échiquier gigantesque, dont toutes les pièces fumaient, sauf les tours. Et par une trouée, les eaux vertes du Rhône. Alors, s'il n'y avait pas trop de brouillard, il fouillait l'horizon, le grand lac de maisons qui s'étale derrière les Brotteaux, qui submerge la rive gauche et il cherchait le toit de l'appartement meublé dans un immeuble neuf, où il savait un petit salon de satin jaune, aux sièges bas munis d'effilés que sa main avait tressés plus d'une fois, petit salon formé de tissus d'or, temple solaire, lumière du monde, désaffecté aujourd'hui. Et quand il pensait à l'idole hiératique, source de toute vie, qui s'asseyait, vêtue de soie rouge, et le visage ocre sur les coussins citrons, pour dire

comme une sibylle, avec un rire asiatique, des aphorismes nés des différentes sagesses du globe et qui se contredisaient tous, il se demandait si, retournant là-bas, malgré le bail résilié, il ne l'y trouverait pas encore, créée par son regret déchirant.

Le soir, quand on le croyait à lire dans sa chambre, qui ressemblait à une boutique de librairie, désormais, il était, parfois, dans celle de Benoîte, sa seule amie.

— Pourquoi vivre? lui demandait-il, comme il l'avait souvent demandé à l'Autre.

Celle-ci n'était pas une sibylle. Nette Lyonnaise, elle répondait :

— Pour mériter le ciel, mon pauvre petit.

— Je sens bien que c'est toi qui as la vérité, Benoîte. Mais si je n'ai pas envie du ciel...?

— Ah! voilà, disait-elle, nourrie de foi; ce n'est pas dans notre intelligence, c'est dans nos désirs qu'il faudrait que la vérité soit.

— En vérité, je crois qu'elle est là, disait Philippe.

Et il mettait sa grosse tête sur le corsage noir de Benoîte, qui le pressait contre elle, en suppliant Dieu pour lui.

La nuit, il lisait des récits de voyage, des pièces symboliques, des romans suédois, des études japonaises, des doctrines russes; des poésies indoues, des journaux américains, des revues espagnoles, l'histoire politique de l'Angleterre. Il luttait noblement, écartelant son esprit à toute la terre, l'épinglant par les Lettres, la Pensée, à toutes les civilisations, œuvre méritoire et stérile de l'homme vidé de lui-même, qui cherche à gagner en surface ce qu'il a perdu en profondeur.

Une fois au lit, ses bras implacablement se tendaient dans le vide.

Il était loyal, essayait de tout, de bonne foi, décidé à vaincre. Le soir, où, pour la vingtième fois gravissant la Grande Côte, il aperçut M. Chazay, l'hérétique, venant du Mont-Sauvage, et se dirigeant vers son cénacle de la rue des Tables Claudiennes, il éprouva un sentiment fraternel pour cet homme compliqué, tourmenté, d'un spiritualisme inquiet, et dont les curiosités mystiques s'étaient un jour stabilisées dans une obscure hérésie. Au lieu de l'éviter, il marcha droit vers lui. Ce fort garçon, dans sa détresse, aimait parfois le don d'une poignée de main sincère, comme celle de ce dévoué serviteur

de la fabrique. M. Chazay n'ignorait pas la fin des faiblesses de M. Philippe. Le bruit avait couru d'un imaginaire suicide. Il y avait une compassion hésitante dans les yeux gris immergés sous l'eau du lorgnon, quand M. Chazay donna au jeune patron cette poignée de main généreuse dont lui-même ne savait pas le prix.

— Monsieur Chazay, demanda Philippe, comme ces grands blessés qui se croient tout permis, je vois où vous allez ; permettez-moi de vous suivre.

Le lilial visage du vieillard se colora d'une montée de sang, jusque sous la souple moustache sans couleur, jusque dans les cheveux drus.

— Monsieur Philippe, questionna-t-il d'une voix discrète, sacerdotale, émue surtout, est-ce que vous chercheriez la vérité ?

— Tout le monde, dit Philippe évasivement, cherche un plancher où poser ses pauvres pas.

— Il faut que Dieu vienne en nous directement, dit M. Chazay.

Théologien téméraire, Père primaire d'une église artificielle, il avait mis dans ce mot « *directement* » un sens formidable. Ce mot était l'œuf d'une doctrine. C'est comme s'il avait clamé : « Le Saint-Esprit n'existe pas. » Mais Philippe ne se souciait pas de ces subtilités. Il cherchait une atmosphère consolante, une chambre de prière, le goût d'aimer encore quelque chose, et, d'abord, Dieu.

— Si vous venez avec un cœur droit, monsieur Philippe, entrez.

La maison était romantique ; on entendait au rez-de-chaussée comme un bruit de grêle crépitante. C'étaient quatre métiers jumelés qui battaient, avec mécanique de façonné, derrière une cuisine ; et par une porte ouverte on apercevait une pièce de satin aurore, à reflets orange, déroulée sur un lit. L'escalier d'où la bise ne chassait pas les tristes odeurs humaines, montait à ciel ouvert, en colimaçon, avec une rampe d'antique fer forgé. Vingt pauvres ménages vivaient là. Enfin, le cénacle, au cinquième, avec ses deux fenêtres fermées, d'où Philippe se dit qu'on devait découvrir tout le faubourg de la Guillotière. Ici, l'on aurait dit une banale chapelle d'hospice, de clinique. Les murs étaient bleu de ciel avec constellations d'or. Les

fidèles de M. Chazay, quelques canuts à la retraite, leur bonne figure faite d'une matière lourde et sanguine et le nez bulbeux, priaient assis, en attendant leur pasteur. Puis arriva Mlle Ollier-Grézieux, sa tache de vin rendue plus mystérieuse et plus horrifique par l'épaisse voilette noire qui tombait de son chapeau à la mode, sous couleur de la dissimuler; elle était la seule femme du monde ; derrière elle, une dizaine de pauvresses apportaient leur conviction à M. Chazay en échange des distributions finales du bien des fidèles. Philippe se défendit tout mouvement critique de l'esprit, quand M. Chazay, revêtu d'une soutane violette, s'avança vers l'autel.

— Au nom du Père et du Fils.

Puis, n'ayant pas la disposition d'une parole facile, il lut son homélie.

« Mes Frères, examinons notre conscience sur le point de l'Humilité et de la Charité. Nous ne devons pas nous placer, pour quelques avantages de fortune de rang ou de dons physiques, au-dessus de nos frères... »

Philippe s'évadait vers Mlle Ollier-Grézieux. Dans sa fourrure de millionnaire qui s'entr'ouvrait pour un collier de perles, elle possédait la même silhouette royale que le marchand de soie dont elle était la sœur. Philippe la contemplait curieusement, n'ayant pu ignorer que, pour un peu, elle fût devenue sa mère. Trop heureuse de narrer comment Adolphe à vingt-huit ans, svelte conquistador de l'Empire soyeux, savait refuser les femmes cousues d'or qui n'étaient pas assez belles pour lui, Benoîte n'avait rien omis, ni son peu d'hésitation, ni le dépit de M. Henri Ollier, frère mortifié. C'était cette tache de vin. Adolphe, en se mariant, ne voulait pas d'une « occasion », ni que l'on pût dire un jour dans le monde de la soie qu'il avait pris au rabais une femme riche.

« Maman avait tout pour elle », se dit Philippe tendrement, pendant que M. Chazay continuait :

— Le plus parfait d'entre nous n'est qu'un ver de terre...

Mêlée à des femmes de chambre, à des canutes, elle inclinait dans le creux de sa main sa belle tête frappée de disgrâce pour mieux méditer les mots du pasteur. Intellectuelle raffinée, elle le valait dix fois, et abdiquait tout devant lui. La nuit de mars venait; cette chambre haute où jadis des gens étaient nés, étaient morts, s'emplissait en même temps de divinité et de ces

ténèbres dans lesquelles se fait mieux le travail lyonnais de la grâce. Philippe se demandait si cette femme dépouillée d'orgueil ne devait pas être son modèle, s'il ne fallait pas aussi s'incliner devant n'importe quel brave homme qui se mêle d'enseigner le bien à quelque titre que ce soit.

Mais après le chant des psaumes de David, quand le jeune patron vit le père Chazay en tunique violette, les doigts levés comme un vrai prêtre, bénir ses fidèles au nom du Père et du Fils, cette mutilation de la formule universelle, l'absurdité de cet homme ignorant s'avisant d'ébranler les colonnes formidables de l'Église catholique, figèrent son enthousiasme et l'enchantement cessa. Il gagna la porte en bousculant quelques prie-dieu et s'enfonça, impatient d'air pur, dans les spirales de l'escalier en pleine cour.

Tout lui était bon qui pouvait le distraire. On le crut fou, un jour, place des Terreaux, quand on le vit acheter un petit pain pour les pigeons. Au plus solennel de la ville, dans cette majesté Louis XIV qu'exhalent l'Hôtel de ville, le bronze torturé du monument central, et les vieilles pierres, le fils Haudequin, celui sur qui la ville avait les yeux, ce Dauphin de la soierie, d'un geste de fermière, fit descendre sur l'asphalte cent pigeons que le printemps affairait sur les toits. Leurs pattes de corail piétinèrent ses épaules; un grand bruit d'éventail palpita autour de sa tête; le bout de son doigt fut pincé, et à ses pieds, se mouvait un flot gris irisé vert et rose.

Son père dut apprendre cette faute de bon ton, car il lui demanda peu après, affectueusement, pourquoi il ne retournait plus au stade. Ils étaient restés seuls, à table, après le dîner pour fumer ensemble. Généralement, ils ne se disaient rien; aussi Philippe eut-il un mouvement de surprise, d'autant que la question avait été posée sur une note attendrie comme quand on parle à un enfant délicat, malade, qu'on sait perdu. Il ne reconnaissait plus son père. Savait-il, ne savait-il pas? Cette attitude était suspecte. Philippe fut humilié devant ce père puissant. Il s'efforça à la désinvolture.

— Non, dit-il, le stade, ça ne m'amuse plus. Ça m'assomme, même.

Il avait devant lui la glabre figure paternelle qui l'interrogeait avec une fixité fascinante. Allait-il jeter sa douleur en

pâture à ce père qui s'en ferait fête, qui ne désirait que ce déchirement définitif?

« Il serait trop content », pensa farouchement Philippe.

Et ce fut le silence.

Adolphe souffrait de ne pas trouver les mots généreux qu'un homme comme lui aurait dû inventer pour redonner la vie à son enfant désespéré. Là, il était démonté par une pudeur indicible. Le malheur intimide. Surtout celui de la jeunesse.

— Mon pauvre Lippo... dit-il seulement.

Philippe cette fois comprit. Il y avait quelque chose de changé, tout à coup; son père possédait son affreux secret; cet homme fort portait la moitié de son fardeau. Benoîte lui avait donné toutes les mollesses des infirmières pour y coucher sa douleur. Adolphe, et Philippe sentit pour la première fois le pouvoir extraordinaire du grand animateur, lui suggérait les compensations viriles et l'endurance. Il ne s'attendrit pas, s'efforça de rire au contraire, beau joueur.

— Bah! dit-il, qu'est-ce que vous voulez?

III

Dès lors, le père et le fils furent unis par les communautés de ce secret dont ils ne parlèrent jamais.

Adolphe, qui avait appris à mesurer les chagrins d'amour, appelait de ses vœux le temps, bon médecin, et patiemment l'attendait, épiant sur Philippe les premiers signes de son travail insidieux. Mais ces signes n'apparaissaient pas encore. Les soins de ces premiers mois furent impuissants. Et Adolphe commençait à se demander s'il arrive parfois que le temps échoue dans ses cures.

Un jour après le déjeuner, quand le père et le fils eurent jeté leur dernière cigarette, Adolphe dit :

— M'accompagnes-tu au bureau?

Hélas! l'acte touchant de bonne volonté qu'accomplissait là le fabricant, tombait à faux. Cette sorte de condescendance *in extremis*, qui fit penser à Philippe : « Comme je suis malade! » était maladroite. On commençait à lui offrir la Fabrique, maintenant, mais c'était trop visiblement pour hâter l'œuvre du temps et travailler à repousser l'image d'Alioutcha, seul délice. Prise ainsi, la Fabrique devenait détestable. D'ailleurs,

Philippe n'aimait plus la Soie. Il n'aimait exactement plus rien. Les jeux intellectuels où l'entraînait cette avidité qui jetait son âme sur les livres comme une armée affamée sur des racines non comestibles des champs, il ne les aimait pas. Mais il fallait vivre. Or, justement, il avait coupé le matin les pages d'une traduction indoue, et son incoercible ennui en avait une espèce d'appétit.

— Pourquoi me proposez-vous cela? demanda-t-il tristement. Pour m'intéresser à quelque chose ? A quoi bon? Je vous connais bien. Ce doit être fort désagréable pour un homme comme vous, maître unique d'un petit monde, de s'associer un fils incapable comme moi, de lui passer peu à peu sa maison de commerce, de prévoir les déchéances d'une fabrique prospère. Laissez-moi vous délivrer de ce souci. Il ne vaut pas de vous infliger, pour obéir à ces lois naturelles dont je suis étrangement détaché, une contrainte et plus, un amoindrissement. Gardez entière votre fabrique. Si vous saviez comme...

M. Haudequin, interloqué, l'examina un instant, résistant impassible aux catapultes qu'il recevait de son enfant blessé. Mais il montra là, qu'à l'occasion, il pouvait surpasser Benoîte en douceur de main :

— A ton aise, dit-il. Mais j'avais des ennuis dont je comptais te parler.

Philippe fit un geste vague, emboîta le pas derrière lui.

Le petit bureau était déjà plein de nuit. Tous deux s'assirent à la table noire maculée d'encre violette, de réactifs. On vit s'y poser leur quatre paumes dissemblables. On n'alluma pas : c'était par timidité : leurs âmes lyonnaises ne pouvant se déshabiller sans mystère. Enfin, Adolphe dit d'une voix sourde :

— L'année prochaine, je me demande si je pourrai boucler.

Philippe ne desserra pas les lèvres. Il n'avait pas été atteint. Trop nourri d'expérience lyonnaise pour s'inquiéter d'un fabricant qui se plaint, il pensait que M. Quincieux, dans la maison contiguë, devait en dire autant, et peut-être même le vieux Chappemoine, l'homme milliardaire des teintureries.

— Tu n'es pas le seul à avoir des embêtements, insista le père.

Philippe secoua la tête. Mon Dieu ! que toutes les fabriques de Lyon croulassent, pourvu que revînt la femme plus grande que le monde, indispensable condition de la vie.

— Si votre affaire vous cause des ennuis, vous n'avez qu'à la bazarder. N'ayez pas égard à ma situation future, je vous donne tout pouvoir pour la passer à quelque société nouvelle.

— Vendre la fabrique? Ce serait une solution, dit M. Haudequin amusé, pendant que son œil gauche se fermait de lui-même, pour narguer Philippe.

M. Haudequin, sans passer plus de temps à réfuter l'absurde, poursuivit la confession difficile, exhibant la situation commerciale, s'associant insidieusement son fils dans la mauvaise fortune pour le prendre plus intimement, plutôt en père qu'en prédécesseur. Mais surtout, raffinement psychologique dont son génie n'était pas incapable, pour le tenter davantage par une proie moins intégrale, dont Philippe pût dire un jour : « Je l'ai eue débile », orgueilleusement. Ainsi le vieux coq désagrégeait-il, émiettait-il du bec le gâteau, impitoyablement, pour le bec fin du jeune renchéri.

Il était sorti de lui-même une bonne fois, comme l'avait prescrit la sagesse de Ginette; il avait compris l'écrasante lourdeur d'une œuvre cent fois couronnée, et que, pour un jeune homme, c'est *d'entreprendre* qui est excitant. Les circonstances ne servaient que trop cette obscure sublimité de la passion paternelle. La pièce 5727, l'éclatant façonné dont l'exclusivité à New-York représentait une fortune, et que Villeurbane, depuis la grève, avait reprise à force, montant huit métiers pour suffire aux commandes des principales maisons de la capitale, avait été copiée par une usine de New-York, copiée minutieusement, sauf un détail dans l'armure : ce détail avait suffi pour éviter l'accusation de contrefaçon. Dès lors, la vente avait été arrêtée, le tissu des États-Unis, refait à bon compte, ruinant l'autre. Et comme résultat, quatorze mille mètres de stock, presque un million et demi de perte. Toutes ces traites impayées furent mises sous les yeux de Philippe. On ne lui épargna rien. Ah! sa maîtresse avait été trompeuse? Il allait voir ce qu'une maison de commerce peut décevoir. Il lut les chiffres des salaires à l'énormité croissante, car au 1er janvier, sous une menace de grève, il avait fallu augmenter les ourdisseuses, les monteuses de lisse, les mécaniciens de façonnés. On lui fit faire lui-même le total des millions versés à M. Ollier-Grézieux et à M. Fuji-Ono, principaux fournisseurs de la maison Haudequin. Le ton dont Adolphe dit :

« L'année prochaine il faudra restreindre la production » fut pire à la sensibilité du jeune homme qu'un sanglot. Philippe oublia une seconde Alioutcha, pour s'écrier :

— Non, vous ne restreindrez pas votre production. Tout cela s'arrangera. Vous verrez. Rien d'irréparable ne s'est passé ici.

— C'est tout ce que tu trouves à me dire? fit le père, déçu.

— Comptiez-vous donc sur mes lumières?

— Hé! pourquoi pas? Une idée de toi, Lippo, ç'aurait été une caresse à mon vieux cœur, fût-elle idiote.

— Je ne l'aurais pas osé.

— Dis plutôt que tu te moques de la fabrique.

— Pas spécialement de la fabrique, vous le savez bien.

— De tout?

— Oui.

Adolphe revit la salle de restaurant chez Alexandrine, et la serveuse au teint d'ocre, aux yeux peints par la nature. Il entendit le cliquetis de ses boucles d'oreilles et la modulation de sa voix : « C'est bon de manger à votre âge. » Tout ce qui avait passé inaperçu naguère, lors de ce déjeuner d'affaires, se recomposait dans sa mémoire. Il eût voulu étrangler le fantôme.

— Moi, dit-il, en regardant fortement son fils, j'ai une idée.

Sa phrase parut tomber dans le vide.

M. Haudequin s'enfonça dans son veston. Son menton romain disparut ; et l'on entendit sa voix sourde, opportuniste :

— Philippe... j'ai besoin de toi.

— Ah! vous êtes un père extraordinaire, dit Philippe qui croyait à un pieux détour.

Adolphe secoua la tête comme pour se défaire d'un compliment immérité. Puis il devint de plus en plus sombre. Il hésitait. Sa science avait toujours été celle de l'heure, le choix du moment, en tout. Ici la matière était plus délicate que lorsqu'il s'agissait d'imposer tel façonné excentrique aux Européennes. Tout d'un coup, il se leva, metteur en scène, poussa un bouton. La lumière du tube électro-chimique fit irruption comme un éclair durable. Il avait devant lui les paupières battantes de Philippe, sa figure en plein soleil, son regard affectueux, sa bouche triste, et il porta le coup :

— Il faudrait que tu m'épouses Janette Chappemoine.

Les forts muscles faciaux du jeune homme bougèrent à peine et finirent simplement par dessiner un sourire.

— Vous savez bien que ce n'est pas possible.

Puis Philippe s'approcha, apporta ses deux mains dans celles de son père, comme s'il les lui donnait vraiment, et il ajouta :

— Tout ce que vous voudrez, mais pas cela.

Adolphe le regardait triomphant, comme un ingénieur qui vient de couler du béton dans un puisard pour un pilotis.

IV

Ginette Chappemoine, par indépendance, par curiosité d'esprit, par lassitude de la monotonie et besoin moderne de changement, avait quitté Lyon depuis le commencement de l'année scolaire, pour aller faire son droit à Paris. Philippe ne s'en était pas aperçu. Il avait fallu le lui dire, et il avoua alors qu'il n'avait pas remarqué son absence. Mais son retour en juillet fit quelque bruit. Elle avait sa licence. Comme elle était sans modestie, sans subtilité, sans arrière-pensées, elle se précipita chez les Haudequin pour annoncer son succès. Elle trouva Madame en peignoir, ses gants de ménage aux mains, enturbannée d'un foulard cache-poussière et qui frottait les vieux ivoires de sa chambre. Elle dévissa son petit chapeau pour l'embrasser et Mme Haudequin choquée lui demanda si c'était une nouvelle manière de garçon qu'avaient adoptée les jeunes filles, de se découvrir pour saluer. Ginette répliqua sans s'étonner qu'elle ne suivait aucune mode, mais tirait son chapeau quand il la gênait. Puis, incidemment, elle apprit à Mme Haudequin qu'elle était licenciée et n'écouta pas les compliments avant de savoir si Philippe avait été plus heureux cette année que la dernière. Quand elle apprit qu'il ne s'était même pas présenté au moindre certificat, elle eut une stupéfaction visible et lança vers Mme Haudequin cette réflexion qui fit rougir la fleur de Bellecour :

— Je croyais cependant qu'il avait été lâché par sa maîtresse.

La mère de Philippe supplia Ginette d'ignorer ces désordres de jeune homme ; ou tout au moins de parler comme si elle ne les connaissait pas, de laisser croire à cette innocence charmante des jeunes filles qui ravissait autrefois tout le monde, et même de douter en son for intérieur si les bruits qui couraient sur la conduite de Philippe n'étaient point d'effrontées calomnies.

Ginette éclata de rire :

— La liaison de Philippe, mais elle était officielle à Lyon. On ne pouvait sortir le soir aux Brotteaux sans le rencontrer au fond d'un taxi avec la comtesse Borangine. Pourquoi fermer les yeux sur la vérité ? Celle d'aujourd'hui est louable, ajouta-t-elle, puisque voilà le pauvre garçon débarrassé de cette folle.

Mme Haudequin baissa les paupières :

— Je dis comme toi, Ginette. Mais il paraît si triste !

— Ah ! s'écria Ginette tranquillement, cela passera. Les chagrins d'amour sont les seuls dont on se moque après coup.

— Surtout quand il s'agit d'un sentiment de ce genre, dit la mère avec aversion.

— Mais ils sont tous du même genre, dit Ginette dans un petit rire féroce.

— L'amour d'un jeune homme pour sa fiancée, reprit Mme Haudequin avec une liberté que son âge, lui semblait-il, commençait à excuser, ne se compare pas à ces tristes aventures.

— Ah ! dit Ginette, si c'est vraiment de l'amour qu'il a pour sa fiancée, c'est toujours un grand traquenard où l'on se laisse prendre pour le déplorer ensuite.

— Je regrette, dit sévèrement Mme Haudequin, une telle absence d'illusions chez une jeune fille de ton âge. Tu n'as pas vingt-deux ans et tu ne crois plus à l'amour.

— Il faut bien y croire, mais je n'en suis pas dupe, Dieu merci.

— Les illusions des jeunes filles d'autrefois étaient exquises.

— Pas le jour où on les perdait.

— Il en demeurait toujours quelque chose.

— Oui : l'humiliation de s'être laissé berner.

— Alors, n'aimeras-tu jamais, Ginette ?

— J'espère éviter le piège.

— Crois-tu que les vieilles filles soient heureuses ?

— Mais on peut se marier sans amour.

— Mon Dieu ! tu dis une chose affreuse.

— A-t-on coutume de se démarier le jour où l'on n'a plus d'amour ?

— On en a eu.

— Raison de plus pour souffrir de son absence.

— On demeure attachés...

— Mieux vaut s'attacher du premier coup sans faux semblants.

— Un tel mariage n'est qu'une horrible obligation sociale.

— Alors, je ne me marierai pas.

Et Mme Haudequin soupirait en remarquant au surplus que le jeune monstre portait les lèvres peintes, comme une demi-mondaine. Elle s'ouvrit le soir même de son trouble près de son mari. Ginette était effarante. Idées subversives sur le mariage, absence d'idéal, égoïsme, incapacité d'émotion, élégance de mauvais ton, docilité aux exigences de la mode qu'elle suivait avec une avidité de fille de peu.

M. Haudequin se contenta de répondre :

— Janette? Elle est comme ces jeunes maisons italiennes dont on ne comprend pas toujours les procédés modernes, mais à qui l'on ne fera jamais trop de crédit, à mon sens.

Philippe demeurait pareil à ces malades qu'on voit à l'affût de toutes les réclames, de tous les guérisseurs. Il se souvint un jour de Tiburce Hénéon, le prophète oublié. La sauvagerie et l'isolement de son vieil ami lui étaient une garantie en l'assurant que celui-là au moins, ignorant des secrets citadins, parlerait dans l'absolu, sans égard à son cas particulier.

La petite maison de vicaire campagnard lui donna, rien que par sa blancheur et sa géométrie, à cent pas de la basilique qui portait difficilement le ciel gris de ce jour d'août, une impression de consolation complète. Il crut revivre. Il frappa au marteau, un judas s'ouvrit. Éclata aussitôt une manifestation de bonheur derrière la porte.

— Ah! le cher enfant que j'attendais! Deux ans que je n'ai pas eu sa visite! Six mois que je tends les bras à son chagrin!

— Quel chagrin? demanda Philippe interdit.

— Le tien, Philippe, le plus grand, la plus noble douleur humaine, le deuil d'un immense amour, celui devant lequel il faudrait se mettre à genoux. Ah! mon enfant, que n'es-tu venu plus tôt?

— Mais vous saviez donc que je souffrais? Tout le monde avait donc les yeux sur ma malheureuse histoire, si banale, si peu inédite? Bon Dieu! n'y a-t-il pas moyen de jeter un voile sur ses affaires privées?

— Mon enfant, Lyon est vraiment une société, pas une juxtaposition d'êtres, pas un amalgame de destinées, non: une combinaison intime d'habitants, une socialisation de vies. Il

y a dans Lyon une chimie profonde qui mêle les pensées, les soucis, les intérêts, les existences de tous. Depuis dix-huit mois, Lyon a vécu sur ton secret, Philippe, comme depuis ton retour de Grenoble on s'est repu des différends qui t'ont séparé de ton père colossal et de la fabrique. Les délais qu'il a mis à t'associer à ses affaires ont été deux ans l'aliment des relations lyonnaises; on était pour toi, généralement. Rares se trouvaient ceux qui défendaient le grand Haudequin. Tu n'oublies pas, mon enfant, que tu es pour Lyon l'héritier d'une des deux ou trois plus considérables sources de richesse, de fierté, de prospérité de la ville. On fonde sur toi de divins espoirs. Tu intéresses parce que tu t'avances dans la vie avec tes vingt-cinq printemps. Déjà je te vois chargé de vœux, maître de requêtes sans nombre, porteur d'obligations sévères. Ta ville a sur toi une créance formidable. Comment veux-tu que chacun ne soit dévoré à ton égard de soins, de curiosités, jeune animal sacré, élevé dans le temple pour animer la perpétuité d'une race mystérieuse?

— Cher monsieur Hénéon, dit Philippe égayé d'abord de ce dithyrambe, je suis un bien piètre étalon de la Soierie!

— Ah! Philippe, cette modestie charmante!

Dans la petite salle où ils étaient assis, les volets fermés à cause de la chaleur, régnait une atmosphère de clinique morale. D'un buffet de noyer, Tiburce, à la vieille mode lyonnaise, tira une bouteille d'Arquebuse et deux verres. Ses yeux dans les ténèbres avaient l'éclat fixe et profond des vers luisants aperçus la nuit sous la transparence d'une feuille.

Dans le silence qui succéda au flot d'éloquence de son vieil ami, le jeune homme crut vaguement discerner au fond de sa conscience une fugitive envie de vivre. C'était la première. Un mouvement inexplicable le poussa vers la fenêtre comme si la salle était devenue soudain trop petite pour son souffle, et il demanda à Tiburce la permission de pousser les volets. Tout Lyon se déroula à ses pieds dans la buée d'une journée caniculaire. Ce n'était que dômes, coupoles, émergeant de l'océan des toits, et aussi l'échine plate des églises.

— Et tout cela travaille, Philippe, dit le poète. C'est la ville du plus grand labeur français.

— Taisez-vous, monsieur Hénéon!

— Par centaines de mille mètres, la soierie naît chaque jour, s'écoule comme un fleuve.

— Ne me dites pas cela.

— C'est cette ville, ta ville, tapie au fond de sa vallée comme une ouvrière dans son atelier sombre d'où elle ne lève jamais les yeux, qui jette dans la balance des exportations nationales le plus lourd trésor.

— Songez que je suis un désœuvré...

— On pourrait aussi l'appeler la Rome de l'industrie. Nous ne sommes pas pour rien les fils de ces riches colons du temps de Caracalla, expansifs, dominateurs. Notre Chambre de commerce a l'oreille de l'Univers.

— ... Surtout un inutile.

— Notre Chambre de commerce est l'inspiratrice des lois, la conseillère du Parlement. C'est elle qui répand la semence de la soie en Afrique, perce des portes dans les frontières du commerce, ménage aux bateaux des chemins sur les mers.

— Mais vous me rabaissez encore.

— Mon enfant, c'est cette ville qui t'attend. Elle ne se doute pas, — tu entends d'ici sa forte respiration? — qu'à cette heure, pareil aux jeunes princes des légendes persanes, tu te caches chez un vieil ermite avant de redescendre vers ta grande destinée.

Philippe, excédé de grandiloquence, mécontent de n'avoir pas trouvé chez Tiburce les fadeurs berçantes, le mysticisme lénifiant ou les sonnets à la Vierge qu'il était venu chercher, n'acheva même pas son petit verre d'Arquebuse. Il partit en jurant de ne remonter jamais chez le vieux « raseur ».

Il cheminait le long d'une pente poussiéreuse et Lyon montait doucement vers lui. Mais, pour la première fois, il ne fouilla pas l'horizon pour découvrir l'immeuble neuf de la Guillotière. Il regardait du côté des Brotteaux, et sans même s'apercevoir qu'il faisait enfin un rêve, commençait à se demander si la fabrique paternelle ne se mourait pas des odeurs étouffantes de la rue des Capucins, et si la première mesure à prendre ne consistait pas à aérer la maison de commerce, et la transporter vive encore sur la rive gauche.

Ce déménagement non seulement dans l'espace, mais dans l'opinion lyonnaise, impliquait un risque ; il nécessitait aussi des capitaux qu'on ne pouvait prélever sur l'actif de la société Haudequin-Chappemoine. Et il en vint à concevoir personnellement, directement et sans presque passer par la suggestion

paternelle, que lui, en consentant à un mariage riche, pourrait, dans une nouvelle association, apporter les ressources nécessaires aux bâtiments nouveaux de la vieille fabrique. Aucun visage de femme ; aucun nom : il n'y eut dans son esprit que des chiffres et leur application, et justement comme c'étaient des capitaux anonymes, et, du fait même, illimités, il voyait grand : l'établissement d'une maison dans les trois grandes capitales du monde ; une gigantesque teinturerie pour n'être pas tributaire des Chappemoine; il avait une ivresse à faire sortir de terre de grandes usines blanches.

Rêve d'avenir, délice de projeter, oubli des pesanteurs du présent, légèreté, évasion ! Un ressaut du pavé lui restitua d'un seul coup Alioutcha et sa douleur. Et il se demanda s'il avait été fou sur une longueur de cinq cents mètres.

Au dîner, M. Haudequin et lui furent plus sombres l'un que l'autre. Philippe pensait à Tiburce, Adolphe aux trois chemises et au smoking qu'il ferait ou non, tout à l'heure, déposer par Mme Haudequin dans sa vieille valise de cuir écorché, lorsqu'il lui annoncerait, le moment venu, qu'il prenait à onze heures et demie le train des Soyeux. Dans ce smoking tenait toute sa ligne de conduite vis à vis des grands couturiers qui l'inviteraient. Dans quelle mesure devait-il céder de sa hauteur lyonnaise, se défaire de sa gravité, abandonner à ces souverains légers de la Femme ce quant-à-soi superbe dont, par protestation contre les familiarités de Chappemoine, il jouait avec eux? S'il avait voulu, ce n'eût été que dîners italiens, revues galantes, concerts à l'Opéra, joyeux théâtres. Mais il s'agissait de savoir si, allant à Paris pour raffermir les commandes de l'été prochain, au moment où de mauvais bruits couraient, il était opportun d'adopter le rôle sérieux ou le rôle relâché.

Ce fut seulement à neuf heures, lorsque Mme Haudequin se leva de table, qu'il la pria de préparer sa valise. Elle avait appris à ne jamais se permettre la moindre phrase d'étonnement. Elle demanda simplement l'heure de l'auto, et disparut.

Adolphe écroulé en lui-même et Philippe demeurèrent face à face. Le père comptait les mois. Il y en avait six, et aucune consolation n'apparaissait chez son enfant. Des mots hésitaient sur ses lèvres. L'instant était venu de renouveler son sacrifice en l'emmenant à Paris. Mais le Sort lui demandait là le pire :

présenter son fils à ses frivoles admirateurs parisiens qui, dans le quartier de la Mode, formaient plus pour lui une cour qu'une clientèle, c'était les plus affreuses prémisses de l'abdication. Autant dire carrément à ces grands couturiers : « Je vieillis, ma maison baisse, mais voilà mon successeur. » Ce fut alors que Mme Haudequin, épouse admirable, ouvrit la porte.

— Mon ami, emportez-vous votre smoking?

— Inutile, décida-t-il sans hésiter.

Puis, de nouveau seul avec Philippe :

— Si tu veux, Lippo, je t'emmène à Paris ce soir.

Philippe vit Paris la nuit, le boulevard et ses murailles flamboyantes de publicité lumineuse; un chanteur comique à l'air spirituel; des femmes qui n'étaient pas Alioutcha.

— Si vous le permettez, dit-il, je préfère aller me coucher.

— Viens donc, insista M. Haudequin d'une voix adoucie; je te présenterai à mes clients. Tu verras certains procédés commerciaux que d'autres que moi ne t'enseigneront peut-être pas, tu sais...

Philippe était cloué au sol de stupeur et d'attendrissement. Il était trop subtil pour ne pas concevoir le sens d'une pareille présentation : c'était l'engagement irrévocable devant témoins, la publication véritable de leur association.

— Comme je vous remercie! murmurait-il, encore étourdi d'avoir mesuré le sacrifice paternel.

Puis, glissant sa chaise contre celle de son père :

— Comme je te remercie! J'ai tout compris, tu sais, mais je ne peux pas. Pas encore du moins. Plus tard, peut-être...

M. Haudequin partit seul pour Paris. Mais son sacrifice avait été trop complet pour qu'il pût ressusciter à l'orgueil de son autocratisme, quand le train l'emporta, une place vide à son côté. Il regretta l'épaule chérie qu'il eût sentie contre la sienne, et la perspective d'armer Philippe de ses propres armes pour la lutte en commun.

V

Son père n'avait pas quitté Lyon depuis trois jours que Philippe retournait à Fourvières chez Tiburce Hénéon.

Il crut voir devant lui le vrai saint Jérôme, judiciaire et inquisiteur.

— Tu ne rougis pas de ta fainéantise quand tu penses au labeur de la cité ?

— Les soieries se feront sans moi.

— Philippe, Philippe, murmura une voix creuse comme les yeux qui le fascinaient, veux-tu connaître le Poème de la Soie?

— Je veux bien, dit Philippe condescendant, lisez-le-moi.

— Attends, mon fils, tu le liras toi-même, car celui-là, ce n'est pas moi qui l'ai écrit.

Il décrocha du mur un chapeau aux élytres grises, un cache-nez, véritable châle, et tirant le jeune homme par le bras :

— Viens, nous avons le temps de tout voir, puisque Dieu a permis que tu eusses aujourd'hui la voiture de ton père.

— Où me menez-vous?

— Au plus émouvant spectacle humain.

Philippe l'entendit donner au chauffeur l'adresse de la montée Saint-Sébastien, à la Croix-Rousse. Comme le chariot d'un tobogan, la voiture de M. Haudequin, inclinée à quarante-cinq degrés, descendit une colline pour, la Saône franchie, en gravir une autre.

— Octave, le liseur de dessin, est mon vieil ami, dit le poète.

Ils montèrent trois étages d'une maison sonore de moteurs, comme une ruche de gros bourdons gigantesques.

— As-tu vu jamais le lisage du dessin?

— Une fois, tout petit, avec M. Chazay, dit Philippe. Je n'ai rien compris. Puis à l'École.

— C'est ici l'origine de tout, dit Tiburce en frappant à une porte brune.

Celui dont le nom et le titre étaient inscrits dans un losange de cuivre se fit voir aussitôt, vrai Jacquart d'autrefois, la carrure osseuse du visage affinée par l'ascétisme, et auquel ne manquait que la culotte courte. Il était en gilet, tout poudré de la poussière d'étoupe, les yeux gris, caves et finauds comme ceux du père de la Mécanique. Il eut l'air si peu surpris de la visite qu'on eût pu croire qu'il l'attendait. Derrière lui, le chanvre pleuvait du plafond dans tout un atelier, long de six mètres : une averse de ficelles, un déluge qui, parfois, faisait

des flaques sur le plancher. De vieilles femmes, aux fortes lunettes, le regard fixé sur de charmantes images coloriées, jouaient de cette pluie, en pinçaient les fils lisses comme les cordes d'une harpe et, au lieu de sons, produisaient des bouquets épais, copie de leurs jolies aquarelles, mais copie grossière et lâche et comme vue par un rustique et énorme microscope. Leurs navettes, chargées de cordes, tissaient ainsi, dans une lourde toile d'emballage, une ébauche à peine formée des satins ouvrés, des crêpes façonnés, qui sortiraient d'elle bientôt.

L'une des vieilles artisanes, ancienne Beauté lyonnaise, habituée à cette clientèle de visiteurs étrangers à qui l'on exhibe comme un musée les phases de la fabrication des tissus, appela Philippe :

— Tenez, joli garçon, voilà qui fera pour votre petite amie la robe de l'an prochain.

Et elle ramassa comme une nasse tombée à terre tout ce cordage qu'elle étala, avec un rire édenté. Mais là-bas Tiburce Hénéon disait au vieux patron de l'atelier :

— C'est le fils Haudequin.

Ce fut une stupeur religieuse. Tout s'arrêta. Les liseuses cessèrent de compter les fils sur le quadrillage du dessin mis en carte ; les modernes tireurs de lats, qui assis à leur métier, composaient les cartons du façonné par l'inverse même du tissage (ici, c'était en tirant sur les lisses de chanvre, déjà ouvrées grossièrement, qu'ils perforaient là-haut, par des crochets, les trous du carton), avertis par la rumeur qui courut, débrayèrent instantanément. Vingt hommes et femmes dévisagèrent, comme un jeune souverain dont on a dépisté l'incognito, l'héritier de la plus célèbre Fabrique. Philippe sourit sans déplaisir :

« Évidemment, se dit-il, je suis le fils Haudequin. »

Le vieil Octave, flatté, se vanta d'avoir travaillé pour la grande maison Quincieux. Aujourd'hui, c'était pour de moyens façonniers de la Croix Rousse qui exécutaient à forfait les tissus de moindres maisons.

— Tu vois, Philippe, dit Tiburce, c'est ici le barbare enfantement de la beauté. Ces affreux cartons ont enfermé en eux à jamais l'indéchiffrable signe des ornements merveilleux ; ils restitueront un jour à la soie ce qu'ils ont conçu de la corde. C'est le miracle du travail de l'homme, Philippe.

Agissant comme un bon tentateur, il transporta ensuite

Philippe rue des Gloriettes dans un immeuble de canuts où Tiburce comptait des amis, les frères Désiré.

— Les frères Désiré travaillent pour ton père. Hé ! oui, pour ton père. Ne t'a-t-il jamais dit que ses tissus trop exquis, ses façonnés trop subtils, ses brochés trop raffinés pour les membres de fer du métier mécanique, il les confie aux mains sacerdotales de ce couple étrange de vieux garçons, si dévots à la soie qu'ils lui ont consacré leur célibat ? La dernière fois que je les ai vus, ils montaient leurs métiers pour la dernière création d'Adolphe Haudequin, le tulle de soie artificielle à poil panné ; tu vas voir de la fibre de pétale de rose ; une vapeur du matin ; de l'étoffe à vêtir les anges...

C'étaient deux gros et lourds canuts de soixante ans, jumeaux touchants, aux jambes courtes, la chemise tendue sur de larges pectoraux arrondis, la tête puissante, chevelue, carrée, et la face vineuse où roulaient de bons yeux de chien. En ouvrant, ils s'excusèrent de leur sueur. Derrière eux, l'atelier. Un poutrage antique soutenait les cadres des trois métiers. Un jeune ouvrier de l'âge de Philippe, graine de vieillard trapu comme les patrons, encadré dans son châssis de bois, pédalait. Les frères Désiré étaient pressés : ils avouèrent n'avancer que de trente centimètres par jour, reprirent le travail et chacun se replaça dans le cadre de son métier, se remit à pousser le battant, à jeter comme un dard la navette de soie ardente sous les fils, composant à eux trois une ancienne estampe enveloppée de toute la bonhomie d'avant quatre-vingt-treize.

Longtemps les deux amis les contemplèrent. Tiburce voyait que Philippe changeait de visage. Ce ne fut qu'en partant qu'il se révéla, comme les dieux visiteurs des hommes. Alors, les bons vieux, d'abord sidérés, s'attendrirent. Et il y eut une seconde pathétique quand ils se précipitèrent sur le rouleau d'ensouple pour lâcher aux regards du fils Haudequin quelques mètres de cette étoffe à vêtir les anges, qui bien qu'en grège, dans cet or même du cocon, n'était qu'une vapeur luisante.

Du haut en bas de la maison, ronflait le même bruit de la mécanique martelée de coups de battant. Il y avait bien là, pour un seul immeuble, vingt-cinq canuts, exécuteurs pieux des tissus à mille francs le mètre...

Au retour, dans la voiture, Tiburce crut devoir se taire. C'était la Soie seule qui parlait.

VI

Philippe acheta des livres anglais sur les méthodes de commerce, et allemands sur les théories monétaires. L'argent qu'il avait décrié, cet argent contre lequel, par poésie, par indépendance, par spiritualisme, par idéalisme et aussi par jeune réaction, il avait fait éclater de si fières bravades, changea pour lui de nature. Ce fut une force à capter, comme l'eau, l'électricité, l'expansion des gaz. Ce qu'il avait méprisé sous la forme concrète de valeurs de crédit, se mit à l'intéresser invisible et abstrait. Il lui sembla un jour que des savants lui offraient le mouvement des marées, la vitesse du vent, la chaleur, la lumière, pour en faire ce qu'il voudrait.

Ses pas le ramenaient souvent à ce terrain des Brotteaux maintenant acheté par son père, derrière Saint-Pothin. Ses esprits se faisaient architectes pour concevoir là l'immeuble gigantesque vitré comme une église, où l'on installerait les services de la fabrique. Malheureusement, son père n'avait pas vu assez grand. Il aurait fallu s'adjoindre les seize cents mètres qui restaient oisifs et vagues, à gauche. Et l'on aurait pu teindre en pièces, soi-même, dans de vastes ateliers, là.

Il y eut des jours où il se torturait pour rappeler le souvenir d'Alioutcha. Après la femme même, c'était l'image qu'elle lui avait laissée, qui devenait infidèle, et il souffrait de ne plus souffrir.

Mais vivre, il savait de nouveau ce que c'était. Si M. Haudequin avait pu se douter que Philippe, secoué d'une trépidation intérieure, rêvait de ces signatures qu'on donne et qui actionnent une cité entière, de ces chèques qu'on lance comme une torpille contre l'obstacle, c'est sur l'heure même qu'il lui aurait affecté, parce qu'il lui semblait d'une qualité d'ombre plus parfaite pour l'initiation projetée, le petit bureau dans lequel se rangeaient actuellement les balais.

Cependant Philippe était arrêté par la voracité même de ses désirs, auxquels son absence de moyens pécuniaires personnels donnait couleur de ridicule présomption. Il sentait le besoin de ce que l'on cherche toujours pour commencer : le procédé de la mise en marche. Il faut d'abord du courant pour induire une magnéto. Il faut le principe d'énergie. La triste figure que fait celui qui apporte les idées sans capitaux !

Telle fut la fissure par laquelle s'introduisit d'une façon insidieuse en Philippe, la pensée des millions de Ginette Chappemoine, cette force grâce à laquelle il pourrait parler. On disait seize à dix-sept millions; peut-être davantage. C'était peu pour son gigantesque projet, mais c'était la mise en marche. La seule maison de vente à Berlin, en un an, aurait engrené celle de l'Argentine, celle de Rome; et cette recrudescence du chiffre d'affaires, la possibilité des teintureries derrière Saint-Pothin. Quand on a l'énergie, tout le reste suit.

D'abord la figure de Ginette n'apparut pas. Elle aussi devenait force abstraite, se métamorphosait en un de ces moyens, dont les dures conceptions de l'homme d'affaires désignent froidement l'emploi, de la solitude et de l'éloignement de son bureau. Puis il y avait encore, dans cet enfantement à la vie des affaires, par lequel passait en ce moment Philippe, les vestiges d'une rude résignation ; c'était le passage volontaire, avec quelques spasmes de désespoir, de l'amour à l'ambition. Dans une telle disposition, Philippe mettait une âpre coquetterie à réduire sa sensibilité au silence. Se marier sans amour, commença par lui sembler d'un stoïcisme louable, un austère devoir qui faisait partie d'un plan de vie aride et forte, auquel il travaillait.

Il y travaillait seul, dans sa chambre; quelquefois en collaboration avec l'un des neveux Chappemoine qui le conseillait. Ce qu'Adolphe avait fait, trente-cinq ans auparavant, au fort de Vincennes, il le refaisait, dans une fièvre héréditaire. La maison « Haudequin père et fils » s'édifiait idéalement, mais dans le secret, comme la maison « Haudequin-Chappemoine ». Son devis magnifique se parachevait et le père ne savait rien.

Mais celle qui n'était pas invitée à son mystérieux labeur, il vint un jour où elle s'y installa malgré lui.

D'abord elle avait été proscrite. Philippe se glorifiait de ne pas penser à son jeune charme, à cette petite bouche peinte, à ces yeux diamantaires, à ce corps tanagréen, à cet éclat d'élégance qu'avaient ses robes, ses chapeaux, sa parole et jusqu'à son pas, — demeurant bien acquis que tous ces dons lui étaient indifférents.

Mais il ne se put cependant qu'à l'occasion de telles déterminations d'avenir, habitations, voyages, budget, réceptions, elle ne figurât pas, puisqu'elle était personnage de la scène. Phi-

lippe la voyait donc dans l'avenir, mais comme voilée, comme dans un nuage, et il n'y prenait point garde. Il aurait dit, par exemple : ici sera la chambre de Ginette, le studio de Ginette. Il faudra que Ginette reçoive tous les Chappemoine. Je n'emmenerai pas Ginette à Buenos-Ayres, mais elle m'accompagnera à Berlin. Et à force d'anticiper ainsi sur l'avenir, grâce à cette puissance de prévoyance qui est lyonnaise, il se trouvait qu'en revenant au présent, il y rapportait les souvenirs de cet avenir où il avait déjà, par l'hypothèse, expérimenté son mariage de raison. Et il ne se rendait pas compte que Ginette devenait un habituel témoin de ses réflexions, et, tout au moins, l'un de ces biens qu'il entendait posséder dans l'avenir et dont il sentait qu'ils accroîtraient à Lyon son personnage.

A la fin de l'automme, lorsque les Chappemoine revinrent de la montagne, il arriva que Ginette, férue de sport, vint chercher Philippe pour l'embaucher dans un tennis. C'était leur première rencontre depuis de longs mois. Il se produisit un phénomène. Pour Philippe, elle était devenue un être familier dont il s'était inconsciemment rapproché, dont il avait déjà formé de ses mains la destinée, et il fut avec elle comme s'il l'avait quittée la minute précédente, ce qui était réellement exact, puisqu'il venait de se dire à l'instant : « Je me concilierai les Fuji-Ono par Ginette qui les recevra, même si je ne leur achète pas leur sale soie à trente-huit mille francs la balle. » Pour Ginette, elle recula presque interdite devant ce jeune homme nouveau.

L'amour, en effet, avait moins marqué naguère le visage de Philippe, qu'aujourd'hui le sens soudain des affaires. Les dernières imprécisions enfantines des joues, des lèvres, des paupières avaient disparu dans l'amaigrissement qui sculptait en force le nez, l'orbite, le menton devenu sec. Les lèvres, encore sinueuses, n'avaient plus leur mobilité propre au sourire. On le voyait par instants commencer déjà, esquisser presque imperceptiblement le mouvement paternel. Elle n'osait plus lui demander de venir jouer avec elle. Lui ne put s'empêcher de lui dire qu'il avait une joie extrême à la revoir. Le plus curieux est que cela se trouvait vrai. Ce n'était pas seulement parce que Ginette formait la base même de ses projets, mais parce qu'elle était jolie, et qu'elle lui apparaissait comme le premier cadeau de la vie, sa première propriété. Ainsi, il n'avait jamais

remarqué jusqu'ici qu'elle eût ce charmant pied de chèvre, dont la pointe seule posait à terre. Et il semblait à Philippe que ce pied lui appartenait déjà. Il n'était plus le camarade sans arrière-pensée d'autrefois : aussi lui parlait-il d'un peu loin, troublé par sa senteur fraîche. Ginette fut encore plus surprise, quand elle vit ce garçon, presque étranger, et si grave qu'elle hésitait à lui proposer ses jeux, les accepter avec un plaisir visible.

— Je veux me remettre aux sports, comme cet hiver je me remettrai à la danse. Je veux vivre, Ginette.

— Vous avez raison, Philippe, dit-elle, toute déroutée.

Elle aurait mieux aimé qu'il fût encore un peu triste, car elle s'était flattée de soigner son moral par le mouvement et l'exercice, et elle arrivait trop tard, la cure finie.

Le soir, Philippe apprit à ses parents qu'il s'était inscrit dans l'équipe de tennis organisée par Ginette, et il sentit un des plus complets bonheurs de sa vie à voir l'œil gauche de M. Haudequin se plisser doucement, puis se fermer de plaisir pendant que, sur la figure ravagée de dyspepsie, une détente, une douceur inconnue passait.

Insensiblement, sans la moindre solennité, s'était accomplie son entrée dans la maison de commerce, où il se rendait parfois le matin pour s'initier à la correspondance avec Paris. C'était bien autrement qu'il voyait le vaste vol en plein ciel de ses internationales affaires. Quand il serait patron, ses maisons de Buenos-Ayres, de New-York seraient autonomes. Mais il croyait contenter son père en paraissant soumis à toute la rue des Capucins, à ses en-tête de lettres démodés, à sa table trop étroite, à ses casiers poudreux, à sa centralisation. Il se trompait. Un homme n'est pas forcément trois années le même. De ses premiers abandons Adolphe était peu récompensé par le travail à contre-cœur et sans intérêt que fournissait Philippe. Il souffrait de ces entretiens, où il n'était pas question de la fabrique mais de sports. Parfois, ils parlaient incidemment de Ginette. Un jour, Adolphe déclara :

— Elle trompe son monde.

Philippe comprit son père insidieux, et cette réserve avec laquelle il exprimait qu'elle valait plus qu'on ne le croyait d'ordinaire. C'était aussi son propre sentiment ; et cette opinion l'émut à un point imprévu.

Avant que Philippe n'eût communiqué à Ginette les projets dans lesquels il avait disposé d'elle, non par féroce égoïsme, mais par un de ces premiers symptômes de l'impérialisme paternel qui commençait à se manifester en lui ; avant qu'il n'eût obtenu d'elle, de sa fierté, de son indépendance, l'assentiment à cette association loyale qu'il avait décidée, Lyon les fiança. Lyon sut que Philippe ne manquait pas une seule des réunions de l'équipe, au tennis couvert. Les Brotteaux étaient là ; Perrache en petit nombre, et aussi un prélèvement opéré sur Bellecour. Entre les parties, Philippe et Ginette faisaient des balles ensemble, et il y eut des jours où on les vit, leurs jeux interrompus, discuter dans deux fauteuils voisins, Ginette étant devenue sociologue à la suite de quelques grandes dames lyonnaises.

Tout à fait incidemment, un soir, en la reconduisant chez elle après la partie, il lui demanda :

— Est-ce que vous auriez le courage de m'épouser, malgré un cœur desséché où vous ne trouveriez que ce choix certes encore bien tendre que j'ai fait de vous, mais nul emportement, nulle emphase de sentiment, au contraire, un calcul serré auquel je me suis livré depuis longtemps, ce qui donne aujourd'hui à ma requête le caractère, pas odieux, mais non plus poétique, assurément, d'une demande d'association entre amis, dans laquelle vous apporteriez votre puissante fortune, et moi la maison de mon père que je veux rebâtir ?

Ginette répondit :

— Vous vouliez peut-être m'étonner ; vous n'y êtes point parvenu. Depuis des semaines j'attends votre question : vous m'en avez dit assez long sur vos projets pour que j'aie deviné qu'il vous fallait ma dot ; d'autre part, vous êtes le plus sincère garçon que je connaisse, et j'étais sûre que vous ne donneriez aucune fausse couleur sentimentale à votre détermination de m'épouser. Ma supériorité, Philippe, c'est de savoir que vous ne m'aimez pas : il y a cent filles qui l'eussent cru à ma place. Dieu merci, je me suis débarrassée de ces illusions communes aux femmes. Je comprends très bien qu'on s'épouse sans s'aimer ; je trouve même cela assez sympathique. Nous savons tous, dans les affaires, que nos mères ne se sont pas mariées différemment. Au fond, dois-je l'avouer ? je ne sais pas si je l'aurais pu. La vérité, c'est que moi, je vous aime un petit peu,

Philippe. Je crois que c'est depuis que je vous ai vu aimer une autre femme. Aussi, ai-je beaucoup plus de raisons de vous répondre oui que non. Seulement, n'est-ce pas, aucune comédie ?

Philippe trembla des pieds à la tête. Il n'avait pas prévu qu'il entendrait cette jeune fille, fière d'avoir supprimé sa sensibilité, lui avouer de l'amour; il bégaya littéralement :

— Ginette, je ne vous ai pas dit que je vous détestais...

Et ils se serrèrent la main devant l'hôtel Louis XV, en se quittant.

— Ma vieille, dit-il à Benoîte, le soir en la prenant à deux bras, au seuil de sa cuisine, si tu veux aller porter demain un cierge de cent sous à Notre-Dame de Fourvière, c'est l'occasion.

— Moi, quoi? demanda-t-elle éperdue.

— Ah! dit Philippe, des choses qui s'arrangent...

Il portait dans une serviette une liasse de papiers et s'en alla rejoindre M. Haudequin dans le cabinet vert olive. Il pouvait parler désormais.

— Pardonnez-moi, dit-il; j'ai travaillé à votre insu. La fabrique doit être reconçue sur d'autres bases. Depuis six mois j'ai fait un peu plus que des châteaux en Espagne... Père, me laisserez-vous réaliser cela?

La serviette craqua et des plans d'architectes, des devis pliés en cinq, des papiers bleus et des papiers roses, des feuillets couverts de l'écriture légèrement cunéiforme de Philippe, des photographies, des brochures allemandes croulèrent sur le grand bureau de parade.

Adolphe eut le cri du vieux mâle devant la prouesse soudaine du jeune :

— Tu as fait cela, toi?

— Oui, dit Philippe.

Et intrépide contre l'ennemi supposé de ses rêves :

— La Fabrique aux Brotteaux. Dans votre terrain. Les teintureries Haudequin, *nos* teintureries, ici, derrière Saint-Pothin. Et pendant ce temps, à New-York, pour commencer, une maison de vente équivalente à celle de Paris; d'ailleurs, je vous amène une associée, Ginette.

La figure blanche de M. Haudequin sembla s'agrandir. Il répéta.

— Janette?

Puis, en regardant au loin :

— Chère petite Janette...

Enfin il revint à la tête brune de Philippe, qui se penchait déjà sur un plan déplié. Philippe était trépidant, fougueux d'exposer sa création. Adolphe crut se revoir à son âge. Lui avait trois ans de moins, quand ce mal l'avait mordu. Et il se souvenait de sa visite chez le vieux M. Ollier-Grézieux auquel il développait ses idées. Il n'éprouvait pas ce soir de révolte devant ces colonnes qui sortaient de terre sous les fondations mêmes de sa maison. Il s'était trop reconnu dans son enfant; c'était toujours sa sève qui montait.

Par moments, Philippe s'interrompait, déférent.

— Vous ne m'en voulez pas?

— Continue, disait le père, c'est très intéressant.

S'il faisait des objections au sujet des changes, des banques, de la division des capitaux, Philippe lui citait les procédés des banques américaines, les théories commerciales anglaises, tel livre allemand, telle coutume du commerce japonais.

A minuit, la porte s'ouvrit sans plus de bruit qu'une aile, et ils ne prirent pas garde à la longue robe noire de Benoîte qui passait dans l'entrebâillement. Elle vit une tête brune, et une tête blanche très voisines, inclinées sur des chiffres; elle entendit ces paroles sorties de la tête brune :

— Nous gagnons du trente-trois pour cent sur le teint en pièce, du cinquante pour cent sur le teint en fil, et une rapidité de trois à cinq.

Son beau visage raphaélite se redressa fièrement quand elle referma la porte.

— Mon Dieu ! le voilà Fabricant...

COLETTE YVER.

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

IV [1]

L'ASSASSINAT DE CONCINI

QUERELLE DE GRANDS

L'après-dîner du mercredi 31 octobre 1612, au château de Saint-Germain, le roi Louis XIII, âgé de onze ans, venait de monter en carrosse, — un petit carrosse attelé de petits chevaux, — pour se promener dans le parc. M. de Souvré, gouverneur du jeune prince, et le chevalier de Souvré, son petit-fils, s'étaient déjà installés dans le carrosse, et l'attelage ne bougeait pas, car plusieurs gentilshommes debout entouraient la voiture, où il restait une place vide.

— Sire, demanda M. de Souvré, voilà M. de La Force, capitaine de vos gardes, vous plaît-il qu'il s'y mette ?

Le Roi ne disait mot. Le gouverneur insista :

— Sire, les capitaines de vos gardes ont accoutumé d'y aller du temps du feu Roi, votre père.

— Ils l'ont accoutumé peu à peu, répondit Louis XIII; et je leur en ferai perdre la coutume peu à peu.

L'enfant qui parlait ainsi en maître était un gamin que l'on fouettait sans pitié. Quelques semaines avant la scène qui ouvre ce récit, il s'était réveillé « à trois heures après minuit en crainte du fouet, pour s'être, le jour précédent, opiniâtré contre M. de Souvré, sur la réponse qu'il avait à faire aux députés de ceux de la Religion assemblés à Saumur. M. d'Heurles, valet de chambre, l'assure que M. de Souvré ne s'en ressouvient point. — M'en assurez-vous? — Oui, Sire ; là-dessus, il s'endort jusques à sept heures. »

Copyright by Duc de La Force, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 15 juin, 1er juillet 1924.

Le capitaine des gardes n'était pas le sieur de La Force, héros de ce récit, mais son fils Armand, à qui il avait cédé son marquisat de La Force et son bâton de capitaine des gardes. A cinquante-trois ans, le vice-roi de Navarre était las de courir la poste entre le château de Pau et le Louvre, pour venir prendre le bâton à la Cour. La Reine, depuis le 6 janvier 1611, lui avait permis de se faire remplacer par son fils aîné. Il ne se rendait plus à la Cour que pour les affaires des églises protestantes ou pour les siennes, et il retrouvait au Louvre le marquis de La Force, qui servait son quartier.

Ce n'était pas, entre le nouveau Roi et le nouveau capitaine des gardes, la camaraderie du Béarnais et du sieur de La Force, son ancien compagnon d'armes. Le marquis venait de dépasser la trentaine, et Louis XIII achevait sa onzième année. Louis XIII n'avait pas hérité le fin sourire de Henri IV. Loménie, qui l'admirait, constatait qu'il « avait toutes les actions, mais non la ressemblance du feu Roi son père ». Le goût passionné de la chasse lui était commun avec Henri IV. Louis XIII cependant était encore trop jeune pour fatiguer son capitaine des gardes. L'enfant prenait une crécerelle dans son cabinet des oiseaux, situé au Louvre entre le Jardin neuf et la Seine, et lui faisait « voler » un moineau dans la galerie. D'autres fois, il épaulait sa petite arquebuse et tirait les moineaux postés sur le pavillon des Tuileries. D'autres fois encore, c'était à Montmartre qu'il jetait ses faucons; ou dans la plaine de Grenelle; ou près de la porte Saint-Antoine, au-dessus du fossé, dans lequel s'ébattaient les poules d'eau.

Le 18 avril 1614, non loin de Vaugirard, il chasse à l'arquebuse et rapporte sa première perdrix. Le 25 juillet 1614, il court le cerf en forêt de Saint-Germain.

C'est en forêt de Saint-Germain que le marquis de La Force lui rendit un service que, de mémoire de courtisan, nul capitaine des gardes n'avait encore eu la bonne fortune de rendre à son Roi. Un jour qu'il accompagnait Louis XIII à la chasse, un taureau furieux paraît dans un sentier. La bête échappée, — un de ces taureaux qu'on dressait à combattre des dogues d'Angleterre, — vient droit au Roi. Le marquis de La Force, accoutumé dès l'enfance aux taureaux de Navarre, tire son épée, se plante devant la bête et la tue.

Le soir, après la chasse, son nom volait sur toutes les

bouches. Mais rien ne lasse comme la louange d'autrui; celle du nouveau Pépin le Bref ne plut guère au comte de Gramont. « Railleur comme tous ceux de sa maison », il tourna l'estocade en ridicule et se mit à chanter sur un air à la mode ce couplet de sa façon :

Le marquis de La Force
A tué par sa force
La grand'vache à Colas
La, la, deridera.

Le couplet était injurieux, car le sobriquet de *Vache à Colas* servait à désigner les protestants, depuis que la vache d'un certain Colas Pannier, entrée au temple à l'heure du prêche, avait été abattue par les fidèles irrités. L'exploit des huguenots mettant à mort la vache infortunée était devenu le sujet d'une chanson populaire, interdite à Paris sous peine de la « hart », à cause des rixes qu'elle occasionnait.

Cependant, au Louvre, dans l'appartement du Roi, voici le marquis de La Force en face du comte de Gramont. Il connaît déjà les vers offensants de Gramont (nous avons toujours d'aimables amis pour nous répéter ces choses-là) : « Je viens, lui dit-il, d'apprendre que vous étiez poète; eh bien! moi, je le suis aussi. Vous avez fait ce couplet :

Le marquis de la Force
A tué par sa force
La grand'vache à Colas
La, la deridera.

Moi, j'ai composé celui-ci sur le même air :

Des cornes de la vache
Je fais faire un panache
Pour Gramont que voilà!
La, la, deridera.

Panache d'autant plus seyant que Gramont avait eu à se plaindre — et combien! — de sa femme, Louise de Roquelaure.

Au marquis de La Force, qui lui fait les cornes avec les doigts et finit par lui relever le bout du nez, Gramont ne dit que : « Pourpoint bas! » Un duel! Le Roi, aussitôt averti, envoie à chacun des deux gentilshommes « un exempt des gardes du corps avec ordre de les garder en leur maison jusqu'à

ce que cette affaire soit accommodée ». Mais Gramont était si pressé de laver son outrage qu'il s'évada.

***

Pourquoi le comte de Gramont, prince de Bidache en Navarre et gouverneur de Bayonne, fils du feu comte de Guiche et de la belle Corisande, avait-il chansonné le marquis de La Force? En voulait-il seulement au marquis ou bien à toute sa maison? Pourquoi cette puérile jalousie, cette querelle subite? Au printemps 1610, Gramont avait surpris sa femme en conversation plus que galante avec Narlizian, son écuyer. Il avait tué l'écuyer, puis, comme prince souverain de Bidache, fait juger, condamner et exécuter la femme. Marie de Médicis lui avait défendu d'attenter aux jours de la malheureuse et avait chargé le sieur de La Force, vice-roi de Navarre, de le réconcilier avec son beau-père, M. de Roquelaure. Cette négociation avait coûté à La Force plus d'un voyage pénible à travers le Béarn et le Bigorre, un accident de carrosse dans une fâcheuse descente, une boiterie et une cure à Bagnères.

La Force n'avait perdu ni son temps ni sa peine, car Gramont avait fait sa paix avec son beau-père; mais Gramont n'avait pas tardé à chercher querelle à La Force. Il convoitait le gouvernement de La Force, et, pour justifier sa convoitise, alléguait que Henri IV avait violé la coutume du pays en choisissant pour lieutenant un étranger. Afin de mieux troubler La Force dans son gouvernement, Gramont avait sollicité de la Reine en 1612 la charge de sénéchal, « bien qu'elle fût au-dessous de lui ». La Force avait protesté auprès de la Reine. La Reine avait proposé en 1613 de nommer sénéchal le fils de Gramont, qui était alors en bas âge. La Force avait aussitôt demandé la survivance du gouvernement de Béarn pour son fils aîné. Marie de Médicis leur accorda à tous deux ce qu'ils demandaient. Gramont, exaspéré, avait aussitôt appelé le vice-roi de Navarre en duel, au su et au vu de toute la ville de Pau, avec tant d'ostentation que la Reine avait interdit les voies de fait. Bientôt, Gramont s'était opposé à la vérification des lettres de survivance au Conseil souverain de Pau. Il s'était ligué avec des seigneurs du Béarn, MM. de Bénac et de Miossens; il avait soulevé le Bigorre, les pays de Chalosse et de Comminge et menacé, à la tête de quinze cents hommes, la ville de Pau. Bravade

inutile ! La Force les avait contraints de se retirer honteusement.

Alors, Bénac avait fait appeler La Force par un page au sortir du prêche. Décrété de prise de corps par le Conseil souverain de Pau, arrêté, emprisonné, mais bientôt évadé, il s'était rendu à Badefol en Périgord, pour provoquer La Force, qui, dans Bergerac, assistait à l'assemblée provinciale des réformés. La Force et Bénac, secondés chacun de cinq fils, étaient prêts à se battre. La jurade épouvantée avait fermé les portes de la ville. Mais La Force, pour répondre à « l'appel » de Bénac, avait « sauté par dessus la muraille », s'était retiré en son château, distant de deux lieues.

Poursuivi par une foule de gentilshommes, le maire, les consuls et la moitié des habitants de Bergerac, qui s'étaient arrêtés devant la porte close du château de La Force et faisaient bonne garde, il était sorti de chez lui par une porte secrète, avait gagné la campagne avec ses amis. Un ordre de la Reine avait fini par le rejoindre. Au mois de septembre 1614, il avait dû se rendre à la Cour ainsi que Bénac, Miossens et Gramont.

*
* *

La Force y était encore en ce mois de janvier 1615, où le même Gramont venait de provoquer son fils. Il habitait déjà rue d'Autriche l'hôtel que devait lui léguer deux ans plus tard sa demi-sœur, Mme de Larchant. De vastes jardins agrémentaient la maison du côté de la rue des Poulies, mais la porte cochère s'ouvrait sur la rue d'Autriche, à quelques toises du Petit-Bourbon, presque en face de l'entrée féodale du Louvre. Cet hôtel n'existe plus aujourd'hui. Acheté par Louis XIV en 1667, il fut en partie démoli pour l'agrandissement du Louvre. Napoléon Ier en acheva la ruine en 1806, pour prolonger la place de Marengo, plus tard place de l'Oratoire, absorbée elle-même, sous Napoléon III, par la rue de Rivoli.

La Force vit arriver dans cet hôtel un gentilhomme qui venait de la part du comte de Gramont. Le gentilhomme était chargé d'avertir le marquis de La Force que le comte de Gramont l'attendait au Pré-aux-Clercs, rendez-vous ordinaire des duellistes. « Vous vous méprenez, expliqua La Force, c'est à mon fils que vous en voulez ; mais retournez auprès de celui qui vous envoie, et annoncez-lui que le marquis de La Force ne manquera point au rendez-vous. »

Quelques instants plus tard, il donnait ses ordres à l'un de ses gentilshommes, M. de Théobon : « Allez vite à l'écurie, faites seller deux chevaux, l'un pour mon fils, l'autre pour vous ; armez-vous d'une épée et d'un poignard, car vous lui servirez de second, et attendez-le au bas de l'escalier de mon cabinet. » Le marquis de La Force jouait au billard dans une salle de l'hôtel, avec l'exempt qui le gardait. La Force entre dans la salle, et, s'adressant à l'exempt : « Monsieur, lui dit-il, j'aurais quelque chose à dire à mon fils en particulier ; ne pourriez-vous lui permettre de passer quelques moments dans mon cabinet? »

L'exempt n'était pas sans pitié ; surtout, il ignorait qu'il y eût une issue secrète ; il consentit. La Force ne fut pas plus tôt seul avec le prisonnier qu'il lui dit : « Mon fils, Gramont vous attend au Pré-aux-Clercs, allez et me rapportez son épée. » C'est le fameux *Va, cours, vole et nous venge*, mis par Corneille dans la bouche de don Diègue envoyant Rodrigue combattre le Comte, car les poètes tragiques, lorsqu'ils peignent les mœurs des temps passés, peignent avant tout celles de leur temps.

Et le don Diègue de la rue d'Autriche fit sortir son Rodrigue par l'escalier dérobé.

***

Il y avait près d'une heure que La Force attendait son fils... Soudain, des pas précipités retentissent dans l'escalier dérobé, la porte s'ouvre, le marquis de La Force paraît : « Mon père, dit-il, voici l'épée de Gramont, auquel j'ai fait demander la vie. » A son père attentif, qui juge les coups en connaisseur, il raconte le combat du Pré-aux-Clercs : il a blessé Gramont au bras dès la première passade ; il lui a « gagné la croupe » (ce qui est la belle manière, lorsqu'on se bat à cheval), dès la seconde ; il l'a rejoint l'épée dans les reins ; il l'a contraint de se jeter à terre en criant : « La vie! — Rends les armes. » Le vainqueur est descendu de cheval pour séparer les deux seconds, qui, à cent pas de là, se battaient à pied, et dont l'un, Théobon, avait déjà blessé son adversaire d'une « grande estocade au bras » et « le tenait sous lui ».

Le marquis de La Force est blessé lui-même à la main. Tout à la joie de son récit, il ne sent pas sa blessure, qui est légère, et, quand son père le reconduit dans la salle où l'exempt les

attend, celui-ci ne la remarque pas plus qu'il n'a remarqué la fugue de son prisonnier, à laquelle il ne voulut jamais croire.

Que n'était-il vraiment resté dans le cabinet de son père! Son duel soulevait une nuée de querelles. M. de Vitry, l'un des capitaines des gardes, « appelait » M. de Termes, et sortait avec lui de Paris. Trois jours durant, les deux champions tenaient la campagne, bientôt rejoints par plus de mille gentilshommes qui, ayant tous leur avis sur la querelle, montaient à cheval et leur formaient à chacun une respectable armée de seconds.

Mille gentilshommes! Ne croyons pas ce chiffre exagéré. Les grands seigneurs avaient alors leur cour comme le Roi. Lorsqu'ils se rendaient au Louvre, une suite éblouissante de gentilshommes, de pages et de laquais débouchait de l'étroite rue d'Autriche dans la cour du vaste palais, sous les regards émerveillés des cadets de Gascogne, frais débarqués de leur province. Voici, note le peintre immortel des *Tragiques*,

> Voici un gros amas qui emplit jusqu'au tiers
> Le Louvre de soldats, de braves chevaliers,
> De noblesse parée : au milieu de la nue,
> Marche un duc, dont la face au jeune homme inconnue
> Le renvoie au conseil d'un page traversant,
> Pour demander le nom de ce prince passant.

On avait vu en 1611 le duc d'Épernon, qui se croyait menacé d'insulte par le comte de Soissons, s'avancer à pied dans Paris, à la tête de sept ou huit cents gentilshommes. Sa troupe marchait en bataille, et les premiers rangs arrivaient à la porte du Louvre, alors que les derniers n'étaient pas encore sortis de l'hôtel d'Épernon : or, il y a deux mille pas de Saint-Eustache à la Seine, de la rue Plâtrière, où demeurait le duc, à la rue d'Autriche, où demeurait le Roi.

Les gentilshommes entraînés dans la querelle de Gramont furent arrêtés sur un ordre royal et reconduits à Paris. M. de Termes, mené par son frère le duc de Bellegarde, M. de Vitry, mené par La Force, firent leur accommodement devant les maréchaux de France, assemblés rue de Seine, dans l'hôtel du duc de Bouillon.

La Reine voulut ensuite réconcilier Gramont et le marquis de La Force. Gramont avait quitté Paris. Ses amis assuraient qu'il était déjà en Bourgogne, mais tout le monde savait que,

s'il était sorti de la ville par une porte, il s'était empressé de rentrer par l'autre. Des conférences se tinrent entre les maréchaux et MM. du Conseil. Marie de Médicis manda les deux duellistes au Louvre, et Loménie lut à haute voix l'acte d'accord. Rien n'était oublié pour ménager leur amour-propre : on allait même jusqu'à les féliciter de leur duel, de « la généreuse résolution et brave courage qu'ils y avaient apportés ». Mais on leur enjoignait de n'en plus parler, « puisque je vous l'ordonne ainsi, disait Loménie au nom de la Reine, et que c'est chose qui importe à mon service ».

Le comte de Gramont et le marquis de La Force promirent à la Reine de « vivre en bonne union », et ils s'embrassèrent, — sans aucun plaisir.

***

Qu'importait à Marie de Médicis? Elle interdisait les violences et les duels, mais ne tenait nullement à une réconciliation sincère. Il convenait à sa politique que le vieux La Force, protestant convaincu, appuyé sur une milice locale dont il était le maître, et quasi indépendant en Béarn, dans ce lointain gouvernement où la plupart des charges étaient entre les mains des réformés, eût pour ennemi juré Gramont, chef des catholiques et le plus puissant seigneur du pays. Guetté sans cesse par Gramont, qui brûlait du désir de le déposséder, il serait moins dangereux.

Elle ne s'était point défiée jusqu'alors de l'ancien compagnon d'armes de son époux. Qu'il eût, après la mort de Henri IV, contribué à maintenir les protestants dans l'obéissance ou que, pendant l'été 1610, il ne se fût pas résigné à repousser par les armes sept mille Morisques d'Espagne qui se présentaient désarmés sur la frontière, tous résolus à passer en France, malgré les défenses du feu Roi et préférant la mort à l'horreur de retourner auprès de leurs tyrans espagnols, Marie de Médicis avait approuvé son fidèle serviteur.

Au mois de janvier 1611, elle avait voulu envoyer La Force en qualité de commissaire à l'Assemblée générale des réformés, qui se tenait à Saumur. La Force n'avait consenti à s'y rendre qu'en simple particulier. Il craignait d'être accusé d'avoir trahi le Roi, s'il contentait ses coreligionnaires, d'avoir trahi ses coreligionnaires, s'il servait trop bien le Roi.

Il avait répondu à la confiance de l'Assemblée, et les députés des Églises du Béarn, reçus, au grand mécontentement de la Reine, parmi les députés des Églises de France, — ce qui n'aurait pas dû être, puisque le Béarn n'était pas réuni à la Couronne, — avaient obtenu satisfaction sur « quelques-uns de leurs cahiers ». Bien qu'il y eût dans l'Assemblée des traîtres, qui découvraient au Roi tout ce qui se passait à Saumur, et qui, pour faire les bons valets, grossissaient beaucoup de menus faits, attribuant aux uns et aux autres des discours qu'ils n'avaient pas tenus, La Force n'avait pas perdu la confiance de Marie de Médicis. De Fontainebleau, le 16 octobre 1611, il pouvait écrire à sa femme : « Je ne reçus jamais meilleure chère de la Reine. »

Les évêques béarnais, aux États généraux de 1614, avaient demandé l'entier rétablissement de la religion catholique en Béarn, l'admission des catholiques aux charges et honneurs du pays et la mainlevée des biens ecclésiastiques, dont une partie servait à entretenir des pasteurs, des magistrats et des écoliers de la minorité protestante, mais ils avaient rendu justice au loyalisme de La Force.

La Reine rejeta des demandes si justes. Elle ne les agréa pas davantage, lorsque l'Assemblée générale du Clergé les formula de nouveau. Elle craignait trop de mécontenter La Force en Béarn; elle craignait plus encore d'irriter en France le parti protestant, toujours campé dans le Royaume et toujours en armes. L'édit de Nantes, une trêve plutôt qu'une paix véritable, avait concédé à ce redoutable parti des villes de sûreté, qu'il aurait dû rendre au bout de huit ans, qu'il avait gardées avec l'autorisation royale et dont le Roi entretenait chaque année les garnisons et les murailles au prix de cent cinquante mille écus. Fort de cent cinquante places de guerre, séditieux dans ses assemblées pleines de « fous de synode » et de « fronts d'airain », — suivant l'expression de Henri IV, qui les avait vus, dans leur folie et leur obstination, toujours prêts à tendre la main aux ennemis de la France, — cet État dans l'État pouvait devenir un État contre l'État, si la politique étrangère de la Reine contrecarrait ses intérêts particuliers. Or la Reine cherchait à se rapprocher de l'Espagne, cette ennemie implacable de la Réforme. Sa politique inquiétait les protestants et ne pouvait plaire à La Force. Depuis la mort de Henri IV, les incursions

espagnoles avaient recommencé en Béarn. La Reine, après avoir approuvé et même ordonné des représailles, les avait suspendues. Comment user de violences envers les Espagnols, quand elle venait en 1612 de fiancer le Roi son fils à l'infante Anne d'Autriche, fille du roi d'Espagne Philippe III ? L'affaire des incursions avait été confiée à la diplomatie du comte de Vaucelas, notre ambassadeur à Madrid. Le 2 octobre 1614, le Roi était déclaré majeur (il entrait dans sa quatorzième année) ; en 1615, la Reine annonçait publiquement les mariages espagnols. Louis XIII allait épouser l'infante, et le prince des Asturies (le futur Philippe IV) allait prendre pour femme Élisabeth de France, sœur du Roi Très-Chrétien. De là, violente colère des réformés. Qu'allait devenir La Force en ce conflit entre ses coreligionnaires et son Roi ?

* * *

Louis XIII avertit La Force, le 30 juillet 1615, des graves événements qui menacent. Il est à la veille de partir pour Bordeaux, où il doit épouser l'infante, qui vient de Madrid ; il a convié les princes du sang et quelques seigneurs à suivre la Cour en ce voyage, « une occasion des plus célèbres qui puissent arriver durant mon règne », écrit le Roi, l'occasion d'une rébellion fructueuse, pensent les princes. Ils refusent de se rendre à l'invitation du Roi, et le Roi ordonne à La Force de fermer ses villes au prince de Condé, ses gouvernements aux recruteurs qui viendraient lever des gens de guerre pour les princes. Mais déjà La Force s'abouche avec Condé.

Sur la route de Bordeaux, la Cour est en marche, protégée par l'armée du maréchal de Boisdauphin. Les troupes des princes, peu nombreuses et mal équipées, ne peuvent rien contre le maréchal, si elles ne donnent la main aux protestants du Midi. Ceux-ci, par malheur, acceptent le traité d'alliance que leur offre Condé. Leur assemblée générale, transférée de Grenoble à Nîmes, envoie des députés par tout le Royaume, dépêche Favas en Guyenne, où le comte de Saint-Paul s'engage à remettre entre les mains de son cousin La Force le château de Caumont, qui domine la Garonne en face de Marmande, et celui de Fronsac, qui domine la Garonne près de Libourne.

Occupé alors à tenir les États de Béarn, La Force ignore le témoignage de confiance que lui donnent les rebelles. Il espère

encore persuader à la Cour de renoncer à son voyage. La Reine, retenue à Poitiers par une « défluxion » et par la petite vérole de Madame (triste maladie pour une fiancée), lui donne rendez-vous à Bordeaux.

Loin d'obéir, il se rend à l'assemblée protestante de Sainte-Foi, près de Bergerac. Il y trouve le duc de Rohan, ce nouveau Coligny, venu de Saintonge, mais il se déclare contre la guerre civile. Lorsque l'on apprend que la guerre a été résolue à Nîmes, que le Roi marche sur Bordeaux avec une armée, que les villes de la Religion, sans soldats pour les défendre, vont être emportées en huit jours, si on ne lève des gens de guerre; lorsque l'assemblée vote cette levée, il fait insérer, dans « l'acte de résolution », qu'on se tiendra seulement sur la défensive, puis il se retire à quelques lieues de là, dans son château de La Force.

Retraite coupable aux yeux des fanatiques. Dès le mois de septembre, aux États de Béarn, les protestants avaient reproché à La Force sa modération. Agrippa d'Aubigné, mettant la dernière main à ses *Tragiques*, lui rappelait l'étonnant épisode de la Saint-Barthélemy, admonestait rudement ce confesseur de la foi dont le zèle semblait attiédi par les délices d'une longue paix : Caumont, disait-il,

> Caumont, qui à douze ans eus ton père et ton frère
> Pour cuirasse pesante, apprends ce qu'il faut faire,
> Quel prince t'a tiré, quel bras fut ton secours.
> Tes père et frère sont dessus toi tous les jours.
> Nature vous forma d'une même substance,
> La mort vous assembla comme fit la naissance,
> Cousu, mort avec eux et vif, tu as de quoi
> Tes compagnons de mort faire vivre par toi.
> Ton sein est pour jamais teint du sang de tes proches,
> Dieu t'a sauvé par grâce, ou bien c'est pour reproches :
> Grâce, en mettant pour lui l'esprit qui t'a remis:
> Reproche, en te faisant serf de nos ennemis.

Comme s'il entendait l'appel d'Agrippa d'Aubigné, La Force accepte le commandement des troupes de basse Guyenne, que lui donne l'assemblée de Nîmes. Aussitôt M. de La Chesnaye, l'un des ordinaires du Roi, lui apporte les plaintes de Marie de Médicis, qui est arrivée à Angoulême avec Louis XIII. « Monsieur de La Force, écrit-elle le 3 octobre, si je n'avais

une grande connaissance de la fidélité et affection que vous avez toujours témoignée au feu Roi, mon seigneur, et, depuis son décès, au Roi, Monsieur mon fils, j'eusse eu grande occasion d'en entrer en doute sur les bruits des rapports que l'on me fait. Même l'on m'a dit que l'on a résolu avec vous la prise des armes contre sa propre personne et la mienne. »

La Force a beau affirmer à la Reine, comme il nous l'affirme dans ses *Mémoires*, qu'il est resté étranger à toute la délibération, la Cour continue de croire qu'il songe à enlever le Roi. Louis XIII et sa mère se détournent de leur route, s'embarquent à Bourg, sur la Gironde, à trois lieues en amont de Blaye, entrent triomphalement à Bordeaux le 7 octobre 1615, sains et saufs, mais fort irrités. Alors les rebelles s'arrêtent à Tonneins, sur la rive droite de la Garonne, à vingt lieues au-dessus de Bordeaux, et l'un d'eux, Boisse-Pardaillan, — « plus porté d'avarice que d'ambition, » nous confie La Force, — essaye vainement d'emporter d'assaut et de piller la riche abbaye bénédictine de Saint-Ferme.

La Force, décidé à regagner le Béarn, venait de faire passer la Garonne à ses chevaux et s'apprêtait à la passer lui-même, lorsqu'on l'avertit qu'un envoyé de Leurs Majestés, M. de La Brosse, demandait à « parler aux principaux ». Les instructions de La Brosse étaient précises : savoir quelles troupes étaient sur pied, pour quel sujet elles marchaient et quel était leur chef. Le Roi, disait-il, « faisait très exprès commandement à toute sorte de personnes de se retirer, à peine de désobéissance et d'être punies comme criminelles de lèse-majesté : que ceux qui avaient charges retournassent soudain en leurs charges et les particuliers en leurs maisons, donnant assurance à tous ceux qui obéiraient d'oublier le passé et de pardonner ».

« Je suis de ceux-là et m'achemine de ce pas en Béarn, déclara La Force. — En puis-je assurer Leurs Majestés ? repartit La Brosse. — Oui, je vous en charge, et vous le reprocherai, si vous ne le faites. »

* * *

Tandis que l'armée du duc de Rohan marche à travers l'Agenais et s'avance vers Lectoure, marquant son passage par des excès affreux, La Force atteint les limites du Béarn. Il apprend que le Roi le mande à Bordeaux, qu'il a donné au

comte de Gramont une commission pour le déposséder de sa charge de vice-roi de Navarre, et que le duc de Guise, chargé de conduire à Irun Élisabeth de France, la fiancée du prince des Asturies, ne cache pas son dessein de revenir avec ses troupes par le Béarn et d'en chasser le gouverneur rebelle. La Force écrit au Roi pour se plaindre, au duc de Rohan pour demander du secours, à Castelnau pour l'assurer qu'il donnera « bien des affaires » à ses ennemis. Les deux dernières lettres, écrites le 27 octobre 1615 et datées de la petite ville de Thèze (à cinq lieues au Nord de Pau), sont saisies à Condom, lues au Conseil de Navarre, qui siège à Paris. Un membre de ce Conseil, le calviniste Hespérien, engage La Force à se soumettre dans l'intérêt du Béarn, Loménie lui fait dire de se soumettre dans son propre intérêt.

Quel que fût le dévouement de Loménie, de tels avis n'étaient pas du goût de La Force. Les grands seigneurs de la première moitié du dix-septième siècle n'étaient pas domestiqués comme ceux de la seconde ; les gouverneurs de province ne ressemblaient pas à nos préfets de départements, dont le fil spécial du ministère de l'Intérieur réduit singulièrement l'initiative. « Un peu de seigneurie palpitait encore en ce temps-là. » C'est le duc de Saint-Simon qui le remarque en une phrase qu'admirait Victor Hugo et qui devint un des plus beaux vers de *Marion de Lorme :*

Un peu de seigneurie y palpitait encore.

La Force ressaisit en Béarn le pouvoir qui lui échappait. Le Parlement de Pau, contre lui jusque-là, se laissa convaincre par ses discours. En majorité calviniste, il comprend que le triomphe de Gramont serait celui des catholiques. Il entend les exhortations de l'assemblée de Nîmes ; il voit que l'armée du duc de Guise n'entre pas en Béarn ; il refuse d'enregistrer la commission qui nomme Gramont gouverneur. Les jurats des villes suivent l'exemple du Parlement. De tous les points du Béarn, ils adressent à Pau des certificats admirables qui proclament le loyalisme de La Force.

Celui-ci n'en obéit pas davantage aux ordres du Roi. Le Roi l'invite à se rendre auprès de lui à Bordeaux. La Force ne quitte pas son gouvernement. Le Roi interdit en Béarn toute levée de gens de guerre, mais le Parlement ajoute à la déclara-

tion royale ces mots qui la rendent vaine : « Sans l'exprès commandement du Roi ou de son lieutenant, et lorsqu'il le jugera nécessaire pour la défense et conservation du pays. » Aussitôt La Force lève sept cents hommes. Il marche sur les villes de Sorde et d'Hastingues, où Gramont a fait envoyer des gens de pied et de cheval. Tout occupé de parader aux mariages espagnols, Gramont ne se mettra à leur tête que plus tard. La Force lui épargna la peine de venir commander ses régiments. « Ayant mené quatre ou cinq pièces d'artillerie, il les dénicha, raconte-t-il avec une dédaigneuse simplicité, de sorte que toute la milice de Gramont fut bientôt en déroute. »

Mais la Cour n'avait pas perdu l'espoir de réduire La Force.

*
* *

Le samedi 14 novembre 1615, vers quatre heures du soir, un conseiller d'État, Louis Lefèvre, sieur de Caumartin, approchait de la ville de Pau. Il voyageait, confortablement installé dans un carrosse et muni de pouvoirs très étendus : commission pour déposséder La Force de sa charge et renvoyer les membres du Parlement qui lui étaient favorables, commissions en blanc pour en nommer d'autres, commandements aux villes, commandements aux capitaines des Persans (milice locale dont le Roi nommait les capitaines) de ne plus le reconnaître comme gouverneur, tout un arsenal de redoutables parchemins.

Il venait d'en essayer l'effet à Orthez. L'évêque de Lescar et les conseillers au Parlement Dupont et Dufour, zélés partisans de Gramont, étaient entrés avec lui dans la ville, publiant « qu'il fallait rendre toute sorte d'honneurs et d'obéissance à M. le commissaire, qui était l'homme du Roi, auquel il ne fallait pas moins déférer qu'à Sa Majesté même ». Tout cela avec un bruit, une ostentation assez peu diplomatiques.

La Force eut vent de ce qui se préparait et jugea que « ce commissaire ne venait pour rien de bon ». Il mit des soldats dans le château, puis s'en fut « au-devant de M. le commissaire, pour lui rendre honneur ». Il comptait en user avec M. de Caumartin comme Don Juan avec M. Dimanche, le payer de politesses et le renvoyer satisfait, sans lui avoir permis une minute de remplir sa mission.

La Force attend M. de Caumartin au jardin des Pasternes.

Voici le carrosse. Un des gens de La Force s'approche de la portière, avertit M. de Caumartin que son maître est venu le recevoir. La fâcheuse nouvelle! Pour ne point descendre de carrosse, Caumartin prétexte sa lassitude, assure qu'il ira rendre visite au gouverneur dès qu'il aura pris logis en ville; mais le gouverneur paraît, entouré des siens, à la porte du parc, et Caumartin, résigné, met pied à terre.

Ce ne sont que compliments de part et d'autre, tout le long de l'allée qui mène au château. Caumartin n'y entre pas, s'arrête avec La Force dans la basse-cour, tente de prendre congé, de s'en retourner à la ville. La Force n'a garde de le permettre. M. le commissaire ne logera pas ailleurs qu'au château. Caumartin insiste, répète qu'il est fatigué, indisposé.

— Non, répond La Force, vous serez beaucoup mieux au château et y reposerez autant qu'il vous plaira.

La contestation se prolonge entre le gouverneur qui ne veut point laisser en liberté un commissaire muni de si dangereux pouvoirs et le commissaire qui se sent pris, qui se débat désespérément contre l'inlassable politesse du gouverneur.

La nuit était déjà tombée lorsque Caumartin vaincu franchit le seuil du château. On le conduisit à sa chambre, « où il trouva bon d'être à part soi », remarque La Force, et on lui servit à souper.

La Force revint bientôt l'entretenir. Caumartin lui dit qu'il était envoyé par le Roi et qu' « il lui portait commandement » de se rendre à Bordeaux. La Force assura qu'il était prêt à obéir, mais pouvait-il quitter son gouvernement, quand les circonstances étaient aussi graves, sans préjudicier au service de Sa Majesté? Caumartin crut apaiser ses scrupules d'un mot : il avait charge, lui Caumartin, d'y demeurer en son absence.

— Si ainsi est, dit La Force, montrez-moi la lettre que le Roi m'en écrit et le pouvoir qui vous en a été donné.

— Ne me connaissez-vous pas? repartit Caumartin.

— Oui, répondit La Force, et vous me devez connaître aussi; il y a trente ans que je sers les Rois; on n'a point accoutumé à porter des commandements à des personnes comme moi sans les faire voir par écrit. J'ai trop de connaissance de mon métier; si, ayant abandonné ma charge, il en mésadvenait, le Roi pourrait me faire trancher la tête, car je ne pourrais prouver que ce fût par son commandement.

Cet argument tranchant termina l'entretien, et le commissaire, demeuré seul, put méditer à loisir sur le ridicule de sa situation. Elle fut pire le lendemain dimanche. Caumartin voulait-il sortir, La Force proposait de « l'accompagner pour lui faire honneur »; exprimait-il le désir d'aller à la messe, La Force lui offrait « son carrosse et de ses gens catholiques pour l'y conduire ». Caumartin renonçait à la messe, se disait harassé. A midi, il n'avait pu obtenir une nouvelle audience du gouverneur, occupé depuis des heures avec huit conseillers. Il sentait sa fermeté mollir.

« L'après-dîner, raconte La Force, je le trouvai en autre trempe. » Caumartin voulut bien reconnaître qu'il avait été « conduit par des étourdis malicieux qui n'avaient pris conseil que de leurs passions ». Le Roi était trompé, avouait-il, et La Force plus avisé qu'on ne le lui avait fait entendre. Caumartin ne songeait plus qu'à se retirer. La Force y consentit avec joie, lorsqu'il lui eut promis de rapporter au Roi que le pays était paisible.

La Force présenta à Caumartin les beaux certificats de loyalisme qu'il tenait des principaux du Parlement, de la noblesse du pays, des magistrats, des officiers des villes. Le commissaire était convaincu; il ne cachait plus au gouverneur qu'il avait été envoyé pour le chasser; il était décidé à ne pas exécuter sa commission. « Il s'en part à ce matin, écrivait la Force avec un soupir de soulagement, tandis que son hôte achevait ses préparatifs, et je le fais conduire par mon fils de Montpouillan jusques à Orthez. »

Caumartin partit en effet ce dimanche 15 novembre 1615, au début de l'après-dîner. La Force l'accompagna pendant deux lieues. Après Orthez, Caumartin « retomba entre les pattes de ceux qui l'avaient mené en Béarn et qui le ramenaient à Bordeaux ». Il essuya leurs reproches, leur colère. On lui remontra que La Force était en mauvaise posture à la Cour; mais que le commissaire, qui n'avait ni osé, ni su exécuter sa commission, était perdu sans ressource. On lui conseilla d'alléguer pour sa défense les violences et les puissants armements du gouverneur. On lui promit de « confirmer son dire ». Il est probable qu'il dit ce qu'on voulut. La situation de La Force à la Cour ne s'en trouva pas améliorée.

***

Du moins, il demeurait gouverneur et vice-roi, et résolu à défendre ses gouvernements, si Gramont osait l'attaquer. Le 17 décembre 1615, le Roi s'achemine vers Paris avec sa mère et la reine Anne d'Autriche, qu'il vient d'épouser. Déjà les princes, las de la rébellion et brûlant du désir d'en retirer les fruits, font des ouvertures que le Roi accueille. Louis XIII accorde une suspension d'armes le 23 janvier 1616, envoie des commissaires dans les Landes et en Béarn et choisit Loudun pour lieu des conférences de la paix prochaine. Mais Gramont maudit les conférences et la paix qui va le priver du gouvernement qu'il convoite. Il n'a pu encore déposséder La Force, il veut à tout prix le chasser du Béarn avant la paix. Sur les frontières du Béarn, ses amis sont à la tête de leurs troupes. Poyanne dans les Landes, Gondrin dans le Condomois et l'Agenais, plus au nord, Carmain, Roquelaure, Lauzun lui promettent des secours.

Mais La Force a devancé son ennemi. Son lieutenant Vallier occupe subitement Aire-sur-l'Adour, parcourt les Landes avec six cents chevaux. Poyanne, menacé dans Dax, se joint à Gramont, refoule Vallier en Béarn, assiège Aire-sur-l'Adour. En vain La Force accourt avec six mille hommes et en jette quatre cents dans la place, Aire-sur-l'Adour capitule faute de vivres, et La Force se retire à Pau. Il demande des renforts à Boisse-Pardaillan, à l'assemblée de La Rochelle, au prince de Condé. Celui-ci éclate en récriminations, répète que la trêve est violée, et les protestants parlent de recommencer la guerre. Le Roi commande à Gramont de cesser les hostilités, et Roquelaure, qui ne veut pas que la paix rende inutile la victoire de Gramont, arrête le courrier royal. Il en fallut plusieurs autres, porteurs de messages de plus en plus irrités, pour que le Roi fût obéi. Le Roi n'avait pas moins à redouter de ses amis que de ses ennemis.

La Force fait alors agir Condé du côté des princes, Loménie du côté de la Cour. La paix de Loudun (mai 1616) lui conserve ses charges de gouverneur de Béarn et de vice-roi de Navarre, et n'enlève à ses enfants ni leurs charges, ni leurs dignités, ni leurs offices, ni leurs pensions. Il obtient que Montpouillan, chassé de la Cour lors des troubles, soit rappelé par une lettre

expresse du Roi, mais il n'obtient pas que le marquis de La Force puisse remplacer son père comme gouverneur du Béarn, chaque fois que celui-ci devra se rendre à la Cour. De plus, le remboursement des soixante mille livres que La Force a dépensées pour repousser l'armée qui venait le déposséder lui est refusé par le Roi. Refus très juste, si le Roi n'eût défrayé les autres rebelles de toutes les dépenses où les avait induits leur rébellion. Nul prince, nul seigneur n'était traité aussi sévèrement que le vice-roi de Navarre. La Cour cédait aux excitations de Gramont, frustré une fois de plus du gouvernement qu'il croyait saisir.

La Force, malgré les avantages obtenus, n'était guère plus content que son rival. Il en voulait à Loménie d'avoir « dit cent fois que l'on avait fait trancher la tête à M. de Biron, que l'on en pouvait bien faire autant à M. de La Force ». Il écrivit, le 6 juin 1616, à Marie de Médicis qu'il avait concilié, pendant les troubles, le service du Roi et le « devoir de sa religion »; il assurait qu'il s'était toujours souvenu des bienfaits de Sa Majesté. « Si j'en ai abusé, disait-il, je confesse ne mériter pas de vivre. »

Il n'en venait pas moins d'abuser de son autorité. Le 3 juin 1616, en plein Palais de Pau, ses propres gardes avaient arrêté les conseillers Dupont, Dufour et Gillot, coupables d'avoir excité contre lui MM. de Bénac et de Miossens; dès le 19 juillet, Loménie lui commandait de les rétablir en leurs charges, lui reprochait d'avoir « osé interdire » une compagnie souveraine. « Le Roi lui-même, ajoutait le secrétaire d'État, ne faisait ces choses que fort rarement. »

Cependant, le sixième fils de La Force arrivait à la Cour. C'était Jean de Caumont, marquis de Montpouillan, dont La Force écrivait à sa femme quelque treize ans plus tôt, quand Henri IV le réclamait pour le « nourrir » avec le Dauphin : « Vous ferez bien de m'en faire un autre, car autrement je ne consentirais jamais de me défaire de mon petit Jean. » Si l'on en croit M. Maillos, qui l'avait élevé, le petit Jean était devenu « un fort gentil courtisan ». Alors, dans sa seizième année, il montrait « en un âge vert et cru un entendement mûr et recuit; en un teint damoiseau un courage de lion; en un courtisan une loyauté sans exemple; en un mignon du Roi une modération sans envie ».

On l'imagine (il faut bien l'imaginer, puisqu'on ne connaît

de lui nulle image), tel que M. Hanotaux a peint « les cavaliers du bel air sortant de l'Académie : chapeau de feutre rejeté en arrière, plume au vent, œil clair et teint frais, moustache blonde relevée en croc, barbe en pointe, le collet à double rang de dentelles, le petit manteau garni de fourrures, relevé par l'épée, le haut-de-chausses ample et plissé, le mollet hardi sur le soulier aux larges boucles et les éperons sonnants ».

Louis XIII fit grand accueil à « l'enfant d'honneur » qu'il chérissait au point de détester les prédicateurs qui tonnaient contre les protestants : « Non, M. de Souvré, disait-il un jour, je ne veux point aller à Valladier (l'ex-jésuite Valladier, abbé de Saint-Arnoul) ; il ne fait que crier contre Pouillan et contre Beringuan et les huguenots. » Louis XIII conduisit son camarade d'enfance auprès de la Reine sa femme, lui demanda, non sans une secrète inquiétude, « s'il la trouvait belle et s'il ne la trouvait pas bien petite ». Montpouillan assura « qu'elle était très belle et plus haute qu'il ne pensait. » Alors, Louis XIII, avec une bonhomie qui ne fut sans doute pas très goûtée d'Anne d'Autriche, révéla que c'étaient ses patins qui la haussaient (car les artifices de nos modernes Parisiennes sont de tous les temps). Il souleva légèrement le bas de la jupe, montra les patins. Montpouillan eut l'honnêteté de répondre qu' « ils n'étaient pas fort hauts », et Louis XIII dit avec un sourire : « Voyez Pouillan qui trouve ma femme fort belle ».

La faveur grandissante de Montpouillan paraissait devoir exalter toute sa maison, demeurée après la mort de Henri IV, « tellement en arrière » à cause du protestantisme de son chef, « que cela ne pouvait durer sans sa ruine totale ». Elle devait, au contraire, précipiter La Force et tous les siens dans un abîme de maux.

AU GUICHET DU LOUVRE

L'escalier Henri II, au Louvre, débouchait au premier étage à l'entrée de la salle des Gardes. Quand on avait traversé cette salle des Gardes située au-dessus de la salle des Suisses et, comme elle, perpendiculaire à la Seine, on arrivait à l'appartement du Roi, qui se développait parallèlement à la rivière.

Un des premiers jours du mois de mai 1617, parmi les rares courtisans qui se tenaient auprès de Louis XIII, quatre

gentilshommes semblaient être de ses plus intimes familiers. Trois d'entre eux approchaient de la quarantaine, le quatrième n'avait, comme le Roi, que seize ans. C'étaient M. de Luynes, MM. de Brantes et de Cadenet, frères de M. de Luynes, et M. de Montpouillan.

Les trois frères tiraient leur origine d'une puissante maison de Florence, les Alberti; mais ils n'avaient reçu de leur père qu'un bien mince héritage. L'aîné était seigneur de Luynes, près d'Aix, une terre si petite qu' « un lièvre la franchissait plusieurs fois par jour »; le second avait pour seigneurie la roche de Brantes, et le troisième l'île de Cadenet rongée sans cesse par le Rhône qui l'engloutissait de temps à autre. Heureusement, la Providence avait départi à M. de Luynes des dons précieux. Sa jolie figure, ses manières aimables, sa modestie plaisaient à tout le monde. Il plut à Henri IV, qui le plaça auprès du Dauphin; il plut bien davantage à Louis XIII, qui le nomma gentilhomme ordinaire de sa Chambre, gouverneur d'Amboise, capitaine du Louvre, grand fauconnier de France. Ces grâces n'inquiétaient pas le jeune Montpouillan. Il assurait que MM. de Luynes, de Brantes et de Cadenet « lui avaient l'entière obligation de l'état auquel ils étaient parvenus ». « M. de Montpouillan, raconte son frère Castelnau, avait introduit ces Messieurs auprès de Sa Majesté en les employant et les faisant servir à ses divertissements, à quoi ils se trouvèrent assez entendus, comme à dresser et à faire voler des émerillons, à la volerie desquels le Roi prenait grand plaisir et s'y adonnait fort; et j'oserai dire que, dans ces commencements, ces Messieurs se rendaient non seulement fort sujets et complaisants au Roi, mais même à M. de Montpouillan, tâchant à le servir en toutes choses et à se conserver dans sa bienveillance ».

En cette journée de printemps, le Roi et sa petite cour attendaient la visite du maréchal d'Ancre.

Si la cour du Roi était petite, on remarquait au contraire chez le maréchal, suivant l'expression de Castelnau, « un abord général de tout le monde ». Que le maréchal fût dans son hôtel, rue de Tournon, ou dans sa petite maison, bâtie sur le quai du Louvre, au coin de la rue d'Autriche, à peu près en face de notre pont des Arts, et communiquant avec le Louvre par une passerelle qui enjambait le fossé, « chacun tâchait à s'insinuer et à acquérir ses bonnes grâces », parce que « toutes choses

dépendaient de lui ». Montpouillan avait naguère refusé ses présents, seize mille écus de pension qu'il lui offrait pour demeurer toujours auprès du Roi, « lui rendre de bons offices » (à lui maréchal d'Ancre) et « l'avertir de tout ce qui s'y passerait ». Mais Montpouillan avait répondu « qu'il ne pouvait recevoir de bienfaits que de son maître ». Il détestait d'ailleurs le maréchal, M. de Luynes, qui le détestait encore plus, ayant eu l'habileté de le lui représenter comme le pire ennemi des protestants béarnais.

Un singulier personnage, ce Concini, ce gentilhomme florentin, marquis d'Ancre en Picardie et maréchal de France, un vrai maire du palais, qui devait sa toute-puissance à son humble qualité d'époux de Léonora Galigaï, amie d'enfance et *camerina* de Marie de Médicis. Avec Léonora et quelques confidents, on le voyait, au-dessous de l'appartement du Roi, dans ces entresols de la Reine mère, « où tout était magnifiquement meublé et paré », où « résidait la vraie Cour », où « se tenaient les conseils pour l'administration de l'État, tant ceux qui étaient secrets et cachés et desquels néanmoins dépendaient les conclusions, que les publics et apparents, seulement pour la mine et pour le faste ».

Concini était le maître du Royaume; il avait sa garde, ses régiments, ses forteresses; il commandait aux ministres, parmi lesquels il avait su placer Richelieu; il prétendait commander aux magistrats. Il avait offensé les Parlements en voulant supprimer leurs privilèges héréditaires; il humiliait le Roi, regardant ses jeux d'un œil méprisant, répétant qu'il fallait lui donner le fouet, songeant peut-être à lui prendre sa couronne. Comme le Roi détestait sa façon de demander : « *Per Dio*, Sire, Votre Majesté me permettra bien de me couvrir » ! Avec quel geste insolent, cet Italien se couvrait en effet sans prêter la moindre attention à l'indignation royale! Que de fois, délaissé dans cet appartement du premier étage, seul à la fenêtre avec M. de Luynes, Louis XIII n'avait-il pas vu, dans la cour du Louvre, l'époux de Léonora, suivi de trois cents gentilshommes, se hâter vers l'escalier Henri II,

Entrer la plume au feutre et l'orgueil sur le front!

En attendant Concini ce matin d'avril 1617, le Roi et ses compagnons étaient « dans la peine et l'étonnement », car un

projet formidable avait germé dans leurs jeunes cervelles. Louis XIII devait inviter Concini à aller voir son cabinet, « où il y avait plusieurs sortes d'armes et surtout de beaux fusils ». Montpouillan avait « la commission de l'y conduire : y allant seul et étant là, il tâcherait à s'en défaire ». Tuer Concini, s'en défaire comme il pourrait! Ne se croirait-on pas en Russie certain soir de décembre 1916, dans le palais du prince Youssoupoff?

Concini n'arrivait pas, et Montpouillan songeait : pourquoi MM. de Luynes, de Brantes et de Cadenet n'exécutaient-ils pas eux-mêmes la sanglante besogne, puisqu'ils étaient trois et qu'ils croyaient avoir le principal intérêt à la mort du maréchal? Si ces Messieurs l'avaient choisi, lui le plus jeune, c'était que, tout en « voulant bien la chose », ils n'avaient pas « assez de hardiesse ni de résolution pour l'entreprendre ».

Le maréchal d'Ancre parut enfin. Avec quelle bonne grâce, Louis XIII le convie à aller voir son cabinet! Concini « ne peut s'en dédire », et, sur l'ordre du Roi, Montpouillan sort avec lui. Un autre gentilhomme, peut-être le baron de Vitry, est posté dans le cabinet d'armes, car M. de Luynes et ses frères ont proposé à Montpouillan « d'y faire trouver quelqu'un pour l'assister ». Ce cabinet d'armes est dans un lieu écarté. En se voyant seul avec Montpouillan, Concini, accoutumé à n'aller jamais qu'escorté d'une troupe nombreuse de gentilshommes à sa solde, commence à se troubler. Avant même d'avoir atteint la porte du cabinet d'armes, il défaille. La tâche de Montpouillan sera facile... Soudain, retentit un bruit de pas... C'est M. de Brantes... Envoyé par ses frères, il vient dire à Montpouillan de « n'exécuter pas ce qui a été ordonné ».

Les *Mémoires* de Montpouillan attribuent ce contre-ordre « aux appréhensions de ces Messieurs ». La raison en était certainement les scrupules du Roi. Lorsque, le soir, dans la chambre que M. de Luynes occupait au-dessus du pavillon du Roi en qualité de capitaine du Louvre, le futur connétable et quelques confidents développaient devant Sa Majesté les plans destinés à perdre l'omnipotent Florentin, Louis XIII disait « qu'il voulait tenter le plus doux plutôt que d'en venir aux extrêmes ».

Tranquille au fond du Louvre et loin du bruit des armes,

il n'en gardait pas moins la résolution inébranlable de saisir le pouvoir qui lui échappait. Tout le Royaume l'en pressait. Les

grands quittaient Paris, grossissaient de leurs troupes les armées des ducs du Maine et de Nevers, qui s'étaient révoltés contre le Roi, en réalité contre Concini. Ils écrivaient à Louis XIII : « Ne ressentez-vous point cette vigueur qui anime vos semblables d'un élan au delà du commun, cet aiguillon d'honneur et cette pointe de courage qui pique les cœurs? » Et les États de Guyenne, réunis à Agen, le suppliaient de « faire le Roi ».

***

— Mais, Pouillan, comment irez-vous là, vu que vous ne l'avez jamais vu ni visité chez lui ?

— Cela est vrai, Sire, mais y allant de la part de Votre Majesté, ni lui ni personne n'y saurait trouver à redire.

C'est au Louvre, le vendredi 21 avril 1617, que s'échangeait ce dialogue, devant MM. de Luynes, de Brantes et de Cadenet, et c'est, on l'a deviné, du marquis d'Ancre que parlait le Roi. Depuis le meurtre manqué du cabinet des armes, on avait plus d'une fois, comme disait Louis XIII, « tenté le plus doux ». Une nuit, on avait tenu des chevaux prêts sur les chemins pour conduire le Roi secrètement et à franc étrier au milieu de l'armée des princes, qui assiégeaient Soissons. Une autre fois, le Roi avait fait connaître à la Reine mère sa volonté de gouverner, l'avait fait prier de demander elle-même à son favori de se retirer. Mais, lorsque Concini, alors dans son gouvernement de Normandie, avait été instruit des volontés du Roi, il était revenu à Paris, au comble de l'irritation. Il parlait d'emprisonner, de tuer même ceux qui avaient pu donner à « l'enfant enfantissime » de si pernicieux conseils. Louis XIII ne se sentait plus en sûreté. L'aventurier en voulait-il à sa couronne et à sa vie ? On assurait qu'il avait accumulé d'immenses préparatifs, qu'il allait regagner son gouvernement de Normandie.

Il n'avait pas vu le Roi depuis trois ou quatre jours, et Montpouillan venait de conseiller à Louis XIII d'envoyer quelqu'un vers le maréchal, « comme pour s'enquérir de sa santé ». « Après cela, on pourrait mieux juger tant de ce qu'il y avait à craindre que de la résolution qu'on serait obligé de prendre. »

Et Montpouillan partit, car, si les assistants approuvaient tous son dessein, nul n'osait l'exécuter. Vers trois heures de l'après-midi, sur le quai du Louvre, il entre dans la maison de Concini. Il frappe à la porte de la chambre où le maréchal

d'Ancre cause, assis sur un banc, avec le nonce. « Qui est-ce ? demande l'huissier. — Montpouillan. » L'huissier n'ouvre pas. Montpouillan heurte plus fort, si fort que Concini l'entend. « Qui est-ce ? » demande l'huissier à Montpouillan. « Qui est-ce? » demande Concini à l'huissier. Quand l'huissier, sur son ordre, a ouvert, le maréchal d'Ancre s'excuse auprès du nonce, aborde Montpouillan, l'embrasse : « Est-il bien possible, dit le Florentin, que la faveur prenne la peine de venir me visiter ? » Les embrassades alors redoublent ; ce sont mille civilités, caresses et remerciements. Le maréchal d'Ancre déclare qu'il aura l'honneur d'aller voir le Roi le lendemain avant de partir pour la Normandie. Montpouillan prend congé ; il se retire, accompagné assez longtemps par Concini; il songe qu'il n'y a pas « d'autre remède » que de l'arrêter au plus tôt. Quelques instants plus tard, chez le Roi, c'est l'avis unanime. Qui s'en chargera ? Le baron de Vitry, capitaine des gardes en quartier. Dubuisson, gouverneur des oiseaux de la volerie, lui a déjà parlé la veille de la part de M. de Cadenet. Vitry accepte d'autant plus volontiers que Dubuisson lui a laissé entrevoir pour récompense le bâton de maréchal.

Le soir même de ce vendredi 21 avril 1617, alors qu'il n'y avait plus dans sa chambre que les Luynes et Montpouillan, Louis XIII fit appeler Vitry, lui donna l'ordre de l'arrestation, qu'il fixa au surlendemain matin, au moment où le maréchal d'Ancre arriverait au Louvre. Vitry répondit qu'il ne manquerait pas d'obéir à ses commandements et sortit. Mais, le surlendemain, il revint de fort bonne heure recevoir confirmation de l'ordre du Roi. Il avait amené son frère, M. du Hallier, et M. de Ronquerolles, un bâtard de leur maison (la maison de L'hôpital). Les Luynes et Montpouillan se trouvaient auprès du Roi.

— Votre Majesté, Sire, commença Vitry, me fit hier soir un tel commandement, je la supplie très humblement, ne trouver pas mauvais que je la prie de me le vouloir faire encore devant mon frère et Ronquerolles.

— Encore, oui, je vous le commande.

— Mais, Sire, s'il se défend, que veut Sa Majesté que je fasse ?

Silence du Roi, silence des Luynes. Alors Montpouillan, qui estimait qu'on était trop engagé pour reculer, dit avec assez de résolution :

— Le Roi entend qu'on le tue.
— Sire, me le commandez-vous? reprit Vitry.
— Oui, je vous le commande.
— Eh ! bien donc, Sire, j'exécuterai vos commandements.

* * *

La cour du Louvre le lundi 24 avril 1617, à dix heures du matin. De moitié moins vaste qu'aujourd'hui, fermée au nord et à l'est par le vieux Louvre féodal, elle s'ouvrait, du côté de Saint-Germain-l'Auxerrois, par un passage voûté, long et noir. Le passage aboutissait, entre deux grosses tours, à deux ponts-levis parallèles, l'un assez large, pour les carrosses, l'autre étroit, appelé le guichet, pour les piétons. Un pont dormant prolongeait le pont-levis ; au bout du pont de bois, une porte cochère, la porte de Bourbon, donnait sur la rue d'Autriche. Cette rue d'Autriche, séparée de Saint-Germain-l'Auxerrois par plusieurs îlots de bâtisses, commençait à la Seine, entre le Petit-Bourbon à droite, la maison de Concini à gauche, et finissait rue Saint-Honoré. Si elle existait encore, elle se confondrait, au delà de la rue de Rivoli, avec la rue de l'Oratoire.

Dans la cour du Louvre, toute ruisselante de la pluie diluvienne qui, la nuit précédente, avait inondé Paris, on voyait ce matin-là le baron de Vitry fort affairé. Il « marchait souvent à grands pas, portait la main au chapeau », et se mettait sur la grand'porte de la salle des Cariatides vis-à-vis le couloir voûté qui menait au Louvre. Parfois, il rentrait dans la salle, — c'était alors la salle des Suisses, — et s'asseyait sur un coffre, les jambes ballantes d'impatience. Les gardes française et suisse étaient sous les armes dans le château, « comme quand le Roi veut sortir ».

On conçoit que Vitry fût nerveux. Il y avait plus de deux heures qu'il attendait le maréchal d'Ancre. La veille, dimanche 23, il l'avait manqué. Concini descendait par un escalier, tandis qu'on le cherchait dans l'autre. Aujourd'hui, le gibier ne se montrait pas. Le maréchal pourtant devait se rendre au Louvre, faire sa révérence au Roi avant de monter dans le carrosse qui l'emporterait en Normandie.

S'il franchissait la porte cochère de la rue d'Autriche, il était perdu. Le lieutenant de la porte avait ordre de la refermer sur lui pour le couper de sa suite, et comme, au delà du pont

carrossable, la grande porte du passage voûté se trouvait close, Concini était obligé de s'engager sur l'étroit pont-levis du guichet. Surveillé par MM. de Persan et du Hallier, en observation dans la cour du Louvre avec quatre hommes, par M. de la Chesnaye, debout près de la porte de Bourbon avec un autre détachement, il ne pouvait pas échapper à Vitry dans le défilé du guichet.

Dans la galerie du premier étage, Louis XIII, plus nerveux encore, tantôt jouait au billard, tantôt « prenait un parchemin et le raclait pour le rendre plus mince ». Luynes, ses frères et Montpouillan sont auprès de lui. Cette attente ne peut se prolonger davantage; il faut à tout prix que Concini soit arrêté; il y a trop de gens dans le secret. Les Luynes conseillent au Roi de forcer la bête dans son repaire, et Louis XIII se résout à dépêcher Vitry et les gardes du corps vers la maison que Concini habite sur le quai du Louvre. Montpouillan ira chercher, dans la cour des cuisines, les gardes française et suisse; à leur tête, il attaquera la maison par derrière. Déjà Louis XIII a signé un ordre, le lui a remis. M. de Fourilles, capitaine aux gardes françaises, devra faire tout ce que commandera Montpouillan.

Mais une rumeur grandit, arrive jusqu'au Roi. Le maréchal d'Ancre, sorti à pied de la maison du quai, vient de tourner dans la rue d'Autriche. Suivi de quatre-vingts gentilshommes, il s'achemine vers l'entrée du Louvre. C'est bien lui avec ses galoches (à cause du pavé boueux), ses hauts-de-chausses de velours gris-brun, son pourpoint de toile noire brodée d'or, son manteau de velours noir, rehaussé de passementerie de Milan. La tête coiffée d'un feutre à plumes noires, le menton plongé dans l'ample fraise blanche, il lit, tout en marchant, une lettre que lui a remise un gentilhomme normand, M. de Cauvigny. Sa suite remplit tumultueusement la rue étroite. Une foule de courtisans, qui se placent d'ordinaire sur son passage, le précèdent au Louvre.

Cependant Louis XIII était revenu dans sa chambre avec le secrétaire Déageant, le conseiller Tronson, sans doute aussi Montpouillan, car l'attaque de la maison du quai devenait inutile. Soudain, plusieurs détonations éclatèrent du côté de la rue d'Autriche. Elles ne surprirent pas Louis XIII, car, peu de temps auparavant, il avait eu le soin de dire à la Reine sa femme que, « si elle oyait du bruit, elle ne s'étonnât de rien »; mais

bientôt un homme entra brusquement dans la chambre du Roi, jetant cette nouvelle effarante : « On a manqué le maréchal d'Ancre, le voilà qui monte avec tous ses gens, l'épée à la main. Il faut penser, Sire, à la sûreté de votre personne. » — « Ça, Descluzeaux, ma grosse Vitry », commanda tranquillement Louis XIII à l'ancien garde française chargé du soin de ses armes. Il prit d'une main cette grosse Vitry, une carabine, présent du capitaine de ce nom, saisit de l'autre son épée, marcha vers la grande salle, au-devant des envahisseurs. La nouvelle était fausse. Vitry n'avait pas manqué le maréchal. « Sire, c'est fait, » annonça, dès la première porte, M. d'Ornano, colonel des gardes corses, et, sur les marches de l'escalier Henri II, des gentilshommes confirmaient tout joyeux ses paroles.

Une immense clameur s'éleva de la cour du Louvre, quand Louis XIII, ayant fait ouvrir une fenêtre, se fut montré : « Merci, disait-il, grand merci à vous; à cette heure, je suis roi. » Il fit ensuite ouvrir une fenêtre qui donnait de l'autre côté, sur la cour des cuisines, et cria aux gardes françaises : « Aux armes! Aux armes, compagnons! »

Marie de Médicis, dans son appartement de l'entresol, connaissait déjà la catastrophe qui lui arrachait le pouvoir. Quelques minutes après les coups de feu, une fenêtre s'était ouverte : la tête de Catherine, femme de chambre de la Reine mère, s'était penchée sur la cour. Apercevant le capitaine des gardes, Catherine avait demandé quelle était la cause de ces détonations.

— Le maréchal est tué, avait répondu Vitry.

— Et qui a fait le coup?

— Moi, le Roi me l'a commandé.

La fenêtre s'était refermée, et Catherine s'était empressée d'avertir sa maîtresse, encore à sa toilette « dans le grand cabinet du lit ». Marie de Médicis s'était levée de sa chaise. Au bout de trois ou quatre pas, elle s'était arrêtée tout court : « Quels conseils! » disait-elle, à demi suffoquée; puis, échevelée, « battant des mains », elle avait erré à travers la chambre, exhalant son désespoir.

Louis XIII, assis sur le billard, dans la petite galerie, recevait « toute la noblesse, qui lui venait faire la révérence ». Les courtisans commentaient les tragiques détails de la mort du maréchal : Concini franchissant la porte de Bourbon, qui se refermait sur lui et le coupait d'une partie de sa suite, s'enga-

geant sur le pont dormant, achevant de lire la lettre qu'il tenait à la main ; Vitry le croisant dans la foule, sans le voir, demandant : « Où est le maréchal ? — Le voilà », avait répondu M. de Cauvigny, qui marchait derrière le Florentin. Vitry s'était retourné, avait saisi le bras de Concini.

— De par le Roi, je vous arrête.

— A me ? (à moi ?) avait dit l'autre, rompant vers la balustrade et mettant la main à son épée.

— Oui, à vous, avait repris Vitry en le serrant plus fort, et cherchant des yeux les conjurés.

Alors MM. du Hallier, de Persan, de Guichaumont, de Morsains et Dubuisson, relevant leurs manteaux et braquant leurs pistolets, dont les cinq gueules touchaient presque la fraise de Concini, avaient tiré tous à la fois. Deux balles n'avaient atteint que le parapet du pont, mais une troisième avait frappé le maréchal entre les deux yeux, une quatrième avait pénétré dans la gorge, une cinquième dans la joue. Concini était tombé sur les genoux, sans un cri, contre le parapet. Les gens de Vitry, le croyant encore vivant, s'étaient précipités sur lui, pour l'achever, tandis que les gentilshommes du maréchal n'osaient porter secours à leur maître. Le redoutable *De par l'autorité du Roi!* qu'on leur jetait à la face, fixait les lames dans les fourreaux. Le cadavre, percé de coups, poussé du pied par Vitry, s'était écroulé, le visage contre le plancher du pont. Il avait été dépouillé de son épée, de sa bague de diamant, de son écharpe, de son manteau de velours noir, et déposé, plein de sang et de boue, dans une chambrette attenante au corps de garde.

Le jour même, vers trois heures de l'après-midi, un courrier du Roi s'en allait en Béarn, porteur d'une lettre pour La Force.

« Je me suis résolu de m'assurer de la personne du maréchal d'Ancre, ayant donné charge au sieur de Vitry, capitaine de mes gardes, de l'arrêter dans mon château du Louvre ; ce qu'ayant voulu exécuter, ledit maréchal, qui était fort accompagné à son accoutumée, aurait, avec quelques-uns des siens, voulu faire de la résistance ; il se serait tiré quelques coups, dont aucuns ont porté sur ledit maréchal, qui en est demeuré mort sur la place. »

Voilà en quels termes une lettre signée du jeune Roi, contresignée de Loménie, relatait l'horrible drame.

* * *

Le courrier qui traversait le Royaume pour en porter la nouvelle au vice-roi de Navarre, n'était pas encore à douze lieues du Louvre, et déjà les ennemis du défunt s'empressaient autour de son héritage ou plutôt de ses dépouilles.

Vitry recevait du Roi le bâton de maréchal avec un don de deux cent mille livres ; du Hallier, son frère, était fait capitaine des gardes ; Persan, son beau-frère, capitaine de la Bastille. Luynes devenait lieutenant général pour le Roi en Normandie, et Montpouillan, premier gentilhomme de la Chambre.

Luynes convoitait la charge donnée à Montpouillan ; il lui dit que « c'était la seule qu'il pouvait espérer auprès du Roi » ; il n'épargna ni les cajoleries ni les promesses ; il assura qu'il s'emploierait pour obtenir à La Force le bâton de maréchal de France, qui lui était dû depuis 1610. Montpouillan avait l'obligeance, la générosité, la jeunesse ; le cavalier de seize ans se laissa jouer par l'ambitieux de quarante ; il céda la charge avec d'autant moins de peine, que le Roi lui dit qu'il en était bien aise. Il s'était dépouillé en faveur de Luynes d'un avantage vraiment magnifique. Il ne fut que gentilhomme ordinaire. Le premier gentilhomme de la Chambre, — il y en avait alors deux, servant alternativement une année, — gardait toujours auprès de lui six pages de la Chambre ; il recevait les serments de fidélité de tous les officiers de la Chambre, délivrait les certificats de service, donnait les ordres aux huissiers. On le voyait au lever et au coucher du Roi. Il avait un appartement au Louvre et dans tous les châteaux où il se rendait avec lui. Parfois, il couchait dans la chambre du Roi.

Les vingt-quatre gentilshommes ordinaires servaient par semestre ; ils se tenaient auprès du Roi, pour porter ses ordres dans les provinces, aux Parlements, aux généraux de ses armées ; ils négociaient avec les princes étrangers.

Le premier gentilhomme de la Chambre, qui venait immédiatement après les grands officiers de la Couronne, pouvait aisément s'emparer de l'esprit de son maître, ne lui laisser voir que qui bon lui semblait ; insinuer au Roi qu'il serait utile d'envoyer en mission tel ou tel gentilhomme ordinaire. Quelle aubaine qu'une charge pareille pour un ambitieux sans scrupules ! Luynes disait tout crûment « qu'il était comme un homme

qui craignait d'être cocu, lequel n'aimait pas voir un honnête homme courtiser sa femme ». Nul doute qu'il n'écartât bientôt ce *Pouillan*, si intime avec le Roi. Il était résolu de ne jamais rien faire pour La Force et même de se servir du père pour se débarrasser du fils. La disgrâce de l'un ne pourrait-elle entraîner celle de l'autre?

Les protestants du Béarn n'avaient aucune raison de regretter Concini; mais ils auraient eu tort de trop se réjouir, de chanter ce truculent *Te Deum*, ce *Te Regem* qu'un pamphlétaire anonyme dédiait à Montpouillan.

« Vous avez, disait le pamphlétaire à Louis XIII, non seulement regardé par-dessus l'épaule le farceur Dercyllidas, le forfant italien, mais crevé sous vos pieds le grand crapaud de marquis.

« Vous avez effacé du calendrier français la fête que les Argiens surnommaient *hybristina* ou fête honteuse : cette fête chômée si longuement, écrite en grosse lettre italienne et d'une *ancre* la plus noire du monde. »

Te Deum prématuré! L'infortuné maréchal, dont le nom fournissait la matière de ce mauvais jeu de mots, eût été moins néfaste aux Églises réformées du Béarn que le futur connétable qui l'avait renversé.

La Force.

(A suivre.)

UN TOURNANT

DANS LA

QUESTION DES SOVIETS

LA SOLUTION QUI S'IMPOSE

Les relations des divers pays du monde civilisé avec le gouvernement des Soviets ont subi, au cours de ces derniers temps, de profondes modifications, qui valent d'être examinées avec la plus grande attention.

Depuis plusieurs années déjà, l'Angleterre en 1923, la France en 1924, l'Italie en 1923 ont reconnu *de jure* le gouvernement des Soviets. Nous omettons les États de moindre importance et, à plus forte raison, les États limitrophes, qui se sont formés sur les ruines de la Russie, et à dessein, nous ne parlons pas de l'Allemagne, dont les relations avec les Soviets ont une base toute spéciale. Le monde entier a suivi avec une attention soutenue les tentatives que tous ces pays ont faites, depuis lors, avec la plus grande persévérance, afin d'établir avec l'U. R. S. S. sinon des relations politiques, du moins des relations économiques sur les bases d'une entente, également acceptable pour les deux parties.

Seuls les optimistes incurables qui espèrent toujours que tout s'arrangera ou ceux qui cherchent à tirer profit de la situation, — à n'importe quel prix et de n'importe quelle façon, — pourraient nier que les illusions de jadis aient aujourd'hui, je ne dis pas seulement pâli, mais complètement disparu. Elles ont été remplacées par la nette vision des erreurs commises, erreurs qui ont déjà porté leurs fruits et

dont les conséquences promettent d'être plus graves encore dans un avenir prochain.

Ceux qui conseillaient de ne pas se bercer d'illusions avaient, par conséquent, raison. Aussi bien, leur nombre a été considérable. Je ne parle même pas des émigrés russes, qui, — s'appuyant sur des preuves documentaires irréfutables, — essayaient de faire sortir la vérité de l'amas de mensonges sous lequel elle était ensevelie. Je m'en tiens au témoignage particulièrement précieux des étrangers qui ont pénétré en Russie. Refusant de se fier aux paroles des émigrés, considérées comme suspectes et entachées de partialité, ces étrangers ont voulu constater par eux-mêmes ce qui se cache derrière le rideau de fer qui sépare la Russie du reste du monde. Ils ont fait le voyage dans l'espoir de dissiper l'impression des tableaux sinistres brossés par les émigrés russes. A de bien rares exceptions, ces étrangers ont rapporté de leurs voyages la certitude de l'appauvrissement général d'un pays qui possède cependant de si belles richesses naturelles, de l'anarchie morale et économique qui y règne, et de l'asservissement social.

Leurs voix non plus n'ont pas été entendues. Il a fallu la grève des mineurs qui, — soutenue par les cotisations « volontaires » des ouvriers russes dénués de tout et affamés, — fut pour l'industrie anglaise une menace de ruine; il a fallu les événements de Chine, provoqués par l'action soviétique; il a fallu les perquisitions à Soviet-House, qui ont révélé des faits inconnus jusqu'à ce jour dans les relations des peuples civilisés : ce n'est qu'après cette série d'événements qu'on commença d'entendre un langage nouveau.

Enfin, la Grande-Bretagne a rompu avec les Soviets et les autres États ont, sous des formes diverses, manifesté leur attitude envers ce gouvernement et le régime qu'il a instauré en Russie. Les États-Unis de l'Amérique du Nord, par les discours du président Coolidge et de son éminent ambassadeur à Paris, M. Myron Herrick, ont formulé leur avis sur la situation en termes qui ne laissent place à aucune équivoque. L'Italie a, de son côté, flétri la III^e^ Internationale en montrant les liens qui l'unissent au gouvernement des Soviets. La France, en maintes occasions, a proclamé les dangers du communisme entièrement soumis à la direction de Moscou, tout en paraissant garder encore quelques illusions sur la possibilité d'arriver à une

entente financière et commerciale avec les Soviets. La Tchécoslovaquie, qu'on disait être à la veille de la reconnaissance *de jure* des Soviets, paraît actuellement se désintéresser de la question. La Belgique vient de faire des déclarations qui prouvent que son attitude envers le bolchévisme ne s'est nullement modifiée. Enfin, la Suisse, par la réponse que le président Motta a donnée au Conseil fédéral, a précisé récemment, sous la forme la plus catégorique, ses intentions en ce qui concerne les relations futures de la République avec l'U. R. S. S.

Ces différents pays ont manifesté leur attitude envers le gouvernement soviétique, avant même que le nouveau massacre sans jugement des vingt victimes innocentes, par le G. P. U. (police d'État) digne successeur de la Tcheka, ait secoué d'horreur l'opinion publique du monde civilisé.

Il est donc certain que de profondes modifications se sont produites dans l'attitude des pays civilisés envers le gouvernement des Soviets. Les bonnes dispositions des uns, les hésitations des autres, se sont transformées en une attitude soit nettement hostile, soit expectative.

Que va-t-il arriver?

Au cours des dix années de dictature du communisme soviétique et de son action néfaste qui déborde si largement les frontières de la Russie, — ce n'est pas la première fois que la réalité a paru devoir ouvrir les yeux de l'humanité sur les dangers, pourtant si évidents, de la contagion bolchévique. On ne peut donc prédire à coup sûr que l'heure ait sonné, où l'ensemble des pays, ou tout au moins les grandes puissances, conscientes enfin des dangers du bolchévisme russe et mondial, formeront un front unique contre les communistes de Moscou.

Toutefois, nous croyons le moment venu de formuler brièvement la solution qui nous paraît s'imposer, à une heure où la question des Soviets entre certainement dans une phase nouvelle. Nous essaierons d'indiquer ce qu'il faut éviter de faire, si l'on ne veut pas, involontairement et par manque d'une compréhension claire de la situation, renforcer le bolchévisme et insuffler une vie nouvelle dans son organisme en décomposition.

Tout d'abord, reconnaissons une fois de plus, — ce qui a été répété sous toute sorte de formes et de différents côtés, mais ne paraît pas encore avoir convaincu tout le monde, —

qu'il faut abandonner toute illusion sur la possibilité d'une évolution du bolchévisme. Le bolchévisme rêve de construire un nouvel édifice sur les ruines de tout ce qui a été créé par notre civilisation. La destruction, c'est son mot d'ordre. Il ne peut donc pas se muer en une forme nouvelle, même si cette forme était la démocratie la plus avancée. Pour le bolchévisme, l'évolution, c'est la mort.

L'IMPOSSIBILITÉ DE L'ÉVOLUTION DU BOLCHÉVISME

Le but final du bolchévisme, c'est *la révolution mondiale*, l'asservissement du monde entier à ses conceptions, la suppression de toutes les frontières, la destruction de toute la civilisation moderne, de tout ce qui constitue la vie même de l'humanité, de tout ce que l'humanité a conquis en luttant au cours des siècles et en versant à flots son sang : la liberté individuelle, la possession des fruits de son travail, la liberté pour chacun de vivre selon ses goûts, l'égalité de tous devant la loi ayant pour bases la vérité et la justice.

La Russie n'a été que le premier champ d'expérience pour le bolchévisme destructeur. Il espérait conquérir ses grades sur cette arène et montrer sa force aux dépens d'un peuple malheureux, profondément épuisé par la guerre. C'est un grand bonheur pour l'humanité que cette expérience se soit terminée par une banqueroute totale, preuve vivante de ce que vaut en réalité le bolchévisme et du sort qui attend les peuples qui ne prendraient pas les précautions nécessaires contre cette contagion. C'est un grand malheur pour la Russie qu'elle ait servi de champ pour cette terrible expérience. Mais aussi elle aura rendu un grand, un énorme service à l'humanité en montrant les résultats auxquels l'expérience a indéniablement abouti.

Malgré cette faillite du bolchévisme en Russie, la III[e] Internationale et son organe exécutif, le gouvernement des Soviets (ou vice-versa) ne déposeront jamais les armes. Ils essaieront d'implanter le bolchévisme partout où ils trouveront un terrain fertile. Ils créeront ce terrain en profitant du manque de vigilance des gouvernements, de la faiblesse humaine et de tous les éléments de mécontentement qui existent sous n'importe quel régime. Ils agiront ainsi jusqu'au moment où s'écroulera sous leurs coups l'édifice créé par des

siècles de l'effort humain, si les peuples qu'ils oppriment ou qu'ils essaient de dominer n'arrachent pas les armes de leurs mains.

AUCUNE AIDE NE DOIT ÊTRE DONNÉE AU BOLCHÉVISME

Il résulte de ce que nous venons de dire, que toute aide au bolchévisme, quelles que soient les considérations mises en avant pour la justifier, est contraire aux buts que poursuit l'humanité civilisée ; elle renforce et prolonge la vie du communisme et retombe, en fin de compte, sur la tête de ceux qui prêtent au bolchévisme leur concours. La reconnaissance du gouvernement des Soviets par les États qui ont choisi la voie de la collaboration avec les Soviets a déjà produit ce résultat en Angleterre, comme le prouve l'épopée du Soviet-House. Si même chose ne s'est pas encore produite, ou ne s'est pas produite en mêmes proportions dans les autres pays, c'est seulement parce que l'Angleterre, plus que les autres États, intéressait les Soviets, qui comptaient que la victoire sur la Grande-Bretagne faciliterait l'action du bolchévisme dans les autres pays.

L'aide financière prêtée au bolchévisme sous n'importe quelle forme entraînera partout les mêmes conséquences. L'État visé par le bolchévisme comme sa proie, en lui prêtant un concours financier, renforce son adversaire et agit contre ses intérêts vitaux. L'Angleterre ouvrait des crédits au gouvernement des Soviets ou aux industriels anglais qui fournissaient à l'U.R.S.S. l'outillage industriel. Le gouvernement des Soviets fabriquait, à l'aide de cet outillage, des produits qu'il vendait à la population à des prix exorbitants et employait une grande, — et peut-être la plus importante, — partie des profits ainsi obtenus à subventionner la grève des mineurs qui ruinait l'Angleterre.

Voilà déjà plus de deux ans que la France poursuit des pourparlers avec le gouvernement des Soviets pour la conclusion d'un accord financier et commercial. Tandis que la France exige des indemnités pour les pertes subies par ses nationaux du fait de la répudiation des dettes et de la nationalisation de leurs entreprises, le gouvernement des Soviets exige avec non moins d'énergie que des crédits lui soient

ouverts pour la réfection de son industrie. Si le gouvernement des Soviets obtient ce qu'il demande, l'argent prêté par les Français sera employé en partie pour la reconstitution des entreprises françaises confisquées par les Soviets. Le caractère paradoxal d'une pareille situation éclate aux yeux. Il ne serait nullement modifié au cas, très peu probable, où le gouvernement des Soviets s'obligerait à indemniser les propriétaires des biens français nationalisés ou confisqués, au moyen d'une garantie, consistant en l'inscription dans le budget soviétique d'un crédit correspondant et par conséquent sans valeur. Il est trop évident que l'inscription de ces crédits dans un budget déficitaire et tous les jours plus proche de l'abîme de la faillite, ne serait qu'une garantie illusoire. En fait les crédits ainsi « garantis » seront dépensés pour allumer la révolution mondiale ou pour entretenir la terreur à l'intérieur du pays.

Cette recommandation de ne pas accorder d'aide financière au gouvernement des Soviets ne va-t-elle pas à l'encontre des intérêts du peuple russe, innocent des crimes commis par ce gouvernement? L'absence de ce concours financier qui pourrait améliorer les conditions d'existence du peuple russe ne voue-t-elle pas ce dernier à un sort encore plus pénible?

Ne soyons pas dupes d'un argument qu'on fait valoir à grand renfort de faux apitoiement. Les intérêts du peuple russe? Mais ce sont eux, justement, qui sont lésés, et, lésés sans merci, par l'existence même du communisme militant, par le système économique, par le régime d'arbitraire qu'il a instauré dans le pays. L'ouverture de crédits, la reconstitution de l'outillage industriel ne serviront pas à abaisser les prix de revient dans un pays où l'initiative privée n'est pas défendue par la loi; où le technicien instruit ne dispose d'aucune influence, d'aucune liberté d'action; où règnent l'ouvrier ignorant et l'union professionnelle irresponsable; où l'ignorance, le cynisme et l'arbitraire le plus brutal sont le vrai fondement du système gouvernemental. Les crédits ouverts seront perdus comme a été perdu tout l'outillage créé autrefois par l'initiative privée, comme ont été anéanties des centaines et des milliers d'entreprises florissantes.

Le gouvernement soviétique doit être laissé à son sort sans que son existence soit artificiellement prolongée par des concours extérieurs. Le monde civilisé ne doit pas et ne peut

pas prêter son aide à ceux dont les actes et les paroles poursuivent constamment la destruction des meilleures conquêtes et des bases mêmes de la civilisation moderne.

Il ne faut certes pas empêcher les communistes russes de vendre ce qu'ils produisent et d'acheter ce dont ils ont besoin. La politique du blocus et de la création des barrières artificielles n'a jamais donné des résultats appréciables. Mais il serait inadmissible de nourrir artificiellement le bolchévisme et de créer entre ses mains l'arme qu'il dirigera contre ceux mêmes qui lui ont prêté concours.

On peut affirmer, sans rien exagérer, que c'est seulement à partir du moment où l'aide extérieure ne sera plus prêtée au bolchévisme que ce dernier, — incapable lui-même de toute création, — entrera vraiment dans la période de décomposition. Le processus de cette décomposition sera d'autant plus rapide que la politique d'abstention sera plus vigoureuse et que le nombre des pays qui y adhéreront sera plus grand.

ABSTENTION POLITIQUE

Le principe d'abstention doit être appliqué à l'égard du bolchévisme non seulement dans le domaine économique et financier, mais aussi dans le domaine politique.

Le gouvernement des Soviets a, par l'extermination et la terreur, supprimé en Russie toutes les manifestations extérieures de l'opposition, mais le peuple russe n'est pas mort et tout ce qui se passe arrive à sa conscience. Les succès de la diplomatie soviétique, et notamment la reconnaissance du gouvernement soviétique par les grandes puissances européennes, ont été largement exploités par le pouvoir soviétique à l'intérieur du pays, pour convaincre la population que le régime est inébranlable et qu'aucun danger ne le menace de l'extérieur. Aussi les défaites subies à l'heure actuelle par la diplomatie soviétique produisent-elles sur la population russe une impression forte et vivifiante : rien ne saurait mieux le prouver que les efforts faits par la presse soviétique pour défigurer les vraies raisons et la signification de ces défaites. La lutte commencée par la Grande-Bretagne facilitera la cristallisation de la haine silencieuse dont le peuple russe entoure la dictature bolchévique. Tout gouvernement qui suivra l'exemple

de la Grande-Bretagne et rejettera tout compromis avec les Soviets trouvera un allié dans le peuple russe.

Il est évident que les pays qui pratiquent déjà cette politique d'abstention, — tels que les États-Unis de l'Amérique du nord, la Belgique, etc., — doivent la continuer. Tout acte contraire de leur part, l'ouverture de crédits, la conclusion d'un accord, la reconnaissance *de jure* du gouvernement des Soviets aurait des conséquences néfastes, en augmentant les forces et le prestige du pouvoir de Moscou et en décourageant le peuple russe, sans le concours duquel la liquidation du bolchévisme est impossible.

La haine du bolchévisme est aussi vive dans le peuple russe que dans le monde civilisé tout entier. Tout coup porté de l'extérieur au bolchévisme réveille le peuple russe et est accueilli par lui avec une joie ardente. Ceci est hors de doute pour tous ceux qui ont attentivement suivi les événements de Russie. Le blocus moral, l'abstention de tout contact officiel avec le bolchévisme, la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement de Moscou, — telles sont les armes les plus puissantes de la lutte contre le bolchévisme.

CE N'EST PAS L'ÉTRANGER, MAIS LE PEUPLE RUSSE LUI-MÊME QUI DOIT SECOUER LE JOUG BOLCHÉVIQUE

On peut prévoir d'avance que la rupture de la Grande-Bretagne avec les Soviets ne restera pas à l'état d'épisode sans lendemain et sans conséquences politiques. Au contraire, il est certain que le gouvernement des Soviets continuera sa lutte contre l'Angleterre et contre les principes de la civilisation moderne que personnifie ce pays. L'Angleterre sera bien forcée de se défendre et de développer la politique qu'elle a inaugurée par l'expulsion du territoire britannique des agents soviétiques.

Le gouvernement soviétique est incorrigible et, tant qu'il subsistera, il restera dangereux et nuisible. Il n'est pas possible de l'isoler totalement. La politique antisoviétique rationnelle ne doit donc viser qu'un seul but : encourager tous les efforts de nature à amener la chute du gouvernement soviétique.

Mais alors se pose la question : quelles sont les forces sur lesquelles on peut compter pour mener la lutte contre le gouvernement des Soviets ? A cette question la réponse qui

s'impose est celle-ci : ces forces, c'est au sein du peuple russe qu'il faut les chercher. C'est au peuple russe seul qu'appartient la mission historique de renverser le pouvoir qui interrompit pour de longues années ses progrès, causa des souffrances et fit des victimes innombrables en essayant de réaliser ses utopies immorales et destructrices.

Ceux qui ont suivi avec attention les affaires russes au cours de ces dix dernières années, qui connaissent les dispositions d'esprit du peuple russe et qui sont, — même très superficiellement, — renseignés sur les répercussions que l'intervention de l'étranger dans les affaires russes a eues sur sa mentalité, conviendront, avec nous, que toute lutte avec le gouvernement des Soviets au moyen de l'intervention de l'étranger, quelle que soit la forme de cette intervention, aurait des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on chercherait à obtenir. Elle ne servirait qu'à exalter le sentiment national chez le peuple qui, aussitôt qu'il s'agirait de lutter contre l'intervention étrangère et mettant son patriotisme par dessus tout, appuierait ce même pouvoir soviétique qu'il déteste.

N'allons pas rechercher dans le passé les répercussions profondes que la pénétration de la Pologne au cœur même de la Russie, — à Moscou, — a eues au XVII^e^ siècle (1603-1613), provoquant un magnifique élan national qui posa les bases du redressement glorieux de la Russie. Il suffit de rappeler que la séparation de la Pologne d'avec la Russie, en 1917, a été acceptée avec sang-froid par l'opinion publique russe, tandis que, deux années plus tard, quand des territoires ayant une population purement russe ont été annexés à la Pologne, et encore plus en 1920, quand les troupes polonaises ont avancé vers Kief, un changement profond s'opéra dans la conscience du peuple russe à l'égard de la Pologne.

Toute tentative de résoudre le problème russe par une intervention étrangère aurait les mêmes conséquences et provoquerait la résistance du peuple russe. Le peuple russe se rangerait du côté de ses oppresseurs et offrirait pour la défense de la dignité de la Russie son sang et ses biens. On verrait alors, non pas, comme à l'heure actuelle, des foules de désœuvrés rassemblées par ordre et forcées à manifester pour des causes qu'elles ignorent, mais tout un peuple mû par l'élan patriotique

et par le sentiment national. Cet élan renforcerait le pouvoir soviétique qui serait, peut-être, à ce moment, à la veille de sa chute : ainsi serait de nouveau reculée pour un temps long et incertain la libération de la Russie et du monde entier du joug bolchévique.

DANGERS QU'OFFRIRAIT UN MORCELLEMENT DE LA RUSSIE

Aucun pays n'envisage une pareille intervention dans les affaires russes, intervention qui serait d'ailleurs irréalisable non seulement pour des États séparés, mais même pour un groupe d'États.

Mais il existe une autre forme de lutte contre le bolchévisme russe, dont il a été récemment question dans certains journaux à l'affût des intrigues politiques et des combinaisons financières, et contre laquelle on ne saurait trop mettre en garde l'opinion.

Sous prétexte de donner satisfaction aux aspirations des nationalités qui font partie de l'U. R. S. S., on parle de plus en plus souvent de séparer de la Russie de nouveaux territoires : tantôt c'est l'Ukraine et tantôt c'est la Géorgie qui, — comme par hasard, — se trouve être au milieu de terrains riches en pétrole. Ainsi, dit-on, il serait possible, en s'appuyant sur les forces locales, de créer des zones séparées du bolchévisme, des centres de redressement qui, peu à peu, feraient reculer le gouvernement des Soviets et l'enserreraient dans des frontières où son existence deviendrait économiquement impossible. Pour atteindre ce but, différentes méthodes sont recommandées : l'intervention militaire des États étrangers limitrophes de ces régions russes, ou la préparation de soulèvements locaux.

Quelle que soit l'origine de ces conceptions, leur réalisation présenterait, précisément au point de vue du succès de la lutte contre le bolchévisme, un danger qu'on ne saurait trop mettre en lumière.

De même que l'intervention directe dans les affaires intérieures de la Russie, toute tentative d'en séparer de nouvelles régions, importantes pour son existence économique, provoquerait une opposition violente de tous ceux qui, en Russie, ont conservé la conscience nationale et des sentiments patriotiques.

En particulier, en ce qui concerne l'Ukraine, on ne saurait s'élever avec assez d'énergie contre la supposition tendancieuse

que l'Ukraine aspirerait à devenir un État indépendant de la Russie. Une telle supposition ne peut venir que de personnes qui ignorent totalement l'histoire de la Russie et de ses origines, à moins qu'elle ne cache une manœuvre inspirée par des intérêts de parti ou des ambitions personnelles.

L'histoire de l'Ukraine est si étroitement liée à l'histoire de la Russie, qu'on peut affirmer, sans crainte, que, pour l'énorme majorité de la population ukrainienne, la supposer capable d'aspirations séparatistes serait lui faire injure. Il faut, en effet, se rappeler que c'est à Kief que le prince russe Wladimir embrassa, vers la fin du IX^e^ siècle, la religion orthodoxe grecque; la Russie l'a surnommé « le Saint ». Les régions occidentales de l'Ukraine, dans des conflits ininterrompus et sanglants avec la Pologne, ont conquis, pas à pas, leurs droits à l'union spirituelle et économique avec la Russie. La zone du nord de l'Ukraine se confond totalement avec les régions de la Grande Russie. Les régions méridionales de l'Ukraine, situées sur les mers Noire et d'Azof, ont passé à la Russie aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, soit par la force des armes, soit du fait de l'immigration des populations grand-russiennes, et on n'y retrouve que difficilement les traces de l'ancienne population turque dans la partie méridionale de la Crimée.

Toute tentative de séparer de la Russie de telles régions y aurait des répercussions profondes et douloureuses. Malgré la cruelle épreuve de ces dix dernières années, la Russie tendrait toutes les forces qui lui restent, toute son énergie, pour parer un pareil coup, et la population russe, si grande soit son horreur pour l'œuvre néfaste du gouvernement soviétique, se rangerait de son côté dans un élan national, pour défendre la dignité et l'avenir de la Russie.

L'U. R. S. S. n'est pas en état de faire la guerre. Toutes les fanfaronnades du gouvernement soviétique ne font que dissimuler la décomposition de l'armée, sa mauvaise préparation, son incapacité organique d'affronter la bataille. L'état actuel de l'armée russe est tel que toute lutte au dehors contre un ennemi organisé serait au-dessus de ses forces. Mais elle est suffisante pour des répressions sanglantes à l'intérieur du pays et les procédés de ces répressions sont si bien étudiés et vérifiés par la pratique, que le sort des soulèvements intérieurs organisés par l'initiative propre de la population ou avec le concours de

l'étranger, est connu d'avance. Il n'est que de rappeler la reconnaissance par la France de l'indépendance de la Géorgie et ce qui s'en est suivi : le soulèvement dans le Caucase méridional fut réprimé dans des flots de sang. Des soulèvements dans l'Ukraine, dans la Transcaucasie et dans d'autres régions auraient le même sort et ce n'est pas par ces procédés qu'on arrivera à libérer la Russie des bolchévistes.

Ils doivent succomber par l'abstention du monde civilisé refusant tout contact financier, économique et moral avec eux, — et par la révolte du peuple qui, se produisant spontanément un jour ou l'autre dans toutes les parties du pays, les emportera dans une explosion de colère et secouera le joug odieux.

Dès maintenant, on aperçoit des indices qui n'existaient pas il y a trois ou quatre ans. Certes les Soviets n'ont rien relâché de leur tyrannie qui continue d'être aussi cruellement oppressive et aussi sanglante; les exécutions sans jugement continuent; après les vingt victimes innocentes qui ont été fusillées à Moscou, de nouveaux massacres sans jugement se sont produits et se produisent journellement partout; dans toutes les villes, des milliers d'innocents sont jetés dans des cachots sur la fausse accusation de s'être mis au service de l'étranger et, spécialement, de l'Angleterre. Mais le prestige du pouvoir soviétique n'est plus le même. Le sentiment de peur s'est affaibli et émoussé. La population, harassée, ruinée, humiliée, commence à soulever la tête, les martyrs sont remplacés par de nouveaux martyrs et le gouvernement de Moscou, alarmé, ne se sent plus à l'abri même au milieu des membres de l'oligarchie soviétique. La terreur provoque la terreur et l'avenir plus ou moins immédiat nous montrera comment finira cette lutte du pays avec le pouvoir et du pouvoir avec le pays.

Il n'y a qu'une seule politique à suivre par tous les pays envers le bolchévisme russe :

Ne prêter aucun concours matériel ou moral au gouvernement des Soviets;

Ne pas renforcer le pouvoir soviétique chancelant, en forçant, par des actes inconsidérés, la meilleure, la plus noble partie de la population russe à se ranger du côté de ce pouvoir méprisé afin de défendre, — même par des mains bolchéviques, — la dignité et l'avenir de la Russie.

En même temps que cette politique à l'adresse du bolchévisme russe, il doit exister, bien entendu, dans tous les pays, une politique intérieure contre le communisme en général. Trop de temps a passé sans que la gangrène communiste ait attiré l'attention des gouvernements et des peuples sur le danger mortel qu'elle présente pour toute société civilisée.

Sous le couvert de la liberté de penser et de parler, des tranchées profondes et des sapes de mines sont creusées sous l'édifice social : le temps n'est plus à des déclarations verbales sur le péril communiste, mais à des actes et à des mesures immédiates et efficaces d'ordre international. Le communisme militant ne connaît pas de frontières entre les peuples et les États. Il combat l'humanité partout où elle ne consent pas encore à courber le dos devant ce nouveau Tamerlan. Tout peuple, tout pays est pour lui l'ennemi qu'il faut subjuguer ou détruire.

La société civilisée ne devrait s'arrêter devant aucun obstacle pour s'unir, déclarer une guerre à outrance au communisme conquérant et le poursuivre par tous les moyens et sur tous les territoires où il apparaît.

Si, dans la question russe, une entente entre les pays, divisés encore par des intérêts particuliers, n'est malheureusement pas à prévoir, il est vraiment surprenant qu'en face de cet ennemi de tout le monde qu'est le communisme international, l'idée d'une entente pour la lutte commune ne soit pas encore à l'ordre du jour. Comme si sur ce terrain les intérêts devaient être différents, autres en Allemagne qu'en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne ou dans les pays scandinaves! Comme si les communistes italiens n'étaient dangereux que dans la péninsule, et comme si les disciples français de Lénine pouvaient être les bienvenus sur la rive droite du Rhin! Le « parti politique » communiste ne veut pas reconnaître les frontières des États et n'admet pas que l'amour du pays, — le patriotisme, — puisse être un mobile de l'activité humaine.

Un Locarno anticommuniste est devenu depuis longtemps aussi nécessaire que celui qui eut pour but de préserver l'humanité contre le nouveau cataclysme d'une guerre mondiale.

Quand on dresse un programme d'action contre le pouvoir international communiste de Moscou, il est temps de se départir

de la crainte, — ancrée encore dans certains esprits, — du danger que pourrait présenter un jour une Russie redevenue forte.

Si un jour, sur les ruines matérielles et morales amassées par le bolchévisme, une pareille Russie peut surgir, elle ne constituera de menace pour personne et sera la bienvenue dans la famille des peuples civilisés. Au contraire, la Russie, dans l'état de faiblesse et de décomposition où elle est aujourd'hui, restera toujours un foyer de discorde et une menace perpétuelle du monde. Seule une Russie forte peut faire rentrer le pays dans la grande voie de la civilisation et guérir ses cruelles blessures. Quant au régime intérieur, la Russie devra le choisir elle-même lorsqu'elle reprendra enfin ses forces après l'horrible cauchemar bolchévique et pourra déterminer ses voies vers un meilleur avenir. Il n'y a aucune raison d'empêcher que la Russie ne forme un organisme fort, uni et sain, aucune raison de sympathiser ouvertement ou secrètement avec la politique de morcellement ou d'affaiblissement de la Russie. Tout au contraire, l'humanité a un intérêt vital au redressement de la Russie.

Beaucoup de générations se succéderont avant que soit oublié le terrible ouragan qui dévasta la Russie en 1917 et il se passera beaucoup de temps avant que la Russie puisse recommencer une existence normale et saine côte à côte avec les autres pays, débarrassés eux aussi des influences destructrices du bolchévisme. Si la Russie arrive, au cours de cette période, à assurer, sur une base digne et solide, la défense de ses intérêts vitaux, elle ne cherchera pas querelle à ses voisins, anciens et nouveaux, et, certainement, elle n'aura nulle idée de conquête ou d'hégémonie.

Ce ne sera pas trop pour elle de tout son effort pour rétablir la paix à l'intérieur du pays et lui assurer à l'extérieur une existence fondée sur la collaboration avec les autres peuples et sur l'ensemble des conditions nécessaires au développement de ses forces spirituelles et matérielles.

* * *

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

VI[1]

UNE VISITE A FROHSDORF

Cet automne-là, un gros événement eut lieu dans ma vie.

Tous les ans, au moment de la chasse, ma mère s'en allait, en Normandie ou ailleurs, et mon père venait passer à la maison une quinzaine de jours pour me voir. Comme il était très chasseur et que grand mère et ses frères et sœurs avaient, en Lorraine, quelques fermes, il y avait de la chasse sur ces terres et une chasse toute différente de celle à laquelle il était accoutumé en Bretagne, où il vivait chez une vieille tante chanoinesse, la comtesse de Gouvello. Déjà, l'année précédente, mon père avait demandé à m'emmener pour quelques jours à Kérantré, le château de la tante Henriette. Elle voulait me revoir, et, si opposée qu'elle fût, en principe, à ce voyage, la famille avait jugé qu'il était de mon intérêt de ne pas mécontenter cette vieille dame, relativement riche, qui considérait mon père comme son fils. Jeannette m'avait accompagnée. Partie avec cette terrible appréhension que j'ai toujours eue de l'inconnu, je m'étais, — le voyage passé, — beaucoup plu en Bretagne. J'avais été follement heureuse de revoir la mer, les barques, les filets, que je reconnaissais. J'étais allée au pardon de Sainte-Anne d'Auray, et les Bretons m'avaient portée en triomphe, sur des planches enroulées de genêts, parce que mon

Copyright by Gyp, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, 15 avril, 15 mai, 1er juin.

père était extrêmement populaire dans ce coin bas-breton. Il m'avait conduite aussi à Coëtsal, où j'étais née. La tante Henriette, et ses deux vieux domestiques, Annette et Gégo, m'avaient gâtée à qui mieux mieux pendant mon séjour à Kérantré ; et j'avais gardé de mon voyage, — sauf des trajets en chemin de fer, que j'avais déjà en horreur! — un excellent souvenir.

Cette année, le lendemain de son arrivée, mon père, qui n'était en confiance à la maison qu'avec grand père, lui dit, après le dîner, lorsqu'ils étaient seuls dans le salon :

— J'ai à vous demander quelque chose... j'ai très peur de vous parler...

Il semblait ému et ça me fit de la peine. Grand père me dit :

— Va jouer dans l'antichambre ou chez toi...

J'aimais beaucoup mon père, que je connaissais à peine. J'avais un an, quand ma mère et lui s'étaient séparés. Il avait eu tous les torts les plus graves et les avait eus, si l'on peut dire, inconsciemment. Orphelins tout jeunes, les quatre Mirabeau : Marie, l'aînée, Gabriel, Arundel, mon père, et Édouard, avaient été confiés, ainsi que leur fortune, à un tuteur, cousin germain de leur grand mère, femme de Mirabeau Tonneau. Le tuteur ne s'était occupé ni de la fortune, ni des enfants. L'une s'était presque entièrement émiettée entre les doigts agiles des hommes d'affaires, les autres avaient poussé à la diable, en Bretagne, sans surveillance et sans éducation réelle.

A propos de la correspondance de Mirabeau et du prince d'Arenberg, publiée par l'oncle Adolphe, mon père était venu, je crois, à Nancy, où il avait connu ma mère, et le mariage avait eu lieu.

Gabriel, le marquis de Mirabeau, marié à la fille du duc d'Esclignac, était veuf, sans enfants, et habitait Paris, où il était très connu et assez aimé, malgré sa très grande originalité. Lui seul s'était à peu près civilisé et avait courageusement refait son éducation.

Marie de Mirabeau avait épousé, d'abord, le comte de Kerstrat, ensuite, M. de Préville, qui était agent de change.

A Paris aussi vivait le vicomte, Édouard, le plus jeune des quatre, et le plus complètement original aussi. Laid,

ignorant, bohème, mais rempli d'esprit, et très racé malgré sa laideur, il était légendaire dans certains milieux. Lié avec le comte Perrégaux, il montait comme lui en courses, et montait bien, parce que, avec un tout petit poids, il était colossalement fort. Dans les ateliers, chez les « biches », comme on disait dans ce temps-là, il était universellement connu et apprécié.

Mon père, Arundel, beaucoup plus grand que les autres Mirabeau, mais bâti trop en force pour avoir une tournure élégante, avait une charmante figure, des yeux clairs, des cheveux châtains et de jolies moustaches blondes et légères. N'aimant que la Bretagne, la chasse et la pêche, il avait accepté, au moment des partages, Coëtsal, un petit château, à côté du village de Mériadec, dans le Morbihan, très près de Sainte-Anne d'Auray et de Quiberon. C'est là que, tout de suite après son mariage, il avait emmené ma mère, sans s'imaginer qu'il devrait rompre tout à fait avec la vie qu'il s'était faite depuis quelques années. Il avait vingt-huit ans et elle dix-huit. Elle ne se rendit pas compte, tout d'abord, de l'étrange situation dans laquelle elle se trouvait. Mais, peu de temps après ma naissance, elle apprit la vérité et appela mon grand père qui, d'abord, essaya de tout arranger. Devant le refus de mon père de modifier quoi que ce fût, il emmena sa fille et la séparation fut décidée. On m'avait envoyée, avec la vieille Vincente, chez la tante de Gouvello, à Kérantré, où grand père, grand mère et ma mère vinrent, ensuite, me chercher. Ma mère venait reprendre ce qui était à elle à Coëtsal, que mon père avait vendu, devant habiter, à l'avenir, chez la tante Henriette.

Grand père et grand mère avaient alors proposé à ma mère de vivre avec moi, chez eux, à Nancy, dans la maison de l'oncle Adolphe. Ils offraient de payer mon éducation et tout ce qui me concernait. Ma mère conserverait les revenus de sa dot pour elle seule, à la condition formelle que je serais dirigée par grand père, seulement, sans contrôle ni intervention quelconque.

Grand père, tout en étant indigné de la façon dont avait été traitée sa fille, jugeait mon père avec indulgence. Il comprenait que ce garçon rude, qui avait toujours vécu dans ce pays sauvage et qui voyait autour de lui beaucoup de vies

semblables à celle qu'il entendait se faire, était excusable, étant inconscient. Sa droiture, sa simplicité, sa distinction native, sa force extraordinaire, séduisaient grand père malgré lui. Naturellement, dans ce temps-là, j'ignorais tout ce qui s'était passé entre mes parents. Je ne comprenais qu'une chose, c'est qu'ils ne pouvaient pas se voir. Mais je devinais très bien que grand père aimait assez, au fond, ce beau grand gars que grand mère détestait carrément.

Grand père m'avait dit : « Va jouer dans l'antichambre ou chez toi!... » et j'étais restée dans l'antichambre où je jouais, comme je le faisais quelquefois, une partie d'échecs avec moi-même « pour apprendre ». Quand je jouais, j'étais obligée de changer de place à chaque coup, parce que, sans cela, je ne pouvais pas juger le coup d'en face. Alors, je remuais, ça faisait du bruit, et grand père, convaincu que je n'entendais rien, n'avait pas eu l'idée de venir fermer la porte.

— Mon bon Colonel, disait mon père, intimidé, je vais vous demander de me donner Sibylle encore quinze jours, cette année...

— Mais, observa tout de suite grand père, nous n'avons plus Jeannette... elle a épousé le cocher des Ambert, et, toute seule, Sibylle...

— Qu'est-ce que ça fait, interrompt mon père, déjà l'an dernier, elle n'avait plus du tout besoin de sa bonne... elle se lève et s'habille toujours seule... Jeannette ne servait qu'à laver et repasser ses robes... et maintenant que la petite est en Breton l'été...

J'ai oublié de dire que, quand j'étais allée à Kérantré, la vieille Annette avait eu l'idée de me déguiser, un jour, en petit paysan breton. J'étais déjà habituée au costume qui m'allait très bien, et mon père, heureux d'avoir un instant l'illusion du fils qu'il avait si fort souhaité, — parce qu'il n'y aurait plus de Mirabeau après ses frères et lui, — s'était empressé de me conduire à Vannes, où nous avions trouvé un costume ravissant avec les petits boutons d'argent fleurdelisés et le gilet blanc. J'étais revenue en garçon à Kérantré. Jeannette était ravie. Et elle avait écrit à grand mère ma transformation, qui lui semblait pratique, économique, et « embellissante » aussi. Au retour, grand mère, après avoir d'abord fait un nez, trouva que ça m'allait bien, et je lui

démontrai sans peine que, pour monter aux arbres et autres exercices, qui, comme elle disait, « confondaient » mes robes, le petit breton, — qui coûtait quarante francs, chapeau compris, — était une véritable trouvaille. Alors, elle avait cédé, en disant : « Jamais à Nancy, mais quand tu iras avec ta mère en Suisse, ou en Normandie, je veux bien... »

Donc, l'été, je devais être en Breton, et c'est là-dessus qu'insistait mon père. Il ajouta, et je le devinais presque tremblant :

— C'est que... la Bretagne... ça n'est pas tout! Oh!... je vous en prie, laissez-moi achever... Ne dites pas non sans m'avoir entendu... Il arrive ceci que le Roi me demande de lui amener Sibylle...

— Où ça? questionna grand père, ahuri.

— A Frohsdorf...

— A Frohsdorf! Vous n'êtes pas fou, mon cher Arundel?

— Oh!... je savais bien que vous alliez vous inquiéter... vous révolter à la pensée d'un tel voyage... Mais, d'abord, il n'est pas si long qu'on le croit... Vous savez combien le Roi a toujours été bon pour moi... Quand j'avais douze ans, j'allais déjà le voir... Depuis, il m'a fait venir sans cesse... Il m'a écrit : « Si tu avais eu un fils, tu me l'aurais sûrement amené toi-même. Eh bien! je veux voir ta fille. Je veux voir le dernier Mirabeau... Un enfant mettra un peu de gaieté dans ce vieux Frohsdorf, où il n'y a de vivant que des souvenirs... » Vous voyez, je vous ai apporté sa lettre...

— Je serais très heureux, pour ma part, que Sibylle fût conduite au comte de Chambord, qui a la bonté de s'inquiéter d'elle, commença grand père, mais...

Devant mon échiquier, je me sentais verdir, et je pensais : « Pourvu que grand père refuse, mon Dieu! pourvu qu'il refuse! » Et j'écoutais les voix, qui me semblaient venir de très loin :

— Mais, mon ami, songez à la fatigue d'un tel voyage pour un si petit enfant...

— Elle a dix ans...

— Et puis, si je prenais la décision de vous la donner pour l'emmener aussi loin, sa grand mère ne me le pardonnerait pas... ni, surtout, sa mère...

— Justement, j'allais vous dire que l'on pourrait s'arranger pour qu'elles ne le sachent pas...

— C'est impossible!

— Mais non... voyage compris, l'absence sera de huit jours au plus... Sibylle écrira une lettre que la tante Henriette fera partir pendant que nous serons là-bas...

— Et si ma femme, pour une raison ou pour une autre, télégraphiait...

— Eh bien! la tante Henriette répondrait... C'est avec elle que j'ai tout prévu... C'est elle qui paie le voyage, comme vous pensez... et elle désire beaucoup, elle aussi, que la petite aille voir le Roi... Songez donc quel honneur il lui fait en la demandant!

Dans mon coin, je pensais : « Oh! là là!... ce que je m'en fiche, de l'honneur!... » Cependant, grand père disait :

— Ah! la petite! Justement, je voulais vous dire... Ça n'est pas ma faute, puisque, moi, je suis légitimiste... mais elle est impérialiste, la petite!

— Non!

— Si! et violemment, encore!...Et elle l'a toujours été, depuis qu'elle a commencé à lire et à apprendre quelque chose...

— Et vous n'avez rien fait pour empêcher ça?

— Ma foi non!... Je vous avoue, mon ami, que le comte de Chambord n'ayant pas d'enfants, je souhaite, pour ma part, longue vie à la dynastie napoléonienne... Et je suis bien sûr que le Prince, est, au fond, de mon avis...

— Oui... peut-être... mais je ne peux pas me faire à l'idée que ma fille est bonapartiste... Enfin... j'espère que, en lui faisant bien la leçon...

— Vous parlez comme si vous aviez déjà mon consentement... Mais, songez donc, mon cher Arundel, à tous les risques à courir... En admettant que je ne voie pas d'opposition au voyage en lui-même, étant donné la parfaite santé et l'équilibre de la petite, il y a la question du secret à garder... Comment voulez-vous qu'un enfant aussi jeune ne se coupe pas, ne dise pas ce qu'il ne faudrait pas dire, au risque de m'attirer les plus grands ennuis, sans compter que, si la chose se découvrait, vous n'auriez plus jamais Sibylle... même en Bretagne... même pour un jour...

Le lendemain, grand père m'appela. Je vis tout de suite qu'il avait cédé et que, en principe, le voyage était décidé. Quand il commença, d'un air sérieux, par ces mots :

— Mon petit Minon, j'ai à te parler...

Je l'interrompis tout de suite :

— Pas la peine! je sais! je vous ai entendus hier soir, dans le salon...

Et, tout en me reprochant d'être hypocrite, j'ajoutai :

— J'espère bien que vous avez pas voulu?

Grand père eut un mouvement de contrariété :

— Si! dit-il, j'ai consenti... Ton père désirait vivement faire ce que lui demande le comte de Chambord, qui a la bonté de s'occuper de toi...

— Ça m'est bien égal, qu'y s'occupe de moi!

— Tu as tort de parler comme ça de celui que ton papa considère comme son Roi, et auquel il a offert toute sa vie... Le comte de Chambord est, d'ailleurs, sympathique et respectable entre tous... Sa vie est triste, pénible, sans horizon... Tout enfant... tu ne sais probablement pas ça, parce que, c'est presque de l'histoire contemporaine... sa couronne lui a été volée...

— Par celui à qui elle était confiée... oui... je sais!

— Tiens!... fit grand père étonné, comment sais-tu ça?

— Par des livres...

— Bon!... Eh bien! alors, tu dois contribuer volontiers à lui causer un plaisir... si petit soit-il...

— Ah! l'fait est que l'plaisir de m'voir doit pas être bien grand!... Dites donc, grand père?... Quel dommage que c'est pas p'tite mère qu'ait la veine d'être emmenée de force chez des rois!

— Toi!..., dit grand père mécontent, tu as le talent de faire toujours des réflexions déplacées!

Ma mère avait, ainsi que le disait en riant l'oncle Adolphe, « la monomanie des têtes couronnées ». La pensée de voir des princes, de leur être présentée, la ravissait. Elle enviait l'Oncle qui, précisément, passait une partie de son temps, soit à la cour du grand-duc de Bade, soit à Coblentz, où la reine Augusta de Prusse était souvent dans le voisinage de sa fille, la grande-duchesse de Bade, soit même à Berlin, où il allait aussi de temps en temps. Alors que j'avais d'instinct l'horreur de tout ce qui était étiquette, décorum et protocole, elle recherchait toutes les occasions de fréquenter de près ou de loin ceux que j'appelais « les gens auxquels on doit du

respect ». Je ne me consolais pas à l'idée de partir, et je dis à grand père :

— C'est tout de même un sale tour que vous me jouez, grand père! Ça vous était si facile de dire non...

Il me répondit :

— Il ne m'est jamais facile de faire de la peine à quelqu'un... et j'en faisais beaucoup à ton papa, en lui refusant de t'emmener là-bas...

Puis, cherchant tout ce qu'il pouvait me dire pour m'encourager à partir, il insinua :

— Naturellement, il y a une quantité de chevaux, à Frohsdorf, peut-être qu'on te fera monter à cheval?

L'argument était irrésistible. Mais une chose me tracassait et j'expliquai à grand père :

— Hier, j'ai entendu qu'y fallait pas que jamais grand mère ni p'tite mère sachent que j'ai été là-bas... Ben, j'ai peur de m'couper! J'aurai beau faire attention, ça pourra bien arriver, vous savez?

Quelques jours après, mon père alla chasser sur la ferme de Serrières, qui était à côté de Nomény. J'aimais beaucoup Ferry, le fermier, et aussi sa femme. J'avais accompagné deux ou trois fois grand père chez eux, et ils m'avaient fait manger de la crème, du pain noir et des fruits, desquels je gardais un souvenir émerveillé. Autant je détestais le chemin de fer et les voyages où « l'on ne couche pas chez soi », autant les courses en voiture et les petites excursions dans des pays déjà vus m'enchantaient. Je demandai à aller aussi à Serrières. Grand père dit oui tout de suite, mais grand mère fit de terribles difficultés. Et je pensais : « Mon Dieu! si elle se doutait qu'on va me trimbaler en Autriche! Qu'est-ce qu'elle dirait? » Enfin, elle céda, et je partis avec mon père et deux amis, avec lesquels il s'était lié au moment de son mariage : M. Saquin et son chien, Nankin, un beau grand épagneul jaune pâle, et le comte de Mitry, le mari de la dame que j'admirais si fort. Je m'amusai énormément, à voir traire les vaches et faire le beurre, mais, à la fin de la journée, les choses se gâtèrent et je faillis bien, ce jour-là, prendre mon père en horreur. Au moment où les chasseurs rentraient et où j'allais au-devant d'eux, un admirable coq de bruyère s'envola

d'un boqueteau et piqua au-dessus d'eux. Mon père releva son fusil, renversa la tête et tira droit au-dessus de lui. Le coq dégringola, l'aile cassée, et, une fois à terre, se débattit terriblement. Je restai terrifiée, prise d'un tremblement nerveux, et si blanche, paraît-il, que la mère Ferry crut que j'allais mourir.

J'avais vu souvent du gibier mort, ou des pigeons, ou des poulets, mais jamais je n'avais vu une bête mourir. L'idée de tuer une mouche, ou d'attraper un papillon ne me serait jamais venue. Les animaux vivants m'étaient sacrés. D'avoir vu, une fois, maltraiter un cheval tombé sur la place Carrière, m'avait rendue complètement malade. Jamais je n'avais vu « tuer ». Ce jour-là, je ne pouvais ni remuer, ni faire un mouvement, et, comme mon père s'approchait de moi, je le repoussai sauvagement.

Ce fut le fermier qui me prit dans ses bras et me déposa sur une sorte de huche qui était dans la salle de la ferme : j'avais fermé les yeux, je ne voulais plus les rouvrir. Mon père, désolé, revint à moi, je lui dis seulement :

— Vous, c'est vous qui avez fait ça! Allez-vous-en!

Puis, courbatue, brisée, je finis par m'endormir.

On me porta dans la voiture sans me réveiller. On m'avait couchée sur la banquette de devant; les trois chasseurs s'étaient mis au fond. Pendant le trajet, je m'éveillai un instant. Mon père, penché sur moi, me tenait l'épaule pour m'empêcher de rouler, s'il y avait un choc, et le grand Nankin, assis contre la banquette, me léchait la main,

Comment on me sortit de la voiture et comment on me coucha, je n'en ai aucun souvenir. Mais en m'éveillant, moulue, le lendemain, je vis grand père qui lisait les *Débats*, à côté de mon lit. Et, tout de suite, il me dit :

— Ton pauvre papa est absolument désolé de cette histoire d'hier...

Je répondis brutalement :

— Ça m'est égal! je ne veux plus le voir!

— Mais c'est de la folie, mon petit Minon! Si tu ne voulais pas voir chasser, il ne fallait pas demander à aller avec les chasseurs...

— Je ne savais pas ce que c'était! C'est féroce... abominable!

— Maintenant, tu le sais, et il fallait que tu le saches...

Songe que tout le monde chasse... en Bretagne, où tu retourneras... en Normandie, où tu iras aussi... à Frohsdorf, où tu vas... Toute ta vie, tu seras entourée d'hommes qui feront ce qu'a fait, hier, ton papa...

— Vous ne chassez pas, vous!

— Je ne chasse plus parce que je suis très vieux et que, d'ailleurs, je ne quitte plus Nancy...

— Vraiment, vous avez tué des bêtes comme ça, vous, grand père? Jurez-le?

— Je te jure, mon petit, que j'ai tué des bêtes... j'ai même tué des hommes...

Je protestai :

— Des hommes, c'est pas du tout la même chose! Des hommes, j'en tuerais bien, moi aussi... à la guerre, c'est forcé... Et les hommes que vous tuez sont armés comme vous et peuvent se défendre... Et puis, ils sont avertis... ils savent ce qu'ils risquent... Tandis que tuer lâchement un bel oiseau confiant qui s'envole, c'est lâche, c'est ignoble, ça me dégoûte!

— Je te répète que tu es absurde!

— Si encore on tuait pour se nourrir, pour vivre, comme les types des cavernes dans le temps, je comprendrais ça! mais tuer pour s'amuser, ou pour montrer qu'on est adroit, quelle horreur! Car j'ai bien vu, allez, hier, avant d'être malade tout à fait... Ils étaient ravis, les autres! M'sieu d'Mitry, m'sieu Saquin! Ils criaient : « Le coup du roi! Bravo, Mirabeau! » Et Ferry aussi, qui était emballé, et qui répétait : « C'est magnifique, monsieur l'comte! magnifique! »

Grand père me dit :

— Tu vas te lever ; ensuite, tu iras dans la chambre de ton papa lui demander pardon... Oh!... inutile de dire non! Tu lui demanderas pardon de ton attitude ridicule... et pardon gentiment... Je le veux... tu m'entends...

Je n'admettais pas que grand père pût vouloir une chose injuste, et je fus convaincue que c'était moi qui étais dans mon tort. J'allai trouver mon père, qui me dit doucement :

— J'étais si désolé de ton chagrin, ma petite chérie, car, tu sais, je ne suis pas méchant... Mais, que veux-tu? nous autres, on nous a appris à chasser comme à lire et à écrire, et même

bien mieux... Si tu avais été un garçon, tu aurais chassé aussi...

J'affirmai, convaincue :

— Ça, jamais!... c'est trop lâche!

Le voyage de Frohsdorf me parut interminable. Il me sembla que ça durait des jours et des nuits... J'éprouvais ce malaise que j'ai toujours éprouvé en chemin de fer et qui vient de l'odeur, composée de ferraille, de l'huile des machines graissées, et du drap sale des coussins. Rester tranquille m'était aussi une véritable souffrance. Il n'existait pas d'être plus continuellement remuant que moi. En arrivant à la station, dont j'ai oublié le nom, où l'on descendait, j'étais aussi courbatue et engourdie que le soir de l'histoire du coq de bruyère.

Un beau grand monsieur était à la gare à nous attendre. Papa lui dit :

— Comment, c'est toi, Maxence, qui t'es dérangé pour nous!

Je sus, plus tard, que c'était le comte Maxence de Damas, qui ne quittait presque jamais le comte de Chambord.

Une voiture, qui me parut bien attelée, était là. Sa vue me réveilla un peu. Si c'était vrai, pourtant, ce que grand père avait dit, qu'on me ferait peut-être monter à cheval!

— A la bonne heure! disait M. de Damas, tandis que nous roulions sur une route qui me paraissait laide et triste, tu as amené ta petite Sibylle... Elle est drôle... C'est une bonne idée de l'habiller en Breton! Ah! tu sais, elle ne va pas s'amuser, la pauvre petite! Monseigneur espérait que ses neveux seraient là, mais madame la duchesse de Parme a été retenue à Warteg par des travaux... Il n'y a personne...

— Madame la comtesse de Chambord n'est pas au château? demanda timidement mon père.

— Oh! si! Oh! si! affirma sans enthousiasme M. de Damas, par personne, j'entendais, pas d'invités... Il n'y a là, en ce moment, que Monti... Tu sais qu'on ne se précipite pas à Frohsdorf!

La route de la station à Frohsdorf me parut aussi très longue. Enfin, M. de Damas annonça :

— Nous y voilà!

Je fus profondément désappointée. Alors que j'avais rêvé

d'un vieux château avec des tours, ou d'un joli château Louis XVI, tout blanc avec des colonnes cannelées, je voyais une énorme et lourde bâtisse sans aucun style, qui me fit tout de suite penser à une prison. Et, de tous les côtés, des sapins, d'affreux sapins tristes, qui dressaient leurs silhouettes noires sur un ciel dur et chaud.

Le cocher fit claquer son fouet, et un valet de pied parut à l'entrée et vint ouvrir la portière. A quelques pas derrière lui, un gros homme en costume de chasse s'avançait en boitant.

M. de Damas dit à mon père, qui s'occupait de me faire descendre du break :

— Arundel! Monseigneur!

Brusquement, mon père se retourna, courut au-devant du chasseur, et, profondément incliné, baisa la main qu'il lui tendait, en balbutiant :

— Vous! Monseigneur! Est-il possible!

— Je rentrais, expliqua le Prince, et j'ai entendu la voiture... Eh bien! et ta fille, tu ne me l'amènes pas?

— Mais si!

J'étais restée collée au chambranle de la porte. Mon père vint me prendre par le bras et me poussa devant lui. Je tortillais bêtement mon grand chapeau velu entre mes doigts.

— Ah! grommela le comte de Chambord surpris, c'est ce petit Breton? je ne pouvais pas m'en douter... Il n'est pas gros, le dernier des Mirabeau!

De sa belle main souple et blanche, il me releva le menton pour me regarder, et acheva :

— Mais il est drôle!

Tandis que j'examinais le grand vestibule en me disant :

— Ben, la maison n'est pas comme moi!

— Ce pauvre petit! reprit le Prince, ou plutôt cette pauvre petite... car ce costume m'embrouille... ne va pas s'amuser ici... Ma sœur est obligée de rester à Warteg quelques jours encore, mais elle aurait bien pu m'envoyer Robert et Bardi que je lui avait demandés... Ta fille aurait eu des compagnons de son âge...

Pendant que le comte de Chambord parlait, je le regardais et je ne pouvais pas me figurer que ce gros monsieur fût du même âge que mon père. Né en 1820, il avait en 1859 trente-neuf ans, et je lui en aurais donné au moins dix de plus.

Mon père était lourd et musclé, alors que le Prince était gras. Il avait du ventre et des bajoues. Sa figure, calme et triste, était éclairée par de superbes yeux bleus saphir, trop à fleur de tête et qui me parurent, à ce moment-là, sans aucune expression. Plus tard, je vis qu'il s'animaient lorsque le Prince parlait des choses qui l'intéressaient, par exemple de chasse ou de politique. Malgré sa grosseur énorme, sa boiterie, et son costume de chasse en velours à côtes à boutons de métal, il avait très grand air.

Il recommanda à M. de Damas :

— Maxence! je te confie Mirabeau et Sibylle... Tâche qu'ils soient le mieux possible, n'est-ce pas, mon ami? Je vais m'habiller pour le souper...

Il monta l'escalier devant nous, suivi d'un valet de pied. Un autre valet nous conduisit à deux grandes chambres qui se communiquaient. M. de Damas dit à mon père :

— Si vous manquez de quoi que ce soit, dis-le moi, n'est-ce pas? Je vous laisse, habillez-vous...

Je répondis :

— Vous savez, monsieur, en fait d'habillement, j'ai qu'un autre breton pareil à celui-ci!

— Ne t'inquiète pas, va, tu es très bien comme ça...

Puis il demanda en riant à mon père :

— Tu permets que je tutoie ta fille... qui me fait si peu l'effet d'être une fille...

M. de Damas ne m'intimidait pas du tout : il était long, mince et distingué. C'était le seul être qui me paraissait vivant dans ce triste château où je me sentais mal à l'aise.

— Tu vas tâcher de bien te tenir à table, dit mon père, si toutefois on te fait dîner avec les grandes personnes...

— Le comte de Chambord a dit souper...

— C'est possible... je crois en effet qu'ici le repas du soir est le souper... D'ailleurs, dîner ou souper, c'est sans intérêt.

Je n'étais pas de cet avis, car le mot de souper éveillait en moi la vision de choses inconnues et aimables. « Dans les livres », comme je disais volontiers, je voyais souvent revenir ce lambeau de phrase : « les joyeux soupers ». Alors je pensais qu'on allait devenir gai en se mettant à table. Je ne m'expliquais pas exactement comment se produirait ce phénomène, mais j'étais certaine qu'il se produirait. Mon père me

recommanda encore, en descendant le grand escalier derrière le valet de pied qui était venu nous chercher :

— Si la Reine te tend la main, tu la baiseras... et, après, tu feras une révérence...

— Une révérence! avec mon costume breton... Non! ce que je vais avoir l'air tourte!

Puis, réfléchissant, je demandai :

— Vous avez dit la Reine... Il y a donc une reine ici?

— Naturellement! répondit brièvement mon père.

Je devais, en voyant « la Reine », éprouver une aussi vive déception qu'en apercevant le château.

En descendant l'escalier, je me disais qu'une Reine, ça devait être une belle dame, jolie, fraîche, très parée. J'avais dans l'œil les portraits de l'impératrice Eugénie et de l'impératrice Élisabeth d'Autriche, et je pensais que puisqu'on avait dit qu'il fallait s'habiller pour dîner, elle aurait peut-être un grand manteau doublé d'hermine et une couronne, car, une Reine ou une Impératrice, c'était, au fond, tout pareil. Vers les dernières marches pourtant, j'entrevis, dans un éclair, une photographie de la reine Victoria, que j'avais devant moi quand je copiais des lettres chez l'oncle Adolphe. Cette petite dame rondouillarde aux yeux en boules de loto, au menton fuyant, aux bras gras, s'imposa brutalement à moi, et je me dis : « Je parie que la Reine d'ici va être comme ça! »

La comtesse de Chambord était debout à côté de la cheminée et sa haute silhouette me rassura tout de suite quant à sa ressemblance avec la reine d'Angleterre. M. de Damas, me voyant hésitante, me prit par la main et m'amena devant elle. Elle inclina vers moi sa longue taille qui me sembla très belle, me tapota la joue, et me dit un mot de bienvenue. Je ne savais que faire de mes mains, je regrettais mon chapeau breton. En arrière, j'apercevais une autre dame qui me paraissait vieille. Quant à la Comtesse, je n'avais pas encore osé la regarder.

Je ne la vis bien qu'à table, et je fus vraiment stupéfaite de la laideur et surtout de la disgrâce de son visage renfrogné. Elle avait une robe de velours noir et une écharpe de dentelle. Sur ses cheveux, coiffés en bandeaux, était aussi une dentelle attachée par des lis de diamants. Elle paraissait beaucoup plus vieille que son mari, alors qu'elle n'avait, je crois, que quatre ou cinq ans de plus que lui.

La dame, une Italienne, je pense, était, paraît-il, la dame d'honneur. Il y avait aussi M. de Monti, un comte autrichien à favoris grisonnants, et un jeune officier, autrichien aussi. A chaque instant on parlait allemand ou italien. J'avais la sensation d'être perdue. Je pensais à la gaie salle à manger de Nancy, aux robes claires de ma mère, au petit vêtement de maison de l'oncle Adolphe, et à la bonne tête ronde de grand père, et j'avais une vague envie de pleurer et aussi de dormir.

Le dîner, servi dans une argenterie magnifique, était copieux et excellent. Il y avait des faisans superbement parés, qui vinrent se faire admirer sur la table où l'on posait les plats à la Française, alors que chez grand mère on ne mettait sur la table que des fleurs et le dessert. C'était ce que l'on appelait alors, servir à la Russe.

Dès ce soir-là, l'extraordinaire appétit du comte de Chambord me frappa. Il mangeait énormément et avec une étonnante rapidité. Un détail me remplit de gaîté, malgré le cafard qui commençait à m'envahir. Il mangeait de la main droite. Or, j'étais en lutte perpétuelle à la maison, parce que, très maladroite de la main gauche, je ne pouvais pas apprendre à m'en servir pour manger. Et on me répétait sans cesse que, seuls, mangeaient de la main droite les gens mal élevés.

Très vite après le dîner, M. de Damas eut pitié de moi, et il dit à mon père :

— Monseigneur t'autorise à aller coucher ta fille qui tombe de sommeil...

— Elle n'a pas besoin de moi, répondit mon père, qui me fit signe de sortir.

— Mais, demanda la comtesse de Chambord, qui avait l'air de sommeiller à demi dans un grand fauteuil où elle se tenait très raide, elle va avoir peur toute seule là haut?

— Peur? dit mon père étonné, mais non... elle n'a jamais eu peur de rien. Son grand père l'a élevée comme un garçon.

En me conduisant au pied de l'escalier où il me quitta, M. de Damas me dit gentiment :

— Tu as vu où est ma chambre? C'est celle en face de la tienne... Demain matin, quand tu seras prête, tu viendras frapper, et je te conduirai faire connaissance avec les chevaux et les chiens...

J'étais tellement contente que j'oubliai toute retenue et

je répondis, en « piquant la chandelle » des grandes joies :

— Oh! Monsieur! vous êtes un chic type!

Comme il était toujours, ou à peu près toujours, avec le comte de Chambord à Frohsdorf et à Venise, et que l'argot français ne lui était pas familier, il ne comprit pas, je crois, tout ce que cette attestation avait de flatteur.

Le lendemain, pendant que nous visitions les écuries, mon père vint nous rejoindre. Il quittait le Prince qui l'avait fait demander.

— Figure-toi, dit-il à M. de Damas, que Monseigneur comptait, en causant avec moi, se renseigner sur l'état d'esprit politique de la France... Il ne veut pas se rendre compte que je vis toute l'année... sauf quinze jours passés en Lorraine pour voir Sibylle, et une semaine à Paris pour voir mes frères et ma sœur... dans un trou du Morbihan, en tête-à-tête avec la tante Henriette que tu connais, et qui reçoit pour tout journal *la Gazette de France*. Il y a bien les officiers du *Pélican* que je vois de temps à autre, mais ils ne parlent guère politique, et ne sont pas renseignés non plus... (Le *Pélican* était l'aviso qui gardait la côte à l'embouchure du Morbihan).

— Le Prince n'a pas pensé à tout ça, expliqua M. de Damas, mais il est las de n'entendre que des affirmations agréables, données par des courtisans... Les rois sans royaumes ont des courtisans comme les autres... Alors, il comptait sur toi pour avoir des renseignements sincères... Il sait qu'il ne régnera jamais... et ça lui est égal, puisqu'il n'a pas d'héritier... mais il s'intéresse passionnément aux choses de France, et surtout de Paris qu'il se rappelle si bien... Songe donc! il avait dix ans quand quand on l'a chassé! dix ans, l'âge de Sibylle!... Il voudrait savoir, mais savoir vraiment... s'il y a encore un parti royaliste en France...

— Eh bien! là, sincèrement, je n'en sais rien!... dit mon père. Oui, en Bretagne et en Vendée, mais on ne peut pas juger par la Bretagne et la Vendée, seuls coins que je connaisse bien, du reste du pays... Alors, quand il m'a questionné, je n'ai pas pu lui répondre...

J'étais occupée à regarder la jambe de derrière d'un cheval gris, je dis, sans la lâcher :

— Moi, je lui aurais bien répondu!

Mon père se retourna, interloqué :

— Veux-tu te taire et ne pas parler quand on ne t'interroge pas!... et lâcher ce cheval, tu vas te faire tuer!

— Qu'est-ce que tu regardais donc? demanda M. de Damas.

— Je regardais qu'il a un éparvin, monsieur!

— C'est très juste! Dis donc, Arundel, ta fille m'a l'air de connaître les chevaux beaucoup mieux que toi!

— Ce n'est pas difficile! dit mon père tristement.

Il avait monté un peu à cheval dans son enfance, mais depuis bien longtemps il avait dû y renoncer. Il était lourd et les chevaux de selle légers et forts coûtant très cher, il ne pouvait pas en avoir. Il reprit :

— Sibylle a monté toute petite, elle monte très bien...

— Des grands chevaux? demanda M. de Damas.

Je dis bien vite :

— Oui, monsieur, des grands chevaux... je n'en ai jamais monté d'autres...

— Dommage qu'il n'y ait pas de selle de femme ici! On aurait pu t'emmener tantôt...

— C'est en selle d'homme que je monte, monsieur...

— Ah! bah!

— Oui, expliqua mon père, le colonel de Gonneville trouve que la position de côté peut, quand les petites filles montent beaucoup, faire dévier leur taille... Alors, il a toujours fait monter la petite en selle d'homme... et il continuera jusqu'à ce qu'elle ait au moins quinze ans...

— Alors, conclut M. de Damas, si Monseigneur y consent, on t'emmènera tantôt... Tu suivras les voitures...

Il appela un des hommes d'écurie et demanda :

— Quel cheval pensez-vous que l'on peut faire monter à mademoiselle?

L'homme regarda étonné autour de lui, et questionna :

— A quelle mademoiselle?

Et, quand on lui eut expliqué que mademoiselle était le petit Breton, il dit, avec un accent lorrain qui me caressa délicieusement l'oreille :

— C'est qu'y sont point bien faciles aucuns... vu qu'y travaillent point assez...

Je dis délibérément :

— Vous inquiétez pas d'ça!

L'homme déclara, sans tenir compte de la qualité que l'on venait de m'attribuer :

— L'est point capon, le p'tit gars!

Il me regardait attentivement, tandis que je répondais à mon père qui me faisait observer que je n'avais pas voix au chapitre.

— Mais si, papa! Grand père dit que j'peux monter à peu près tous les chevaux, et Alphonse aussi le dit, et aussi l'vieux Claude!

L'homme d'écurie explosa :

— Le vieux Claude! c'est bien ça!... J'me demandais où c'était qu' j'avais vu ce p'tit là... C'est la p'tite demoiselle au colonel de Gonneville! la petite Mirabelle qu'on disait à Nancy.

J'étais enchantée de rencontrer un compatriote. Je demandai :

— Où donc vous m'avez vue?

— J'étais cocher chez Defaut, rue Saint-Julien, vot'loueur... rappelez pas? que j'vous ai conduit bien souvent à Liverdun et à Bosserville prendre des bains, avec vot'maman... et les dames Ambert... Après, j'suis allé cocher à Strasbourg... puis à Baden... et c'est là qu'monsieur le comte de Monti m'a engagé pour ici, paç'que j'comprends l'allemand... Mais j'ai l'mal du pays... Va falloir m'en r'tourner...

Très amusé de la rencontre, M. de Damas la raconta au comte de Chambord à déjeuner :

— Monseigneur, la petite Sibylle a trouvé une vieille connaissance aux écuries...

Le prince demanda :

— Tu aimes donc les chevaux, que tu es allée les voir dès l'aurore?

— Oh! oui, Monseigneur!

— Son père dit qu'elle monte très bien, et elle affirme qu'elle peut monter n'importe quel cheval... expliqua M. de Damas; alors, j'ai pensé que Monseigneur consentirait peut-être à l'emmener tantôt, et je me suis permis de dire de seller *Soliman*...

— Seller avec quoi, mon ami?

— Elle monte en selle d'homme, Monseigneur!

— Arundel! demanda le comte de Chambord, si peu cavalier que tu sois, je pense que tu vas te décider à monter avec elle?

Mais mon père refusa avec énergie. Il n'avait pas vraiment monté depuis plus de vingt ans et il craignait d'être maladroit et ridicule.

Soliman était justement le cheval gris qui avait un éparvin. C'était un barbe vigoureux qui n'aimait pas les mouches. Tandis que l'homme de Nancy l'amenait, il se secouait et se traversait rageusement. Je vis, dès que je fus sur son dos, qu'il avait la bouche sensible, et je commençai par nouer la rêne de la bride sur l'encolure. Alors l'homme dit entre ses dents :

— A connaît les ch'vaux, la mâtine!

Et je fus extrêmement flattée de cette affirmation.

Les voitures sortaient des remises : une calèche, une victoria et une sorte de charrette anglaise, dans laquelle le comte de Chambord monta. Il prit les guides et fit signe à M. de Damas de monter à côté de lui. Dans la calèche étaient la Comtesse et sa dame d'honneur, M. de Monti et mon père. La victoria fermait la marche avec le monsieur aux favoris gris et l'officier autrichien. Un groom suivait à cheval.

— Viens à côté de nous! me dit M. de Damas.

Il est très difficile de suivre à cheval une voiture et je ne l'avais jamais fait. *Soliman* continuait à se tracasser à cause des mouches, et aussi des voitures qu'il sentait derrière lui. A chaque instant, il se traversait et donnait des coups de tête. A la fin, le comte de Chambord dit à M. de Damas :

— On va éreinter cette enfant si on l'emmène à... (Ici un nom allemand que j'ai oublié, c'était le nom de la terre où on allait donner des ordres pour une battue qui devait avoir lieu le lendemain.) Il vaut mieux nous séparer ici... Les autres voitures iront là-bas et la petite restera avec nous pour une promenade plus courte... Va expliquer ça à Monti...

Il me sembla que M. de Damas répondait :

— Oui... Et ça sera aussi plus commode, si Monseigneur veut interroger Sibylle, puisque Mirabeau n'a pas su lui donner les renseignements qu'il voulait...

Cette perspective m'inquiéta. Je pensai : « M'interroger? A quel propos? Sûr que je gaffer ai! que je dirai ce qu'il ne faudrait pas. Et qu'est-ce que diable ça peut bien être qu'on va me demander? Car j'avais totalement oublié la conversation du matin. »

Quand M. de Damas fut revenu et que les voitures nous eurent dépassés, le comte de Chambord mit le cheval au pas et me dit :

— Viens là... et raconte-moi ce que tu fais à Nancy...

— Je travaille un peu... pas beaucoup... et je joue dans le parc du Maréchal et à la Pépinière...

— Quel Maréchal?

— Canrobert...

— Il a été admirable en Crimée.

J'aimais énormément le Maréchal. Je répondis :

— Il est admirable partout!

Mais l'amour de la vérité m'entraînant, j'ajoutai :

— Excepté à cheval...

Quelques instants auparavant, j'avais entendu le Prince dire à M. de Damas à propos de mon père :

— C'est dommage que Mirabeau ne monte pas à cheval... un homme qui ne monte pas à cheval n'est pas complet...

C'était tout à fait mon avis. Et la façon de monter du bon Maréchal me consternait. D'autant plus qu'il aimait les petites promenades paisibles dans la forêt de Haye, et qu'il sortait tous les jours. Je le voyais passer sur la place Carrière, et j'aurais voulu redresser son dos arrondi et relever la pointe de ses pieds qu'il dirigeait obstinément vers la terre.

Du Maréchal, ma pensée allait au comte de Chambord, et je me demandais pourquoi il n'était pas à cheval aujourd'hui. Est-ce que sa boiterie était récente ou datait de toujours? Est-ce qu'il montait quelquefois, ou bien jamais?

Le Prince recommençait à me questionner :

— Y a-t-il une nombreuse société, à Nancy?

— Oui, Monseigneur... C'est-à-dire, il y a plusieurs sociétés!... Il y a les châteaux et les gens de Nancy... Et puis il y a les fonctionnaires.

— Les gens du monde ne vont pas chez les fonctionnaires?

— Ça dépend, Monseigneur.

— Mais ton grand père? il ne va certainement pas chez le Préfet, ton grand père?

— Mais si, Monseigneur...

— Ah! fit le Prince étonné, je croyais qu'il était royaliste?

— Il l'est... Il est légitimiste...

— C'est bien ce qu'il me semblait! Alors, le parti royaliste existe encore en Lorraine? Sais-tu s'il est nombreux? Tu as dit ce matin que tu saurais répondre à cette question...

Comme je cherchais à formuler ce que je voulais dire, il répéta :

— Y a-t-il beaucoup de royalistes à Nancy?

— Il y en a pas mal... seulement, c'est des orléanistes...

— Ah! murmura le comte de Chambord qui regarda M. de Damas. Puis il me demanda :

— Est-ce que tu comprends la différence qu'il y a entre les deux partis?

— Dame! Faudrait être vraiment bête pour pas la comprendre.

— Tu sais donc déjà l'histoire?

— Oui, j'la sais! C'est-à-dire, depuis la Révolution...

— C'est déjà quelque chose! Ton papa m'a dit que tu adorais ton grand père. Alors, naturellement, tu es royaliste comme lui?

Je sentis que je rougissais. J'étais embarquée dans une mauvaise aventure. J'affectai d'être très occupée de *Soliman*, qui, précisément, venait de ruer aux mouches.

— Tu n'as pas répondu à Monseigneur, dit M. de Damas.

Je cherchai à prendre la tangente et je bafouillai :

— Parc'qu'on m'apprend que les enfants ne doivent pas avoir d'opinion...

— Mais tu en as une pourtant? dit le Prince en souriant, c'est facile à voir... Avoue que tu es orléaniste?

Je protestai avec véhémence:

— Ah! ça non, jamais!

— Est-ce que tu serais une petite révolutionnaire comme ton ancêtre Mirabeau?... Non? Alors tu es impérialiste?

— Monseigneur, c'que j'vais être grondée!... C'est pourtant pas ma faute si vous avez déniché ça? Vous m'avez posé des colles... P'pa m'en voudra énormément... C'qu'y m'avait fait de recommandations! Et grand père, donc!

— Je suis désolé de penser que toute ta famille a été agitée à cause de moi...

— Oh! pas toute!... Grand mère et p'tite mère savent pas que j'suis ici... Même que, Monseigneur, faudra jamais vous couper, toujours!... Ça en ferait un, de gâchis!

— Sois tranquille! dit le Prince qui riait, et c'était la première fois que je le voyais gai, je ne me couperai pas! et ton papa ne saura pas non plus que je t'ai fait avouer que tu es impérialiste... Mais dis moi, comment l'es-tu devenue?

— Je ne sais pas! Ça m'est venu tout seul... en regardant des tableaux d'abord... et puis en causant des guerres avec grand père... et puis en lisant l'histoire...

— Dans ta famille il y a probablement d'autres impérialistes?

— Pas du tout! Sauf l'oncle Adolphe, qui a été ambas-

sadeur sous Louis-Philippe, y sont tous légitimistes comme un seul homme...

— Et à Metz, questionna de nouveau le Prince, qu'est-ce qu'on est, à Metz?

— D'après ce que j'entends, quand l'oncle Adolphe et grand père causent, c'est à peu près comme à Nancy... Les Orléanistes tiennent la corde!

— Et à Strasbourg?

— Je ne sais rien de Strasbourg.

Et c'était vrai. Jamais Nancy ne s'occupait de Strasbourg. D'Épinal, oui, et, à la rigueur, de Bar-le-Duc, mais pas de Strasbourg. Strasbourg m'apparaissait comme bien plus lointain que Paris.

Le comte de Chambord demanda encore :

— As tu vu l'Empereur et l'Impératrice?

— J'ai vu l'Empereur une fois quand j'étais toute petite... Jamais j'ai vu l'Impératrice... Mais j'pense que j'les verrai tous les deux au printemps... pac'que on doit aller à Paris pour essayer de soigner la jambe de grand père... Alors probablement j'les verrai.

Et j'ajoutai modestement :

— De loin!

— Ça te fera plaisir?

— Ça m'est égal!

— Pourtant si tu les regardes comme tes souverains, tu dois désirer les connaître?

— J'y pense pas! J'sais qu'y sont là... C'est comme pour le bon Dieu! J'sais aussi qu'il est là et que j'peux pas l'voir... Et d'abord, j'suis pas pour deux sous curieuse...

— Quel dommage que tu partes après-demain, dit doucement le comte de Chambord, je crois, ma petite Sibylle, que nous serions devenus une paire d'amis...

Il se remit à causer avec M. de Damas sans plus s'occuper de moi. Sa figure s'était assombrie. J'entendais des bribes de phrases. Il disait : « La royauté est bien morte et je me demande si c'est une bonne action d'entretenir chez des êtres jeunes cette idée qu'elle peut revenir... On immobilise leur vie dans l'attente d'une chimère... On en fait des inutiles et des aigris .. »

Je m'efforçais de comprendre, et de retenir. Je voulais pouvoir répéter tout ça à grand père au retour.

— Je ne suis pas un inutile, puisque je sers le Roi, répondait M. de Damas, et quant à aigri, je ne le suis certainement pas non plus...

— Je ne parlais pas de toi, Maxence, ni d'aucun de ceux qui ont notre âge... mais des jeunes, vraiment jeunes, qui vont choisir entre une carrière et l'inaction... Je ne devrais plus aller à Lucerne, vois-tu!

A table, ce matin-là, on avait précisément parlé des séjours que le Prince avait coutume de faire à Lucerne pour y recevoir les Français. Il dit encore :

— Si au moins, j'avais quelque chose dans la vie! Mais pas d'enfants, pas de gaîté, un tel manque de joies! C'est bien dur!

Et il ne parla plus jusqu'au château.

— As-tu été correcte, au moins? me demanda mon père, pendant que je remplaçais mon breton poussiéreux par celui qui était resté dans la valise, — n'as-tu parlé que quand on t'a interrogée?

Je répondis : — Oui, papa... — Et je pensai : « S'il savait, mon Dieu, sur quoi on m'a interrogée!.. »

A table, je regardai, sans pouvoir la quitter des yeux, la comtesse de Chambord, et je me dis, me rappelant les derniers mots de son mari : « Ça doit être ça, le manque de joies! »

Le lendemain, il y avait une grande battue. Quand j'entendis que l'on allait m'emmener, je devins verte, et comme mon père, gêné et craintif, n'osait pas protester, je me précipitai sur M. de Damas et je lui dis l'horreur profonde que m'inspirait la chasse. J'aurais volontiers ajouté : et les chasseurs. On me regarda avec étonnement, sinon avec dégoût, mais on consentit à me laisser passer l'après-midi dans le parc.

En quittant Frohsdorf, j'éprouvai une sensation de soulagement. Il me sembla que je respirais mieux. Pour la première fois, je venais de comprendre ce que c'était que la tristesse et l'ennui.

GYP.

(A suivre.)

LA FRANCE
DES CINQ PARTIES DU MONDE

VIII [1]

L'INDOCHINE

Ce fut le prosélytisme religieux qui poussa les premiers Français vers les terres d'Asie où flotte aujourd'hui le drapeau de la France : le Père Georges de la Motte au Cambodge en 1583 ; le Jésuite Alexandre de Rhodes vers 1640 en Cochinchine. Au milieu du XVII[e] siècle, un chanoine de Tours, François Pallu, et un ancien magistrat, Pierre Lambert de la Motte, devenu prêtre du diocèse de Rouen, sollicitèrent du pape Alexandre VII l'autorisation d'envoyer des évêques créer les Églises d'Asie. Cette suggestion ayant été agréée par le Souverain Pontife, ses promoteurs furent, le 17 août 1658, nommés évêques *in partibus infidelium*.

De leur initiative, de leur foi naquit, peu après, la *Société des Missions étrangères* ; cette Société affréta en Hollande un navire, le *Saint-Louis*, qui disparut dans une tempête au Texel, avant d'avoir rallié un port français. Mais les vaillants propagateurs de la foi n'hésitèrent pas à entreprendre *à pied* la route qui, par la Perse, l'Inde, le Siam, unit l'Égypte à l'Extrême-Orient. François Pallu fut le premier évêque apostolique du Tonkin,

Copyright by Octave Homberg, 1927.
(1) Voyez la *Revue*, 15 décembre 1926-15 juillet 1927.

Lambert de la Motte le premier vicaire apostolique de la Cochinchine. Pendant les quarante dernières années du XVII^e siècle, la *Société des Missions étrangères* envoya en Extrême-Orient 96 missionnaires, dont beaucoup périrent sur ce long et rude chemin.

Les commerçants ne tardèrent pas à suivre ces traces : la *Compagnie des Indes orientales* dirigea plusieurs de ses agents vers la Cochinchine : en 1684, le Chapelier ; en 1686, Verret ; mais nous savons quelle fut la destinée éphémère de cette Compagnie et nous ne pouvons nous étonner que ses premières tentatives n'aient eu aucune suite.

Ce sont toujours les mêmes hommes que nous allons trouver à l'avant-garde de la marche vers l'Est : en 1737, Dumas propose de créer un comptoir au Tonkin ; en 1749, Pierre Poivre, le futur bienfaiteur de la Réunion, vient, à bord du *Machault*, porter une lettre de Louis XV à l'empereur d'Annam : il fut autorisé à fonder un comptoir au sud de Tourane, à Faï-Fo.

Si les hommes de guerre manquent en général de sens politique, les hommes d'Église sont, le plus souvent, habiles aux négociations ; en regard de tant de fautes commises aux Indes par des militaires, nous devons placer les succès obtenus en Indochine, pendant le dernier quart du XVIII^e siècle, par Mgr Pigneau de Béhaine (sacré évêque d'Adran en 1775). Appliquant la politique de Dupleix, il soutint comme prétendant au trône de Cochinchine le prince Nguyen-Anh, qui lui dut son succès. Un candidat au trône fait toujours des promesses : nous reçûmes celles du port de Tourane et du monopole du commerce, si nous fournissions 1200 fantassins, 200 canonniers, 250 Caffres (ces Caffres dont les dames anglaises de Madras eurent si peur lorsque leur ville fut prise par La Bourdonnais) (1).

Les promesses de la Cour de France ne furent pas tenues, mais l'on vit alors s'affirmer d'une façon éclatante la solidarité qui unissait tous les Français d'Extrême-Orient. L'Ile de France et Bourbon armèrent deux navires, Pondichéry deux autres. Des officiers, des ingénieurs, s'embarquèrent sur ces quatre bâtiments et sur la frégate d'escorte *Méduse* pour aller fonder plus loin vers l'est cet empire que la France n'avait

(1) Traité du 28 novembre 1787, signé à Versailles par le comte de Montmorin et le fils de Nguyen-Anh que l'évêque d'Adran avait accompagné.

pu établir aux Indes. Grâce à leur appui, Nguyen-Anh reprit Hué en 1801, et, en juin 1802, après avoir reporté aux frontières de Chine les frontières de son empire, il monta sur le trône d'Annam, et gouverna en paix pendant trente ans sous le nom de Gia-Long.

Nos officiers occupèrent les postes élevés de l'Empire ; certains reconstruisirent, suivant les méthodes de Vauban, les citadelles de Saïgon, Hué, Hanoï et Bac-Ninh. Leurs efforts et leurs succès paraissent n'avoir guère été connus de Napoléon Ier, ou, à tout le moins, ne pas avoir retenu l'attention de l'Empereur. S'ils eussent été un peu soutenus par la mère patrie, nul doute que notre prestige n'eût été par la suite respecté davantage, et peut-être l'évolution vers la France de cet Empire eût-elle été plus rapide et moins sanglante.

En effet, après la mort de Gia-Long, ses successeurs Minh-Mang, Thieu-Tri, Tu-Duc, témoignèrent à ces Français et à nos missionnaires une hostilité violente : expulsions et massacres se succédèrent, et déterminèrent, en 1847, une première intervention de nos navires de guerre (destruction de la flotte annamite à Tourane, le 15 avril, par la *Gloire* et la *Victorieuse*, sous les ordres du commandant Lapierre).

LA CONQUÊTE

Une telle « démonstration » navale ne pouvait produire aucun effet durable. L'homme d'Asie ne comprend pas comme l'Européen le sens, les menaces d'un tel geste. L'escadre partie, la menace est oubliée : si elle est partie, c'est qu'elle n'était pas assez forte ; il faut *durer*. Autre dépense inutile de bravoure : le 16 septembre 1856, les marins du *Catinat*, sous les ordres du commandant Lelieur de Ville sur Arce, enlevèrent à la baïonnette la citadelle de Tourane, encloùèrent une soixantaine de canons... puis disparurent sur la mer, vers les pays des « diables d'Occident ».

Il fallut en venir à une occupation territoriale. L'opinion publique s'inquiétait en France et en Espagne. L'Impératrice, Espagnole d'origine, et l'archevêque de Paris décidèrent l'Empereur. Le 1er mars 1858, neuf navires de guerre, dont un espagnol, — l'Espagne intervenait comme puissance catholique, — 1 500 hommes de troupes françaises, 800 Tagals (Indonésiens

des Philippines) sous les ordres de l'amiral Rigault de Genouilly, s'emparent de Tourane où nous établissons une garnison. L'expédition se dirige alors sur le cap Saint-Jacques, remonte la rivière et bombarde Saïgon. Le 18 février 1859, à la pointe du jour, deux compagnies de marsouins, les compagnies de débarquement du *Phlégéton*, du *Primauguet* et de l'aviso espagnol *El Cano*, brillamment enlevées par le commandant Martin des Pallières, emportent la ville et la citadelle dont le capitaine de vaisseau Jauréguiberry devient le premier commandant.

Mais la petite garnison de Tourane appelle à l'aide, elle est encerclée. L'amiral se porte à son secours. Le 8 mai, nous enlevons à l'ennemi 20 forts et 54 canons, nous le poursuivons sur la route de Hué, et nous lui infligeons le 15 septembre une nouvelle défaite. Peut-être eût-il été possible d'obtenir alors par les armes un résultat politique décisif, si la guerre de Chine n'eût pas appelé à ce moment devant Canton toutes nos forces disponibles.

Aussitôt la paix signée avec la Chine (25 octobre 1860), l'amiral Charner revint devant Saïgon où nous avions laissé une force de 800 hommes que les Annamites retranchés à Chi-Hoa menaçaient chaque jour. Les 24 et 25 février 1861, les retranchements de Chi-Hoa furent enlevés d'assaut. Les autres villes de Cochinchine tombent successivement en notre pouvoir : Mytho, le 13 avril 1861 ; Bien-Hoa, le 16 décembre 1861 ; Vinh-Long, le 23 mars 1862.

Ces succès donnaient à la France une colonie nouvelle : le traité signé à Saïgon le 5 juin 1862 et promulgué le 15 juillet 1863 accordait à la France et à l'Espagne une indemnité de vingt millions, et ouvrait au commerce de leurs nationaux les ports de Tourane, Quang-An, et Ba-Lac. La France conservait les trois provinces de Saïgon, Bien-Hoa et Mytho, ainsi que l'île de Poulo Condore.

Il convient de reconnaître ici les services éminents rendus à la France par les amiraux qui exercèrent le commandement pendant cette période. Leur sens politique, leur esprit d'organisation étaient aussi élevés que leur bravoure au feu était brillante. L'amiral de la Grandière sut, par des missions habiles (confiées au docteur Hennecart et au lieutenant de vaisseau Doudart de Lagrée), par son propre voyage à Ou-Dong (le 9

août 1863), amener le roi du Cambodge à se placer sous la protection de la France (traité du 11 août 1863, ratifié en avril 1864).

***

La conquête de la Cochinchine achevée, il nous fut possible de réfléchir à la place que nous venions de prendre en Extrême-Orient, aux bénéfices d'ordre plus général que pouvaient nous procurer nos succès. L'Angleterre avait obtenu en Chine des avantages marqués; les amiraux Rigault de Genouilly et de la Grandière conçurent le plan de réserver à leur patrie des avantages équivalents en ouvrant une voie d'accès nouvelle au Céleste Empire : la vallée du Mékong.

Doudart de Lagrée et Francis Garnier furent chargés de reconnaître cette voie : partis de Saïgon le 5 juin 1866, ils arrivèrent à la frontière chinoise le 16 octobre et pénétrèrent en Chine. Après le décès de son chef à Tong-Tchuan-Fou, le 12 mars 1866, Francis Garnier descendit le Yang-Tsé, passa à Changhaï et revint à Saïgon le 29 juin 1868.

Le résultat de cette magnifique mission était très net : la véritable voie d'accès de la Chine méridionale n'était pas le Mékong, mais le Song-Koï ou Fleuve Rouge, le grand fleuve du Tonkin. Déjà cette voie était utilisée par un Français énergique, Jean Dupuis, que Francis Garnier avait rencontré au cours de son voyage, pour fournir des armes aux autorités régulières chinoises contre des pirates dont les collusions avec les mandarins annamites n'étaient pas douteuses.

Sur la plainte de ces mandarins, l'amiral Dupré envoya un officier français, accompagné de quelques hommes, faire une enquête sur place au Tonkin. L'officier choisi, le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, arriva à Hanoï le 3 novembre 1873, sur le *D'Estrées* (56 hommes d'équipage), accompagné de 30 hommes d'infanterie de marine sous les ordres d'un sous-lieutenant, M. de Trentinian, aujourd'hui un des officiers généraux les plus respectés de notre armée coloniale. Le 11 novembre, quelques petits bâtiments, — le *Decrès*, l'*Espingole*, le *Scorpion*, une centaine d'hommes en tout, — viennent rallier le *D'Estrées* et le même jour, Mgr Puginier, évêque du Tonkin, peut éclairer Francis Garnier sur la mauvaise foi des autorités annamites, sur leurs intrigues... et sur leur faiblesse.

Le vice-roi invite Francis Garnier à se rembarquer avec Jean Dupuis.

Le lendemain 12, Francis Garnier oppose une sommation à cet ultimatum : celle d'évacuer la citadelle; pas de réponse; une semaine après, le 19, nouvelle sommation sans effet; le 20, à 6 heures du matin, les jaunes surent, après les autres races de la terre, ce qu'est l'audace française : en quelques instants la citadelle fut prise et l'ennemi abandonna sur le terrain des pertes plus élevées que l'effectif total des assaillants : 80 morts, 300 blessés.

Dès lors, les nôtres ne laissent pas à l'adversaire le temps de se ressaisir et le frappent à coups redoublés avec la *furia* joyeuse de jeunes chefs de vingt ans. Enseignes et lieutenants s'en donnent à plein cœur; le 20 novembre, Bain de la Coquerie enlève Phu-Hoa; le 26, Balny d'Avricourt Phu-Ly; Esmez prend Phu-Thuong, Phu-Binh et Hoaï-Yen. Le 5 décembre, Trentinian s'empare d'Haï-Duong. Le 7 décembre, la citadelle de Ninh-Binh se rend à l'aspirant Hautefeuille et à sept « marsouins ». Le 12 décembre, Nam-Dinh tombe devant Francis Garnier. Depuis le temps où les cavaliers de Lassalle enlevaient les villes allemandes à la pointe de leurs sabres, on n'avait jamais vu semblable épopée. L'on devine le frisson de joie et de fierté qui parcourut la France lorsqu'elle connut de telles nouvelles, trois ans après l'Année terrible : l'envoûtement de la défaite semblait brisé, la tradition nationale était rétablie, c'est-à-dire l'habitude d'être vainqueur.

Mais la mère patrie n'eut pas le temps de se réjouir longuement : le 21 décembre 1873, dans une sortie contre les Pavillons noirs, Francis Garnier était tué avec son fidèle lieutenant Balny d'Avricourt. La radieuse épopée avait duré exactement un mois : du 20 novembre au 21 décembre.

Au début de janvier 1874, arriva le lieutenant de vaisseau Philastre qui n'avait pas, lui, une mentalité de conquérant. En quelques jours, les places prises sont évacuées, Jean Dupuis expulsé, son matériel séquestré à Haïphong. Le 16 février, la citadelle de Hanoï était rendue aux Annamites; le 4 mars, Philastre rentrait à Saïgon, ayant ruiné l'œuvre de Francis Garnier. Le 15 mars, l'amiral Dupré signait avec l'Annam le deuxième traité de Saïgon, par quoi la France, en échange d'une reconnaissance bien superflue de souveraineté sur ses

possessions de Cochinchine, s'engageait à fournir des armes à ses adversaires de la veille.

« Oignez vilain, il vous poindra », dit le vieux proverbe. Si humiliant qu'il fût pour nous, ce traité ne fut pas reconnu par la Chine qui se prétendait toujours suzeraine de l'Annam, et cet acte resta toujours lettre morte. Menaces contre les missionnaires, attaques contre nos ressortissants reprirent de plus belle. Il fallut bientôt quitter notre attitude passive et neuf ans après la mort de Francis Garnier, la France trouva encore, sur les faibles bâtiments qu'elle entretenait dans ces mers lointaines, l'officier qui pouvait le mieux la servir.

***

En 1882, la station navale de Cochinchine était commandée par un capitaine de frégate âgé de cinquante-cinq ans, Henri Rivière, qui de ses séjours dans « le monde » à Paris, où l'on avait bien accueilli ses articles de la *Revue* (1), et de ses voyages dans le plus vaste monde, avait gardé, avec quelques ambitions plus littéraires que militaires, une indulgence souriante assez détachée, un peu trompeuse, car elle dissimulait une âme exceptionnellement maîtresse d'elle-même. Dilettantisme tout de surface et de bon ton, au demeurant « très maritime », et qui semble être de style dans l'armée de mer.

Arrivé devant Hanoï le 3 avril avec deux compagnies d'infanterie de marine, 15 tirailleurs annamites et 20 artilleurs de marine, il somme les Annamites de lui rendre la citadelle. Cet ultimatum ayant été repoussé, il ordonne le feu le 25 avril à 8 heures du matin. Après deux heures de bombardement par la *Fanfare*, la *Massue* et la *Carabine*, la place est enlevée d'assaut et l'affaire finie à 11 heures.

Il semble qu'après ce succès Henri Rivière se soit senti avec quelque impatience bridé par les instructions du gouvernement. « Leur question du Tonkin sera bien forcée de marcher », écrit-il le 8 mai à Mme Arman de Caillavet. Le Myre de Villers l'accusa plus tard d'avoir désobéi à des instructions formelles. Il y a un demi-aveu et une justification dans ce pas-

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er février 1926, les *Lettres du commandant Rivière à Mme Arman de Caillavet* publiées par Mme Jeanne Maurice Pouquet ; on trouvera, page 631, une des dernières lettres du commandant Rivière datée du 8 mai 1883, onze jours avant sa mort.

sage de la même lettre : « Ce gouvernement qui ne se décidait à rien, m'a ennuyé et comme il avait eu l'imprudence de m'envoyer 500 hommes, je me suis mis à faire de moi-même ce qu'il ne se décidait pas à me faire faire. J'ai pris possession de toute une contrée minière, dont on avait grande envie, mais qu'on hésitait à prendre, et j'ai pris aussi une seconde citadelle. »

Cette dernière ligne fait allusion à la prise de Nam-Dinh le 27 mars 1883 ; notons encore à ce sujet quelques mots dans cette dernière lettre : « Il y a un joli moment d'élan et d'entrain quand la porte vient d'être éventrée par le pétard et qu'on entre, le clairon sonnant la charge. » Voilà de la bravoure à la française ; le mépris de la mort dans un sourire amusé.

L'inaction apparente qui suivit par ordre cet exploit encouragea les bandes annamites à se rapprocher d'Hanoï. Au moment où le commandant Rivière écrivait la lettre que nous venons de citer, leur force s'élevait à 15 000 hommes armés de canons et de fusils à tir rapide. En face de ces hordes, nous n'avions que 400 soldats, 350 marins débarqués de divers bâtiments, deux pièces de 66 et un canon Hotchkiss. Les 15 et 16 mai, deux sorties heureuses bousculèrent l'ennemi. Le 19, dans une affaire du même genre, à la suite d'une avant-garde maladroitement engagée, le commandant Rivière fut tué au Pont de Papier.

Si le ministère s'affola quelques jours, il se ressaisit assez vite, se décida à vouloir une politique et à prendre les moyens nécessaires pour l'exécuter. Le docteur Harmant, ancien compagnon de Garnier, fut nommé Commissaire de la République au Tonkin, le corps expéditionnaire porté à quatre mille hommes, nos forces navales à une trentaine de bâtiments dont quatre cuirassés.

La France eut de plus à ce moment le bonheur d'être servie par un homme de premier plan, l'amiral Courbet. Après la mort de Tu-Duc (17 juillet 1883), son successeur Hiep-Hoa refusa de reconnaître le protectorat de la France. Les 18 et 19 août, l'amiral Courbet bombarde les forts de Thuan-An qui gardent l'entrée de la rivière de Hué : la *Vipère* et le *Lynx* appareillent pour remonter vers la capitale : l'Annam capitule. Enfin, un résultat décisif était atteint : le traité de Hué réglait définitivement le statut de la France en

Indochine. Nous serions représentés à Hué par un résident, entouré d'une escorte et qui serait chargé des relations extérieures de l'Empire protégé ; au Tonkin, nous aurions dans les principales villes de garnison des résidents chargés de contrôler l'administration.

A la fin de la même année 1883, l'amiral Courbet s'emparait de Sontay à la tête d'un corps expéditionnaire de neuf mille hommes. Les officiers de l'armée de terre, jaloux d'être placés sous les ordres d'un amiral, firent confier le commandement au général Millot. Sous l'autorité de celui-ci, les généraux Brière de l'Isle et de Négrier s'emparèrent au printemps de 1884 de Bac-Ninh et de Hong-Hoa. Le 1er juin, nos troupes avaient atteint Tuyen-Quan.

La question la plus difficile à régler était celle de nos relations avec la Chine. Des négociations favorables s'engagèrent avec Li-Hung-Chang, vice-roi du Petchili, mais celui-ci s'engagea au delà de ses pouvoirs en affirmant que les troupes chinoises auraient évacué tout le Tonkin entre le 6 et le 25 juin.

Confiante dans cette promesse, une colonne française en marche sur Langson se heurta le 23 juin à Bac-Lé aux avant-postes chinois : ce fut peut-être une méprise, mais l'opinion française, émue de cet échec, l'interpréta comme un guet-apens. La guerre avec la Chine fut la conséquence de cet incident. On sait de quelle façon magistrale l'amiral Courbet conduisit les opérations.

La paix obtenue par nos victoires navales et par le blocus du riz allait être signée, lorsque se produisit le fâcheux incident de Langson. Une brigade commandée par le général de Négrier, après avoir soutenu un violent combat de surprise où le général fut blessé, opéra sous la direction du chef d'état-major une retraite trop précipitée, qui eut pour conséquence le repliement de toutes nos troupes à la tête du Delta.

La nouvelle, connue en France le 30 mars, entraîna la chute du ministère, mais Jules Ferry, avec un parfait sang-froid, fit signer, le 4 avril, les préliminaires de paix sur les bases précédemment obtenues : évacuation du Tonkin par les troupes chinoises, abandon par la Chine de toutes ses prétentions à une suzeraineté sur l'Annam. Le 9 juin, le traité devenait définitif.

Une tâche bien lourde incombait encore à nos officiers : la pacification et l'organisation du pays. Elle fut accomplie avec une habileté politique, avec une ténacité, une méthode qui font le plus grand honneur au chef illustre qui en assuma la responsabilité : le général Gallieni. Déjà formé par son apprentissage au Soudan, Gallieni appliqua avec hardiesse ses doctrines sur le rôle colonial de l'armée. Tous les officiers et chefs de postes sous ses ordres se firent administrateurs, créateurs de marchés, constructeurs de ports et de routes, bâtisseurs de villes. L'action politique préparait toujours l'action militaire, si celle-ci était indispensable, et le plus souvent la rendait inutile. Les lettres du maréchal Lyautey et un petit livre du capitaine de Grandmaison, *En territoire militaire*, ont fait connaître au grand public avec quel élan joyeux, quelle spontanéité dans les mille formes quotidiennes d'un inlassable dévouement, tous les collaborateurs de Gallieni, du plus élevé au plus humble, comprirent et exécutèrent la mission pacifique de la France.

L'action diplomatique complétait nos avantages et élargissait le rayon de notre autorité : à la suite de difficultés avec le Siam pendant l'été de 1893, la propriété de la rive gauche du Mékong nous fut reconnue par cette puissance, et le traité du 23 mars 1907 restitua au Cambodge les provinces de Battambang, Siemréap et Sisophon.

L'unité territoriale de notre groupe de colonies asiatiques ait accomplie. Administrées suivant des formules diverses (protectorat ou administration directe), leur histoire n'est plus depuis vingt ans que celle des progrès de cette administration et surtout celle du labeur accompli par les capitaux, les colons et les techniciens français pour tirer de cette terre féconde les inépuisables richesses qu'elle contient.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Au point de vue de leurs relations économiques avec la France, nos colonies peuvent être classées en deux groupes, celles dont la proximité permet avec la mère patrie des transports rapides et faciles et dont le rôle sera en conséquence de nous approvisionner en matières premières, et d'autre part celles que leur éloignement condamne à n'adresser à la métro-

pole que la moindre part de leur production, et seulement les produits qui peuvent supporter les frais et les risques de longs voyages.

Faut-il sacrifier les secondes aux premières ?

Ce serait faire preuve de bien courtes vues : notre politique économique coloniale doit chercher une formule de conciliation entre les méthodes opposées suivies dans le passé par deux grands peuples, l'Espagne et l'Angleterre. L'Espagne du XVI^e^ et du XVII^e^ siècle exploitait ses colonies comme des mines, à son profit, sans rien leur donner en échange, sans se préoccuper de leur propre développement ni de leur avenir. L'Angleterre, au contraire, a envoyé à travers le monde au XIX^e^ siècle des essaims de colons qui ont constitué des organismes devenus peu à peu indépendants de la métropole ou qui tendent de plus en plus à le devenir.

Entre ces deux conceptions se place celle de la France. Nous tenons à unir le plus étroitement possible nos colonies à la mère patrie, à garder leur place à notre foyer. Si certaines d'entre elles sont trop éloignées pour que nous puissions leur demander de satisfaire largement à nos besoins, nous devons les aider cependant à augmenter par tous les moyens leurs propres richesses, à établir une balance commerciale aussi avantageuse que possible, et leur concours ne sera pas de ce fait moins précieux pour nous : il se produira sous la forme de numéraire, et contribuera utilement à défendre notre situation dans le monde.

Tel est le rôle dévolu à l'Indochine dans l'ensemble de l'activité économique française par suite de la distance qui nous sépare d'elle, et la contraint, en raison du prix élevé du fret et de la durée du trajet, à ne nous expédier que des produits non périssables, et d'une valeur assez élevée, double sélection qui limite, par force, nos échanges commerciaux.

Nous allons donc ici étudier d'abord les richesses présentes et les possibilités de l'Indochine sans nous préoccuper de ses relations commerciales avec la métropole, nous réservant d'examiner le problème de ces relations à la fin de notre exposé.

* * *

L'Indochine offre à la fois des ressources agricoles et des possibilités industrielles aussi abondantes que variées : l'agri-

culture trouve ses champs d'exploitation les plus vastes en Cochinchine, tandis que le Tonkin s'est révélé peu à peu comme destiné à devenir l'un des centres industriels et miniers les plus importants de l'Extrême-Orient.

Pendant longtemps, l'Indochine a été considérée comme un pays prédestiné par la nature à ne fournir qu'une seule culture, le riz. Le voyageur qui parcourt l'Extrême-Orient, où cette céréale forme la base de l'alimentation humaine, voit au Japon, aux Philippines, les rizières s'étager sur les pentes des montagnes, utiliser, grâce à la patience industrieuse des habitants, les moindres places qu'un sort avare semble avoir parcimonieusement mesurées. Le paysage, avec ses gradins artificiels, a été composé, signé par la main de l'homme. En Indochine au contraire, dans les vastes plaines des deltas, ce sont les saisons qui règlent, de leur jeu alterné, l'aspect du pays : tantôt c'est un vaste lac parcouru par le vol des aigrettes ou des crabiers, tantôt c'est un tapis formé de l'herbe la plus fine et la plus fraîche. La rizière s'étend à l'infini et dans ce paysage, aux lignes horizontales que rien ne coupe, la présence de l'homme ne se rappelle à nous que par quelques villages cachés derrière des rideaux de bambous. Ces deux deltas qui s'étalent si pareils aux deux extrémités de la chaîne des monts d'Annam, font sur le visiteur de passage une impression si forte qu'il se rappellera toujours l'Indochine comme deux sacs de riz, les deltas du Fleuve Rouge et du Mékong, portés par un Annamite aux extrémités d'une perche de bambou.

Comme le riz entre dans le budget d'une famille annamite pour près de 85 pour 100 des dépenses et représente actuellement pour plus de 1 milliard et demi de francs d'exportations par an, la nécessité apparut vite d'améliorer et d'étendre à la fois cette culture, et, bien qu'il reste encore à cet égard d'immenses progrès à faire, il faut reconnaître que notre administration n'a pas manqué à cette double tâche.

Le riz et l'eau vivent ensemble, mais il faut établir entre eux un juste équilibre. Parfois l'eau est trop abondante : tel est surtout le cas de la Cochinchine ; alors il est nécessaire de créer tout un réseau de dragages, en vue d'assécher certaines régions. A cet égard, l'effort déjà réalisé a été considérable. Le système de canaux ouvert dans le delta cochinchinois représente 2 600 kilomètres et un volume de terre remué de 120

millions de mètres cubes. Les bras par lesquels le Mékong se divise avant de se jeter dans la mer laissent entre eux de vastes marécages et la différence de niveau est si faible que l'on passe insensiblement de la terre ferme à la boue et de la boue à la mer. Tous les stades d'un pays façonné, apporté par un fleuve se présentent donc en Cochinchine. Les énormes travaux d'aménagement nécessaires exigent une technique toute spéciale ; dans l'ensemble, cette œuvre à la fois si délicate et si vaste a été menée à bien.

Certains faits absolument inattendus viennent d'ailleurs parfois compliquer cette tâche difficile, et je veux en citer en passant un exemple assez curieux. Dans une exposition de Saïgon, les Japonais avaient décoré leur section avec une plante de marécages, le glaïeul bleu, désigné en annamite sous le nom de loc-binh. Or, le loc-binh a trouvé en Cochinchine des conditions d'habitat si favorables qu'en quelques années il a envahi tout le pays au point d'empêcher la circulation dans les canaux et de nécessiter de véritables dragages spéciaux. Le danger est d'ailleurs actuellement conjuré, mais il importe cependant de soutenir la lutte avec vigilance contre ce nouvel habitant imprévu de notre colonie.

Le Tonkin exige des travaux hydrauliques tout différents. Bien que les inondations y fassent souvent des ravages, — l'année dernière encore les dégâts ont été considérables, — c'est au contraire d'un système d'irrigation qu'il faut doter certaines provinces, et les résultats ont été parfois merveilleux. De puissantes stations de pompage sont venues se substituer à ces énormes norias dont les échafaudages grêles et hardis rappellent tant les célèbres roues établies en Syrie sur l'Oronte.

Ces travaux ont été entrepris à Kep en 1902, au Vinh yen en 1914, et le long du Song Cau en 1921 (ces derniers travaux ne sont pas encore terminés).

Les travaux de Kep ont permis d'irriguer 7 500 hectares. Leur prix de revient s'est établi à 90 piastres par hectare irrigué. La valeur des anciennes rizières est passée de 100 à 500 piastres à l'hectare, celle des anciennes friches transformées en rizières de 6 à 300 piastres par hectare.

Le barrage établi à Lien-Son sur le Pho-Day a permis d'irriguer 17 000 hectares. Le prix de revient a été de 73 piastres

par hectare. La plus-value déjà obtenue à l'hectare, depuis 1923, date de la fin des travaux, est de 50 piastres.

Les travaux du Song Cau (en achèvement) assureront deux récoltes de riz sur une superficie nouvelle de 33 800 hectares.

Quand, en dehors des travaux en cours, l'ensemble des travaux à l'étude ou en projet aura été exécuté, dans un délai d'une quinzaine d'années, le total de la superficie des rizières indochinoises se trouvera augmenté de 2 500 000 hectares ; elles prendront une plus-value foncière supérieure à 10 milliards de francs et les exportations de riz indochinois progresseront d'environ un million de tonnes par an. A ce moment, l'Indochine disputera de près à la Birmanie la première place parmi les pays exportateurs de riz, elle la lui enlèvera peut-être.

Mais il ne suffit pas d'augmenter les surfaces cultivées ; ce qu'il faut rechercher également, c'est l'amélioration du rendement. Un hectare de riz, suivant la sélection des grains, l'emploi des engrais, les conditions de culture, peut rapporter des quantités de riz qui varient dans des proportions incroyables.

Le rendement moyen des riz indochinois est de 1 200 kilos à l'hectare. Or, il est intéressant de signaler qu'un marchand annamite de Tra-ninh, ayant acheté des lampes américaines, découvrit dans la paille de riz qui les emballait des graines d'une qualité qui lui parut excellente. Il les sema et la seconde récolte lui donna un rendement de 6 900 kilos à l'hectare.

Il existe à l'heure actuelle en Cochinchine plus de mille variétés de riz ; deux d'entre elles, le Hué Ky (riz américain) et le Ramay, paraissent entre toutes s'imposer, comme l'a écrit le docteur Copeland, expert fameux, ancien chef du collège d'agriculture à l'Université des Philippines.

Afin d'établir quelles sont les meilleures variétés, au double point de vue du rendement et de la qualité, l'administration indochinoise a poursuivi de nombreux et méritoires efforts : un laboratoire de génétique a été installé il y a une dizaine d'années près du jardin botanique de Saïgon. En outre, une station centrale du riz a été créée à Cantho qui a pu distribuer, en 1923, 80 tonnes de semences sélectionnées. Un jardin d'essai a été fondé à Phu-My, des stations locales à Cauké, Phimg-Hiep, Soctrang, deux autres stations au Tonkin. Des commissions régionales instituées en 1923 examinent chaque année des

milliers de lots de riz, présentés au concours par les agriculteurs, s'efforcent de déterminer les avantages comparatifs des diverses variétés, et initient même les enfants des écoles au triage des espèces les plus belles et les plus productives.

Mais, si remarquables que soient les efforts accomplis par l'administration dans cette voie, nous nous trouvons à cet égard en présence de la résistance passive des agriculteurs annamites, qui, tout en constituant certainement la partie de la nation la plus travailleuse et souvent la plus intelligente, n'en ont pas moins la routine paysanne et même la superstition de leurs vieilles méthodes. Aussi les rendements en Cochinchine demeurent-ils singulièrement faibles et c'est certainement à cet égard que les plus gros efforts sont encore à poursuivre.

Alors en effet que la culture du riz donne en Espagne un rendement moyen de 6 400 kilos à l'hectare, atteint 4 000 kilos en Italie et 2400 kilos aux États-Unis, alors qu'aux Indes, pays de cultures pauvres et maladroites, elle permet de récolter 1 500 kilos à l'hectare, les Annamites n'obtiennent en Indochine qu'un rendement moyen de 1 200 kilos à l'hectare. Cette comparaison nous montre dans quelle voie nous devons particulièrement porter nos efforts.

Il faudrait aussi que notre riz indochinois fût amélioré dans sa qualité, c'est-à-dire dans sa valeur marchande, et sans doute pourrait-il intervenir alors dans une proportion plus grande sur le marché métropolitain. Souhaitons donc que ces progrès soient rapidement réalisés, dans l'intérêt du développement de nos relations avec l'Indochine, afin que le Français donne dans son alimentation une part plus grande à cette précieuse céréale, qui est loin de posséder chez nous la place qu'elle occupe à juste titre dans la vie de 700 millions d'hommes.

Mais aujourd'hui la Cochinchine n'est plus au point de vue agricole ce pays de monoculture dont nous parlions plus haut. Nous avons pénétré peu à peu dans la forêt que l'Annamite redoute, dans laquelle il ne s'enfonce pas volontiers, qu'il avait même peu à peu abandonnée, laissant la jungle enserrer et ruiner d'immenses villes, dont il avait perdu jusqu'au souvenir, pour venir mener sa petite vie misérable et bornée dans le delta lui-même.

Or, nous avons découvert, dans cet arrière-pays, grâce aux

terres grises et surtout aux célèbres terres rouges qui traversent la Cochinchine du sud au nord, en écharpe, s'élargissant peu à peu lorsque l'on approche du Mékong, une zone offrant des ressources agricoles remarquables. Les terres rouges, constituées par des produits volcaniques altérés et décomposés, riches en humus, en sels de fer, en phosphate, forment une nappe d'une exceptionnelle puissance, dépassant parfois 60 mètres d'épaisseur. Elles offrent à certaines cultures un terrain idéal, non seulement grâce à leurs propriétés chimiques, mais aussi à leur grande porosité qui permet les échanges des racines avec l'air.

Le caoutchouc a trouvé, dans ces terres, les conditions de croissance les plus favorables.

Au surplus, et contrairement aux objections qui me furent faites autrefois, la demi-saison sèche qui règne en Cochinchine n'est pas funeste aux hévéas; elle leur permet au contraire d'éviter certaines maladies d'origine cryptogamique dont ils souffrent à Java. Aussi les plantations d'hévéas de Cochinchine excitent-elles l'admiration des planteurs des Straits ou de Java.

Les plantations en rapport actuellement recouvrent encore, sans doute, une faible surface, et leur production de 10 000 tonnes correspond à peine au cinquième des besoins de la France. Il est bon cependant de noter que les exportations de caoutchouc représentent déjà pour l'Indochine, en valeur, le dixième des exportations de riz.

Depuis quelques années, un très sérieux effort, qui s'intensifie d'ailleurs chaque jour, tend à réparer le temps perdu, et il est à souhaiter qu'aucune intervention politique ne vienne l'entraver ou le décourager, au moment où l'Indochine se met peu à peu en mesure d'affranchir la France de ses achats de caoutchouc à l'étranger.

Les terres rouges ont été jusqu'à présent consacrées à la culture du caoutchouc, mais il importe de ne pas s'en tenir là, et, dans les régions où il sera possible de pratiquer une demi-irrigation, la canne à sucre donnera très probablement des rendements qui rivaliseront avec ceux qui sont réalisés actuellement aux Iles Hawaï. Les cannes indigènes montraient d'ailleurs par leur vigueur, et surtout par leur forte teneur en sucre, les possibilités de cette culture en Cochinchine, et les produits que présentent les sucreries et les plantations dirigées aujour-

d'hui par des Européens, attestent l'excellence de ces cannes.

Parmi les autres principales richesses agricoles de l'Indochine, il y a lieu de signaler le maïs, dont il a été exporté en 1926 près de 65 000 tonnes, valant un peu plus de 32 millions de francs; le coprah, dont les exportations se sont élevées la même année à 11 312 tonnes valant 20 millions de francs.

Certaines des matières premières utilisées par les industries textiles peuvent être produites en Indochine dans des conditions particulièrement favorables. La soie, dont l'Asie a appris l'usage au reste du monde et dont le prix est si élevé sous un petit volume, qu'elle pourrait, a-t-on dit, voyager en cabine de luxe, est le type même de ces produits qu'une métropole peut demander à une colonie lointaine.

La sériciculture paraît avoir été introduite en Indochine par les Chinois au x^e^ siècle de notre ère. Le pays s'y prête admirablement : le mûrier pousse presque partout d'une façon parfaite, en particulier le long des rivières dans les sols frais et les terrains d'alluvions. Il existe dans le pays diverses races de vers bien adaptées au climat, qui peuvent donner de sept à douze éducations dans le cours d'une année, et jusqu'à seize ou dix-huit au Cambodge. Enfin, on rencontre au Tonkin, en Annam et en Cochinchine, une main-d'œuvre abondante, familiarisée avec les opérations successives que nécessite la pratique de cet élevage et de cette industrie.

Cependant, jusqu'à la fin du xix^e^ siècle, la production semble être demeurée fort médiocre.

Depuis lors, entreprises privées et administration ont accompli les efforts les plus variés et les plus tenaces pour développer la production. Les mesures administratives, les seules dont nous devions parler ici, ont poursuivi un triple objet : favoriser la culture du mûrier, développer l'élevage des vers à soie, encourager la filature sur place. Exemptions d'impôts, concessions, créations de grainages et de magnaneries modèles, primes à la production et à l'exportation, encouragements à l'apprentissage, tous les moyens ont été employés de front : les résultats ne sont pas encore très importants, mais ils sont pleins de promesses pour l'avenir : en 1926, l'Indochine a exporté sur la France 1 075 quintaux de soies et de bourres de soie valant 16 millions et demi de francs contre 778 quintaux valant 10 millions en 1924. L'industrie du tissage a fait de

grands progrès, particulièrement en Annam; les filatures locales commencent à produire des tissus d'une grande beauté, très appréciés sur le marché français. Ces exportations de tissus de soie sur la France ont dépassé, en 1926, 25 000 quintaux métriques (contre 19 279 en 1924), représentant une valeur voisine de 13 millions de francs (contre 6 millions et demi, il y a deux ans).

Nous avons eu maintes fois, au cours de ces études, l'occasion d'insister sur l'importance que présente la culture du coton dans les colonies françaises. Plusieurs des régions qui forment l'Union indochinoise, les rives de Mékong au Cambodge, les deltas du Fleuve Rouge et du Mékong, se prêtent à cette culture. D'ailleurs, un des meilleurs cotons des Indes s'appelle d'un nom qui dénote bien son origine, le Cambodia : cette variété a donné, dans la région de Madras, des rendements variant de 500 à 900 kilos à l'hectare. Toutefois, en Indochine, pour développer cette culture d'une façon véritablemsnt industrielle, il conviendrait d'entreprendre de très considérables travaux de digues le long du Mékong (et en certains cas, perpendiculairement au fleuve, pour mettre les cultures à l'abri des inondations). Ce n'est pas en effet dans la région des Terres rouges, où le défrichement de la jungle entraîne des frais d'établissement très élevés, où la proximité de la forêt permet à de multiples insectes parasites d'attaquer les cotonniers, qu'il convient de chercher des terrains pour de grandes exploitations.

Un long et patient effort devrait être également poursuivi par les Européens (administration et planteurs) pour instruire les indigènes, et les essais entrepris en participation avec eux ont montré toute la difficulté de cette éducation.

D'ailleurs, la production indigène ne saurait, suivant toute vraisemblance, même le jour où son rendement serait multiplié, apporter un appoint véritablement important à l'industrie textile métropolitaine. Un débouché plus proche lui serait assuré par les filatures et les tissages installés en Cochinchine et au Tonkin, qui peuvent légitimement aspirer à satisfaire une partie des besoins si élevés de la population indigène.

Au surplus, deux chiffres résument nettement la question : alors que l'Indochine a exportés eulement sur la France, en 1926, 214 quintaux de coton en laine, valant 98 000 francs, elle a

importé près de 108 000 quintaux de tissus de coton valant près de 446 millions de francs.

Il est un autre textile, le jute, pour lequel la région de Calcutta possède aujourd'hui presque entièrement le monopole de production. Des essais de cette culture ont été tentés en Annam et en Cochinchine; ils ne semblent rencontrer aucune difficulté insurmontable d'ordre physique ou climatérique, mais cette culture est particulièrement pénible : elle exige, spécialement au moment du rouissage des fibres dans les mares ou en eau courante, des efforts physiques et des tours de main qu'il sera très difficile d'obtenir d'indigènes non spécialisés dans ces travaux depuis des générations, comme le sont aux Indes certaines castes.

Les cultures qu'il convient de développer le plus activement en Indochine sont les cultures riches, celles qui, sous le moindre volume, atteignent les prix les plus élevés sur les marchés européens, telles que le thé, le café, les plantes à parfums, les plantes médicinales.

Sur 7 581 tonnes de thé que la France a achetées à l'étranger en 1926, pour une valeur totale voisine de 36 millions de francs, les thés de l'Indochine ne représentent encore que 352 tonnes, valant un peu plus de 4 millions. L'Indochine elle-même importe plus de thé qu'elle n'en vend à l'étranger (2 536 tonnes l'an passé, valant plus de 38 millions de francs). Dans ces conditions, il est facile de voir l'intérêt que présentent les plantations de thé en Indochine. Elles rencontrent particulièrement en Annam et au Tonkin des conditions de terrain et de climat qui leur conviennent d'une façon parfaite. Des essais poursuivis à la station expérimentale de Thanh-Ba, puis dans la province de Phu-Tho, permettent l'espoir d'améliorer assez facilement la qualité des thés indigènes. Les sociétés qui ont entrepris récemment de développer ces plantations en Indochine, doivent certes lutter contre une concurrence redoutable, mais elles sont en droit d'attendre, comme prix de leurs efforts, des résultats aussi brillants que ceux obtenus à Ceylan et à Java par des planteurs étrangers.

Si la Cochinchine et l'Annam ne se prêtent qu'imparfaitement à la culture du caféier, le Tonkin au contraire peut être considéré comme une région très favorable à cette culture. Elle est relativement ancienne dans cette province. Les premiers

essais remontent à 1889 ; près de 4 500 hectares y sont aujourd'hui consacrés, spécialement dans les régions de Tuyen-Quan, de Ninh-Bing, et de Dong-Trieu. Le rendement par pied n'est pas encore très élevé, mais la qualité des cafés du Tonkin est très appréciée sur le marché du Havre. Les exportations sur la France ont atteint près de 600 tonnes en 1925, pour un prix voisin de 7 millions de francs.

Nous devons donner une mention spéciale aux plantes médicinales et aux plantes à parfums. On sait comment les Hollandais, après avoir développé aux Indes néerlandaises leurs plantations de quinquina, sont arrivés à obtenir le contrôle du marché mondial de la quinine. Ce monopole, jalousement gardé (n'a-t-on pas vu des maisons hollandaises imposer à leurs clients français l'engagement de ne participer à aucune tentative de plantation?), doit-il être éternellement subi par toutes les nations européennes?

Nous verrions peut-être alors, en cas de conflit, se reproduire le danger qui a menacé, pendant la grande guerre, les armées de l'Entente, quand celles-ci ont été à la veille de manquer de quinine. Cette sévère leçon peut-elle être oubliée? Quelques Français ont jugé utile de tenter à tout le moins un essai de défense contre cette hégémonie hollandaise. Ils ont introduit en Indochine la culture du quinquina, mais les essais entrepris, pour si favorables qu'ils apparaissent dès maintenant, n'ont pas encore fourni une production qui puisse être notée dans les statistiques.

Même observation pour le pavot que pour la quinine ; la plupart des médications calmantes sont à base d'opium. La France peut et doit s'affranchir de l'étranger pour ce produit si précieux : sa grande colonie d'Asie lui en offre les moyens, alors qu'elle est loin de pourvoir à ses propres besoins, et qu'elle importe chaque année pour des millions de francs d'opium des Indes.

Enfin, il est une grande industrie française, la parfumerie, dont les exportations dépassent cette année un milliard de francs. Pour les matières premières qu'utilise cette industrie, essences de fleurs dont le prix est si élevé sous un petit volume, l'Indochine offre un magnifique champ d'action.

Elle produit naturellement le benjoin, la cassie, le myrte, le giroflier, le patchouly, la badiane (ou anis étoilé), et surtout

le camphrier (dont le Japon contrôle le marché), le basilic, l'ylang-ylang, de nombreuses graminées, le lemon-grass, la citronnelle, peuvent être plantés ou semés par les colons comme cultures intercalaires, et ceux-ci y trouveront une source assurée de très appréciables profits.

Les exportations sur la France d'essences végétales indochinoises se sont chiffrées en 1926 par une valeur voisine de 6 millions de francs.

* * *

Mais si remarquables qu'aient été les progrès réalisés en Cochinchine et au Cambodge au point de vue agricole, le Tonkin a subi une transformation bien plus profonde encore. On ne reconnaît plus, dans ce pays bien aménagé, dans ces villes actives comme Haïphong ou Nam Dinh, bien construites, ayant un air de capitale comme Hanoï, cette misérable contrée dont la population était naguère périodiquement décimée par la famine, pillée par les Chinois, qui lui laissaient à peine de quoi ne pas mourir de faim, ou spoliée par les mandarins venant de l'Annam.

La principale raison de ces progrès rapides est due à ce que non seulement le Tonkin est recouvert de vastes plantations de riz, mais surtout dispose largement du nerf de toute industrie, de magnifiques gisements de charbon. Un bassin houiller renfermant des bancs d'une rare puissance s'étend en effet sur une grande partie de l'ouest du Tonkin, et grâce à des affleurements qui apparaissent juste au bord de la mer, en face de la célèbre baie d'Along, il a été possible d'exploiter le charbon à ciel ouvert, à côté d'un quai de chargement, dans des conditions peut-être uniques au monde.

En dépit de ces circonstances si rares, l'exploitation des charbonnages ne s'est développée que peu à peu, mais le temps perdu est aujourd'hui rapidement rattrapé. Dans la région de Dong-Trieu, l'on exploite la même couche charbonnière avec des descenderies et des puits. Des chantiers s'ouvrent à Maoké, à Phan-Mé, où les gisements présentent la particularité de renfermer du charbon mi-gras, à flamme assez longue, alors que toutes les autres mines exploitent de l'anthracite de première qualité, mais qui se classe parmi les qualités maigres.

A côté du charbon, il faut citer, dans l'un des paysages « filoniens » les plus curieux du monde, aux environs du lac Babé, des gisements de carbonate de zinc ou de calamine, d'une exploitation facile, d'une teneur élevée, qui se révèlent pour ainsi dire inépuisables. Ce minerai, après un grillage, était expédié naguère en majeure partie au Japon, parfois en France. Une puissante société vient de créer la métallurgie du zinc au Tonkin, à Quang-Yen, sur le bord de la mer, et elle a réussi à trouver sur place d'excellentes terres réfractaires, qui jouent, on le sait, un grand rôle dans la fabrication du zinc.

Il est intéressant de signaler aussi que l'on trouve au Tonkin l'étain et le tungstène, et que ces derniers minerais sont traités par une usine électro-métallurgique empruntant sa force à la houille blanche, tentative hardie qui, espérons-le, sera prochainement suivie par l'aménagement d'autres chutes d'eau, car la Rivière Noire et l'émissaire du lac Babé, dont nous parlions plus haut, semblent présenter des conditions particulièrement favorables à l'établissement de conduites forcées.

Il faut citer aussi au Tonkin de nombreuses lentilles de phosphates, rationnellement exploitées ; ce phosphate est broyé dans une importante usine à Haïphong, et grâce à une propagande patiente et adroite, son emploi se généralise de plus en plus pour la culture du riz, ce qui contribuera beaucoup à améliorer les faibles rendements à l'hectare que nous avons signalés.

En dehors de l'industrie minière, bien d'autres industries ont été créées au Tonkin, depuis quelques années : l'industrie électrique qui distribue à la fois l'éclairage et la force aux villes d'Hanoï et d'Haïphong, l'industrie chimique représentée à Haïphong par une puissante usine qui produit par l'électrolyse du sel marin, la soude, l'eau de Javel, l'acide chlorhydrique et le chlorure de chaux. Grâce à ces produits chimiques, bien d'autres industries annexes ont pu se développer. Une verrerie bien outillée fabrique plus de 5 millions de bouteilles et de 500 000 mètres carrés de verres à vitre chaque année. Une puissante cimenterie, des ateliers maritimes, plusieurs rizeries, une huilerie-savonnerie sont aussi installées à Haïphong. Hanoï possède une grande distillerie, une manufacture de tabacs, une tannerie, plusieurs briqueteries et une fabrique de porcelaine.

Enfin, nous sommes, en Indochine, en présence d'un peuple

cultivé, qui a la passion de l'étude et de la lecture, et il est bon de signaler ici que, dans la province même d'Hanoï, a été réalisé par une chaîne d'affaires étroitement liées, ce que j'appellerai la papeterie intégrale. Le bambou est transformé en pâte à papier, puis en papier, puis envoyé à une imprimerie installée de la façon la plus moderne. Celle-ci édite tous les ans un grand nombre de volumes illustrés, qui peuvent rivaliser comme présentation, comme qualité d'impression, et comme gravure, avec les plus belles éditions françaises.

Il est intéressant de signaler, qu'à côté de cette industrie européenne, continue d'exister aux environs d'Hanoï un village consacré uniquement à la fabrication des papiers indigènes, connu sous le nom de « village du papier », dont les procédés antiques, nécessitant des qualités d'observation empiriques et une adresse manuelle parfois extraordinaire, reproduisent presque exactement ceux qui étaient pratiqués par Tsaï-Loun, l'inventeur du papier au IIe siècle de l'ère chrétienne.

En un mot, le Tonkin possède à la fois une main d'œuvre importante et facile à éduquer, des gisements de charbon inépuisables, de puissantes réserves de force hydraulique, un des bassins miniers les plus riches du monde. L'agriculture y est assez développée, nous l'avons vu, pour permettre des ravitaillements faciles. Il serait malaisé de trouver dans l'univers entier une région qui puisse grouper de plus belles possibilités d'avenir, si l'on considère surtout la place de ce pays à l'entrée d'un des plus beaux marchés du monde, la Chine. Le jour où ce grand pays, fertile et riche lui aussi, cessera de s'agiter en vaines dissensions politiques, et reprendra ses mœurs paisibles et laborieuses, le Tonkin redeviendra pour la France la meilleure « base de départ » qu'une nation européenne puisse rêver pour jouer un rôle économique dans ce qui fut l'Empire du Milieu.

Mais la Cochinchine et le Tonkin ne sont pas toute l'Indochine : le *ganh*, le bâton porteur qui soutient les deux sacs de riz, est une région montagneuse et boisée qui comprend le Laos et l'Annam. Au Laos, la population ne paraît pas atteindre un million d'habitants, soit une densité voisine de 3 habitants au kilomètre carré. Les Laotiens sont une race douce, intelligente, d'humeur volontiers voyageuse, qui mérite toute notre bienveillance. Mais ce n'est guère sur eux qu'il faut compter

pour mettre un jour leur pays en valeur. La route et le chemin de fer seront nécessaires pour amener des coolies tonkinois, exploiter ou défricher la forêt, établir des cultures industrielles, ouvrir des mines. Tant que la ligne Thanap-Thakhek ne sera pas achevée, le Laos restera un pays fort intéressant pour les touristes curieux de sociologie, mais ne prendra pas dans la vie indochinoise la place qui, d'après certaines reconnaissances de prospecteurs, semble devoir lui revenir.

L'Annam, c'est une chaîne de montagnes sensiblement parallèle à la côte, et entre cette chaîne et la côte une série de casiers séparés par les hauteurs qui se ramifient en arêtes de poisson sur la chaîne principale. La population est relativement dense, 30 habitants au kilomètre carré; mais le relief montagneux du pays, en lui refusant l'unité physique, lui a refusé l'unité économique. L'achèvement du transindochinois, par la ligne côtière prévue, aurait, comme rançon des nombreux ouvrages d'art nécessaires, l'avantage de faire communiquer entre elles ces vallées perpendiculaires à la mer, qui s'ignorent entre elles jusqu'ici. La fameuse route mandarine qui traverse l'Annam, de bout en bout, sur 1200 kilomètres, est encore la seule artère qui vivifie l'Annam. On songe à la doubler par la route coloniale n° 14, déjà amorcée, qui ouvrirait un accès à la riche région du Kontoum. Il est permis de penser qu'avec un effort financier de premier établissement un peu plus considérable, il serait préférable, au point de vue de l'exploitation ultérieure, de remplacer cette route coloniale n° 14 par un chemin de fer. En France, nous sommes fiers, à juste titre, des routes que nous aimons à construire, mais il conviendrait peut-être de les établir comme affluents des chemins de fer, et non comme remplaçantes des chemins de fer. Pour les longs parcours, rien ne vaut le rail, n'approche de son débit, de sa facilité d'entretien. Des pays neufs, l'Argentine, le Siam, nous ont montré la bonne méthode. Dans ces régions, les communications sont établies en arêtes de poisson : le rail forme l'épine dorsale, les routes, les arêtes latérales. Nous pourrions peut-être nous inspirer de ces exemples.

En 1926, les récoltes de l'Annam ont en général marqué un progrès sensible sur l'année précédente : 1256402 tonnes de riz au lieu de 954000 tonnes l'année précédente; 34000 tonnes

de manioc contre 19000; 54000 tonnes de maïs contre 47000; 20000 tonnes de sucre; 6000 tonnes d'arachides, contre 3000; 2000 tonnes de thé (récoltées sur 12000 hectares). On voit par ces chiffres le développement de l'agriculture en Annam. Si l'on ajoute que ce pays possède aussi de magnifiques forêts, on est en droit d'affirmer qu'il mérite largement les efforts d'outillage, qui multiplieront son rendement économique.

Nous avons déjà parlé du Cambodge à propos du coton et de la soie; nous devons ajouter que sa population d'une densité faible (13 habitants au kilomètre carré) pratique sur terre l'élevage, et sur les grands lacs ou sur le fleuve, l'industrie de la pêche qui lui fournit la base de son alimentation. Il y aurait lieu de doter cette industrie d'engins modernes, et peut-être de créer en quelques points bien choisis des établissements outillés en vue d'utiliser les sous-produits de la pêche qui sont susceptibles d'emplois multiples après avoir été transformés.

***

Mais, pour assurer progressivement le plein développement de l'Indochine, il est nécessaire de la doter rapidement des moyens de transport et d'outillage qui lui font encore défaut.

Les routes en Indochine sont belles, et là comme ailleurs, elles font honneur aux services des Travaux publics qui travaillent en liaison étroite avec les administrateurs des provinces, auxquels revient, pour une très large part, le mérite du vaste réseau routier créé en Cochinchine, au Tonkin et en Annam.

Nous possédons en Indochine deux magnifiques artères fluviales, le Mékong et le Fleuve Rouge, dont la circulation pourrait être considérablement améliorée. Nous devons surtout nous arrêter ici sur les ensablements de plusieurs cours d'eau importants du Tonkin qui ne permettent plus aisément par exemple la circulation de Haïphong vers Hanoï et la partie moyenne du cours du Fleuve Rouge, privant ainsi le trafic de moyens de transport rapides et peu coûteux.

Toutefois, ces questions, si importantes qu'elles soient, apparaissent comme secondaires, si nous les comparons à l'insuffisance totale du réseau de chemins de fer indochinois, aggravée encore par ce que nous croyons être une erreur de conception initiale. En effet, tout notre programme

de chemins de fer a consisté en Indochine, à relier Hanoï à Saïgon par une ligne côtière, dont trois tronçons ont été réalisés : au nord, Hanoï-Vinh; au centre, Dongha-Tourane, au sud, Nha-Trang-Saïgon. Or, cette ligne qui dessert tous les grands ports de l'Indochine se trouve doubler à peu près exactement les services assurés par les lignes maritimes régulières ou le cabotage. C'est là un chemin de fer de luxe qui devrait suivre les autres, car il ne met pas en valeur des régions nouvelles. Au point de vue stratégique invoqué souvent pour sa défense, cette ligne donne lieu aux plus expresses réserves, car selon toute évidence, en cas de conflit, rien ne serait plus aisé que de couper immédiatement et par une attaque de mer, toute circulation entre le nord et le sud de notre colonie.

En revanche, nous n'avons pas encore réalisé en Annam et en Cochinchine, de chemin de fer de pénétration. Espérons que la ligne de Tanhap à Thakhek entrera bientôt dans la période de réalisation. Elle rendra évidemment d'immenses services, mais elle a le défaut, toutefois, de ne mettre en « perce » que la partie la moins étendue du Laos, qui n'est ni la plus peuplée, ni la plus riche.

Souhaitons qu'un autre chemin de fer de pénétration, remontant de la Cochinchine vers le centre même du Laos, étudié depuis longtemps et dont les projets sont établis, qui desservirait toute une région riche en plantations et pénétrerait dans une zone de terres rouges particulièrement fertile, rencontre enfin l'appui du gouvernement.

Enfin, une autre ligne, qui celle-là traverserait de part en part, en Cochinchine et au Cambodge, des régions particulièrement peuplées comme les provinces de Tay Ninh (93 000 habitants), Prey Ving (200 000), Pnom Penh (77 500), Battambang (215 000), présenterait l'avantage de nous relier directement à la capitale du Siam, Bangkok; nous établirions enfin avec ce pays riche et en plein développement, des relations commerciales qui, à l'heure actuelle, demeurent absolument insuffisantes, car les bateaux qui relient Saïgon à Bangkok sont de faible tonnage et très peu réguliers.

Il est d'ailleurs, à cet égard, quelque peu humiliant de constater que le Siam a poussé, activement, la partie du chemin de fer qui lui incombe, alors que nous n'avons rien fait.

L'organisation des chemins de fer au Siam doit être considérée d'ailleurs par nous, à bien des égards, comme un modèle.

Le réseau indochinois ne comporte actuellement que 1610 kilomètres de rails, chiffre absolument insuffisant. Une magnifique impulsion lui avait été donnée par M. Doumer, mais nous sommes demeurés ensuite singulièrement en arrière, et il est grand temps de nous ressaisir. L'exemple du succès financier de notre chemin de fer de pénétration dans le Yunnan devrait pousser les Travaux publics à faire plus largement confiance à l'initiative privée, qui s'est trouvée, à maintes reprises, découragée.

Je ne veux pas d'ailleurs formuler ici de simples critiques sur le passé. Il est désirable seulement que d'une façon générale, l'administration des Travaux publics, tout en conservant toutes ses prérogatives, en traçant elle-même un programme d'ordre d'urgence dans les travaux (attribution qui ne saurait appartenir à l'initiative privée), en établissant des cahiers des charges, etc., confie l'exécution des travaux à des entreprises libres. Ces travaux seront ainsi mieux réalisés et à meilleur compte.

Nous n'insistons pas sur les entreprises d'aménagement des ports et notamment ceux de Haïphong et de Saïgon, ce qui nous entraînerait trop loin. La question du rail prime d'ailleurs toutes les autres.

* * *

Ces travaux, s'ils sont poursuivis méthodiquement, sans obéir à d'autres considérations qu'à des fins strictement économiques, pourront en quelques années améliorer, dans des proportions insoupçonnées, les richesses de notre colonie; mais si nous considérons sa balance commerciale, celle-ci n'en est pas moins déjà des plus favorables. L'Indochine est le type de la colonie payante. Son budget, s'il était dégagé de certaines charges qui paraissent ou exagérées ou mêmes inutiles, devrait refléter davantage la prospérité réelle du pays.

Cette prospérité s'est affirmée d'une façon très nette au cours de l'année 1925 (nous n'avons pas encore les statistiques définitives relatives à l'année 1926).

Le commerce général a atteint la somme de 5 milliards 675 millions contre 4 milliards 257 millions en 1924, soit une

plus-value de 1 milliard 418 millions en un an, attestant un progrès de 33 pour 100.

Dans ce total, les importations s'élèvent à 2 642 millions, les exportations à 3 033 millions : l'excédent des exportations sur les importations est de 391 millions.

La comparaison entre les chiffres du commerce spécial et ceux du commerce général permet de constater que le commerce de transit de l'Indochine s'est élevé à 1 439 millions. Une somme aussi élevée montre quel rôle joue l'Indochine comme marché de distribution dans tout l'Extrême-Orient.

Aux importations faites réellement à destination de la colonie (commerce spécial) la France tient la première place avec 953 millions de francs, contre 827 millions que se répartissent les fournisseurs étrangers. Aux exportations de la colonie vers le dehors, la France n'occupe que le deuxième rang avec 598 millions, après Hong-Kong qui conserve le premier rang par 657 millions. Toutefois, les événements de Chine ont déterminé un fléchissement de 86 millions dans les exportations de l'Indochine sur le grand port chinois. Ensuite vient le Japon (352 millions), qui a bondi du cinquième rang au troisième, en faisant un progrès de 243 millions en un an. Ce chiffre nous prouve avec quelle vigilance nous devons surveiller les progrès de l'expansion économique japonaise en Indochine. La Chine a acheté à l'Indochine 232 millions de marchandises, les Indes néerlandaises 178 millions, Singapore 175 millions, les Philippines 95 millions.

Ces statistiques attestent le rôle économique spécial que joue l'Indochine en Extrême-Orient et que nous avons essayé de mettre en lumière au début de cette étude. Dans le total des exportations indochinoises, la France occupe une proportion de 24 pour 100, et une proportion de 29 pour 100 dans le total du commerce spécial de l'Indochine. C'est dire à la fois l'importance des liens qui relient la métropole et la colonie et le rôle capital que joue celle-ci en notre faveur au milieu des diverses nations du Pacifique pour créditer le compte de la France sur plusieurs des plus importants marchés du monde.

Ce rôle capital, que l'Indochine joue et peut jouer davantage encore dans l'amélioration de notre situation financière, serait infiniment facilité s'il n'existait entre la colonie et la mère patrie une barrière monétaire qui met l'Indochine, vis-à-vis de

nous, au rang des pays à change apprécié ; nous voulons parler du régime de la piastre. Sauf pour quelques fonds qui sont arbitrés de piastres en francs, la prospérité indochinoise n'exerce aucune influence sur la balance commerciale française. Certes, nous nous réjouissons de voir les fonctionnaires, les officiers, les colons qui concourent à la prospérité, à la paix de l'Indochine, dans une situation qui leur permet de réaliser d'appréciables économies. Mais il n'est pas moins vrai que ces fonctionnaires jouissent, en face de leurs camarades des autres colonies, d'avantages qui ne se justifient ni par le climat ni par les conditions de la vie. A la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Gabon, dans l'Oubanghi, la vie est autrement pénible qu'à Saïgon ou à Haïphong : l'Européen y court autant de risques pour sa santé, plus peut-être ; la maladie du sommeil n'existe pas en Indochine, la fièvre jaune y est bien plus rare qu'en Afrique : là aussi, le dévouement des métropolitains est digne de récompense.

Certes, nous ne saurions à l'heure actuelle, dans la période d'instabilité monétaire que traverse la France, songer à tenter une réforme qui léserait bien des intérêts respectables et risquerait de compromettre le magnifique essor de l'Indochine. Mais le jour où le franc aura enfin repris la première qualité que doit posséder une monnaie, c'est-à-dire la fixité, il deviendra nécessaire de stabiliser la piastre par rapport au franc et l'unité monétaire correspondra à l'unité de drapeau.

Tous les efforts qui ont assuré la paix et la prospérité en Indochine doivent avoir pour consécration le rattachement le plus fort, le plus étroit possible de la plus riche, de la plus prospère de nos colonies à la vie économique nationale de la plus grande France.

Octave Homberg.

(*A suivre.*)

LA VIE SECRÈTE D'UNE PURITAINE

EMILY DICKINSON[1]

Un voyageur partant de Boston et qui se dirigerait droit vers l'ouest, s'il était d'humeur vagabonde, n'aurait peut-être aucune peine à découvrir, au bout de quelque cent cinquante kilomètres, l'antique et célèbre agglomération humaine qui porte aujourd'hui le nom d'Amherst. Tapie dans une dépression de la rivière Connecticut, sous la garde silencieuse des Montagnes Vertes qui forment autour d'elle un cercle presque complet, cette petite ville semble séquestrée du reste de l'Amérique, et le trafic impétueux qui se déverse en deux grands flots, roulant l'un vers le Canada, l'autre vers New-York, la contourne comme un îlot malencontreusement placé sur son passage.

Il y a un siècle, cet isolement était encore plus complet. En un temps où le chemin de fer n'avait pas pénétré dans ces régions perdues, aller en cabriolet jusqu'à Springfield, la grande ville voisine, était une affaire, et Boston apparaissait comme un lieu merveilleux où l'on ne se rendait que pour d'extraordinaires occasions. Aussi les gens d'Amherst vivaient-ils entre eux, mettant toutes leurs ambitions en leur collège, récemment fondé, et se serrant autour de leur église, centre d'une vie entièrement consacrée à la sévère adoration de Dieu.

Car Amherst fut longtemps une des citadelles du puritanisme en Nouvelle Angleterre. Ses premiers colons descendaient des rudes protestants qui avaient quitté leur pays entre 1631 et

(1) E. Dickinson, *Complete Poems*, Boston, 1924. — Mrs A. E. Bianchi, *The Life and Letters of Emily Dickinson*, Boston, 1924.

1635, plutôt que de subir une religion à leurs yeux trop entachée de papisme, et étaient venus abriter leur indépendance dans les solitudes du nouveau monde. Parmi ces assoiffés d'austérité, ils se targuaient d'une particulière intransigeance. Ils appartenaient, en effet, à ce groupe des purs parmi les purs qui, offensés par la tiédeur de certains de leurs compagnons, s'étaient séparés de la colonie primitive pour aller s'établir dans le pays de Hadley. Et ces irréductibles étaient fiers de leur rigorisme renforcé. C'était un des titres de gloire d'Amherst que d'ignorer les jeux de cartes et la danse, faiblesses permises trois lieues plus loin, à Northampton. Les seules distractions venant rompre quelque peu la gravité de la vie étaient les « levers » ou réceptions au collège, des conférences mêlant savamment la littérature à l'édification, quelques thés solennels, de temps à autre une soirée « chez le Président », — impitoyablement interrompue à dix heures sonnantes, car prolonger plus tard ces réunions eût paru s'aventurer dans les troubles confins de la dissipation, — et, une fois l'an, les comices agricoles. Pour le reste de l'interminable année, l'église suffisait, avec ses cérémonies formidables, à tenir les habitants dans le mépris des plaisirs de ce monde.

Elle se dressait, cette église, dominatrice et comminatoire, au bout du pré communal, sur le sommet de la colline qui forme comme une loupe sur la face du village. Son architecture trahissait l'incorruptible sérieux de ceux qui l'avaient édifiée. Des piliers à la grecque constituaient le seul ornement dont pût se vanter la façade en briques rouges. Mais l'intérieur rachetait ce dérèglement par la nudité la plus rigoureuse. Sur les murs au revêtement déjà craquelé par le temps, pas la moindre décoration. Comme mobilier, des bancs peints en blanc et deux poêles, aux vastes entrailles, dont les tuyaux mal joints distillaient des filets de créosote noirâtre que l'on recueillait dans des casseroles suspendues aux endroits dangereux. Au fond, face à la lourde porte grinçante, se détachant sur un immense rideau d'un rouge infernal, une chaire en acajou. Elle était si haut placée que le prédicateur y prenait figure de personnage céleste émergeant d'une nuée pour jeter des regards soupçonneux sur la terre et les hommes. Mais de cette éminence il pouvait tonner plus facilement, quand il appelait les colères divines. Car c'est à menacer que s'employait surtout le zèle des

« ministres » chargés de surveiller ces âmes puritaines. Ne représentaient-ils pas le Dieu vengeur, à l'affût des faiblesses humaines, toujours prêt à poursuivre les coupables de ses malédictions? A quoi pourrait bien servir un sermon, sinon à foudroyer le cœur pusillanime des pécheurs et à répandre l'angoissante menace du jugement dernier? Plus ces sermons étaient terrifiants et mieux les fidèles sentaient qu'ils accomplissaient leur devoir religieux. Quelques-uns de ces prédicateurs étaient restés célèbres pour leur violence purificatrice. C'est ainsi qu'un jour le docteur Swift était venu tout exprès de South Hadley pour parler sur le texte : « J'ai entendu ta voix dans le jardin et j'ai eu peur ». Son ton excluait si complètement tout espoir de salut qu'un grand découragement s'empara de l'auditoire et qu'à la fin, au milieu du silence, des sanglots éclatèrent. Au sortir de ces écrasantes malédictions, les paroissiens se demandaient parfois comment ils pouvaient souhaiter de traîner plus longtemps sur terre une aussi coupable existence.

Dans cette communauté puritaine, la famille des Dickinson formait un groupe universellement respecté. Il y a toujours eu des Dickinson dans ce coin du Massachusetts. Le nom se rencontre jusque dans les actes de premier établissement signés à Hadley avec les Indiens en 1659. Un Dickinson avait contribué à fonder la ville et à bâtir l'église d'Amherst; un autre avait poussé à la création du collège, lequel, dans sa pensée, devait avant tout préparer les ministres de la religion au sacerdoce. La piété était de règle dans cette famille, comme il sied à des élus du Seigneur.

Vers 1830, le chef du nom était Edward Dickinson. Il avait été élevé selon les principes les plus rigides par son père Samuel Fowler, qui, ayant exercé pendant quarante ans les fonctions de diacre dans son église, voyait toutes choses sous l'angle de la perdition ou du salut éternels. Edward s'était respectueusement plié aux désirs paternels. Il avait embrassé la profession juridique, puisqu'elle était de tradition dans la famille. Et quand il se rendait à son cabinet, sanglé dans sa redingote de drap fin, portant haut un chapeau de castor aux reflets soigneusement entretenus, il apparaissait comme le symbole de la respectabilité. De sa vie il avait écarté impitoyablement les frivoles jouissances : l'existence ne présentait pour lui

que des aspects sérieux. Même les attendrissements du temps où il faisait sa cour n'avaient pu énerver son austère idéal. Quelque temps avant son mariage, il écrivait à sa fiancée : « Préparons-nous à une vie de bonheur rationnel. Je n'attends, ni ne désire, une vie de plaisirs. Puissions-nous être heureux, utiles, et réussir ! »

Au fond, c'était un homme tendre, mais il savait n'en rien laisser paraître. Car il pratiquait avec constance et succès le refoulement des émotions. Il ne perdait pas son temps en longs discours, — ce qui lui donnait un abord un peu hautain, mais lui épargnait aussi des résistances qu'il n'eût pas supportées. Ses lèvres minces et pincées, son front que contractait un plissement péremptoire, annonçaient sa volonté inflexible, et chez lui, en effet, il n'y avait qu'un seul maître. Une phrase courait que « ce qu'il disait, il le voulait ». Et ce qu'il ne disait pas était encore plus définitif. Car lorsqu'on lui avait déplu, il ne s'abaissait pas à des reproches : il avait une façon de prendre son chapeau et de sortir en silence qui glaçait le sang de ses contradicteurs. Il était « pur et terrible ».

Sa femme, Emily Norcross, était l'épouse qui convenait à un aussi imposant mari. Simple de cœur, simple d'esprit, elle était prosternée devant son seigneur et maître. Elle marchait dans son ombre et n'éprouva jamais la moindre gêne de cet état de dépendance. Elle confondait Jéhovah et son époux dans une même adoration terrifiée.

A eux deux, raidis dans leur religion, cuirassés contre les tentations du monde, ayant réussi à étouffer toute velléité de jouissance, ils formaient un spécimen édifiant et caractéristique de la vraie famille puritaine en Nouvelle Angleterre, vers le milieu du siècle dernier.

UNE JEUNESSE ARDENTE

Dans ces milieux puritains, il arrive assez souvent qu'un jour, brusquement, les instincts réprimés se libèrent. On dirait que les forces de vie, refoulées pendant des générations, sous une pression irrésistible éclatent. On voit alors apparaître quelque « disciple du diable » qui revendique le droit de prendre sa part des joies humaines et s'insurge contre l'austérité imposée comme un masque sur le visage de la beauté. Cet

échappé de la geôle des contraintes va au-devant du monde avec le dessein d'en épuiser les plaisirs. Et par ses allures indépendantes, par son exubérance, il jette la consternation dans son entourage où, jusque-là, rire, se divertir, vivre, étaient le signe certain de la perdition.

Un pareil scandale se produisit chez les Dickinson. Ils eurent trois enfants, qui tous trois étaient pleins d'un inconvenant désir de goûter à l'existence. Austin, le fils, était poète de tempérament : il nourrissait son imagination des *Mille et une Nuits*, livre qui n'avait jamais figuré, on peut en être sûr, dans la bibliothèque paternelle. Et dans ses accès de bruyant enthousiasme, par ses plaisanteries et ses bons mots, il mettait la maison sens dessus dessous. Lavinia était une autre ennemie de la morosité. Jolie, coquette, spirituelle, elle n'avait pas sa pareille pour porter le trouble dans la société la plus compassée. Enfin, et surtout, il y avait Emily, l'héroïne de notre histoire.

Emily Norcross Dickinson était née le 11 décembre 1830. Plus timide en apparence que son frère et sa sœur, elle n'en était pas moins tourmentée d'un ardent besoin de vivre. Elle ne pensait pas que, pour bien servir Dieu, il fût nécessaire de se détourner des belles et bonnes choses qu'il a créées. « Je crois en Dieu et en ses promesses, a-t-elle dit, et pourtant, je ne sais pourquoi, le monde occupe une place prépondérante dans mon cœur. » C'était, à n'en pas douter, un de ces êtres à la sensibilité suraiguë qui tirent du moindre objet des jouissances infinies. La nature, avec ses surprises, était pour elle une magicienne aux enchantements incessamment renouvelés. Toute petite, elle courait déjà les bois à la recherche de fleurs sauvages dont la vie mystérieuse prenait à ses yeux une émouvante réalité. Le retour du printemps, un beau jour ensoleillé suffisaient pour l'emplir de contentement. Elle aimait la société et n'était jamais si heureuse que lorsqu'une fête ramenait des occasions de se réunir. Ses lettres de jeune fille sont un babillage étourdissant. On croirait entendre la Rosalinde de Shakspeare. Dans leur hâte à s'exprimer, les idées se bousculent, sautent de ravissement en ravissement. Tout l'intéresse, tout l'amuse. Et avec quel entrain elle se saisit du ridicule des gens d'Amherst! Elle n'épargne même pas ses parents. Car elle a un esprit moqueur qui lui suggère des caricatures d'une irrésistible drôlerie. Ses enthousiasmes se

succèdent innombrables. Elle raffole de son école, de ses maîtresses, de ses compagnes. Elle lit avec passion. Son père lui achète un piano et la voilà aux anges! « Maintenant que j'ai un piano, écrit-elle, je suis tout heureuse... J'ai appris plusieurs morceaux fort jolis : *le Tombeau de Bonaparte, le Pas des lanciers, Belle ne pleurez plus.* »

Au sujet du dernier morceau, elle ajoute : « C'est un charmant petit air. » Car elle est aussi très tendre, sentimentale. C'est une autre des formes que prend son goût de la vie. « Aimer, c'est mon affaire », a-t-elle encore dit. Et elle met dans ses affections un emportement qui tourne à la tyrannie. Voici un extrait d'une lettre écrite à une amie et qui montre bien quelles ardeurs véhémentes couvaient chez la fille de l'impassible Edward Dickinson :

Je pense à vous tout aujourd'hui et j'ai rêvé de vous la nuit dernière. Quand père a frappé à ma porte ce matin pour m'éveiller, j'étais en train de me promener avec vous dans le plus merveilleux des jardins et je vous aidais à cueillir des roses, et bien que nous les cueillissions de toutes nos forces, mon panier n'était jamais plein. Et ainsi tout le jour, je prie de me promener avec vous pour de nouveau cueillir des roses, et quand la nuit approche, je suis heureuse et je compte impatiemment les heures qui s'interposent entre moi et l'obscurité, et nos rêves, et les roses, et le panier jamais rempli... Le temps m'a paru long depuis que j'ai reçu de vos nouvelles... Oh! le temps me paraît toujours long depuis que je vous ai vue et même quand j'étais chez vous, les nuits me paraissaient plus longues que d'habitude, parce que j'étais séparée de vous. J'ai tant besoin de savoir si mes amis vont tous bien dans la chère maisonnette, — et s'ils vont bien, s'ils sont heureux, et s'ils sont heureux, jusqu'à quel point et comment, et quelle est la chose qui leur vaut cette joie! Et puis, je voudrais leur poser sans cesse ces questions, dont les réponses sont si douces : « M'aiment-ils? Se souviennent-ils de nous? Nous désirent-ils avec eux? » Ah! mes amis, mes chers amis, peut-être que mes demandes vous fatiguent, mais j'ai tant besoin de savoir!

Un être rieur, tendre, tout tendu vers la vie à laquelle il goûte avec des lèvres goulues, était un non-sens dans le milieu solennel, compassé et rigoriste où le hasard l'avait fait naître. Le sérieux des parents, l'étroitesse prosaïque et assurée de leur idéal glaçaient la spontanéité espiègle de l'enfant. Des chocs se produisaient. Emily en a fait l'aveu à son frère :

Quand j'apprends quelque chose de drôle, j'ai bien plus envie de pleurer que de rire, car je sais qui aime les plaisanteries par-dessus tout et n'est pas ici pour en jouir. Nous n'entendons guère de plaisanteries, maintenant : tout est à la gravité. Et nous n'avons guère de poésie, père ayant décidé qu'à peu près tout est vie réelle. La vie réelle de père et la mienne entrent quelquefois en collision ; jusqu'ici, il n'y a pas eu de mal...

Les indiscrétions d'Emily, ses boutades effaraient ses majestueux parents ; leur affection avait beau prêcher l'indulgence, ils ne se reconnaissaient pas dans cette fille, qui faisait si effrontément la nique au decorum. Un jour qu'on était allé enterrer une tante, n'avait-elle pas planté là sa famille, la cérémonie terminée, pour rentrer, seule, en cabriolet, avec un séduisant cousin ? Et n'avait-elle pas l'habitude de mettre ses plaisanteries en langage biblique, joignant ainsi le sacrilège à l'impudence? En ces occasions, sa mère, scandalisée, levait au ciel ses yeux candides et s'écriait : « Oh! Emily, comment pouvez-vous dire de pareilles choses? » Mais chez Edward Dickinson, ces inconvenances provoquaient l'un de ces silences terribles qui faisaient passer dans le cœur de la fille coupable le désir de ne plus être.

La joie de vivre, cependant, l'emportait. Quand les parents avaient le dos tourné, ou lisaient au salon, dans un silence bienséant, des journaux qui « ne comportaient rien de charnel », il y avait de bonnes heures pour les enfants. Sauf pendant le séjour qu'elle fit au « séminaire » de Mount Hollyoke, où elle dut se plier, non sans révoltes, au rigorisme exaspéré de l'éducation puritaine, jusqu'à vingt-trois ans, Emily est heureuse, et les heures passent, pour elle, brèves et légères. Une phrase revient à tout instant sous sa plume : « Il me semble que le temps ne s'est jamais écoulé aussi rapide que cette année. » Elle arrache à la vie sociale d'Amherst les quelques miettes de plaisir que celle-ci peut lui offrir ; pour le reste, elle s'en remet à son imagination. Il est « dans sa nature d'anticiper plus qu'elle ne peut réaliser » ; elle sait que la jeunesse, pour la femme, prépare à la vie ineffable. Dans ses rêveries romanesques, elle entrevoit « une belle compagnie de chevaliers et de dames, descendant la colline que l'on appelle l'Avenir, la joie au cœur, les mains pleines de bonheur ». Elle s'exerce à la coquetterie :

Je deviens jolie, très rapidement en vérité ! Je m'attends à être la belle d'Amherst, lorsque j'aurai atteint ma dix-septième année. Je ne doute pas qu'à cet âge je n'aie des foules entières d'admirateurs. Avec quel plaisir je les obligerai alors à attendre mes ordres et avec quelles délices je contemplerai leur incertitude, tandis que je ferai mon choix.

Elle ajoute : « Assez de bêtises ! » Mais jamais elle n'a été plus sérieuse. Ce besoin d'affection, qui était la trame même de sa sensibilité, se tendait de plus en plus en une aspiration passionnée vers l'amour. A vingt ans, elle vivait dans cette espérance avec une telle violence qu'elle en éprouvait comme de la gêne. C'est ce qu'elle laissa entrevoir un jour à sa future belle-sœur dans une lettre qui brûle de désirs inconscients et qui est bien l'aveu le plus ardent qu'ait jamais laissé échapper une jeune fille innocente et parfaitement chaste :

Vous et moi, Susie, nous avons gardé un étrange silence sur un seul sujet. Nous l'avons souvent effleuré et, tout aussitôt, nous l'avons fui, — ainsi des enfants ferment les yeux quand le soleil les aveugle. J'ai toujours espéré savoir si vous n'aviez pas quelque idée tendre illuminant toute votre vie, une personne dont vous murmuriez le nom à l'oreille discrète de la nuit, aux côtés duquel vous marchiez en imagination tout le long du jour. Comme nos vies à nous doivent paraître plates à l'épouse et à la fiancée dont les journées se repaissent d'or et qui, le soir, cueillent des perles... bien qu'à l'épouse, Susie, quelquefois l'épouse abandonnée, notre vie paraisse peut être plus désirable que toutes les autres. Vous avez vu des fleurs, le matin, repues de rosée, et vous avez vu ces mêmes douces fleurs, à midi, la tête courbée d'angoisse devant le soleil puissant... Croyez-vous que des fleurs altérées n'aient besoin que de rosée? Non ! elles demandent à grands cris la lumière, elles languissent après le soleil brûlant, dût-il les griller et les détruire. Elles savent que le soleil de midi est plus puissant que le matin et, désormais, elles vivent pour lui. Oh ! Susie, c'est dangereux, et ce nous est beaucoup trop cher, — ces esprits simples et confiants et ces esprits plus puissants auxquels nous ne pouvons résister! Cette pensée me déchire à ce point... que lorsqu'elle se présente, je tremble de peur que moi aussi, un jour, je ne succombe. Pardonnez-moi cette veine amoureuse... il y a longtemps qu'elle est en moi.

LA RENCONTRE DE L'AMOUR

Il allait se présenter, l'amour si passionnément désiré. Mais, dans sa violence, il ne devait laisser que dévastation après lui.

Pendant l'hiver de 1853-1854, Edward Dickinson fut envoyé

à la Chambre des représentants par l'État de Massachusetts et il emmena sa famille. Washington n'était pas encore la ville la plus fastueuse et la plus élégante des États-Unis. Le major Lenfant, qui en avait conçu le plan, avait peut-être vu trop grand : le cadre magnifique qu'il avait tracé se remplissait difficilement. Ce n'en était pas moins, avec ses monuments imposants, ses édifices publics, une ville unique. Créée artificiellement pour les seuls besoins de l'administration fédérale, elle formait dans le pays, encore profondément engagé dans la simplicité des mœurs campagnardes, une oasis d'élégance et de civilisation raffinée. Au monde de la politique pour lequel elle était faite, au monde intellectuel qu'elle attirait, s'ajoutait le monde des ambassades, avec ses traditions aristocratiques, ses belles manières, son parfum de cosmopolitisme. Les réceptions y étaient nombreuses et brillantes, les femmes renommées pour leur beauté. Et puis, Washington c'est déjà le sud aux grâces alanguies, aux paysages moelleux et presque voluptueux, aux hivers tempérés et aux printemps hâtifs. Pour une jeune fille gaie, aimant la société, un peu coquette, quitter le monotone trantran et les glaciales réticences de la puritaine et rurale Amherst et se trouver subitement plongée dans cette atmosphère luxueuse, se sentir prise dans l'étourdissant enchaînement des visites, des dîners, des réceptions, c'était un saut dans le bonheur, une enivrante expérience.

Les Dickinson résidaient à l'hôtel Willard. Le soir, selon la coutume, l'on se réunissait dans le hall et là on rencontrait les célébrités du pays. Emily était spirituelle et plus cultivée que la généralité des femmes à son époque. Ses reparties, sa spontanéité, sa connaissance des affaires publiques lui valurent bientôt l'admiration de tous. Pour la première fois elle s'épanouit pleinement. On eût dit que toutes les contraintes cédaient d'un coup, donnant l'essor à son âme assoiffée de liberté, de joie et de monde. Emily fut grisée. Nous avons une lettre d'elle qui révèle l'état d'extase où l'avaient plongée le luxe des toilettes, la richesse des bijoux, l'élégance du milieu et la douceur du climat. Elle était tellement sous le charme qu'elle pouvait à peine analyser ses sentiments : « Il me semble que bien des jours se sont écoulés depuis que nous étions à Springfield et tout paraît si vague... si vague... quelquefois je me demande si je n'ai pas rêvé... »

Mais le rêve cède brusquement la place à une exaltante réalité. Du trouble enchanté un homme se dégage, émouvant comme un dieu, le chevalier si souvent entrevu dans les songes romanesques d'Emily. C'est à Philadelphie, pendant un court séjour, qu'eut lieu la rencontre. Qui était cet homme? On ne le saura sans doute jamais : un parti pris de silence a irrémédiablement oblitéré les détails de cette histoire. Quelques renseignements échappés à la famille, les souvenirs de gens qui entendirent parler de l'affaire, de vagues allusions dans les lettres nous permettent seuls de reconstituer la tragédie, comme jouée par des ombres sur un écran.

L'inconnu s'appelait vraisemblablement Robert. Son visage reflétait la profondeur de sa mystérieuse nature. C'était une « gemme obscure, née dans des eaux troublées »; mais il portait en lui « une grandeur qui l'accompagnait partout ». « Le connaître, c'était vivre. » L'amour naquit, soudain et emporté. La visite à Philadelphie ne dura que quelques jours, mais en ce bref espace entra une éternité. Les deux êtres, également passionnés, se sentirent du premier coup attirés l'un vers l'autre : Emily avait trouvé celui qu'elle attendait avec ferveur; lui, il fut bouleversé par le charme de cette femme singulière.

Emily, à vrai dire, n'avait rien d'une beauté. Son nez légèrement épaté, ses lèvres trop épaisses enlevaient aux traits tout espoir de régularité. Mais le front était lumineux, les sourcils bien tracés. Les joues, qui se perdaient dans un ovale caressant, avaient « le velouté et la blancheur d'une fleur de jasmin ». Ses dents, petites et régulières, appelaient la comparaison avec un écureuil. Ses cheveux retombaient sur la nuque en deux lourdes masses d'une teinte bronzée et chaude. Et quels yeux mettaient leur ensorcellement dans ce visage! des yeux d'un brun liquide et doré, largement fendus, à la fois moqueurs et tendres, attirants et profonds comme un mystère insoluble. De toute la personne menue et frêle d'Emily il se dégageait une étrange fascination. « Son âme, a dit quelqu'un, semblait jouer au travers de son corps, comme une aurore boréale dans l'obscurité d'une nuit d'été. »

On comprend qu'un homme ait été pris corps et âme, et jusqu'à faire des folies. Car c'était une folie : l'homme était marié et avait un enfant. Le drame éclate donc aussitôt, déchirant. Lui, il est prêt à tout : il rompra les liens de

famille ; il sacrifiera sa réputation pour se saisir du bonheur. Mais Emily osera-t-elle affronter la réprobation dévastatrice de sa famille et du monde ? Voudra-t-elle édifier son amour sur les ruines d'un autre foyer? Il semble bien qu'elle ait eu un moment de vertige. Les choses n'en fussent certainement pas arrivées à ce point, si elle n'avait pas prononcé les paroles qui enfièvrent les hommes. La nostalgie qu'elle garda de son paradis perdu, les regrets endoloris qu'elle laissa plus tard échapper, attestent qu'elle fut sur le bord des résolutions désespérées. Elle s'arracha à temps à la tentation. Elle s'enfuit, éperdue, et alla chercher à Amherst la possibilité de glacer dans l'austère milieu les sentiments qui la brûlaient.

Mais lui ne pouvait plus se passer d'elle. Quelques jours après, il part à sa poursuite. Il se présente chez les Dickinson. A sa vue, Lavinia se précipite chez sa belle-sœur, Susan, et, pâle d'émotion, la voix étranglée, elle jette ces simples mots : « Oh, Sue, venez vite, cet homme est là! Père et mère sont absents ; j'ai peur qu'Emily ne parte avec lui ! »

OÙ REPARAIT L'ESPRIT PURITAIN

Emily ne partit pas. Elle résista aux paroles de celui qu'elle avait affolé. Elle ne prononça pas le mot de consentement qu'il était venu implorer. Dans cette lutte entre sa passion et ses scrupules, le vieil instinct puritain s'était interposé et avait scellé les lèvres dans la répression des sentiments tendres et dans l'écrasement de toute faiblesse humaine.

C'est qu'on n'échappe pas à l'emprise puritaine. Les sévérités dont s'accompagne cette forme du sentiment religieux sont trop âpres : elles laissent sur l'âme des empreintes ineffaçables. On peut se révolter contre elles, s'en affranchir un instant, elles finissent toujours par vous reprendre. Emily semblait s'être émancipée ; sans qu'elle s'en doutât, elle avait subi, malgré tout, l'action pénétrante du milieu, et des façons de penser et de sentir contraires à sa vraie nature s'étaient développées en elle, attendant seulement une occasion favorable pour s'affirmer.

A vrai dire, un observateur attentif aurait pu découvrir sans peine, jusque dans sa plus insouciante jeunesse, des retours offensifs du scrupule puritain. Emily avait quatorze ans lors-

qu'elle écrivit à une de ses amies : « Après avoir reçu pendant longtemps les reproches de ma conscience, j'ai enfin réussi à couvrir la voix de ce mentor fidèle en lui promettant de vous écrire une longue lettre. » Simple façon de parler, dira-t-on, image toute faite ! C'est justement cette hantise du langage employé autour d'elle qui est significative du travail secret accompli par l'éducation. Emily, quoi qu'elle en eût, cultivait cet art bien puritain d'assombrir chaque heure du jour par des remords :

Comme l'été a fui rapidement, écrit-elle en 1846, et quel rapport a-t-il fait au ciel sur le temps mal employé et sur les heures gaspillées? Seule l'Éternité répondra. La fuite incessante des saisons est pour moi un sujet de graves pensées; et pourquoi ne nous efforçons-nous pas de les mieux employer? Avec quelle vérité le poète a dit : Nous ne nous apercevons du temps que par sa perte. Ce serait donc chez l'homme un acte de sagesse que de lui laisser la parole. Ne payez pour chaque instant que son juste prix; quant à ce prix, demandez au lit de mort. Il sait, lui. Séparez-vous du temps, comme de la vie, à regret ! Et puis n'avons-nous pas une meilleure autorité que celle de l'homme sur le bon emploi de notre temps? Car Dieu a dit : « Travaillez aussi longtemps que dure le jour, la nuit vient où nul ne peut travailler ! »

Une fois, un ami tendrement aimé vint la chercher et lui proposa une promenade dans les bois. Elle avait grande envie d'accepter; mais sa mère était souffrante, elle ne se crut pas le droit de quitter la maison. L'ami insiste, — il se promettait une telle joie de cette promenade ! — il démontre que ce scrupule est excessif. Emily, les larmes aux yeux, le cœur gros de regrets, maintient sa décision : « Oh ! dit-elle par la suite, j'ai lutté contre une grande tentation et il m'en a coûté de refuser, mais je crois qu'à la fin je triomphai, non par une victoire glorieuse, accompagnée de roulements de tambour, mais par une victoire en quelque sorte passive, quand le triomphe vient de lui-même, avec la plus faible des musiques, soldats lassés, sans drapeau flottant au vent, ni cris perçants et prolongés. J'ai lu quelque chose sur les tentations du Christ où il était dit qu'elles ressemblaient aux nôtres. Seulement, lui il ne pécha pas. Je me demande si aucune de ses tentations fut comme la mienne. »

Le voilà bien, l'esprit puritain, avec ses efforts pour étouffer

les élans vers la joie, son zèle vertueux à propos de rien, et surtout l'orgueil délicieux des victoires sur le plaisir! Seulement, sauf en des moments comme celui-ci, il se tenait coi, dominé chez Emily par les voix triomphantes de la nature. Mais dans le grand ébranlement moral qui venait de se produire, il trouve sa revanche. Il reprend d'autant plus de force que, sous l'effet du désappointement, la vie et ses promesses se montrent mensongères. Au plus fort du débat entre la passion et la conscience, il suggère ses scrupules et enfle la terreur du péché. A l'âme en détresse d'Emily, il impose la loi du renoncement.

Il dicte aussi à la frêle jeune fille une décision singulière et dont l'inflexibilité nous apparaît presque surhumaine, pour ne pas dire inhumaine, mais qui s'explique, quand on sait ce qu'il peut y avoir de ténacité dans une âme puritaine. Car le puritanisme n'est pas seulement une forme particulièrement sévère de la croyance religieuse; c'est aussi une manière d'être générale, un état de l'activité pratique adaptant la haute tension morale aux réalités de l'existence et dont le caractère essentiel est peut-être un développement extrême de la volonté. L'énergie, l'obstination, furent les qualités foncières des premiers puritains, et leur dogmatisme religieux procédait directement de cette fermeté dans les desseins qui les avait fait s'expatrier plutôt que de céder sur des principes. La volonté a toujours été le ressort qui a maintenu l'âme puritaine dans son parti pris d'austérité. La volonté, nous l'avons trouvée chez Edward Dickinson sous la forme de l'autoritarisme qui réglait les moindres actes de ses proches. Et cette volonté va se révéler tout aussi forte chez sa fille, la dressant de nouveau contre sa famille, mais cette fois dans une passion d'intransigeance qui ne détonnera plus dans le milieu. Emily céda là où son rigorisme latent rejoignant la raideur paternelle lui fit un devoir de fermer l'oreille aux chuchotements de la tendresse. Mais, en même temps, son énergie défiée s'alarma et lui montra les positions de résistance. Elle renoncerait à l'amour, au bonheur, soit! Mais puisqu'il lui fallait quitter ce qui représentait pour elle toute la vie, elle se retirerait du monde pour finir ses jours dans une farouche solitude.

Et elle tint parole. Du jour où elle eut refusé l'homme de son choix, Emily Dickinson vécut en recluse. Sauf en 1864 et en 1865, où elle dut aller à Boston pour consulter un oculiste,

elle ne quitta plus sa maison. En dehors de quelques amis très chers et de sa belle-sœur Susan, dépositaire des lourds secrets, elle ne voulut plus voir personne. C'est à peine si, le jour du grand thé annuel chez les Dickinson, elle consentait à se montrer, pour éviter sans doute des racontars trop cruels. Parce qu'elle était une fille respectueuse, elle continua de vaquer aux soins domestiques qui lui revenaient dans le ménage; comme par le passé, elle fabriqua de ses propres mains le pain de son père; rien ne fut changé en apparence à ses relations avec ses parents. Mais si elle leur laissa sa présence corporelle, elle leur reprit son esprit et son âme. Sa vraie vie, — sa seule vie, — se replia sur le secret de ses douleurs. Et sur cette vie intérieure, elle barricada la porte, jalousement. A un mur de sa chambre, elle avait fièrement accroché le portrait d'un étranger; jamais elle ne prononça le nom de cet inconnu et nul, autour d'elle, n'essaya de rompre les sous-entendus de ce silence. Une seule fois elle sortit, à demi, de son mutisme, lorsque, sans explication, elle pria une amie de donner comme prénom à un fils nouveau-né, un nom que personne n'avait porté auparavant dans la famille. C'est la seule allusion qu'elle fit au passé enseveli.

Pour tous compagnons, elle avait son chien, Carlo, « son allié », et les fleurs. Les fleurs, qu'elle avait toujours aimées, devinrent sa passion. Elle les entourait de soins émus et précis, — des soins de vieille fille. Il y avait derrière la salle à manger une serre minuscule où, sur des étagères peintes en blanc, elle collectionnait des fougères et quelques plantes rares dont les coloris somptueux et les parfums exotiques ouvraient à son imagination des échappées sur des mondes qu'elle ne verrait jamais.

LA POÉSIE QUI CONSOLE

Elle trouvait surtout sa consolation dans la poésie. Elle avait commencé à écrire des vers dans sa jeunesse. Dès 1848, elle avait envoyé à Susan Gilbert ce qui est probablement son premier poème, et par la suite, dans sa correspondance avec ses intimes, de temps à autre, elle insérait quelque pièce poétique. Après 1854, on voit soudain ces poèmes se succéder plus nombreux, et il n'est pas douteux que sa désillusion n'ait éveillé un talent qui sommeillait. Quelques-uns des poèmes écrits en 1854 et en 1855 sont, en effet, comme trempés dans

le sang de sa blessure. Celui-ci, par exemple, véritable balbutiement d'un être qu'affole la souffrance :

Le titre divin est à moi, — celui d'épouse, — sans l'insigne. — Diplôme cruel, — à moi conféré, — impératrice du Calvaire, — royale en tout sauf la couronne. — Fiancée sans les pâmoisons, — par Dieu accordées à nous les femmes, — quand deux êtres s'étreignent, — grenat sur grenat, — or sur or. — Créée, — épousée, — enveloppée d'un suaire, — en un seul jour, — triple victoire. — Mon mari ! — disent les femmes, — caressant de la main cette mélodie. — Est-ce ainsi que cela se passe ?

Ou cet autre, qui révèle la résolution d'en appeler au suicide pour échapper aux désespoirs intolérables :

Le droit de périr pourrait être tenu — pour un droit indiscutable. — Essayez, et l'univers, à l'encontre, — rassemblera ses officiers. — Vous ne pouvez même pas mourir, — sans que la nature et les hommes ne s'arrêtent, — pour vous examiner.

La poésie bientôt emplit sa vie ; c'était sa façon de penser tout haut sans témoins. Ses accès d'inspiration devinrent les seuls incidents de ses journées. Un « rais de lumière tombant soudain sur les vergers » entrevus derrière les carreaux de sa chambre, « une mode nouvelle dans le vent », une « seule note mélodieuse prudemment offerte par un oiseau au ciel silencieux de la nuit » étaient suffisants pour provoquer en elle un frémissement, « une sorte de paralysie dont la poésie la délivrait ». Du fond de sa conscience remontaient alors les bulles des souvenirs angoissés. « Avec des yeux analytiques elle pesait les douleurs rencontrées, se demandant si elles étaient aussi lourdes que la sienne. » Elle se lançait audacieusement dans des méditations sur l'amour, sur la vie, sur l'au-delà. Et sur ces thèmes, qui revenaient sans cesse en un cercle obsédant, elle a écrit des centaines de poèmes qu'elle classait ensuite méticuleusement, par petites liasses cachées à tous les yeux. Rarement poésie fut plus spontanée. C'était à proprement parler une poésie de tiroir, faite pour être caressée à la dérobée, comme on pleure sur les souvenirs d'un être disparu. Car Emily Dickinson ne songea jamais à étaler devant le public ces nudités de son âme ; c'est à grand peine qu'on lui arracha la permission de publier deux ou trois pièces de son vivant.

D'ailleurs, dans ces poèmes, aucune préoccupation technique. Emily Dickinson ne se plia jamais à l'effort de la composition.

« Quand j'essaie d'organiser, a-t-elle avoué, mon peu de force fait explosion et me laisse nue et toute carbonisée. » La forme est souvent incorrecte, le sens difficile à dégager. La phrase n'a rien de particulièrement mélodieux : il y a dans ces épanchements un charme assourdi qui se dissipe, dès qu'on les lit à haute voix. L'inspiration en est courte, limitée en général à une pensée, instant de méditation anormalement forte qui s'est brusquement transformée en un lambeau de rythme flottant entre ciel et terre, tout doré par une lumière étrange. Mais ces poèmes, dans la brusquerie des images, l'audace des expressions, ont une fraîcheur singulière. On les a comparés très justement à des plantes déracinées, tout humides de pluie et de rosée, et auxquelles adhère encore de la terre. La note mélancolique domine naturellement ; c'est l'écho étouffé des soupirs que la poétesse pousse dans sa solitude. Mais des éclairs de son tempérament comprimé sillonnent à tout instant cette nuit de sa pensée. La moqueuse, à l'esprit satirique, qu'elle était aux temps joyeux de son enfance, reprend parfois le dessus et l'on assiste alors au jeu inattendu de l'humour suspendant les girandoles de sa fantaisie sur le fond nu de la tristesse, comme dans ce poème où elle a décrit avec une ironie lugubre la noblesse que confère à chacun de nous son enterrement :

Un même honneur nous attend tous, — une après-midi mitrée. — Nul ne peut éviter cette pourpre, — nul ne peut échapper à cette couronne.

Elle vous assure un carrosse et des valets de pied. — Grande chambre, cérémonial et foule ; — des cloches aussi, au village, — tandis que nous passons superbes dans notre char.

Quels serviteurs pleins de dignité ! — Quel service quand nous nous arrêtons ! Avec quel dévouement, quand ils se séparent de nous, — ils soulèvent leurs cent chapeaux !

Quelles splendeurs surpassant l'hermine, — quand vous et moi, tout simples que nous soyons, — nous présentons notre modeste écusson, — et revendiquons notre rang pour mourir !

Emily Dickinson nous réserve bien des surprises semblables. Son esprit fantasque nous convie à la suivre par des chemins qui parfois, on en a la troublante impression, mènent au pays indécis de la folie, mais qui nous attirent parce qu'ils nous font pénétrer dans ce qu'eut de profondément déchirant le drame où Emily Dickinson avait laissé jusqu'au sens de la vie.

Les années passent, des années dénudées comme une lande en hiver. Les élancements de la douleur se sont amortis. « L'amour, comme toutes choses, s'use » et « nous le mettons dans un tiroir jusqu'à ce qu'il paraisse aussi démodé que des costumes portés par nos grands-pères. » Mais Emily Dickinson s'entête dans sa décision. « Fière de son cœur brisé », elle trouve une âpre satisfaction dans son renoncement, elle se fait gloire de sa muette endurance et elle s'encourage en pensant que, s'il est beau de lutter ouvertement, il est « encore plus brave de charger en son cœur la cavalerie de la souffrance ». Le front appuyé sur les barreaux de la prison où elle s'est volontairement enfermée, elle se raidit dans sa résolution de rester seule avec ses « souvenirs améthyste ».

Mais se complaire et se plaire dans une attitude sont choses différentes. Emily frissonne parfois dans la « solitude polaire » de son tête-à-tête avec ses pensées. Il lui arrive de rêver aux chauds paysages italiens que lui cachent les « Alpes solennelles » de son sacrifice. Son amour de la vie, nullement abattu, a de pressants retours. Un air gai qu'un inconnu se siffle à lui-même, un intérieur bien chaud aperçu par une porte entr'ouverte, font danser en elle le menuet des désirs et des regrets. Son cœur saute alors vers ce monde qu'elle a banni. Elle ne peut entendre prononcer le mot « échapper », sans que « son sang circule plus vite, dans un espoir soudain et une position d'envol ». La passionnée de tendresse qu'elle est restée dérive ses élans vers ses amies d'enfance qu'elle accable de lettres caressantes. Elle reste ainsi en communication, à travers l'espace, avec les cœurs humains qu'elle a besoin de sentir battre. Mais une femme jeune encore, et qui a connu le vertige de l'amour, peut-elle se contenter indéfiniment d'amitiés féminines ? Un jour, Emily se fait plus exigeante. Elle rencontre l'occasion d'une amitié masculine et elle s'y aventure.

C'est alors qu'elle commença à correspondre avec Thomas Wentworth Higginson. Celui qui devait plus tard être connu sous le nom de colonel Higginson triomphait déjà dans les milieux littéraires de Boston. Ses articles dans l'*Atlantic Monthly* lui avaient valu la réputation d'un essayiste élégant et disert ; ses conférences, celle d'un causeur charmant et

plein d'esprit. Chevalier servant des causes malheureuses, il s'était dévoué, jusqu'à braver la prison, à la campagne anti-esclavagiste. Aux yeux des femmes, il ajoutait le prestige d'avoir été l'un des promoteurs du suffrage féminin. En 1862, il avait publié un article intitulé *la Procession des Fleurs*. Ce sujet devait plaire à Emily : elle fut en effet enthousiasmée, et écrivit à l'auteur son sentiment. Higginson répondit. Enhardie, Emily lui envoya quelques-uns de ses poèmes, sollicitant des conseils. Higginson, toujours à l'affût des poétesses de génie, étonné, au surplus, par l'originalité des morceaux qui lui étaient soumis, ne ménagea pas les encouragements. Il n'en fallut pas davantage pour transformer la timide tentative d'Emily en une audacieuse familiarité. A la troisième lettre, elle traitait déjà son correspondant d' « ami cher » ; à la quatrième, elle était à ses pieds en disciple extasiée.

Pour qui lit ces lettres avec le souci de dégager entre les lignes le monde des pensées sous-entendues, il n'est pas douteux qu'Emily, dès le début, n'ait mis dans ses relations avec Higginson une ardeur anormale. Naturellement, elle s'est leurrée tout d'abord. Higginson était marié et elle était trop pure pour imaginer un seul instant qu'il pût exister entre eux autre chose que de l'amitié. Mais que ce mot est élastique quand il passe par le cœur et l'esprit d'une femme ! Surtout d'une femme que l'isolement prédispose au romanesque. Loin du monde, Emily a perdu le sens des réalités : la fiction lui sert d'expérience. Elle est, en particulier, hantée par le souvenir de Mrs Browning chez qui elle trouve sans doute une âme sœur. Elizabeth Barrett n'avait-elle pas, elle aussi, passé sa jeunesse en recluse ? Et n'avait-elle pas, elle aussi, cherché dans la poésie un moyen de peupler sa solitude ? Il y avait, certes, entre leurs deux vies une singulière identité, — jusqu'à M. Barrett, le père, qui, par son autoritarisme et sa raideur, rappelait Edward Dickinson ! Mais Elizabeth Barrett avait échappé vers la lumière quand elle avait rencontré en Robert Browning l'écrivain au cœur large, à l'esprit vigoureux, sur qui elle avait appuyé son propre génie. Quel exemple inspirateur de rêves pour une poétesse perdue dans sa petite ville, qui ne se croit peut-être pas inférieure à la célèbre Anglaise et qui soupire après une affection !

En pareil cas, une femme ne tire pas au clair ses inten-

tions. On peut être sûr qu'Emily ne précisa pas pour elle-même ce que son cas pourrait avoir de futures analogies avec celui de Mrs Browning. Elle a découvert en Higginson un écrivain au talent séduisant qui fait vibrer en elle l'enthousiasme littéraire et, en sollicitant cette amitié, elle croit ne rechercher qu'une sympathie d'esprit. Mais, sans qu'elle se l'avoue, il y a dans ce désir d'intimité quelque chose qui ne s'accorde pas avec les démarches de la pure pensée. Et il suffit que Higginson lui montre de l'intérêt pour que toute sa nature féminine s'émeuve. Ce besoin de plaire à l'homme et de le subjuguer, auquel nulle femme n'échappe, inspire traîtreusement ses actes, et la conversation tourne tout de suite au flirt intellectuel.

Le mot est de Mrs Bianchi, la nièce d'Emily, qui a pour s'éclairer des souvenirs de famille. Et il y a certes bien de la coquetterie, et presque de la ruse, dans la façon dont notre recluse s'insinue dans la familiarité de son correspondant. Higginson lui avait posé quelques questions sur la vie qu'elle menait. « Vous me demandez quels sont mes compagnons, répond-elle : les collines, monsieur, le coucher du soleil et un chien aussi gros que moi, que mon père m'a acheté. Ils valent mieux que des êtres humains, parce qu'ils savent, mais ne parlent pas, et le bruit de l'étang vaut mieux que mon piano. J'ai un frère et une sœur. Ma mère n'a aucun goût pour les idées et père est trop occupé par ses dossiers pour remarquer ce que nous faisons. Il m'achète beaucoup de livres, mais il me demande de ne pas les lire, parce qu'il a peur qu'ils ne m'embrouillent l'esprit. Ils sont tous religieux, moi non, et chaque matin ils implorent une éclipse qu'ils appellent leur père. »

On est bien obligé de constater qu'Emily compose ici son attitude. Elle ne dit pas l'exacte vérité, pas plus qu'elle ne l'a dite quand, dans la même lettre, elle affirme qu'elle commençait seulement à écrire des vers. En poussant au noir le tableau de sa vie solitaire, elle oublie volontairement qu'il ne manque pas de gens avec qui elle pourrait échanger des idées, si elle le voulait, — sa belle-sœur, femme remarquable et écrivain de race, le docteur Holland, Samuel Bowles, deux hommes de lettres avec qui elle correspond; mais ce portrait romantique de femme incomprise rendait à coup sûr l'original infiniment plus touchant, et, en effet, le chevaleresque Higginson fut

touché. Dans un élan de pitié, il suggère qu'Emily devrait avoir un ami à qui se confier. Emily saisit la balle au bond. Non sans effronterie, elle répond : « Auriez-vous le temps d'être cet ami, dont, dites-vous, j'ai besoin ? » Et, câline, elle ajoute : « Je suis toute petite ; je n'encombrerai pas votre table de travail et je ne ferai pas plus de bruit que la souris qui ronge vos galeries... La main que vous me tendez dans le noir, j'y mets la mienne, en détournant la tête. »

Ces artificieuses naïvetés de la recluse d'Amherst produisirent, partiellement du moins, l'effet attendu. Higginson s'intéresse de plus en plus à sa correspondante, dont la mystérieuse nature piquait sa curiosité. Il songe à aller la voir. Emily, de son côté, s'est empêtrée dans la toile que, du fond de sa retraite, elle a tendue pour Higginson. Elle dépasse vite le stade des coquetteries instinctives. Par le chemin des protestations reconnaissantes, elle arrive à vouloir se dévouer pour Higginson qui, à n'en pas douter, excite maintenant chez elle plus que de l'admiration : « Vous remercier me déconcerte. Êtes-vous donc parfaitement puissant ? Si je possédais un plaisir que vous n'avez pas encore, comme je me réjouirais de vous l'apporter ! » Et pour mettre ses actes en harmonie avec ses paroles, elle offre... un portrait de Mrs Browning ! Quelle association d'idées pousse Emily à faire ce présent inattendu ? Évidemment, la vie de Mrs Browning et la sienne s'identifient de plus en plus dans sa petite tête romanesque.

La guerre civile vient opportunément interrompre un dialogue qui se chargeait d'arrière-pensées dangereuses. Higginson s'engage et part à la tête d'un régiment de noirs. Pendant les années 1863 et 1864, deux lettres seulement sont échangées. Mais le colonel étant blessé doit donner sa démission. Il revient à Boston où il reprend sa vie d'homme de lettres. Et Emily de renouer aussitôt la conversation au point où elle avait été interrompue. Mais le colonel, dont le prestige a été rehaussé par sa conduite durant la guerre, se répand de plus en plus dans les milieux littéraires : ses articles, ses conférences occupent tout son temps. Il ne répond que fort irrégulièrement aux avances de la poétesse d'Amherst qui, elle, dans sa solitude, n'a pas autre chose à faire qu'à surveiller les battements de son cœur. Elle semble avoir reproché à Higginson son indifférence, car le colonel s'excuse de son mieux. Il aimerait tant correspondre

plus souvent avec elle, mais il éprouve une réelle timidité; il a peur que ce qu'il écrirait, « étant mal dirigé, ne manque le tranchant acéré que sa correspondante met dans toutes ses pensées ». Et dans le dessein de verser un peu de baume sur l'irritation d'Emily, il a le tort d'ajouter cette phrase : « J'ai grand désir de vous voir, car je sens bien que si je pouvais vous prendre par la main, je deviendrais quelque chose pour vous. »

L'homme ne se préoccupe pas assez des sens inattendus que prennent parfois les mots quand, par pitié ou dans un sentiment chevaleresque, il parle trop tendrement à une femme. Là où il ne met souvent que formules de politesse, elle lit aussitôt l'aveu de sentiments plus profonds. La phrase du colonel est de celles qui peuvent contenir un infini de suggestions, et que cette phrase ait fait des ravages dans le cœur de la recluse, cela n'est pas douteux. Emily est maintenant obsédée par l'idée de voir Higginson. Ce désir, lorsqu'il devient espoir, l'emplit d'une gravité presque religieuse : « De nos plus grandes actions nous sommes ignorants, écrit-elle au colonel; vous ne vous doutiez pas que vous m'aviez sauvé la vie. Vous remercier en personne a été depuis l'une de mes peu nombreuses requêtes. »

La visite, maintes fois différée, eut enfin lieu en 1870. Quand elle apprit que le rêve magnifique allait se réaliser, le ravissement descendit en Emily. Elle envoya à Higginson de petits billets tout frémissants d'un contentement délicieux. Après l'entrevue, elle resta, comme abattue par ses élans de gratitude. Elle revivait cette journée avec l'acuité d'un rêve épuisant. Elle cherchait à se remémorer les détails de la conversation dont quelques-uns étaient demeurés confus, tant elle était obnubilée par l'émotion.

Nous pouvons imaginer l'impression qu'Emily produisit sur son visiteur d'après une note insérée par le colonel Higginson dans son *Journal*, trois ans plus tard, à la suite d'une seconde entrevue. « J'ai vu mon excentrique poétesse, miss Emily Dickinson, qui ne sort jamais du jardin de son père et ne voit que moi et quelques autres personnes. Elle dit : « Il y a une chose dont on doit toujours être reconnaissant, c'est d'être soi-même et non un autre. » Mary (il s'agit de Mrs Higginson), pense que ceci est fort déplacé. Emily Dickinson entra, comme en glissant, vêtue de blanc, un daphné odorant à la main, pour

moi, et dit d'une voix étouffée : « Combien de temps allez-vous rester? »

Pauvre Emily! Si elle avait su que son idole la tenait pour une « poétesse excentrique »! Mais dans le silence de sa prison, elle vit dans son rêve sans contradictions douloureuses. Elle a du moins l'illusion qu'elle n'est pas moins pour Higginson qu'il n'est pour elle. Et c'est probablement ce roman bâti par Emily, qui a fait dire à Mrs Bianchi que les relations entre Emily et Higginson ressemblaient à une version comique de *la Statue et le Buste*, de Robert Browning. Sauf que le colonel, on l'a vu, n'avait rien du duc romanesque qui est le héros de ce poème, il y a du vrai dans cette comparaison. Emily, dans sa prison d'Amherst, est, en effet, comparable à la Florentine séquestrée qui, « à travers une fenêtre face à l'est », attendait chaque matin la venue de son libérateur, « scrutant la rue comme un livre, tenant à la main un portrait, un seul portrait, que de découvrir journellement elle s'efforçait ». Et on la voit, s'abandonnant au flot berceur des imaginations imprécises, confiant à chaque lendemain la réserve des possibilités enivrantes, et dans le vague de ces espoirs oubliant la longueur des années sans issue...

Puis, un événement considérable se produisit : en 1877, le colonel perdit sa femme. On voit alors les lettres d'Emily se faire plus tendres, tendres comme elles ne l'avaient jamais été :

Cher ami,

Je pense à vous si entièrement que je ne puis me retenir d'écrire encore, pour vous demander si vous êtes en sûreté. Le danger n'est pas au début, car alors nous sommes insensibles, mais dans les jours qui suivent, les jours plus lents.

N'essayez pas de vous sauver, laissez la rédemption venir à vous, ce qu'elle fera certainement. L'amour est sa propre délivrance, car nous, à notre point suprême, nous ne sommes que ses tremblants emblèmes.

Il est inutile d'approfondir ce que peuvent cacher ces énigmatiques appels à la toute-puissance de l'amour. Pourquoi placer sous la lumière crue des expressions définitives, des sentiments qu'Emily Dickinson n'éclaircit peut-être jamais pour

elle-même ? Il y a des recoins secrets du cœur que l'on ne saurait fouiller sans commettre en quelque sorte une indélicatesse.

Quelque temps après, en février 1879, le colonel Higginson se remaria. Sa vie sentimentale était irrévocablement séparée de celle de son admiratrice éperdue.

La correspondance avec le colonel s'espace désormais, et le ton change du tout au tout. Emily se dit toujours le « disciple » du brillant écrivain, mais elle a soin de ne l'entretenir que de sujets littéraires. Le flot des confidences et des abandons enthousiastes a été comme tari d'un seul coup.

Pendant les quelques années qui lui restaient à vivre, — elle mourut le 16 mai 1886, — Emily Dickinson s'enferma encore plus jalousement dans sa claustration, se refusant même à la famille de son frère. Elle continuait à écrire, parce que c'était un moyen de « tenir la frayeur à l'écart »; mais ses allures devenaient de plus en plus étranges. Parfois quelque habitant d'Amherst, passant à la nuit tombante devant la maison des Dickinson, pouvait entrevoir une forme féminine, toute vêtue de blanc, s'avancer sous le porche, dérouler à ses pieds une couverture rouge sur laquelle elle s'aventurait comme un oiseau craintif. Puis, après s'être penchée pendant quelques instants sur les fleurs assoupies, la fantomatique apparition rentrait précipitamment se replonger dans sa solitude.

Cette solitude se faisait de plus en plus complète autour d'elle. Le père d'Emily, sa mère, de vieux amis comme le docteur Holland, le juge Lord, un neveu, tous les êtres chers, étaient partis les uns après les autres. Des nouvelles reçues sur les derniers moments de celui qui avait éveillé son amour à Philadelphie rouvrirent la blessure ancienne et contribuèrent à la détacher encore de ce monde. Emily Dickinson s'enfonça dans ses souvenirs funèbres. C'est probablement à cette époque que furent écrits la plupart des poèmes sur cette « extase de la séparation que l'on nomme la Mort ». En fait, elle avait déjà dépouillé toute mortalité. Ainsi que le montrent les lettres de cette époque, elle ne vivait que dans l'attente de sa fin. A ses cousines, les Norcross, elle écrivait en 1882 : « L'Éternité coule autour de moi comme une mer. »

Dans l'apaisement de tout désir humain elle avait recouvré la foi et acquis la certitude qu'elle serait au nombre des Élus. Elle est maintenant portée par de véritables élans mystiques qui la mettent devant l'Infini où « Dieu est à toutes les portes ». Elle se voit en « fiancée du Père et du Fils, fiancée du Saint-Esprit », « les lèvres lourdes de prières confuses et frémissantes », pénétrant dans le ciel « petite cité éclairée par un rubis et lattée de duvet, plus silencieuse que les champs quand la rosée est en son plein ». Elle dénombre les bienheureux « aux vêtements blancs et aux robes pailletées », ou ceux, encore plus triomphants, « qui ne portent que de la neige et ont pour tout ornement des palmes ». Au bout de son douloureux pèlerinage, tout comme le Chrétien de Bunyan, Emily Dickinson a trouvé la paix dans la vision extatique de la Cité céleste. L'instinct puritain, deux fois vaincu, a gagné la victoire décisive. Il s'est emparé à tout jamais de la pauvre âme ardente, coupable d'avoir trop aimé et d'avoir cru aux douceurs décevantes de la vie, et il l'a emportée par la voie des renoncements définitifs jusque dans la glaciale contemplation des Béatitudes réservées à ceux qui ont sacrifié ici-bas à l'idéal sans joie de la plus intransigeante des religions.

Albert Feuillerat.

AU JEU DE PAUME

LES TRÉSORS DE MAXIMILIEN

Rien de plus triste que Vienne en 1922. La ville semblait un corps sans âme. L'immense bloc de la Hofburg n'était plus qu'un décor, un palais changé en tombeau. Seulement, dans une des petites rues qui serrent le palais du côté de la vieille ville, une porte s'ouvrait sous une arcade ; j'entrai. Quinze ou seize chevaux tout blancs, crinières flottantes, longues queues, montés par des écuyers de taffetas orange à bicornes et à cadenettes, tournaient dans une salle de manège; leurs sabots ne faisaient aucun bruit sur la sciure. C'était l'écurie du défunt Empereur, attelages de gala, bêtes arabes, de pur-sang, de race délicate, sans une tache, gracieuses et vives comme des chèvres, qui faisaient leurs exercices ; sans arrêt, à pas de velours, à l'amble, en voltes, en courbettes, dessinant, défaisant des cercles, des entrelacs, des chiffres, des figures, on eût dit un quadrille de princesses enchantées, un vaporeux bal de dames blanches, les grâces de l'ancienne cour exilées sous ces formes d'un ballet de cavales par un coup de baguette de fée. Dans l'énorme palais désert, il ne restait que cela de vivant, cette ombre d'autrefois, ces jolies bêtes patriciennes, ce jeu muet et ce carrousel un peu fantastique de haquenées.

Je ne sais pourquoi ce souvenir me revenait en mémoire en visitant cette admirable exposition du Jeu de Paume, ces trésors de Maximilien que nous envoie le gouvernement de la République d'Autriche. Déjà, voilà quelques années, ce même gouvernement nous avait donné signe de vie, et galamment prêté à l'exposition de l'art

belge quelques morceaux de choix. Cette fois, grâces en soient rendues à la musique et à ton ombre, ô vieux Berthoven ! les choses ont fait un pas de plus : la glace s'est trouvée rompue. Vienne et Paris ont compris qu'elles avaient mieux à faire que de se bouder, et que ces deux grandes villes avaient en commun beaucoup d'histoire et un même goût du beau.

Sur ce terrain, l'accord était facile à faire. Le Louvre possède une chose précieuse, un exemplaire unique de la fameuse *Chasses de Maximilien*, exemplaire de soie et d'or qui a reparu naguère au pavillon de Marsan avec la série complète des cartons de van Orley. Vienne n'avait qu'à compléter. Il lui était aisé de trouver dans ses musées, dans les richesses infinies de la couronne d'Autriche, quelques-uns de ces objets qui évoquent un passé de gloire, luxe des vieilles monarchies. Rien que par cette centaine d'objets, armes, dessins, médailles, livres, manuscrits, armures, trésor que ne paierait pas toute la fortune du Nouveau Monde, l'Autriche nouvelle montre qu'elle est un peuple de bonne maison. On est en droit d'attendre beaucoup de ces échanges.

Un des plus étonnants monuments de l'Europe, c'est le fameux tombeau d'Innsbrück : rien de plus saisissant que cet illustre sarcophage, ce glorieux pavois sur lequel s'agenouille une prière de bronze, tandis que quarante paladins, des preux et des rois en armures, toute la famille du mort, les Arthur et les Sigismond, les pairs de Charlemagne et les héros de la Table-Ronde, heaume en tête et la pique au poing, montent la garde. Ce bataillon de spectres, ce carré d'hommes de fer qui remplit toute la nef de l'église des Franciscains, c'est une vision de *Légende des siècles*, la salle d'armes d'*Eviradnus* : c'est le tombeau de Maximilien. Ou plutôt, ce n'est que son cénotaphe : l'homme qui s'est bâti cette demeure n'y repose pas. Ses restes sont recueillis dans un village non loin de Vienne.

Le prince à qui nous devons ce monument épique fut une des figures les plus singulières de son temps, de ce temps hybride et bizarre, à cheval sur le moyen âge et sur la Renaissance. Tout le monde connaît son portrait par Dürer, et la page brillante et injuste de Michelet : tête osseuse, l'œil étroit, un pied de nez, l'air tranchant et inoffensif, tête de girouette ou de don Quichotte, où il y a du songe-creux, du matamore et du poète, de la chimère, du dédain, et de la fantaisie. Grand chasseur, grand marcheur, jambe de cerf, le meilleur archer, le meilleur jouteur, le meilleur cavalier, le meilleur pointeur de ses États; avec cela, un roi de ballade, une

sorte de vieil enfant qui galope en sonnant du cor, fort gueux, panier percé, riant de sa misère, ce seigneur, au milieu de ses contemporains, les Louis XI, les Borgia, et les Commines et les Machiavel, qui déjà inaugurent la politique rationnelle, fait un peu figure d'Empereur romantique. Un roman, c'est le mot, voilà ce que fut sa vie ; dans ce siècle du canon, il remet en honneur les vieux livres de chevalerie et court l'Europe *incognito* de tournois en tournois, sous les noms de Freydal ou de Theuerdank, faisant noter par ses historiens les noms de toutes ses belles amies et dictant ses souvenirs dans le fameux livre du *Roi candide*. En même temps, ce monarque féodal s'entoure de lettrés, fonde des académies, patronne les artistes, pensionne Albert Dürer; c'est un prince de la Renaissance, le roi du second *Faust*, curieux de sciences et de machines, épris de toutes les branches de l'activité humaine, l'homme de l'avenir autant que du passé, et qui se pique de ressusciter, avec les antiques prouesses, la gloire de l'Empire et le prestige des Césars.

Cette figure assez chimérique, cet impérial hirco-cerf nous est par hasard très bien connu, avec une réalité familière que possèdent bien rarement les personnages de ce temps : nous disposons pour l'évoquer d'une foule de ces menus objets que recherche aujourd'hui notre curiosité. Ce ne sont pas seulement ses portraits et ceux de sa famille, c'est l'alphabet où le futur César apprit à épeler, ce sont les cavaliers de bronze, masqués et chevauchant des palefrois à roulettes, qui lui servirent de soldats de plomb, et que nous voyons reproduits par Burgmair dans une page du *Weisskünig :* quelle idée de la vie se fit l'enfant qui avait appris à pousser de tels pions sur l'échiquier du monde? Voici ses inventaires de matériel de guerre, ses armes, ses couteaux de chasse, son arbalète, ses capuchons et ses leurres à faucons, son étonnante rapière à fourche, l'étrange hallebarde qu'il avait inventée pour charger le sanglier : et peu à peu la physionomie de ce gentilhomme aventureux se dégage en relief puissant, avec son visage à visions et à coquecigrues.

Au milieu de toutes ses marottes, toujours en mouvement, en guerre, en chasse ou en amour, il demeure au total sympathique. Sa séduction le rendait redoutable : bourgeoises ou princesses, toutes raffolaient de lui. L'amour faisait pour lui autant que ses armées. Chacune de ses femmes l'agrandissait d'une province : veuf de Marie de Bourgogne, la fille du Téméraire, qui lui donna les Pays-Bas, l'Escaut et la Moselle, peu s'en fallut qu'il n'épousât encore Anne de Bretagne; Louis XI n'eut que le temps de la lui souffler pour

Charles VIII; mais sa fille Marguerite faillit bien lui donner la France; il l'avait fiancée au Dauphin, qui mourut. Ainsi cet aimable étourdi, qui déjà amalgamait en lui par sa naissance l'Allemagne et le Portugal, entamait cette fameuse politique des mariages, qui automatiquement précipitait l'Europe (et même l'Amérique), l'Empire universel dans le berceau de Charles Quint.

Cette politique de famille, cette diplomatie de bonne femme, cette façon patriarcale et presque *pot-au-feu* de conduire les affaires du monde, n'avait qu'un tort : c'est de ne pas tenir compte du fait national, déjà si fort depuis des siècles dans le pays des Capétiens. Le rêve des Habsbourg se brisa sur la fierté française. La France petite, mais mieux prise, plus compacte, plus centralisée, eut raison à la longue du colosse hétérogène. Elle rompit la tenaille qui menaçait de l'étouffer. La patrie, dans cette lutte de deux siècles, mit en pièces la grande machine inorganique et démesurée.

Et cependant, le songe de Max n'avait rien de monstrueux : cette grande famille de peuples était une belle idée. Elle avait son côté d'utopie généreuse. Elle retardait, voilà tout, n'était plus applicable. Rien de plus curieux que de la voir se déployer aux grandes feuilles de l'impérial Triomphe et sur la Porte triomphale que le Sire de tant d'États commanda à ses artistes. C'était cette pompe romaine puisée aux souvenirs du Capitole, ce genre de « montres » et de spectacles que l'humanisme se plut à reprendre aux jours des avènements et des entrées des rois. Seulement, faute d'argent pour en faire les frais, l'impécunieux seigneur du monde se contenta bonnement de triompher en effigie. Peut-être qu'après tout sa mémoire y trouva son compte et se vit mieux servie par le crayon de Dürer et par quelques aunes de parchemin et de papier, qu'elle ne l'eût été par aucune fête réelle.

La porte de Dürer, la plus monumentale des gravures connues, énorme joujou de quatre-vingt-douze pièces, prodigieux échafaudage de tableaux, de figures, de pilastres, de guirlandes et de blasons, rappelant la confusion des retables espagnols et les mille choses pendues à un arbre de Noël, est bien une des créations les plus bizarres de cet âge : bâtarde et composite, gothique, classique, surtout baroque, surchargée de détails et craquant sous la multitude des motifs, cette composition singulière ressemble moins à un arc de triomphe qu'à un porche de cathédrale ou à un de ces chefs-d'œuvre de mécanique compliquée, tels que l'horloge de Strasbourg. On n'a rien fait de plus étrange que cet édifice enchevêtré. Cette mosaïque

est le portrait de cet empire incohérent. Au fronton, trône Sa Majesté, couronne en tête, portant le globe et le sceptre où s'enroule un serpent, assise sur une pyramide d'animaux, un lion, un bœuf, un cheval, un oiseau qui symbolisent peut-être les quatre parties du monde, et bien empêchée de sa personne au milieu de ces emblèmes et de cette ménagerie. Qu'eût pensé Marc-Aurèle de la figure de son successeur?

Sous cette porte d'honneur, il faut dérouler en imagination l'interminable frise, l'armée des étendards, des troupes, des dignitaires, des princes, des barons de l'Empire, l'immense cortège des bannières, des conquêtes, des trophées, des statues, les tableaux de batailles, l'innombrable arroi des lansquenets, des reîtres, le train des équipages, la puissante artillerie, les régiments portant les titres de leurs campagnes, villes prises, provinces, Hongrie, Artois, Grenade, Aragon, Gueldre, Milan, Venise, Biscaye, Jérusalem, convois de prisonniers, jusqu'à un petit paquet d'Indiens et d' « hommes sauvages » : cavalcade infinie, dénombrement inépuisable, espèce de film du défilé d'un monde, — la plus longue chronique de ce genre qu'il y ait depuis la spirale de la colonne Trajane, — et que suit le char de l'Empire, le char à douze chevaux blancs, montés par douze vierges. Max y apparaît sous un dais ayant des aigles pour panaches; devant lui, comme sur un char à bancs ou un tréteau roulant, se rangent hiérarchiquement ses femmes, ses enfants, Marie et Marguerite, Philippe et Isabelle, Charles, Ferdinand, Éléonore, toutes les couronnes domestiques, Espagne, Portugal, Autriche, Danemark, tout le pouvoir dans une seule maison, sur ce chariot de théâtre, sur cette voiture de Mi-Carême, comme toute la Création dans l'arche de Noé : et l'on regarde stupéfait cette famille de potentats, cette gerbe de sceptres et cette charretée de rois.

Spectacle inoubliable ! Là est le nœud de l'histoire d'Europe, le terrible nœud de parentés et de généalogies, le nœud d'entrailles et de diadèmes qu'il fallut deux siècles pour dénouer. Sur ce char passent deux siècles de guerres, filles de ces mariages inextricables de couronnes. Et à cet amas insensé de monarchies charnelles, Max ne rêvait-il pas d'en ajouter une autre, plus ambitieuse encore : la monarchie spirituelle? Il songeait à fusionner la couronne et la tiare, voulait être à la fois les « deux moitiés de Dieu », l'Empereur et le Pape. Cette chimère de l'unité, de l'Empire total, de toute la puissance dans un seul homme, cette folie de l'amalgame fut la fatalité de cette maison.

Cela excédait la nature : la nature se vengea. Cependant, ce n'est pas en vain qu'un pays a été bercé de cette légende, nourri de cette fable. Cette cavalcade impériale, ce mythe des Césars chrétiens, héritiers de Trajan, continue de hanter les pensées aux rives du Danube : ainsi les cavales fantômes poursuivent leurs rondes muettes, composent dans le palais défunt leurs figures de blanches nuées.

On peut vivre des débris d'un songe. Aujourd'hui, comme le dit M. Paul Zitterer dans les pages excellentes qui servent de préface au catalogue de l'exposition, les plans démesurés du puéril Max ne peuvent guère que nous faire sourire : si sa mémoire vit pour nous, c'est grâce aux artistes, aux poètes qui donnèrent forme à ses idées, grâce au tombeau d'Innsbrück et au *Triomphe* de Dürer. Nul ne croit plus possible l'Empire universel, illusion ingénue, maladie de jeunesse de l'Europe du moyen âge. Pourtant, cette maladie fut noble. Elle fut la forme enfantine d'une vérité très haute, la République du monde, la grande chose commune, l'unité de la civilisation. Ces idées valent, plus que jamais, qu'on les serve et qu'on y travaille. Vienne, par sa situation, son histoire, peut y jouer encore un rôle original. Il ne tient qu'à elle de reprendre sa primauté en la spiritualisant : elle a le goût, la musique, ses trésors, ses palais, ses églises, ses parcs, Mozart et Beethoven. Elle est trop grande dame pour abdiquer un tel avenir, se mettre à la remorque, se faire satellite : elle peut demeurer une école, maîtresse de savoir-vivre, rendez-vous et salon de l'Europe, ambassadrice de Rome dans le monde germanique et aux frontières du monde slave.

J'y songeais, dans le peu d'heures que je passai à Vienne à ce dernier voyage, en écoutant le soir une représentation des *Noces de Figaro*, que dirigeait Richard Strauss au théâtre de la Hofburg. J'écoutais ces mélodies immortelles, ces airs faits du génie de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, en me répétant les paroles de l'auteur de *Fidelio* : « *Mein Reich ist in der Luft*, mon empire est celui des airs ». L'Autriche échangera-t-elle cet empire pour la caserne de l'*Anschluss* ?

PIERRE TROYON.

REVUE LITTÉRAIRE

LA COMÉDIE-PROVERBE

Il y a un peu moins d'un siècle, la *Revue* publiait les *Comédies et Proverbes* d'Alfred de Musset. Il y a un peu plus d'un demi-siècle, elle accueillait les *Proverbes* d'Octave Feuillet. Récemment, entre 1917 et 1927, elle a fait connaître à ses lecteurs, pour leur enchantement, les *Proverbes* de Mme Gérard d'Houville (1). Ainsi se poursuit une tradition illustre et charmante, qui semblait un peu oubliée quand la *Revue* a pris l'initiative de la rajeunir. C'est que les genres ne vieillissent point : ils n'ont besoin, pour se renouveler et pour vivre, que d'écrivains de talent. Plus qu'aucune autre, la forme littéraire du proverbe est à l'abri des épreuves du temps. Elle s'adapte avec aisance à toutes les époques et à tous les sujets; elle est d'une souplesse infinie; elle s'accommode de la gaieté et du sérieux, de la fantaisie et de la philosophie même; elle se prête au jeu des idées comme à celui de l'imagination. A la poésie dramatique, elle emprunte le pathétique et l'action; mais elle se dispense des règles trop strictes. C'est un théâtre magique, où il n'est plus de convention, parce que tout y est possible. Il n'est pas de genre mieux fait pour les esprits amis de la liberté et de la rêverie.

On assure que nous devons la comédie-proverbe au XVIIe siècle et que les contemporains de Louis XIII s'amusèrent de quelques improvisations, dont le thème général était fixé d'avance. De ces charades Mme de Maintenon fit des scènes écrites. Et le proverbe ainsi conçu assura au XVIIIe siècle la célébrité de Carmontelle, comme, au XIXe siècle, celle de Théodore Leclercq. Il est, sous son aspect le plus simple, l'illustration d'une maxime : par l'effet de combinaisons ingénieuses et volontaires, un certain nombre de scènes dialoguées

(1) Les Proverbes de Mme Gérard d'Houville ont paru sous ce titre : ***Je crois que je vous aime...*** (1 vol. Fayard).

sont arrangées pour arriver à une conclusion. S'il était resté dans ces limites, le proverbe n'aurait pas dépassé la réputation honorable des comédies de société et des divertissements didactiques. Il arrive que les mêmes mots désignent des réalités toutes différentes. La fable représentée par Florian paraîtrait un genre restreint ; mais elle a eu La Fontaine. Le roman, composé à la façon de Mlle de Scudéry, risquait d'être un passe-temps un peu long et ennuyeux ; mais il a eu Balzac. Le proverbe n'est pas demeuré à l'état de « moralité », parce qu'il a eu les poètes.

Ce qui constitue l'originalité essentielle de la comédie-proverbe, ce n'est pas qu'elle ait pour titre ou pour sujet une maxime générale, c'est qu'elle revêt une forme artistique exceptionnelle. Les maximes pourraient être inscrites en tête de tous les livres. Elles résument l'expérience du passé ; elles expriment en une phrase ramassée ce que les écrivains ont appris d'eux-mêmes et de la nature au cours des siècles. Si nombreuses qu'aient été leurs entreprises, si riche qu'ait été leur imagination, la sagesse des hommes se réduit modestement à quelques vérités. Mais leur destin est de les oublier et d'avoir besoin sans cesse de les mettre à l'épreuve. Ils ont beau les enfermer dans les mots les plus rares ou dans les vers les plus frappants : chaque génération recommence pour son compte les mêmes expériences pour aboutir aux mêmes conclusions. Les proverbes représentent toutes les aventures de l'âme, ce qui en reste, ce que l'on ne croit pas, ce que l'on est contraint de rapprendre soi-même, — la cendre précieuse, sacrée et triste, de tout ce qui a vécu et flambé. Ce qui est multiple, mystérieux et incertain, c'est la flamme qui a précédé, et c'est elle dont les auteurs de comédies et de proverbes nous font voir le dessin capricieux et la lueur.

Depuis qu'il y a des écrivains, la forme du dialogue leur a paru la plus naturelle pour examiner les différents aspects des choses, et pour faire revivre ce qu'ils avaient vu ou inventé. C'est la plus ancienne. M. Victor Bérard, qui a autant d'imagination que d'érudition et qui nous a fait si bien comprendre ce qu'il y a d'éternellement humain dans les plus vieux récits de l'antiquité, nous a révélé que l'*Odyssée* était composée en partie de scènes dialoguées et qu'Homère était ainsi l'illustre précurseur de tous les auteurs de proverbes. D'Homère et de Platon jusqu'à Renan, jusqu'à M. Henri Lavedan, Mme Gyp, M. Maurice Donnay, jusqu'à Mme Gérard d'Houville, le dialogue est apparu comme la manière la plus vivante et la plus discrète de s'exprimer. Et n'est-ce pas logique? Je laisse de côté la

dissertation, l'analyse psychologique réservée aux spécialistes. Les poètes, qu'ils écrivent en vers ou en prose, n'ont que deux méthodes pour se communiquer : le chant lyrique, où ils parlent d'eux-mêmes et qui prend l'allure d'une effusion ou d'une confidence, et la conversation entre personnages fictifs ; le monologue tout personnel, le dialogue plus impersonnel. La légende veut que Platon ait commencé par écrire des poésies qu'il brûla, quand il rencontra Socrate, et que, pour éviter toute littérature, il ait exposé ses idées sous forme de dialogues, comme s'il reproduisait des entretiens qui n'étaient pas de lui.

Ainsi par ses origines, la forme dialoguée associe l'esprit analytique à la fiction, la dialectique au mythe. Elle permet de suivre dans ses détours la pensée discursive, de se placer successivement au point du raisonnement où apparaissent les aspects divers des problèmes, de limiter et de compléter les définitions. Mais également elle autorise les interventions soudaines de personnages qui confondent les raisonneurs, qui déchirent les voiles et font surgir des figures invisibles au commun des mortels. Elle s'est mise au service de la critique et de la poésie. Ce qui est le plus remarquable, c'est qu'elle soit restée, du fond des âges à nos jours, au service des deux à la fois, comme s'il fallait à l'esprit humain cette double méthode pour saisir toute la réalité. Les questions et les répliques, le jeu alterné des conversations, le débat ouvert par un entretien même frivole exercent la réflexion. Ce sont en phrases légères les problèmes essentiels de la vie humaine qui se posent dans les dialogues, la destinée, la passion, l'héroïsme, l'orgueil, la raison et l'instinct, le probable et l'inconnu, toutes les grandes notions admirables ou obscures... Et en même temps, par un progrès naturel, ces notions multiples conduisent brusquement à recomposer l'unité du monde ainsi analysé, à rassembler sous des figures simples les forces qui dominent l'homme, à sortir de l'observation des détails pour saisir les ensembles. L'univers s'anime. Platon fait parler les Lois, Aristophane fait parler les Oiseaux et les Nuées.

Le proverbe scénique me paraît bien plus ancien et plus illustre que le genre didactique qui consiste à mettre en action une vérité morale. Il est l'héritier de cette poésie féerique qui depuis les temps les plus anciens inspire ici-bas et dans chaque siècle quelques magiciens. C'est elle qui créa les mythes de l'antiquité; c'est elle qui anime les légendes du moyen-âge ; c'est à elle que nous devons Puck, la reine Mab et toutes les merveilles du *Songe d'une Nuit d'été*; c'est

elle qui créa les contes, et fit parler *la Belle et la Bête*; c'est elle encore qui se manifeste dans les récits de George Sand, de Musset et de Nodier; c'est elle qui voulut qu'Ariel apparût à Renan; et c'est elle enfin, n'en doutez pas, qui revit dans les proverbes de Mme Gérard d'Houville et qui met les sylphes sur son chemin. Elle n'est pas une construction volontaire de l'esprit. Elle est un mode de la connaissance. Elle est un don des Muses qui rassemblent toute sagesse, et qui accordent aux poètes ce privilège de voir ingénument plus de choses sous la voûte des cieux qu'il n'y en a dans toutes nos philosophies.

* * *

On retrouve les traits éternels de la poésie des proverbes dans le livre de Mme Gérard d'Houville. L'auteur semblait prédestinée à ce genre, tant elle y montre de naturel, de grâce et d'aisance. N'y cherchez pas ces précisions de décor dont le théâtre sent d'autant plus la nécessité qu'il a moins d'art. Les scènes se passent souvent n'importe où et n'importe quand. Elles n'ont besoin que des jardins, des fleurs, de la lumière du jour ou de la beauté des nuits. Parfois quelques proverbes appartiennent à une époque historique, mais lointaine, et rendue plus précieuse et plus familière par ce que le souvenir y ajoute. Ici ce sont les solitaires de Port-Royal, là ce sont des contemporains de George Sand, de Lamartine et de Hugo. Mais ce sont des contingences. Partout ce sont des êtres humains, qui aspirent à vivre, qui cherchent à tâtons le chemin de leur destinée, et que mènent à travers tout les lois éternelles du sentiment.

La liberté du proverbe qui se libère de toute convention permet ici une étude du cœur humain beaucoup plus directe que toute autre forme littéraire. L'auteur n'a pas besoin de se préoccuper de l'enchaînement logique des situations, et de la vraisemblance sociale de l'action. Nous sommes par définition hors des temps, hors des villes, hors des salles de spectacle, dans une comédie aérienne et enchantée. Il n'est pas de circonstances fortuites pour déterminer les personnages; il n'est pas de logique civilisée et arbitraire pour les contraindre. Nulle obligation séculière ne les retient: l'heure est abolie; et l'aimable M. Patinet, en 1840, oublie le journal qu'il dirige sous les ombrages du Luxembourg. Nous voici dans le royaume du sentiment pur, où les êtres ont la liberté de demeurer eux-mêmes et de se montrer tels qu'ils sont, avec leurs âmes sincères, leurs désirs ingénus et leurs cœurs incertains.

Ils sont charmants en vérité, ils sont charmants par ce qu'ils sont eux-mêmes, sans vanité, sans ambitions, comme allégés de tout ce dont l'existence en société, les soucis, les conventions, la politique et l'argent chargent inutilement les individus, rendus à la seule existence du cœur, de l'imagination, tourmentés, capables d'illusions et d'erreurs, gracieux ou dignes de pitié par le naturel et la sincérité qui les innocente. On aime en eux leur insouciance, leur gaîté, leur folie même. Chacun a son caractère, marqué d'un trait juste et sobre. Chacun suit son chemin. Les personnages épisodiques, légèrement dessinés, vivent. Tous ensemble forment une société qui est pleine d'entrain. C'est qu'ils ne s'embarrassent pas de choses fortuites, et qu'ils sont tous sensibles aux enseignements de la nature. Ceux qui y résistent sont voués à recevoir les sévères leçons du sort. Les autres sont entraînés par un grand courant de vie. Tout se passe dans une atmosphère transparente et lumineuse, dans des paysages délicieux. Il y a là une poésie de la nature, pleine d'impressions vives et vraies, riche de sons, de jeux de lumière, de sensations variées, où l'enjouement se mêle à l'émotion, et que le rêve agrandit. En énumérant selon l'usage, au début d'un proverbe, la liste des acteurs principaux, l'auteur ajoute malicieusement : « Et d'autres personnages excessivement importants, mais d'habitude tellement invisibles que nous n'osons les faire figurer sous une rubrique traditionnelle. » Et ces personnages, c'est la Nuit et c'est l'Aube, c'est le Rossignol, c'est la Rose, c'est l'Amour qui jugent les humains et disent les lois éternelles de la vie. Leur voix trouble encore parfois des êtres âgés comme Astolphe, Zélie ou Zéphyrin, mais le plus souvent leur est inintelligible, comme à M. et M^me^ Denis qui se croient si sages et qui vivent contre tout bon sens. Elle parvient mystérieusement aux jeunes, à Lisette, à Paquita, à Annette, âmes passionnées et délicieuses, inaltérables en leur candeur, toutes frissonnantes d'inquiétude devant la vie, et déjà secrètement averties de leur destinée.

Ce monde féerique et véritable, avec ses vieillards qui ont oublié de vivre et ses jeunes gens qui s'élancent à la vie, forme une humanité originale, à la fois simplifiée et riche de sentiments, une humanité d'avant le péché et d'avant les lois, toute proche encore d'un paradis perdu, — et très perdu. A la lecture, on est entraîné par la mélodie de la phrase, l'enchantement du décor, la beauté de ces petites filles qu'on imagine parées de volants, de dentelles de mousseline assemblées selon l'art le plus délicat, par ces bons vieillards un peu comiques et ces vieilles dames minutieuses, par ces servi-

teurs spirituels et dévoués. Mais il ne faut pas s'y tromper, ce sont des humains, de pauvres et terribles humains. On passe du songe à la réalité la plus hardie, comme un amateur qui, après s'être plu à admirer la complication exquise d'un dessin de Fragonard ou l'amoureuse élégance de Prudh'on, découvrirait la sauvagerie savoureuse d'un Gauguin. Cet art tout français est renouvelé par le souffle chaud des îles et des mers du Sud. Il y passe une philosophie où se mêle avec originalité un pessimisme audacieux, presque janséniste, et un réalisme vigoureux et naturel comme un élément.

Ces proverbes en vérité n'ont rien d'une idylle. Le désir et la mort s'y mêlent cruellement. Le délicieux décor des jardins et des forêts ne nous cache pas la sombre réalité ; le bruit des eaux vives et le chant des oiseaux ne nous empêche pas d'entendre le cri de douleur et de détresse des humains ; la gaîté et le pittoresque de tous ces petits personnages créoles, de ces jeunes filles de rêve, de ces nègres enfantins, de ces perroquets, ne détournent pas nos pensées de rudes vérités. Il y a dans toutes ces aventures, qui semblent se dérouler avec nonchalance et pour notre seul divertissement, des constatations tranquillement sauvages et la plus délicate férocité. Nous sommes avertis sans cesse que la vie n'est pas un repos, et que les passions ne sont pas un refuge. Le mouvement qui emporte tous les personnages, que ce soit vers Dieu ou vers l'amour, est violent. Le proverbe intitulé *On n'échappe pas à son destin* est dans sa sobriété toute une tragédie. Celui qui a pour titre : *On ne saurait penser à tout* nous donne, en quelques tableaux qui se succèdent rapidement, les images les plus terribles des passions. Dans les solitudes de Port-Royal comme dans la maison de Mme Denis, passe la fatalité qui n'épargne personne, et qui rappelle chacun au sentiment de la condition humaine.

Mais il n'y a pas dans cette série de proverbes qu'une suite de scènes traitées avec art. Tous ont entre eux un lien secret, et se déroulent selon un ordre qui a sa signification. Le premier, *la Nuit porte conseil*, si plein de fraîcheur, d'enthousiasme, et qui se termine par le triomphe de l'amour, est le symbole des espérances de la jeunesse, devant laquelle s'ouvre tout l'avenir. « Tu ne t'appartiens pas, enfant, dit le Rossignol à Lisette, tu es créée pour joindre ton ardeur à la grande lumière et te confondre à l'harmonie des choses dont tu es une note attendue. Ton heure d'amour est venue. Ah ! sache la vivre sans en perdre une minute sacrée... C'est cela ton devoir, c'est cela ton destin... Ce que tu deviendras ensuite, que

t'importe? T'effeuilleras-tu dans la brise refroidie ou t'épanouiras-tu par des matins rayonnants ? O fille d'une race éphémère, ne le demande pas, et comme l'étoile et la fleur, comme l'insecte et l'oiseau, aime ! » Ce départ pour l'aventure de la vie est plein de séduction ; la jeunesse y est peinte sous un aspect ravissant, et tout le long du livre, la jeunesse est traitée avec la même sympathie indulgente, le même entrain, le même respect attendri de ce qui commence et de ce qui fleurira. Léandre avec son oncle incommode et bon homme, Victor étourdi et heureux héritier des rêves de son père, comme Savinien, comme Sylvain, ils ont tous et toujours le beau rôle, et ils le méritent, étant l'ivresse, l'espoir et l'inconnu, étant aussi l'objet inévitable des épreuves futures...

Et les épreuves, les voici : elles sont contenues dans les proverbes qui suivent, *Il faut toujours compter sur l'imprévu, On ne saurait penser à tout, Nul n'échappe à son destin, Une hirondelle ne fait pas le printemps*. Alors paraissent les circonstances de la vie, les mauvais hasards, les déceptions, les limites des cœurs, la fuite irréparable des jours, la vieillesse riche de regrets, les duretés du sort, et les tourments. Il semble que tous les beaux songes du premier proverbe s'en aillent un à un comme des illusions. Les scènes dramatiques de *Il ne faut pas dire Fontaine*, inspirées du Port-Royal de Sainte-Beuve, sont elles-mêmes toutes pleines d'une véhémence par où se manifeste que les plus hautes passions et les plus austères méditations non plus ne vont pas sans troubles ni sans emportements. Tout ce proverbe, puissant et plein de grandeur, semble passé par la flamme.

Mais voici l'apaisement et le secret des muses. Il nous est apporté par un tout jeune homme, Sylvain, fils du jardinier, vivant parmi la nature. Le Sylphe lui est apparu, le Sylphe lui a dit toutes les épreuves qui l'attendaient : « Je ne suis pas toujours le malicieux, le gracieux Sylphe. Je suis despotique et redoutable. Je puis être ton tyran. Je ne sais rien, et pourtant, comme l'étincelle cause l'incendie, si je le veux, je te fais brûler, petit mortel, ondoyant, enivré. Je te saisis par les cheveux, moi si faible, je te secoue dans l'air comme un nuage; je te remêle aux éléments, je t'enlève, je te consume, je t'étouffe, je te noie. Je te fais crier de douleur et de délectation, et après t'avoir uni si rudement à la nature, je te donne des ailes, et je te regarde monter à ton tour dans la lumière, monter, monter plus haut encore, avide de disparaître en Dieu... » Cette leçon du Sylphe, Sylvain l'a comprise. La jeune Annette, toute éplorée d'un chagrin d'amour, vient se confier à lui. Et à son tour Sylvain, petit

mortel, devenu petit poète, dit : « Il y a, comment vous dirai-je? il y a des bonheurs errants que je ne sais pas expliquer, il y a de l'amour dans l'arome des roses; il y en a dans les larmes; il y en a dans les humbles travaux et les simples labeurs; il y en a dans la charité et l'oubli de soi-même... » Paroles ailées, graves et douces qui justifient les maximes du Sylphe : « Tout passe, sauf l'art consolateur qui peut rendre immortel... Celui qui nous suit, triste ou joyeux, connaît l'enchantement qui console et qui délivre... » Et cette musique divine n'a cessé de bercer l'humanité.

***

Pourquoi ces proverbes, ou plutôt cette série de poèmes dialogués, ont-ils pour titre : *Je crois que je vous aime*... Si je parle du titre après avoir parlé du livre, c'est qu'il faut avoir lu celui-ci pour comprendre le sens de celui-là et en saisir la malice. *Je crois*... C'est que la plupart des personnages, comme la plupart des êtres humains, ne sont sûrs de rien, pas même de leurs sentiments. Ils aiment leur rêve, plus peut-être que les objets mêmes de ces rêves. Ils poursuivent, à travers les expériences dont ils sont les héros et les victimes, un absolu qu'ils n'atteignent pas. Ils courent après le bonheur, imaginent qu'ils vont le posséder, s'en détachent parfois, et reprennent avec un courage instinctif et obstiné cette course à la fois décevante et toujours pleine d'espérances. La vie passe : devenus vieux, comme les personnages de *la Nuit porte conseil*, ils découvrent que le vrai bonheur, c'était sans doute cette course éperdue, c'était cette recherche qui remplit toute la jeunesse, et qui laisse à l'âge de la méditation le trésor de ses regrets et de ses souvenirs. *Je crois*... c'est le mot même de l'espoir, de la bonne volonté et de l'illusion, c'est le départ pour l'incertain et la promesse douce de l'expérience qui le sera moins. Il y a dans ce titre une ironie tranquille et un peu cruelle.

L'auteur a sans doute pensé à *Bajazet*, qui est à sa manière une sorte de proverbe tragique. Avec son décor oriental, ses turqueries, son atmosphère de sérail, et son héroïne passionnée, *Bajazet* pourrait s'appeler : *Bien fol est qui s'y fie*. Roxane dans un mouvement admirable déclare soudain :

Bajazet, écoutez : je sens que je vous aime.

Et comme on veut faire tout le bonheur, ou, si cela ne se peut, tout le malheur de ce qu'on aime, Roxane prouve la véhémence et la

profondeur de ses impulsions en laissant tuer Bajazet au cinquième acte. Les proverbes, malgré ce qu'ils ont d'assez farouche, représentent des mœurs plus douces que la tragédie. Et cependant celui qui a pour titre *Nul n'échappe à son destin* nous montre un personnage qui se comporte exactement comme Roxane. Mais ce n'est qu'un homme. Venu par hasard, avec l'intention de sauver une femme qui veut mourir, il l'étrangle par mégarde à l'heure même qu'elle avait fixée pour sa mort. C'est un maladroit, aidé par la fatalité. Roxane y mettait plus de conscience. Elle a une manière toute personnelle de concevoir non seulement l'amour, mais aussi l'ordre. C'est elle qui prononce ce vers :

Et que tout rentre ici dans l'ordre accoutumé.

On évoque Versailles, les jardins à la française, le grand Roi, les belles disciplines, l'harmonie raisonnable entre le cœur et l'esprit. Et l'ordre accoutumé, c'est le sérail, l'autorité absolue, la sultane, ses caprices, la prison et parfois la mort. C'est l'ordre accoutumé de la passion. Il y a dans le réalisme classique toutes les audaces.

Cette admirable liberté d'esprit tenait en grande partie à ce que le siècle était délivré de toute incertitude touchant l'ordre spirituel comme l'ordre politique. La tradition religieuse, et le cartésianisme accommodé à la théologie répondaient aux questions sur l'univers et la destinée. La monarchie et le pouvoir du Roi dispensaient des controverses sur les affaires publiques. Tranquilles au sujet de l'au-delà et tranquilles au sujet de l'État, les écrivains, les prédicateurs, les moralistes et les poètes pouvaient à leur aise considérer l'homme en lui-même et tel qu'il est. Ils étaient rassurés sur le présent et sur l'avenir. Ils n'avaient pas peur de découvrir la nature humaine parce qu'ils avaient de quoi la discipliner. Ils ne craignaient pas les mots ni les choses. La séparation de la pensée et de la matière, le sentiment de l'éminente dignité de l'esprit, l'amour du vrai naturel et réel, tout les incitait à l'étude de l'être moral. Ces belles méthodes ont été bouleversées le jour où les réformateurs se sont avisés de proclamer que l'homme était bon et qu'il ne tenait qu'à lui de constituer une société perfectionnée et heureuse. Alors on n'a plus osé dire la vérité et peut-être a-t-on fini par ne plus la voir. On a préféré exprimer ce qui était commode pour entretenir les illusions populaires ou pour justifier les promesses et les systèmes des dirigeants. On a négligé ou caché les lois éternelles de la condition humaine, et plus on se vantait de liberté d'esprit, moins on en avait. Que d'em-

phase et que de convention dans les écrits et dans les discours publics, si on les compare à une maxime de M. de La Rochefoucauld ou à un sermon de Bossuet?

Si quelque chose demeure encore de l'esprit de mesure et de vérité qui était la parure et la force de notre pays, nous le devons à l'éducation classique, qui est d'ailleurs menacée de destruction. Du cartésianisme à la fois scientifique et philosophique, nous tenons le goût du vrai. De la culture antique, nous avons hérité le sens de la forme et l'idée de la beauté. Et c'est le mérite éclatant des œuvres littéraires de notre pays qu'elles tendent à manifester, par la beauté de la forme, la vérité du fond. Si puissante est cette tradition, qu'elle dure encore malgré tout ce qui a été tenté pour la ruiner. C'est *Bajazet* qui m'a conduit à ces réflexions. Mais elles sont valables, si l'on songe aux proverbes de Musset, si curieusement classique dans son romantisme. Elles ne cessent pas de l'être si l'on passe ensuite aux proverbes de Mme Gérard d'Houville, qui a reçu par l'auteur des *Trophées*, son père, un si brillant reflet de la culture antique. Ce profond souci d'atteindre l'essentiel de l'être moral, de peindre le cœur humain, de mettre en évidence les forces de la vie dans ce qu'elles ont de plus rude, et en même temps d'éviter tout ce qui est trop personnel et trop lyrique, de s'exprimer avec exactitude et clarté, de poursuivre pour le plaisir de tous un objet général, c'est la règle même de la littérature française.

D'autres tendances paraissent prévaloir aujourd'hui. On remarque dans les livres contemporains une recherche minutieuse de l'accidentel, une passion ingénieuse de l'exceptionnel et du rare. Les romans sont pleins de monstres, de personnages imprévus, de perversion même. Quand un auteur parle de la terre, il donne l'impression qu'il serait ravi de découvrir qu'elle n'est pas ronde. Et si l'amour est le sujet d'un récit, il n'est pas expliqué sans quelques recours aux imaginations systématiques de Freud. Les affaires humaines, le cœur, les cinq sens, la nature ne suffisent plus. Une sécheresse frénétique tourmente les nouveaux venus. Instables, solitaires, sans espérance, ils paraissent chercher l'oubli d'eux-mêmes dans une sorte d'étourdissement. Au lieu d'étudier des caractères, on étudie des cas qui se suffisent à eux-mêmes et qui n'engagent à aucune méditation. Fragmentaires, subtils, et pareils à des contributions plus ou moins scientifiques, beaucoup de livres renseignent et n'apprennent rien. Un critique louait récemment les tragédies classiques de nous faire passer de la personne à l'espèce, et de déployer

sur le fond de la scène une toile dont les perspectives s'avancent jusqu'au seuil des dieux redoutables. Grâce à un si grand objet, l'œuvre se simplifie et s'amplifie, la hauteur de la pensée s'ajoute à l'adresse de la technique pour réaliser des ensembles où des temps innombrables viennent contempler des images perpétuelles de leurs faiblesses et de leurs vertus. « Si curieux, et si minutieux, que l'art littéraire soit devenu, concluait-il, il faut regretter, sans espoir d'y revenir ou d'en découvrir d'autres, les vastes ensembles fixés par les génies classiques. »

Il est naturel que les jeunes écrivains cherchent leur voie. Il est naturel aussi qu'ils essaient de faire autrement que leurs devanciers. Leurs tentatives, leurs inventions, leurs excès mêmes méritent d'être suivis avec indulgence et sympathie. Dans ces essais tumultueux se préparent souvent les œuvres du lendemain, et l'esprit souffle où il veut. Mais il est heureux que quelques ouvrages contemporains ramènent de temps en temps l'esprit aux grandes disciplines de notre littérature, à la vérité, au naturel, au réalisme classique. Et d'ailleurs les plus belles réussites des auteurs des plus récentes écoles ne sont-elles pas la preuve qu'ils peuvent et qu'ils savent suivre les traditions? Le jeune Raymond Radiguet, si tôt enlevé aux lettres, étonna, dès l'apparition de son premier livre, par la sobriété, la fermeté, et la clarté. Le brillant succès du *Plain-chant* de Jean Cocteau échut à un livre de poèmes où l'on aimait à évoquer l'ombre de Ronsard. On peut s'intéresser à ce que l'on appelle les nouveautés. Mais il est pour le lecteur une joie privilégiée quand apparaît une œuvre sous le signe traditionnel et toujours jeune de la poésie qui, depuis le temps où les auteurs écrivent et rêvent, fait la beauté des livres.

André Chaumeix.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« Le premier roi de la Grande-Roumanie est mort. Une cruelle maladie a interrompu prématurément le règne le plus glorieux qui a réalisé le rêve séculaire de notre peuple... Les Roumains ne pourront jamais oublier qu'il n'est pas de sacrifice que le roi Ferdinand n'ait fait pour le bien du pays. Inébranlable dans sa conviction et dans sa décision pendant la guerre, bon et sage pendant la paix, Ferdinand Ier restera à jamais le roi qui s'est identifié avec son peuple et qui a réalisé les grandes réformes qui ont apporté à l'État la justice, la puissance et la tranquillité. » C'est en ces termes que le président du Conseil, M. Bratiano, annonce au peuple roumain la mort de son Roi, et, vraiment, on n'en saurait trouver de plus dignes pour caractériser le souverain qui a succombé, le 20 juillet, au mal implacable qui le rongeait depuis de longs mois sans altérer sa sérénité, sans affaiblir sa volonté de travailler jusqu'au bout au bien de ses sujets et à la grandeur de son pays.

Ferdinand Ier a été un grand roi dans toute la mesure où il a été, au sens le plus large du terme, un honnête homme, attaché à son devoir, loyal envers lui-même et envers les autres. Il avait un sentiment très élevé de sa fonction royale, de son autorité, de son rôle d'arbitre entre les partis politiques et de premier serviteur de la patrie. Il n'hésita pas, aux heures décisives de son règne, à refouler ses sentiments personnels pour suivre ce qu'il voyait clairement être l'intérêt et la volonté de son peuple. Né en 1865 à Sigmaringen, il appartenait à la branche catholique des Hohenzollern ; il avait fait ses études en Allemagne et servi comme officier dans un régiment de la Garde ; lorsque, le 28 septembre 1914, en pleine guerre, la mort de son oncle, le roi Carol, l'appela au trône, il connaissait les sentiments réfléchis qui portaient son peuple vers la France et l'Angleterre : la Grande-

Roumanie, patrie de tous les Roumains, ne pouvait être réalisée que par la défaite des puissances centrales. L'influence de la reine Marie, fille du duc d'Édimbourg, aida le nouveau roi à suivre l'impulsion qui entraînait ses sujets à prendre part à la guerre aux côtés des alliés occidentaux ; il passa outre aux appréhensions que lui inspiraient les dispositions de la Russie. La résolution suprême fut prise, dans un Conseil de la Couronne, le 27 août 1916. Après les premiers succès, vinrent les jours difficiles ; la fermeté d'âme du roi ne se démentit pas un seul instant. M. Robert de Flers, dans le bel article qu'il a consacré, dans *le Figaro*, à la mémoire du souverain, rapporte ce trait : après l'échec de l'armée roumaine sur l'Argesh, qui ouvrait aux Austro-allemands les portes de Bucarest, le roi, avisant un officier français, alla à lui et lui dit : « Colonel, vous allez rejoindre le général Berthelot. Veuillez lui dire que je ne regrette rien et que ma confiance reste entière. » L'armée fut réorganisée et la bataille de Marasesti arrêta l'offensive ennemie.

Ce furent de pires épreuves quand les armées russes en décomposition foulèrent le pays, cherchant à démoraliser les soldats roumains et que la Roumanie, isolée, fut réduite à signer ce traité de Bucarest qu'il faut toujours relire quand on veut savoir comment les Allemands, s'ils avaient été victorieux, auraient ménagé les vaincus. Enfin, ce fut la victoire : la constance du roi et la vaillance du peuple furent magnifiquement récompensées par la constitution de la Grande-Roumanie historique, qui englobe toutes les terres habitées en majorité par des Roumains et qui réunit, aux vieilles provinces de Moldavie et de Valachie, la Transylvanie, la Bukovine, la plus grande partie du Banat de Temesvar, la Bessarabie. Quand, le 15 octobre 1922, le roi Ferdinand et la reine Marie reçurent à Alba-Julia, la vieille capitale historique, la couronne royale de tous les Roumains, parmi l'allégresse de tout un peuple, ils purent se dire que rarement il a été donné à un souverain de réaliser aussi complètement les aspirations séculaires d'une nation. Dans l'Europe orientale, la Roumanie et la Pologne sont aujourd'hui deux grandes puissances, et l'alliance qui les unit en fait le rempart de l'Europe civilisée en face de l'asiatisme qui déborde sur la Russie soviétique.

D'autres épreuves, plus tragiques peut-être parce que plus intimes, étaient réservées au roi Ferdinand. On n'a pas oublié à la suite de quelles incartades privées le prince Carol, fils aîné du roi et héritier naturel du trône, ayant abandonné sa femme, née prin-

cesse Hélène de Grèce, et déclaré renoncer au trône pour courir à d'autres amours, fut, par l'acte constitutionnel du 4 janvier 1926, privé de ses droits à la couronne. Il accepta de rester éloigné de son pays tant que les circonstances ne permettraient pas de l'y rappeler et il vit actuellement en France. L'acte du 4 janvier stipule que l'héritier du trône sera le prince Michel, fils du prince Carol, actuellement âgé de cinq ans, assisté d'un conseil de Régence composé de trois personnes : le prince Nicolas, second fils du roi Ferdinand, le patriarche Miron Christea, chef de l'Église autocéphale roumaine, et M. Budzugan, premier président de la Cour de cassation. Ces dispositions légales, fortifiées par le vote parlementaire et la sanction de l'opinion publique, sont devenues, le jour même de la mort de Ferdinand Ier, exécutoires. L'enfant royal a été proclamé sous le nom de Michel Ier ; le conseil de Régence est entré en fonctions après avoir prêté serment au nouveau Roi. Tout s'est passé régulièrement, constitutionnellement ; le prince Carol n'a pas demandé l'autorisation de rentrer en Roumanie ; ayant volontairement renoncé au titre de roi, il s'est abstenu d'en revendiquer les prérogatives et il semble qu'aucune difficulté ne soit, de ce chef, à redouter pour la vie politique de la Roumanie. Il n'en reste pas moins que cette situation anormale, contraire aux traditions des monarchies héréditaires, peut servir de prétexte aux factieux ou aux ambitieux qui seraient tentés d'agiter le pays. Une longue minorité, même en pays constitutionnel, autorise surtout lorsque vit le prince que la loi naturelle appelait au trône, des intrigues de toute nature qui peuvent, en cas de difficultés intérieures ou extérieures, troubler profondément l'État. Il est dangereux, pour les monarchies, de se mettre en contradiction avec leur principe, car si la volonté d'un gouvernement et d'un parlement a le pouvoir, avec la sanction royale, de changer l'ordre de succession dynastique, il peut venir un jour à l'idée d'un autre gouvernement et d'un autre parlement de se passer de la dynastie et de renverser le trône. Nombreux sont les Roumains et nombreux leurs amis du dehors qui ne voient pas sans quelque appréhension s'ajouter, aux dangers qui assaillent tous les gouvernements, cette source particulière de difficultés et de troubles.

Le roi Ferdinand, peu de jours avant de mourir, a rendu à son peuple un ultime et signalé service en rappelant au pouvoir le parti libéral, le plus solide et le mieux organisé des partis roumains, et son chef M. Jean Bratiano, l'homme d'État, le patriote expérimenté, qui a dirigé, dans la guerre comme dans la paix, les destinées

de la Roumanie ; et, entre ses mains, l'autorité ne faiblira pas. Au mois de mars 1926, MM. Jean et Ventila Bratiano, bien qu'ils disposassent d'une majorité fidèle, crurent nécessaire d'abandonner le pouvoir, qu'ils détenaient depuis longtemps, pour réorganiser leur parti et chercher un terrain d'entente, tout au moins de trêve, avec le parti national-paysan ou *tsaraniste*, son adversaire acharné. En Roumanie, pays essentiellement agricole, un parti paysan pouvait recruter des adhérents ; il en trouva surtout, après l'annexion, dans les nouvelles provinces qui se plaignaient de ne pas obtenir une assez large part dans les gouvernements qui se sont succédé. Les chefs du parti paysan, MM. Maniu, Mihalake, Lupu, ne sont certes pas des révolutionnaires, mais ils sont obligés de tenir compte des revendications extrêmes des paysans qui estiment que la loi agraire a été insuffisante et réclament de nouvelles répartitions de terres. Le roi appela au pouvoir, sur le conseil de M. Bratiano lui-même, le général Averesco, brillant soldat, mais homme politique sans expérience et dont le « parti du peuple » n'a pas de racines dans le pays. Aux élections qui suivirent, les candidats du général Averesco obtinrent 280 sièges, les libéraux ayant, presque partout, voté pour eux. Fort de cette majorité, le général crut pouvoir s'aventurer dans une politique personnelle. Il y a quelques semaines, le bruit se répandit que le général Averesco, qui est un ami et un admirateur de M. Mussolini, prétendait se perpétuer au pouvoir et se préparait à organiser une sorte de gouvernement dictatorial pour le cas, qui ne pouvait être éloigné, où, le roi venant à mourir, la couronne serait placée sur la tête d'un enfant.

Le roi moribond fut informé ; avec une admirable énergie, il intervint ; il demanda au général Averesco sa démission et alla chercher hors du parlement, pour constituer un ministère d'union nationale, un homme indépendant des partis, possédant la confiance de la cour, le prince Barbo Stirbey. Il s'agissait d'opérer un rapprochement, en vue des élections, entre le parti libéral de M. Bratiano et le parti national-paysan, afin de constituer un bloc solide sur lequel pût s'appuyer le conseil de régence en cas de décès du roi. Les démarches du prince Stirbey aboutirent bien à la constitution d'un ministère d'entente nationale, mais non pas à la confection de listes communes pour les élections ; il donna sa démission et conseilla au roi d'appeler M. Jean Bratiano. Celui-ci, élargissant l'assiette parlementaire de son ministère, obtint la collaboration de M. Titulesco, ambassadeur à Londres, ancien ministre des Finances, à qui il

confia les Affaires étrangères, de M. Argetoyano et de l'un des chefs du parti paysan, M. Lupu.

Les élections eurent lieu le 7 juillet et donnèrent au parti libéral une très forte majorité; il a recueilli, grâce à sa cohésion, à sa bonne organisation électorale, à l'autorité de son chef et à la gravité des circonstances, plus des deux tiers des voix : 322 sièges. Les nationaux paysans conservent 54 mandats, surtout en Transylvanie : les oppositions nationales magyare et allemande ont 12 sièges. Le parti Averesco n'existe plus. M. Iorga, l'éminent historien, le seul chef de parti qui eût posé la question d'une revision de l'acte constitutionnel du 4 janvier 1926, n'est pas réélu et son parti national-démocrate est annihilé. Au Sénat, les libéraux ont 96 sièges sur 115, les nationaux-paysans 15. En résumé, à la veille de la mort prévue du roi, le pays, sous l'impulsion de ses chefs, a opéré une sorte de concentration nationale. Il appartient à M. Bratiano, avec l'autorité que lui donne la confiance du pays, d'achever la cohésion de la Grande-Roumanie autour du trône d'un enfant et de faire aux éléments transylvains, dans le gouvernement, dès qu'ils consentiront à l'occuper, la place qui leur revient naturellement. La stabilité intérieure de la Roumanie importe au plus haut point à la sécurité de l'Europe et à la paix générale. M. Titulesco, le nouveau et très distingué ministre des Affaires étrangères, soulignait, il y a peu de jours, la concordance qui rend solidaires les intérêts roumains et les intérêts européens. La Roumanie, ajoutait-il, se propose de maintenir et de resserrer les liens qui l'associent à la Pologne et à la Petite-Entente et les rapports d'amitié qui l'unissent à la France, à l'Italie et à la Grande-Bretagne; « l'amitié de la France et de la Roumanie vient d'être scellée par un traité qui n'est que l'expression juridique des sentiments communs qui, depuis l'origine de l'État roumain, ont fait que la France et la Roumanie se sont toujours trouvées côte à côte. » Ces sentiments, la nation française, en présence du cercueil du roi Ferdinand, en éprouve aujourd'hui la profondeur et la sincérité; elle salue avec respect la noble mémoire du Roi dont le nom glorieux restera associé à l'achèvement de l'unité nationale roumaine; elle s'associe aux vœux qui environnent le trône du jeune roi; elle espère que, sous un nouveau règne, la Roumanie deviendra toujours plus forte et plus prospère.

Subitement, le 15 juillet, un mouvement révolutionnaire a éclaté à Vienne. L'acquittement de trois membres d'une société d'anciens

combattants accusés d'avoir, en janvier, à Schattendorf, près de la frontière hongroise, tué, au cours d'une bagarre, un mutilé et un enfant qui se trouvaient dans les rangs socialistes, fut l'occasion d'une émeute dont les causes profondes sont plus lointaines. La foule se porta vers le Palais de justice, qui sur le Ring est voisin du Parlement, l'envahit, l'incendia; la grève des chemins de fer et des grandes corporations fut déclenchée ; on put croire, pendant quelques heures, que le gouvernement dirigé par Mgr Seipel serait emporté. Il y eut, dans les rues, de sanglantes bagarres, 40 morts, 200 blessés ; puis le tumulte s'apaisa, l'ordre se rétablit; pour le moment, le danger paraît écarté, mais il est nécessaire, afin d'en prévenir le retour et d'en prévoir les conséquences, d'en connaître les origines, car tout ce qui compromet la stabilité de l'Autriche met en question la paix européenne.

La ville de Vienne renferme plus du tiers des habitants de la République d'Autriche ; elle est administrée, depuis la révolution de 1918, par une municipalité socialiste, tandis que les chrétiens-sociaux, gardant la majorité au Parlement, restent maîtres de l'État. Depuis longtemps une rivalité ardente met aux prises ces deux partis. Les socialistes ont besoin, pour recruter des adhérents, que l'Autriche souffre, que la prospérité n'y renaisse pas ; au contraire, les chrétiens-sociaux, dont le chef est l'énergique et loyal docteur Seipel, cherchent et ont dans une large mesure réussi à donner à l'Autriche des raisons morales et des moyens matériels de vivre indépendante. Les socialistes, maîtres de la municipalité, accablent les classes naguère aisées, les commerçants, les patrons, sous le poids d'une fiscalité si lourde et si oppressive qu'elle constitue le principal obstacle au relèvement économique de l'Autriche, oblige les ateliers à fermer leurs portes et aggrave le chômage. Sur 33 habitants de Vienne, on compte un chômeur : au total 160 000 environ : on conçoit qu'une émeute trouve parmi ces éléments, auxquels il faut joindre les bas-fonds que recèle toute grande ville, de quoi recruter une armée. Le parti socialiste, très bien organisé, a gagné des voix et des sièges à chaque élection au Conseil national, mais il se heurte à la résistance des paysans des provinces, sans le travail desquels Vienne et la Basse-Autriche mourraient de faim et qui votent fidèlement pour le bloc bourgeois. Aux dernières élections, en avril, les socialistes, qui avaient provoqué la dissolution, se flattaient d'emporter la majorité ; ils gagnèrent, en effet, plus de 100 000 voix, mais n'emportèrent cependant que 71 sièges contre 94 aux partis bourgeois

(chrétiens-sociaux, ligue des paysans, allemands-pangermanistes). Les chefs socialistes veulent avoir part à la conduite des affaires et au contrôle de la politique. La plupart d'entre eux, Otto Bauer, Deutsch, Frédéric Adler sont des juifs. Ils ne répugnent pas, le dernier surtout, aux moyens violents. On n'a pas oublié qu'en 1916 Adler assassina le président du Conseil, comte Sturgkh ; il est le créateur d'une nouvelle Internationale qui cherche sa voie à mi-chemin entre celle de Moscou et celle d'Amsterdam et préconise la dictature du prolétariat. Derrière Adler, une aile gauche de la social-démocratie viennoise confine au bolchévisme. A Vienne fonctionne un centre important de propagande communiste-nationaliste dont l'action rayonne sur l'Europe centrale et les Balkans ; mais le parti communiste indigène n'a obtenu, en avril, que 8 000 voix, parce que les forces communistes et socialistes forment une seule et même armée.

Peut-être les récents troubles auront-ils pour conséquence de les dissocier. Il semble, en effet, que les socialistes ont voulu manifester leur force, peser sur le gouvernement, afin qu'à la faveur d'un remaniement ministériel, quelques-uns de leurs chefs entrassent dans le ministère, plutôt que s'emparer du pouvoir. Ils ont été surpris par la subite violence, si contraire au rythme habituel des manifestations viennoises, des assaillants du Palais de justice : ils se sont vus débordés par les communistes et les éléments étrangers ; le bourgmestre, M. Seitz, responsable des édifices publics, n'avait pas prévu le pillage et l'incendie du Palais de justice. Quelques heures après le commencement des troubles, la Schutzbund, sorte de milice que le parti socialiste recrute parmi ses adhérents, collaborait au maintien de l'ordre. MM. Seitz et Bauer entraient en pourparlers avec le chancelier Seipel. Vienne, d'ailleurs, possède depuis longtemps une excellente police qui dépend de l'État et dans laquelle le préfet de police, M. Schober, a su maintenir un moral élevé et une discipline intacte. Cette force organisée n'a pas tardé à prendre le dessus sur les émeutiers, à les disperser. Le soir, une descente de police dans une réunion privée permit d'arrêter des étrangers, parmi lesquels un député communiste allemand, et des communistes autrichiens, parmi lesquels se trouvaient quelques-uns des principaux meneurs. La grève n'a pas été effectivement générale et s'est rapidement terminée. Le gouvernement n'a fait aucune concession importante ; les socialistes réclamaient le remplacement de M. Schober, l'entrée des socialistes dans le ministère, la municipalisation de la police ; ils

n'ont rien obtenu, si ce n'est une procédure de revision du jugement qui a été l'origine des troubles.

Ce succès du gouvernement, cet échec du communisme, a déchaîné les colères de la presse soviétique; sa déception donne l'exacte mesure des espoirs que les dirigeants de Moscou fondaient sur le succès du coup de main révolutionnaire de Vienne. En France, ces incidents ont soulevé une significative polémique entre communistes et socialistes. *L'Humanité* accuse M. Otto Bauer et les chefs du socialisme viennois de l'insuccès des journées révolutionnaires qui devaient aboutir à la dictature du prolétariat; la IIe Internationale n'est capable, à l'entendre, que de telles reculades et les ouvriers feront bien, s'ils veulent s'emparer du pouvoir, d'abandonner ses bannières. Dans *le Populaire*, M. Léon Blum prend la défense des socialistes viennois; ils voulaient seulement protester contre un acquittement scandaleux, montrer qu'ils sont assez forts pour arrêter toute tentative fasciste, mais ce n'est point par des moyens de violence qu'ils entendent accéder au pouvoir. Les socialistes, à leur tour, accusent les communistes d'avoir fait dévier et échouer la manifestation et les rendent responsables du sang versé.

Quoi qu'il en soit, les émeutes de Vienne posent devant l'opinion, avec une acuité nouvelle, la question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne et des moyens de le prévenir. Les paisibles bourgeois de Vienne, déjà accablés d'impôts municipaux socialistes, s'ils se sentent par surcroît menacés d'un gouvernement révolutionnaire, se tourneront du côté de l'Allemagne d'où leur viendrait, espèrent-ils, sécurité et protection. Il est vrai que, inversement, les socialistes d'Autriche, s'ils se croient assurés d'arriver prochainement au pouvoir, seront moins pressés de s'unir à un Reich où domine la politique conservatrice et nationaliste. Nombreux sont aussi les Allemands, en Bavière surtout, qui ne souhaitent guère ajouter au Reich un important surcroît de socialistes. Mais le rattachement donnerait à l'amour-propre national allemand une telle satisfaction que, si nous laissions naître l'occasion, il n'est pas beaucoup d'Allemands qui hésiteraient à la saisir. La nationaliste et conservatrice *Gazette de la Croix*, de Berlin, a cependant, le 23 juillet, publié un curieux article où elle prend parti contre le rattachement; la presse autrichienne de droite et la plupart des autres journaux allemands le lui reprochent comme une trahison. Le fait est doublement significatif. Des deux côtés de la frontière, on prend des mesures d'assimilation qui ont pour objet de rapprocher le moment du rattachement et d'en pré-

parer les modalités. Quand la législation, l'administration, l'uniforme des troupes, seront identiques, les Allemands comptent que l'*anschluss* s'opérera de lui-même sans difficulté. Les Autrichiens sont le plus malléable des peuples, celui qui, en raison de son histoire, possède au moindre degré le sentiment national, car l'ancienne Autriche n'était pas une nation, mais un État supranational; une propagande habile persuade aux bourgeois apeurés et au peuple qui souffre que le salut est dans le rattachement à l'Allemagne; mais les élites sont loin de le souhaiter : les industriels savent que la concurrence allemande serait leur ruine; les intellectuels, les artistes, appréhendent l'absorption de cette fleur originale et savoureuse qu'est la culture autrichienne par le germanisme prussianisé (1).

Mais, pour que l'Autriche vive, il faut lui donner la possibilité et surtout lui inspirer le goût de vivre. Avec le concours de la Société des nations, elle a mis fin à la crise monétaire qui l'épuisait : la mission d'études composée de MM. Layton et Charles Rist a constaté qu'il ne lui manquait que des débouchés pour son commerce; ce sont les routes commerciales de la plaine danubienne, de la péninsule balkanique et de la Turquie qu'il faudrait lui ouvrir de nouveau au moyen d'équitables traités de commerce. Ce n'est pas là une question particulière à l'un ou à l'autre des États limitrophes; ce n'est même pas un problème qui n'intéresse que les « États successeurs »; c'est la stabilité de l'Europe et le maintien de la paix qui sont en jeu. Même si l'Autriche ne voulait pas vivre indépendante, l'Europe serait en droit, au nom de l'intérêt général, de lui imposer la vie comme un devoir, quitte à lui en rendre l'exercice facile comme un plaisir. En 1830, l'Europe a imposé à la Belgique l'indépendance et la neutralité, afin qu'elle ne pût jamais se réunir à la France : elle n'a pas eu sujet de le regretter. Imaginez l'Autriche disparue. Voilà l'Italie limitrophe de la Grande-Allemagne, voilà réalisé le Mittel-Europa tel que le concevaient les Allemands pendant la guerre; la Tchécoslovaquie est encerclée par le germanisme qui déjà a un pied chez elle : la route du Danube et de l'Orient est fermée aux puissances occidentales, qui n'ont plus la possibilité de secourir la Pologne ou la Roumanie, si elles étaient attaquées par la Russie soviétique; l'Allemagne reprend sa marche conquérante vers Trieste, vers Constantinople, vers les Indes; elle devient presque fatalement l'alliée des Russes;

(1) M. Paul Zifferer, l'auteur du charmant livre : *la Ville impériale* (Plon, in-16), représente parmi nous ce que la culture viennoise possède de plus délicat et nuancé.

l'Angleterre, la France, l'Italie et la Belgique ont perdu la guerre.

Si l'Allemagne, écartant ces rêves, considère son intérêt bien entendu, elle s'apercevra bien vite d'une vérité qu'un vain amour-propre lui cache : c'est à elle-même que l'existence d'une Autriche prospère et heureuse de vivre est surtout nécessaire. Si elle en poursuivait l'annexion, les puissances occidentales seraient obligées de prendre ou de prolonger contre elle des mesures spéciales de protection; ce serait, — M. J. Sauerwein a raison de le remarquer dans un excellent article du *Matin* du 13 juillet, — la prolongation et le renforcement d'un régime de suspicion et de garanties dirigé contre elle. Il faut agir sans perdre de temps; il appartient à l'Italie et à la France, les grandes puissances les plus directement intéressées, de prendre l'initiative d'un règlement définitif. Si le problème douanier ne peut être résolu directement par les intéressés, on pourra s'en remettre à la Société des nations et à ses experts en suivant les grandes lignes du rapport Rist-Layton. Quant au problème politique, c'est un Locarno de l'Europe centrale qu'il s'agit de préparer.

La politique de paix n'est pas une politique d'oubli. Les peuples qui se sont trouvés associés pendant les dures années de la guerre ont le droit de célébrer les grands souvenirs d'héroïsme dont se nourrissent leurs âmes et qui fortifient leur amitié, sans que les nations qui furent leurs ennemies soient fondées à les accuser de provocation. Les souverains, le gouvernement et la nation belges ont eu la touchante pensée d'élever, au souvenir de la fraternité d'armes franco-belge, un monument où reposent les restes d'un soldat français inconnu tombé sur le front de l'Yser. L'inauguration officielle a été faite le 17 juillet à Laeken par Leurs Majestés le Roi et la Reine des Belges et M. Raymond Poincaré. Ces fêtes du souvenir, de la douleur et de la gloire n'ont point pour objet ni pour résultat de perpétuer les haines, mais, parmi les préoccupations moins nobles de la politique et de l'économique, d'entretenir le culte de l'amitié et la flamme de la reconnaissance. Rarement les Allemands ont été plus mal inspirés qu'en cherchant, ces derniers temps, à raviver les polémiques irritantes sur les origines de la guerre et la neutralité de la Belgique. M. Vandervelde et M. de Brocqueville, ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale, ont fait de ces chicanes mesquines et maladroites bonne justice. M. Poincaré, à Laeken, a été amené, lui aussi, à en parler ; il l'a fait avec sa modération et sa

netteté habituelles. Il est, en effet, impossible, « à ceux qui ont été témoins des faits d'admettre qu'on cherche à les travestir pour préparer une revision des traités ». Il y est revenu, le 24, à l'inauguration du nouvel hôtel de ville d'Orchies : « Quand nous laissons passer ces contre-vérités sans protestation, on les considère comme des vérités démontrées. Quand nous les relevons pour y opposer les faits réels, la presse nationaliste d'outre-Rhin s'indigne et nous accuse de vouloir troubler la paix. Qu'on cesse de répandre l'erreur et nous cesserons de rectifier... Ceux-là seuls se rendraient solidaires du crime perpétré qui tenteraient de le justifier. »

Les Chambres sont en vacances depuis le 14 juillet. Cette fin de session a été lamentable. Le rétablissement du scrutin d'arrondissement a été voté à la Chambre par 320 voix contre 234 et, au Sénat, à la presque unanimité. Nous sommes assez sceptique sur les mérites comparés des différents modes de scrutin ; aucun d'eux, en réalité, ne représente adéquatement la volonté des électeurs. La représentation proportionnelle pure, qui a pour elle une justice théorique, n'avait aucune chance d'être acceptée par la Chambre, encore moins par le Sénat. Le parti radical, par des amendements destinés à le perpétuer au pouvoir, avait si complètement défiguré le système proportionnel que le mode de suffrage qui a fonctionné en 1919 et en 1924 n'en était que la caricature. Les radicaux sont arrivés à leurs fins ; ils ont réussi à déconsidérer un mode de scrutin qu'ils n'avaient accepté qu'à contre-cœur et que seule l'autorité de M. Briand et de Jaurès avait fait triompher. Entre ce scrutin bâtard avec tous ses inconvénients, et le scrutin d'arrondissement avec tous ses vices, l'alternative n'était guère attrayante. Du moins, si le plat était peu appétissant, la cuisine aurait-elle pu être moins malpropre. Ce qu'on vit surtout, ce fut une mêlée d'intérêts, chacun ne pensant qu'à sa réélection personnelle. C'est un des traits de notre époque, l'une des conséquences des troubles économiques et financiers et aussi du trop grand effort d'héroïsme que notre pays a donné pendant quatre ans de guerre, que le sentiment de l'intérêt général disparaît, que la notion même de l'État s'obnubile.

Le scrutin uninominal aurait paru plus acceptable, s'il avait été organisé dans des circonscriptions élargies ; le nombre des députés aurait été réduit et la loi électorale ne se serait pas trouvée en contradiction avec la réforme administrative amorcée l'année dernière et qui a toutes chances, au lieu d'être complétée, de se voir anéantie,

car le premier souci du député d'arrondissement sera le rétablissement de son sous-préfet, de son tribunal, etc. Le retour pur et simple au système de l'arrondissement, avec la circonstance aggravante de l'augmentation du nombre des députés, porté à 611 au lieu de 584, a donné au pays l'impression d'une pauvreté de moyens, d'une absence d'imagination créatrice, qui a quelque chose de démoralisant. Les éloquents anathèmes de Jaurès n'étaient donc ni sérieux, ni sincères, puisque le parti socialiste les a jetés si prestement par-dessus bord pour le seul intérêt de ressouder le cartel de 1924; les « mares stagnantes », stigmatisées par M. Briand, n'étaient donc pas aussi pestilentielles qu'il le disait, puisque le vétéran des luttes politiques, M. Thomson, est venu affirmer qu'il était indispensable de les rétablir pour sauver la République. Le pays n'avait pas conscience que la République courût un si grand péril. Si ce danger vient du communisme, ce n'est pas le changement du mode de scrutin qui apportera le remède. Et à qui fera-t-on croire sérieusement qu'il vienne de « la réaction »? Le péril existe, mais il naît de la carence de l'autorité, de la détente des ressorts gouvernementaux, de l'affaissement de l'esprit public, de la ruée des appétits et des intérêts.

M. Maurice Sarraut, président du Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, préconise, comme tactique électorale, l'indépendance pour le premier tour, la « discipline républicaine » pour le second; mais cette discipline jouera-t-elle en faveur des communistes, lesquels préconisent un système de dictature et d'arbitraire qui est la négation même de la République? Que deviendrait alors la déclaration de guerre de M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, au communisme? On n'aperçoit surnager le souci de l'intérêt national et la volonté de constituer un gouvernement stable qui permettrait la concentration, au service de la patrie, de toutes les énergies et de tous les dévouements, que dans la formule claironnée par M. Tardieu à Belfort, préconisée par M. Franklin-Bouillon dans une lettre à M. Maurice Sarraut, réalisée depuis un an par le gouvernement que préside M. Poincaré : entente nationale.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE PACHA DE TOMBOUCTOU

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME DU DESTIN

Un jour parmi les premiers de l'an 999 de l'hégire, — année que les chrétiens d'Europe comptent pour 1590, — à l'heure de la prière du soleil couchant, un homme noir aux épaules grêles et de haute taille, drapé dans les plis indigo d'un vêtement léger et coiffé d'un turban écarlate, se présenta devant Bab Aguénaou, la porte qui ouvre à Marrakech les chemins de l'Atlas et des neiges étincelantes. Comme il ne possédait aucune arme, qu'au surplus il apportait des nouvelles propres à réjouir les entrailles du Sultan Moulaÿ Ahmed El Mansour et qu'il se réclamait du Prophète et d'un chérif vénéré, il fut conduit à la demeure du cadi et gardé pour la nuit dans une des chambres destinées aux étrangers. Il ajoutait et répétait qu'à travers le Sahara il venait des salines de Téghaza : mais les gardiens, ignorant la géographie et autres sciences, ne s'en soucièrent point.

On ne sait au juste ce qu'il serait advenu, au matin, de ce voyageur, se disant homme libre et qui demeurait fort ahuri en face d'une grande cité et de la foule incroyable de ses habitants, si un eunuque nègre du palais ne s'était trouvé passer par là. Souvent, à cette heure, il venait dans ce quartier acheter des beignets frits dans l'huile d'olive, qu'il jugeait de qualité sans pareille pour la raison que le marchand, — borgne et pied bot par la volonté de l'Unique, — savait les cuire à point,

Copyright by André Demaison, 1927.

c'est-à-dire les faire ressembler à la lune à son lever et, quand on les ouvrait, à un rayon de ruche prêt à recevoir le miel des abeilles. Aussi curieux que gourmand, — quelles seraient les autres joies d'un eunuque? — il avisa son semblable, le salua et, à cause de l'étonnement que ce dernier ne pouvait dissimuler sous un masque de froideur, le questionna.

— Ton nom?

— Ould Kirinfil.

— De quel pays viens-tu ?

— De Gao, sur la Grande Rivière, en passant par Tombouctou et les mines de sel du Sahara. Les gens de Gao te saluent.

— Que Dieu en soit loué! Je ne connais pas ces régions. Mon père, qui est né de ce côté du monde, m'en a parlé quand j'étais enfant, mais mon œil ne les a jamais vus. Ton pays est-il vraiment riche?

— Il y a des bœufs que l'on ne peut compter. Il y a aussi de l'or.

— Que Dieu en soit loué! Beaucoup d'or?

— On ne peut compter tout l'or qui passe dans nos villes.

— Tu dis une chose agréable, soupira l'eunuque. Chacun ici, à la vérité, parle de cet or. Il doit être vrai, puisque tu le dis... Tout est dans la main de Dieu!... Mais nous avons également une ville pleine de puissance. Comment trouves-tu Marrakech?

— La cité dépasse la cervelle d'un homme. Elle me paraît grande jusqu'à l'impossible.

— Tu as dit la vérité. Je vais te raconter une chose extraordinaire.

— Parle, je t'écoute, dit l'étranger au comble de l'admiration.

— C'est la haine de ses ennemis qui a donné à Marrakech-la-Rouge une part des faveurs qu'elle répand...

— Et comment?

— Un jour d'une année dont j'ai perdu le souvenir, ils l'entourèrent, le cœur tout noir du désir de la prendre. Mais leurs armes et leurs ruses ne purent rien contre le courage des soldats et les murailles de la ville. Du désert, ils avaient apporté des provisions de dattes en quantités telles que tu ne peux y réfléchir. Mais les dattes s'épuisèrent et ils durent retourner dans le Sahara d'où ils étaient venus..

— Alors ?

— Alors les noyaux qu'ils avaient crachés hors de leurs bouches impies poussèrent et donnèrent à notre ville cette ceinture de palmiers digne du Paradis...

— Et... les palmiers eurent le temps de grandir pendant le siège ?

— On le dit, mais je ne voudrais pas mentir... répondit l'eunuque embarrassé.

Il partagea un beignet avec l'homme de Gao qui commençait à lui raconter les malheurs qui l'avaient éloigné de sa patrie et dont les traits, dilatés un instant par l'étonnement, avaient repris leur sécheresse désertique.

— Écoute-moi ! dit l'eunuque pour couper court à ces histoires sans intérêt pour lui. Reste tranquille et assis dans la maison du cadi jusqu'à ce que je revienne. Mon nom est Si-Mana. Je vais parler de toi à quelqu'un qui pourra t'être utile. Tu es mon frère et je ne veux pas laisser ta tête se troubler au milieu de cet univers... Je reviens.

Sur la bonne face de Si-Mana, qu'une variole clémente avait percée de menus trous, passa un air de suffisance. Peut-être aurait-il aujourd'hui une histoire plus intéressante que d'ordinaire à raconter : un homme qui venait du pays de l'or pouvait avoir son importance. Il releva les manches de sa djellaba, en rejeta le capuchon sur ses épaules et se rendit en hâte à la maison de Djouder, caïd des fusiliers renégats; sans courir toutefois, parce qu'il n'en avait point l'habitude et qu'il eût risqué, non de perdre ses babouches, mais d'attirer l'attention des Marrakchis, étonnés de voir s'agiter un homme légèrement ventru, noir et orné à l'oreille d'un grand anneau d'esclave.

Quelques ruelles à angle droit, entre de hauts murs blancs percés de portes avares, conduisaient à la maison du caïd Djouder, dans la kasbah, près de Bab Ksiba. Lorsque Si-Mana, bien connu des serviteurs et des mokhaznis, y eut pénétré, il trouva le caïd en conversation avec Azan Ferriro, capitaine d'une compagnie de ces mousquetaires d'Europe que les sultans du Maroc entretenaient à grands frais auprès du palais et qu'ils recrutaient parmi les prisonniers que leur fournissaient les batailles contre les infidèles et les combats de piraterie. « Un

Espagnol, avait-on coutume de dire au Maghzen, est plus utile pour la manœuvre des armes à feu que cent Maures marocains. » Pour mieux s'assurer de leurs services, le Sultan forçait ces prisonniers chrétiens, sous la menace du sabre, à changer de religion. Peu de ces aventuriers avaient le goût du martyre, et, la restriction mentale aidant, ils abjuraient, — des lèvres, tout au moins. Ils sortaient de ces fêtes, où tout le peuple de Marrakech était périodiquement convié, la tête rasée, avec le titre d'*eulj* ou renégat, pour les bien distinguer des musulmans d'origine marocaine.

Assis sur la bordure en *zelliges* de la cour intérieure, les deux hommes causaient familièrement. Si-Mana s'adossa un moment contre un pilier de la galerie pour attendre la fin de leur entretien.

Il les savait liés d'une étroite amitié qui datait de la jeunesse de Djouder, du temps que Ferriro l'avait recueilli, emporté loin des montagnes de Grenade et de la révolte des Maures andalous. Au cours des années, la vie avait rapproché les deux Espagnols, comme aux jours où les corsaires marocains les avaient capturés sur mer, obligés à renier la croix et incorporés dans l'armée du sultan Ahmed el Mansour.

Si-Mana ne l'ignorait pas, et cela l'autorisait à approcher en toute tranquillité ces deux maîtres des armes à feu. D'Espagne, où le dur caprice de l'esclavage l'avait transporté, il était parti avec eux, sur une caravelle dans l'espoir de rallier les côtes de l'Afrique, pays de ses pères. Il s'était agi de renouveler l'aventure qui, au cours du siècle précédent, avait mené un seigneur vénitien, le navigateur Aloÿs de Cada Mosto, sur les rivages inconnus de l'Afrique et de s'emparer de l'or des Noirs que ce dernier avait entrevu : cet or qui remontait en Europe à travers les forêts et le désert, et dont trafiquait la ville de Tombouctou.

Si-Mana, remis en leur compagnie sous le joug de la fatalité, il avait abjuré lui aussi. Cependant, il n'était pas renégat et ne pouvait l'être, parce que, né païen, il avait été, au gré de ses maîtres maures ou espagnols, tour à tour musulman, chrétien, puis de nouveau musulman. On ne l'avait pas plus consulté au cours de ces changements de croyance que pour le mettre en cet état d'eunuque, propre à l'élever au-dessus des passions intérieures du commun des mortels, mais qui lui

valait aujourd'hui de se promener à sa guise dans la maison et les jardins du Sultan et de s'y engraisser avec les reliefs des somptueux repas. Il parlait d'égale manière le dialecte andalou et l'arabe (l'esprit des Noirs, qui ne s'encombre pas de casuistique, est apte à recueillir les sons et à les émettre) et profitait de cet avantage pour tenir ses amis au courant des intrigues, des bavardages agrémentés d'insinuations ou de réticences qui sans cesse allaient de la ville au palais et du palais à la ville, et auxquels la nuit même n'imposait pas de repos.

— Quelles nouvelles ? demanda le plus jeune des deux chefs qui était aussi le plus haut en grade.

— Des choses, caïd Djouder...

— Parle ! Que se passe-t-il en ville ?

— Bien des choses, soleil de mon jour...

— Mais quoi donc ?

— Le caïd Abdallah ben Youssef a trouvé sa femme préférée enfermée dans une chambre avec un esclave soudanais au service de ses cuisines. On dit qu'elle tournera la meule jusqu'à sa mort et que le Soudanais doit être supplicié...

— Que m'importe, Si-Mana ! N'as-tu rien de mieux à nous raconter ?

— On dit que le caïd Ouktourza a été renversé de sa mule entre Bab-el-Khémis et la Kissaria. Une charge d'olives avait été répandue par un âne épuisé et la mule a glissé dessus... On a bâtonné l'ânier et les enfants ont mangé les olives...

— C'est tout ?

— On dit aussi que le sultan El Mansour, — que Dieu le comble de bénédictions ! — s'éloigne de la couche de la favorite parce qu'il n'en a pas d'enfant...

Et comme le caïd paraissait y trouver quelque intérêt :

— La chose, ajouta aussitôt Si-Mana, est dans la main de Dieu seul qui favorise le misérable comme l'homme puissant. Mais elle fait sortir le Sultan de son caractère. On dit aussi qu'il songe toujours au Soudan : les vingt mille hommes qu'il envoya il y a six ans, et dont la plupart périrent à moitié chemin, marchent encore dans sa cervelle. Les deux cents fusils qu'il expédia par la suite à Téghaza, — cela ne vous est pas caché, — ne brûlèrent pas une seule charge de poudre. Tout cela lui échauffe le cœur...

— Nous le savons déjà, dit Azan Ferriro d'une voix lassée. Si tu n'as que ça à nous apprendre...

— Il y a autre chose, et que vous ne savez pas assez..

— Eh bien, parle.

— C'est que le Soudan est toujours plein d'or. Mon père me le disait et il ne mentait pas. Un homme vient de me le répéter.

— Quel homme?

— Il est entré hier soir dans la ville. Il arrive de Tombouctou et de Gao. Il prétend que l'or n'y finit plus...

Les yeux bleus du caïd Djouder s'agrandirent.

— Tu veux donc, s'écria-t-il, que je te fasse arracher les ongles des orteils?

— Dieu me préserve de tous les maux, dont le plus grand serait de ne plus te voir, soleil de mon jour! Mais pourquoi te fâcher ainsi?

— Ne pouvais-tu me parler de cet homme plutôt que de me raconter tes histoires de vieille femme? Où est-il? Ouktourza l'a-t-il déjà vu? Est-il allé en ville, au Maghzen?

— Ne te fâche pas, seigneur caïd. Le Soudanais ne s'est pas envolé. Il m'attend, assis dans la maison du cadi. Je puis te l'amener tout de suite...

— Je t'accompagnerai, Si-Mana.

Le soir même, le caïd Djouder ramenait chez lui le singulier voyageur qui portait encore sur ses vêtements la poussière du désert et l'odeur des empires noirs.

— Est-ce bien vrai que tu viens du Soudan? demanda-t-il après s'être enfermé avec lui et l'eunuque.

L'homme, peu rassuré, hésitait.

— Je viens du royaume des Sonrhayes, Seigneur. Téghaza est mon dernier séjour.

— Les salines?

— Oui, seigneur.

— Reste-t-il quelqu'un de nos soldats, là-bas?

L'homme hésita de nouveau :

— Des os blanchis par le soleil, dit-il enfin.

Djouder resta un moment songeur.

— Tu dis que ton pays est?

— Gao.

— Ton roi?

— L'askia Ichacq le deuxième.

— Le descendant de ceux qui refusèrent la suzeraineté du Sultan?

— Tu as dit la vérité, il est le descendant de l'askia Daoud et de l'askia El Hadj Mohammed, — plaise à Dieu qu'il leur ressemblât!

— Quel mal fait-il donc?

— Il opprime les justes, il exalte les impies et les méchants. Il ne tient compte que de l'avis des débauchés et des flatteurs. Il ne suit pas la Voie...

Djouder baissa la tête, sourit et demeura pensif. Que lui importait la vertu d'un souverain noir? Il y avait peut-être là matière à s'immiscer dans ses affaires et le moyen de s'emparer de ce fameux or du Soudan dont l'idée seule excitait le palais, la ville et la kasbah.

— Qu'est-ce qui t'a fait quitter ton pays pour venir à Marrakech?

— Je fuyais les rigueurs de mon roi, car je suis la Voie, et seulement la voie de l'Unique, qui a voulu dans sa puissance que je sois le frère utérin de l'askia Ichacq le deuxième. Mon nom est un nom connu dans le pays qui s'étend des montagnes du Hombori aux montagnes du Hoggar.

— Et après, que veux-tu faire?

— Tenter de faire rentrer mon pays dans la koubbah de l'Islam; pour cela demander appui au prince des Croyants, au très sage sultan Moulaÿ Ahmed El Mansour que l'on dit habiter l'immense cité de Marrakech-la-Rouge.

— Il n'est pas ici, dit Djouder, mais je représente ses armes.

— Que Dieu t'accorde tous les succès!

— Qu'il t'entende! murmura Si-Mana dans un soupir.

— Et l'or du Soudan, l'or de Tombouctou? Est-ce une chose vraie?

— Il ne finit plus! s'écria Ould Kirinfil.

— Très bien, dit Djouder. Maintenant il est tard et tu es un homme fatigué. Tu coucheras dans ma maison. Aucun danger ne pourra t'y menacer. Dors en paix et que Dieu t'inspire de justes résolutions durant la nuit.

Comme Ferriro rentrait, il lui dit en espagnol :

— Azan, regarde bien un homme qui vient du Soudan, qui a vu l'or de Tombouctou...

Et s'adressant à Si-Mana :

— Dis qu'on serve un repas abondant à Ould Kirinfil. Demain tu l'amèneras dans la première cour du méchouar à l'heure de l'exercice des arquebusiers.

— Qu'il couche seul et ne cause avec personne, ajouta-t-il à voix basse et en espagnol.

Et à son ami :

— Reste avec moi ce soir. J'ai à te parler...

LA NUIT DORÉE

En route vers d'autres mondes, le jour quittait l'empire du soleil Couchant. La Koutoubyia s'allégeait dans les dernières flammes du crépuscule. Les murailles de Marrakech-la-Rouge rougissaient encore en direction de Mogador; du côté de l'ombre s'infiltrait la nuit impudique. Sur les neiges de l'Atlas, des lueurs mauves glissaient lentement pour se diluer dans l'obscurité des contreforts. Et l'Atlas envoyait sur la ville de l'air frais : un air si pur qu'on eût pu suivre le trajet d'une flèche jusqu'aux étoiles, si limpide qu'un cri d'enfant eût mis en émoi l'empire du Moghreb tout entier.

La ville, après la journée chaude et turbulente, s'était tue. Elle ne dormait pas encore, elle mangeait. Dans la maison du caïd Djouder, les serviteurs finissaient d'enlever les plats qu'ils avaient servis au maître et à son invité. En chuchotant, ils se disputaient des restes de mouton aux olives.

Djouder et Ferriro entrèrent dans la chambre de repos et s'assirent sur les matelas qui servaient de sièges, contre les murs.

— Que veux-tu faire de cet homme? Le fusiller?

— Tu es fou, Azan! Fusiller un homme qui arrive de Tombouctou et qui connaît le chemin de l'or! Je crois bien que tu as perdu la tête!

Ferriro regarda profondément son compagnon.

— Et moi, je vois que tu as toujours autant d'imagination, reprit-il de cette voix courte et grave qu'ont d'habitude les hommes qui ne parlent guère en mangeant... Tes idées! Ce sont déjà tes idées qui nous ont menés ici, souviens-toi bien.

— Y es-tu tellement malheureux? N'es-tu pas aussi bien que dans les Flandres? Que pouvais-tu y ramasser? Un coup de pique, une balle de mousquet. Tu me l'as dit toi-même : les villes étaient vidées comme un boyau chez le tripier, le butin devenu rare et la solde plus rare que le butin. Alors? Tu vois bien qu'il n'était pas fou, le Sévillan qui cherchait des hommes pour l'aventure... L'or des Noirs, que nous allions conquérir, cet or existe. Mais il faut le prendre. L'idée en tourne la tête au Sultan... Et voici aujourd'hui entre nos mains un nègre soudanais qui peut nous montrer le chemin de cet or...

— On le connaît ce chemin, Djouder; le chemin où tant d'hommes ont déjà crevé!

— Quels hommes? Des Chleuhs, des Marocains à la tête brûlée, conduits par des chefs sans cervelle. Pas des hommes! Si j'avais en mains tous les renégats espagnols, je me charge de les conduire là-bas. On peut tout faire avec des Espagnols, quand ils ont un chef!... Je te dis que l'occasion attendue par nous depuis si longtemps est venue. Je le sens bien, c'est le moment de nous libérer tous du Sultan, de ses vizirs, de ses pachas et d'être nos propres maîtres.

— Toujours le même, Domingo!

— Ne m'appelle pas Domingo, Azan! Je ne suis plus Domingo depuis le jour du reniement... Mais je puis le redevenir! dit le jeune caïd d'une voix étouffée et en regardant du côté de la porte.

— Méfie-toi de la colère d'El Mansour, Djouder! Il a la corde facile et je crois bien me souvenir que la Malasombra, à Séville, te disait de se méfier des cordes...

— Pas étonnant, Azan, elle avait eu ses deux maris pendus! dit en riant le caïd.

A ce moment, et en même temps que le murmure de la ville reprenait, la voix d'un muezzin se déchaîna, aussi véhémente que s'il venait de découvrir à l'instant l'unité de Dieu et la mission de Mohammed. Ni Ferriro, ni Djouder ne s'inclinèrent. Le dos tourné à la Mecque, ils reprirent leur conversation.

— Tu as peut-être envie de quitter Marrakech, Djouder, et tu as raison. On mêle beaucoup ton nom à celui de Zouleïkha...

— Je lui dois tout de même d'être vivant. Sans elle, je serais mort de soif sur la route, quand les gens de Salé nous ont

conduits ici. Tu vois bien, Azan, ce que le destin peut réserver à une créature? La petite fille de Souk el Arba est bien devenue chérifa. Je te dis qu'à notre tour nous serons rois de l'or.

— Tu es fou, Djouder! Tu es fou, et pas encore guéri de l'aventure!

— Tu crois peut-être plus prudent d'attendre ici que le Sultan vieillisse et nous fasse couper la tête pour sa distraction; ou qu'il meure et soit remplacé par un idiot qui sera pire encore et nous brûlera comme des fagots! A moins que tu ne préfères espérer que nos parents ou le roi Philippe envoient notre rançon...

L'ancien mousquetaire de Charles-Quint haussa les épaules sans répondre. Entre les deux hommes se glissèrent les rappels des heures terribles qu'ils avaient vécues, des fantaisies cruelles et des sanglantes menaces de leurs maîtres marocains, aux jours d'affolement.

Le muezzin s'était apaisé. Le grincement des lourdes portes des quartiers avertissait que l'heure assignée au repos était venue, l'heure aussi des secrètes débauches que préparaient les modulations plaintives ou stridentes des *ribabs* et des *gumbris*.

— Ferriro, me suivrais-tu encore une fois? Pourrais-je compter sur toi?

— Tu es plus stupide que je ne le pensais, Djouder, dit le capitaine de fusiliers d'une voix plus lente et en tendant la main à son jeune ami. N'est-ce pas moi qui t'ai fait caïd en tuant notre chef Daoud, dans l'affaire de Qarakouch le rebelle?

— C'est vrai, Azan, tu es vraiment mon ami...

Les deux hommes se turent, penchés ensemble sur leurs souvenirs. Puis Djouder se leva et se promena dans la chambre. Trente ans environ. Il était petit de taille, assez mince. Mais à la lueur de la lampe à l'huile, c'était une ombre démesurée qui se déplaçait sur la muraille. Comme s'il avait pris de soudaines résolutions, il vint se rasseoir en face de son compagnon et fixa sur lui le regard de ses yeux très bleus qui, avec son poil presque blond, l'avaient fait remarquer à chaque étape de sa vie parmi les hommes bruns d'Andalousie et du Maroc. En silence, leurs deux visages s'opposaient maintenant. Celui de Djouder, plein, clair, encadré d'une barbe taillée en collier et accrochée à la chevelure rase; visage mobile qui attendait tout de la vie et semblait toujours prêt à répondre

à un appel. Les traits de Ferriro, sculptés par l'âge et les fatigues (quarante-huit ans, dont vingt-deux dans les armées espagnoles), étaient fixés par l'expérience et ne craignaient plus de surprises. De lourdes moustaches coupaient le visage, au relief accusé par la flamme rougeâtre de la lampe, très bruni et dressé sur de larges épaules, ponctué à la joue d'une protubérance grosse comme un pois chiche. La mâchoire inférieure avancée trahissait, à défaut d'imagination, un esprit assidu, tenace et soucieux du détail, et s'allongeait encore d'une barbiche grisonnante, comme il était de mode aux mousquetaires d'Empire.

Djouder considérait son ami. Combien de fois lui devait-il l'existence? Il ne le savait plus... Lorsque la mort de Charles-Quint avait ramené Ferriro à Séville, Djouder, qui était alors Domingo et qui avait quitté son village de Las Cuevas, fuyant les égorgements d'Alpujarras, avait suivi le mousquetaire à travers l'Espagne, dans certaines équipées où le point d'honneur, mal défini, se défendait toujours par des coups. Il avait fréquenté avec lui les mendiants postiches de Séville, les faux perclus de Valladolid, les coupeurs de bourses du Zocodover à Tolède ou de la Plaza Mayor à Madrid, les portefaix de Cordoue, les valets de rufians et tous les *pícaros* du monde. Partout, la réalité si diverse des choses l'avait enchanté; moins toutefois que les chimères dont il entretenait Ferriro, chaque soir dans les auberges, ou le jour sur les routes... Ensemble, ils avaient suivi les chemins du monde, et ces grands chemins les avaient amenés à Marrakech.

Par une fenêtre, ouverte sur les jardins, entrait en sourdine la rumeur de la ville, dernier soubresaut avant le sommeil.

— Il est tard. Je vais me coucher, dit Ferriro en se levant. La grande fraîcheur descend de là-haut, tu comprends...

Son ombre, sur le mur, dépassait presque de la tête l'ombre de Djouder.

— Va et salue pour moi les « filles de la douceur »! dit ce dernier en souriant...

— Bonne nuit, homme vertueux!

Quand le rire et les pas de son ami se furent éloignés, le caïd Djouder sortit dans la cour. S'étant assuré que son hôte soudanais n'avait pas quitté la maison et qu'il dormait profon-

dément, il rentra, ferma la porte, puis la fenêtre de sa chambre, et se trouva seul : seul avec lui-même, avec les murs nus où pendaient des armes et qui supportaient un plafond de bois aux poutres apparentes, rehaussées à leur point d'appui de quelques enluminures.

Quel changement depuis le jour qu'il s'était vu enfermer dans les prisons du Maghzen, puis relégué aux obscurs travaux qui étaient le partage des esclaves chrétiens! A cette heure, il emplissait de son importance cette chambre, cette maison, comme il emplissait jadis son village de sa turbulence, comme il déborderait, — un jour prochain, sans doute, — sur cette ville qui dormait et qu'il n'entendait plus. Il ne pouvait en être autrement pour lui, Djouder... C'était même évident. Tout autre que lui aurait péri au cours des événements qui avaient traversé sa vie, ou du moins se serait laissé vaincre, aurait accepté la défaite, ne se serait pas relevé après chaque chute. Une orgueilleuse satisfaction le grandit à la taille de son ombre sur le mur.

Il y avait bien un trou, voire un gouffre, dans la dernière période : le reniement. Mais il écartait la vision de ce jour pénible, où la chaleur écrasait les cervelles. Il trouvait des excuses à sa défaillance dans l'impossibilité d'y soustraire sa volonté violée par ses vainqueurs, dans l'exemple des milliers de renégats qui l'avaient précédé ou accompagné, dans la tentation venue d'une femme du palais, — cette Zouleïkha, précisément, qui l'avait sauvé de la soif mortelle, quand elle n'était rien, et qui était elle-même parvenue au sommet, — dans l'espoir où il s'était réfugié de revenir un jour en arrière, de refaire ce qu'il avait défait. « Ce n'est qu'un état passager », se répétait-il les premiers temps.

Il lui était plus facile maintenant d'écarter ce souvenir. Chaque jour avait creusé le fossé entre ses anciennes croyances et son nouvel état ; chaque jour, il était devenu un peu plus Djouder, un peu moins Domingo ; chaque mois avait ramené des prières et des cérémonies, auxquelles il avait d'abord répugné, dont il s'était ensuite amusé, et qu'il avait fini par considérer comme la rançon bénigne de sa sécurité. L'Islam l'avait pris par la sensualité de ses préceptes et la quiétude de sa morale. Tout ici s'adressait à la vie extérieure, laissant Dieu et le prophète responsables des troubles profonds de l'âme. Plus de discussions

autour du libre arbitre, plus rien de cette inquiétude qui dévorait les consciences dans les pays d'Europe. Effacés aussi les tourments de l'avenir, que l'on se dérobait au moyen de quelques prières murmurées à l'ombre de la mosquée.

Djouder sort pour respirer les souffles que l'Atlas, durant la nuit, répand sur Marrakech, et qui lui rappellent ses montagnes d'Andalousie.

... Des bruits de pas et d'armes, des voix dans la rue. Sans doute, une patrouille de quartier ou l'arrestation d'un chef de bande qui s'est introduit dans les murs pour inspecter la ville et piller les riches demeures à la faveur de l'obscurité. Les minarets s'interpellent, se répondent. A leurs cris, à leurs inquiétudes, ils mêlent le nom de Celui qui réside au delà des étoiles... Jilali et sa police veillent.

Maintenant, le jeune caïd s'est de nouveau étendu, à la recherche du sommeil. Pour mieux se dégager de l'oppression, il s'arrête avec complaisance sur sa fortune actuelle et calcule les chances de l'affermir. L'or des noirs, qui l'a conduit ici, peut l'en tirer. Il a des ennemis, prêts à rechercher, — du moins il le croit, — l'occasion pour eux-mêmes : mais ces ennemis seront peut-être effrayés des difficultés qui ont anéanti les précédentes expéditions. Lui, n'en éprouve aucune peur; il a le don du commandement, de l'organisation, la science de la guerre, puisqu'il a réussi, aidé simplement par son audace et sa féconde imagination, « si Ferriro avait tué leur chef Daoud, c'est bien lui, Djouder, qui avait découvert la porte cachée de la ville, qui avait tourné la position avec quelques hommes et semé la panique dans la troupe de Qarakouch ». Toutes ses campagnes contre les rebelles ont été fructueuses; avec le butin, il s'est fait des amis : ces amis l'aideront. L'intrigue, aisément nourrie en pays musulman, lui servira; cette femme puissante paraît moins en faveur, mais elle y reviendra; elle travaillera pour lui : il suffira de lui montrer la voie. Cette même femme, qui l'avait remarqué, il la délivrera aussi; il lui donnera l'or du Soudan, cet or auquel pensent sans trêve El Mansour, la ville, le Moghreb, — tout l'or des noirs. Et elle sera à lui... Pourquoi pas? N'est-ce pas ainsi que s'achevaient les romans de chevalerie, qu'il écoutait naguère dans les veillées d'Andalousie? N'est-ce pas de la sorte qu'Amadis finissait par épouser Oriane? Les noms de Galaor, de la fée

Urgande, lui reviennent en mémoire, aussi familiers que le nom prestigieux de Ruy Diaz de Bivar. Les prodiges de ces chevaliers patients et gigantesques, il est capable de les renouveler... De quoi n'est-on pas capable quand on possède l'or, l'or en poudre, l'or en boucles, des bijoux d'or, des sacs d'or, des monceaux d'or, qui font trembler les mains et pervertissent les yeux, l'or de Tombouctou, de cette ville fameuse qui fut le plus puissant marché du métal jaune aux siècles précédents ?

La mèche de la petite lampe à huile charbonne. La lumière et l'ombre se confondent. A travers le demi-sommeil qui engourdit les sens, l'imagination du jeune Domingo, ainsi préparée en Espagne, a trouvé ici un somptueux refuge et s'y est déchaînée.

... Avant de mourir dans la nuit, les idées que venait de réveiller l'homme noir arrivé du Sud, vivent dans la tête de Djouder une vie désordonnée.

LA LETTRE AU SULTAN

Le caïd Djouder avait pensé vrai : rien n'était plus propre à exciter l'admiration d'un homme venu en droite ligne des confins des empires noirs que la belle ordonnance des arquebusiers, fusiliers et canonniers de l'armée du Sultan, tous anciens captifs, renégats pour la plupart. Une section, justement, évoluait sous la surveillance d'Azan Ferriro. Quand parut Ould Kirinfil, escorté de deux esclaves de la maison de Djouder, et qu'il fut appelé à s'approcher des soldats, une rumeur passa dans les rangs, suivie de rires. Mais le Noir ne comprit pas : les renégats, entre eux, ne parlaient que la langue espagnole, dernier lien qui les rattachait à la patrie perdue ; il prit la chose pour une ovation et n'en fut pas trop surpris.

Mais où cela tourna en frayeur, ce fut lorsque, ayant chargé leurs armes, arquebuses, mousquets et escopettes, en décomposant les mouvements comme il doit se faire dans une troupe bien commandée, et appuyé ces armes sur une fourche en fer plantée droit devant eux, tous ces hommes allumèrent en même temps et au son d'un commandement, le pulvérin contenu dans le bassinet. Il se produisit sur toute la ligne une détonation d'une telle force, qu'Ould Kirinfil en fut d'abord assourdi

et n'eut pas le temps de réfléchir aux contingences. Il pensa qu'il venait d'assister à une scène de la grande rencontre des humains avec Dieu au jugement dernier, telle que l'avait décrite Mohammed el Bani, le jurisconsulte célèbre de Gao. En dernier lieu, il s'en tint à l'horreur des ouragans qui s'abattent durant les mois de pluie sur les pays qui bordent la Grande Rivière.

Ensuite, aux fins de démontrer à son hôte, frère de l'empereur des Sonrhayes de Gao, que tout ce bruit produisait quelque efficacité, un lieutenant amena un prisonnier, condamné à mort par le tribunal, et le fit tenir debout, appuyé à un mur. Cela fait, le lieutenant se mit à une telle distance qu'il n'aurait pu, sans grand peine, s'entretenir avec l'homme. Ayant dirigé son arme vers le condamné, il alluma le pulvérin. Quand la fumée se dissipa, l'homme s'était écroulé. Ould Kirinfil, qui s'était approché, put alors voir la poitrine défoncée comme une calebasse piétinée par un cheval rétif.

Son effarement et son admiration ne s'étaient pas encore dissipés, qu'il fut rejoint dans la maison de Djouder par le caïd lui-même.

— En vérité, lui dit-il, votre ville est l'étonnement du voyageur. Je ne puis parler du pouvoir de vos armes, il me dépasse.

— Votre roi, insinua Djouder, doit sans doute en posséder de pareilles et des fusiliers égaux à ceux que tu as vus ce matin ?

— Dieu, dans sa générosité, répondit le Noir, a donné à notre Askia, — que l'Unique le ramène au plus vite dans la bonne voie, — des troupeaux et des esclaves qu'on ne peut compter, de l'or que l'on ne saurait peser (dont un trésor caché que je pourrais remettre entre tes mains), des greniers de mil impossibles à mesurer, des maisons capables d'abriter un peuple... Mais il n'a donné à ses guerriers que des javelots et des lances, des arcs et des flèches, et aussi le courage. Mais que peut le courage du lion lui-même contre vos armes de l'enfer ?

— Tu n'as vu que peu de chose, répondit à dessein Djouder. Crois-tu qu'avec ces armes on puisse prendre le Sonrhaye ?

— Sans fatigue...

— Et le chemin ?

— Long.

— Combien ?

— J'ai mis près de deux lunes.

— Seul ?

— En suivant deux caravanes. Je fis d'abord le chemin de Gao à Tombouctou. J'y ai ajouté celui de Tombouctou à Araouan et celui d'Araouan à Téghaza, où je fus enfermé par les ordres de mon frère.

— Et après ?

— Des salines de Téghaza, d'où je me suis échappé par la clémence de l'Unique, jusqu'aux montagnes, j'ai marché à en mourir, avec une autre caravane, pendant près d'une lune. De Lectaoua, sur l'Oued Draa, jusqu'ici, la bénédiction de Dieu était sur nous : l'eau se montrait de toutes parts, fraîche et claire...

— Et maintenant, que penses-tu demander à notre maître ?

— De prendre dans sa main notre pays merveilleux, d'y imposer sa loi et d'en chasser mon frère l'Askia. Mes semblables sont tombés dans un tel état de bassesse et de servitude que ce sera pour vous une œuvre facile et pour eux un bienfait de Dieu. Laisse-moi parler à votre sultan, je le convaincrai.

— Il n'est pas ici, mais à Fez où il vient de réprimer une révolte des notables et des chérifs. Il les a châtiés et leur a fait crever les yeux, ce qu'un grand nombre d'entre eux n'a pu supporter.

— Nous appartenons à Dieu, murmura Ould Kirinfil, et c'est à lui que nous retournons !

— Qu'il nous préserve d'un pareil sort ! ajouta Si-Mana.

— Que dois-je faire pendant ce temps ? demanda Ould Kirinfil.

— La plume doit dire ce qui est impossible à la langue. Aller à Fez est dangereux pour tout autre qu'une force armée. Tu écriras à El Mansour et je ferai porter la lettre.

— Selon ton désir, Seigneur des armes !

— Ce sera une chose juste et vraie.

Le *fqih* attaché à la personne de Djouder venait de s'asseoir sur un des coussins de laine qui entouraient la pièce. Avec des précautions minutieuses, il débouchait la petite jarre vernissée qui lui servait d'encrier, taillait le roseau qui devait

tracer les belles phrases destinées au Sultan magnifique, au Prince des croyants, au Victorieux. Le parchemin qui fut employé avait été choisi avec soin dans les deux cents boutiques de la Koutoubyia, la mosquée des libraires, et le Soudanais minutieusement interrogé. Le fqih absorba deux tasses de menthe, et ce fut enfin un soulagement pour chacun, pour Djouder qui bâtissait des projets ambitieux, pour Azan Ferriro qui entrevoyait une nouvelle aventure, pour Kirinfil qui savourait déjà sa vengeance, et pour Si-Mana qui avait hâte d'aller à la cuisine manger d'un plat de mouton aux cardons dont il avait appris merveille, quand le savant et précieux écrivain commença ainsi sa lettre :

Dieu est unique et Mohammed est Son envoyé. Au très grand et très miséricordieux calife de l'Islam, Moulaïy Ahmed el Mansour...

Le scribe se redressa, respira et continua d'écrire d'un seul trait, comme s'il transcrivait une formule. On n'entendait plus que le crissement des becs du roseau qui, de droite à gauche, figurait les histoires du Soudan, et le chant d'une bouilloire posée sur le feu de braises. Ayant terminé, le scribe reprenait à haute voix la fin de la lettre :

Ceci n'a pas été écrit par Ould Kirinfil, ton très humble esclave, simple poussière de tes babouches, pour faire de l'effet ni pour se donner de l'importance, mais simplement parce qu'il a vu avec son œil la répugnance qu'éprouve le royaume de Gao à suivre un prince dissolu et contempteur des croyances.

... Pour mieux écouter, les quatre auditeurs, accroupis, penchaient la tête comme les condamnés à la décollation au moment du supplice.

LE PACHA DJOUDER

Pour éloigner de Marrakech Ould Kirinfil, Djouder lui ordonna :

— Précède-moi à Lectaoua, derrière les montagnes, à la porte du Sahara. Ici, des dangers pourraient t'atteindre. Si tu es sûr de devenir mon lieutenant et prince de ton pays, les ennemis de l'expédition qui habitent cette ville, — et ils sont nombreux comme les mouches en été, — ne manqueraient pas de te souhaiter des malheurs que tu ne peux concevoir.

— Je ferai selon ton désir, patron des armes bruyantes et terribles.

A la même époque, on apprit qu'au reçu des nouvelles du Soudan, El Mansour venait d'envoyer un courrier rapide à Gao pour sommer le roi des Sonrhayes de faire acte de vassal en payant le tribut d'un *mitzqual* d'or (1) par barre de sel sortie des usines de Teghaza. Il espérait que l'intimidation suffirait envers un prince que l'on disait si faible.

Cela ne faisait pas l'affaire de Djouder. Que lui importait, en effet, que le roi de Gao fît sa soumission, puisqu'il n'en profiterait pas? Seule la maîtrise de l'or pouvait le libérer, lui donner le pouvoir. Sans retard il s'en ouvrit à Ferriro. Il en parla secrètement au caïd Jilali, homme bouffi, blafard et souriant, chargé de la police de Marrakech, et dont il avait fait son ami.

Une équipe d'hommes sûrs partit aussitôt vers les confins du désert, de l'autre côté de l'Atlas, sous prétexte d'aller « prendre langue » auprès d'un marabout célèbre de la zaouïa des Naciri, — asile de science et de piété.

A Marrakech, des mots, étonnants et discrets, tombés çà et là dans les gargotes et les boutiques de perruquiers, avaient ouvert l'oreille des renégats.

— Par faveur! Ferriro, répétait Djouder, travaille encore l'esprit des *bachouds* et des soldats. Dis-leur bien que je suis l'homme qui peut les mener à la conquête de l'or. Comme ils n'attendent plus leur rançon du roi Philippe, je suis certain qu'ils comprendront tout ce que cela veut dire pour eux...

Les renégats, — Djouder le savait bien, — étaient faciles à émouvoir. Leur situation instable et précaire les rendait accessibles au mirage de la richesse et de la liberté. Le jeune caïd savait aussi que la plupart d'entre eux avaient, en changeant de religion, continué le cours de leurs aventures et poursuivi dans le camp adverse la chance qu'ils n'avaient pas rencontrée chez eux. Parler de l'or aux renégats, d'un or possible, qu'un homme connu pour sa ruse pouvait mettre entre leurs mains, c'était réveiller chez ces Espagnols la folie qui possédait

(1) Mesure d'or d'environ quatre grammes.

l'Espagne depuis plus d'un siècle, depuis qu'un formidable aventurier avait découvert un nouveau monde, — tout doré.

« *El oro!* » : ce mot devint vite le grand sujet des conversations dans la Kasbah, dans les casernes qui avoisinent le Méchouar, en attendant de devenir le cri de ralliement autour d'un chef heureux et qui sait partager le butin.

Il restait le palais et la ville. L'intrigue y était reine. Tout le monde intrigue dans l'empire du Moghreb : le fqih et le négociant, le teinturier et l'ouléma, le cordonnier, le tanneur, le marabout, le cadi et jusqu'au marchand d'eau qui n'omet pas de multiplier les démarches et les prières en vue d'une fontaine préférée. Djouder fit, une fois de plus, le compte de ses amis et de ses ennemis : le pacha qui lui avait donné son premier commandement touchait un tiers de plus du butin et de l'impôt que des autres chefs d'armée ; l'amîne du palais avait à plusieurs reprises reçu des chevaux, des sacs d'orge et de blé ; les vizirs et le cadi étaient comblés ; plusieurs chérifs avaient vu de l'argent rentrer dans leur maison ; les jardins du caïd Jilali s'étaient agrandis, le nombre de ses esclaves avait augmenté ; les mendiants de la ville eux-mêmes, âpres et bavards, avaient mangé à leur faim ; et une certaine vieille *harifa*, Aïcha bent Ismaïl, attachée à la personne de la favorite Zouleïkha, avait reçu en présent un bracelet d'or auquel s'étaient ajoutés des étoffes de soie et des doublons d'Espagne. En dépit de ces largesses, le trésor du sultan encaissait des sommes inaccoutumées.

Mais, dans l'autre camp, des caïds marocains se montraient jaloux de voir un *eulj*, un renégat étranger, monter en faveur et en gloire : Mahmoud Zergoun, désireux de devenir pacha ; Ouktourza, qui recherchait l'amitié de Mahmoud et suivait sa trace ; et tant d'autres, qui se croyaient des pôles de science militaire. A eux se joignaient des oulémas disputeurs et inquiets, des poètes enfin qui répugnaient à changer le sujet de leurs louanges.

Quant au Sultan, préoccupé d'achever la construction de la Bedïa, — le plus merveilleux palais du monde, — il suffirait peut-être de lui suggérer le nom d'un chef pour qu'il donnât son assentiment.

Pendant les deux mois suivants, un bruit étrange courut sur le désert : « A l'occasion d'un voyage de Fez à Marrakech, le sultan Moulaÿ Ahmed el Mansour, son armée et sa suite, avaient été pris, disait-on, dans une tourmente de neige envoyée à dessein par le Tout-Puissant, — qui nous connaît tous et sait mesurer la valeur de nos actions. Le Sultan avait failli périr en route ; tous ceux qui l'accompagnaient avaient perdu les mains et les pieds par la rigueur du froid. »

On ajoutait encore que les murs des villes marocaines s'écroulaient, que le sang des croyants se répandait partout et que ceux qui échappaient au poignard ou à l'épée mouraient de la famine ou de la peste. On racontait aussi une foule d'histoires semblables qui, portées par le vent du nord, venaient s'échouer dans le palais de l'askia de Gao et gonflaient le cœur des Sonrhayes.

A la même époque, ceux des voisins du caïd Djouder qui sortaient de grand matin, purent constater les fréquentes allées et venues de l'eunuque Si-Mana et du caïd Jilali. Cependant que la favorite Zouleïkha, délaissée par le sultan El Mansour, assurait-on, n'admettait plus auprès d'elle pour la consoler que sa vieille harifa fidèle et la femme de ce même caïd Jilali...

Toutefois, comme la mesure ordinaire des bavardages et des conciliabules n'était point dépassée, cela n'empêchait pas le Moghreb de suivre tranquillement son chemin d'empire où chacun, comme ailleurs, se croyait le centre de l'univers...

Comme le printemps réchauffait le pays et se répandait en feuilles nouvelles et en fleurs, les gardiens de Bab Ahmar virent arriver devant leur porte un groupe de cavaliers voilés.

— Pour le noble sultan El Mansour, criaient ces hommes sombres, nous apportons les paroles de l'askia de Gao !

Ils étaient peu nombreux et parlaient hautement de deux souverains à la fois. Les portiers ouvrirent le lourd vantail de cèdre clouté de cabochons de cuivre et les laissèrent pénétrer sous les deux voûtes disposées en chicanes.

... Dans la même journée, le palais connut la fureur d'un sultan issu de la famille du Prophète, et dont le naturel était enclin à la violence. Les caïds furent convoqués, ainsi que les vizirs et les pachas, et l'on sut dans la soirée que l'askia Ichacq, le deuxième du nom, roi des Sonrhayes de Gao, non seulement

refusait d'abandonner les salines de Téghaza et de se soumettre au Sultan, mais que sa réponse était un tissu d'injures dignes d'un ânier porteur d'olives et de pierre à chaux. Pis encore, ce nègre « sorti de l'enfer par une porte souterraine et puante de soufre » avait joint à sa lettre une paire d'épées, une paire de javelots et une paire d'entraves pour prisonniers. Une rumeur avait approuvé le geste du Sultan, quand il avait jeté à terre la lettre et les javelots. Seul le Grand Vizir s'était levé et avait dit : « Dieu est unique, Mohammed est son Prophète, El Mansour est le seul Émir des croyants! » Tous les assistants avaient répété la formule en se passant de main en main les armes ennemies. Mais quand elles étaient arrivées à Djouder, il les avait gardées quelque temps par devers lui. Puis, dans le silence qui s'était fait, les élevant au-dessus de sa tête : « Un seul de mes mousquets, s'était-il écrié, est capable de briser cet impudent!... »

Très tard dans la nuit, la ville entière commenta ces événements, depuis les demeures des puissants jusqu'aux *fondouks* où les montagnards des environs, soumis à l'autorité du Sultan, viennent apporter les produits de leur sol et de leurs vergers, remiser leurs bêtes et goûter les plaisirs ignorés de la campagne mais que cette ville, au visage équivoque et changeant, leur dispense la nuit sans compter.

Le lendemain, pour se reposer de sa colère, le Sultan fit savoir qu'il visiterait son harem. Cette promenade constituait le délassement favori d'El Mansour qui, pour ambitieux qu'il fût, sacrifiait volontiers à la volupté. A côté des quatre ou des dix épouses, — qu'Allah pardonne à celui qui cite ces chiffres longuement discutés par les fqihs et les oulémas et dont l'un, sans doute, contient l'erreur, — vivaient quelques centaines de servantes de lit, prises pour une grande partie dans les femmes noires que les razzias du Soudan amenaient sur les marchés du Maroc. Tout ce peuple féminin glissait dans les couloirs dessinés en chicanes, se répandait suivant l'heure du jour et l'humeur du temps dans les vastes patios dallés de marbre et de zelliges aux tons verts doux, à travers les jardins et les vergers que la munificence du Sultan entretenait pour la joie des yeux et la fraîcheur du corps.

Midi. Maître du ciel, le soleil pèse de tout son poids sur la

ville. Au harem, chacune des femmes, entourée d'esclaves, se prépare pour offrir à la vue du Sultan le plus grand nombre de charmes et les plus subtils. De là, des appels précipités, des piétinements, des remontrances et des colères.

Seule, Zouleïkha, la petite sultane, paraît insensible, hors de cette agitation. Assise à l'écart, sur le bord d'un bassin, avec une baguette d'ivoire elle taquine un insecte tombé à l'eau. Elle le pêche, le laisse respirer et le replonge tour à tour. Elle est jeune. Ses yeux noirs envahissent son visage d'or mat : elle a les plus grands yeux noirs de l'Empire. Un foulard de soie éclatante entoure ses cheveux. Son nez est droit, ses lèvres alourdies de volupté.

Cependant, elle paraît triste et baisse la tête. Les femmes du harem s'en aperçoivent. Certaines y sont indifférentes; chacune poursuit son but et sa chimère pour son propre compte. Ses rivales se réjouissent : « l'affliction de Zouleïkha vient de son délaissement », disent-elles. D'autres, qui espèrent le retour du Sultan dans la couche de la favorite, lui offrent des gâteaux au miel et aux amandes. Auprès d'elle, sa harifa s'empresse, trébuchant sur ses vieilles jambes. Elle se hâte comme les vieilles personnes dont l'argent est devenu le seul plaisir. Et de qui aurait-elle de l'argent, sinon de la favorite? Dans un harem, même celui du Sultan, il faut choisir à qui plaire. Le Maître reste ou meurt, mais ne fait aucun cadeau à une harifa qui ne compte pas, qui est ignorée. Le Maître ne connaît que l'amîne du palais qui ordonne les êtres et les choses. L'amîne garde tout le profit et fait travailler esclaves et harifas. Qui donnerait des bijoux et des étoffes de prix à la harifa, sinon la favorite?

L'heure est arrivée. Dans la grande cour des trois vasques, les femmes attendent la venue du Seigneur. Des négresses toutes nues se plongent dans les bassins et, ruisselantes, offrent le galbe de leur corps luisant aux feux de la lumière. Zouleïkha maintenant paraît songer, les yeux dans le vide. Elle n'entend pas le chant qui s'élève à l'entrée du Sultan :

« Louange à Dieu, louange à l'Unique en souveraineté, en puissance, en gloire, en domination, en violence, en bonté, en clémence, qui a transmis son autorité au chérif Moulay Ahmed El Mansour, en sorte que c'est auprès de lui que l'opprimé trouve un refuge. Lui seul réalise nos demandes et comble nos désirs! »

« Dieu a fait de notre maître son ombre sur la terre, reprend le chœur des eunuques. Ses hautes vertus brillent d'un éclat que rien ne peut voiler ! »

« Il est la gloire de nos jours, la consolation de nos nuits. Quand il voyage, nos yeux pleurent ! » termine le groupe des femmes.

Cependant, Zouleïkha demeure immobile et silencieuse quand El Mansour arrive près d'elle. L'esclave qui l'éventait se prosterne. Habillé comme le plus simple de ses sujets, tout de lainage blanc, le Sultan a belle prestance. Sa haute taille le désigne à l'admiration, et sur son visage, légèrement coloré, règne cet air de hauteur et de détachement qu'adoptent volontiers les hommes habitués à voir leurs semblables s'incliner devant eux.

— Qu'y a-t-il ? demande l'amîne. Es-tu malade, Zouleïkha, que tu ne vois point le Maître ?

— Je pense au rêve que j'ai fait cette nuit, dit enfin la jeune femme, comme si elle venait à l'instant de se réveiller.

La gloire écrase El Mansour et lui enlève la saveur de toute chose ; l'empire de l'or pourrait seul vaincre son accoutumance des honneurs ; il ne cesse d'y penser. Mais, pas plus que ses sujets, il n'échappe à la curiosité des choses révélées durant le sommeil.

— Quel rêve ? demande-t-il.

— Un rêve, répète Zouleïkha, nonchalante. Mais dois-je faire part de mes songes au Chérif éminent, à la montagne de science aussi étincelante que le djebel Likoumt, et à qui Dieu a donné une parure qui n'est pas simplement le reflet du ciel dans l'eau d'un bassin ?

— Parle, Zouleïkha ! insiste El Mansour.

— Dieu t'a comblé, puissant seigneur, essence des Fatimites ; il t'a comblé de faveurs et de bienfaits, et il t'en accordera encore jusqu'au jour de ta rencontre avec lui. J'ai rêvé que tu étais assis sur un trône d'or massif et que les rois venaient se ranger autour de toi comme les perles d'un collier autour du cou de ta préférée. Parmi ces perles, la plus belle était une perle noire, car le roi du Soudan lui-même, qui méprise ta puissance, se prosternait devant toi, après s'être cru protégé par l'aridité et la désolation du Sahara...

Zouleïkha se courbe.

— Parle encore! supplie El Mansour. Qu'as-tu vu en rêve?

— O maître vénéré, puissant khalife du Prophète! Il y a eu des victorieux qui t'ont précédé, dont le plus grand fut l'Almovaride. Il a eu pour domaine la terre d'Espagne, mais toi...

— Et bien, parle! parle vite!

— Toi, mon maître, mon sultan, tu seras El Mansour Ed Déhébi « le Doré » jusqu'à la fin des générations! Et je te voyais dans le plus fastueux palais que les yeux des fils d'Adam aient vu sortir de terre sous le regard d'Allah.

— Lui seul est grand et sait ce que nous sommes, d'où nous venons et où nous allons, conclut l'amîne qui écoutait près du Sultan.

— Est-ce tout? questionne El Mansour.

— Il y a bien autre chose... Mais ton esclave pourrait-elle te donner une idée qui ne soit déjà dans ton esprit? Éloigne de toi ces étrangers qui portent tes armes, mais qui pourraient devenir un jour des ferments d'insurrection... Souviens-toi du complot des poudres que les chrétiens avaient monté... J'ai dit, lumière de ma vie.

Et la sultane baisse la tête.

... D'un signe discret, El Mansour la désignait au chef des eunuques.

Le soir même, les marieuses et les juives, marchandes d'étoffes et de bijoux, colportèrent le songe de la sultane Zouleïkha et le surnom de « Doré » qu'elle avait donné au Prince des Croyants, le glorieux El Mansour.

Quand Djouder, averti par la rumeur de la ville, apprit de Si-Mana les détails de l'événement, il eut la sensation que procure un succès trop rapide. La destinée ne lui tendait-elle pas un piège? Quels retours lui réservait-elle? L'hésitation fut de courte durée. Djouder mesura d'un coup d'œil le chemin parcouru, reconnut vite les faveurs que le destin lui renouvelait après chaque traverse, et qu'il acceptait aujourd'hui comme les promesses d'une réussite qui lui était due. « Il n'arrivait que ce qu'il avait prévu, du moins entrevu. » Depuis l'âge de vingt ans, guidé par Ferriro plus soucieux de réalités que de fictions, il avait mis à leur vraie place les magiciens et les enchanteurs, les fées, les dragons et les nains des contes qui tenaient grands ouverts, à la veillée, ses yeux d'enfant; mais les monceaux

d'or, les trésors rutilants, restaient toujours à la portée de son imagination fastueuse. Il attendait depuis longtemps l'occasion, et voici que l'occasion s'offrait, mûrissait avec une hâte presque inquiétante.

Sans arrêt, il mit Ferriro et ses amis à contribution. Plus que jamais, ceux-ci furent persuadés de la richesse qui les attendait. Leur émotion croissait, d'ailleurs, avec celle de la ville. On ne secoue pas en vain aux yeux du populaire et des puissants l'image perverse de l'or. Dans les rues, les âniers, les portefaix et les mendiants, tout comme les marchands assis dans leurs échoppes, parlèrent déjà d'une expédition destinée à la conquête de l'or. Le menu peuple et les juifs du Mellah en calculèrent avec ardeur les possibilités. Il en fut discuté à perte de souffle dans les écoles; les oulémas des mosquées de Sidi-ben-Sliman, de la Koutoubyia et de Youssef-ben-Tachfine, émirent à ce sujet des projets divergents. Les fqihs remuèrent le grain dans leur moulin à savoir. L'un d'entre eux, poursuivant son idée, put à loisir questionner ses confrères pour leur faire dire si mâcher un brin de laine ou avaler sa salive un jour de jeûne était un péché; un autre eut beau apporter de nouvelles raisons capables de prouver que la prière d'une demi-journée à la mosquée est nulle si à la fin on découvre sur soi un pou femelle : personne ne les écouta.

Il y eut bien quelques hommes, dans la rue, pour rappeler prudemment les malheurs des précédentes colonnes envoyées aux salines de Teghaza; mais on balaya des conversations leurs avertissements saugrenus. « Déheb ! Ed Dehebi ! L'or ! Le Doré ! » Ces mots revenaient dans toutes les bouches. Au palais, les esprits, pour être plus politiques et, de ce fait, moins communicatifs, travaillaient néanmoins à perte de sommeil.

Quant aux ennemis de Djouder, exploitant le désir d'El Mansour, — maintes fois contrarié, toujours vivace, — ils suggéraient de confier l'expédition aux renégats, dans le secret espoir de les voir périr dans le désert. Mais cela échappait à Djouder : seuls, en effet, les hommes trop intelligents croient que l'adversaire connaît aussi bien qu'eux-mêmes leurs propres pensées et forme les mêmes projets, — ce qui paralyse leur effort. Opiniâtre, il exerçait son imagination sur les choses, sur les faits à accomplir, et non sur les intelligences d'en face.

L'état des esprits en était à ce point, lorsqu'aux premières chaleurs d'avril le glorieux sultan de Marrakech réunit le conseil des notables. A vrai dire, il se serait bien passé de leurs avis; mais, comme une telle expédition ne s'organise pas sans argent, il était prudent de les consulter puisque c'était à leur bourse et au trésor des mosquées qu'il ferait appel, ainsi qu'à leur autorité morale pour atteindre le vulgaire qui compose la foule des contribuables.

Ceux qui s'opposaient à tout mouvement nouveau capable de changer l'ordre des choses présentèrent des objections, jusqu'au moment où le sultan El Mansour se leva lui-même pour parler. Il parla longuement, non pour convaincre, — sa décision était prise, — mais pour obéir à la coutume.

— Dieu bénisse El Mansour Ed Dehebi et lui assure la victoire sur le roi de Gao et sur tous ses ennemis! s'écria un vizir quand il eut terminé.

A ce signe d'acquiescement, le Sultan répondit par une inclinaison de tête.

— Dieu protège El Mansour le Doré! répéta l'assistance.

Le maître éleva la main :

— Qui peut dire celui que je dois destiner au commandement de cette armée?

Comme personne ne se hâtait de répondre, le caïd Jilali se leva :

— O Sultan glorieux! s'écria-t-il, n'est-ce pas un des chefs de ta mousqueterie qui doit porter tes étendards hachémites? Il le faut jeune et entreprenant, ferme comme une lame de koummya, fertile en projets et en ruses comme un vieillard, dévoué à ta cause... Dans les circonstances graves, ne fais appel qu'à l'homme énergique, à celui qui peut dire en présence du péril : « Me voici... » Et celui-là, c'est le caïd Djouder.

— Le pacha Djouder! rectifia El Mansour.

ON PRÉPARE LA GUERRE DU SOUDAN

La décision du Sultan, en fixant le cours des événements, en accélérant leur cadence, ne pouvait manquer de réagir fortement sur tous ceux qu'elle touchait. Djouder, devenu pacha, se voit obligé de prendre au sérieux la brusque réalisation de ses ambitieux projets : le moyen de reculer, lorsque tout le

camp des renégats s'est mis en fête? Ferriro, que des liens fragiles attachent seuls à la rouge cité de Marrakech, est devenu le lieutenant général de Djouder et s'est mis aussitôt à préparer l'expédition. « Le mois d'octobre, ont dit les sages et les caravaniers, est propice au départ d'une troupe qui doit traverser le Sahara. » Il rapporte à Djouder la frénésie des renégats. L'or, plus que jamais, a brillé aux yeux de ces hommes. Pour un grand nombre, il est le seul moyen de se libérer; à d'autres, il doit procurer les plaisirs dont ils sont insatiables. Le désir de l'or efface même les obstacles : la mer de sable est difficile à traverser, mais moins qu'on ne le croit communément, puisque de simples courriers la sillonnent sans cesse à la bonne époque. On oublie aisément que les conditions diffèrent entre une randonnée de quelques chameliers isolés et la marche d'une armée, et l'on prétend qu'après l'épreuve, on trouvera devant soi des gens médiocrement équipés de gourdins et de javelots, on cueillera un empire immense où le voyageur séjourne avec plaisir et trouve toutes choses en abondance, sans en découvrir les limites. « C'est, disait-on de toutes parts, le rendez-vous des peuples, le jardin de l'univers arrosé d'un fleuve célèbre, le Nil lui-même, qui fait pousser les fruits et les céréales en abondance. Les femmes y sont belles et nombreuses... » Nul n'a manqué d'amplifier les dires d'Ould-Kirinfil au sujet des esclaves et des trésors cachés, des peuples asservis de la Guinée qui apportent l'or. « *El oro! El oro!* » est devenu le cri des renégats espagnols.

Djouder écoute ces rapports. Il a mis le destin en marche: à cette heure, le destin l'entraîne à sa suite. Si-Mana, qui s'agite, répète à son maître les dires de la vieille harifa. L'eunuque sent que sa situation grossit, entre une chérifa revenue en faveur et un homme en pleine ascension. Les histoires qu'il connaît sont innombrables : on ne se cache pas devant lui, et Aïcha bent Ismaïl est bavarde. Djouder apprend ainsi la joie de la petite sultane, l'effervescence de son ambition, fille de la puérile gloriole du harem : « Elle se fait raconter sans arrêt, dit Si-Mana, les histoires merveilleuses du pêcheur Djouder, des *Mille et une nuits*. » Cela gonfle le cœur et hausse le cerveau du jeune pacha. Ce qu'il ne sait pas, c'est que la jeune femme se prend au jeu par persuasion : cet homme, cet étranger, qu'elle a sauvé un jour de la soif

mortelle, lui a porté bonheur; il a une influence heureuse sur sa vie; cela ressort clairement des consultations de Zorah la devineresse, des songes de la vieille Aïcha, aussi bien que des rêveries disparates qui peuplent les heures incertaines du harem. Pour elle, il devient plus digne d'intérêt depuis qu'il va conquérir l'empire des esclaves et de l'or. Son départ lui fait gagner la partie à coup sûr : s'il réussit, — tout est dans la main de Dieu, — elle peut devenir sultane sans concurrentes; s'il échoue, — Dieu seul sait comment aurait été ce qui eût pu être, — elle se reposera dans la nonchalante sérénité qui est la marque des faveurs du ciel... Il n'arrive que ce qui est écrit...

La nouvelle d'une expédition prochaine n'affecta pas seulement le palais, les troupes cantonnées au Méchouar et spécialement les arquebusiers du Sultan. La foule et toutes les classes de la ville s'en émurent avant même la proclamation du décret. Mais cela ne s'arrêta ni aux paroles ailées que prononcent avec plaisir les lèvres dédaigneuses des savants, ni aux insultes et aux mots grossiers qui sortent du gosier rugueux de la plèbe marocaine. Le vent de la discussion souffla sur Marrakech. Les faibles se disputèrent, en vinrent à porter leurs controverses devant les puissants qui, à leur tour, les interrogèrent. A l'appui de leur ignorance ou de leurs hâbleries, ils ne manquaient pas d'invoquer le nom de l'Unique, — lui seul sait toutes choses !

L'armée du Soudan fut à son insu l'occasion d'un mouvement inusité dans le monde du négoce et du commerce. Les poètes n'en furent pas la seule cause. Chacun d'eux, à l'envi, composa par avance des *basît* et des *tawil* où il ne célébrait encore que les mérites personnels des héros; mais cela disposa les esprits aux exagérations propagées par les hommes les plus respectés pour leur vertu et pour leur science. On raconta les prédictions d'Abou Bekr el Arabi, les calculs téméraires d'Ali ben Atya, les sous-entendus plus dangereux encore de Mohammed Aboul Khasim. Tout cela mit au jour des histoires énormes. On sut les projets de Djouder avant qu'il les eût conçus. Les Almoravides et les Almohades furent de petits aventuriers; les Mérinides, des souverains rétrécis dont l'histoire servirait tout au plus de préambule à cette magnifique guerre

montée par le Victorieux, El Mansour, le plus glorieux des Sultans. Il y eut des hommes absolument étrangers au métier des armes qui échafaudèrent des plans dont un, entre autres, eut aussitôt les faveurs du public marrakchi : « Il s'agissait, afin de permettre la liaison du sultan avec Djouder et les villes célèbres et pourries d'or de Gao et de Tombouctou, d'établir une ligne ininterrompue de soldats entre le Soudan et le Maroc. » Cela, paraît-il, simplifiait la tactique et assurait la victoire aux étendards d'El Mansour. Un chérif, venu du Drâà, tout confit de savoir et façonné d'embonpoint, recruta une foule de nouveaux disciples pour avoir proposé, afin d'augmenter sans retard le nombre des renégats, d'éviter la circoncision aux chrétiens que l'on capturerait avant le départ de l'armée.

Ce fut le coup de pioche dans un nid de fourmis. Le Mellah connut un tourment plus fort qu'à l'occasion d'une altération de la Thora. Les souks marocains et les ateliers s'emplirent d'une effervescence pareille à celle du chaudron d'un gargotier endormi devant son brasier. Exalté par les chiffres des précédentes expéditions ou par ceux plus magnifiques encore qui se colportaient de toutes parts, chaque artisan, chaque commerçant, chaque boutiquier, déterra les pièces de monnaie amassées péniblement et gardées avec soin, et, sans rien dire, acheta toute la marchandise disponible. Les lainiers parcoururent la campagne et donnèrent à filer de la laine à burnous et à djellabas. Les tisserands haussèrent leurs prix. Les teinturiers mirent en resserre la garance, l'indigo et l'écorce de grenade. Les selliers achetèrent des tissus de poil de chameau et des cuirs de chèvre pour un nombre incalculable de selles et de bâts. Ce que voyant, les tanneurs devinrent exigeants et les maîtres de tanneries empestèrent la ville avec leurs amas de peaux qu'on ne prenait plus le temps de sécher avec soin.

L'arrogance pénétra chez les boutiquiers du Souk el Khzel. Le prix de leurs fils et de leurs tissus augmenta de jour en jour. Les balances des marchands fonctionnèrent sans cesse pour acheter des châtaignes, des dattes et des figues sèches, des céréales de toute qualité. Et pendant la nuit on enlevait aux poids les ferrailles dont on les avait habillés afin de gagner sur l'achat, pour le cas où, le lendemain, l'occasion se présenterait de revendre. Les cordonniers, de leur côté, certains que

c'était à eux que l'on s'adresserait de préférence, confectionnaient sans lever la tête des multitudes de babouches et de bottes, et les chikarres indispensables pour transporter l'or et le butin de haut prix. Tout le Smat el Marga fut en révolution.

Quant aux armuriers, ceux qui ne furent pas enfermés dans les ateliers du Maghzen ne demeurèrent pas en retard : sans prendre le temps de manger, ils fabriquèrent des *koummyas,* — courbe gracieuse et tranchant féroce, — des glaives et des épées. Les enfants des cordiers tournèrent les rouets avec une ardeur inconnue jusque-là et le sentiment que quelque chose dans l'univers changeait de place.

Les gens se déplaçaient, non plus comme auparavant avec cette hâte spéciale qui est celle que l'on met simplement à passer d'un état de repos à un autre état de repos, mais comme des fous... On pouvait, durant ces jours avantageux, voir déambuler à grands pas des Juifs sortis du Mellah, la calotte noire enfoncée sur les oreilles, la lévite huileuse écaillée de crasse, murmurant des mots incompréhensibles. Ils allaient et venaient autour du quartier des renégats, implorant par ci, menaçant par là, recevant des coups de pieds et des coups de fourche à mousquet. Le soir, leurs lamentations s'élevaient entre leur cimetière et Berrima, où l'on pouvait entendre que ces chiens de chrétiens, convertis ou non, allaient partir en guerre au bout du monde sans payer leurs dettes qui comportaient pas mal de douros, prêtés au taux bénin de sept pour cent et par mois. Et l'écho de leurs plaintes se mêlait à l'odeur d'urine que ne parvenaient pas à dissiper les souffles purs descendus des montagnes neigeuses.

Les sages passementiers eux-mêmes furent bouleversés : personne en effet n'eût osé croire qu'une pareille armée pût aller sans une pompe digne du souverain. Il n'est pas jusqu'à Omar el Khdim, le fabricant de soufflets, dont la mâchoire ne portait plus qu'une dent, qui ne pensât que l'on aurait besoin de ses instruments pour allumer les milliers de feux de la troupe dans les campements du désert; il frappait ses fils, déjà barbus, pour réveiller leur activité.

Les mendiants, comme s'ils avaient voulu participer au tourbillon des affaires, arrêtaient de leurs bras tendus les passants bousculés. Ceux qui étaient aveugles, — combien nom-

breux ! — criaient plus haut encore leurs invocations et leurs prières pour dominer le brouhaha.

La gargote de Chaouï, l'homme riche, fut écrasée de disputes, au point qu'on négligea désormais d'écouter les instruments, les monotones chanteurs et la louange des « aigles » qui habitent les *ksars* dans la montagne.

Dans l'ombre humide et chaude des hammams, il ne se trouva plus qu'un seul homme, sourd et muet par la volonté de l'Unique, pour dormir après le bain...

Un bruit surpassait tous les autres : dans le Ksour, les forgerons, pareils à des cyclopes, ne vivaient plus que parmi les étincelles du métal. Les colombes, qui sont leurs compagnes fidèles, se penchaient sur cette perturbation, descendaient sur le tas de charbon de bois et s'enfuyaient à tire d'ailes, pour se reposer un instant dans la palmeraie, derrière la porte des Doukhalas. Les chiens, ahuris et penauds davantage, rasaient péniblement les murs. Les chats familiers observaient ce hourvari et n'approchaient que timidement, comme des intrus, des petits réchauds allumés par leurs maîtres à l'entrée des boutiques pour se protéger de la maligne froidure matinale.

Au Souk el Khémis, on achetait tous les chameaux sans souci de leur maigreur ou des maladies cachées, sans savoir s'ils avaient été volés. L'ardeur, qui couvait dans les quartiers éloignés de la ville et les faubourgs, faisait explosion dans les marchés à la criée, autour de la Kissaria, à côté du souk des potiers. Là, plus de retenue : les crieurs publics en perdaient la voix, les adoul faisaient des erreurs, partout les yeux exorbités et les lèvres baveuses montraient avec suffisance que l'excitation des trafiquants était à son comble. *Ma! El ma!* Ce n'étaient plus les marchands d'eau qui poussaient leur cri habituel, mais les clients qui les réclamaient dans le tumulte. *Ma ! El ma !* L'eau ! De l'eau ! On put voir, — chose incroyable, — certains d'entre eux, enrichis par tous ces hommes enfiévrés, redresser leur échine et acheter un âne pour porter leurs outres...

Dans les rues, devenues trop étroites, il y eut des accidents sans nombre. Au milieu des cris et des invectives, les chameaux surchargés se rencontrèrent, renversèrent leurs charges sur les ânes et les ânier qui se hâtaient. « *Bâlek! Bâlek!* Otez-vous du chemin ! » Il y eut d'horribles mélanges d'olives mûres, de farine et de dattes, dans la poussière et le crottin ; des jambes

écrasées sous les animaux tombés; des bras et des têtes cassés à coups de matraque. Quant aux yeux crevés, aux dents brisées et aux habits déchirés, cela ne retenait pas l'attention. « *Bâlek! Bâlek!* »

... Tout alla bien tant que le Maghzen n'eut pas besoin de s'approvisionner lui-même et que les marchands ne faisaient qu'évaluer son pouvoir d'achat. Mais quand le glorieux El Mansour fut avisé de cette disposition de l'esprit public qui menaçait de mettre son trésor en état de légèreté, il trouva sans doute que sa bonne cité exploitait prématurément l'or du Soudan. Dans la journée du troisième jeudi de juin, en l'an 999 après la fuite du Prophète, — que Dieu le garde éternellement près de Lui et le couvre de bénédictions! — on pendit une douzaine de marchands, on en décolla une autre douzaine. Quant aux Juifs, de méchants mokhaznis entrés dans le Mellah se saisirent de deux douzaines d'entre eux et les fusillèrent sur la place Djemaa El Fna, à l'heure de minuit, afin que le bruit de leur exécution ne fût pas couvert par la rumeur de la ville et que chacun en tirât son profit.

LE DÉPART D'UN DESTRUCTEUR D'EMPIRES

A l'époque où le soleil dessèche les jardins et les rivières, cuit les pierres éparses dans la plaine et verse une pluie de feu sur les terrasses de Marrakech, un courrier arriva de Lektaoua. Ould Kirinfil faisait dire au pacha Djouder que le moment était propice pour partir, que les rares pluies d'été avaient donné de l'eau aux puits du désert et qu'il ne fallait pas manquer cette occasion.

La fièvre des affaires, calmée en ville, passa dans les magasins du palais et au *Dar Baroud*, la maison de la poudre. A titre d'œuvre pie, le Magzhen réquisitionna tout le salpêtre des murs et des caves. Les Juifs furent obligés d'apporter celui de leurs humides habitations. Comme l'armée avait besoin d'eux, on offrit d'emmener un des leurs pour représenter les créanciers au Soudan et recueillir l'or des soldes. Cela leur parut dérisoire. Ils se rattrapèrent sur la confection de mille paires d'étriers sertis de fils d'argent, à laquelle ils étaient d'une habileté inégalée, et d'une même quantité de mors damasquinés.

Quand ce nombre fut connu des Marrakchis, la déception

fut grande. On eut beau dire qu'il ne s'agissait là que des montures d'officiers, ce fut pis encore lorsque le Maghzen passa la commande des selles pour chameaux de course : « deux mille six cents », et des bâts : « huit mille pour chameaux et mille seulement pour les chevaux et les mules. » Ainsi se précisait peu à peu l'effectif de la troupe montée. Chacun alors imagina aisément que les fantassins seraient rares, à cause du long et aride parcours.

Ces chiffres ne faisaient pas l'affaire des spéculateurs. Quand ils furent confirmés, ce fut une débâcle. L'orge et le blé furent jetés en abondance sur le marché. Les malheureux et le populaire purent manger des dattes sèches jusqu'au dérèglement de leurs entrailles. Les vanniers, les chaudronniers et les nattiers, pour débarrasser leur maison des volumes d'osier, de cuivre et de sparterie qu'ils y avaient entassés, les offrirent à des prix de misère, en crachant leur mépris sur les ministres du Maghzen. Des marchands de beurre de brebis et de chamelle, désespérant de conserver leur marchandise, la livrèrent à des tarifs inusités. Et tout à l'avenant.

A la vue de ces ruines, il y eut des satisfactions et des vengeances inespérées. Le jurisconsulte Mohammed ben Djarrir, entre autres, fut amplement dédommagé d'avoir été, une dizaine d'années auparavant, accusé par Youssouf el Khasim, d'avoir mis un *tanouïne* erroné sur le *mim* de *Es-Salamoun*, quand on sut la déconfiture de ce savant cupide et envieux.

Certains mécontents critiquèrent le petit nombre de l'armée. Mais moins haut qu'ils n'avaient d'abord chanté les louanges du chef et du sultan. Une cabale se monta contre Djouder. On l'accusa de ruiner le pays et de mener à la mort une troupe trop faible en regard de l'empire des Sonrhayes de Gao. On essaya d'ameuter contre lui les gargotiers venus du Sous, qui ouvraient boutique dans la kasbah, où les soldats d'Europe sont plus friands de soupe à l'oignon et aux fèves, de bœuf aux cardons, de poulet aux olives, que de couscous et de dattes. Se plaignirent en même temps les rôtisseurs, habiles à confectionner des brochettes d'entrailles et des saucisses de viande hachée et roulée autour d'une tige de fer, les cuiseurs de galettes, les marchands de beignets, les coiffeurs ventouseurs qui repassent leurs rasoirs sur des meules inégales et excentrées en chantant les louanges du Très-Haut et des hommes forts qui

font parler la poudre. Un peu partout enfin, les « filles de la douceur », dont la renommée s'étend jusqu'au delà des montagnes neigeuses, dans les solitudes du Sahara, et qui n'ont d'égales, assure-t-on, que celles de Tombouctou sur l'autre rive du désert, pleurèrent le départ de leurs amants qui tarissait une des sources de leurs revenus.

En revanche, le menu peuple de Marrakech, qui n'avait pas profité de la hausse des denrées et des fournitures, et qui craignait d'être enrôlé dans les myriades de guerriers annoncées, se mit à bénir Djouder de la façon la plus bruyante et sans retenue. Il fit des chansons sur son nom, ses origines et sa vertu, — car on ne lui connaissait pas de femmes. La popularité du nouveau chef des renégats grandit à vue d'œil, au point d'inquiéter la cour. Le Sultan ordonna de hâter les préparatifs. Pour gagner du temps, il fut décidé que l'armée compléterait ses approvisionnements en vivres et en chameaux au delà des montagnes, à Lektaoua où déjà l'on installait un atelier pour la frappe des monnaies d'or.

L'agitation de la ville a passé dans le camp des renégats et dans la maison du nouveau pacha. Si-Mana est bousculé en tous sens; il bouscule à son tour la harifa de Zouleïkha et force à toute heure la porte du caïd Jilali. Tout ce qui se dit, il le rapporte à Djouder ; sans étroitesse de mots, car il est mal de rétrécir la pensée des puissants. A toute occasion, il confirme ces dires et, satisfait de son importance, les développe. Ces paroles sont une ardente semence dans un champ préparé. La gloire fait irruption dans le cœur de Djouder : « Il est remarqué par une femme du palais, par la ville, par le Moghreb tout entier. » Ferriro qui aurait pu, tenté par la quiétude de cette vie et les plaisirs faciles de Marrakech, le détourner de cette voie, a retrouvé ses instincts de coureur de grand chemin : il exhorte le jeune ambitieux à se porter en avant. Il n'est pas jusqu'aux quelques remords en sommeil au fond de son être, qui ne poussent Djouder à une aventure lointaine, dans une contrée où il pourra, — qui sait ? — imposer la croix aux populations, la rétablir dans sa troupe fidèle... Et cette troupe, il la ramènera peut-être, après la conquête d'un nouveau monde, à l'assaut de l'empire marocain pour planter la croix au sommet des minarets et demander à une sultane d'abjurer l'Islam

comme il abjura sa foi... Tous les rêves sont des possibilités.

Mais les préparatifs n'absorbent pas Djouder au point de bannir l'inquiétude. Rien, par moments, ne lui interdit la plus folle des entreprises. Le moindre racontar, à d'autres instants, lui révèle un obstacle. Tout se noue, se dénoue, pour se renouer dans la même nuit. Cependant, il a trop parlé aux renégats de cet or fabuleux répandu dans les pays noirs, il a impétueusement décrit ces villes merveilleuses qui s'échelonnent le long d'un grand fleuve. Les noms de Gao et de Tombouctou sont devenus familiers à la troupe. L'idée de conquête s'est propagée, cristallisée autour de lui. Il en est le prisonnier, et comme nul n'échappe à sa destinée, les intentions sournoises de ses rivaux eux-mêmes, en coupant ses dernières lignes de retraite, l'ont lancé dans la voie du risque, l'ont livré à ce vent d'épopée qui souffle au moins une fois dans la vie des gens qui manient les armes...

Et puis, il y a l'Islam qui entoure Djouder, l'imprègne, le menace, le porte à son insu ; l'Islam et son laisser-aller scandé d'exaltations, son fatalisme haché de réveils violents et de sanglantes colères ; l'Islam et la folie de l'or...

Vers la fin de septembre, alors que la chaleur décroissait, Djouder put réunir sur la place du Méchouar toute sa troupe et en offrir le spectacle au Sultan.

Le harem fut admis à contempler un tel apparat. Il y avait là deux mille cinq cents arquebusiers à pied, et cinq cents arquebusiers à cheval ou spahis, tous renégats choisis par Djouder; mille Arabes, armés de lances, leur furent adjoints, des sapeurs au nombre de six cents, et six pierriers portatifs destinés à ouvrir les enceintes fortifiées et à répandre la terreur dans le cœur des ennemis. Tous ces guerriers devaient être portés (le bruit en fut confirmé) ainsi que les provisions, les munitions et les réserves, par huit mille chameaux menés par mille conducteurs qui se rassemblaient en partie sur l'oued Drâà. Mille chevaux devaient les convoyer jusqu'à cette porte du désert.

Le peuple marrakchi admirait l'éclatante ordonnance de cette troupe, et que les approvisionnements eussent été si parfaitement rassemblés par les soins éclairés du lieutenant général Azan Ferriro, l'œil et le bras du pacha, qui avait fait

la guerre avec les rois chrétiens et n'ignorait rien de cet art difficile et périlleux.

La joie remplit le cœur d'El Mansour, quand il vit ses étendards jaillir, s'agiter au-dessus d'un corps d'armée si homogène et si solidement constitué. Il ne douta plus que sa puissance ne vînt à son comble lorsque la foule se mit à hurler : « Ed Déhebi ! Le Doré ! Ed Déhebi ! »

— El oro ! El oro ! répondaient les trois mille renégats.

Entre deux créneaux, une femme du harem s'oublia à lever son voile. Les bijoux de sa chevelure étincelèrent au soleil. Sa main éleva une rose et, par inadvertance, la laissa tomber dans la cour. Le peuple la piétina en criant à tue-tête la louange du Doré.

A la nuit tombante, Zouleïkha s'est assise sur la plus haute terrasse de la maison des femmes. Jusqu'à elle, comme une louange, monte encore la rumeur des souks et des places publiques, tandis que les remous de la luxure clapotent dans les bas-fonds de la ville. Zouleïkha, redevenue favorite, domine Marrakech où s'échangent les produits de l'Europe et de l'Afrique, où la force du Nord et la corruption du Sud se sont rencontrées. Zouleïkha est déjà sultane de Marrakech où les courtisanes et les marieuses, les filles de fondouks et les entremetteuses, les visiteuses de femmes et les éphèbes sans pudeur, ont trouvé de tout temps leur emploi comme les scribes et les boutiquiers, les soldats et les mendiants, les savants et les portefaix. Ce soir, sa revanche continue sur l'infortune de sa jeunesse. A peine exaltée, elle a osé manier le sort, — sans oublier toutefois d'invoquer le nom de l'Unique, — et le sort s'est laissé modeler. L'homme qui va l'aider à accomplir le destin, c'est le destin même qui l'a mis sur sa route, d'abord esclave assoiffé, ensuite soldat avisé et puissant pacha. Elle a réussi. Ses rivales sont abaissées. Cependant, sur la montée glorieuse Zouleïkha est accrochée, elle aussi, par l'inquiétude. Une angoisse remue ses entrailles. Pour qui craint-elle ? Elle ne pourrait le dire très sûrement. Elle a tout mis en œuvre pour donner au maître un enfant qui assurerait à la mère la continuité des faveurs. Mais que faire contre la volonté de l'Unique ? Il n'arrive que ce qui doit arriver et tout est écrit.

Partis du rêve, la gloire et l'angoisse, le désir et l'ambition,

tour à tour agités, se dissolvent en rêve. Le vent des Djélibet, pour calmer le trouble de Zouleïkha, lui apporte des terrasses voisines les accords des ribabs, les plaintes des gumbris ; tandis que, tombé de la Koutoubyia, le cri du muezzin dit aux mortels inférieurs que le temps du repos est venu et que la grandeur de Dieu ne connaît ni limite ni interruption...

Dans sa chambre, le pacha Djouder est endormi, enveloppé d'un caftan blanc rayé de rouge. Il repose sur un matelas de laine recouvert de tapisseries brodées à la main. Il a, cette nuit, conféré très tard avec Ferriro. C'est aujourd'hui le dernier jour, le jour du départ. Un esclave guette son réveil et remue le charbon sous la bouilloire, dans le patio. Dès que les rideaux brodés s'entr'ouvrent :

— Puissant Pacha, dit-il, l'eunuque Si-Mana est venu pour te parler.

— Qu'il entre. Qu'y a-t-il? demande Djouder.

— Que Dieu et son prophète répandent sur toi toutes leurs faveurs, dit Si-Mana, dont l'agitation depuis quelque temps est extrême, car il doit accompagner le pacha. Dans son effarement, il est porté à tout exagérer ; assis plus près, à voix basse, il continue :

— Elle a dit : son cœur est brisé, car elle craint un long voyage à travers une contrée où la cervelle fond comme du beurre.

— Réponds-lui : la moitié de l'année.

— Elle dit : « Il perdra mon souvenir dans les sables et parmi les nombreuses femmes du Soudan. Il ne restera plus sur mes os ni chair ni peau... Comment échapperai-je au vêtement de l'épreuve ? »

— Réponds-lui : je ne l'oublierai pas plus que je ne perdrai la tête.

— Elle dit : elle craint pour ta vie. Alors, elle sera seule, car tu es devenu son père, sa mère, le sang de ses veines et la cervelle de son crâne.

— Réponds-lui : je serai sultan, maître de l'or. Elle sera sultane du Soudan.

— Flambeau éclatant, tu seras puissant et je serai ton serviteur !

— Toi, tu seras l'amîne de mon palais, avec un pâtissier à ton service personnel!

— Soleil de mes jours! Elle dit aussi : « Qu'il se méfie des peuples dont les entrailles sont noires comme leur peau, qu'il se méfie de ses compagnons, de ceux qui chantent ses louanges du bout des lèvres... »

— Son souvenir et son image me protégeront. Que dit-elle encore?

— Elle dit : « Qu'il se souvienne de la mort du saint fondateur de Fez! Idriss eut confiance dans un envoyé d'Haroun-er-Rechid, venu de Bagdad. L'envoyé présenta à Idriss, — que Dieu lui accorde ses grâces et son salut! — un flacon de parfum tel qu'on n'en avait jamais senti. Quand Idriss le respira, le parfum s'éleva dans ses narines, atteignit son cerveau : il s'évanouit et tomba mort... »

— Son parfum me suffit, Si-Mana. Que dit-elle encore?

— Elle dit : « Qu'il pense à la mort du fils de ce même Idriss, étouffé par un grain de raisin... Qu'il fasse goûter les breuvages qu'on lui présentera. »

— Réponds-lui : sa bouche est la seule coupe qui m'attire...

— Elle dit : « Il doit craindre les serviteurs du génie Chambarouch qui se changent en serpents et autres bêtes, pour détourner le voyageur et l'effrayer... Qu'il les tue! le sang des génies qui changent de forme ne peut être vengé. »

— Que dit-elle encore?

— Elle dit aussi : « Qu'il fasse attention aux brigands qui se cachent dans les puits et qui coupent les cordes des seaux, de manière à assoiffer les caravanes et à les piller. »

— Et encore?

— Il y a aussi, dit-elle, les génies qui tantôt volent dans les airs, tantôt grimpent sur les montagnes, tantôt entr'ouvrent la terre et s'y enfoncent...

A ce moment, un grand tapage se produisit dans les couloirs. C'était Azan Ferriro. A grande voix, il appelait le pacha pour le départ.

Et ce départ tombait par bonheur un vendredi.

SUBITEMENT, la ville avait doublé de population. Les tanneurs du Derb Debbachi avaient appelé les tanneurs des environs; les teinturiers, les briquetiers, les passementiers, les corroyeurs,

les selliers, avaient fait signe à leurs amis de la plaine ; la parole des marchands de la Kissaria avait rejoint l'oreille des négociants de la côte ; des lettres, écrites avec soin chez les écrivains publics, avaient mis en marche les hommes lointains courbés sur des livres ; venus de l'Atlas, les montagnards chleuhs au manteau noir taché de pourpre, que l'on rencontrait partout, avaient cet air maladroit des aigles descendus dans la plaine et qui ont dû se percher sur un arbre.

Toute cette populace, — ocre et grisaille, — pour contempler le défilé de l'armée, avait pris d'assaut les murailles de terre rouge. Le soleil du matin crépissait d'or les bastions et les tours, les hauts murs des demeures princières et des fondouks, illuminait les minarets, — rouge, vert et or, — projetait de l'or même sur la colline d'immondices que depuis des siècles les Juifs amoncelaient entre le mellah et leur cimetière.

Du cintre de Bab Roob, une des portes qui regarde l'Atlas et le Sud, l'armée des renégats déboucha sous le regard d'El Mansour, comme un fleuve miroitant. Les cavaliers de Marrakech les escortaient.

— Ed Déhebi ! Déheb ! L'or ! Le Doré ! criait la foule.

Et les escopettiers, arquebusiers, spahis et servants de pierriers, allaient au rythme d'une chanson sur l'or, qu'un poète d'entre eux avait composée.

Mousquet de malheur, mousquet de misère !
Tu marques l'épaule en marche et au feu !
Ta mèche seule est légère, qui allume la mort.
Mousquet de malheur, mousquet de misère !
Qu'importe ! Avec toi nous prendrons l'or,
L'or des Noirs et l'or du monde !
Poudre d'enfer, plomb de malheur !
Nous vous changerons bientôt contre la poudre d'or !

— *El oro ! El oro ! del mundo entero !* reprenaient en sourdine les renégats.

Comme ils contournaient la kasbah, une rangée de créneaux se détacha sous la poussée des spectateurs et s'effondra à leurs pieds, entraînant une grappe d'informes braillards, parmi lesquels un marchand d'eau dont l'outre, en touchant le sol, éclata.

— Mauvais présage! glapit quelqu'un d'en haut. Ils ne reviendront pas plus que les vingt mille, pas plus que les deux cents! Mauvais présage!

Le cri se perdit dans les hurlements et ne dérangea pas un instant l'alignement des mousquets et des étendards.

— Le Pacha! criait toujours la foule. Que Dieu donne la victoire au Pacha! Et au Doré!

L'énorme rumeur du peuple marrakchi ne s'était pas encore éteinte au moment que la troupe finissait par se confondre avec les champs d'oliviers.

Le pacha Djouder, précédant son armée, — ce qui lui épargnait la poussière, — se retournait parfois vers la ville, l'âme pareille à ces corps légers qui flottent sur un fleuve, que le vent fait par instants reculer, mais qui reprennent avec le courant la route vers la mer. A ses regards, l'horizon s'ouvrait, immense, mais tout en largeur. Droit devant lui, l'Atlas, portant jusqu'au ciel ses moires argentées, en barrait la profondeur et cachait le mystère des espaces à l'homme qui partait pour détruire les empires du Soudan.

André Demaison.

(A suivre.)

LA GÉNÉRATION PRÉSENTE

EN ANGLETERRE

Poète, critique, essayiste du plus beau talent, M. Cloudesley Brereton n'est pas seulement un des maîtres de la pensée anglaise contemporaine : cette année même, l'Université de Lille lui conférait le grade de Docteur honoris causa, *en reconnaissance d'éminents services rendus à la culture française auprès de la* Faculté anglaise des Arts *et au* London County Council. *Dans ce brillant* Essai, *écrit directement en français pour la* Revue, *on sera curieux de comparer les effets produits par des causes analogues de l'un et de l'autre côté de la Manche.*

En Angleterre, depuis quelque temps, la génération présente a été l'objet d'attaques ou, tout au moins, de critiques nombreuses. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Angleterre, c'est dans le monde entier que la question se pose. Le Comité mondial de *The Young Men's Christian Association*, qui a des filiales dans la plupart des pays civilisés, a lancé, il y a un an, dans plus de cinquante-deux pays, un grand questionnaire sur l'idéal des jeunes gens. Chez nous, directeurs et directrices d'écoles secondaires ont consacré au problème quelques-unes des séances de leurs réunions annuelles. Mêmes discussions au sein du congrès de l'Église anglicane. Tout dernièrement encore, l'Assemblée générale de la même Église a décidé d'encourager la formation de commissions diocésaines pour étudier les divers problèmes que soulève le mouvement de la jeunesse actuelle.

Mais d'abord, que faut-il entendre par la génération présente? Toute définition qu'on en donne est nécessairement arbitraire : accordons-nous pour la limiter aux individus des deux sexes de dix-huit à trente ans, c'est-à-dire à ceux qui ont quitté les bancs de l'école et jouissent soit de l'affranchissement relatif de l'Université, soit de la liberté complète.

Dresser le bilan de cette génération est un problème qui se complique du fait qu'elle n'est pas entièrement normale, et cela pour plusieurs raisons. Le directeur d'une grande école de Nottingham est allé récemment jusqu'à déclarer que le type des enfants entrant à l'école ne sera pas normal avant 1931. C'est beaucoup dire; mais il n'est pas douteux que la guerre a mis une empreinte profonde sur tout enfant né avant ou durant le conflit. L'atmosphère de malaise général, l'insuffisance et la monotonie de la nourriture, l'absence d'un grand nombre de pères de famille pris par les armées, la fréquence des raids aériens, tout cela a affecté d'une façon néfaste les enfants pendant les années les plus critiques de leur croissance. Partout les maîtres constatent chez leurs élèves des tares, qui se révèlent par une nervosité, un manque d'équilibre mental, une impuissance à concentrer l'attention sur la tâche du moment : défauts plus marqués que chez la population scolaire d'avant-guerre. Du simple point de vue physique et mental, on pourrait assez bien dire de la génération présente qu'elle est un peu déséquilibrée, comme le sont les soldats atteints de commotion cérébrale à la suite d'une explosion.

LA CRISE DE L'AUTORITÉ

L'un des premiers et des plus désastreux effets de la guerre est la désillusion qu'elle a laissée après elle. A la tête de la génération présente, parmi ceux qu'elle regarde comme ses chefs spirituels immédiats, se trouvent des milliers de jeunes gens qui ont fait la guerre. Ceux-ci se demandent avec amertume ce que, diable, ils ont retiré du sacrifice qu'ils ont fait de leur santé ou des années perdues dans les tranchées. Beaucoup d'entre eux, mutilés de guerre, se sont vus condamnés à renoncer à leurs anciennes carrières; d'autres, plus heureux, ont quand même éprouvé, à leur rentrée dans la vie civile, la plus grande difficulté à trouver un emploi, ou, s'ils ont réussi à se

caser, ont dû commencer au bas de l'échelle, alors que ceux de leur âge, embusqués ou exemptés de service militaire, s'étaient octroyé les positions les plus lucratives.

Chez nombre de jeunes filles anglaises du même âge, il existe un pareil état d'esprit profondément aigri. Elles sentent qu'en se dévouant au service des hôpitaux et autres œuvres de guerre, elles ont perdu les meilleures années de leur vie, sans parler du célibat involontaire auquel les a vouées l'effroyable holocauste de maris possibles.

Aussi un premier trait à noter, dans la génération présente, est la tendance au mécontentement.

Que les générations successives aient toujours eu quelque peine à se comprendre, c'est un lieu commun. Mais aujourd'hui la difficulté s'aggrave du fait que la génération intermédiaire a été décimée. Je parle des hommes de trente à quarante-cinq ans qui, en temps normal, auraient pu amortir les chocs, jouer, entre les nouveaux venus et notre génération de vieillards, le rôle d'interprètes. Les jeunes gens reprochent à la génération précédente et à la civilisation d'avant-guerre, de n'avoir su ni empêcher la guerre, ni en recueillir les fruits. De là une baisse universelle du principe d'autorité, qui se traduit par une impatience générale de toute tradition religieuse, par une véritable haine des conventions et des convenances, et par un mépris souverain de la technique dans tous les arts, à quoi s'ajoute une espèce de volonté féroce de tout construire *de novo*, après avoir fait table rase de toute civilisation antérieure.

Rien n'est plus significatif de cet état d'esprit que la littérature d'aujourd'hui, celle dont la génération présente se nourrit, si elle ne la produit pas. Dans le roman comme au théâtre, c'est essentiellement une *littérature de révolte*.

Ce mouvement de révolte ne date point d'hier. Il se dessinait nettement avant la guerre, aussi bien en France qu'en Angleterre; ses protagonistes respectifs se nomment Anatole France et Bernard Shaw. Que si on remonte plus loin, de ce côté du détroit, il faut citer en toute première ligne les deux célèbres romanciers « nihilistes », Samuel Butler et Thomas Hardy, qui ont fait plus que personne pour miner les conceptions sociales et religieuses de l'époque victorienne. A côté de ces ouvriers, — je serais tenté de dire : de ces combattants, — de la première heure, se trouvaient James Thomson,

poète dantesque de cette épopée des ténèbres, *the City of Dreadful Night*; John Davidson, mélange imparfait d'un Virgile pastoral et d'un Lucrèce embrouillé; Oscar Wilde, dont la dernière phase rappelle le brusque revirement de Huysmans; et toute cette phalange du *Yellow Book*, qui se dispersa après la chute de son brillant chef.

Les romanciers ont continué l'œuvre de saccage et de démolition contre la cité victorienne, dont les Butler et les Hardy avaient fait sauter les principales fortifications. Citons parmi les plus importants Galsworthy, Wells, Arnold Bennett, Beresford, Gilbert Cannon (disciple avoué de Butler), D. H. Lawrence, Walpole, Compton Mackenzie, Aldous Huxley, etc., dont beaucoup ont également écrit pour le théâtre, — outre les dramaturges purs et simples (en fait, ils ne sont ni purs ni simples), tels que Noël Coward et d'autres.

A cette œuvre de démolition se sont associées de bonne heure des femmes écrivains, quelques-unes de vraies révolutionnaires, voire des pétroleuses (elles avaient la rage d'incendier les anciennes idoles, surtout celles de leur sexe), — mais quelques-unes de tout premier ordre : May Sinclair, Sheila Kaye-Smith, Rose Macaulay, Virginia Woolf, Rebecca West, Margaret Kennedy, etc. Pour la première fois en littérature, la femme conquérait peu à peu la liberté de dire toute sa pensée. Quoi de surprenant alors si la plupart de ses observations ont été de nature à critiquer et même à flétrir les conventions, sous l'empire desquelles elle avait jusqu'alors vécu en silence? On ne peut s'empêcher parfois de penser à ce conte charmant d'Anatole France, *la Femme à laquelle on rendit la parole*, — et de regretter involontairement, comme le mari, ses silences d'autrefois.

Enfin, la russification partielle du théâtre et du roman, qui a mis en honneur l'aboulie, n'a pas manqué de contribuer, elle aussi, à la baisse de l'autorité.

Cette littérature, il faut le dire, possède une qualité éminente. Elle est très sincère, — jamais la littérature anglaise n'a été si peu hypocrite; — elle voudrait passionnément débarrasser le monde de conventions surannées. Seulement, ces énergumènes paraissent quelquefois en danger de jeter, dans leur zèle, le bébé avec l'eau du bain. En outre, cette sincérité touche parfois à l'indécence, et même la recherche;

l'exemple le plus frappant est peut-être l'*Ulysse* d'un auteur que Bernard Shaw, qui se proclame en littérature puritain, et avec raison, a traité de *dirty little cad* (sale petit voyou). La plupart des honnêtes gens que n'aveugle pas le snobisme littéraire, et qui connaissent cette monstruosité littéraire, espèce de baleine échouée en pleine putréfaction, donneront raison au grand puritain anglais... Peut-être, toutefois, cette littérature, en démasquant le mal, a-t-elle un côté moral. Avec ses procédés de « tout à l'égout », elle remplit une fonction sociale, celle de balayeuse municipale, bien nécessaire à l'assainissement public.

En revanche, malgré quelques œuvres significatives, comme plusieurs poèmes de Masefield, *God the Invisible King* de Wells, *Saint Joan* de Bernard Shaw, la grande littérature d'aujourd'hui, pour me servir de l'expression de Napoléon, poursuit le culte de Çiva et néglige celui de Vishnou. Le côté démolisseur prime chez ses disciples. Leur critique de la vie est plutôt négative et destructive que positive et vraiment constructive. Même quand ils essayent de tout reconstruire, y compris l'univers, leurs créations, comme celles de M. Wells, restent pour la plupart mort-nées. Leurs « anticipations », du moins sociales, ne se réalisent guère, — ou bien ils enfantent des êtres si anémiques, si insipides, à l'image de ceux de Bernard Shaw, dans la dernière partie de *Back to Methusaleh*, qu'on se félicite involontairement de vivre dans l'âge où nous sommes, si imparfait qu'il soit, plutôt que d'avoir à attendre quelque 30 000 ans pour naître dans cette époque soi-disant privilégiée.

Une dernière phase de cette lente agonie de l'autorité, ou, si vous voulez, de ce progrès vers le chaos, est marquée par l'avènement de la doctrine de la « relativité » dans la littérature. Sortie de la Science qui, érigée autrefois en vérité absolue, est reconnue aujourd'hui toute relative, cette doctrine sévit chez les philosophes et a atteint même les écrivains.

C'est la dernière revanche de la Science détrônée et déchue, dans sa longue vendetta contre la Religion. On dirait qu'elle cherche à entraîner son adversaire avec elle dans une ruine commune. Pour le « relativiste », rien n'est absolu, tout est relatif, depuis l'espace jusqu'à la loi de gravitation, et de même depuis la morale jusqu'à l'amour. Tous les antécédents, tous les *a priori*, sont à nier, surtout Dieu. Cette tendance d'esprit

se résume dans la phrase bien connue : Tout passe, tout lasse, tout casse. La vie devient un kaléidoscope vertigineux; elle mène au suicide ou à la maison d'aliénés.

Faut-il noter enfin le peu de place que la littérature actuelle accorde à ces qualités supérieures de générosité, de sacrifice, d'abnégation, d'altruisme enfin, qui sont, aime-t-on à croire avec Sir Arthur Keith, le ciment indispensable de toute civilisation durable? Certes, il paraîtrait que toute littérature qui jusqu'ici a survécu à la génération qui l'a produite est précisément celle qui est imprégnée de ces grandes qualités : voyez Homère, Platon, les tragiques grecs, la Bible, Dante, Shakspeare, etc. Telles sont les sources toujours vives, auxquelles s'adressent les générations en quête de conseils, d'encouragements ou de consolations. La guerre a été le crucifiement de tout un continent. A quand le retour du Paraclet dans la littérature? M. Middleton Murry, dans sa récente *Vie de Jésus-Christ*, pose fortement la question. Si l'humanité est destinée à survivre, le Paraclet ne peut pas ne pas reparaître.

Quelles sont les causes de son absence actuelle? A celles que nous venons d'indiquer, s'en ajoute une autre. Des conversations avec des critiques français m'ont appris que le même type de littérature, brillant, mordant, n'épargnant rien, un peu superficiel et même cinématographique, existe en France, surtout chez les jeunes. Jamais, en effet, depuis la Restauration anglaise, les rapports littéraires entre les deux pays n'ont été si étroits. C'est là, sans doute, non une coïncidence, mais un effet de causes communes, dont la guerre est la plus importante. Ceux qui ont fait la guerre l'ont trouvée tellement effroyable, tellement révoltante, une si véritable *reductio ad absurdum* de la vie, qu'elle les a blessés dans le tréfonds de leur être, surtout s'ils n'étaient, comme la plupart, que des civils en armes. Donc ils ne veulent désormais ni en parler, ni en entendre parler. Ils ne veulent pas non plus qu'on mentionne ces qualités, ni ces instincts profonds qu'elle a fait surgir en eux du fonds ancestral. Ils écartent tout ce qui rappelle les grandes émotions, évocatrices de cette vie dans l'épouvante qui fut celle du temps de guerre.

Sans doute, il ne faut jamais prendre la littérature comme le miroir exact de la société. Elle idéalise, simplifie, exagère, et même défigure tout. Pour produire son effet légitime, qui est

de découvrir et de mettre en relief le *significatif* dans l'amas informe des choses, elle recherche l'extraordinaire, le plus frappant, aux dépens de ce qui est commun, habituel, banal. En outre, elle se désintéresse des éléments statiques de la société, faisceaux d'influences souvent séculaires, pour s'attacher aux tendances les plus récentes; elle néglige les croyances encore survivantes pour les idées encore exceptionnelles qui régneront peut-être après-demain. A ce titre elle attire spécialement l'attention des jeunes qui, comme les enfants, voient plus facilement les objets en mouvement que ceux qui sont immobiles. Si donc notre analyse est exacte, quoique sommaire, on peut admettre que si la littérature actuelle joue un rôle très important auprès de la jeunesse, — c'est surtout en tant qu'elle mine le principe d'autorité.

LA VIE DE FAMILLE

Nulle part, cette baisse de l'autorité n'est plus marquée que dans la vie de famille ; il n'est pour s'en rendre compte que de comparer celle qui fut la nôtre il y a un demi-siècle ou moins, avec celle d'aujourd'hui. Notre enfance a été élevée sous un régime de monarchie absolue, sinon de vraie tyrannie, qui avait pour première maxime d'État : « Les enfants sont faits pour se taire » ; à quoi s'ajoutait un décalogue ou plutôt un « hectalogue » de prohibitions quasi hébraïques, de « Tu ne feras pas... »

Les parents de la génération suivante se sont peu à peu mués en souverains constitutionnels, tandis que leurs enfants jouissaient, sous une loi non écrite, de beaucoup de droits et de privilèges : le chapitre des devoirs et obligations était déjà très abrégé. Cette forme de gouvernement familial se rencontre encore. Mais, le plus souvent, le père d'aujourd'hui a vu diminuer le nombre de ses prérogatives, au point de passer dans sa propre maison à l'état de roi fainéant. Pendant les vacances, le foyer domestique se tranforme en hôtel, où les enfants reçoivent leurs amis, parfois inconnus de leurs parents. L'atmosphère de telles familles n'est pas des plus propices au respect pour les parents. Père et mère sont bien heureux quand on ne les affuble pas d'autres sobriquets que *Pop* (Papa), *Mop* (Maman), ou *Old bean* (vieille fève); tandis que le cliché

P. P. P. (pauvre papa paie) indique assez clairement le sort peu flatteur du banquier de la maison. Tout cela aboutit fatalement, chez les parents, à l'abdication totale du rôle d'éducateur. S'il reste encore quelque éducation dans la famille, c'est celle des parents par les enfants.

Heureusement il est, même dans les classes aisées, de nombreuses exceptions à cette faillite de la famille. Les parents les plus avisés sont ceux qui, par étapes insensibles, passent du rôle de monarque absolu au rôle de monarque constitutionnel, pour arriver à une sorte de république oligarchique, où ils ne sont vis-à-vis des enfants que *primi inter pares*. Ils tâchent de renouveler le bail de leur vie, et à mesure que les petits deviennent grands, ils s'efforcent de rajeunir. Ainsi ils réussissent à jeter un pont sur l'abîme naturel qui les sépare de leurs enfants. Pour les autres, la distance entre les deux générations ne se compte pas en milles, mais en lieues.

A ces parents aux idées progressistes, on peut assimiler ces gens d'un certain âge qui, sans avoir d'enfants, se montrent sympathiques à la jeunesse, laquelle au fond, malgré son indépendance intransigeante, conserve le secret désir de puiser dans leur expérience. Cette jeunesse consent à apprendre, mais à une double condition : que le mentor de son choix ne cherche ni à faire sentir sa supériorité, ni à imposer de force ses idées. En un mot, si elle rejette l'autorité tout court, elle l'accepte raisonnée, — état d'esprit bien naturel, puisque, depuis cinquante ans, l'enseignement s'adresse presque exclusivement à l'intelligence. Faut-il s'étonner que l'esprit des jeunes, féru de cette discipline et, de plus, aiguisé par le frottement des idées contradictoires de son époque, s'érige sur toutes choses en juge suprême et critique impitoyable? Tu l'as voulu, Georges Dandin!

Dans la bourgeoisie moyenne et petite, l'autorité des parents, quoique diminuée, est probablement moins atteinte que dans la classe supérieure, surtout si la famille est non-conformiste et garde ainsi quelques restes de la discipline puritaine. Dans la classe ouvrière, au contraire, la baisse redevient considérable et, sans cesse, on se trouve en face de parents hors d'état de diriger leurs enfants en raison d'un excès d'indulgence qui est leur défaut particulier. Sans doute, voudraient-ils voir leurs petits plus heureux qu'ils ne le furent eux-mêmes dans leur

enfance. On est souvent surpris d'apprendre par les instituteurs ce que les enfants de cette classe ont su extraire de leurs parents en argent de poche, en bonbons et en séances de cinéma. Mais que cette générosité recueille toujours ses justes fruits, voilà où le doute commence. Nombreuses sont les mères qu'on entend reprocher à leurs filles, qui travaillent au dehors, de ne rien leur donner ni pour le logement, ni même pour la nourriture.

A vrai dire, une doctrine qui se répand, dans la génération présente, c'est que les parents, étant responsables de l'existence de leurs enfants, le sont également de tout ce qui les concerne, tout en ne possédant de leur côté aucun droit, — contrat unilatéral qui donne à réfléchir! Récemment, dans une discussion contradictoire, la société Hardwick, formée d'hommes de loi bien connus, a décidé à la majorité que l'enfant n'a aucun devoir envers ses progéniteurs! Sans prendre trop au sérieux ce verdict d'un débat d'après-dîner, il faut pourtant convenir qu'il constitue un signe des temps.

On peut se demander parfois si nous ne sommes pas en train de retourner aux sentiments des sauvages vis-à-vis des vieillards. Nous ne les regardons pas encore comme des suppléments possibles au repas familial, encore que cette idée ait été ironiquement proposée par M. Aldous Huxley. Plaisanterie à part, il y a une tendance générale, qui va croissant, à se débarrasser d'eux en les casant, ces rois Lear inutiles, dans les asiles privés ou publics, qu'on appelle parfois par euphémisme *Homes*. Cette pratique se répand, avant tout, dans les classes inférieures. Elle est due en partie à cette lente désagrégation de la famille, qu'aggravent la crise des loyers et la propagande socialiste. Le morceau suivant, emprunté à Bernard Shaw, proclame la doctrine sous sa forme extrême.

« Quand l'organisme social tend à la civilisation, il est obligé d'imposer le mariage et la vie familiale à l'individu. Pourvoyons autrement aux buts sociaux, que poursuit la famille, et alors, abolissons tout à fait son caractère coercitif. » Et plus loin : « Si une femme ne répudie pas sa féminité (*womanliness*), ses devoirs envers son mari, ses enfants, la société, le monde entier, elle-même exceptée, elle ne peut s'émanciper. Il faut que la femme répudie le devoir en bloc. De cette répudiation naît sa liberté. » A lire ces lignes, on

se rappelle, malgré soi, l'âpre définition de la paix romaine : *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant.*

Cette décroissance du respect pour le rang et pour l'âge est générale aujourd'hui, comme le faisait observer récemment un correspondant du *Times*. Maints exemples attestent ce déclin de l'étiquette. Le receveur de tramway avant la guerre, en percevant l'argent d'une dame, répondait toujours : *Thank you Ma'am*. Aujourd'hui son successeur dit simplement : *Tà!* (mot populaire pour merci). Le vieillard qui se voyait autrefois qualifié de *Sir*, se voit affublé du titre peu cérémonieux de *Dad* (mot populaire pour *Father*).

Tous ces changements sont généralement attribués aux manières apprises à l'école primaire. Ceux qui connaissent cette école, telle qu'elle fonctionne chez nous Anglais, savent combien ces critiques sont loin de la vérité. On se demande plutôt où en seraient les manières, sans l'école. La raison d'un tel changement est plus profonde : elle tient aux progrès de l'esprit égalitaire. Loin de pousser au relâchement des manières et des mœurs, l'école primaire, de nos jours et dans les villes, contribue plutôt à les maintenir. Il y a cinquante ans, les instituteurs de campagne étaient sous la dépendance du pasteur qui les mettait sur le même pied que le sacristain, en leur faisant jouer de l'orgue à l'office et parfois, mais rarement, en les embauchant pour les travaux urgents de son jardin. La position de l'instituteur dans les villes n'était pas non plus très enviable, sous les *School Boards*, dont les membres le traitaient plutôt en domestique de l'autorité publique. Il n'est pas étonnant que l'instituteur, mécontent de sa position quasi servile, se soit alors montré volontiers frondeur. Mais nous avons changé tout cela.

Depuis vingt ans, on fait passer par les écoles secondaires la grande majorité des futurs maîtres et maîtresses de l'enseignement primaire; aujourd'hui, un certain nombre de ces postulants continuent leurs études dans les universités mêmes. Cette interpénétration scolaire a transformé les manières et rehaussé le prestige du professorat primaire. Ce n'est plus une caste à part. Parvenu souvent, grâce à son instruction, au grade d'officier pendant la guerre, l'instituteur a profité des bons côtés de la vie militaire; il a appris la tenue, le souci de l'étiquette, la manière de commander. Il prêche donc d'exemple

à ses élèves, et parce que l'exemple vaut mieux que le précepte, son influence personnelle est considérable.

Un changement analogue se manifeste chez les institutrices ; grâce au relèvement des traitements qui eut lieu en 1918, la situation financière du monde enseignant est aujourd'hui satisfaisante. L'effet sur ce personnel un peu « bas bleu » a été remarquable. Pouvant enfin satisfaire leurs instincts de femmes, réprimés jusqu'alors, les institutrices ont certainement aidé à cette transformation de l'Anglaise, surtout de l'Anglaise de la classe inférieure, qui, en dix ans, a changé de la tête aux pieds : autre coupe de cheveux, autres formes de chapeaux, bas de soie artificielle, souliers à hauts talons. — Signe frappant du besoin d'égalité, dira quelqu'un. — Oui, mais avec une différence essentielle. Tandis que l'esprit égalitaire est habituellement niveleur, très souvent il apparaît, chez les femmes, sous la forme du désir de s'élever à un niveau supérieur. Un humoriste disait un jour qu'on est aristocrate par choix, démocrate par nécessité. C'est une épigramme, mais qui contient une parcelle de vérité, tout au moins en ce qui concerne les femmes, qui ont toujours un sentiment très vif de la hiérarchie. Toutefois, les vieux conservateurs, qui joignent souvent à un instinct si juste une vue si myope, car ils portent les besicles du passé, dénoncent encore l'école primaire, sans voir la révolution qui s'est opérée sous leur nez.

L'ACCÉLÉRATION DE LA VIE

Autre danger avec lequel la génération présente se trouve aux prises : l'accélération universelle de toutes les activités humaines, qui caractérise l'époque actuelle. L'existence de nos grands-pères s'était réglée à l'allure de la diligence, celle de nos pères au rythme de la locomotive; notre vie et celle de nos enfants s'ajustent à la vitesse de l'auto : il semble que la vie de nos petits-fils devra s'accorder aux pulsations vertigineuses de l'aéroplane. Rien d'étonnant donc que Tagore ait parlé des visages inquiets qu'ont les races d'Occident. Dans vingt ans, si cela continue, on pourra définir l'Occidental un être incapable de repos. Rappelez-vous le portrait que traçait déjà Lucrèce du Romain dégénéré de son temps : « Ignorant ce qu'il désire, et cherchant toujours, il change de place, comme

s'il pouvait ainsi se débarrasser de son fardeau. Souvent il sort de sa haute maison, ennuyé de rester chez lui, et rentre subitement, ne se sentant pas mieux au dehors. Il court à sa maison de campagne, poussant ses chevaux au grand galop, se précipitant comme s'il portait secours aux toits brûlants. Dès qu'il en atteint le seuil, il bâille, etc. » Au lieu de « chevaux » lisez « auto »... Mais le parallèle avec la génération actuelle est pour le moins inquiétant.

Une forme du même phénomène apparaît dans la tendance croissante à abréger les périodes successives de l'enfance, de l'adolescence, de la jeunesse, et à faire de la jeunesse même une espèce de pot-pourri de tous les âges. De là, la pose franchement futuriste de quelques-uns de nos jeunes gens, qui unissent l'irresponsabilité de la jeunesse au scepticisme du vieillard.

Il importerait de dresser une nouvelle carte de la vie, indiquant pour chaque âge, pour l'homme aussi bien que pour la femme, de seize, de trente, de quarante-cinq, de soixante ou de soixante-quinze ans, les passions qui le guettent, les droits et les devoirs, les règles d'hygiène, et les plaisirs appropriés à chaque période de l'existence. En d'autres termes, ce que Cicéron a fait pour la vieillesse on devrait le faire, mais d'une façon plus systématique encore, pour le jeune homme, pour l'homme dans la fleur de l'âge, pour l'homme mûr, pour le sexagénaire et pour le vieillard. Aujourd'hui, chacun, en passant d'un âge à un autre est obligé de dresser sa carte lui-même, d'expérimenter à ses risques et périls, de sorte qu'il commet, au seul point de vue de l'hygiène, une foule de contresens et d'erreurs préjudiciables. Faute d'une telle carte, à laquelle prêtre et médecin devraient collaborer, mais plus encore à cause du chaos intellectuel et moral où nous pataugeons, beaucoup trop d'enfants au-dessous de seize ans fument, et beaucoup trop de sexagénaires dansent le jazz.

Heureusement, l'importance qu'on attache à l'hygiène ou à l'entraînement du corps fournit un antidote contre les excès décrits ci-dessus. Sûrement, mais lentement, la nation anglaise tout entière est en train d'acquérir une *conscience physique*, comme le prouve la multiplication (1) des cliniques scolaires, des médecins d'école, des campagnes contre la tuberculose, le

(1) Quelques chiffres à l'appui de cette thèse intéresseront peut-être le lecteur français. Il y a un médecin d'écoles pour 8 500 élèves, un dentiste pour 1 400 élèves.

cancer et les maladies contagieuses, et spécialement le système de *National Health Insurance*. Le mouvement a gagné effectivement les écoles élémentaires, il a déjà conquis les écoles secondaires, que dirigent ou subventionnent les villes ou les départements. Enfin, il est en train de faire sentir son influence dans les grandes écoles (*public schools*) Eton, Harrow, Rugby, etc., où naguère l'hygiène se bornait au culte de l'air frais et de l'eau froide, et où les idées qu'on avait de questions aussi importantes pour la santé des garçons que le sommeil, la nourriture, et la prophylaxie étaient un peu moyenâgeuses.

Dans les classes supérieures et moyennes, l'actuel souci de l'hygiène a eu un excellent effet, en modérant les appétits de mangeaille et de boisson. Tandis que, dans la classe mondaine tout au moins, la femme émancipée, en partie à cause de cette émancipation rapide qui lui a un peu tourné la tête, semble vouloir jeter sa gourme, l'homme des classes supérieures et moyennes devient de plus en plus tempérant. Le bon vieux temps, où l'ivrognerie figurait parmi les arts d'agrément indispensables à tout homme de qualité, est passé à jamais. La jeunesse dorée boit sans doute ses cocktails dans les *night clubs;* on s'enivre encore un peu dans quelques sociétés d'étudiants riches d'Oxford et de Cambridge; mais c'est une mode dont on se défait assez vite, dès qu'on a quitté l'Université. Quant à la classe ouvrière, grâce en partie à la faiblesse alcoolique de la bière d'aujourd'hui, et surtout à son prix exorbitant, dû à de très lourds impôts (1), on ne voit plus guère

Sur 5 000 000 d'enfants dans les écoles, environ 1 500 000 ont passé l'inspection ordinaire qui se fait à des périodes déterminées ; plus de 800 000 ont passé des inspections spéciales, et les réinspections se montent à près de 1 600 000, ce qui fait au total 4 200 000 pour l'année. Le nombre des cliniques scolaires était d'environ 1 400. Au total, 872 400 élèves ont été envoyés à l'hôpital pour consultation et 2 000 000 ont été soumis à l'examen dentaire. Les garde-malades scolaires ont passé 13 587 050 examens. Le coût s'est élevé à 1 300 000 livres sterling en 1925.

(1) En 1913, un travailleur gagnant 100 livres sterling par an consommait avec sa femme 1 200 pintes de bière et 18 bouteilles de whisky, fournissant ainsi aux revenus de l'État 2 liv. st. 15 shillings. L'an passé, sa consommation d'alcool (y compris celle de sa femme) est tombée à moins de la moitié, tandis que ses contributions indirectes se sont élevées de ce chef à une somme deux fois plus grande. Un couple d'avant la guerre, avec un revenu de 1 000 livres sterling, consommait 175 bouteilles de bière et 30 bouteilles de whisky dans l'année; le bénéfice pour le fisc était de 7 liv. st. 10 shillings. Aujourd'hui, la consommation du même couple s'est augmentée légèrement pour la bière, 225 bouteilles, mais celle du whisky est tombée à la moitié. La contribution au fisc s'est élevée à 18 livres sterling.

d'ivrogne dans les rues de Londres. Le superflu du salaire se dépense plutôt chez le *bookmaker*, quoique beaucoup moins depuis le nouvel impôt sur les paris aux courses.

LA FEMME OISIVE

Un sujet d'inquiétude qu'on ne saurait dissimuler est la situation de la femme désœuvrée, mariée ou non, de la classe aisée. Les grands journaux ont signalé ce qu'ils appellent : « la menace de la femme oisive ». Il faut savoir que, dans la plupart des cas, elle a été élevée soit à la maison par des gouvernantes, à qui elle obéissait à son gré, soit dans les écoles privées, où la discipline est souvent relâchée et où les élèves travaillent plus ou moins à leur guise. De telles femmes, si elles appartiennent à d'anciennes familles, ont abandonné les traditions de retenue et de charité de leurs aînées, sans avoir appris par compensation cet empire sur soi et cet esprit de corps, qu'ont acquis leurs frères dans ces grandes pépinières de la classe dirigeante que sont les *public schools*. Elles n'ont pas subi non plus cet entraînement que commande l'idée de service social, ni acquis les habitudes de travail que leurs semblables moins riches ont reçues dans les écoles secondaires des classes moyennes ou inférieures. Rien qu'à les voir, on dirait qu'elles souffrent, — pour me servir d'une expression de la psychologie moderne, — d'un « complexe egocentrique ».

Le doyen Inge, qui se pique d'être le La Bruyère anglais d'aujourd'hui, a récemment rappelé ce dicton que, dans un verre de bière, la surface est formée principalement d'écume, tandis que la bière même constitue le milieu et que le fond contient la lie. Tant qu'un plus grand nombre de ces femmes ne sera pas passé par des écoles secondaires, modelées sur le type d'Eton ou de Rugby (écoles malheureusement en trop petit nombre), la jeune fille du monde sera l'« écume » de la société anglaise et continuera à mal soutenir la comparaison avec la jeune fille sortie des écoles secondaires moyennes, et qui a le sentiment du devoir social et de la responsabilité personnelle.

Ce sont encore ces femmes oisives qui semblent trouver dans l'élevage des chiens de race un moyen de suppléer à l'éducation des enfants de famille. On a beaucoup parlé ces derniers temps de la faible natalité que l'on constate dans l'aristocratie et dans la

haute bourgeoisie. D'après le doyen Inge, une consultation du Bottin mondain (*Who's Who*) a révélé que cinquante hommes pris au hasard dans ce livre n'avaient que quatre-vingt-quatre enfants. Il semblerait donc que le taux de la natalité dans l'aristocratie fût en raison inverse de celui de l'élite canine. Le seul avantage, d'ailleurs assez mince, de ce fâcheux état de choses est que l'élevage des chiens oblige ces femmes à un certain exercice en plein air, ce qui vaut mieux pour elles que de cultiver des colonies de chats, consolation casanière de la vieille fille victorienne. Si la jeune fille frivole tient à conserver cette camaraderie saine et solide avec l'autre sexe, trait peut-être le plus frappant de la société actuelle, ce n'est pas en buvant force cocktails, en fumant d'innombrables cigarettes qu'elle y arrivera, mais bien en se maintenant en forme afin de partager la vie en plein air du jeune homme d'aujourd'hui.

Au surplus, ce type de jeune inutile représente une minorité infime. La grande masse des femmes vit d'une façon infiniment plus saine que leurs sœurs de la génération précédente. On n'a qu'à regarder dans la rue la foule qui passe pour constater, à part l'expression tendue de leurs traits, l'amélioration physique des femmes actuelles. Elles se tiennent mieux, sont plus grandes, mieux bâties et, sous le fard qu'elles emploient sans nécessité, on aperçoit un teint souvent florissant. Sans doute, il y a encore des critiques qui ne prennent pas leur parti des robes courtes universellement acceptées aujourd'hui ; l'un d'eux formulait récemment ses objections en comparant les femmes qui les portent à des clichés photographiques : « Trop d'exposition (*exposure*) et pas assez de développement. » Un autre comparait le costume féminin à du fil de fer barbelé : il protège la propriété sans empêcher la vue.

La seule réserve bien fondée semblerait être que les vêtements actuels suppriment trop toute distinction entre femmes de niveau social différent. Entre les femmes des classes inférieures et les autres, ni les cheveux, ni les chapeaux, ni les chaussures ne mettent la même différence qu'autrefois. Reste un point, sur lequel il n'y a aucun doute : la supériorité incontestable du costume féminin d'aujourd'hui au point de vue de l'hygiène. Tous les médecins s'accordent à reconnaître que les robes courtes, le décolletage, l'absence de corset-cuirasse, tout concourt à rendre l'habillement féminin hygiénique au plus

haut degré, beaucoup plus que celui de l'homme, qui se dorlote encore en s'emmitouflant dans une infinité de vêtements superflus.

LA CAMARADERIE DES SEXES

Je n'ai fait qu'indiquer en passant une nouveauté, qui mérite au contraire de fixer et de retenir l'attention : je veux dire l'actuelle camaraderie des deux sexes. On ne saurait en exagérer l'importance : elle marque, on peut le croire, une étape, probablement décisive, dans l'histoire de l'homme et de la femme. Pour la première fois, ils se rencontrent sur le pied de l'égalité : ni maîtres ni esclaves. A coup sûr, cela ne va pas sans dangers ; mais toute innovation a ses dangers qui résultent soit de la détermination des nouvelles frontières, soit du fléchissement momentané de la morale conventionnelle et des idées religieuses.

Cette camaraderie exclut, il est vrai, le romanesque et le sentimental, qui sont devenus tout à fait démodés. On n'écrit plus de ces longs billets-doux où les amoureux d'autrefois exhalaient ou étalaient leurs sentiments du moment et les donnaient pour éternels. On affecte une simplicité parfois brutale, tout au moins familière. Voici deux billets typiques d'une nouvelle Héloïse et de son Saint-Preux dernier modèle :

C'est le chevalier qui débute :

« Ma vieille, à quatre heures au Cecil. Je te prends avec la bagnole ? T'en fais pas, eh ? — Nick. »

Voici la réponse, d'un style également haletant et saccadé, dont on jurerait qu'elle est une dépêche d'homme d'affaires :

« Entendu, quatre heures. M'amènerai bien toute seule. Bonne chance et quatre heures tapant. Pas de blague. — Poppet (1). »

Ombres de Clarisse Harlowe et de Grandisson, vos arrière-petits-neveux sont devenus d'effrayants réalistes !

Les dangers mentionnés ci-dessus se trouvent accrus par le fait que le nombre des femmes l'emporte sur celui des hommes, ce qui, pour l'instant, donne à l'homme une fâcheuse plus-

(1) « *Dear old thing. Four at the Cecil. Shall I call for you in the little old bus? Cheerio and some more. — Nick.* »

« *Right, four. Will find my own little way. Bless you and four sharp, mind. — Poppet.* »

value; cette plus-value disparaîtra, à mesure que s'égalisera le nombre des représentants des deux sexes. Au reste, ce sont les femmes qui inventent et ont toujours inventé les conventions sociales. Celles-ci datent du jour où l'épouse des temps primitifs, voulant rendre plus habitable la caverne, a obligé son mari à s'essuyer les pieds en réintégrant le domicile familial. Une fois donc que la jeune fille se sera acclimatée à la liberté, elle se rappellera cette vérité profonde, un peu oubliée aujourd'hui, que l'homme est obligé d'accepter la femme à son prix à elle. A elle de se faire coter haut ou bas, en créant le taux de sa propre valeur.

On pourrait peut-être citer à cet égard les vers de Coventry Patmore :

> Oh wasteful woman, she who may
> For her own sake ask her own price,
> How has she squandered Paradise,
> How given for naught her precious gift!
> How spoiled the bread and spilled the wine,
> Which spent with due religious thrift
> Had made beasts men and men divine!

« Oh! qu'elle est prodigue la femme qui pouvait, par respect d'elle-même, demander un prix digne d'elle! Comme elle a gaspillé les richesses du Paradis, comme elle a perdu le pain et répandu le vin qui, dispensés avec une religieuse économie, auraient transformé les bêtes en hommes, et les hommes en demi-dieux. »

Fortes de cette vérité retrouvée, les femmes recommenceront d'établir les *tabous* et les prohibitions nécessaires à leur propre protection et à celle de la société, dont elles sont les vraies créatrices. L'homme n'a qu'à s'incliner. A lui seul il ne peut organiser la société que sur le plan du camp minier, de la caserne ou du cloître. C'est en France, au XVII^e^ siècle, que la femme a eu l'heureuse audace de transformer sa ruelle ou son boudoir, premier modèle du salon, en une espèce d'école des bonnes manières. Plus tard, les Anglaises, s'inspirant sans doute de leurs sœurs d'outre-Manche, les ont imitées avec leur *withdrawing-room* ou *drawing-room*, sorte d'asile contre la grossièreté des mâles qui s'enivraient tous les soirs. Leur triomphe le plus éclatant a été d'attirer les hommes

dans cette sorte de parloir d'araignée où elles pouvaient les apprivoiser et les domestiquer à loisir.

De plus, si quelque relâchement des mœurs se manifeste aujourd'hui, c'est, comme on l'a déjà indiqué, une suite des effets de la guerre, laquelle ébranle toujours l'organisation sociale. A la longue, le temps donne le plus souvent raison à cet instinct, le plus profond de tous, celui de la conservation de la race, dont la femme est la suprême dépositaire. Pour notre part, nous nous refusons à croire à la décadence de l'Occident et d'abord à celle de l'Angleterre et de la France.

Ici une objection se présente : « C'est une belle chose, nous dit-on, que votre camaraderie des sexes; veuillez toutefois remarquer que la camaraderie ne connaît pas de limites : elle est polygamique ou polyandrique, métaphoriquement parlant, tandis que le mariage c'est la monogamie. — D'accord. — D'autre part, les grandes fortunes amoindries, la vie plus chère, les prétentions plus grandes des deux sexes au confort, sinon au luxe, la crise des domestiques, la crise des loyers (en train heureusement de se résoudre pour la bourgeoisie anglaise) : autant d'obstacles aux mariages précoces. — J'en conviens. — Puis la littérature moderne est en grande partie hostile au mariage. Voyez la diatribe de Bernard Shaw citée plus haut. Et, paradoxe étrange, malgré le rapprochement des sexes, les femmes gardent bien peu d'illusions sur la moralité de l'homme; même, elles s'en exagèrent probablement les écarts. Autrefois la femme attendait un mari, aujourd'hui elle le redoute. Avant de tomber amoureuse, — contingence qu'elle contemple avec plus de crainte que de plaisir, — elle veut à tout prix voir clair. Et comment l'en blâmer? Rien de tout cela n'est pour encourager au mariage et le faciliter. »

Je réponds que la nature a donné à la femme certains instincts, — passion de servir, de se dévouer, de protéger, cet instinct de ce qu'il y a de sacré dans la vie, qui fait d'elle l'éternelle Gardienne. Ces instincts subsistent en elle, en dépit des négations effrénées de l'individualisme à outrance : ils sont le fond même de son être. A coup sûr, le mariage traverse une crise comme toutes choses en Europe, peut-être une des plus aiguës. Mais voyez ces centaines de milliers de femmes résignées au célibat, malgré le sort peu enviable qui les attend avec une vieillesse sans mari ni enfant, et à qui la seule idée de la

promiscuité ferait horreur. Ce sont ces centaines de milliers de femmes, vraies vierges martyres, qui assurent pour des temps meilleurs le salut du mariage.

LE TRAVAIL

Passons à un autre point. Est-ce que la nouvelle génération travaille avec autant d'énergie que les précédentes? Question fort difficile à résoudre. Il n'y a aucun doute que dans le passé la pratique de la grève perlée a exercé une influence funeste dans le monde du travail et qu'elle l'exerce encore, quoique à un moindre degré. Pourtant, on aime à croire, au moins pour le moment présent, à la décroissance de cette maladie sociale. Reconnaissons d'autre part les effets néfastes des secours prodigués aux chômeurs et les résultats plus déplorables encore des munificences de quelques municipalités communistes ou bolchévistes, telles que West Ham ou Poplar, où l'on a donné aux indigents des allocations qui dépassent les salaires ordinaires, sans doute avec l'arrière-pensée de mettre les riches à rançon, sinon même de saboter la machine sociale.

Heureusement le gouvernement actuel a corrigé ces excès. En outre, l'échec de la récente grève générale a mis les extrémistes dans leur tort, les procédés des chefs des mineurs, leur outrecuidance et leur opiniâtreté ayant révolté le bon sens du gros des travailleurs : malgré leurs sympathies naturellement très vives pour les mineurs, ceux-ci restent imbus de cet esprit de modération et de compromis, qualité foncièrement anglaise, qui se résume dans ce proverbe : *a bird in the hand is worth two in the bush* (Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras!). En même temps, la grève a révélé que l'ouvrier en général n'est pas bolchéviste. Pour le moment du moins, un esprit meilleur semble régner dans le monde du travail.

L'avenir dépend en grande partie des patrons. L'ouvrier croit avoir droit à une part plus large des bénéfices : le patron croit avoir droit à un rendement plus effectif de la main-d'œuvre. L'ouvrier riposte-t-il que l'outillage a besoin d'être amélioré, la réplique du patron ne se fait pas attendre : « Garantissez-moi une année sans grève, pour me donner chance de couvrir mes frais. » Sur quoi, l'ouvrier lance son mot final : « Garantissez-moi contre le chômage », spectre qui

hante l'esprit de tout travailleur éclairé. Tous les deux ont probablement raison, et une conciliation, au moins temporaire, semble possible, sur le terrain d'une augmentation du rendement avec amélioration possible de l'outillage, et l'adoption plus large du système du partage des bénéfices, si répandu en France.

On me dira que tous ces remèdes ne sont que des palliatifs, et qu'il faudra en venir à des solutions plus radicales. Peut-être ; mais il faudrait un livre pour aller au fond du sujet. Bornons-nous à remarquer que toutes les questions politiques anglaises se ramènent aujourd'hui à des questions économiques, — nous n'avons heureusement pas de question religieuse. C'est donc sur le terrain politique que la vraie solution se trouvera, solution qui n'entraînera ni la ruine des patrons ni celle des travailleurs, mais qui établira un concordat faisant droit aux justes revendications de chacun.

Pour en revenir aux questions actuelles, si les patrons se plaignent du manque d'énergie des ouvriers, ceux-ci de leur côté trouvent à critiquer les heures quelque peu prolongées pour le déjeuner et les larges fins de semaine anglaise que s'octroient les patrons. Et cette critique n'est pas sans fondement ; mais le travail cérébral ne se mesure pas seulement au nombre d'heures qu'on y consacre ; il demande une intensité d'effort et une dépense nerveuse beaucoup plus épuisantes que les mouvements musculaires et mécaniques de l'ouvrier. Vérité que l'adoption de la journée de huit heures a fait trop oublier. En un mot, pour le travailleur intellectuel la récréation s'impose, non pas, bien entendu, dans le sens de la poursuite du plaisir, mais du remplacement de l'énergie dépensée. Constatons, à ce propos, qu'il existe une plus grande recherche du plaisir qu'autrefois et dans toutes les classes. Admettons qu'elle soit parfois excessive. Faut-il pourtant n'y voir qu'un mal pur et simple, et ne serait-elle pas une sorte de réaction inconsciente de la vie pour se défendre contre l'accélération que lui impose notre époque ?

En tout cas, un point à considérer, c'est l'amélioration sensible qui s'est produite dans la qualité du plaisir recherché aujourd'hui par les classes inférieures. Il se peut que le cinéma ne soit pas un art très relevé : une séance de cinéma vaut mieux qu'une station prolongée chez le marchand de vins. Un

match de football n'est pas un spectacle très éducatif : c'est un jeu fort supérieur aux sports cruels d'autrefois, tels que les combats de coqs, ou le taquinage des ours (*bear-baiting*), si chers à la foule de l'époque d'Élisabeth. Il y a quelque vingt ans, l'idéal du journalier rural consistait dans une orgie stupéfiante de bœuf, de plum-pudding, et de bière. Aujourd'hui, il préfère une journée passée en famille au bord de la mer... Chose curieuse, les critiques les plus acerbes du demi-congé hebdomadaire de l'ouvrier sont les riches désœuvrés, dont la vie va d'amusements en amusements durant les sept journées de la semaine.

LES NOUVELLES CONDITIONS DE VIE

Quoi qu'il en soit, la classe qualifiée par Horace de *fruges consumere nati*, est aujourd'hui en nombre décroissant, surtout dans la grande propriété terrienne, en voie de disparition à cause des impôts écrasants et des droits élevés de succession. C'est cette classe qu'on vient de baptiser du nom de « nouveaux pauvres ». Autrefois, l'aîné d'une telle famille trouvait sa place toute faite au château ancestral, tandis qu'on casait les cadets dans l'Église, l'armée, ou les grandes administrations publiques. Pour ceux qui se montraient inaptes à entrer dans ces carrières, il restait l'intendance d'une grande propriété, la gestion d'une ferme et, en dernier ressort, le métier de courtier en vins, seule branche du commerce qui ne fût pas au-dessous de la dignité d'un « gentleman ». Ce n'est qu'après avoir essayé plusieurs de ces métiers et après des échecs successifs, que l'enfant prodigue, ayant mis sa famille à bout de patience, se voyait expédié aux colonies avec une petite rente viagère. Aujourd'hui, la situation est complètement retournée, et on voit non seulement les cadets de grande famille, mais même l'aîné à court d'argent se mettre *proprio motu* à la recherche de moyens de vivre, et cela, faute de mieux, soit dans le commerce, soit dans les banques, soit à la Bourse (devenue depuis la guerre du Transvaal très à la mode), soit « dans les autos ».

Le désir anxieux de trouver un emploi paraît plus intense encore dans les classes moyennes, même chez les étudiants, à l'Université, où autrefois on ne se souciait guère de ce qu'on

ferait à la fin de ses études et où, souvent, on travaillait en conséquence. Parents et enfants, au lieu de faire choix d'une carrière, comme leurs semblables plus prévoyants en France, attendaient comme Micawber que « quelque chose se présentât ». En effet, faute de compétiteurs, ce quelque chose se présentait d'habitude. Aujourd'hui, à l'Université même, non seulement l'élite, mais la masse des étudiants travaille ferme. Tout le monde ressent et redoute la concurrence qu'a produite le développement systématique de l'éducation nationale, laquelle a doublé et triplé le nombre des élèves dans les universités.

Il vaut la peine, peut-être, de remarquer en passant que la guerre a eu une énorme influence sur l'attitude de l'opinion publique à l'égard de l'enseignement. Des milliers d'hommes, voyant qu'il fallait de l'instruction pour devenir officier, ont découvert tout d'un coup la valeur marchande de bonnes études, idée à laquelle ils restaient jusqu'alors aveugles ou rebelles. Ils sont donc revenus en Angleterre avec le désir ardent de se perfectionner ou, du moins, de donner à leurs enfants la chance d'apprendre plus qu'eux-mêmes n'avaient fait en leur temps. On dirait que, pour la première fois, l'instruction publique est devenue vraiment populaire et ne passe plus, aux yeux du gros de la population, pour un mal nécessaire. L'enthousiasme qui salua le vote du projet de loi de 1918 en est la preuve. Si, en raison de la crise financière qui sévit depuis, on n'en a pas appliqué tous les articles, cette loi demeure la charte de l'instruction publique, pour le parti travailliste, tout au moins.

A l'augmentation de la population universitaire s'ajoute l'accroissement considérable du nombre d'élèves dans les écoles secondaires, dont la plupart, il y a vingt ans, étaient inexistantes. Ceux qui en sortent montrent la même ardeur à chercher un emploi.

De pénétrants observateurs, dignes d'être écoutés avec attention, le doyen Inge et sir Rennell Rodd, ont accusé récemment la jeunesse d'avoir un peu perdu l'esprit d'aventure qui a entraîné ses aînés au bout du globe et fondé l'empire britannique. En revanche, on pourrait citer à titre de témoin à décharge une autre autorité éminente, sir Arthur Keith. Admettons que ces récriminations contiennent une part de vérité ; mais n'oublions pas non plus que des accusations analogues avaient été dirigées contre la jeunesse d'avant

la guerre, avec quelle injustice, il n'est pas nécessaire de le rappeler ici. D'ailleurs, le malaise profond dont souffrent les deux sexes les empêche pour le moment de chercher des aventures qui demandent une certaine *foi*. Dans les conditions de la vie actuelle devenue si difficile, les jeunes gens n'ont pas trop de toute leur énergie pour mettre leur propre « moi » en ordre.

Ce qui est vrai, c'est que la question d'argent s'impose de plus en plus dans le choix d'une carrière. De là, la préférence de la jeunesse pour les postes lucratifs du commerce, surtout dans la classe supérieure. On dirait une jeunesse dédorée qui cherche à redorer son blason. Le rapport de la *Y. M. C. A.*, mentionné au commencement de cette étude, souligne l'importance attachée par la génération présente, en tous pays, au succès matériel; le milliardaire Henry Ford y est cité comme le héros mondial, l'idéal de beaucoup de jeunes gens.

Quant aux professions dites libérales, la plupart gardent en Angleterre leur prestige; même affluence aux portes du droit, de la médecine, et de toutes ces professions nouvelles où la science est appliquée à l'industrie : celles d'ingénieur, de chimiste, etc. Un peu moins recherché, peut-être, le professorat, surtout dans les écoles secondaires, tandis que l'Église, comme je le montrerai tout à l'heure, est délaissée.

La génération présente nous offre donc le paradoxe suivant. A la base, un certain nombre de sans-travail, qui ne demandent pas mieux que de rester les bras croisés; mais à mesure que l'on s'élève dans l'échelle sociale, naît et croît un désir, bien plus grand qu'autrefois, de trouver un emploi.

Ce souci ne se borne pas au sexe masculin. Il a gagné, comme j'en ai déjà fait la remarque, aussi les jeunes filles. Tâchons donc de démêler et de tirer au clair une situation assez complexe, et qui fait un contraste frappant avec l'état d'esprit de la plupart des jeunes Anglaises d'avant-guerre. De cette nouvelle situation voici quels me paraissent être les deux facteurs principaux. D'abord, l'excédent du nombre des femmes, qui, constaté dès avant la guerre, s'est beaucoup accru depuis : il y a un million et demi de femmes privées de leur carrière principale, le mariage, et souvent dans la nécessité de prendre un métier comme gagne-pain. Ensuite, l'aversion des jeunes filles pour la vie à la maison, et leur répugnance pour tout service domestique. La guerre a ouvert toutes les carrières, sauf

celle des armes, aux femmes, à celles de la classe inférieure, entrées dans les usines de munitions, comme à celles de la classe supérieure ou moyenne, accueillies dans le commerce, les banques, dans les administrations municipales ou d'État. Après l'armistice, elles ont cédé leur place aux hommes revenus de la guerre, ou bien elles ont été tout simplement licenciées ou évincées. Mais la liberté, une fois qu'on y a goûté, devient un besoin. La vie monotone de la famille les ennuie, plus encore la vie de gouvernante ou de domestique. Toutes désirent un emploi, celles même qui n'ont pas besoin de gagner leur vie. Et, chose bizarre, elles ne veulent plus de ces métiers de garde-malade ni de ces fonctions de charité, où elles jouaient un rôle si important et si noble pendant la guerre.

Même état d'esprit chez leurs cadettes, en train de devenir majeures. Elles aussi désirent, même celles de la classe supérieure, un emploi, sinon dans les professions libérales, du moins dans le commerce, comme modistes, couturières, etc.; ou bien elles cherchent un gagne-pain qui les occupe à la maison. Ici encore, c'est l'idée d'indépendance qui domine et qui se résume dans la phrase : vivre sa vie. Le mariage, — auquel on pense toujours, mais dont on ne parle jamais, sauf en termes désobligeants, — le mariage qui occupait sans doute une place exagérée dans l'esprit de la génération précédente, est considéré comme « vieux jeu ». Après cela, faut-il croire que la jeune fille d'aujourd'hui soit vraiment satisfaite de son quasi-isolement volontaire et splendide ? Le malaise que tout le monde remarque en elle ne provient-il pas du vague sentiment que la véritable liberté ne réside ni dans l'indépendance matérielle, laquelle, certes, n'est pas sans importance, ni dans une indépendance spirituelle qui ressemble trop à la solitude, mais plutôt dans cette autre indépendance qui consiste dans le service volontaire et consenti ?

En affluant sur le marché du travail, les femmes qui n'ont pas leur pain à gagner ne font qu'ajouter un élément d'âpreté à une concurrence déjà intense. En consacrant leurs loisirs aux œuvres sociales ou aux choses de l'art, elles coopéreraient à deux des tâches les plus utiles à la communauté, celle de la réparation sociale et celle de la vraie récréation. La paix a besoin d'infirmières aussi bien que la guerre. Les bureaucrates les plus déterminés reconnaissent aujourd'hui que l'État, à supposer que

les ressources financières ne lui fassent pas défaut, aurait encore intérêt à entretenir une nombreuse armée de volontaires pour collaborer aux œuvres d'assistance publique, hôpitaux, hygiène publique, placement d'élèves, etc., et y maintenir le sens de l'humanité. Quant au côté artistique de la vie, on ne saurait en exagérer l'importance. Que vaut le travail d'une nation, si son loisir est gaspillé? Maintenir l'étalon-or est l'affaire des hommes, maintenir l'étalon-art avec tous les agréments de la vie et de l'esprit, semble convenir essentiellement aux femmes, comme d'ailleurs nous le montre l'exemple de nos charmantes voisines d'outre-Manche.

LE SPORT

A la question du travail est liée la question de récréation, sous la forme spéciale qu'elle revêt en Angleterre, celle des sports. Faisons d'abord la part du feu ; admettons que le sport, pour beaucoup de personnes, occupe une place disproportionnée dans leur vie, comme l'indique bien l'espace démesuré qu'accordent les grands journaux à la rubrique sportive. Admettons également que la passion du jeu aux courses, qui s'est propagée à travers le pays depuis la guerre, soit un symptôme inquiétant, bien qu'en ce moment elle soit en décroissance à cause de l'impôt Churchill. Cela dit, il reste que le sport, avec l'intérêt qu'il suscite, est loin d'être un mal. A cet égard, d'ailleurs, les expériences que nous avons faites pendant la guerre et la grève générale nous ont appris à regarder plus loin que l'étiquette. Tout d'abord, le sport est un lien précieux entre les classes, du roi jusqu'au bas de l'échelle sociale. Puis c'est souvent une vraie soupape de sûreté; il fournit, comme le temps qu'il fait, un sujet de conversation anodin : dans beaucoup de cas, l'Anglais parle de sport pour écarter les idées désagréables et les ennuis sérieux.

Nous touchons ici à un trait foncier du caractère anglais. Tandis qu'en temps ordinaire l'Anglais, par cette manie qu'il a de se plaindre des petites misères de la vie, paraît souvent morose à l'observateur étranger, dans les situations graves il change totalement d'attitude : il plaisante et, — comme nos prisonniers de guerre en Allemagne, — affecte une gaieté à toute épreuve. C'est ce dont témoignait récemment un de nos

officiers qui a souffert la pire captivité des camps allemands : jamais une plainte, jamais un mot de mécontentement ; on se contait des « blagues », ou on causait sport, source de souvenirs inépuisables, bref, tout le monde était gai comme pinsons.

A ce propos, on peut remarquer que l'ouvrier anglais abandonne souvent à des orateurs venus d'Écosse ou d'Irlande la tâche d'étaler la liste de ses doléances. L'éloquence celtique lui fait défaut. Certes il les écoute avec une complaisance toute naturelle, mais sans se laisser beaucoup entraîner. Il a le sentiment instinctif que « les dures paroles ne cassent pas d'os ». (*Hard words break no bones*), et que « de belles paroles ne mettent pas de beurre dans les épinards » (*Fine words butter no parsnips*). Voilà probablement pourquoi son inertie relative fait le désespoir des démagogues bolchévistes.

Mais revenons à la question du sport. Tout Anglais se pique d'être sportsman ; il n'est pas jusqu'aux criminels et aux détenus qui n'acceptent la tradition nationale de « jouer le jeu » (*play the game*), ce qui explique qu'en aucun autre pays les rapports entre policeman et criminel ne sont relativement aussi aimables. Le métier de policeman est une espèce de chasse qui a ses conventions, ses règles ; le criminel considère qu'il a certains droits, comme le faisan ou le renard, avec cette seule différence qu'il est, lui, un gibier pensant. De même pendant la grève générale on voyait parfois s'entretenir amicalement des policemen et des grévistes qui veillaient devant une usine fermée, prêts à passer le cas échéant à l'état de guerre. Dans un des quartiers de l'est de Londres, à une heure assez critique de la grève, des grévistes et de jeunes étudiants d'Oxford et de Cambridge qui, en qualité de gardiens de la paix, faisaient leur ronde, fraternisaient dans une des salles publiques ; les jeunes étudiants y donnaient un concert en l'honneur des grévistes et même en invitaient quelques-uns à leur faire visite à l'Université après la grève. En effet, la grève générale était, pour la grande majorité, à part l'élément communiste, une espèce d'immense partie de jeu entre deux camps ayant pour terrain l'Angleterre tout entière, un match où il fallait respecter les règles pour ne pas s'aliéner l'arbitre souverain qu'était l'opinion publique. Sans doute, l'enjeu entre les deux partis n'était rien de moins que le régime futur du pays, mais l'esprit

qui a dominé le conflit fut, dans la plus complète acception du mot, l'esprit sportif.

Il semble aussi que l'adoucissement général des relations, assez brutales autrefois, entre les grands et les petits dans nos écoles, où les brimades de toute sorte étaient en honneur, soit dû pour une bonne part, à l'esprit chevaleresque qu'engendre le sport. On ne persécute plus les nouveaux venus. Même, dans quelques grandes écoles où la gent garçonnière, toujours férocement conservatrice, tient à maintenir intacts les vieux us et coutumes, on nomme un des anciens pour servir de mentor au néophyte, pendant la première quinzaine : il est tenu pour responsable de tous les faux pas de son disciple de rencontre. Chez les jeunes filles, on remarque aujourd'hui une diminution pareille de ces petites mesquineries qu'on croyait à tort endémiques chez la femme : ainsi, il est beaucoup plus rare qu'autrefois d'entendre une jeune fille prendre plaisir à médire d'une de ses compagnes. A peine serait-ce un paradoxe de dire que si les adolescents du temps présent montrent moins de considération pour leurs aînés qui ont passé la quarantaine, en revanche ils en ont beaucoup plus pour leurs cadets ou pour ceux de leur âge.

LA RELIGION

Reste enfin la question si épineuse de la position qu'a prise à l'égard de la religion la génération actuelle. La guerre a passé comme un ouragan à travers l'âme nationale. Elle a tout ébranlé, même la religion, en tout cas la religion organisée, — cela soit dit sans infirmer aucunement notre croyance invincible à la pérennité du sentiment religieux. Mais il est évident que, pour le moment du moins, les religions organisées de toute sorte, à l'exception, peut-être du catholicisme, ont perdu de leur empire sur une partie de la population. Est-ce bien d'ailleurs une conséquence de la guerre, ou la guerre n'a-t-elle pas plutôt précipité des mouvements convergents ou parallèles dont les origines remontent beaucoup plus loin ?

C'est peut-être le non conformisme (il y a vingt ans, il faisait et défaisait des Parlements et l'on se rappelle son éclatant triomphe en 1906), qui a le plus perdu de prestige, et pourquoi ? sinon parce que, à force de se jeter à corps perdu dans la

politique, il a trop négligé, dit-on, le côté purement religieux. Mais peut-être les vraies raisons de son recul sont-elles plus profondes.

Le protestantisme se fonde sur le dogme de l'infaillibilité de la Bible, sans garantie d'une Église infaillible. Infaillibilité regardée autrefois comme littérale, globale, aujourd'hui tenue plutôt pour partielle, à côté d'éléments reconnus comme historiques ou allégoriques. Mais comment faire le départ exact entre ces éléments divers? Les Renan, les Harnack, les Loisy, et combien d'autres, ont chacun leur système. Malheureusement ils ne sont ni d'accord, — ni personnellement infaillibles, — et la seule chose claire, c'est qu'à chaque expertise nouvelle, la part du feu devient plus grande.

L'homme moyen se désintéresse de plus en plus de ces questions d'exégèse. Les problèmes religieux qui passionnaient un Gladstone le laissent indifférent, sinon froid, d'autant plus qu'il ne voit, dans cet affaiblissement des dogmes, qu'un cas particulier de l'écroulement général de l'autorité. N'en concluez pas que le non-conformiste déserte nécessairement son temple; l'habitude persiste, et très souvent la religion aussi, quitte à devenir de plus en plus affaire personnelle. Les jeunes en revanche tendent à s'en aller, dociles aux tendances de leur époque.

L'Église anglicane se trouve-t-elle en meilleure posture? Elle aussi est dans une situation difficile. Elle a, d'ailleurs, ses maux qui lui sont propres, en même temps qu'elle souffre du mal général. On se plaint que son bréviaire (*Book of common prayer*) soit rédigé souvent dans un langage archaïque, aujourd'hui devenu inintelligible à la masse. Faut-il le remanier? L'Église le croit. Et tout récemment elle en a fait paraître une nouvelle édition avec de nouveaux offices, dont l'usage, il est vrai, est facultatif, pour le mariage, le baptême et la communion. Qu'il nous suffise de dire que dans l'office du mariage on a biffé le fameux mot *obey* du vœu de la mariée, et que les remaniements dans les autres sections du livre, — auxquels s'ajoute cette grande innovation : des prières pour les morts, — favorisent le parti anglo-catholique, au grand mécontentement de la Basse église (*Low Church*). C'est par ces concessions que la commission des évêques espère éviter un schisme qui bouleverserait l'Église de fond en comble. Certes le danger en paraît assez

réel, mais nous croyons, pour notre part, que la diplomatie anglicane et le bon sens anglais auront gain de cause, malgré les réclamations du *Low Church*.

Cependant que les théologiens se battent, la plus grande partie de la population ouvrière cesse de fréquenter l'église, — abandon auquel ont contribué sans doute la froideur relative d'un rite qui n'est beau que pour un esprit cultivé, et la pauvreté des sermons. Pour attirer ou retenir la foule, il faut soit un office qui fasse appel au sens esthétique, soit des discours qui touchent le cœur. C'est ce que comprennent fort bien catholiques et non-conformistes.

Même abandon de l'église ou plutôt des pratiques religieuses par la classe supérieure et moyenne, bien qu'à un moindre degré, et pour des raisons différentes, — le *week end* entre autres, et le besoin d'amusement. Bien entendu, on ne quitte pas l'église, mais on cesse d'y aller, conformement à la vieille habitude anglaise qui est, en matière d'institutions, de ne jamais détruire, mais de tout conserver. État d'âme analogue chez la plupart des étudiants d'Oxford et de Cambridge, où les chapelles des collèges sont quelquefois presque désertes, du moins pendant les offices de la semaine. On a constaté récemment que dans un collège de plus de 300 *alumni*, l'assistance, en dehors du desservant, se composait d'une seule personne. Certes, la présence aux offices n'est pas obligatoire, comme elle l'était il y a quarante ans. Mais pour les étudiants de ce temps-là (je parle d'après mon expérience personnelle) les trois quarts croyaient que de cette assistance on retirait un certain bienfait, quitte à éprouver beaucoup de difficulté à définir la nature exacte de cet avantage.

Un autre fait qui a contribué à diminuer l'influence de l'Église, c'est, dans les cinquante dernières années, la baisse progressive du niveau social et intellectuel du clergé anglican. Certes, jamais l'Église n'a eu, du moins dans les villes, un si grand nombre de prêtres dévoués à des œuvres de charité; et on dirait que, si la foi décline, la vitalité des bonnes œuvres augmente. Mais, comme je l'ai déjà indiqué, la carrière ecclésiastique n'attire plus les cadets des grandes familles. Et, pour les cures mises sous le patronage des collèges et qui étaient autrefois disputées avec passion par les doyens des *fellows* (agrégés), il arrive qu'on ait peine à trouver fût-ce de simples

bacheliers ès arts. Sans doute cette crise est en grande partie d'origine financière. Les revenus des cures sont restés à peu près stationnaires, tandis que le coût de la vie a monté d'une façon formidable. Aussi, le recrutement se fait-il de plus en plus difficile. Par exemple, le contingent nécessaire pour maintenir le clergé à son effectif ordinaire était, l'année dernière, de 651 ; 363 candidats seulement se sont présentés. Le nombre de clercs, qui était en 1914 de 21 000, est tombé actuellement à 16 500. Rien d'étonnant alors à ce que les meilleurs esprits parmi les jeunes se détournent d'une profession où le vœu de de pauvreté devient en quelque sorte la carte forcée.

Seule l'Église catholique semble tenir bon contre les conditions défavorables du moment, et même faire des conversions, surtout parmi les aristocrates, les anglo-catholiques et les intellectuels, — les Shane Leslie, les Chesterton, par exemple. C'est sur ces derniers qu'elle semble exercer un attrait tout spécial : on dirait qu'ils sont las de se laisser ballotter par le flux perpétuel de l'esprit du temps, et soucieux de jeter l'ancre quelque part. Mais si elle recrute des adhérents dans les hautes classes, j'entends dire qu'elle subit des pertes dans le peuple, surtout dans le monde ouvrier.

Quant aux religions de type exotique ou mystique, telles que la soi-disant « *Christian science* », — dont quelqu'un a dit qu'elle n'est ni science, ni chrétienne, — ou le spiritisme, — auquel la guerre, avec ses millions de morts, a donné une impulsion formidable, — on ne peut que les comparer à cette chaudière de sorcières qu'était le chaos des religions sous l'Empire romain. En sortira-t-il une nouvelle religion mondiale ? Qui oserait prévoir ce que ce très réel ferment religieux pourra produire dans l'avenir ?

On ne saurait dire que la génération présente, dans sa masse, soit irréligieuse. La plupart des Anglais d'aujourd'hui ne sont ni rationalistes, ni athées, ni anticléricaux. Leur attitude vis-à-vis de la religion organisée est celle d'une tolérance, tantôt voisine de l'indifférence, tantôt teintée de sympathie, surtout chez les esprits les plus graves persuadés du bien que fait toute religion, tantôt rongée d'une inquiétude secrète qui se trahit parfois d'un mot, d'un regard fortuit. Il est probable que cette tolérance à la Montaigne (« que sais-je ? ») et surtout cette absence relative de sentiment anticlérical sont dues en partie

au fait que les Églises se sont montrées tolérantes à l'égard des incroyants aussi bien qu'entre elles. Le rapprochement mutuel des Églises, à l'exception toutefois de l'Église catholique, a été très visible durant ces dernières années. Il a été activé par le sentiment du danger que leur crée à toutes leur mutuel adversaire, l'athéisme communiste, pour ne rien dire de leurs ennemis plus subtils, les « spirites », et ceux qui professent des credos pareillement hermétiques.

N'oublions pas d'ailleurs que l'Angleterre ne fut jamais une île des saints : elle n'a donné naissance ni à de grands religieux tels que saint Bernard, ni à de grands mystiques comme sainte Thérèse, ni à de grands fondateurs d'ordres monastiques comme saint Dominique ou saint Benoît, ni même à de grands docteurs de l'Église tels que saint Thomas d'Aquin. Les docteurs éminents qu'a produits le moyen-âge anglais, un Roger Bacon, un Duns Scot, furent plutôt en opposition avec les pouvoirs spirituels de leur temps.

Sauf quelques exceptions, la religion de l'Anglais a toujours été celle de l'homme moyen, sincère, mais plutôt borné et volontairement borné. D'instinct, il tourne le dos à ces profondeurs qui effrayaient Pascal. Ce n'est pas non plus la vision béatifique qui l'attire, ni même l'amour de Dieu, car il révère Dieu plutôt qu'il ne l'aime. Sa conception politique d'un roi constitutionnel s'oppose à la conception d'un Dieu monarque absolu. C'est l'amour du Christ qui passionne le vrai croyant anglais, de ce Christ qui est l'ami, l'intermédiaire infiniment clairvoyant, infiniment prévoyant, infiniment fidèle, l'ami puissant et sûr, le fidèle allié en cour d'appel. Un enfant chez Oliver Hobbes s'écrie : « Je déteste Dieu ; mais j'adore Jésus-Christ ! » En effet, c'est l'élément personnel qui domine chez l'Anglais, songe moins à se garder de l'Enfer, comme le voulaient les Puritains, qu'à ne pas déroger à son moi supérieur, et à se faire plus semblable à son grand Ami, par suite plus digne de son amour.

Cela revient à dire que l'Anglais, dans tout ce qui l'intéresse réellement, en religion comme en politique, en affaires ou en matière de sport, est individualiste, tandis qu'en art il n'a pas d'opinion et se contente aisément de celles qui s'énoncent en clichés reçus. La devise « Dieu et mon droit » exprime beaucoup mieux sa pensée que la phrase de Bossuet « Dieu

seul est grand ». Il croit difficilement au néant de l'individu. A cela s'oppose son orgueil, cet orgueil qui forme, d'après M. André Maurois, le tréfonds de son caractère. Ce n'est pas pour rien que le vrai héros chez Milton est Satan, le grand orgueilleux solitaire.

Individualiste donc, — mais individualiste doublé d'un fédéraliste. L'amitié, c'est une fédération à deux ! Ainsi, tout en réservant son droit de penser par lui-même, il accorde une grande fidélité à ses associés et surtout à ses chefs de parti, « ses représentants à la cour d'appel ». De même son Église, l'Église anglicane, n'est qu'une fédération de religions chrétiennes, armée d'alliés plutôt qu'armée unique. A l'aile droite, des troupes régulières dressées par une discipline plutôt catholique ; au centre, des bataillons mixtes de combattants réguliers et d'engagés volontaires (*Broad Church*) ; à l'aile gauche, une milice qui fraternise souvent avec ces tirailleurs de flanc-garde que sont les non-conformistes.

On le voit, en admettant même que la religion organisée soit pour le moment en baisse, les qualités millénaires de la race qui font partie intégrante des institutions du pays, sont loin de subir les dégradations rapides et sinistres que semble prédire la littérature iconoclaste d'aujourd'hui, un peu poseuse comme le sont toutes les littératures. D'ailleurs, l'idée de changement n'a rien d'effrayant en soi pour un Anglais. Le dicton « plus ça change, plus c'est la même chose » représente le fond de sa pensée. Naturaliste dans l'âme (qu'est-ce qu'un exil d'un siècle dans les villes, contre plus de mille ans de vie rurale et des milliers d'années passées dans les forêts primitives ?), il sait que tout naît, meurt et renaît. Qu'importent des écroulements apparents ? Ses institutions ne sont pas des constructions artificielles, en briques et pierres, destinées à s'effondrer un jour sans laisser aucun vestige ; ce sont au contraire des créations vivantes, faites de ses tâtonnements, de ses expériences, de ses idées, de la meilleure partie de son âme, vrais prolongements de son moi. Les changements qui s'y produisent ne l'effraient pas, à condition que l'énergie intérieure dont elles ne sont qu'un prolongement reste indemne. S'il lui arrive de sentir que son malaise actuel signifie que cette partie vitale court le danger d'être atteinte, il cherchera, avec sa lenteur habituelle, à en trouver le remède. Qui sait s'il n'est pas déjà

en train de l'élaborer? Mais la gestation d'idées est longue chez les instinctifs.

Au surplus, remontons de ces catacombes du subconscient, pour retourner au caractère visible de l'Anglais moyen de la génération actuelle, et formulons tant bien que mal notre verdict final sur sa religion. Le voici. En faisant passer ses sentiments religieux, sentiments instinctifs et non écrits, dans la conduite de sa vie journalière, en les muant en passion pour la justice et le franc jeu (*fair play*) en toutes choses, en loyauté envers les groupes (équipes, clubs, trade-unions, etc.), en sympathie pour le plus faible (*underdog*), en bonté de Samaritain pour le malheureux, même étranger, en haine de la cruauté, en patience et en bonne humeur au milieu des situations difficiles, l'Anglais de la génération présente ne semble pas avoir démérité de ses aînés.

Quelles sont enfin les conclusions générales que nous tirons de cet article? Mais peut-être le mieux est-il de laisser ce soin au lecteur français. N'étant pas « de la paroisse », il fera les réserves nécessaires sur l'optimisme relatif de cette étude, optimisme qui, malgré tous les efforts de l'auteur pour rester impartial, paraîtra parfois « de clocher ».

La longueur de cette étude évoque l'histoire si pleine d'enseignement de ce malheureux vicaire que son doyen avait prié très imprudemment d'ouvrir la discussion dans une conférence. A la fin d'un discours interminable, il s'excusait auprès du doyen en disant : « Je crains bien d'avoir empiété sur votre temps. » Et l'autre de répondre : « Non, vous avez empiété sur l'éternité. » A bon entendeur salut, — surtout si on écrit dans une langue qui n'est pas la vôtre et qui, à la façon dont on l'écrit, risque de n'être pas non plus celle de vos lecteurs !

CLOUDESLEY BRERETON.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

III [1]

VEDUTA DI VENEZIA

Venise. Septembre 1906.

La gondole accoste à la porte du palais qui fait le coin du Grand Canal et du rio di San Polo, à l'opposé du Palais Barbarigo della Terrazza. Dans sa façade tournante, revêtue d'un crépi rougeâtre, s'encastrent des médaillons de marbre à motifs byzantins. Nous sommes au Palais Cappello, chez lady Layard qui, absente, nous a autorisés à visiter sa collection de tableaux. D'un vestibule orné de fleurs et de plantes vertes, un domestique de haut style nous introduit dans les salons où sont les toiles de maîtres italiens réunies par feu sir Austin Layard. Il y a là de fort belles œuvres, mais je les regarde assez distraitement, ainsi que les panoplies d'armes hindoues ou persanes rapportées par le diplomate anglais de ses diverses missions asiatiques. Soudain mon attention va vers un tableau placé sur un chevalet dans l'un des salons et qui y occupe visiblement une place d'honneur.

Sur un fond sombre, dans une sorte de loggia formée d'un soubassement de marbre, duquel pend une riche draperie orientale alourdie de broderies et constellée de pierres précieuses,

Copyright by Henri de Régnier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1er août.

entre deux colonnettes sculptées de feuillages que surmonte une arcade, une figure singulière se détache, à mi-corps. Sous le turban qui enroule ses voiles blancs en plis pareils aux circonvolutions de quelque coquillage, un visage apparaît, de profil, celui d'un homme au long nez recourbé, aux yeux obliques, à la fine barbe sombre. L'homme porte un vêtement à parements de fourrure. Ce visage attire, inquiète et retient par son expression d'orgueil, d'astuce, de cruauté, et aussi de tristesse. On a le sentiment d'être en présence d'un être redoutable et très puissant. Vous ne vous trompez pas, d'ailleurs, vous avez devant vous le portrait, peint par le peintre vénitien Gentile Bellini, du Sultan Mahomet II, de Mohammed le Conquérant qui, l'an 1452, entra à cheval, la brèche ouverte par ses canons monstrueux, dans Constantinople ensanglantée et vaincue et qui établit sur l'antique Byzance le règne farouche du Croissant.

Je l'ai regardé longtemps, ce portrait, et, en même temps, il me semblait revoir les massives murailles qui ceignent encore de leurs bastions et de leurs tours de marbre, de leurs portes monumentales, l'ancienne cité des Empereurs d'Orient. Je revoyais l'immense Stamboul qu'elle est devenue sous le joug musulman, avec les débris et les ruines qu'elle conserve de son passé byzantin, avec ses églises transformées en mosquées, en sa mélancolique et vaste beauté, en sa turquerie à la fois barbare et raffinée, s'étageant au flanc de sa Corne d'Or et poussant dans la mer son orgueilleuse Pointe du Sérail où, dans une des salles de l'un de ses palais, on montre encore, sur des mannequins sans tête que coiffent des turbans vides, les costumes d'apparat des anciens Sultans parmi lesquels celui de ce Mahomet II dont j'avais sous les yeux, sur le panneau peint par Gentile Bellini, la vivante image. En la considérant, je me retrouvais en esprit dans ce Constantinople où, quelques semaines auparavant, j'errais en curieux et en flâneur et d'où venait de me ramener, après une longue navigation à travers l'Archipel, le beau yacht blanc de la comtesse de Behague, ce *Nirvana*, maintenant à l'ancre devant Venise près de la Punta della Salute et sous l'égide de la Fortune d'or qui, au sommet de la Dogana di Mare, tourne à tous les vents de la Lagune.

C'est à Venise, en effet, qu'a abouti notre longue croisière

méditerranéenne, et la promesse qu'elle s'y terminerait en avait été un des attraits. Que de fois, en courant les routes marines, n'avais-je pas rencontré le souvenir de Venise! A Constantinople, ne retrouve-t-on pas ses gondoles dans les caïques du Bosphore? Les pigeons de Saint-Marc ne hantent-ils pas les cours de marbre des mosquées? Stamboul l'ottomane n'a-t-elle pas été l'héritière des vieilles rivalités byzantines et vénitiennes qui ont enrichi la ville des Doges de maintes dépouilles de la cité des Empereurs? Que de fois les rouges galères de la Sérénissime République ne se sont-elles pas heurtées aux lourds vaisseaux du Commandeur des Croyants? Sur combien de terres lointaines arrachées au Croissant le Lion de Saint-Marc n'a-t-il pas posé sa griffe victorieuse? En combien de lieux ne l'avais-je pas vu sculpté dans la pierre en signe de domination? N'avais-je pas lu, au-dessus d'une de ses images, dans le formidable rempart de Famagouste, une inscription au nom du doge Priuli? La vénitienne Catherine Cornaro n'a-t-elle pas régné sur cette île de Chypre qu'a défendue héroïquement, contre l'Infidèle, Marc-Antoine Bragadin, qu'un cruel vainqueur fit écorcher vif et dont la mémoire s'enveloppe de ce sanglant manteau de gloire? Ne fut-ce pas contre le Turc que le doge Francesco Morosini conquit son surnom de Péloponésiaque? Partout, dans les mers du Levant, Venise était présente à ma pensée, et tandis que j'errais dans l'enceinte guerrière de la déserte Famagouste, où je cherchais dans la poussière la trace des pas d'Othello, ne m'avait-elle pas parlé par la voix de Desdémone?

Cet appel, les flots de l'Adriatique me l'ont redit tout le long de la côte dalmate. Comme je l'ai entendu à Corfou, Raguse me l'a répété. Venise était chez elle sur ce rivage illyrien et j'y sentais passionnément son approche. Bientôt je rapporterais au Lion de bronze qui veille sur la Piazzetta au sommet de la colonne de porphyre le salut lointain de ses frères ailés qui, sur les terres jadis soumises à son pouvoir, conservent le souvenir vivant de son ancienne gloire. Bientôt je verrais se dessiner au ras de l'horizon la ligne basse du plat lido vénitien.

C'est de Spalato que nous sommes partis pour gagner Venise. L'Adriatique était dure et nous secouait de sa courte lame qui nous prenait par le travers, puis, la passe de Malamocco

franchie, nous sommes entrés dans la Lagune. Lentement nous avons vu Venise sortir des eaux et venir à nous, à mesure que nous allions vers elle, et tandis que nous contemplions, en silence, ce silencieux et réel prodige, le *Nirvana* a jeté l'ancre. Une fois encore Venise était à nous, mais il nous semblait que, cette fois, nous serions peut-être moins à elle que lorsque, au lieu de ce beau yacht blanc qui y serait, pour ce séjour, notre demeure flottante, nous y habitions le cher Palais Dario, aujourd'hui fermé, ou que, le soir, pour y rentrer dormir, nous introduisions dans la serrure de l'humble Casa Zuliani la grosse clé qui faisait de nous de « bons Vénitiens ».

Est-ce la belle et somptueuse étoffe dont Gentile Bellini a suspendu le roide et riche lé sur l'appui de la loggia de marbre qui encadre de ses fines colonnettes et de son arc élégant son portrait du sultan Mahomet II, est-ce elle qui, comme le tapis magique des contes, nous a transportés au seuil de ce vieux palais qui mire dans le Grand Canal sa façade au crépi gris dont les lignes sévères n'offrent à l'œil aucun de ces ornements byzantins ou moresques dont se pare la fantaisie gracieuse et bizarre du gothique vénitien? Cet ancien Palais Martinengo à San Gregorio date en effet du XVIII^e^ siècle, mais sa robuste carrure a plus de force que de grâce. En son aspect grisâtre et crépusculaire, et malgré la gondole de maître qui attend d'ordinaire amarrée à ses pali, il a presque l'air inhabité. La porte va cependant s'en ouvrir pour nous. M^me^ Fortuny, qui, depuis de longues années, occupe cette grave demeure, veut bien nous y recevoir et nous montrer l'admirable collection d'étoffes anciennes qu'elle y a réunie.

M^me^ Fortuny est la sœur du portraitiste Madrazzo, la veuve du célèbre peintre espagnol Fortuny et la mère de Mariano Fortuny, peintre de talent lui aussi et esprit doué de curiosités de toute sorte. C'est un vigoureux garçon, au visage régulier, encadré d'une forte barbe noire. De génie singulièrement inventif, il s'est appliqué à maintes recherches techniques. Vénitien de cœur, il aime Venise et en sait à fond tous les arts. Comme les maîtres de la Renaissance, il ne s'est pas borné à la pratique d'un seul et son activité s'exerce dans les sens les plus divers. En même temps qu'il s'est occupé de renouveler par d'originales expériences lumineuses l'éclairage

scénique, il a retrouvé les procédés de teinture et d'ornementation des anciens tisseurs et des anciens décorateurs. Dans leur tradition il a créé de très belles étoffes de tenture et d'habillement, rivalisant avec les produits des métiers d'autrefois. C'est lui qui nous a proposé de nous faire voir la collection du Palais Fortuny dont la familiarité fut pour beaucoup sans doute dans l'inspiration de ses propres créations qu'il a su adapter aux goûts modernes et approprier aux usages d'à présent. Ne semble-t-il pas fait lui-même, en sa robuste prestance, pour porter une de ces belles simarres de brocart à ramages dont Véronèse se plaît à revêtir les fastueux personnages de ses Noces, de ses Repas et de ses Triomphes? Aussi avons-nous quelque honte de nous présenter à lui dans notre misérable accoutrement.

Nous voici dans la grande galerie du Palais Fortuny. C'est une longue et vaste pièce au haut plafond soutenu par de grosses poutres. Aux murs sont suspendues de nombreuses et brillantes esquisses de Fortuny et d'intéressantes études de son fils Mariano qui est là pour nous présenter à sa mère. M^me^ Fortuny nous accueille avec une parfaite bonne grâce. Elle et sa fille mènent à Venise une vie singulièrement sédentaire. Elles ne sortent guère de leur palais. Descendent-elles, même, dans la cour intérieure que j'ai aperçue en entrant et où, sur les dalles humides, roucoulent des pigeons mélancoliques? Malgré la stricte clôture où l'on y vit, le Palais Fortuny est volontiers hospitalier et on y offre aux hôtes de succulentes cuisines valenciannes et des pâtisseries compliquées. M^me^ Fortuny est secondée par sa fille. Ces deux Vénitiennes ont conservé un aspect très espagnol. Leurs fines mains sont aptes à manier l'éventail et le chapelet et je les imagine déjà palpant les merveilleuses étoffes promises avec la même dévotion dont elles caressent la magnifique cassette moresque en ivoire sculpté et qui, posée sur une table, semble, sous ses ferrures barbares, contenir, auprès de quelque philtre secret, on ne sait quel mystérieux grimoire de magie.

C'est, en effet, à une scène de magie que nous allons assister, en ce vieux palais silencieux que semblent exorciser de leurs voix incantatrices les cloches voisines de la Salute. De tout temps, M^me^ Fortuny nous avoue avoir eu le goût des anciennes étoffes, dont le moindre lambeau, échappé aux injures du

temps, permet d'évoquer l'intacte splendeur. Ce fut en Espagne qu'elle fit son premier achat : un antique velours dont la pourpre à reflets de sang portait un décor de grenades éclatées. Ce premier achat fut suivi de beaucoup d'autres et peu à peu se forma la merveilleuse collection. A Venise, les offres se produisent surtout l'hiver. Souvent quelque vieille Vénitienne se présente au Palais et sort de dessous son châle un précieux lambeau, relique de famille, débris du passé qui vient ajouter son témoignage au souvenir de tous ces beaux luxes évanouis.

Mais Mme Fortuny et sa fille se sont approchées d'un grand coffre placé dans un coin de la salle et en ont soulevé le lourd couvercle. C'est là que reposent, mollement pliées ou soigneusement étalées, les étoffes qu'elles en tirent, d'un lent geste précautionneux. Soudain la première apparaît. C'est un admirable velours du XVe siècle, d'un bleu sombre, gaufré d'arabesques de grand style, un velours d'un bleu étrange, sourd, profond et pur et qui est comme le vêtement même de la nuit. Puis, lentement, l'opération magique continue et, une fois dépliées et vues, les belles étoffes vont attendre au dossier d'un fauteuil, sur la pente d'un divan, l'instant de reprendre place dans l'asile du grand *cassone* qui les abrite. Les voici qui en sortent une à une. Voici les pesants velours de Venise, de Gênes ou de l'Orient, somptueux et délicats, éclatants ou graves, à amples ramages, à figures ou à feuillages, des velours qui ont peut-être vêtu des Doges ou des Khalifes ; voici les brocarts aux tons puissants, les soies aux nuances subtiles ; voici des ornements d'église et des parures de cour ; voici les charmants taffetas et les luisants satins, semés de fleurettes et de bouquets dont le XVIIIe siècle faisait les robes de ses femmes et les habits de ses hommes ; voici des étoffes de toutes les teintes et de tous les tissus, les unes évoquant encore la forme des corps qu'elles ont vêtus, les autres en longues pièces et en lés, certaines en lambeaux, en minces fragments ; et tout cela, avec des froissements d'ailes invisibles, s'entassant, s'amoncelant dans la vaste salle peu à peu assombrie par l'heure, tandis que, penchée sur le profond coffre inépuisable, Mme Fortuny semble diriger de son geste magicien l'étonnant concert d'étoffes qui, au fond de ce vieux palais, se joue mystérieusement dans le silence du crépuscule vénitien...

Je ne crois pas que de grands musiciens soient nés à Venise, car on ne peut compter de ce nombre l'aimable Galuppi qui naquit d'ailleurs dans l'île de Burano, mais de grands musiciens y ont laissé trace de leur passage. Monteverde y vécut une partie de sa vie et Cimarosa y vint finir la sienne. On voit encore sa maison sur le campo Sant' Angelo ; de même le Palais Giustiniani et le Palais Vendramin conservent le souvenir de Wagner. C'est au Giustiniani qu'il composa le deuxième acte de *Tristan* et c'est au Vendramin qu'il expira, chargé de gloire et d'années. Si donc Venise n'a pas ses grands musiciens, la musique n'y fut pas moins en honneur. N'a-t-elle pas encore son Conservatoire installé dans le Palais Pisani à San Stefano? De tout temps, Venise fut sensible au charme des instruments et des voix.

Non seulement on s'y plaisait à la musique d'église et d'opéra, mais il s'y donnait des concerts fort courus. Trois très curieuses institutions en fournissaient les virtuoses. On les recrutait aux *Incurabili*, aux *Mendicanti* et à la *Pietà*. C'étaient des hôpitaux dont les bâtiments existent encore, les *Incurabili* sur les Zattere, les *Mendicanti* sur le rio qui porte leur nom près de San Giovanni e Paolo, la *Pietà* sur la Riva degli Schiavoni. Ces trois maisons de charité, destinées à soulager les misères morales et corporelles et qui accueillaient les malades et les indigents, servaient aussi de retraite et d'asile à des jeunes filles pauvres, ainsi qu'une quatrième les *Zitelle*, située dans l'île de la Giudecca; mais aux *Zitelle* on faisait d'elles des dentellières, tandis que dans les trois autres on leur enseignait la musique et le chant.

Le signore Jean-Baptiste Albrizzi, dans l'ouvrage qu'il intitule : *l'Étranger pleinement instruit des choses les plus rares et curieuses de la ville de Venise*, nous apprend qu'aux *Incurabili* on instruit des jeunes filles demeurées sans parents dans la musique vocale et instrumentale, en quoi elles réussissent si parfaitement qu'elles attirent pour les entendre toute personne de distinction. Les *Mendicanti* ne jouissent pas d'une réputation moindre. Les jeunes filles y chantent l'office divin en musique et y donnent des « oratoires », qui sont des espèces de concerts spirituels. « C'est ici, ajoute notre Albrizzi, qu'on entend les plus douces et agréables voix de femmes et la musique la plus parfaite et la mieux exécutée, car il y a toujours des filles dont la voix a le plus grand éclat et qui

chantent avec une facilité qui les rend admirables. » A la *Pietà*, il y a ceci de particulier qu'en certains jours solennels on y fait un concert d'instruments à vent, composé de bassons, hautbois, clarinettes, trompettes, flûtes de toute espèce, timbales et d'une harpe qui se fait entendre seule de temps en temps. « Il arrive souvent, remarque encore le bon Albrizzi, que ces jeunes filles charment quelques-uns de leurs auditeurs qui se déterminent à les épouser, ce qui arrive communément quand elles ont une figure intéressante, mais en se mariant elles doivent s'engager à ne jamais monter sur le théâtre. » Les amateurs de musique étaient donc fort bien partagés, mais pour goûter tous ces agréments, il eût fallu visiter Venise en l'an 1771 ou y accompagner auparavant l'aimable président de Brosses qui, dans ses *Lettres sur l'Italie*, nous trace un fort joli tableau d'un de ces concerts. Aujourd'hui, toutes ces voix se sont tues et Venise n'a plus d'autre musique que celle de ses théâtres et de son Conservatoire. Joignons-y les gammes et les arpèges des pianos, que l'on entend parfois résonner par les fenêtres ouvertes sur quelque *calle* ou sur quelque *campo*, ou le refrain que fredonne quelque gondolier du *traghetto*, à moins que vous n'alliez écouter à l'Accademia, dans le charmant tableau de Longhi, l'aimable trio d'amateurs qui, le violon à la joue, déchiffrent avec tant d'attention leurs parties, tandis que, juché sur un tabouret, un gentil petit chien les regarde tourner les clés et manier l'archet.

Imaginerait-on, en effet, Venise sans musique? Si belle, si lumineuse, si riante qu'elle puisse être, elle a ses heures de mélancolie. Quand la clarté du jour s'est éteinte, quand l'ombre et le silence l'enveloppent de leur mystère, on a besoin de sentir battre son cœur nocturne et de voir s'éclairer son obscur visage. C'est alors que la musique est la bienvenue, même si elle apporte des harmonies un peu vulgaires et des accords d'une gaîté et d'une grâce un peu faciles. C'est alors que l'on accueille volontiers les grosses barques qui viennent se poster à l'entrée du Grand Canal et où, comme dit notre vieux Corneille, cent musiciens font « rage sur l'eau ». Sous des guirlandes de lanternes illuminées, chanteurs et chanteuses s'y groupent autour d'un piano. Ce qu'ils offrent n'est pas de la plus rare qualité, mais les voix sont souvent belles. Elles chantent des airs d'opéras démodés, des romances sentimen-

tales, des rengaines populaires, mais elles les chantent avec tant de conviction et d'entrain! Et puis, la beauté de la nuit communique, même à ces banalités musicales, on ne sait quelle poésie! Elles ont leur attrait, ces grosses barques, et peu à peu elles rassemblent autour d'elles les gondoles oisives qui s'en approchent, se collent à leur flanc et leur font une sorte de cour balancée sur l'eau pleine de reflets, humble et bizarre fête nocturne qui n'est pas sans charme, un charme auquel on a un peu honte de céder, mais auquel on ne saurait rester insensible de par l'harmonieuse conjuration de la Musique et de la Nuit.

Je les écoute souvent, du pont du *Nirvana*, ces barques chantantes, et même je prends un certain plaisir à leurs roulades et à leurs flonflons, mais, ce soir, je les supporte avec impatience. J'ai hâte qu'elles aient cessé leur concert, qu'elles soient allées déposer leur équipe vocale et instrumentale, qu'elles aient éteint leurs lanternes et que la Lagune ait retrouvé son calme solitaire, car, ce soir, Reynaldo Hahn, qui est à Venise en ce moment, nous a promis un divertissement musical plus délicat et plus raffiné. Il nous a promis de nous chanter les ravissantes chansons vénitiennes qu'il a composées et de les chanter, comme il sait chanter, non dans le salon du *Nirvana*, mais en plein air, à l'angle de quelque rio, le long de quelque fondamenta, auprès de quelque campo, sous l'arche de quelque pont, dans le sonore silence de la Venise nocturne. C'est ce plaisir que nous attendons et auquel prendront part de rares privilégiés, mais il faut attendre qu'il soit tard, attendre l'heure où Venise endormie est le séjour de l'ombre, du mystère et du silence.

Le rendez-vous pris est à Santa Maria Formosa. Notre gondole glisse sur l'eau obscure. Deux autres gondoles nous suivent. La nuit est douce, tiède et tranquille. Aux façades qui surplombent les étroits *rii* où nous nous engageons, quelques fenêtres sont encore éclairées. Sur les fondamente se hâtent de rares passants. Voici Santa Maria Formosa. Accostée au quai, une grosse péotte noire bombe sa coque pansue. Reynaldo Hahn y a fait installer un piano. Il est là qui nous attend. Lourdement la lourde barque démarre, son bordage racle le marbre du quai. Puis on n'entend plus que le bruit mouillé des rames dans l'eau. Soudain quelques accords préludent, et, dans la nuit, une voix monte, une voix singulière, à la fois

précise et souple, indolente et nerveuse, une voix qui chante et qui s'élève vers les obscures façades des vieux palais muets, se prolonge en échos, et dont la sonorité, comme épurée par le silence, l'emplit de son charme tendre et de la grâce des fines paroles vénitiennes.

La voix s'est tue sur la barque sombre qui continue d'errer par le dédale des canaux. La voix s'est tue, puis elle recommence son chant moqueur et passionné. Parfois la péotte s'arrête et nos gondoles se rapprochent. Il y a, à Venise, des carrefours d'eau où des canaux se croisant et forment des places marines. En voici une où nous faisons halte. La voix charmante y résonne et y répète les charmantes mélodies, qui s'appellent *la Biondina in gondoletta*, ou *l'Avertimento* et celle qui commente des vers de Pagello et celle qui s'intitule *la Nott'è bella* et qui se termine par une longue plainte tout orientale où s'expriment toute l'étendue et toute la mélancolie de la Lagune, et cette autre, si gaie, si vive et dont le refrain semble soulever son masque pour montrer l'éclat, si jeune, de son rire. Chacune d'elles est un peu de l'âme de Venise, de la Venise du Carnaval, de la Venise d'autrefois, de la Venise de jadis, celle de Musset et de George Sand, la romantique à laquelle nous nous étions promis de ne pas céder et à laquelle nous nous abandonnons en cette douce nuit de rêverie et de musique, tandis que, çà et là, une fenêtre s'éclaire et s'ouvre, tandis que, par instants, sur le pont de marbre qui courbe auprès de nous son arche en quartier de lune, se ralentit le pas attardé d'un passant qui s'arrête pour écouter, de la noire barque magique, monter dans la nuit vénitienne la souple voix enchanteresse.

D'UN CARNET

Venise. Octobre-novembre 1907.

Je l'ai acheté, ce carnet, — recouvert en parchemin et que ferme un lacet de cuir, — je l'ai acheté, il y a cinq ans, chez un petit relieur, dans une sombre rue, à Sienne, où j'étais venu, de Florence, passer une journée. C'était une orageuse et lourde journée de printemps qui accablait la robuste ville du poids de son ciel nuageux, sur elle en suspens. Tout à coup, comme je sortais du Dôme, la pluie se mit à tomber. Ah! la

brusque, la soulageante, la furieuse pluie ! Elle se précipitait en averse drue, violente, irritée. Du porche où je m'abritais, je voyais les larges dalles de la place crépiter de gouttes épaisses qui rejaillissaient au marbre en poussière d'eau. Par les pentes et les escaliers de ses rues, toute Sienne grondait torrentueuse et déserte, et, dans l'air saturé d'humidité, je sentais sous ma main s'amollir la peau moite et parcheminée de mon carnet...

Aujourd'hui, une averse d'octobre tombe, du ciel gris de Venise, dans le Grand Canal, couleur de jade, et je regarde pleuvoir par ma fenêtre qu'encadrent des glycines jaunissantes. Il pleut doucement dans un silence que troublent à peine un battement de rames, des voix lointaines, un son de cloches assourdies. Puis, peu à peu, tout s'est tu, — même la pluie, — et j'entends le bruit de mon crayon, sur la page de papier que semblent ponctuer, quand je lève les yeux vers la vitre, les virgules d'eau qui s'égouttent, au dehors, des feuilles de la glycine ruisselante.

***

Le pas, la voix, le rire, le chant prennent ici une sonorité particulière, comme les sentiments y ont une valeur différente. On y est joyeux ou triste autrement qu'ailleurs.

Après tant de séjours, Venise me donne autant de plaisir, mais me suggère moins d'images.

Les siècles, comme la mer, usent et polissent les marbres et les mots.

Une longue promenade en Lagune vous laisse une sorte d'étourdissement ébloui, un balancement jusque dans l'esprit où les pensées oscillent, et qui persévère même dans le sommeil.

La Venise que je préfère, c'est la Venise d'automne, la Venise des journées fraîches et lumineuses. J'aime ce vieux Palais Venier où nous habitons, cette année, et que Mme de la Baume, recevant, au Dario, sa belle-sœur et ses deux neveux,

a mis à notre disposition. J'aime, après les dîners quotidiens au Palais Dario, nos rentrées nocturnes, la clé qui grince dans la serrure, la traversée du jardin obscur où les branches cinglent le visage et où l'on se guide dans les allées incertaines aux fenêtres éclairées de la basse façade frissonnante de feuillages.

Venise est construite en couleurs dans de la lumière.

Dans la lumière de Venise, le matin est plus matinal qu'ailleurs et plus crépusculaire le crépuscule.

Midi. Campo Sant' Agnese. La vieille cloche de l'église sonne, à découvert, dans son pauvre campanile. Je la vois s'agiter, affairée, basculante, humble, active comme une ménagère rustique. De la margelle d'un puits un pigeon s'envole. Des linges sèchent à des cordes tendues. Un peu de vent les gonfle.

Un soir, je revenais des Zattere par les calli obscures, quand les cloches se sont mises en branle. Elles sonnaient tout près de moi, au-dessus de ma tête, car c'étaient les cloches voisines, de la Salute, des Gesuati. Elles remplissaient l'ombre d'une fête de métal sonore qui, dans l'air, répandait sa richesse nocturne.

Ces femmes, ces filles de Venise, aux visages pâles, aux épaules étroites que drape la grâce populaire des longs châles à franges, elles ont de beaux cheveux qu'elles disposent en lourdes coques, en chignons gonflés. Un soir, dans une petite calle, sous un réverbère, j'ai vu deux de ces femmes arrêtées, l'une rajustant à l'autre sa coiffure avec une charmante et gaie gentillesse.

Nous étions devant San Giovanni e Paolo. Le Colleone se dressait fièrement sur son piédestal. Des pigeons volaient et se posaient autour du socle héroïque comme une décoration mouvante, tour à tour défaite et refaite. Nous sommes allés jusqu'au Ponte dei Mendicanti et aux Fondamente Nuove. De là,

Murano apparaît parfois, avec, dans l'air limpide, des transparences si irréelles, que l'île semble posée sur l'eau.

Il y a un rassemblement au campo San Vio, gens du quartier, passants, filles en châles, enfants. Un homme montre des perroquets savants, des cacatoès plutôt, car ils sont blancs avec une crête jaune. Sur une planche soutenue par des tréteaux, ils font divers exercices. L'un se tient en équilibre sur une boule, l'autre s'assied dans un petit fauteuil qu'un troisième pousse par derrière. Le plus habile monte et manie une petite bicyclette. Ils sont tristes, lents avec un air de dignité et de mauvaise humeur.

Certaines voiles de barques, ocre, rouges, avec des dessins compliqués, des arabesques mystérieuses, sont aussi belles que des façades de palais.

Où est-il ce palais, sur quel pauvre rio de quel quartier misérable? Je ne sais, mais j'ai aimé son humide décrépitude. Il n'était pas très ancien; sa façade peu ornée était d'un jaune extraordinaire et toutes ses fenêtres closes de volets verts, d'un vert déteint, singulier et comme empoisonné.

Il y a d'étroites calli où l'on marche dans de l'ombre, du silence et du secret.

Rio Foscari. D'un jardin, contre un mur rose, le jet sombre, isolé, magnifique, d'un haut cyprès.

J'allais à Murano. La marée était basse. La gondole s'est embarrassée dans les longues algues du fond. Pour l'en dégager, les gondoliers y appuyaient leurs rames et la gondole tournait sur elle-même, comme prise au piège.

On mène ici une vie d'ombres heureuses dans la plus belle des lumières.

Ce matin, sur le blanc rideau de mousseline ensoleillée qui voile la fenêtre, je vois se dessiner, en noir, le feuillage des glycines qui l'enguirlandent en dehors, et parfois se détache et

tombe une de ces empreintes avec la feuille dont elle était l'ombre.

Il y a salut aux Gesuati sur les Zattere. L'église est éclairée par de gros cierges et les piliers sont revêtus d'une étoffe rouge. Une Madone en robe dorée est placée sous un baldaquin. Au plafond, on aperçoit les belles fresques, légères, volantes, de Tiepolo. On chante; les gens entrent, prient un instant, causent. Un sacristain quête et, en échange de l'offrande, donne une image. En sortant de cette ombre illuminée apparaît, entre les lourds rideaux qui flottent devant la porte, une Venise grise, crépusculaire, et, au delà de son canal, la Giudecca se détachant sur un grand nuage de cendre.

On est bien dans ce vieux et bizarre Palais Venier, dans cette grande pièce aux boiseries blanches, dans ce silence plein de bruits minuscules, trot de souris, frisson de feuilles, tassement de la cendre éteinte des premières flambées.

Il y a sur un dahlia du jardin un gros scarabée mordoré que visite un papillon rouge et noir.

En gondole, derrière San Giorgio Maggiore. Les cloches sonnaient, puis le crépuscule est venu. Nous sommes allés lentement jusqu'à l'île San Servolo. A la pointe de l'île, un chien jappait. La lune se levait sur le Lido. Des bancs d'algues affleuraient.

Au jardin. Le soleil faisait luire les rouges du parterre. Les allées encore humides séchaient. Un chat noir et blanc se chauffait. Au-dessus du toit du palais, j'admirais la cheminée, chef-d'œuvre de la fumisterie vénitienne. Elle se compose d'une espèce de tour en briques que domine une sorte de petit temple rond dont les colonnes soutiennent un dôme coiffé d'un couronnement en zinc, de la forme d'une carte à jouer pliée en deux, le tout surmonté d'une girouette.

Le canon de midi a tonné. Des cloches sonnaient dans un ciel où les nuages laissaient entre eux de grandes places d'un bleu frais, lavé, charmant. Le vent agitait les feuilles des arbres, et des bourdons se posaient sur les fleurs.

La rame du gondolier semble creuser, dans l'eau, la tombe du silence et le pleurer de ses larmes.

Ce matin, du jardin, je regardais, par la fenêtre ouverte, se refléter dans le miroir de la chambre, les parterres fleuris qui s'y encadraient et y formaient un charmant tableau floral.

Je pense à un enterrement que j'ai vu passer, sur le Grand Canal. Il y avait d'abord un *vaporetto* chargé de monde qui remorquait une grande barque ornée de figures dorées. Sur cette barque, qui était un peu comme le Bucentaure des Pompes funèbres, se dressait le catafalque avec ses draperies noires, lamées d'argent, sur lequel s'amoncelaient des couronnes et des fleurs. A cette barque de deuil étaient attachées des gondoles, une dizaine au moins, pleines de gens qui formaient cortège. Et cette flottille allait lentement, en apparat funéraire, sur l'eau égayée d'un clair soleil, sur l'eau que le sillage du vaporetto faisait clapoter à la rive avec un bruit de linge mouillé, comme un claquement de mouchoirs trempés de pleurs.

Il est doux de sentir toute Venise autour de soi.

A Venise, par la structure même de la ville, par sa contexture de labyrinthe, la vie est noble, mystérieuse, gentiment compliquée.

La nuit, les façades de certains palais se décharnent, se creusent presque douloureusement.

Les lieux où l'on a souvent vécu et que l'on a beaucoup aimés prennent une sorte de personnalité. Les rapports où l'on est avec eux sont sujets à toutes les nuances de la passion. Les sensations s'y changent en sentiments.

Ici, on éprouve une grande activité de rêverie et une grande paresse d'esprit.

Le gondolier nous a demandé une fleur pour la placer

dans le petit cornet de cuivre qui se trouve à la proue de la gondole. C'est, a-t-il dit : « *Per la bella figura.* »

Venise, ville et port. Elle retient l'esprit dans le lacis de ses calli et de ses canaux et offre sa lagune à tous les rêves.

Ici se mêle à tout un peu de comédie. La fille de Carlo, Lisetta, est venue demander à Mme de la Baume d'augmenter ses gages, et pour rendre sa démarche plus pathétique, elle ne s'était pas peignée et n'avait pas son joli fichu habituel.

La gondole longe le haut mur rouge de l'Arsenal. Avec ses briques guerrières, ses créneaux sarrasins, on dirait l'enceinte de quelque ville des croisades, de quelque ville musulmane d'un tableau de Bellini.

Venise, le lieu du monde où le temps fuit du pas le plus léger, s'envole de l'aile la plus insaisissable.

Dans la grande salle démeublée et vide du Palais Labia, la seule présence des fresques de Tiepolo est une fête. Le silence y est joyeux, la solitude y danse. Salut, Tiepolo, toi le Véronèse du rococo!

Chez le misérable petit antiquaire de San Zaccaria il y a un curieux portrait de médecin, longue figure d'âne à perruque. Il tient à la main une banderole sur laquelle on lit : *Obstetriciam reddo facilem.* Je facilite l'accouchement.

L'usage de tout transporter par eau à Venise produit des spectacles assez comiques. Dans une barque, tout seul, cérémonieux, un fauteuil semblait se rendre en visite chez quelque meuble de sa connaissance.

Un goût de cigare un peu âcre aux lèvres, une petite calle pleine d'ombre, un mur rouge ensoleillé que dépassent des verdures jaunissantes, un coin de ciel bleu, un pas à côté du sien...

La Venise d'été est moins mystérieuse, moins secrète que la Venise d'extrême automne.

Il y a des lieux où il est doux d'être triste.

Il semble qu'ici, dans la sorte de bien-être égoïste où l'on vit, on supporterait mieux l'oubli, l'ingratitude, l'injustice. On est comme dans un labyrinthe où les chagrins ont plus de peine qu'ailleurs à vous atteindre. Tout ne vous y arrive qu'en reflets, en échos. Chaque journée y est un peu une fin de vie.

Fantasio aurait dû naître à Venise aux accords d'une sonate de Mozart.

Le souvenir de Venise laisse dans l'esprit comme une cendre de lumière.

A la Giudecca. Rangées sur l'appui d'une fenêtre, une file de fiasques. Dans leurs panses clissées ne dirait-on pas qu'elles tiennent du vin en cage ?

Rien de plus charmant que ces ciels de Venise où, après la pluie, les nuages fondent dans du bleu.

Les hirondelles sont parties avec l'été fini. Où est leur folle frénésie, lorsqu'elles tissaient, de leurs noirs fuseaux ailés, un véritable filet de cris, sur Venise ?

Il y a, au-dessus de la cheminée, une vieille glace dédorée. Sur la tablette de marbre, deux vases blancs en faïence de Bassano, une coupe en verre à perles bleues, et un gros piment jaune qui se gonfle, se contourne et luit en son écorce laquée.

Je suis allé, sous les arcades des Procuraties, retenir des places pour le théâtre Goldoni. A un pilier, le loueur a adossé, au-dessous d'une affiche du spectacle, le vieux petit pupitre où il délivre ses coupons, à la lueur d'une lanterne. Qu'ils sont touchants sous les galeries éclairées, cette lanterne, cet antique pupitre en plein vent, ce bonhomme! On sent tout cela demeuré tel qu'il y a cent ans.

Nous sommes allés à l'île de San-Lazaro, chez les Arméniens. C'était une de ces belles et pures journées de l'automne

vénitien où l'air est saturé de bonheur et de mélancolie. De loin, les murs de briques du vieux couvent ressemblaient à un ancien brocart couleur de rose, sur lequel se détachait le sombre velours des cyprès. On eût dit le motif de quelque étoffe orientale ou le dessin de quelque tapis persan. Dans le jardin du cloître, un cèdre étendait ses branches et, au tronc velu d'un palmier, grimpait un volubilis dont la fleur était du bleu le plus charmant, le plus tendre, le plus pur que j'eusse jamais vu. Quand nous avons eu admiré, dans la galerie du couvent, une momie venue d'Égypte et la signature de lord Byron, nous sommes sortis pour nous promener. Le jardin des moines nous a offert ses allées tranquilles qu'abritent des treilles recourbées et où courent sur le sable des lézards furtifs. Çà et là, entre deux cyprès, entre deux ceps, des araignées ont tendu des toiles magnifiques, ourdi des rosaces de soie flexibles et irisées. On les voit qui s'y balancent, filandières appliquées, dentellières de la lagune. Ce sont elles qui tissent les langes et le linceul du silence.

Il pleut. La gondole accoste aux marches mouillées du Palais Venier. La pluie tombe lourde sur les pierres, les feuillages qui jaunissent, une pluie obscure, mystérieuse, avec des arrêts, des redoublements, des silences.

Parfois, c'est encore l'été, un été fragile d'une douceur, d'une mesure charmantes. Dans le jardin, il y a encore trois roses blanches. Les cloches sonnent dans l'air vide.

Depuis hier, Venise est pleine de vent, d'un vent qui vient de la mer et favorise une forte marée. Le Grand Canal se gonfle. J'aime cette Venise turbulente et que le vent tonifie. Il la refait marine, aérée et rude. Cette nuit, dans le jardin du Palais Venier, c'était un bruit de feuillages secoués, une sourde rumeur. Au matin, il y avait des branches brisées, des pots à fleurs renversés.

Le Palais Dario est fermé. Mme de la Baume est partie, mais, en partant, elle nous a laissé les clés du Palais Venier et son domestique italien, Antonio. C'est un gentil garçon qui assurera notre service, et se chargera d'allumer et d'entretenir la

« fournaise », — c'est ainsi que l'on nomme le calorifère, — car voici novembre. Le froid peut venir et le Palais Venier est humide. Antonio s'occupe avec zèle de ses fonctions. Il habite une sorte de réduit bizarre d'où il sort comme d'une boîte à surprises. Il est plein de prévenances, mais ses capacités se bornent à savoir faire bouillir de l'eau, à disposer sur un plat les fruits et les gâteaux du goûter, et à présenter les lettres sur un plateau d'argent. Par politesse il laisse les siennes à côté des nôtres. Les siennes portent cette suscription : *All' excellentissimo Signore Antonio.* Il en reçoit beaucoup. Il est galant et son réduit est favorisé de visites mystérieuses. Il y a aussi un jardinier qui vient ratisser les allées. C'est un petit homme noirâtre et de caractère irascible. L'autre jour, Antonio et lui faisaient mine de se battre à coups de râteaux avec des gestes terribles. Cela s'est apaisé. Ce n'était qu'une *demonstrazione.*

Aujourd'hui, jour de la Toussaint, toutes les cloches de Venise sonnent dans un ciel d'un gris argenté, dans un ciel de perle, mais de perle sans orient, de perle morte...

Vous en souviendrez-vous de ce 1er novembre de l'année 1907?

Vous souviendrez-vous de notre vieux Palais Venier à demi enseveli sous ses rouges vignes vierges et ses glycines jaunissantes qui peu à peu perdaient leurs feuilles amollies et fripées? Ce furent des jours de vie solitaire, de cette vie vénitienne que nous aimions, si propice aux longues oisivetés et aux longues rêveries, faite de minimes événements quotidiens, où l'on goûte si bien l'inutilité de soi-même et la beauté des choses. Elle se compose d'un charme monotone, d'on ne sait quoi d'uni et de continu, de l'éclat vif ou voilé de la lumière, de telle promenade, de telle flânerie, de telle parole, de telle pensée, de tel songe qui se transforment vite en souvenirs. Elle fait du temps un tissu à la fois lâche et serré qui vous enveloppe de sa paix et de sa mélancolie. On y devient sensible à tout, à tel bruit, à telle couleur, à telle nuance, à tel silence. Novembre se prête bien à cette virtuosité de l'instrument intérieur et lui en fournit tous les thèmes classiques : matinées radieuses, soirs magnifiques, douces après-midis, froides journées, crépuscules pluvieux, tantôt avec des mollesses d'été, tantôt avec des âpretés d'hiver. Vous souviendrez-vous de ses brouillards,

les uns si roses, si pénétrés de soleil invisible, les autres si lourds en leurs cendres humides où disparaissaient palais et canaux et où Venise n'était plus qu'une étendue de vapeurs muettes?

Ces jours-là, nous nous enfermions dans le vieux palais avec des livres. Vous en écriviez un sur de grandes feuilles blanches que vous laissiez tomber une à une sur le tapis comme des ailes lasses. Votre livre s'appelait : *le Temps d'aimer*. C'était une histoire ironique et tendre, romanesque et passionnée, douloureuse et charmante. Vous l'écriviez devant la cheminée où flambaient des bûches, car la « fournaise » d'Antonio ne suffisait pas toujours à chauffer ce vieux palais humide. Vous écriviez sagement, parfois distraite par quelque bruit familier. Parmi ces bruits était celui du *taupo*. Ce taupo était un rat dont les fines pattes trottaient au plafond et qui parfois montrait son museau hardi et moustachu. Un feuillet de papier froissé suffisait à le faire rentrer dans son trou, mais vous aviez encore d'autres sujets de distraction et le jardin en était un. Vous aimiez à y descendre par le petit escalier extérieur qui, de la pièce où vous travailliez, y conduisait. Les chrysanthèmes avaient remplacé les sauges, les roses et les dahlias. Ils répandaient leur odeur amère. Parfois aussi vous alliez vous accouder à la balustrade des petites terrasses qui, en corbeille sur le Grand Canal, ont pour gardiens les deux jeunes drôles en pierre d'Istrie qui, le manteau aux épaules et le tricorne à la nuque, portent l'un une lanterne et l'autre un chauffoir. Ils vous voyaient venir avec joie, car ils n'avaient personne d'autre que vous à qui offrir leurs services et à qui montrer leurs mines rustiques.

Qu'il était donc solitaire, en effet, notre palais! Nulle gondole n'accostait plus aux marches de sa porte d'eau. Nul pas ne franchissait la haute grille de fer par où l'on pénètre dans le jardin. Aucune main ne tirait plus la chaîne de la sonnette. Les jours coulaient en leur monotone diversité. Un soir cependant, nous sommes allés au théâtre Minerva dans la calle San Moïse, à un spectacle de marionnettes. Il y avait de charmantes et minuscules petites ballerines parfaitement articulées et un gentil squelette qui, en dansant, perdait ses os et les retrouvait avec une merveilleuse dextérité, à la grande joie du bon public vénitien. D'autres soirs, après avoir dîné au restaurant, nous

flânions sous les arcades des Procuraties et nous rentrions par le plus long. Au retour, dans la grande pièce aux boiseries blanches, les dernières tubéreuses répandaient leur âme odorante. Notre rentrée dérangeait le grignotement du taupo.

Et ce novembre passa ainsi. Vous en souviendrez-vous? Puis vous avez été malade et il n'est pas bon de l'être à Venise, dans un vieux palais solitaire où l'on n'a à son service qu'un Antonio dont la bonne volonté n'a d'égale que l'incapacité. Comme vous ne pouviez sortir, c'est moi qui allais vous chercher de quoi dîner. Que de fois suis-je revenu à travers les calli en portant, comme un personnage d'une farce de Goldoni, un poulet froid et en balançant un chapelet de bananes et une fiasque de Chianti! Cependant novembre s'avançait et l'humidité se glissait partout, malgré les grands feux et la fournaise d'Antonio. Le matin, les chaussures étaient recouvertes d'une légère moisissure. Vous alliez mieux et il était temps de partir. D'ailleurs Antonio nous aurait abandonnés. Il était attendu à Bologne pour une « place » merveilleuse. Il apporterait à ses nouveaux maîtres le certificat élogieux que j'étais bien décidé à lui donner.

Enfin le jour du départ arriva. Nos malles chargées sur une gondole, à travers les vitres brouillées du *felze*, nous aperçûmes Antonio, debout sur les marches du palais, entre les deux petits valets de pierre d'Istrie, dont le tricorne ruisselait et dont avaient dû s'éteindre la lanterne et le chauffoir. Il nous adressait un salut d'adieu tout en s'abritant sous un parapluie percé, car nous quittions Venise par une formidable averse qui ressemblait, vous en souviendrez-vous, à une pluie de verre filé?

HENRI DE RÉGNIER.

(*A suivre.*)

LES JOURNÉES TRAGIQUES
DE JUILLET 1914

II[1]

LA DÉCLARATION DE GUERRE

LA JOURNÉE DU 28

Je reçus le 28 juillet un télégramme de notre consul général à Fiume, qui m'annonçait la déclaration de l'état de siège en Slovénie, en Croatie et à Fiume, ainsi que l'appel des réservistes de toutes les classes.

A Saint-Pétersbourg, le gouvernement et l'opinion publique avaient la conviction qu'un conflit armé était devenu inévitable depuis que la déclaration de guerre avait été signifiée à la Serbie, juste au moment où le gouvernement impérial faisait tous ses efforts pour éviter la guerre. Un conseil des ministres, tenu sous la présidence de l'Empereur, décida de mobiliser tout de suite quatre districts militaires, environ 13 corps d'armée, destinés à agir, le cas échéant, contre l'Autriche-Hongrie. L'ordre de mobilisation fut publié le 29 juillet.

La veille de la publication de l'ordre de mobilisation, je télégraphiai à Berlin à Bronevsky pour le charger d'informer le gouvernement allemand de notre décision, et de l'assurer qu'aucune mesure militaire n'était dirigée contre l'Allemagne.

Je fis verbalement la même déclaration à l'ambassadeur d'Allemagne qui me déclara, de la part du chancelier, que son gouvernement n'avait cessé d'exercer une action modératrice

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1927.

à Vienne et qu'il entendait continuer cette action, même après la déclaration de guerre. Je remerciai le comte de Pourtalès de cette communication et je lui dis que la mobilisation de nos quatre districts militaires du sud, simple réponse à la mobilisation presque totale de l'armée austro-hongroise, n'indiquait aucune intention offensive contre l'Autriche. J'ajoutai que, si l'on voulait obtenir une solution pacifique de la crise austro-serbe, il me semblait utile d'avoir recours à la médiation des quatre grandes puissances non intéressées, et en même temps d'ouvrir des négociations directes entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Après les concessions faites par la Serbie, il ne devait pas être difficile de trouver un terrain propice à un compromis.

A ce moment, j'ignorais encore que le comte Berchtold eût opposé un refus catégorique à toute continuation de pourparlers avec Saint-Pétersbourg. J'ignorais également que l'Allemagne dût rejeter aussi, pour des raisons de forme, la proposition de médiation des quatre puissances. Même après ce refus, je continuai à recevoir de Berlin, l'assurance que le gouvernement allemand ne cesserait d'user de toute son influence pour apaiser Vienne. Nous avons appris depuis, par la publication de documents secrets allemands, que la réponse extrêmement conciliante de la Serbie à l'ultimatum autrichien inspira à l'empereur Guillaume la velléité d'amener le cabinet de Vienne à se contenter du succès diplomatique qu'il venait d'obtenir. « Après la capitulation de la Serbie, dit-il dans sa lettre à von Jagow, toute raison de guerre disparaît. » Toutefois, n'ayant dans les Serbes qu'une confiance médiocre, il proposait à l'Autriche de se garantir par l'occupation de Belgrade, « ou toute autre occupation temporaire d'une partie du territoire serbe ;... ainsi nous avons laissé nos armées en France jusqu'au paiement des milliards. » Dans ces conditions, il se disait disposé à offrir à l'Autriche sa médiation.

Ces dispositions étaient-elles sérieuses et durables ? Chez les impulsifs tels que Guillaume II, un état d'esprit survit rarement au moment qui l'a fait naître. Ce qui est certain, c'est que nous n'entendîmes plus parler de tentatives sérieuses de la part du Kaiser pour sauvegarder la paix. Les efforts dont il parle dans ses télégrammes à mon souverain, n'étaient que des formules de rhétorique. Sans quoi, il n'aurait probablement

pas traité « d'absurdité » (1) l'idée exprimée par l'empereur Nicolas de remettre le différend austro-serbe entre les mains du tribunal international de La Haye.

La principale occupation de M. de Bethmann-Hollweg pendant ces journées critiques de juillet était, à en juger par sa correspondance avec Tschirsky, non de sauver la paix, mais de présenter les événements sous un jour qui pût faire croire que l'Allemagne avait été contrainte à la guerre. Après la précipitation extrême avec laquelle on s'était préparé à Vienne à attaquer la Serbie, après la rupture des relations diplomatiques dans les quarante-huit heures exactement qui suivirent la remise de l'ultimatum, après la déclaration de guerre survenue trois jours plus tard et suivie dans les vingt-quatre heures par le bombardement de Belgrade, on pouvait supposer que les préparatifs militaires de la monarchie danubienne étaient entièrement terminés et que, d'un moment à l'autre, elle procéderait à l'invasion du territoire ennemi. Soudain, on apprit à Berlin que l'Autriche-Hongrie ne se déciderait pas à une action offensive avant quinze jours, c'est-à-dire avant le 12 août.

Un retard si imprévu mit l'Allemagne, comme nous le voyons d'après la lettre du chancelier, en date du 28 juillet, à son ambassadeur à Vienne, dans une situation très difficile, qui aurait pu paraître quelque peu comique si elle n'avait été aussi profondément tragique. Le chancelier se plaignait amèrement à Tschirsky de ce retard et lui disait que le gouvernement allemand risquait de recevoir d'autres puissances des propositions de médiation qui pourraient aller jusqu'à la convocation d'une conférence internationale. Si l'Allemagne continuait de refuser toutes ces propositions, la lourde accusation d'être responsable de la guerre mondiale pèserait sur elle, même aux yeux de sa propre opinion publique. Il serait alors impossible de mener une guerre victorieuse sur tous les fronts. « C'est pourquoi, ajoutait le chancelier, il faut, — et c'est pour nous un impérieux devoir, — que la responsabilité de la participation à la lutte des puissances qui ne sont pas directement intéressées au conflit, retombe de toutes façons (*unter allen Umstanden*) sur la Russie. »

(1) *Recueil de Kautsky*, n° 337, p. 54.

A la fin de sa lettre, le chancelier chargeait son ambassadeur d'insister auprès du comte Berchtold pour que celui-ci réitérât au gouvernement russe l'assurance que l'Autriche-Hongrie n'avait pas l'intention de porter atteinte au territoire de la Serbie, tout en évitant de créer l'impression que l'Allemagne retenait l'Autriche-Hongrie. La question se résumait donc ainsi : il fallait trouver le moyen de réaliser l'objectif principal de la politique viennoise, en coupant le nerf vital de la propagande panserbe sans faire éclater la guerre, ou si celle-ci devenait inévitable, trouver le moyen de la mener dans les meilleures conditions (1).

Que dire de pareilles instructions? Elles reflétaient exactement la politique de M. de Bethmann-Hollweg, imprécise, vacillante, sans but défini et sa complète ignorance de la situation politique européenne. On peut affirmer que jamais homme d'État chargé de guider les destinées d'un grand Empire au milieu des pires complications internationales, ne prouva un manque de jugement et une ignorance de l'histoire contemporaine aussi formidables. M. de Bethmann-Hollweg était pourtant un homme de nature paisible, ni vaniteux ni même chauvin. Il ne cherchait pas de prétextes pour faire la guerre et il ne la désirait probablement pas. Mais quand la folie de ses alliés le mit en face de ce spectre épouvantable, il ne fit rien pour le chasser. Homme sans volonté, il suivit docilement le chemin où d'autres l'avaient engagé.

Les politiques allemands avaient oublié le sage principe de Bismarck : « Ne pas chercher l'inaccessible ». Ils ne voyaient pas que la création de cette fameuse *Welt Politik*, c'est-à-dire l'instauration de la domination allemande sur le continent européen et, encore plus, la création d'un empire fantastique s'étendant du Rhin à l'Euphrate, — que j'avais nommé, dans un de mes discours à la Douma, « le Califat de Berlin », — dépassait les moyens dont disposaient l'Allemagne et son Alliée rongée par un implacable mal intérieur. Et comment l'Allemagne avait-elle pu ne pas prévoir qu'un pareil programme aboutirait nécessairement à la création d'une coalition comme celle que Bismarck redoutait tant pour la Jeune Allemagne ?

(1) *Recueil de Kautsky*, deuxième partie, n° 323.

Le Kaiser rentra le 28 juillet de sa croisière habituelle dans les fjords de Norvège. Aussitôt l'empereur Nicolas lui adressa un télégramme où il le priait de lui prêter son concours dans la situation dangereuse créée par la déclaration qu'avait faite l'Autriche-Hongrie d'une guerre « odieuse » à son faible voisin. L'indignation, partagée par le Tsar, était immense en Russie ; et l'empereur Nicolas prévoyait le moment où il serait contraint, sous la pression de l'opinion publique, de prendre des mesures qui pourraient aboutir à un conflit armé. Il priait Guillaume II de faire, en souvenir de leur ancienne amitié, tout ce qui dépendait de lui pour éviter les calamités d'une guerre européenne.

Sur ce télégramme franc et amical de ton et de forme, Guillaume II fit, selon son habitude, de nombreuses annotations où il y avait de tout : une insinuation que l'Empereur désirait rejeter sur le Kaiser la responsabilité de ce qui se passait ; le reproche d'une menace secrète ; l'expression de « guerre odieuse » interprétée comme une manifestation de sentiments panslavistes ; puis le conseil d'un appel direct à l'empereur François-Joseph, et encore beaucoup d'autres choses, — sauf la promesse d'une action pacificatrice.

L'appel personnel du Tsar au Kaiser n'eut pas plus de succès que les efforts de sir Edward Grey et les miens. Sur ma demande, le ministre anglais fit une nouvelle démarche et pria le gouvernement allemand d'indiquer lui-même le moyen qui pourrait rendre possible la médiation des quatre puissances non intéressées dans le conflit entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Les concessions de sir Edward Grey au cabinet autrichien allaient loin. Il proposait à l'Autriche d'occuper provisoirement une partie du territoire serbe jusqu'à ce que ses exigences eussent reçu satisfaction, mais à condition qu'aucune nouvelle avance n'eût lieu en territoire serbe, jusqu'au résultat définitif des efforts conciliateurs des Puissances. La Russie ne protesta pas contre cette nouvelle proposition, qui, cependant, dépassait tout ce que l'on pouvait attendre d'elle.

LA JOURNÉE DU 29

A en juger par les conversations que j'eus entre temps avec l'ambassadeur d'Allemagne, je pouvais espérer que cette

fois, le gouvernement allemand consentirait enfin à user de son influence à Vienne. Le 29 au matin, nous n'avions pas encore reçu la nouvelle du passage de la frontière serbe par les armées autrichiennes. Mais notre état-major général recevait constamment de la frontière de Galicie des renseignements sur la mobilisation, que nous savions décrétée depuis quelques jours et qui était, d'après nos renseignements, terminée à ce moment. D'après le comte de Pourtalès, l'Allemagne insistait toujours pour que des négociations directes s'ouvrissent entre Vienne et Saint-Pétersbourg; et l'Autriche-Hongrie les refusait toujours.

Quant à l'idée d'une médiation des Puissances, l'Allemagne continuait obstinément à la considérer comme inacceptable pour son alliée. Nous faisions un travail de Danaïdes. J'ignorais alors si l'influence de Berlin se manifestait à Vienne avec quelque insistance. Mais j'affirme que cette dernière exigeait énergiquement de Berlin que l'Allemagne déclarât son intention de mobiliser si nous poursuivions nos armements. L'Allemagne ne manqua pas de se conformer à ce désir, et, le 29 juillet, je reçus la visite du comte de Pourtalès qui m'informa de la décision prise par son gouvernement, conformément à la requête autrichienne. La communication de l'ambassadeur me fut faite dans la forme très solennelle que tous les représentants allemands donnaient aux communications de leur gouvernement, lesquelles ressemblaient fort souvent à des exigences impératives. Pourtalès qualifia la sienne d'avertissement amical.

Le même jour, j'expédiai à Iswolsky et à nos autres représentants auprès des grandes Puissances la dépêche suivante :

L'ambassadeur d'Allemagne vient de m'informer aujourd'hui de la décision prise par son gouvernement de mobiliser si la Russie n'arrête pas ses préparatifs militaires. Nous avons entrepris ceux-ci uniquement à la suite de la mobilisation déjà commencée par l'Autriche-Hongrie et pour répondre à son refus d'accepter tout règlement amiable de son conflit avec la Serbie. Comme il nous est impossible de céder aux exigences de l'Allemagne, il ne nous reste rien d'autre à faire que d'accélérer nos propres préparatifs et de nous tenir prêts à l'éventualité de la guerre. Veuillez en informer le gouvernement français et lui exprimer, par la même occasion, notre reconnaissance pour la

déclaration qui me fut faite par l'ambassadeur de France que nous pouvions entièrement compter sur le concours de notre alliée. Dans les circonstances actuelles, cette déclaration a une valeur exceptionnelle.

Le jour même où j'expédiais cette dépêche, l'Empereur qui suivait avec autant, sinon plus, d'attention que tous les membres du gouvernement russe, chaque mouvement des gouvernements intéressés à la crise européenne, et qui cherchait continuellement le moyen de sauver l'Europe d'une catastrophe générale, envoya à l'empereur Guillaume un télégramme, dont je ne cite que les phrases finales:

« *Il serait juste de soumettre le différend austro-serbe au tribunal de La Haye. Je compte sur ta sagesse et ton amitié.* »

Comment ne pas admirer les paroles si simples, empreintes d'un si profond pacifisme et d'une si noble confiance, prononcées par l'Empereur? Elles n'eurent d'autre écho qu'une exclamation pittoresque puisée dans le jargon populaire berlinois que Guillaume II écrivit de sa main en marge de la dépêche. A cette occasion, je dois noter que si le *Livre Blanc* allemand donne les autres dépêches de l'empereur Nicolas à Guillaume II, il ne mentionne pas, pour des raisons faciles à comprendre, ce télégramme qui ne fut publié par le *Messager du gouvernement* russe que six mois plus tard. Je me souviens de la surprise qu'éprouvèrent tous les gouvernements amis et beaucoup de neutres quand le texte en fut rendu public. Leurs représentants à Pétrograd me demandèrent comment il se faisait qu'un document d'une telle importance ait pu rester inconnu de tout le monde pendant une demi-année. Ma réponse fut très simple : moi aussi, j'en ignorais l'existence. Sous l'empire de ses préoccupations pour sauver la paix européenne, Nicolas II avait expédié son télégramme de Péterhoff directement à Potsdam et avait oublié, au milieu de tant d'affaires urgentes, de me le remettre ; il ne le retrouva qu'en janvier 1915.

La journée du 29 juillet eut une importance extrême au point de vue des négociations qui précédèrent la déclaration de guerre de l'Allemagne. Ce jour-là, nous apprîmes qu'un conflit armé entre l'alliance austro-allemande et la France alliée à la Russie était devenu inévitable. Il était impossible de me le dire plus clairement que ne le fit l'ambassadeur allemand au cours de l'entrevue qu'il eut avec moi.

L'Autriche-Hongrie avait mobilisé contre nous huit corps d'armée, ce qui provoqua de notre part les mesures correspondantes de mobilisation à la frontière de Galicie. Mais, dans les trois districts militaires du nord, destinés à agir contre l'Allemagne, pas un seul réserviste n'avait été convoqué. L'Allemagne en fut d'ailleurs officiellement informée par le ministre de la Guerre et par moi-même; de plus, ses représentants militaires à Saint-Pétersbourg le savaient parfaitement, comme le prouvent leurs rapports. Ce qui n'empêcha pas Berlin de nous menacer de la mobilisation de l'armée allemande, en nous avertissant qu'une telle mesure signifiait la guerre.

La Russie n'avait plus qu'à se préparer aussi à une mobilisation générale, non pas dans l'intention de commencer les hostilités, — et l'Empereur le déclara personnellement au Kaiser, — mais pour être prête à toute éventualité dangereuse, vu la lenteur de notre mobilisation.

LA JOURNÉE DU 30

La journée du 30 juillet n'apporta aucun éclaircissement à la situation générale qui, au contraire, empira considérablement. Les pourparlers que l'Allemagne et l'Autriche menaient simultanément avec les gouvernements de nos amis, ne faisaient qu'augmenter mon inquiétude.

A cette date, Paris, Londres et aussi Rome partageaient notre conviction d'une guerre européenne inévitable. En dépit de l'esprit pacifique qui nous animait, la nécessité devenait pressante de nous préparer, de toutes façons, aux graves événements qui menaçaient l'Europe. Nos amis et nous n'en étions pas moins fermement décidés à ne rompre qu'à la dernière extrémité les pourparlers diplomatiques. Malgré la situation extrêmement difficile que nous créait l'obstination de l'Autriche, — rejetant systématiquement toutes mes propositions pacifiques, — je continuai néanmoins, avec la complète approbation de l'Empereur, mes efforts de conciliation, dans l'espoir de trouver avec les Puissances centrales un point de vue commun. J'en informai les ambassadeurs de France et d'Angleterre, avec qui je collaborais en toute confiance, en leur déclarant que : « je continuerais les négociations jusqu'à la dernière minute » (1).

(1) Livre jaune français, n° 54.

Ce même 30 juillet, j'eus encore une entrevue avec l'ambassadeur d'Allemagne, au cours de laquelle il me demanda si nous ne nous contenterions pas d'une promesse de l'Autriche-Hongrie s'engageant à ne pas attenter à l'intégrité territoriale de la Serbie ; puis il me pria de lui indiquer à quelles conditions nous accepterions de suspendre nos préparatifs militaires.

Je pris une feuille de papier et écrivis immédiatement la note suivante :

Si, en reconnaissant que la question austro-serbe a pris le caractère d'une question internationale, l'Autriche déclare qu'elle est disposée à rayer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, — la Russie s'engage à arrêter ses préparatifs militaires (1).

Je doute qu'il soit possible à une grande Puissance de faire preuve d'un plus grand désir de paix. Contre la seule promesse de l'Autriche-Hongrie de ne pas attenter à l'indépendance de l'État serbe, et sans exiger de sa part l'arrêt de ses hostilités et sa démobilisation sur notre frontière, la Russie se déclarait prête à suspendre ses préparatifs militaires. En fait, un tel engagement excédait mes pouvoirs : je n'avais pas qualité pour engager la Russie aussi à fond. Si pourtant je n'hésitai pas à assumer cette responsabilité, c'est que je savais l'Empereur résolu à ne mettre d'autre limite à nos concessions pour le maintien de la paix, que la sauvegarde de la dignité et des intérêts vitaux de la Russie. Je savais en outre, de science aussi certaine, que les dispositions du Conseil des ministres n'étaient pas moins pacifiques que celles de l'empereur Nicolas II.

Quelques heures après avoir remis cette formule à l'ambassadeur d'Allemagne, je reçus une dépêche de M. Sverbéiev m'annonçant qu'il avait transmis au secrétaire d'État ma proposition, communiquée de son côté par M. de Pourtalès. Von Jagow lui avait déclaré, ajoutait-il, qu'il la considérait comme inacceptable pour l'Autriche (2). Il y avait entre les cabinets de Vienne et de Berlin une telle communauté d'idées que l'un pouvait parler pour l'autre. Nos dernières espérances de paix s'envolaient ; les mesures défensives devenaient de plus en plus indispensables.

La même journée m'apporta encore de Berlin une autre

(1) Livre orange, édition française, n° 60.
(2) Livre orange, édition française, n° 62.

nouvelle dont, à vrai dire, je ne fus aucunement surpris. Sverbéiev me télégraphiait que le décret de mobilisation allemande était signé. Sans perdre une seconde, j'en fis part au ministre de la Guerre et au chef de l'État-major général.

A midi, un journal officieux, le *Lokal Anzeiger*, avait fait paraître une édition spéciale annonçant la mobilisation de l'armée et de la flotte allemandes. Un télégramme de Sverbéiev m'en avisa quelques minutes après l'apparition de ce journal. Ce télégramme m'arriva deux heures après son envoi. Peu après l'expédition de son télégramme, Sverbéiev fut appelé au téléphone et reçut de von Jagow le démenti de la mobilisation allemande. Il me transmit également ce dernier renseignement. Mais cette fois, la dépêche ne me parvint qu'avec un grand retard. On n'a pas encore complètement élucidé la question de savoir comment a été publiée la nouvelle de la mobilisation allemande. Le seul point indubitable c'est qu'elle a paru au lendemain du Conseil de la Couronne, qui eut lieu à Potsdam, et qu'elle avait, sans doute, un rapport plus ou moins direct avec les décisions de ce Conseil. On ne sera pas surpris d'apprendre que cette nouvelle fit une profonde impression en Russie et que l'on accorda plus de foi à l'annonce de la mobilisation qu'au démenti.

D'où venait l'étrange retard du deuxième télégramme de Sverbéiev démentant, sur la demande de von Jagow, son premier télégramme ? L'explication la plus plausible est que ce deuxième télégramme fut volontairement retardé par le gouvernement allemand : celui-ci espérait, par ce moyen, accélérer la mobilisation russe, en prolongeant l'effet de la première communication du *Lokal Anzeiger* ; et cela pour qu'aux yeux de l'Europe et encore plus de l'opinion publique allemande, la Russie fût responsable de la guerre.

A L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

Vers deux heures de l'après-midi, le général Yanouchkévitch, chef d'État-major général, me téléphona qu'il avait un besoin urgent de s'entretenir avec moi au sujet des derniers renseignements reçus par l'État-major; le ministre de la Guerre était à ce moment dans son bureau : tous deux me priaient de venir leur parler. En me dirigeant vers l'État-major général où habitait Yanouchkévitch (à peine cinq minutes à pied du

ministère des Affaires étrangères), je prévoyais bien ce que j'allais entendre. Je trouvai les deux généraux fort inquiets. Il leur apparaissait que l'unique moyen de salut était la mobilisation immédiate de toutes les forces de l'Empire. Ils me parlèrent à peine de l'Autriche-Hongrie. Le danger allemand reléguait au second plan la menace autrichienne. Le général Yanouchkévitch me dit que, d'après les informations de l'État-major général, la mobilisation allemande était sûrement très avancée ; par suite de la rapidité avec laquelle cette mobilisation pouvait s'effectuer, — selon l'expression de Moltke l'armée allemande était en état constant de mobilisation, — la Russie se trouverait dans une situation extrêmement dangereuse si, au lieu de décréter notre mobilisation générale, nous nous contentions de mobiliser partiellement. Le général ajouta que nous risquions de perdre la guerre avant d'avoir eu le temps de tirer le sabre du fourreau.

J'en savais assez pour ne pas douter un seul instant de la justesse des paroles de Yanouchkévitch. Je me bornai à demander si un rapport sur cette question avait été fait à l'Empereur. Les généraux me répondirent que l'Empereur était au courant de la situation exacte, mais que jusqu'à présent, ils n'avaient pu obtenir de Sa Majesté l'autorisation de décréter la mobilisation générale. Conformément à l'assurance donnée au Kaiser par l'Empereur lui-même, la mobilisation chez nous n'indiquerait pas inévitablement le début des hostilités.

Cette distinction entre la mobilisation et la guerre, était acceptée dans toute la hiérarchie de notre administration militaire. Les attachés militaires étrangers à Saint-Pétersbourg en étaient parfaitement informés. Au cours de cet entretien mémorable, le général Yanouchkévitch me déclara que notre mobilisation pouvait encore être remise de 24 heures ; mais qu'après cette dernière limite, elle deviendrait inutile, parce qu'elle ne pourrait plus s'accomplir dans les conditions de rapidité nécessaires. Il se verrait alors forcé de décliner toute responsabilité. Lui et le ministre de la Guerre me supplièrent de téléphoner à l'Empereur qui se trouvait à Péterhoff : devoir pénible, mais auquel je n'avais pas le droit de me dérober.

Qu'on me permette ici une remarque d'ordre personnel. Je n'étais l'ami ni du général Soukhomlinoff, ni du général Yanouchkévitch ; en temps ordinaire, une simple affirmation de leur

part n'aurait pas suffi à me faire changer d'avis sur une question importante. Mais, dans ce cas particulier, il en était tout autrement. Si les renseignements dont ils disposaient étaient plus exacts que les miens au point de vue technique, ils ne faisaient d'ailleurs que confirmer mes informations personnelles. D'autre part, je savais avec certitude qu'aucun de ces deux généraux n'avait de velléités belliqueuses et n'était d'ailleurs suspect d'aucune germanophobie.

UNE AUDIENCE DU TSAR

Je me mis en communication téléphonique avec le Palais de Péterhoff. Quelques minutes d'une attente pénible s'écoulèrent avant que j'entendisse la voix, que je ne reconnus pas d'abord, d'un homme évidemment peu habitué à parler par téléphone, et qui voulait savoir qui j'étais, où j'étais. Je répondis à l'Empereur en me nommant et ajoutant que j'étais dans le bureau du chef d'État-major général.

— Que voulez-vous, Serguei Dmitrievitch? me demanda-t-il.

Je le suppliai de me recevoir avant le dîner pour un rapport que j'avais à lui faire de toute urgence. Cette fois, la réponse se fit attendre ; l'Empereur me dit :

— Je vous recevrai à trois heures.

Les généraux poussèrent un soupir de soulagement. Quant à moi, je m'empressai de rentrer chez moi pour m'habiller, et je partis pour Péterhoff où j'arrivai à l'heure indiquée.

Il n'y avait personne chez l'Empereur. Je fus immédiatement introduit dans son cabinet. Au premier coup d'œil, je remarquai combien Nicolas II avait l'air fatigué et soucieux. Tout d'abord, il me demanda si je ne m'opposais pas à ce que le général Tatischtcheff assistât à mon rapport. Le général devait partir le soir même ou le lendemain matin pour Berlin, où il occupait depuis plusieurs années le poste d'attaché à la suite de l'empereur Guillaume. Je répondis que j'en serais très heureux. Je connaissais le général depuis longtemps et j'avais avec lui les meilleures relations; mais j'exprimai, en même temps, le doute que Tatischtcheff pût retourner à Berlin.

— Vous pensez qu'il est déjà trop tard? me demanda l'Empereur.

Je répondis affirmativement.

... Le général Tatischtcheff est cet homme au grand cœur, dont ceux qui savent l'histoire tragique de sa mort, aux côtés de l'Empereur et de sa famille à Ekaterinbourg, conserveront toujours le pieux souvenir, comme celui d'un des plus nobles et des plus dévoués serviteurs du Tsar martyr...

Sur un coup de sonnette de l'Empereur, il entra dans le cabinet de travail. Je commençai mon rapport à trois heures dix et le terminai à quatre heures. J'exposai d'abord à l'Empereur toute ma conversation avec le ministre de la Guerre et le chef d'État-major général, sans en omettre aucun détail. Puis je communiquai à Sa Majesté les dernières nouvelles reçues d'Allemagne et d'Autriche par le ministère des Affaires étrangères, et encore ignorées de lui. Elles établissaient que depuis deux jours que je n'avais vu Sa Majesté, la situation avait empiré au point qu'il ne restait plus aucun espoir de sauver la paix. Toutes nos offres conciliatrices, dépassant de beaucoup l'esprit de concession que l'on peut attendre d'une grande Puissance dont les forces sont intactes, avaient été rejetées. La proposition de sir Edward Grey, faite d'accord avec nous et qui prouvait de la part du gouvernement britannique un non moins grand esprit pacifique, avait subi le même sort. Passant à la question de la mobilisation générale, je dis à l'Empereur que je partageais entièrement l'avis des généraux Soukhomlinoff et Yanouchkévitch sur les dangers que comportait un plus long retard. Leurs renseignements démontraient que la mobilisation allemande, bien que non encore décrétée officiellement, n'en était pas moins fort avancée, grâce à une parfaite organisation militaire; ils savaient que l'Allemagne pouvait accomplir sans bruit, au moyen d'appels individuels, une grande partie de la mobilisation, et la terminer très rapidement aussitôt déclarée. Tout cela était bien connu de l'Empereur et il me le confirma par de silencieux hochements de tête.

Il avait reçu, le matin même, un télégramme de Guillaume II, où celui-ci lui déclarait que, si la Russie continuait sa mobilisation contre l'Autriche-Hongrie, il serait dans l'impossibilité de poursuivre le rôle de médiateur dont il s'était chargé : la décision à prendre retombait entièrement sur le Tsar, qui devait choisir entre la paix ou la guerre. Cette dépêche n'était pas encore parvenue jusqu'à moi; j'en pris connaissance dans le cabinet de l'Empereur. A l'expression de son visage je

compris combien il était blessé par le ton et le contenu de ce télégramme. Rien que des menaces; pas un mot en réponse à la proposition de remettre le différend austro-serbe au jugement du tribunal de La Haye. Cette proposition serait restée inconnue jusqu'ici, sans l'heureux hasard dont j'ai parlé plus haut. L'Empereur me dit d'une voix pleine d'émotion :

— Il réclame de moi l'impossible. Il paraît avoir oublié que l'Autriche a mobilisé avant nous. Maintenant il nous demande d'arrêter notre mobilisation, sans dire un mot de celle des Autrichiens. Vous savez déjà que j'ai retardé nos préparatifs, et je n'ai consenti ensuite qu'à mobiliser partiellement. Si actuellement j'acceptais les exigences de l'Allemagne, nous serions désarmés devant l'Autriche. Ce serait de la folie.

Je ne pus que lui répondre que d'aucune manière la responsabilité de la guerre ne pourrait retomber sur lui; que ni lui, ni son gouvernement n'avait voulu la guerre; que, pour l'éviter, il était allé jusqu'au bout des sacrifices les plus pénibles à l'amour-propre national. Sa conscience était pure; ni devant Dieu, ni devant les générations futures du peuple russe, il n'aurait à répondre de l'effusion de sang que cette terrible guerre causerait à la Russie et à l'Europe tout entière.

Je restais silencieux en face de l'Empereur, surveillant attentivement l'expression de son visage sur lequel je pouvais suivre les phases de la lutte intérieure qui le torturait et dont je souffrais autant que lui. Le sort de la Russie et du peuple russe dépendait de sa décision. Tout avait été tenté pour conjurer le désastre : tout avait été inutile. Il ne nous restait plus qu'à tirer l'épée pour défendre nos intérêts vitaux. Nous étions acculés à une impasse.

Nos alliés français, qui ne cherchaient pas plus la guerre que nous, se trouvaient dans la même situation, ainsi que nos amis balkaniques. Les uns comme les autres savaient qu'ils n'avaient plus le choix; et à contre-cœur ils acceptaient de relever le défi. Ces pensées traversèrent mon esprit pendant les minutes d'attente qui s'écoulèrent entre l'exposé de tout ce que ma conscience m'avait obligé de dire à l'Empereur et sa réponse. Le général Tatischtcheff était assis à côté de moi, sans prononcer une parole, en proie à la même angoisse.

Enfin l'Empereur me dit, en articulant péniblement chaque mot :

— Vous avez raison. Il ne nous reste qu'à nous préparer à repousser une agression. Transmettez au chef d'État-major général mon ordre de mobilisation.

Je me levai immédiatement et je descendis au rez-de-chaussée où se trouvait le téléphone pour communiquer avec Yanouchkévitch, qui me dit que son « téléphone était cassé ». Cette phrase avait un sens convenu : le général craignait de recevoir par téléphone l'ordre d'arrêter la mobilisation. Ses craintes, toutefois, étaient vaines. L'Empereur avait vaincu en son cœur les doutes qui l'oppressaient et sa décision était devenue irrévocable.

Du cauchemar que j'ai vécu pendant ces heures tragiques, je ne veux rien dire : j'étais torturé en pensant à l'issue de la terrible lutte vers laquelle on entraînait la Russie qui n'y était pas préparée, et pour laquelle l'Empereur avait une répulsion profonde, partagée d'ailleurs par tous les hommes responsables du sort de leur patrie. Après les exigences d'un désarmement immédiat, présentées le 29 juillet par le comte de Pourtalès, nous ne pouvions plus nous attendre qu'à des exigences encore moins acceptables ou à l'agression pure et simple. La position prise par l'Allemagne à ce moment, dans la bataille diplomatique, s'expliquait par le désir du cabinet de Berlin, non d'éviter, mais bien d'accélérer la guerre. C'est l'impression qui dominait à Saint-Pétersbourg ; telle était aussi l'impression à Paris et à Londres.

Maintenant qu'il nous est possible, grâce à la publication des documents diplomatiques allemands par le gouvernement révolutionnaire de 1919, de jeter un coup d'œil dans la coulisse et de prendre connaissance, aux sources mêmes, de l'état d'esprit des principaux acteurs de la scène berlinoise, nous devons reconnaître que deux d'entre eux, ceux précisément qui eussent pu prononcer des paroles décisives, Guillaume II et le chancelier Bethmann-Hollweg, — eurent par intervalles quelque intuition de l'esprit qui animait la politique du cabinet de Vienne. J'ai déjà mentionné la lettre de Guillaume II à von Jagow, écrite sous la première impression, causée par les concessions extrêmes auxquelles la Serbie avait consenti en réponse à l'ultimatum autrichien. Dans cette lettre, il conseillait à l'Autriche-Hongrie de se contenter de son succès diplomatique, ne voyant pas pour quelles raisons elle déclarerait la

guerre. Nous retrouvons le même état d'esprit dans la dépêche du chancelier du 30 juillet à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Il y exprime le regret que le gouvernement autrichien ait rejeté obstinément toutes les propositions conciliatrices, surtout celles de l'Angleterre. En même temps, il exprime sa crainte de ne pouvoir, après ces refus successifs, manœuvrer pour faire retomber sur la Russie toute la responsabilité d'une conflagration européenne. Le tout se termine par une invitation au gouvernement de Vienne d'accepter l'office de sir Edward Grey (1).

Cette dépêche avait été précédée d'une autre, adressée quelques heures auparavant au même Tschirsky et dans laquelle le chancelier qualifiait de faute grave l'interruption des négociations avec Saint-Pétersbourg, car ainsi la Russie se voyait directement provoquée et poussée à la guerre. Il concluait par l'assurance que l'Allemagne accomplirait son devoir d'alliée, mais qu'elle refusait de se laisser entraîner à la suite de l'Autriche dans un conflit mondial, si l'on ne tenait pas compte à Vienne de ses conseils.

Ce que désirait Berlin, c'était arriver à donner l'impression que c'était la Russie qui déchaînait la guerre. C'était, d'une part, nécessaire au chancelier pour disculper sa politique aux yeux de son propre peuple à qui l'on devait toujours cacher que son gouvernement avait provoqué la guerre; c'était, d'autre part, indispensable à l'égard des pays neutres. Le gouvernement de Berlin réussit à merveille à atteindre le premier de ces objectifs, puisqu'il existe encore un grand nombre d'Allemands convaincus des intentions offensives de la Russie contre leur patrie. Mais les efforts de Bethmann-Hollweg ne furent pas couronnés du même succès hors de l'Allemagne.

Tout en reconnaissant l'apparition, d'ailleurs bien tardive, d'un certain esprit de conciliation dans les conseils prodigués par Berlin, nous pouvons regretter que ceux-ci aient été si timides et si faibles que les cris guerriers de l'Autriche-Hongrie eurent bientôt fait de les étouffer complètement. Berlin avait oublié comment il fallait parler à Vienne pour en être écouté; une année s'était cependant à peine écoulée depuis le moment où, dans des circonstances presque identiques, un avertisse-

(1) *Recueil de Kautsky*, nº 441.

ment énergique de Potsdam avait eu une influence salutaire sur ses tendances belliqueuses.

Malgré leur évidente faiblesse, l'opinion allemande jugea encore superflus les conseils de modération de M. de Bethmann-Hollweg. Nous trouvons, dans le recueil des documents officiels allemands de Kautsky, un télégramme du chancelier, par lequel il donne instruction à Tschirsky de ne pas communiquer au comte Berchtold la dépêche expédiée peu avant et que je viens de citer; il y est aussi question de la nécessité de continuer les pourparlers avec Saint-Pétersbourg, afin de ne donner à la Russie aucun motif de continuer ses préparatifs militaires. Pourquoi donc, après avoir si justement jugé les dangers de la situation politique, le chancelier crut-il nécessaire de battre en retraite?

Or, à côté du télégramme de Bethmann, dont il vient d'être question, nous trouvons dans le même recueil une autre dépêche qui explique l'arrêt de la première par l'intervention du Grand État-major, affirmant que les préparatifs militaires de la Russie obligeaient l'Allemagne à prendre des décisions immédiates afin d'éviter toute surprise. Au 30 juillet, jour de l'expédition de cette dépêche, nos mesures de précaution se bornaient à la mobilisation contre l'Autriche-Hongrie de nos quatre districts militaires du sud, ce qui nous mettait sur le même pied de préparation militaire qu'elle-même, déjà en guerre contre la Serbie. Notre mobilisation générale fut décrétée le 31 juillet, c'est-à-dire le jour même où l'on proclama à Berlin le *Kriegsgefahrzustand*, — avant que la nouvelle de notre mobilisation n'y fût arrivée. Cette déclaration d'une « situation de menace de guerre » différait fort peu, sauf par le nom, d'une mobilisation. Elle était en réalité une ruse pour pouvoir commencer la mobilisation sans prononcer le mot odieux.

Nous avons toutes les raisons de supposer que cette intervention de l'État-major général allemand était dictée par le désir d'aboutir au plus tôt à des décisions rapides. On peut aussi supposer que, dès cet instant, le sort de l'Allemagne, et en même temps celui de toute l'Europe, était définitivement passé des faibles mains des diplomates allemands dans celles, singulièrement plus fermes, de l'État-major général.

L'État-major était déjà assez puissant du temps de Bismarck

pour que le chancelier de Fer eût beaucoup de mal à soutenir la lutte contre lui. Sous le gouvernement de ses successeurs, que ce fût Bethmann-Hollweg ou les autres, le pouvoir civil se contenta de céder, une à une, toutes ses positions à un adversaire plus fort que lui, jusqu'au moment où il abdiqua toute autorité entre ses mains.

Pour moi, afin d'accomplir la volonté de l'Empereur et de demeurer fidèle à la promesse que nous nous étions faite à nous-mêmes, ainsi qu'à nos amis et alliés, je dus accepter les modifications que sir Edward Grey apporta à ma proposition concernant la suspension des armements russes, au cas où l'Autriche retirerait celles de ses exigences qui étaient incompatibles avec l'existence de la Serbie comme puissance indépendante.

La nouvelle rédaction proposée par sir Edward Grey modifiait sensiblement la mienne : elle reconnaissait la possibilité d'une occupation temporaire de certaines parties du territoire serbe; elle exigeait seulement que l'Autriche arrêtât l'avance de ses armées et s'en remît au jugement des Puissances, à la seule condition du maintien et de la sauvegarde des droits souverains de la Serbie et de son intégrité territoriale.

Malgré toute l'aversion que cette nouvelle formule m'inspirait, je me décidai néanmoins à solliciter de l'Empereur l'autorisation de l'accepter dans l'intérêt de la paix européenne, tout en lui montrant qu'elle était foncièrement injuste et qu'elle ne pouvait ni aboutir à une conclusion équitable du conflit austro-serbe, ni créer des rapports satisfaisants et solides entre les parties en litige. Si grand que fût son désir de sauver la paix, l'Empereur fut péniblement impressionné par la nouvelle proposition de sir Edward Grey; j'eus autant de difficulté à le convaincre de l'accepter que j'avais eu moi-même de répugnance à prendre la décision de solliciter son consentement.

Ma proposition, la quatrième depuis l'ultimatum autrichien, fut faite le 31 juillet, c'est-à-dire le jour de la déclaration du *Kriegsgefahrzustand* en Allemagne, et chez nous de la mobilisation générale. J'ai déjà dit qu'il y avait très peu de différence entre ces deux déclarations; le « danger de guerre » permettait la mobilisation sans qu'elle fût décrétée. Mais il y avait tout un monde entre la conception qu'on avait de la mobilisation en Russie et celle qu'on en avait en Allemagne. La mobilisation n'était pas nécessairement considérée en Russie

comme un moyen d'attaque, mais aussi comme un moyen de défense. C'est ce dernier caractère qu'avait notre mobilisation de 1914, comme l'Empereur en informa Guillaume II dans un de ses télégrammes, et comme il le confirma en lui donnant sa parole de ne rien entreprendre contre ses voisins tant que les négociations avec l'Autriche ne seraient pas définitivement rompues. En Allemagne, tout au contraire, la mobilisation menait directement à la guerre, ce qui me fut d'ailleurs déclaré par l'ambassadeur d'Allemagne.

L'ULTIMATUM ALLEMAND

Le 31 juillet, à minuit, M. de Pourtalès me remit l'ultimatum par lequel l'Allemagne exigeait de nous la démobilisation dans les douze heures de tous les réservistes appelés contre l'Autriche et l'Allemagne. Ces exigences, pratiquement inexécutables, avaient le caractère d'un acte de violence brutale, car aucune mesure équivalente ne nous était promise de la part de nos adversaires, en compensation du licenciement de nos armées. A ce moment, l'Autriche avait déjà terminé sa mobilisation et l'Allemagne avait ce jour même commencé la sienne. L'ultimatum contenait encore des demandes d'explications au sujet des mesures militaires prises par nous. Ces exigences étaient naturellement inacceptables, tant par la forme que par le fond. Notre démobilisation immédiate à un moment si critique aurait causé un désordre irréparable dans notre organisation militaire, dont nos adversaires, toujours mobilisés, se seraient empressés de profiter pour réaliser leurs projets sans rencontrer de résistance.

L'ambassadeur d'Allemagne était en proie à une violente agitation lorsqu'il me remit l'ultimatum de son gouvernement. Il me répéta à plusieurs reprises, et avec insistance, ses exigences concernant notre démobilisation. Je réussis à conserver mon sang-froid et lui expliquai sans irritation les raisons pour lesquelles le gouvernement russe ne pouvait accéder aux exigences de l'Allemagne.

Le terme qui nous avait été fixé pour capituler devant les Puissances centrales n'était pas encore révolu lorsque le gouvernement austro-hongrois témoigna, d'une façon tout à fait inattendue, le désir de renouer avec nous les pourparlers

interrompus, ce à quoi il s'était si énergiquement refusé tant qu'on en avait pu attendre quelque utilité. La décision du comte Berchtold avait-elle été prise sous une pression venant de Berlin, ainsi que l'affirma le gouvernement allemand en publiant, — avec un an de retard (1), — les télégrammes de Bethmann-Hollweg à Tschirsky? Le comte Berchtold s'y était-il décidé de son propre chef en considérant l'insuffisance de la préparation de l'armée autrichienne, si peu prête à entrer en campagne, non seulement contre la Russie mais même contre la Serbie? Était-ce enfin tout simplement pour nous jeter de la poudre aux yeux, puisqu'on savait déjà à Vienne que l'Allemagne allait nous déclarer la guerre, et qu'on pouvait impunément faire preuve d'un certain esprit de conciliation? Toutes questions qui, aujourd'hui, ne présentent plus guère d'intérêt...

Le bruit du canon empêcha de renouer ces pourparlers auxquels je n'avais attaché de valeur pratique que dans le premier stade du conflit austro-serbe. La déclaration de guerre à la Serbie et le bombardement de Belgrade leur avaient enlevé toute importance. Je ne m'y refusais pas, mais ils étaient inutiles.

RUPTURE AVEC L'ALLEMAGNE

Le dernier pas, décisif et irrévocable, fut fait par l'Allemagne le samedi 1er août. Le comte de Pourtalès, arrivé chez moi à sept heures du soir, me demanda dès le premier mot, si le gouvernement russe était prêt à donner une réponse satisfaisante à l'ultimatum que l'Allemagne avait présenté la veille. Je répondis négativement. J'ajoutai que, si elle ne pouvait contremander sa mobilisation générale, la Russie était néanmoins disposée à continuer les pourparlers afin d'essayer d'arriver *in extremis* à une solution pacifique.

Le comte de Pourtalès semblait très ému ; il me répéta sa question en soulignant les lourdes conséquences qu'entraînerait notre refus de ne pas tenir compte de la sommation de l'Allemagne. Je répondis de même que précédemment. L'ambassadeur, en tirant de sa poche un papier plié, me répéta d'une voix tremblante sa question pour la troisième fois. Je

(1) Ce retard difficile à expliquer dans la publication de ces télégrammes a provoqué des doutes sur leur authenticité.

lui déclarai que je n'avais rien à ajouter à ce que je lui avais dit. Profondément bouleversé, l'ambassadeur prononça alors, avec un visible effort : « Dans ce cas, je suis chargé par mon gouvernement, de vous remettre la note suivante. » D'une main tremblante, il me tendit la feuille qui contenait la déclaration de guerre. Elle renfermait deux variantes intercalées dans le texte par une inadvertance de l'ambassade. Cette méprise n'attira mon attention que plus tard, car le contenu de la note était parfaitement clair, et je n'avais pas le loisir, sur le moment, de l'étudier en détail.

Après m'avoir remis la note, l'ambassadeur, à qui il en avait visiblement beaucoup coûté de s'acquitter de sa mission, perdit tout empire sur lui-même et, s'appuyant à la fenêtre, fondit en larmes. « Qui aurait pu prévoir qu'il me faudrait quitter Saint-Pétersbourg dans de telles conditions ? » répétait-il en levant les bras au ciel. Malgré ma propre émotion, que je réussis à maîtriser, je me sentis pris d'une sincère pitié pour lui, et nous nous embrassâmes avant qu'il n'eût quitté mon cabinet d'un pas mal assuré.

Bien que le comte de Pourtalès, en informant le cabinet de Berlin d'une façon tendancieuse et, paraît-il, incomplète, sur l'état de choses à Saint-Pétersbourg, n'ait pas toujours parfaitement rempli son rôle de médiateur entre les gouvernements allemand et russe à une époque aussi critique pour tous deux, je ne doute pas que son désir ne fût sincère d'éviter une rupture entre son pays et le mien. Il prévoyait les conséquences inévitables de cette rupture qui, sans doute, se présentèrent à son esprit avec une netteté particulière au moment où il lui fallut jouer un rôle si important. Elles provoquèrent la crise de désespoir qui s'empara de lui lorsqu'il sentit qu'il venait de se produire quelque chose de terrible et d'irréparable, dont l'horreur dépassait toute imagination.

Le lendemain à huit heures du matin, l'ambassadeur quittait Saint-Pétersbourg dans un train spécial à destination de Berlin, par la Suède, avec tout le personnel de l'ambassade, la légation de Bavière et une centaine d'autres sujets allemands. Je me fais un plaisir de noter ici que, grâce aux soins et à la prévenance des autorités russes, le départ des diplomates allemands s'effectua dans l'ordre le plus parfait. Sous ce rapport, il différa très sensiblement du départ de Berlin de nos repré-

sentants diplomatiques et de quelques membres de la colonie russe qui quittèrent l'Allemagne en même temps, et dont plusieurs eurent à subir les insultes de la populace.

Ainsi se fit notre rupture avec l'Allemagne. Celle-ci nous avait remis, dans les trois derniers jours, deux ultimatums exigeant la cessation immédiate de nos armements, sans aucune garantie de réciprocité ni de sa part ni de celle de l'Autriche; elle nous déclara la guerre après notre refus de tenir compte de ses sommations.

Cependant nous ne nous trouvions toujours pas en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie, la principale instigatrice de cette intolérable situation. Le cabinet de Vienne nous ayant fait part, au dernier moment, de son désir de reprendre les pourparlers interrompus, le gouvernement russe ne donnait pas à ses troupes l'ordre de passer la frontière autrichienne, fidèle à la promesse faite par l'empereur de ne pas enfreindre la paix tant que dureraient les pourparlers; c'est-à-dire, jusqu'à ce que le dernier espoir, si faible qu'il fût, de la maintenir, eût disparu. L'Allemagne se trouvait donc avoir tiré le glaive pour défendre une alliée que personne n'avait menacée.

On ne se pressait pas à Vienne de nous déclarer la guerre. Le général Conrad von Hoetzendorff, à qui incombe la plus grande part de responsabilité dans la décision de l'empereur François-Joseph, devait s'être convaincu que l'armée de l'Autriche-Hongrie n'était pas prête et qu'une guerre, non seulement avec la Russie, mais même avec la Serbie comportait de grands risques. Cette certitude pourrait expliquer le désir de l'Autriche-Hongrie de renouer les pourparlers avec nous, afin de gagner du temps pour achever en toute hâte ses préparatifs militaires.

Cet état indécis, tenant le milieu entre la guerre et la paix, ne pouvait se prolonger. La lenteur du « brillant second » irritait l'Allemagne qui ne tarda pas à donner à l'Autriche le conseil, — ou plutôt l'ordre, — de déclarer la guerre à la Russie, ce qui fut fait six jours après que Berlin nous l'eut déclarée.

Cette insuffisance de la préparation militaire de l'Autriche-Hongrie a été démontrée par la série de défaites infligée par les Serbes au général Crobatin, qui commandait les troupes autrichiennes en Bosnie. Dans ces conditions, l'attitude belliqueuse de Conrad von Hoetzendorff aurait été tout à fait inex-

plicable si l'Autriche n'avait compté que sur ses propres forces et n'avait pas eu la certitude que l'Allemagne l'aiderait. D'ailleurs, cela n'a plus besoin d'être prouvé après tout ce qui a été dévoilé depuis lors à l'appui de ma conviction dès le début du conflit, que la clef de la situation était à Berlin.

Nos alliés n'en doutaient pas, mais l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg repoussait avec indignation cette opinion, comme portant atteinte à l'honneur de son gouvernement. Les nationalistes allemands la repoussent toujours, n'étant pas encore revenus de l'état d'hypnose dans lequel les avaient plongés, dès les premiers jours de la guerre, les discours de l'empereur Guillaume et de son chancelier et surtout les clameurs de la presse nationaliste. On peut juger jusqu'où a été poussée l'infatuation, non seulement des masses populaires surexcitées, mais aussi des cercles gouvernementaux, sans en excepter les maisons souveraines d'Allemagne, par le fait que, non contents d'affirmer que c'était la Russie et ses alliés, qui avaient forcé l'Allemagne à faire la guerre pour sa propre défense, on était arrivé à dire et à croire que c'étaient la France et la Russie qui avaient déclaré la guerre à l'Allemagne et à oublier complètement les notes remises le 1er et le 3 août à Saint-Pétersbourg et à Paris, l'ultimatum présenté à la Belgique et l'invasion, sans autre formalité, du grand-duché de Luxembourg.

Pour se faire une idée de cette confusion et de ce trouble dans les idées, il n'est que de se rappeler cette phrase du discours prononcé par le roi Louis de Bavière à l'occasion du jubilé du Kanal-Verein bavarois. « La déclaration de guerre de la France, y disait-il, a suivi celle de la Russie, et lorsque les Anglais nous ont attaqués à leur tour, je me suis dit : « Je m'en réjouis »; et je m'en réjouissais en effet parce que nous pouvions enfin régler nos comptes avec nos ennemis. » Une assertion pareille dans la bouche du souverain d'un État allemand, occupant dans l'Empire la deuxième place comme étendue et comme importance, dépeint de manière frappante l'état d'hypnose dont l'Allemagne fut la proie à l'époque de la guerre mondiale. Si le roi de Bavière tenait un tel langage, que pouvait-on attendre du commun des Allemands?

S. Sazonov.

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

V [1]

LA DISGRACE

Trois conseils, le Conseil d'État de France, le Conseil de Navarre, qui siégeait à Paris et dont Loménie expédiait les affaires, le Conseil privé, qui aidait La Force à Pau, administraient les deux pays dont La Force était gouverneur et vice-roi, au milieu de difficultés éternelles. Loménie le constatait en souriant : « Un ancien, écrivait-il un jour à La Force, disait qu'il naissait toujours quelque monstre nouveau en Afrique, et on peut bien dire qu'en Béarn il y a toujours quelque nouvelle brouillerie. »

Les évêques, n'ayant pu obtenir la main-levée des biens ecclésiastiques, avaient présenté au Roi un cahier de quarante-neuf articles. Ils avaient réclamé pour les catholiques du Béarn des chambres mi-parties, des assemblées, des villes de sûreté, des subsides, tous les privilèges que les réformés détenaient si jalousement en France. Les Églises protestantes avaient alors envoyé à Paris un membre du Parlement ou Conseil souverain de Pau, M. de Lescun, adroit, éloquent, passionné. Devant le Conseil de Navarre, Lescun avait récusé les évêques, les évêques avaient récusé Lescun. Ni la récusation de Lescun ni celle des évêques n'avait été admise, et l'affaire avait suivi son cours. Le 31 décembre 1616, le Conseil de Navarre, découragé par l'intransigeance de Lescun, avait

Copyright by Duc de La Force, 1927.

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

déclaré que l'intention du Roi était de réunir le pays souverain de Béarn et le royaume de Navarre au royaume de France. Protestations des États : la réunion était contraire aux *fors* ou libertés du pays; indignation de Leseun : il avait gagné La Rochelle pour engager l'assemblée réformée de cette ville et tous les réformés de France à confondre leurs intérêts avec ceux des réformés du Béarn. Les députés des Églises de Languedoc, de Guyenne et de Béarn, assemblés à Pau avec l'assentiment de La Force et malgré les volontés du Roi, avaient prêté un serment solennel comme des conjurés d'opéra. La formule de ce serment, par lequel chaque député promettait de ne révéler ni les délibérations ni les résolutions de l'assemblée, avait été lue en présence de La Force le 8 avril 1617, approuvée et signée par lui. Le 24, il était entré au Parlement de Pau, tandis que les conseillers décidaient de poursuivre les factieux du 8 avril ; il les avait défendus, il s'était opposé à leur arrestation. « Vous ne l'eussiez pas fait du vivant du feu Roi », lui écrivit Loménie.

Quelques semaines plus tard, La Force était mandé à Fontainebleau par Louis XIII. Il ignorait encore les desseins du prince autoritaire qui venait de ressaisir son pouvoir : Louis XIII avait moins à cœur la réunion du Béarn et de la Navarre que la réparation du dommage causé un demi-siècle plus tôt par sa grand mère, Jeanne d'Albret, aux catholiques des deux petites souverainetés.

*
* *

Le matin du 25 juin 1617, La Force était introduit, au château de Fontainebleau, dans la chambre ovale où le Roi tenait Conseil. Louis XIII était assis au haut bout d'une table, le chapeau sur la tête. Autour de lui, outre les quatre secrétaires d'État, des princes du sang, des ducs et pairs, le chancelier Silllery, le garde des sceaux du Vair, évêque de Lisieux, quelques seigneurs.

— Vous saurez ma volonté par mon chancelier, dit Louis XIII à La Force.

M. de Sillery apprit alors à La Force que le Roi allait accorder aux évêques du Béarn la mainlevée des biens ecclésiastiques.

— La résolution du Roi en est prise, mais Sa Majesté veut savoir si vous avez quelque chose à lui représenter là-dessus.

La Force se mit « à déduire tous les inconvénients qui pouvaient arriver de ce changement ». Arnauld d'Andilly a peint Louis XIII au Conseil. On croit voir en cette chambre ovale du château de Fontainebleau le jeune prince grave, « enfonçant son chapeau pour écouter avec une très grande attention ». « Le feu Roi, comme natif du pays, disait La Force, et connaissant les humeurs de tous ses sujets, avait réussi, par la modération qu'il y avait tenue, à les faire vivre en paix ; il était fort à propos de suivre ces prudents conseils ; toute innovation était à craindre dans un État »; le Roi devait « appréhender que celle-ci ne donnât un grand ombrage à tous ses sujets de la Religion ». Et La Force suppliait le Roi de ne pas lui confier l'exécution de cette affaire, ne voulant pas que « le mal qu'il croyait en devoir arriver, lui fût imputé ».

— Je m'assure que vous m'y servirez bien.

Le Roi ne répondit pas autre chose, et l'arrêt fut lu à haute voix. La Force écoutait la lecture du long document, — « déjà couché par écrit ! » — les *sur le rapport fait au Roi*, les *vu l'édit fait en 1569, déclarations et lettres patentes sur ce intervenues, ordonnances du comte de Montgomery, lieutenant général de la reine de Navarre*, toute la phraséologie juridique, et il comprenait qu'on ne l'avait appelé que pour la forme. Il ne pouvait contester la justice de l'arrêt, sans « soutenir que c'est injustice de redemander le sien, duquel l'on a été dépossédé par violence ». Jeanne d'Albret, reine de Navarre et princesse de Béarn, avait enlevé leurs biens à ses sujets catholiques en 1569 et leur avait défendu de pratiquer leur religion ; le successeur de Jeanne d'Albret leur rendait ces mêmes biens en 1617 avec la liberté de conscience. Il faut remarquer que jamais La Force ne fit valoir contre l'édit des considérations religieuses, mais seulement des considérations politiques. D'ailleurs, si les réformés restituaient le bien d'autrui, ils ne demeuraient pas sans ressources : le Roi s'engageait à entretenir les ministres, collèges, professeurs, régents, écoliers, pauvres, etc., sur le plus clair revenu de son domaine.

Tandis que la lecture de l'édit s'achevait en cette chambre ovale du château de Fontainebleau, « il est question, songeait le vice-roi de Navarre, de pourvoir à notre établissement, lequel est de telle importance que je tiens que, des remèdes qui y seront apportés maintenant, dépend le repos ou la ruine de nos

Églises et de nous en particulier. Je suis résolu d'y apporter la vigueur et la fermeté qu'il faut ».

Il songeait aussi à la difficulté que présenterait l'application de l'édit; il prévoyait certainement qu'elle fournirait à ses ennemis de la Cour et du Béarn l'occasion tant cherchée de le perdre lui et les siens pour toujours.

*
* *

Les États de Béarn venaient de s'assembler le 10 novembre 1617, dans la vaste salle qui leur était réservée au rez-de-chaussée du château de Pau. Sur l'estrade, où l'on accédait par un degré de quatre marches, le fauteuil du vice-roi de Navarre, lieutenant général pour le Roi en Béarn, était encore vide. Un sentiment d'intense curiosité animait l'assistance, qui attendait l'entrée de La Force, arrivé de la Cour quelques jours auparavant.

Cette assistance était composée en partie de ses compagnons d'armes et de ses créatures. Cependant, de maintes bouches sortaient des propos hostiles au lieutenant général chargé d'appliquer l'édit de mainlevée.

Tout à coup, une porte s'ouvre : le voici. Pas une acclamation, pas un applaudissement! Quel est l'étrange accueil qu'on fait au gouverneur?... Les genoux pliant sous l'émotion, La Force gagne sa place, cherche des yeux ses amis parmi toutes ces figures glacées qui le regardent comme un renégat. Il commence le discours d'usage, et, tandis qu'il fait connaître les volontés royales, il sent une sueur froide couler le long de ses joues, détremper sa barbe, — le mot est de lui, — comme « une étoupe mouillée ». Il exhorte les fidèles sujets du Roi; les fidèles sujets du Roi déclarent que l'édit est contraire aux libertés du pays. Il est chargé de l'appliquer conjointement avec le Conseil souverain, mais le Conseil souverain lui est encore moins favorable que les États. Sauf peut-être les évêques et surtout M. de Lescar, les catholiques se défient de sa bonne foi. De plus, la haine du comte de Gramont, qui espère toujours hériter de son gouvernement, veille sur lui. Le marquis de La Force, fils du gouverneur, se prépare-t-il, vers la mi-décembre 1617, à revenir du Louvre, où il a servi son quartier de capitaine des gardes, on assure que Gramont l'attend sur le grand chemin avec douze hommes « armés de petites cuirasses sous le pourpoint et la casaque ».

*
* *

Si Gramont eût attaqué le marquis de La Force, si ses gens eussent pillé les bagages, ils n'y eussent trouvé nul secret d'État, mais les emplettes d'une jolie femme rapportées par un mari très attentionné. Voici en effet la « liste de commissions » que la marquise avait envoyée à son époux : « Je vous supplie de me porter des gants gras comme ceux que vous me portâtes dernièrement et du même maître, car je n'en trouve point de meilleurs, et si ils ne puent point. Ceux que mon frère d'Eymet vous donna à Paris, lesquels vous trouviez si bons, étaient faits aux *Trois Roses* en la rue Saint-Denis. J'avais accoutumé, étant à Paris, de m'en fournir là; il est bien vrai qu'ils sont bons. Je vous supplie de m'en apporter de ceux que Lapierre fait faire au *Marteau d'Or* exprès, desquels mes frères se servent. J'en voudrais bien aussi de ces cirés de Vendôme, car je crois que, si on les porte lorsqu'ils sont nouvellement faits, ils sont bons, mais je laisse gâter les miens avant de les porter. Madame (c'est ainsi que la marquise appelle Mme de La Force, sa belle-mère) vous mande que vous lui portiez trois ou quatre livres de dragées d'anis musqué pour Monsieur et pour elle. Je vous envoie la juste mesure de mon tapis de cabinet : la plus courte est la largeur et la plus longue la longueur; ce sont les filets que vous trouverez ci-enclos. »

Bien plus intéressant, bien plus évocateur de toute une époque est le chapitre des livres demandés par la marquise de La Force pour elle et pour ses beaux-parents. Pour elle, un *Nouveau Testament* « en belle lettre » et les derniers livres du pasteur Dumoulin « tant contre le jésuite Arnoux que de la Providence de Dieu »; pour les beaux-parents, la troisième partie de l'*Astrée*, que toute la France réclamait avec passion depuis 1610. Madame voulait « faire lire aux petits et à la petite Diane » (septième enfant du marquis de Castelnau) le chef-d'œuvre d'Honoré d'Urfé et sans doute le lire avec son époux. Quel plaisir pour le vice-roi de Navarre de reconnaître dans les personnages du roman à la mode, le Grand Euric, Alcidon et Daphnide, Henri IV, le duc de Bellegarde et Gabrielle d'Estrées; d'oublier quelques instants les tracas de la mainlevée; de quitter la correspondance toujours renaissante avec Loménie, pour voir Henri IV enlevant à Bellegarde le cœur de la char-

mante Gabrielle. Il y a, dans cette troisième partie de l'*Astrée*, une scène que La Force dut goûter tout particulièrement, car ici le roman est la réalité même : le bon Roi s'entretient, au château de Lers, sur le bord du Rhône, dans le Venaissin, avec la maîtresse du logis, châtelaine des plus mûres, tandis qu'en un coin de la salle Alcidon-Bellegarde cause avec Daphnide-Gabrielle, dont il est amoureux ; le fin Béarnais trouve très vite le moyen de passer la vieille dame à Bellegarde, — le plus courtoisement du monde, — et de finir la conversation avec la jeune. « La parole me mourait bien souvent dans la bouche, fait dire Honoré d'Urfé à Bellegarde, témoin trop clairvoyant de son infortune. Ou, si je parlais, c'était comme une personne qui rêve. Je ne pouvais, de là où j'étais, sinon remarquer leurs visages et leurs actions, et tout ce que je voyais me faisait soupçonner ce que je redoutais le plus. » Scène d'une vérité éternelle, un peu trop instructive pour les neuf ans de la petite Diane.

***

« C'était le bon temps, » soupirait La Force en regrettant le règne du feu Roi, dont il était l'ami et le compagnon d'armes. Puis il reprenait son travail de Sisyphe ; il essayait de faire comprendre aux réformés sa politique, la seule possible désormais : obtenir au parti, en échange d'une soumission loyale, les plus précieuses concessions.

Aussi Louis XIII témoignait-il une grande confiance à son lieutenant, et Lomémie ne lui cachait pas les paroles prononcées par le Roi quelques mois plus tôt devant les évêques béarnais, qui prenaient congé de lui au Louvre : « Je fais plus d'état de ce que M. de La Force m'a promis que de tout ce qu'on saurait me dire de lui à son préjudice. » Dieu sait en effet quelles sont à la Cour les « charités » de ses ennemis ! « Bien souvent que je dors, on me fait parler, écrit La Force, et, si j'ouvre la bouche, tout est interprété sinistrement. » Louis XIII se résout-il, au printemps de 1618, à envoyer en Béarn M. Renard, maître des Requêtes, pour veiller à l'exécution de l'édit, le bruit se répand, parmi les ministres du Roi, que La Force laisse tenir en sa présence des propos scandaleux, et notamment celui-ci, le plus scandaleux de tous : « S'il y va, l'on écorchera le Renard. »

Renard est à Pau le 9 juin. Dans son logis, qui regarde le jardin public, c'est aussitôt un afflux de gentilshommes catholiques; mais bientôt une députation de gentilshommes protestants lui conseille de se retirer sans exécuter sa commission, car les réformés sont décidés à mourir plutôt que de le lui permettre. Tous les jours il confère avec le gouverneur, qui le seconde, de peur d'irriter le Roi. Une foule, grossie de tous les factieux du pays, s'amasse devant les fenêtres de l'infortuné commissaire, bruyante, gesticulante, agitant ses mille têtes empanachées de queues de renards. Des écoliers, fanatisés par leur régent, veulent le forcer dans sa tanière. Ils crient : Au Renard! au Renard! Ils essayent de forcer sa porte que maintiennent heureusement des barres solides. Les jeunes chasseurs déçus s'embusquent alors dans le jardin public, face à la maison, tirent leurs pistolets, criblent de balles la porte et les fenêtres.

Renard accuse La Force de fomenter l'émeute protestante : les catholiques lui ont soufflé cette calomnie pour mieux perdre le vice-roi, tandis que les protestants, pour exciter les émeutiers, accusent le même La Force de trahir les intérêts de la Religion. Vainement il presse le Conseil souverain de vérifier les édits, la cabale déjoue ses efforts. Soupçonné des deux partis, qui l'environnent de pièges, faut-il s'étonner s'il reste neutre lors des dernières séances?

Le 29 juin 1618, la majorité, malgré l'opposition de Marca et de Gassion, refusa d'enregistrer les édits. Elle déclarait avec insolence « n'y avoir lieu à la vérification des édits de mainlevée et de remplacement; mais que le Roi serait très humblement supplié de laisser les affaires en l'état où elles étaient, pour le bien de son pays de Béarn et repos de ses sujets ».

Le 2 juillet, muni d'une copie de l'arrêt et d'un procès-verbal, M. Renard s'en retournait au Louvre par la route de Dax. Il fut bientôt rejoint par une troupe de cavaliers. C'était La Force et sa suite. Comme autrefois Caumartin, le vice-roi tenait à l'accompagner pour lui faire honneur. Mais M. Renard se souvenait des dangers qu'il avait courus à Pau, de la chasse dont il avait pensé être victime, et plus encore des chasseurs impunis Il continua son chemin sans mot dire. Désespérant de vaincre ce silence, La Force fit volte-face, en rit avec ses gentilshommes et souhaita que le commissaire ne fût pas plus loquace avec le Roi.

* * *

Trois jours après ce brusque départ du commissaire royal, Louis XIII se promenait dans la galerie des Tuileries avec MM. de Sillery et de Luynes. Le chancelier et le favori lui parlaient de La Force, représentaient combien il avait sujet d'en être mécontent. Il fallait que le Roi, « se servant de son autorité, employât toute sorte de moyens pour se faire obéir, sans plus temporiser; un des plus doux, des plus prompts et puissants moyens était d'envoyer M. de Montpouillan vers M. de La Force (son père), pour l'obliger à exécuter ce qu'on désirait de lui ». Nul doute que M. de La Force ne comprît qu'il ruinait la fortune de son fils et ne s'empressât d'exécuter les ordres de Sa Majesté.

Louis XIII écoutait d'un air lassé. Ce n'était pas la première fois qu'on lui tenait de pareils discours. Il avait déjà subi les assauts de l'ardent Père Arnoux, qui était le confesseur de Luynes et qui, depuis le meurtre du maréchal d'Ancre, avait succédé, dans la direction de la conscience royale, au Père Coton, l'aimable confesseur de Henri IV. Chaque fois qu'on lui avait parlé du renvoi de Montpouillan, il avait déclaré qu'il n'y donnerait jamais son consentement. Il le refusait encore aujourd'hui, mais Luynes se montrait de plus en plus insinuant, Sillery de plus en plus habile; tous deux redoublaient leurs instances. Le Roi sentait croître sa lassitude et son émotion : il se mit à pleurer.

— Eh ! bien, Sire, dit M. de Luynes, si Votre Majesté ne veut pas faire ce commandement à M. de Montpouillan, M. le chancelier le lui fera de votre part.

Et il s'en alla chercher Montpouillan. Le moment était venu, il le sentait, d'emporter le consentement du Roi; sur toutes choses, il ne fallait pas lui donner « le loisir d'y penser davantage ».

Voilà Montpouillan devant Louis XIII, qui maintenant pleure à chaudes larmes, tel un héros d'Homère, tandis que M. de Luynes croit devoir pleurer aussi, et que M. le chancelier lui fait un long discours sur la nécessité d'aller trouver son père en Béarn pour l'obliger à exécuter les ordres du Roi. C'est une voie de douceur laissée par la miséricorde royale, la seule voie qui lui reste à suivre pour éviter sa ruine et celle de toute sa maison.

Montpouillan ne s'était nullement attendu à l'algarade du chancelier. Il ne fut point dupe des larmes de Luynes et comprit tout de suite d'où lui venait le coup. Le hardi compagnon qu'il était ne répondait pas comme plus tard Marie Mancini à Louis XIV, qui la congédiait malgré lui et malgré elle : « Vous pleurez et vous êtes le maître! » Il tâcha d'excuser son père et se contenta de déplorer le malheur qui le frappait lui-même, l'éloignait du Roi et le privait de l'honneur de lui rendre ses services.

Cependant l'émotion empêchait Louis XIII de prononcer une parole; il s'abandonnait à son affliction; mais le chancelier n'abandonnait pas son dessein : il continuait ses discours et ne les termina qu'en disant à Montpouillan de « s'aller donc préparer, car le Roi voulait qu'il partît à l'heure même ».

* * *

Tout en faisant ses préparatifs, Montpouillan admirait l'habileté du coup qui le rejetait loin du Roi, laissait le champ libre à ses ennemis et le forçait de demeurer en Béarn, à deux cents lieues de la Cour, jusqu'à ce qu'il eût obligé son père à exécuter les volontés royales. Il fallait à tout prix obtenir une commutation de peine, faire supprimer cette dernière aggravation, qui risquait de transformer son purgatoire en damnation éternelle. L'ingénieux Montpouillan savait déjà ce qu'il dirait en prenant congé de Sa Majesté. Il supplierait le Roi de « trouver bon, puisqu'il avait tant sujet d'être mal content de M. de La Force, qu'il ne fût pas contraint d'aller demeurer auprès d'une personne qui lui était si désagréable, et qu'il lui plût de lui permettre d'aller servir l'Empereur dans ses armées ».

Autorisé par le Roi à venir lui parler, Montpouillan fut reçu dans la galerie des Tuileries en présence de Luynes. Louis XIII lui accorda sa demande et lui jura que, s'il avait consenti à sa disgrâce, son consentement lui avait été arraché. Il embrassa le jeune homme en pleurant. Luynes imita son maître tant bien que mal, « et vous eussiez dit que tous trois, par leurs gémissements, tâchaient à témoigner quel était le plus sensiblement touché ».

Ce qui avait contribué, n'en doutons pas, à arracher à Louis XIII ce consentement qui le mettait au désespoir, c'étaient les avanies essuyées à Pau par M. Renard. Le Roi et

ses ministres apprirent bientôt le refus du Conseil souverain. Les termes de l'arrêt furent jugés « entièrement contraires à la Royauté », l'indulgence de La Force pour les écoliers de Pau très blâmable. Les récits exaspérés du commissaire n'étaient pas faits pour atténuer cette impression. Ils rendaient plus facile le travail patient des Luynes. Tandis que le jeune homme s'équipait à grands frais pour la guerre d'Allemagne, que ses amis lui offraient de l'accompagner et que l'un d'eux, le président Chevalier, lui ouvrait ses coffres, l'assurant qu'il le désobligerait en n'y puisant pas tout ce qui lui était nécessaire « dans un si prompt départ », les Luynes pressaient le Roi de confiner leur rival dans ce Béarn lointain, d'où sans doute il ne reviendrait jamais. La Force, disaient-ils, n'obéirait que s'il voyait arriver son fils avec l'ordre de demeurer auprès de lui jusqu'à ce qu'il eût obéi. Pour que leurs discours fussent plus efficaces, ces serviteurs zélés empêchaient Montpouillan d'approcher du Roi. Le pauvre prince « fut si fort tourmenté, et on le tourna de tant de côtés, M. de Montpouillan n'ayant plus la liberté de plaider sa cause », qu'il reprit la permission qu'il avait donnée. Montpouillan dut s'exiler à Pau.

Le 17 août 1618, il prenait congé de Louis XIII « avec un renouvellement de douleur »; quelques jours plus tard, accompagné de son frère, le baron d'Eymet, également banni de la Cour, il sortait de Paris et se dirigeait vers le gouvernement de son père.

***

La douleur de La Force fut indicible. Sa fidélité méconnue, la ruine de sa maison imminente, Montpouillan cause de sa disgrâce, lui-même devenu « le prétexte de celle de Montpouillan, et la Religion, le sujet de l'un et de l'autre », quelle suite de catastrophes! Cette disgrâce supprimait les bienfaits de Henri IV et de Louis XIII, les pensions et appointements de ses enfants, même les sommes destinées à soutenir les charges du gouvernement de Béarn; elle lui causait, suivant son expression, une « incommodité » presque insupportable. Il se consolait, raconte un de ses fils, « en ce que Dieu ne promet pas à ses élus une félicité terrière, mais au contraire qu'ils doivent être la haine du monde et sujets à persécution. Et, comme il avait toujours eu son recours et son attente en Dieu,

il se remettait du tout entre ses mains pour attendre de lui son assistance, se soumettant absolument à ce qui serait de ses volontés; il prenait donc patience avec M. de Montpouillan, qui, aussi bien que lui, ne pouvait que mener une vie fort triste et pleine de chagrins et d'ennuis ».

Ces ennuis allaient se multipler rapidement. La Cour, décidée à faire enregistrer l'édit de mainlevée, envoie au Parlement des lettres de jussion. Le Parlement, instruit des intentions de la Cour, et décidé à ne pas recevoir les lettres de jussion, apposte sur la route de Dax de soi-disant brigands, qui dévalisent le courrier royal. Celui-ci traverse le Béarn avec un fracas bien imprudent. Les brigands l'arrêtent, mais ne trouvent sur lui nulles lettres de jussion : c'est que la Cour a pénétré le dessein du Parlement; ce courrier est un faux courrier destiné à tromper les faux brigands. Les lettres de jussion arrivent à Pau par une autre voie, en grand secret sont remises aux magistrats. Les magistrats, loin de se soumettre, ripostent par un interlocutoire des plus secs, et le Roi mande à sa Cour quelques-uns d'entre eux. Cependant l'affaire du courrier irrite le Roi. Il soupçonne son lieutenant en Béarn d'indulgence envers les factieux. M. de La Ville-aux-Clercs répond à La Force, non sans ironie : « Ceux d'Orthez donnent le premier branle, ceux de Pau le suivent, le Conseil ordinaire y adhère et M. le gouverneur ne l'empêche. »

Ceux d'Orthez, La Ville-aux-Clercs désigne ainsi le cercle que les protestants ont formé en Béarn, au mépris des ordres du Roi, qui ne les permet qu'en France. Composé des députés du haut Languedoc, du bas Languedoc et de la Guyenne, il s'est constitué en assemblée générale depuis l'arrivée des députés du Poitou et de la Saintonge. Il imprime « des libelles diffamatoires et excite les provinces du Royaume à la guerre ». Le Roi sait gré à La Force de n'avoir pas reçu les députés d'Orthez, qui « établissent dans son État une république », mais il lui reproche d'avoir toléré une assemblée intolérable. C'est en vain que La Force écrit au Roi : « Sire, parmi tant de malheurs qui me suivent en l'indignation de Votre Majesté, j'y trouve cette consolation que toutes choses augmentent tous les jours les saintes intentions que j'ai d'avancer le bien de son service et procurer l'exécution de ses volontés. Mon mal consiste en ce que les difficultés ne sont pas connues, et que, par l'adresse de mes

ennemis, tout m'est rejeté, comme s'il ne tenait qu'à moi que Votre Majesté soit incontinent obéie. » Ces protestations émouvantes touchent peu Louis XIII. Il ne peut admettre que, commandant en Béarn depuis vingt-six ans, La Force y soit sans crédit. « Quoi que vous puissiez faire, mande Loménie au vice-roi le 28 décembre 1618, si ne pensera-t-on jamais que l'affaire de la mainlevée ne dépende en partie de vous. »

L'assemblée d'Orthez se transporte à La Rochelle pour communiquer plus facilement avec les Églises de France; elle devient plus conciliante loin du Béarn. Une nouvelle assemblée la remplace et se réunit à Loudun au mois de septembre 1619. L'assemblée de Loudun, autorisée par le Roi, refuse toutes les transactions qu'il propose. Cette affaire de la mainlevée, qui s'éternise, menace de prolonger indéfiniment la disgrâce de La Force et des siens. « Je puis jurer et sans fausser mon serment, lui écrit Loménie, que tous ceux qui approchent le Roi y voudraient voir MM. vos enfants et que vous vous y voulussiez aider, mais de penser que cela puisse être que le Roi ne soit obéi en Béarn, vous ne le devez pas espérer. » Cela fut cependant.

***

L'un des derniers jours du mois de mai 1620, un cavalier « du bel air » montait le degré qui débouchait au Louvre vers le milieu de la grande galerie. Il semblait fort pressé. Il l'était en effet, car, ayant essayé de joindre le Roi aux Tuileries et ayant appris qu'il rentrait au Louvre, il voulait le « saisir » avant qu'il eût atteint la porte de sa chambre.

Lorsque le mystérieux visiteur parut dans la grande galerie, la surprise et la joie se peignirent sur les visages des courtisans : « Voilà M. de Montpouillan! » disait-on de tous côtés, et la rumeur, passant de bouche en bouche, alla jusqu'aux oreilles du Roi. Louis XIII, déjà parvenu à l'extrémité de la galerie, se retourne et veut rebrousser chemin vers Montpouillan, mais le duc de Luynes, — le favori avait obtenu, au mois de novembre 1619, que le comté de Maillé près de Tours fût érigé pour lui en duché-pairie sous le nom de Luynes, — représente au Roi qu' « il n'est pas bienséant qu'il aille ainsi vers M. de Montpouillan ». Louis XIII s'arrête dans une croisée, et c'est Cadenet qui s'avance à sa place. Des saluts, des caresses et des démonstrations d'amitié, puis Cadenet retient Montpouil-

lan loin de son maître et lui dit qu'avant qu'il ait l'honneur d'aller faire la révérence au Roi, il faut savoir si Sa Majesté l'aura pour agréable ».

On pense bien que, retourné auprès de Louis XIII, Cadenet joignit ses instances à celles de Luynes pour qu'il se retirât dans sa chambre. Louis XIII s'éloigna à regret, et Cadenet revint dire à Montpouillan que le Roi le verrait le lendemain à son lever. Grâce aux bons offices de ces Messieurs, Montpouillan ne le vit pas de sitôt. Mais Louis XIII était charmé du retour imprévu. Il écrivit à La Force pour lui annoncer qu'il gardait son fils auprès de lui, et il crut devoir ajouter qu'il n'oubliait point ses services passés, et que « le bien faire en tout temps convie à des reconnaissances en celui qu'on le devait moins espérer ». Les prières de Luynes incitèrent aussi le Roi à pardonner. Luynes se serait compromis aux yeux de son maître en ayant l'air de craindre Montpouillan. Il lui suffisait que Montpouillan « ne pût avoir accès ordinaire auprès du Roi ». De plus, il ne fallait pas exaspérer La Force. La Reine mère, évadée le 22 février 1619 de Blois, où elle était exilée depuis le meurtre de Concini, s'était bientôt réconciliée avec son fils, puis brouillée de nouveau. Elle occupait Angers, entourée d'une cour nombreuse, dont Richelieu était le véritable maître. Elle y préparait la guerre civile. Marie de Médicis pouvait compter sur le duc de Longueville, gouverneur de Normandie, sur le duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, sur le duc d'Épernon, gouverneur de Saintonge, sur le duc du Maine, gouverneur de Guyenne, sur le duc de Montmorency, gouverneur de Languedoc, tout-puissants dans leurs gouvernements. Il ne fallait pas que le gouverneur de Béarn, en relations avec elle par son cousin, le comte de Saint-Paul, oncle du duc de Longueville, et par le duc de Rohan, joignît aux troupes rebelles les cinq mille hommes qu'il venait de lever par pure précaution.

L'armée de la Reine mère se débanda aux Ponts-de-Cé, près d'Angers, le 7 août 1620, devant les douze mille hommes et les douze cents chevaux du Roi. La mère et le fils s'embrassèrent, six jours plus tard, à Brissac, et, dès le 22, Louis XIII, décidé à se faire obéir en France et même en Navarre, s'achemina vers les Pyrénées, à la tête de son armée victorieuse. Le 31 août, il est à Poitiers; le 10 septembre, il est à Lusignan; le 15, il est

à Saintes. Attentifs à cette marche lente et sûre, les députés des Béarnais se sont présentés devant Louis XIII à Poitiers ; ils ont promis de « recevoir ses commandements » en Béarn ; ils ont été félicités de leur loyalisme, mais la marche de l'armée royale ne s'est pas arrêtée pour si peu. Le Roi veut pousser jusqu'à Bordeaux, y attendre que les bonnes actions succèdent enfin aux bonnes paroles. Les Béarnais, de plus en plus inquiets, supplient La Force d'aller à la Cour « proposer au Roi la candeur de leurs intentions ». La Force se rendit d'autant plus volontiers à leurs prières que le Roi venait de le mander par un gentilhomme.

***

— Je veux oublier tout le passé, m'assurant que vous me servirez mieux à l'avenir.

— Je supplie humblement Votre Majesté de croire que je n'eus jamais d'autre intention que de la bien et fidèlement servir.

C'est entre Louis XIII et La Force que s'échange ce dialogue, et la scène se passe à Blaye, où la Cour va s'embarquer sur la Gironde pour Bordeaux. La Force est accompagné de son ami, M. de Cazaux, premier président au Parlement de Pau. Il harangue le Roi avec respect, avec habileté, il essaye d'obtenir de nouveaux délais. Il a raconté lui-même l'inutilité de ses efforts : le duc de Luynes « le tira à part et l'entretint fort particulièrement, tâchant à lui faire connaître qu'il avait beaucoup d'ennemis en Cour, que tous ceux du Conseil du Roi étaient bandés contre lui : mais que lui l'avait toujours soutenu et qu'il le pouvait assurer qu'il ne l'abandonnerait jamais ; qu'il se sentait assez fort contre tout le reste ; mais qu'il fallait faire vérifier cet édit de la mainlevée en faveur des ecclésiastiques du Béarn, car le Roi y était résolu ».

La Force ne crut guère aux protestations du favori, mais il jugea que, « si on irritait le Roi, on perdrait les Églises ». Les Béarnais ne pouvaient commettre cette folie. La Force se le persuade à lui-même, il le persuade au Roi. Tandis qu'il repart pour son gouvernement, la Cour demeure à Bordeaux, pleine de confiance. Déjà, sur l'ordre de Luynes, une partie du service du Roi regagne Paris, une partie de l'armée aussi. La Force ne va-t-il pas revenir avec la nouvelle de l'enregistrement, que confirmeront le premier président de Pau et les députés du

synode? Les catholiques du Béarn pourront vivre en paix, La Force rentrer en grâce, le Roi rentrer au Louvre.

***

Il n'est rien de moins sage qu'une assemblée; elle est sentimentale comme le peuple; sa psychologie est celle des foules; raisonnables individuellement, ses membres sont fous dès qu'ils sont réunis, et, selon le mot de Dante cité par Machiavel, ils crient, dans leur aveuglement : « Vive ma mort! et meure ma vie! » La Force l'éprouva, dès qu'il qu'il fut revenu à Pau et qu'il se fut présenté à l'assemblée des Églises du Béarn, qui siégeait alors et qui était profondément hostile à l'enregistrement de l'édit.

Trois fois il y parut, leur montrant « l'évidente ruine où ils se précipitaient », « le Roi à leur portée avec son armée ». S'ils envoyaient des députés au Roi pour protester de leur obéissance, ils l'empêcheraient de venir en Béarn ruiner les Églises et réunir le pays à la Couronne. Les plus sensés comprennent ses raisons. Il ne cesse de les exposer en public et en particulier. Il endoctrine, il persuade ses interlocuteurs. Mais bientôt ces mêmes interlocuteurs prêtent l'oreille à d'autres discours : « C'est moquerie que de penser que le Roi vienne jamais en Béarn, leur soufflent des bouches perfides, et cette presse que leur donne le sieur de La Force est seulement un moyen de se recommander et de se remettre bien en Cour ». La calomnie court, grandit, s'élève, c'est bientôt une tempête irrésistible. Le lendemain, à l'assemblée, elle renverse tout.

Les passions ne sont pas moins vives au Parlement de Pau, où siègent quatorze conseillers. Les dix qui sont attachés à La Force et qui subissent son influence, la rejettent quand il s'agit de la mainlevée. Ils ne voient pas la justesse de ses raisonnements, ils n'ont devant les yeux que leur haine contre les évêques. La Force n'est pas plus heureux au Parlement qu'à l'assemblée des Églises. A Bordeaux, la Cour s'impatiente et menace. « Il me semble que vous ne devez différer, lui écrit le duc de Luynes le 28 septembre, ou bien nous irons vous voir. Si cela est, nous mangerons vos poules. »

La Force revint à Bordeaux avec le premier président. Il lui allut entrer au conseil du Roi, expliquer à Louis XIII les raisons de son insuccès. Louis XIII les renvoya tous deux en Béarn,

non sans avoir déclaré que « c'était pour la dernière fois ; qu'il voulait être obéi ; à faute de ce, qu'il y pourvoirait ».

Pour être plus à même d'y pourvoir, il se met en route avec son armée, malgré le duc de Luynes, que talonne le désir de rentrer à Paris, malgré son conseil, qu'épouvante la traversée des Landes presque désertes, hantées de brigands. Il s'arrête à Preignac, sur la Garonne, à neuf lieues de Bordeaux, à trente-neuf de Pau.

***

Les Béarnais trouvent qu'il est encore trop loin du Béarn pour se résigner à lui obéir. Lorsque, le 7 octobre 1620, le gouverneur et le premier président se rendent au Parlement de Pau, ils traversent une foule hostile. Les conseillers ont appelé à leur aide un zélé calviniste, le baron de Bénac. Il protégera la rébellion avec ses bandes de factieux. Les conseillers Dupont, Dufour et Gillot ne pardonnent pas à La Force de les avoir fait arrêter par ses gardes en 1616 : ils refuseront l'enregistrement de l'édit, pour compromettre le gouverneur. Les conseillers protestants le refuseront, pour sauver leurs Églises, les conseillers catholiques le refuseront aussi, mais pour les perdre. Comme La Force, ils savent que, si le Roi vient en Béarn, la domination de la minorité protestante va cesser à tout jamais, et ils veulent rendre cette venue inévitable.

A peine le gouverneur et le premier président sont-ils entrés au Parlement, que les conseillers leur demandent s'ils n'ont pas promis au Roi d'assurer l'enregistrement de l'édit. Ils l'ont promis et ne le cachent pas : aussitôt on présente une requête du synode qui les récuse comme étant à la fois juges et parties. Les conseillers les prient donc de sortir sous prétexte de « délibérer s'il y a lieu à récuser » ; mais, tandis que Cazaux et La Force sont « en l'autre chambre », le Parlement « opine sur le fond en leur absence : ce qu'il ne pouvait faire ». La présence de Bénac et de ses bandes lui donne toutes les audaces et tous les droits. Il décide que deux conseillers iront supplier le Roi d'accorder à ses sujets un délai de six semaines pour lui adresser leurs remontrances ; après quoi, « s'il persiste en ses résolution et volonté », ils enregistreront purement et simplement ses édits.

Les conseillers vont à Preignac remplir leur mission, mais

Louis XIII n'est pas dupe de leurs manœuvres dilatoires :

« Puisque vous voulez me donner la peine d'aller faire vérifier moi-même mon édit, s'écrie le Roi, j'irai à Pau, et je vous réponds que l'édit sera plus amplement vérifié que vous ne l'imaginez. » Ces perfides conseillers n'ont pas omis de rejeter toute la faute du Parlement sur Bénac et sur La Force. Ils accusent Bénac de les avoir empêchés d'enregistrer l'édit et La Force de n'avoir consenti ni à prendre part à la séance du Parlement ni à les défendre contre Bénac. La Force trouva en Luynes un avocat inattendu : « Vous saurez, lui manda le favori le 11 octobre, si j'ai défendu votre innocence et si j'ai eu de la peine pour le faire. Mais vous devez être assuré que le Roi le sait et a la même opinion. J'espère vous en dire les particularités à notre arrivée à Pau, où nous irons, s'il plaît à Dieu, dans la quinzaine. Vous verrez si je suis menteur et si je n'ai prédit ce qui arrive à cette heure... Voilà donc ma prophétie accomplie, mais je crois que vous n'en devez pas être ravi. »

La Force se rend au-devant du Roi et l'atteint le 13 octobre, à Grenade, sur la frontière du Béarn. Il n'est pas plus tôt parti que les factieux enregistrent les édits et les antidatent. Le conseiller Dupont les apporte au Roi ; il réussit à compromettre le gouverneur, mais non pas à arrêter la marche de l'armée royale : « La Force, dit Louis XIII à son lieutenant général en Béarn, vous avez intérêt à ce que j'aille à Pau appuyer votre faiblesse », et il l'envoie préparer toutes choses pour son entrée. C'est déjà l'ironie, ce n'est pas encore l'aigreur, mais c'en est fait de la quasi-indépendance de La Force dans les deux provinces lointaines dont il est gouverneur et vice-roi.

Le régiment des gardes pénètre dans la ville de Pau le 15 octobre 1620, vers quatre heures de l'après-midi. Derrière les gardes, s'avancent Louis XIII à cheval, puis La Force, trois de ses fils et quelques seigneurs du pays, venus à une lieue de la ville à la rencontre du Roi, puis le duc de Luynes et la foule des seigneurs de la Cour. Si Louis XIII n'a pas voulu qu'on lui rendît les honneurs souverains dans cette capitale du Béarn, « où il n'y a, dit-il, nulle église pour en rendre grâces à Dieu », il n'a pas commandé le silence glacial qui l'accueille, et il eût préféré que les réformés n'eussent pas caché tous les vivres pour l'affamer lui et ses troupes. Le cortège monte au château, entre dans la cour, et le Roi s'avance dans la grande salle.

Quelques instants plus tard, apparaissent à la porte les robes rouges des membres du Conseil souverain. Les parlementaires se prosternent devant Louis XIII et lui demandent pardon de lui avoir si longtemps désobéi : « Quand vous me servirez mieux, leur dit-il, je vous serai bon prince. » Aux ministres protestants, aux universités protestantes, reçus après la Chambre des comptes, le sénéchal, les magistrats de la ville, les syndics du pays, les évêques et le clergé catholique, il dit : « Servez-moi bien et je vous aimerai. » Tout s'incline devant le maître. Le soir, dans le château, dans les jardins illuminés, où les seigneurs du Béarn fraternisent avec la cour de France, une fête célèbre le triomphe du Roi. Au souper, le petit-fils de Jeanne d'Albret goûte à la garbure nationale, tandis qu'un homme d'esprit, qui a lu Montaigne, tire la morale de l'aventure béarnaise :

Béarn, un prudent commissaire
Ne t'a pu réduire au devoir ;
Il sera doncques nécessaire
Qu'un roi conquérant t'aille voir.
Sa présence qui tout étonne
Apprendra à ta rébellion
Qu'où la peau du Renard n'est bonne,
On y coud celle du lion.

* * *

Le sire de Caumont, arrière-grand-oncle de M de La Force, ayant visité vers 1415, au retour d'un « voyaige en Jhérusalem », le château de Pau, l'avait déclaré « le plus bel du monde ». L'enthousiasme du vieux seigneur féodal n'eût certainement pas surpris Louis XIII, qui se rappelait celui de Henri IV. Le Béarnais « s'épanouissait de joie au seul souvenir de cette maison, et souhaitait qu'elle fût entre Paris et Fontainebleau ». Louis XIII avait entendu maintes fois son père « en discourir avec grâce et gravité », vanter les splendeurs de la vue, incomparable, disait-il, parce qu'elle s'étend « sur des montagnes qui sont les voisines du ciel, sur des rivières qui méritent place entre les astres, sur des rochers couverts de neiges, qui ont les entrailles pleines d'or et, dans leurs veines, des eaux admirables pour la guérison des maladies et la conservation de la santé, sur des campagnes qui n'ont point de compagnes en beauté et ferti-

lité ». Les jardins, souvent décrits par Henri IV, étaient familiers à Louis XIII, et même le nom du vieux jardinier qui, un demi-siècle plus tôt, adorait *lou nouste Henric*, reproduisait avec les fleurs des parterres les armes de la maison de Bourbon, sans la barre des cadets, et, quand le jeune prince lui disait que ce n'étaient pas les siennes, lui répliquait d'un air fin : « Elles le seront. »

Le 16 octobre, Louis XIII voulut visiter ce qu'il avait entrevu la veille et ne connaissait guère que par ouï-dire. Éveillé à sept heures trois quarts, il déjeuna vers neuf heures, entendit la messe, qui fut célébrée dans la grande salle du château, dîna vers midi et se promena dans les jardins et dans le petit parc. Pas plus que Henri IV, il ne pouvait transporter au Louvre les jardins et la vue, cette « merveille du Béarn », mais il remarqua, dans un cabinet du feu Roi, quatre-vingt-quinze tableaux. L'un d'eux représentait un épisode de l'histoire de Tobie. Il le mit de côté pour le duc de Luynes et fit envoyer les autres au Louvre.

Cette première journée ne fut pas consacrée uniquement au repos et aux plaisirs. Louis XIII assembla un conseil extraordinaire, car la plupart des conseillers étaient encore par les chemins. Il s'y rendit à onze heures et demie; puis, à quatre heures, il décida que les États de Béarn seraient convoqués pour le 19 et que, dès le 17, M. de Loménie serait chargé de faire vérifier au Parlement, en sa présence et « selon leur forme et teneur », les édits antidatés.

Ce même 17 octobre, l'église Saint-Martin, où la messe n'avait pas été célébrée depuis cinquante ans, devait être en grande pompe « réconciliée » par le clergé. Le Roi avait prié les évêques d'y réunir tous les prêtres du pays, et les Béarnais s'attendaient à y voir paraître le Roi lui-même. Ils ne connaissaient pas encore la profonde dissimulation de Louis XIII.

* * *

Les six mille catholiques, les quatre cents réformés, qui assistèrent à la touchante cérémonie et qui entendirent la grand messe chantée par l'évêque de Lescar, la musique divine des musiciens du Roi, les sermons des jésuites et des capucins, n'aperçurent ni le Roi ni le vice-roi. Tous deux, à cette heure, chevauchaient sur la route de Navarrens. Conformément à une

décision prise en conseil, Louis XIII marchait, avec une partie de son armée, sur la place de guerre, dont les rois de Navarre avaient fait, à sept lieues de Pau, leur inépuisable arsenal. Qui tenait Navarrens, tenait le Béarn. Depuis trente ans, Navarrens était confiée à M. de Salles, un gouverneur protestant, « assez méfiant de son naturel et grandement affectionné à sa religion ». La Force, qui le jugeait ainsi, savait que le Roi avait envoyé à M. de Salles un sien neveu, M. du Lau, qui avait la survivance de son gouvernement, pour l'engager à ouvrir les portes de la ville, et que M. de Salles n'avait acquiescé qu'à grand peine à la volonté royale. Il se demandait si M. de Salles reviendrait sur sa décision, s'il « lèverait la herse et baisserait le pont », lorsque Louis XIII lui commanda de le précéder à Navarrens et de disposer le vieux seigneur à tenir sa promesse. La Force trouva la garnison hors des murs de la ville, et le gouverneur à la porte avec les clefs, prêt à les remettre à Sa Majesté et « à lui faire sa révérence ». Le Roi arriva bientôt, et voici la scène dont l'armée fut témoin : La Force « aidant au sieur de Salles, assez incommodé de vieillesse (il avait quatre-vingts ans), prenant le coffre d'acier fort pesant où étaient toutes les clefs et le présentant au Roi ; Sa Majesté le recevant et le baillant à son capitaine des gardes, qui était près d'elle ».

— Sire, disait M. de Salles, j'ai longuement et fidèlement servi le feu Roi, votre père, et Votre Majesté en cette charge, je la supplie très humblement que j'y achève mes jours.

Mais Louis XIII ne répondait point.

Ce n'est qu'après avoir pris possession de la ville et tenu conseil au logis qu'on lui avait préparé, qu'il fit dire à M. de Salles par M. de Modène qu'il « le voulait soulager, commettre cette charge à un autre » et qu'il lui donnerait « cent mille livres de récompense ». Le Roi chargea La Force d'apaiser la douleur de ce « vieux bonhomme », « de l'assurer encore de sa bonne volonté, et qu'il avait aussi donné quelque somme pour sa femme ».

Tandis que Louis XIII visitait l'arsenal, s'émerveillait en fin connaisseur devant les pièces d'artillerie, et ne pouvait résister au plaisir de les essayer, si bien qu'un gros canon éclata près de lui et faillit le blesser d'un éclat de bronze, M. de Salles acceptait son sort avec résignation. Il eut la bonté d'indiquer au Roi

la basse voûte où, depuis Gaston de Foix, les rois de Navarre enfouissaient des magnificences, une cave dont lui seul possédait le secret, et qui étala aux yeux du Roi les vaisselles d'or et d'argent des maisons de Navarre et d'Albret, le trésor le plus riche de l'Europe. La journée de Louis XIII finissait comme un conte des *Mille et une nuits*, dans la caverne d'Ali Baba.

La quasi-indépendance de La Force en Béarn finissait aussi avec cette journée. Louis XIII donna le gouvernement de Navarrens au baron de Poyanne, un seigneur des Landes aussi puissant que fidèle. Revenu à Pau, accueilli, dans les rues, par les acclamations des Béarnais, le fils de Henri IV reçut le lendemain les clefs de toutes les villes du Béarn, que La Force lui présentait avec plus de respect que de plaisir. Il détruisit l'organisation des Persans, les six corps de milice dont les six capitaines étaient des gentilhommes du pays, et qui avaient pour chefs-lieux Pau, Ossau, Navarrens, Oloron, Orthez et le Vicbilh. Tel plus tard le sabre de M. Prudhomme, ils servaient à assurer la liberté du Béarn et au besoin à la renverser. C'est à la renverser surtout qu'ils avaient servi depuis Jeanne d'Albret. Composés en grande majorité de soldats catholiques, ils avaient été les instruments de la domination protestante. La Force perdait en eux une armée que ne possédait en France aucun gouverneur.

Il assista le lundi 19 octobre, dans la salle basse du château de Pau, à l'assemblée des États, « une sorte d'États », a-t-il écrit dans ses *Mémoires*, où les évêques furent remis en possession des privilèges dont Jeanne d'Albret les avait dépouillés en 1569, et dont l'un était de présider ces mêmes États qui leur rendaient leurs droits. Puis le Roi fit de la Navarre et du Béarn une seule province de France ; les deux cours souveraines de Saint-Palais et de Pau devinrent un seul Parlement, le neuvième du Royaume, désigné sous le nom de Parlement de Navarre et siégeant à Pau en souvenir de la naissance de Henri IV.

Debout sur l'estrade avec le duc du Maine, derrière la chaise où Louis XIII était assis, tandis que le duc de Luynes se tenait à droite du Roi et le garde des Sceaux Du Vair à sa gauche, debout comme le reste de l'assistance, La Force écoutait les discours des évêques d'Oloron et de Lescar, celui de Colom, le syndic du pays, celui du garde des Sceaux. Il entendit le pre-

mier article des *fors* ou *libertés* du Béarn lu en français et en béarnais par M. de Cazaux, entouré des conseillers, le *oui* du Roi qui levait la main pour jurer, le *Vive le Roi* final. Il songeait avec tristesse que l'indépendance du Béarn et la sienne avaient vécu.

A Pau, le lendemain, il vit la résurrection du catholicisme, toutes les églises rendues au culte, toutes les images relevées. La persécution avait relégué le Saint-Sacrement dans une chapelle des faubourgs, près de la Porte-Neuve. Une procession vint l'y chercher. A travers la ville, où toutes les troupes étaient sous les armes, dans les rues en fête, entre les maisons pavoisées, tapissées de tentures précieuses, après les religieux, les chapelains, le clergé béarnais, les aumôniers des évêques, les abbés, les chanoines, après les six évêques des diocèses voisins, après les cardinaux de Retz et de La Rochefoucauld, sous un magnifique dais que portaient les ducs de Mayenne, d'Elbeuf, de Luynes et de Retz, l'évêque de Lescar s'avançait, tenant le Saint-Sacrement. Derrière, le Roi venait tête nue, un cierge à la main, puis la foule éclatante et multicolore des seigneurs de sa Cour. Louis XIII faisait ainsi amende honorable, il allait réinstaller Dieu dans cette église Saint-Martin d'où l'avait chassé, un demi-siècle plus tôt, sa grand mère, Jeanne d'Albret.

***

Parmi les ducs et pairs qui avaient porté le dais le 20 octobre, il y en avait un qui n'était guère mieux en Cour que La Force. C'était le duc de Mayenne, fils du vieux Mayenne de la Ligue dont Voltaire a dit au dernier vers de la Henriade qu'après sa réconciliation avec Henri IV, il fut le meilleur sujet du plus juste des princes. Le Mayenne de Louis XIII avait été déclaré criminel de lèse-majesté au mois de février 1619. La Force trouvait que, rentré en grâce, ce Mayenne n'était pas encore « en trop bonne assiette ». Le disgracié d'hier et le disgracié de demain éprouvaient l'un pour l'autre une sorte de sympathie. Mayenne murmura deux ou trois fois à l'oreille de La Force : « Nous sommes mal. » D'autres avis moins vagues inquiétaient le vice-roi de Navarre, l'avertissaient de « prendre garde à soi », affirmaient « que l'on avait mis en délibération de le saisir lui et ses enfants ». Il était « en grande perplexité », racontent ses *Mémoires* ; « il fut un soir au moment de prendre sa retraite

avec ses enfants et de s'évader, mais il fut retenu par l'appréhension qu'il eut que l'on prît prétexte de là pour ruiner entièrement les Églises du pays et ses principaux amis. Se remettant à la Providence, il ne bougea ».

Le Roi était à la veille de quitter le Béarn, lorsque l'on vint dire à La Force que, Sa Majesté étant au lit, quelqu'un lui avait demandé : « Que voulez-vous faire du sieur de La Force? » ajoutant : « Si vous ne l'emmenez, vous vous en repentirez ». Le Roi n'avait rien répondu. Ignorant le sort qui lui était réservé, craignant que le Roi ne le privât de sa charge, La Force, le matin même du départ de la Cour, pria le duc de Luynes d'éclaircir son doute. Il en tira beaucoup de bonnes paroles, quelques avis et l'assurance que le Roi lui laissait son gouvernement. Il essaya de parler à Louis XIII, ne put le faire qu'en chemin, tandis qu'il l'accompagnait sur la route de Bordeaux, et s'en retourna à Pau avec cette seule réponse : « Servez-moi bien. »

* * *

Le conseil est plus facile à donner qu'à suivre, car le conseilleur est en défiance, et le conseillé fort ulcéré. La Force demeure plein d'amertume dans son gouvernement, dont il ne lui reste plus guère que le nom », et voici que survient, deux jours après le départ du Roi, un billet du duc de Luynes qui ravive son irritation : « Le Roi, écrit le favori, a aperçu deux canons que vous avez à Pau ; Sa Majesté veut qu'ils soient remis dans la ville de Navarrens, faites que cela soit promptement. »

La Force répond qu'il obéira ; ajoute qu'on « le jette dans la poussière ; qu'il aimerait mieux avoir les canons attachés à son col, au fond de la mer, que si Sa Majesté en recevait mécontentement » ; mais il se garde bien d'obéir. Trois mois plus tard, malgré les réclamations de Loménie et de Luynes, les deux pièces n'ont pas quitté le château. Louis XIII peut écrire lui-même le 7 février 1621 : « Vous acquerrez mon indignation, qui ne vous doit être, dit-il, de si peu de considération de la mépriser et attirer sur vous de la sorte. » La Force met son point d'honneur à ne point se départir de ses canons. Le Roi, qui préfère le savoir sans artillerie, réitère son ordre le 12, lui enjoint de détruire des fortifications qui ont été commencées à Pau, et le mande à la Cour, sous

prétexte de conférer avec le maréchal de Lesdiguières. La Force sait bien que, s'il ne se rend pas à la Cour dans le délai fixé par le Roi, — le délai de huit jours, — son fils aîné perdra sa charge de capitaine des gardes et lui-même son gouvernement; il ne bouge pas cependant; il a peu de goût pour ces conférences qui se tiennent entre particuliers sous les yeux du Roi et qui ont toujours été nuisibles à son parti. La Religion lui semble grandement menacée. Il ne le cache pas à l'un de ses gentilshommes, M. du Fraixe : « Il n'y a homme en France de ma condition qui soit si mal traité, et, Dieu merci, ce n'est pas pour mauvaises actions; l'on voit clairement que ce n'est que pour le zèle qu'ils voient que je porte à la Religion, moi et les miens, et qu'à cette cause il y a longtemps que je vois qu'ils ont résolu de nous perdre, mais Dieu nous garantira, s'il lui plaît. »

Avant même d'avoir reçu la lettre royale, il a intercédé en faveur de l'assemblée séditieuse de La Rochelle, il a écrit à Louis XIII comme à l'exterminateur des réformés : « Nous estimons que Votre Majesté a trop de prudence pour vouloir mettre son Royaume en un si éminent péril, la fidélité de ses sujets au décri, son autorité au rabais, les mauvaises intentions de plusieurs en montre et les maximes de Henri le Grand en oubli, et trop d'humanité encore pour vouloir convertir vos villes en cimetières, votre France en un désert, finalement trop de justice pour vouloir épandre le sang de tant de gens de bien qui l'ont si courageusement prodigué pour en arroser les racines des fleurs de lys de France. » Et, quand il a reçu la lettre du Roi, il répond en se plaignant « des flétrissures et des marques de disgrâce de Sa Majesté, laquelle il supplie très humblement de lui pardonner, si l'appréhension qu'il a de son courroux lui ôte le courage de se présenter devant son Roi pour n'oser voir son visage irrité ». Il n'ignore pas qu'on travaille incessamment à aigrir Sa Majesté contre lui; on l'accuse d'avoir fortifié Pau, pure calomnie, puisque l'assiette de la ville ne le permet pas. Il a seulement autorisé les propriétaires catholiques et protestants des faubourgs, où se trouvent les plus belles maisons, à établir des palissades et à creuser des fossés, pour être à l'abri des coureurs en cas de troubles. Dans un temps où les esprits sont « plus réchauffés que jamais », il « ferait un notable desservice à Sa Majesté » en éloignant les canons, un plus notable encore en s'éloignant lui-même.

Mais, comme il l'écrit à l'assemblée de la Rochelle, qui compte sur lui pour être un chef en Guyenne et sur laquelle il compte pour ne pas le laisser périr, il craint bien que ses raisons ne persuadent point la Cour. Louis XIII n'en est pas dupe. Nous non plus. Nous ouvrons les *Mémoires* que La Force a déclaré lui-même n'avoir « point ternis de faussetés » et nous y lisons cet aveu : « Le sieur de La Force se résout de fortifier la ville de Pau, comme la seule retraite qui lui restait, marque lui-même le travail et fait mettre diligemment la main à l'œuvre. »

Admirons la patience de Louis XIII ; ni la lettre grandiloquente, qui le montre prêt à plonger ses mains dans le sang de ses sujets, ne l'indigne, ni celle qui prétend ingénieusement qu'on ne lui désobéit que pour son bien, ne l'irrite. Il répond avec calme : « Je ne puis guère être satisfait de ce que vous vous joignez à des personnes déclarées criminelles... Refusant de me venir trouver, j'aurais de quoi mal augurer de vos déportements », et il donne à La Force trois jours pour interdire la « clôture » de Pau, renvoyer les canons à Navarrens et prendre le chemin de Paris.

Patience inutile ! La Force est entraîné par les événements qui se succèdent avec rapidité et de plus en plus graves. « Je vous laisse à penser, écrit-il au marquis de La Force, s'il ferait bon pour moi à la Cour, au temps où nous sommes. »

Ce fut vers ce temps-là (mars 1621), que l'aventure de M. de Bensin, neveu de M. de Salles, le compromit encore davantage. Ce Bensin avait déjà tenté de s'emparer par surprise de Navarrens au mois de décembre 1620. Il y était entré déguisé avec ses complices; mais, découvert par les autorités, il avait pu à grand peine gagner les murailles, qu'il avait franchies en toute hâte. Le vice-roi de Navarre, qui se trouvait à La Force, pour le mariage de sa fille Jacqueline avec le comte d'Orval, second fils du duc de Sully, était accouru aussitôt, et Louis XIII l'avait félicité de son prompt retour. Peu après, à l'instigation d'une assemblée protestante de Pau, Bensin se jette avec quelques troupes dans les tours de Montgiscard, au sommet d'une motte « haute et droite comme un clocher ». Il y était la terreur du pays, et ses regards plongeaient dans l'intérieur de la ville dont son oncle avait été si longtemps gouverneur.

Poyanne, outré de la bravade, sort de Navarrens avec deux

mille hommes et assiège Montgiscard. La Force lui intime l'ordre de rentrer à Navarrens, lui reproche de vouloir faire le lieutenant de Roi, et arrive à son tour, amenant des troupes nombreuses, devant lesquelles Poyanne « se trouve assez empêché de se voir beaucoup plus faible ». La Force obtient alors du Parlement de Pau un arrêt enjoignant à Bensin d'évacuer les tours de Mongiscard. L'aventurier obéit.

La Force ne pardonne pas à Poyanne d'avoir envoyé à Pau deux officiers d'artillerie avec ordre de se saisir des deux canons si vainement réclamés; il lui en veut d'avoir écrit aux communautés du Béarn que le Roi leur défendait de le reconnaître pour gouverneur. Louis XIII, de son côté, soutient Poyanne et dépêche à La Force un gentilhomme, M. de La Saludie, pour lui commander de désarmer.

« Il m'a le plus étrangement houspillé qu'il est possible », avoue bientôt La Force à M. du Fraixe; mais, par ce même La Saludie, il conjure suppliait le duc de Luynes et le Roi de ne pas lui ôter l'honneur en l'obligeant à demeurer désarmé devant Poyanne en armes. Dans ses lettres, on lit des phrases émouvantes : « Toute la France peut témoigner les services fidèles que j'ai rendus à mes Rois... Au nom de Dieu, Monsieur, ayez quelque compassion de moi, je suis tout blanc et ai vieilli en bien servant et avec honneur... Que si j'ai manqué en quelque chose au respect que je dois à Votre Majesté, je la supplie très humblement de me pardonner et de me faire tant de grâce que de croire en l'obéissance profonde que désire lui rendre son très humble serviteur. » Un serviteur très indépendant aussi, qui, fort loin de désarmer, placait des garnisons dans les villes de Nay, Lescar, Orthez, Morlas et Pau, tout en s'écriant avec désespoir : « Je voudrais que le poignard de Ravaillac eût percé mon cœur et avoir suivi mon excellent maître. »

* * *

Quand, un demi-siècle plus tard, un arrière-petit-fils de La Force, le comte de Lauzun, capitaine des gardes du corps et gouverneur du Berri, perdit l'honneur des bonnes grâces du roi Louis XIV, il fut rapidement conduit dans un carrosse fermé à la citadelle de Pignerol, où il demeura dix ans. Au début du règne de Louis XIII, les choses ne se passaient pas

aussi simplement. Plus d'un défenseur s'armait pour la querelle des grands. Les seigneurs pouvaient compter sur leurs gentilshommes, qui, *nourris* dans leur maison, étaient considérés comme leurs *domestiques*, sur la noblesse cantonnée dans ses châteaux et toujours prête, remarque Voltaire, à « monter à cheval pour aller servir un gouverneur de province ». Aussi La Force, en son lointain Béarn, se riait-il des ordres du Roi. Poyanne, qui le surveillait dans Navarrens, attendait à la première alerte les secours qu'on lui massait en Guyenne, mais La Force savait qu'en cette même Guyenne d'autres secours se massaient contre Poyanne. Ses fils, le marquis de La Force et le baron d'Eymet, s'y préparaient à la guerre. Déjà, dans Bergerac, dont le marquis de Castelnau, son second fils, était gouverneur, Mme de La Force était venue chercher un refuge avec ses belles-filles. La Force, en cette sorte de mobilisation générale, la voyait déjà menacée par l'ennemi, réduite, dans la petite place de guerre, à une vie d'angoisse, confinée, malsaine, bien différente de celle qu'elle menait au château de Pau, sur la terrasse, dans les jardins, devant l'immense panorama neigeux des Pyrénées. Il lui écrivait : « Ce que je crains le plus pour vous autres femmes, d'être à Bergerac, est que souvent, même en ce temps, il arrive de nuit des alarmes aux villes, et j'ai peur que cela vous travaille et donne des appréhensions qui vous fassent mal. Il n'est pas facile d'entreprendre sur Bergerac, car il faut beaucoup de gens, et il est malaisé, le pays étant si favorable, qu'ils puissent s'approcher sans être découverts; le lieu le plus couvert est vers la porte de Clairac, car ils peuvent venir au long de la rivière. Je crains aussi que ne puissiez faire exercice et vous aller promener, car vous êtes devenue paresseuse, et d'ailleurs vous êtes logée au milieu de la ville, laquelle est bien boueuse. »

Cependant le vice-roi de Navarre, demeuré au château de Pau, tentait encore de conjurer par sa diplomatie les calamités qu'il prévoyait. La Saludie était reparti avec la réponse de La Force. « La Saludie fait semblant de se contenter de cette réponse et qu'elle satisferait Sa Majesté », raconte La Force dans ses *Mémoires*; il « la rapporte au sieur d'Épernon à Bordeaux, lequel il avait déjà préparé en passant, lui délivre sa commission », le presse d'exécuter les volontés du Roi.

D'Épernon se rend à son château de Cadillac situé à sept

lieues en amont de Bordeaux, sur la rive droite de la Garonne, où il rassemble ses troupes. La Force, étonné, « dépêche promptement le sieur d'Arros », l'un des barons du Béarn, vers d'Épernon : si d'Épernon « a commandement du Roi de venir en Béarn, il n'a pas besoin d'armée, il y trouvera toute obéissance. N'y a nul en France, ajoutait La Force, qui sache mieux que vous, Monsieur, en quoi consiste l'autorité des gouverneurs en leur charge; que je ne sois pas si misérable qu'après avoir servi près de trente ans en celle-ci, avec honneur, je m'y voie déshonoré en ma vieillesse. »

Le duc d'Épernon, gouverneur de Saintonge et d'Angoumois, savait tout cela; il savait aussi qu'il était l'ami de La Force. Il avait beaucoup à se faire pardonner. N'était-ce pas lui qui, deux ans auparavant, avait aidé Marie de Médicis, exilée par Louis XIII, à s'évader du château de Blois, et rendu possible la guerre de la mère et du fils et la bataille des Ponts-de-Cé. Le duc d'Épernon commença par se montrer marri des mauvais offices qu'on avait rendus à La Force et dit qu'il était nécessaire qu'il informât le Roi, « à qui on avait donné tout autre créance ». Il ne refusa ni ses conseils, ni son concours. Que La Force envoie au Louvre un gentilhomme en poste; d'Épernon ne se hâtera pas, et le gentilhomme sera revenu avant qu'il soit entré en Béarn.

Quel espoir pour La Force, quand d'Arros lui apporte cette réponse du duc d'Épernon! Avec quel soin il écrit ses lettres, avec quelle hâte d'Arros les emporte, sur son ordre, toutes ouvertes, afin que d'Épernon puisse les lire au passage!

D'Arros avait à peine franchi les frontières du Béarn, qu'il tomba sur l'avant-garde du duc d'Épernon. Conduit auprès de celui-ci, il n'en put tirer que cette vaine excuse : « J'ai été pressé des commandements du Roi, mais ne laissez pas de continuer votre voyage. » Ce qu'il fit. D'Épernon continua le sien vers Orthez, tandis qu'un courrier dépêché par d'Arros avertissait La Force à Pau. La Force savait déjà qu'il n'y était plus en sûreté, qu'on « avait dessein sur sa personne ». Les cabales des gens qui convoitaient sa place, la trahison du comte de Bourfranc, qui avait sa confiance, rendaient toute défense inutile, bien que l'on pût trouver, dans les Persans réorganisés, une infanterie nombreuse, et qu'il y eût « beaucoup de noblesse pour monter à cheval ».

Le dimanche 2 mai 1621, après avoir, en pieux réformé, ouï le prêche malgré l'heure pressante, pris congé de Messieurs du Parlement et de tous ses amis, chargé son septième fils, le marquis de Tonneins, de remettre le château de Pau entre les mains du duc d'Épernon, il partit, accompagné d'une vingtaine de cavaliers. Il laissait une lettre qui avertissait le même Épernon de son départ. On ne devait la porter à Orthez que lorsque La Force serait loin sur la route de Guyenne. C'était vers Bergerac et ses remparts que se hâtait le vice-roi disgracié. La route s'allongeait devant lui, coupée à chaque instant par des ruisseaux ou des rivières débordées. Bientôt, la petite troupe est prise entre deux ruisseaux dont les eaux grossissent de minute en minute. Le maître d'hôtel et le cuisinier ont traversé le second ruisseau avec les provisions, mais les eaux sont maintenant trop hautes pour que La Force et les autres cavaliers s'y aventurent, et ils ne peuvent reculer, le premier ruisseau étant devenu aussi infranchissable que le second. Il leur faut rester là toute la fin du jour et toute la nuit sans un morceau de pain, quand les cavaliers du duc d'Épernon sont peut-être à leurs trousses. On se tire du mauvais pas le lendemain. Avant peu, on se trouvera en face de l'Adour. Il n'y a qu'un seul pont sur le fleuve, et le marquis de Gondrin, avec un parti ennemi, accourt à cheval pour le rompre. La Force presse l'allure de ses chevaux. Ce pont, dernier espoir des fugitifs, Gondrin y sera dans un quart d'heure. Mais soudain, voici La Force. Suivi de ses vingts cavaliers, il s'y engage, il passe, il est passé. Trop tard, Gondrin !

Quelques jours après ce *passage du Rubicon*, il était en guerre avec son Roi.

La Force.

LA FRANCE
DES CINQ PARTIES DU MONDE

IX [1]

LA FRANCE DU PACIFIQUE

Le mouvement de curiosité scientifique et désintéressée qui favorisa la reconnaissance du Pacifique peut être rattaché à la fondation de l'Académie des Sciences de Paris (1666) et de la Société Royale de Londres (1670). Ce mouvement se développa au XVIII[e] siècle ; nous en avons un témoignage dans le succès du livre du Président de Brosses, *Histoire des navigations aux terres australes* (1756).

Après les renoncements du traité de Paris, l'opinion française se montra favorable aux voyages de découvertes dans le Pacifique : le 5 décembre 1766, Bougainville partit de Brest : en mars 1768, il reconnut l'archipel Dangereux (îles Pomotou) ; en avril, il passa à Tahiti (la nouvelle Cythère), où Wallis était venu quelques semaines plus tôt ; un peu plus tard aux îles Samoa (archipel des Navigateurs), puis aux Nouvelles Hébrides ; il ne chercha pas à s'approcher de la Nouvelle-Calédonie, dont il avait pressenti l'existence ; il arriva assez péniblement à la Nouvelle-Guinée, et de là revint, par Batavia et l'Ile de France, à Saint-Malo, le 16 mars 1769 (2).

Parmi les autres expéditions françaises dans le Pacifique, il

Copyright by Octave Homberg, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1926 — 1[er] août 1927.

(2) Il mourut en 1808, vice-amiral et sénateur.

convient de mentionner les deux voyages de Kerguelen aux îles australes (1771-1772 et 1773-1774); celui de Surville à la Nouvelle-Zélande en 1769 marqué par d'injustes cruautés; celui de Marion-Dufresne aux îles Crozet (massacré le 12 juin 1772 par les Néo-Zélandais).

Le plus illustre de ces voyages fut celui de Lapérouse. Parti de Brest en 1785 avec l'*Astrolabe* et la *Boussole*, Lapérouse exécuta des levés précieux de toutes les côtes occidentales de l'Amérique jusqu'à la Californie; puis il gagna Macao, la mer du Japon, le Kamtchatka, d'où un de ses compagnons rapporta en France le riche butin scientifique recueilli par lui jusque-là; il redescendit ensuite dans le Pacifique Sud, passa aux Samoa, gagna l'Australie. Sa dernière lettre est datée du 7 février 1788. Depuis lors, on ne reçut plus de lui aucune nouvelle.

Le 29 septembre 1791 partirent à sa recherche, sous le commandement du contre-amiral Bruni d'Entrecasteaux, la *Recherche* et l'*Espérance*. De 1792 à 1793, cette mission visita la Nouvelle-Calédonie et les archipels voisins dont l'ingénieur hydrographe Beautemps-Beaupré établit des cartes précieuses. D'Entrecasteaux mourut en 1794; ses officiers, divisés par des querelles politiques, vendirent ses navires aux Hollandais de Batavia, et il fallut attendre la fin de la Restauration pour que Dumont d'Urville retrouvât à Vanikoro les traces de la fin tragique de l'expédition de Lapérouse.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET SES DÉPENDANCES

L'occupation de la Nouvelle-Calédonie date seulement du 24 septembre 1853. Elle fut amenée par divers événements qu'il est aisé de résumer en quelques mots.

Découverte par Cook en 1774, au cours du voyage de l'*Adventure* et de la *Résolution* (le cap Colnett porte le nom de la vigie qui aperçut la première cette terre), la Nouvelle-Calédonie avait été l'objet, sous la monarchie de Juillet et pendant les premières années du second Empire, de plusieurs tentatives françaises de colonisation : en 1843, l'évêque Douarre, débarqué à Balade par le commandant Jurien de la Gravière, se heurta à l'hostilité des indigènes, et sa tentative provoqua des protestations anglaises, à la suite desquelles Jurien de la Gravière fut désavoué, et fut envoyé un navire la *Seine*, pour amener notre

pavillon. Ce vaisseau fit naufrage et les officiers survivants allaient être massacrés, lorsqu'ils furent sauvés par la *Brillante* lancée à leur recherche (1847). Un officier de marine, nommé Marceau, fonda vers la même date la *Société de l'Océanie*, pour propager l'influence française, spécialement avec le concours des missionnaires de Mgr Douarre. Cette tentative échoua. En 1850, Napoléon III envoya le commandant d'Harcourt sur l'*Alcmène* explorer la côte orientale; une partie de l'équipage ayant été massacrée par les anthropophages, le contre-amiral Febvrier-Despointes prit possession de l'île au nom de la France, le 24 septembre 1853, et gagna de vitesse le commodore Taylor qui désirait planter le pavillon britannique sur l'île des Pins. Il devint le premier gouverneur de ces îles. Celles-ci, rattachées d'abord aux *Établissements français de l'Océanie*, devinrent par décret du 14 juillet 1860 une colonie nouvelle, bientôt agrandie, en 1864, par l'occupation des îles Loyalty.

Plusieurs révoltes des indigènes troublèrent les premières années de notre domination. La principale fut l'insurrection des Canaques en 1878, réprimée par l'amiral Olry.

Comme en Guyane, le second Empire voulut tenter en Nouvelle-Calédonie une colonisation au moyen de condamnés aux travaux forcés. La troisième République créa les peines de la déportation et de la relégation. Le bagne fut institué par décret du 2 septembre 1863 et les premiers forçats furent amenés en 1864 par l'*Iphigénie*. Leur nombre s'éleva jusqu'à près de sept mille en 1889 pour décroître depuis lors, devant les faibles résultats obtenus par l'utilisation d'une main-d'œuvre aussi médiocre. Le dernier convoi dirigé sur la Nouvelle-Calédonie date de 1897, et diverses mesures administratives récentes permettent d'espérer que la Colonie sera bientôt définitivement affranchie de tous vestiges des établissements pénitentiaires. Elle perdra ainsi le renom fâcheux que lui avait valu jadis dans la métropole sa destination administrative, et qui a si longtemps entravé son développement par la colonisation libre, la seule féconde.

Malheureusement la population indigène a diminué rapidement elle aussi. De 42000 âmes en 1887, elle est tombée à 27000 en 1921. Une sorte de fatalité semble peser sur ces races primitives du Pacifique, au contact des peuples civilisés. Aux

Hawaï, dans toute l'Océanie, elles semblent vouées à s'éteindre. Cette disparition pose pour la mise en valeur de toutes nos possessions du Pacifique, avec une acuité encore plus grande que dans toutes nos autres colonies, le problème de la main-d'œuvre. Où trouver ces travailleurs de plus en plus nécessaires? On a cherché à Java, aux Indes, en Chine, en Indochine. Certains avaient paru attendre beaucoup de l'Indochine. Ce groupe de colonies n'a cependant pas une densité de population comparable aux grands réservoirs d'hommes que nous venons de citer. Elle aussi connaît, pour ses grandes cultures industrielles en plein essor, le besoin de faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Elle ne se refuse pas cependant à aider le développement des autres terres françaises du Pacifique, mais ce serait une dangereuse illusion que de compter entièrement sur elle pour remédier à cette crise de main-d'œuvre.

Quand on parle de grouper sous la direction d'un haut fonctionnaire unique l'ensemble de nos établissements du Pacifique, on ne semble pas « réaliser » les distances énormes qui séparent entre eux ces établissements et la variété d'intérêts qui les sépare, plus encore du fait de leurs voisinages plus immédiats. C'est à la politique générale du gouvernement central qu'il revient de régler l'impulsion des uns et des autres, en assurant la liaison de tous.

En face des redoutables éventualités que posent dans le Pacifique l'évolution du Japon, les aspirations des États-Unis et les velléités d'affranchissement que manifestent les Dominions britanniques, les dernières grandes manœuvres navales américaines paraissent vraiment être une répétition. Il importe certes de recueillir sur toutes les rives, toutes les terres de cet immense océan, le maximum de renseignements; mais c'est à Paris que peuvent seulement et doivent par suite être confrontées et utilisées toutes les informations capables d'orienter l'action de la France.

Les produits agricoles de la Nouvelle-Calédonie, sans atteindre l'importance de ses richesses minières, sont loin d'être négligeables. Le coprah se place au premier rang ; il figure, aux exportations de 1925, pour une somme de cinq millions et demi de francs; viennent ensuite le café pour cinq millions, et le coton pour près de trois millions.

Le sol et le climat de cette île se prêtent aussi à la culture de la canne à sucre. Toutefois, avant de se déclarer en faveur de diverses cultures tropicales, il convient de noter que la pluie est assez abondante en Nouvelle-Calédonie : environ cent cinquante jours par an ; ce régime, favorable au cocotier, n'est peut-être pas aussi avantageux pour le cotonnier qui a besoin d'une saison nettement sèche au moment de l'éclosion des capsules.

L'élevage, par contre, peut être très largement développé, et l'administration l'encourage efficacement en concédant aux éleveurs des baux de longue durée, à la condition de débrousser ou de clôturer les terrains de pâturage qui leur sont prêtés. Des usines de conserves ont été construites à Ouaco et à Muéo : leurs produits s'expédient en Australie, dans les îles du Pacifique, et même en Europe. Chacune de ces usines abat environ 3 000 têtes de bétail par an.

Si dignes d'intérêt que paraissent, dans la Nouvelle-Calédonie, les essais de petite colonisation poursuivis par l'administration, spécialement en faveur des jeunes gens du Nord, « les Nordistes », comme on les a appelés là-bas, — qui ont connu, après de trop brillants espoirs au départ, quelques déceptions à l'arrivée, — il faut bien reconnaître que cette colonie, malgré la douceur relative de son climat, ne deviendra jamais, en raison de son éloignement de la métropole, une colonie de peuplement qui puisse attirer nos paysans au même titre que l'Algérie et le Maroc. Faut-il le souhaiter d'ailleurs, et n'est-ce pas d'abord en Afrique du Nord que nous avons besoin d'eux, pour des raisons politiques plus fortes encore que les raisons économiques ?

Parmi les affaires les plus vivantes et les plus prospères de la Nouvelle-Calédonie, il convient de citer une vaste entreprise française qui centralise une variété considérable d'opérations : commerce, métallurgie, armement, banque, etc., et fait penser, par l'ampleur de son activité, aux Compagnies des Indes de jadis. Ce groupe a élevé à Nouméa des hauts fourneaux qui traitent entre 80 000 et 100 000 tonnes de minerai de nickel par an.

On sait que le nickel de la Nouvelle-Calédonie, découvert en 1863 par l'ingénieur Garnier, a fourni pendant longtemps 90 pour 100 de la quantité de ce métal consommée chaque année dans le monde. Aujourd'hui, à la suite de la mise en exploitation des ferro-nickels canadiens, cette part est tombée

à environ 25 pour 100. La teneur moyenne du minerai exploité actuellement varie de 5 et demi à 6 pour 100. Les gisements calédoniens sont très considérables et assurent aux usines de Nouméa une trentaine d'années, au minimum, de pleine activité.

A côté du puissant groupement auquel nous venons de faire allusion, une autre Société plus ancienne a construit à Thio des hauts fourneaux qui traitent environ 30 000 tonnes de minerai de nickel par an. Cette dernière Compagnie a eu le grand mérite d'introduire l'électro-métallurgie en Calédonie, en établissant à Yaté un puissant barrage, et en édifiant une usine hydro-électrique de 10000 chevaux dont l'exécution fait grand honneur à ceux qui l'ont conçue. Cette usine est destinée à traiter un minerai de chrome, probablement le plus riche du monde, — puisque sa teneur dépasse 50 pour 100, — jusqu'ici exporté brut, en particulier sur l'Australie. Sa mise en marche paraît avoir été retardée toutefois par la nécessité d'améliorer les galeries destinées à lui fournir du minerai.

La Nouvelle-Calédonie possède en outre, à Moindou, un riche gisement de charbon anthraciteux, qui, mélangé avec un tiers de charbon gras australien, produit d'excellentes briquettes, précieuses pour les industries locales et pour la navigation. Enfin, il faut citer encore des gisements intéressants de fer et de cobalt.

Ce rapide tour d'horizon montre toute la valeur de cette colonie lointaine, particulièrement bien partagée au point de vue minier, dont l'essor a été ralenti par la situation médiocre où s'est trouvé longtemps son budget local, mais qui se développe progressivement maintenant. Ce n'était point certes là la terre ingrate où la France devait se contenter de rejeter tous tous les indésirables, tous les déchets humains de la métropole.

LES NOUVELLES-HÉBRIDES

Le 30 avril 1606, le navigateur espagnol don Pedro Fernandez de Queiros, parti à la recherche du continent austral, découvrit une terre à laquelle il donnait le nom de *Terra Australis del Spiritu Santo*. C'était l'une des îles de l'archipel qu'aucun autre navigateur ne devait plus visiter pendant plus d'un siècle et demi. En 1767 seulement Philippe Carteret y

pénétrait, et l'année suivante, Bougainville prenait possession, au nom de la France, des îles Pentecôte, Aurore et Pic de l'Étoile, auxquelles il donnait le nom de grandes Cyclades.

L'archipel fut exploré par Cook, lors de son second voyage, en 1774, et reçut de lui son nom actuel de Nouvelles-Hébrides. Lapérouse, en 1788, d'Entrecasteaux, en 1793, Dumont d'Urville, en 1828, le visitèrent à leur tour.

Lorsque, en 1853, le pavillon français fut arboré sur la Nouvelle-Calédonie par le contre-amiral Febvrier-Despointes, le procès-verbal rédigé à l'occasion de cette prise de possession fit mention des dépendances de l'île, mais sans les désigner d'une façon précise.

La richesse des Nouvelles-Hébrides attire, à cette époque, de nombreux colons et traitants anglais. La situation de l'archipel oriente cependant de façon tellement évidente vers la Nouvelle-Calédonie le mouvement de ses échanges que les résidents anglais de Tanna réclament eux-mêmes, en 1875, l'annexion des îles à la France. Les commerçants calédoniens groupés autour du plus actif et du plus clairvoyant d'entre eux, John Higginson, appuient de toutes leurs forces cette revendication en tous points conforme à leurs intérêts. Mais un mouvement d'opinion en sens contraire se dessine en Australie. L'annexion immédiate des Nouvelles-Hébrides à l'Angleterre est réclamée au cours d'un meeting tenu à Melbourne en 1877. Le gouvernement français, après demande d'explications à Londres, déclare, dans une note du 15 janvier 1878, qu'il n'a pas « le projet de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides », et le gouvernement britannique déclare que, de son coté, il est disposé à respecter l'indépendance des îles.

La création, sous l'impulsion de John Higginson, de la *Compagnie calédonienne des Nouvelles-Hébrides*, qui assurait rapidement la prédominance de l'élément français, excitant l'envie des colons australiens, fit renaître leur esprit d'opposition. Sur leurs instances, des négociations furent ouvertes de nouveau, en 1885, entre Londres et Paris. Nous avions envoyé, au mois de mai de cette année, des troupes ayant pour mission de protéger nos nationaux contre les trop nombreux attentats dont ils étaient victimes, dans leurs personnes et dans leurs biens. La convention du 24 octobre 1887 nous imposa l'obligation de retirer nos troupes. Elle instituait une commision navale mixte

« chargée de protéger les personnes et les biens des sujets français et britanniques daus les Nouvelles-Hébrides ».

Ce régime, même après que la convention du 20 octobre 1906 l'eut consolidé par l'établissement d'un système à peu près complet d'organisation administrative et judiciaire qui établissait le *condominium*, ou souveraineté commune et indivisible de la France et de l'Angleterre sur l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Banks et Torrès, n'a donné que de médiocres résultats, quant au développement économique de l'archipel. Ni la création des voies de communication indispensables, ni l'aménagement des ports et le balisage des côtes n'ont été poursuivis avec une activité suffisante. L'immatriculation des terres et le règlement des litiges fonciers s'effectuent avec une déplorable lenteur. Les colons français, qui sont de beaucoup les plus nombreux, se plaignent avec raison d'alimenter, pour la plus grosse part, le budget des services communs sans retirer de leur contribution aucun bénéfice appréciable.

Il apparaît clairement, en Angleterre et en Australie aussi bien qu'en France, que le régime du *condominium* a fait faillite et qu'il importe d'établir sur des bases entièrement nouvelles le statut de ces territoires où les intérêts français, placés en droit sur un pied d'égalité avec les intérêts anglais, ont, en fait, une importance autrement considérable.

Au recensement de mai 1924, la situation comparative des deux nations se présente comme suit :

France.		Angleterre.	
Français	709	Sujets britanniques	322
Ressortissants et sujets . .	1 082	Ressortissants et sujets . . .	98
	1 791		420

Depuis mai 1924, la différence n'a fait que s'accentuer au profit de la France. La progression constante de l'élément blanc français et l'introduction de 2 500 Annamites français, ont porté le total des représentants de la France à un chiffre approximatif de 4 500 âmes pour l'ensemble de l'archipel. Dans le même temps, la population anglaise a diminué ; et la part britannique dans la possession du sol s'est trouvée d'ailleurs, au début même de la présente année, réduite de 25 000 hectares, cédés

à des Français par le *Pacific Isles Investment Cy*. La répartition de la propriété foncière se répartit comme suit :

Français.	642 298 hectares.
Anglais.	104 478 —
Indigènes.	438 000 —

Dans l'activité commerciale s'affirme la même prédominance de la France ; sur un commerce total de 53 187 260 francs en 1925, la part de la France atteint 39 548 069 francs, celle de l'Angleterre 13 639 190 francs. Le mouvement maritime lui-même nous fournit un nouvel argument : 14 875 tonnes ont voyagé sous pavillon anglais en 1925, et 53 329 sous pavillon français. Ce fait si remarquable apporte un argument décisif en faveur de la prédominance française.

Dans ces conditions, une solution définitive s'impose. Les Anglais, les premiers, s'en rendent compte. *L'Argus*, important journal de Melbourne, écrivait dernièrement : « Les Français ont pris la responsabilité ; par conséquent, ils ont acquis les droits. » La Commission impériale britannique, réunie à Londres au début de 1927, a réclamé aussi une décision. Des négociations sont en cours entre les deux gouvernements, et, étant donné l'esprit amical qui les anime également, nous devons espérer un règlement du problème conforme à l'équité : l'annexion pure et simple des Nouvelles-Hébrides au territoire de la France totale.

En attendant ce règlement, nous devons signaler une mesure intéressante, prise, suivant une formule très nouvelle, par l'État français, aidé d'un grand établissement financier, pour assurer la mise en valeur des Nouvelles-Hébrides. Nos domaines dans cet archipel étaient jusqu'en 1922 en grande partie détenus par une Société qui n'avait pas obtenu dans cette voie de résultats marquants. Au mois d'avril 1922, l'établissement financier en question, — qui a rendu et rend chaque jour à la France du Pacifique les plus signalés services, — a racheté la majorité des actions de la Compagnie primitive pour le compte de l'État français. Les plus importantes entreprises de la Nouvelle-Calédonie ont d'ailleurs participé à cette opération, ce qui a permis à la nouvelle Société de s'assurer pour soixante-quinze ans un domaine immobilier de 750 000 hectares.

Sur l'ensemble de ce domaine, elle mettra gratuitement à la

disposition de l'État français, 15000 hectares de bonnes terres pour favoriser le création des centres de colonisation, et dans la limite maxima de 5000 hectares, les terrains nécessaires à l'installation des services publics. Comme mandataire de la Société primitive, elle est chargée de la vente de ceux des terrains qui ne doivent pas être réservés à l'État français.

A ce titre, elle a déjà participé à la constitution d'une Société ayant pour objet la culture du coton sur un domaine de 10000 hectares dans la région de Norsup, sur la côte est de l'Ile Mallicolo. Elle a donné également son appui à une autre Compagnie qui a pour objet la mise en valeur de l'archipel aux points de vue agricole et minier.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

Tahiti. — La première description faite des sites enchanteurs de Tahiti est sortie de la plume du navigateur Wallis, que le roi d'Angleterre George III avait chargé de compléter les travaux de Byron. Wallis débarqua au nord de l'île, le 19 juin 1767. L'année suivante, Bougainville, dans son voyage autour du monde sur la frégate la *Boudeuse*, mouilla le 2 avril 1768 devant Hitisa. Accueilli par les populations de l'île avec « mille témoignages d'amitié », il établit à terre un campement, noua les plus cordiales relations avec les chefs indigènes et ne quitta l'île, qu'il nommait la Nouvelle Cythère, qu'après avoir enfoui dans son sol un acte de prise de possession inscrit sur une planche, avec une bouteille bien fermée, contenant les noms des officiers qui l'accompagnaient.

Cook, au cours de ses voyages, n'aborda pas moins de quatre fois à Tahiti en 1769, 1773, 1774 et 1777. De nombreux missionnaires anglais débarquent aussi bien à Tahiti, qu'aux Marquises et aux Nouvelles-Hébrides. C'est l'époque où l'Angleterre, cruellement éprouvée par la séparation de ses colonies américaines, considère, non sans convoitise, les îles océaniennes, qui exercent leur attrait sur tous les navigateurs du temps.

Sous le règne de la reine Pomaré IV débarque à Tahiti, vers la fin de 1824, un missionnaire anglais, du nom de Pritchard, qui va jouer dans l'histoire de l'île un rôle considérable. Les premiers missionnaires catholiques français sont à peine

arrivés à Tahiti en 1836, que Pritchard obtient de la reine leur expulsion. Envoyé par le gouvernement français, en 1838, le contre-amiral Dupetit-Thouars conclut avec la reine Pomaré une convention assurant la liberté intégrale à tous les citoyens français. Le capitaine de vaisseau Laplace, en 1832, fait ajouter un acte additionnel sur la liberté des cultes. En 1840, Pritchard se rend à Londres pour demander le secours de son gouvernement. Des troubles éclatent à Tahiti. Pressée par plusieurs chefs influents de solliciter notre protectorat, la reine serait tentée d'accéder à leur demande, si les Anglais n'intervenaient énergiquement en sens contraire. Dupetit-Thouars, qui vient de rentrer des Marquises, où il a décidé les indigènes à accepter l'annexion de ces îles à la France, adresse au gouvernement indigène un ultimatum, dans lequel il exige des garanties contre une « conduite inique et rigoureuse ». La reine Pomaré consent officiellement à l'installation de notre protectorat. Un traité est signé avec elle et ratifié par le gouvernement français sans que l'Angleterre fasse la moindre opposition.

De retour dans l'île en 1843, Pritchard se refuse à accepter les faits accomplis en son absence. Il engage la reine à résister. Dupetit-Thouars, le 6 novembre, proclame la déchéance de la Reine, prend officiellement possession de l'île, installe comme gouverneur le capitaine de vaisseau Bruat. Le 31 janvier 1844, sur le conseil de Pritchard, qui s'ingénie à lui faire entrevoir des dangers imaginaires, Pomaré se réfugie à bord d'un vaisseau anglais. Des troubles éclatent, Pritchard est arrêté et remis entre les mains du commandant d'un navire anglais. Peu s'en fallut que « l'affaire Pritchard » ne déchaînât la guerre entre la France et l'Angleterre. Le gouvernement de Louis-Philippe fit blâmer publiquement, à la Chambre, par Guizot, et l'annexion de Tahiti et l'arrestation de Pritchard. Une indemnité est versée à Pritchard. En 1848, le protectorat est rétabli et l'autorité de la reine restaurée.

Le protectorat français est solidement établi par une convention passée en 1857 avec l'Angleterre. Il se transforme en annexion définitive le 30 décembre 1880. Aucun événement ne vient dès lors troubler l'existence paisible de Tahiti, jusqu'aux jours tragiques de 1914, où le 22 septembre, les croiseurs cuirassés allemands *Scharnhorst* et *Gneisenau* vinrent lancer sur Papeete 125 obus de 204 : le commandant Destremau, après

avoir ordonné de mettre le feu aux approvisionnements de charbon, fit couler dans la passe la *Zélée*, préalablement délestée de ses canons. Les croiseurs allemands reprirent, en passant par les Marquises, la route qui devait les conduire aux Falkland (1).

Les Iles sous-le-Vent. — Découvertes par Cook en 1769, les Iles sous-le-Vent ne virent arriver qu'en 1797 les premiers missionnaires anglais, en 1837, les premiers missionnaires catholiques français.

La funeste convention franco-anglaise du 19 juin 1847, inspirée, du côté anglais, par les intrigues de Pritchard, nous fit reconnaître formellement l'indépendance des îles de Huahine, Raiatéa, Bora-Bora, et renoncer à jamais prendre possession, dans l'avenir, de l'une ou de plusieurs d'entre elles. Il nous fallut attendre que, en 1880, une demande de protectorat eût été formulée par divers chefs indigènes, pour hisser le drapeau français à Raiatéa. L'Angleterre, hostile tout d'abord, se mit d'accord avec nous pour maintenir notre protectorat pendant une période provisoire de six mois, jusqu'à ce qu'une entente définitive fût intervenue. Les négociations, au lieu de six mois, durèrent sept années. Le 16 mars 1888, la souveraineté pleine et entière de la France sur les Iles sous-le-Vent était proclamée, et, le 30 mai de la même année, était signée à Paris la convention abrogeant définitivement la convention de 1887.

Les Iles Marquises. — Dans les légendes qui circulèrent longtemps parmi les indigènes des îles Marquises, et dans la langue dont ils font usage encore aujourd'hui, la trace se retrouve du premier débarquement du navigateur espagnol Alvaro Mendana de Neira, dans les dernières années du XVI^e^ siècle.

Près de deux siècles plus tard, Cook apparaît le 6 avril 1774. Viennent ensuite, en 1791, le capitaine Ingraham, de Boston ; le Français Marchand ; en 1804, le Russe Krusentern ; en 1813, l'Américain Porter.

En 1838, Dupetit-Thouars arrive, ayant à son bord deux missionnaires qu'il doit débarquer dans les îles. Il est accueilli par les indigènes avec des manifestations d'amitié qui ne sont pas moins vives, après son départ, à l'égard de Dumont d'Urville. C'est à Dupetit-Thouars que devait revenir l'honneur

(1) Voyez *l'Epopée de Tahiti*, par MM. Claude Farrère et Paul Chack, dans la *Revue* du 1^er^ septembre 1924.

de prendre possession des îles, en 1842, au nom de la France.

Les Tuamotou. — Le premier Français qui aborda aux Tuamotou fut Bougainville (1768). Les Tuamotou furent placées sous le protectorat français en 1859, et annexées à la France, en même temps que Tahiti, le 30 décembre 1880.

Les Gambier. — Dix ans après l'arrivée, en 1834, des premiers missionnaires français aux îles Gambier, le protectorat français était établi sur l'île. Il fut confirmé en 1871, mais c'est en 1879 seulement qu'un résident laïque fut installé dans l'archipel. Sur la demande faite par les indigènes le 23 février 1881, l'annexion à la France fut proclamée.

Iles australes. — Tubaï et Raivava ont été placées sous le protectorat français en 1842 et annexées en 1880. Rurutu et Rimatara ont été placées sous le protectorat en 1869, et annexées en 1900.

Rapa. — Le protectorat a été établi sur l'île en 1867. L'annexion a été prononcée en 1887. L'île est rattachée administrativement à l'archipel Tubaï.

Les Wallis. — L'archipel des Wallis, découvert en 1767 par le navigateur anglais qui lui a donné son nom, a été placé sous le protectorat français en 1842 et annexé par décret du 19 novembre 1886.

L'activité commerciale des établissements français de l'Océanie est bien loin d'être négligeable. Elle atteint, en effet, en 1925, un total de 92 millions pour le commerce spécial. La France a importé dans les colonies de ce groupe 11 285 000 francs de marchandises et leur a acheté pour près de 8 millions de produits divers représentant 17 pour 100 des exportations de ces possessions.

Parmi les principales productions, citons le coprah (28 millions de francs), la vanille (près de 13 millions), la nacre de perles (3 millions et demi). Nous devons signaler particulièrement la mise en valeur par une Société financière, dans l'île de Makatéa, l'une des plus occidentales du groupe des Tuamotou, à 130 milles au nord de Papeete, d'importants gisements de phosphates, découverts en 1907, que leur riche teneur (de 80 à 85 pour 100) rend exceptionnellement intéressants.

L'île de Makatéa, formée par un ancien attoll soulevé à environ 70 mètres au-dessus de la mer par un mouvement

sismique, s'élève au-dessus des flots en une falaise presque verticale, où il a fallu ménager des rampes d'accès. Le lagon intérieur a disparu, et en dehors de quelques petites sources, l'eau douce doit être demandée à des citernes qui recueillent les eaux pluviales. Les travaux nécessités par l'exploitation des phosphates ont été parfaitement conçus et exécutés : la partie intérieure de l'ancien attoll se trouve en effet hérissée de multiples aiguilles de roches volcaniques très dures, qu'il a fallu faire sauter à la dynamite pour établir les voies de transport. Les navires qui viennent recueillir la production (cargos de 7 000 à 10 000 tonnes) s'amarrent à l'abri des vents sur des coffres retenus au fond de la mer par des câbles de 450 mètres de hauteur.

Une usine électrique permet de concasser et de sécher les phosphates. L'ensemble des établissements édifiés par la Société comprend, en outre, de vastes magasins de stockage, et les logements nécessaires pour abriter tout le personnel, dirigeants et ouvriers. Au moment de l'arrivée de nos vaillants compatriotes, l'île ne comptait qu'une cinquantaine d'habitants indigènes. Aujourd'hui, l'exploitation occupe une main-d'œuvre de 1 500 hommes.

La production, en voie d'accroissement, atteint déjà aujourd'hui 130 000 tonnes par an. Cette exploitation a rendu pendant la guerre les plus grands services à la Nouvelle-Zélande, en lui permettant de fournir en quantité croissante ses multiples produits agricoles aux Alliés.

Nous croyons avoir montré tout l'intérêt des Colonies française du Pacifique, si peu connues du public métropolitain. Leur valeur économique est réelle, leur valeur stratégique dans les grands conflits qui pourraient s'élever sur le Pacifique, surtout, paraît inestimable. Or, nous entretenons comme forces navales et militaires dans ces mers lointaines un aviso, la *Cassiopée*, et cinquante miliciens à Tahiti.

Ce n'est certes pas là une mise en défense. Ce n'est même pas du gardiennage !

Octave Homberg.

(A suivre.)

LA VÉRITABLE SIGNIFICATION DU *NEVEU DE RAMEAU*

Le Neveu de Rameau de Diderot est sans doute un chef-d'œuvre. Dans tous les cas, c'est le chef-d'œuvre de Diderot. Mais il a eu, et il a encore la destinée de beaucoup de chefs-d'œuvre. Il a été longtemps inconnu. On sait que le manuscrit ou les manuscrits étaient demeurés dans les papiers de Diderot. Gœthe publia la traduction d'une copie en 1805. Cette traduction, traduite en français, fut donnée comme le texte original en 1821. Brière donna le texte authentique d'une autre copie en 1823. Ce ne fut qu'en 1891 que, par un miraculeux hasard, Monval retrouva le texte authentique.

Ce texte différait d'ailleurs très peu de la copie Brière. Il y a donc près d'un siècle que l'essentiel de la rédaction est connu. Mais il y a un siècle aussi qu'on le comprend mal ou qu'on ne le comprend pas du tout. On tient *le Neveu de Rameau* pour un roman, conte ou « satire » (selon le titre même de Diderot) et pour un roman, conte ou satire réaliste. Chef-d'œuvre ou modèle du genre réaliste à une époque où le roman ne connaissait guère que les curiosités de l'analyse des âmes ou les prédications morales et les extases des âmes sensibles. Marivaux, Crébillon le fils, l'abbé Prévost, Duclos, analysaient les émois, les coquetteries, les intérêts, les libertinages des cœurs de femmes ou de petits maîtres; Richardson et J.-J. Rousseau sermonnaient ou « laissaient parler leur cœur ». *Le Neveu de Rameau* est, ou serait tout autre chose. Il serait une peinture fidèle, vive, puissante non pas de l'âme de l'auteur, ni d'une âme, mais d'un être tout entier, dans

sa vie physique, nerveuse, frénétique, comme dans sa vie morale. Le Neveu en effet n'est pas un personnage de fiction. Il a vécu vraiment; Diderot l'a connu, admiré, détesté; il n'a eu qu'à l'observer, à le raconter avec une mémoire fidèle, à l'exprimer dans un style qui eût la verve fougueuse et le pittoresque cynisme du vrai neveu. Ainsi le roman ferait la transition entre *la Princesse de Clèves*, *la Vie de Marianne*, *Manon Lescaut* et Balzac ou Flaubert. Il serait un roman réaliste et objectif, une tranche de vie non point choisie et épurée, mais jetée devant le lecteur dans sa palpitation brutale.

On ajoute que Diderot savait ce qu'il faisait. Il n'a point obéi à un démon inconnu, à « l'aiguillon de sa verve. » Il a dit ce que devait être un roman réaliste, ce qu'il appelle le « conte historique »; il l'a exposé, presque aussi nettement qu'un Flaubert. Il a répété que l'un des mérites des romans de Richardson était de nous faire vivre avec leurs héros, non pas seulement avec leurs âmes et leurs débats de conscience, mais dans leurs propos de tous les jours et de toutes les heures, dans leurs demeures et presque dans leurs vêtements et dans leur peau. L'écrivain, ajoute-t-il, peut, comme le peintre, représenter des Jupiters majestueux ou des Vénus harmonieuses, mais on n'en rencontre guère dans la vie, et la vie mérite qu'on la peigne; il y a des rides, des dessins de veines, des verrues ou des cicatrices qui font de Jupiter ou de Vénus un vieillard du quartier, la boulangère du coin ou Mlle Babuty. *Le Neveu de Rameau* serait donc une exacte application de la doctrine. Jean-François Rameau, le héros, serait une sorte de faune, non point mythologique, mais bien vivant, avec toutes ses verrues, toutes ses crasses physiques et morales, tout son réalisme.

Il est évident qu'il y a dans *le Neveu* un art puissant, qui est si l'on veut réaliste, mais qui n'est pas ce réalisme familier que Diderot a défini en parlant de Richardson et du conte historique. Il est certain que Diderot y a fait preuve d'observation. Mais c'est du réalisme pathétique ou dramatique, la vie exaspérée et non pas la vie quotidienne. Surtout il me semble certain que Diderot n'a pas eu du tout l'intention d'écrire l' « histoire » du neveu authentique, de nous peindre un héros vrai, d'opposer à l'art académique des Jupiters et des Vénus, l'art qui peint un original des carrefours. Il y a du

talent ou du génie réaliste dans cette satire, mais c'est comme par surcroît. Diderot a voulu composer non pas un conte historique, mais ce qu'il appelle un conte philosophique. Et ce qu'il a voulu faire vivre, ce n'est pas du tout le vrai bohème de chez Procope ; c'est un personnage fictif, propre à porter ou justifier ses thèses ; c'est même un confident, si semblable à celui qui se confie qu'on ne les distingue plus. Le Neveu, c'est de temps à autre un plastron ; et presque toujours, c'est exactement Diderot lui-même. *Lui* et *Moi*, les deux personnages du dialogue, c'est en réalité *Moi* et *Moi*, c'est un Diderot qui bataille, âprement, contre un autre Diderot.

***

Assurément, il a existé un vrai Neveu. Nous le connaissons assez bien, par ses amis et ses ennemis, par Piron, Grimm, Cazotte, L.-S. Mercier, et par un poème qu'il publia, *la Raméide*. De patients érudits y ont joint les pièces d'archives les plus authentiques. Ces documents suffisent à démontrer qu'il y a entre le Jean Rameau historique et celui de Diderot des différences profondes, irrémédiables, insultantes. On connaît le héros superbe et misérable de Diderot. Il traîne à travers les cafés et les bouges et, quand il le peut, les salons, son arrogance et sa bassesse. Tantôt petit-maître et maître goinfre, installé à quelque table plantureuse où il paye en flagorneries le droit de boire et de manger ; tantôt chassé pour quelque insolence ou quelque raideur d'échine, vivant d'aumône et couchant aux écuries. Bon musicien, ou du moins passionné de musique, entraîné, quand il parle d'elle, quand elle chante en lui, dans une sorte de délire sacré, mais trop paresseux pour créer une grande œuvre ou même pour vivre de ses leçons. Curieux d'idées, de toutes les idées, observant avec une merveilleuse pénétration la vie qui le roule et les gens qui le bafouent ; capable de percer tous les masques, de mettre à nu tous les mensonges sociaux. Mais incapable de morale ou de conscience ; convaincu qu'il n'y a dans l'histoire du monde que l'histoire des faibles et des forts, que les faibles ont tort et qu'ils sont les mauvais ; que les forts ont raison et qu'ils sont les vertueux ; que le seul but dans la vie c'est d'être fort et par conséquent, dans nos sociétés modernes, d'être riche. Prêt par conséquent à tout faire pour de l'argent, à se vendre, à vendre

l'âme de son fils, à vendre sa femme puisqu'elle est charmante et délurée. Pour le louis d'or il sera bouffon, il sera esclave, il sera proxénète.

Le vrai Jean-François Rameau ne méritait ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

Nous savons qu'il fut ou finit par devenir un pauvre bougre, et par sa faute. Il était d'humeur vagabonde et brutale. Il passa sa jeunesse sinon à dormir, du moins à ne rien faire. Quand ses parents furent las de le nourrir, il se fit soldat; il n'y conquit pas la gloire, troqua le fusil pour le rabat, entra au séminaire, alla jusqu'à la tonsure et refusa d'aller plus loin. Il fut ensuite professeur de chant et de clavecin, erra de Metz à Nevers, de Lyon en Champagne et jusqu'en Suisse. A rouler de province en province, il n'acquit ni la fortune ni la sagesse. Une note de police le donne pour « un caractère peu sociable et difficile à dompter ». Il insulta même, en plein théâtre, les directeurs de l'Opéra et fut, pour cette offense, enfermé au For-l'Évêque. Ce n'est pas là la destinée d'un honnête bourgeois ni même d'un vigoureux aventurier.

Mais ce n'est pas non plus le « fieffé truand », « l'escroc » ; on n'y trouve pas la « perversité de sentiments » et la « turpitude si complète » que Diderot prête à son héros. Tout prouve au contraire que Jean-François Rameau était un original sympathique et un pauvre hère plus malchanceux que perverti. Grimm ne l'aimait pas et le déclare « insupportable ». Mais qui donc Grimm aimait-il? Et Grimm ne dit pas qu'il fut malhonnête. Il avait de bons amis qui n'étaient ni des compagnons de débauche ni des traîne-guenilles, le chanoine Brosse, Bret, Piron, Cazotte. Piron le juge « le meilleur enfant du monde ». Sans doute Piron n'était pas très difficile sur les qualités qui font les bons garçons et il pardonnait aux autres ce qu'il se pardonnait à lui-même, la vie joyeuse, l'insouciance et quelques menus expédients. Pourtant Jean-François Rameau avait eu des « relations » ; il en avait sans doute encore vers 1760, quand le roman de Diderot est rédigé ou ébauché. Ce n'est qu'en 1766 qu'il « conste », nous dit Grimm, qu'il meurt de faim. Il avait pour élèves les filles de fort grandes dames, M^lle^ de Lowendal, M^lle^ de Lameth, M^lle^ de Vane, etc. Il n'était pas seulement reçu chez des gens d'argent, un Bertin ou un Bouret, bons, si l'on veut, à tout croire et à tout prendre,

mais chez le baron de Zurlauben, qui ne manquait pas d'esprit, chez l'ambassadeur de Russie et chez d'autres. Dans tous les cas, personne, si ce n'est Diderot, n'a pensé ou n'a dit qu'il fût un parasite sans vergogne, en quête d'esclavages alimentaires et de camouflets nourriciers. Le Neveu de Diderot ne cultive qu'un art ou plutôt ne perfectionne qu'une science, celle de flatter des imbéciles ou de divertir des brutes; il en fait la théorie et il en conte la pratique avec une fécondité d'invention et une jovialité cynique qui font bien de lui une sorte de monstre misérable et pathétique. Mais ce monstre-là, ni Piron, ni Cazotte, ni même Grimm ou Mercier ne semblent l'avoir rencontré.

Surtout personne ne s'est douté parmi ceux qui s'amusaient de Jean-François ou s'apitoyaient sur sa misère qu'il cachait derrière ses véhémences et ses pantomimes, les plus répugantes vilenies. Personne n'a su, comme le veut Diderot, qu'il ait fait allègrement métier de proxénète. Personne ne l'a soupçonné de dresser son fils pour la paresse et le vice et de préparer le minois mutin et les rondes beautés de sa femme pour le Fermier général. Le Jean-François de l'histoire a parlé dans sa *Raméide* de son fils et de sa femme, qu'il avait perdus. Il en a parlé dans un style désolant, parce qu'il ne savait pas écrire, mais avec l'accent d'un homme qui les a aimés. S'il n'y avait pas le portrait de Diderot, et si l'on avait cru bon d'écrire son histoire, on l'aurait tenu pour un pauvre sire pitoyable, à demi fou, pittoresque et sympathique?

***

N'est-ce pas que le portrait est non pas une calomnie, puisqu'il ne fut pas publié, mais autre chose qu'un portrait?

C'est d'abord un prétexte. Diderot, nous le verrons, a prêté au Neveu toutes sortes d'idées et de systèmes qui étaient à lui Diderot; il lui a fait défendre des paradoxes que lui Diderot avait donnés, donnait, ou donnera pour la vérité. Mais il lui a prêté un vice ou un fond de caractère qu'il détestait, pour le plaisir de le dénoncer, de l'insulter, de l'écraser. Diderot avait bien des défauts ou même quelques vices : mais il avait une vertu, l'amour de l'indépendance. La vie était dure aux hommes de lettres de son temps, quand ils n'étaient pas hommes d'affaires comme Voltaire ou résignés, comme Rousseau, à vivre

de peu. Leur métier les nourrissait mal ou ne les nourrissait pas du tout. Il leur fallait, bien plus qu'aux poètes de nos jours, un « second métier ». Et ce second métier, c'était, avec les vilenies en moins et à quelque chose près, celui du Neveu. On était le pensionné, le protégé ou tout au moins l'hôte et l'écrivain à gages de quelque financier ou de quelque grand seigneur. On « était à quelqu'un » et par conséquent, plus ou moins, le complaisant de quelqu'un, l'homme d'esprit de quelqu'un. C'est ainsi que se tiraient d'affaire un Piron, un Collé, un Carmontelle, amuseurs installés chez leurs patrons comme le maître d'hôtel ou le valet de chambre. C'est ainsi même que vivaient, se poussaient, prospéraient le grand Rameau, l'oncle, chez La Pouplinière; Marmontel chez le même La Pouplinière et chez dix autres; Palissot chez la comtesse de La Marck et la princesse de Robecq, Colardeau chez M. de la Vieuville et presque tous les autres. C'est ainsi qu'on gagnait les sinécures, les pensions sur le *Mercure*, les logements au Louvre, l'Académie. C'est ainsi qu'on arrivait. C'est ainsi que Diderot voyait ceux mêmes qui l'entouraient, Marmontel, Morellet, Grimm, sortir de l'ombre et prospérer. Il n'a jamais voulu de cette prospérité-là; ou plutôt il n'avait rien de ce qui l'assure; il était impétueux et jovial, incapable de discernement mondain et de politesse; en se grisant d'idées ou de mots, il oubliait les personnes; il était de ceux qui s'imposent ou qui lassent, et non pas de ceux qui plaisent, s'insinuent et s'installent. M^me^ Geoffrin pouvait bien lui envoyer une robe de chambre; d'Holbach l'héberger quelques semaines au Grandval; c'étaient là de maigres profits, qu'il ne savait pas, qu'il ne pouvait pas enfler. Et c'est pourquoi il lui fallait rentrer au logis, retrouver la tracassière M^me^ Diderot, traîner l'écrasant labeur de l'*Encyclopédie*; l'aisance ne lui vint qu'assez tard, par celle qui ne l'avait jamais vu, par Catherine II, qui dut prendre d'ailleurs, pour l'aider, le détour d'acheter sa bibliothèque.

C'est pour cela qu'il a fait dans son roman un si long, si âpre et si féroce tableau du métier de parasite. C'est pour cela qu'il a voulu y fouailler « tant de bêtes tristes, acariâtres, malfaisantes et courroucées » lancées à la chasse sournoise des bons dîners, des pensions, des aumônes. C'est parce qu'il les voyait revenir bien souvent avec leur proie, et triomphantes.

C'est une rancune, légitime d'ailleurs; c'est la vengeance de sa dignité pauvre et de son indépendance obscure. C'est une antithèse entre le neveu, c'est-à-dire des hommes de lettres par douzaines, et le seul être « dispensé de la pantomime », « le philosophe qui n'a rien et qui ne demande rien », c'est-à-dire Diderot.

Mais, pour être un parasite bien nourri et bien renté, il n'est pas indispensable d'être proxénète et proxénète de sa femme. La satire semble ici dépasser son but. C'est qu'elle n'est plus une satire, elle est un miroir où Diderot contemple un de ses visages à lui ou plutôt la grimace fiévreuse d'un de ses visages.

Car on ne peut rien comprendre à la philosophie, à la morale, ni même parfois au caractère de Diderot, si l'on parle d'*une* philosophie et d'*une* morale. En réalité, il y a chez Diderot deux philosophies et deux morales brutalement contradictoires; si brutalement qu'il n'y a pas de dialectique subtile qui puisse les concilier. Diderot est matérialiste et athée. Il ne l'est pas sans trouble et, lorsqu'il cesse de raisonner, il lui est cruel de penser que la mort ensevelira dans le néant lui, Mlle Volland et leurs amours; il rêve de molécules qui survivent et qui se joignent. Mais il sait que c'est un rêve. Dès qu'il suit une méditation « froide », elle le conduit au matérialisme et par le matérialisme au déterminisme. Même il n'est pas déterministe et matérialiste par spéculation, par une de ces chaînes de raisonnements géométriques dont la métaphysique de Spinoza avait renouvelé la tradition. De pareilles raisons sont souvent ployables à tous sens; elles sont dans tous les cas subtiles, éloignées de l'usage commun; elles ne s'imposent guère puissamment à un homme comme Diderot. Mais Diderot s'est convaincu que la pensée est une propriété de la matière, par des raisons qui lui semblent plus puissantes et qui sont plus obsédantes. Il a suivi des cours d'anatomie, de médecine; il y a recueilli et rédigé des éléments de physiologie. Il a étudié Locke et Condillac. Il s'est ainsi démontré que toute altération, toute transformation de notre vie physique altérait et transformait notre vie mentale aussi exactement que la variation d'une cause fait varier son effet. Il connaît l'expérience de l'aveuglé-né de Cheselden, l'effet d'une hémorragie cérébrale, d'une catalepsie, du somnambulisme, d'un narcotique. Il s'est construit

un système de la vie et de la pensée qui lui semble presque aussi net et aussi impérieux que les oscillations du thermomètre ou la multiplication des polypes par sectionnement. Le monde est fait de molécules de matière; ces molécules dans certaines circonstances peuvent se grouper, former un ensemble organisé. Cet organisme est doué de sensibilité; à un degré d'organisation supérieur, il est doué de pensée. Quand le groupement de molécules est dispersé par la mort, la pensée née de leur association est anéantie.

Le système entraîne une conclusion nécessaire : c'est qu'il n'y a pas de liberté et, par conséquent, pas de morale. Le paysan, écrit Diderot, qui ne sait pas ce qu'est une montre et qui en voit marcher une, peut croire que les aiguilles tournent parce qu'elles veulent tourner. L'illusion des philosophes spiritualistes est la même. Le vrai philosophe sait qu'il n'y a dans le monde que la matière, obéissant aux lois nécessaires de la matière. Il est parfaitement vain de parler de morale; aussi vain que de louer la vertu d'une montre qui marche bien et de blâmer le vice d'une montre qui marche mal. La vie de chacun est ce qu'elle doit être, selon des lois nécessaires, et non pas ce qu'il veut. Diderot aurait pu, comme bien d'autres, accepter clairement cette conséquence de sa doctrine, ou du moins se taire. Il aurait fait comme tant d'autres; il aurait spéculé d'un côté et vécu de l'autre. Malheureusement ou heureusement, il y avait une chose que Diderot aimait encore plus que l'anatomie, la physiologie, l'interprétation de la nature ou la bataille contre le fanatisme : c'était non pas la morale mais la prédication de la morale.

Vivre, être heureux, c'est prendre en haine les méchants ou ceux qu'on croit méchants; c'est s'attendrir et s'exalter au spectacle de la vertu. C'est crier sa haine ou son enthousiasme. C'est convier l'humanité à les partager. L'honnête homme a été mis sur la terre pour se repaître de générosité, de dévouement, d'humanité et pour traîner les autres à ce banquet.

Cet amour de la vertu, d'une certaine vertu, est bien autre chose chez Diderot qu'un amour de tête et un besoin de conscience. C'est un élan de toute son âme, un « ébranlement de sa machine » un tumulte délicieux de son être, une véritable possession physique. Il en mêle la pensée, le désir, le souvenir à ses élans d'amour pour M^lle^ Volland; il en décrit

avec une complaisance mystique les secousses profondes, son cœur « qui s'étend au dedans de lui » et qui « nage », le frémissement qui s'étend de la racine de ses cheveux à tout son corps. Et il écrit, copieusement, pour qu'on partage ces extases. Il publie *l'Éloge de Richardson*, de Richardson qui a su faire du roman, au lieu d'un tissu de fictions chimériques et de suggestions sensuelles, une vaste et sublime leçon de morale domestique. Il compose l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, c'est-à-dire un essai sur la lutte sublime entre le vice tout puissant et la vertu écrasée mais qui triomphe par son écrasement même. Il a écrit des méditations sur les tableaux de Greuze qu'on pourrait insérer, sans y rien changer, dans une Morale en action. Il a écrit ses drames vertueux, les lettres à Falconet et bien d'autres choses. Ce seraient des œuvres généreuses, éloquentes et pathétiques assez souvent, prolixes et ennuyeuses plus souvent, si ce n'étaient pas, par dessus tout, des œuvres contradictoires. Car, encore une fois, on ne fait pas l'éloge de la vertueuse horloge de famille, on n'écrit point un Essai sur les vices du tigre déchirant la vertueuse gazelle. Et il n'y a pas moyen d'accorder le Diderot prédicateur de morale avec le Diderot qui écrit les *Pensées sur l'interprétation de la nature*, la *Promenade du sceptique*, *le Rêve de d'Alembert* et qui collabore au *Système de la nature*.

Diderot ne pouvait pas ignorer la contradiction. Il aurait pu feindre de l'ignorer, et la taire. Mais il n'était pas dans son humeur de se taire, ni de se résigner. Il a donc tenté l'impossible. A côté de ses effusions et dissertations morales, à côté de ses essais matérialistes il a écrit des tentatives de conciliation. Ces tentatives ne sont pas d'ailleurs des définitions abstraites, des raisonnements en forme. Diderot sent très bien que tout effort pour accorder les mots de déterminisme, et ceux de vice et de vertu est absurde; dans l'abstrait la contradiction est insoluble. Mais à côté de ces abstractions, il y a quelque chose qui n'est pas contradictoire, puisque cela est; ce quelque chose est lui, Diderot. Il a en lui, avec une égale puissance, un égal besoin d'y croire, sa logique de philosophe et ses élans de moraliste, son amour de la science et son amour de la vertu. Peu importent, si l'on veut, les autres. Le matérialisme philosophique n'intéresse que quelques têtes bien faites, qui

n'en seront moralement ni meilleurs ni pires; la foule, qui goûtera les sermons de morale, s'inquiétera fort peu de leur opposition avec un *Système de la nature*. Mais celui qu'il faut accorder avec lui-même, c'est Diderot. C'est en lui qu'il faut qu'il voie clair. Et toute une partie de son œuvre sera une tentative obstinée pour confronter et résoudre ces contradictions intérieures. La clef de la pensée de Diderot est dans une phrase à Mlle Volland, restée inédite jusqu'à la publication récente de M. Ledieu : « Il est dur de s'abandonner aveuglément au torrent universel; il est impossible de lui résister. Les efforts impuissants ou victorieux sont aussi dans l'ordre. Si je crois que je vous aime librement, je me trompe. Il n'en est rien. O le beau système pour les ingrats! J'enrage d'être empêtré d'une diable de philosophie que mon esprit ne peut s'empêcher d'approuver et mon cœur de démentir. » Diderot n'aimait pas enrager en silence ni se résigner aux difficultés. Il a donc entrepris de les vaincre. Cette entreprise, c'est *Jacques le Fataliste* et c'est *Le neveu de Rameau*.

Ce sont des dialogues; et c'est la méthode de discussion qui est fréquente, qui est presque constante chez Diderot. Pour discuter, il cause; et il cause avec lui-même. « Vous savez, écrit-il, que je suis habituée de longue main à l'art du soliloque. » De sa vie ces soliloques sont passés dans son œuvre. Les Entretiens avec Dorval, à la suite du *Fils naturel*, sont, personne ne s'y trompe, des entretiens de Diderot avec lui-même. Soliloque, tout le monde en convient, *Jacques le fataliste* : le maître, c'est Diderot, et Jacques c'est encore Diderot. Soliloque le dialogue du *Salon* de 1767 sur le juste et l'injuste. Soliloques, pour l'essentiel, le *Rêve de d'Alembert*, *Mon Père et moi*, etc... Soliloque enfin, chaque fois qu'il discute au lieu de décrire, *le Neveu de Rameau*. Et c'est ce qu'il nous reste à démontrer.

* * *

Remarquons d'abord qu'il y a des ressemblances certaines entre la vie du Neveu et celle de Diderot, le caractère du Neveu et le caractère de Diderot. Jean-François intéresse Diderot, il lui serait même, sans ses vilenies, tout à fait sympathique parce que c'est un original. Diderot adore les originaux : « s'il en paraît un dans une compagnie, c'est un grain de levain

qui fermente et qui restitue à chacun une portion de son individualité naturelle. Il secoue, il agite; il fait approuver ou blâmer; il fait sortir la vérité. » Il les adore parce qu'il se pique d'en être. Il se distingue « par quelques côtés anguleux de la multitude de ces uniformes et plats galets qui foisonnent sur toutes les plages »; il est heureux qu'on le prenne « pour une espèce d'original ». L'original qu'est le Neveu a le mérite d'une franchise pittoresque et « si peu commune »; il dit les choses « comme elles lui viennent », et elles lui viennent fort à propos pour percer les hypocrisies mondaines et le mensonge des conventions. C'était là, très exactement, l'impétueux Diderot, qui n'avait jamais su comprendre ce qu'étaient les « bienséances » et qui se lançait aveuglément à la poursuite des idées en ravageant les parterres du bon ton et de la politesse. Enfin le Neveu est un « enthousiaste ». Le mot n'avait pas encore été affaibli par l'abus qu'en feront les romantiques; il gardait quelque chose d'inquiétant et même de désobligeant. C'est celui qu'emploieront, pour se moquer de Diderot ou le discréditer, des ennemis, Palissot, l'abbé Gauchat. Mais ses amis et Diderot lui-même n'y auraient pas contredit : « Diderot, dit Mme Necker, est affecté quand il se modère, et naturel quand il est exagéré. » Car c'est dans l'exagération qu'on peut toucher à la vérité. « Je leur semblais, écrit Diderot, extraordinaire, inspiré, divin »; et la physique expérimentale, la science même des observations et des faits ne peut être bien comprise que dans une « espèce de délire philosophique ». Bref, Diderot a toujours eu, toute sa vie, l'air qu'il avait, étant jeune, lorsqu'il entrait chez Mlle Babuty, l'air « un peu fou ».

Sa vie même a été longtemps, comme celle du Neveu, un peu folle. Le Neveu a persisté; ni l'âge, ni l'expérience ne l'ont corrigé. Mais lui et Diderot ont commencé quelque peu de la même façon. Tous les deux ont fait le désespoir de leurs parents qui rêvaient pour eux une vie bourgeoise, provinciale et sûre. Tous les deux ont préféré l'aventure et la bohème. Et tous les deux ont payé leur liberté et leurs caprices par la misère. Le Neveu va « en linge sale, en culotte déchirée, couvert de lambeaux, presque sans souliers ». Mais il rappelle à Diderot qu'il fut un temps où lui non plus n'était pas cousu, où il errait au Luxembourg ou dans l'allée des Soupirs, « en redingote de peluche grise, éreintée par un des côtés, avec la manchette déchirée et

les bas de laine noirs et recousus par derrière avec du fil blanc ». Il aurait pu ajouter que, pour lui donner les six sous de son café, Mme Diderot devait se résigner à ne pas dîner. Diderot et le Neveu, pour calmer les « tribulations de leur intestin » et les « borborygmes de leur estomac », ont capitulé avec leur conscience. Le Neveu s'est rendu sans conditions et s'est jeté, jusqu'au cou, dans la fange. Mais Diderot, comme lui-même le sait bien, y a quelque peu trempé ses bottes. Il a donné des leçons de mathématiques « sans en savoir un mot » (ce qui ne prouvait pas qu'elles fussent mauvaises; il a appris en enseignant). Mais il a, pour payer ses dettes, joué à son vieil oncle un tour de sa façon, qui était sans doute pittoresque, qu'il contait volontiers, où Mme de Vandeul ne voit pas malice, mais qui n'était en somme qu'une escroquerie. Si le Neveu vend aux Bertins, aux Bourets et à d'autres ses plaisanteries et ses flagorneries, Diderot a vendu à un missionnaire des sermons qu'il écrivait sans en penser un mot; c'est un métier qui n'est pas beaucoup plus reluisant que celui de parasite. Bref, le Neveu est ce que Diderot a été un temps ou plutôt ce qu'il a risqué d'être. Il contemple dans le bourbier celui qui a roulé jusqu'au bas de la pente sur laquelle lui-même avait mis le pied. Et peut-être conclut-il, en songeant à Jean-François, comme il conclut dans *l'Encyclopédie* : « notre système de la nécessité..., en nous prêchant l'indulgence et la commisération pour ceux qui sont malheureusement nés, nous empêche d'être si vains de ne pas leur ressembler; c'est un bonheur qui n'a dépendu de nous en aucune façon. »

***

Donc, Jean-François Rameau du roman lui ressemble par l'humeur, comme un méchant frère. Mais, par l'intelligence, il fait plus que lui ressembler : il est Diderot lui-même. Il est Diderot, d'abord parce qu'il est très intelligent. De cette intelligence cynique, cahotée, mais si aiguë et si pittoresque, les contemporains ne nous ont à peu près rien dit en parlant du Jean-François réel. Il était amusant toujours par sa laideur pittoresque, « l'œil ardent, le nez saillant, les joues larges, le sourcil noir et fourni, la bouche bien fendue, la lèvre rebordée et la face carrée » ; il l'était assez souvent par sa mimique, par cette « pantomime » que Diderot a transfigurée jusqu'à une

sorte de vertige épique. « Je le vois, écrit Piron, cabrioler à contre-temps, prendre ensuite un profond sérieux encore plus mal à propos, passer de la haute-contre à la basse-taille ». Enfin il l'était quelquefois par une sorte d'esprit. Cazotte, qui l'aime, atteste qu'il avait des « saillies d'instinct », un genre de plaisanterie analogue à l'humour de Sterne. Grimm, qui ne l'aime pas, convient qu'il rencontrait quelquefois « des idées neuves et singulières ». Mais il ajoute qu'il avait une « sorte d'imagination bête », « que le possesseur de cette sorte d'imagination rencontre plus souvent mal que bien, et qu'il ne sait pas quand il a bien rencontré ». Cazotte doit avouer qu'il était « très souvent ennuyeux, parce que son génie l'inspirait rarement ». Il y aurait d'ailleurs fort loin de ce « génie » authentique à celui que lui prête Diderot, même si Diderot a rencontré et mis en scène son héros dans un jour de verve et d'inspiration. Ses traits, dit Cazotte, « semblaient partir de la plus parfaite connaissance du cœur humain ». Ce serait bien là certains traits du Neveu embelli par le roman, mais non pas tous, non pas les plus audacieux, les plus pénétrants ou les plus « philosophiques ». Il suffirait, pour s'en convaincre, de relire *la Raméide*. On peut croire qu'elle a été écrite dans un jour de tribulation intestinale, dans un de ces jours où le Neveu demande s'il est aisé de « penser grandement ». Mais elle est si tortueuse et si plate, elle se traîne dans une telle confusion de chevilles, de périodes informes et de lieux communs, qu'il est très difficile de croire que l'auteur en fût intelligent à l'ordinaire et spirituel parfois. Tout arrive, si l'on veut, pour ces sortes de demi-fous. Et la conclusion resterait incertaine si l'on ne pouvait pas prouver très exactement que toutes les idées du Neveu ne sont pas à lui parce qu'elles sont à Diderot.

C'est d'abord la polémique littéraire, et cela personne n'en a jamais douté. Il se peut que Jean-François ait eu la dent dure parfois et des rancunes virulentes. Mais il n'y a pas un texte qui nous le montre hostile à Palissot, à Poinsinet le jeune, à M^lle^ Hus, à Fréron, à Baculard d'Arnaud, à Bret, d'Olivet, l'abbé Leblanc, l'abbé Batteux. Dorat, Gauchat, Bergier, Bouret, Bertin et autres. Il a même parlé de Bertin en fort bons termes, dans l'espoir, si l'on veut, de quelque sportule. Or un quart du *Neveu de Rameau* est consacré à nous démon-

trer que les Palissot, Poinsinet, Fréron et les autres étaient les dignes compagnons du Neveu dans la turpitude du parasitisme ; loups, chacals et vautours qui s'entredéchirent autour des quelques os et charognes que leur jettent les Bertin et les Bouret. C'est assurément contre toute justice. Ni Palissot, ni Fréron, ni Bret, ni l'abbé Leblanc n'épiaient la proie des pensions et bénéfices avec plus d'ardeur que Marmontel, Morellet, Duclos et quelques autres philosophes. L'abbé d'Olivet, l'abbé Batteux, l'abbé Gauchat, l'abbé Bergier ont fait en conscience et fort dignement leur métier de régents, de critiques, de défenseurs de la religion.

Mais, si tant d'injures sont injustes ou excessives, elles ne sont point inexplicables, à condition de les mettre sous la plume de Diderot et non pas dans la bouche de Jean-François. Le roman a été vraisemblablement rédigé vers 1760, remanié une ou deux fois plus tard. Et chaque fois il a recueilli les rancunes que Diderot amassait au cours d'une bataille fiévreuse. 1760, c'est l'année des *Philosophes* de Palissot. Déjà les encyclopédistes avaient reçu de rudes coups et semblaient à peu près vaincus. Le privilège de l'*Encyclopédie* avait été révoqué. Les journaux, brochures et traités se multipliaient contre ces « cacouacs », contre ces empoisonneurs publics. Puissamment soutenu par de grands seigneurs, Palissot faisait jouer, et applaudir, sa comédie où en compagnie de silhouettes philosophiques plus vagues, d'un J.-J. Rousseau très précis mais en somme ménagé, Dortidius-Diderot symbolisait l'« enthousiasme » corrupteur et le matérialisme insensé. Les philosophes répliquèrent. D'un camp à l'autre les injures et les défis emplirent les airs. Le *Neveu* lance les siennes dans la bataille qui est la bataille de Diderot. A Palissot, chef du chœur ou chef de bande, il joindra Fréron, « deux insignes maroufles », Trublet qui a eu le malheur de déplaire à Voltaire, l'abbé de Laporte, Gauchat, Bergier qui ont celui de rédiger, contre les encyclopédistes, *l'Esprit de Desfontaines*, *l'Observateur littéraire*, *les Observations sur la littérature moderne*, *les Lettres critiques ou analyse et réfutation de divers écrits contraires à la religion*, *la Réfutation du système de la nature*, etc... etc... Diderot ajoutera plus tard l'« auteur des *Trois siècles* » [*de la littérature*], l'abbé Sabatier de Castres, parce qu'il dénoncera Diderot comme un bavard dangereux ; les financiers Bouré et Bertin et Mlle Hus (à qui

Bertin veut du bien), parce qu'ils font leur cour à de grands seigneurs et non pas aux Encyclopédistes; des mendiants brelandiers et escrocs avérés comme Baculard d'Arnaud et La Morlière pour le déshonneur de leur compagnie. Et Jean-François Rameau, qui ne leur voulait dans la réalité aucun mal, vengera ainsi, sans s'en douter, les injures du seul Diderot.

Avec ses injures il sera chargé de faire expier ses ennuis. La musique du grand Rameau ennuyait Diderot. Il lui reconnaissait des mérites. Il le préférait à Lulli et se félicitait qu'il eût enterré « le Florentin ». Mais la musique italienne, celle des « bouffons », l'avait conquis. Dans la polémique furieuse qui opposa les partisans de la musique italienne et de la musique française, il fut, comme ses amis Grimm et J.-J. Rousseau, du côté des Italiens. Dès lors il veut que les virtuoses italiens « enterrent » Rameau. Son harmonie est un tintamarre, ses théories des visions inintelligibles. C'est son opinion et c'est celle du Neveu tout au long de sa conversation avec Diderot. Mais ce n'était assurément pas celle du vrai Jean-François Rameau. Il se « moquait de son oncle », nous dit Piron, mais il s'en moquait parce qu'il était égoïste, parce qu'il le verrait « tirer la langue d'un pied » sans lui donner un verre d'eau. Il avait de l'estime pour les Italiens. Mais il avait plus d'estime encore pour les théories et pour la musique de son oncle. Il écrit, pour le défendre contre Rousseau, un chant de son poème *La défense du goût*. Et quand il se fait compositeur, il écrit des pièces de clavecin qui sont perdues mais dont la description détaillée, donnée par l'*Année littéraire*, témoigne qu'elles suivent la tradition de la musique française.

Un assez long passage de *la Rameïde* nous expose les idées du vrai Neveu sur les idées de l'oncle, sur la basse fondamentale, les rapports de la mélodie et du « fond d'harmonie ». Elles n'ont aucune ressemblance avec les dissertations que Diderot prête à son Neveu dans le roman. Ces dissertations sont fort confuses. On y distingue assez bien quelques principes. Le Neveu reproche à la musique française de manquer de naturel et de vérité pathétique, d'abuser de la mythologie, des machines, des madrigaux, de nous transporter en un mot dans un monde de convention où l'on parle dans un style

artificiel. La musique italienne au contraire prend ses sujets dans la vie; les passions qu'elle exprime sont nos passions et non pas celles d'une Armide ou d'un Castor. On comprend fort bien la comparaison. Mais il y a beaucoup de raisons que l'on comprend mal. « Le chant est une imitation, par les sons d'une échelle inventée par l'art ou inspirée par la nature, comme il vous plaira, ou par la voix ou par l'instrument, des bruits physiques ou des accents de la passion; et vous voyez qu'en changeant le dedans, les choses à changer, la définition conviendrait exactement à la peinture, à l'éloquence, à la sculpture et à la poésie. » C'est sans doute du galimatias. Il se prolonge. Si l'on veut en avoir la clef, c'est à Diderot qu'il faut s'adresser. Les théories confuses du Neveu sur « la déclamation qui est comme une ligne et le chant comme une autre ligne qui serpenterait sous la première » s'éclairent par la *Lettre sur les sourds et muets* et le *Troisième Entretien avec Dorval.* On y trouve une longue discussion, accompagnée d'exemples, sur les correspondances qui doivent exister entre le « cri animal de la passion » et son expression musicale ou plastique. Dans les termes mêmes, la critique du Neveu et celle de Diderot se ressemblent. Le Neveu n'aime pas le style de la musique française, « les vols, les lances, les gloires, les triomphes, les victoires ». Le *Troisième Entretien* loue un morceau « où il n'y a ni lance, ni victoire, ni tonnerre, ni vol, ni gloire ».

* * *

Tout cela n'est rien. On comprendrait aisément que Diderot ait prêté au Neveu ses idées musicales et profité de ce qu'il n'aimait pas la personne de l'oncle pour lui faire dire qu'il n'aimait pas sa doctrine. Ces discussions sont dans le roman un accessoire. L'essentiel en est une philosophie de la vie et même une philosophie. Or c'est, point par point, une philosophie que Diderot a prise à son compte.

Le Neveu ne croit ni à la liberté, ni par conséquent à la volonté. On est bien ou mal né, sans rien pouvoir changer à ce que nous imposent nos organes, nos « molécules » ou nos « fibres ». Le Neveu n'a pas de sens moral. Il en est aussi peu responsable qu'un aveugle-né de sa cécité. « C'est apparemment qu'il y a pour les belles choses en morale un sens que

je n'ai pas, une fibre qui ne m'a point été donnée, une fibre lâche qu'on a beau pincer et qui ne vibre pas. » C'est la doctrine sur laquelle Jacques le Fataliste dissertera copieusement; il fait le bien parce que sa fibre morale vibre, parce qu'il s'émeut de pitié ou de tendresse. Mais il n'a pas plus de mérite que n'en ont une terre d'être fertile et un fruit savoureux. Et c'est, dans le détail même de l'expression, une des théories ébauchées dans le *Rêve de d'Alembert* : « un animal étant un instrument sensible parfaitement semblable à un autre, doué de la même conformation, monté des mêmes cordes, pincé de la même manière par la joie, par la douleur, par la faim, par la soif, par la colique, par l'admiration, par l'effroi... »

A défaut du raisonnement, de la médecine et de la physiologie, l'histoire des mœurs et de la civilisation serait là d'ailleurs pour nous convaincre que la morale n'est qu'une convention. « Souvenez-vous, dit le Neveu, que dans un sujet aussi variable que les mœurs, il n'y a rien d'absolument, d'essentiellement, de généralement vrai ou faux, sinon qu'il faut être ce que l'intérêt veut qu'on soit. » Rien n'est plus banal, vers 1760, parmi les Encyclopédistes, que ce thème de la relativité de la morale. Il est développé longuement par Helvétius dans *l'Esprit*. Diderot, sans doute, n'est pas d'accord avec Helvétius : « ce qui paraît avoir induit notre auteur en erreur, c'est qu'il s'en est tenu aux faits qui lui ont montré le juste ou l'injuste sous mille formes opposées et qu'il a fermé les yeux sur la nature de l'homme où il en aurait reconnu les fondements et l'origine. » Car la morale « se renferme dans l'enceinte de l'espèce ». Mais c'est une enceinte bien fragile et constamment Diderot est rejeté vers le scepticisme ou l'incertitude. « La justice, écrit-il à Catherine II, ne peut consister en telles ou telles actions déterminées, puisque les actions auxquelles on donne le nom de justes varient selon les pays et que ce qui est juste dans l'un est injuste dans l'autre. »

Même dans les cas les plus clairs on rencontre, quand on y réfléchit, d'insolubles difficultés. Le Neveu, sarcastique, le fait remarquer : « *Moi*. — De Socrate, ou du magistrat qui lui fit boire la ciguë, quel est aujourd'hui le déshonoré? — *Lui*. — Le voilà bien avancé! en a-t-il été moins condamné? en a-t-il moins été mis à mort? en a-t-il moins été un citoyen turbulent? par le mépris d'une mauvaise loi en a-t-il moins

encouragé les fous au mépris des bonnes? » Or là encore c'est, en réalité, *moi* qui dialogue avec *moi*. Dans les *Pensées philosophiques*, Diderot a examiné longuement le problème de Socrate et d'Aristippe qui le condamne. Car Aristippe se soumet à la loi, même mauvaise, « de peur qu'en discutant de son autorité privée les mauvaises lois, il n'encourage par son exemple la multitude insensée à discuter les bonnes ». La discussion est reprise sous une autre forme, dans l'*Entretien d'un père avec ses enfants*. Et l'esprit de Diderot reste « balancé, sans trouver d'ancre qui le fixât ».

Le Neveu en a trouvé une, très solide, sinon pour la pratique, du moins pour la spéculation : son caprice et son plaisir. Il se conforme ainsi à la loi universelle, à la seule loi : « Tout ce qui vit, sans en excepter l'homme, cherche son bien-être aux dépens de qui il appartiendra. » C'est la loi de l'égoïsme, la seule que nous révèle l'expérience; et Diderot est, sur ce point encore, d'accord avec le Neveu, *Lui* n'est qu'un autre aspect de *Moi* : « Pressez, dit *Moi*, un homme de motifs en motifs et vous trouverez que son bonheur particulier est toujours la fin dernière de toutes ses actions réfléchies. Il n'y a qu'un devoir, c'est d'être heureux. Puisque ma pente naturelle, invincible, inaliénable, est d'être heureux, c'est la source unique de mes vrais devoirs. » Le Neveu suivra donc sa pente naturelle qui est de ne rien faire et de demander à Bouret ou à Bertin de bons repas qui ne coûtent rien. Ce n'est certes pas la pente d'un homme digne et d'un philosophe. Mais qu'y faire? Et il arrive à Diderot de penser qu'il n'y a rien à y faire : « Vous croyez, dit le Neveu, que le même bonheur est fait pour tous. Quelle étrange vision! Le vôtre suppose un certain tour d'esprit romanesque que nous n'avons pas, une âme singulière, un goût particulier. Vous décorez cette bizarrerie du nom de vertu ; vous l'appelez philosophie. Mais la vertu, la philosophie sont-elles faites pour tout le monde? » Diderot-Rameau pose la question avec bonne humeur; Diderot philosophe l'avait déjà résolue avec gravité : « concluons donc qu'une action qui convient ou qui ne convient pas à la nature de l'être qui le produit est normalement bonne ou mauvaise, non parce qu'elle est conforme ou contraire à la loi, mais parce qu'elle s'accorde avec l'espèce de l'être qui la produit ou qu'elle y répugne. »

Il y a pourtant une sorte de morale du plaisir, car tous les

plaisirs ne conviennent pas toujours à « la nature de l'être ». Chacun a le droit d'être heureux à sa manière, mais à condition de calculer son bonheur et de ménager l'avenir. Il plaît au Neveu d'être parasite ; soit. Il lui plaît d'être insolent : on le met à la porte. Et c'est tant pis pour lui. Il a mal calculé son bonheur. Beaucoup calculent mal. La poursuite aveugle du plaisir mène aux vices et les vices mènent à la maladie et à la mort. Le Neveu le reconnaît volontiers : « Vous vous livrez à la débauche des femmes; vous serez hydropique. Vous êtes crapuleux; vous serez poumonique. Vous ouvrez votre porte à des marauts, et vous vivez avec eux ; vous serez trahi, persiflé, méprisé... — *Moi*. — Vous avez raison. » D'autant plus raison que lorsque *Moi* écrit à Mlle Volland, il parle exactement le langage du Neveu : « Je lui montrai l'envieux avec ses yeux creux et son visage pâle et maigre ; l'intempérant avec son estomac délabré et ses jambes goutteuses, le luxurieux avec sa poitrine asthmatique... »

Évitons donc, si nous sommes sages, l'hydropisie, la pneumonie, la goutte. Mais c'est à cela que se borne la sagesse. La vertu n'est qu'un mot, ou qu'une duperie. Le seul point qui importe, dans la vie, est de bien mener son affaire : « Puisque, dit le Neveu, je puis faire mon bonheur par des vices qui me sont naturels... il serait bien singulier que j'allasse me tourmenter comme une âme damnée pour me bistourner et me faire autre que je ne suis. » Diderot n'a pas toujours donné tort au Neveu ; pour le moins il a hésité à lui donner tort. Il est bien convaincu « que dans une société aussi mal ordonnée que la nôtre, où le vice qui réussit est souvent applaudi et la vertu qui échoue presque toujours ridicule .. à tout prendre on n'a rien de mieux à faire pour son bonheur que d'être un homme de bien ». Mais c'est une conviction un peu chancelante et qui se sent toujours menacée ; c'est une de ces questions « très simples en apparence » et dont en réalité Diderot juge la démonstration « au-dessus de ses forces ». « Non, je ne suis pas bastant pour ce sublime travail : j'y consacrerais inutilment toute ma vie. » D'autant plus que Diderot a été tenté parfois par l'idéal du Neveu et que, s'il aspire à la vertu, c'est une vertu confortable et luxurianie. « Tenez, dit le Neveu, vive la philosophie, vive la sagesse de Salomon : boire de bon vin, se gorger de mets délicats, se rouler sur de jolies

femmes, se reposer dans des lits bien mollets. Excepté cela, le reste n'est que vanité. » *Moi* ne contredit pas Salomon et le Neveu. « Je n'aimerais, écrit-il à l'abbé Le Monnier, ni le gland, ni les tanières, ni le creux des chênes. Il me faudrait un carrosse, un appartement commode, du linge fin, une fille parfumée, et je m'accommoderais volontiers de tout le reste des malédictions de notre état civilisé. » *Moi* n'est pas l'ennemi de « ces vices charmants qui font le bonheur de l'homme en ce monde-ci, et sa damnation éternelle dans l'autre... Si j'étais roi, je dirais en moi-même au docteur de Sorbonne : Prêche, prêche tant que tu voudras. Pour moi, je te promets que je travaillerai de toute ma force à ce qu'ils soient tous bien gais, bien joyeux, bien libertins et que les voisins et voisines se damnent, plutôt deux fois qu'une ».

Ils se damneront ensemble assurément et non pas le mari avec la femme, mais le voisin avec la voisine. *Moi* dans le *Neveu de Rameau* est sévère pour ces fantaisies qui s'ébattent en dehors du mariage. Le Neveu se vante d'être l'un de ces hommes officieux qui soulagent « par la variété, les maris du dégoût d'une cohabitation habituelle avec leurs femmes ». A quoi *moi* répond qu'il le ferait assommer par ses garçons de boutique. « Assommer ! monsieur, assommer ! on n'assomme personne dans une ville bien policée. » Surtout on n'assomme pas ceux dont on partage, au moins par boutades, l'opinion ! Diderot a éprouvé quelque dégoût dans la cohabition habituelle avec M^me^ Diderot. Il se consolait avec M^lle^ Voiland et quelques autres. Il se consolait aussi en faisant la théorie de ces dernières consolations. On sait que tout le *Supplément au voyage de Bougainville* est consacré à démontrer qu'on accorde à la pudeur et à la fidélité une importance déraisonnable et que les peuples heureux sont ceux qui n'ont pas d'histoires d'amour. Pour démontrer que, s'il faut aimer sans cesse après avoir aimé, c'est à condition de ne pas aimer la même femme, Diderot s'élève jusqu'à ce lyrisme que recueillera Alfred de Musset. Comment conseiller « un serment d'immutabilité de deux êtres de chair, à la face du ciel qui n'est pas un instant le même, sous des antres qui menacent ruine, au bas d'un rocher qui tombe en poudre, au pied d'un arbre qui se gerce, sur une pierre qui s'ébranle ».

La fidélité n'est qu'une illusion généreuse et naïve. Elle

est une aspiration. Et le mieux est de ne pas avoir d'aspirations. Le Neveu en a eu; il en a encore. Il enrage de n'avoir pas de génie, de n'être pas le grand Rameau. « J'ai donc été, je suis donc fâché d'être médiocre. Oui, oui, je suis médiocre et fâché. » Mais c'est un mauvais état que d'être fâché; cela ne fait pas le bonheur. Et mieux vaudrait s'étaler dans une médiocrité inconsciente et satisfaite, être « un bon marchand en soie de la rue Saint-Denis ou Saint-Honoré, un bon épicier en gros, un apothicaire bien achalandé »; car ainsi on acquiert de la fortune, avec de la fortune du luxe, des filles et des complaisants. Cette méditation sur la médiocrité, *Moi* l'a poursuivie comme le Neveu : « Heureux, mille fois heureux... M. Baliveau, capitoul de Toulouse! C'est M. Baliveau qui boit bien, qui mange bien, qui digère bien, qui dort bien. C'est lui qui prend son café le matin, qui fait la police au marché, qui pérore dans sa petite famille, qui arrondit sa fortune, qui prêche à ses enfants la fortune. »

Évidemment M. Baliveau, s'il est riche et heureux, n'est pas grand, il n'est pas beau. Ce n'est pas lui qui inspire le respect, l'enthousiasme. Mais encore faudrait-il s'entendre sur la grandeur, la beauté, le respect et l'enthousiasme. Le Neveu voudrait bien voltiger, nom ailé, sur les lèvres des hommes. Mais il n'est pas assez naïf pour croire que le meilleur moyen soit de cultiver la vertu et d'être le bienfaiteur du genre humain : « Il ne faut pas faire partie de ce que nous appelons des espèces, de toutes les épithètes la plus redoutable parce qu'elle marque la médiocrité et le dernier degré du mépris. » Mais, pour n'être pas une espèce, on peut fort bien être un grand criminel; « s'il importe d'être sublime en quelque genre, c'est surtout en mal. On crache sur un petit filou, mais on ne peut refuser une sorte de considération à un grand criminel. Son courage vous étonne. Son atrocité vous fait frémir. On prise en tout l'unité de caractère ». Même mépris de la médiocrité chez Diderot, même admiration pour le caractère : « Je ne puis souffrir les gens sans caractère. — Il est écrit dans l'Évangile : Malheur aux tièdes, parce que le Seigneur les vomira. — J'ai de tout temps été l'apologiste des passions fortes; elles seules m'émeuvent. Qu'elles m'inspirent de l'admiration ou de l'effroi, je sens fortement. Les arts de génie naissent et s'éteignent avec elles : ce sont elles qui font le scélérat

et l'enthousiaste qui le peint de ses vraies couleurs. » « Un tout est beau lorsqu'il est un; en ce sens Cromwell est beau, et Scipion aussi, et Médée, et Aria, et César et Brutus. » « Une seule chose peut nous rapprocher du méchant : c'est la grandeur de ses vues, l'étendue de son génie, le péril de l'entreprise. » Ce qui nous mène à la conclusion même du Neveu : « Je ne hais pas les grands crimes. »

A côté de ces idées sceptiques et cyniques, le Neveu en développe ou effleure quelques autres qui ne sont pas liées aux premières, mais qui sont aussi bien des idées familières à Diderot. Le Neveu a l'intention de ne pas élever son fils et de l'abandonner à la nature ou plutôt à sa nature. Veiller à l'éducation de ses enfants, c'est une « vanité ». Il est arrivé à Diderot de ne pas contredire tout à fait son Neveu. « Pas trop élever est une maxime qui convient surtout aux garçons; il faut un peu les abandonner à l'énergie de nature... une tête ébouriffée me plaît plus qu'une tête bien peignée. Laissons-les prendre une physionomie qui leur appartienne. » Servir ses amis est une autre de ces vanités auxquelles seuls croient les naïfs : « Est-ce qu'on a des amis! Quand on en aurait, faudrait-il en faire des ingrats? »

Diderot en a fait l'expérience tout comme le Neveu. Il a écrit un petit dialogue entre *Lui et Moi* (un autre *lui*) pour nous conter à mots couverts une histoire que Mme de Vandeul précise, l'histoire d'un protégé, qu'il sauve de la faim, qu'il aide dans ses travaux et qui en profite pour écrire contre lui une satire fielleuse. La science même est une autre vanité. « La physique sera toujours une pauvre science », dit le Neveu. Que sont en effet les découvertes et les applications des savants en face de l'immensité des choses et de leur mystère. Mais c'est aussi bien la conclusion des *Pensées sur l'Interprétation de la nature* qui ne se grisent d'interprétations et d'orgueil humain que pour se heurter, en fin de compte, à l'inquiétude et au scepticisme : « Quand on vient à comparer la multitude infinie des phénomènes de la nature avec les bornes de notre entendement et la faiblesse de nos organes, peut-on jamais attendre autre chose de la lenteur de nos travaux, de leurs longues et fréquentes interruptions et de la rareté des génies créateurs, que quelques pièces rompues et séparées de la grande chaîne qui lie toutes choses?... »

Une longue théorie du Neveu expose que la morale est relative aux conditions, que « chaque état a ses exceptions à la conscience générale, auxquelles je donnerais volontiers le nom d'idiotisme de métier ». *Moi* ne semble pas très convaincu qu'on ait le droit de devenir opulent et estimé « à force d'idiotisme! » C'est pourtant *Moi* qui a fait à plusieurs reprises la théorie de ces idiotismes dans ses discussions sur le drame bourgeois et la peinture au théâtre des « conditions », dans *Diversité et étendue de l'esprit* et dans le *Salon* de 1767. « Je m'en revenais donc, et je pensais que s'il y avait une morale propre à une espèce, peut-être dans la même espèce y avait-il une morale propre à différents individus, ou du moins à différentes conditions ou collections d'individus semblables; et, pour ne pas vous scandaliser par un exemple trop sérieux, une morale propre aux artistes ou à l'art, et que cette morale pourrait bien être au rebours de la morale usuelle. »

Assurément le Neveu n'expose pas une doctrine systématique. Il ne sait pas disserter. Il donne tête baissée au travers des idées, les saisit et les lâche à l'aventure, au gré d'une cervelle frénétique. Mais Diderot, lui non plus, n'aimait pas beaucoup les idées liées. La « méditation » lui était douce et la composition pénible. *Les Pensées sur l'interprétation de la nature*, *Jacques le Fataliste*, *le Rêve de d'Alembert* ne sont pas plus ordonnés que les propos du Neveu. Un plutôt l'ordonnance est cachée; c'est ce que Diderot appelle un « ordre sourd », l'unité d'une curiosité et la fixité d'un but vers lequel on monte en vagabondant. L'ordre sourd existe dans *le Neveu de Rameau*. Jean-François n'est pas seulement un fieffé truand, un impulsif, une machine à appétits et gesticulations. Il raisonne ses impulsions; il met ses appétits en système, et c'est un système fort cohérent et fort clair. La matière peut être inerte, elle peut être sensible, elle peut être pensante. Elle est la seule réalité de l'univers.

Le Neveu ne se hasarde pas dans cette métaphysique d'ailleurs banale. Mais il en expose la conséquence immédiate : nous sommes, nécessairement, ce qu'est notre matière, ce que nous font nos molécules ou nos fibres, et nous suivons notre destinée aussi inévitablement que le ruisseau sa pente. La destinée du Neveu est d'avoir des appétits voraces, un tout petit génie et une immense paresse. Il est donc voué au métier de

parasite, de proxénète et de vagabond. On peut s'en affliger. Il serait absurde de s'en indigner. Car la morale n'est qu'une convention. Elle n'est qu'une convention parce que la matière universelle, qu'elle soit minérale ou humaine, obéit à des nécessités et non à des devoirs; parce que, à travers les peuples et l'histoire, les hommes n'ont jamais pu s'entendre sur les principes de cette morale, que ce qui est sain et juste pour les uns est criminel et diabolique pour les autres; parce que, d'ailleurs, les respects et les révérences prodigués à la morale ne sont que des hypocrisies, et que les hommes n'admirent que la force et le succès. Le Neveu sait donc fort bien ce qu'il dit à Diderot. Et il le sait d'autant mieux que c'est Diderot lui-même qui l'a dit ou le dira. Le matérialisme de Diderot, celui des *Pensées*, de *la Promenade du sceptique*, de la lettre à Landois, de *Jacques le Fataliste*, du *Supplément au voyage de Bougainville* le mène irrésistiblement à ces conclusions.

* * *

Diderot pourtant a résisté. Il résiste dans *le Neveu*, avec une éloquence pathétique et une sorte de recul terrifié : « Il m'est infiniment plus doux encore d'avoir secouru le malheureux, d'avoir terminé une affaire épineuse, donné un conseil salutaire, fait une lecture agréable, une promenade avec un homme ou une femme chère à mon cœur, passé quelques heures instructives avec mes enfants, écrit une bonne page, rempli les devoirs de mon état, dit à celle que j'aime quelques choses tendres et douces qui amènent ses bras autour de mon cou. » Ce sont des protestations sincères profondément. *Moi* parle à M^lle^ Volland comme au neveu : « Chère femme, combien je vous aime! combien je vous estime... Si le spectacle de l'injustice me transporte quelquefois d'une telle indignation que j'en perds le jugement et que, dans ce délire, je tuerais, j'anéantirais; aussi celui de l'équité me remplit d'une douceur, m'enflamme d'une chaleur et d'un enthousiasme où la vie, s'il fallait la perdre, ne me tiendrait à rien. » Mais il ne suffit pas de protester pour se convaincre. Il faut démontrer. Et Diderot est fort embarrassé. S'il s'adresse à sa raison elle se récuse; elle le ramène sans pitié, par les chemins de la physique, de l'anatomie, de la physiologie ou même de l'histoire vers l'univers aveugle, fatal, indifférent à toute morale.

S'il s'adresse à la « voix de la conscience » et à l' « instinct du cœur », leurs lumières lui semblent un peu vacillantes. Il n'a pas la confiance d'un Jean-Jacques Rousseau pour qui une émotion est plus vraie que des faits par centaines, une intuition plus démonstrative que la logique de cent systèmes. Dans cet embarras, il se tourne lui aussi et se « bistourne ». *Jacques le Fataliste* et *le Neveu de Rameau* sont deux de ces bistournements.

Plus ou moins consciemment, Diderot y tente des solutions « pragmatiques » du dilemme insoluble où il se heurte. Puisque ni la raison ne veut céder devant le sentiment, ni le sentiment devant la raison, il les tirera des confrontations abstraites où l'une et l'autre sont tout de suite butés. Il les fera vivre devant lui il les incarnera dans des personnages qui ne seront pas des abstracteurs de quintessence et des raisonneurs de cabinet, mais qui seront jetés dans la vie, obligés de vivre, en luttant pour vivre. Quelle part feront-ils, dans cette vie, à leurs idées, c'est-à-dire aux idées de Diderot, et comment accommoderont-ils leur matérialisme et leur conduite? *Jacques le Fataliste* est la solution optimiste du problème. Jacques est fermement convaincu qu'une vie humaine n'est qu'un minuscule anneau dans l'immense chaîne de la nécessité universelle; nos volontés ne sont que des illusions prétentieuses et ridicules. Pourtant, à travers les pires misères et les pires fantaisies du destin, Jacques reste courageux, énergique, pitoyable, généreux, tendre. Son désolant système n'arrive pas à le désoler. Son scepticisme de tête ne lui donne aucun scepticisme de cœur. Il vit exactement comme ceux qui croient à l'âme immortelle, à la liberté, à la vertu, à l'amour et à la tendresse consentis. Cela ne démontre-t-il pas que si le dilemme est théoriquement insoluble, la vie peut le résoudre pratiquement, que le philosophe sceptique peut escorter un homme croyant sans le corrompre, sans mettre en lui le trouble et l'amertume? C'est, au fond, la solution que Diderot acceptera pour lui-même. Mais avant d'y venir, il en avait ébauché une autre, qui est pessimiste et qui est celle du *Neveu de Rameau*.

C'est, elle aussi, une solution pragmatique. Si le matérialisme et le scepticisme sont des systèmes judicieux pour la raison, sont-ils judicieux pour la vie? Que donneront-ils non pas pour quelques têtes bien faites, qui sont l'exception, et

dont on n'est jamais sûr que l'on soit, mais pour la commune humanité? Ne conduiront-ils pas à l'abandon de soi-même, au cynisme des mœurs, à la débauche, à la ruée féroce des appétits, à la ruine de tout et de tous? Peut-être. Et *le Neveu de Rameau* en est la démonstration. C'est l'étude vivante des conséquences de la doctrine; et par l'horreur des conséquences une tentative pour réfuter la doctrine. Une philosophie ne peut pas être vraie lorsqu'elle mène un Jean-François Rameau là où il est tombé. C'est pour cela que le Neveu du roman ne sera pas le portrait exact du vrai Jean-François; c'est pour cela qu'il sera poussé au noir; c'est pour cela que Diderot lui prêtera une insolence dans le cynisme, une assurance dans le vice, un dogmatisme dans les propos qui n'ont jamais été dans l'âme du Jean-François de l'histoire. C'est pour cela que, tout en se souvenant du pittoresque fantoche qui l'a diverti comme il divertissait Piron ou Cazotte, il l'oublie constamment pour se mettre à sa place, lui donner ses idées, sa philosophie, son style. Sans cesse *le Neveu de Rameau* devient une conversation de Diderot avec lui-même. Il est une adjuration de Diderot à Diderot : « Voilà, ô Diderot le fataliste, ce que l'on devient avec tes doctrines; voilà ce qu'elles peuvent justifier. Voilà ce que tu aurais pu, ce que tu pourrais devenir toi-même, toi qui as parfois vécu comme le Neveu, toi qui lui ressembles par quelques instincts de bohème et par les appétits de volupté. »

***

Je ne voudrais pas pousser la démonstration jusqu'au paradoxe. Il y a certainement dans *le Neveu* trois éléments.

Un élément réaliste. Un personnage vivant, connu, pittoresque a réellement conversé avec Diderot. Diderot a certainement voulu l'observer et sans doute le faire causer. Il a pris un plaisir d'artiste, et non de philosophe ou de moraliste, à traduire exactement sa physionomie et sa pantomime. Il les a d'ailleurs traduites à sa manière, qui n'était pas celle d'un réaliste. Il les a rehaussées, diversifiées, amusées d'une vie frénétique et sans aucun doute surnaturelle. Il les a vues à travers son imagination échauffée et non par des souvenirs scrupuleux : « Que ne lui vis-je pas faire? Il pleurait, il riait, il soupirait; il regardait ou attendri, ou tranquille ou furieux; c'était une femme qui se pâme de douleur; c'était un

malheureux livré à tout son désespoir : un temple qui s'élève ; des oiseaux qui se baisent au soleil couchant ; des eaux ou qui murmurent dans un lieu solitaire et frais, ou qui descendent en torrent du haut des montagnes ; un orage, une tempête, la plainte de ceux qui vont périr, mêlée au sifflement des vents, au fracas du tonnerre ; c'était la nuit avec ses ténèbres ; c'était l'ombre et le silence... » ; c'était trop de choses pour qu'un autre que Diderot ait pu les entendre. Ce réalisme dramatique et poétique tient, matériellement, une assez large place dans le roman. C'en est assurément la partie la plus vivante, la plus originale, la plus géniale, la plus connue. Mais elle ne doit pas nous faire oublier les deux autres.

Une partie de polémique acerbe et brutale où le vrai Neveu n'est plus pour rien et qui est tout entière la polémique de Diderot. Le mépris du Neveu pour ses soi-disant compagnons d'esclavage et de bassesse, pour les Palissot, les Fréron, les Bergier, les abbé de La Porte, etc... ne peut être que le mépris de Diderot. Polémique de circonstance, qui est une réponse véhémente aux coups que reçoit Diderot en sa personne ou en la personne collective des Encyclopédistes. Polémique aussi de principe. Diderot a symbolisé dans la vie du Neveu une conception de la vie qui n'était pas rare parmi les hommes de lettres, la vie de quémandeur et de protégé. Elle n'était ni méprisée ni vaine ; on arrivait couramment par elle à l'aisance et aux honneurs. Diderot avait trop de dignité, ou, si l'on veut, une humeur trop raide et trop vagabonde pour solliciter, se pousser ; il n'avait ni l'aisance, ni les honneurs. Il en gardait quelque rancune. Il a donc voulu démontrer qu'il fallait les payer avec de la honte et du mépris.

Mais surtout il a voulu démontrer, et c'est le troisième élément du *Neveu*, que la honte et le mépris ne sont pas seulement la conséquence de l'avidité et de la luxure, mais d'un système, d'une philosophie. Il a voulu suivre les ravages que pouvaient faire dans une destinée la conviction qu'on est l'esclave de ses fibres et qu'on n'entendra jamais les résonnances qu'elles n'ont pas. Il n'a pas étalé sa démonstration, il ne le pouvait pas ; il aurait démontré contre lui-même. On peut donc croire et l'on a toujours cru, faute d'y regarder de près, que le Neveu est le portrait d'un homme et des idées d'un homme qui n'était pas Diderot. Mais il faut bien que ce

soit Diderot, puisque ce n'est pas le Neveu de l'histoire et puisqu'il parle exactement, d'un bout à l'autre, comme Diderot a parlé lui-même, par ailleurs. Diderot fait d'ailleurs la démonstration ou la tentative de démonstration pour lui-même, pour voir plus clair en lui-même. C'est une des raisons sans doute pour lesquelles il n'a pas publié son œuvre, pas plus que *Jacques le Fataliste*. C'est pour cela que ce portrait apparent de Jean-François Rameau s'intitule, dans le manuscrit authentique, *Satire seconde*. La satire première est *Sur les caractères et les mots de caractère, de profession*, etc..., c'est-à-dire qu'elle est une discussion de morale et de philosophie. Et c'est bien le problème moral et philosophique qui est l'essentiel du *Neveu*.

Les discussions d'idées ne tiennent pas plus de place, matériellement, que chacun des deux autres éléments : l'évocation physique du Neveu et la polémique personnelle. Mais ce sont elles qui sont partout sous-jacentes ; ce sont elles qui sont la raison profonde. Ce sont même elles qui font la vie profonde. A l'analyse, tout se juxtapose dans l'œuvre avec une incohérence qui, malgré sa fidélité au modèle ou la vraisemblance, pourrait être bien fatigante. Or il n'y a rien de moins fatigant que le Neveu. Un irrésistible courant vous entraîne. Il n'y a, comme le demandait ailleurs Diderot, qu'à se laisser porter par le torrent ; il a l'unité et la puissance vivante d'un tout, lié dans une même poussée. C'est que ce tout est exactement Diderot, et un Diderot véhément et passionné. Diderot n'a jamais été un froid spéculateur, un constructeur placide de systèmes abstraits. Il glisse invinciblement et éternellement de la théorie à la pratique, des idées pures à la vie concrète, de ses idées à sa vie, de sa raison à son cœur. Il reprend dans *le Neveu* l'éternel débat qui oppose l'une à l'autre, un débat qui l' « empêtre », comme il le dit à M^lle^ Volland, qui l' « enrage ». Il y a quelque chose de cette rage pathétique dans *le Neveu*. C'est ce qui en fait, pour une part, la grandeur humaine. Car il y aura beaucoup d'hommes, bien longtemps sans doute, pour se heurter, passionnément, aux mêmes problèmes.

DANIEL MORNET.

LA
DERNIÈRE CRISE SARDINIÈRE

Le dimanche 29 mai, les pêcheurs-sardiniers de Saint-Guénolé en Penmarc'h décidèrent de rester au port jusqu'à nouvel ordre. C'est ce qui s'appelle faire grève. Grève, celle-ci, de fournisseurs et non d'employés. Grève de patrons, pour un sixième environ des grévistes. En somme, ils refusaient à l'usine l'essentiel de sa matière première, qui est le poisson. Estimaient-ils ce poisson mal payé ? Sans doute. Mais ils en avaient surtout à un organisme nouveau dans le pays : le Comptoir d'achat.

Le « Comptoir français de l'industrie des conserves alimentaires » est une société anonyme fondée en 1921 pour l'achat à la commission des matières premières nécessaires à cette industrie. Elle a son siège à Nantes. Des agences fonctionnent depuis plusieurs années aux Sables d'Olonne, à Croix-de-Vie, à Quiberon, sans y avoir provoqué de troubles. Elles y jouent le rôle d'intermédiaires entre le pêcheur et l'usinier. Dans tous les ports finistériens, le pêcheur, jusqu'ici, vendait sa pêche directement à l'usine. Cette vente, dont les rites varient quelque peu d'une jetée à l'autre, est une des scènes pittoresques de la vie journalière de ces ports. A Saint-Guénolé, le lieu de la scène est une petite place riche en courants d'air, située à la naissance de la jetée, qu'on appelle ici la cale, entre le poste de la douane, un magasin de mareyeur et un cabaret. Là se tiennent les acheteurs, hommes ou femmes. Voici venir les vendeurs. Les têtes se penchent sur les paniers d'échantillon posés à terre. C'est de la petite. « Tu en as beau-

coup, Guillaume? — Huit ou neuf mille. — Combien du mille? — 95. » Silence. Le pêcheur, qui sait fort bien, pour l'avoir appris à l'accostage ou le long de la jetée, que le dernier prix payé est de 89 francs, baisse le sien, franc par franc. « 94?... 93?... 92?... 91?... » Les autres n'ont pas l'air d'entendre. Négligemment, une main plonge dans l'un des paniers, brasse cet argent un peu visqueux. L'examen est peut-être satisfaisant, mais l'habitude n'est pas d'en convenir. « 91?... 90? » Un seul *ya* jaillit de six bouches. On lance des sous en l'air. Le sort, par « face ou fleur », départage les concurrents.

D'autres fois, au lieu de laisser le pêcheur baisser, ce sont les gens d'usines qui surenchérissent. Il arrive aussi que le marché manque d'ardeur. Tel ne fut certes pas le cas à Saint-Guénolé, l'année dernière : au début et au milieu de la saison, parce que la pêche s'y montrait capricieuse, intermittente et inégale ; vers la fin, parce que c'était le seul point où l'on continuât à pêcher ; du premier jusqu'au dernier jour, parce que la plupart des conserveurs, se fiant aux précédentes commandes et comptant sur des ventes rémunératrices, ne s'occupaient que de remplir leurs magasins, coûte que coûte.

Il leur en a coûté gros. A titre d'exemple, voici la moyenne des prix payés aux pêcheurs, du 18 mai au 17 novembre, par une des plus vieilles usines de Saint-Guénolé :

Grosses sardines (de 20 au kilo)	342 fr. 15	le mille.
Petites sardines (de 115 au kilo). . . .	97,35	—
Gros maquereaux	906,60	—
Petits maquereaux.	369,80	—
Anchois	79,50	—
Sprats	33	—

Ces prix sont de huit à douze fois supérieurs à ceux des vingt dernières années d'avant-guerre, dans les ports du pays bigouden.

Qu'est-il arrivé? C'est que, là comme ailleurs, les effets de la reprise du franc se sont fait sentir. Les exportations ont baissé. L'épicerie française elle-même s'est mise à bouder une marchandise si coûteuse. Fraîche ou à l'huile, la sardine n'est après tout qu'un aliment modeste, qu'il paraît difficile de transformer en un mets de luxe, interdit à la table du consommateur moyen. Et le consommateur moyen a toute latitude

de se décider pour la sardine portugaise ou espagnole, moins bonne sans doute, mais moins chère.

On ne saurait déplorer de tout point une erreur qui, en grevant l'usine, a commencé par favoriser la barque. Erreur excusable, semble-t-il, qui, pour les pêcheurs, s'est convertie en coques neuves, en agrès, en filets, en moteurs, en maisons. Erreur cependant, qui a développé des espérances et des exigences impossibles, aujourd'hui, à satisfaire. Dès la mi-automne, c'était la mévente. Les pêcheurs n'allaient pas tarder à s'apercevoir du changement : en décembre, à Douarnenez, des « batelées » de sprats se vendaient très péniblement, et plus péniblement encore les cargaisons de sardines que des dundees ramenaient de la côte du Maroc, après un voyage onéreux et dur.

C'est sous l'impression réfrigérante des fautes commises que se fit l'entente avec le Comptoir. Se méfiant d'eux-mêmes et du zèle de leurs acheteurs, les patrons des usines de Penmarc'h crurent prudent de s'en remettre de tous achats et de la répartition à un tiers.

Comment les pêcheurs ne se seraient-ils pas émus de cette nouveauté? En vain leur eût-on dit que le Comptoir, soucieux de leur intérêt comme de l'intérêt des fabricants, leur épargnait les difficultés de la vente, les baisses excessives dont ils avaient eu à souffrir, avant la guerre. Temps lointains! Qui donc, à part quelques anciens, se souvenait des années difficiles? L'âpre concurrence des usiniers, ils ne pouvaient que la bénir. Et peut-être aussi que tout vrai pêcheur, dont la vie est un jeu perpétuel, a tendance à préférer le marché libre, avec les risques et les aubaines qu'il comporte. C'est pourquoi, après avoir, ce prinemps, vendu leurs langoustines 1 fr. 50 le kilo, au lieu de 2 fr. 35, prix moyen de l'année précédente, et leurs gros maquereaux de dérive entre 25 et 40 francs le cent, au lieu d'environ 90, ils se révoltèrent quand l'agence locale du Comptoir leur proposa pour la sardine des tarifs de 275 à 300 francs les 100 kilos. Ces chiffres n'étaient certes pas déraisonnables, comparés à ceux d'avant-guerre, puisqu'ils les majoraient, dans l'ensemble, de 500 à 600 pour 100. Mais ce n'est pas avec les chiffres d'avant-guerre, c'est avec ceux de la dernière année que les pêcheurs de Penmarc'h faisaient la comparaison. En 1926, ils avaient vendu en moyenne 685 francs

les 100 kilos de grosses sardines, 1100 francs les 100 kilos de petites. Le rabais était d'importance. Ils s'estimèrent lésés et déclarèrent la grève.

*
* *

Ce fut d'abord une affaire toute locale. Les pêcheurs des trois ports de Penmarc'h, — Saint-Guénolé, Saint-Pierre et Kerity, — ne veulent reprendre la mer qu'après une revision des prix portant à 800 francs les 100 kilos de sardines, et surtout après la suppression, ou tout au moins la suspension du Comptoir d'achat. La personne de l'agent local leur est-elle particulièrement antipathique ? Ou s'agit-il à leurs yeux d'un pur et simple, mais impérieux principe ? En tout cas, leur intransigeance sur ce point est absolue. Elle se heurte à une intransigeance égale des usiniers, qui se trouvent liés envers le Comptoir par un traité en bonne forme, et qui, n'ayant pris conseil de personne pour le signer, reprochent aux pêcheurs d'avoir décidé leur grève sans préavis. Aussi la réunion qui a lieu le 8 juin à la préfecture de Quimper entre délégués des uns et des autres n'amène-t-elle aucun résultat.

Le lendemain matin, à Saint-Guénolé, 800 pêcheurs se rassemblent au cabaret de la cale, dans une grande salle où les pistons du jazz, successeurs du piano mécanique et de l'ancestral biniou, règlent, aux jours de fête, les pas des danseurs. Des paroles véhémentes sont prononcées. On s'excite mutuellement à l'énergie. Les grévistes avaient jusque là interdit à leurs femmes, filles ou sœurs, d'aller travailler les petits pois aux usines. On décida, cette fois, d'appeler à l'aide les communistes.

Il faut en demander pardon aux bonnes âmes pour lesquelles la lointaine Bretagne sera toujours « la terre du passé, » ou « la terre des prêtres » : la Révolution y épanouit fort bien ses fleurs pourpres. On devrait s'en douter, à voir le nombre de Bretons déracinés qui, dans la banlieue parisienne, à Ivry, à Saint-Denis, à Saint-Ouen, s'enrôlent aux bataillons de la IIIe Internationale. Pareils enrôlements ne sont pas rares au pays même, et notamment parmi le peuple excitable de la mer. Brest et Douarnenez ont été tour à tour appelés « la ville rouge ». A Lesconil, le succès relatif d'une propagande presbytérienne galloise a curieusement coïncidé avec celui d'une

propagande socialiste. Des troubles y éclatèrent l'an dernier et gagnèrent Guilvinec. Penmarc'h, cependant, restait tranquille. Il ne pestait que contre les bélugas, grands massacreurs de filets et grands pourchasseurs de sardines.

L'orateur qui lui vint, le soir même, de Douarnenez, fut accueilli à la petite gare de Saint-Guénolé comme un Messie: Il recommanda la décision et déconseilla la violence. Les manifestations se multiplièrent. Le dimanche 12, à Quimper, l'Union des coopératives de pêcheurs bretons s'associe aux doléances des « collègues » de Penmarc'h. Elle y ajoute une menace de « suspension générale de la pêche. » Le 13, à Saint-Guénolé, Saint-Pierre et Kerity, un cortège de 3 000 manifestants, — hommes, femmes, enfants, chantant *l'Internationale* et *la Jeune Garde*, — défile par rangs de quatre, derrière le drapeau rouge, encadré de marins du parti portant ruban rouge au bras et à la casquette. Le tout, d'ailleurs, assez paisible. Il convient de noter que le maire, depuis la veille, avait ordonné la fermeture des cabarets à midi, et que des gendarmes appelés en hâte veillaient au respect des lois.

Le samedi 18, à Paris, le ministre des Travaux publics réunit les délégués des usiniers et ceux des pêcheurs de Penmarc'h, qui se sont adjoint un Guilviniste. Volontiers le camarade orateur, qui était du voyage, se fût glissé à la suite de ses compagnons, ou à leur tête. Mais M. André Tardieu entendait diriger, exclusivement, une conversation de professionnels. Elle ne devait, il est vrai, pas plus aboutir que celle du 8, à Quimper. Les usiniers s'en tenaient au maximum de 300 francs les 100 kilos, les pêcheurs au minimum de 800 francs. Les pêcheurs partis, le ministre obtint des usiniers 400 francs pour le Finistère. La bonne nouvelle accueillit les voyageurs, le lendemain matin, à la gare de Quimper. Ils n'en montrèrent nulle joie et quand, deux heures plus tard, ils débarquèrent à Saint-Guénolé, ce fut pour dire à la foule qui les attendait autour de son drapeau rouge : « Rien de fait. »

L'objet des chefs du mouvement allait être désormais de l'étendre. A Saint-Guénolé, l'homme du communisme triomphe. Il triomphe, le 22, à Quimper, où, devant les représentants de presque tous les ports de l'ouest et du sud bretons, il voue à l'exécration publique le filet tournant et, — grief inattendu, mais applaudi, — accuse les usiniers de faire le jeu des bélugas.

Il triomphe surtout, le 23, quand, après d'inutiles pourparlers à la mairie entre usiniers et pêcheurs, la grève générale est proclamée.

Triomphe éphémère. Il est bien vrai qu'au Palais-Bourbon cette proclamation trouve, dès le lendemain, un long écho dans les harangues diversement tendancieuses de MM. Gauthier, Masson, Fournier, Le Bail, Jadé, parlant au nom ou au sujet des Bretons grévistes, et dans les observations de M. Dignac, parlant pour les Arcachonnais. Mais M. André Tardieu, qui fait enquêter sur place et dont l'effort de conciliation est connu, a vite mis les choses au point : par 400 voix contre 152, la Chambre lui accorde sa confiance. Au pays même, s'il est relativement aisé d'obtenir un vote de principe, il l'est beaucoup moins de le rendre efficace. Il faut courir d'un port à l'autre, réchauffer les colères et les enthousiasmes, imposer une solidarité qui ne paraît pas toujours naturelle ni absolument nécessaire. Les militants du bolchévisme prodiguent leurs pas et leurs poumons. Ils tiennent comité sur comité, se font entendre à Douarnenez, à Concarneau, à Lesconil, à Audierne, à Guilvinec, à Quimper, rédigent des ordres du jour et des notes aux journaux. Toute cette agitation n'est pas stérile. A Douarnenez, le chômage est décidé, le 27, par 739 voix contre 167 et 8 bulletins blancs : deux jours plus tard, 152 rôles de pêche sur environ 370 y étaient déposés à l'Inscription maritime. A Audierne, à Concarneau, le dépôt des rôles se poursuit, — avec une prudente lenteur. A Guilvinec, où, le 26, un communiste du cru a failli payer d'un bain froid la chaleur de sa propagande, les chalutiers évitent de sortir, le 27, par crainte des sardiniers. Mais à Lesconil, où les sardiniers ne composent qu'une douzaine d'équipages contre 120 canots homardiers, tous les rôles restent à bord : on y garde d'ailleurs un souvenir amer de la grève de 1926, nourrie d'illusions soviétiques et aboutissant à la fermeture d'une usine sur deux. A Port-Louis, à Étel, à Quiberon, où l'on pêche, on se refuse à ne plus pêcher, et bon nombre de Finistériens sont parmi les pêcheurs, comme à chaque début de saison. Les Sablais, qui n'aiment pas beaucoup les concurrents bretons, et qui l'ont bien montré, l'année précédente, après les Luziens, en les expulsant de leur port, leur envoient, cette fois, de bonnes paroles, mais s'en tiennent là.

Le 30, par télégramme, le ministre mettait les pêcheurs en garde contre les manœuvres des communistes. Il convoquait au ministère, le 1er juillet, les délégués des fabricants; le lendemain matin, ceux des pêcheurs; puis, dans l'après-midi, les pêcheurs avec les fabricants. Ce fut une longue et laborieuse négociation, qui ne put encore être décisive. Le ministre demandait que les usiniers prissent l'engagement d'absorber, par bateau et par quinzaine, 100 000 sardines, et d'en payer le quintal 370 francs en Vendée, 400 francs dans la Loire-Inférieure et le Morbihan, 450 francs dans le Finistère. Leurs représentants, qui proposaient 325 francs pour la Vendée et 350 pour la Bretagne, se déclarèrent sans pouvoir pour accepter des prix plus élevés. Quant aux représentants des pêcheurs, ils n'avaient point reçu mandat de descendre au-dessous de 700 francs : comment arbitrer dans ces conditions? On se sépara sans rupture. Le 5, les usiniers, réunis à Nantes, télégraphiaient au ministre que, désireux de prouver leur esprit de conciliation, et quoi qu'il dût leur en coûter, ils adoptaient son tarif. Restait à obtenir l'adhésion des pêcheurs : 600 francs était leur dernier prix. Mais leur résolution, qui était loin d'être unanime, faiblissait, même à Penmarc'h. Les Quiberonnais se déclaraient satisfaits de l'arbitrage ministériel : ils désiraient seulement obtenir, eux aussi, les 450 francs promis aux Finistériens, car sur quoi justifier cette différence de traitement? La journée du 6 à Concarneau, et celle du 7 à Douarnenez, sonnèrent le glas de la grève générale.

A Concarneau, principal port de vente des thonniers, de nombreux dundees arrivaient, ce matin du 6, avec une jolie pêche et l'espoir d'un bon prix : les premiers thons de l'année s'étaient vendus, quatre ou cinq jours plus tôt, 350 francs la douzaine, et il y avait de la hausse dans l'air. Il faut dire que notre conserverie du thon est beaucoup moins concurrencée que celle de la sardine. Mais les sardiniers concarnois, ayant voté la veille un ordre du jour consignant leur port aux thonniers non concarnois, s'étaient massés sur la digue pour faire respecter ce « prikase ». Leur chef était le patron du *Lénine*, ex-patron du *Héros de Fachoda* : ainsi changent, avec les opinions politiques, les noms des chaloupes. On fit mieux : un canot à moteur alla en rade prévenir les thonniers étrangers, au fur et à mesure de leur approche, qu'ils eussent à faire cap

ailleurs. Un gendarme de la Marine s'en fut bientôt leur porter un ordre contraire. Les pêcheurs de thons, recrutés parmi une élite, trempés par la vie du large, sont pour la plupart des gars formidables, carrés d'épaules, durs de poings, et qu'on n'intimide pas facilement. Ils débarquèrent en force, et, le soir même, avec la permission du *Lénine* et de son patron, 36 équipages de dundees livraient aux usines concarnoises 9000 thons.

Le 7, à Douarnenez, sous les halles, comme les meneurs renouvelaient leurs excitations, un patron-sardinier, François Stéphan, discoureur habile en l'une et l'autre langue, la française et la bretonne, escalada la tribune et se chargea de dire leur fait aux communistes. Presque toute l'assistance applaudit, surtout les femmes, qui étaient nombreuses. Le soir, une autre réunion eut lieu dans le tumulte, sous les huées des sardinières massées autour des grilles. Les pêcheurs, sauf quelques obstinés, décidaient de reprendre le travail. Le lendemain, malgré l'averse, dundees et chaloupes appareillaient.

Localisée à Penmarc'h, la grève y devenait sans but. Le lundi suivant, les barques, là aussi, prenaient la mer.

***

Tel fut, en résumé, le cours des choses. Des quotidiens l'ont enregistré au jour le jour, en y joignant des commentaires qui n'aidaient que médiocrement à le suivre. Un reporter accouru de Paris, — et même de moins loin, — pour étudier sur place une situation dont il ne soupçonne pas la complexité, est naturellement porté à se rabattre sur son Joanne et sur ce qu'on pourrait appeler la légende de la Bretagne. Il faut baigner son information dans l'atmosphère locale. C'est de traditionnelle littérature. Voilà comme l'église de Penmarc'h et la tour de Saint-Guénolé, les rochers de Talifern, les vagues de la Torche, le raz de marée de 1896, celui de 1925, la ville d'Is et le roi Grallon se trouvent cités en qualité de témoins à la barre de l'impartiale Histoire. Ajoutons-y le pittoresque des pêcheurs et de leurs bateaux, les cirés, les sabots-bottes, les blouses tannées, les filets bleus, les voiles brunes, la naturelle sympathie qu'inspire une rude vie, aérée et accidentée entre toutes. C'est devant Penmarc'h qu'il y a deux ans eut lieu le quadruple naufrage où, en quelques minutes, vingt-sept hommes, dont quinze sauveteurs, furent engloutis. On ne

louera jamais trop le courage et l'endurance de ces marins, leur ingéniosité de pêcheurs, leur sens pour ainsi dire artistique de la pêche. Et enfin, ils risquent leur vie à ce métier, tandis que l'usinier ne risque que son argent. Cela dit, il faut bien reconnaître qu'ils sont pour la plupart des économistes peu éclairés.

Les usiniers leur sont-ils, à cet égard, très supérieurs? Ils n'ont pas en général bonne presse : c'est qu'au bord d'une mer balayée d'héroïsme, ils font figure de bourgeois, race, on le sait, inesthétique, littérairement et oratoirement sacrifiée. Si nous étions justes, nous rendrions hommage au Français ingénieux qui, au milieu du dernier siècle, eut l'idée de frire des sardines et de les mettre en boîtes, puis de stériliser ces boîtes, c'est-à-dire leur contenu. Grâce à lui, ce fut, de Camaret aux Sables, une chaude coulée de vie. Qui s'en souvient? Quel informateur, à l'époque de la première crise sardinière, exprima une pensée de sympathie pour les familles d'industriels qui, ruinées par la faute d'une mauvaise législation de la pêche côtière, allèrent, la mort dans l'âme, porter à l'Espagne et au Portugal leur expérience, leur patience, leur énergie, leurs vertus demeurées stériles dans une patrie ingrate?

Non certes, le dramatique et le romanesque n'ont pas manqué, autant qu'on peut le croire, à ces destinées bourgeoises. Ce qui a manqué surtout à l'industrie sardinière, ce sont des vues générales et le sens de l'opportunité. Était-ce encore bien opportun, cette année-ci, l'établissement du Comptoir d'achat à Saint-Guénolé? La liberté du marché n'aurait pas empêché la baisse : elle l'aurait plutôt activée. La preuve en est qu'à la mi-juillet, tandis que ce Comptoir payait 180 francs le mille de sardines, soit 450 francs les 100 kilos, Audierne, qui n'a pas de Comptoir, payait 125 francs le même poisson. Ce Comptoir, à raison ou à tort, éveillait des pensées d'accaparement, de spéculation concertée. Pourquoi l'avoir maintenu (1), et d'abord institué? Pourquoi n'avoir pas écouté les avis de quelques gérants qui, vivant sur place, peuvent mieux prendre la température de l'habitant? Les pêcheurs de Penmarc'h, qui depuis quinze ans n'avaient fait aucune grève, n'auraient sans doute pas fait celle-ci.

(1) Il est suspendu depuis le 30 juillet.

La force des choses est encore supérieure à celle du plus intelligent et du plus résolu des ministres. M. André Tardieu a su obtenir des compagnies de chemins de fer et des propriétaires d'usines des concessions avantageuses aux pêcheurs. Il a fait davantage, en séparant leur cause de celle des grévi-culteurs communistes. Mais ce qui favorisait surtout la grève, c'est qu'elle a éclaté à une époque de transition, quand la pêche de la sardine et du maquereau de dérive va prendre fin, quand celle de la sardine de rogue et celle du thon ne sont pas encore déclarées. En fait, sauf à Penmarc'h, le chômage n'a jamais été total. A Penmarc'h même, c'est le travail des pois bien plus que celui du poisson qui a manqué, tout le mois de juin et la première semaine de juillet, aux usines. Un pêcheur né ne résiste pas à l'appel du banc qui passe. Les premiers thons capturés ont emporté tous les ordres du jour.

Si la grève a duré ce qu'elle a duré, c'est visiblement grâce au zèle de ses organisateurs et à leur expérience de cette sorte d'organisation. Ce sont gens de métier, n'ayant, quelques-uns d'entre eux, que ce métier-là. Ils savent inventer à point le télégramme qui entraîne les hésitants, tenir aux tièdes le langage qui les rallie. A vrai dire, leur tactique, sur ce littoral, n'est point neuve. Le 27 juin, à Quimper, ils se sont élevés contre l'intrusion des politiciens. Mais eux-mêmes ne sont pas autre chose que des politiciens, répétant ce que tous les politiciens, par dévotion à la majorité, ont dit, au cours des trois précédentes crises sardinières, celle de 1880 à 1887, celle de 1902 à 1908, celle de 1911 à 1914, — comme eux enseignant le malthusianisme de la pêche et condamnant, comme antipathique aux masses, le filet qui la rend productive.

Mais les colporteurs du communisme seraient sans pouvoir, si le communisme n'était déjà installé dans les agglomérations de pêcheurs. Le communisme, ou ce qui lui ressemble. Les observateurs de la vie bretonne le remarquaient depuis des années, au vieil esprit patriarcal des ports se substituait rapidement ou se surajoutait une mentalité ouvrière. L'évolution fut particulièrement rapide entre 1900 et 1912, et il va sans dire que la propagande socialiste y contribua de son mieux. Un des épisodes les plus significatifs de cette évolution fut le sac de l'usine Masson à Douarnenez, le 14 juillet 1902. Elle n'était coupable qu'envers les ouvriers soudeurs, dont elle remplaçait

les mains par des machines. Cependant, derrière le clairon qui sonna l'assaut, il y avait moins de soudeurs peut-être que de pêcheurs. Les intérêts de classe l'emportaient sur les intérêts de corps. La grève de l'an dernier, à Lesconil et à Guilvinec, a révélé, à ceux qui s'endormaient sur la légende du bon pêcheur fidèle à ses « pardons » et à sa *Maman Doué*, le sourd travail accompli d'une génération à l'autre. L'habitude des conflits sociaux est si bien entrée dans les mœurs, qu'on a vu, au printemps dernier, les langoustiers de Camaret et les maquereautiers de Douarnenez, patrons d'un bord et matelots de l'autre, se lancer mutuellement, entre pêcheurs, l'interdit. On chuchote même qu'à Penmarc'h, en mai, une pareille dispute fraternelle était sur le point d'éclater, quand l'institution du Comptoir d'achat vint offrir à propos le dérivatif.

***

Les solutions de violence ne sont, pour la plupart, que des solutions de paresse. Paresse d'esprit s'entend. Si le problème de l'industrie sardinière était bien posé par les plus nombreux intéressés, qui sont les pêcheurs, ils se rendraient compte que l'usine est aussi nécessaire à la barque, que la barque l'est à l'usine, et que la prospérité de l'une et de l'autre est suspendue à l'application des mêmes méthodes. Depuis que le décret du 30 décembre 1878, abrogeant sur un point essentiel celui du 10 mai 1862, est venu inaugurer dans les eaux bretonnes l'ère des restrictions à la liberté de la pêche, la plus pernicieuse erreur a été de croire que la qualité et les hauts prix pourraient suppléer à la quantité. Erreur irréparable en partie, puisqu'elle a permis le développement de la concurrence hispano-portugaise, triomphante sur tous les marchés, y compris le marché intérieur. Pour se maintenir, vaille que vaille, contre cette concurrence, il importe que la conserverie française, incapable de se confiner dans une production de luxe, vende et, par conséquent, achète à des prix modérés. Et, pour que le pêcheur y trouve son compte, il importe qu'il pêche beaucoup. S'il avait pêché beaucoup l'an dernier, non pas dans une baie, mais dans toutes, et si l'achat, sur les cales, avait été moins fiévreux, les usines, en dépit des apparences, ne seraient pas encombrées comme elles le sont aujourd'hui, et l'on eût sans doute évité une quatrième crise.

L'usine actuelle, avec son séchoir mécanique, sa chaufferie, ses sertisseuses, avec tous les progrès accomplis dans son aménagement, ne travaille le plus souvent qu'au tiers de sa puissance. Et la barque de 1927, pontée, munie d'un moteur et d'une annexe qui a son moteur elle-même, ne saurait sans paradoxe se borner au rendement de la chaloupe creuse des aïeux. La vie du pêcheur sardinier s'est d'ailleurs transformée comme sa barque : il s'habille mieux, sa femme aussi ; il se nourrit mieux. Moins d'eau-de-vie, mais plus de vin, plus de viande, et du pain blanc au lieu du pain noir. En 1913, l'un d'eux, sur la palud de Talifern, me parlant budget, évaluait ses dépenses annuelles, pour sa femme et lui, à 800 francs. Il serait loin de compte, aujourd'hui. Tout, au village comme à la ville, a renchéri. Le litre de lait s'y vend trente sous, cet été. Et le bateau, les agrès, la rogue, la farine d'arachide, les filets, ont quintuplé, décuplé de prix. La pension du pêcheur, qui était de 360 francs avant la guerre, s'élève maintenant à 2 200 francs. Mais ses prestations à la Caisse des invalides qui étaient de quinze sous par mois, sont montées à 14 fr. 10. Il paie en outre 2 fr. 50 à la Caisse de prévoyance. Il paie 10 ou 15 francs, suivant le tonnage de son bateau, comme taxe de visite. Si son bateau est ponté, quelle qu'en soit la jauge jusqu'à 25 tonneaux, il doit payer pour la feuille de rôle un timbre de 21 fr. 60 ; et, si la jauge va de 10 tonneaux à 25, ce sont encore, pour la taxe dite scientifique, autant de francs et de centimes qu'il y a de tonneaux et de fractions.

Non seulement donc il convient, mais il faut, pour couvrir ses frais, que le pêcheur gagne bien. Il ne s'agit que de savoir quelle est la conception de pêche la plus propre à lui assurer un gain suffisant et régulier. En cas de poisson rare, ou, comme il dit, peu « travailleur », il est naturel que les prix montent. A défaut du conserveur, il y aurait, pour les faire monter, le mareyeur. Mais c'est là une pauvre politique. Vers 1880, quand le filet perfectionné apparut comme un régulateur certain, la plupart des pêcheurs de Penmarc'h l'adoptèrent. Seuls entre tous, ils lui étaient, jusqu'ici, restés à peu près fidèles. Encore l'an dernier, en fin de saison, ils lui ont dû de belles aubaines. Je lis sur un registre d'usine, à la date du 22 octobre 1926, qu'une pêche de 18 000 maquereaux, pris au filet tournant, a été payée 5 400 francs à un équipage de

Saint-Guénolé : huit hommes d'équipage, la part du filet, celle du bateau, cela fait dix parts. Bonne journée, on le voit. Cependant, le 22 juin, à Quimper, les délégués de Saint-Guénolé ont condamné le filet tournant. Peut-être, en octobre, le grâcieront-ils. Les usiniers ne tiennent pas particulièrement au filet tournant. Quelques-uns même lui ont été hostiles. Ils tiennent à tout filet, droit ou autre, ancestral ou moderne, qui approvisionnera suffisamment et sans trop de cherté leurs usines. Il peut sembler ironique de le dire en ce moment, où les pêcheurs de Penmarc'h pêchent un poisson trop petit, qu'ils ont peine à vendre. Telle est pourtant, sauf exception, la vérité. Que le pêcheur se fasse par la pensée conserveur, ou que, par une victoire imprévue du marxisme, il le devienne, il ne pourra lui-même calculer autrement.

L'un et l'autre, ils paient aujourd'hui, ils ont payé depuis une cinquantaine d'années l'hérésie économique qui consiste à se limiter dans sa production et à enfler ses prix, comme si l'industrie sardinière était demeurée un monopole français. Les 167 000 quintaux métriques de sardines étrangères introduits en France en 1924, les 170 000 de 1925, les 141 000 de 1926 ne représentent qu'une faible part de la concurrence rencontrée à travers le vaste monde. Le salut ne pourra venir, une fois de plus, que de l'orthodoxie.

Auguste Dupouy.

LE CENTENAIRE DE
CHARLES DE COSTER

Le 20 août prochain, dans cinq jours, il y aura cent ans que naissait à Munich Charles De Coster, l'auteur de *la Légende et les Aventures héroïques, joyeuses et glorieuses d'Ulenspiegel et de Lamme Goedzak au pays de Flandres et ailleurs*. Sa mère, Anne-Marie Cartreul, était, en qualité de gouvernante, au service du nonce apostolique en Bavière, Mgr de Mercy Argenteau, entré dans les ordres l'année précédente, ancien officier de cavalerie sous Napoléon, ancien chambellan du roi des Pays-Bas, promu aussitôt archevêque de Tyr. L'enfant eut pour parrain Mgr de Mercy en personne, et l'ambassadrice de France à Turin fut sa marraine. En ce temps-là, la renommée de Gœthe, en Allemagne, brillait de tout son éclat. Celui qui devait s'éveiller, vingt ans plus tard, à la passion d'écrire, y sacrifier tout et mourir pauvre et méconnu à l'âge de cinquante-deux ans, entrait dans la vie sous le signe du romantisme. Il en fut marqué pendant tout le cours de ses jours. Son œuvre en porte la trace visible en dépit d'une forte originalité venue de la race.

Le romantisme est, d'ailleurs, le grand fait littéraire auquel la Belgique doit de posséder des écrivains d'imagination. La tradition de l'art n'engendrait jusque-là, chez elle, que des peintres. Les gens de plume étaient de graves rédacteurs de journaux ou des professeurs gourmés. En 1851, l'exil retentissant de Victor Hugo et l'émigration pittoresque d'Alexandre Dumas font, de Bruxelles, un lieu d'attraction littéraire. Un

appartement, dont les fenêtres donnent sur la prestigieuse Grand place, et une petite maison du boulevard de Waterloo résonnent de propos hyperboliques, nourris de l'effervescence d'images verbales et de récits débridés. Dans le cœur d'un jeune homme isolé, orienté par l'imagination et la sensibilité, tenté par le goût des aventures, une émulation naît, alimentée par le seul transport individuel. Il secoue, comme un feu intérieur, la croûte du réalisme flamand, crève l'arbitraire d'un formalisme officiel et rejoint au cœur de la race les sources tumultueuses du moyen âge, l'instinct de franchise et de révolte.

Anne-Marie Cartreul était mariée à l'intendant du nonce, De Coster, originaire d'Ypres. Le ménage quitta Munich quand l'enfant allait atteindre sept ans. Il se fixa à Bruxelles où lui naquit une fille. L'archevêque de Tyr abandonna le service diplomatique en 1836 pour revenir à Liége. Il y mourut en 1879, l'année même du décès de son filleul, doyen du chapitre de la Cathédrale et doyen du corps épiscopal du monde entier. On ne voit pas qu'il se soit beaucoup inquiété de sa paternité spirituelle. Quant au père De Coster, il disparut lui-même avant la dixième année du jeune Charles. Celui-ci fut élevé avec sa sœur par sa mère et une tante. Au foyer féminin une influence masculine prévalut pourtant pendant quelque temps. Théodore Cartreul, l'aïeul maternel, achevait à Bruxelles, dans de modestes fonctions d'employé à l'administration communale, une carrière tumultueuse. Ancien capitaine dans les gardes wallonnes au service de l'Autriche, il contait intarissablement à son petit-fils des histoires de cours et de camps qu'il rédigea lui-même et que Charles De Coster songeait à publier au moment de sa mort.

A dix-sept ans d'ailleurs, le seul avenir du futur auteur de *Thyl Ulenspiegel* semblait être dans l'administration. Il entra à la Société générale en 1845. Trois ans plus tard il en sortait et s'inscrivait à l'université de Bruxelles, avec la vague intention de devenir professeur. Déjà pourtant Charles De Coster est tout à la vie littéraire. Le 15 septembre 1845, il avait fondé un cénacle, *les Joyeux*. On y relève la présence de Félicien Rops, avec lequel l'écrivain ne cessera d'être lié. Le moindre succès le grise. Il note dans son carnet, après la lecture d'un poème

qui lui a valu des applaudissements : « J'étais fou de bonheur, ma tête s'égarait. » Les félicitations éveillent en lui « des désirs de gloire, des aspirations de célébrité ».

Comment les satisfaire dans le Bruxelles d'alors, si bourgeois, si réaliste, et avec les pauvres moyens d'un garçon sans fortune, sans situation? Ce n'est pas seulement le souffle de Werther qui creuse en lui un abîme de mélancolie. « Plusieurs fois j'ai pensé mourir, mais j'ai trouvé un puissant remède à ces idées lugubres dans la lecture d'Alphonse Karr, de Bérenger, et surtout dans le magnifique passage de Saint-Marc Girardin sur le suicide. »

Charles De Coster est amoureux. Il a vingt-trois ans, il est nourri de littérature, et il est épris secrètement d'une jeune fille dont nous ne connaissons que le prénom Élisa. Ces amours durèrent huit années. Elles ont dans l'interprétation de l'homme et de l'œuvre une importance capitale. Car toujours à demi secrètes, irrégulières et passionnées, elles s'exprimeront à travers une correspondance considérable où se trouve sans doute le romanesque de l'époque, et qui trahit la sincérité d'une âme tourmentée. Nous n'avons aucune des lettres d'Élisa, mais celles de Charles nous ont été conservées. Un choix en a paru dans une brochure, à peu près introuvable, de M. Ch. Potvin. La collection entière est déposée aux archives du ministère belge des Sciences et des Arts.

« Vous m'aimez enfin! Mon bonheur est si grand qu'il ressemble à de la tristesse », tel est le début d'un tour mélancolique et ardent. Romantisme naturel, cultivé bientôt dans la meilleure manière d'Hernani et d'Antony : « Je ne t'aime pas autant quand je suis gai... » Il y a dans tout amour sérieux quelque chose de triste, si l'on peut « appeler triste ce qui touche de si près au bonheur ». — « Comme tes deux lettres sont bonnes! Elles ont toutes deux cette teinte de tristesse délicieuse qui est tout l'amour. » — « As-tu remarqué dans les beaux livres cette fine mélancolie, cette tristesse recherchée qui touche les fibres les plus secrètes du cœur? Tout l'art est là. »

L'amant entend bien faire souffrir sa maîtresse, et recevoir d'elle par un choc en retour ce stimulant de sa vie inquiète. Il semble bien que Charles De Coster y ait particulièrement réussi. Même si on voit en Élisa, comme c'est probable, une jeune Belge équilibrée et raisonnable, ne sacrifiant point le bonheur

à la tranquillité, cherchant à apaiser surtout dans une tendresse égale et résignée, on devine combien sa tâche fut rude et finalement ingrate. Les reproches imaginaires ou réels de l'amant vont de pair avec les confidences de l'écrivain qui prend de plus en plus conscience de son destin.

Le cénacle des « Joyeux » a cédé le pas à un cercle littéraire « le Lothocolo », qui édite successivement diverses feuilles. La dernière s'intitule déjà l'*Ulenspiegel*, du nom du héros légendaire auquel De Coster finira par vouer son plus long effort. Pour le moment il y commence la publication d'un conte, *Histoire d'un ami*, dont le titre actuel est *Fantômes* et qui sera repris sous cette dénomination définitive dans le volume *Contes brabançons*, le second en date des ouvrages de De Coster. Ce conte est tout à fait dans la manière romantique : évolutions de personnages mystiques, appels aux forces cachées, interpellations et dialogues sur le mode lyrique. Citons pour ses références singulières cet éloge de la fantaisie. « Le monde lui appartient pour le peupler de ses enfants. Elle eut mille amoureux, peu d'amants et parmi eux Breughel, Jean Luyck, Callot, Hoffmann. Ceux-là, elle les aima follement et les fit grands. »

Rapprochons cette citation de certains passages d'une lettre écrite à Élisa vers la même époque. « Sais-tu ce que je veux ? j'ai ma passion, moi : elle est pour les Allemands et pour George Sand... J'aime Hoffmann, j'aime Schiller, j'aime toute cette littérature pensive, douce, pleine de cœur et de passion qui fait si bien rêver ; j'aime ces poètes qui savent si bien peindre l'amour comme je le rêve. »

Et plus loin : « J'aime les Allemands, non pour leur forme que je ne puis comprendre, puisque je ne sais pas leur langue, mais pour ce fond d'amour, de rêverie, de douceur qui est dans tout ce qu'ils font. »

Cette prédilection ingénue, conforme au déracinement romantique, va dès ce moment de pair avec un archaïsme de parti pris. Charles De Coster, après les *Fantômes*, use dans ses compositions du vieux français, ou de cette mixture arbitraire mise à la mode par les *Contes drôlatiques* de Balzac. Il avance des raisons personnelles pour adopter ce qu'il appelle « le vieux langage français ». « Le vieux langage français est le seul qui traduise bien le flamand. » Et dès lors, il s'enfonce brusquement dans la passion nationale, racique dont il va tirer

d'extraordinaires effets, souvent malheureusement aux dépens de la justice et de l'histoire. Un sentiment légitime et très honorable le guide : « Cette Flandre que mon instinct d'homme et de poète me porte à aimer, dont le caractère convient à la trempe de mon esprit et qui est pour moi comme une petite patrie de choix au milieu de la grande patrie belge. »

Son premier volume *Légendes flamandes* paraît en 1859. Émile Deschanel, qui habitait alors Bruxelles, en écrivit la préface. Il contient quatre récits : *Les pèlerins d'Haeckendover* et *les Frères de la bonne Trogne*, parus déjà dans l'*Ulenspiegel*; et le *Sire Halewyn* et *Smetse Smee* dont la comparaison est féconde. A la suite de cette publication, De Coster est nommé employé de la « Commission royale chargée de la publication des lois anciennes ». C'était le faire entrer en contact direct et quotidien avec la matière qui est désormais la sienne : les mœurs du terroir à l'époque où elles reflètent la passion de la liberté en révolte contre l'ingérence étrangère; le XVI^e^ siècle de Philippe II d'Espagne. L'idéalisme débridé du romantisme surenchérit sur les revendications de l'individualisme national.

Si *Smetse Smee*, déjà, a conduit De Coster aussi loin qu'un poète de génie peut aller dans l'illumination violente et partiale des figures de ceux qu'il considère comme les bourreaux de son pays, le *Sire Halewyn* atteste ce qu'il peut mettre de grâce, de douceur et de pureté dans une image féminine. Et il est juste d'en faire remonter le mérite, avec l'auteur du conte lui-même, à la figure d'Élisa, qu'on retrouve encore plus tard et, après la rupture de leur liaison, dans la création de Nele de la *Légende d'Ulenspiegel.*

Smetse Smee est peut-être le chef-d'œuvre de Charles De Coster. Les critiques de l'époque ne s'y sont pas trompés. Ce récit mérite un résumé, et d'ailleurs c'est la seule occasion que nous ayons, en ces quelques pages, d'offrir une idée de l'art du conteur. L'œuvre principale est trop touffue; elle se déploie à travers mille épisodes et défie le raccourci.

Le début de *Smetse* est extrêmement débonnaire. Il nous peint, à la manière des petits maîtres flamands, le bon forgeron du Quai aux oignons à Gand. Ruiné bientôt par un rival, réduit à la mendicité, il se va pendre, quand une voix mystérieuse le sollicite de conclure un pacte en vertu duquel il sera riche et

heureux pendant sept années. Passé ce délai, il appartiendra au diable qui l'emmènera en enfer.

Smetse consent. Il revoit l'abondance. Charitable aux malheureux, il héberge un jour la sainte Famille sous l'aspect d'un homme et d'une femme avec un âne portant un petit enfant. Saint Joseph lui accorde en récompense la réalisation de trois souhaits. Et le rusé compère de demander : « que quiconque sera sur mon prunier juché n'en puisse descendre que je ne le veuille ; que quiconque s'asseyera sur mon fauteuil ne s'en puisse ôter que je ne le veuille ; que tant qu'il soit de sa stature, homme ou diable puisse entrer dans ce sac mais non en sortir que je ne le veuille. »

Les sept ans révolus, le diable envoie chercher Smetse par un messager qui n'est autre que Jacob Hessels, le conseiller de sang, le grand faucheur d'hérétiques, sous les traits d'un « méchant marouffle, ayant le poil blanc et crasseux, la corde au col, la gueule bée, tirant la langue et vêtu de méchante souquenille comme valet de seigneur débouté de fortune. » Il sort, tout catholique qu'il fût, de l'antre de Satan : « les traîtres réformés sont près de Dieu et je brûle au parfond des enfers. »

On devine ce qui se passe et comment, grimpé sur le prunier, l'envoyé du diable sous le bâton et la barre de fer est forcé d'accorder prolongation de bail de sept années. Ce deuxième répit épuisé, le nouveau messager infernal est le duc d'Albe en personne. Nous entrons cette fois en plein dans la manière corrosive du satiriste et du partisan, soutenant d'ailleurs puissamment l'ardent sentiment du patriote. Tout cela atteindra l'apogée dans la terrible scène qui met enfin aux prises, après sept années supplémentaires, le forgeron gantois et le roi Philippe II. Car d'Albe, assis sur le fauteuil, moulu de coups, a fait comme Jacob Hessels. L'apparition du cadavre vivant du Roi précédé d'un brouillard de poux dépasse toutes les inventions de Jérôme Bosch et de Breughel d'enfer. Philippe, nu sous le manteau de drap d'or, porte sur la poitrine « quatre grands apostèmes, lesquels n'étaient qu'une plaie et d'où sortaient l'infection qui enpuantissait la forge et les nuées de poux qui y sautaient... L'homme était blanc de teint, châtain de cheveux, roux de barbe, avait les lèvres quelque peu élevées et la bouche ouverte un tantinet. En ses yeux gris habitaient mélancolie, envie, dissimulation hypocrisie, rigueur et male rancune... »

Le forgeron réussit à faire entrer le Roi dans le sac merveilleux en le persuadant qu'il a été guéri lui-même par ce moyen d'une maladie analogue. Mais même sous les coups Philippe refuse de faire grâce : « Périsse plutôt Flandre ! » Chantant la terrible litanie de leurs griefs nationaux, Smetse et ses ouvriers le réduisent enfin à merci. Cette scène fantastique est encore dépassée par la fin du conte. De Coster écrivant à Élisa, notait : « J'ai un peu peur de la fin de *Smetse*. » C'est après la mort du forgeron. Son âme paraît devant Dieu. Péchés et bonnes actions s'équilibrent dans la balance. Et tout à coup le Flamand avoue avoir battu tant qu'il a pu les « méchants fantômes de Jacob Hessels, du duc d'Albe et de Philippe deuxième, roi d'Espagne.

— Smetse, dit alors Monseigneur Jésus, ceci est très bien, je te baille permission d'entrer en mon paradis...

L'écrivain, on le voit, a pris parti et il est maître de son style. Il demeurera ferme pour le fond et pour la forme. « Je resterai crânement et fortement ce que je suis, écrit-il à Élisa. J'aime l'espèce de folie qu'il faut pour créer dans ce genre. »

Il a devant lui un grand dessein. Il y consacre dix années de solitude et de souffrances. Depuis 1859, il a rompu avec Élisa ; en 1864, il renonce à sa place d'employé aux archives. La *Légende d'Ulenspiegel* paraîtra en 1867, chez l'éditeur Lacroix, le même qui paya, à la même époque, 300 000 francs le droit d'imprimer les *Misérables* de Victor Hugo achevés, eux aussi, à Bruxelles. Il semble que De Coster ait été hanté comme Hugo par l'ambition de laisser une bible populaire. Il en puise la matière dans le riche dépôt de pamphlets flamands des archives belges; littérature souvent apocryphe, et conçue tout entière dans un dessein de propagande révolutionnaire.

La publication, en 1860, des œuvres de Marnix de Sainte-Aldegonde, est venue renforcer le sentiment anti-catholique de certaines peintures. L'*Egmont* de Gœthe, dont une partie se passe à Bruxelles, le *Don Carlos* de Schiller ont pu contribuer aussi à orienter De Coster, baptisé à Munich, élève des jésuites de Bruxelles, mais devenu libre penseur et anticlérical, vers un mélange de dogmatisme et de réalisme qui est peut-être plus germanique que latin. Car ses dernières lettres à Élisa nous le révèlent avec une âme naturellement religieuse. « Dieu

sera avec nous... Dieu nous bénit. » Il s'agit évidemment du Dieu de George Sand.

Mais ce qui domine cette philosophie arbitraire et bien romantique de la *Légende d'Ulenspiegel*, ce qui lui assure en Belgique une situation privilégiée qui dépasse la vogue d'une école et s'insère dans la renaissance nationale, c'est le caractère du héros, Thyl, fils du charbonnier Claes, né à Damme dans le pays de Bruges, « quand mai ouvrait leurs fleurs aux aubépines ».

Un savant professeur de l'université de Liége, M. Hamelius, dans une étude fouillée, demeurée presque inédite, a relevé toutes les sources auxquelles De Coster a pu puiser pour recréer ce personnage légendaire. Il vient d'Allemagne et existe en Flandre dès le moyen âge. Vingt chapitres de l'œuvre de De Coster sont plus ou moins des transpositions d'un vieux texte flamand. L'auteur moderne s'est borné à faire naître Thyl à Damme et surtout à le faire vivre au temps de Philippe II, au moment où la Réforme fait son apparition aux Pays-Bas. La *Légende du Renard* était exploitée, quand De Coster commença d'écrire, par des publicistes flamands soucieux d'y incarner l'esprit des communes en lutte contre la noblesse féodale. Et Thyl se nargue lui-même en se qualifiant de « pauvre renard flamand qui va rentrer au service de peur des chasseurs espagnols ». Mais en transposant le type original, rusé et cruel, De Coster l'idéalise. Il y introduit un sentiment que ni le Moyen âge ni la Renaissance n'ont exploité : la bonté. A part cela, il s'agit toujours du vagabond traditionnel, pratiquant tous les métiers, parcourant toutes les provinces, s'octroyant toutes les licences.

A côté de Thyl nous trouvons Nele, sa fiancée, issue de l'imagination de l'auteur, dont le rôle sera d'abord de demeurer dolente à la raison, gardant sa mère folle, la sorcière Katheline. Elle prendra un jour une revanche éclatante pourtant et qui coïncide avec l'évolution de l'œuvre et du type d'Ulenspiegel vers une signification idéale. Thyl, entré au service du Taiseux, Guillaume d'Orange, s'est rebellé et va être pendu. Usant d'un droit ancien, Nele réclame fièrement celui qu'elle aime. On les marie donc et désormais l'épouse va être associée à la légende qui s'enfonce dans une nuit pathétique où elle devient épopée.

Thyl, en effet, poursuit autre chose que sa fantaisie à travers les aventures de tout genre auxquelles il mêle son ami Lamme Goedzak à la grosse bedaine, transposition d'une figure populaire empruntée au folklore. Il a entendu des voix mystérieuses qui lui enjoignent de « chercher les sept », révélation fragmentaire, indistincte, traduisant une sorte de croyance dans le progrès indéfini, à laquelle le héros flamand donne lui-même une interprétation plus conforme. Son père, l'humble charbonnier de Damme, dénoncé par un ennemi qui convoite son pauvre bien à la faveur des édits contre les hérétiques, a péri sur le bûcher. Thyl et sa mère Soetkin ont recueilli ses cendres. Pieusement enfermées dans un sachet, elles reposent contre le cœur filial et battent dès que la lutte pour la justice et pour la liberté grandit l'aventure du garçon errant.

Ainsi des épisodes, plaisants ou grossiers, de ripaille, de rixe, de basse galanterie, se voient soudain élargis, haussés pour atteindre sans effort à une véritable grandeur. Le cadre subit une sublimation équivalente. Un simple décor villageois, l'esquisse d'un coin de cité, une ligne d'horizon, un détail de saison palpitent d'un élan d'amour profond. Le poète et le patriote dépassent l'évocateur archaïque et le partisan.

Le livre se clôt par la scène fantastique où Thyl et Nele sont précipités par une force irréelle dans un monde magique. Quand la jeune femme se réveille, elle trouve son époux comme mort à son côté. « Deux nuits et un jour passèrent et Nele, de douleur enfiévrée, veilla son ami Ulenspiegel. Au commencement du second jour, un prêtre et un fossoyeur veulent procéder à l'enterrement. Mais, au moment où déjà les premières pelletées de sable couvrent son corps, Ulenspiegel éternue, se secoue et dit :

— Est-ce qu'on enterre Ulenspiegel l'esprit, Nele, le cœur de la mère Flandre? Elle aussi peut dormir, mais mourir, non. Viens Nele.

« Et il partit avec elle en chantant sa sixième chanson, mais nul ne sait où il chanta la dernière. »

Cette finale a fait plus pour la popularité actuelle de l'œuvre touffue, diffuse, arbitraire et emportée sur l'aile d'une inspiration soutenue, que tout le reste. On en grava les lignes sur la pierre du monument élevé à la mémoire de De Coster. Sous un saule, au bord d'un étang qui précède les vestiges de

l'ancienne abbaye de la Cambre à Ixelles, un médaillon reproduit les traits aristocratiques de l'écrivain, la chevelure romantique, le nez busqué, le front large. Il se détache au centre d'un dispositif architectural, qui met au premier plan la figure de bronze du couple immortel.

Tardif hommage, gloire posthume. Illustrée par une douzaine de grands artistes, la première édition de la *Légende d'Ulenspiegel* ne se vendit point. En 1870, De Coster fut nommé professeur d'histoire générale de la littérature française à l'école de guerre qui venait d'être fondée. Cela pouvait suffire strictement à sa subsistance, mais il avait des dettes. Il mourut le 7 mai 1879, jour d'une échéance, soigné par une pauvre femme atteinte d'un ulcère au visage et qu'il prétendait guérir. Camille Lemonnier fut le premier à réclamer réparation envers sa mémoire. Encore un isolé, appropriant à l'instinct de sa race le naturalisme français issu du romantisme. Verhaeren, qui vint ensuite et connut vivant la renommée, doit beaucoup lui aussi au romantisme. Charles De Coster en a reçu l'étincelle sans laquelle peut-être son cerveau n'aurait point pris feu. Mais la substance du grand foyer qui y brûla trente ans et le consuma, nul ne la lui fournit que lui-même.

En cette saison de son centenaire, si l'on veut lui rendre un véritable hommage, on n'ira point sur sa tombe délabrée du cimetière d'Ixelles, qu'une souscription publique s'occupe de restaurer. Pas davantage devant le gracieux monument de l'étang, moins encore dans la chambre que désigne une plaque commémorative au premier étage d'une modeste maison à l'angle des rues Mercelis et de l'Arbre bénit. Ce serait peu même de le chercher à travers les trois volumes, qu'il a laissés ou parmi les feuillets jaunis de sa correspondance amoureuse. Pourquoi ne pas demander au paysage qu'il a aimé, qu'il a chanté la signification de l'âme inquiète et tumultueuse qui fut la sienne ? Né en marge de la vie régulière, dans un reflet de pourpre et de noblesse guerrière, il grandit avec une ambition que l'art seul contenta. Et cet art le mit dans la dépendance du plus ancien rêve national. D'un bout à l'autre, l'œuvre de De Coster obéit à l'amour des campagnes fertiles et libres, et à la haine des oppressions citadines. Nulle part cet air de franchise

ne se respire en Belgique comme dans la région de la mer et de l'Escaut où s'épanouit son Ulenspiegel.

Je viens de la parcourir longuement, verdoyante et saline, ponctuée par les tours massives de Damme, de Lisseweghe et d'Oostkerke, témoins indestructibles de la lutte religieuse d'où sortit la rupture entre les gens du nord et du sud. Elle a souffert également de la rude incompréhension des maîtres espagnols et des sacrilèges exactions des réformés de Zélande. Après avoir vu l'estuaire du Zwijn s'ensabler, la cité de Damme devenir bourgade et les fanaux de Lisseweghe et d'Oostkerke s'éteindre, elle a perçu dans la nuit de la plaine abondante, gagnée sur les eaux, le rougeoiment des feux allumés par les Gueux de mer, qui pour un temps encadrèrent le rêve indiscipliné du fils du charbonnier Claes. Là, il faillit mourir, révolté à son tour contre l'autoritaire révolte. Là, le cœur de la Flandre l'a réclamé. Là, enfin, il est revenu chanter sa septième chanson qui ne sera pas non plus la dernière.

Car la visionnaire Katheline l'avait prédit : Thyl ne meurt point. On le rencontre toujours sur les chemins flamands, dans les villages laborieux, sous la voûte des églises médiévales, enrichies par la Renaissance, irrémédiablement meurtries par les fureurs iconoclastes. Il aime errer sur le *schorre* désert du Zwijn, où une flore pourpre éclôt en août, entre la digue de sable chantée par Dante, et l'océan qui charrie le limon du fleuve national. A chaque menace étrangère, les cendres paternelles se réveillent sur son cœur. Le mérite de Charles De Coster est d'avoir pressenti, dans l'instinct de son héros, issu du moyen âge, approprié au XVI^e^ siècle, et modernisé à la manière romantique, le destin même de la patrie.

HENRI DAVIGNON.

MÉMOIRES D'UNE ALLEMANDE SUR NAPOLÉON Ier (1)

Ce qu'on appelait le Château d'eau, au faubourg de Plauen à Dresde, était un pavillon de la fin du XVIIIe siècle, du genre qu'on appelait en France une folie : un corps de logis à un étage, mansardé, une maison de campagne plutôt qu'une maison galante. Cette demeure assez isolée, close de murs, ombragée de saules, baigne dans un étang couvert de nénuphars qui lui donne un aspect d'abandon et de roman.

Cette maison singulière avait, comme toutes ses pareilles, sa légende. Vers 1850, elle était habitée par une septuagénaire. Les commères racontaient sur elle des choses étranges. Toute jeune, elle avait épousé le comte de Lynar, qui était mort en quelques heures, en revenant de la chasse, après avoir bu un verre d'eau : on sent bien que le verre était empoisonné. On ajoutait que la meurtrière s'était vue condamner à la peine bizarre de porter la corde au cou le reste de sa vie, et à se présenter au juge tous les huit jours, pour que celui-ci s'assurât que la corde y était toujours. Ces fables entouraient d'une réputation sinistre la dame aux nénuphars. On se rappelait qu'elle avait joué un rôle au temps de Napoléon, dont elle

(1) *Memoiren der Graefin Kielmannsegge ueber Napoléon I*, publiés d'après les manuscrits par Gertrude Aretz, 1 vol. in-8, 60 planches et fac-similé ; Dresde, Paul Aretz Verlag, 1927.

avait embrassé passionnément la cause ; elle avait eu un fils qu'on attribuait à l'Empereur. Tout cela faisait rêver : ce château aquatique, cette demeure fermée, la vieille dame invisible, c'était un thème de ballade, un îlot de poésie que laissait après elle la mémoire du héros. La comtesse de Kielmannsegge (c'est le nom de son second mari) y mourut en 1863, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Vivait alors à Dresde un singulier bonhomme, libraire, polygraphe, fureteur, auteur et éditeur de savants répertoires. La *Bibliographie universelle* d'Œttinger, son *Moniteur des dates* sont de précieux instruments de travail. Mais ce critique excellent était encore romancier à ses moments perdus. La légende du château d'eau, de la comtesse aux deux maris et du fils secret de Napoléon était un sujet tout trouvé de livre populaire. Son roman de la *Kielmannsegge* parut en 1864, et il s'en vendit en six mois plus de 8000 exemplaires. Je n'ai pas réussi à en découvrir un à Paris. J'ai trouvé en revanche un autre livre du même auteur, *Jérôme Bonaparte et son île de Caprée* : « roman humoristique », dit le titre, mais en réalité il n'est que ridicule.

Cependant, il existait au château de Lynar, près de Lübeck, d'authentiques descendants du premier lit de la comtesse. Là se conservaient ses portraits, ses livres, ses meubles, ses papiers, tout un trésor inexploré depuis plus d'un demi-siècle. Le culte de Napoléon n'est peut-être nulle part plus vivant qu'en Allemagne : l'Allemagne vénère en lui le fondateur de son unité. Ces sentiments n'ont point changé depuis la guerre, témoin le beau livre d'Emil Ludwig, un des meilleurs essais qu'on ait consacrés à l'Empereur (1). Mme Gertrude Aretz s'est fait connaître de son côté par un agréable ouvrage sur les *Femmes de Napoléon*, tandis que son mari en publiait un autre sur *Sainte-Hélène*. Mme Aretz, qui vit à Dresde, connaissait de longue date le roman d'Œttinger. Elle réussit à se faire ouvrir le dépôt de Lynar : elle eut la surprise d'y découvrir des mémoires originaux de la comtesse de Kielmannsegge, et ne douta pas d'éclaircir le secret du Château d'eau.

Ces *Mémoires*, qui viennent de paraître, ne manqueront pas de soulever une foule de questions. M. Jean Hanoteau les tient pour fort suspects, et a refusé de les mentionner dans les notes

(1) *Napoleon*, von Emil Ludwig ; Berlin, Ernst Rowohlt Verlag, 1925.

de son édition des *Mémoires de la reine Hortense*. Je crois qu'on fera bien de se servir du texte avec précaution. Il est bien probable que l'auteur s'y donne un rôle qu'elle n'a pas eu. Elle brode, elle dit plus et moins qu'il n'y en a. A le bien prendre, quel auteur de *Mémoires* n'en est là ? C'est le genre qui le veut, ils font tous le roman de leur vie.

Celui d'Auguste-Charlotte de Schoenberg, comtesse de Lynar et de Kielmannsegge, a au moins de quoi captiver. Son portrait par Grassi nous la montre en Hébé, brillante et demi-nue, sortant d'un flot de draperies et de nuages; l'œil caressant, le menton riant d'une fossette voluptueuse, elle verse le nectar d'une aiguière d'or dans un bassin de vermeil, et ce geste d'innocente rhétorique fait penser au breuvage funeste que la calomnie l'accusa d'avoir versé à son mari. A la vérité, un autre portrait, dessiné par Vogel, nous donne une image plus ressemblante : ce n'est plus le grand rôle mondain, c'est *Gustel*, comme on appelait la jeune femme dans l'intimité, un profil sensuel, la moue d'une petite Allemande sentimentale sous le fichu vaporeux d'Angelika Kaufmann. Cette forme un peu fade peut encore passer pour une figure de jolie femme.

Veuve à vingt-quatre ans, la jeune femme, héritière de Schmochtitz et de Lübbenau, terres qui se mesurent par dizaines de villages, se remariait l'année suivante au comte Ferdinand de Kielmannsegge. Elle lui donna deux enfants dont l'aînée est cette Nathalie, les amours de ce toqué de Pückler-Muskau. Cela se passait en 1802. Le mariage tourna mal. On avait donné un époux à Gustel pour empêcher ses biens de demeurer sans maître; mais le maître en prenait à son aise et en usait comme du sien, sans égards pour Madame et même de la manière la plus offensante pour elle. Il la trompait, et elle s'y fût peut-être résignée ; mais elle était Saxonne et lui patriote prussien, c'est-à-dire qu'ils appartenaient à deux Allemagnes opposées. Après Iéna, la crise éclata. Le ménage devenait intenable. Le comte dépensait les revenus de sa femme à conspirer contre le tyran; il la ruinait en régiments de volontaires pour l'Espagne. A la fin il se fit pincer dans le complot de Dörnberg contre le royaume de Westphalie. Il fut arrêté à Hambourg et ses biens confisqués. C'est à ce moment que les *Mémoires* commencent.

La comtesse eût pris son parti de la prison de son mari,

mais la confiscation la mettait sur la paille. Il vaut mieux s'adresser au bon Dieu qu'à ses saints. Toute l'Allemagne connaissait l'histoire de Mme de Hatzfeld, qui était venue se jeter aux pieds de l'Empereur, avait arraché par ses larmes la grâce de son mari. Mme de Kielmannsegge se dit qu'elle devait se conduire en épouse généreuse et qu'elle n'obtiendrait peut-être pas moins du vainqueur, que n'avait fait la femme du ministre prussien. Elle ne manquait pas de relations à Paris. Elle y avait une amie, la duchesse de Courlande, intime de Talleyrand, dont le neveu, le comte de Périgord, était sur le point d'épouser la fille de cette dame. Par cette voie elle n'eut point de peine à obtenir un passeport et elle arrivait à Paris en septembre 1809 avec ses trois enfants et le précepteur de l'aîné.

Quinze jours plus tard, l'Empereur rentrait de sa campagne d'Autriche, chargé des lauriers de Wagram, et la femme du prisonnier de Hambourg recevait une lettre d'audience. La comtesse se rendit aux Tuileries plus morte que vive. Des fenêtres, on voyait l'Empereur passer dans le Carrousel une revue de la Garde. Ses frères et ses aides de camp l'entouraient. L'étrangère revint s'asseoir près de la cheminée. « L'Empereur vous connaît mieux que vous ne pensez », lui dit à voix basse un officier. « Dieu le veuille ! » répondit-elle. Enfin, elle fut introduite. La porte se referma. « L'Empereur était devant moi. Il était de bonne humeur, le visage plein de bienveillance. Quelle âme y eût été insensible? Pour mon pauvre cœur agité, ce fut comme si le ciel s'ouvrait.

— Vous voilà! disait-il. Vous voyez ce qui se passe. Cela vous étonne ! Vos amis ne s'y attendaient pas : ils ne faisaient pas entrer cela dans leurs calculs. Qu'en dites-vous? Que voulez-vous ?

Elle implora la mise en liberté de son mari, promit gratitude éternelle. Il consentit, à condition que les enfants seraient élevés à Paris, et que la comtesse s'engageât à ne plus financer les entreprises de son mari. Elle ne demandait pas mieux. L'Empereur écrivit au roi de Saxe d'y veiller et de prendre soin de la fortune de la jeune femme.

— Je suis votre ami, dit-il en achevant, vous n'en aurez jamais de meilleur. Laissez-moi faire, je serai un père pour vos enfants. Vous n'avez été que trop à plaindre. C'est moi qui me charge de votre bonheur.

— Heureuse, Sire ! s'écria-t-elle, près de vous, je le serai toujours.

A partir de ce jour, la comtesse fut acquise sans réserve à Napoléon. Pour celui-ci, on sent que sa clémence lui coûtait peu : il gardait des otages. La dame pouvait lui rendre des services, soit à Dresde, soit à Paris, où il avait ses raisons pour se méfier de Talleyrand, et pouvait ne pas trouver inutile d'avoir quelqu'un dans la maison. On sait quel charme était le sien quand il faisait patte de velours. La jeune Allemande devint son esclave pour la vie.

Tout de même, on est un peu surpris que tout cela ait échappé aux historiens, et que, de tant de chercheurs qui fouillent depuis un siècle les moindres recoins de l'Empire, aucun n'ait rencontré cette figure. Dit-elle la vérité ? A l'en croire, elle aurait dès lors servi d'intermédiaire entre l'Empereur et le roi de Saxe, « pour certaines affaires que l'on désirait tenir secrètes ». C'est dommage que sa discrétion l'empêche d'en dire davantage. « Je ne voyais jamais l'Empereur qu'en public, les jours de cercle aux Tuileries. Le duc de Rovigo, qui prit vers ce moment le ministère de la Police, ou d'autres agents de l'Empereur, me communiquaient ses ordres. » Pour tout dire, c'était une « mouche », une curieuse attachée à la police secrète. Tout cela devrait avoir laissé des traces quelque part. Au mois de mars 1810, elle fit un voyage à Weimar et à Dresde, peut-être pour une mission dont elle ne nous dit pas l'objet : elle fut reçue partout avec une faveur marquée, invitée au théâtre dans la loge grand-ducale. On ne l'appelait que l'« ange gardien de l'Allemagne ». Le général Thielmann se faisait remarquer par son empressement. Il voulait baiser le bas de sa robe, qui avait approché leur bienfaiteur à tous. Trois ans plus tard, le général Thielmann était un des plus enragés officiers de Blücher.

L'intérêt grandit à partir de 1812, au moment des préparatifs de la campagne de Russie.

L'affaire Malet, l'alerte, le désordre, l'angoisse, la duchesse de Rovigo se sauvant en chemise par la porte de derrière de son jardin, le cri de Marie-Louise en voyant paraître les conjurés : « Ils vont me faire comme à ma tante ! », — la malheureuse ! toujours le cauchemar de Marie-Antoinette ! — sont des traits dramatiques. Le récit de l'exécution aurait ravi Stendhal.

L'année 1813 commençait, l'année de Leipzig, l'année de la débâcle. La comtesse s'apprêtait à repartir pour l'Allemagne, où la duchesse de Rovigo devait la rejoindre pour l'été. Elle regagnait son poste ; c'est là évidemment qu'elle devait être utile pendant les prochaines opérations. Elle eut l'occasion de revoir l'Empereur deux ou trois fois. Il se montra expansif; l'approche de la tourmente excitait son génie. Il se retrouvait le jeune général de l'armée d'Italie.

Ils se revirent après l'armistice, dans cet entr'acte qui sépare les deux campagnes de Saxe, lorsque les deux journées de Lützen et de Bautzen, étonnant les armées de la coalition, parurent rappeler les jours d'Arcole et de Rivoli, et ramener jusqu'au Niémen nos aigles victorieuses. Cet intervalle de deux mois (juin-juillet 1813) est une des dates mystérieuses de la vie de l'Empereur. Ce fut peut-être la dernière occasion qui lui fut offerte pour traiter. Il préféra jouer sa chance et courir le risque de tout perdre, plutôt que de rien sacrifier. Peut-être n'avait-il pas le choix : sans doute il fallait vaincre ou périr tout entier. Son système ne lui permettait pas de triompher à demi. Napoléon ne pouvait être que le maître absolu, ou disparaître. Ce sont ces circonstances qui donnent à cette accalmie, la valeur d'un instant pathétique.

Ce morceau de *1813*, est de beaucoup la partie supérieure des *Mémoires* : à vrai dire, c'est tout le livre. On en ferait un film; rien n'y manque, pas même les scènes de roman. La comtesse, à son arrivée, avait trouvé le pays en armes; Blücher marchait à l'est pour tendre la main aux Russes. Il se conduisait en Saxe comme en pays conquis. Le château de Lubbenau avait été mis au pillage, et le comte, qui marchait dans les rangs de l'ennemi, était là pour dénoncer sa femme et la vouer aux représailles. Pendant que la bataille faisait rage à Bautzen, la comtesse, avec ses enfants, avait dû fuir et passer une semaine vagabonde au fond des forêts de la Sprée, dans des cabanes de bûcherons.

Les victoires de juin vinrent retourner la situation. L'Empereur triomphait, la Prusse rentra sous terre. La comtesse revint en maîtresse à Lubbenau. Du 16 au 20 juillet, elle se rendit à Dresde, où l'Empereur habitait le beau palais Marcolini, devenu aujourd'hui l'hôpital de Friedrichsstadt. Tous les soirs, il y avait théâtre et représentation de la Comédie-

Française. Derniers rayons de ce soleil! Le roi de Saxe se montrait radieux à côté de son illustre ami. La noblesse saxonne se ralliait à la victoire. Mme de Kielmannsegge voyait se retourner vers elle les hommages contraints et les soins obséquieux. Elle déjeunait tous les jours avec l'état-major. L'Empereur était gai. Il racontait force anecdotes de la campagne de Russie, en écorchant les noms: il s'obstinait à dire Caligula pour Calouga. Il promettait à la jeune femme un hôtel à Paris, pour la dédommager du saccage de son château. Elle lui rendit un petit portefeuille de maroquin rouge, qu'il lui avait confié aux Tuileries, la veille de son départ. « Elle l'a toujours! j'en étais sûr, qu'elle l'avalerait plutôt que de se le laisser prendre. » Il lui rendit le portefeuille, qu'elle lui fit passer plus tard à l'île d'Elbe. Il lui recommanda de s'attacher à son frère, le roi de Westphalie, et lui confia un pli pour le tsar Alexandre. Puis il se mit à développer ses vues sur l'autre vie, sa foi dans l'Être suprême et dans l'immortalité. Il faisait son *Phédon*. On serait surpris qu'il n'y eût pas un peu de métaphysique dans le livre d'une Allemande.

Mais ce n'est pas ce qui occupait alors les jours de Mme de Kielmannsegge. Son âme était ailleurs. A Lubbenau, elle était l'hôtesse d'Oudinot et de tout l'état-major du 2e corps. Parmi tous ces jeunes gens, Bourzet, Jacqueminot, Lamare, Grillon, ayant pour chef d'état-major ce spirituel Lejeune, le héros de Saragosse et le meilleur crayon de l'armée, tous loin de leur pays, au milieu des hasards, entre deux batailles, on pense ce que devait être la présence d'une femme, aimable encore, et qu'une situation romanesque rendait intéressante. La comtesse avait trente-six ans. Elle approchait de cette arrière-saison des femmes, qui rend la beauté plus touchante; son automne s'accordait à l'automne de l'Empire. Les circonstances, le fragile et le précaire de toutes choses, je ne sais quel pressentiment de lendemains inquiets, tout conspirait pour conseiller de cueillir la minute présente. La comtesse depuis longtemps n'avait plus de mari; elle avait, belle encore, la liberté d'une veuve; on retrouvait chez elle des souvenirs de Paris; elle était engagée, d'une façon piquante, dans la même partie que ces soldats. Elle aussi, elle faisait la guerre. C'était une camarade. Il n'en fallait pas tant pour troubler cette jeunesse et pour en dégager une atmosphère galante. Il

est clair que tous ces garçons étaient amoureux d'elle. Jeune, aimable, au milieu des camps, il aurait fallu plus de trente-six ans pour résister à cette dernière griserie de l'amour.

Le premier aide de camp était le chef d'escadrons de cuirassiers Letellier. Il avait trente ans, et il y en avait quatorze qu'il faisait la guerre. C'était le visage d'Hippolyte et la noblesse d'un preux, avec cette teinte républicaine que gardaient seuls dans la Grande Armée les hommes de sa génération : je me figure un Romain de David ou plutôt le *Cuirassier blessé* de Géricault. On le sentait fait pour les choses extraordinaires. Un jour, au château de Laab, près de Wagram, il fut cerné par une compagnie de Croates embusquée dans les caves ; retranché dans le salon, derrière une barricade de meubles, il essuya à bout portant la décharge de deux cents fusils : il s'en tira sans une blessure. Cependant une mélancolie ombrageait son visage. C'était un beau ténébreux, ce que nous appellerions aujourd'hui un neurasthénique. Il devait être insupportable. Il fit sur la jeune femme une impression profonde. « Quel caractère magnifique ! Que de vertus et que de malheur ! On dirait Achille souffrant... »

Ce héros de roman, dans un château de Lusace, c'est le type d'une aventure qui a dû se répéter dans l'histoire de l'Empire à beaucoup d'exemplaires. Dès lors, le bel Henri règne seul dans les rêves de la jeune femme. Dès le 2 juillet, on se jure amitié pour la vie. Les jours où le commandant est de service au château sont des jours de bonheur. Lorsqu'elle sortait pour se promener, il faisait présenter les armes. Il lui racontait son histoire, lui parlait de son père. Le 12 juillet, la tendre Allemande ne manque pas de lui souhaiter la Saint-Henri. Le lendemain, il lui fit une scène. Les choses devaient être déjà fort avancées ; car, note la jeune femme, nous n'eûmes besoin de personne pour nous réconcilier.

Cependant l'idylle pensa tourner à l'orage. Il y avait trop d'hommes autour de cette lune de miel, dans le paradis de Lubbenau. Le maréchal Oudinot, quoique nouvellement marié, faisait la cour à la jeune femme et la serrait de près ; ce n'était pas sans peine qu'elle maintenait ses hommages dans les limites du respect. La crise ne pouvait manquer de se produire. Il serait trop long de raconter par quel accident l'aide de camp manqua un jour à une revue dans l'escorte du maréchal. Celui-

ci eut un mot très vif pour cette faute dans le service. Le lendemain, l'officier en demanda raison. Le maréchal était à table. Il s'emporta, et fit le geste de jeter son assiette à la tête de l'insolent. Celui-ci bondit sous l'affront. Le maréchal était furieux : il mit l'aide de camp aux arrêts et parlait du conseil de guerre. Il est probable que sans le savoir il cédait à un accès d'humeur et de jalousie. Une femme était la cause de l'émeute, une femme l'apaisa. Tout ce petit drame est conté par l'auteur avec beaucoup de naturel. Comment elle s'y prit pour calmer le vieux soldat, qui était un peu *soupe au lait*, mais au fond un brave homme ; comment elle l'amena à pardonner, et faire du coupable un général, après avoir voulu le fusiller la veille, c'est une comédie à laquelle il ne manque qu'un Sardou pour en tirer un pendant à *Madame Sans-Gêne*.

C'était au début d'août. L'armistice finissait le 15. Le 18, c'était la bataille de Dresde ; la ville se trouvait bombardée, le roi en fuite ; l'Empereur traversait sans retour le pont de l'Elbe, qu'il faisait sauter sur son passage. La comtesse, descendue à l'hôtel de Russie, regardait la ville embrasée par les obus prussiens et les grenades russes. Les Français résistaient encore dans les faubourgs, puis battirent en retraite sur la route de Leipzig. La comtesse écoutait la bataille s'éteindre. « Le bruit du canon qui s'éloignait mesurait le recul de notre libérateur. »

Alors ce furent, en sens inverse, les scènes de vexations et de pillages qui avaient eu lieu avant Bautzen : il fallut subir l'insolence du vainqueur. Après les Prussiens, c'étaient les Cosaques dont le malheureux pays apprenait à tâter : les Alliés faisaient regretter l'ennemi. La Prusse n'a jamais été une maîtresse aimable. Détestée, elle redouble de sévices et de brutalité. Ce n'est pas le lieu d'exposer la politique allemande de Napoléon. Pour la Saxe, pays de vieille histoire, en face du parvenu de Potsdam, il n'y avait d'indépendance possible qu'appuyée au dehors sur la puissance française. « Il fallait choisir entre le cerveau de Paris ou la botte de Berlin. »

La comtesse, comme son souverain, le roi Frédéric-Auguste, avait choisi la France, et ne se croyait pas, pour cela, moins bonne Allemande. Elle tenait à son petit pays. La chance lui donna tort. La Cour, à l'exception du prince, cachait ses sympathies, et se contentait de changer de camp suivant la for-

tune du moment, la peur du roi de Prusse était la règle de sa sagesse. La défection du corps saxon à Leipzig causa la perte de la bataille. Mais dans le peuple, le grognard n'était nullement haï; il était le gendarme qui en imposait au Prussien. Le gendarme parti, le pays se vit livré aux aménités du vainqueur.

Le retour de l'île d'Elbe vint ranimer les espérances. « L'explosion du dégoût populaire contre les Alliés ne connut plus de bornes. On respirait. On violait exprès les règlements, on piétinait toutes les consignes. Tous les matins, les aigles prussiennes se trouvaient barbouillées d'ordures. Ce n'était qu'un feu de joie.

Mme de Kielmannsegge partageait le transport de ses amis. Une correspondance singulière lui permettait de suivre de loin leurs sentiments, aux battements de son cœur. Une angoisse étrange l'avait saisie à deux reprises, le jour de l'abdication de l'Empereur et le jour du départ de l'île d'Elbe. Un phénomène du même genre lui annonça la catastrophe. Elle eut un rêve : elle se voyait au château de Chambord. Un cortège funèbre commença : on apportait sur des civières les corps de tous les officiers de sa connaissance. Elle reconnut d'abord le général Le Tort, puis d'autres Français, des Russes, des Allemands, des Austro-Hongrois, tous dans l'ordre où elle devait apprendre plus tard la nouvelle de leur mort, et frappés de la blessure même qu'ils allaient recevoir dans la réalité. Le son d'une trompe la réveilla. Un postillon heurtait à la porte et disparut. Il était trois heures du matin, le jour commençait à poindre. Troublée, elle se rendit au temple et reçut dévotement la sainte Cène avec sa fille. C'était le 18 juin, le jour de Waterloo.

Les avanies recommencèrent et la grande douleur des vaincus. Au milieu de ces misères elle eut la surprise, en septembre, de recevoir un mot du général Letellier : c'étaient les premières nouvelles qu'il lui donnait depuis deux ans. Une nuit d'automne, le 26 novembre, sans s'être fait annoncer, il tombait du ciel à Lubbenau. Il avait réussi à s'échapper de Paris et arrivait dans un cabriolet sous une bâche ruisselante, accompagné d'un domestique, avec une valise pour toute fortune.

Il passa quatre mois chez son amie. Les épreuves avaient achevé de déranger son cerveau. Malheureux, rempli d'idées noires, l'espoir de la guérison le ramenait aux lieux où il avait goûté quelques jours de bonheur. C'est là qu'il apprit le procès

et la mort du maréchal Ney. Il lui échappa alors des paroles incohérentes : « Moi aussi je saurai mourir! » s'écriait-il dans son délire. Il s'échappa, et on entendit un coup de feu. Il s'était contenté de tirer dans une fenêtre où il apercevait sans doute un ennemi imaginaire. Ces scènes pénibles se renouvelaient tous les jours. La pauvre femme le vit partir avec soulagement. C'est quelques mois plus tard, en 1816, qu'elle accoucha de l'enfant que ses ennemis disaient le fils de Napoléon. Le général, toujours poursuivi par les furies, se brûla la cervelle à Paris, en 1818.

Dès lors commença pour la femme vieillissante la vie du souvenir. Elle avait quarante ans : il lui en restait autant à passer sur la terre. Mais déjà elle ne vivait plus qu'avec les ombres. Tout ce qui la rattachait au monde, c'étaient les débris et les ruines de ce qu'elle avait aimé. Elle continuait de recevoir à Lubbenau les revenants de la Grande Armée, les guenilles, les fantômes des retours de Russie. Elle lisait Tacite, le prince Eugène, tous les livres dont elle avait entendu faire l'éloge par Napoléon. Elle se mettait à recueillir les gravures, les images du temps de l' « Autre » : elle peuplait ainsi « la chambre funéraire de sa vie »

Le nouveau régime l'accablait de tracasseries. En 1818, sous le prétexte de sa santé, elle obtint de Metternich la permission de voyager. Alors, pendant plus de dix ans, ce fut le pèlerinage de ville en ville, à Frohsdorf, à Schœnau, à Graz, à Trieste, à Prangins, à Arenenberg, dans tous ces lieux mélancoliques que les épaves de l'Empire, avant celles de la monarchie, remplissaient de leurs exils. Rome, veuve éternelle, la capitale des solitudes, était le rendez-vous de toutes ces détresses. Mme de Kielmannsegge y retrouva le roi Jérôme et la reine de Westphalie. Tous les jours, une vieille femme en noir faisait quelques pas dans l'arène du cirque de Néron : c'était la mère de l'Empereur qui promenait son deuil dans les ruines du Colisée.

Parfois, dans ces voyages, on venait à rencontrer quelqu'un qui avait à parler de l'homme immense qui remplissait le monde de son absence. A Chamonix, la voyageuse vit un capitaine Lacky, lequel avait passé quinze jours à Sainte-Hélène ; ailleurs, le peintre Hawell qui revenait des Indes lui donna une aquarelle du tombeau de l'Empereur. A Parme, elle inter-

rogea un ancien cocher des Tuileries. Elle cueillit aux îles Borromées un rameau du laurier, dans l'écorce duquel le premier Consul avait gravé le mot *Vittoria*, le soir de Marengo. Au grand Saint-Bernard, elle fit dire une messe pour l'Empereur et abjura en mémoire de lui.

Depuis la mort de son idole, elle ne quittait plus le crêpe. Elle s'était fait faire un livre, un herbier de reliques, où il y avait des portraits de l'Empereur, des feuilles du saule de Longwood et qu'elle appelait son bréviaire. Tout ce passé embaumé dans le souvenir devenait une poésie. La vie même de la comtesse participait de cette légende. Elle ne devait plus démêler avec exactitude le réel et le rêve. Sans doute, lorsqu'elle entreprit d'écrire ses *Mémoires*, beaucoup de choses qu'elle avait apprises dans les dernières années étaient venues s'intercaler dans les images originales ; d'autres s'étaient effacées. L'auteur cède à la tentation de se peindre en beau, d'avoir eu toujours une singulière clairvoyance. Elle avait un peu la marotte de la seconde vue. Elle se donna le plaisir de prophétiser après coup. Son œuvre, comme toutes celles de la mémoire et de l'amour, est à moitié imaginaire.

Au palais Marcolini, un jour de cet inoubliable été, comme elle se plaignait devant l'Empereur que les femmes n'eussent point d'armoiries : « Eh ! bien, fit-il, voici les vôtres : un lion qui porte un homme sauvage et, pour devise, *Seule et soumise.* » Ces mots, en caractères gothiques, sont cloués en lettres de fer noir sur la pierre noire de son tombeau.

Seule et soumise, ces deux mots ne sont pas plus un portrait, que l'image un peu conventionnelle que nous peignent les *Mémoires* de Mme de Kielmannsegge. La critique s'occupera de remettre au point ses récits. Ce n'est point mon affaire. J'ai eu plaisir à ranimer le vieux roman de la dame du Château d'eau, l'ombre d'une Allemagne aux sympathies françaises. L'amie du romantique général Letellier est une mémoire aimable, une figurine de Saxe, apprêtée et sentimentale, agréable à évoquer sous les ombrages du parc, autour de la Galerie verte ou sur la terrasse de Brühl, aux environs du Zwinger, devant le pont de l'Elbe qui roule encore à Dresde les souvenirs de l'Empereur.

Louis Gillet.

ROBERT DE FLERS

J'avais eu l'honneur de le recevoir à l'Académie française. A le voir, ce jour-là, si débordant de vie, si heureux de son éclatant succès, qui eût pu croire qu'il n'eût que si peu de temps à passer parmi nous? C'est la grande tristesse, pour nous qui vieillissons, de voir partir si jeunes encore, dans toute la force d'un beau talent, des écrivains que nous aimons. Que de fois ma pensée retourne vers le cher Rostand que je revois toujours, collégien de seize ans, se mêler à mes rhétoriciens de Stanislas!

Robert de Flers arrivait à nos séances, toujours en redingote et lavallière nouée à l'artiste. Entrait avec lui la gaieté inscrite sur sa bonne figure ronde, qu'animait le clair regard des yeux malicieux et doux. Très réservé, il se mêlait peu à nos discussions, mais l'avis qu'il exprimait, avec la légère hésitation qui cherche le mot juste et la nuance exacte, était toujours celui du bon sens, enveloppé de courtoisie et d'esprit. Et sa présence dans [ce cadre sévère y mettait de la joie, de la lumière.

De la lumière. Partout où il a passé, dans les genres si variés qu'il a abordés, on le suit à cette trace lumineuse. Il était de ces êtres, nés sous une heureuse étoile, privilégiés de la nature, qui en ont reçu le don de s'adapter à la vie, d'aller dans le sens de la vie, d'en prendre et d'en donner ce qu'elle a de meilleur. Une telle disposition, si rare, si enviable, explique toute sa brillante carrière, toute son œuvre charmante.

Voyez-le, adolescent à peine hors de page, jouer, dans la société la plus élégante et devant le public le plus cultivé, jouer à ravir la comédie de salon. C'est, — pour ceux qui la jouent, sinon toujours pour les autres, — une chose délicieuse que la comédie de salon. On est jeune, on débute dans le monde, on porte un costume, on a une chanson

aux lèvres et de l'illusion plein les yeux, on connaît ces faciles succès, aussi doux que les premiers feux de l'aurore. Robert de Flers s'y amuse follement et c'est sa manière à lui de travailler. Il fait ses classes. Il apprend le public avec lequel il sera, pendant trente ans et sans un désaccord, en si parfaite union et si intime harmonie.

Il y a bien des formes du théâtre, et qui ne se valent pas toutes. Robert de Flers est allé tout droit à celle qui convenait le mieux à sa nature, mais aussi qui pouvait donner à un public parisien le maximum de jouissances : une comédie qui est non pas un rappel des tristesses et des laideurs de la vie, mais un délassement de bonne compagnie, une revanche de la fantaisie contre la plate réalité, de l'imprévu contre le terre à terre, de l'esprit contre la sottise, une comédie d'où l'on sort détendu, ayant repris le goût de vivre. Cet art, fait de légèreté spirituelle, Robert de Flers l'avait porté à la perfection dans les trois pièces où sa finesse s'était si bien mariée à la verve de Gaston de Caillavet. Il fallait l'entendre parler avec une sorte d'attendrissement de ce péristyle dorique du théâtre des Variétés. Ce petit théâtre d'un grec rococo a été, les soirs où on y jouait *le Roi*, *le Bois sacré*, ou *l'Habit vert*, le coin le plus parisien de Paris, aux années où nous y avons connu la douceur de vivre.

Homme de théâtre, Robert de Flers le restait en dehors même du théâtre, et au meilleur sens du terme. Sa conversation, qui était exquise, prenait naturellement le tour d'un dialogue de théâtre : le mot y jaillissait, la réplique y pétillait. Ses articles de journaux continuaient sa conversation. Il en écartait tout développement abstrait, tout ce qui pèse, tout ce qui lasse. De la vie et encore de la vie. Des anecdotes, des souvenirs, des portraits enlevés en quelques touches, des traits de caractère, des propos familiers. Critique dramatique, à qui rien n'était étranger de ce qui concerne la pratique du théâtre, il s'était fait de la bienveillance, qui lui était naturelle, une règle, j'allais dire un devoir. Pour les nouveaux venus dans cette carrière du théâtre où il avait si bien réussi, il se considérait comme un frère aîné, soucieux de leur en aplanir les difficultés, attentif à les guider de l'exemple et de la voix.

Ses conférences étaient agencées comme des pièces de théâtre. A chacun des personnages dont il entretenait le public, il assignait son rôle et son emploi ; il l'introduisait, à la manière dont on règle les entrées et les sorties : il y avait une péripétie et un dénouement. Les trois conférences sur Meilhac et Halévy, qu'il a données à notre *Société des Conférences*, étaient coupées comme une pièce en trois

actes. Et comme il les disait! Et comme il les jouait! Un Jules Lemaître, commodément assis dans son fauteuil, lisait sa prose malicieuse avec des sourires plein sa barbe. Robert de Flers n'était pas pour la conférence assise. Il parlait debout; il ne pouvait parler que debout; alors seulement il avait la liberté de son allure et de ses mouvements : il était tout action. Avec sa voix chaude et si bien timbrée, sa figure riante, son entrain, sa manière en dehors, on aurait dit qu'il allait au-devant du public pour lui porter le joli cadeau de son esprit.

Tel il se montrait dans nos cérémonies académiques, où il se plaisait. Il était notre lecteur attitré. Depuis que l'âge avait affaibli la belle voix métallique de Jean Richepin, c'était lui qui faisait au public réuni sous la Coupole les honneurs des poèmes couronnés. Son « remerciement » à l'Académie, lorsqu'il succéda au marquis de Ségur, avait été un éblouissement. Sa réponse au discours de réception d'Édouard Estaunié fut un chef-d'œuvre de bonhomie accueillante. Qu'on me permette d'insister sur le discours des Prix de vertu qu'il prononça, il y a deux ans, à notre séance publique. Ce discours est une lourde tâche, pour laquelle il faut compulser maints rapports. Il avait accepté comme un honneur d'en être chargé. On se souvient de ces pages émues, où se révélait tout un côté de sa nature que sa discrétion se plaisait d'ordinaire à voiler : la bonté. Ce jour là, ce fut une fête de l'esprit et du cœur, — le plus raffiné esprit parisien exaltant le cœur des humbles.

La dernière fois que je l'ai vu, — il y a si peu de jours! — c'était à la Commission pour les familles nombreuses. Il était arrivé portant dans ses bras l'énorme paquet des dossiers Cognacq. Le travail terminé, il se mit à causer avec son enjouement de toujours. Rien ne laissait deviner que sa santé fût gravement atteinte, ni qu'il en eût souci. Mais un tel homme ne pouvait pas vieillir. Heureux jusque dans la mort, il n'aura pas connu l'usure de l'âge et la maladie qui diminue. L'image qu'il nous laisse de lui-même est restée intacte et c'est, rayonnante de jeunesse, de bonne grâce et de fierté, la belle image dont rien n'est venu ternir l'éclat.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La conférence navale qui, après un mois et demi de travaux et de négociations, vient d'aboutir à un retentissant échec, ne doit pas nous apparaître, dans la politique contemporaine, comme un fait isolé, comme une tentative qui n'avait pas de précédents et qui n'aura pas de suite. Essayons de la replacer dans la chaîne des événements qui la préparent et dans l'ambiance historique qui l'explique. Nous trouvons à propos, pour nous éclairer, les quelques pages lumineuses que M. Guglielmo Ferrero intitule *la Question des Océans* dans le petit livre, chargé d'idées et de substance, qu'il vient de publier (1).

Dans la fureur d'une lutte pour la vie, où toute arme paraissait bonne pourvu qu'elle blessât, les belligérants de la Grande Guerre infestèrent les mers de défenses, de restrictions, de mines, de torpilles, de navires visibles et invisibles, si bien que les neutres s'aperçurent que « la liberté des mers, » que l'on croyait consacrée par le droit et l'usage, n'était plus qu'une illusion. En 1915 et 1916, le plus riche, le plus puissant de ces neutres, les États-Unis, se trouvèrent en difficulté, pour les mêmes raisons d'ordre maritime et commercial, avec l'Angleterre et l'Allemagne. A la suite d'incidents particulièrement atroces et attentatoires aux droits des neutres, comme le torpillage de la *Lusitania*, le différend avec l'Allemagne devint guerre. La victoire obtenue, les Américains, pour prix de leur concours, demandaient des garanties pour la liberté de la navigation et le respect des droits des neutres. C'était l'un des 14 points du président Wilson, le seul peut-être qui intéressât directement les Américains. Mais s'il y avait, sur terre, plusieurs vainqueurs, tout se passait comme si, sur mer, il n'y en avait qu'un seul. La

(1) *L'Unité du monde* (Simon Kra, in-16).

flotte allemande anéantie, les escadres alliées réduites, la marine britannique régnait sans partage sur les océans. « La liberté des mers, pour laquelle l'Amérique avait combattu, ne serait qu'un mot vide de sens si l'Angleterre ne consentait pas à reconnaître une loi des mers et certains droits inviolables des neutres. » Comment, par quelles affinités idéologiques ou religieuses, M. David Lloyd George parvint-il à circonvenir M. Woodrow Wilson et à escamoter, dans les négociations de paix, la question de la liberté des mers? Comment aussi M. Clemenceau n'aperçut-il pas tout le parti qu'il pouvait tirer, pour obtenir les sécurités que la France était en droit de réclamer, du désaccord profond entre les deux branches de la famille anglo-saxonne au sujet de la liberté des mers? Ce n'est point notre objet de le rechercher aujourd'hui. Toujours est-il que M. Wilson s'inclina, que le problème des mers fut passé sous silence et que les Américains s'occupèrent, avec désintéressement mais sans compétence, de régler les affaires européennes. Ils restèrent cependant inquiets, avec l'obscur sentiment d'avoir été frustrés du prix de leur victoire ; ils refusèrent de signer le traité de paix ; et, par une étrange erreur d'optique, c'est surtout à la France qu'ils s'en prirent.

Depuis 1919, les États-Unis se sont vus entraînés à dépenser des milliards en constructions navales afin de balancer la puissance maritime de l'Angleterre et du Japon qui se trouvaient, après la guerre, posséder les seules flottes importantes. Comment s'étonner après cela que les Américains aient exigé des Anglais, — et par suite des autres alliés, — le paiement de leurs dettes de guerre? « Il est évident que de longtemps l'Amérique n'aura rien à redouter de l'Allemagne. Le danger, au contraire, ou, si le mot est trop fort, un grave motif de défiance et de précaution lui viendra de l'Angleterre et du Japon. » Les Américains, comme toutes les grandes nations productrices et commerçantes, ont besoin des mers, car les eaux sont devenues non plus une séparation, mais un lien entre les nations ; ils se sont aperçus, durant la guerre, qu'une dictature de la mer pourrait s'imposer à d'immenses continents, sinon à la terre entière. « Sans une loi des mers dictée par l'accord ou imposée par l'équilibre des forces, la liberté des continents même est menacée, parce que les continents ne peuvent plus se passer des mers. Ce lien est peut-être la plus grande révélation de la guerre mondiale. »

Rentrés chez eux, mécontents de l'Europe, vaguement conscients de ne pas rapporter les satisfactions qu'ils étaient en droit d'attendre,

les Américains se désintéressèrent des affaires de l'Europe et se mirent à construire des navires de guerre. Un conflit à propos du Pacifique n'était-il pas prévu et annoncé? Ils s'aperçurent que, s'ils possédaient beaucoup de dollars et tout l'or du monde, ils étaient fort en retard sous le rapport des constructions maritimes, des arsenaux, des bases navales, du recrutement des équipages. C'est alors que le président Harding lança des invitations pour la conférence de Washington. Il s'agissait d'une part de reculer ou d'empêcher la lutte pour le Pacifique, d'autre part de donner aux États-Unis le temps de rattraper l'avance de l'Angleterre par une limitation générale des armements navals. On n'a pas oublié que les accords de Washington de 1922 fixent la proportion de vaisseaux de ligne (*capital ships*), que chaque grande puissance est autorisée à mettre en service, à 5 pour l'Angleterre et les États-Unis, 3 pour le Japon, 1,75 pour la France et l'Italie. Ainsi, pour la première fois, l'Angleterre, qui jadis était à peine rassurée par le *two powers standard* (c'est-à-dire que sa flotte devait être supérieure au total des deux plus puissantes flottes venant après elle), acceptait de se trouver à égalité avec une autre puissance maritime; elle partageait avec les États-Unis cette royauté des mers (*the sea power*) dont l'amiral américain Mahan a expliqué, dans ses ouvrages célèbres, la décisive importance. Était-ce donc une abdication? C'était d'abord, vis-à-vis de toutes les puissances autres que les États-Unis, une consolidation de la suprématie britannique. L'Angleterre accordait aux Américains, dont elle avait besoin de se concilier les faveurs pour des raisons financières et économiques, une satisfaction d'amour-propre sans préjudice réel pour sa prééminence, car, outre la supériorité de son outillage technique, la concurrence restait libre pour les bateaux inférieurs à 10 000 tonnes, croiseurs, destroyers, torpilleurs, sous-marins, que l'Amirauté britannique peut mobiliser en grand nombre. Telle était la situation au moment où, sans préparation ni avertissement préalable, le président Coolidge invita les puissances signataires des accords de 1922 à une nouvelle conférence pour la limitation des armements navals.

Le 20 juin, en effet, la conférence ouvrait solennellement ses séances à Genève : les États-Unis, l'Empire britannique et le Japon y étaient représentés ; la France et l'Italie s'étaient bornées à y déléguer chacune un « informateur », chargé, sans prendre aucune part aux délibérations, de tenir leur gouvernement respectif au courant des travaux de la conférence et de ses destinées. Dès la prise de contact

se révéla, entre le point de vue des Américains et celui des Anglais, une incompatibilité qui devait rester insurmontable ; le différend apparut définitif à la séance plénière du 14 juillet et l'on peut dire que, du 14 juillet au 4 août, il ne s'agit plus guère que de masquer la retraite, de colorer l'échec et surtout, pour chacune des parties, d'en rejeter sur l'une des autres la responsabilité.

A aucun moment les préoccupations que nous essayions tout à l'heure, avec M. Ferrero, de définir, ne sont apparues en pleine lumière ; elles n'en dominent pas moins tout le développement des négociations. Les Américains avaient cru, en 1922, s'assurer la parité maritime avec l'Empire britannique ; ils s'étaient aperçus de leur illusion ; mais la politique du parti républicain, faite d'économies et de réductions d'impôts, ne permettait pas d'entreprendre la construction, dans les classes inférieures à 10 000 tonnes, d'un nombre d'unités navales suffisant pour établir l'égalité avec l'Angleterre et ses dominions ; la course aux armements, dans cette catégorie de bâtiments, était interdite aux États-Unis aussi bien par la parcimonie du gouvernement que par l'insuffisance des moyens techniques. Mais l'opinion publique réclamait la parité ; les partisans de la *big navy*, appuyés, dit-on, par d'importantes firmes métallurgiques des États-Unis, s'agitaient. Puisqu'on ne pouvait arriver par des constructions intenses à balancer la puissance des Anglais en bâtiments légers, ni même celle du Japon, ne pouvait-on obtenir d'eux qu'ils cessassent de construire et même qu'ils détruisissent un certain nombre de leurs unités légères ? Tel était l'objet des propositions que M. Gibson soumit à la conférence ; les chiffres qu'il mit en avant impliquaient, en pratique, la démolition d'un certain nombre de croiseurs britanniques et, pour le Japon, l'arrêt de toute nouvelle mise en chantier dans cette catégorie.

L'opinion publique nippone, surtout dans le parti démocratique, avait accueilli avec enthousiasme la conférence proposée par le président Coolidge ; elle y voyait une occasion d'économies et une garantie de paix ; l'amiral Saïto fut acclamé par la foule à son départ pour Genève. Mais, d'autre part, la délégation, dirigée par le vicomte Ishii, attachait un haut prix à rester en accord avec l'Angleterre ; elle adopta donc une tactique très nuancée, très prudente, d'expectative et de bons offices, dont l'objet apparent était le succès de la conférence mais dont l'objet réel était probablement fort différent, en tout cas plus complexe.

Autant les propositions américaines décelaient l'improvisation, la

poursuite d'un succès d'opinion sur le terrain politique, autant l'Amirauté britannique, représentée à Genève par son premier lord, M. Bridgeman, par le vicomte Cecil, par l'amiral Field, plus tard par l'amiral Jellicoe comme représentant de la Nouvelle-Zélande, apparut dès l'abord techniquement mieux préparée, politiquement mieux inspirée. L'Anglerre s'est gardée de contester aux États-Unis le droit à la parité dans toutes les catégories, mais elle a d'abord posé sa propre thèse, fondée sur une étude détaillée de ses besoins en bâtiments légers. Pour la surveillance de ses lignes de communication maritime, dont la sécurité est, pour l'Angleterre, question de vie ou de mort, pour la défense de ses colonies, l'Amirauté estime ne pouvoir se passer de 70 croiseurs, c'est-à-dire qu'au lieu des 300 000 ou 350 000 tonnes de croiseurs que lui offraient les Américains, elle en exigeait 600 000. Les États-Unis ont très peu de possessions lointaines à défendre; leurs lignes de communication ne sont pas menacées ; leur ravitaillement est assuré par leur propre sol ; ils se suffisent à eux-mêmes et disposent d'une puissante assiette continentale qui fait défaut à l'Angleterre. Les besoins militaires d'un État, que ce soit sur mer ou sur terre, ne se mesurent ni à sa population, ni à l'étendue de son territoire, mais aux dangers qu'il court, aux menaces qui pèsent sur sa vie quotidienne. Il serait absurde que les États-Unis qui ne courent aucun risque d'invasion exigeassent, sous prétexte qu'ils sont trois fois plus peuplés que la France, que celle-ci n'eût qu'une armée trois fois moins forte que la leur.

Il est possible de limiter, par une entente entre les puissances intéressées, le tonnage global de bateaux alloué à chacune d'elles, pourvu que cette proportion corresponde non pas à une égalité théorique, mais à des besoins vitaux ; mais il convient de laisser à chaque État la faculté de disposer selon ses besoins du chiffre de tonnes qui lui revient. Ces doctrines que l'Amirauté britannique a soutenues sans faiblir à Genève, nous les connaissons, ce sont celles que le ministère français de la marine a toujours défendues depuis l'armistice et que nos experts ont préconisées, au cours des travaux préparatoires à la conférence du désarmement, parfois à l'encontre des représentants britanniques. Elles sont dictées par le bon sens et les Français se félicitent de constater que l'Angleterre s'y rallie sans réserves. Exposant, le 8 juillet, les principes dont s'inspire la délégation britannique à Genève, le premier lord de l'Amirauté affirmait à nouveau que l'existence de l'Empire britannique dépend de sa sécurité sur les mers, puis, citant une récente déclaration de M. Georges

Leygues, — le ministre actif et éclairé auquel la marine française doit sa résurrection, — il ajoutait : « Je ne saurais mieux définir notre position, ce sont les principes mêmes qui régissent notre politique navale. » Il nous plaît de prendre acte d'un tel accord.

Le tonnage des croiseurs et leur armement resta jusqu'au bout, entre les Amirautés britannique et américaine, le principal objet de contestation. Les Anglais disposant de bases navales sur tous les points du globe n'ont pas besoin de croiseurs à grand rayon d'action et 6000 tonnes leur suffisent; ils demandaient donc la suppression progressive des croiseurs de 10000 tonnes; il fallut toute l'insistance des Américains pour leur faire admettre deux catégories de croiseurs, l'une de 10000, l'autre de 6000 tonnes; mais ils ont exigé que les croiseurs de cette catégorie n'eussent pas le droit de porter des canons de plus de 150 millimètres, les canons de 203 étant réservés aux croiseurs de 10000 tonnes. Or, il faut se souvenir que les croiseurs auxiliaires, c'est-à-dire les paquebots rapides susceptibles d'être armés en guerre, ne doivent porter au maximum, d'après les accords de Washington, que des pièces de 150 : de ces bâtiments les Anglais possèdent plus de 60, les Américains 2 ou 3 seulement. Une importante supériorité résulte donc de cette disproportion en faveur de l'Angleterre. Au cours des négociations, l'Amirauté britannique mit en avant diverses concessions qui, à l'étude, apparurent aux Américains ou illusoires ou avantageuses à la seule Angleterre. Ils offraient bien, par exemple, de réduire le nombre de leurs croiseurs, mais ils demandaient que la limite d'âge pour la durée de leur service actif fût prolongée. Ils proposèrent aussi de limiter, à l'avenir, à 30000 tonnes le tonnage supérieur des *capital ships* que les accords de Washington fixent à 35000; leurs partenaires se souvinrent aussitôt que la flotte britannique seule possède deux cuirassés de 35000 tonnes, le *Nelson* et le *Rodney*, tout neufs, avec une formidable batterie de 9 canons de 406 millimètres; il serait doublement avantageux pour elle de garder cette supériorité et de n'avoir plus à faire l'énorme dépense (un milliard de francs par bâtiment) de pareils mastodontes. La suggestion n'eut pas de suite. Il en fut de même des dispositions que les Anglais voulaient prendre dès maintenant pour préjuger les solutions qu'il souhaiteraient voir adopter en 1931 lorsque les accords de Washington arrivés à échéance seront sujets à revision.

Tel est, dépouillé des questions accessoires et des propositions destinées à amuser le tapis ou à donner le change sur les responsabilités, l'objet du litige, l'écueil sur lequel a échoué la conférence.

Il ne s'agit de rien moins que du maintien de la prééminence de l'Empire britannique sur les mers et l'on comprend l'énergie tenace avec laquelle l'Amirauté a défendu ses positions. Le président Coolidge et ses conseillers s'étaient flattés d'arriver à imposer une limitation des armements en navires légers, de même que les accords de Washington ont établi une limite pour les *capital ships*; et voilà que, par suite de la fausse conception des Américains qui a provoqué la naturelle résistance de l'Amirauté britannique, le gouvernement des États-Unis se voit obligé ou de renoncer à établir à bref délai la parité de puissance avec les Anglais ou de se lancer dans un programme formidable de constructions neuves. La conférence convoquée sous prétexte de désarmement risquait ainsi d'aboutir à une nouvelle course aux armements.

Dans ces conditions, il eût été plus franc de constater d'un commun accord l'impossibilité d'une entente que de prolonger les manœuvres pour déplacer la responsabilité de l'échec. A la séance plénière du 14 juillet, les Américains tentèrent de rejeter l'échec final sur les Japonais ; ceux-ci ripostèrent, d'accord avec les Anglais, par une proposition, dont nous n'exposerons pas le dispositif, mais qui avait pour objet de faire ressortir l'insuffisance de la préparation technique des Américains et de prouver la bonne volonté des deux autres parties. Un voyage à Londres des délégués anglais ne permit pas de trouver une issue à une impasse qui, de toute évidence, n'en comportait aucune. Les concessions que M. Bridgeman rapporta de Londres étaient de pure apparence et n'avaient d'autre objet pratique que de donner, pour l'opinion publique, une marque de bonne volonté. Il fallut, à la séance du 4 août, se résoudre à prononcer l'ajournement *sine die* de la conférence et à masquer, par les vagues formules d'un optimisme de commande, le complet échec d'une tentative mal conçue et mal préparée.

Cet insuccès prévu entraîne des conséquences d'ordre technique et surtout d'ordre politique. Certes, il ne présage pas une guerre pour la suprématie navale entre l'Empire britannique et les États-Unis. Sir Austen Chamberlain disait, le 11 juillet, aux Communes : « Entre les États-Unis et ce pays, toute possibilité de guerre est désormais écartée, non seulement sur le papier, mais encore dans le cœur et l'âme de tous les citoyens. » C'est la vérité. Cependant, il reste, dans l'esprit des Américains, l'obscur sentiment que le problème de la liberté des mers n'est pas résolu; les remarques que nous présentions tout à l'heure subsistent, renforcées par la déception de Genève.

Les Anglais chercheront à trouver un terrain nouveau de négociation pour donner aux Américains une satisfaction qui risque fort de n'être qu'un trompe-l'œil dont les États-Unis ne se satisferont peut-être pas toujours ; l'obstacle qui a surgi à Genève ne s'abaissera pas, car c'est de l'indépendance politique de l'Angleterre et de sa sécurité navale qu'il s'agit; l'Amirauté, sur ce point, ne transige pas et il n'est, en Angleterre, ni un département ministériel, ni un parti politique, qui ne s'incline devant ses directions. Sur le vaisseau qui porte la fortune de l'Empire britannique, l'Amirauté est, comme le commandant sur son navire, « le maître après Dieu ». Aucun premier lord n'a maintenu plus fermement ces traditions que M. Frank Hodges, ancien secrétaire de la Fédération des mineurs, dans le ministère MacDonald. Écoutons ces paroles du *Daily Express*, journal conservateur indépendant : « C'est un soulagement de penser que le quartier général de la politique britannique est de nouveau à Londres et non à Genève. Il est encore davantage réconfortant de sentir que nous avons à notre disposition une flotte libre. Nous ne nous sommes jamais basés sur la flotte américaine pour nos dépenses navales et nous n'entendons pas le faire à l'avenir. »

Une flotte libre ! Voilà le mot de la situation, le mot qui répond à la pensée héréditaire, au vouloir permanent du peuple britannique. L'Angleterre n'accepte ni une limitation à sa liberté de manœuvre, ni un contrôle étranger à ses affaires nationales ; et quelle affaire serait plus nationale et plus vitale que la flotte d'où dépend le ravitaillement, l'indépendance, la vie de l'Angleterre ? Le *Times* constate avec satisfaction que la déclaration de M. Bridgeman a été lue, le 4 août, au nom et avec l'approbation de tous les Dominions de l'Empire. Les États-Unis trouvent leur cohésion nationale dans l'unité continentale de leur territoire ; l'Empire britannique, au contraire, ne relie les pièces et morceaux dont il est constitué que par la flotte impériale : ce n'est donc pas seulement l'Angleterre qui est en jeu, c'est l'Empire. Que vient-on discuter sur des questions de tonnage ou de calibre ? L'Angleterre se prête à ces débats comme à une nécessité qui résulte des difficultés économiques et financières qu'elle traverse en ce moment ; mais son programme reste invariable : flotte libre sur la mer libre, c'est-à-dire sur la mer toujours librement ouverte à la navigation britannique.

L'un des résultats inattendus de la conférence de Genève paraît être un rapprochement entre l'Angleterre et le Japon. C'est à propos de la conférence de Washington, en 1921, que l'alliance anglo-japo-

naise, conclue par lord Lansdowne, a été rompue, le cabinet de Londres l'ayant délibérément sacrifiée à l'entente avec les États-Unis qu'exigeaient les banques pour le maintien de la livre au pair du dollar ; c'est peut-être à Genève qu'elle aura trouvé un nouveau printemps. Les Japonais, entre les deux cousins anglo-saxons, enclins à leur faire porter la responsabilité de l'échec de la conférence, ont manœuvré comme des maîtres en l'art national du jiu-jitsu ; leur tactique diplomatique est aussi délicate que souple et forte. Déjà, à propos de la Chine, les Anglais ont eu, depuis quelques mois, l'occasion de regretter les alliés naguère dédaignés ; à Genève, l'entente s'est opérée tout naturellement par l'adoption d'une commune stratégie. De cette constatation d'une similitude d'intérêts, il ne résulte, pour le moment, rien, si ce n'est une ambiance rénovée, des impondérables qui cristallisent en des formes nouvelles, des faits connus qui s'éclairent de lumières inattendues, en un mot quelque chose de très important. La lutte pour le Pacifique pourrait prendre un cours imprévu et les affaires de Chine évoluer vers des issues encore inconnues.

A peine l'Amérique et l'Europe avaient-elles appris l'échec définitif de la conférence que les agences transmettaient un laconique communiqué de M. Calvin Coolidge ; de sa villégiature du Dakotah, le Président annonçait qu'il ne solliciterait pas un second renouvellement de son mandat ; il quitterait donc la Maison Blanche le 4 mars 1929. Depuis Washington, il est de constante tradition qu'après deux législatures un Président sortant n'est pas une troisième fois candidat ; mais cette règle d'usage s'applique-t-elle dans le cas, qui est celui de M. Coolidge, où un vice-président devient président automatiquement par décès du titulaire ? Cette législature incomplète doit-elle entrer en ligne de compte ? M. Roosevelt, qui s'est trouvé dans le même cas, a essayé de résoudre la question par la négative, mais le succès n'a pas répondu à son désir. Voici que M. Coolidge, à son tour, prend position. Entre sa décision et l'échec de ses projets à Genève, doit-on n'apercevoir qu'une simple coïncidence, ou chercher une relation de causalité ? Nous ne croyons guère à un hasard. Le président fondait de grands espoirs sur sa politique de désarmement, d'où il espérait faire sortir à la fois la paix, les économies et la parité navale avec l'Angleterre ; c'était peut-être trop demander à une simple manœuvre diplomatique ; l'échec est à la fois celui d'un homme et d'une méthode et il n'est pas surprenant que M. Coolidge se soit senti atteint dans son prestige. Sans doute, la presse commence à dire

que l'annonce de sa retraite n'est qu'une feinte et que le désarroi où cette nouvelle jette son parti inclinerait bientôt M. Coolidge à se laisser faire par ses amis une douce violence. Tant d'astuce ne nous paraît pas vraisemblable. En tout cas, les républicains sont désemparés et les démocrates exultent. Il se pourrait que, de l'échec de la conférence de Genève, datât, pour les États-Unis, le retour à une politique moins particulariste, moins effacée, plus active.

La France n'a aucune raison de s'affliger de l'échec de la conférence ; elle l'avait prévu et son gouvernement, avec une clairvoyance dont il convient de le louer, s'était abstenu, malgré les sollicitations pressantes dont il était l'objet, d'y participer activement. Instruit par l'expérience de Washington, il se refusait à jouer une seconde fois le rôle de dupe ; il ne doutait guère qu'au cas vraisemblable où l'accord ne se ferait pas, Anglais et Américains auraient trouvé un terrain d'entente pour nous faire porter la responsabilité de l'échec. La France et l'Italie, qui se sont trouvées d'accord pour l'abstention, se trouvent aussi d'accord pour se féliciter d'une issue qui montre que les méthodes directes de désarmement sont impraticables et qu'il faudra revenir aux méthodes indirectes du protocole de 1924, en laissant la première place aux accords de sécurité. Les Anglais auraient aujourd'hui mauvaise grâce à nous contredire sur ce point : ils ont reconnu publiquement que nos méthodes sont les bonnes, que les principes de l'Amirauté sont conformes à ceux de notre ministère de la Marine ; pour la première fois ils ont admis que les sous-marins constituent une arme aussi légitime que les cuirassés, que c'est par le tonnage global que peut être déterminée l'importance d'une marine et que chaque peuple a le droit, selon les besoins de sa sécurité et de sa politique, de répartir ce tonnage total au mieux de ses intérêts. L'Angleterre doit pourvoir à la sécurité de voies de communication maritimes dont elle évalue la longueur totale à 113 000 kilomètres ; la France tient le second rang avec 60 000 kilomètres, distançant de loin les États-Unis, l'Italie et le Japon. Elle est aussi la seconde des grandes puissances coloniales. Dans ces conditions, elle est fondée à prétendre au deuxième rang comme puissance navale ; en tout cas, il n'y a aucune raison pour qu'elle se contente de la dérisoire proportion de 1,75 que lui allouent, comme à l'Italie, les accords de Washington. La France n'a pas l'intention de se lancer dans une coûteuse politique d'armements navals, mais elle tient, elle aussi, à avoir, comme l'Angleterre, dans des limites raisonnables, une « flotte libre ». Ne pouvant imaginer aucun cas où elle devrait,

les armes à la main, se trouver parmi les adversaires soit de l'Angleterre, soit des États-Unis, elle souhaite l'entente cordiale entre tous ses alliés de 1918; elle se félicite de l'énergie que l'Angleterre a déployée pour défendre des principes et des méthodes qui lui paraissent raisonnables et justes, car elle est convaincue, — il faut toujours le redire, — que les deux plus puissants instruments d'ordre européen et de paix sont et resteront longtemps encore la flotte anglaise et l'armée française qui ne peuvent se trouver dans deux camps opposés.

L'expérience de la conférence tripartite qui vient d'échouer guidera désormais toute la politique de limitation des armements et la mettra à l'abri des fantaisies dangereuses de lord Robert Cecil. La ténacité avec laquelle la délégation britannique à Genève a invoqué la sécurité insuffisante de l'Empire pour justifier le maintien d'un « plafond » d'armement très supérieur à la force effective actuelle de la marine anglaise, est un heureux précédent qui ramène à ce principe de bon sens que chaque État est juge de sa sécurité, à moins que des traités internationaux n'en aient disposé autrement, et à cette constatation de fait qu'une conférence pour le désarmement, dans les conditions actuelles de sécurité qui existent en Europe, serait prématurée. Le désarmement, en aucun cas, ne saurait passer avant la sécurité. L'ajournement de la conférence prévue pour l'automne s'impose dès maintenant et devra être mis à profit pour pousser, vers des solutions précises et durables, les études relatives à la sécurité qui, sur l'initiative de la délégation française à la Commission préparatoire, sont étroitement liées aux travaux pour la limitation des armements. La conjonction doit rester très étroite entre le travail politique, qui a pour objet d'établir la sécurité générale, et le travail technique en vue de la limitation des armements. C'est la seule méthode qui soit sans danger et qui puisse donner des résultats durables.

Tels sont les enseignements de la conférence de Genève. A tous les points de vue que nous avons essayé d'étudier, son échec apparaît comme un fait considérable de l'histoire politique contemporaine.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-HUITIÈME VOLUME

JUILLET — AOUT

Livraison du 1[er] juillet

Pages

HAUDEQUIN, DE LYON, deuxième partie, par M[me] COLETTE YVER 5

LE DÉSARMEMENT INTERNATIONAL. — *LES ESPÉRANCES, LES RÉALITÉS*, par M. H. CARTON DE WIART 36

EN ALSACE. — LA VIE ET LA MORT DU GÉNÉRAL SERRET, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 57

DANS LA LUMIÈRE DE RIO, par M. PAUL HAZARD 92

LA MAITRISE DE L'AIR. — III. *LE PERSONNEL*, par M. LE GÉNÉRAL NIESSEL . . 120

LE POSTE DANS LA BROUSSE, par M. W. SOMERSET MAUGHAM, traduit de l'anglais par M[me] E. R. BLANCHET 144

DE NEWTON A LAPLACE, par M. ÉMILE PICARD, de l'Académie des Sciences. . 174

POÉSIES, par M. TRISTAN DERÈME 195

POUR LE 5[e] CENTENAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN, par M. JOSEPH BÉDIER, de l'Académie française 204

SPECTACLES. — *LORENZACCIO*, par GÉRARD D'HOUVILLE 209

REVUE MUSICALE. — *LE DIABLE DANS LE BEFFROI, MORS ET VITA*, par M. CAMILLE BELLAIGUE 217

LE COMTE PRIMOLI, par M. ANDRÉ CHAUMEIX 223

RÉCEPTION DE M. PAUL VALÉRY, par M. HENRY BIDOU 227

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 229

Livraison du 15 juillet

L'ALTANA OU LA VIE VÉNITIENNE *1899-1924*, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française 241

LA TECHNIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU BOLCHÉVISME, par *** 271

LE LIVRE DE RAISON. — XIII. *UN ANIMATEUR*, par M. J. DE PESQUIDOUX . . . 300

HAUDEQUIN, DE LYON, troisième partie, par M[me] COLETTE YVER 322

L'AVENIR DU PLAN DAWES, par M. MAURICE LEWANDOWSKI 353

LETTRES D'ERNEST RENAN AU DOCTEUR GAILLARDOT. *PUBLIÉES PAR M. ANDRÉ LE BRETON.* — III 369

Pages.

La France des cinq parties du monde. — VII. *Dans l'Atlantique*, par M. Octave HOMBERG. 390
On joue *Prométhée* a Delphes, par M. Marcel BOULENGER 416
Littératures étrangères. — *Comment fut inventé l'émir Feyçal*, par M. Louis GILLET. 441
Revue littéraire. — *La poésie de Racine*, par M. Victor GIRAUD 454
Une manifestation provinciale. — Le congrès de Dijon, par M. Édouard ESTAUNIÉ, de l'Académie française. 466
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 469

Livraison du 1er août

L'Altana ou la vie vénitienne. — II. *La bell'uva. — Casa zuliani*, par M. Henri de RÉGNIER, de l'Académie française. 481
Pages de mémoires. — Les journées tragiques de juillet 1914, par M. S. SAZONOV. 515
Haudequin, de Lyon, dernière partie, par Mme Colette YVER. 540
Le Maréchal de la Force. — IV. *L'assassinat de Concini*, par le M. duc de La FORCE, de l'Académie française.. 572
Un tournant dans la question des soviets. — *La solution qui s'impose*, par ***. 602
Souvenirs d'une petite fille. — VI. *Une visite a Frohsdorf*, par GYP . . 616
La France des cinq parties du monde. — VIII. *L'Indochine*, par M. Octave HOMBERG 639
La vie secrète d'une puritaine, Emily Dickinson, par M. Albert FEUILLERAT. 668
Au jeu de paume. — *Les trésors de Maximilien*, par M. Pierre TROYON. . 692
Revue littéraire. — *La comédie-proverbe*, par André CHAUMEIX 698
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 709

Livraison du 15 août

Le Pacha de Tombouctou, première partie. — *L'Homme du Destin*, par M. André DEMAISON 721
La génération présente en Angleterre, par M. Cloudesley BRERETON . . . 761
L'Altana ou la vie vénitienne (1899-1924). — III. *Veduta di Venezia*, par M. Henri de Régnier, de l'Académie française 794
Les journées tragiques de juillet 1914. — II. *La déclaration de guerre*, par M. S. SAZONOV 815
Le Maréchal de La Force. — V. *La disgrace*, par M. le duc de La FORCE, de l'Académie française 838
La France des cinq parties du monde. — IX. *La France du Pacifique*, par M. Octave HOMBERG. 867
La véritable signification du *Neveu de Rameau*, par M. Daniel MORNET . . 881
La dernière crise sardinière, par M. Auguste DUPOUY 909
Un romantique flamand : Charles De Coster, par Henri DAVIGNON 922
Littératures étrangères. — Mémoires d'une Allemande sur Napoléon Ier, par M. Louis GILLET. 933
Robert de Flers, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 945
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 948

Paris, 1927. — Typographie Philippe Renouard. 19, rue des Saints-Pères. — 58529.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2618